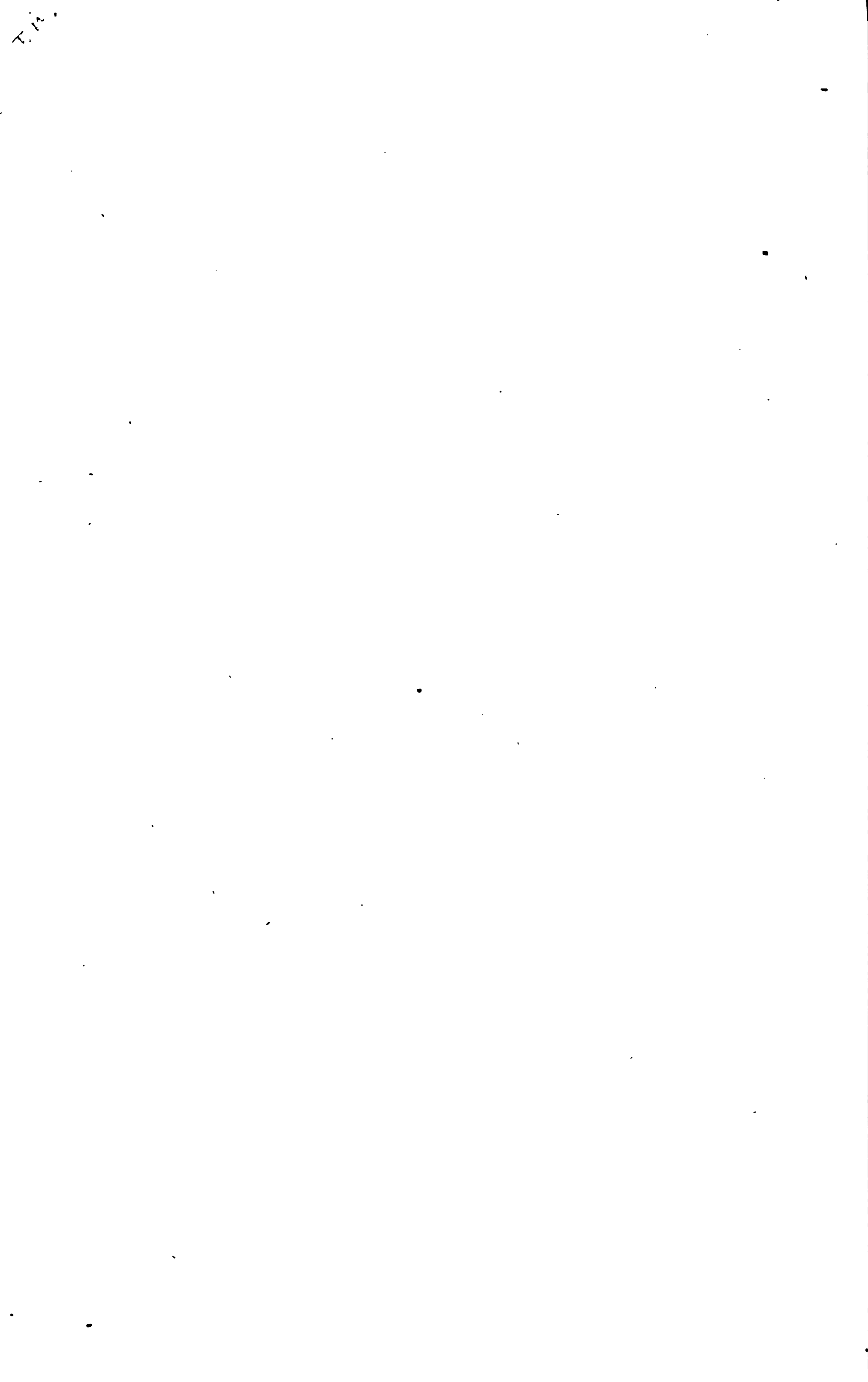




GALERIE

DES

CONTEMPORAINS

ILLUSTRES.

Imprimerie de Delevingne et Callewaert.

GALERIE

DES

CONTEMPORAINS

ILLUSTRES,

PAR

UN HOMME DE RIEN.

AVEC UNE LETTRE-PRÉFACE

Par M. de Châteaubriand.

Ornée de magnifiques portraits dessinés par M. Baugniet.

BRUXELLES.

CHARLES HEN, ÉDITEUR DU DICTIONNAIRE GÉOGRAPHIQUE DES COMMUNES DE BELGIQUE,

RUE DES MINIMES, 20.

1841



PRÉFACE.

Au moment de publier la première collection de ces minimes notices accueillies avec une bienveillance inespérée, nous nous empressons de profiter de la permission qui nous est donnée d'y joindre quelques lignes signées d'un nom à jamais glorieux; la lettre suivante, trop indulgente pour nous dans ce qu'elle accorde, nous est surtout précieuse par ses réserves, d'ailleurs bien naturelles, en ce qu'elle nous prouve que nous avons été fidèle à la pensée d'*éclectisme* politique et littéraire dont nous avons voulu faire la base fondamentale de ce travail.

M. de Châteaubriand à l'auteur de la Galerie des Contemporains illustres.

« J'ai été malade, Monsieur, et je suis encore très-souffrant; c'est ce qui m'a empêché « de vous remercier plus tôt du recueil biographique que vous m'avez fait l'honneur de « m'envoyer. Je n'ai jamais eu qu'à me louer de la bienveillance de ces sortes d'ouvrages, « y compris ceux qui m'étoient le moins favorables. Pour vous, Monsieur, qui me traitez « avec une indulgence dont je ne saurois être assez reconnoissant, je vous féliciterois avec « plus d'abandon sur là *forme* de votre travail, si je n'étois embarrassé sur le *fond* par « vos éloges. Il ne m'appartient point d'avoir une opinion relative à l'*ensemble* de vos « *biographies,* dans lesquelles, d'ailleurs, se montrent le talent, le goût, la mesure, la « retenue délicate de l'écrivain. Mais quelques-uns des hommes dont vous parlez sont des

« hommes que j'aime et admire; la sévérité, même adoucie par les louanges sincères et « les bienséances gardées, afflige toujours un peu l'admiration et l'amitié : à mon âge, on « est désarmé par le temps.

« Désormais hors du monde, retiré à mon foyer, entre les deux pénates de la France, « l'honneur et la liberté, je les prie d'épargner pour toujours à notre pays la honte même « avec le repos, le despotisme même avec la gloire.

« Agréez, etc.

« CHATEAUBRIAND. »

Paris, 20 février 1840.

Cette *sévérité adoucie* qui paraîtrait encore trop *sévère* à l'illustre écrivain, plusieurs nous ont fait l'honneur de la taxer de faiblesse, et ces observations contradictoires nous ont permis d'espérer que nous n'avions peut-être pas tort, par la raison même que nous n'étions point complétement de l'avis de chacun.

Une telle pensée, un peu outrecuidante en apparence, demande une explication, et malgré notre répugnance bien prononcée pour les préfaces en général, nous sommes nécessairement conduit à dire quelques mots sur le motif qui nous a déterminé à entreprendre une tâche inglorieuse et pourtant difficile aujourd'hui pour quiconque veut la remplir sans préventions d'aucune sorte, d'une manière digne, désintéressée, loyale.

Et d'abord, en ce qui concerne le côté politique de ces notices, il nous a semblé qu'à une époque où les petites questions de personnes tendent de plus en plus à entraver le grand mouvement des choses; à une époque où les influences contraires d'une polémique ardente et passionnée engendrent, autour de tel ou tel nom, des adorations ou des haines également exclusives et irréfléchies, ce serait une bonne et utile pensée de tracer, sous une forme accessible à toutes les classes de lecteurs, le tableau fidèle, succinct, impartial des plus grandes existences de notre âge, et de contribuer ainsi à répandre au sein des masses un peu de ce calme, de cet esprit de tolérance et d'équité distributive qui leur manque souvent dans l'appréciation des sommités contemporaines.

Des trois ou quatre recueils biographiques publiés de nos jours, quel que soit d'ailleurs leur mérite intrinsèque, aucun ne nous a paru propre à atteindre ce résultat.

La plupart sont d'énormes dictionnaires, ensevelis au fond de quelques rares cabinets de lecture, passés déjà, par l'ancienneté de leur date, à l'état de documents à consulter, incomplets dans chacune de leurs parties à cause de l'immensité des matières qu'ils embrassent, et dont le principal défaut est de n'être pas lus.

A ce défaut, quelques ouvrages plus modernes en joignent un autre non moins capital. Leurs auteurs, exclusivement préoccupés d'un intérêt de parti, ont oublié que la simple logique des faits est la plus rigoureuse et la plus puissante de toutes les logiques; nouveaux Procustes, ils ont mutilé l'histoire contemporaine pour la faire entrer à coups de marteau dans le cadre étroit d'une théorie; désireux plutôt de passionner que d'instruire, ils ont disserté au lieu de raconter, et sont forcément tombés dans le panégyrique ou le pamphlet.

Certains dispensateurs de renommée, non contents de défigurer à plaisir les plus grandes physionomies de notre époque, se sont arrogé le droit d'imposer au lecteur des illustrations de commande. Ce procédé peut avoir ses avantages, mais il nous semble excéder par trop la compétence de l'écrivain. Le champ est assez vaste en France et à l'étranger, les

gloires vraies ne manquent pas; pourquoi créer des gloires factices dont le rayonnement est un secret entre le *biographié* et le biographe?

De tout ceci il résulte que nous prétendons, non pas faire mieux, mais faire autrement que nos devanciers : au public à décider si autrement n'est pas mieux.

Quand deux ou trois siècles ont passé sur une tombe, quand la postérité a fait à chacun sa part de honte ou de gloire, l'arrêt souverain est rendu : libre au premier venu de paraphraser cet arrêt; mais lorsqu'il écrit au sein même de la lutte des partis, quand les passions du moment sont là qui le pressent de leurs flots tumultueux, si le biographe veut se tenir de pied ferme sur un isthme étroit, entre deux abîmes, l'adulation d'une part et la médisance de l'autre, il lui faut se dégager de toute préoccupation mesquine, de toute exigence de coterie, il lui faut ne plaider ni pour ni contre, tout dire, disserter peu, et laisser au sens public le soin de tirer d'un récit fidèle telles inductions que bon lui semblera.

Si parfois, dans le cours de ces notices, nous nous sommes laissé aller à discuter quelque peu, on reconnaîtra sans peine, à l'allure modérée de nos affirmations, que nous comprenons assez toute la gravité de plusieurs questions pour hésiter à les trancher au courant de la plume. Non pas que nous n'ayons, comme tout le monde, certaines idées arrêtées sur certaines choses, et, au besoin, comme tout le monde aussi, notre petite utopie sociale dans notre poche; mais c'est qu'il nous semble qu'il y a lieu à distinction entre la philosophie politique et la biographie : l'une examine, argumente et juge; l'autre raconte, résume et se tait.

Dans les notices purement littéraires, où prédominent les questions de sentiment et de goût, il est difficile, il est même impossible au biographe de faire abstraction complète de son individualité. Là encore, cependant, nous avons été sobre de théories, et nous n'avons puisé le blâme ou la louange qu'à une source unique, nos impressions.

En somme, celui qui chercherait dans ces informes esquisses des idées neuves, de beaux systèmes, de lumineux aperçus, de la profondeur philosophique et des solutions de problèmes sociaux, celui-là perdrait son temps. Nous serons trop heureux, si l'on veut bien nous accorder un peu de conscience et de bonne foi, un sincère amour du vrai, et une sorte d'indépendance qui, pour n'être point criarde et brutale en paroles, n'en est pas moins réelle, entière, et d'autant plus facile que nous pouvons dire avec Tacite, de chacun des personnages qui figureront dans cette galerie : *Nec beneficio nec injuriâ cognitus.*

Il ne nous reste plus qu'à demander grâce pour un bon nombre d'incorrections de style, d'expressions et de pensées trop souvent répétées; la rapidité de la composition, l'exiguité du cadre, la similitude de certains sujets, sont notre excuse; mauvaise excuse sans doute, mais la meilleure que nous puissions offrir.

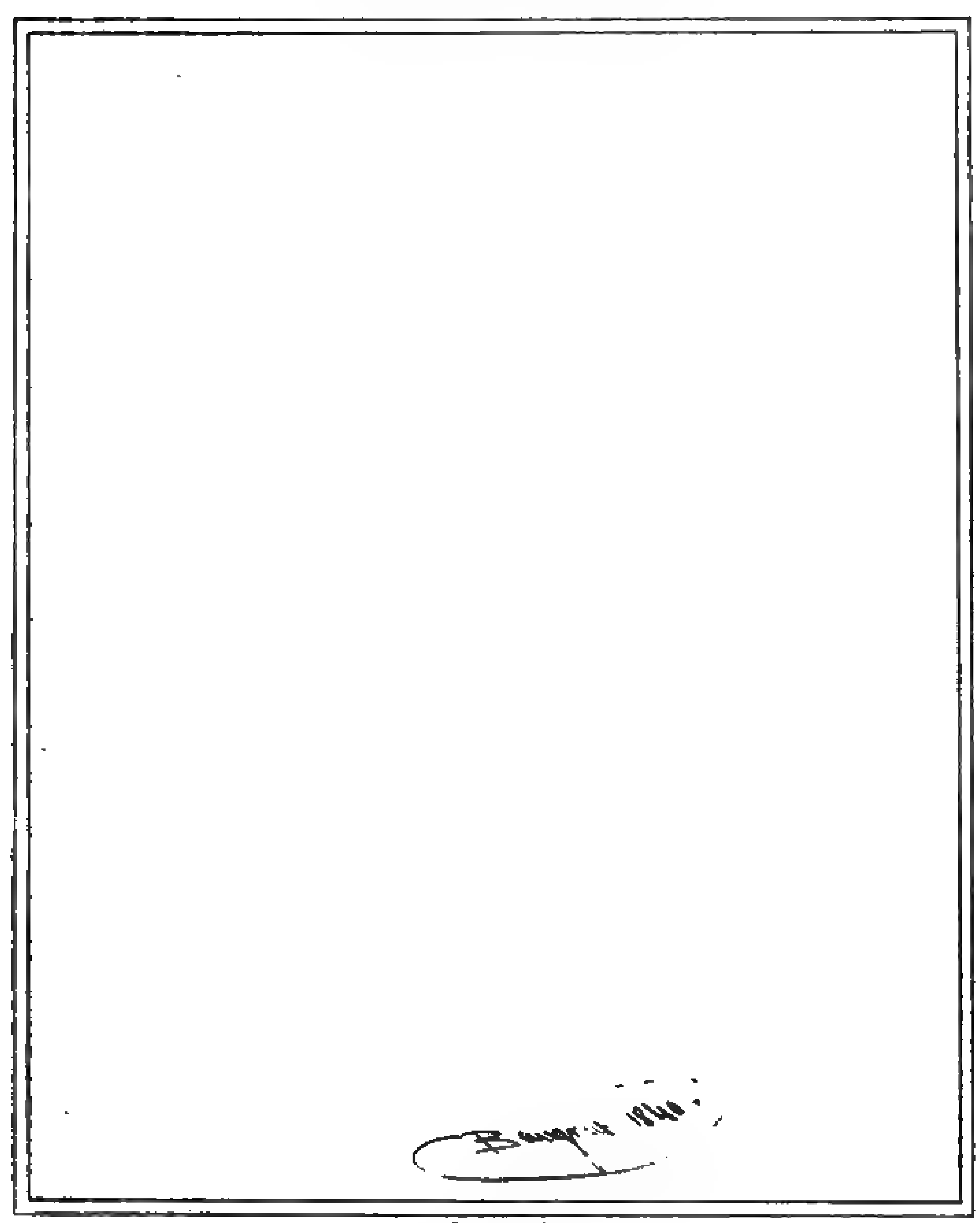
Un dernier mot pour répondre à quelques observations bienveillantes au sujet du pseudonyme qu'il nous a plu de nous infliger.

Dans un temps où tout nom et toute personne s'affichent avec une espèce de fureur, c'est déjà presque une nouveauté que l'*incognito* en littérature.

Si le livre est bon, qu'importe le nom de l'auteur? s'il est mauvais, ce dernier a eu trois fois raison de le taire. Montesquieu, dans la préface de ses *Lettres Persanes,* se compare à une femme qui marche assez bien, mais qui boite dès qu'on la regarde. Que Montesquieu nous pardonne ce rapprochement : nous aussi, nous sommes un peu comme cette femme, et d'ailleurs, en jetant les yeux autour de nous, nous avons vu que le monde fourmillait d'hommes d'État, d'hommes d'esprit, d'hommes de cœur, d'hommes de bien; toutes les

places étaient prises, il ne nous restait plus, à nous infime et désireux d'avoir nos coudées franches, qu'à nous réfugier dans une région que personne ne nous disputera, dans la région des *hommes de rien*. — Au public encore à juger, en dernier ressort, si nous sommes au-dessous, au niveau ou au-dessus de notre titre.

GALERIE DES [illegible]



THIERS

GALERIE

DES

CONTEMPORAINS ILLUSTRES.

M. Thiers.

M. Thiers n'a pas été bercé, en venant au monde, sur les genoux d'une duchesse. . . . .
Il médite sans efforts, il produit sans épuisement, il marche sans fatigue, et c'est le voyageur d'idées le plus rapide que je connaisse.
CORMENIN.—ORATEURS PARLEMENTAIRES.

Entrez à la Chambre un jour de grand tournoi parlementaire, dirigez votre rayon visuel sur cette cage étroite, bordée de marbre, qui sert de tribune aux harangues, et regardez s'y agiter ce tout petit homme dont la tête seul est visible, tant sa taille est exiguë. Cette tête est ornée d'une figure passablement laide, un peu grimaçante, mais vive, mobile, expressive, originale, et comme suspendue à une énorme paire de lunettes.

En attendant que nos *honorables* cessent de bourdonner à l'écolière, examinez le contour capricieux de ces lèvres minces et pincées à la façon de Voltaire, sur lesquelles se promène perpétuellement le sourire le plus fin, le plus sarcastique et le plus inquisitorial du monde.

Enfin le silence se rétablit; l'orateur va parler: écoutez, ou plutôt, si votre organisation est tant soit peu délicate et musicale, commencez par vous boucher les oreilles; vous les ouvrirez petit à petit; car la voix que vous allez entendre est une de ces voix aiguës, criardes, stridentes, à faire pâmer Lablache et frissonner Rubini. C'est quelque chose de douteux, d'anormal, d'amphibie, qui n'est ni masculin ni féminin, mais bien plutôt du genre neutre; le tout est fortement saupoudré d'accent provençal.

Et pourtant ce petit homme sans extérieur, sans tenue, sans organe, n'est autre que M. Thiers, un des personnages les plus éminents de l'époque, un des plus puissants orateurs de la Chambre. Cette poitrine grêle a des accents presque toujours écoutés avec faveur et souvent applaudis avec un frénétique enthousiasme, de ce larynx flûté se dégage une parole transparente comme le cristal, rapide comme la pensée, substantielle et serrée comme la méditation.

Maintenant, si vous venez à vous dire que ce même M. Thiers, historien célèbre et journaliste influent, ministre, président du conseil, député, membre de l'Académie française, grand officier de la Légion-d'Honneur, et chamarré de tous les ordres du monde; que ce même M. Thiers, depuis bientôt dix ans comblé de toutes les faveurs de la gloire et de la fortune, n'était, il y a seize ans à peine, qu'un pauvre hère sorti de la classe la plus infime, sans sou ni maille, sans nom, sans figure, sans protecteurs, sans amis, exposé à végéter obscurément dans une obscure petite ville de province,

n'ayant reçu de la nature qu'un grand talent et une ambition non moins grande, mais rien de ce qui fait valoir le talent, rien de ce qui épaule l'ambition; si vous vous dites tout cela, vous ne pourrez vous empêcher de reconnaître que M. Thiers doit beaucoup à la fortune, sans doute, mais qu'il est aussi le fils de ses œuvres, et qu'il lui a fallu un coup d'œil bien sûr, une force de volonté bien indomptable, et une singulière ténacité, pour de si bas monter si haut et si vite.

M. Thiers a eu de furieux détracteurs, et des louangeurs hyperboliques; les uns en ont fait l'homme d'État modèle, le pilote indispensable, le Napoléon du système représentatif; les autres, un arlequin politique, un roué gouvernemental sans moral et sans foi, un Bosco de tribune; quelques-uns ont prétendu que si Bossuet avait pu produire un gros livre sur les variations des protestants, on trouverait aisément la matière d'un in-folio dans les variations politiques de M. Thiers.

Dans tout ceci il y a du vrai et du faux, de la passion pour et de la passion contre. Faire le triage du bien et du mal, de la flatterie et de la médisance, disséquer et discuter la personnalité politique de M. Thiers, est chose trop grave et trop épineuse pour que nous l'entreprenions ici. Ces petites notices qui s'adressent à tous, dont le but est non pas d'imposer au public une décision formulée *à priori*, mais bien de mettre le public à même de formuler sa décision; ces petites notices ne sont ni réquisitoires, ni plaidoyers, ni panégyriques, ni pamphlets; ce sont biographies pures et simples, n'ayant d'autre mérite que leur simplicité même, disant tout et ne discutant rien; un peu incultes, un peu arides peut-être, mais impartiales et vraies autant que possible. — Or, la vérité a bien aussi son mérite par le temps qui court; un argument trouve toujours un argument contraire qui le repousse; un fait ne saurait rompre d'une semelle; rien n'est entêté comme un fait.

Cela posé, nous allons raconter fidèlement et minutieusement M. Thiers; nous ne l'expliquerons pas; expliquera M. Thiers qui voudra, ou qui pourra.

Louis-Adolphe Thiers est né à Marseille le 26 germinal an V (16 avril 1797). Par sa mère[1] il appartenait à une ancienne famille de négociants, tombée dans une extrême pauvreté; et par son père, à la classe ouvrière. Si nos souvenirs ne nous trompent pas, le père de M. Thiers exerçait la profession de serrurier. Du reste, ceci est un titre de gloire de plus pour le ministre. Lors de la réorganisation de l'Université, le jeune Thiers, par l'entremise de quelques parents maternels, obtint une bourse au lycée impérial de Marseille, où il fit toutes ses études, études brillantes surtout dans les dernières années, et d'où il sortit en 1815 pour venir, à dix-huit ans, suivre les cours de la Faculté de droit d'Aix.

Là se trouvait en même temps un autre enfant du peuple récemment sorti du lycée d'Avignon, et avec qui M. Thiers ne tarda pas à se lier d'une étroite amitié. — C'était M. Mignet, qui s'est fait aussi depuis une belle réputation d'historien et de publiciste, et dont le nom est inséparable de celui de M. Thiers, autant à cause d'une communauté de talent que par suite de cette communauté touchante de sympathies et d'affections qui s'est constamment maintenue entre les deux amis de l'École.

Tout en feuilletant le *Digeste* et le *Code civil*, juste assez pour passer leurs examens, les deux jeunes gens se livraient avec passion à l'étude de la littérature, de la philosophie, de l'histoire, voire même de la politique; et M. Thiers, dont l'âme ambitieuse et ardente avait comme le pressentiment d'un brillant avenir[2], jouait déjà à l'École un petit rôle de chef de parti, clabaudait, criait, pérorait contre le gouvernement de la Restauration, évoquait les souvenirs de la République et de l'Empire, se faisait mal noter par ses professeurs, exécrer par le commissaire de police, adorer par ses camarades, et remportait contre vent et marée le prix d'éloquence.

Ce dernier fait, assez plaisant, mérite une mention particulière.

Il s'agissait de l'éloge de Vauvenargues, mis au concours par l'Académie d'Aix, bonne et paisible académie qui, pour nous servir du mot de Voltaire, a toujours su, comme une honnête femme,

[1] On dit que la famille maternelle de M. Thiers est celle d'où sont sortis Joseph et André Chénier.

[2] Nous avons entendu souvent raconter à ce sujet l'histoire plus ou moins authentique d'une vieille marchande de pommes placée à la porte de l'École de Droit, à laquelle M. Thiers ne manquait jamais de dire en passant : « Les temps sont durs, ma bonne vieille, prenez patience, quand je serai ministre, je viendrai vous chercher en voiture à quatre chevaux pour vous conduire « dans mon hôtel. » La pauvre femme hochait tristement la tête. Nous ne savons pas au juste si le ministre s'est souvenu des promesses de l'étudiant.

ne jamais faire parler d'elle. M. Thiers se mit en tête d'obtenir le prix, et envoya son manuscrit. L'ouvrage fut trouvé éminemment supérieur; malheureusement la tentative de M. Thiers avait fait du bruit, son nom fut trahi ou deviné d'avance, et comme il n'y avait pas d'autre concurrent qui méritât la palme, plutôt que de l'adjuger au petit jacobin, les doctes membres de l'aréopage renvoyèrent le concours à l'année suivante. A l'époque fixée, le manuscrit de M. Thiers reparaît de nouveau; dans l'intervalle était advenue de Paris une production qui éclipsait toutes les autres, et qu'on s'empressa de couronner, en accordant toutefois à l'œuvre présentée par M. Thiers l'humble faveur d'un accessit.

Mais grand fut le désappointement de MM. les académiciens des Bouches-du-Rhône, lorsqu'en décachetant le nom du lauréat parisien, il se trouva que le vainqueur n'était autre que M. Thiers lui-même, lequel s'était donné le malin plaisir de mystifier la digne académie, en traitant le sujet sous un nouveau point de vue, faisant recopier cette dernière composition par une main étrangère, la faisant voyager d'Aix à Paris et de Paris à Aix, et cumulant ainsi le prix et l'accessit.

Reçu avocat, M. Thiers, après quelques débuts insignifiants au barreau d'Aix, comprit que dans cette ville toute patricienne, à une époque où le nom et la naissance entraient encore pour beaucoup dans l'évaluation d'un individu, il lui serait difficile de sortir de l'obscurité où l'avait fait naître le sort.

Dans cette idée, il se décida à venir, en compagnie de M. Mignet, son Pylade, chercher fortune à Paris. Les deux amis débarquèrent dans la capitale, riches de talent et d'espérances, mais assez pauvres de numéraire. Les premiers mois de leur séjour furent peu brillants, si l'on en croit un écrivain[1] qui décrit ainsi leur modeste logement :

« Il y a bien des années que je gravis pour la « première fois les innombrables degrés d'un som« bre hôtel garni situé au fond du sale et obscur « passage Montesquieu, dans l'un des quartiers les « plus populeux et les plus bruyants de Paris. Ce « fut avec un vif sentiment d'intérêt que j'ouvris, « au quatrième étage, la porte enfumée d'une pe« tite chambre qui vaut la peine d'être décrite: « une modeste commode et un lit en bois de noyer « composaient tout l'ameublement, qui était com« plété par des rideaux de toile blanche, deux « chaises et une petite table noire mal affermie sur « ses pieds. »

Tel était le local occupé par le futur président du conseil; comme on le voit, ceci ne ressemble guère au gracieux hôtel de la place Saint-Georges, où M. Thiers, rentré dans la vie privée, se délasse au sein des études littéraires des fatigues de la vie ministérielle.

Quoi qu'il en soit, le pauvre avocat provençal, obscur et inconnu, ne perd pas son temps à attendre la fortune les bras croisés; il sait que la déesse est capricieuse et légère, qu'il faut la saisir au passage et la brusquer au besoin. — A dire vrai, la fortune se montra de très-bonne composition pour M. Thiers.

C'était au commencement de 1823, sous le ministère Villèle, en pleine Restauration; Manuel, le grand orateur, venait d'être expulsé violemment de la Chambre, et l'expulsé de la veille était la puissance du jour. M. Thiers vit du premier coup d'œil quel devait être son rôle à lui, plébéien et ambitieux, sous un gouvernement aristocratique, et il alla droit à Manuel, homme du Midi, homme de franchise et de cœur, qui lui tendit la main, le présenta à M. Laffitte, et le fit admettre parmi les rédacteurs du *Constitutionnel*, le colosse d'alors.

La position était belle, M. Thiers sut la mettre à profit; éminemment doué de l'esprit polémique, il se fit remarquer par la verve et l'audace de ses articles, et bientôt le jeune journaliste se vit introduit dans les salons les plus brillants de l'opposition, chez M. Laffitte, chez Casimir Périer, chez M. de Flahaut, chez le baron Louis, le premier financier de l'époque, dont il devint le commensal et l'élève, et jusque chez M. de Talleyrand, qui ne frayait pas avec tout le monde, comme chacun sait, mais dont le regard perçant devina les ressources de cette tête méridionale.

Ce n'est pas tout : joignant à une merveilleuse facilité de style une mémoire étonnante, un babil prodigieux, et une facilité de compréhension non moins grande, M. Thiers trouvait du temps pour suffire aux exigences de la presse quotidienne, courir les salons, parler souvent, écouter beaucoup, et s'approprier ensuite, par la méditation et l'étude, le fruit de ses conversations avec les principaux acteurs du grand drame révolutionnaire; vieux débris de la Constituante, de l'As-

[1] M. Loève-Veimar. *Hommes d'État de France et d'Angleterre.*

semblée législative, de la Convention, du Conseil des Cinq-Cents, du Corps législatif, du Tribunat, Girondins, Montagnards, vieux généraux de l'Empire, fournisseurs des armées révolutionnaires, diplomates, financiers, hommes de plume, hommes d'épée, hommes de tête, hommes de bras, M. Thiers passait en revue tout ce qu'il en restait, questionnant l'un, tournant autour de l'autre pour le faire parler, prêtant l'oreille gauche à celui-ci, l'oreille droite à celui-là; et puis, réunissant, coordonnant dans sa tête tous ces propos interrompus, il rentrait chez lui, se couchait sur le *Moniteur*, et ajoutait une page de plus à cette belle histoire de la révolution française, qui ne tarda pas à paraître, et assura tout d'abord à M. Thiers une des plus brillantes positions littéraires de l'époque.

Le plan purement narratif que nous nous sommes imposé ne nous permet pas de développer ici toute notre pensée sur cet ouvrage capital. Disons seulement que l'œuvre de M. Thiers, exclusivement consacrée à la glorification de la grande commotion de 89, renferme des beautés de premier ordre, comme style, comme tableaux, comme études financières et politiques, comme appréciation des personnes et des choses.

Pour un homme qui n'a guère vu d'autre feu que celui du foyer domestique, la partie militaire surtout est traitée avec une clarté d'exposition stratégique, une fermeté de pinceau qui tient de la divination; et au dire des hommes compétents, les volumes consacrés aux campagnes d'Italie sont de vrais chefs-d'œuvre du genre.

D'autre part, au dire d'un grand nombre aussi, l'ouvrage de M. Thiers renferme un vice fondamental qui découle de la mobilité même des impressions de l'auteur. M. Thiers, dès le début, partant d'un point de vue purement fataliste, passe à travers les hommes et les institutions, admirant tout homme tant qu'il triomphe et jusqu'à ce qu'il tombe, toute institution tant qu'elle subsiste et jusqu'à ce qu'elle croule; pour M. Thiers, le vaincu a toujours tort, et le vainqueur, toujours raison. C'est un système d'indifférence complète, c'est la déification du succès.

Amené ainsi à prêter à des crimes inutiles l'excuse d'une fatalité irrésistible, à légitimer presque, au nom de la force des choses, ces épouvantables boucheries d'enfants, de jeunes filles, de femmes et de vieillards qui, loin de préparer la nation à la liberté, n'ont servi qu'à la démoraliser et à la jeter toute palpitante aux pieds d'un despote, M. Thiers, rajeunissant de vieilles théories, est devenu chef d'école, et les écoliers, ainsi qu'il arrive toujours, ont dépassé le maître; on a vu alors de petits apôtres de terreur, avec ou sans barbe, féroce par mode et non par instinct, vous faire bon marché dans le discours de vingt mille têtes pour ce qu'ils appellent un principe; comme si la vie repoussait par bouture, comme si ce quelque chose de vague, d'obscur, d'abstrait, de muable, de controversable, qu'en politique tous les partis décorent à leur guise du nom de principe, valait le sang du dernier cretin; d'où il suit que bon nombre de ceux à qui plus tard M. Thiers, ministre, a cru devoir prouver, avec des arguments d'une énergie incontestable, que leur système était mauvais, eussent peut-être pu lui répondre, son livre à la main : « Comment, notre maître, vous nous fusillez! mais nous sommes vos élèves, nous descendons de vous en droite ligne, vous êtes notre principe, nous sommes vos conséquences; ce que vous avez mis en belles pages, nous voulons le mettre en pratique... »

Revenons à M. Thiers.

Son livre fit du bruit, souleva quelques haines, beaucoup de sympathies, et, de ce moment, l'auteur fut classé parmi les hommes les plus éminents et les plus avancés de l'opposition libérale. C'est vers cette époque qu'un obscur libraire allemand, nommé Schubart, s'attache à ses pas comme un génie bienfaisant, et le met en relation avec le baron Cotta, autre libraire d'outre-Rhin, devenu millionnaire et grand seigneur, lequel s'éprend pour M. Thiers d'un magnifique enthousiasme, et lui fait cadeau d'une action du *Constitutionnel*, valeur un peu déchue depuis, mais fort productive alors.

Une fois en possession de ce confortable titre de propriétaire du *Constitutionnel*, M. Thiers descend de son quatrième étage, se fait dandy, fréquente Tortoni, monte à cheval tant bien que mal, et va au bois. — Quant au pauvre Schubart, on dit qu'il s'en retourna à pied mourir de faim dans son pays.

Bientôt M. Thiers ne se contente plus de l'opposition voltairienne usée et monotone du *Constitutionnel*. L'organe du vieux libéralisme lui paraît un peu vermoulu, il lui faut quelque chose de plus neuf, de plus jeune, de plus démocratique. M. Thiers fonde le *National* en 1828, sous le patronage financier des sommités de la gauche, avec

la collaboration d'Armand Carrel et des plus fortes têtes du parti révolutionnaire.

Alors commence cette lutte ardente, opiniâtre et habile que M. Thiers dirige contre le gouvernement de la Restauration. Combat de tous les jours, où M. Thiers est constamment sur la brèche, resserrant le ministère Polignac dans le cercle inflexible de la Charte, le harcelant sans cesse, lui reprochant ce qu'il fait et ce qu'il ne fait pas, ne lui permettant ni le mal ni le bien, ni la faiblesse ni la grandeur, et sabrant du même trait de plume les faits odieux et les faits nationaux, les envahissements de la congrégation et l'expédition d'Alger.

Avez-vous jamais vu un taureau se débattre vainement contre un taon, qui s'attache à ses flancs, à ses yeux, à ses oreilles, à ses naseaux, l'étourdit de son bourdonnement et le perce de mille piqûres? l'animal, rendu furieux, mugit, écume, se tord, se roule, et ne pouvant parvenir à se débarrasser de son infatigable ennemi, finit souvent par se jeter la tête la première dans un abîme.

Le ministère Polignac était le taureau, M. Thiers fut le taon; les ordonnances de juillet furent l'abîme.

Dans la matinée du 26, tous les journalistes se réunissent dans les bureaux du *National*. M. Thiers était à son poste. On rédige une protestation collective, M. Thiers la signe un des premiers. C'était un acte de courage, car les signataires risquaient leurs têtes.

Bientôt le peuple fait aussi sa protestation dans la rue, et il la signe à coups de fusil. M. Thiers, après avoir déclaré qu'il faut s'en tenir aux moyens légaux, s'en va rêver sous les ombrages de Montmorency, et le 29, après la bataille, il fait sa rentrée dans Paris. — Nous verrons cependant plus tard que M. Thiers a ses moments de réelle intrépidité.

La victoire une fois gagnée, M. Thiers prit une part active à toutes les mesures destinées à relever l'édifice monarchique. Le 30 juillet, au matin, il se rendit à Neuilly, de la part de M. Laffitte, pour presser le duc d'Orléans d'accepter les fonctions de lieutenant-général du royaume.

Après l'établissement du gouvernement du 9 août, M. Thiers est nommé conseiller d'État et chargé de remplir, sans titre, les fonctions de secrétaire-général au ministère des finances, sous le baron Louis. Le premier ministère de juillet, formé à la hâte d'éléments incompatibles, ne tarda pas à se dissoudre. — Les uns voulaient du mouvement; les autres, du *statu quo;* les uns voulaient de la répression; les autres, de la propagande; ces derniers l'emportèrent, et M. Laffitte devint président du conseil. On a prétendu que le jeune conseiller d'État reçut alors du roi l'offre du portefeuille des finances, qu'il refusa, se retranchant derrière sa jeunesse et ne voulant pas être ministre avant le temps; le fait mérite confirmation. Toutefois, M. Thiers reçut alors officiellement le titre de sous-secrétaire-d'État dont il exerçait les fonctions, et supporta, sous M. Laffitte, la crise financière la plus terrible que la France ait eu à essuyer depuis 1830. Les soucis de la présidence du conseil absorbaient M. Laffitte, et son jeune collègue dirigeait en réalité cette partie de l'administration.

Les idées financières de M. Thiers ont été, comme la plupart de ses actes, diversement jugées. Une brochure sur le système de Law, publiée par lui sous la Restauration, annonçait déjà des études profondes sur la matière.—Son système de transformation de l'impôt de *répartition* en impôt de *quotité,* destiné à doubler presque la masse imposable, a été déclaré par quelques-uns immoral et dangereux, et par d'autres, logique, hardi, et seul propre à subvenir aux immenses besoins du pays.

A la même époque, M. Thiers, nommé député à Aix, faisait ses débuts à la Chambre, où il jouissait alors d'une défaveur marquée et presque universelle.

Encore tout pénétré des souvenirs de la Convention, M. Thiers se drapait à la Danton, faisait des phrases à effet, voulait sauver la Pologne, délivrer la Belgique, passer le Rhin, et démocratiser le globe. Ses idées belliqueuses effrayaient les timides, et son débit boursoufflé fatiguait tout le monde.

Le ministère Laffitte eut peu de durée; l'exaltation des esprits, les émeutes, l'attitude hostile des cabinets étrangers, les alarmes de l'industrie, les exigences toujours croissantes des partis extrêmes, semblaient commander un système de répression au-dedans et de conciliation au-dehors, contraire aux idées de l'administration du 3 novembre.

Alors fut formé, le 13 mars 1831, le ministère Casimir Périer, ministère diamétralement opposé au précédent par ses tendances et par ses actes. L'opposition, qui s'était ralliée à M. Laffitte, s'attendait à compter M. Thiers dans ses rangs, et le premier discours de M. Thiers fut une attaque virulente contre le programme de l'opposition. Cette transformation subite blessa profondément

M. Laffitte, affligea la gauche, réjouit le centre, et étonna le public. Les amis de M. Thiers ont expliqué ce brusque changement par des considérations de patriotisme; ils ont dit que, vu l'imminence du danger, M. Thiers avait cru devoir sacrifier ses convictions, ses amitiés et ses sympathies au repos de la France, que le système Périer lui paraissait seul capable d'assurer. Quoi qu'il en soit, il y eut dès ce moment entre l'ex-président du cabinet du 3 novembre et le porte-drapeau du ministère du 13 mars, une froideur marquée qui n'a fait que s'accroître depuis.

Durant tout le cours de la session, M. Thiers le novateur ne veut plus d'innovations. M. Thiers le propagandiste et le guerroyant abhorre la guerre et la propagande, et proclame hautement la nécessité de la fusion et de la paix. Quand vient le moment de discuter l'hérédité de la pairie, le gouvernement, sentant que l'institution est trop vivement attaquée, l'abandonne; M. Thiers seul la défend, et en cela il se trouve plus ministériel que le ministère lui-même. Du reste, le discours prononcé à cette occasion par M. Thiers est éminemment remarquable; l'orateur se transforma comme l'homme politique. Renonçant aux mouvements oratoires et aux bouffissures de jadis, M. Thiers prit une allure simple, vive et rapide qui lui réussit à merveille : l'hérédité tomba, mais de ce moment M. Thiers s'éleva à la hauteur des premiers orateurs de la Chambre, et il a su s'y maintenir.

Casimir Périer meurt bientôt, brisé par les luttes de la tribune, et le 11 octobre 1831, M. Thiers arrive enfin au ministère de l'intérieur, sous la présidence du maréchal Soult. La situation était des plus alarmantes; la Vendée était en feu, la Belgique était menacée, l'irritation était partout. M. Thiers ne balance pas, et dirige à l'instant ses attaques vers l'Ouest, comme le point le plus dangereux; avec de l'or on trouve un traître : la duchesse de Berry est arrêtée, et la guerre civile, éteinte. — Ce résultat obtenu, le gouvernement tente un hardi coup de main sur Anvers : la citadelle est prise, et l'indépendance de la Belgique, assurée. La session s'ouvre, et fort de ces deux grands faits, le ministère du 11 octobre obtient dans les Chambres une assez notable majorité.

Dans l'intervalle, M. Thiers, dégoûté, dit-on, des attributions de police du ministère de l'intérieur, avait pris le portefeuille du commerce et des travaux publics. Dans ce nouveau poste, il débute par demander aux Chambres un crédit de cent millions pour l'achèvement de grands travaux d'utilité publique. Le crédit est accordé, la statue de Napoléon est replacée sur la colonne, l'arc de triomphe de l'Étoile s'achève, les travaux de la Madeleine se poursuivent avec activité, on élève le palais du quai d'Orsay, on trace des routes, on creuse des canaux; des milliers de bras sont occupés, et l'industrie commence à renaître : cette époque est, suivant plusieurs, la plus belle période de la vie publique de M. Thiers. Toutefois, l'orage ne tarda pas à reparaître. Au commencement de 1834, la sourde fermentation du parti républicain annonçait une explosion prochaine; pour la prévenir, le gouvernement présenta la loi sur les associations : M. Thiers la soutint vivement, non-seulement comme nécessité accidentelle, mais comme principe permanent d'ordre et de sécurité publique. Bientôt, vu l'état des choses, M. Thiers, jugé le plus actif et le plus énergique des membres de l'administration, repasse au ministère de l'intérieur. Quelques jours après, l'insurrection éclatait à Lyon et presque en même temps à Paris. Là, mieux qu'en 1830, M. Thiers paya de sa personne, car c'est à ses côtés, aux barricades d'avril, que tombèrent, frappés de deux coups de feu dirigés sur le ministre, le capitaine Rey et le jeune Armand de Vareilles, auditeur au conseil d'Etat.

Enfin, l'insurrection fut vaincue; quand vint le moment de juger les rebelles, M. Thiers repoussa dans le sein du conseil, comme inopportune et nuisible, l'intervention de la Chambre des Pairs. Toutefois, il dut se ranger à l'opinion de la majorité.

C'est vers cette époque qu'éclatent de graves dissentiments dans le sein de l'administration du 11 octobre. Le maréchal Soult et M. Thiers en étaient venus aux grosses personnalités, ils ne discutaient plus, ils disputaient. Le vieux vainqueur de Toulouse finit par gratifier son jeune et opiniâtre collègue d'une épithète de caserne qui fait fortune, et il bat en retraite.

Le maréchal Gérard, appelé à le remplacer, se trouvant à son tour en opposition directe avec M. Thiers, sur la question d'amnistie, se retire également. M. Thiers n'osant encore aspirer à la présidence, et ne pouvant trouver un président, prend le parti de donner aussi sa démission.

Alors eut lieu la comédie du ministère Bassano, qui dura trois jours. — Enfin le maréchal Mortier

se dévoue, et M. Thiers reprend le portefeuille de l'intérieur.

A l'ouverture de la session de 1835, la question d'amnistie se présente de nouveau. M. Thiers repousse cette mesure avec plus de force que jamais. A quelques jours de là, il jouait le premier rôle dans une cérémonie toute pacifique, il était reçu membre de l'Académie française.

Bientôt, le maréchal Mortier, ennuyé, dit-on, d'une présidence purement nominale, et de petites altercations d'intérieur, résilie ses fonctions. Alors se joue un nouvel imbroglio représentatif. M. Guizot ne voulant pas de la présidence de M. Thiers, et proposant M. de Broglie; M. Thiers ne voulant pas de M. de Broglie, se retirant comme Achille dans sa tente, et finissant par l'accepter.

Arrivent les fêtes de juillet, M. Thiers était à côté du roi au moment de l'explosion de la machine de Fieschi. Ce déplorable événement eut de graves résultats. Les Chambres sont convoquées. De nouvelles lois, dites de septembre, resserrant les attributions du jury et les franchises de la presse, furent votées à une assez forte majorité, et M. Thiers se fit un devoir de soutenir toutes ces mesures de rigueur.

La lutte ne tarde pas à s'envenimer entre M. Thiers et M. Guizot; ce dernier se retire en compagnie de M. de Broglie, et M. Thiers arrive enfin au ministère des affaires étrangères et à la présidence du conseil. Ses amis ont dit qu'il n'accepta ce poste éminent qu'avec une répugnance extrême : il est permis d'en douter. Dans cette partie de sa vie politique, nous voyons M. Thiers se rapprocher de la gauche, et le nautonnier du 22 février essaie de manœuvrer entre Charybde et Scylla, c'est-à-dire entre le centre droit et le centre gauche.

Tout-à-coup les événements deviennent graves en Espagne, la question d'intervention se soulève dans le sein du conseil; M. Thiers, partisan de l'intervention, se trouvant à ce sujet en opposition directe avec la couronne, fait acte d'indépendance et donne sa démission.

Alors fut formé le ministère du 15 avril, sous la présidence du comte Molé. Dans l'intervalle de la session, M. Thiers s'en va faire une tournée artistique en Italie, est admis à baiser la mule du pape, et revient avec une provision de médailles romaines, de bahuts moyen-âge et d'arguments centre gauche.

Bientôt la tempête gronde autour du ministère Molé, et vers le milieu de 1838 se forme cette grande croisade connue sous le nom de coalition. Les partis les plus opposés, abjurant leurs ressentiments mutuels, se réunissent un instant pour le combat, sauf à se disputer la victoire. — C'est en effet ce qui arrive; le ministère du 15 avril succombe, et pendant près de deux mois, doctrinaires, centre droit, tiers-parti, centre gauche, s'arrachent le sceptre ministériel, tentent des alliances impossibles, et s'épuisent en combinaisons aussitôt avortées que conçues. M. Thiers, le chef de file [1] de la coalition, l'idole passagère de cette presse opposante qui l'avait tant maltraité jadis, ne peut parvenir à former par lui-même un cabinet, et ne veut accepter la présidence du maréchal Soult qu'à la condition d'avoir le portefeuille des affaires étrangères, que son ancien collègue du 11 octobre refuse de lui accorder. Porté comme candidat à la présidence de la Chambre, M. Thiers échoue dans sa candidature.

Les événements du 12 mai activent la solution de la crise ministérielle, et M. Thiers se retrouve, après sept ans de ministérialisme, sur les bancs de l'opposition, simple député comme a l'aurore de la révolution, et plus rapproché de M. Laffitte qu'il ne l'a jamais été depuis l'avènement du ministère Casimir Périer.

Mettant à profit les loisirs de sa vie privée, M. Thiers est revenu à ses études littéraires; il prépare en ce moment les matériaux d'une histoire de Florence, et achève une histoire du Consulat que le monde lettré attend avec impatience et qui, dit-on, ne tardera pas à paraître.

Tel est en peu de mots l'exposé fidèle et impartial de la vie politique de M. Thiers. Sa vie privée a été en butte à toutes sortes d'insinuations malveillantes que nous ne répéterons pas. Nous l'avons dit plus haut, nous faisons des biographies et non des pamphlets. M. Thiers peut être un homme d'État plus ou moins mobile, plus ou moins imparfait, mais nous le croyons homme de moralité et d'honneur. Il est de ces hautes qualités qui excluent nécessairement certains vices de bas aloi.

[1] C'est dans cette circonstance qu'une plume féminine des plus spirituelles, mais des plus hostiles, se permit d'infliger à M. Thiers le sobriquet de *Mirabeau-mouche*; le mot, quoique moins ronflant que celui du maréchal Soult, eut aussi un certain succès. On prétend, à tort sans doute, que M. Thiers l'a gardé sur le cœur.

Les goûts littéraires et artistiques bien connus de M. Thiers, le caractère sinon toujours méthodique, du moins toujours élevé de ses conceptions politiques, l'incurie même qu'on le dit porter dans ses affaires domestiques, sont de suffisantes réponses à toutes ces accusations de rapacité et d'agiotage qu'on a jadis si légèrement formulées contre lui.

Nous n'avons rien dit non plus de ce dîner de Grandvaux, de cette *monstrueuse* orgie qui pendant près d'un mois a fourni à la pruderie un peu suspecte de la presse périodique, le texte des homélies les plus édifiantes. Le public sait assez généralement aujourd'hui à quoi s'en tenir sur la valeur intrinsèque des *tartines* de vertu qu'on lui sert, dans l'occurence, à tant la ligne.

En résumé, journaliste, M. Thiers a su, dès son début, se faire une place à part parmi les illustrations de la presse; historien, il a écrit un livre qu'on relit toujours et qui restera; député, bien que dépourvu de tous les avantages physiques si nécessaires à l'orateur, il est parvenu à dompter la nature, s'est fait un genre qui n'est qu'à lui, et s'est élevé souvent à la plus haute éloquence. Ministre, il a tenu le gouvernail par les temps les plus orageux, et a traversé les écueils non sans courage et habileté.

Voilà certainement bien des titres à la considération publique.

Si maintenant on nous demande de tracer nettement la ligne politique de M. Thiers, nous répondrons que la chose est assez difficile, pour ne pas dire impossible. On ne trouve pas ici, en effet, cette personnalité permanente et fortement tranchée de MM. Garnier-Pagès, Guizot ou Berryer; dans M. Thiers homme d'État, il y a des contrastes et des discordances sans nombre; il y a l'homme des peuples et l'homme des rois, le rédacteur du *National* et le défenseur des lois de septembre, le tribun et le ministre; il y a du logique et du décousu, du tâtonnement et de l'audace, de l'aigle et du caméléon.

Aussi avons-nous dit, en commençant, que nous raconterions M. Thiers et ne l'expliquerions pas [1].

[1] Depuis la première publication de cette notice, il est advenu un fait tellement banal qu'il a presque perdu aujourd'hui toute signification. Le cabinet du 12 mai ne nous a pas seulement donné le temps de finir notre premier volume. Comme tous ses prédécesseurs, il a *vécu ce que vivent les roses,* et M. Thiers est monté derechef au pinacle ministériel. En attendant que M. Thiers descende pour remonter encore, et ainsi de suite indéfiniment, disons que tout ceci n'est qu'une preuve de plus des ressources merveilleuses d'une individualité multiple, opiniâtre, sagace et subtile, qui échappe, par sa souplesse même, à l'action si innocente en apparence, et pourtant si meurtrière, du mécanisme représentatif.

[illegible]

[illegible]

[illegible]

M. de Lamartine.

Aimer, prier, chanter, voilà toute ma vie !
LAMARTINE.—1820.

Le labeur social est le travail quotidien et obligatoire de tout homme qui participe aux périls et aux bénéfices de la société. LAMARTINE.—1839.

Si vous jetez les yeux sur les dernières années du XVIIIe siècle en France, au milieu de cette phalange glorieuse d'orateurs fougueux et éloquents, de savants de premier ordre, d'intrépides soldats qui font cortége au siècle expirant, vous chercherez vainement de vrais poètes; à part André Chénier, dont le bourreau coupa si brusquement la voix, vous n'en trouverez pas un seul.

Et, pourtant, quelle époque fut jamais plus luxuriante de poésie dans le *genre beau* et dans le *genre laid?* A l'intérieur, quelle inépuisable source de drames sanglants et échevelés! un trône, le plus brillant du monde, qui disparaît comme frappé de la foudre; une nation entière soulevée, mugissante et terrible, qui fait table rase des institutions de dix siècles; l'ancien monde qui se débat dans les angoisses d'une convulsive agonie; et puis, à l'extérieur, que de grands poèmes épiques! Moreau, qui transforme en héros des paysans déguenillés; Pichegru, qui prend des flottes au pas de charge, et Bonaparte, qui recommence Annibal, moins Capoue!

Étourdie de tout ce fracas d'armes, de chevaux, de canons, de nations qui se ruent sur les nations, d'édifices qui croulent sous la sape des démolisseurs; enveloppée d'une vapeur de sang qui s'élève du sol et l'étouffe, la poésie est muette, parce qu'il faut à la poésie de l'air, du recueillement et du silence; parce que la poésie est bien moins le reflet du présent que l'évocation du passé ou la divination de l'avenir; parce que la poésie n'est pas le tocsin qui sonne pendant l'orage, mais bien plutôt la mouette aux cris plaintifs qui l'annonce, ou l'arc-en-ciel qui le suit!

Le premier-né et le plus grand des poètes de notre âge, Châteaubriand, obscur et ignoré, caché dans un faubourg de Londres, écrit son *Essai sur les révolutions* au bruit de la plus terrible de toutes; et Mme de Staël, cygne voyageur chassé par la tempête loin des plages natales, s'en va cherchant partout quelque abri solitaire où elle puisse enfanter *Corinne*.

Les nations étrangères elles-mêmes, comme frappées de stupeur, laissent inachevée la part de sillon qui leur est imposée dans le champ de l'intelligence, pour venir contempler d'un œil d'effroi ce torrent qui roule, entraînant dans ses ondes écumeuses tous les débris du passé. Alfieri, ce vieux Romain de l'Italie dégénérée, fait bien encore entendre par intervalles sa forte voix; mais cette voix meurt isolée, sans écho. Walter Scott, enfant, joue insoucieux dans les bruyères de l'Écosse, et Byron, au berceau, tient un hochet de cette main qui écrira Childe-Harold. Au fond de la Saxe, dans un petit coin de l'Allemagne, les vieux chênes de Weimar protégent de leur ombre une nichée de poètes; mais le bruit des combats couvre leur mélodieux ramage, et l'Europe oublie Goëthe, Schiller, Wieland et Herder, pour suivre du regard Moreau et l'archiduc Charles, qui se mesurent sur le Rhin; Bonaparte et Wurmser, qui se disputent l'Italie.

La poésie est donc muette; mais elle n'est pas morte, parce que la poésie ne meurt pas; émanée

de Dieu, elle est impérissable comme lui. Laissez passer l'orage, et vous allez entendre monter vers les cieux le plus beau chœur de voix harmonieuses qui ait jamais enchanté des oreilles humaines. Poésie de l'âme, poésie des sens, poésie de l'imagination, René, Atala, les Martyrs, Corinne, Werther, Wallenstein, Waverley, Obéron, don Juan, vous aurez tout cela, et puis enfin la poésie intime, la poésie du cœur, qui surgira pâle et triste, mais belle, comme une fleur née sur des ruines. Au moment où le doux Chénier laisse tomber sa lyre, un noble enfant aux blonds cheveux grandit aux bords de la Saône; cet enfant ramassera la lyre grecque de Chénier; il y joindra une corde chrétienne, et le monde étonné, ravi de cette mélodie nouvelle, répétera avec amour le nom de Lamartine.

Alphonse de Lamartine est né à Mâcon le 21 octobre 1790; son nom de famille est *de Prat :* il prit plus tard le nom d'un oncle maternel. Son père était major d'un régiment de cavalerie sous Louis XVI, et sa mère était fille de Mme des Rois, sous-gouvernante des princes d'Orléans; attachée ainsi à l'ancien ordre de choses, sa famille fut frappée par la révolution, et ses plus lointains souvenirs se reportent à une sombre maison d'arrêt où on le menait visiter son père. Les plus mauvais jours de la terreur passèrent, et la famille de M. de Lamartine se retira dans une terre obscure, à Milly, où s'écoulèrent paisibles ses jeunes années. Le souvenir de cette sérénité domestique de ses premiers jours ne s'est jamais effacé de son âme; et maintes fois, plus tard, dans sa vie de voyageur et de poète, il s'est plu à évoquer les suaves images de cet humble castel de Milly avec *ses sept tilleuls,* de son vieux père, de sa mère au maintien grave et doux, de ses sœurs, qu'*allaita le même sein de femme;* de ces grands arbres chargés d'ombre, de ces champs, de ces montagnes, de ces vallées, muets témoins des joies d'une enfance heureuse et libre!

« Ma mère, dit-il quelque part, avait reçu de sa mère, au lit de mort, une belle Bible de Royaumont, dans laquelle elle m'apprenait à lire quand j'étais petit enfant. Cette Bible avait des gravures de sujets sacrés à toutes les pages. Quand j'avais bien récité ma leçon, et lu à peu près sans faute la demi-page de l'*Histoire sainte*, ma mère découvrait la gravure, et, tenant le livre ouvert sur ses genoux, me la faisait contempler en me l'expliquant pour ma récompense... Le son argentin, affectueux, solennel et passionné de sa voix, ajoutait à tout ce qu'elle disait un accent de force, de charme et d'amour qui retentit encore en ce moment dans mon oreille, hélas! après six ans de silence! » Voyez-vous d'ici ce bel enfant aux grands yeux bleus qui sera Lamartine? le voyez-vous penché sur les genoux de sa mère, suspendu à sa parole, ouvrant sa jeune âme à toutes les harmonies de la nature orientale, et puisant dans le livre des livres ses premiers instincts de poésie?

Bientôt l'enfant dut quitter le toit paternel; on l'envoya achever son éducation à Belley, au collége des Pères de la Foi. Les germes religieux qu'il tenait de sa mère se développèrent puissamment dans cette mélancolique solitude du cloître : le bel épisode de *Jocelyn* est plein de réminiscences empruntées à cette vie austère et calme de la sainte maison.

Après sa sortie du collége, M. de Lamartine passa quelque temps à Lyon, fit un court et premier voyage en Italie, et vint à Paris dans les derniers jours de l'Empire. Élevé dans la haine du régime impérial, M. de Lamartine fit son entrée dans le monde sans trop savoir de quel côté il porterait ses pas; loin des regards maternels, oublieux parfois des préceptes sévères inculqués dans son âme, le jeune homme se livrait un peu, dit-on, aux incitations de la vie; partageant ses heures entre l'étude et les distractions de son âge; s'en allant, dit Sainte-Beuve, s'ébattre avec Jussieu au bois de Vincennes, et tailler en sifflets l'écorce des chênes; rêvant déjà la gloire littéraire, la gloire dramatique surtout, et bien accueilli de Talma, qui se plaisait à l'entendre réciter de sa voix vibrante et mélancolique les fragments inédits d'une tragédie de Saül.

En 1813 le poète revit l'Italie; la plupart des *Méditations* furent inspirées par ce beau ciel, et cette délicieuse page des *Harmonies*, intitulée *premier Amour*, ferait croire à quelque doux et premier mystère de cœur enseveli aussi sous la pierre d'une tombe. A la chute de l'Empire, le jeune gentilhomme vint offrir ses services à la vieille race qui avait eu le sang et l'amour de ses pères, et il entra dans une compagnie des gardes-du-corps.

Après les Cent-Jours, M. de Lamartine quitta le service; une passion l'absorbait tout entier; cette passion fit sa gloire. L'amour vint agiter la source de poésie qui dormait au fond de son âme; il fallut livrer passage au flot bouillonnant. L'objet

de cette passion mystérieuse, cette Elvire aimante et aimée, arrachée de ses bras par la mort, elle revivra dans ses vers : Lamartine chantera pour éterniser son nom, et la France lui devra son poète!

C'était en 1820; les versificateurs mythologiques, descriptifs et raffinés de l'école voltairienne avaient si bien tué la poésie que personne n'en voulait plus. Un jeune homme à peine rétabli d'une cruelle maladie, le visage pâli par la souffrance et couvert d'un voile de tristesse sur lequel on pouvait lire la perte récente d'un être adoré, s'en allait colportant timidement de libraire en libraire un pauvre petit cahier de vers trempé de larmes. Partout on éconduisait poliment la poésie et le poète. Enfin, un marchand de livres mieux avisé ou séduit peut-être par la grâce infinie du jeune homme, se décida à accepter le manuscrit tant rebuté : le bienheureux libraire s'appelait, je crois, Nicolle, Merci à vous, M. Nicolle! La postérité vous doit un souvenir; qui sait? sans vous, peut-être, le poète découragé eût livré aux flammes son précieux trésor, et le monde eût perdu Lamartine.

Le livre fut donc imprimé et jeté sans nom, sans appui, sur cette mer orageuse qui alors comme aujourd'hui engloutissait tant de milliers de volumes. Vous souvient-il de ce modeste in-18 tombé peut-être par hasard entre vos mains quand vous aviez quinze ans, de l'espoir dans l'âme et de l'amour au cœur? Pas de nom, pas de préface, pas d'idylle, pas la moindre bucolique, rien de belliqueux ni de ronflant : *Méditations poétiques* tout court; vous l'avez ouvert insoucieusement, vous avez lu les deux premiers vers :

Souvent sur la montagne, à l'ombre d'un vieux chêne,
Au coucher du soleil tristement je m'assieds;

Vous avez trouvé que ce n'était pas trop mal; vous avez continué; vous êtes arrivé à la dernière stance :

Quand la feuille des bois tombe dans la prairie,
Le vent du soir se lève et l'arrache aux vallons;
Et moi je suis semblable à la feuille flétrie;
Emportez-moi comme elle, orageux Aquilons!

Votre âme est émue, vous avez été plus loin; l'émotion a redoublé; vous avez été jusqu'au bout, et alors vous avez poussé un long cri d'admiration, vous avez pleuré, vous avez caché le livre sous votre chevet pour le relire encore; car cet amour chaste, mélancolique et voilé, c'était le vôtre; cette rêverie molle et douce, c'était la vôtre; ce doute rongeur, c'était le vôtre; cette pensée tantôt riante, tantôt funèbre, passant du désespoir à l'espérance, de l'abattement à l'enthousiasme, du Créateur à la créature; pensée vague, incertaine et flottante, c'était votre pensée à vous, à nous, à tous, c'était la pensée du siècle jusque-là cachée dans les profondeurs de l'âme, qui venait enfin de trouver une langue, une forme; et quelle forme? Un rhythme d'une mélodie céleste, un vers assoupli, cadencé et sonore, qui vibre doucement comme une harpe éolienne frémissante à la brise du soir.

Tout a été dit sur cette première œuvre du poète, tout le monde sait par cœur l'*Ode à Byron*, *le Soir*, *le Lac*, *l'Automne*, etc. En quatre ans, quarante-cinq mille exemplaires des Méditations se répandirent par le monde. A vingt ans d'intervalle, la voix sublime de René trouvait un harmonieux écho; et d'un seul bond M. de Lamartine se plaçait sur le même piédestal, à côté des demi-dieux de l'époque, Châteaubriand, Goëthe et Byron.

Ce succès littéraire, le plus brillant du siècle depuis le *Génie du Christianisme*, ouvrit à M. de Lamartine la carrière diplomatique : attaché à la légation de Florence, il partit pour la Toscane, et là, sur ce sol inspirateur, au milieu des splendeurs d'une fête italienne, on dit qu'il entendit une voix étrangère, tendre et mélodieuse voix, murmurer à son oreille ces vers des Méditations :

Peut-être l'avenir me gardait-il encore
Un retour de bonheur dont l'espoir est perdu,
Peut-être dans la foule une âme que j'ignore
Aurait compris mon âme et m'aurait répondu!

L'âme du poète était comprise, il trouvait une seconde Elvire, et quelques mois après il devenait l'heureux époux d'une jeune et riche Anglaise, éprise à la fois de sa personne et de sa gloire.

Depuis cette époque jusqu'en 1825, le poète résida successivement à Naples comme secrétaire d'ambassade, quelque temps à Londres au même titre, et revint en Toscane en qualité de chargé d'affaires. Dans l'intervalle, sa fortune, déjà considérable par son mariage, s'accrut encore de l'héritage d'un oncle opulent : ni la diplomatie, ni les splendeurs d'une existence aristocratique, ne purent arracher M. de Lamartine au culte de la poésie.

Les *secondes Méditations* parurent en 1823; on remarqua dans ce nouveau recueil une versifica-

tion plus correcte, plus arrêtée, plus précise; le poète était sorti du domaine de l'âme; de grands faits historiques lui fournirent de nobles inspirations; on admira l'*Ode à Bonaparte*, *Sapho*, les *Préludes* et le *Poète mourant;* ce livre fut bientôt suivi du poème ébauché de *Socrate* et du *dernier Chant* du pélerinage de Childe-Harold. Dans ces vers destinés à compléter l'épopée de Byron, le poète terminait ainsi une tirade éloquente sur l'abaissement de l'Italie :

Je vais chercher ailleurs (pardonne, ombre romaine!)
Des hommes et non pas de la poussière humaine.

Cette apostrophe parut offensante à un officier napolitain, le colonel Pépé; au nom de sa nation il en demanda raison à M. de Lamartine. Le poète défendit sa poésie avec l'épée et reçut une large blessure qui mit longtemps ses jours en danger. A peine rétabli, il s'empressa d'intercéder auprès du grand-duc en faveur de son adversaire.

Après avoir, en 1825, publié le *Chant du Sacre*, le poète revint en France, en 1829, et au mois de mai de la même année parurent les *Harmonies poétiques et religieuses*. Dans cette œuvre, révélation intime de sa pensée de chaque jour, M. de Lamartine donna toute sa mesure. Depuis cette hymne suave du *premier Amour* jusqu'à cette gigantesque évocation de toutes les douleurs humaines (*Novissima Verba*), le poète parcourut cette immense gamme poétique qui part de la rêverie pour monter jusqu'à l'enthousiasme ou descendre jusqu'au désespoir.

Moins accessibles au vulgaire à cause de leur caractère d'intuition psychologique, et jetées d'ailleurs au travers d'une grande commotion politique, les Harmonies restèrent le livre des âmes d'élite, livre que l'on aime à parcourir aux heures silencieuses où l'on se recueille pour écouter la voix intérieure.

M. de Lamartine venait d'être reçu à l'Académie, et il allait partir pour la Grèce en qualité de ministre plénipotentiaire, quand la révolution de juillet éclata. Le gouvernement nouveau lui offrit de conserver son titre; il refusa, et resta pour saluer de ses derniers adieux ces trois générations de rois poussées par la fatalité vers un nouvel exil : comme M. de Châteaubriand, le poète rêvait aussi, après les trois jours, l'alliance du passé et de l'avenir, sur la tête d'un enfant; la destinée en décida autrement.

Ce tribut de sympathies une fois payé à de grandes infortunes, M. de Lamartine se jeta franchement dans la voie nouvelle ouverte aux esprits par la révolution de juillet.

« Le passé n'est plus qu'un rêve, dit-il; on peut « le regretter, mais il ne faut pas perdre le jour à « le pleurer inutilement. Il est toujours permis, « toujours honorable de prendre sa part du mal- « heur d'autrui; mais il ne faut pas prendre gra- « tuitement sa part d'une faute que l'on n'a point « commise..... Il faut rentrer dans les rangs des « citoyens, penser, parler, agir, combattre avec la « famille des familles, avec le pays! »

Ici commence à se révéler chez M. de Lamartine une tendance jusqu'alors inaperçue : *Aimer, prier, chanter, voilà toute ma vie!* disait l'heureux amant d'Elvire; or voici qu'après nous avoir entraînés sur ses pas dans le mystérieux sanctuaire du cœur, dont il connait tous les secrets, M. de Lamartine s'éprend d'amour pour la vie extérieure, aspire aux orages de la tribune, descend des hauteurs de l'empyrée pour entrer au forum, et va passer la toge parlementaire par-dessus sa robe de poète.

Ses premiers pas dans cette carrière nouvelle furent marqués par un échec; les électeurs de Toulon et de Dunkerque lui refusèrent leurs votes; on n'a pas oublié les vers discourtois que lui adressa à ce sujet le poète Barthélemy. Le public y gagna une épître étincelante de beautés, où du haut de sa gloire M. de Lamartime écrasa l'auteur de la *Némésis*.

Quelque temps après, il s'était décidé à mettre à exécution le projet de sa vie entière, et le 20 mai 1832 il était à Marseille, prêt à s'embarquer pour l'Asie. N'est-ce pas un fait étrange que cette impulsion irrésistible qui semble pousser vers l'Orient tous les génies de notre époque, Napoléon, Châteaubriand, Byron, Lamartine? Goëthe n'a pas vu l'Orient, mais ceux qui ont lu le *Divan* savent avec quel amour il le rêvait et le devinait dans ses rêves. Ce magnifique berceau de l'humanité serait-il appelé à devenir l'asile de ses derniers jours? Est-il écrit que la grande armée de la civilisation ira camper sous les tentes de l'Arabe, et M. de Lamartine serait-il un de ces missionnaires de l'avenir envoyés d'en haut pour explorer le désert et préparer les voies?

Après un voyage de seize mois, M. de Lamartine a rapporté de l'Orient de grandes idées et un beau livre, trésor, hélas! bien chèrement acheté, car il a perdu là-bas son unique enfant, sa blonde

Julia, que ce noble cœur de père et de poète pleure comme Rachel *qui ne voulait pas être consolée*. Le livre de M. de Lamartine n'a eu qu'un succès restreint; il semble que la critique et le public aient pris au sérieux de modestes lignes de préface où l'auteur fait bon marché de son œuvre; or, n'en déplaise au public, à la critique et à M. de Lamartine, ces pages ne nous paraissent point si négligées qu'il le veut bien dire et qu'on le veut bien croire. A part la justesse plus ou moins contestable des vues politiques, il est certain que si la richesse du style, l'élévation de la pensée, la fraîcheur des images, et par-dessus tout la succession rapide et variée des scènes les plus émouvantes, si tout cela constitue une belle œuvre, le *Voyage en Orient* est un livre qui ne mourra pas.

Religion, histoire, philosophie, politique et drame, il y a de tout cela dans ce livre. Essayons de l'analyser rapidement. — Et d'abord voici un homme heureux par la gloire, par l'opulence, par le cœur, par les saintes affections du foyer domestique, par les sympathies et l'admiration de la foule, qui dit adieu à tout ce qu'il aime, prend par la main sa femme et sa fille, équipe un vaisseau et confie aux flots *ces deux parts de son cœur;* tout cela parce qu'enfant il lisait la Bible sur les genoux de sa mère, et qu'une voix impérieuse lui crie sans cesse : « Va pleurer sur la montagne où pleura le Christ, va dormir sous le palmier où dormit Jacob. » Et puis, quand l'ancre est levée, quand le vent enfle ses voiles, comme on suit avec anxiété le navire qui porte une noble femme, une gracieuse enfant et la fortune poétique de la France! Comme on lit avec bonheur tous ces détails d'arrangements intérieurs! comme on aime ces soins de l'époux et du père, cet équipage de seize hommes qui appartiennent corps et âme au poète, cette bibliothèque de cinq cents volumes, cette tente dressée au pied du grand mât, cet arsenal de fusils, de pistolets et de sabres, et ces quatre canons chargés à mitraille! J'ai à défendre deux vies qui me sont plus chères que la mienne, dit M. de Lamartine avec un mélange de sollicitude et de fierté. Dans la traversée de Marseille à Beyruth, le voyageur écrit son livre jour par jour au fond de sa cabine, ou le soir sur le pont au roulis du vaisseau. C'est une mosaïque variée, confuse, mais attrayante, de réflexions morales, de retours sur le passé, de causeries du présent, de pensées jetées vers l'avenir; le tout entremêlé de paysages dont le coloris ferait envie à Claude Lorrain. Le poète ne fait que passer, le navire vole, les rivages fuient, et pourtant les vallées, les montagnes, les monuments, les hommes, la mer et le ciel, tout cela est saisi à vol d'oiseau et décrit avec un charme inexprimable. L'intérêt va toujours croissant; les épisodes variés de la vie maritime et de la vie orientale s'accumulent, rien ne manque au drame, pas même la catastrophe. Car à chaque fois que le nom ou l'image de Julia se rencontre sous la plume de M. de Lamartine, on éprouve comme un serrement de cœur, on frémit à cet accent passionné d'un père qui couve du regard sa belle enfant et se plait à la peindre : « Se détachant au mi-« lieu de toutes ces figures mâles et sévères, les « cheveux dénoués et flottants sur sa robe blanche, « son beau visage rose, heureux et gai, entouré « d'un chapeau de paille de matelot noué sous son « menton, jouant avec le chat blanc du capitaine « ou avec une nichée de pigeons de mer pris la « veille qui se couchent sur l'affût d'un canon tan-« dis qu'elle leur émiette le pain de son goûter. »

Hélas! voici déjà la côte d'Asie, voici le Liban, voici Beyruth la ville funeste, la ville qui verra mourir Julia! Le voyageur débarque, achète cinq maisons pour sa femme et sa fille, les laisse jouir de toutes les magnificences de la vie orientale, et part pour Jérusalem, avec une escorte de vingt cavaliers à lui, montés sur vingt chevaux à lui; les scheiks des tribus viennent à sa rencontre, toutes les villes lui ouvrent leurs portes, et les gouverneurs répondent de sa sûreté sur leurs têtes; ainsi l'a voulu Ibrahim-Pacha. Lady Stanhope, cette Sémiramis en miniature, moitié sublime et moitié folle, lui prédit de merveilleuses destinées; et les Arabes, ravis de la belle et imposante figure, de la taille haute, élancée, des armes étincelantes de cet homme qui passe au galop avec ses vingt chevaux à travers le désert, courbent la tête devant celui qu'ils appellent l'*émir frangi*, le prince français; or, l'émir est tout simplement ce pauvre poète qui tout-à-l'heure priait vainement des marchands d'huile et des fabricants de sucre de betterave de vouloir bien lui ouvrir les portes de la Chambre.

Nous n'en finirions pas si nous voulions nous arrêter sur toutes ces belles pages dont chacune est à elle seule un tableau. Est-il au monde une scène plus gracieuse, plus pittoresque et plus neuve que celle-ci, par exemple : M. de Lamartine est assis sur les pentes embaumées du Carmel, au milieu

de la plus belle végétation du monde, à côté de Lilla, « cette belle fille de l'Arabie au sein nu, « avec ses longs cheveux d'un blond foncé, nattés « sur sa tête en mille tresses qui retombent sur « ses épaules nues au milieu d'un confus mélange « de fleurs, de sequins d'or et de perles jetées au « hasard sur cette jeune tête ; » tout-à-coup voici venir, monté sur une rapide cavale, un des plus célèbres poètes de l'Arabie; il a appris que par-là passait un frère d'Occident, et il est venu joûter avec lui : notre poète accepte le défi. L'enfant de l'Asie et l'enfant de l'Europe se recueillent et rivalisent à qui trouvera des chants plus harmonieux pour célébrer la beauté de Lilla. La langue mesquine et grêle de notre France descend en champclos avec cette langue souple et harmonieuse que parlaient Job et Antar, et pourtant, grâce à M. de Lamartine, la France n'est pas vaincue.

C'est au milieu de pareils enchantements que le poète nous entraîne à sa suite, à travers la Grèce, la Syrie, la Judée, la Turquie et la Servie; l'œil est comme ébloui de tous ces paysages féeriques, de toutes ces scènes de guerre, de paix, de tristesse, de joie, de repos, d'amour, qu'il voit tour à tour passer devant lui. L'*Itinéraire* de M. de Châteaubriand est tout à la fois le livre d'un poète, d'un historien et d'un philosophe, qui s'en va manier les débris des siècles et demander à leur poussière le secret des temps qui ne sont plus; ce qui ressort toujours en relief dans le livre de M. de Lamartine, malgré M. de Lamartine, c'est le poète; son œuvre est avant tout l'œuvre d'un artiste religieux et passionné, explorant le beau sous toutes ses formes, demandant à la vie toutes ses sensations, à la nature toutes ses splendeurs, à l'art tous ses prestiges.

Bientôt le voyageur dut songer au retour; les Dunkerquois lui avaient envoyé par-delà les mers un mandat législatif; il se prépara à partir triste et le cœur brisé; car ce même navire, qui avait vu sa Julia bien-aimée courir sur son pont riante et joyeuse, allait repasser l'Océan, emportant la pauvre enfant froide et couchée au cercueil. Pour s'épargner à lui et à la mère de sa fille la douleur d'un contraste si déchirant, M. de Lamartine revint en France sur un autre bâtiment.

Le 4 janvier 1834, il paraissait pour la première fois à la tribune dans la discussion de l'adresse. Que sera-t-il? disait-on; sera-t-il légitimiste ou radical, centre droit ou centre gauche, tiers-parti ou juste-milieu? Il ne fut rien de tout cela; il aima mieux être M. de Lamartine. Se refusant à toute classification politique, il parla de justice, de morale, de tolérance, d'humanité, avec ce langage à part que Dieu a prêté aux poètes; les avocats de la Chambre le jugèrent un peu vague, les *spéciaux* le trouvèrent diffus, les hommes d'État le déclarèrent impalpable, et pourtant tout le monde l'écouta avec cette émotion que fait naître toujours une noble et harmonieuse parole quand elle émane du cœur d'un homme de bien.

Depuis son entrée à la Chambre, M. de Lamartine n'a pas abandonné le culte de ses premières, de ses plus glorieuses années. Il a tenté de faire marcher de front les inspirations du poète et les devoirs du député. En 1835 il a publié le poème de *Jocelyn*, magnifique tableau de la passion sacrifiée au devoir. Pour la première fois il a appelé à son aide le ressort dramatique et l'histoire moderne, brillants auxiliaires dont il a su se servir avec bonheur; la critique lui a reproché des incorrections de style et des négligences dans la contexture de l'œuvre; mais le public a retrouvé son poète tout entier dans les belles pages où se reflète la nature âpre et sauvage des montagnes du Dauphiné. Après *Jocelyn*, M. de Lamartine nous a donné la *chute d'un Ange*, le second épisode de cette vaste épopée que lui a inspirée l'Orient. Ce poème, malgré de nombreuses beautés, a été froidement accueilli; le lecteur s'est perdu au milieu de cette poésie parfois gigantesque jusqu'à la bouffisure, à travers ce chaos de scènes entassées sur l'horrible, et il s'est pris à regretter ce vers limpide et mélodieux, cette pensée transparente et pure des Méditations et des Harmonies. — Les *Recueillements poétiques*, récemment parus, ont éprouvé le même sort; une épître admirable à un poète hollandais sur la mort de sa fille se détache au milieu des poésies qui l'entourent, semblable à la belle et suave figure de Julia au milieu des faces basanées des matelots provençaux.

Tout le monde a lu la spirituelle préface insérée sous forme de lettre en tête des *Recueillements poétiques*; là, M. de Lamartine, traitant un peu cavalièrement cette poésie, qui a fait sa gloire à lui et notre bonheur à tous, déclare qu'elle ne fut jamais que le délassement de ses heures perdues; qu'en principe il la tient pour la très-humble vassale de la politique, et qu'il prend en pitié ceux qui veulent le renfermer dans son inaction poétique, parce que le labeur social est le travail quo-

tidien et obligatoire de tout homme qui participe aux périls et aux bénéfices de la société. Ainsi formulée, la pensée de M. de Lamartine a soulevé dans le monde littéraire de graves questions sur la mission du poète dans les sociétés modernes. L'examen de ces questions nous entraînerait trop loin et sortirait d'ailleurs des limites de notre plan. Nous nous contenterons seulement de donner ici l'opinion d'un autre grand poète; elle est diamétralement opposée à celle de M. de Lamartine.

On apprit un jour à Goëthe qu'Uhlland, le Béranger de l'Allemagne, venait d'être élu membre de la Chambre de Wurtemberg : « Qu'il y prenne « garde, s'écria le patriarche de la poésie alle« mande ; cette existence d'agitations et de tirail« lements journaliers ne vaut rien pour la nature « tendre et délicate d'un poète... C'en est fait de « son chant, et vraiment c'est dommage! car la « Souabe a bien assez d'hommes profondément « instruits, distingués et éloquents, pour en faire « des membres de la Chambre; mais elle n'a qu'un « poète comme Uhland [1]. »

Plusieurs ont dit avec Goëthe à M. de Lamartine : « La France ne manque pas d'hommes politiques; mais elle n'a qu'un poète comme vous. »

En même temps que M. de Lamartine rencontrait ainsi dans le monde littéraire des répugnances inaccoutumées, il grandissait à la tribune : la question d'Orient lui fournit l'occasion de développer ses idées sur les bases d'un nouveau système européen; une sortie éloquente et chaleureuse contre la peine de mort, de généreuses paroles en faveur des enfants trouvés, une belle improvisation où il lutta pour les études classiques contre un rude joûteur, M. Arago, qui combattait pour la science, firent monter bien vite M. de Lamartine au rang de chef de colonne; autour de lui vint s'agglomérer une petite phalange d'hommes d'élite, et l'agrégation fut décorée du nom de *Parti social.*

Qu'est-ce que le parti social? ou plutôt quelle est la pensée politique de M. de Lamartine? Placé en dehors des temps, des lieux et des hommes d'aujourd'hui, le système politique du poète se prête difficilement à une analyse succincte et précise. Aux yeux de M. de Lamartine, dans les commotions diverses qui ont agité la France depuis 89, il ne s'agit plus seulement d'une révolution politique et locale, mais bien d'une révolution sociale et universelle; ces bouleversements partiels ne sont que le prélude d'une transformation générale, et le monde lui paraît prochainement appelé à une rénovation complète dans les idées, dans les mœurs et dans les lois; sous ce point de vue la doctrine de M. de Lamartine se rapproche de celle de Fourrier et de Saint-Simon; il ne répudie pas cette parenté; bien loin de là, il la proclame. — « Le Saint-Simonisme, dit-il, a en lui quelque « chose de vrai, de grand et de fécond, l'applica« tion du christianisme à la société politique, et « la législation de la fraternité humaine; sous ce « point de vue je suis saint-simonien; ce qui a « manqué à cette secte éclipsée, ce n'est pas l'idée, « ce ne sont pas les disciples, c'est un chef, un « maître, un régulateur.

« Les organisateurs du Saint-Simonisme se sont « trompés en déclarant dès l'abord une guerre à « mort à la famille, à la propriété, à la religion... « On ne conquiert pas le monde par la force d'une « parole, on le convertit, on le remue, on le tra« vaille et on le change; tant qu'une idée n'est pas « *pratique*, elle n'est pas *présentable* au monde « social. »

Reste à savoir, maintenant, quel est le système *pratique* que M. de Lamartine *présente* au monde social.—Ce système, le voici :

« Vous dites que tout meurt, qu'il n'y a plus ni foi ni croyance, — il y a une foi, — cette foi, c'est la raison générale; — la parole est son organe, la presse est son apôtre; elle veut refaire à son image les religions, les civilisations, les sociétés et les législations. Elle veut en religion : Dieu un et parfait pour dogme ; la morale éternelle pour symbole ; l'adoration et la charité pour culte. — En politique, l'humanité au-dessus des nationalités. — En législation, l'homme égal à l'homme, l'homme frère de l'homme, le *christianisme législaté.* »

Tel est en politique le dernier mot de M. de Lamartine. Comme on le voit, ce que le poétique publiciste veut, c'est-à-dire la fraternité universelle et le paradis terrestre, il est vraisemblable que tout le monde le veut comme lui; la question est de savoir par quel moyen *pratique* le monde doit être poussé dans cette voie. Nous sommes au regret d'annoncer que M. de Lamartine s'arrête là et nous laisse la bouche béante et les bras tendus vers cet Eden social confusément entrevu à l'horizon.

En ce qui concerne la politique extérieure, la pensée de M. de Lamartine n'est pas plus prati-

[1] *Conversations de Goëthe*, par Eckerman.

cable, mais elle est plus précise et plus nette ; la voici réduite à sa plus simple expression :

L'Europe regorge de forces et de capacités inactives qui demandent impérieusement un emploi social : or, au moment même où l'excès de vie déborde chez nous, il s'opère en Orient une crise d'un ordre inverse ; un grand vide s'offre là au trop-plein des populations et des facultés européennes ; il s'agit donc de verser en Asie le trop-plein de l'Europe. Comment réaliser cette idée? Il faut, dit M. de Lamartine, assembler un congrès européen ; décréter qu'aussitôt après la chute de l'empire ottoman (et M. de Lamartine le voit déjà par terre), chaque puissance s'emparera d'une partie de l'Orient à titre de protectorat, fondera sur les côtes des villes modèles destinées à soulager l'Europe de sa population exubérante, à attirer les indigènes par l'attrait d'une organisation bienfaisante, équitable et régulière, et à appeler insensiblement à elle l'Asie entière par voie de *conversion*.

« En vingt ans, ajoute M. de Lamartine, la « mesure que je propose aura créé des nations « prospères et des millions d'hommes marchant « sous l'égide de l'Europe à une civilisation nou- « velle. »

Or, remarquez que cette théorie, présentée ici à l'état de squelette, est ornée d'une magie de style si attrayante, que l'esprit se laisse mollement entraîner vers ce rêve angélique d'une âme candide de poète ; on oublie presque que, pour réaliser ce système qui se déroule en vingt pages, il ne faudrait rien moins que changer d'un coup de baguette les esprits et les hommes, remuer des empires, rapprocher des continents et joindre, par les liens d'une sympathie mutuelle et durable, des races façonnées depuis des siècles à de mortelles inimitiés.—Or, M. de Lamartine accomplit toutes ces choses en vingt ans et d'un trait de plume.

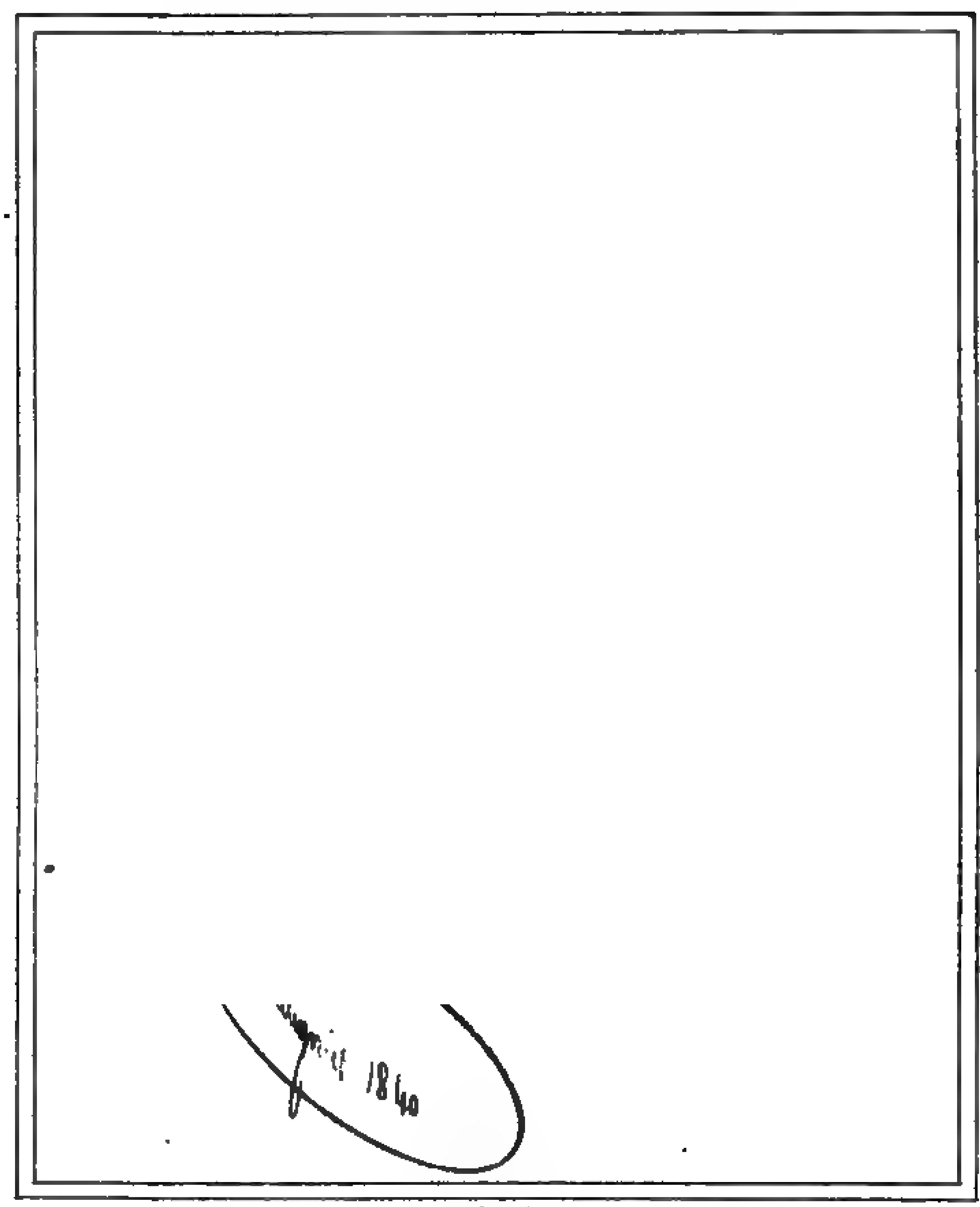
— Encore dix siècles, et peut-être cette audacieuse utopie sera devenue une banalité. Ainsi va le monde ! Tandis que la foule s'efforce péniblement d'élargir l'ornière creusée par les générations passées, en attendant qu'elle lègue aux générations à venir la continuation de son œuvre, le poète, éclaireur intrépide, infatigable, s'élève sur les hauteurs, devance les temps, et crie à la foule : « Viens à moi ! — Je n'ai pas tes ailes, » répond la foule. Le poète, incompris, reprend son vol, et la foule, qui ne comprend pas, retourne son œuvre.

Il y a, en dernière analyse, dans la position exceptionnelle de M. de Lamartine, au milieu des partis et des ambitions qui divisent la Chambre et le pays, un caractère de dignité et de grandeur qui sied bien au poète ; autant sa parole est vague, indécise et mal à l'aise dans les questions étriquées et éphémères que chaque session voit naître et mourir, autant cette parole grandit, se fortifie et se déroule harmonieuse, colorée, imposante, quand il s'agit de revendiquer les droits de l'intelligence, ou de défendre les principes éternels d'honneur, de morale et de charité sur lesquels reposent toutes les sociétés humaines.

On se rappelle encore ce jour orageux où le dernier ministère avait à résister presque seul aux efforts réunis des plus puissants orateurs de la Chambre. Le ministère succombait ; M. de Lamartine crut entrevoir, dans l'énergie de l'attaque, un esprit d'hostilité systématique, de convoitise ou de rancune ; son cœur de poète s'indigna ; il descendit dans l'arène, rétablit le combat, et il fallut un appel au pays pour décider de la victoire.

Cette influence que M. de Lamartine exerce quelquefois dans les débats de la Chambre, il la doit moins à d'éminentes facultés oratoires qu'à la moralité de sa vie, aux instincts élevés de sa nature, et, par-dessus tout, à l'attitude calme, désintéressée, indépendante et noble qu'il a toujours su conserver depuis son entrée dans la carrière politique.

Le chantre d'Elvire a dans l'ensemble de sa personne un je ne sais quoi qui rappelle Byron. C'est la même beauté de visage et de regard, ce sont les mêmes habitudes d'élégance et de dandysme, la même tournure, un peu raide, un peu *anglaise* peut-être, mais parfaitement noble et distinguée. Si vous joignez à cela, pour compléter la ressemblance, un train de grand seigneur, un hôtel somptueux, des chevaux de pure race, un magnifique château, vous en conclurez que depuis le Tasse et le Camoëns les temps sont un peu changés, et qu'il est permis, de nos jours, d'être un grand poète sans mourir à l'hôpital.


1840

Le Maréchal Soult,

DUC DE DALMATIE.

> Quand j'appris à Dresde la défaite de Vittoria et la perte de toute l'Espagne due à ce pauvre Joseph.... Je cherchai quelqu'un propre à réparer tant de désastres, et je jetai les yeux sur Soult.
>
> NAPOLÉON. — Mémorial de Sainte-Hélène.

Le bon Plutarque nous raconte, dans le naïf langage d'Amyot, que le père de Thémistocles, pour le détourner des affaires publiques « lui al« loit monstrant au long du rivage de la mer les « corps des vieilles galères jetées çà et là, sans « que l'on en feist plus de compte, en lui disant « que le peuple faisoit tout ainsi des gouverneurs « quand ils ne pouvoyent plus servir. »

Les Athéniens de France sont très prompts à déclarer qu'on ne peut plus servir; si la gloire, quelque brillante qu'elle soit dans le passé, ne subit une continuelle et toujours ascendante métamorphose, ils la mettent volontiers au rebut; de telle sorte qu'il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que le maréchal Soult occupe une des premières places dans cette galerie, parce qu'il nous parait tout simplement résumer assez bien en lui la noble personnification de la France militaire; parce qu'il est un des derniers représentants, peut-être le plus illustre, d'une grande et belle époque; et qu'enfin nous ne sommes pas déjà si riches en spécialités de ce genre pour faire fi du peu qui nous en reste.

Nicolas-Jean-de-Dieu Soult, fils d'un notaire de campagne, est né dans la petite ville de Saint-Amans (département du Tarn) le 29 mars 1769. L'enfant était turbulent, rétif, peu liseur et parfaitement dégoûté des vieux parchemins de monsieur son père. Faute de mieux, on en fit un soldat, et à seize ans Soult entra comme volontaire dans le régiment Royal-Infanterie. Tour à tour sergent, sous-lieutenant, adjudant-major, capitaine, chef de bataillon, colonel, Soult passe par tous les grades, sert sous les généraux Luckner, Custines, Hoche, Lefebvre, Jourdan. Attaché à l'état-major de l'armée de la Moselle, il fait les campagnes de l'an II et de l'an III, et prend une part glorieuse à presque toutes les batailles livrées sur la frontière pour le maintien de notre indépendance.

A la célèbre journée de Fleurus, la division des Ardennes fuyait en désordre, laissant à découvert la droite de l'armée. Le général Marceau perdait la tête et cherchait à se faire tuer; le colonel Soult se précipite au-devant des fuyards, les rallie et les ramène au combat.

Nommé général de brigade le 11 novembre 1794, il se distingua aux divers passages du Rhin, aux batailles d'Altenkirchen, de la Lahn et de Friedberg, etc., etc. Détaché un jour avec trois bataillons et 150 cavaliers pour couvrir et éclairer la gauche de l'armée à Herborn, Soult se trouve tout à coup enveloppé par 4,000 cavaliers ennemis, soutient pendant cinq heures un combat acharné, repousse victorieusement sept charges consécutives, et continue sa route sans laisser un seul homme à l'ennemi.

La paix de Campo-Formio donne à l'armée du Rhin quelques instants de repos, mais bientôt l'odieux assassinat des plénipotentiaires français rompt les négociations de Rastadt, et les hostilités

l'Andalousie. C'est au séjour de Soult dans cette province, où il établit son quartier-général, que se réfèrent des accusations d'exactions, de concussion et de pillage, formulées contre le maréchal et renouvelées avec plus de force que jamais depuis son entrée dans la vie politique. Il ne nous appartient pas de discuter des imputations dénuées de preuves positives. Disons seulement que quand Napoléon à Sainte-Hélène passe en revue les déprédateurs de son état-major, le nom de Soult n'est jamais prononcé à ce sujet.

Déjà, par l'effet d'une administration sage et prévoyante, les plaies de l'Andalousie commençaient à se cicatriser, lorsque la défaite de Marmont, aux Arapiles, ouvre aux Anglais le chemin de Madrid. Soult évacue cette province, se dirige par les royaumes de Grenade et de Murcie sur celui de Valence; là, il rallie l'armée du centre, marche à la rencontre des Anglais, les joint à Salamanque, les met en fuite et les rejette en Portugal. Ces marches du général à travers l'Espagne sont considérées par plusieurs comme des modèles de tactique.

C'était en 1813; la malheureuse campagne de Russie venait de dévorer près de 600,000 Français; l'Empereur appelle Soult auprès de lui, lui donne le commandement en chef de sa garde, et le maréchal se signale aux batailles meurtrières de Lutzen et de Bautzen.

Soult absent, les événements changent de face en Espagne; Wellington gagne la bataille de Vittoria et se rapproche des frontières de France. Napoléon était à Dresde; effrayé du progrès des Anglais, il enjoint à Soult de partir à l'instant pour l'Espagne. En huit jours, du fond de l'Allemagne Soult arrive à Bayonne; là, bien qu'il ne put réunir plus de 50,000 hommes, il fortifie cette ville et tient en échec les 120,000 de Wellington. Il combat noblement à Saint-Palais, à Sauveterre, à Orthez, à Aire, à Tarbes, et va se jeter dans Toulouse. Il lui restait 26,000 hommes avec lesquels il fallait faire face à 86,000 Anglais. C'était le 10 avril 1814; la France était envahie de toutes parts; depuis dix jours Paris avait capitulé, l'Empereur avait abdiqué, les Bourbons étaient remontés sur le trône. Au milieu de toutes ces calamités, c'est le maréchal Soult qui tire le dernier coup de canon, c'est lui qui quitte le dernier le champ de bataille, c'est lui qui sous les murs de Toulouse remporte la dernière victoire. Les mouvements militaires de Soult à cette époque ont été diversement jugés; nous n'avons pas la prétention de les apprécier; on nous permettra seulement de nous étayer de l'opinion d'un homme qui s'y connaissait un peu, de Napoléon lui-même, qui, à Sainte-Hélène, disait que la campagne de Soult dans le midi de la France était très-belle [1].

On a aussi disserté beaucoup dans ces derniers temps sur la question de savoir si le maréchal avait gagné ou perdu la bataille de Toulouse. Les uns ont dit qu'on est toujours vaincu quand on abandonne ses positions; les autres ont observé qu'en tout état de choses Soult n'eût pu rester dans Toulouse; que les Anglais, avec des forces plus de deux fois supérieures, éprouvèrent des pertes énormes; que le maréchal garda le champ de bataille, qu'il y séjourna même, et que l'ennemi n'osa pénétrer dans la ville qu'après qu'il eut renoncé à l'occuper.

Nous voici presque arrivé au terme de la carrière militaire de Soult; pour la peindre telle qu'elle est, c'est-à-dire glorieuse et belle, il nous a suffi de parcourir le *Moniteur*. Sa vie politique n'offre pas en tous points ce caractère de netteté; nous l'aborderons avec la même franchise.

Après la Restauration, Soult se rallie au gouvernement et reçoit au mois de juin 1814 le commandement de la 13e division militaire.

Nommé ministre de la guerre le 3 décembre, Soult provoque la séquestration des propriétés de la famille Bonaparte; il fait traduire devant un conseil de guerre un de ses compagnons d'armes, le général Excelmans, coupable d'avoir écrit à Murat, roi de Naples, une lettre trop chaleureuse de dévouement. Le conseil de guerre acquitte le général. Bientôt Napoléon quitte l'île d'Elbe; à la première nouvelle du débarquement, Soult publie son fameux ordre du jour du 8 mars 1815 contre l'*aventurier qui vient reprendre un pouvoir usurpé;* et cependant Louis XVIII, se défiant du maréchal, lui retire son portefeuille. Quelques jours après, les Bourbons partaient pour Gand et Napoléon faisait sa rentrée dans Paris. Soult se présente à lui le 25 mars; on ignore ce qui se passa dans cette entrevue, dit un biographe hostile; Napoléon se charge lui-même de nous l'apprendre : « Soult « est innocent de toute trahison, dit-il à Sainte- « Hélène, il m'a même confessé qu'il avait pris un « penchant réel pour le roi. L'autorité dont il jouis- « sait sous celui-ci, disait-il, si différente de celle

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène.*

« de mes ministres, était quelque chose de fort doux « et l'avait tout-à-coup subjugé [1]. »

Bientôt l'ennemi reparait sur notre sol; Soult, nommé major-général, après avoir publié un nouvel ordre du jour où l'*aventurier* est encore le *grand homme*, marche où l'appelle ce devoir de Français, supérieur à toutes les sympathies de personne, c'est-à-dire à la frontière, à Waterloo. Là, il se battit en brave; Napoléon désespéré voulait se jeter au milieu des baïonnettes ennemies : Soult saisit la bride de son cheval et l'entraîne sur la route de Charleroi.

Quelque temps après, l'Empereur allait chercher l'odieuse *hospitalité* du Bellérophon, et Soult, retiré dans ses foyers, menacé d'être mis en jugement, faisait paraître un mémoire justificatif où se trouvent quelques lignes empreintes d'une espèce de haine et de dédain pour *cet homme;* or cet homme, c'est le grand homme de tout-à-l'heure, c'est son héros, son dieu d'autrefois, c'est Napoléon vaincu, arraché à tout ce qu'il aime et condamné à mourir sur un roc brûlant à 2,000 lieues de l'Europe. Le biographe n'a pas besoin de blâmer de telles paroles; elles portent en elles-mêmes leur propre condamnation.

Compris dans l'ordonnance du 24 juillet, Soult est condamné à l'exil, et se retire avec sa famille en Allemagne, à Dusseldorf. En 1819 on lui permet de rentrer en France; le 9 janvier 1820 Louis XVIII lui rend le bâton de maréchal de France qui lui avait été retiré. Le 5 novembre 1829 Charles X lui confère le collier du Saint-Esprit et le nomme pair de France. On s'est beaucoup égayé sur sa ferveur religieuse à cette époque; nous passerons là-dessus, nous ignorons jusqu'à quel point le maréchal était ou n'était pas de bonne foi, et d'ailleurs de telles puérilités ne nous paraissent pas du domaine de l'histoire.

Après la révolution de juillet la France n'était forte que de l'enthousiasme de ses enfants; l'armée était numériquement faible; une invasion nouvelle pouvait venir nous imposer encore les humiliations de 1814 et de 1815. Le ministère Laffitte sentit le besoin de s'adjoindre pour le département militaire une forte tête d'organisation, et en novembre 1830 le maréchal Soult fut appelé au ministère de la guerre. Ce ministère de concession convenait peu à la nature énergique du maréchal nourri des traditions impériales; aussi se renfermait-il autant que possible dans le cercle de ses fonctions, s'absorbant dans ses travaux de réorganisation militaire; bientôt 410,000 hommes armés, équipés, exercés et prêts à repousser l'étranger, prouvèrent à l'Europe que le vieux soldat n'avait rien perdu de son activité.

L'avènement du ministère Casimir Périer, ministère de répression s'il en fut, eut pour conséquence de créer au maréchal une autorité puissante, et de lui ouvrir les voies vers la présidence. Nous n'avons pas à nous prononcer ici sur l'application du système militaire, sur la mise en état de siége, les conseils de guerre en permanence, etc., etc. Durant toute cette période il y a lutte, lutte fatale, entre le pouvoir et les partis; le sang coule dans les rues de Paris, et aux 5 et 6 juin la guerre civile se dresse sur le cercueil du pacificateur de la Vendée.

Périer mort sans avoir mis fin à la crise, le duc de Dalmatie devenait l'homme de la situation; le 11 octobre 1831, il passa à la présidence du conseil. L'arrestation de la duchesse de Berry, l'expédition d'Anvers, le projet de loi au sujet des forts détachés, la loi sur les associations, le combat sanglant et décisif livré au parti républicain en avril 1834 à Lyon et à Paris, sont des actes collectifs où le duc de Dalmatie ne joua pas toujours le rôle principal [2].

Après les journées d'avril, le système répressif et militaire représenté par le maréchal n'étant plus une nécessité devait forcément se modifier. Au moment du danger, la Chambre l'avait presque unanimement soutenu, mais après la victoire elle n'en voulait plus. Aussi vers la fin de la session de 1834 commence à se dessiner une fraction jusque-là indécise, connue plus tard sous le nom de tiers-parti. Devant cette opposition nouvelle, composées d'hommes monarchiques, mais ennemis des moyens extrêmes, M. de Broglie succombe d'abord dans la question importante de la créance des États-Unis; vient le tour du duc de Dalmatie : en créant une armée, en combattant contre les factions, le maréchal avait très largement usé du budget de son département; le tiers-parti, représenté par M. Dupin, l'avocat le plus tenace de la Chambre, lui demande impérieusement compte de son administration. A l'orateur épluchant minutieusement les francs et les centimes, le maréchal aurait volontiers répondu à la façon de Scipion : « J'ai levé

[1] *Mémorial de Sainte-Hélène.*

[2] Voir la biographie de M. Thiers, page 6.

« 100,000 hommes, allons au capitole rendre grâces « aux dieux! » mais comme l'argument eût été jugé de peu de valeur par nos sénateurs modernes, on aima mieux recourir à une dissolution. Cette mesure manqua son but, le tiers-parti revint plus puissant que jamais, la majorité se prononça fortement contre le maréchal, M. Thiers se détacha habilement de son collègue [1], et le président du conseil fut obligé de lui céder la place.

Sur la fin de sa carrière, le duc de Dalmatie était destiné à éprouver une de ces jouissances qui consolent de bien des mécomptes; son heure de popularité allait sonner, et, chose bizarre, inouïe dans nos annales! c'est une nation étrangère longtemps ennemie qui se lève tout entière pour apprendre à la France officielle combien on prise ailleurs ses vieux monuments de gloire qu'elle semble presque dédaigner.

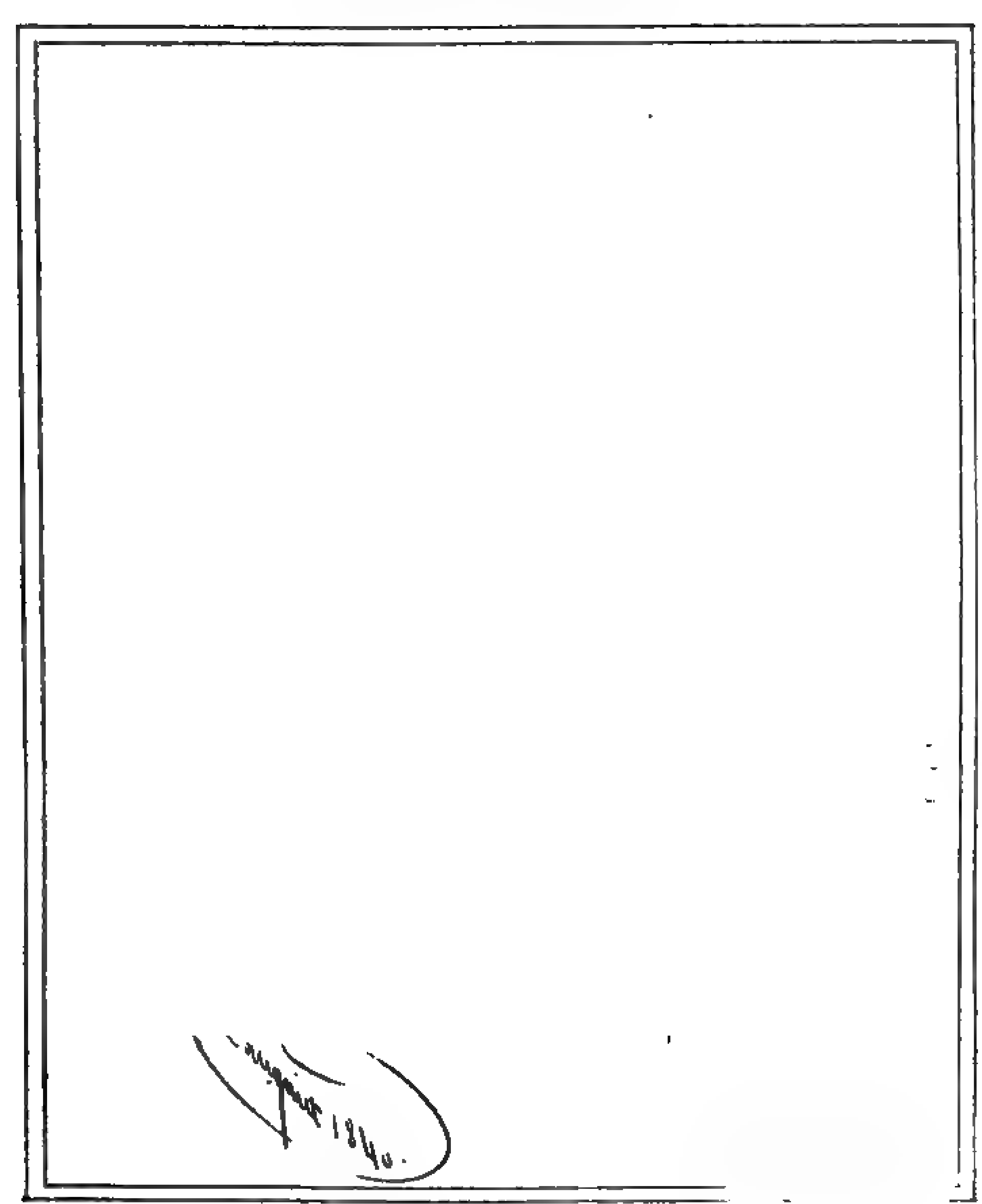
Et alors la France s'émeut à son tour; la presse opposante, jadis si hostile au maréchal-ministre, le prend sous son égide. Ce n'est plus le renégat de tous les partis, l'homme de sang du 13 mars et du 11 octobre, le chef militaire incapable, le vaincu de Toulouse, etc., c'est le noble symbole de la démocratie; c'est le soldat sorti du peuple dominant de tout l'éclat de sa gloire des fils de roi, des princes et les plus illustres rejetons des plus anciennes familles de l'Europe, c'est le vieux major-général, le bras droit de Napoléon; honte à qui soutiendra qu'il n'a pas vaincu à Toulouse!

Malheureusement chez nous l'enthousiasme a été de courte durée, et pendant que l'Angleterre se souvient encore avec plaisir de cette marche triomphale de l'illustre étranger à travers ses comtés, de toutes ces maisons pavoisées comme pour une fête nationale, de ces femmes aux fenêtres agitant des mouchoirs blancs, de ces hommes dans la rue se précipitant au-devant de son cheval pour le voir de plus près, de cette armée dont la moitié a peut-être combattu en Espagne et à Waterloo, qui l'accueille par des *vivats* retentissants, de cette joie, de cette admiration, de cet enthousiasme poussé jusqu'au délire; pendant que l'Angleterre se souvient de tout cela, en France, autant du moins que la majorité de la presse périodique représente la France, nous l'avons déjà oublié; et du jour où le glorieux triomphateur de Londres a voulu mettre la main sur le portefeuille des affaires étrangères, il est redevenu ce qu'il était au 13 mars et au 11 octobre, c'est-à-dire un lourd et grossier soldat, une nullité fastueuse, etc., etc. Au milieu de ces petites contradictions, que doit faire le biographe? doit-il, comme le journalisme et le roi Clovis, brûler tous les six mois ce qu'il a adoré et adorer ce qu'il a brûlé? Nous pensons qu'il ne doit ni brûler ni adorer; nous pensons qu'il se doit bien garder d'affirmer, par exemple, que le maréchal manie aussi bien la plume ou la parole que l'épée, qu'il ait lu Grotius, Burlamaqui et Puffendorf, qu'il soit de la force de M. Thiers pour grouper des chiffres ou rédiger une note diplomatique, enfin qu'il soit parfaitement à sa place à la tête d'un département qui exige beaucoup de subtilité, beaucoup de moëlleux, pas mal de loquacité, un peu de rouerie (passez-nous le mot), et où l'on ne doit jamais oublier ce divin précepte du maître: « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser « sa pensée. »

Mais nous croyons aussi qu'au milieu de tous ces changements à vue qui ont eu lieu si rapidement sur la scène politique depuis 1789, l'homme a pu avoir ses incertitudes, ses erreurs, ses faiblesses même, sans qu'il soit pour cela loisible au biographe de venir du haut de sa grandeur biffer d'un trait de plume cinquante ans de gloire.

Nous pensons qu'à certaines époques la vie publique est une mer orageuse sur laquelle il faut louvoyer pour ne pas se briser contre des écueils; qu'on peut bien mériter du pays sous tous les gouvernements; que les pouvoirs qui tombent se suicident toujours; que celui qui tente vainement de les arrêter dans une voie périlleuse n'est pas obligé de se jeter avec eux dans l'abîme; et quand on a versé son sang pour la patrie sur tous les champs de bataille de l'Europe, quand on a exclusivement voué au service de cette même patrie des facultés éminentes, quand on a toujours porté dans le cœur et sur les lèvres la religion de l'honneur national, on est bien digne de posséder une belle part des sympathies françaises. — Au fond, elles ne manquent pas au maréchal Soult; l'avenir sera pour lui encore plus généreux que le présent, et ce sera justice.

[1] Voir la biographie de M. Thiers, page 6.



M. de Châteaubriand.

Châteaubriand a reçu de la nature le feu sacré; ses ouvrages l'attestent. Son style n'est pas celui de Racine, c'est celui du prophète... Si jamais il arrive au timon des affaires, il est possible que Châteaubriand s'égare, mais ce qui est certain, c'est que tout ce qui est grand et national doit convenir à son génie.

NAPOLEON.—Mémoires de M. de Montholon, t 4, p. 248.

Dans les temps d'orages, quand grondent les révolutions, et quand les peuples, pour parler le langage de Lamartine, *errent au penchant des abîmes comme des troupeaux sans pasteur*, la Providence, qui veille aux destins de l'humanité, fait quelquefois surgir du sol deux génies : l'un, armé d'une puissante épée, reconquiert le droit par la force, et sur les ruines d'un monument croulé pose les fondements d'un édifice nouveau; l'autre, missionnaire de paix, de foi et de poésie, alors que tout lien moral est dissous, alors que le sentiment du beau s'est flétri au contact impur de l'incrédulité et de l'égoïsme, s'en vient, comme la colombe après le déluge, porter à la terre le rameau d'or, et renouer la chaîne des traditions religieuses et littéraires. Au premier les peuples doivent la vie politique et sociale; au second, la vie du cœur, les délicates jouissances de l'âme.

La même année a vu naître Napoléon et Châteaubriand.

Il y a quelques jours nous aimions à suivre sur le quai Voltaire un personnage de petite taille, passant lentement et recueilli en lui-même, ainsi que René, à travers la foule, *vaste désert d'hommes*. Sa figure était longue, un peu osseuse et pâle; ses traits fortement accentués; sous ses sourcils proéminents brillait un regard d'une beauté singulière, mélange de douceur, de mélancolie, d'énergie et de grandeur; son front était d'une ampleur olympienne, ses tempes saillantes, son crâne dénudé vers son milieu, mais couronné d'une épaisse forêt de cheveux blancs; sa large tête était penchée sur l'épaule comme affaissée sous le poids de la pensée. Du reste, ce petit vieillard au regard profond était mis avec une élégance toute juvénile : il portait une redingote noire écourtée et gracieuse, une cravate irréprochable, des dessous de pied, des gants, et une petite badine en ébène.

La plus belle et la plus désirée des femmes de ce monde n'eût pu, dans ce moment, faire dévier nos yeux ou nos pas d'une ligne.

Et vraiment, pour l'homme qui connaît la rigoureuse solitude dont le chantre des Martyrs aime à s'entourer, jouir de sa vue pendant une heure, le suivre pas à pas, épier ses mouvements, se rassasier de sa personne, se faire, soi infime, son compagnon de route à son insu, c'est là une bonne fortune que nous envieront tous ceux dont le cœur s'est épanoui aux premières révélations de l'amour en pleurant sur Atala ou René.

Cheminant ainsi à la suite du patriarche de notre littérature, nous nous irritions de voir la foule coudoyer, insoucieuse et stupide, cet homme dont le nom est grand comme le monde, et nous étions presque tenté de crier : Chapeau bas! place à Châteaubriand! Tout-à-coup, désireux de faire partager à quelqu'un nos jouissances, nous avisons sur notre chemin la demeure d'un honnête boutiquier de notre connaissance, nous entrons chez lui avec

la rapidité d'une flèche : le digne marchand, assis derrière son comptoir, alignait des chiffres sur son grand-livre; nous le prenons par le bras, il nous suit machinalement, sans trop savoir si nous sommes bien en possession de nous-même. « Venez voir passer le premier écrivain de l'époque! le voilà! regardez-le bien! » Et à mesure que notre main lui désignait le vieillard, nous articulions d'un voix triomphante le nom de Châteaubriand, bien persuadé que l'extase allait tont-à-coup se dessiner sur la bonne figure que nous avions devant nous : « M. de Châteaubriand? murmure le « profane entre ses dents, ah! oui, je connais... « c'est un homme qui a bien de l'esprit; il a fait « le *Voyage en Suisse.* » Il faut vous dire que M. de Châteaubriand a écrit, en effet, quelques lignes sur la Suisse, et que notre industriel est lui-même d'origine helvétique. C'était tout ce que le pauvre homme en savait.

Nous restâmes confondu : comment! un membre de cette classe que M. Guizot appelle le pays légal, un citoyen qui paie patente, qui lit le *Constitutionnel*, et va peut-être aux bals de la cour, quand on lui montre Châteaubriand, vous répond: « C'est l'auteur du *Voyage en Suisse;* » et le dernier des gondoliers de Venise chante les vers du Tasse, et le plus pauvre savetier de l'Allemagne récite les ballades de Bürger et se délasse des travaux du jour en lisant le soir auprès de son poële les poésies de Goëthe ou de Schiller!

Plus que jamais alors nous avons compris qu'il y avait un fonds d'utilité réelle dans ces modestes biographies; qu'il était bon de tracer à grands traits, pour le bien de tous, les principales péripéties d'une noble et belle existence; qu'il était bon d'apprendre à tous ce que les productions du génie ont infusé de sang pur dans les veines appauvries du corps social, ce qu'elles ont fait éclore de sentiments généreux dans les âmes, comment elles ont souvent consolé l'infortune, soutenu la faiblesse, arrêté la puissance dans ses écarts, et ravivé la foi chancelante.

Si les époques et les hommes font les livres, les livres, à leur tour, font les époques et les hommes.

François-Auguste de Châteaubriand est né à Saint-Malo, en 1769, d'une des plus anciennes familles de la Bretagne. Les premières années de sa vie s'écoulèrent dans le château de Combourg, vieux manoir paternel, au style sévère, encadré de grands chênes et de vertes bruyères. Du haut de la tourelle où dormait l'enfant, il entendait au loin la mer mugir en se brisant sur les grèves, et déjà ses yeux se délectaient aux lueurs scintillantes des étoiles, son oreille aux bruit des vents, aux cris plaintifs des mouettes du rivage, et son âme à toutes les harmonies de la nature armoricaine. Si l'on en croit quelques pages dérobées à ces *Mémoire d'outre-tombe,* legs funèbre du génie, dont la France appelle et redoute à la fois l'apparition, l'intérieur de la famille était triste et froid : pas d'abandon! pas d'épanchement autour du foyer! Austère, impassible et fier comme un vieux chevalier du moyen-âge, le père de M. de Châteaubriand était une de ses organisations de fer et de glace pour qui les émotions douces sont choses futiles et inconnues.

Cette existence, commencée au sein d'une nature sauvage, sevrée des joies du cœur et repliée sur elle-même, imprima de bonne heure à l'imagination de M. de Châteaubriand ce cachet de rêverie grave et profonde qui ne s'efface jamais et réagit sur le reste de la vie. Aussi, tout enfant, il fut poëte; une jeune sœur qu'il aimait, et dont l'âme délicate et pure comprenait toutes les splendeurs de la sienne, paraît avoir jeté sur l'uniformité de ses jours solitaires une teinte de douceur mélancolique, de grâce et de tendresse.

Destiné d'abord à la prêtrise en sa qualité de cadet de famille, le jeune de Châteaubriand fit des études substantielles et fortes; commencées au collége de Dol, elles se terminèrent à Rennes, où il eut Moreau pour condisciple. A vingt ans, le jeune homme était entré dans la période des douleurs intimes, des désirs sans nom, des agitations sans but. C'était René avec ce germe de tristesse qu'il *tenait de Dieu ou de sa mère.* Les entraves de la vie ecclésiastique lui font horreur; un instant il forme le projet de se suicider; quelques jours plus tard, il se prépare à s'embarquer pour les Grandes-Indes; quelques jours encore, il arrive à Paris, en 1789, avec un brevet de sous-lieutenant au régiment de Navarre. Son frère aîné venait d'épouser la petite-fille de M. de Malesherbes. Le jeune officier breton fut présenté à la cour, eut l'honneur de monter dans les carrosses du roi, d'être admis aux levers et aux chasses royales, toutes choses qui l'intéressèrent médiocrement.

Il était une autre petite cour vers laquelle ses regards se tournaient avec bien plus d'ardeur; l'accès en était interdit au vulgaire, l'esprit seul y avait droit de cité. Là trônaient les derniers disci-

ples de l'école encyclopédique, Delille le descriptif, Laharpe qui depuis..... *mais alors il n'était pas vertueux*, Champfort l'incisif, le voluptueux Parny, Fontanes l'académique, etc. Ces débiles successeurs de Voltaire gazouillaient des madrigaux au milieu des hourras du serment du jeu de paume et de la prise de la Bastille, alors que résonnait, comme la trompette de l'archange au dernier jour, la voix puissante de Mirabeau. Notre futur monarque littéraire s'en vint timidement frapper à la porte du redoutable sanhédrin qui consignait ses arrêts dans le Mercure de France et l'Almanach des Muses. A force de démarches et de protections, il parvint enfin à faire insérer dans cette dernière feuille une idylle assez fade et dans le goût du jour, intitulée *l'Amour de la campagne*, dont l'apparition le pensa, dit-il, faire mourir de crainte et d'espérance. Cela se conçoit, on se blase de gloire comme d'autre chose, et Villars à Denain regrettait ses lauriers de collége.

Bientôt les événements deviennent plus graves, le trône chancelle sur ses fondements. De ruisseau, le flot révolutionnaire devient torrent; la noblesse, au lieu de se livrer au courant, ou de se jeter bravement comme une digue à l'encontre des vagues populaires, cède la place et quitte la France qu'elle ne reverra plus que transformée de la base au faîte. Avide de gloire et de dangers, ne pouvant rester en France, s'il ne veut recevoir la quenouille que distribuent les héros de Coblentz, d'autre part répugnant à cette désertion en masse dont il n'approuve au fond ni le principe ni le but, M. de Châteaubriand se décide à solliciter une mission périlleuse; il va tenter de découvrir avec ses vingt ans le passage aux Indes par le nord-ouest de l'Amérique, prêt, dit-il, à *pousser droit au pôle comme on va de Paris à Saint-Cloud*.

Deux mois après, l'intrépide voyageur s'était embarqué à Saint-Malo au printemps de 1791, avait traversé l'Atlantique, arrivait à Philadelphie et frappait à la petite porte de la modeste maison du Cincinnatus américain, de Washington. Point de gardes autour du président des États-Unis, pas même de valets; c'est une servante qui ouvre et met en face cette gloire future et cette gloire présente. Muni d'une lettre de recommandation, M. de Châteaubriand expose son projet; Washington l'écoute, s'étonne et parle des difficultés de l'entreprise; « mais, lui répond vivement le voyageur, « il est moins difficile de découvrir le passage po- « laire que de créer un peuple comme vous l'avez « fait! — Bien! bien! jeune homme! » dit le héros en lui tendant la main.

A quelques jours de là, M. de Châteaubriand s'enfonce dans les solitudes américaines. Son initiation à la vie sauvage est assez bizarre; il faut lire sa rencontre avec M. Violet, son compatriote, ancien marmiton du général Rochambeau, et devenu maître de danse de ces *messieurs sauvages* et de ces *dames sauvagesses*. Le petit Français en habit vert-pomme, frisé et poudré à frimas, racle sur sa pochette l'air de Madelon Friquet, et enseigne l'art de Terpsychore à une tribu d'Iroquois qui le paient en peaux de castor et en jambons d'ours. « Il se louait beaucoup, dit M. de Château- « briand, de la légèreté de ses écoliers : en effet, je « n'ai jamais vu faire de telles gambades. »

Bientôt le voyageur fait place au poète, le passage nord-ouest nous semble à peu près oublié. M. de Châteaubriand s'en va de forêts en forêts, de peuplades en peuplades, admirant en artiste des effets de lune et de soleil, prêtant l'oreille à l'harmonie des vents et des eaux dans les profondeurs des bois, exposant sa vie pour voir de plus près la cataracte du Niagara, voguant sur les grands lacs, remontant l'Ohio, explorant les gigantesques ruines qui couvrent ses rivages, s'inspirant de cette belle nature, de ces mœurs primitives, de ce pittoresque langage, de cette vie nomade et poétique, et s'arrêtant enfin dans le pays des Natchez pour rêver René, écrire Atala, et cette première épopée du jeune âge qu'il décora du nom de ses hôtes.

Un jour que rapproché des défrichements américains, il avait demandé l'hospitalité dans une ferme, un fragment de journal anglais tombe sous sa main; il le lit à la lueur du feu, apprend la fuite de Louis XVI, son arrestation à Varennes, les progrès de l'émigration. Tous arrivaient au rendez-vous sous le drapeau des princes français. — Le gentilhomme breton croit entendre la voix de l'honneur, abandonne ses solitudes chéries, traverse de nouveau l'Océan, et rejoint l'armée de Condé. On trouva qu'il venait bien tard; il eut beau faire observer qu'il arrivait tout exprès de la cataracte du Niagara. « Je fus, dit-il, au moment » de me battre pour obtenir l'honneur de porter « un havresac. » Reçu enfin comme garde-noble, il fit la campagne de 1792, avec un vieux fusil sans chien, et le sac au dos. Dans le sac était Atala; ce fut fort heureux, car cette tendre fille du poète reçut, dit-on, et amortit une balle qui allait droit à l'adresse de son père. Blessé à la cuisse au siége

de Thionville, atteint à la fois d'une maladie contagieuse et d'une affreuse petite-vérole, il fut laissé pour mort dans un fossé. Des gens du prince de Ligne le jetèrent dans un fourgon; il fut conduit mourant jusqu'à Ostende, et on le coucha dans la cale d'une petite barque qui fit voile pour Jersey. Dans une relâche à Guernesey, comme l'infortuné était près d'expirer, on le descendit à terre, et là, assis contre un mur, le visage tourné vers le soleil, couvert de plaies et abandonné de tous, M. de Châteaubriand dut la vie à la pitié d'une pauvre femme de pêcheur qui le fit transporter dans sa cabane et lui donna les premiers soins.

Au printemps de 1793, le malheureux émigré passe à Londres. Ici se déroule dans toute son aspérité une carrière de douleurs et de misères.—Relégué dans un grenier, au fond d'un faubourg, sans amis, sans ressources, condamné par les médecins à traîner quelques mois, puis à mourir, et obligé pourtant de soutenir par le travail sa débile existence, M. de Châteaubriand traduisait pour des libraires, enseignait le français, et se délassait le soir de la monotonie de ses heures vendues en se livrant à la composition d'un ouvrage dont le vaste cadre annonce une singulière force dans cette tête de vingt-cinq ans labourée déjà par tant d'infortunes. Il s'agit de l'*Essai sur les révolutions*, qui lui coûta deux ans d'études et parut à Londres en 1796. Le but de ce livre, d'abord profondément ignoré en France, est d'établir qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil, et qu'on retrouve dans les révolutions anciennes et modernes les personnages et les principaux traits de la révolution française. Cette idée amène des rapprochements nombreux, souvent forcés, parfois justes, toujours curieux, et qui dénotent de profondes études. Ces pages respirent l'amertume, la misanthropie, le scepticisme et l'incrédulité même : le jeune homme n'avait pas encore cette foi qui allège le poids du malheur. Écoutons-le raconter lui-même par quelle transformation subite, de philosophe qu'il était, il se trouva chrétien, et comment le *Génie du Christianisme* fut écrit en expiation de l'*Essai*.

« Ma mère, après avoir été jetée à soixante et « douze ans dans les cachots, expira sur un grabat « où ses malheurs l'avaient reléguée; le souvenir « de mes égarements répandit sur ses derniers « jours une grande amertume; elle chargea en « mourant une de mes sœurs de me rappeler à « cette religion dans laquelle j'avais été élevé; « quand la lettre de ma sœur me parvint au-delà « des mers, elle-même n'existait plus, elle était « morte aussi, des suites de son emprisonnement. « Ces deux voix sorties du tombeau, cette mort « qui servait d'interprète à la mort, m'ont frappé : « je suis devenu chrétien : je n'ai point cédé, j'en « conviens, à de grandes lumières surnaturelles; « ma conviction est sortie du cœur : j'ai pleuré, et « j'ai cru. »

Cependant Bonaparte rouvrait aux émigrés les portes de la patrie; M. de Châteaubriand quitte Londres. La cité où il traîna ses tristesses et ses misères ne le reverra que vingt ans plus tard, couvert de gloire et d'honneurs; le brillant hôtel Ponsonby, à la porte duquel était peut-être venu s'appuyer mourant le pauvre et obscur exilé, retentira du bruit des fêtes splendides données à l'élite de l'aristocratie anglaise par l'illustre ambassadeur de sa majesté très chrétienne.

Rentré en France en 1800, M. de Châteaubriand obtient le privilége du Mercure conjointement avec son ami M. de Fontanes et se décide alors, pour sonder le public, à détacher du grand ouvrage fruit de son exil l'épisode d'Atala. Cette délicieuse fleur du désert, ce gracieux enfant de la solitude enchanta la vieille Europe; c'était comme une langue nouvelle dont la mélodie large et pure chatouillait délicieusement des oreilles blasées. Malgré les sarcasmes de Ginguené et les épigrammes de Chénier, Atala eut un succès prodigieux. Après l'aurore, le soleil; après Atala, le Génie du Christianisme. Si l'histoire des faits est riche à cette époque, pour l'historien des idées il n'est peut-être pas de plus grand événement que l'apparition de ce livre.

Dieu fait bien ce qu'il fait : l'homme et le livre arrivaient à point. Longtemps ballottée par la tempête, la société renaissait à l'ordre matériel; les rangs se reformaient sous une main puissante; mais les intelligences, lassées du doute, épouvantées de l'athéisme et de ses conséquences, flottaient encore çà et là, indécises, cherchant un phare, un port, un abri; le Génie du Christianisme leur fut tout cela. On avait soif de foi, de poésie et d'amour; on eut de l'amour, de la poésie et de la foi; et la France, vieil Eson rajeuni dans la chaudière révolutionnaire, se surprit à croire et à pleurer comme aux beaux jours de son adolescence. Analyser le Génie du Christianisme est chose impossible à entreprendre ici; il faudrait des livres pour dire les beautés de ce livre ! Que dire aussi de René, le frère de Werther, d'Obermann et de Jacopo Ortis,

le plus beau, le plus attrayant de tous ces enfants d'un siècle grave et rêveur, parce qu'il pressent par instinct la tâche immense de réédification qui lui est imposée ?

Bientôt une attraction naturelle pousse le restaurateur de l'édifice social vers ce nouvel Orphée qui venait, lui aussi, rebâtir avec une lyre l'édifice religieux et moral. Châteaubriand avait dédié son livre au premier consul, lé premier consul tend la main à Châteaubriand, et par l'effet de ce tact exquis qui le distinguait, il l'envoie à Rome en qualité de premier secrétaire d'ambassade. L'auteur du Génie du Christianisme au sein de la capitale du monde chrétien, c'était dans l'ordre.

Au milieu des ruines de la ville éternelle, sous les portiques du Colysée, assis sur quelque débris du Cirque arrosé peut-être du sang des premiers chrétiens, Châteaubriand conçut son chef-d'œuvre, *les Martyrs*.

Il s'éprend dès-lors d'un vif désir de visiter la Grèce, berceau de Rome païenne, et la Judée, berceau de Rome chrétienne, double théâtre où doit se mouvoir la grande épopée.

A quelque temps de là, revenu à Paris, M. de Châteaubriand fut nommé ministre plénipotentiaire dans le Valais. C'était la veille de ce jour de sinistre mémoire où le dernier des Condé tomba fusillé dans les fossés de Vincennes, à *quatre pas du chêne sous lequel Saint Louis rendait la justice* [1]. Le même soir, alors que toutes les bouches se taisaient muettes de stupeur et d'effroi, M. de Châteaubriand envoie sa démission. Cette protestation, d'autant plus éclatante qu'elle était seule, irrita profondément Bonaparte. Toutefois, soit qu'il regrettât lui-même la mort de la victime (car l'histoire n'a pas encore complètement levé le voile qui couvre le drame de Vincennes), soit qu'il comprit la noblesse de ce blâme solitaire, le premier consul se contint, essaya même, mais vainement, de ramener le transfuge, en le faisant plus tard nommer à l'Institut comme successeur de Joseph Chénier. L'histoire du discours du récipiendaire est bien connue. Ce discours, réfutation vive mais éloquente des principes politiques de Chénier et de la doctrine du régicide, écrit au moment où le sang royal venait encore de couler, au moment où les juges de Louis XVI occupaient les premières fonctions de l'État, sépara à tout jamais Napoléon et Châteaubriand.

[1] Expressions de M. de Châteaubriand.

Avant ce dernier fait, qui eut lieu en 1811, et fut bientôt suivi de la suppression du privilége du Mercure, le poète s'était décidé à mettre à exécution son projet de pélerinage aux saints lieux.

Il part le 14 juillet 1806, revoit l'Italie, s'arrête un instant à Venise, pour donner un soupir à cette fiancée déchue de l'Adriatique, s'embarque pour la Grèce, court à Sparte, où il fait retentir les échos solitaires du grand nom de Léonidas, s'en va rêver sur l'Agora d'Athènes, touche à Smyrne, jette un regard sur Constantinople, passe à Chypre, salue le Carmel, et tombe à genoux devant la ville des désolations. Là il suit pas à pas les traces de l'homme-Dieu sur la voie douloureuse, il parcourt la vallée de Cédron en murmurant les lamentations du prophète ; et après avoir rassasié son âme d'une ample pâture de foi, de souvenir et de tristesse, chaussé l'éperon d'or de Godefroid de Bouillon, reçu l'accolade de sa large épée et le brevet de chevalier du Saint-Sépulcre à genoux sur le tombeau du Christ, le pélerin fait voile pour l'Egypte, traverse la ville des Ptolémées, remonte le Nil jusqu'au Caire, contemple les Pyramides et Memphis, passe en Afrique, visite Tunis, et demande aux ruines de Carthage si elles ont gardé souvenir des méditations de Marius et des dernières paroles de Saint Louis. Ensuite il s'embarque pour l'Espagne, arrive sur le mont Padul, et parcourant du regard la riche vallée de Grenade, il comprend les regrets de Boabdil ; sous les portiques de l'Alhambra, dans les jardins du Généralife, il rêve d'amour, de féerie, d'infortune, et d'une larme naquit le *Dernier Abencérage*, cette perle aux reflets si doux.

Rentré en France le 5 mai 1807, après dix mois de courses poétiques, M. de Châteaubriand se retire dans son gracieux ermitage de la Vallée-aux-Loups, près d'Aulnay ; là, il recueille ses souvenirs, écrit l'*Itinéraire*, cet ouvrage si remarquable de portée historique et philosophique, et puis enfin réunissant toutes les richesses d'images et de pensées qu'il a entassées sur sa route, il enfante *les Martyrs*.

Un mot sur ce livre où tout est beau, mais de cette beauté de Platon, *splendeur du vrai*. Dans le poème de Fénélon, Calypso et ses nymphes sont de pimpantes dames de la cour de Louis XIV, — l'île de la déesse est un jardin de Versailles, — Télémaque est un duc de Bourgogne, — Mentor, un archevêque de Cambrai. Dans le poème de

M. de Châteaubriand, les tableaux reflètent fidèlement les lieux; la pensée et le style reflètent fidèlement l'époque. C'est mieux qu'une belle fiction, c'est une magnifique évocation historique. Il semble que sous la baguette du magicien nous voyions tour à tour défiler devant nous, avec leurs vêtements, leur pose, leur langage et leurs idées d'autrefois, les empereurs de la décadence romaine, les rois chevelus des hordes frankes, les prophétesses gauloises, les belles vierges de la Messénie, les sophistes grecs, les prêtres du paganisme et les enthousiastes confesseurs de la foi. Victor Hugo trouve qu'une église gothique est un livre sublime; Goëthe appelle l'architecture une musique solidifiée; on peut, ce nous semble, dire des *Martyrs* que c'est un monument des temps antiques exhumé dans toute sa fraîcheur, comme Pompéia ou Herculanum, des abîmes du passé.

Tandis que le poète se livrait ainsi à tous les enchantements de sa muse, l'histoire marchait autour de lui à pas de géant. Les événements de 1814 menaçaient de bouleverser la France. M. de Châteaubriand sort de sa retraite et vient se mêler au conflit.

En abordant ici la carrière politique de M. de Châteaubriand le biographe doit changer d'allure. Les belles pages du poète sont choses de sens et de goût, les idées de l'homme d'État et du publiciste sont choses de controverse; nous avons admiré les unes, nous dirons froidement et impartialement les autres.

Le premier acte politique de M. de Châteaubriand, c'est sa trop fameuse brochure de *Bonaparte et les Bourbons*. Louis XVIII disait de cet opuscule qu'il lui avait valu une armée: nous l'avons relu dix fois avant d'écrire ces lignes, et nous ne pouvons nous empêcher de déplorer qu'une grande âme ait pu descendre un instant jusqu'à prêter son éloquence pour draper la haine et colorer la calomnie; à chaque page la vérité est outrageusement torturée, les personnes et les choses complètement dénaturées; c'est le libelle le plus virulent qui fut jamais, c'est une débauche du génie; il la regrette sans nul doute; la génération actuelle l'a oubliée, et la postérité, étrangère aux passions qui l'enfantèrent, refusera de l'attribuer à ce chevaleresque courtisan des grandeurs déchues, à cet homme que le *malheur trouve toujours pour second* [1].

Du reste nous tairons aussi d'amères paroles du captif de Sainte-Hélène sur son illustre ennemi. En échangeant l'insulte, ces deux ouvriers sublimes d'une même œuvre se mentaient à eux-mêmes. L'épigraphe placée en tête de ce travail, et maintes pages plus récentes et plus belles de M. de Châteaubriand [2], prouvent qu'ils ont fini par se rendre pleine justice.

Aux Cent-Jours, M. de Châteaubriand suit Louis XVIII à Gand, où il fait partie de son conseil en qualité de ministre d'État. Là il rédigea son rapport au roi sur l'état de la France, morceau trop poétique pour être vrai.

Après Waterloo, M. de Châteaubriand conserve son titre, mais refuse d'accepter un portefeuille en compagnie de Fouché. Dès cette époque commence à se dessiner sa puissance politique comme membre de la Chambre des Pairs, et surtout comme publiciste.

Pour comprendre la position perplexe et bizarre de l'auteur des *Martyrs*, il faut se reporter par la pensée à cette période d'irritation et de lutte qui suivit les Cent-Jours. Trois partis se disputaient le terrain. Les ultra-royalistes voulaient le roi moins la Charte; les libéraux, la Charte moins le roi; les modérés, l'un et l'autre. Par ses sympathies, ses convictions, les instincts de son génie, M. de Châteaubriand tenait essentiellement à ce dernier parti; et pourtant entraîné par sa haine du régime impérial, par la violence même de ses derniers écrits, ou par je ne sais quelles sympathies de personnes, il se trouva d'abord enrôlé sous les drapeaux des plus fougueux partisans du trône et de l'autel. Toutefois, dans cette position équivoque, M. de Châteaubriand ne fit pas complète abdication de lui-même. Deux grands principes ont constamment resplendi comme deux flambeaux sur sa vie politique, et lui ont fait une popularité qui ne périra pas. Partout et toujours M. de Châteaubriand a défendu de sa parole et de sa plume l'intégrité du gouvernement représentatif et la liberté de la presse. Mu par une idée de poète, il s'était alors mis en tête de faire l'éducation constitutionnelle des hommes de l'émigration, et de les rallier à la Charte. La tâche était difficile, les écoliers singèrent la conviction, l'avenir prouva que le maître seul était de bonne foi.

Malheureusement, dans l'espoir d'arracher des concessions à des esprits ombrageux et peu favo-

[1] Expressions de M. de Châteaubriand.

[2] Notamment le *Parallèle de Bonaparte et de Washington*, et plusieurs passages du *Congrès de Vérone*.

rables aux institutions nouvelles, M. de Châteaubriand concéda beaucoup de son côté; de là, bon nombre d'inconséquences que plusieurs lui ont vivement reprochées; de là, l'appui qu'il prêta, au nom des libertés publiques, à cette chambre réactionnaire de 1815, ennemie de toutes les libertés; de là, cette singulière mosaïque de doctrines constitutionnelles et de systèmes décrépits qui se rencontre dans son ouvrage de *la Monarchie selon la Charte*. Après avoir nettement posé les principes du gouvernement représentatif, rompu définitivement avec l'ancien régime, et miraculeusement entrevu la révolution de juillet dans l'article 14 de la Charte, M. de Châteaubriand procède par voie d'exclusion absolue contre les hommes de la République et de l'Empire; s'indigne, dans le chapitre 42, qu'on mette sur la même ligne le soldat mort pour le roi dans les champs de la Vendée, et le soldat mort à Waterloo pour la patrie; accepte, dans le chapitre 52, comme bonnes les choses de la révolution, et repousse sans distinction les principes et les hommes qui les ont faites; redemande à grands cris pour le clergé une propriété particulière, une constitution civile, la tenue des registres de l'état civil, et le monopole de l'instruction publique à tous les degrés.

La lutte une fois engagée, M. de Châteaubriand la soutient avec ce style nerveux et coloré qui n'est qu'à lui. Le journalisme devient dans ses mains une arme puissante, et le ministère Decazes chancelle sous les coups que lui porte *le Conservateur*. L'assassinat du duc de Berry détermina sa chute.

Au moment même où un député venait en pleine tribune accuser le ministre de complicité avec l'assassin, M. de Châteaubriand, emporté par la fougue de sa polémique, s'oubliait jusqu'à écrire sa fameuse phrase : *Les pieds lui ont glissé dans le sang*. Le royal ami de M. Decazes ne la lui pardonna jamais.

Le pouvoir repasse aux mains des réactionnaires, la censure est rétablie, et la liberté individuelle suspendue; M. de Châteaubriand, revenu un peu tard à ses répugnances instinctives, refuse son vote à ses dangereux amis. — A l'avénement du ministère Villèle, M. de Châteaubriand est nommé d'abord ambassadeur à Berlin, puis à Londres; en septembre 1822, il passe les Alpes pour représenter la France au congrès de Vérone.

Dans cette assemblée de rois, M. de Châteaubriand plaida chaudement, mais en vain, la cause des Hellènes; défendit les intérêts de la France au sujet de la guerre d'Espagne, et revint bientôt remplacer M. de Montmorency aux affaires étrangères. C'est ici le point le plus éclatant de sa carrière politique. On a écrit partout que le congrès de Vérone avait imposé la guerre d'Espagne à M. de Villèle, et que M. de Villèle l'avait imposée à son collègue. Or, M. de Châteaubriand a publié, l'année dernière, un livre à l'effet de prouver, au contraire, que le congrès n'a jamais voulu la guerre, que M. de Villèle s'en souciait peu, et que lui seul l'avait désirée et décidée. Dans quel but? le voici; laissons parler M. de Châteaubriand lui-même :

« Qu'on imagine Ferdinand régnant d'une manière raisonnable à Madrid, sous la verge de la France, nos frontières du Midi en sûreté, l'Ibérie ne pouvant plus vomir sur nous l'Autriche et l'Angleterre; qu'on se représente deux ou trois monarchies bourbonniennes en Amérique, faisant, à notre profit, le contre-poids de l'influence du commerce des États-Unis et de la Grande-Bretagne; qu'on se figure notre cabinet redevenu puissant au point d'exiger une modification dans les traités de Vienne, notre vieille frontière recouvrée, reculée, étendue dans les Pays-Bas, dans nos anciens départements germaniques, et qu'on dise si pour de tels résultats la guerre d'Espagne ne méritait pas d'être entreprise [1]. »

On trouvera peut-être beaucoup de poésie dans ce plan, mais nul du moins n'en méconnaîtra le patriotisme et la grandeur.

Huit mois s'étaient à peine écoulés depuis la reddition de Cadix et la délivrance de Ferdinand, lorsque l'homme à qui la Restauration devait ce peu de gloire est tout-à-coup *chassé comme un valet qui aurait volé la montre du roi sur sa cheminée* [2]. M. de Villèle le jalousait, Louis XVIII ne l'aimait pas : il avait refusé de soutenir la *conversion des rentes*, qu'il désapprouvait; il n'avait voulu du *renouvellement septennal* qu'avec le changement d'âge; il était populaire, M. de Villèle ne l'était pas; les rois étrangers lui envoyaient des cordons, M. de Villèle n'en recevait pas; il était tenace et fier comme un Breton, M. de Villèle souple et rusé comme un enfant de la Gascogne. Il fut incivilement éconduit.

L'injure était grande; la vengeance égala l'injure. — Coriolan passe aux Volsques, M. de Châ-

[1] Congrès de Vérone, tome 2.
[2] Expressions de M. de Châteaubriand.

teaubriand s'arme de sa plume et plante sa tente dans le *Journal des Débats*. Le chef de la phalange royaliste de 1818 connait mieux que personne le côté faible de ses anciens soldats. Réduction des rentes, censure, loi du sacrilége, dissolution de la garde nationale, tontes les mesures ministérielles sont criblées à jour.

En vain M. de Villèle appelle à son secours toutes les ressources d'un esprit subtil, en vain il s'accroche à son portefeuille avec la rage du désespoir, après trois ans d'une lutte acharnée, il est précipité des hauteurs du ministère par son formidable ennemi.

M. de Châteaubriand n'avait pas prévu toutes les conséquences du combat; en rompant des lances avec un ministre de la Restauration, il faisait la guerre à l'homme et non à la chose. Or, il advint que la jeunesse ardente qui se pressait sur ses pas confondit l'homme et la chose dans une haine commune. Le ministère Martignac fut un temps d'arrêt dont M. de Châteaubriand profita pour aller à Rome tenir cour plénière d'illustrations, et méditer sur le néant des grandeurs humaines. A l'avénement du ministère Polignac, il envoie sa démission d'ambassadeur; la lutte recommence; on sait comment elle se termina.

Quand il apprit les fatales ordonnances, M. de Châteaubriand était à Dieppe; il accourt en toute hâte; il arrivait trop tard. Au moment où il franchissait les barricades pour se rendre à la chambre des pairs, on le reconnut, on l'entoura, et ces mêmes hommes qui venaient de chasser les Bourbons portèrent en triomphe le vieux serviteur, hélas! trop vengé, qui s'en allait tenter pour eux un dernier et inutile effort.

Depuis la révolution de juillet, M. de Châteaubriand s'est voué à la défense de la dynastie déchue; chacune de ses brochures a fait événement. Son opposition de jadis, il l'a expiée par les procès et la prison; et l'on a vu l'auteur des *Martyrs*, arraché à son poétique sanctuaire, siéger entre deux gendarmes sur les bancs de la cour d'assises.

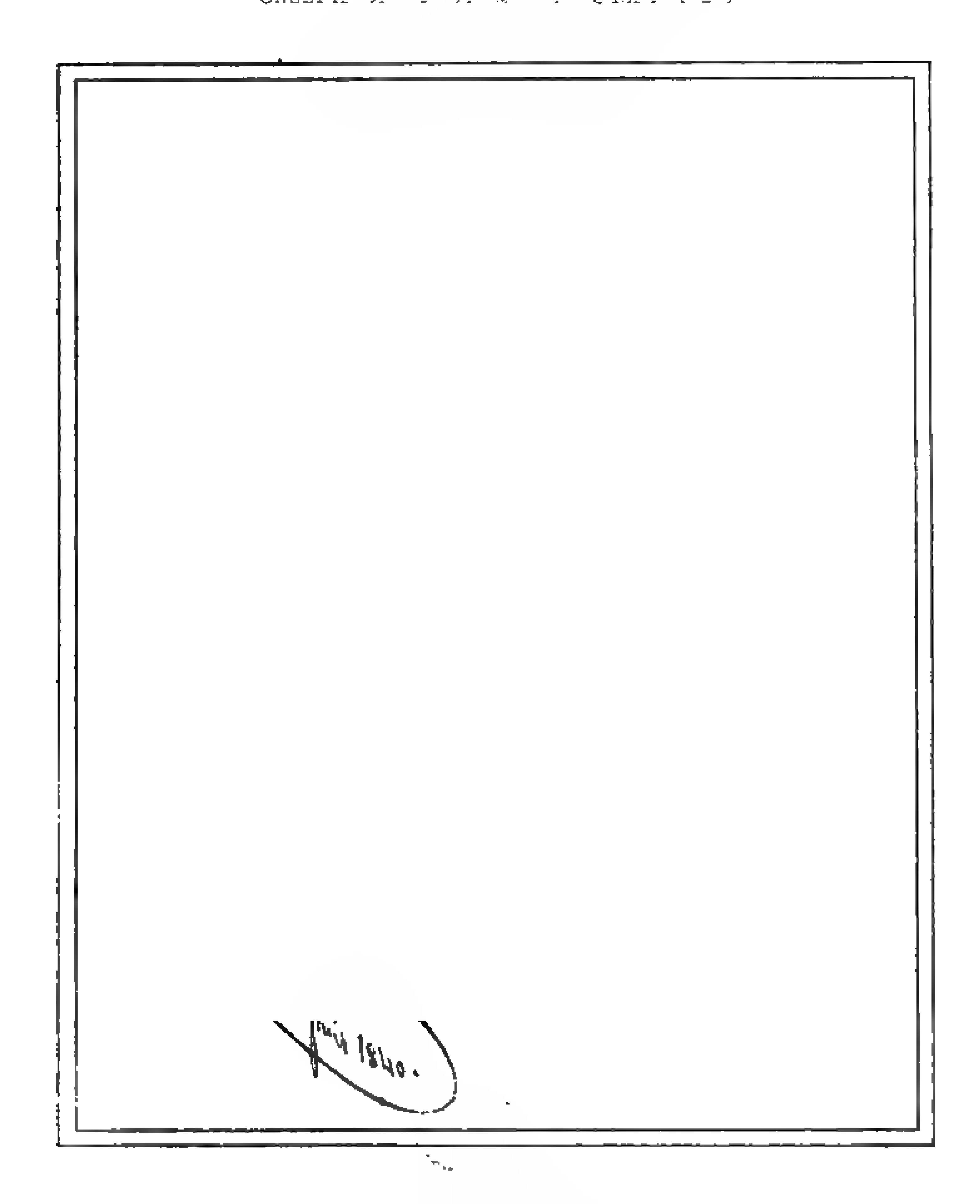
Outre ses écrits de circonstance, M. de Châteaubriand a donné au public les *Études historiques*, dont la préface à elle seule est un chef-d'œuvre de style et d'érudition; *Moïse*, cette belle évocation de la tragédie antique, l'*Essai sur la poésie anglaise*, et la *traduction de Milton*, difficultueuse entreprise que lui seul était capable de mener à bien; et enfin le *Congrès de Vérone*, ouvrage destiné à redresser bon nombre d'erreurs au sujet de la guerre d'Espagne. A cette heure, environné d'un voile épais de solitude et de silence, étranger au bruit qui se fait à ses pieds, l'illustre vieillard compose son chant du cygne, il achève les mémoires de sa vie, au bord de sa tombe : il a prié la mort d'attendre qu'il ait fini; et, pour lui complaire, la mort attend.

Si l'on veut savoir en définitive notre dernier mot sur la carrière politique de M. de Châteaubriand, il nous semble qu'elle peut se résumer ainsi :

De 1814 à 1825, il combat pour le passé contre l'avenir; de 1825 à 1830, il passe sous la bannière de l'avenir, et brise le passé; après 1830, il cherche à souder, à sa manière, le passé et l'avenir, une tige bourbonnienne et un tronc démocratique, *Jacques Bonhomme* [1] et Henri V. — La soudure est-elle possible? — Nous répondrons à la manière de Cujas : *Nihil hoc ad edictum prætoris*, traduction libre, ceci n'est pas l'affaire du biographe [2].

[1] Sobriquet sous lequel on désignait la classe populaire au moyen-âge.

[2] Dans la première édition de cette esquisse biographique sur M. de Châteaubriand, nous avions passé sous silence l'homme privé que nous ne connaissions qu'imparfaitement. Depuis, il nous est advenu un bonheur d'autant plus doux qu'il n'était ni recherché ni espéré, bonheur que nous devons bien moins peut-être à l'expression enthousiaste d'une admiration si naturelle, qu'à la respectueuse franchise de nos réserves. Il nous a été donné de voir souvent et de près la plus haute personnalité littéraire de ce temps-ci, et nous avons pu nous convaincre que la simplicité, la modestie, la bienveillance, sont les attributs inséparables du véritable génie. *Sinite parvulos venire ad me* : laissez les petits venir à moi, disait le Christ; l'Homère du Christianisme, si ferme, si imposant, si digne en face des grands de la terre, a, comme le divin maître, de délicieuses préférences de cœur pour les *petits*. Rien ne saurait peindre ce gracieux abord, cette exquise urbanité, cette humilité sublime parce qu'elle n'est point jouée. A entendre M. de Châteaubriand parlant naïvement de sa personne et de ses œuvres, comme vous ne parleriez pas de votre minime personne et de votre dernier feuilleton; à voir cette gloire en cheveux blancs, ce Napoléon de la poésie entouré parfois de docteurs imberbes, prêtant à leurs propos une oreille attentive, émettant presque timidement une grande pensée, vous diriez, n'était la pensée étincelante, que l'ignorance et l'obscurité, c'est lui, et que le génie, le nom immortel, le beau nom littéraire du siècle, c'est vous, c'est moi, c'est le premier venu. (*Note de l'auteur.*)


1840.

M. Laffitte.

La vie privée de M. Laffitte serait un cours de morale en action.

CORMENIN. — Orateurs parlementaires.

Le cœur d'un homme d'État doit être dans sa tête.

NAPOLÉON.

Il était une fois, comme dit le bon homme Perrault, un maître charpentier qui avait reçu du Ciel beaucoup de probité, du talent dans son état, très peu d'argent, et dix enfants à nourrir. L'un d'eux s'appelait Jacques; une fée capricieuse le prit sous son aile. De pauvre qu'il était, Jacques devint riche à millions, fut la providence de sa famille, protégea ses amis, protégea ses ennemis, protégea tout le monde. En ce temps-là il y avait un trône si vieux, si usé, si bien battu en brèche par les révolutions, qu'il en était tout disloqué. Le roi oublia un beau jour de s'asseoir dessus avec précaution : il s'y posa lourdement, et le trône fut brisé. Il fallut en reconstruire un nouveau. Jacques, qui n'avait pas oublié le métier de son père, donna un vigoureux coup de main pour rajuster solidement *les quatre planches couvertes de velours* qui servent de base à l'édifice social tout entier. Cette besogne lui porta malheur; son génie tutélaire lui tourna le dos, sa cassette se vida comme par enchantement; son entourage d'amis se transforma en une légion de créanciers, et si quelques-uns de ceux qui ne lui devaient rien ne fussent venus lui apporter un peu de cet or qu'il avait si généreusement prodigué, il n'eût pas eu un toit où reposer sa tête. Dans cette position difficile, Jacques ne se découragea pas; sur ses vieux jours il recommença l'œuvre laborieuse de sa jeunesse et refit presque sa fortune. Riche, il avait été modeste, affable et simple de cœur; pauvre, il fut noble, énergique et digne; riche ou pauvre il aima l'honneur et son pays, fit le bien autant par instinct que par habitude, et si plusieurs lui contestèrent à tort ou à raison le génie politique, la France entière décerna d'une commune voix à ce banquier parvenu un brevet d'*honnête homme*.

Tout ceci ressemble furieusement à un conte; ce n'est pourtant qu'une simple histoire; c'est en raccourci l'histoire de M. Laffitte.

Jacques Laffitte est né à Bayonne le 24 octobre 1767. Plébéien et pauvre, dépourvu à la fois des parchemins qui donnaient alors la fortune, et de la fortune qui donnait aussi des parchemins, le jeune Laffitte entra dans la carrière du commerce, où de tout temps le succès fit rarement faute aux capacités laborieuses. A vingt ans, il arrive à Paris, possédant pour toute ressource une physionomie heureuse, un caractère liant et plein de franchise, un zèle et une sagacité à toute épreuve, et l'esprit vif et gai d'un enfant du Midi. On réussit à moins. Ainsi doté par la nature, M. Laffitte entra en qualité de commis dans la maison de banque de M. Perrégaux. C'était en 1787. La révolution française et M. Laffitte firent rapidement leur chemin. A l'assemblée des notables, il n'est encore que simple employé ; au serment du jeu de paume, le voilà teneur de livres; à l'avénement de la république, il est caissier et fort avant dans la confiance du patron; sous le consulat, il est devenu l'homme indispensable de la maison; Napoléon empereur, le banquier Perrégaux entre au sénat, donne à son jeune commis la direction de toutes ses opérations commerciales, et quelques années après, en 1809, la maison Perrégaux s'appelait Jacques Laffitte; le

fils de l'artisan de Bayonne était à la tête d'une fortune colossale, remplissait les fonctions de régent de la banque, et succédait au vénérable Dupont de Nemours dans la présidence de la chambre du commerce. Et tout cela s'était fait naturellement, au milieu des plus terribles commotions politiques, sans bruit, sans intrigues, par la seule force des choses et l'impulsion du mérite personnel. Sur la fin de l'Empire il fut nommé gouverneur de la banque de France; cent mille francs de traitement étaient attachés à cette fonction. Les temps étaient critiques, la banque était pauvre; M. Laffitte fit l'aumône à la banque et refusa son traitement. Un pareil refus est assez rare de nos jours pour se passer de commentaire.

Bientôt les désastres de 1814 ouvrent à l'ennemi les portes de Paris; la ville est frappée d'une contribution de guerre; le trésor est vide; toutes les notabilités de la banque, convoquées à cet effet, délibèrent sur les moyens d'y subvenir par un emprunt; Laffitte se lève, propose une souscription nationale et signe le premier pour une somme considérable. Cette noble voix resta sans écho; aucun nom ne s'inscrivit à la suite du nom de M. Laffitte.

Après la première restauration, M. Laffitte devient le banquier des Bourbons; et lorsqu'au 20 mars Louis XVIII, surpris à l'improviste, se vit tout-à-coup rejeté du trône à l'exil, M. Laffitte fouilla dans sa caisse, et remit sur-le-champ au roi fugitif quatre millions pour lui, un million pour le comte d'Artois et sept cent mille francs pour la duchesse d'Angoulême.

A la même époque, un trait de désintéressement, plus honorable encore, fut le premier mobile d'une liaison qui eut plus tard de graves conséquences. Le duc d'Orléans, aujourd'hui roi des Français, pressé par les événements, allait se trouver obligé de partir sans ressources. Vainement il avait présenté à diverses maisons de commerce des effets s'élevant ensemble à une somme de seize cent mille francs; le prince consentait à une perte de 20 p. °/₀. La créance était chanceuse, personne n'en voulait; c'était le prix d'une coupe de bois au paiement de laquelle il avait été mis opposition par le gouvernement impérial. Dans son embarras, le prince s'adresse à M. Laffitte; le généreux banquier n'hésite pas, il refuse l'énorme bénéfice qui lui est offert, et accepte au pair des valeurs dont le remboursement était au moins douteux.

Pendant les Cent-Jours, M. Laffitte fit partie de la chambre des représentants comme membre de la députation du commerce. Là, il se plaça dans les rangs de cette minorité courageuse qui voulait avant tout sauver le pays d'une seconde invasion, en appeler d'abord à Napoléon, à l'armée, à la France entière, quitte à stipuler plus tard pour la liberté; la peur, la trahison, des exigences inopportunes, paralysèrent ces nobles efforts; et quand le seul homme qui pouvait encore donner la victoire à nos armes dut prendre la route de Sainte-Hélène, ce fut aussi M. Laffitte qui devint le dépositaire des minces débris de sa fortune. On lui confia cinq millions, et quand il vint pour donner à l'Empereur un récépissé de la somme, Napoléon le refusa en lui disant : « Je vous connais, M. Laffitte, je sais que vous n'aimiez pas mon gouvernement, mais je vous tiens pour un honnête homme »

Cependant l'étranger est arrivé de nouveau sous nos murs, et cette fois, c'est la haine et la vengeance au cœur que le Prussien Blücher demande impérieusement le pillage de la capitale. Mu par un sentiment d'humanité ou par la crainte du désespoir, Wellington refuse de se porter à cette horrible extrémité. Une convention militaire est accordée, sous la condition expresse que notre armée, puissante encore après Waterloo, sera licenciée et dirigée derrière la Loire; mais bien que privés de leur chef, nos vieux soldats demandent à grands cris un dernier combat, et d'ailleurs, pour les dissoudre, il faut leur donner du pain, et le trésor est vide; la guerre civile menace alors de joindre ses malheurs aux malheurs de l'invasion. Dans cette circonstance critique, M. Laffitte, dépositaire du crédit de la banque, refuse de le compromettre en la frappant d'un emprunt forcé : c'est dans sa propre caisse qu'il prend deux millions pour les verser dans les mains du ministre des finances, et Paris lui doit son salut. Déjà les envahisseurs avaient rendu le banquier solidaire de l'obligation imposée; au cas d'inexécution de la clause dans les vingt-quatre heures, on le menaçait de le faire enlever comme otage et conduire prisonnier dans la forteresse de Grandeuz; il fallut que l'empereur Alexandre, dont le cœur haut placé avait des sympathies pour tout ce qui est grand, déclarât à ses alliés qu'il faisait placer à la porte de M. Laffitte douze grenadiers pour sa défense. A cette preuve de bienveillance, l'autocrate ajouta comme témoignage d'estime la décoration de Saint-Wladimir.

L'ordre enfin rétabli, et les Chambres constituées suivant la Charte, M. Laffitte fut envoyé par le collége de Paris à la Chambre des Députés, où il siégea sur les bancs de l'opposition. Toutefois, dans le cours de cette session, son attitude ne fut pas précisément hostile au nouveau gouvernement. Homme de finances, M. Laffitte, en refusant son vote à toutes les mesures oppressives imposées par la chambre introuvable, se renfermait dans sa spécialité, et ne prenait la parole que lorsqu'une question financière venait lui fournir l'occasion de développer ses idées sur des matières dont il avait fait l'objet de longues et profondes études. Déjà ses comptes-rendus comme gouverneur de la banque avaient révélé, par leur lucidité et la hauteur de leurs appréciations, ses vastes connaissances en matière de crédit public. Les discours remarquables dans lesquels, alors et plus tard, il déroula à la tribune son système sur les moyens de remédier à l'état déplorable de nos finances, fixèrent l'attention publique; c'était à la fois des idées et une langue nouvelle; c'était de la causerie aussi substantielle que lucide; c'était de l'éloquence appliquée au maniement des chiffres.

Désigné par le roi, en 1816, pour faire partie de la commission des finances présidée par le duc de Richelieu, M. Laffitte y combattit le système des emprunts forcés, les cédules hypothécaires, en un mot la banqueroute; en vain fit-on valoir les exigences de la Chambre contre ses propositions libérales. « M. le duc, répondit-il au président, j'ai contracté l'engagement de dire toute « ma pensée; si le plan que je propose est salutaire, c'est au roi de décider s'il veut sacrifier « la Chambre à la France, ou le pays à la Chambre. »

Louis XVIII comprit ce noble langage; l'ordonnance de dissolution du 5 septembre fut sa réponse à un vote si franchement motivé, et le financier patriote reçut en même temps la croix de la Légion-d'Honneur.

Aux élections de 1817, dans les vingt sections du collége électoral de Paris, un seul et même nom sortit au premier tour de scrutin; c'était le nom de M. Laffitte. La nouvelle législature le vit pendant toute sa durée conserver, entre la fougue systématique de l'opposition et les prétentions exagérées des amis du pouvoir, l'attitude calme et digne d'un esprit impartial et d'un bon citoyen; repoussant avec énergie toutes les lois d'exception, il prête l'appui de son vote aux mesures d'intérêt général; il revendique hautement la liberté de la presse, la liberté individuelle et la sincérité des élections; il permet au trésor les emprunts qu'il juge nécessaires, se prononce contre les modifications électorales et le double vote et contre la guerre d'Espagne.

En même temps M. Laffitte se séparait ouvertement de ses amis politiques, en soutenant la réduction des rentes et la création du trois pour cent. Il n'entre pas dans notre plan d'examiner la valeur de cette importante réforme financière, ni de juger la conduite de M. Laffitte en cette circonstance. Disons seulement que cet esprit d'éclectisme politique lui valut de la part de ses co-religionnaires de vifs reproches et des imputations injurieuses. On alla jusqu'à prétendre que M. Laffitte faisait acheter au ministère son assentiment par des avantages secrètement stipulés pour sa maison de banque. Une accusation de ce genre fut un coup douloureux porté à son âme loyale; elle méritait une réponse : elle fut victorieusement réfutée dans un écrit où M. Laffitte exposa ses vues avec netteté, précision et indépendance. Quant à nous, nous nous bornerons à rappeler que, conséquent à lui-même, M. Laffitte a demandé en 1836 le remboursement des rentes cinq pour cent, et que tout son système financier paraît basé sur une même pensée : diminuer les charges du peuple en diminuant les charges de l'État; commencer par faire la nation plus riche pour la faire plus éclairée et plus libre.

Cet assentiment passager une fois donné à une mesure qu'il jugeait bonne, M. Laffitte se retrouve avec toute son énergie sur le terrain de l'opposition parlementaire, et lorsque le ministère Villèle eut mis le comble à son impopularité par la brusque dissolution de la garde nationale, on vit le député patriote soulever un affreux tumulte sur les bancs de la droite en proposant audacieusement la mise en accusation des ministres. Quelques jours plus tard, aux obsèques de Manuel, au moment où une lutte fatale menaçait d'ensanglanter d'illustres funérailles, debout sur le cercueil de son ami, M. Laffitte arrêta de sa voix éloquente les profanations de la police et l'enthousiasme agressif d'une jeunesse effervescente.

Nous sommes arrivé à la plus belle époque de la vie de M. Laffitte. Placé à l'avant-garde des défenseurs de la Charte, populaire autant par ses opinions que par ses générosités princières, l'opulent banquier voyait se ranger autour de lui toutes les

notabilités de la presse et de la tribune. Ouvrant sa bourse à toutes les infortunes, protégeant efficacement toutes les industries, encourageant avec son or les lettres et les arts, versant des sommes énormes dans les caisses des bureaux de bienfaisance, M. Laffittte savait joindre toujours à la grandeur du service la noble délicatesse du procédé. Nous n'en citerons qu'un trait entre mille.

Le général Foy, ayant fait de grandes pertes de fortune, eut l'imprudence de chercher dans les jeux de bourse les moyens de la rétablir; le général, étranger aux spéculations de hausse et de baisse, s'en reposait aveuglément sur son agent de change, et croyant s'enrichir il se ruinait, ou plutôt il s'enrichissait en se ruinant, car une main inconnue prenait soin de réparer largement chaque perte, et le général est mort persuadé qu'il était heureux joueur et sans se douter que son gain sortait de la caisse de M. Laffitte, qui ajoutait encore *cent mille* francs pour la souscription ouverte en faveur de sa famille.

Depuis longtemps M. Laffitte commençait à désespérer de l'avenir de la branche aînée des Bourbons; convaincu de l'imminence plus ou moins éloignée d'une révolution, il cherchait autour de lui les moyens d'en faire servir les résultats au bien du pays. On a vu dans le cours de ce récit quelle circonstance fit naître la liaison de M. Laffitte et du duc d'Orléans. Cette liaison était devenue de plus en plus étroite. Le général Foy, Benjamin Constant, Casimir Périer, Alexandre de Laborde, le général Gérard et quelques autres sommités libérales formaient avec M. Laffitte le cercle intime du premier prince du sang. Placé par ses antécédents politiques et ses convictions libérales dans une position difficile vis-à-vis d'une cour qui ne lui pardonnait ni le vote de son père dont le souvenir pesait sur son âme, ni son passé républicain, ni les lumières acquises au prix de vingt années d'exil, le duc d'Orléans se réfugiait dans l'intérieur de la vie domestique, plaçait bourgeoisement ses enfants au collége, au grand scandale de l'émigration, et suivait, avec un mélange de regrets, de crainte et d'espérance, la marche rapide et fatale de la royauté vers l'abîme qui allait l'engloutir.

Si le prince redoutait peut-être les chances de l'avenir, ses amis, au contraire, appelaient cet avenir de tous leurs vœux, et M. Laffitte, le plus ardent de tous, ne faisait mystère à personne de ses répugnances, de ses sympathies et de ses désirs. « Si j'étais roi, que ferais-je pour vous? disait en souriant le prince au banquier. — Monseigneur, « quand vous serez roi, répondait M. Laffitte, vous « me ferez votre fou, le fou du roi, afin que je puisse « lui dire ses vérités. »

Ce trône, que M. Laffitte désirait si vivement pour le duc d'Orléans, devait se dresser plus tôt encore qu'il ne l'espérait. Tout le monde sait comment une émeute passa à l'état de révolution, et comment trois couronnes furent brisées en trois jours : ce qu'il importe d'établir ici, c'est la part que prit M. Laffitte aux événements de juillet.

Dès le 28, au moment où la victoire du peuple était encore incertaine, après avoir signé la protestation des députés résidant à Paris, au moment où arrivait de Saint-Cloud l'ordre de le faire arrêter, M. Laffitte, désireux de mettre un terme à l'effusion du sang, traverse la fusillade accompagné de MM. Casimir Périer, Mauguin, Gérard et Lobau; se rend au Carrousel, pénètre jusqu'au maréchal Marmont, commandant de Paris, et l'adjure, au nom de l'humanité et de la patrie, de mettre un terme aux horreurs de la guerre civile, d'user de son influence pour faire retirer les ordonnances et changer le ministère; menaçant, en cas de refus, de se jeter corps et biens dans le mouvement. « *L'honneur militaire est dans l'obéissance*, murmure tristement le soldat. — *L'honneur civil*, répond le courageux député, *consiste à ne point égorger les citoyens pour attenter à la constitution.* » Convaincu le lendemain qu'il n'a rien à attendre de l'aveuglement du roi, M. Laffitte se décide à courir les hasards d'un combat, et fait de son hôtel un quartier-général d'où partent les proclamations qui encouragent l'insurrection, les ordres qui la régularisent et l'or qui la soutient. En même temps, le banquier n'oublie pas le duc d'Orléans : il envoie à Neuilly émissaires sur émissaires. *Évitez les filets de Saint-Cloud*, écrit-il au prince dès le 28. — *Plus d'hésitation*, ajoute-t-il le 29; *choisissez entre une couronne et un passeport!* » Bientôt deux régiments, le 3e et le 5e de ligne, enlevés sur la place Vendôme par le colonel Heymes et le frère de M. Laffitte, donnent le signal de la défection, et viennent se ranger autour de son hôtel. Dès ce moment, la victoire fut assurée : la réunion Laffitte prit la direction du mouvement, donna au général Lafayette le commandement général des troupes, et au maréchal Gérard la direction des opérations actives. Une commission municipale fut installée à l'Hôtel-de-Ville; et lorsque

MM. d'Argout et de Sémonville vinrent dans son sein parlementer au nom de Charles X, en apportant la révocation des ordonnances, on leur répondit : « *Il est trop tard!* » Charles X avait cessé de régner.

Cependant, grand était l'embarras de M. Laffitte; les esprits, poussés par l'exaltation de la victoire, se livraient aux inspirations les plus contraires : il était urgent de constituer un pouvoir qui arrêtât l'anarchie en consolidant l'œuvre révolutionnaire; et pourtant le silence et le mystère enveloppaient encore la retraite du duc d'Orléans. Renfermé au Raincy, le prince était invisible pour tous; la couronne était gisante sur le pavé, M. Laffitte la lui tendait, et il hésitait à la prendre. Pour mettre un terme à son irrésolution, M. Laffitte fait publier le 30, dans tous les journaux, une proclamation en faveur du duc d'Orléans, réunit quarante-quatre députés au Palais-Bourbon, et là, sous sa présidence, on défère au prince la lieutenance-générale du royaume; douze membres de la réunion sont à l'instant envoyés à Neuilly pour lui transmettre le résultat de la délibération. Le prince ne parut point encore; le soir seulement, à son retour de Raincy, en lisant à la lueur des flambeaux, dans les jardins de Neuilly, la proclamation qui lui ouvre le chemin du trône, le duc d'Orléans se décide à passer le Rubicon; il embrasse sa femme et ses enfants, se revêt d'un habit bourgeois, part à pied, accompagné d'un aide-de-camp, arrive à onze heures du soir au Palais-Royal, et envoie sur-le-champ à M. Laffitte une proclamation annonçant son arrivée et son acceptation.

Dès le lendemain, les députés se réunissent de nouveau au Palais-Bourbon, et cette fois au nombre de 89; une adresse est rédigée par M. Guizot, l'assemblée se lève et se rend en masse au Palais-Royal; là, M. Laffitte porte la parole au nom de la Chambre. Dans le trajet il s'était blessé en franchissant une barricade, et en entrant chez le prince il boitait : « Vous êtes blessé, M. Laffitte, lui dit ce dernier. — Monseigneur, lui répond le député, ne regardez pas à mes pieds, mais à mes mains, qui vous apportent une couronne! »

Cependant pour atteindre à cette couronne, il fallait encore un effort. Tandis qu'au Palais-Royal on s'occupait de créer un roi, à l'Hôtel-de-Ville une phalange de jeunes hommes se pressait autour d'un vieillard à cheveux blancs, voulant faire de ce glorieux débris d'un autre âge la pierre angulaire d'une république nouvelle; et le vieillard hésitait aussi, car la mort allait l'atteindre, et il craignait pour son pays le retour de ces temps de sinistre mémoire, où le pouvoir était le prix de l'audace et souvent l'apanage du crime.

Le temps pressait, il fallait prendre un parti. M. Laffitte propose au prince d'aller chercher à l'instant la sanction populaire de l'Hôtel-de-Ville. Le prince adopte avec empressement ce projet qui n'est pas sans péril; le cortége se met en marche; M. Laffitte le précède en chaise à porteurs; le peuple ému, étonné, ouvre ses rangs; la garde nationale fait la chaîne, et le duc arrive de barricade en barricade jusqu'à l'Hôtel-de-Ville. Là, le vétéran de la liberté et le soldat de Jemmapes se revoient pour la première fois depuis quarante ans, et la royauté de juillet est définitivement intronisée par l'accolade de Lafayette.

Le 7 août, M. Laffitte vint faire lecture au roi de la déclaration des Chambres qui l'appelait au trône, et la séance du 9 vit enfin combler tous les vœux du féal banquier; il put se dire, comme Jeanne d'Arc au sacre de Charles VII : *J'étais à la peine, je dois être au triomphe.* Mais pour lui aussi le moment du triomphe fut presque le signal de la ruine. La période où nous entrons est une période de douleurs et de luttes. M. Laffitte, attelé au char de l'État, épuise ses forces, perd sa fortune, fruit de quarante années de travail, et sa popularité acquise au prix de glorieux services et de nombreux bienfaits.

Comment advint ce triple désastre? Nous l'allons voir.

Le premier ministère de juillet fut un vrai pêle-mêle; dans le même cabinet se heurtaient, avec ou sans portefeuille, M. Molé et M. Dupont de l'Eure, M. Laffitte et M. Guizot, M. de Broglie et M. Bignon. Républicains, impérialistes, monarchistes purs de juillet, dynastiques douteux, il y en avait pour tous les goûts, et tout cela gravitait péniblement dans le chaos, trébuchant aux émeutes de la rue, aux orages de la Chambre, et tiraillant en sens contraire la machine gouvernementale. Au fait, c'était une difficile époque que celle-là. Brisé en éclats par l'irruption populaire, le principe d'autorité avait peine à réunir ses débris épars; le pouvoir était descendu sur la place publique; la première borne servait de tribune au premier venu pour y formuler des théories politiques à l'usage du peuple. La partie jeune et ardente de la nation, ivre de son triomphe, restait à l'état de puis-

sance armée; elle voulait rompre définitivement avec le passé, refaire la société en commençant par la base, faire table rase de toute chose ancienne chez nous, chez nos voisins et aux antipodes; le tout avec un trésor épuisé, avec une armée presque désorganisée, et par la seule force de la propagande et de la Marseillaise. D'autre part, des esprits austères et graves, de hautes intelligences, des hommes à idées arrêtées et dominatrices, comme MM. Molé, de Broglie, ou Guizot, pour qui toute révolution était un accident qu'il fallait s'empresser de régulariser, ne tendaient à rien moins qu'à faire incontinent rentrer dans son lit le torrent débordé, au lieu de tracer un cours nouveau à ses vagues mugissantes. Ainsi conçue, la tâche était difficile, impossible même au vu des temps et des hommes. La partie modérée et partant impopulaire du conseil dut se retirer; son heure n'était pas encore arrivée.

Avant d'accepter la présidence du ministère du 3 novembre, M. Laffitte hésita beaucoup. Homme de paix et de douceur, peu soucieux des orages de la vie publique, il demandait à grands cris qu'on le rendit à ses affaires, à sa famille, à ses amis. L'amour du pays et d'augustes sollicitations l'emportèrent.

Le procès des ministres approchait; il fallait un nom aimé de la foule pour l'opposer à ses terribles exigences; M. Laffitte céda et devint président du conseil.

Analyser ici tous les actes de l'administration du 3 novembre, en développer les motifs, en discuter les résultats, serait chose trop longue, fastidieuse peut-être pour plusieurs, et en dehors des limites de notre plan.

En esquissant brièvement et dans toute sa vérité la physionomie gouvernementale de l'époque, le biographe aura rempli sa tâche et le lecteur appréciera. A son arrivée devant les Chambres, l'administration du 3 novembre formula ainsi son programme et ses dissidences avec l'administration précédente, par l'organe de son président : « Tout « le monde savait, dit M. Laffitte, que la révolution « de 1830 devait être maintenue dans une certaine « mesure; qu'il fallait lui concilier l'Europe, en « joignant à la dignité une modération soutenue. « Il y avait accord sur ce point, parce qu'il n'y « avait dans le conseil que des hommes de sens et « de prudence. Mais il y avait dissentiment sur la « manière d'apprécier et de diriger la révolution; « on ne croyait pas qu'elle dût si tôt dégénérer en « monarchie, et qu'*il fallût si tôt se prémunir con- « tre elle.* »

De ce programme, il résultait que le ministère Laffitte se proposait de marcher, donnant une main aux novateurs et l'autre aux conservateurs. C'était un véritable juste-milieu entre le progrès et le *statu quo*, la répression et la propagande.

Disposé ainsi et de bonne foi à contenter tout le monde, M. Laffitte ne satisfit personne, et sa position vis-à-vis des Chambres s'enchevêtra bientôt de difficultés inextricables. La gauche, dont le ralliement lui avait formé d'abord une majorité assez compacte, ne tarda pas à jeter les hauts cris, se plaignant, l'ingrate, qu'on la traitait avec parcimonie, objectant que la loi communale de M. Laffitte, qui déférait au roi la nomination directe des municipalités, n'était rien moins que libérale; flétrissant du nom de *deuxième loi d'amour* la loi sur les délits de la presse, remplacée depuis par des dispositions plus sévères, et en vertu de laquelle, sous prétexte d'abréger les délais de procédure, on enlevait aux prévenus la garantie d'un degré de juridiction, en les privant des chances d'un acquittement préalable devant la chambre de mise en accusation. Quant à cette loi d'élection que M. Laffitte disait assise sur des bases larges et solides, et qui maintenait tout simplement le cens de la Restauration à 300 francs, monopole électoral contre lequel M. Laffitte lui-même réclame aujourd'hui les droits de six millions de Français, la gauche l'accueillit avec des témoignages unanimes de répulsion. En somme, elle trouvait M. Laffitte indécis et peu progressif; elle le blâmait de venir demander dix-huit millions de liste civile et des apanages; elle le blâmait de proclamer si vertement l'illégitimité des prétentions de la Belgique sur tout ou partie du Luxembourg; elle exigeait impérieusement le renvoi de MM. de Montalivet et d'Argout et la dissolution de la Chambre.

La droite n'était pas plus facile à manier. MM. Guizot, Casimir Périer et Dupin réclamaient énergiquement des mesures répressives contre l'intervention des masses dans les affaires de l'État, et une hiérarchie administrative plus régulière et mieux combinée; en vain, pour leur donner satisfaction, le président du conseil tonnait du haut de la tribune contre les *brouillons* et les *perturbateurs* qu'il *fallait mettre au néant*. Cette véhémence de paroles, qui ne se traduisait jamais en action, éloignait de M. Laffitte la partie flottante de la Chambre qui, sous tous les gouverne-

ments du monde, a soif e repos, d'ordre et de paix.

A ces difficultés de position se joignaient des dissentiments intérieurs non moins pénibles.

Le commandant-général des gardes nationales, cantonné à l'Hôtel-de-Ville, et couronné d'une double auréole de vieillesse et de gloire, recevait des adresses, accueillait des députations et traitait avec l'insurrection de puissance à puissance. Le préfet de la Seine méconnaissait l'autorité du ministre de l'intérieur, en appelait de celui-ci à l'Hôtel-de-Ville, et dans une proclamation qualifiait d'*inopportune* une proposition présentée à la Chambre. Un procureur du roi faisait assigner par corps un député, pour avoir à répondre à certaines assertions émises à la tribune sur les journaux. Une scission non moins fâcheuse, entre le président du conseil et le ministre de la guerre, produisait à l'extérieur une politique indécise et incolore, moitié provocatrice et moitié timide.

Vis-à-vis du pays, la situation du ministère était plus critique encore; l'inquiétude était partout, les capitaux avaient disparu devant l'émeute circulant périodiquement dans les rues; les faillites se multipliaient rapidement, et loin de pouvoir venir en aide aux industries particulières, le trésor en était aux expédients pour rembourser ses propres obligations; la dette flottante s'était déjà accrue des deux tiers. Un dernier fait nous paraît assez bien résumer la situation commerciale de la France à cette époque : *les charges d'huissier triplèrent de valeur !*

Après trois mois d'existence le ministère Laffitte était déjà usé; les troubles du 14 février l'achevèrent; une conspiration de sacristie, que la police jugea trop futile pour mériter une répression, occasionna de graves désordres. Une troupe de vandales, au sortir des dernières orgies du carnaval, se rua sur l'Archevêché qu'elle démolit de fond en comble aussi bien que l'aurait pu faire Omar. L'église Saint-Germain-l'Auxerrois fut dévastée; d'autres églises étrangères à la cérémonie légitimiste furent également dégradées; le ministre de la police, prévenu par le ministre de l'intérieur, jugea convenable d'attendre pour agir que tout fût fini, et la garde nationale resta l'arme au bras, attendant aussi des ordres qui ne venaient pas. Un conflit scandaleux s'éleva à ce sujet au sein des Chambres entre MM. de Montalivet et Odilon-Barrot; ce dernier donna sa démission, et M. Laffitte ne tarda pas à le suivre. On prétend que des notes diplomatiques relatives à l'intervention de l'Autriche en Italie avaient été cachées au président du conseil, et que sur ce fait il crut devoir se retirer; ajoutons aussi que déjà depuis longtemps la vie ministérielle pesait à M. Laffitte; l'état déplorable de ses affaires personnelles réclamait tous ses soins; en vain pour garder son ministre le roi lui acheta *dix millions* la forêt de Breteuil et donna sa garantie à la banque pour un prêt de six millions; la position financière de M. Laffitte s'empira de jour en jour, et quand il sortit du ministère il était ruiné.

La révolution de juillet avait déjà porté un coup funeste à son crédit; son entrée aux affaires, en le forçant d'abandonner la direction de sa maison de banque, acheva sa perte; dépositaire de sommes considérables, il se vit tout-à-coup assailli de demandes en remboursement; dès 1818 il avait démuni sa caisse et sauvé le commerce de Paris en prêtant cinq millions à la banque. Cette même caisse, après les événements de juillet, il la mit à la disposition du gouvernement provisoire; tous les malheurs vrais ou simulés y puisèrent à pleines mains; la crise financière la tarit complètement. Dans cette position douloureuse M. Laffitte se consacra tout entier à la liquidation de ses affaires; il paya cinquante millions en se dépouillant de tous ses biens, et pour satisfaire aux exigences de la banque il mit son hôtel en vente; alors seulement la France s'émut d'une telle catastrophe; elle ne voulut pas que le premier asile de la révolution fût livré au marteau des démolisseurs, et une souscription nationale assura à M. Laffitte la possession de son hôtel.

Candidat à la présidence de la Chambre après l'avènement du ministère Casimir Périer, M. Laffitte échoua dans sa candidature, et prit place dans les rangs de l'opposition, repoussa de sa parole et de son vote toutes les mesures énergiques de l'administration du 13 mars, signa plus tard le compte-rendu, et aux 5 et 6 juin il fit partie de la députation de la minorité opposante chargée de formuler au roi de son choix les griefs de la gauche; un beau jour enfin, aigri par l'infortune, il s'en vint en pleine tribune demander solennellement pardon à Dieu et aux hommes de la part qu'il avait prise à la révolution de juillet.

Depuis, M. Laffitte, tout en combattant toujours dans les rangs de l'opposition, est revenu aux premiers labeurs de sa vie; après avoir sous la Restau

ration fondé le crédit public, il fonde aujourd'hui le crédit privé ; il a liquidé ses affaires, reconstitué sa maison, et fondé cette caisse d'escompte qui restera une des plus utiles créations de l'époque. En ouvrant en 1837 la séance des actionnaires de cette belle entreprise, il prononça de nobles paroles que nous croyons devoir reproduire ici : « Je ne « puis, dit-il, me voir sans émotion rendu à des « travaux qui doivent m'être chers, et prêt à cou- « ronner par une entreprise digne de tous mes « efforts une carrière utile et dans laquelle j'ai « peut-être fait quelque bien ; il me semble au mi- « lieu de vous que j'oublie en un instant beaucoup « de mécomptes passés, et les amertumes de gran- « deurs politiques, qui n'avaient rien promis du « reste à mon ambition et dont je n'acceptai le far- « deau que par dévouement pour mon pays. L'a- « venir avait pour moi des dédommagements en « réserve, et le 2 octobre 1837, jour où je reprends « le commerce, me console du 19 janvier 1831, « jour où je l'avais quitté. »

C'est en effet une belle inspiration, toute nationale et digne de M. Laffitte, d'ouvrir ainsi aux petites industries un crédit permanent ; le modeste fabricant, arraché à l'usurier qui le pressurait, escompte ses valeurs au taux le plus minime, place ses capitaux en toute sûreté et avec avantage, les retire quand il lui plait, et bénit le créateur de la caisse d'escompte.

En résumé il y a trois hommes dans M. Laffitte : l'homme privé, le financier et l'homme politique ; la bonté parfaite, la simplicité gracieuse, l'inépuisable bienfaisance de l'homme privé, sont connues de tous, nous n'en parlerons pas ; le mérite du financier est également incontesté et incontestable ; les vues de l'homme politique sont diversement appréciées. Monarchiste ardent à l'aurore de la révolution de juillet, M. Laffitte est aujourd'hui placé à la limite extrême qui sépare la forme monarchique de la forme républicaine. Dans le cours de ces neuf dernières années sa personnalité politique a subi d'étranges vicissitudes ; ministre, les radicaux l'ont trouvé trop dynastique et les dynastiques trop radical ; il est curieux, ce nous semble, de rapprocher à ce sujet les pages de deux livres dont la pensée première est diamétralement opposée.

« Comment se fait-il, » se demande l'organe du parti démocratique [1], « qu'un tel homme ait perdu « à la fois ses richesses, sa puissance et presque « une popularité acquise au prix de tant de luttes « et de sacrifices pour la liberté ? Je le dirai sans « détour : le principe de ce triple désastre réside « dans les affections individuelles qui dérangèrent « toujours la conduite publique de l'honorable « M. Laffitte. Né pour l'exercice de toutes les ver- « tus civiles, M. Laffitte montera hardiment sur « l'échafaud des Sidney et des Jean de Witt ; mais « qu'on ne lui demande point cette froide énergie « qui sacrifie sans hésiter les prédilections du cœur « aux devoirs de l'homme d'État..... De là cette po- « litique saccadée, sans plan et sans réflexion, ces « condescendances fâcheuses qui marquent la car- « rière ministérielle de M. Laffitte. »

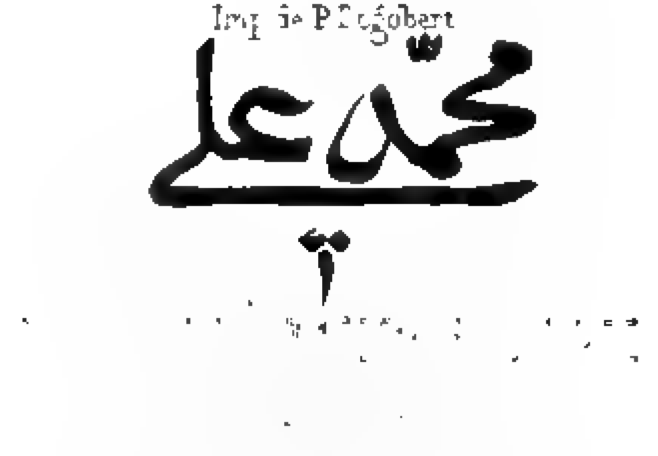
Écoutons maintenant l'organe du parti monarchique [2]. « Il y eut toujours deux hommes dans « M. Laffitte : celui qui voulait franchement la « monarchie constitutionnelle, avec une liste ci- « vile de 18 millions ; qui faisait des discours pleins « de modération contre la guerre et la propa- « gande ; qui proclamait à la tribune le maintien « des traités de 1815, la nécessité de contenir la « révolution dans de certaines mesures ; et puis « celui qui avait le malheur de vouloir s'appuyer « sur ceux de ses amis politiques qui devaient « nécessairement le mener à d'autres résultats que « ceux qui découlaient naturellement des prin- « cipes par lui posés..... Si M. Laffitte a perdu « la popularité qu'il avait justement gagnée aux « premiers jours de juillet, il le doit principa- « lement à son caractère vacillant et à son manque « d'énergie. »

Ainsi, aux yeux du démocrate, M. Laffitte, ministre, a péché par ses affections monarchiques ; aux yeux du monarchiste, par ses affections démocratiques. Que conclure de cette singulière conformité d'accusation, sinon que la maxime de Napoléon est profondément vraie : que le cœur d'un homme d'État doit être dans sa tête, et que M. Laffitte est trop homme de cœur pour être homme d'État ?

[1] Sarrans jeune — *Louis-Philippe et la contre-révolution de* 1830. — Tome II.

[2] *Deux ans de règne*, par Alphonse Pépin.

Imp. de P. Dégobert



Mohammed-Aly et Ibrahim-Pacha.

PREMIÈRE PARTIE.

> Les provinces de l'empire ottoman qui parlent arabe appelaient de leurs vœux un grand changement et attendaient un homme.
>
> MÉMOIRES DE NAPOLÉON, EXPÉDITION D'ÉGYPTE, tome I, page 301.

Depuis deux siècles, depuis Soliman, l'islamisme si longtemps débordé s'était replié sur lui-même ; la Russie, en brûlant la flotte turque à Tschesmé, allait entrer dans cette voie d'empiètement qu'elle n'a plus cessé de poursuivre sous toutes les formes, et l'empire ottoman, précoce vieillard, énervé pour avoir abusé de sa force, languissait stérile, ou plutôt commençait sa longue agonie, lorsque dans cette même année climatérique 1769, que nous avons déjà vue si féconde pour l'Occident, au moment où dans une petite île de la Méditerranée naissait l'homme appelé à jeter, en courant, sur l'Egypte un premier germe de vie, un bourg ignoré de la Macédoine donnait le jour à celui qui devait continuer Bonaparte et marcher sur les traces de deux autres Macédoniens, Alexandre et Ptolémée.

C'est ce soldat obscur, débarqué seul et nu il y a quarante ans sur la plage d'Aboukir, qui concentre aujourd'hui sur lui les regards de l'Europe entière; dans les plis de son *caftan* il tient la paix ou la guerre, le monde attend, et c'est peut-être une guerre acharnée, universelle, interminable qu'il va lui donner. Cette position seule, fut-elle fortuite, suffirait pour lui assurer dans l'histoire une grande page. Ajoutez maintenant que pour en venir là, cet homme, le premier musulman peut-être qui soit fils de ses œuvres, a déployé, à lui tout seul, plus d'adresse, plus d'astuce, plus de prudence, plus d'énergie, que les politiques les plus retors de l'Occident. Pour dissimuler, attendre, et agir à propos, pour détruire ses ennemis les uns par les autres, pour mener ou déjouer une conspiration, pour mêler ou démêler les fils les plus embrouillés d'une intrigue, ce Louis XI circoncis, qui à quarante-six ans ne savait pas encore lire, en eût remontré à Pisistrate, à Philippe de Macédoine, à Fiesque, au cardinal de Retz, à tous les grands rusés des temps anciens et des temps modernes. Un jour qu'on lui lisait une traduction de Machiavel, il a dit : « Les Turcs en savent plus long. » Et seul il avait le droit de le dire. Une fois au pouvoir, il a changé de rôle, ou plutôt il a cumulé deux rôles; le renard s'est revêtu d'une peau de lion; il a été conquérant, créateur, administrateur, organisateur; sur cette vieille terre des Pharaons, où depuis trois mille ans vingt peuples sont venus se superposer tour à tour par couches d'oppresseurs et d'opprimés, il n'y a plus eu que des

[1] *Méhémed* est le nom turc, *Mohammed* est le nom arabe. Bien que le vice-roi soit Turc d'origine, comme l'Égypte est un pays de langue arabe, et que la dynastie qu'il semble appelé à fonder ne peut s'appuyer que sur la race arabe, j'ai cru devoir écrire Mohammed, à l'exemple de MM. Mengin, Jomard, William Lane et plusieurs autres auteurs.

sujets et un maître; oppresseurs et opprimés, tous se sont courbés sous la même main, et cette main de fer les a forcés de marcher du même pas, de concourir au même but; l'Egypte tout entière s'est incarnée dans un homme, qui en a été le seul propriétaire, le seul agriculteur, le seul fabricant, le seul marchand; et nul mieux que lui n'a pu dire: *l'Etat, c'est moi*. Pour accroître et corroborer sa puissance, il lui fallait de l'argent, il en a eu; à un sol cultivable de mille lieues carrées, qui produisait à peine de quoi nourrir une population indolente, il a arraché jusqu'à 80 millions de revenus; il lui fallait une marine, il en a improvisé une: celle-là détruite, il en a créé une seconde plus belle que la première; il lui fallait une armée, avec de misérables *fellahs*[1] dont les Turcs ne voulaient pas pour palefreniers il a formé des soldats qui battent les Turcs; à son petit royaume il a adjoint la Nubie, l'Arabie, la Syrie, et il en a fait un empire grand comme deux fois la France.

Dans son activité inconcevable, il a trouvé du temps et des forces pour veiller aux plus minces détails de l'œuvre immense qu'il entreprenait; il lui a fallu raviver, ressusciter un peuple malgré lui, lutter sans cesse, au-dedans, contre les mœurs, les habitudes enracinées, les répugnances instinctives, les complots, les embûches; au-dehors, contre le mauvais vouloir, les intrigues cachées et les agressions ouvertes, toujours veiller, se tenir constamment en garde, tout détruire d'une main et de l'autre tout refaire à neuf: certes si c'est là, pour me servir de l'expression de M. de Lamartine, *un aventurier*, cet aventurier ressemble beaucoup à un grand homme.

Heureusement pour l'homme et son œuvre, que les instruments ne lui ont pas manqué; cette tête habile a trouvé un bras vigoureux, intelligent, victorieux, dévoué; ce bras, qui fut toujours un aide et jamais un obstacle, c'est (chose rare partout et surtout en Orient) c'est un fils, un successeur immédiat, Ibrahim-pacha. Né avec les passions fougueuses et l'intraitable orgueil d'un Turc, Ibrahim s'est dompté lui-même, durant vingt ans il s'est formé et assoupli à la rude école de la guerre; un enfant de la France[2] un vétéran de nos armées, a initié ce génie inculte aux ressources de la tactique, et aujourdhui, par sa supériorité militaire, par son héroïque valeur, par cette simplicité de manières, cet esprit de justice sévère mais impartiale qui le caractérisent, Ibrahim a su se faire adorer de ses soldats. Lorsqu'un jour de bataille il passe à travers leurs rangs et que de sa voix forte, avec ce sourire sardonique qui semble braver le danger, il leur dit sa parole habituelle « *Jah! volète! aferim!* Allons, enfants, courage! » ces Arabes déchus se redressent et marchent à l'ennemi comme au temps de Saladin.

Bien plus, tous ceux qui ont vu de près Ibrahim-Pacha s'accordent à dire que pour faire preuve de génie politique, l'occasion seule lui a manqué; la finesse et la vivacité de son esprit, l'étendue de ses connaissances, la justesse de ses vues, son goût décidé pour l'agriculture, principal fondement de la prospérité de l'Egypte, que Mohammed-Aly a trop sacrifié peut-être à l'industrie, ses sympathies bien plus prononcées que celles de son père pour la race arabe qu'il a régénérée au baptême de feu: tout cela fait espérer que le sceptre du pacha-roi passera en des mains dignes de le porter.

Maintenant, cette création miraculeuse, si l'on considère la rapidité avec laquelle elle est sortie du néant, est-elle bien solide, bien complète, bien assise? présente-t-elle en tous points de suffisantes garanties d'avenir? Narrateur impartial, j'ai dû puiser à toutes les sources pour en extraire la vérité; en réunissant dans cette double notice les faits principaux de la vie de deux hommes supérieurs qui ne peuvent être séparés, j'ai dû faire une étude sérieuse de l'œuvre fondée par l'un et soutenue par l'autre. Je dirai un mot de cette œuvre, il y a en elle des éléments de durée, mais il y a aussi des éléments de mort; je les signalerai avec une franchise égale. Je ne dissimulerai ni mes antipathies pour la tendance oppressive et égoïste du gouvernement de Mohammed-Aly, ni mon admiration pour les grandes choses qu'il a faites, ni ma conviction profonde qu'il y va de l'honneur et de l'intérêt de la France de défendre, au besoin, avec ses armes, et aussi d'aider de ses conseils, parfois même de son blâme, un empire naissant, qui tient à elle par plus d'un lien et où semble s'être réfugié tout ce qui reste en Orient de force et de vitalité musulmane.

[1] Paysans égyptiens.

[2] On divine sans doute que je veux parler ici du capitaine Sève, Soliman Pacha, aujourd'hui major-général de l'armée égyptienne, un des plus éminents collaborateurs de Mohammed-Aly, auquel je consacrerai dans le cours de cet ouvrage une notice particulière.

Mohammed-Aly est né, comme je l'ai déjà dit, en 1769, à la *Cavale*, petite ville frontière de la Romélie, ancienne Macédoine. Son père, Ibrahim-Aga, Turc de naissance, était chef de la garde préposée à la sûreté des routes, fréquemment infestées par des hordes de brigands thessaliens; ses fonctions étaient, comme on le voit, à peu près celles d'un capitaine de gendarmerie. Ibrahim-Aga était pauvre, et sa famille nombreuse; elle se composait, je crois, de seize enfants, dont Mohammed-Aly était le dernier et le plus aimé. Quand son père mourut, l'enfant jeune encore fut confié aux soins de son oncle Toussoun-Aga; ce dernier ayant été décapité par ordre de la Porte, Mohammed allait se trouver orphelin et sans appui, lorsque le *tchorbadgi*, gouverneur de la *Cavale*, vieil ami de ses parents, prit l'enfant dans sa maison et le fit élever avec son fils. Un négociant de Marseille alors établi à la Cavale, M. Lion, séduit par l'esprit et la gentillesse du jeune Mohammed, lui témoigna aussi une affection toute paternelle, et c'est peut-être à ces premiers souvenirs d'enfance que l'on pourrait attribuer la prédilection constante du vice-roi pour les Français. Après son élévation, Mohammed n'oublia pas son vieil ami de la Cavale alors rentré en France; il lui fit écrire de venir en Egypte; mais M. Lion mourut le jour même où il allait s'embarquer de Marseille. Le pacha envoya à sa sœur une somme de 10,000 francs. Si l'on en croit un des historiographes [1] de Mohammed-Aly, ce dernier eut de bonne heure un pressentiment de sa grandeur future. Sa mère lui avait raconté que pendant qu'elle le portait dans son sein elle eut un songe; des bohémiens le lui expliquèrent en lui annonçant que l'enfant qu'elle devait mettre au monde arriverait au comble de la puissance. Le jeune Mohammed-Aly fut frappé de ce récit, des idées vagues de domination se pressèrent dans sa tête, et à quinze ans il cherchait déjà avec ardeur l'occasion de se distinguer. Un jour les habitants d'un village voisin de la Cavale refusèrent de payer l'impôt. Le tchorbadgi était fort embarrassé, ne sachant comment les y contraindre. « Donnez-moi « six hommes, lui dit Mohammed-Aly, et je me « charge du reste. » Le gouverneur étonné lui accorde sa demande; Mohammed-Aly se rend avec sa troupe au village désigné, entre dans la mosquée, et pendant qu'il fait sa prière, il envoie chercher les quatre principaux habitants sous le prétexte d'une affaire importante. Ceux-ci arrivent sans défiance, Mohammed-Aly les fait aussitôt saisir, garotter, et les conduit à la Cavale au milieu des clameurs et des poursuites de la population, qu'il contient en la menaçant de poignarder ses prisonniers. Cet acte de hardiesse, en procurant la rentrée de l'impôt, plut tellement au tchorbadgi, qu'il en témoigna sa reconnaissance à Mohammed-Aly en lui faisant épouser une de ses parentes, assez riche, qui venait de divorcer; Mohammed-Aly en eut trois enfants, Ibrahim, Toussoun et Ismaïl. Le premier, Ibrahim-Pacha, est né en 1789, du vivant du premier mari de sa mère, et c'est ce qui fait croire à tort à beaucoup de personnes qu'il n'était que le fils adoptif de Mohammed-Aly. Après son mariage, le jeune Roméliote, se sentant du goût pour le commerce, s'adonna au trafic des tabacs; il fit de très bonnes affaires, et depuis il a toujours conservé un arrière-goût de négoce qui donne à cette physionomie historique un cachet tout particulier.

Cependant l'armée française occupait l'Egypte et la Porte armait de toutes parts; le tchorbadgi de la Cavale reçut ordre de fournir son contingent; il forma un corps de trois cents hommes, sous la conduite d'Aly-Aga, son jeune fils, auquel il adjoignit Mohammed-Aly à titre de mentor. Les volontaires macédoniens eurent beaucoup de peine à rejoindre la flotte turque qui les attendait dans la rade de Marmarizza; enfin on se dirigea sur l'Égypte; les Turcs rallièrent en mer l'escadre anglaise; on s'approcha d'Aboukir, et Mohammed-Aly, dès son premier pas sur cette terre qu'il ne devait plus quitter, eut à soutenir un rude choc de la part du général Friant qui tenta, mais en vain, de s'opposer au débarquement. L'affaire fut si chaude que le jeune Aly-Aga, dégoûté de son

[1] *Histoire de l'Égypte sous le gouvernement de Mohammed-Aly*, par M. Félix Mengin, 2 volumes publiés en 1823. Cet excellent ouvrage, auquel je ferai de fréquents emprunts, surtout pour la première moitié de la vie du pacha d'Égypte, jusqu'à son avénement au pouvoir, a été continué plus tard et augmenté d'un savant travail de M. Jomard sur l'Arabie. On s'aperçoit facilement que M. Mengin, qui a habité vingt ans le Caire, a vu de près tous les événements qu'il raconte; quiconque voudra se faire une idée exacte de la situation de l'Égypte, après le départ des Français, et de la manière habile dont Mohammed-Aly a tourné ou brisé d'innombrables obstacles, devra recourir à ce livre, peu prôné, par conséquent peu lu, et dans lequel on retrouverait pourtant tout ce qui a été écrit de plus intéressant sur la matière.

nouveau métier, disparut tout-à-coup et s'en retourna chez son père, en laissant le commandement de sa petite troupe à Mohammed-Aly qui prit le titre de *byn-bachi*, colonel.

On sait comment l'assassinat de Kléber, l'abandon de la France et l'incapacité de Menou amenèrent la capitulation d'Alexandrie et l'évacuation de l'Égypte. Avant d'aller plus loin, et pour mieux apprécier la marche suivie par Mohammed-Aly, il convient de jeter un coup d'œil sur l'état du pays après le départ de nos troupes.

Personne n'ignore que Sélim II, en s'emparant en 1512 de l'Égypte restée jusqu'alors indépendante des Ottomans, laissa subsister l'aristocratie des vingt-quatre beys mamlouks [1]; que cette aristocratie dura jusqu'à l'expédition française, et que par conséquent la Porte n'a jamais exercé sur l'Égypte qu'une autorité purement nominale, représentée par un pacha sans puissance, insulté, chassé, déposé et remplacé à volonté.

Ces mamlouks, tyrans féodaux, rois à cheval, milice brillante et guerrière qui vivait et mourait étrangère au pays qu'elle opprimait, furent décimés par Bonaparte et refoulés jusque dans le désert. Après notre départ ils revinrent plus faibles, mais non moins avides de recouvrer leur pouvoir. Des deux chefs qui les guidaient au combat, le plus valeureux, Mourad-Bey, leur Achille, ce loyal ennemi qui fut l'admirateur de Napoléon, et qui pleura Kléber, venait de mourir dans la province de Girgeh en léguant sa puissance à deux beys de sa maison [2], Mohammed l'Elfy, et Osman Bardissy. Restait Ibrahim-Bey, ce Fabius *cunctator* des mamlouks; mais Ibrahim était vieux, ses fougueux compagnons s'accommodaient mal de cette prudence que l'âge rendait de jour en jour plus circonspecte, l'influence de ce chef était presque nulle, et le corps entier était livré à l'anarchie.— Il s'agissait pourtant de lutter contre la Porte qui se préparait à profiter de la retraite des troupes françaises pour ressaisir une fois pour toutes le sceptre arraché de ses mains; elle avait commencé par prohiber l'importation des Circassiens et des Géorgiens en Égypte, et par là elle avait porté un grand coup à cette milice ennemie en l'empêchant de réparer ses pertes; ensuite elle avait envoyé en Égypte le grand-visir chargé d'installer un nouveau pacha et de le soutenir à l'aide de bandes levées dans toutes les parties de l'empire, et principalement d'un corps de quatre mille Albanais, soldatesque indisciplinée toujours prête à courir à la révolte. L'amiral turc, avant de quitter l'Égypte, avait commencé les hostilités en appelant à son aide la trahison; il avait invité les mamlouks à une fête sur le lac d'Aboukir, et il les avait fait fusiller dans une barque. Mohammed-Bey l'Elfy s'était réfugié en Angleterre, Osman-Bey Bardissy s'était défendu comme un lion et se préparait à tirer vengeance de ce guet-apens. Le nouveau pacha, Mohammed-Kosrew, venait d'être installé au Caire; les Albanais commençaient à se mutiner en demandant leur solde; les habitants rançonnés et pillés s'ameutaient autour de la mosquée d'El-Azahr [3]. L'agitation était partout, et, durant ce temps, l'obscur byn-bachi Mohammed-Aly que nous avons laissé à la tête de ses trois cents Roméliotes, riait dans sa barbe et ne se proposait rien moins que de se défaire des Turcs à l'aide des mamlouks, des mamlouks à l'aide des Albanais, puis enfin de décimer les Albanais, et de passer ainsi du néant à l'état de maître absolu. Il avait commencé par se mettre au mieux avec le pacha qui l'avait pris en grande amitié, l'avait nommé *sarè-chesmè*, général, et l'avait attaché à sa cour en l'élevant au poste de confiance de tufendji-bachi, porte-carabine. Cependant la sédition allait son train, et Mohammed-Aly n'y était pas étranger. Les Albanais s'emparent de la citadelle; Mohammed-Kosrew s'enfuit à Damiette avec ses troupes; un chef des mutins, *Taher-Pacha*, veut profiter de l'occasion pour s'emparer du pouvoir, il est assassiné par deux byn-bachis turcs; un nouveau chef, Ahmed-Pacha, tente de se faire nommer gouverneur, Mohammed-Aly refuse de le reconnaître. Les mamlouks s'approchent du Caire, Mohammed-Aly se rend auprès d'eux à Gyzeh et leur livre la

[1] *Mamlouk* signifie *homme acheté*. Ce corps se recrutait exclusivement parmi de jeunes esclaves circassiens et géorgiens que leurs maîtres faisaient élever et auxquels ils transmettaient leur puissance.

[2] Chacun des vingt-quatre beys avait sous ses ordres un nombre plus ou moins grand de mamlouks qui composaient *sa maison*; ceux qui se distinguaient le plus étaient élevés à la dignité de *kachefs* (*lieutenants*) ou de beys; à son lit de mort, le chef nommait souvent lui-même son successeur, qui devenait alors propriétaire de toute *sa maison*. Il y a beaucoup de rapport entre un bey mamlouk et un chef germain entouré de ses *leudes*.

[3] Lieu où se formaient ordinairement au Caire les rassemblements populaires et les séditions.

ville. Dans l'intervalle Mohammed-Kosrew, croyant la sédition apaisée, se prépare à revenir à son poste, il rencontre en route son fidèle *tufendji-bachi*, suivi de dix mille Albanais et mamlouks, qui l'attaque, le met en fuite, le repousse dans Damiette, l'assiége, le prend et le reconduit au Caire prisonnier, et finalement le chasse de l'Égypte [1].

A la nouvelle de ces événements, la Porte, toujours fidèle à son respect pour les faits accomplis, s'était contentée d'envoyer de Constantinople un nouveau pacha, Aly-Gezaïrly, qui venait de débarquer à Alexandrie, amenant avec lui mille hommes de troupes. Ce pacha se dirige sur le Caire en envoyant aux mamlouks un émissaire pour leur proposer de traiter avec eux. Ceux-ci, apprenant que le pacha cherche sous main à les désunir et à les séparer des Albanais, marchent contre lui. Ali-Pacha Gezaïrly est assez imprudent pour quitter ses troupes et se rendre seul dans la tente d'Osman-Bey Bardissy qui le fait mettre à mort.

De ce moment les mamlouks semblaient n'avoir rien à redouter, ils étaient maîtres du Caire et de l'Égypte. Kosrew, le pacha déchu, qu'on n'avait pas encore fait embarquer, était enfermé à la citadelle; le gouvernement avait été remis aux mains du vieil Ibrahim-Bey et de Bardissy; ce dernier, jeune, actif, influent, eût pu s'emparer du pouvoir et le garder, mais il était fougueux, étourdi, présomptueux, et il avait à ses côtés un ami intime dont il subissait l'influence et qui se préparait tout doucement à le renverser. Cet ami, c'était celui-là même qui lui avait ouvert les portes du Caire, c'était Mohammed-Aly. L'ambitieux Macédonien, bien qu'il n'eût pas encore lu Machiavel, savait par cœur cet adage : « Dès que ceux qui gouvernent seront « haïs, leurs concurrents ne tarderont pas à être « admirés, » et il agissait en conséquence; d'abord il attisait la jalousie de Bardissy contre l'Elfy, cet autre chef mamlouk que nous avons vu passer en Angleterre, et qui venait de rentrer en Égypte avec de brillantes promesses du cabinet de Londres, nouveau prétendant avec lequel Mohammed-Aly se mesurera plus tard. L'Elfy est traîtreusement attaqué par Bardissy et forcé de se réfugier dans la Haute-Égypte. En même temps les Albanais murmurent et se révoltent en réclamant huit mois de solde; Bardissy embarrassé suit les inspirations de son ami qui déclare que sans argent il ne répond plus de ses soldats, et alors sur ce malheureux pays épuisé par des guerres éternelles pleuvent taxes et contributions; chaque jour signale une avanie nouvelle; personne n'échappe à l'avidité du fisc, personne, pas même les Francs, malgré les énergiques représentations de leurs consuls qui quittent le Caire et se retirent à Alexandrie. Enfin le peuple indigné se soulève, la mosquée d'El-Azahr se remplit, le rusé Mohammed-Aly s'y rend seul, s'abouche avec les ulémas et les cheiks, leur porte des paroles de consolation, s'indigne des mesures oppressives de Bardissy, leur promet d'user de son influence pour défendre leurs droits, et quand il est bien sûr d'avoir capté leur affection, il se décide à lever le masque. Le 12 mars 1804 il convoque ses Albanais, fait cerner à l'improviste la maison de Bardissy après avoir gagné d'avance la moitié des soldats qui la défendent; le chef mamlouk surpris s'échappe à travers la fusillade et quitte le Caire pour n'y plus rentrer; Ibrahim, son collègue, attaqué d'un autre côté, s'enfuit également, et la ville reste au pouvoir de Mohammed-Aly et de ses troupes. Le marchand de tabac de la Cavale avait déjà fait bien du chemin, le pouvoir était à sa portée, l'occasion était séduisante, mais il possédait à un trop haut degré l'intelligence de sa situation pour céder à un entraînement irréfléchi. A la vérité les Turcs n'étaient plus à craindre, les mamlouks étaient dispersés, mais ces deux ennemis pouvaient se réunir pour l'accabler; d'ailleurs sa popularité était encore de fraîche date; les Albanais étaient difficiles à conduire. Il y avait parmi eux des chefs ambitieux qui verraient de mauvais œil son élévation soudaine; ces chefs étaient encore trop redoutables pour pouvoir être écartés; enfin le moment n'était pas venu. Mohammed-Aly ajourna ses projets; il feignit de vouloir rendre la vice-royauté à son ancien protecteur Kosrew, prisonnier à la citadelle; les chefs albanais s'y opposèrent, Mohammed-Aly céda sans trop se faire prier. Kosrew fut conduit à Rosette et embarqué pour Constantinople. On fit croire aux cheiks qu'on avait reçu de la Porte un firman qui élevait à la dignité de vice-roi Kourschyd-Pacha, gouverneur d'Alexandrie, personnage faible, indécis, incapable de faire tête aux

[1] C'est ce même Kosrew, depuis séraskier à Constantinople, premier ministre de la Porte-Ottomane après la mort de Mahmoud, et récemment destitué, qui s'est toujours montré l'ennemi acharné du vice-roi, auquel il n'a jamais pardonné de l'avoir ainsi mystifié et fait servir de marche-pied à son élévation.

difficultés du moment, et qui, par cela même, convenait merveilleusement à Mohammed-Aly.

Le divan de Constantinople ratifie cette nomination, comme à son ordinaire. Kourschyd-Pacha arrive au Caire; sa position n'était pas tenable, il lui fallait d'abord dompter les mamlouks qui, réunis autour de la ville, interceptaient les communications, coulaient bas les barques chargées de comestibles, affamaient la population et tentaient chaque jour de nouvelles attaques; le vice-roi n'avait contre eux d'autre appui que Mohammed-Aly et ses Albanais, et à chaque succès cette soldatesque effrénée se mutinait et le forçait par ses exigences à se rendre odieux en pressurant les habitants. La Porte, informée de ses embarras, lui envoie un corps de cavaliers *delhis*[1] pour l'aider à maintenir l'ordre; en apprenant l'arrivée de cette troupe, Mohammed-Aly, qui était alors occupé à assiéger les mamlouks dans Minieh, se défiant des intentions du vice-roi, abandonne le siége et revient brusquement au Caire avec son armée; Kourschyd-Pacha ordonne aux *delhis* de lui barrer le passage, mais Mohammed-Aly, habile dans l'art de persuader des soldats, entre en pourparlers avec eux, leur insinue que leurs intérêts sont communs, qu'il vient tout simplement réclamer la solde de ses Albanais; il gagne les chefs par des présents, et les soldats par des promesses; bref, les deux troupes fraternisent, delhis et Albanais rentrent ensemble au Caire, et les séditions recommencent plus vives, plus multipliées que jamais. Il fallait de l'argent, et l'argent manquait; le recouvrement de l'impôt dans les campagnes, ravagées par les mamlouks et des nuées d'Arabes du désert, était devenu impossible, l'administration était complétement paralysée, les soldats pillaient les maisons et se livraient à des excès de tous genres. Mohammed-Aly, fidèle à son système cauteleux, lâchait sous main la bride à ses Albanais en feignant de les contenir, se faisait arrêter par eux, les calmait, leur jetait de l'or, et les renvoyait au pacha. Sachant apprécier la puissance morale du clergé dans un pays où les idées religieuses sont dans toute leur force, il se montrait rigide observateur des préceptes du Coran, visitait les cheiks et les ulémas, s'apitoyait sur la misère du peuple, et accroissait chaque jour son influence. La Porte, instruite de ses menées et devinant en lui un homme qui pouvait devenir dangereux, lui avait adressé un firman où en le comblant d'éloges elle l'invitait à rentrer dans ses foyers, ainsi que les autres chefs albanais. « Pourriez-vous vous refuser, « disait le pathétique firman, de retourner dans vos « familles qui vous tendent les bras? » Mohammed-Aly, pour sonder l'opinion, simule l'obéissance, vend sa maison et fait ses préparatifs de départ, les troupes s'insurgent, le peuple s'émeut, Mohammed enchanté apaise la sédition et reste; enfin, après plusieurs semaines de troubles continuels, dans une dernière insurrection, les cheiks s'assemblent, et, précédés par Seyd-Omar-Makram, chef des schériffs[2], depuis longtemps dévoué à Mohammed-Aly, ils se rendent chez ce chef, lui déclarent qu'ils ne veulent plus être gouvernés par Kourschyd-Pacha et qu'ils sont déterminés à le déposer. « — Quel « est celui que vous voulez investir de son auto- « rité? leur demande Mohammed-Aly. — Vous- « même, parce que nous savons que vous aimez le « bien. » Mohammed-Aly refuse modestement, les cheiks insistent, il cède, on le revêt d'une pelisse d'honneur, et on le promène à cheval par toute la ville au milieu des acclamations du peuple. A cette nouvelle, Kourschyd-Pacha furieux déclare qu'il est vice-roi de par le Sultan, et qu'il ne consentira point à être destitué par des fellahs; il parvient à réunir quinze cents hommes de troupes dévouées, s'enferme dans la citadelle et commence à faire bombarder la ville. La position de Mohammed-Aly devenait périlleuse; les mamlouks, instruits des événements, s'étaient approchés du Caire et proposaient à Kourschyd-Pacha de se réunir contre l'ennemi commun. Deux chefs albanais influents refusaient leur adhésion, il fallait se hâter; Mohammed, fort du dévouement des cheiks et d'une partie des Albanais, soulève le peuple, et le conduit en armes autour de la citadelle; en même temps il fait expédier par le conseil des cheiks un courrier à Constantinople pour réclamer l'assentiment de la Porte aux vœux de l'Egypte. Bientôt un feu très vif s'engage des deux côtés, tout-à-coup les canonniers de Mohammed-Aly s'arrêtent, abandonnent leurs pièces et déclarent qu'ils n'agiront pas qu'on ne leur ait payé leur solde; la conjoncture était pressante: le nouveau pacha, dans ses nombreuses largesses des jours précédents, avait complètement épuisé ses ressources; dans son embarras, il se décide à s'adresser à un négociant français établi au Caire, qui lui prête dix bourses (2,500 fr.). Cette somme servit à apaiser les mutins, et le siége de la

[1] Volontaires syriens.

[2] La première autorité religieuse du Caire.

citadelle put se continuer. Ce léger service, rendu dans un moment aussi décisif, n'a peut-être pas été sans influence sur l'élévation de Mohammed-Aly [1].

Enfin, le 9 juillet 1805, un *capidjy-bachy* (officier chargé des firmans de la Porte) arriva de Constantinople et vint mettre un terme à la lutte. Il était accompagné du selikdar du grand-visir, chargé de prendre une connaissance exacte de l'état des affaires. On donna lecture des dépêches en présence des cheiks assemblés; elles conféraient à Mohammed-Aly le titre de gouverneur de l'Égypte, qu'il tenait déjà de la volonté des ulémas et du peuple, et il était enjoint à Kourschyd-Pacha d'abandonner la citadelle et de se rendre à Alexandrie pour y attendre les ordres du Sultan.

Malgré cette manifestation formelle, la Porte n'était rien moins que favorable à Mohammed-Aly. Bientôt, en effet, le *capitan-pacha* arriva à Aboukir avec une escadre et deux mille hommes de troupes. Il expédia au Caire un nouveau firman en vertu duquel Mohammed-Aly était autorisé à gouverner l'Égypte *jusqu'à la réception de nouveaux ordres*. Dès-lors tout fut remis en question; les Anglais, qui voyaient d'un mauvais œil une autorité vigoureuse s'implanter sur une terre qu'ils convoitaient, intriguaient à Constantinople, en peignant le nouveau gouverneur sous les couleurs les plus noires, et en plaidant chaudement pour le rétablissement des mamlouks, qui promettaient d'être à l'avenir les plus fidèles sujets de la Porte; les Anglais allaient jusqu'à menacer la Porte d'une invasion, qu'ils effectuèrent en effet à leur honte, comme on le verra plus tard. Ce mauvais vouloir des Anglais contre un pacha dont la nomination eût dû au fond leur être indifférente, se conçoit très-bien : le bey mamlouk l'Elfy, à son départ de Londres, leur avait promis de leur livrer les ports de l'Égypte dans le cas où ils l'aideraient à ressaisir sa puissance. Les intrigues dirigées contre Mohammed-Aly eurent auprès de la Porte un plein succès, malgré les efforts du consul français à Alexandrie, M. Drovetti, qui défendit chaudement Mohammed-Aly auprès du capitan-pacha, et commença dès-lors ces relations de bons procédés qui ont toujours uni la France et le vice-roi. Un nouvel amiral turc arriva le 1er août, avec trois mille hommes de troupes et un troisième firman qui nommait Mohammed-Aly pacha de Salonique, et lui enjoignait de quitter sans délai l'Égypte.

Le rusé pacha feint d'obéir, comme à son ordinaire; il convoque les cheiks, leur annonce qu'il va partir; ces derniers s'y opposent et s'empressent de rédiger un mémoire chaleureux qu'ils envoient à Constantinople; il fait aussi assembler tous les chefs de l'armée, composée en grande partie d'Albanais, il leur déclare qu'il se soumet aux volontés de la Porte; tous d'une voix unanime répondent qu'ils s'opposeront à son départ. « Vous voulez, leur « dit Mohammed-Aly, m'empêcher d'exécuter les « ordres que j'ai reçus, et vous n'êtes pas assez « forts pour résister si nous sommes attaqués. Vos « soldats vivent dans l'indiscipline, ils persécutent « les habitants et m'obsèdent sans cesse en me de« mandant leur solde. Si vous voulez que je de« meure avec vous, que je sois votre fidèle com« pagnon d'armes comme vous m'avez toujours vu, « jurez sur le livre sacré du Coran que vous ne m'a« bandonnerez pas; que vous mourrez s'il le faut « pour la cause que nous défendons. » A ce discours les chefs émus se lèvent, prêtent serment sur le Coran; et pour rendre ce serment inviolable, tous passent l'un après l'autre sur un sabre tenu aux deux bouts par les deux plus anciens. L'influence de Mohammed-Aly était si grande que ces soldats, d'ordinaire si avides, se frappent eux-mêmes d'une contribution et remettent entre les mains de leur pacha 2,000 bourses, que ce dernier emploie à gagner à sa cause les membres du divan.

A mesure que Mohammed-Aly s'affermissait au Caire, les beys mamlouks perdaient du terrain auprès du capitan-pacha. La Porte avait exigé d'eux 1,500 bourses; ils n'avaient pu les réunir; Mohammed-Aly en promet 4,000 et envoie en otage, comme garant de sa promesse, son jeune fils Ibrahim, qu'il avait fait venir tout récemment de la Cavale; moyennant ces stipulations, le capitan-pacha se décida enfin à quitter l'Égypte, et le 12 octobre 1806 il fit voile pour Constantinople, emmenant avec lui un enfant de 17 ans qui n'eût jamais revu son père si la Porte eût pu deviner que c'était là le futur vainqueur de Konieh et de Nézib.

[1] L'heureux créancier de Mohammed-Aly, dans cette circonstance, n'est autre que M. Mengin lui-même, dans le livre duquel j'ai puisé une partie de ce récit. Il semble que la France ait été appelée à présider aux destinées du vice-roi. C'est un Français qui protége son enfance, c'est un Français qui l'aide à s'emparer du pouvoir, ce sont des Français qui l'ont aidé à consolider ce même pouvoir, et c'est peut-être à la France qu'il devra de le transmettre à ses enfants.

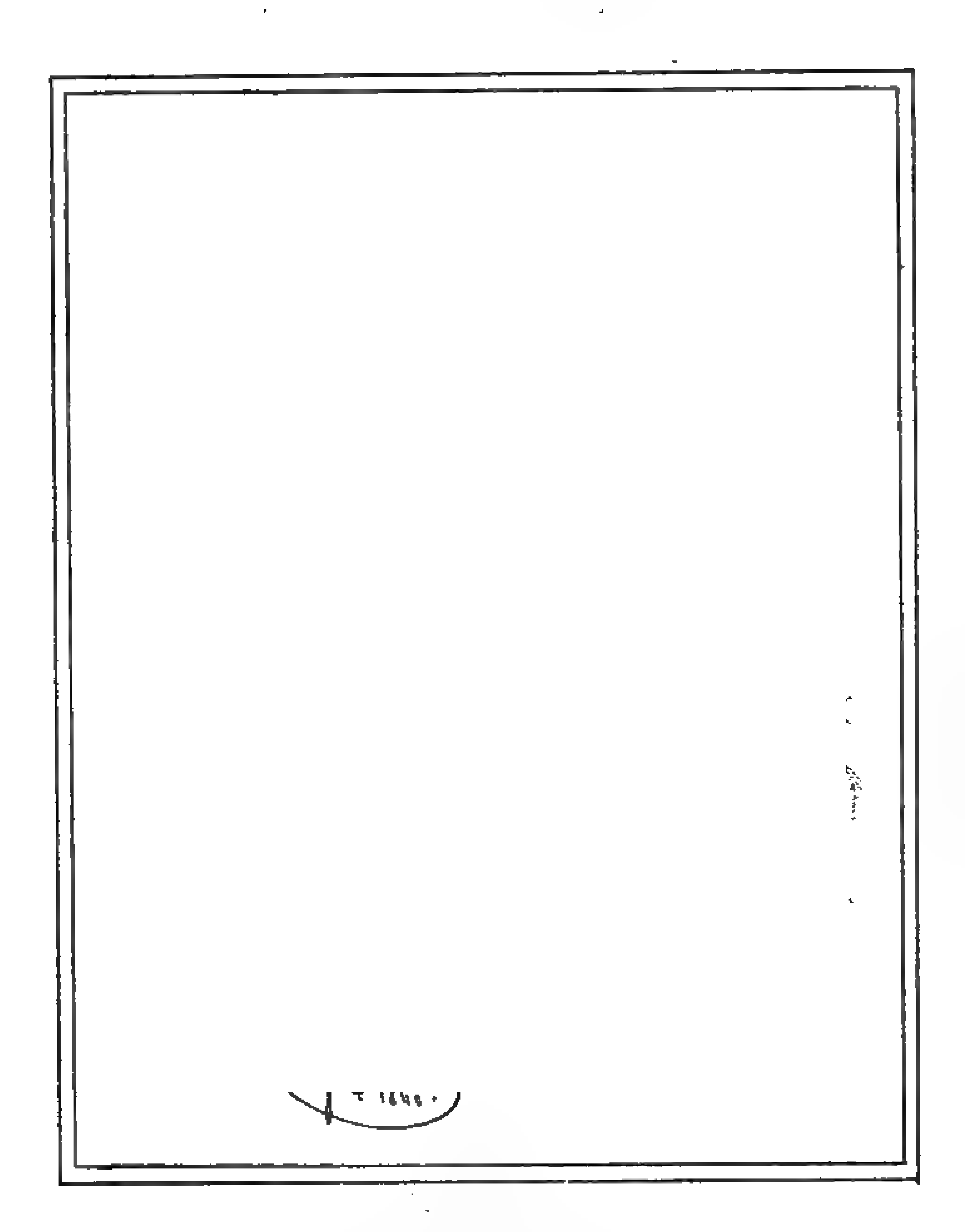
« L'Égypte, disait Mohammed-Aly à cette époque, est à l'encan ; celui qui donnera le plus d'argent et le dernier coup de sabre restera le maître. » L'argent se trouva à l'aide de taxes nouvelles; et comme le pays était plus misérable que jamais, les cheiks murmurèrent. Mohammed-Aly se résigna à se brouiller avec ses anciens amis, il fit emprisonner les uns, bâtonner les autres, et Seyd-Omar-Makram, le principal instrument de son élévation, fut exilé à Damiette. Restait à donner le dernier coup de sabre. Les mamlouks, déjà pris une première fois dans un piége où ils avaient laissé quatre-vingts des leurs, occupaient encore toute la Haute-Egypte; Mohammed-Aly réunit son armée et marcha contre eux; mais il fut obligé de revenir précipitamment pour faire face à de nouveaux ennemis. L'Angleterre avait déclaré la guerre à la Porte et une flotte de 25 voiles venait de paraître en vue d'Alexandrie ; la ville avait été livrée par trahison et les Anglais marchaient sur Rosette; on sait quel rude échec ils éprouvèrent devant cette place, avec quelle vigueur le pacha les rejeta dans Alexandrie et les força d'évacuer l'Égypte, si bien qu'un bey mamlouk disait naïvement « qu'on ne concevait pas comment des Européens avaient pu se laisser battre ainsi par des Turcs. » Cela fait, Mohammed-Aly revint aux mamlouks. Mais la Porte était décidée à ne pas lui accorder un moment de repos ; depuis long-temps elle le pressait de faire marcher un corps de troupes en Arabie pour délivrer les villes saintes, alors occupées par les *Wahabys*. Ces wahabys, ou wahabytes, sont des Arabes schismatiques dont le but est de ramener l'islamisme à sa pureté primitive. Ils tirent leur nom du cheik Mohammed-Ebn-Abd-El-Wahab, leur fondateur, sorte de Luther oriental, qui remua toute l'Arabie par ses prédications et mourut en 1787.

Mohammed-Aly hésitait à s'engager dans une expédition qui pouvait être longue et difficile, avant de s'être débarrassé de ses plus dangereux ennemis, les mamlouks. Ne pouvant les vaincre par la force, il se détermina à en finir par la trahison. Les deux beys principaux, Bardissy et l'Elfy, venaient de mourir presque simultanément, et en les perdant cette oligarchie militaire perdait toute unité d'inspiration; Mohammed-Aly sut habilement semer la discorde parmi eux. Chahyn-Bey, successeur de Bardissy, fut le premier qui se laissa séduire par les promesses du pacha ; il se sépara de ses collègues et vint habiter le Caire avec toute sa maison. Le pacha le combla de présents. D'autres beys ne tardèrent pas à suivre son exemple, et quand Mohammed-Aly en vit entre ses mains un assez bon nombre, il les anéantit d'un seul coup. Le 1er mars 1811 fut le jour qui vit s'accomplir ce drame sanglant. Une fête avait été préparée en l'honneur de Toussoun, second fils du vice-roi, chargé du commandement de l'armée d'Arabie, et qui allait ce jour-là recevoir la pelisse d'investiture. Le cortége devait se réunir chez le pacha, à la citadelle, pour descendre ensuite et traverser la ville en grande pompe. Les mamlouks, invités à la cérémonie, arrivent dès le matin, vêtus de leurs plus brillants costumes et montés sur leurs plus beaux chevaux. Mohammed-Aly les reçoit avec son affabilité ordinaire, et le défilé commence. Un corps de delhis ouvre la marche, les mamlouks suivent, et le cortége descend lentement par un chemin étroit, tortueux, taillé dans le roc et flanqué de hautes fortifications, qui conduit de la citadelle au Caire; la porte s'ouvre aux delhis et se referme sur les mamlouks : à l'instant un coup de canon donne le signal, et des Albanais embusqués dans les fortifications font pleuvoir sur eux une grêle de balles; dans cette situation désespérée les mamlouks tirent leurs sabres et tentent en vain de revenir sur leurs pas; l'étroit passage est bientôt encombré par les morts, la fuite était aussi impossible que le combat ; tous furent fusillés sans merci.

Durant cet horrible carnage, le pacha, retiré dans son harem, était loin de garder cette impassibilité majestueuse que lui a donnée M. Horace Vernet dans ce fameux tableau où le talent du peintre tient lieu de vérité locale ; il était pâle, agité, effaré; la vue des têtes put seule calmer son inquiétude, et il n'ouvrit la bouche que pour demander un verre d'eau.

Le massacre des mamlouks est une de ces pages que l'on voudrait pouvoir effacer de l'histoire de Mohammed-Aly, et pourtant il ne faut pas oublier que c'était entre eux et lui une guerre à mort ; que, si l'on en croit plusieurs écrivains, une conspiration ourdie par eux devait éclater le lendemain ; l'un des deux partis devait succomber, et l'empire rester à celui qui prendrait l'initiative. Il ne faut pas oublier surtout que nous sommes en Orient, et que ce n'est pas un mince mérite, chez un prince musulman, de n'avoir jamais fait répandre le sang inutilement.

Affranchi ainsi de toute inquiétude à l'intérieur, le pacha tourna ses forces contre les Wahabytes.



Ἰμπραὴμ πασᾶ.

Une première campagne, assez mal conduite par son fils Toussoun, et une seconde dirigée par lui-même, ne produisirent aucun résultat décisif. La guerre se prolongeait, lorsque le vice-roi se détermina enfin à confier le commandement des troupes à son fils aîné. Nous allons suivre un instant Ibrahim-Pacha dans cette guerre de l'Hedjaz où il fit ses premières armes, guerre difficile et périlleuse, qu'il eut l'honneur de terminer, et où il déploya surtout une rare énergie.

Mohammed-Aly et Ibrahim-Pacha.

SECONDE PARTIE.

Ibrahim-Pacha est né avec l'instinct et le génie de la guerre.

MARMONT, DUC DE RAGUSE. — Voyage en Orient, t. II, p. 357.

« J'irai aussi loin que je pourrai me faire comprendre en parlant l'arabe. »

Paroles d'Ibrahim au siége d'Acre. — Histoire de la guerre de Syrie, par MM. de Cadalvène et Barrault, p. 411.

C'est le 3 septemble 1816 qu'Ibrahim partit du Caire pour aller se mettre à la tête de l'armée d'Arabie; il avait alors vingt-six ans; jeune, ardent, avide de gloire, il avait vu l'élévation inespérée de son père avec ce fatalisme oriental qui ne s'étonne de rien, se met au niveau de toutes les positions, et qui faisait dire à son frère Toussoun, en réponse à des reproches de prodigalité que lui adressait Mohammed-Aly : « Mon père, il vous convient d'être « économe à vous qui n'êtes pas né dans un rang « élevé, mais moi qui suis le fils de Mohammed- « Aly, je dois être libéral et généreux [1]. » Les deux frères ne s'aimaient pas; Toussoun, prince doux et affable, était le favori de son père, et Ibrahim, à son retour de Constantinople, n'avait pu voir sans une vive jalousie le vice-roi confier à un autre qu'à lui le commandement d'une expédition importante. Les revers éprouvés par Toussoun furent loin de l'affliger, et il se promit bien de conquérir une fois pour toutes la confiance que semblait lui refuser son père. « J'ai été longtemps sans l'apprécier, » disait plus tard Mohammed-Aly au docteur Bowring, en parlant d'Ibrahim, « je n'eus une en- « tière confiance en lui que lorsque sa barbe fut « presque aussi longue que la mienne et qu'elle « commença à grisonner [2]; maintenant je sais tout « ce qu'il vaut. » Aujourd'hui, en effet, le vainqueur de Konieh est l'amour et l'orgueil de Mohammed-Aly.

A son entrée en campagne, Ibrahim, animé alors d'une ferveur religieuse que la civilisation a beaucoup amortie, se rendit à Médine pour faire ses dévotions au tombeau du Prophète; il jura de ne point remettre le sabre dans le fourreau jusqu'à l'entière extermination des Wahabytes; il fit vœu de sacrifier sur le mont Arafat trois mille moutons après la victoire, et en attendant il brisa héroïquement une centaine de bouteilles de rhum et de champagne dont on l'avait approvisionné au Caire.

[1] Toussoun, peu de temps après son retour en Égypte, mourut pour n'avoir pas voulu se séparer d'une Géorgienne qu'il aimait et qu'on présumait atteinte de la peste.

[2] Par suite des fatigues de la guerre, la barbe et les cheveux d'Ibrahim, qui étaient d'un blond ardent, ont blanchi de très bonne heure.

Les Wahabytes, après avoir occupé tout le pays compris entre la Mer-Rouge et le golfe persique, avaient été refoulés par Mohammed-Aly dans le Nedjed, berceau du schisme de Wahab, province montagneuse de l'Arabie centrale, défendue par plusieurs places fortes, entre autres Derayeh, ville populeuse dont ces sectaires belliqueux avaient fait leur capitale.

Les premières opérations d'Ibrahim-Pacha ne furent pas heureuses. Le moral du soldat était affaibli par une longue guerre en pays inconnu, l'absence d'eau, les privations et les maladies de tous genres; les révoltes étaient fréquentes. Les Wahabytes, sous la conduite d'Abdallah-Ebn-Souhoud, guerrier incapable mais valeureux, interceptaient les convois et inquiétaient sans cesse les flancs de l'armée; Ibrahim tenta vainement de s'emparer d'El-Rass, ville frontière du Nedjed; après trois mois et 17 jours de siége et une perte de 3,400 hommes, il fut obligé de se retirer; tout-à-coup, honteux de cet échec et stimulé par l'insuccès comme d'autres le seraient par la victoire, il laisse derrière lui la place qu'il n'a pu forcer, s'enfonce avec audace au cœur même du pays, enlève successivement Boureydeh, El-Maznab, Châkra, Dorâma, s'avance en exterminant tout sur son passage, repousse l'ennemi sur Derayeh, et arrive devant cette capitale qu'il investit. Le siége de Derayeh fut long et meurtrier. L'échec éprouvé devant El-Rass était dû en grande partie à cette présomption musulmane qui avait empêché le jeune prince d'écouter les conseils de M. Vaissière, officier français attaché à son état-major; instruit par l'expérience, il se résigna enfin à confier à cet officier la direction du siége de Derayeh; cependant deux mois s'étaient écoulés et Abdallah se défendait toujours, lorsqu'un accident imprévu vint mettre à une rude épreuve l'énergie d'Ibrahim. Le feu prend à la tente qui contenait toutes les munitions de l'armée; cette tente saute au milieu de la nuit avec un bruit épouvantable; les obus et les bombes embrasent le camp, la moitié des provisions de bouche est consumée par l'incendie, et voilà un général de vingt-six ans qui se trouve à cinq cents lieues de l'Égypte, au milieu des déserts, en présence d'un ennemi acharné, supérieur en nombre, et sans autres munitions que quelques gargousses oubliées dans les batteries, et les cartouches conservées par les soldats dans leurs gibernes; la position était critique. Dès le lendemain, les assiégés enhardis par ce désastre font une vigoureuse sortie; Ibrahim se raidit contre l'adversité, harangue ses soldats, leur ordonne de ne tirer qu'à bout portant et leur défend, sous peine de la vie, de céder un pouce de terrain; l'ennemi est repoussé dans la place; chaque jour les sorties se renouvellent et Ibrahim reste inébranlable; tout-à-coup on lui annonce l'approche d'un renfort de trois mille hommes que lui envoie son père, sous la conduite de Khalil-Pacha. Cette nouvelle le désespère, il ne peut supporter l'idée que la gloire d'avoir forcé les Wahabytes dans leur dernier refuge sera partagée par un autre; il réunit ses troupes, leur déclare qu'il faut prendre Derayeh ou mourir, et ordonne un assaut général. Abdallah, battu sur tous les points, demande à capituler et se rend lui-même sous la tente d'Ibrahim. Le jeune chef déclare qu'il a reçu ordre de l'envoyer prisonnier au Caire; Abdallah vaincu se résigne et part pour l'Égypte; Mohammed-Aly l'expédie à Constantinople et le divan lui fait trancher la tête.

Après la prise et la destruction de Derayeh, toute résistance cessa dans le Nedjed, et la guerre ne fut plus qu'un long massacre : le pays fut ravagé, les villes furent brûlées, les principaux chefs décapités et leurs familles réduites en esclavage. Si Mohammed-Aly eût été assez fort pour résister aux injonctions de la Porte, il est permis de croire qu'il n'eût pas adopté ce système de destruction, qui n'était propre qu'à le rendre odieux à une population guerrière qu'il avait tout intérêt à s'attacher. Cette répression violente n'a produit que des résultats incomplets, l'Arabie n'a jamais été pacifiée, le wahabysme a laissé dans les cœurs de profondes racines; tout ce qui reste de ces sectaires indomptables s'est réfugié dans l'Yemen et remue sans cesse. Jusqu'à ces derniers temps le pacha a été obligé d'y entretenir une armée qui le ruinait en hommes et en argent; de plus, les Anglais, qu'on rencontre partout où il y a du terrain à prendre et des établissements à former, après avoir vainement tenté de s'introduire dans l'Hedjaz, comme auxiliaires d'Ibrahim-Pacha, ont trouvé depuis un mauvais prétexte pour faire acte de possession sur *Aden*, au midi de la côte arabique, et au nord sur les îles Bahreyn, malgré les vives réclamations de Kourchid-Pacha, dernier lieutenant du vice-roi. Aujourd'hui Mohammed-Aly, obligé, par l'attaque des puissances coalisées, de concentrer ses forces, vient de rappeler ses troupes, et l'Arabie va être de nouveau la proie des Wahabytes et, qui pis est, des Anglais.

Mais revenons à Ibrahim-Pacha. Après avoir procédé à l'orientale, c'est-à-dire par l'extermination, à la pacification du Nedjed; après avoir dompté à coups de sabre de nouvelles révoltes qui venaient d'éclater dans son armée, le jeune vainqueur, décoré par la Porte du titre de pacha des Villes-Saintes, le premier pachalik de l'empire, fit son entrée triomphale au Caire le 11 décembre 1819; son absence avait duré trois ans.

Durant ce temps il s'était fait de grandes choses en Égypte; d'abord Mohammed-Aly avait compris qu'au XIXe siècle un fondateur de dynastie ne saurait décemment se passer d'apprendre à lire; il avait pris pour maître d'école une esclave lettrée de son harem, et il savait lire; ensuite il avait travaillé de plus en plus à user les liens déjà bien faibles qui unissaient l'Égypte à Constantinople; la révolution qui venait de précipiter du trône l'infortuné Sélim III avait été sans retentissement au Caire, et presque au même moment surgissaient en Orient, face à face, deux novateurs, l'un réformateur tronqué qui ne sut ou ne put que détruire, jamais édifier, et dont les tentatives avortées n'ont servi qu'à accélérer la ruine de son empire; l'autre, génie tenace, vigoureux, actif, peu scrupuleux quant aux moyens, mais qui se sentant enfin maître d'un pouvoir si ardemment convoité, se préparait à faire table rase pour demander à la civilisation de l'Europe les éléments d'une organisation nouvelle.

C'est ici le cas de passer en revue, autant que le comporte l'exiguité de cette notice, les principales créations de Mohammed-Aly et d'envisager sous ses deux faces l'édifice qu'il a fondé.

Au moment de mettre la main à l'œuvre, le vice-roi sentit qu'avant toutes choses il lui fallait avoir des moyens d'action au dedans, de défense et d'accroissement au dehors, c'est-à-dire une armée et une marine. Ce qu'il avait vu des troupes françaises en Égypte avait suffi pour lui faire comprendre tout l'avantage d'une force militaire régulièrement organisée. Mais si la supériorité de son intelligence le rendait inaccessible aux préjugés orientaux, il n'en était pas de même chez ceux qui l'entouraient, et ses projets furent accueillis, même par ses plus proches, avec une antipathie très-prononcée; les chefs militaires, jusqu'alors indépendants, répugnaient à se voir soumis à un contrôle régulier; et la soldatesque albanaise, qui avait été si utile à Mohammed-Aly, devenait un obstacle insurmontable, avec ses habitudes enracinées d'indiscipline et de brigandage.

C'est au milieu de pareilles entraves que l'obstiné pacha se décida à faire une première tentative, qui faillit avoir pour lui des conséquences fatales : au retour de l'expédition qu'il avait dirigée contre les Wahabytes, il annonce ses projets aux troupes réunies à Boulâc, et leur enjoint de se préparer à se soumettre au *nizam-djeddid* (nouvel ordre de choses). Il était à peine rentré au Caire, que les soldats commencent à murmurer, les chefs eux-mêmes attisent le feu de la révolte, et déclarent le pacha *infidèle* [1]. Bientôt une insurrection terrible éclate, les troupes s'avancent furieuses sur le Caire, le palais de Mohammed-Aly, sur la place de l'Ezbekieh, est assiégé et pillé, lui-même n'a que le temps de se réfugier à la citadelle, et pendant deux jours la ville reste au pouvoir des soldats; après quelques pourparlers, Mohammed-Aly se résigne à ajourner prudemment ses projets, et comprenant dès-lors qu'il lui serait impossible de les réaliser tant qu'il aurait sur les bras une milice aussi turbulente, il ne s'occupe plus qu'à s'en débarrasser par tous les moyens; les corps les plus turbulents sont dirigés sur l'Hedjaz, avec ordre secret de les faire décimer par l'ennemi. Un chef albanais, des plus influents et des plus mutins, vient réclamer l'arriéré de sa solde; ce chef était malade, le pacha lui témoigne l'intérêt qu'il prend à sa santé; le même soir il lui envoie son médecin italien Mendrici pour le traiter. « Le malade fut soigné, dit « M. Mengin avec une naïveté digne de Philippe de « Commines, *il prit des médicaments et mourut* « *quelques jours après.* »

En même temps le pacha profite de cette occasion pour mettre à exécution ses projets de conquête sur la Nubie et tous les pays qui avoisinent les sources du Nil; le commandement de l'expédition fut confié à son troisième fils, Ismaïl-Pacha. Ce jeune prince remonte le Nil et porte ses armes victorieuses jusqu'aux confins du Sennâr. A son retour, il s'arrêta aux environs de Chendy, dans le territoire des Chaykié, tribu belliqueuse de la Nubie qu'il n'était parvenu à soumettre qu'après une résistance désespérée. Le chef de la tribu, Naïr, surnommé *Nimr* (le tigre) à cause de son intrépi-

[1] Un article du code sunnite porte : Le souverain doit bien se garder d'innover, car le prophète a dit : Toute innovation est une erreur, et toute erreur conduit au feu.

et se perfectionnait, le vice-roi créait une foule de manufactures pour mettre en œuvre ses produits; filatures de coton, fabriques de soie, corderies, étoffes de laine, fabriques de bonnets, fonderies de fers coulés, fabriques de drap, raffineries, fabriques de poudre et de salpêtre, fabrique de produits chimiques, etc.

Après avoir organisé l'agriculture et l'industrie, Mohammed-Aly s'est occupé de l'éducation intellectuelle de l'Égypte; il a fondé un conseil d'instruction publique auquel sont venues se rattacher des écoles de toute espèce : école de médecine, hôpital civil et militaire, école de médecine vétérinaire, école d'infanterie, école de cavalerie, école d'artillerie, école de musique, école primaire. La plupart de ces établissements sont dirigés par des Français.

Maintenant, si la véritable civilisation implique nécessairement pour la masse une augmentation de bien-être, hâtons-nous de dire que l'Égypte est encore bien loin d'être civilisée; sous ce rapport, Mohammed-Aly a contre lui un fait que ses plus habiles apologistes pourront bien atténuer, mais jamais détruire. Depuis l'expédition française, le revenu total de l'Égypte a augmenté dans la proportion de un à sept, tandis que la population a diminué d'un tiers, et que les deux tiers restants sont deux fois plus misérables que jamais. Le gouvernement s'est fortifié et enrichi de toute la faiblesse et de toute la pauvreté des gouvernés. Jusqu'ici le vice-roi n'a emprunté aux institutions de l'Europe que des moyens d'accroissement, d'action, d'organisation, et rien de plus; pour tout ce qui s'appelle liberté, légalité, humanité, équitable répartition de droits, garanties du faible contre le fort, sentiment des intérêts généraux, pour tout cela le gouvernement de Mohammed-Aly est tout ce qu'il y a de plus musulman, c'est-à-dire de plus brutal, de plus aveugle et de plus odieux.

Je ne puis ici, faute d'espace, décrire l'affligeant contraste que présente cette tyrannie orientale organisée à l'européenne; je me contenterai de l'indiquer en peu de mots. L'Égypte actuelle est l'œuvre du génie enté sur l'égoïsme, c'est une machine habilement construite que deux millions d'hommes s'épuisent à faire fonctionner au profit d'un seul. Le fellah cultive et le pacha récolte; le fellah fabrique et le pacha vend; le fellah travaille, souffre et maudit le pacha, qui pressure, bâtonne et exploite le fellah. En somme, le pacha a une belle armée, une belle flotte, de belles manufactures, de belles plantations, de beaux revenus, et l'on peut dire, sans exagération, que les quatre cinquièmes de ses sujets s'estiment heureux quand ils ne meurent pas littéralement de faim. Est-ce là une bonne manière d'initier un peuple aux douceurs de la civilisation? Sans doute l'état permanent de guerre imposé à Mohammed-Aly entre pour beaucoup dans les misères de l'Égypte; sans doute le fellah ne pouvait être arraché autrement que par la force à ses habitudes invétérées de paresse, sans doute il sera un jour allégé des charges énormes qui pèsent sur lui, sans doute le gouvernement oppresseur mais vivace de l'Égypte vaut mieux que l'anarchie moribonde de l'empire ottoman; toutefois, si la tyrannie est injustifiable, c'est surtout quand elle agit contrairement au but qu'elle se propose. Or, sans parler de cette hideuse chasse aux hommes qu'en Égypte on appelle la conscription, de cette hiérarchie administrative qui se produit sous la forme d'une cascade d'extorsions, d'avanies et de coups de bâton, qui tombe sans cesse du pacha sur le *moudyr,* du *moudyr* sur le *maimour,* du *maimour* sur le *nazir,* du *nazir* sur le *cheik-el-beled,* pour de là pleuvoir sur le malheureux fellah; comment justifier ce monopole absolu du commerce qui enlève au travail son plus grand mobile, l'intérêt, et son plus puissant attrait, le bien-être? Comment justifier surtout cette inique et absurde loi de solidarité pour le recouvrement de l'impôt, qui oblige l'homme laborieux à payer pour le fainéant, et qui étend son réseau sur toutes les provinces, dont chacune doit remplir le vide qui résulterait pour le trésor de l'insolvabilité ou de la mauvaise volonté d'une ou de plusieurs d'entre elles? Comment constituer un gouvernement durable quand il n'a pour base que la haine et le détriment du plus grand nombre? Et d'ailleurs, est-il une position, si exceptionnelle qu'elle soit, qui puisse absoudre un système tendant visiblement à la destruction de l'espèce humaine?

Voilà pourquoi la France, qui a tout intérêt à ce que l'Egypte soit forte et prospère, doit, même au prix de la guerre, conquérir pour Mohammed-Aly l'indépendance et la paix; que le vice-roi, libre de toutes parts et maître de choisir sa route, soit enfin mis en demeure de prouver à l'Europe qu'il n'est pas un de ces mauvais génies qui pèsent un instant sur l'humanité et passent, mais bien un de ces régénérateurs de peuples qui se survivent dans leurs œuvres et laissent un nom aimé de la postérité.

Depuis longtemps Mohammed-Aly convoitait la Syrie, et il y avait dans ce désir autre chose qu'un instinct de rapacité; entre la Syrie et l'Égypte il y a des affinités de tous genres : race, langage, histoire, tout leur est commun; tour-à-tour, l'une a obéi, l'autre a commandé, ou toutes deux ont subi en même temps le joug étranger. Séparées seulement par un désert de quelques journées de marche, chacune de ces deux provinces est la frontière de l'autre, et fait sa faiblesse ou sa force, suivant qu'elle lui est hostile ou amie. Dès-lors il était facile de prévoir que celle des deux qui, la première, prendrait de la consistance, chercherait immédiatement à se rattacher l'autre. De plus, la Syrie a des bois magnifiques, des mines de houille et une population vigoureuse; l'Egypte manque de bois pour sa marine, de charbon pour ses manufactures et d'hommes pour toutes choses. Mohammed-Aly l'avait demandée une première fois au sultan, en récompense de ses victoires sur les Wahabytes, et une seconde fois, pour l'appui qu'il lui avait prêté dans la guerre de Morée. Le sultan la lui avait promise deux fois, et deux fois il avait manqué à sa parole. Le vice-roi trouva un prétexte d'envahissement dans le refus que lui fit Abdallah, pacha d'Acre, de lui rembourser une dette de 11 millions de piastres, et de lui rendre 6,000 fellahs égyptiens émigrés dans son pachalik. Une armée de 40,000 hommes entra en Syrie, et le 27 novembre 1831, Ibrahim-Pacha arriva sous les murs de St-Jean-d'Acre. Le siége de cette place, réputée imprenable en Orient depuis l'échec de Bonaparte, fut conduit avec vigueur, mais sans méthode; il durait depuis cinq mois, lorsque Ibrahim apprit que l'armée turque se rassemblait dans la haute Syrie; il dut marcher à sa rencontre; Mohammed-Aly envoya à Acre l'ingénieur piémontais Romeï, qui conduisit une attaque régulière, et la place fut prise en quinze jours. Le vice-roi et son fils avaient été déclarés rebelles, un firman d'excommunication fut lancé contre eux. Ibrahim s'avança sur Homs, et pour la première fois des troupes musulmanes, disciplinées à l'européenne, se trouvèrent en présence, le 17 juillet 1832. Les Turcs, quoique supérieurs en nombre, furent battus complétement. Quelques jours après, à Beylan, l'armée turque fut encore une fois mise en déroute, et enfin une troisième et brillante victoire, remportée à Konieh, le 21 décembre 1832, ouvrit à Ibrahim les portes de Constantinople. Il y eut là pour le vice-roi un beau moment, un moment décisif, où il fallait agir, et où il a manqué d'audace; occasion précieuse, à jamais perdue, où il pouvait relever le trône des sultans, et décider une fois pour toutes cette question d'Orient, dont la solution bouleversera l'Europe tôt ou tard. M. Thiers a dit, l'année dernière, à la tribune, qu'en 1833 le pacha avait *reçu une leçon*, qu'il avait voulu marcher sur Constantinople, et qu'il avait trouvé que la Russie y était avant lui. M. Thiers avait complétement oublié les faits. Ibrahim-Pacha était à Konieh le 22 décembre 1832, à cent lieues de Constantinople; il pouvait facilement y arriver dans la première quinzaine de janvier; or, l'escadre russe ne put entrer dans le Bosphore que le 20 février, et l'arrivée des troupes de débarquement n'eut lieu que le 7 avril. Rien ne s'opposait donc à la marche d'Ibrahim. Toute l'armée turque s'était dispersée. Les populations, mécontentes des brusques innovations de Mahmoud, et découragées par ses revers, appelaient à grands cris le vainqueur; le sultan hésitait à introduire lui-même les *giaours* dans Stamboul la *bien gardée;* les ulémas se tenaient prêts à le proclamer *infidèle;* et tout se prêtait à l'inauguration d'une dynastie nouvelle. Mohammed-Aly eut un instant la pensée de s'embarquer sur sa flotte, et d'arriver devant Constantinople en même temps que son fils, à la tête de l'armée, borderait le rivage de Scutari; il n'osa pas; et ce qui eût été facile alors est devenu presque impossible aujourd'hui. Les événements qui suivirent sont connus : Ibrahim s'arrêta à Kutahyeh, la diplomatie européenne se mêla du différend, un traité fut conclu, qui donna à Mohammed-Aly la possession de toute la Syrie, jusqu'à Adana. Le sultan a essayé de le briser l'année dernière; la nouvelle et éclatante victoire d'Ibrahim, à Nézib, le 24 juin 1839, la mort soudaine de Mahmoud, la defection de sa flotte, l'arrangement près de se conclure entre les deux parties contendantes, l'intervention brusque et fatale de la Russie, de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse, l'attitude prise par la France, tous ces faits sont trop récents pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter.

Il suffit d'avoir fait quelque étude du caractère de Mohammed-Aly pour être convaincu qu'il ne cédera pas la Syrie, qui lui appartient par droit de conquête d'abord et ensuite en vertu d'un traité ratifié par ceux-là mêmes qui veulent aujourd'hui la lui enlever; si la lutte s'engage sérieusement, le pacha résistera-t-il *seul* aux forces combinées de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche? Cela paraît difficile à croire. Sera-t-il refoulé en Égypte

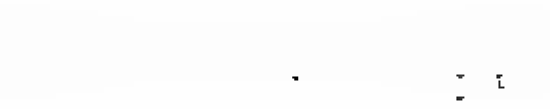
ou mieux encore *destitué*, comme disait naguère la Gazette d'Augsbourg? Ceci est l'affaire de la France. Si elle veut que le plus beau pays du monde soit divisé à sa barbe en deux parts; si elle veut, pour me servir d'une expression de M. de Carné, qu'Alexandrie fasse l'appoint du marché dont Constantinople sera le prix; si elle veut, d'ici à vingt ans peut-être, se trouver étouffée et broyée entre deux colosses, le despotisme russe assis depuis le pôle nord jusqu'à la frontière de l'Allemagne, et le blocus anglais établi de Calcutta à Londres; si, en un mot, la France veut passer à l'état de puissance de second ordre, elle n'a qu'à parler beaucoup, se croiser les bras et laisser faire, ce sera bientôt fait.

Toutefois, comme depuis vingt-cinq ans la diplomatie européenne vit d'attermoiements, d'ajournements, il est possible que par l'instigation du cabinet français Mohammed-Aly accepte et reçoive la possession viagère de la Syrie. Solution parfaite, en vérité, car le pacha a 71 ans passés; tout le monde sait ce que signifie le mot *viager* en Orient, où tout est viager et où il n'y a pas un fétu de différence entre la propriété et la possession; d'où il suit que dans six mois, un an peut-être, le problème surgira de nouveau plus menaçant que jamais, et la France se trouvera alors à moitié engagée dans une voie fatale, l'affaiblissement de l'Égypte. En attendant que s'ouvre la lutte, il est bon, ce me semble, que l'on sache bien que cette intégrité de l'empire ottoman dont on nous leurre est une chimère de même espèce que l'alliance anglo-française. L'empire ottoman, on l'a dit cent fois, c'est aujourd'hui l'*empire d'une ville* dont le comte Orloff a emporté, en 1833, la clef dans sa poche, tout en criant bien haut qu'il s'en allait les mains vides. Ce simulacre d'empire vivra tant qu'il plaira à la Russie, et elle n'est pas aussi pressée d'en finir qu'on le pense généralement; ce qu'il lui faut, ce sont les Dardanelles et sur le Bosphore une prédominance absolue qui ait tous les avantages de la possession sans en avoir les inconvénients, ceux-ci seraient nombreux et de plus d'un genre. Voilà un siècle que l'histoire retentit des coups terribles que la Russie porte à son malheureux voisin; elle le tient maintenant sous ses pieds, elle va lui passer la chaine au cou, et elle le laissera vivre encore un peu, jusqu'à ce qu'il lui convienne de le tuer. La Russie est si magnanime!

Quant à l'Angleterre, en fait de principes, elle a une énorme dette, une dette dont le revenu s'élève à 700 millions, qu'il s'agit de payer et de chercher sur tous les points du globe. Le produit seul de ses douanes lui vaut 600 millions, qu'elle préfère à toutes les constitutions et à tous les drapeaux du monde. Elle sait bien qu'elle aura tôt ou tard maille à partir avec la Russie, sur l'Indus; mais c'est là une éventualité secondaire; l'Asie centrale est grande, et il y a loin de la Mer-Caspienne à l'Océan-Indien. Pour elle, l'affaire la plus pressée aujourd'hui, c'est celle du Bosphore qui menace de devenir russe. Il s'agit de savoir ce qui rapportera le plus, de s'y opposer ou de s'y résigner moyennant ample compensation; or, s'il était permis à l'Angleterre de faire sienne l'immense ligne qui joint Gibraltar à Bombay, en passant par Alexandrie, pourquoi la constitutionnelle Albion ne se montrerait-elle pas accommodante avec le tzar, et ne céderait-elle pas aussi quelque chose?

Entre ces deux convoitises également ardentes, avec une Autriche peureuse et une Prusse moscovite, la France doit se préparer de bonne heure à l'isolement. Sous ce point de vue, fortifier Paris est une idée habile, heureuse, nationale, une idée que moi, mince biographe, j'appelais de mes vœux longtemps avant qu'il en fût question. Mais ce n'est pas tout : la France ne doit pas s'attacher à concilier des choses inconciliables, et se préoccuper outre mesure d'un *statu quo* qui est tout entier à son détriment. Lorsqu'au sein d'un empire qui se meurt, entouré de deux ennemis prêts à se jeter sur son cadavre, il surgit une force jeune et vivace, qui peut s'accroître, s'améliorer, s'imprégner de nous-mêmes et nous servir d'utile auxiliaire contre d'ambitieux desseins; quand un fait pareil s'accomplit, la France doit en tenir compte, et ne pas s'obstiner à conserver un équilibre impossible entre ce qui naît et ce qui meurt. Quoi qu'elle fasse, il lui faudra, dans un avenir plus ou moins éloigné, choisir entre le Caire et Stamboul.

Si cette tribu de la Caspienne, qui fit jadis trembler l'Europe, s'efface et disparaît aujourd'hui en Orient, l'islamisme, qui ne date pas d'elle, ne s'en ira pas avec elle; il peut se relever en se modifiant. Qu'Ibrahim soit digne de son père, qu'il fasse mieux encore, qu'il cherche dans la civilisation autre chose que l'art de pressurer un peuple, qu'il fonde sa puissance sur l'intérêt du plus grand nombre, et au jour du danger il ralliera à sa voix des millions d'hommes qui demanderont à la France, contre l'ennemi commun, un appui qu'elle ne devra ni ne pourra leur refuser.



George Sand.

(Mme Dudevant).

> Mais qui êtes-vous donc si vous pensez ce que vous dites parfois ?
>
> Lélia, page 4.
>
> Les poètes sont des oiseaux ; tout bruit les fait chanter.
>
> Pensée inédite dérobée aux Mémoires d'outre-tombe.

Voilà un difficile et mystérieux sujet. On vous a tant parlé philosophie à propos de l'auteur de *Lélia*, que vous me permettrez bien de débuter par une futile historiette, dont l'authenticité fait tout le mérite.

Il y a quelques jours, je dormais d'un sommeil pénible ; j'étais sous l'oppression d'un cauchemar biographique, dont Dieu vous garde ! car c'est le plus atroce de tous les cauchemars, lorsqu'on m'éveilla pour me remettre une lettre que j'ouvris machinalement ; elle était ainsi conçue :

« Madame Dudevant (vous savez que c'est le nom « légal de George Sand) vous prie de passer chez « elle pour une *petite commande* qu'elle a à vous « faire. » Suivait l'indication du lieu et de l'heure.

Je relus le billet ; je me frottais les yeux ; il me paraissait évident que je ne dormais pas ; et pourtant le contenu de la lettre me déroutait complétement. Je connais bien, à la vérité, certaines illustrations hétéroclites qui m'auraient volontiers, comme cela se pratique souvent, *commandé* une biographie ; mais, outre que je n'accepte pas de *commande* de ce genre, ce ne pouvait être le fait d'une véritable illustration.

Je me perdais en conjectures, quand j'eus la pensée (il fallait être ou stupide ou endormi pour ne pas l'avoir eue plus tôt) de jeter les yeux sur la suscription du billet ; il était adressé à M***, *poëlier-fumiste*. Le mystère me fut dès-lors expliqué. Trompés par une certaine ressemblance de nom, le Mercure de George Sand, qui est, sans doute, un subtil enfant de la Creuse, et mon portier, qui est un non moins spirituel enfant de l'Auvergne, s'étaient compris du premier mot ; ils avaient peut-être lu quelque part des vers charmants de Voltaire sur *la fumée et la gloire ;* ils en avaient judicieusement conclu, qu'entre un fumiste et un historiographe de célébrités contemporaines, il n'y a pas, pour me servir du mot de M. Viennet, le *diamètre de la terre ;* et grâce à cette ressemblance d'attributions, je me trouvais ainsi nanti d'un autographe destiné à une sorte de collègue.

« Heureux fumiste ! me disais-je, en pensant « d'abord honnêtement à restituer la lettre à qui « de droit, tu vas voir le génie en déshabillé ; on « ne pose pas devant un industriel de ton espèce, « on se drape toujours plus ou moins devant un « biographe. Que ne puis-je être tour-à-tour fu- « miste et biographe ! Au fait, pourquoi ne serais- « je pas fumiste ? Je connais des avocats devenus « hommes d'État, du soir au matin. J'ai quelques « notions de physique ; j'ai là, sous la main, une « *Encyclopédie des sciences usuelles ;* je vais étu- « dier l'article *fumée ;* et je pourrai enfin savoir à « quoi m'en tenir sur tous les récits fantastiques « qui se font par le monde, au sujet de Lélia. On « m'a parlé de son regard féroce et fascinateur, de « sa voix sombre et terrible ; on m'a dit qu'elle « habitait, ainsi que Siméon stylite, un lieu élevé « où l'on ne parvient qu'à l'aide d'une échelle ; et

« je viens de lire, dans une gazette de Saint-Pétersbourg, qu'elle a cinq pieds six pouces; qu'elle se « fait habituellement une redingote de sa chevelure; qu'elle porte un feutre pointu sur l'oreille, « des moustaches et des éperons. Comme je suis de « nature sceptique et douteuse, tout cela me paraît bien un peu apocryphe; et je ne vois, jusqu'ici, rien d'incontestablement acquis à la biographie, à l'histoire et à la postérité, sinon que « c'est un grand poète, et que les cheminées de son « domicile sont en mauvais état. Quelle plus belle « occasion de vérifier le reste! »

Une fois que cette idée fut entrée dans mon cerveau, elle s'y fixa; le rendez-vous était désigné pour le jour même; la tournure de la lettre indiquait qu'on ne connaissait pas celui à qui elle était adressée; je me lève, je m'habille à la hâte, je me pose devant une glace, je m'aperçois avec plaisir que j'ai tout juste ce qu'il faut de distinction et d'élégance à un ramoneur; je lis mon article *fumée*, je mets dans ma poche un superbe pied métrique, et je pars, bien décidé à affronter toutes sortes de fonctions plutôt que de laisser échapper l'occasion d'enrichir ma notice de tous ces détails intimes dont le bon public est si friand.

J'arrive bientôt au fond de la Chaussée-d'Antin, dans une rue silencieuse et solitaire, que je ne vous nommerai pas, par la raison que je ne suis pas le dictionnaire des 25,000 adresses; j'entre dans une maison de belle apparence; on me conduit dans un jardin; au fond de ce jardin, à droite, on m'indique un petit pavillon isolé; je frappe à la petite porte de ce petit pavillon, on m'ouvre, on me fait monter par un tout petit escalier, et je me trouve dans une petite antichambre qui ressemblait à l'antichambre de tout le monde.

Là, on me demande mon nom; j'hésite un instant; mais bientôt, appelant à mon aide tout mon fanatisme de biographe, je consomme intrépidement mon forfait en volant le nom de l'honnête fumiste qui très probablement ne se doutait guère en ce moment de la concurrence. On me prie d'attendre. En vérité, je ne demandais pas mieux; car j'avais à peine eu le temps d'apprendre mon rôle, et je n'étais pas fâché de le répéter un peu avant la représentation.

Cependant l'attente se prolongeait indéfiniment; mon ardeur première s'en allait peu à peu; et ce rôle improvisé, dont je n'avais jusqu'ici envisagé que les avantages, commençait à se présenter à moi avec tous ses inconvénients. Je voyais passer et repasser autour de moi une charmante enfant aux cheveux bouclés, dont le regard inquisiteur me mettait assez mal à mon aise; c'était mademoiselle Solange, la jolie fille de l'illustre écrivain. De plus, tout *homme de rien* que je suis, je croyais entendre à travers les portes une voix d'artiste qui m'était bien connue, et je me disais que si mon larcin allait être découvert, je ferais certainement une triste figure; au total, la perspective d'une cheminée à ramoner me paraissait un peu inquiétante, vu mon inexpérience. D'autre part, au point où j'en étais, c'eût été une honte de reculer.

Dans cette perplexité, je me décidai tout-à-coup à m'adresser à la duègne qui m'avait introduit; je pensais que c'était sans doute cette digne Ursule des *Lettres d'un Voyageur*, qui prend la Suisse pour la Martinique, et cette pensée m'enhardit un peu; je lui contai le *quiproquo* qui m'avait inspiré l'audace de ma visite; j'ajoutai d'un ton doucereux que j'étais un simple amateur de choses étranges; qu'à ce titre, je ne serais pas fâché de voir sa maîtresse, et que si elle voulait bien m'en faciliter les moyens, je lui ferais hommage de la collection complète de mes œuvres. Cette offre parut la flatter sensiblement; elle me sourit d'un air agréable, se glissa mystérieusement dans le sanctuaire, en me faisant un signe qui voulait dire : attendez; et moi, tremblant, j'attendis la venue de la grande, de la terrible Lélia, en recommandant mon âme à tous les saints du paradis, et récitant mentalement sous forme d'invocation le flamboyant dithyrambe d'un éloquent professeur : « Voici venir la vraie prêtresse, la véritable proie de Dieu; le sol a tremblé « sous le pied impétueux de Lélia [1], » etc., etc. J'entendis en effet un grand tremblement de chaises; une interjection énergique de la prêtresse sur la maladresse de ses serviteurs arriva jusqu'à moi; la porte s'ouvrit brusquement, et je fermai les yeux dans un accès d'épouvante.

Quand je les rouvris, je vis devant moi une femme de petite taille, d'un embonpoint confortable, et pas du tout *dantesque*. Elle portait une robe de chambre, assez semblable par la forme à la houppelande dont je fais usage, moi, simple mortel; de beaux cheveux, encore parfaitement noirs, quoi qu'en disent les mauvaises langues, séparés sur un front large et uni comme un miroir, retombaient librement sur ses joues, à la manière de Raphaël; un foulard se jouait négligemment autour

[1] Lerminier. — *Au-delà du Rhin*, tome II, p. 271.

de son cou; son regard, que quelques peintres s'obstinent à charger en force, avait au contraire une remarquable expression de douceur mélancolique; le timbre de sa voix était moëlleux et un peu voilé; sa bouche surtout était singulièrement gracieuse, et il y avait dans toute son attitude un frappant caractère de simplicité, de noblesse et de calme. A l'ampleur des tempes, au riche développement du front, Gall eût deviné le génie; dans la direction franche du regard, sur le galbe arrondi et les traits purs mais fatigués du visage, Lavater eût lu, ce me semble, un passé douloureux, un présent un peu aride, une propension extrême à l'enthousiasme, et par suite au découragement..... Lavater eût pu lire encore bien des choses; mais à coup sûr il n'eût aperçu ni détour, ni amertume, ni haine, car il n'y en avait pas trace sur cette physionomie triste et sereine à la fois; la Lélia de mon imagination disparaissait devant la réalité, et c'était tout simplement une bonne, douce, mélancolique, intelligente et belle figure que j'avais devant les yeux.

En continuant mon examen, je remarquai avec plaisir que la *grande désolée* n'avait pas encore complètement renoncé aux vanités humaines; car, sous les manches flottantes de la robe, à la jonction du poignet à une main fine et blanche, je vis briller deux petits bracelets en or d'un travail exquis. Cette parure féminine, qui faisait très bon effet, me rassura beaucoup touchant la teinte sombre et l'exaltation politico-philosophique de quelques récents travaux de George Sand. Une des mains que j'examinais cachait un *cigarito*, mal caché du reste, car la fumée s'élevait derrière la prophétesse en petits flocons révélateurs.

Il est bien entendu que, durant ce minutieux inventaire, ma langue ne chômait pas. Pleinement rassuré par l'abord gracieux de Lélia, et désireux, d'ailleurs, de profiter de l'occasion pour compléter en tous points ma perfidie biographique, j'entortillai, à dessein, l'histoire du fumiste, de périphrases et de parenthèses, qu'elle écoutait avec une bienveillante et courtoise indulgence.

Enfin, quand il me parut que l'image était nettement tracée dans mon cerveau, je coupai court à mon imbroglio, et je m'empressai de m'esquiver, enchanté de pouvoir vous déclarer que la gazette de Saint-Pétersbourg ne sait ce qu'elle dit; que les trois quarts de ceux qui jasent sur George Sand s'amusent à vos dépens; qu'il est bien vrai que la prophétesse fume volontiers un ou plusieurs *cigaritos;* qu'elle daigne même, parfois, endosser notre absurde redingote; que dans son cercle intime on l'appelle George, tout court, mais que tout cela n'est pas défendu par la Charte, et qu'il y a loin de là aux puériles monstruosités qui se débitent en tous lieux. J'ajouterai même, si j'en crois des gens bien informés, qu'il est quelques salons de Paris où l'on voit l'illustre écrivain allier au prestige du génie la simplicité, la modestie et les grâces décentes de la femme.

Maintenant que vous en savez là-dessus tout autant que moi, il me reste à vous apprendre par quel enchaînement de circonstances le poète a été conduit à acheter la gloire au prix du repos.

Dans les premières années de la Restauration, l'aristocratique couvent des *Dames anglaises*, situé rue des Fossés-Saint-Victor, qui était alors en pleine possession du monopole des éducations patriciennes, ouvrit, un beau matin, sa petite porte à une jeune et intéressante pensionnaire.

La nouvelle venue, qui pouvait bien avoir quatorze ans, arrivait du Berry; son instructionreligieuse paraissait avoir été fort négligée, car les bonnes sœurs remarquèrent, avec un pieux effroi, qu'elle mettait à faire le signe de croix une gaucherie philosophique, qui dénotait un manque absolu d'habitude. C'était, du reste, une belle et brune enfant; ses traits prononcés respiraient une sorte de fierté sauvage; elle supportait, sans trop se troubler, les regards peu charitables, qu'au couvent comme au collége, on ne ménage pas aux provinciaux fraîchement débarqués, et il y avait dans toutes ses manières une telle empreinte de brusquerie rustique, qu'au bout de quelques jours ses nobles et railleuses compagnes l'avaient, à l'unanimité, surnommée *le garçon*. Pour ce qui est de la naissance et de la fortune, la nouvelle venue pouvait marcher de pair avec les plus illustres héritières de France; car, si du côté paternel elle ne tenait qu'à une opulente famille de finance, par sa grand'-mère elle n'avait rien moins que du sang royal dans les veines, et voici comme :

Tout le monde sait que le maréchal de Saxe était fils naturel d'Auguste II, roi de Pologne, et de la comtesse de Kœningsmarck. Sous une enveloppe saxonne, le héros de Fontenoy portait un cœur très français, et il avait eu dans sa vie un bon nombre de faiblesses. De l'une de ces faiblesses naquit, en 1750, une fille, Marie-Aurore, reconnue comme telle après la mort du maréchal par arrêt du Parlement, et mariée en premières noces au

comte de Horn; restée veuve peu de temps après son mariage, la comtesse de Horn se retira à l'Abbaye-aux-Bois, et dans cet asile prédestiné qui devait plus tard abriter une gloire de beauté immortalisée par la bonté et la grâce, elle tint un des *bureaux d'esprit* les plus distingués du dernier siècle; le vieux maréchal de Richelieu était, à ce qu'il paraît, un de ses fidèles. Remarquablement jolie et spirituelle, la jeune veuve inspira bientôt une passion très vive à M. Dupin de Francueil, fils du fermier-général Claude Dupin, qui l'épousa, et qui, nommé lui-même fermier-général de l'apanage du Berry, l'emmena dans cette province, où elle résida successivement à Châteauroux, puis au château de Nohant, à une lieue de La Châtre. Madame Dupin se trouva veuve une seconde fois en 1786, avec un fils, Maurice Dupin. Ce dernier, marié de bonne heure, avait déjà conquis sous l'Empire un haut grade militaire; il était, je crois, colonel, lorsqu'il mourut subitement à La Châtre, d'une chute de cheval, laissant une fille unique nommée Marie-Aurore, comme sa grand'-mère, et dont l'éducation resta confiée à celle-ci.

Cette enfant, qui devait être George Sand, fut d'abord élevée à la Jean-Jacques. C'était un petit *Émile* en jupons courts, qu'on laissait librement s'ébattre toute la journée sur les rives de l'Indre, courir après les papillons le long des *traines* sinueuses de la *vallée noire*, et qui le soir, au retour de ses courses vagabondes, entendait conter au salon de merveilleuses histoires sur les pompes de Versailles, les plaisirs de Trianon, les mystères du Parc-aux-Cerfs, les roués et les philosophes du temps passé; ces récits n'ont pas été perdus, et c'est à l'aide de réminiscences de ce genre qu'on expliquerait peut-être comment un talent si original, si étoffé de style, si profondément passionné d'ordinaire, a su parfois, dans de charmantes miniatures comme *la Marquise*, par exemple, revenir en arrière, et reproduire, dans toute leur vérité, les habitudes élégantes, les passions à fleur de tête et le langage miroité de nos bons aïeux.

Au moment de la réaction religieuse qui suivit la Restauration, madame Dupin pensa qu'il était temps de sacrifier un peu de sa méthode philosophique aux idées nouvelles, et de donner à sa petite-fille une éducation analogue à la position que sa naissance et sa fortune l'appelaient à occuper dans le monde.

C'est alors que la belle et rustique enfant du Berry dut quitter sa *vallée noire* pour venir à Paris, au couvent des *Anglaises*, où nous l'avons vue entrer plus haut avec son inexpérience en fait de signe de croix et ses allures de *garçon*.

Quelques mois de couvent s'étaient à peine écoulés, et déjà la jeune pensionnaire n'était plus reconnaissable; cette imagination ardente et mobile, qui percera plus tard dans les brusques soubresauts du grand écrivain, commençait à se révéler avec toute sa puissance. La majesté et la pompe des cérémonies catholiques, la vie uniforme, l'atmosphère pieuse et paisible du cloître, tout cela produisit dans cette âme une complète révolution, et mademoiselle Aurore se trouva soudainement prise d'une telle ferveur de dévotion, que la règle ne lui paraissait pas assez sévère, la pratique assez rude, et que la supérieure se vit souvent obligée de modérer son exaltation religieuse par considération pour sa santé, en lui faisant sentir d'ailleurs que, destinée à vivre dans le monde, elle serait toujours obligée de réduire de beaucoup les proportions de son ascétisme.

Six ans plus tard, il y avait dans le château de Nohant une femme qui se mourait de tristesse et d'ennui; c'était la pieuse pensionnaire des *Anglaises*, pleurant sa liberté perdue et maudissant un joug qu'elle devait briser bientôt. A peine sortie du couvent, elle avait perdu sa grand'-mère; et alors, seule, sans guide, sans appui, jeune, riche, orpheline, elle s'était laissé marier à la manière d'autrefois et aussi à la manière d'aujourd'hui. On lui avait ménagé une de ces destinées dites *convenables*, qui ont donné si beau jeu aux réformateurs de ce temps-ci. Vive et impressionnable comme Indiana, candide et enthousiaste comme Valentine, fière et indomptable comme Lélia, elle se trouvait unie à un soldat impérial rentré dans ses foyers, l'espèce d'hommes, en général, la plus prosaïque qui soit sous le ciel. Cet époux était un digne gentillâtre campagnard, comme il en fourmille dans la vieille Aquitaine, tenant les raffinements du cœur pour folies et billevesées, prenant la vie pour ce qu'elle vaut et le temps pour ce qu'il dure, pas trop savant, un peu rude à en juger par certains détails d'un procès fameux, et au demeurant le meilleur fils du monde.

Les premières années de cette vie nouvelle furent paisibles, sinon heureuses. Refoulant en elle la vie débordante, la femme souffrait, mais luttait vaillamment contre sa souffrance, en appelant à son aide les livres, les courses à cheval, et surtout le grand livre de la nature, pour lequel George

Sand semble avoir reçu une faculté toute particulière d'intuition large et pénétrante.

En 1825, madame Dudevant fut conduite par son mari aux eaux des Pyrénées; les impressions de ce voyage, l'aspect d'une nature grandiose et sauvage, une première illusion un instant entrevue, tout cela, en éveillant l'imagination de l'artiste et le cœur de la femme, ne servit, au retour, qu'à alourdir encore le poids d'une vie aride et monotone.

Enfin, après bien des luttes intérieures, après bien des scènes douloureuses, dont l'amer souvenir perce dans plus d'une page de George Sand, l'épouse s'affranchit violemment, le poète prit son vol; et un jour, en 1828, on chercha vainement la châtelaine de Nohant; elle avait disparu. Qu'était-elle devenue? On ne savait.

Ici, je trouve dans des notes que j'ai tout lieu de croire exactes, un fait qui peint assez bien les fluctuations d'une âme noble, ardente et inquiète.

En 1828, le prêtre, confesseur du couvent des *Anglaises*, qui avait dirigé autrefois la conscience de mademoiselle Dupin, vint un jour prier la supérieure de lui accorder une grâce. Il lui raconta qu'une de ses pénitentes, une ancienne pensionnaire, se trouvant dans une position pénible, difficile, désirait faire dans l'intérieur de la maison une retraite pieuse. La supérieure refusa d'abord, alléguant l'usage, la règle; le prêtre insista, obtint sa demande, et la fugitive de Nohant repassa le seuil de cet asile paisible où s'étaient écoulées pures et ferventes ses jeunes années; mais sa destinée l'appelait ailleurs, le génie réclamait sa proie, et à quelques jours de là elle rentrait brusquement dans le monde pour se livrer à tous les hasards, à toutes les passions, à toutes les joies, à toutes les peines d'une vie anormale d'artiste.

La période où nous entrons est délicate et d'un difficile accès. J'ose me flatter que les lecteurs des précédentes notices ne s'attendent pas à me voir enfreindre ici les lois de convenance que je me suis imposées; un biographe peut à la rigueur se passer d'esprit et de talent, mais il a impérieusement besoin de dignité et de bonne foi, surtout quand il s'agit d'un génie qu'on peut blâmer, louer ou plaindre, mais qu'on doit respecter à un double titre. Pour les plus exigeants en fait de révélations, je me contenterai de transcrire ici cette page touchante des *Lettres d'un Voyageur* :

« Il m'importe peu de vieillir, il m'importerait « beaucoup de ne pas vieillir seul, mais je n'ai pas « rencontré l'être avec lequel j'aurais voulu vivre « et mourir; ou si je l'ai rencontré, je n'ai pas su « le garder. Écoute une histoire, et pleure. Il y « avait un bon artiste, qu'on appelait Watelet, qui « gravait à l'eau forte mieux qu'aucun homme de « son temps. Il aima Marguerite Lecomte, et lui « apprit à graver à l'eau forte aussi bien que lui. « Elle quitta son mari, ses biens et son pays, pour « aller vivre avec Watelet. Le monde les maudit; « puis, comme ils étaient pauvres et modestes, on « les oublia. Quarante ans après, on découvrit aux « environs de Paris, dans une maisonnette appelée « *Moulin-Joli*, un vieux homme qui gravait à l'eau « forte et une vieille femme qu'il appelait sa meu« nière, et qui gravait à l'eau forte, assise à la « même table. . . . . Le der« nier dessin qu'ils gravèrent représentait le *Mou« lin-Joli*, la maison de Marguerite, avec cette « devise : *Cur valle permutem Sabinâ divitias ope« rosiores ?* Il est encadré dans ma chambre « au-dessus d'un portrait dont personne ici n'a vu « l'original. Pendant un an l'être qui m'a donné « ce portrait s'est assis avec moi toutes les nuits à « une petite table, et il a vécu du même travail que « moi. Au lever du jour, nous nous consultions sur « notre œuvre, et nous soupions à la même petite « table tout en causant d'art, de sentiment et d'ave« nir. L'avenir nous a manqué de parole. Prie pour « moi, ô Marguerite Lecomte ! »

Voici une autre histoire qui se rattache plus ou moins à la première :

Quelque temps après la révolution de juillet, il parut un livre intitulé *Rose et Blanche* ou *la Comédienne et la Religieuse*. Ce livre, qui passa d'abord inaperçu, tomba par hasard entre les mains d'un libraire; il le lut, et frappé de la richesse descriptive de certains tableaux et de la nouveauté des situations, il s'informa de la demeure de l'auteur; on lui indiqua un modeste hôtel garni. Il monta dans une petite mansarde, et là il vit un jeune homme qui écrivait à une petite table et une jeune femme qui coloriait des fleurs à côté de lui. C'était Watelet et Marguerite Lecomte. Le libraire parla du livre, et il se trouva que Marguerite, qui savait écrire des livres aussi bien et même mieux que Watelet, avait fait une bonne partie de celui-là, e la meilleure; seulement, comme les livres se vendaient peu ou point, aux occupations littéraires elle joignait la besogne plus lucrative de coloriste. Encouragée par le suffrage du libraire, elle sortit d'un tiroir un cahier tout écrit de sa main; le

libraire l'examina, l'acheta très bon marché, je pense, et il eût pu l'acheter beaucoup plus cher sans faire une mauvaise affaire, car c'était le manuscrit d'*Indiana*. Peu de temps après, Marguerite Lecomte quitta Watelet, lui prit définitivement la moitié de son nom, s'appela George Sand, et de cette moitié de nom elle a su en faire un qui brille aujourd'hui entre les plus grands et les plus glorieux.

En moins de dix ans George Sand a bien écrit déjà près de trente volumes; la critique s'est abattue sur ces trente volumes, et elle en a bien vite enfanté quatre fois autant, à l'effet d'attaquer ou de défendre les doctrines morales, philosophiques, voire même politiques de leur auteur; tout ce qui me paraît résulter de plus raisonnable de cette controverse, c'est que la critique a escarmouché dans le vide; elle a commencé par supposer ce qui n'existait pas; elle a pris, comme dit quelque part George Sand, des vessies pour des lanternes, c'est-à-dire des passions pour des raisons, des plaintes éloquentes pour des systèmes, et des cris pour des conclusions.

Repoussez tant que vous voudrez les théories stériles de l'art pour l'art, blâmez l'artiste de ne pas conclure, ou plutôt de parler quand il ne peut pas conclure; mais ne le transformez pas, ne le faites pas conclure malgré lui, n'élevez pas une brillante individualité poétique à l'état de puissance sociale, vous moralistes chrétiens pour l'attaquer, vous novateurs pour la défendre; laissez la conviction s'opérer chez le poète dans sa sphère; vous ne gagnez d'aucun côté à lui forcer la main, car, si vous le lapidez, vous le grandissez d'autant, et il se tourne naturellement vers ceux qui l'encensent : ceux-là n'y gagnent pas non plus, car, violenté dans sa conscience, le poète leur apporte une pensée hâtive, brusquée, capricieuse, une pensée de poète; il leur fait de la philosophie fantastique, la pire de toutes les philosophies. En vérité, nous prenons trop au sérieux nos poètes; le géomètre qui leur demandait : Qu'est-ce que cela prouve? n'était guère plus ridicule que nous qui prétendons trouver en eux la preuve de tout. Ceci tient du reste à un travers général du siècle, dont il n'est peut-être pas inutile de dire un mot en passant.

Les nations qui commencent à vieillir ont des infirmités et des manies comme les vieillards. Les Grecs du Bas-Empire subtilisaient et sophistiquaient outre mesure; c'étaient des analystes pointilleux, ils s'usaient dans le petit. Nous, nous symbolisons à qui mieux mieux; la synthèse nous déborde, nous errons dans le vague, nous nous perdons dans l'infini. Ils ne voyaient que de très près et en détail; nous ne voyons plus qu'en gros et de très loin; ils étaient myopes; nous sommes presbytes. Ainsi, nous ne faisons plus de l'histoire, l'histoire est le propre des esprits étroits; nous faisons de la philosophie de l'histoire, c'est-à-dire qu'avec une douzaine de vocables de six pieds et deux ou trois classifications qui vont à tout, le premier venu va vous décrire *à priori* les vicissitudes de l'empire mongol ou chinois, dont il ne sait pas un mot. En religion, nous ne sommes plus ni catholiques, ni protestants, ni athées, ni théistes; nous sommes *panthéistes*, ce qui est très grand, très beau, mais peu clair. En politique et en morale nous n'avons souci ni de l'individu, ni de la famille, ni de la cité, ni de l'État; nous avons vraiment bien autre chose à faire; nous avons l'humanité tout entière à soigner. La forêt, comme dit l'Allemand Menzel, nous empêche de voir les arbres. Il fut un temps où l'on faisait tout bêtement de la poésie, de la musique et de la peinture; nous faisons, nous, de la poésie sociale, de la musique apocalyptique et de la peinture métaphysique. Bien plus, nous avons été chercher dans le passé toutes les spécialités glorieuses, pour les tendre, les étirer et les clouer aux quatre coins du cadre immense de notre synthèse. L'Iliade s'est trouvée un mythe, l'Énéide un symbole, et j'imagine que si Dante et Shakespeare revenaient au monde, ils seraient tout étonnés d'avoir dit tant de savantes choses dont ils ne se doutaient guère. J'avais cru, jusqu'ici, que Raphaël était un grand peintre; j'ai lu l'autre jour dans un beau livre que c'était le plus grand théologien du seizième siècle.

Au plus fort de cette période de confusion et de déplacement, une femme est venue avec toutes les qualités et tous les défauts qui constituent le poète. Imagination fougueuse, organisation mobile et passionnée, inspiration chaleureuse, richesse de langage, rien ne lui manquait; rien, pas même la vie exceptionnelle et tourmentée de l'artiste. Malheureuse dans le mariage, elle avait rompu avec le mariage; riche, elle avait laissé derrière elle toute sa fortune, ne gardant que la liberté, ces Dieux Lares que les Bohémiens et les poètes emportent partout avec eux. Il fallait vivre; elle s'ignorait elle-même; on lui conseilla d'écrire, elle écrivit; et la pensée profondément philosophique ou perverse

qui donna naissance à son premier livre fut, ainsi qu'elle le dit elle-même en maint endroit, celle-ci : avoir du pain. Le livre eut un succès prodigieux ; c'était une histoire écrite avec le cœur et toute brûlante de passion, de douleur et de colère. La donnée n'était pas neuve, il s'agissait d'une femme, d'un mari et d'un amant. Le portrait du mari était peu flatté ; il eût été étonnant qu'il en fût autrement. L'amant lui-même, et ceci semblerait indiquer une déception première ; l'amant, qu'un écrivain a appelé, je ne sais trop pourquoi, le *roi* des livres de George Sand, faisait dans celui-ci, comme dans plusieurs autres, une fort odieuse et fort triste figure ; le beau rôle était pour la femme, rien de plus naturel. La critique qui s'étonne de tout, s'étonna d'abord d'un succès fait sans elle, et se tira d'affaire en déclarant que toutes les femmes avaient leur roman dans le cœur, et que, ce secret une fois dit, il ne leur restait plus rien à dire. Six mois plus tard, *Valentine* donnait à la critique un éclatant démenti. Il s'agissait encore à la vérité d'une femme, d'un mari et d'un amant. L'auteur, n'ayant pas assez vécu, n'avait qu'une corde à son arc ; mais la flèche qu'il lançait était d'une forme nouvelle. De brutal et ignorant, le mari était devenu froidement poli et profondément égoïste ; l'amant avait gagné du tout au tout ; il était noble, généreux et beau ; avec des qualités différentes, la femme restait à peu près la même. Dans *Jacques*, le troisième roman qui fut écrit avant *Lélia*, bien qu'il ait paru après, les principaux personnages sont toujours la femme, le mari et l'amant ; seulement ici le mari a le beau rôle. Jacques a tout ce qu'il faut pour faire le bonheur d'une femme ; il est grand et bon, il est bien un peu usé par le cœur ; mais il a tant de noblesse dans l'âme qu'il est impossible de ne pas l'aimer ; le rival obligé, l'amant, n'est pas de force à lutter ; Octave est un vulgaire amoureux de vaudeville ; et pourtant Fernande succombe. Il a été généralement convenu que ce roman était le plus immoral de tous ceux de George Sand. On a dit que c'était la négation absolue de l'amour dans le mariage. Je ne sais quelle a été la pensée première de l'auteur, mais il me semble que la dernière impression reçue, la vraie moralité de l'ouvrage pour tout esprit non prévenu, est celle-ci : Fernande est une petite sotte qui aime son mari sans le comprendre, qui cesse de l'aimer sans savoir pourquoi, et qui est impardonnable de le tromper. Loin de croire ce livre dangereux, je suis profondément convaincu au contraire qu'il n'est pas de femme tant soit peu délicate qui ne se soit mentalement révoltée contre le dénouement.

Après *Jacques*, vint *Lélia :* depuis *Indiana*, l'auteur avait vécu ; il avait aimé, il avait tour à tour cessé d'aimer ou d'être aimé, il avait souffert, il avait grossi ses souffrances de toutes les petites tortures de sa position exceptionnelle ; après avoir désespéré de l'amour dans le mariage, il désespéra de l'amour, de la vie, de Dieu, il désespéra de tout, et un beau jour, dans un accès de fièvre intermittente, entre la fureur et l'abattement, il écrivit *Lélia*.

A l'apparition de ce livre, le double mouvement de répulsion et d'enthousiasme soulevé autour du nom de George Sand monta à son comble. En même temps que la phalange philosophique lui tendait les bras en criant : Salut, prophétesse ! la grosse morale lui montrait le poing en l'appelant empoisonneuse !

Ce n'était à vrai dire ni une Pythie, ni une Locuste ; c'était un poète, dont une sorte de délire avait surexcité toutes les facultés au détriment de la principale, la raison. *Lélia* est à la fois le meilleur et le plus mauvais, mais bien certainement le moins logique des livres de George Sand ; tout y est beau, majestueux, varié, mais c'est la beauté, la majesté, la variété du chaos. Lélia, Trenmor, Sténio, Pulchérie, sont quatre types qui représentent non pas des idées, mais des états de l'âme ; ces quatre types conversent et discutent à l'infini ; chacun d'eux a tort et raison tour-à-tour ; ils finissent par avoir tort tous les quatre, car l'ouvrage est sans conclusion ; et le lecteur, s'il n'est pas trop subtil, ferme le livre et s'étend dans son fauteuil, en résumant ses impressions en quelque maxime neuve et incendiaire dans le genre de celle-ci : Le parfait bonheur est impossible ici-bas.

Après ce grand cri de souffrance, qui a nom Lélia, l'âme de George Sand parut se calmer et se rasséréner peu à peu. Sa position sociale prit une assiette plus fixe ; elle se sépara judiciairement de son mari, rentra en possession de sa fortune, et alla demander aux montagnes de la Suisse, au beau ciel de Florence et de Venise, des pensées moins sombres, de plus riantes inspirations. Elle écrivit deux ou trois charmantes nouvelles, puis *le Secrétaire intime* et *Leone Leoni*. Dans ces deux livres elle laissait de côté les types invariables de ses premiers ouvrages et le type désolé de Lélia. Sans être consolante, sa pensée était moins âcre et plus

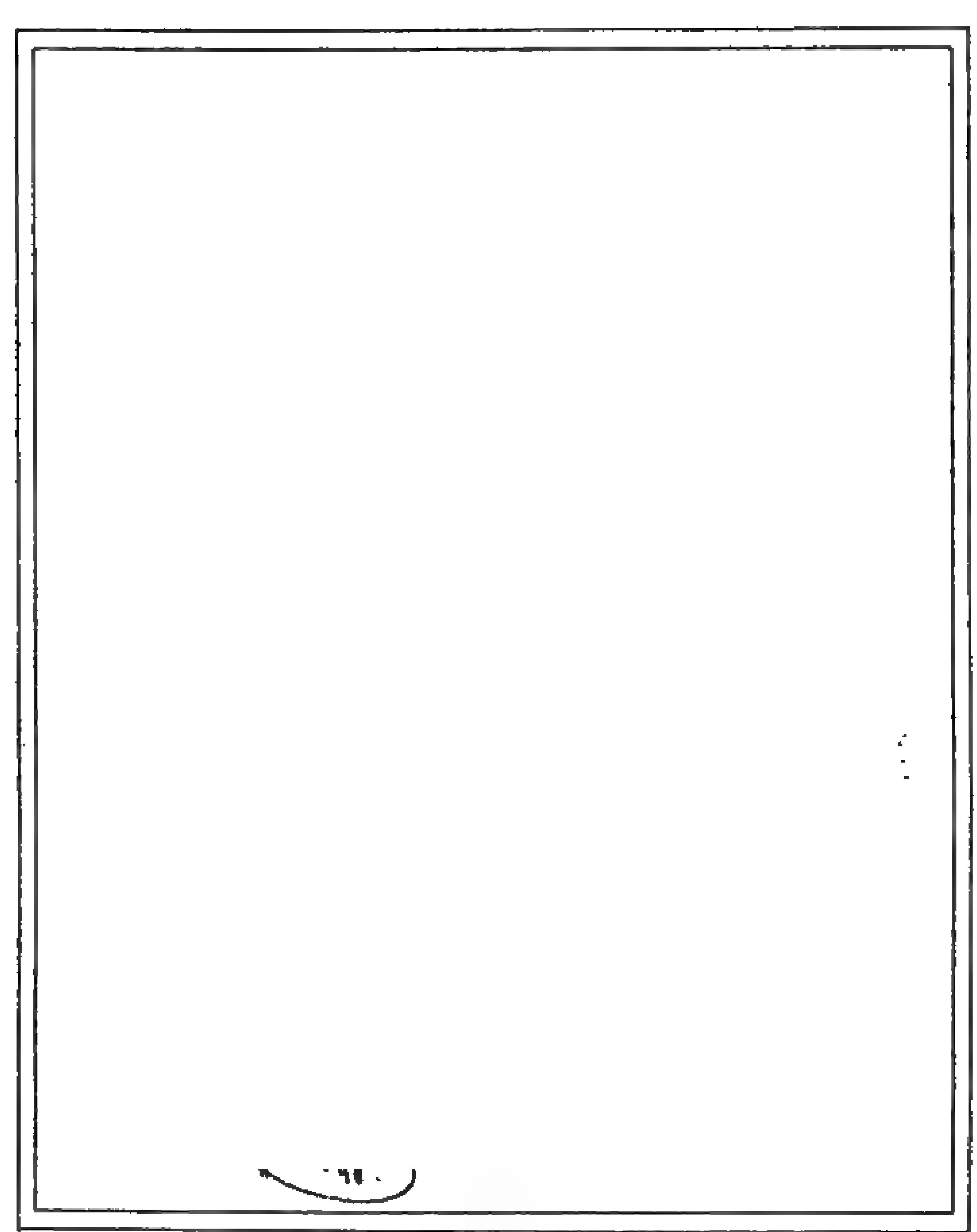
purement artistique. Ce mouvement d'apaisement alla se prononçant de plus en plus. Elle écrivit *André*, ce petit livre délicieux qui serait le frère de *Paul et Virginie*, s'il n'y avait là une grossière surprise des sens, humiliante, douloureuse, mais heureusement fausse et impossible dans la donnée du caractère d'André. George Sand avait dit ailleurs : Les anges sont moins purs que le cœur d'un jeune homme de vingt ans lorsqu'il aime avec passion ; et cela était non-seulement bien dit, mais cela était vrai ; car, tout corrompus, tout gangrenés, tout Don Juan manqués que nous sommes, il n'est peut-être pas un d'entre nous qui n'ait gardé en un recoin du cœur le lointain souvenir de quelque premier mystère d'amour candide, de chaste abandon et de facile renoncement.

Après *André*, vinrent *Simon*, *Mauprat*, les *Lettres d'un Voyageur*, etc., etc. La période passionnelle s'achevait graduellement dans le calme, dans la poésie et dans la vérité. La phase religieuse allait poindre. Une noble amitié venait de se former entre deux âmes portant dans des sphères différentes un égal talent et une franchise égale de mobilité poétique. M. de La Mennais prit la direction du *Monde*, et George Sand publia dans ce journal les cinq lettres à Marcie, empreintes d'une résignation toute chrétienne. Ces lettres suffisaient à réduire à néant les conséquences sociales que la philosophie s'efforçait de tirer des douleurs individuelles de Lélia.

Toutefois, le temps d'arrêt chrétien ne fut pas long; l'aventureux et turbulent poète ne fit que traverser cette paisible région pour passer bientôt avec armes et bagages dans le camp du panthéisme. Après un voyage aux *îles Baléares*, il publia *Spiridion*. Ce livre, composé sous les frais ombrages de Palma, était une véritable palinodie, car il reproduisait brusquement dans la sphère religieuse toutes les négations morales de *Lélia* ; l'édifice à peine ébauché dans les Lettres à Marcie se trouvait déja renversé de fond en comble, et le christianisme progressif de M. de La Mennais laissé là comme impuissant. Depuis, dans une nouvelle édition de *Lélia*, retouchée et augmentée, et dans quelques travaux sérieux, George Sand s'est éloignée de plus en plus du principe chrétien, en même temps que sa pensée sociale prenait une couleur, sinon plus nette, du moins plus prononcée de radicalisme. Dans l'ordre purement artistique, elle a écrit diverses productions gracieuses, que je ne puis analyser ici; et vous avez été appelé à la voir, dans le drame de *Cosima*, tenter des chemins inexplorés.

Maintenant, si vous voulez absolument que cette bluette biographique conclue à quelque chose, je vous dirai que sa conclusion est, qu'il n'y a pas, jusqu'ici, dans tous les ouvrages de George Sand, l'ombre d'une conclusion sur laquelle on puisse asseoir une accusation formelle ou une apologie décisive; que ses livres prouvent tout ce qu'on veut, parce qu'ils ne prouvent rien; que si poison il y a dans une page, vous n'avez qu'à la tourner pour trouver le contre-poison dans l'autre, et que les *doctrines* impies, immorales, anti-sociales de l'écrivain d'autrefois me paraissent authentiques tout juste comme ses *doctrines* radicales et panthéistiques d'aujourd'hui.

Quant à l'influence pernicieuse de ces livres, je crois qu'on l'a beaucoup exagérée. Presque tous renferment au dénouement une sorte de moralité de malheur qui, jusqu'à un certain point, remplace l'autre. S'il y a des passions et des fautes, il y a aussi des douleurs et des remords, et surtout il n'y a généralement pas de vice; ils peuvent tourmenter et égarer les âmes; mais ils ne les dégradent ni ne les corrompent. A lire ces pages où les sentiments les plus opposés parlent une même langue, une langue divine, on éprouve une admiration pénible, et quand on les quitte, on aspire au vrai avec plus de force que jamais; on comprend que tout cela n'est pas la vie, que l'imagination n'est pas la raison, et que les poètes seront toujours des poètes, c'est-à-dire, pour parler comme le plus grand et le plus sage d'entre eux, des oiseaux mélodieux que tout bruit fait chanter. Que ce bruit vienne du dehors ou du dedans, qu'il charme ou épouvante, attire ou repousse, que ce soit un désir qui naît ou un ruisseau qui murmure, un peuple qui s'agite ou une mer qui gronde, un trône qui croule ou une illusion qui s'en va, l'oiseau chante, chante toujours, partout, sur tous les tons : ne lui demandez pas le pourquoi de ses chants, il chante parce qu'il est oiseau.



Lord Wellington.

La fortune a plus fait pour Wellington qu'il n'a fait pour elle.

NAPOLÉON. — MÉMORIAL DE SAINTE-HÉLÈNE, t. 7.

Ce fut un jour mémorable dans les annales de l'Angleterre, que celui où vint à terme l'immense question de l'émancipation catholique de l'Irlande. Cette mesure, qui appelait tout-à-coup deux ou trois millions d'hommes à la vie civile et politique, agita violemment les esprits : l'anglicanisme jetait les hauts cris ; les journaux ultra-tories avaient chaque matin un accès d'épilepsie ; le *Morning Journal* et le *Standard* déclaraient que le roi, en signant le *bill,* signait son abdication ; que le papisme, l'abominable papisme, allait promener partout la torche incendiaire, et que l'Angleterre était arrivée à son dernier jour. L'aristocratie presque tout entière s'indignait de voir un de ses fils, son espoir et sa gloire, porter le premier une main profane sur l'édifice vénéré du *State and Church* (l'Etat et l'Église).

Si vous étiez entré à la Chambre des Lords le 2 avril 1829, dans la séance où fut présenté ce fameux *bill,* vous auriez vu se lever du banc ministériel, au milieu des murmures des tories, un personnage de haute taille, boutonné dans son habit jusqu'au menton, maigre, raide et sec, avec un nez arqué, une figure démesurément longue, des traits fortement prononcés, mais sans trop d'expression. Sa parole était aride, incolore, sans animation aucune, mais ferme, lucide et précise ; il disait que les circonstances ne lui permettaient pas d'opposer une plus longue résistance aux vœux de l'Irlande ; que l'émancipation était fâcheuse, mais que la perspective menaçante d'une guerre civile était plus fâcheuse encore. Le bill passa. Ce personnage, qui risquait ainsi sa popularité en faisant à regret une grande chose, et qui venait, pour cette même chose faite à regret, d'échanger stoïquement la veille un coup de pistolet avec lord Winchelsea, anglican fougueux, c'était Arthur Wellesley, duc de Wellington, le chef du cabinet d'alors, et aujourd'hui, comme alors, l'homme le plus illustre, le plus populaire, le plus foncièrement aristocrate, et surtout le plus heureux de l'Angleterre. Sur les armoiries du noble duc, on lit cette devise : *Virtutis fortuna comes.* Si la devise était vraie, si la vertu et le bonheur marchaient toujours de compagnie, Wellington serait énormément vertueux ; car il n'y a peut-être pas deux exemples d'une fortune aussi merveilleuse et aussi constante. Noble de fraîche date, son nom éclipse aujourd'hui les plus grands noms des plus vieilles races normandes. Durant vingt ans de guerre, seul il peut dire que jamais défaite ou déroute ne déshonora son drapeau ; sans avoir reçu de la nature cette audace d'inspiration, ce feu sacré qui constitue le génie, il triomphe du plus grand génie moderne ; sans une haute capacité politique, il accomplit en politique ce que n'avaient pu faire Pitt, Fox et Canning. Soldat heureux sous un gouvernement constitutionnel, il a eu le rare privilége de n'avoir jamais à lutter contre la défiance, l'injustice ou l'ingratitude. La reconnaissance de son pays a égalé, sinon dépassé ses services ; l'Angleterre lui

a donné des palais, elle l'a gorgé de millions, elle l'a fait plus grand et plus opulent qu'un roi. Tous les souverains de l'Europe l'ont enrichi de dotations, comblé de titres, et chamarré de cordons; il n'y a pas jusqu'à la France qui n'ait vu ce nom fatal inscrit de la main d'un descendant de Charles VII sur la liste de ses maréchaux. Ennemi juré de tout ce qui s'appelle démocratie, cet homme a eu tous les bénéfices de la popularité sans lui faire aucun sacrifice. John Bull s'est permis une ou deux fois de jeter des pierres à ses fenêtres; il en a été quitte pour les faire griller; et le lendemain, John Bull, qui ne saurait lui garder longtemps rancune, l'applaudissait, prêt à montrer les dents à tout audacieux qui se permettrait de médire de son héros. Dernièrement encore, vous avez vu la presse anglaise se fâcher tout rouge parce qu'une reine de dix-huit ans, dans les préoccupations bien naturelles des premiers jours de sa lune de miel, avait oublié de s'informer régulièrement de la santé du vieux et apoplectique guerrier.

Remarquons toutefois qu'il y a une véritable injustice à abuser, pour expliquer certains faits et certains hommes, de ce procédé si commode du destin. On a fait trop souvent chez nous honneur au diable des succès de lord Wellington; gardons-nous de ce patriotisme *Chauvin* qui s'en va retroussant sa moustache, faisant ronfler le mot de Français, se donnant à lui-même un brevet de géant, et déclarant pygmée tout ce qui n'est pas lui. Cela ne vaut guère mieux que les fanfaronnades et les comparaisons ambitieuses du fameux discours de lord Brougham; avec ce système il y a beaucoup moins de mérite à vaincre, beaucoup plus de honte à être vaincu, et nous avons assez de gloire à nous pour n'être pas si avares envers les autres.

En parcourant la carrière militaire et politique du duc de Wellington, en feuilletant ces douze volumes de dépêches qu'il a fait publier il y a deux ans, et qui embrassent l'histoire de ses campagnes dans l'Inde, en Danemark, en Portugal, en Espagne et en France, on est tout d'abord frappé de cette fermeté, de cette persévérance, de cet imperturbable sang-froid qui le distingue; on est forcé de reconnaître que Napoléon a été très sévère, pour ne pas dire injuste, à son égard; que si la fortune a beaucoup fait pour lui, il a su se tenir toujours à la hauteur de sa fortune, et que si ce n'est pas là un de ces rares génies qui dominent et résument un siècle, c'est au moins un grand talent qui a légitimement gagné une bonne partie de sa gloire.

Arthur Wellesley est le troisième fils de Gérard Colley Wellesley, vicomte de Mornington, dont la famille venait d'être récemment anoblie dans la personne de son père, Richard Colley Wellesley, créé baron de Mornington en 1746. Arthur naquit à Dungan-Castle, en Irlande, le 1er mai 1769, dans cette année si féconde qui vit naître Napoléon, Soult, Canning, Châteaubriand, Walter Scott et tant d'autres illustrations de tous genres. Il fut d'abord élevé en Angleterre, au collége d'Eton, et bientôt envoyé en France, à Angers, dans une école militaire qui avait alors une assez grande réputation. A dix-huit ans, en 1787, il entra au service en qualité d'enseigne. Le crédit de sa famille lui fit rapidement franchir les grades inférieurs; en 1788 il était lieutenant, capitaine en 1791, major en 1792, et enfin lieutenant-colonel en 1794. C'est alors qu'il fit sa première campagne dans la retraite de Hollande, sous le duc d'York. Chargé du commandement d'une brigade à l'arrière-garde, il fut honorablement mentionné par le général en chef.

En 1796 il partit pour l'Inde avec son régiment, et l'année suivante, son frère aîné, lord Mornington, depuis marquis de Wellesley, ayant été nommé gouverneur-général des possessions anglaises, le jeune colonel se trouva bientôt à même d'exercer ses hautes facultés militaires dans un commandement supérieur; la guerre venait alors d'éclater entre la Compagnie et le fameux prince indien Tippoo-Saïb. Les Anglais s'étant ménagé la coopération du *nizam* (prince) des Mahrattes, Wellesley fut placé à la tête des troupes alliées, sous le commandement en chef de sir Harris. On raconte que dans une première et chaude affaire, à l'attaque d'un bois fortifié, ce même homme qui devait briller plus tard par son attitude froidement intrépide au milieu du danger, se montra quelque peu ému du sifflement des balles indiennes, et qu'il s'en vint dans une grande agitation apprendre à sir Harris le mauvais succès de son expédition. Les biographes anglais, qui rapportent ce fait, ont soin de rappeler, l'histoire de Frédéric II fuyant le champ de bataille de Molwitz. Contentons-nous d'ajouter que dès le lendemain le jeune Wellesley, revenu de son émotion, s'empressa de réparer son échec en emportant le bois malencontreux.

Le 4 mai 1799, après un assaut des plus achar-

nés, les Anglais s'emparèrent de Seringapatam, la capitale du Mysore; Tippoo-Saïb fut trouvé mort sous les décombres, et le jeune Wellesley, entré un des premiers dans la ville, fut investi des fonctions de gouverneur. L'année suivante, il défit un chef de partisans, Hondiah-Waugh, qui était venu faire une excursion sur les terres de la Compagnie, avec cinq mille hommes. Un instant il fut question de donner à sir Arthur le commandement de ce corps de troupes, parti des bords du Gange sous la conduite du général Baird, pour aller combattre les Français sur les bords du Nil; Wellington et Bonaparte se seraient trouvés en face quinze ans plus tôt. Une maladie grave l'empêcha de faire partie de cette expédition, qui du reste manqua son but, car elle n'arriva en Égypte qu'après l'évacuation.

La dernière grande guerre de l'Inde éclata en 1803; les Mahrattes orientaux se soulevèrent, dirigés par Scindiah, chef astucieux et habile, espèce d'Abd-el-Kader de l'Indostan, harcelant les Anglais, les attaquant à l'improviste, les entraînant à sa poursuite, et leur échappant toujours. Sir Arthur fut chargé de le rejoindre et de le combattre à tout prix. A force d'activité et de persévérance, il parvint à l'atteindre à Assye, dans le Deccan, le 23 septembre 1803. Le Mahratte avait dix mille hommes d'infanterie commandés par des officiers européens, quarante mille chevaux et cent pièces de canon. Sir Arthur avait six ou sept mille hommes. La bataille fut sanglante et longtemps disputée; Wellesley eut deux chevaux tués sous lui, perdit le tiers de ses soldats, mais l'ennemi fut écrasé. Une dernière et décisive victoire, celle d'*Argaum*, mit fin à la guerre en amenant la soumission définitive de Scindiah. Les habitants de Calcutta élevèrent un monument en l'honneur de Wellesley, qui fut nommé général et créé chevalier de l'ordre du Bain.

Trois ans plus tard, en 1806, nous retrouvons le vainqueur d'*Assye* et d'*Argaum* tranquillement occupé à faire manœuvrer une brigade dans une petite ville de l'Angleterre. Toutefois Wellesley ne languit pas longtemps dans l'inaction; les habitants de Newport, dans l'île de Wight, le nommèrent député à la Chambre des Communes. C'est dans cette même année 1806 qu'il épousa miss Pakenham, jeune dame irlandaise, sœur du comte de Longfort. J'ai ouï raconter à ce sujet une anecdote qui est caractéristique, si elle est vraie. Il paraîtrait que ce mariage avait été arrêté avant le départ de sir Arthur pour l'Inde, et c'était alors un mariage d'inclination; dans l'intervalle, miss Pakenham fut atteinte d'une affreuse petite-vérole qui laissa sur son visage des traces cruelles; à son retour, sir Arthur, déjà refroidi par l'absence, trouva sa fiancée méconnaissable : ne pouvant plus l'épouser par inclination, et ne voulant pas manquer à sa parole, il l'épousa par devoir. Cette union ne fut, dit-on, pas très heureuse.

En 1807, après la chute du parti de Fox et de lord Grenville, Wellesley fut nommé secrétaire d'État pour l'Irlande, sous la vice-royauté du duc de Richmond. Le jeune général ne resta pas longtemps dans ce nouveau poste. Lorsque fut décidée l'agression brutale de l'Angleterre contre le Danemark, sir Arthur fut attaché à l'expédition sous les ordres de lord Cathcart; c'est lui qui commandait dans l'affaire de Kioge, où fut défait le général danois Linsmar; et après le bombardement de Copenhague, il fut chargé de recevoir la capitulation de la ville.

Jusqu'ici les grandes batailles livrées par sir Arthur dans l'Inde avaient eu peu de retentissement en Angleterre; il n'était pas encore au premier plan, et c'est à ce moment seulement, en 1808, que commença la période brillante de sa vie militaire. L'Espagne, envahie par Napoléon, se soulevait de toutes parts; le Portugal, occupé par Junot, commençait à secouer le joug de cet Ajax étourdi et tracassier. L'Angleterre, fidèle à sa haine contre Napoléon, s'empressa de saisir l'occasion d'une lutte nouvelle. Sir Arthur Wellesley, qui venait d'être nommé lieutenant-général, fut chargé du commandement de la division dirigée d'abord sur la Corogne. Assez mal accueilli par les patriotes galliciens, le général se décida à tourner du côté d'Oporto et à débarquer en Portugal. Un premier engagement avec les troupes de Junot eut lieu à Roliça; quelques jours après, le 21 août, à Vimiero, Wellesley força Junot à se retirer précipitamment sur Lisbonne. Dès le lendemain, l'arrivée soudaine de sir Hugh Dalrymphe, nommé général en chef, empêcha le vainqueur de profiter de sa victoire. Le 30 du même mois fut signée la fameuse capitulation de Lisbonne, connue sous le nom de convention de *Cintra*. Les Français devaient évacuer le Portugal avec armes et bagages, et repasser en France aux frais de l'Angleterre. En même temps que Napoléon témoignait son mécontentement à Junot, l'Angleterre traduisait le général Dalrymphe devant une cour martiale. Sir Arthur Wellesley

s'empressa d'accourir à Londres pour venir défendre au sein du Parlement un acte dont la responsabilité ne pesait pas sur lui. Dalrymphe n'en fut pas moins dépossédé de son commandement et remplacé par sir Arthur lui-même, qui revint à Lisbonne le 22 avril 1809. On a vu ailleurs [1] comment Soult, qui venait d'entrer en Portugal, livré à lui-même et privé de la coopération de Victor, fut surpris à Oporto par le général anglais, et forcé de revenir sur ses pas en exécutant cette belle retraite dont la hardiesse étonna Wellesley lui-même, qui s'en est toujours souvenu, et la cite encore aujourd'hui comme une merveille de tactique.

Le Portugal une fois complètement évacué par les Français, sir Arthur reçoit l'ordre de pénétrer en Espagne pour concerter un plan de campagne avec la Junte. Il arrive à Almaraz, opère sa jonction avec le général espagnol Cuesta, et livre le 21 juillet 1810, au maréchal Victor et au roi Joseph, la bataille incertaine de Talaveira. Des deux parts on chanta victoire. Le parlement anglais vota des remercîments à sir Arthur, en y ajoutant une annuité de *deux mille livres sterling*. Le roi l'éleva à la pairie avec le titre de lord vicomte Wellington de Talaveira. Victor fut obligé de se replier sur Madrid; mais Wellington ne put marcher en avant. Soult et Ney arrivaient rapidement sur lui de l'Estramadure, avec des forces supérieures; d'autre part, Masséna entrait en Portugal. Il se hâta de repasser le Tage, pour couvrir Lisbonne. C'est alors que furent exécutées par lui ces fameuses lignes de *Torres Vedras*, qui s'étendaient de la mer au Tage, retranchements formidables, où le talent de la fortification se déployait dans tout son luxe, et devant lesquelles Masséna recula d'étonnement.

Bientôt ce dernier, isolé, ne recevant de France ni argent, ni vivres, ni soldats, ne put se maintenir en Portugal; il opéra sa retraite. Wellington rentra en Espagne, se porta sur Ciudad-Rodrigo, qu'il enleva d'assaut, après onze jours de tranchée ouverte; Badajoz subit le même sort, et alors, à la tête d'une armée formidable, composée d'Anglais, de Portugais et d'Espagnols, Wellington pénétra résolument en Castille, et livra la célèbre bataille des Arapiles, où il battit Marmont, ce général habile, mais si constamment malheureux. A la nouvelle de cette défaite, Soult, occupé à faire le siége de Cadix, quitte l'Andalousie et arrive en toute hâte, combine ses mouvements avec Souham, successeur de Marmont; tandis que Wellington, retenu avec toute son armée devant la citadelle de Burgos, par une centaine d'hommes commandés par l'intrépide général français Dubreton, voit tout-à-coup sa ligne compromise, perd l'offensive, et est obligé d'opérer rapidement sa retraite sur le Portugal.

Cependant Napoléon, épuisé d'hommes par la désastreuse campagne de Russie, dégarnissait de plus en plus l'Espagne. Lord Wellington se rend à Cadix en 1813, pour communiquer en personne avec la Régence. La jalousie espagnole, jusqu'alors rebelle, cède enfin à une supériorité si bien constatée, et lord Wellington est salué du titre de généralissime des trois armées combinées de l'Angleterre, du Portugal et de l'Espagne, et investi d'un pouvoir suprême.

C'est alors qu'il commença cette campagne brillante de 1813 et 1814, qui reste aujourd'hui son plus beau titre de gloire. Je ne puis le suivre ici dans toutes ses opérations, depuis la journée de Vittoria, si funeste pour nos armes, jusqu'à la victoire indécise de Toulouse. Remarquons cependant, et cela sans prétendre aucunement rabaisser les talents de lord Wellington, que les circonstances lui furent merveilleusement favorables. L'armée française était démoralisée, disséminée, et sans cesse affaiblie par Napoléon, qui lui enlevait ses meilleurs soldats pour la lutte terrible qu'il soutenait alors en Allemagne. Nos généraux, débarrassés de cette main de fer qui les domptait, les maintenait dans la ligne du devoir, et les poussait en avant, donnaient carrière à toutes leurs petites vanités, agissaient isolément, sans direction commune, sans unité, et partant sans résultat. L'impéritie de Joseph Bonaparte était peu propre à obvier à ces inconvénients. L'arrivée de Soult, qui accourait du champ de bataille de Bautzen, rétablit un peu nos affaires. Wellington se trouva en face d'un stratégiste consommé. Des deux parts les manœuvres furent habiles; mais l'ennemi était trop supérieur en nombre, et Wellington franchit les Pyrénées. Il est inutile de revenir sur ce qui a été dit ailleurs au sujet de la bataille de Toulouse; contentons-nous d'ajouter que, dans ses dépêches, Wellington avoue lui-même, avec une parfaite candeur, qu'à son entrée dans la ville, après le départ des troupes françaises, il y trouva, pour tout trophée, *une* pièce de canon; encore était-elle, je crois, démontée.

Toute cette partie des dépêches, relative à la campagne d'Espagne et de France, est du plus

[1] Voir la biographie du maréchal Soult, page 20.

haut intérêt pour l'appréciation des qualités particulières du noble duc. C'est un singulier homme de guerre que celui-là. Ce n'est ni un sabreur intrépide dans le genre de Murat ou de Ney, ni un stratégiste audacieux, riche d'expédients et de ressources, comme Soult ou Masséna. C'est encore moins une tête épique, féconde en créations gigantesques et soudaines, à la manière de Napoléon. C'est tout bonnement le général le plus anglais des trois royaumes. Le flegme, l'énergie et la ténacité se combinent en lui dans des proportions immenses. Il accepte la bataille, mais il ne la livre jamais ou presque jamais. Il est quelquefois mou ou imprudent dans l'attaque, mais il est toujours admirable dans la résistance. Rien ne l'étonne, rien ne le trouble, rien ne l'émeut, et l'enthousiasme lui est aussi parfaitement étranger que le découragement. On a remarqué que dans ces douze énormes volumes, tout entiers consacrés à des opérations militaires, le mot *gloire* n'est pas prononcé une seule fois. Pour Wellington c'est un mot vide de sens. Il ignore ou dédaigne les ressources de la harangue; il n'a pas non plus cette simplicité sublime de Nelson, qui se contentait de dire à ses marins, une heure avant la bataille de Trafalgar : « L'Angleterre attend de vous que chacun aujourd'hui fera son devoir. » Le fond de toutes les allocutions du duc de Wellington peut se réduire à peu près à ceci : « Vous êtes bien vêtus, bien payés, bien nourris; celui d'entre vous qui ne fera pas son devoir sera pendu. » Joignez à cela une exactitude de négociant, un amour de l'ordre poussé jusqu'à la minutie, et le respect le plus scrupuleux pour tous ces pauvres petits droits que la guerre foule si souvent aux pieds. Ce généralissime de trois armées aligne des chiffres comme Barême, distribue à chacun de ses corps, en même temps et sur le même ton que le blâme ou la louange, son contingent de capotes, de souliers, de vivres et d'argent.

Il y a, à ce sujet, une page curieuse : c'est une lettre de lord Wellington à lord Bathurst, datée de Saint-Jean-de-Luz, où le duc se plaint très amèrement et très longuement au ministre. Le gouvernement le laisse, dit-il, manquer de tout. Il lui est impossible de vaincre sans argent; l'armée est accablée de dettes; et, pour compléter ce tableau, il ajoute, avec un accent parfait de vérité : « Je n'ose pas sortir de ma maison à cause des créanciers qui m'assiégent publiquement pour demander le paiement de ce qui leur est dû. » Veuillez bien vous rappeler que Wellington est alors en pays ennemi, et qu'il a près de cent mille hommes sous les armes; souvenez-vous de la manière dont certains de nos généraux payaient leurs dettes en Italie et en Espagne, et peut-être trouverez-vous quelque chose de bizarre dans ce vainqueur qui se cache dans sa maison pour échapper aux créanciers de son armée. Grâce à cette rigidité morale, lord Wellington était parvenu à donner aux troupes anglaises une tenue parfaite de discipline; mais il n'avait pas peu à faire pour mettre sur le même pied ce ramassis d'Espagnols et de Portugais qui se précipitaient sur la France comme sur une proie destinée à les dédommager amplement des misères semées chez eux par nos conquêtes. « Je commande, écrit-il quelque part, les plus grands coquins (*the greatest rascals*) de toutes les nations du monde. » Et il ne trouve pas de meilleur moyen pour les empêcher de piller, que de les tenir sous les armes des journées entières. Un jour, un brave homme des environs de Bayonne écrit au généralissime pour lui demander des nouvelles d'une jument à lui et d'un fusil de chasse que les Espagnols lui ont volés; et voilà lord Wellington qui, entre une bataille livrée et une bataille à livrer, se met en quête de la jument et du fusil. Ne pouvant parvenir à les découvrir, il écrit au réclamant une lettre délicieuse de bonhomie, où il lui fait part de l'inutilité de ses recherches, et l'invite à venir lui-même au quartier-général, pour l'aider à trouver la jument et le fusil.

Après l'abdication de Napoléon, lord Wellington arriva à Paris, mais il n'y passa cette première fois que très peu de temps. Élevé au rang de duc (il avait déjà été nommé feld-maréchal après la bataille de Vittoria), il fit à Londres un voyage triomphal, et ne tarda pas à être envoyé au congrès de Vienne comme représentant de l'Angleterre. Les Viennois l'accueillirent avec empressement. M. de Metternich le fêta à sa manière, qui est un peu celle de Catherine de Médicis; et comme, sous son extérieur grave et froid, l'illustre guerrier est constitué à la Henri IV, qu'il a le faible des grandes âmes, et que les beautés autrichiennes sont très sensibles à la gloire, ses succès furent nombreux et de plus d'un genre. Le congrès *danse* et ne *marche* pas, disait le spirituel prince de Ligne, et au même moment éclatait comme une bombe la nouvelle du débarquement de Napoléon.

A Vienne on avait peine à croire à cet acte, qu'on qualifiait de folie; les plus fortes têtes déclaraient

que Napoléon périrait à son premier pas. Lord Wellington connaissait mieux son homme et la France : « S'il est débarqué, il est à Paris, » dit-il à quelqu'un ; et il s'empressa de se mettre à la disposition du congrès, qui le nomma généralissime des armées alliées. Cela fait, il se rendit en toute hâte dans les Pays-Bas, pour y concerter un plan de campagne avec Blücher, et triompher une dernière fois dans le plus meurtrier de tous ces combats de géants qui forment l'Iliade impériale.

Tout le monde connaît l'histoire, ou plutôt tout le monde a lu une histoire de la bataille de Waterloo; or, comme il y en a au moins cinquante dont pas une ne ressemble à l'autre, je n'ai pas envie de me poser moi cinquante-unième stratégiste de cabinet, pour discuter la question de savoir si réellement Wellington a été surpris dans ses cantonnements, comme le dit Napoléon, ou non surpris, comme le dit Wellington, et après lui Walter Scott; si la bataille était gagnée par les Français quand les Prussiens arrivèrent, comme le dit Napoléon; si elle était indécise, comme le dit Blücher, ou gagnée par les Anglais, comme le dit Wellington; si c'est la faute de Grouchy, comme le dit Napoléon, ou si Grouchy n'a pu mieux faire, comme le disent Grouchy et le général prussien Müffling.

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'armée anglaise, inférieure en nombre, a soutenu sans se rompre, pendant cinq heures, suivant les uns, et pendant sept heures, suivant les autres, les attaques acharnées des premières troupes de l'Europe, commandées par le plus grand homme de guerre des temps modernes. Napoléon dit [1] lui-même que les Anglais ont été admirables. Il ajoute que les dispositions de Wellington ont été pitoyables. Mais comment expliquer alors que des troupes, quelque valeureuses qu'elles soient, placées dans une mauvaise position, commandées par un mauvais général, résistent toute une journée aux charges réitérées des cuirassiers de Kellermann, au choc de la vieille garde dirigée par Ney, et aux manœuvres de Napoléon? Car enfin il est positif que quand les Prussiens arrivèrent, quand Bulow attaqua à l'arrière-garde, les régiments écossais s'étaient fait écharper sans perdre un pouce de terrain; les avantages partiels remportés par les Français au bois d'Hougoumont et à la ferme de la Haie-Sainte avaient été presque aussitôt regagnés que perdus.

[1] Voir le tome VII du *Mémorial de Sainte-Hélène.*

Il me semble plus juste et plus vrai, non pas de comparer deux hommes dont l'un est incomparable, ce serait faire injure à lord Wellington lui-même qui en toute occasion a dit de Napoléon : « C'est notre maître à tous, » mais de placer du moins en regard de cet aigle posté sur les hauteurs de la ferme de la *Belle-Alliance*, le léopard anglais acculé aux flancs du Mont-Saint-Jean. A celui-là l'impétuosité sublime de l'attaque, à celui-ci la froide ténacité de la résistance; le duc de Wellington vit sans sourciller tout son état-major, moins un seul homme, tomber autour de lui. Six cents officiers et quinze mille soldats jonchaient le sol, tués ou blessés; et il est hors de doute que, sans l'arrivée de Blücher, l'armée anglaise, épuisée par de longs efforts et des attaques sans cesse renaissantes, eût été forcée à la retraite; mais dans tous les cas la bataille eût été noblement perdue.

Les événements qui suivirent sont trop universellement connus pour qu'il soit nécessaire d'en parler au long. Disons seulement à la louange du duc de Wellington, qu'après la capitulation de Paris il s'opposa de tout son pouvoir aux brutalités de Blücher, espèce de Vandale qui ne rêvait que feu et sang. Nommé généralissime de l'armée d'occupation, et résidant à Paris en cette qualité, le duc laissa échapper une belle occasion d'être grand; le maréchal Ney, mis en jugement, s'adressa à lui en invoquant l'article 12 de la capitulation de Paris, et la maréchale vint elle-même implorer son appui. Lord Wellington répondit que l'article 12, comme tous les autres, n'avait trait qu'à la question militaire; qu'il avait été destiné à garantir les personnes qui y sont désignées contre les troupes alliées seulement, mais qu'il n'avait pas et ne pouvait pas avoir eu pour but de préjuger en rien la position de ces mêmes personnes au vis-à-vis du gouvernement actuellement existant, ou de celui qui devait être appelé à lui succéder. Cette argumentation peut certainement se soutenir, et le caractère bien connu du duc de Wellington ne permet guère de douter qu'il ne fût de bonne foi; mais combien il eût été plus beau à lui, qui était tout-puissant alors, d'affronter le courroux de Castlereagh et de dire à Louis XVIII : « Je prends cet homme sous ma sauvegarde; nous nous sommes vus souvent sur le « champ de bataille, et récemment encore il est « venu braver intrépidement le feu de mes soldats : « c'est un héros; je ne veux pas qu'il périsse de la « mort des traîtres. » Ney eût été sauvé, et l'Europe entière eût applaudi lord Wellington. L'illustre

Anglais ne comprit pas cela; sa raison froide et sèche se prête peu aux inspirations spontanément généreuses; ses qualités sont négatives. Il ne fait pas ce qui est mal; et quand il fait le bien, c'est toujours dans les strictes limites du devoir. Comment expliquer pourtant cet autre fait qui pèsera sur sa mémoire? Lord Wellington passe à juste titre, car il ne l'a jamais démenti, pour l'auteur principal de la dure captivité de Napoléon; on dit qu'il désigna lui-même l'affreux rocher de Sainte-Hélène. Et à son tour, le grand empereur au lit de mort, prêt à paraître devant Dieu, descend jusqu'à écrire sur son testament le nom de l'homme qui avait tenté en 1818 d'assassiner son ennemi. De ces deux faits je ne sais quel est le plus triste. En les citant, j'ai pensé au testament de Louis XVI pardonnant à ses juges, et au *Prince Noir* servant lui-même à table un roi vaincu.

Après l'évacuation du territoire français et le traité d'Aix-la-Chapelle, lord Wellington retourna à Londres, comblé d'honneurs, et possesseur d'une fortune immense. Alors commença sa carrière politique. Appelé à siéger à la Chambre des Lords, il accepta la place de grand-maître de l'artillerie, sous le ministère de lord Liverpool. A l'avènement de Canning, il fut envoyé au congrès de Vérone, où il lutta de son mieux contre l'intervention de la France en Espagne. « On caressait en vain, dit « M. de Châteaubriand [1], le successeur de Marl« borough pour le faire sortir de la politique de « son pays. On y perdait son temps. Sa Grâce, pour « se désennuyer de nous, cherchait à Vérone quel« que *Des Ursins* qui pût écrire à la marge de nos « dépêches interceptées : *Pour mariée, non.*

Le duc d'York, frère du roi, étant mort en 1827, lord Wellington fut appelé à le remplacer dans la dignité de commandant en chef des armées anglaises; et bientôt après commence à se dessiner dans la Chambre des Lords son opposition contre les tendances libérales de Canning. Après la mort de ce dernier, le faible ministère de lord Goderich ne put arrêter longtemps l'entrée des tories au pouvoir, et, en janvier 1828, le duc de Wellington fut nommé premier lord de la Trésorerie. Sir Robert Peel fut l'orateur et le représentant de ce cabinet à la Chambre des Communes. Tory de naissance et de cœur, mais tory éclairé, lord Wellington parvint, à force de franchise, à donner à son ministère une sorte de popularité. Entraîné par l'empire des idées, il cédait sans dissimuler ses répulsions et sans feindre des sympathies qu'il n'éprouvait pas, mais il cédait. C'est ainsi qu'il appuya le bill d'émancipation en le déclarant fâcheux; c'est ainsi qu'il qualifia la victoire de Navarin d'événement funeste (*untoward event*). Le contre-coup de juillet l'ébranla fortement; il ne chercha point à le parer. Lorsque fut présenté, en 1830, le bill de réforme, lord Wellington déclara qu'il combattrait hautement tout projet de réforme, et, à la première occasion, il s'empressa de céder la place au ministère whig de lord Grey. En 1832, il reparut un instant aux affaires sous la présidence de M. Peel, et se retira presque aussitôt. Depuis, malgré les nombreuses infirmités qui l'ont atteint, le vieux soldat n'a pas cessé de prendre une part active aux affaires de son pays. Il a parlé sur les questions les plus importantes, toujours avec cette gravité et cette froide raison qui le caractérisent.

Plusieurs biographes font dire à madame de Staël que lord Wellington est un *homme borné.* Je ne sais trop où l'on a pris cela, et je soupçonne très fort le premier auteur de la découverte de l'avoir inventée; outre que le mot est en désaccord avec l'opinion de tous ceux qui ont vu lord Wellington à Paris, et l'enthousiasme bien connu de madame de Staël pour lui, il jure singulièrement avec certaines pages flamboyantes des *Considérations sur la révolution française*, où le noble duc est exalté bien au-delà de ses mérites. Il est évident qu'en politique lord Wellington n'est pas un aigle, qu'il s'entend peut-être mieux à gouverner une armée qu'une nation; mais il est incontestable aussi que là encore il a déployé certaines qualités de fermeté, d'activeté et d'élévation qui sont bien à lui. Aux affaires comme à la guerre, ce qui a fait surtout la prépondérance de lord Wellington, c'est une assurance imperturbable qui n'est pas de la forfanterie, mais qui prend bien plutôt sa source dans une sorte de fatalisme instinctif que Napoléon raillait tout en le professant au fond pour le moins autant que César. Je ne saurais mieux exprimer ma pensée à ce sujet qu'en rapportant ce plaisant propos, que tenait dernièrement, un jour de grande réception à l'ambassade d'Angleterre, un Français très haut placé, en montrant lord Wellington : « Voyez-vous le duc, disait-il, qui lutte vaillam« ment contre sa goutte, et s'efforce, dans son ha« bit doré de gardien des *cinq ports*, de se poser « en Hercule, ainsi que l'a représenté Chantrey à « Hyde-Park; eh bien! ce personnage a une telle

[1] *Congrès de Vérone.*

« confiance en son étoile, que si quelqu'un fût venu « lui dire il y a six mois : La reine vous attend à « Westminster pour vous épouser, vous et vos « soixante-et-onze ans, il serait à l'instant parti « du pied gauche en rajustant son ceinturon, « commme un homme qui va faire la chose la « plus simple et la plus naturelle du monde. »

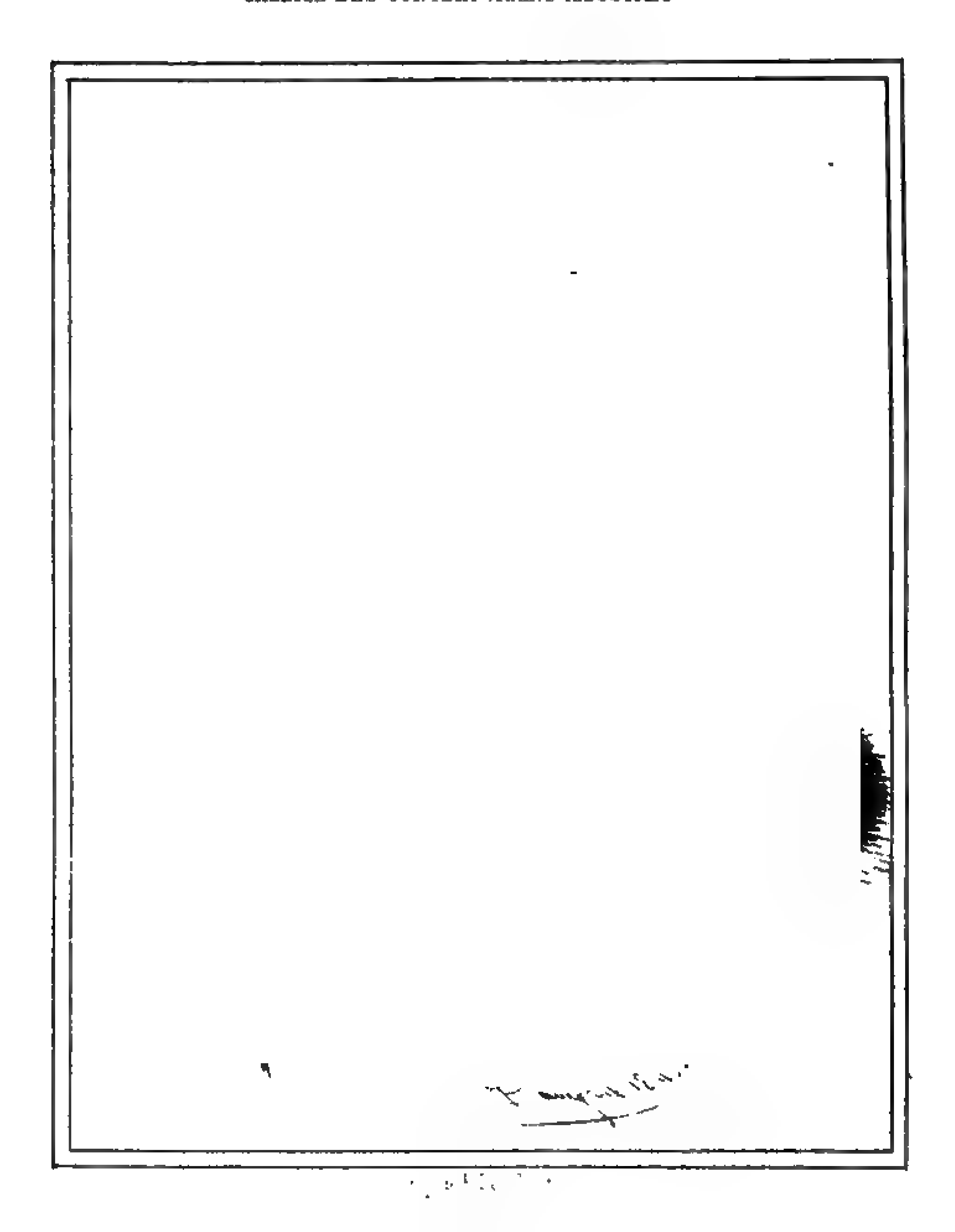
En résumé, quand le duc de Wellington ne sera plus, l'Angleterre aura à regretter sa plus haute capacité militaire depuis Marlborough ; et si elle ne perd pas en lui un grand génie politique, elle perdra certainement un grand caractère [1].

[1] On ne lira peut-être pas sans intérêt les détails suivants sur l'intérieur du duc de Wellington : ils sont extraits d'un article dû à la plume d'un écrivain distingué, M. de Capefigue :

« .... Sa vie intime est toute militaire : il est entouré à Appley-House des tableaux de toutes ses batailles, depuis l'Inde jusqu'à Waterloo ; sa campagne de prédilection est celle d'Espagne : on dirait qu'elle se mêle à des souvenirs de jeunesse sous un ciel inspirateur ; le duc de Wellington est entouré de vieux amis : il aime la société qui lui rappelle ses faits d'armes. Il est fort lié avec tout le corps diplomatique, et particulièrement avec le comte Pozzo di Borgo, dont il fait sa compagnie habituelle; il reçoit fastueusement, avec tout l'éclat d'une immense fortune et la grandeur de l'aristocratie anglaise. Souvent il jette un regard avec amertume sur sa popularité passée, et plus d'une fois il montre les fenêtres grillées de son palais pour éviter les pierres que le peuple a jetées à travers ses glaces et ses brillantes dorures. « Quel contraste, disait-il un jour au comte « Pozzo di Borgo ! souvenez-vous de ma popularité après « Waterloo et à mon entrée à Londres en 1815, et voyez « l'état de disgrâce dans lequel je me trouve aujourd'hui « vis-à-vis de ce peuple ! » Le duc de Wellington aime qu'on le compare à Marlborough et à Nelson, les deux héros de l'Angleterre. »

Traçant ensuite un court parallèle entre le duc de Wellington et le plus grand guerrier des temps modernes, M. de Capefigue termine son article par ces réflexions pleines de sens et de vérité :

« Il serait curieux de voir aujourd'hui l'empereur à l'âge du duc de Wellington, et de comparer ces deux grandes carrières à l'extrémité de la vie. Il y eut pourtant deux tristes actes dans ces caractères et qui pèseront dans l'histoire. Le duc de Wellington, qui avait combattu l'empereur des Français sur le champ de bataille, souffrit qu'il mourut captif à Sainte-Hélène, et Napoléon a jugé trop étroitement l'habileté et l'art militaire du duc de Wellington ; et comme pour ajouter une petite jalousie indigne de son génie, Napoléon fit un legs à l'homme qui avait tenté d'assassiner le duc de Wellington ! C'est ainsi que, pour montrer nos infirmités, Dieu a placé dans les caractères humains des taches qui font voir la fragilité et l'égalité de tous dans la vie et dans la mort. »



M. Guizot.

> Il n'y a de pouvoir véritable que le pouvoir respecté, et c'est à la supériorité seule que le respect peut échoir.
>
> GUIZOT. Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France. 1821, p. 171.
>
> Nos principes et nos goûts sont connus. Nous sommes essentiellement conservateurs et gouvernementaux, car selon notre conviction profonde, dans l'intérêt de la liberté comme de l'ordre, de la dignité comme de la sécurité nationale, c'est surtout de gouvernement et de conservation que la France a besoin.
>
> Revue française. Avril 1838.

Le 8 avril 1794, trois jours après la sanglante victoire de Robespierre sur Danton, Camille Desmoulins et les hommes du *Comité de clémence*, l'échafaud se dressait à Nîmes pour un avocat distingué, suspect aussi de résistance aux volontés du terrible triumvirat, et la désolation était venue s'asseoir au foyer d'une des plus honnêtes familles du pays. Une femme éplorée demandait à Dieu la force de subir une immense douleur, car à l'heure même le bourreau la faisait veuve et ses deux enfants orphelins. L'aîné, à peine âgé de sept ans, portait déjà sur sa figure sérieuse et méditative l'empreinte d'une raison précoce. L'infortune est comme une serre chaude : on grandit vite à son contact; or, cet enfant qui n'eut pas d'enfance, c'était François-Pierre-Guillaume Guizot.

Né protestant, le 4 octobre 1787, sous l'empire d'une législation haineuse qui refusait à ses parents une union légale, à lui un nom et un état civil, M. Guizot voyait du même coup la révolution lui rendre définitivement sa place au soleil et lui faire payer ce bienfait du sang de son père. Si nous avions la prétention de faire autre chose qu'une biographie, peut-être trouverions-nous dans ce concours de circonstances le premier germe d'une anthipathie presque égale chez l'homme d'État pour les monarchies absolues et les gouvernements démocratiques.

Après la funeste catastrophe dont nous venons de parler, Mme Guizot quitta la ville qui lui rappelait d'amers souvenirs, pour aller à Genève chercher des consolations auprès de sa famille et une éducation solide pour ses enfants. Le jeune Guizot, placé au Gymnase de Genève, se jeta dans l'étude avec passion. Ses premiers, ses seuls jouets furent des livres; et au bout de quatre ans l'écolier lisait dans leur idiome Thucydide et Démosthènes, Cicéron et Tacite, Le Dante et Alfieri, Schiller et Goethe, Gibbon et Shakespeare. Ses deux dernières années de collége furent spécialement consacrées aux études historiques et philosophiques. Cette dernière partie de la science eut pour le jeune homme un attrait puissant. Son esprit, doué par la nature d'un caractère particulier de force logique poussée jusqu'à la rudesse, se trouva merveilleusement à l'aise pour se développer et mûrir au sein de cette petite république génevoise, qui a conservé quelque chose de la physionomie savante et inflexible de Jean Calvin son patron.

Après avoir, en 1805, couronné ses études par de brillants succès, M. Guizot vint à Paris pour faire son droit; on sait que l'École de droit avait disparu au milieu du tourbillon révolutionnaire. En traitant des sommités de notre barreau, nous aurons à parler plus tard de quelques établissements particuliers formés alors pour suppléer à

cette lacune. Disons seulement que M. Guizot, peu soucieux d'un enseignement incomplet, prit le parti de demander la science aux méditations de la solitude. A la fois pauvre et fier, austère et ambitieux, le jeune homme se trouvait jeté dans un monde d'intrigue, de silence et de frivolité. La période du Directoire à l'Empire est une époque multiforme, indécise et blafarde comme toutes les époques de transition. Violemment refoulé par la tourmente révolutionnaire, le flot social n'a pas tout-à-fait repris son cours; de toutes les idées jetées à terre, beaucoup se redressent, mais pâles, énervées, chancelantes et comme étourdies encore du coup terrible qui les a frappées. Quelques esprits supérieurs s'efforcent déjà de pousser dans une voie nouvelle cette société qui renaît de ses ruines; mais la masse, longtemps sevrée des jouissances matérielles, n'aspire qu'à dépenser bien vite les jours de repos qu'elle craint de voir trop tôt finir. De là ce caractère de surexcitation générale et ce débordement de mœurs qui nous ramène presque aux plus beaux temps de la Régence.

La nature rigide et sérieuse de l'écolier génevois suffit à le défendre de la contagion. La première année de son séjour à Paris fut pour M. Guizot une année de tristesse et d'isolement. Il se replia sur lui-même comme tous les hommes qui se sentant forts manquent de point d'appui pour faire essai de leurs forces.

L'année suivante, il fut attaché, en qualité de précepteur, à la maison de M. Stapfer, ancien ministre de Suisse à Paris, auprès duquel il trouva une hospitalité presque paternelle et des trésors de science philosophique propres à diriger et activer son développement intellectuel. Ces relations nouvelles lui ouvrirent l'entrée du salon de M. Suard, où se réunissaient alors les esprits les plus distingués de l'époque, et c'est là qu'il vit pour la première fois la femme qui devait exercer sur sa vie une si noble et si heureuse influence.

On connaît assez généralement la circonstance un peu romanesque qui prépara le mariage de M. Guizot. La voici pour ceux qui l'ignorent :

Née d'une famille distinguée, mais ruinée par la révolution, Mlle Pauline de Meulan avait trouvé des ressources dans une instruction aussi solide que variée, et pour soutenir sa famille, elle s'était jetée dans la rude et dévorante carrière du journalisme : elle rédigeait *le Publiciste*, lorsqu'une maladie grave, née d'un excès de travail, l'obligea d'interrompre des occupations si nécessaires au bien-être de ceux qu'elle aimait; elle allait se trouver dans une position critique, elle se désespérait, lorsqu'un jour elle reçoit une lettre anonyme où on la prie de se tranquilliser et où on lui offre de remplir sa tâche pendant tout le temps que durera sa maladie. Cette lettre était accompagnée d'un article parfaitement écrit et dont les idées et le style se trouvaient, par un raffinement de délicatesse, exactement calqués sur la manière de Mlle de Meulan, qui accepta l'article, le signa, et régulièrement en reçut un semblable jusqu'à la fin de sa convalescence. Profondément touchée de ce procédé, Mlle de Meulan ne se fit pas faute de conter son aventure dans le salon de M. Suard, s'épuisant en recherches et ne pensant guère à un jeune homme pâle et sérieux, qu'elle connaissait à peine et qui l'écoutait gravement se livrer à toutes sortes de conjectures. Supplié avec instances par la voie du journal de se faire connaître, le généreux anonyme se décida enfin à venir en personne recevoir des remercîments bien mérités. C'était le même jeune homme de tout-à-l'heure; et cinq ans après, Mlle de Meulan s'appelait madame Guizot.

Durant ces cinq années, la vie de M. Guizot fut remplie par divers travaux littéraires. En 1809 il publia un premier ouvrage, le *Dictionnaire des synonymes*, dont l'introduction, consacrée à l'appréciation philosophique du caractère particulier de la langue française, révèle déjà cet esprit de précision et de méthode qui distingue M. Guizot. Vinrent ensuite les *Vies des poètes français*, puis la traduction de Gibbon, enrichie de notes historiques du plus haut intérêt, et enfin la traduction d'un ouvrage de Rehfus, l'*Espagne en* 1808, publié aussi vers cette époque.

L'espace nous manque pour analyser ces premières productions : quel que soit leur mérite intrinsèque, d'autres plus importantes les ont depuis fait oublier. Disons seulement, et par là on jugera de la portée d'esprit de leur auteur, que ces divers travaux ont été accomplis avant 25 ans.

Son talent était déjà assez connu pour qu'en 1812 M. de Fontanes l'attachât à l'Université en le nommant suppléant de la chaire d'histoire à la faculté des lettres. Peu de temps après, M. Guizot arriva à la possession complète de cette chaire d'*histoire moderne* où il a laissé de si glorieux souvenirs. Là se nouèrent ses relations d'intimité avec M. Royer-Collard, alors professeur d'histoire de la philosophie. Ces deux âmes de même trempe subirent une attraction mutuelle.

Cette première partie de la vie de M. Guizot fut exclusivement littéraire. On a essayé d'en faire dès ce moment un légitimiste ardent, cabalant et conspirant dans l'ombre pour hâter le retour des Bourbons; nous n'avons rencontré aucun fait qui justifiât ces assertions. Par sa femme, par ses relations littéraires et par ses goûts, M. Guizot tenait, il est vrai, à un certain monde qui avait conservé, au milieu de la rudesse de l'Empire, les traditions d'élégance et de bon goût de l'aristocratie du dernier siècle; une sorte de vernis philosophique était assez à l'ordre du jour parmi les lettrés de ce monde-là, que Napoléon désignait volontiers sous la dénomination générale d'*idéologues*. On y faisait en effet de l'idéologie beaucoup, mais de la politique très peu; et l'on sait d'ailleurs qu'il fallut que la plume tant aimée du *Chantre des martyrs* se dévouât tout entière pour raviver le souvenir presque oublié des Bourbons au cœur d'une génération qui n'avait pas vu leur chute.

Les événements de 1814 trouvèrent M. Guizot dans sa ville natale, à Nîmes, où il était allé revoir sa mère après une longue absence. A son retour, le jeune professeur dut à l'active amitié de M. Royer-Collard d'être choisi par l'abbé de Montesquiou, alors ministre de l'intérieur, pour remplir sous lui les fonctions de secrétaire-général.

C'est ici le premier pas de M. Guizot dans la carrière politique. Bien que placé dans une position secondaire en apparence, il est juste de dire qu'en raison de son incontestable talent, il ne fut pas sans exercer une notable influence sur les mesures administratives de ce temps-là. Les partisans de la cause libérale lui reprochèrent surtout d'avoir, conjointement avec M. Royer-Collard, directeur-général de la librairie, préparé cette loi sévère contre la presse, qui fut présentée aux Chambres de 1814 par M. de Montesquiou, et d'avoir pris place au comité de censure à côté de M. de Frayssinous.

D'autre part, la faction ultra-royaliste s'indigna de voir un mince bourgeois, un professeur, un protestant porté aux affaires à côté d'un abbé de cour, parler quelquefois d'équilibre constitutionnel, de pondération des pouvoirs, et tenter de concilier les idées monarchiques avec les intérêts nouveaux créés par la révolution. Aux yeux des uns il faisait trop peu, il faisait trop aux yeux des autres; le retour de l'île d'Elbe mit fin à cette position difficile. Après le départ des Bourbons, M. Guizot reprit ses fonctions à la faculté des lettres: et deux mois plus tard, lorsque la chute de Napoléon devint évidente pour tous, M. Guizot fut chargé, par les royalistes constitutionnels, d'aller à Gand plaider, disent ses amis, devant Louis XVIII la cause de la Charte, et insister sur la nécessité absolue d'éloigner des affaires M. de Blacas, considéré comme le chef du parti de l'ancien régime. Ce qui semblerait, du reste, prouver que ce fut bien là en effet la mission de M. Guizot, c'est qu'un mois après, à sa rentrée en France, Louis XVIII renvoya M. de Blacas et publia la proclamation de Cambrai, où il reconnaissait les fautes de son gouvernement et ajoutait à la Charte des garanties nouvelles.

Nous avons déjà parlé ailleurs[1] de la physionomie politique de la France dans les premières années de la seconde restauration. On sait quels violents orages agitèrent cette Chambre de 1815, composée d'éléments profondément hétérogènes, et où la majorité, plus royaliste que le roi, s'opposa constamment à toutes les mesures propres à rallier le pays à la dynastie des Bourbons. Dire qu'alors M. Guizot occupait le poste de secrétaire-général au ministère de la justice, sous M. de Barbé-Marbois, c'est dire que, tout en concédant beaucoup, trop peut-être, aux exigences du parti victorieux, il s'efforça d'arrêter, autant qu'il était en lui, l'esprit envahisseur des hommes de la royauté absolue. Sa première brochure politique, *du Gouvernement représentatif et de l'état actuel de la France*, qu'il publia comme réfutation d'un écrit de M. de Vitrolles, donna la mesure de ses idées gouvernementales, et le plaça dans les rangs de la minorité royaliste constitutionnelle, qui avait pour représentants à la Chambre MM. Royer-Collard, Pasquier, Camille Jordan et de Serres. C'est vers cette époque, après la victoire du parti modéré, la dissolution de la Chambre de 1815, et l'avènement du ministère Decazes, que s'introduisit dans le langage politique un mot nouveau; le dictionnaire de l'Académie française ne l'a pas consacré, faute peut-être de pouvoir lui appliquer une définition précise : il nous paraît important d'en donner, sinon la traduction (la chose serait fort difficile), du moins l'histoire.

On sait qu'avant 1789 les *doctrinaires* étaient une congrégation enseignante; M. Royer-Collard avait été élevé dans un collége de *doctrinaires;* et dans les débats de la Chambre son esprit logique

[1] Voir la biographie de M. de Châteaubriand, page 28.

et élevé l'amenant toujours à résumer la discussion sous une forme dogmatique, le mot de *doctrine* arrivait fréquemment sur ses lèvres, si bien qu'un jour un plaisant de la majorité royaliste s'écria : *Voilà bien les doctrinaires!* Le mot fut jugé neuf, et il resta comme définition, sinon claire, du moins absolue, de la fraction politique dirigée par M. Royer-Collard.

Expliquerons-nous maintenant l'origine de ce fameux *canapé de la doctrine,* qui éveille dans l'esprit des idées aussi vagues que le *divan de la Sublime-Porte?* Qu'est-ce donc que le canapé? Voici l'histoire du canapé.

On demandait un jour à M. le comte Beugnot, affilié aux doctrinaires, d'énumérer les forces de son parti. Notre parti, répondit-il, tiendrait tout entier sur ce *canapé.* Cet autre mot fit aussi fortune, et on le pressura si bien que le vulgaire en vint à se représenter le parti doctrinaire comme une agrégation de personnages semi-jésuites, semi-épicuriens, assis à la turque sur de moëlleux coussins et devisant pédantesquement de la chose publique.

Quant au sens politique du mot doctrinaire, nous déclarons en toute humilité ne le pas savoir. Il est de ceux que chacun traduit à sa guise. Aux yeux des uns, il signifie vertu et sagesse; aux yeux des autres, corruption et folie : à nos yeux, il ne signifie rien du tout. Laissons le mot, et revenons à l'homme.

On n'a pas oublié le mouvement de réaction qui fut la conséquence de l'assassinat du duc de Berri. Le ministère Decazes tomba; les plus fermes appuis du parti constitutionnel furent expulsés des affaires. MM. Royer-Collard, Camille Jordan, de Barante, sortirent du conseil d'État; M. Guizot en sortit avec eux; et, depuis cette époque jusqu'à l'avènement du ministère Martignac en 1828, sa vie politique ne fut qu'un perpétuel combat contre les tendances du ministère Villèle. En même temps que les intérêts nationaux de la France nouvelle trouvaient au sein des Chambres d'éloquents défenseurs, M. Guizot, trop jeune encore pour qu'il lui fût permis d'aborder la tribune, soutenait la même cause dans des écrits politiques dont le succès fut universel. Nous ne pouvons analyser ici la série entière des ouvrages de circonstance publiés par M. Guizot de 1820 à 1822. Dans l'un, il défend le système Decazes abattu par la contre-révolution comme révolutionnaire; dans l'autre, il discute la cause de ces conspirations quotidiennes qui lui paraissent insidieusement provoquées par les agents de l'administration pour les faire servir au renversement des institutions constitutionnelles. Ailleurs, dans son ouvrage sur *la Peine de mort en matière politique*, sans prétendre rayer complétement de nos lois la peine de mort, même en matière politique, il démontre, avec un style grave et élevé, que le pouvoir a tout intérêt à garder dans le fourreau une arme terrible qui transforme en persécuteurs ceux qui la font briller au soleil, et ceux qu'elle frappe, en martyrs.

De tous ces opuscules politiques que nous sommes obligé d'effleurer rapidement, il en est un qui nous paraît, à beaucoup d'égards, digne d'une mention spéciale. Dans son traité *des Moyens d'opposition et de gouvernement dans l'état actuel de la France*[1], M. Guizot mettant complétement à nu sa nature d'homme politique, donne à la fois l'explication de son passé et le secret de son avenir. Ce n'est pas une opposition ordinaire que celle de M. Guizot : il défend les libertés publiques, mais il les défend à sa manière, qui n'est pas celle de tout le monde; on dirait qu'il marche seul dans sa voie; et s'il est sévère pour les hommes qu'il combat, il ne l'est pas moins pour ceux qui combattent avec lui.

Pour M. Guizot, le méfait capital du ministère Villèle n'est pas dans l'abus du pouvoir en lui-même, mais bien plutôt dans les conséquences de cet abus qui met en péril le principe d'autorité en l'exposant à une lutte fatale.

Au rebours des autres polémiques, d'ordinaire purement négatives et dissolvantes, la polémique de M. Guizot est éminemment affirmative, gouvernementale et constituante. Quand le mot *droit* arrive sous sa plume, vous pouvez être sûr que le mot *devoir* n'est pas loin; et jamais il ne met le doigt sur le mal sans indiquer à l'instant ce qui lui paraît le remède.

Si l'exiguité de notre plan n'y mettait obstacle, nous aimerions à le suivre dans l'exposé de son programme politique. Il serait curieux de voir M. Guizot posant en principe qu'on ne remue les masses qu'avec des idées, reconnaissant que la révolution nous a légué deux dogmes politiques, la *souveraineté du peuple* et *l'égalité*, passés presque à l'état d'axiome, de telle façon qu'un pouvoir ne peut vivre qu'en s'appuyant plus ou moins sur eux; et alors s'emparant de ces deux princi-

[1] Publié en 1821.

pes, il les tourne et retourne, les décompose, les dissèque, et les passe au laminoir d'une logique tellement subtile, que d'orageux et terribles qu'ils étaient, il nous les rend si inoffensifs, si timides, qu'il faudrait être bien ombrageux, bien malappris pour ne pas les accueillir avec un amical sourire.

Resterait peut-être à savoir s'il est bien vrai, comme le dit M. Guizot, que la pensée publique aille jusque-là et pas plus loin. Mais, outre que l'examen de cette question nous entraînerait trop loin, nous avons hâte de laisser une analyse qui ne peut être qu'incomplète et fautive, pour rentrer dans l'historique des faits.

Au plus fort de sa lutte avec le ministère, M. Guizot développait dans sa chaire de professeur, au milieu des applaudissements d'un jeune et nombreux auditoire, les phases diverses du gouvernement représentatif en Europe depuis la chute de l'empire romain. Le ministère se vengea sur le professeur des attaques du publiciste; son cours fut interdit en 1825. — Rentré dans la vie privée après avoir passé par de hautes fonctions publiques, M. Guizot, alors comme aujourd'hui, était pauvre; sa plume lui restait. Renonçant à traiter les questions brûlantes du moment, il entreprit une série de grands travaux historiques que le biographe peut louer, car le mérite de M. Guizot, comme historien, n'a jamais trouvé de contradicteurs. Alors furent successivement publiés la *Collection des mémoires relatifs à la révolution d'Angleterre;* les deux premiers volumes de l'*Histoire de cette révolution;* la *Collection des mémoires relatifs à l'ancienne histoire de France*, et enfin les *Essais sur l'histoire de France*, ouvrage où M. Guizot porta la lumière au sein des ténèbres de nos origines nationales. En même temps, cet esprit infatigable dotait le public d'essais historiques sur Shakespeare et sur Calvin, d'une traduction des œuvres du dramaturge anglais, et d'un assez grand nombre de travaux de haute politique insérés dans la *Revue française*.

La modeste maison de M. Guizot était ainsi devenue une officine de science, lorsqu'en 1827 la mort vint lui ravir sa compagne de labeurs, cette femme aimée dont la haute raison et la force morale le soutenaient au milieu des agitations de sa carrière. Il y a quelque chose à la fois d'austère et de tendre dans cette scène funèbre d'adieux suprêmes de l'épouse à l'époux et à ce fils qui la suivra bientôt dans la tombe. Née catholique, madame Guizot, ne voulant pas être séparée de ceux qu'elle aime dans l'éternité, se fait protestante au seuil de la mort; et M. Guizot endort les douleurs de son agonie en lui lisant de sa voix grave et solennelle une des plus belles pages de Bossuet, l'oraison funèbre de la reine d'Angleterre.

A quelque temps de là, M. Guizot devenait un des membres les plus actifs de la société *aide-toi, le Ciel t'aidera,* dont le but était alors de défendre par toutes les voies légales l'indépendance des élections contre les influences du pouvoir.

Le ministère Villèle tomba, le ministère Martignac rendit M. Guizot à sa chaire et à sa jeunesse d'élite qui l'environnait alors de tant de sympathies. Quelque temps après l'avènement du ministère Polignac, M. Guizot entrait à la Chambre, élu par le collége de Lisieux, et votait l'adresse des 221, en ajoutant à son vote de sévères paroles : « La vérité, disait-il, a déjà assez de peine à pénétrer jusqu'au cabinet des rois : ne l'y envoyons « pas faible et pâle; qu'il ne soit pas plus possible « de la méconnaître que de se méprendre sur la « loyauté de nos sentiments. »

M. Guizot voulait forcer le pouvoir à vivre, mais le pouvoir s'obstina à mourir. Le 26 juillet il revenait de Nîmes à Paris; le 27, il rédigeait la protestation des députés contre les ordonnances, protestation plus respectueuse qu'hostile, et dont la forme révèle un esprit conservateur qui redoute une révolution plutôt qu'il ne la désire. Le pouvoir la jugea séditieuse, le peuple la trouva pâle et timide, les événements donnèrent raison au peuple.

Dans la réunion du 29, chez M. Laffitte, quand tous les esprits se livraient aux joies du triomphe, toujours exclusivement préoccupé de la nécessité imminente de régulariser la révolution, M. Guizot se lève le premier et insiste vivement sur l'urgence de constituer sans délai une commission municipale qui s'occupe spécialement du rétablissement et du maintien de l'ordre. Le 30, cette commission le nommait ministre provisoire de l'instruction publique; le 31, il faisait lecture à la Chambre de la proclamation déférant au duc d'Orléans la lieutenance-générale du royaume. Dans les jours qui précédèrent la cérémonie du 9 août, M. Guizot, que son activité organisatrice avait fait passer au poste le plus difficile alors, au ministère de l'intérieur, s'occupa à la fois de la récomposition générale du personnel des fonc-

tionnaires de l'administration et de la révision de la Charte. En quelques jours 76 préfets, 176 sous-préfets, 38 secrétaires-généraux, furent changés et remplacés. Vainement, dans le projet de la Charte nouvelle, M. Guizot tenta d'abaisser à 25 ans l'âge requis pour la députation, la majorité repoussa cette mesure.

Nous avons déjà parlé assez longuement du premier ministère de juillet [1]. Créé au milieu de l'enthousiasme, ce cabinet fut éphémère comme l'élan des trois jours. Les dissidences personnelles, effacées d'abord devant la grandeur des faits et l'intérêt commun, reparurent plus vivaces quand il fallut songer à consolider l'œuvre si rapidement accomplie. L'impulsion était trop forte encore, trop rapprochée de son point de départ pour qu'il fût possible de la diriger. Le principe d'ordre dut céder le pas au principe de liberté : M. Guizot se retira.

On sait l'histoire du cabinet Laffitte : après sa dissolution au 13 mars, l'élément conservateur d'abord refoulé se relève, puissant, impérieux, dans la personne de Casimir Périer. Pour la première fois depuis juillet, une majorité compacte, résolue et permanente se forme au sein des Chambres. Cette armée gouvernementale, jusque-là indisciplinée et confuse, se divisa en trois corps distincts, manœuvrant avec unité et ensemble sous la main du fougueux ministre ; l'aile gauche, composée d'une fraction notable de l'ancienne opposition libérale de la Restauration ralliée à la monarchie nouvelle, était commandée par M. Thiers, le brillant transfuge du parti Laffitte ; l'aile droite, formée des monarchistes constitutionnels d'avant juillet, marchait sous les ordres de M. Guizot, l'homme de volonté inflexible et conservatrice ; quant au centre, agrégation des indécis et des irrésolus de tous les régimes, il s'étonnait de trouver pour la première fois dans M. Dupin, le plus excentrique et le plus rétif des hommes, un chef obéissant au mot d'ordre et ardent à la mêlée.

Aidé de cette triple phalange, le ministère du 13 mars put marcher en avant, faire tête à l'opposition dans l'intérieur des Chambres, vaincre l'émeute dans la rue, forcer les portes d'Ancône, et consolider le système fondé en juillet, en le sauvant de l'exagération de son principe.

Après la mort de Casimir Périer ses soldats se disputèrent quelque temps le commandement ; enfin l'aile gauche et l'aile droite se coalisèrent : M. Thiers et M. Guizot se donnèrent la main, et le ministère du 11 octobre 1832 fut fondé.

Dans le travail consacré à M. Thiers nous avons déjà esquissé rapidement l'historique de l'administration du 11 octobre, nous n'y reviendrons pas [2]. Disons seulement qu'à la tribune et dans le conseil M. Guizot exerça une influence soutenue et souvent prépondérante sur les divers actes de ce ministère, le plus durable de tous ceux formés depuis 1830. Ici comme ailleurs nous nous tairons sur le mérite plus ou moins contesté de ces différents actes : nous n'avons mission ni de les attaquer ni de les défendre.

Seulement, à ne considérer dans M. Guizot que le ministre de l'instruction publique, parmi tous les travaux de son département, il est un acte glorieux que les partis les plus hostiles à l'homme d'État ont entouré d'une approbation unanime. La grande et belle loi du 28 juin 1833 sur l'instruction primaire, conçue, préparée, soutenue et exécutée par M. Guizot, restera dans l'avenir comme une des plus nobles créations de notre temps : le principe de l'éducation populaire, adopté et proclamé par la révolution de 89, mais arrêté dans sa marche par les bouleversements sociaux de nos cinquante dernières années, a enfin reçu son entier accomplissement sous le ministère de M. Guizot. Onze mille communes, c'est-à-dire le quart de la France, jusque-là privées du bénéfice de cette instruction première qui fait l'honnête homme et le bon citoyen, ont vu s'élever à côté de l'humble presbytère la modeste école où l'enfant du pauvre vient chercher la lumière, cet autre pain des âmes, qui doit le soutenir à travers les rudes épreuves de sa vie. On ferait des volumes de toutes les instructions détaillées adressées par M. Guizot, à l'occasion de cette loi, aux préfets, aux recteurs, aux maires, aux commissions d'examen : ce sont des modèles de précision et de clarté. Le plus beau travail de ce genre est sans contredit la circulaire de M. Guizot à tous les instituteurs des communes de France. Dans ces quelques pages, il y a peut-être autant de véritable éloquence, autant de poésie de style et de pensée que dans les plus beaux livres de notre époque. Avec quelle touchante familiarité le ministre tend la main au pauvre et obscur magister de village ! comme il le relève aux yeux de tous et surtout à ses propres yeux ! comme

[1] Voir la biographie de M. Laffitte, page 35.

[2] Voir la biographie de M. Thiers, page 6.

il le pénètre de l'importance de sa mission! c'est presque son ami, son collègue, son égal! Car tous deux concourent, chacun dans sa sphère, à assurer la gloire et le repos du pays! Et puis avec quelle paternelle sollicitude, du fond de son cabinet, l'homme d'État entre dans les détails les plus infimes des relations obligées de l'instituteur avec les enfants, les parents, le maire et le curé! « Pas « d'esprit de secte ou de parti dans votre école, « s'écrie-t-il; l'instituteur doit s'élever au-dessus « des querelles passagères qui agitent la société. « La foi dans la Providence, la sainteté du devoir, « la soumission à l'autorité paternelle, le respect « dû aux lois, au prince, aux droits de tous; tels « sont les sentiments qu'il s'attachera à développer. »

Est-il une page de roman plus touchante que ce simple tableau des devoirs pénibles de l'instituteur et des consolations qu'il doit trouver en lui-même!

« Il n'y a point de fortune à faire, il n'y a guère « de renommée à acquérir dans les obligations pé« nibles que l'instituteur accomplit. Destiné à voir « sa vie s'écouler dans un travail monotone, quel« quefois même à rencontrer autour de lui l'injus« tice ou l'ingratitude de l'ignorance, il s'attris« terait souvent et succomberait peut-être s'il ne « puisait sa force et son courage ailleurs que dans « les perspectives d'un intérêt immédiat et pure« ment personnel. Il faut qu'un sentiment profond « de l'importance morale de ses travaux le sou« tienne et l'anime; que l'austère plaisir d'avoir « servi les hommes et secrètement contribué au « bien public devienne le digne salaire que lui « donne sa conscience seule. C'est sa gloire de ne « prétendre rien au-delà de son obscure et labo« rieuse condition, de s'épuiser en sacrifices à peine « comptés de ceux qui en profitent, de travailler « enfin pour les hommes et de n'attendre sa ré« compense que de Dieu. »

Accouplez ces pages de mansuétude patriarcale aux paroles *impitoyables* de M. Guizot devant l'émeute; écoutez-le tonnant du haut de la tribune contre la *mauvaise queue de la révolution;* voyez-le lisant Bossuet au lit de mort de sa femme, ou jetant d'une main stoïque la première poignée de terre sur le cercueil de son fils; et dites s'il n'y a pas quelque chose d'étrange, de grand et de puissant dans cette personnalité où l'on retrouve à la fois la fougue de Luther, la douceur onctueuse de Melanchton, l'impassibilité d'Épictète, la bonhomie de Fénélon et l'inflexible sévérité de Richelieu.

Mais reprenons l'histoire ministérielle de M. Guizot. Après quatre ans d'existence, le cabinet du 11 octobre fut dissous par deux causes, l'une extérieure, l'autre intérieure : devant les Chambres, le péril passé, il fut jugé trop compressif, la majorité qui l'avait soutenu s'affaiblit et se disloqua; à l'intérieur, des dissentiments éclatèrent entre deux esprits également imminents. M. Guizot se retira et n'entra en hostilité ouverte avec l'administration qu'après l'avènement du ministère Molé, au 15 avril. La politique qu'il combat est sévèrement jugée par M. Guizot; il la décrit ainsi :

« Politique sans principe et sans drapeau, toute « d'expédients et d'apparences, qui, chancelant « toujours, s'appuie de tous côtés, n'avance réelle« ment vers aucun but; qui exploite enfin, fomente, « aggrave cette incertitude des esprits, cette mol« lesse des cœurs, ce défaut de foi, de consistance, « de persévérance, d'énergie, qui font le malaise « du pays et la faiblesse du pouvoir. »

Et, pour fortifier le pouvoir, M. Guizot se jeta dans la coalition. Plusieurs pensèrent qu'il manquait son but : nous n'oserions trancher la question; toujours est-il que le char gouvernemental fut enrayé un instant, et la cause de M. Guizot mise en péril.

Depuis le 12 mai, M. Guizot n'a été ni ministre, ni ministériel, ni opposant, il a été lui, c'est-à-dire accueillant tout ce qui est en harmonie avec son individualité politique, et repoussant tout ce qui s'en éloigne.

Tenterons-nous maintenant de résumer M. Guizot? Il peut être considéré sous quatre faces; comme homme privé; comme écrivain; comme historien; comme orateur et homme politique.

La vertu de l'homme privé n'a jamais été mise en doute; écoutons plutôt un des plus violents ennemis politiques de M. Guizot :

« Pourquoi ne dirais-je pas, tant j'ai envie d'être « impartial, que M. Guizot a des mœurs rigides et « pures, et qu'il est digne, par la haute moralité « de sa vie et de ses sentiments, de l'estime des « gens de bien [1]? »

M. Guizot écrivain possède un style qui se fait reconnaître entre mille. La plume à la main, il prend une allure ferme et décidée, va droit au but,

[1] *Études sur les orateurs parlementaires,* par Timon; tome II.

n'est pas exempt d'une sorte de raideur, et affectionne par-dessus tout la terminologie abstraite; la forme dont il enveloppe sa pensée est quelquefois un peu obscure, mais la pensée est si claire, si brillante qu'elle resplendit toujours au travers.

Comme historien, M. Guizot a rendu d'éminents services à la science : tout le monde sait qu'il est, avec MM. Thierry, Sismondi et de Barante, un des chefs de cette école historique moderne qui nous a appris à sortir du présent pour aller scruter le passé, et à ne plus toiser les hommes et les choses d'autrefois avec nos mesures d'aujourd'hui.

M. Guizot orateur a le geste noble et sévère. Petit et frêle dans sa taille, il est haut et fier de port et de prestance; sa voix est imposante et sonore; sa parole, calme ou véhémente, est toujours pure et châtiée; elle a plus d'énergie que de grâce; elle persuade plutôt qu'elle n'émeut. En somme, quand M. Guizot monte à la tribune, amis et ennemis, tout le monde dresse l'oreille; on ne cause plus, on tousse peu, et personne ne s'endort.

On a souvent parlé de la versatilité politique de M. Guizot, de ses brusques changements, de son opposition d'autrefois, de son servilisme d'aujourd'hui : or, des paroles, des écrits et des actes de M. Guizot à toutes les époques, il résulte au contraire pour nous la conviction profonde que, sauf de très légères exceptions de détail, le caractère général et distinctif de sa personnalité d'homme d'État, c'est la ténacité et l'esprit de suite : en un mot, tel M. Guizot était aux affaires sous le ministère Decazes, ou dans l'opposition sous le ministère Villèle, tel il nous paraît aujourd'hui. Essayons d'expliquer notre pensée sans flatterie et sans haine.

La Providence a imposé aux sociétés humaines un éternel problème dont elle a gardé le mot. Il y a eu et il y aura toujours combat entre deux principes opposés, le *droit* et le *devoir*, le *pouvoir* et la *liberté*. En présence de ces deux éléments hostiles que les esprits éminents de tous les âges s'efforcent de concilier, nul homme ne reste parfaitement froid, parfaitement impartial. Les vérités mathématiques sont du domaine de la tête, on ne se passionne point pour elles; les vérités politiques agissent à la fois sur la tête et sur le cœur, et nul ne se peut défendre d'un mouvement involontaire d'attraction ou de répulsion, suivant sa nature, la tournure de son esprit, son individualité propre. Les uns se préoccupent plus spécialement de liberté. Les autres sont plus ou moins portés vers le pouvoir; aux uns le rôle de tribun, aux autres le rôle de ministre; à ceux-là le sentiment de l'indépendance, à ceux-ci l'instinct de l'autorité.

Or, M. Guizot est essentiellement un de ces derniers; c'est une intelligence élevée et progressive; mais dominatrice par nature et gouvernementale par conviction; à ses yeux, la France de nos jours, fondée sur deux grandes victoires du principe de liberté, est naturellement entraînée à mésuser de son triomphe, et des deux éléments également nécessaires à la vie sociale, le plus faible aujourd'hui, le vaincu, c'est le pouvoir.

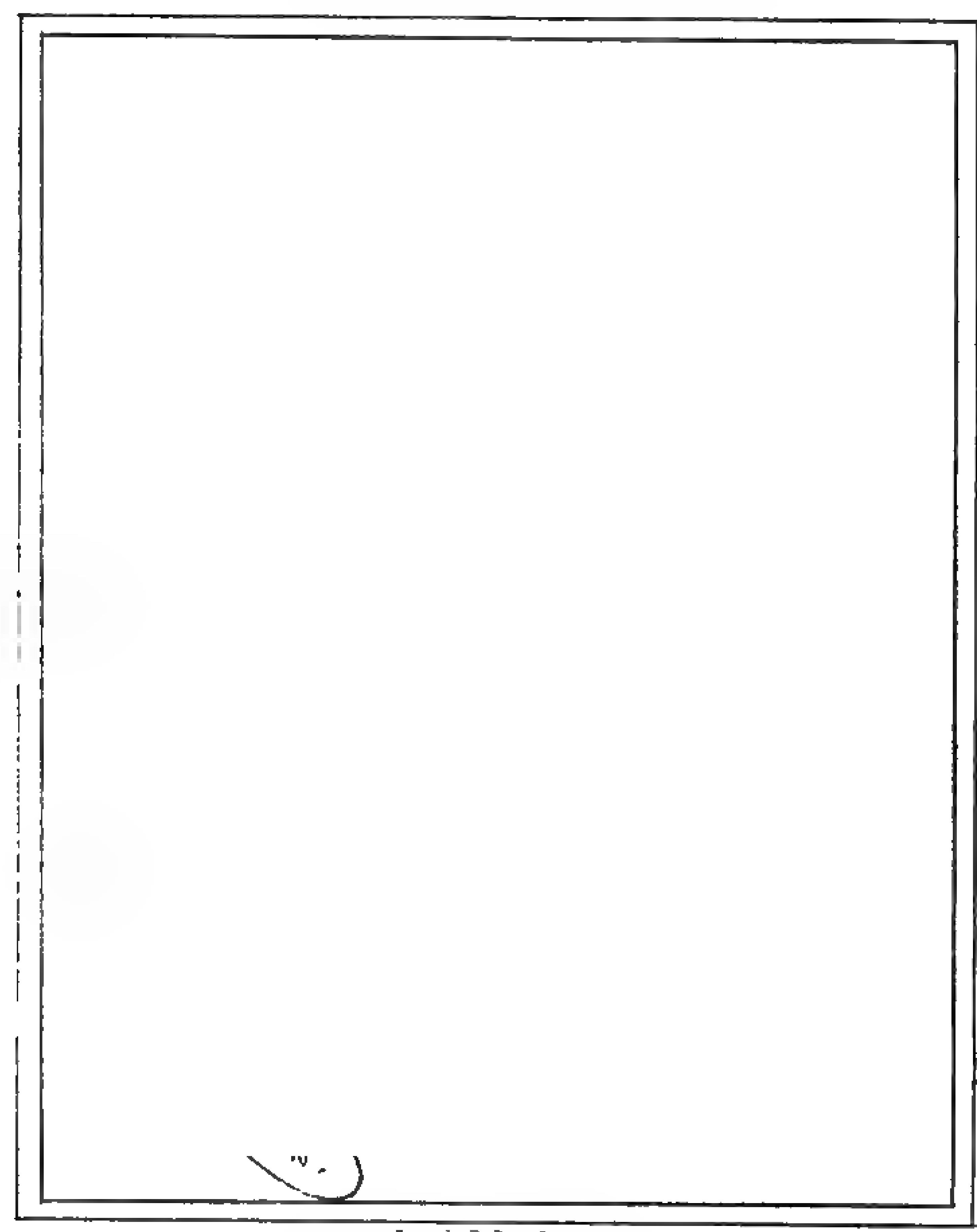
Partant de cette donnée, M. Guizot cherche à rétablir l'équilibre entre les deux points d'appui de l'édifice, donnant à l'un ce que l'autre a de trop, et combinant cette répartition de forces, dans de certaines limites, avec de certaines mesures dont le détail serait trop long et trop compliqué.

Pour peu maintenant qu'on lise avec attention les brochures politiques de M. Guizot sous la Restauration, on découvre bien vite, à travers ses attaques contre les agents du pouvoir, une sympathie réelle pour le pouvoir lui-même. La légitimité s'exagère son droit; poussée à la fois par d'imprudents amis et d'insidieux ennemis, elle vogue à pleines voiles vers un écueil; de la hauteur où il s'est placé, M. Guizot voit le danger, gourmande ceux qui dirigent la manœuvre, et le vaisseau avait déjà touché qu'il criait encore : Virez de bord!

La révolution de juillet dérouta peut-être un instant, mais ne découragea pas M. Guizot; aussi, dès le 29, quand le principe, objet de sa sollicitude, fut tombé sous l'assommoir populaire, vous le voyez empressé de le relever peu à peu, de le mettre sur ses pieds, de le ranimer par degrés, et puis enfin de le pousser hardiment dans la direction qu'il voulait lui imprimer avant sa chute.

En définitive, quel est M. Guizot?

C'est avant tout un homme de pouvoir et de gouvernement, et en même temps le plus indépendant des hommes, subissant le joug des principes qu'il s'est posés, et portant haut la tête dans les questions de personnes; politique de grande valeur, s'estimant tout ce qu'il vaut; plus convaincu qu'enthousiaste, plus fier de l'approbation de sa conscience que des hommages de la foule; doué au suprême degré de cette force de volonté et de cette persévérance qui font l'homme d'État; ennemi mortel de tout ce qui ressemble au désordre, et capable, toutes choses réduites au pire, de se jeter, sans hésiter, dans le despotisme qu'il n'aime pas, plutôt que de subir l'anarchie qu'il abhorre.



Imp de P Degobert

[illegible]

[illegible]

M. Odilon-Barrot,

> Si le danger de notre première révolution, attaquée de toutes parts, s'est trouvé dans l'exaltation des passions, le danger aujourd'hui est, après la victoire, dans l'égoïsme, l'indifférence politique et cette lente corruption qui dissout et énerve les sociétés en repos.
>
> DISCOURS DE M. ODILON-BARROT AUX ÉLECTEURS DE COUCY.

Avocat hors ligne, remarquable orateur, et chef de l'opposition dynastique, M. Odilon-Barrot mérite, à plus d'un titre, d'occuper une place dans cette galerie. M. Odilon-Barrot n'a pas encore subi la terrible épreuve du portefeuille; il est appelé à la subir tôt ou tard; *or* nous avons entrepris la tâche difficile d'être juste envers tout le monde, *donc* il nous faut profiter du moment où la justice est facile et nous hâter de *biographier* M. Odilon-Barrot.

On reconnaîtra sans peine toute la rectitude du syllogisme, si l'on veut bien réfléchir un instant à cette prodigieuse consommation d'hommes d'État qui se fait depuis 1830. Le gouvernement représentatif ou *parlementaire*, pour nous servir du dernier mot à l'ordre du jour, est certainement une belle conquête; mais cette conquête est-elle bien conquise, ou plutôt bien assise, et n'y a-t-il pas quelque chose d'effrayant à voir l'enfant né de Juillet, à peine sorti du berceau, plus insatiable que Saturne, dévorer en dix ans 5 parlements, 17 ministères et 45 ministres? Qu'en pense *l'immuable* Metternich? Que diraient donc Sully, Richelieu ou Colbert s'ils revenaient au monde? M'est avis qu'ils ouvriraient de grands yeux à l'aspect de la locomotive constitutionnelle montée par ses trois pouvoirs qui cherchent à s'annihiler réciproquement pour se faire équilibre, dont un est déjà réduit à l'état d'inaction, dont deux se disputent la manœuvre, tandis qu'une force motrice qui s'appelle la presse, force immense, utile comme la vapeur, mais dangereuse comme elle, mugit autour de l'appareil, le jette en dehors des *rails*, le pousse en avant, le tire en arrière, l'immobilise parfois, et parfois le précipite vers des régions inconnues.

Et pourtant la mécanique est de la plus belle apparence, elle est compliquée et simple tout à la fois. Ses ressorts sont neufs et ses rouages s'engrènent au mieux les uns dans les autres; en somme ce serait la plus merveilleuse, si ce n'était la plus perfide mécanique qui se puisse voir : quelque fort et habile que soit l'homme qui s'avise d'y mettre la main, elle prend la main, puis le bras, puis le corps, puis tout l'homme enfin; elle l'attire, elle l'entraîne, elle l'emporte à travers ses cylindres, elle l'amincit, elle l'effile, elle l'aplatit sous ses meules; et c'est grande pitié de le voir sortir enfin de l'appareil représentatif, faible, chancelant, épuisé, usé jusqu'à la corde, aspirant aux douceurs de la convalescence; cherchant le repos, l'obscurité, le silence, et craignant surtout les rechutes; car en vérité, par le temps qui court, il est plus difficile de se rétablir d'un ministère que d'une fièvre jaune.

Gardez-vous bien de tenter de percer cet épais nuage d'impopularité qui pèse sur les hautes régions du pouvoir; ne vous hasardez pas à rappeler

qu'il fut un temps où ce même homme assis sur le banc de douleur écrivait de beaux livres, se permettait de belles actions, ou prononçait de beaux discours; ne parlez pas des ovations dont il fut l'objet, de ses rudes travaux, de ses services rendus, de sa gloire justement acquise; ne racontez pas de la même voix calme et digne le bien et le mal, s'il y en a, les hauts-faits et les fautes; prenez, pour ces dernières, une voix de tonnerre et laissez de côté les autres : vous avez affaire à un ministre, c'est tout dire; il faut être malveillant à son sujet sous peine d'être servile. Or le *servilisme* est l'accusation capitale d'une époque où l'indépendance consiste à ne fléchir le genou que devant un grand et puissant seigneur qui s'appelle tout le monde. Heureusement que *Sa Hautesse* le public est bon diable au fond, possède une forte dose de sens commun, cette qualité précieuse qui vaut mieux que l'esprit, aime assez qu'on lui dise de temps en temps un petit bout de vérité, et se prend parfois, dans ses bons moments, à s'apitoyer sur le sort de tous ces pauvres Curtius qui sont venus tour à tour se jeter dans le gouffre ministériel.

Il ne nous appartient pas, à nous chétif, d'examiner les causes des difficultés innombrables qui arrêtent encore chez nous la mise en jeu du système représentatif. M. Odilon-Barrot pense que les hommes manquent aux institutions; à coup sûr ce n'est toujours pas la quantité qui a fait défaut. Est-ce la qualité? demandez-le à un des membres les plus distingués du ministère actuel, qui s'écriait dernièrement à la tribune, avec un accent de lassitude et de doute : « Qu'ils y viennent, les grands et les « forts, surtout qu'ils puissent s'entendre; qu'ils « prennent le pouvoir et qu'ils le gardent, nous les « en bénirons au nom du pays; que M. Odilon- « Barrot y vienne! »

M. Odilon-Barrot n'y est pas venu; nous ne savons si c'est tant pis pour lui; mais, à coup sûr, c'est tant mieux pour nous, qui avons à raconter ici sans passions d'aucune sorte une carrière politique diversement appréciée.

M. Odilon-Barrot est né à Villefort, département de la Lozère, le 19 juillet 1790. Son père, membre de la Convention, puis du Conseil des Cinq-Cents, et plus tard du Corps-Législatif, traversa sans souillure les mauvais jours de 93, et dut à l'obscurité de sa vie de ne pas expier sur l'échafaud la modération de ses principes. Le jeune Odilon-Barrot trouva dans le sein de sa famille des traditions de respect et d'amour pour cette première époque révolutionnaire, brillante de nobles luttes oratoires, et pure des orgies sanglantes de la Terreur. Élevé à Paris, au collége Louis-le-Grand, alors lycée Napoléon, il fit ses études sans trop d'éclat, en se distinguant toutefois déjà par des goûts sérieux, une raison précoce et une tendance instinctive vers les choses élevées. On sait avec quel soin Napoléon fomentait par tous les moyens l'enthousiasme guerrier de la jeunesse des lycées. Chaque collége était pour lui une pépinière de soldats; on s'éveillait au bruit des tambours, les heures se partageaient entre Cicéron et l'école de peloton, les études classiques et le maniement des armes; on lisait au réfectoire, en guise de Millot ou d'Anquetil, les bulletins de la Grande-Armée arrivés de la veille; et parfois à un de ces mots dont le héros avait seul le secret, ces visages d'enfant s'illuminaient de flammes soudaines, tous les yeux étincelaient, le délire s'emparait de toutes les têtes, et chacun de ces petits Spartiates rêvait déjà les joies du champ de bataille et les épaulettes de général. Cette éducation de caserne porta ses fruits; aux jours néfastes, on vit bon nombre de rhétoriciens sauter par-dessus les murs, courir endosser l'uniforme de garde d'honneur, et se faire tuer en vrais *grognards* à Lutzen ou à Champ-Aubert.

Au milieu de cet enivrement, de cette fièvre de gloire militaire, un adolescent au port grave, à la figure méditative, restait presque seul impassible et froid; non pas que le cœur du jeune Odilon-Barrot fût dépourvu du feu sacré, non pas qu'il n'aimât son pays; mais ses pensées, ses désirs étaient ailleurs, et sa raison déjà mûre, poussée par une attraction naturelle vers l'étude des principes, s'éloignait avec une répugnance involontaire de la région tumultueuse des faits. La masse personnifiait la patrie dans un homme, l'austère lycéen demandait déjà intérieurement compte à l'homme des besoins présents et des maux à venir de la patrie.

Au sortir du collége, M. Odilon-Barrot fit paisiblement son droit. C'était une nature calme, studieuse, point passionnée, point ardente, point excentrique, et il eût été assez difficile de pronostiquer dès-lors à cet étudiant qui ressemblait à tant d'autres, une part notable d'influence et de gloire.

Il est à remarquer, toutefois, que M. Odilon-Barrot n'avait pas encore 23 ans lorsqu'il sollicita et obtint des dispenses pour être admis comme avocat à la cour de cassation. Cette direction spé-

ciale, donnée de si bonne heure à sa carrière, ce goût dominant pour les régions arides du droit strict, à un âge où l'on aime de préférence les débats passionnés et les émotions des cours d'assises, révélaient déjà cette aptitude de théoricien, de *creuseur d'idées* qui distingue plus particulièrement M. Odilon-Barrot.

L'édifice impérial croulait alors de toutes parts; la première restauration arriva, et trouva dans M. Odilon-Barrot, sinon une effervescence d'enthousiasme qui n'est pas trop dans sa nature, du moins une sympathie réelle et sincère. Dans le cours de ces biographies, emporté par l'amer ressentiment d'une humiliation que nous n'avons pas vue, mais dont la pensée nous pèse au cœur comme un remords, peut-être avons-nous mérité jusqu'à un certain point le reproche qu'on nous a fait quelquefois, de nous être trompé sur le véritable caractère d'une des plus déplorables époques de nos annales; peut-être n'avons-nous pas assez tenu compte de cette lassitude générale, de cette prostration, de cet épuisement d'une grande nation, saignée aux quatre membres et livrée par l'abus de la victoire aux piétinements de l'Europe entière. Cette considération expliquerait la répugnance prononcée des esprits les plus éminents pour la personne de Napoléon dans les derniers temps de l'Empire.

M. Odilon-Barrot fut du nombre de ceux qui virent dans les événements de 1814 l'aurore de jours plus sereins. La civilisation lui parut appelée à sortir enfin du champ de bataille pour entrer dans une voie nouvelle, se développer et grandir au contact bienfaisant de la tribune et de la presse. — Les Cent-Jours arrivèrent comme une trombe et passèrent de même. — On a dit quelque part que le commissaire de Cherbourg avait fait le voyage de Gand; c'est une erreur : M. Odilon-Barrot resta à Paris; il était même de faction aux Tuileries, comme garde national, le jour où Napoléon faisait sa rentrée triomphale dans ce palais qu'il revoyait pour la dernière fois. La Restauration revint bientôt avec un programme destiné à réparer ses fautes premières. M. Odilon-Barrot reprit ses illusions; il est permis de croire qu'elles se dissipèrent bientôt, car à quelque temps de là nous le voyons déjà engagé en plein dans cette lutte que soutenait alors le barreau presque tout entier contre le système réactionnaire de la monarchie restaurée.

Une cause des plus minimes en apparence, mais qui en réalité soulevait de graves questions, vint bientôt mettre en lumière les talents inconnus du jeune avocat. C'était au plus fort de la propagande religieuse; dans une petite ville du Midi, des protestants avaient refusé de tapisser la façade de leurs maisons devant la procession de la Fête-Dieu; condamnés par le juge-de-paix à 1 fr. d'amende, ils avaient fait appel et échoué successivement devant les deux degrés de juridiction. L'affaire fut portée en cassation, et M. Odilon-Barrot fut chargé de défendre, devant toutes les chambres assemblées sous la présidence du garde-des-sceaux, une des plus précieuses conquêtes de la révolution, le principe de la liberté des cultes, garantie par l'article 5 de la Charte, et attaquée en vertu de l'article 6. L'affaire fut plaidée deux fois. Dès le lendemain du premier jour l'argumentation de l'avocat, si mesurée qu'elle fût, avait soulevé de violents orages dans la presse royaliste. *La loi est donc athée!* s'écria avec indignation M. de La Mennais, alors fougueux catholique, prêchant dans le *Conservateur* l'alliance indissoluble du trône et de l'autel. « Oui, elle l'est et doit l'être, répondit « M. Odilon-Barrot, si vous entendez par là que la « loi, qui n'existe que pour contraindre, doit être « étrangère à la croyance religieuse des hommes, « qui est hors de toute contrainte, etc., etc. »

On ne comprendrait guère aujourd'hui cette puérile discussion de mots; évidemment la question n'était pas là, elle était tout entière entre l'article 5 et l'article 6. M. de La Mennais entendait alors l'athéisme à la manière de Saint Dominique. Comparer l'impassibilité de la loi au milieu des formes extérieures de tel ou tel culte, à la négation de Dieu qui est le principe de tous les cultes quels qu'ils soient, c'était, ce nous semble, heurter à la fois le bon sens et le dictionnaire.

Ce plaidoyer de l'avocat, qui n'était rien moins que violent, lui valut pourtant une réprimande publique et assez vive de la part de M. de Serres, alors garde-des-sceaux; M. Odilon-Barrot triompha malgré la réprimande, et l'arrêt fut cassé aux applaudissements du parti libéral; une autre cause, dont le retentissement ne fut pas moins grand, contribua à placer le nom de M. Odilon-Barrot à côté des plus illustres de l'époque; nous voulons parler de l'affaire Wilfrid-Regnault, où il prêta à la plume élégante de Benjamin-Constant le concours de sa grave parole pour défendre un malheureux, poursuivi par des haines politiques, et condamné à mort par la cour d'assises de l'Eure. Grâce aux ef-

forts combinés de l'avocat et du publiciste, la peine fut commuée en une détention perpétuelle. Regnault a recouvré sa liberté en 1830.

Ces triomphes judiciaires, suivis de bien d'autres que nous ne pouvons énumérer ici, classèrent bientôt M. Odilon-Barrot parmi les sommités de l'opposition. En 1827, il fit partie avec M. Guizot de cette fameuse société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, dont le but patent, avoué, légal, était, comme nous l'avons déjà dit, de défendre la sincérité des élections contre le système corrupteur du ministère Villèle. Ajoutons cependant que déjà la partie jeune et ardente des initiés tendait à donner à l'association une direction foncièrement hostile au pouvoir. M. Odilon-Barrot, président de la société, refusa de s'aventurer dans des voies qu'il jugeait contraires à ses principes de modération et d'ordre. Après l'établissement du ministère Polignac, chargé, dans un banquet offert aux 221, de porter la parole au nom des électeurs de Paris, il déclarait encore que les voies légales lui paraissaient suffire au triomphe de la liberté; bientôt les ordonnances parurent, la révolution éclata, et M. Odilon-Barrot se trouva tout-à-coup jeté par la force des choses bien au-delà de son point de départ.

Durant les trois jours, M. Odilon-Barrot, étranger à la Chambre, resta en dehors des délibérations officielles des députés, prenant cependant une part active à toutes les réunions particulières destinées à soutenir et à diriger le mouvement. Le vendredi matin 30 juillet, après l'installation de la commission municipale, il fut, sur la recommandation de M. Laffitte, adjoint aux secrétaires de la commission, et attaché plus spécialement au général Lafayette, depuis longtemps son ami, et qui venait alors de prendre le commandement de la garde nationale. Nous ne reviendrons pas ici sur ce que nous avons déjà dit au sujet des dissidences de l'Hôtel-de-Ville et de la réunion Laffitte; quelques-uns ont prétendu que la pensée monarchique fut, de suite après la victoire, la pensée première, instantanée, dominante, universelle, le cri de tous et de chacun; nous ne comprenons pas précisément en quoi le soutien d'une thèse si contestable peut servir la royauté : toujours est-il qu'on ne saurait, en examinant avec un peu d'attention les péripéties diverses du drame de juillet, se refuser à reconnaître qu'il y a eu dans les sommités et surtout dans la masse un moment d'hésitation, heureusement fort court, car il est de ces jours, comme disait M. Mauguin, où les *heures brûlent*. Voici, à notre avis, une division assez exacte des transformations successives de la pensée publique pendant et après le combat. Le 27 et le 28 juillet, on voulait le maintien de la Charte et le renvoi des ministres; le 29, on ne voulait plus de la branche aînée; le 30, on ne savait pas trop ce qu'on voulait; c'est là le jour critique, le jour dangereux de juillet; enfin le 31 la proclamation du duc d'Orléans aux habitants de Paris accoutuma la population à l'idée d'un trône nouveau, et puis enfin le soir du même jour la démarche aussi hardie qu'habile du lieutenant-général à l'Hôtel-de-Ville mit fin à toute indécision, et de ce moment le triomphe de la cause monarchique fut assuré.

Dans cette crise si courte, mais si remplie, M. Odilon-Barrot joua un rôle assez important, ou plutôt deux rôles distincts, produits tous deux par une pensée qui est elle-même une et double en même temps; expliquons bien vite cette logomachie en disant que nous entendons parler de ce système monarchico-républicain qui prit naissance à l'Hôtel-de-Ville, enfanta ce fameux programme que nul n'a vu ni entendu, et adopta pour formule le mot du général Lafayette : *Une monarchie entourée d'institutions républicaines*. Ce système d'équilibre entre la monarchie et la république a subi depuis sa naissance diverses vicissitudes; jusqu'à l'époque du *compte-rendu*, il est encore l'expression et le symbole de la fraction la plus avancée de la Chambre. A partir de ce moment, une division se manifeste entre ses adhérents; de tous les hommes distingués du système, M. Odilon-Barrot seul, à part peut-être M. Mauguin, reste fidèle au système, non pas toutefois sans lui faire subir un assez bon nombre de modifications.

Nous avons dit tout à l'heure que la conduite de M. Odilon-Barrot durant les trois jours fut à la fois républicaine et monarchique comme son système. En effet, d'une part, il se présente à la Chambre, le vendredi 30 juillet, pour protester au nom du général Lafayette et en son nom contre la précipitation avec laquelle on paraît vouloir disposer de la couronne en faveur du duc d'Orléans, et demande qu'on stipule, avant tout, en assemblée générale, les conditions du peuple; d'autre part, le même jour, au moment où Lafayette touchait peut-être au moment d'accéder à des offres de présidence républicaine que lui faisaient des députations de jeunes gens, « M. Odilon-Barrot, dit M. Bérard « dans ses *Souvenirs* [1], obtint de lui de ne prendre

[1] *Souvenirs de la révolution de* 1830.

« une détermination que le lendemain matin...,
« puis il s'empara du général au moment de son « réveil, et, lui faisant entendre le langage d'une « raison sévère, il lui montra dans quel abîme son « acceptation pouvait nous plonger; le général La- « fayette promit, non sans quelque regret peut- « être, de refuser. »

Après l'entrevue de l'Hôtel-de-Ville, M. Odilon-Barrot partit pour Rambouillet avec le maréchal Maison et M. de Schonen. Dans cette circonstance M. Odilon-Barrot a associé son nom à un des actes les plus solennels et sans contredit les plus beaux de la révolution de juillet. Naguère une nation courait après son roi qui la fuyait, le saisissait à la frontière, le ramenait de force en lui prodiguant l'insulte et l'outrage, escortait sa voiture en poussant des cris de mort, lui présentait par la portière des têtes coupées au bout d'une pique, et se donnait enfin l'affreux plaisir de faire tomber la sienne, cette tête auguste vainement protégée par une double couronne de majesté et de malheur. Quarante ans plus tard, cette même nation, attaquée par son roi et victorieuse, laissait l'ennemi vaincu se diriger lentement et paisiblement vers l'exil. Les populations accouraient étonnées au bord des chemins, pour voir passer cette royauté déchue, confiée, elle, ses drapeaux, ses armes, ses équipages, ses serviteurs, ses soldats dévoués, à la garde de trois hommes représentants et dépositaires de la générosité nationale; ces trois hommes entourent d'égards une grande infortune; à leur voix les ressentiments s'apaisent, la pitié succède à la haine, le respect fait place à la violence; le convoi funèbre des descendants de Saint Louis se poursuit au milieu d'un religieux silence, et la France, condamnée par l'histoire à Varennes, se réhabilite à Cherbourg.

Avant de se séparer à jamais de cette famille qui semble marquée au front du sceau de la fatalité, à bord du vaisseau qui allait l'emporter vers des plages lointaines, M. Odilon-Barrot sollicita et obtint de Charles X un écrit ainsi conçu : « Je me « plais à rendre à MM. les commissaires la justice « qui leur est due, ainsi qu'ils m'en ont témoigné « le désir. Je n'ai eu qu'à me louer de leurs atten- « tions et de leurs respects pour ma personne et « pour ma famille. Signé : Charles X. » On a dit que la démarche de M. Odilon-Barrot, dans cette circonstance, avait été blâmée par ses collègues; outre que rien ne justifie une assertion pareille, nous devons ajouter qu'elle a été démentie par M. Odilon-Barrot lui-même. On a insinué qu'il avait demandé cette attestation dans le but de se ménager une amnistie personnelle au cas de retour des Bourbons; l'assertion était une erreur, l'insinuation ressemble beaucoup à une calomnie, M. Odilon-Barrot l'a repoussée comme telle. Il nous est impossible de voir dans ce certificat d'un roi déchu autre chose que le complément honorable d'une noble mission dignement remplie.

A son retour, M. Odilon-Barrot fut appelé à remplacer M. de Laborde à la préfecture de la Seine. Il fut plus tard envoyé à la Chambre par les électeurs de Strasbourg.

Pendant les six mois que durèrent ses fonctions de préfet, M. Odilon-Barrot eut à traverser la période la plus orageuse du gouvernement de juillet; sa position de premier magistrat municipal de la cité reçut des circonstances, et peut-être un peu aussi de la valeur personnelle de l'homme, une importance qu'elle n'aurait plus aujourd'hui. En temps ordinaire un préfet est un subordonné appelé à exécuter des ordres reçus, et étranger par conséquent à toute responsabilité directe : alors il n'en était pas ainsi; M. Odilon-Barrot était plus qu'un fonctionnaire; c'était un homme politique représentant un système, et prenant une part active aux déchirements intérieurs des deux premiers ministères de juillet; c'est en raison même de cette importance accidentelle et anormale que la conduite administrative du préfet de la Seine a été en butte aux appréciations plus ou moins exagérées des partis.

Quand on l'examine sainement, sans passion et à distance, on est amené à reconnaître que le caractère d'indécision et de mollesse qui la distingue est à la fois la conséquence du caractère général de cette difficile époque, et le résultat nécessaire de cette pensée de fusion complète entre deux éléments hétérogènes dont M. Odilon-Barrot cherchait alors, cherche aujourd'hui et cherchera peut-être longtemps encore la réalisation.

Il faut le dire, la révolution de juillet ne fut pas seulement un changement de dynastie, ce fut un nouveau et terrible coup porté à l'élément monarchique tant de fois ébranlé depuis cinquante ans. Ceux qui pensent que, dans l'état actuel de sa civilisation et de ses mœurs, avec sa position topographique, ses besoins, ses ressources, ses relations internationales, la société française ne saurait se séparer de la monarchie sans danger de mort; ceux-là durent éprouver des craintes sérieuses à la

vue de cette explosion d'anarchie morale qui suivit un instant la révolution de juillet, de cette bataille ardente d'idées qui succédait à la bataille des rues et menaçait de la ramener à sa suite. L'antagonisme était partout, sur la place publique, où se fabriquaient les motions, les députations, les adresses; au sein de la chambre héréditaire, répugnant à se prêter à sa propre décapitation; au sein de la chambre élective, tiraillée en tous sens par des inspirations contraires, sans système général et fixe, sans but arrêté, sans majorité, sans couleur. L'anarchie s'était glissée au sein même du gouvernement; les deux premiers ministères de juillet, composés d'individualités éminentes, seront inscrits dans les fastes du gouvernement représentatif au nombre des plus mauvais, en ce sens qu'ils prétendirent vivre affranchis de cette loi impérieuse, absolue pour toute administration, l'unité, l'homogénéité. Dans ce temps-là, il y avait des ministres qui, en acceptant une mesure adoptée malgré eux à la majorité dans le sein du conseil, se réservaient le droit de la combattre hautement à la tribune en leur qualité de députés, le tout sans cesser d'être ministre; on trouvait cela fort beau d'indépendance; aujourd'hui, on jugerait cela fort ridicule.

M. Odilon-Barrot, homme du mouvement, se trouva dès l'abord en dissentiment personnel et tranché avec le chef du premier cabinet, M. Guizot, homme du temps d'arrêt; l'administration, en vue de sauver les ministres de Charles X, appuyait une adresse de la Chambre demandant l'abolition de la peine de mort. Le préfet de la Seine publie une proclamation où il qualifie d'*inopportune* cette pensée d'une administration dont il est le délégué. Il y avait là évidemment conflit d'attributions, ou plutôt usurpation de pouvoir; M. Odilon-Barrot offre sa démission; c'était logique. MM. Dupont de l'Eure et Lafayette déclarent qu'ils le suivront; or, il fallait traverser la crise du procès; les hommes du programme étaient les hommes de la situation. Le préfet l'emporte sur le ministre, M. Guizot se retire, le cabinet Laffitte est formé, et la lutte recommence bientôt plus vive encore, entre le préfet de la Seine et le nouveau ministre de l'intérieur, M. de Montalivet. Au milieu des orages populaires qui précédèrent et suivirent l'arrêt de la Chambre des Pairs, il faut reconnaître que tout le monde fit son devoir. Là encore cependant manquait une direction, une pensée commune; chacun payait de sa personne, mais chacun suivait les inspirations isolées de son caractère et de sa conscience. On a accusé M. Odilon-Barrot d'avoir manqué de vigueur, d'avoir craint outre mesure d'écorner sa popularité, d'avoir trop *raisonné* avec la sédition. Quand on se reporte aux temps cette accusation perd un peu de sa valeur; la vigueur telle qu'on l'entend aujourd'hui était assez impraticable alors; les ressorts du gouvernement avaient été brisés par l'abus; l'emploi de la force n'était pas sans péril, et la foule, encore pénétrée de cette exaltation fiévreuse qui suit les révolutions, ne laissait pas que d'être accessible, à cause de cette exaltation même, à des considérations de générosité, de justice, d'humanité et d'honneur, présentées avec calme et rehaussées du prestige d'une belle éloquence.

Bientôt la discussion de la loi sur la garde nationale et la décision de la Chambre, qui, tout en abolissant pour l'avenir une dignité militaire, dangereuse par son étendue et son importance, conservait pour le présent au général Lafayette sa position, noblement occupée, parurent une offense à ce dernier; et malgré les instances de M. Odilon-Barrot, il donna sa démission. M. Dupont de l'Eure ne tarda pas à suivre son ami. Dès-lors, il n'y eut plus dans le conseil d'autre représentant de l'opinion de M. Odilon-Barrot que M. Laffitte; sa position de préfet n'était plus tenable, il persista à la garder. Ce fut un tort, qu'il a essayé de justifier par ce motif, que le pouvoir étant un levier immense, il ne faut pas l'abandonner à ses adversaires[1]: oui bien, quand on est assez fort pour s'en emparer et le tenir; mais dans cette circonstance, une résistance de détails plutôt que de principes, un conflit isolé et personnel, ne pouvaient guère servir qu'à entraver mesquinement la marche du ministère, sans profit pour une opinion et au détriment du pays: ce fut bientôt, en effet, comme une guerre ouverte entre M. Odilon-Barrot et M. de Montalivet. Le préfet de la Seine, fort de son talent d'orateur, de son nom déjà glorieux et de son influence politique, n'était pas précisément un modèle de subordination administrative au vis-à-vis du *jeune ministre*, comme il l'appelait; or, le jeune ministre avait bien aussi son mérite, mérite incontestable d'énergie et de résolution. L'émeute du 14 février et la discussion publique qui la suivit le 18 mirent au jour les démêlés acrimonieux des deux hommes.

[1] Voir la lettre de M. Odilon-Barrot publiée dans l'ouvrage de M. Sarrans, intitulé : *Louis-Philippe et la contre-révolution de* 1830

En réponse à des accusations de mollesse et d'inaction, formulées assez aigrement par M. Persil, qui s'était chargé de commencer l'attaque, M. Odilon-Barrot déclara qu'il n'avait pas reçu d'ordres, que les instructions aux maires, qui devaient passer par ses mains, avaient été adressées directement et à son insu. M. de Montalivet monta à son tour à la tribune, répondit que M. le préfet de la Seine n'attendait pas jadis des ordres pour se porter, de son autorité privée, au Luxembourg ou au Palais-Royal; que si les circulaires adressées aux maires n'avaient pas passé par l'Hôtel-de-Ville, c'était afin qu'elles arrivassent plus vite à leur destination; qu'en somme, la susceptibilité d'étiquette se concevait plutôt de *haut en bas* que de *bas en haut*. Cette péroraison un peu hautaine détermina enfin M. Odilon-Barrot à offrir sa démission; elle fut acceptée, et il reçut en échange la place de conseiller-d'État en service ordinaire.

Après la chute du ministère Laffitte, M. Odilon-Barrot se dessina nettement contre le système du 13 mars, se séparant toutefois déjà de la partie extrême de la gauche, notamment dans la discussion sur l'insurrection lyonnaise (le 26 novembre 1831). Il combattit l'hérédité de la pairie; proposa l'élection directe des pairs par les conseillers municipaux; prit la parole sur la plupart des questions que fit naître la révision du code pénal; fut chargé du rapport sur le rétablissement du divorce; protesta contre la dénomination de *sujet*, qu'il déclara insultante et inconstitutionnelle. En général, il vota contre toutes les mesures ministérielles.

Après la mort de Casimir Périer, l'opposition crut devoir formuler hautement son programme; elle publia le *compte-rendu*. M. Odilon-Barrot fut un des principaux rédacteurs et signataires de cette pièce, dont il nous faut dire un mot. Le compte-rendu, délibéré et publié pendant l'absence des Chambres par une réunion de députés agissant en cette qualité, a été considéré par plusieurs comme un acte illégal et inconstitutionnel. M. Odilon-Barrot le juge un acte d'opposition légale et raisonnable, mais en même temps il avoue que ce fut une faute de tactique [1]. C'est en effet à dater de ce moment que le parti du programme de l'Hôtel-de-Ville se disloque. La portion modérée de la gauche, épouvantée de certaines hardiesses du compte-rendu, notamment d'une attaque directe et personnelle contre la royauté de juillet, refuse de le signer, et après le 5 et le 6 juin, découragée par l'émeute, elle se rejette brusquement dans les rangs ministériels et contribue à fournir au cabinet du 11 octobre cette majorité compacte que M. Odilon-Barrot a appelée lui-même *une phalange indestructible*.

D'autre part, il y a bientôt scission entre les signataires; les uns, les plus avancés, abandonnent le programme, laissent de côté la monarchie républicaine comme une utopie, et s'engagent hardiment dans la voie du radicalisme. M. Odilon-Barrot résiste à ce mouvement, se sépare d'abord insensiblement de ses anciens amis politiques; les occasions de rupture complète ne tardent pas à arriver, elles sont abordées par lui avec franchise; il se forme autour de sa personne un nouveau noyau d'adeptes qui s'appelle la gauche modérée, la gauche dynastique. Ce petit corps d'armée a escarmouché successivement contre les ministères du 13 mars, du 11 octobre, du 22 février, du 15 avril; plus tard il tolère, mais cerne et surveille le cabinet du 12 mai; son programme, formulé dernièrement par la voix de M. Odilon-Barrot, paraît se réduire à ceci : la révocation des lois de septembre, le jugement de tous les attentats renvoyé au jury, et enfin la réforme électorale admise, mais seulement en principe, pour un avenir indéterminé, limitée à un abaissement graduel du cens et à l'adjonction d'un certain ordre de capacités. Si c'est là le programme de l'Hôtel-de-Ville, il est certain qu'il a perdu de son ampleur première, qu'il n'a plus les vastes proportions dont s'effrayaient les timides, et qu'il tend visiblement vers la miniature.

C'est ici le cas de terminer par un mot d'observation sur l'ensemble de la carrière politique de M. Odilon-Barrot.

Au milieu des phases diverses de sa vie publique, l'honorable député nous a toujours paru pénétré de la conviction profonde de son *invariabilité absolue*. M. Odilon-Barrot proclame sans cesse, et il le répétait encore il n'y a pas un mois, que sa pensée politique n'a pas changé d'un *iota* depuis 1830. Tout ce qu'il disait, tout ce qu'il demandait le lendemain même de la révolution de juillet, il prétend le dire et le demander encore aujourd'hui. Avec la meilleure volonté du monde, il nous est impossible de partager cette conviction de M. Odilon-Barrot. Et en ceci Dieu nous garde de toute pensée de blâme! tant s'en faut; il nous semble que M. Odilon-Barron a changé, passablement changé même, qu'il changera encore, et qu'il a cela de

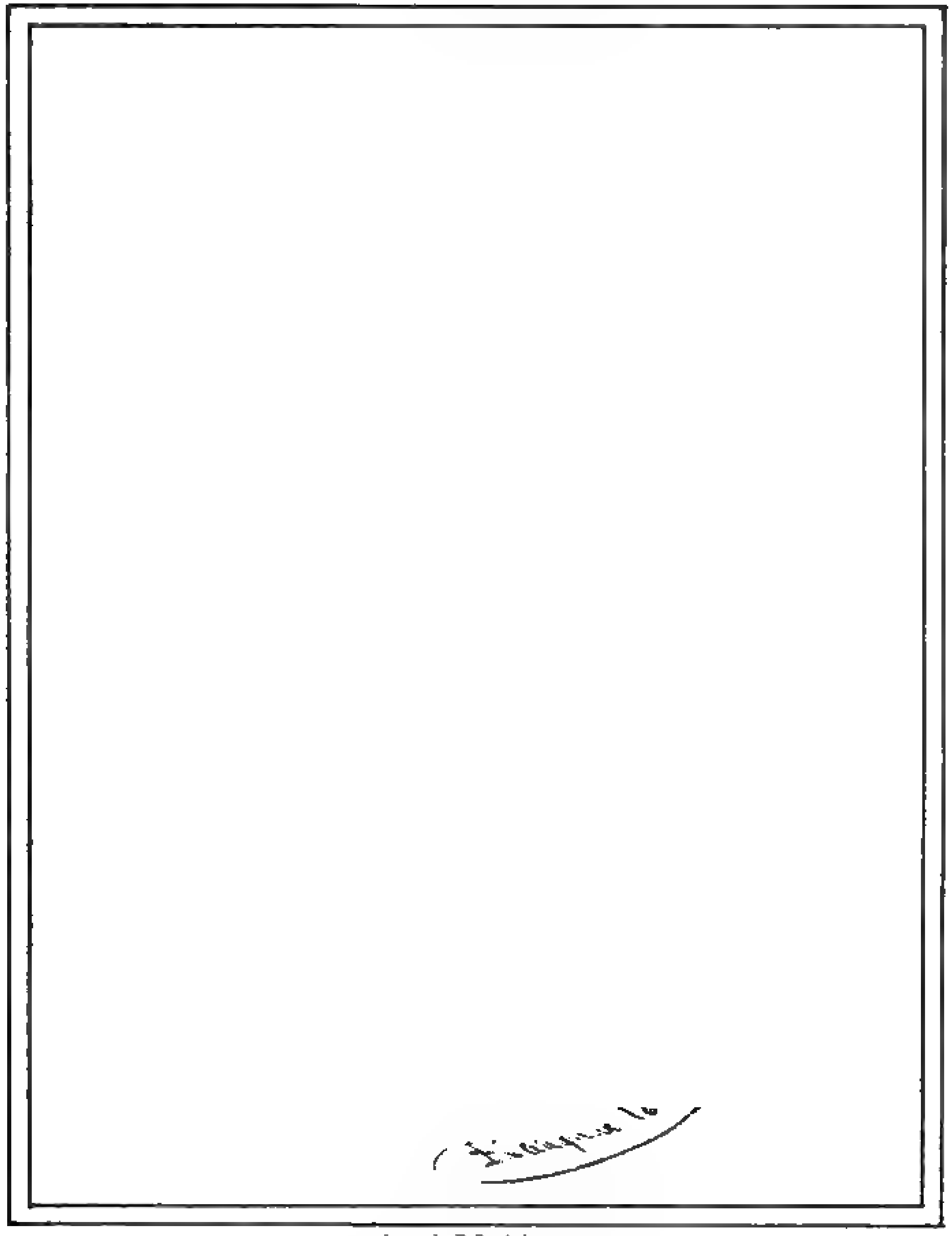
[1] Voir la lettre déjà citée.

commun avec tout le monde. Lorsque dans la maturité de la vie une pensée se transforme tout-à-coup de haut en bas, cela est étrange, et la chose s'explique diversement; ceux-ci y voient une révélation soudaine du génie; ceux-là, un motif d'intérêt personnel, d'ambition ou de rancune; quelques-uns, une aberration d'esprit. Mais qu'une pensée politique ou autre s'étende ou se resserre, se modifie, en un mot, sous l'influence irrésistible des faits, rien de plus logique, rien de plus naturel.

Quand M. Odilon-Barrot s'écriait l'autre jour à la tribune : Rendez-nous l'enthousiasme de 1830! il exprimait, sans y penser peut-être, combien lui-même avait perdu de cette animation première, de cette hardiesse téméraire, de cette fougue aventureuse de désirs et d'espérances que fit éclore soudain une éruption aussi violente qu'imprévue. Comment se fait-il d'ailleurs qu'il y ait déjà toute une révolution entre M. Odilon-Barrot et presque tous ses anciens amis politiques composant aujourd'hui l'extrême gauche, et que par contre-coup les plus violents adversaires de l'ex-préfet de la Seine, du signataire du *compte-rendu*, ne soient plus séparés de lui que de l'épaisseur d'une nuance! Est-ce à dire que tout le monde ayant changé, M. Odilon-Barrot seul est resté immuable, inébranlable sur le terrain du *programme?* non, à coup sûr, car si vous en croyez M. Laffitte ou M. Dupont de l'Eure, ils vous diront que (la pensée monarchique mise à part) ils entendent encore aujourd'hui LES CONSÉQUENCES DE JUILLET tout comme il les entendaient en 1830; or évidemment, ne serait-ce que sur la question électorale seule, les conséquences actuelles de M. Laffitte ne ressemblent guère aux conséquences actuelles de M. Odilon-Barrot. La conséquence de tout ceci, c'est que les uns et les autres ont marché : ceux-ci à droite, ceux-là à gauche; et comme en dix ans il s'est fait un assez bon bout de chemin, il n'est pas étonnant qu'on se retrouve séparés par une distance raisonnable.

Ce point d'équilibre parfait après lequel tout le monde court en politique comme en morale, comme en littérature, comme en toute chose; ce point précis, ce milieu mathématique, que chacun prétend avoir découvert, le sera le même jour que la pierre philosophale. La loi éternelle, la loi de progrès, la loi de l'humanité veut qu'un but que l'on croit atteint se transforme toujours en un nouveau but à atteindre. Concevoir, désirer, chercher l'impossible, est le plus beau privilége de l'homme; c'est en vertu de ce privilége que M. Odilon-Barrot poursuit la solution de son problème de pondération complète entre les deux éléments, républicain et monarchique, qui se partagent le monde. Après avoir commencé par se préoccuper trop exclusivement du premier, il s'est aperçu qu'il affaiblissait le second outre mesure, il a fait alors un pas vers lui; ce pas n'est point le dernier, plus M. Odilon-Barrot se rapprochera du pouvoir, plus il se pénétrera des nécessités et des difficultés inhérentes à l'exercice du pouvoir; et si un de ces jours M. Odilon-Barrot arrive au ministère, vous verrez qu'il ressemblera à tous les ministres passés, présents et futurs, en ce sens du moins qu'après avoir promis plus qu'il ne pourra tenir, il ne tiendra pas tout ce qu'il aura promis.

Avocat et orateur, M. Odilon-Barrot brille par un genre d'éloquence austère qui sied bien à sa belle et calme figure, et reflète, pour ainsi dire, la haute moralité de sa vie. C'est surtout à M. Odilon-Barrot que l'on pourrait appliquer, en le modifiant, l'axiome de Buffon : l'éloquence est l'homme même. A cette parole majestueuse et grave, empreinte d'un cachet de conviction, de probité et de puissance, mais un peu vague parfois, un peu compassée, un peu froide, on reconnaît un esprit plus apte à la méditation qu'à l'inspiration, à la théorie qu'à l'application; plus propre à l'embrassement de l'ensemble qu'à la perspicacité de détail; plus logicien que chaleureux; mais vaste, élevé, profond, riche d'idées, et digne en tous points de l'influence qu'il exerce au barreau, à la Chambre et dans le pays.



Imp. de P. Degobert

DE LA MENNAIS

Publié par Ch. Hen, Bruxelles

M. de La Mennais.

Nous n'avons à désavouer aucune de nos paroles en tant que sincères, mais nous nous sommes souvent trompé, et même gravement.

LA MENNAIS.

Il ne faut exiger des hommes et des esprits que ce qu'ils peuvent à chaque époque.

THIERS.—HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

Si votre étoile vous conduisait jamais dans un de ces hôtels tirés au cordeau qui forment la rue de Rivoli, et qu'il vous fût donné de vous trouver en face d'un petit homme perdu dans une vaste robe de chambre à carreaux bleus ; si vous voyiez ce personnage au corps frêle, au visage pâle et amaigri, empreint d'un cachet de souffrance et de résignation ; si vous le voyiez, troublé presque à votre aspect, levant de temps en temps sur vous un œil timide et voilé, parlant d'une voix si débile qu'elle arrive à peine à votre oreille, s'affaissant parfois sur lui-même comme plongé dans une méditation profonde, *regardant en dedans*, chaussant et déchaussant son soulier par manière de contenance, ou puisant coup sur coup et à poignée dans une large tabatière, vous auriez quelque peine à reconnaître sous cette enveloppe chétive un des plus grands agitateurs de notre époque, un prêtre qui remue les masses sans autre levier que sa plume, sans autre point d'appui que son âme ardente, et dont les pages semées par le monde soulèvent autant d'orages que jadis les bulles fulminantes de Grégoire VII, les thèses factieuses de Luther, ou de nos jours les harangues échevelées d'O'Connell.

Jamais notre tâche de biographe ne nous parut plus difficile qu'à l'abord de ce nom, autour duquel se livrent bataille des admirations passionnées et des inimitiés fougueuses; comment tracer en peu de mots, quand on n'a pas le temps d'être court, sans amour et sans haine, et par conséquent avec la perspective de déplaire à tout le monde; comment tracer les rudes métamorphoses de cette étrange figure de cénobite et de tribun ? Par quel lien rattacher M. de La Mennais le catholique ultramontain à M. de La Mennais l'hérésiarque, le néo-chrétien ? Comment souder M. de La Mennais l'absolutiste et M. de La Mennais le républicain, celui qui écrivait en 1808 : « La politique qui assujettit le souverain au peuple et le pouvoir au sujet est une politique *absurde et coupable*, » et celui qui écrivait en 1835 : « Dans une société libre, le pouvoir, simple exécuteur de la volonté nationale, ne commande pas, *il obéit*. » Cette radicale transformation, la faudrait-il expliquer par des considérations mesquines d'orgueil froissé, d'ambition déçue, de colère ou de vengeance ? A ceux qui connaissent l'austère simplicité de l'homme, son détachement des choses terrestres et la pureté de sa vie ; à ceux qui savent que l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence* refusa jadis d'échanger sa soutane de prêtre contre la pourpre du cardinalat, une solution de ce genre paraîtrait à la fois un mensonge et une injure. C'est donc dans des régions plus élevées qu'il faudrait chercher la cause de cette révolution intellectuelle, odieuse apostasie pour les uns, sublime conversion pour les autres, et qui n'est pour nous autre chose

franchissait tout-à-coup cet abîme d'initiations douloureuses qui sépare l'obscurité de la gloire. Ce génie puissant, comme éparpillé jusqu'alors, venait de concentrer tous ses rayons, et en un seul jour l'humble prêtre se trouvait, comme l'a dit un de ses disciples[1], investi de la puissance de Bossuet.

Quand parut l'*Essai sur l'indifférence*, les délicieuses pages du *Génie du Christianisme* avaient déjà puissamment contribué à épurer le corps social, en chassant l'incrédulité des régions du cœur; mais le serpent s'était réfugié dans le cerveau, et là, entouré d'un énorme rempart de fausse érudition et de philosophisme, il bravait toutes les attaques. M. de La Mennais entreprit de le forcer dans son repaire; armé d'un style nerveux et d'une logique de fer, il eut bientôt brisé tout cet échafaudage de science et frappé l'ennemi d'une blessure mortelle. Son livre fut comme un coup de tonnerre; le vieux Vatican tressaillit de joie sur sa base, l'Europe s'émut, le *Constitutionnel* frémit d'épouvante. Toutefois ce premier volume exclusivement polémique, après avoir percé à jour les arguments de l'incrédulité, laissait encore sans solution le grand problème de la foi. Où était sa source? comment parvenir à la discerner? Déjà rallié aux sommités monarchiques de l'époque, déjà poussé dans l'arène politique, M. de La Mennais, qui défendait alors dans le *Conservateur* l'alliance du trône et de l'autel, fit attendre deux ans la continuation de son œuvre; le second volume parut enfin et partagea violemment les esprits. Novateur audacieux, M. de La Mennais tentait de concilier deux puissances jusqu'alors ennemies, la philosophie et la religion. Repoussant le système de Descartes bâti sur l'évidence et la raison individuelle, il remontait le flot des âges, suivait pas à pas la transmission de la vérité à travers les siècles, et fondait la certitude sur l'autorité du genre humain; cela fait, il analysait la tradition humaine, la rapprochait du dogme catholique, établissait leur parfaite concordance, et arrivait à conclure que la vérité catholique se déduit non-seulement de la révélation, mais encore de l'autorité traditionnelle du genre humain.

Ce système nouveau, que M. de La Mennais appelait la philosophie du sens commun, rencontra surtout dans le haut clergé de vives antipathies. Mettre ainsi la philosophie dans le catholicisme quand le catholicisme ne veut pas de la philosophie et quand la philosophie prétend englober le catholicisme, c'était une entreprise audacieuse et semée de périls; il était à craindre que l'inflexibilité du dogme révélé ne se révoltât contre cet auxiliaire suspect qu'on prétendait lui adjoindre, et que M. de La Mennais ne se trouvât dans la nécessité d'opter entre deux systèmes rivaux. Dépositaire des vieilles traditions, la Sorbonne songea à combattre cette nouvelle invasion du rationalisme; tandis qu'elle apprêtait ses armes, M. de Bonald écrivait à l'auteur de l'*Essai* : *Laissez coasser toutes ces grenouilles;* et la partie vivace de l'Église accueillait avec des transports de joie cette théorie brillante qui lui semblait appelée à rajeunir un dogme vieilli. M. de La Mennais publia successivement une défense de son système et deux autres volumes destinés à le corroborer. Dans ces deux derniers livres M. de La Mennais fit preuve d'une érudition effrayante; infatigable explorateur, il accumula les textes, passa en revue tous les âges, tous les peuples, tous les lieux, et réunissant les traditions éparses de chaque fraction de l'humanité, il en forma le colossal faisceau de la tradition humaine. Cette grande tâche terminée en 1824, le prêtre catholique se rendit à Rome pour déposer son œuvre aux pieds du Saint Père. Reçu assez froidement par les membres du sacré collége, M. de La Mennais trouva dans le pape Léon XII un admirateur et un appui; le pontife, qui avait dans son oratoire le portrait de celui qu'il appelait *le dernier Père de l'Église*, lui offrit le chapeau de cardinal; mais M. de La Mennais, pressentant déjà peut-être les orages de l'avenir, refusa cette haute dignité et ne se servit de son crédit que pour faire nommer à la nonciature de France le cardinal Lambruschini, devenu, depuis, un de ses ennemis les plus acharnés.

De retour en France après avoir publié une traduction fraîche et naïve de l'Imitation de Jésus-Christ, M. de La Mennais arriva bientôt à la première phase de cette révolution intérieure dont nous avons déjà parlé. Le ministère Villèle, qu'il avait contribué de toutes ses forces à porter aux affaires, se dépréciait à ses yeux; son âme, qui ne saurait se posséder modérément d'un système, répugnait aux petits moyens et aux subtilités de gouvernement; les exigences mesquines des coteries politiques venant se heurter contre cette nature indisciplinable, M. de La Mennais crut entendre la voix de Dieu, commença par se dépouiller de la foi monarchique, et se jeta violemment dans

[1] Lacordaire. *Considérations sur le système philosophique de M. de La Mennais.*

l'ultra-montanisme. Son ouvrage de *La religion considérée dans ses rapports avec l'ordre civil et politique*, fut une déclaration de guerre aux libertés de l'église gallicane. Il attaquait vivement la déclaration de 1682 qui les consacre, et s'efforçait d'abord, en attendant mieux, d'établir la suprématie absolue du pape dans l'ordre spirituel. Traduit pour ce dernier livre en police correctionnelle, M. de La Mennais fut défendu par M. Berryer et condamné à 36 francs d'amende; c'est à l'occasion de ce procès qu'il prononça son fameux mot : « Vous saurez ce que c'est qu'un prêtre. » En 1829 il publia son ouvrage des *Progrès de la révolution et de la guerre contre l'Église*, et quand la révolution de juillet éclata, il la salua comme l'aurore d'une république universelle qu'il rêvait déjà, mais avec la suprématie papale et dans les voies catholiques; non content de rêver, M. de La Mennais s'efforça de travailler à la réalisation de son rêve. Il s'entoura d'une phalange de disciples jeunes, ardents et dévoués; l'abbé Gerbet lui apporta sa plume trempée d'onction évangélique; l'abbé Lacordaire, son éloquence aux grandes images, aux vives couleurs; M. de Montalembert, son talent de haut goût et l'influence de sa position; tous abordèrent intrépidement l'œuvre de reconstruction sociale, et *l'Avenir* fut fondé dans les premiers jours de septembre 1830, pour servir d'organe aux intérêts catholiques unis aux intérêts libéraux : « Votre « puissance se perd et la foi avec elle, disait *l'Avenir* à la papauté. Voulez-vous sauver l'une et « l'autre, unissez-les toutes deux à l'humanité « telle que l'ont faite dix-huit siècles de christia- « nisme. Rien n'est stationnaire en ce monde; « vous avez régné sur les rois, puis les rois vous « ont asservie. Séparez-vous des rois, tendez la « main aux peuples, ils vous soutiendront de leurs « robustes bras, et, ce qui vaux mieux, de leur « amour. Abandonnez les débris terrestres de votre « ancienne grandeur ruinée, repoussez-les du pied « comme indignes de vous [1]. »

Cette manière hardie et neuve de rendre au catholicisme une popularité perdue eut un succès complet auprès du bas clergé et des classes inférieures. Le peuple entendait pour la première fois de jeunes lévites lui parler de liberté et de progrès social; il les voyait prendre l'initiative des questions les plus brûlantes, les entamer sans crainte et les poursuivre jusque dans leurs extrêmes conséquences; il voyait deux prêtres et un pair de France se constituer maîtres d'école de leur autorité privée et revendiquer la liberté d'enseignement à la barre de la plus haute cour du royaume. Le peuple voyait tout cela, il ne comprenait pas trop l'intervention du pape en cette affaire, mais comme c'était du très nouveau, il applaudissait.

Par la même raison, les hauts dignitaires de l'église française fulminaient des mandements contre cette démocratie en soutane, et sollicitaient vivement auprès du Saint-Siége une bulle de censure. A Rome, on ne savait trop comment fermer la bouche à des amis fougueux qui voulaient absolument doter le pape d'une puissance effrayante. Huit siècles plus tôt, l'ambitieux Hildebrand eût sauté au cou des rédacteurs de *l'Avenir;* mais Grégoire XVI ne se souciait guère du rôle orageux de dictateur républicain, et cependant, malgré son peu de sympathie pour ces doctrines audacieuses, il reculait devant une condamnation. Pour mettre fin à toute incertitude, M. de La Mennais annonça qu'il suspendait son journal et qu'il allait lui-même chercher à Rome une sanction ou une censure. Ce voyage n'eut d'abord aucun résultat. Après plusieurs tentatives inutiles pour obtenir une décision formelle, M. de La Mennais s'était déterminé à revenir en France, en annonçant sa résolution de recommencer ses travaux, lorsqu'à son passage à Munich il reçut la fameuse lettre encyclique du 15 août 1832, dans laquelle le pape condamnait de la manière la plus claire et la plus positive, sans cependant les désigner, les doctrines de *l'Avenir*. De retour à Paris, M. de La Mennais s'empressa de se soumettre en déclarant que le journal ne paraîtrait plus, et que l'Agence générale pour la défense de la liberté religieuse était dissoute.

Cela fait, le vigoureux lutteur sortit un instant de l'arène; mais c'était pour y rentrer bientôt. Peu satisfait de la précédente déclaration, le pape exigeait de plus une adhésion absolue à l'encyclique : or, l'encyclique nommait la liberté de conscience une *maxime absurde, un délire*, la liberté de la presse *une liberté funeste* dont on ne saurait avoir assez d'horreur, la résistance au prince *un crime;* très médiocrement convaincu de la justesse de ces qualifications pontificales, M. de La Mennais se faisait tirer l'oreille pour les sanctionner de sa signature; enfin après maints pourparlers et des correspondances dont le détail serait trop long, après une première adhésion jugée incomplète, une

[1] *Affaires de Rome*, page 26.

seconde adhésion jugée perverse par ses réserves, M. de La Mennais se décida à adhérer *purement et simplement*, « convaincu, disait-il à l'archevêque « de Paris, qu'en signant cette déclaration il signait « implicitement que le pape était Dieu, et tout prêt « à le signer explicitement pour avoir la paix. »

Une soumission ainsi brusquée couvait une révolte.

M. de La Mennais, dompté en apparence, retrempait mystérieusement ses forces dans la solitude de la Chênaie, et se préparait à pousser ce terrible cri de guerre qui retentit d'un bout de l'Europe à l'autre. Les *Paroles d'un Croyant* furent publiées en mai 1834. A l'apparition de ce manifeste jeté brusquement au nom de Dieu à la face des puissances de la terre, il se fit dans le monde une égale explosion d'enthousiasme et d'anathème. En même temps que Grégoire XVI, dans une nouvelle encyclique du 7 juillet, réprouvait et condamnait ce livre *petit par son volume, mais immense par sa perversité*, le parti révolutionnaire tendait les bras au déserteur de l'Église et le proclamait *courageux*, *nouveau*, *grand*, *sublime*, le *seul prêtre de l'Europe*[1].

Nous n'avons à nous prononcer ici, ni sur la justesse plus ou moins contestable de la critique et de l'éloge, ni sur la valeur intrinsèque de cette *Marseillaise biblique* : comme œuvre de style et de poésie, c'est sans contredit un beau livre; comme œuvre de vérité et de raison, c'est autre chose.

Après avoir été catholique ultra-montain et ultra-monarchiste, M. de La Mennais ne pouvait pas être démocrate à demi. S'il est des hommes qui possèdent et dirigent leur pensée, il en est d'autres que leur pensée maîtrise et entraîne. M. de La Mennais est un de ces derniers; une fois dépouillé de sa robe de prêtre, une fois plongé dans le fleuve bourbeux des passions politiques, M. de La Mennais s'est livré au courant. Homme de méditation et de solitude, il s'est fait une vie d'agitation et de combat; homme de douceur et de paix, il a poussé des cris de haine et de guerre; nouveau Pierre l'Hermite, il s'en est allé par le monde prêchant partout la grande croisade des peuples contre les rois. Toutefois, à mesure que M. de La Mennais avance dans la voie difficile qu'il s'est choisie, il semble que sa pensée commence à perdre un peu de cet élan furieux et emporté du point de départ. Sous ce rapport, l'ouvrage intitulé *Affaires de Rome*, et publié deux ans après les *Paroles d'un Croyant*, mérite une attention sérieuse. Il y a beaucoup d'amertume dans ce livre; mais il y a aussi beaucoup de tristesse, beaucoup de douceur, beaucoup de souffrance, quelque chose qui ressemblerait presque à un regret. Il semble que, fatigué de sa course impétueuse, M. de La Mennnais ait voulu s'arrêter un instant entre son passé et son avenir pour jeter un dernier et mélancolique regard sur ses croyances d'autrefois, aujourd'hui mortes, ensevelies. Au milieu de Rome, cette grande ruine, au fond du couvent des Théatins, l'athlète au repos rêva plus d'une fois le bonheur d'une vie paisible écoulée à l'ombre d'un cloître sous l'œil de Dieu.

Le *Livre du Peuple*, venu après, est une espèce de cathéchisme populaire où M. de La Mennais s'efforce d'élever le peuple à la hauteur de la mission qu'il l'appelle à remplir; à côté de quelques pages haineuses, il en est d'autres où la morale la plus consolante et la plus pure se revêt des formes les plus gracieuses. Dans sa dernière production intitulée *de l'Esclavage moderne*, M. de La Mennais s'efforce d'établir, en faisant assez souvent violence à l'histoire, que le prolétaire d'aujourd'hui est plus asservi, plus torturé, plus misérable que l'esclave antique et le serf du moyen-âge; la première moitié du livre est furibonde. « Peuple, peuple, réveille-toi « enfin! Esclaves, levez-vous, rompez vos fers, ne « souffrez pas que l'on dégrade plus longtemps en « vous le nom d'homme[2]. » Avant de courir aux armes, que le peuple veuille bien tourner la page, et dans ce qui suit il trouvera fort heureusement la réfutation absolue et radicale de ce qui précède.

« Sachez bien premièrement, et n'oubliez ja« mais, dit M. de La Mennais[3], qu'à aucune époque « il n'y a de possible que ce qui est mûr dans les « esprits, ce qui, préparé peu à peu, est devenu « l'objet d'une attente et d'un désir général; que « toute réforme qui se présente comme *une per« turbation radicale des choses existantes*, le ren« versement de ce qui a encore dans les idées, les « habitudes, les mœurs, l'opinion *vraie* ou *fausse* « des masses, des racines vivantes, échoue toujours;

[1] Lerminier, *Revue des deux mondes*, 1834.

[2] *De l'esclavage moderne.*

[3] *Idem.*

« qu'*ainsi rien de plus pernicieux que les pures « systèmes de l'esprit, principalement s'ils offrent « un fâcheux caractère de rigidité absolue;* que « les théories contestées, le fussent-elles même à « tort, les théories qui répugnent au grand nom- « bre, les spéculations économiques et philosophi- « ques inapplicables au moins actuellement. Elles « ont pour effet d'effrayer et de retenir dès-lors « dans une déplorable inertie les hommes mêmes « le mieux disposés et dont le concours serait le « plus utile, quelquefois le plus indispensa- « ble. »

Nous recommandons ces lignes pleines de sens pratique et de haute raison à tous ceux dont le cerveau a pu être troublé par la poésie frénétique et *opiacée* des *Paroles d'un Croyant.* Le génie est comme la lance de Télèphe; nul mieux que lui ne peut guérir les blessures qu'il a faites.

Les écrits de M. de La Mennais, surtout ceux de la dernière partie de sa vie, fourmillent de contradictions de ce genre; et à elles seules, du reste, ces contradictions suffiraient pour établir sa parfaite bonne foi. Nous sommes convaincu que quand M. de La Mennais prend la plume pour faire le branle-bas général de combat, il s'opère en lui comme une lutte; une organisation tendre et mystique se débat sous l'étreinte d'une volonté fougueuse; la tête dit oui, le cœur dit non, mais la tête l'emporte; l'apôtre hésite, le tribun entraîne l'apôtre; il y a dans cette âme du saint Augustin et du Brutus : le Brutus domine; et M. de La Mennais, le prêtre démocrate, ne ressemble pas mal à ce prélat belliqueux du moyen-âge qui, à la bataille de Bouvines, ne voulait d'autre arme qu'une massue, parce que sa religion lui défendait de répandre le sang, et qui, au plus fort de la mêlée, bénissait d'une main les nombreux ennemis qu'il assommait de l'autre.

Reste à préciser quel est jusqu'ici le dernier mot de M. de La Mennais en religion et en politique. Après avoir demandé d'abord la séparation absolue de l'Église et de l'État, puis la domination de l'Église sur l'État, M. de La Mennais nous paraît appeler aujourd'hui la fusion de l'Église dans l'État. Il a rompu sans retour avec le dogme catholique; il déclare que « le christianisme, aujourd'hui en- « seveli sous l'enveloppe matérielle qui le recouvre « comme un suaire, reparaîtra dans la splendeur « de sa vie perpétuellement jeune, et que le monde « ne formera plus qu'une même cité qui saluera « dans le Christ son législateur suprême et der- « nier [1]. » C'est en d'autres termes la même pensée formulée par M. de Lamartine sous le nom de *Christianisme législaté.*

En politique, M. de La Mennais est peut-être le plus avancé de nos radicaux modernes; car il appelle à haute et intelligible voix le peuple à exercer directement et dès aujourd'hui sa souveraineté, à se constituer avec l'égalité absolue pour dogme et pour forme gouvernementale la république.

On comprend très bien que nous n'avons pas la prétention de discuter en quatre pages une question aussi grave; toutefois nous croyons devoir résumer en peu de mots, avec tout le respect que nous professons pour la personne et le talent de M. de La Mennais, les impressions qu'a fait naître en nous une étude consciencieuse de son système.

Que le mouvement ascensionnel des choses humaines, que le développement toujours croissant de l'industrie et des lumières, que les enseignements du passé, que les agitations du présent, que tout cela soit le présage certain d'une grande transformation sociale; qu'une plus forte somme d'individualités intelligentes ait naturellement pour conséquence une plus égale répartition des droits politiques; que la classe moyenne, à cette heure plus spécialement dépositaire des intérêts généraux, doive un jour ouvrir ses rangs au peuple et se fondre avec lui dans une grande et belle unité sociale; qu'en un mot l'avènement de la démocratie pure au pouvoir soit dans l'avenir, c'est là une pensée logique et commune à presque tous les hommes éminents de l'époque, depuis Saint-Simon jusqu'à Châteaubriand, depuis Béranger jusqu'à Lamartine.

Mais que le peuple, tel qu'il est aujourd'hui, ou plutôt tel que l'entend M. de La Mennais, c'est-à-dire tout ce qui ne possède pas et tout ce qui est ignorant, soit appelé brusquement à posséder et à exercer sur l'heure une action gouvernementale; que la souveraineté du peuple, qui ne saurait être que la souveraineté de l'intelligence et de la raison, devienne la souveraineté de la force brutale et du nombre, ceci est un système qui nous paraît aussi faux en principe que fécond en résultats funestes.

Et qu'on ne dise pas que nous créons des chimères pour nous donner le plaisir de les détruire, car si ce n'est pas la pensée première de M. de La Mennais, on ne peut nier du moins que ce ne soit la conséquence forcée de sa polémique.

[1] *Livre du Peuple.*

Relisez ces tableaux que M. de La Mennais fait du monde extérieur, tableaux lugubres qu'on dirait tracés sous l'influence d'un cauchemar, vous y verrez toujours la société divisée en deux classes d'hommes : des victimes en foule et quelques bourreaux ; d'une part, une imperceptible minorité, superbe, insolente, sanguinaire, vivant grassement dans l'indolence et la joie ; d'autre part, une immense majorité, *pâle, maladive, exténuée, tyrannisée, martyrisée* et *mourant de faim*. L'enfer du Dante est un paradis à côté de certaines pages des Paroles d'un Croyant. Si c'est là de la poésie, est-ce de la vérité? Quant à nous, nous déclarons sur notre âme et conscience n'avoir jamais rencontré un seul prolétaire disposé à se laisser tenailler ou couper en quatre pour le bon plaisir d'autrui, et il nous a paru, grâce à Dieu, que le nombre des gens qui meurent de faim est de plus en plus restreint; sans doute il y a encore sous le ciel beaucoup de déplorables misères, sans doute le peuple est encore bien loin de cette prospérité que lui réserve l'avenir; mais la doit-il chercher dans l'exercice prématuré et dangereux de droits politiques qu'il comprend à peine, ou dans le développement paisible de l'industrie, au club ou à l'école, dans le *Contrat social* ou dans la *Science du bonhomme Richard?* Pour nous la question n'est pas douteuse ; donnez d'abord au peuple du bien-être, du savoir et de la moralité, ne lui donnez pas de passions, il n'en a pas besoin, il en a à revendre; quant à l'initiative politique, elle lui viendra d'elle-même, du jour où il sera en état de l'exercer.

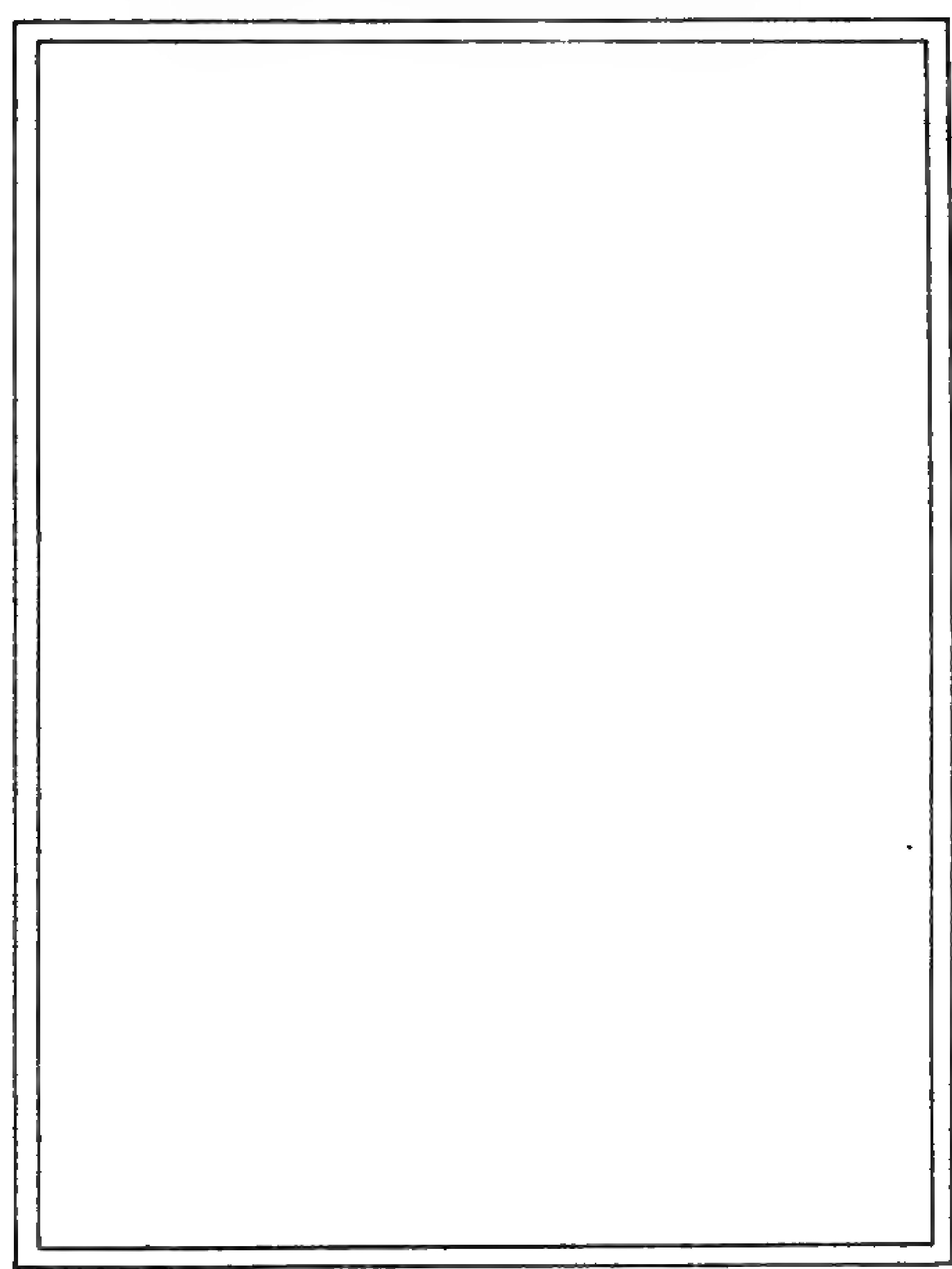
Et d'ailleurs cette classe moyenne, que M. de La Mennais accuse avec tant de fureur de monopoliser tous les droits sociaux, ne se recrute-t-elle pas sans cesse dans les rangs du peuple? Ne voit-on pas tous les jours l'ouvrier devenir maître, l'artisan rentier? L'origine des hauts barons de comptoir se perd-elle donc déjà dans la nuit des temps, et l'égalité absolue que réclame si ardemment M. de La Mennais peut-elle être jamais autre chose que le libre concours de tous à tout, que la faculté donnée à chacun d'être tout ce qu'il peut être? non pas que nous prétendions que cette faculté, reconnue en droit, existe en fait dans toute sa plénitude ; non pas que nous méconnaissions les obstacles de tous genres qui arrêtent encore le mouvement d'ascension des supériorités; mais enfin la lice est ouverte à tous, et entre le difficile d'aujourd'hui et l'impossible d'autrefois il y a un abîme.

En résumé, M. de La Mennais nous paraît avoir manqué son but en le dépassant ; le peuple, ce n'est pas seulement l'extrême misère et l'extrême ignorance; le peuple, c'est l'artisan, c'est le soldat, c'est le bourgeois, c'est l'avocat, c'est le médecin, c'est l'artiste, c'est tout le monde. Qu'un gouvernement s'appelle *monarchie* ou *république*, la souveraineté du peuple ne sera jamais la souveraineté exercée par tous sur tous, mais bien la souveraineté déléguée par tous à un ou à plusieurs pour être exercée dans l'intérêt de tous. La suprématie sociale n'est pas affaire de chiffres, elle ne se dénombre pas, elle se manifeste, on la subit, c'est dans l'ordre, et la pire de toutes les tyrannies serait celle d'une majorité inintelligente, si elle était possible.

Ainsi donc, quand M. de La Mennais, emporté par un sentiment louable au fond, crie aux prolétaires : Levez-vous! comptez vos oppresseurs! vous êtes mille contre un, à vous le gouvernement! l'illustre écrivain croit faire de la démocratie, et il nous semble qu'il fait tout simplement de la *démagogie*.

Toutefois, malgré l'exagération de ses désirs, de ses tristesses et de ses colères, M. de La Mennais n'en reste pas moins une des plus grandes intelligences et un des plus nobles cœurs de ce temps-ci; quand l'indifférence est dans toutes les âmes, quand les individualités s'isolent et s'enveloppent d'un odieux manteau d'égoïsme, quand l'ignoble maxime du *chacun pour soi* est à l'ordre du jour, on aime à voir un homme souffrir des souffrances des autres, s'abreuver des douleurs du pauvre, les grandir outre mesure par la pensée comme pour s'imposer une amertume plus vive, s'efforcer, même en se trompant, d'y porter remède, et conserver presque seul, au milieu de l'apathie générale, le zèle de la charité, l'énergie de la volonté et les trésors de la foi. C'est un rude chevaucheur d'idées que ce prêtre. Dans la marche pénible et lente de l'humanité vers l'avenir, il s'est placé à l'avant-garde; impétueux, infatigable, les yeux fixés vers le point lumineux qu'il brûle d'atteindre, il galope sans relâche, harcelant les systèmes qui le portent, jusqu'à ce qu'ils tombent épuisés; et alors changeant de système sans changer de route, il continue sa course rapide. Au cavalier pressé d'arriver, qu'importent les coursiers morts laissés derrière lui!

[illegible]



Imp de P [illegible]

[illegible]

Publié par [illegible] à Bruxelles

M. de Metternich.

> Occuper longtemps la première place, rester chef du cabinet sous des souverains successifs sans rien changer au système que l'on adopta de prime abord, se donner l'inviolabilité d'un roi au milieu de toutes les jalousies de cour, dénote une habileté qu'on ne saurait revoquer en doute; l'autorité vient-elle du génie du gouvernant ou de la médiocrité du gouverné? c'est ce qui demeurerait à démêler dans M. de Metternich.
>
> CHATEAUBRIAND.— CONGRÈS DE VÉRONE, t. 1, p.

Je ne voudrais pas trancher une question que M. de Châteaubriand s'est contenté de poser; nul doute que chez nous, où la vie politique est si vive, si mesquinement tourmentée, si dévorante, où les réputations se font et se défont en vingt-quatre heures, une autorité souveraine et persistante du genre de celle de M. de Metternich serait un magnifique effort de génie, un prodige, ou mieux une impossibilité. En Allemagne, et surtout en Autriche, cette longévité politique se conçoit et s'explique. Là, point de journaux hostiles, point de tribune, point de partis, point de contrôle. Sous ce despotisme tempéré par les mœurs, qui ressemble, pour me servir d'une expression de M. de Pradt, à une épée dont la lame reste cachée dans le fourreau et ne laisse voir que la poignée, la vie publique est toujours à l'état de calme plat; une administration invariable et active dirige et conduit toutes choses dans le silence et le mystère. En Autriche, dit M. Saint-Marc Girardin, « beaucoup de parties de l'homme sont satisfaites et « tranquilles, les bras y ont du travail, l'estomac « y est bien repu; si ce n'était la tête qui est mal « à l'aise quand elle s'avise de penser, tout serait « à merveille. » Pauvre pays! s'écrie madame de Staël, où il n'y a que du bonheur! Pour mon compte, j'avoue que le bonheur *autrichien* ne me suffirait pas; je ne serais pourtant pas fâché de voir un peu de celui-là s'allier au nôtre.

Quoi qu'il en soit, envisagée uniquement sous ce petit point de vue, la position de M. de Metternich serait presque une sinécure, et la biographie n'aurait pas plus à s'occuper de lui que d'un préfet-modèle de la Touraine ou de la Beauce; mais veuillez bien sortir de Vienne, veuillez bien vous rappeler que jamais, depuis la séparation des deux couronnes de Charles-Quint, l'Autriche n'offrit un plus vaste amalgame d'États et de populations hétérogènes; l'Autriche s'étend depuis les frontières de la Russie et de la Turquie jusqu'aux rivages de la Méditerranée; elle a un pied en Pologne, elle tient la Hongrie, la Bohême, la Moravie, la Croatie, l'Esclavonie, la Gallicie, la Lombardie, Venise, les deux Tyrols, en un mot toute la partie septentrionale de l'Italie. En même temps qu'elle s'efforce de conserver son influence au nord, l'Autriche pèse de tout son poids sur le midi de l'Europe; or, ce grand empire, construit à la hâte et de main d'homme, dont les tronçons épars se remuent et s'agitent, qui l'a créé, qui l'a organisé tel qu'il existe aujourd'hui, qui le dirige, qui le maintient, qui le comprime, qui s'efforce de lui donner cette unité qui lui manque? c'est M. de Metternich.

A une des époques les plus tristement glorieuses de notre histoire, dans la grande crise de 1813, au moment où nous luttions encore, où la victoire flottait indécise, qui a pris dans ses mains les

cartes embrouillées de ce terrible jeu, qui a brusqué le dénouement du drame sanglant commencé à Moscou et fini à Waterloo? c'est M. de Metternich. Quel homme enfin s'est imposé la rude tâche de barrer le passage à l'esprit humain et d'arrêter le torrent démocratique? Quel est celui dont les yeux font incessamment la ronde sur le globe, pour voir s'il n'y aurait par-ci par-là quelque trône chancelant à étayer, quelque tribune à fermer, quelque germe de liberté à étouffer? Qui a fomenté l'alliance des rois contre la *grande émeute* de 89? Qui s'est constitué le *grand prévôt de l'Europe*[1]? c'est encore M. de Metternich. Comme vous le voyez, l'illustre chancelier d'Autriche a beaucoup fait, et surtout n'a pas peu à faire. Dans tous les grands événements qui ont agité le monde depuis quarante ans, il a sa large part d'action et de responsabilité.

Il ne faudrait pourtant pas se représenter cet opiniâtre défenseur des vieilles traditions gouvernementales sous la forme d'un tyran farouche, toujours prêt à en appeler au canon ou au knout comme dernière raison des rois. M. de Metternich est un homme de mœurs douces, d'habitudes élégantes, éclairé, souple, insinuant; c'est la Circé du despotisme. Pour lui il ne s'agit pas d'opprimer les masses, mais bien de les séduire, de les engourdir, et à la rigueur de leur faire subir la métamorphose des compagnons d'Ulysse. Vos gouvernants, leur dit-il, vous doivent du bien-être, *panem et circenses*, en voilà ; de la liberté civile, en voilà encore; de la liberté politique, vous n'en aurez pas, cela ne vaut rien; chantez, riez, dansez, vivez bien, soyez heureux, faites de la poésie ou des enfants si vous voulez, mais surtout raisonnez peu, sinon, nous vous enverrons *paternellement* au *Spielberg*, où l'on est fort mal à son aise. Ajoutons que le *Spielberg* est un moyen de gouvernement peu usité, du moins pour l'Autriche, et plus particulièrement réservé à cette pauvre Italie, qui ne se soumet qu'à la force et qu'on traite en pays conquis.

Il ne faudrait pas non plus exagérer la taille déjà bien haute de ce personnage historique, et répéter avec plusieurs que de M. de Metternich date pour la politique autrichienne une ère nouvelle. D'abord on vous dira à Vienne que François II n'était pas aussi roi fainéant qu'on le pense généralement; ensuite rien de plus invariable que la politique autrichienne depuis 1789 jusqu'en 1814; c'est une lutte constante contre la France, entrecoupée de trèves de courte durée, lutte de principes d'abord et puis lutte de territoires. L'Autriche ne renonce jamais à ce qu'elle est forcée de céder; vaincue, elle négocie; mais quand elle signe une paix onéreuse, c'est en méditant une guerre nouvelle; les alliances, les mariages, suspendent sa marche, mais ne la détournent jamais; telle elle s'est montrée à Léoben, après cinq campagnes acharnées; à Lunéville, après la défaite d'Hohenlinden; à Presbourg, après Austerlitz; à Vienne, après Wagram; et enfin à Prague, après notre malheureuse campagne de Moscou. Ici M. de Metternich a trouvé la voie toute tracée, il l'a suivie avec une merveilleuse sagacité, et par l'attitude prépondérante, qu'il a su donner à l'Autriche en 1813, il a certainement rendu un immense service à son pays. Comme Français j'aime peu M. de Metternich, non pas tant parce qu'il nous a vaincus lui et un million d'hommes, que parce qu'il a cruellement profité de sa victoire. Si, non content de réparer amplement ses pertes, le cabinet de Vienne voulait encore se venger de l'humiliant traité de Presbourg, ce n'était pas la peine de crier si haut qu'il ne faisait la guerre qu'à un homme en nous faisant payer si cher les caprices de ce géant, enfant gâté de la gloire. La déclaration de Francfort nous promettait notre ligne du Rhin, le traité de 1815 nous l'a enlevée; c'est là notre traité de Presbourg à nous; voilà vingt-cinq ans que nous le subissons; mais l'iniquité ne se prescrit pas en politique; la mauvaise carte géographique tracée par le congrès de Vienne, dont la Belgique a déjà enlevé un lambeau, sera tôt ou tard déchirée avec l'épée; et tant que la France n'aura pas ses limites naturelles, l'*équilibre européen*, cette œuvre chérie de M. de Metternich, clochera d'un pied.

Comme biographe, je dois faire abstraction ici de tout sentiment de nationalité, me placer autant que possible au point de vue de mon personnage, laisser à d'autres le soin de l'accuser ou de le défendre, et m'attacher surtout à le représenter tel qu'il est. Pour faire cela convenablement, il me faudrait un livre, et je n'ai que huit pages; je serai bref, dogmatique, incomplet, ce n'est pas ma faute.

Clément Wenceslas, comte de Metternich-Winneburg-Ochsenhausen, naquit à Coblentz, le 15 mai 1773, d'une des meilleures familles du pays.

[1] Expressions de M. de Metternich.

L'enfance de M. de Metternich ne présente rien de remarquable. Seulement, j'ai là sous la main un *Taschenbuch* [1] que je recommande à l'attention de la censure autrichienne, si tant est qu'elle soit bien méchante, ce que je ne crois pas, en ce qui touche du moins certains côtés légers de la vie de M. le chancelier. Dans ce *Taschenbuch* il est dit que l'enfance de M. de Metternich fut studieuse, mais un peu précoce; les jeunes filles attachées au service de madame sa mère attiraient au jeune Clément autant de réprimandes que ses succès scholaires lui valaient de louanges. M. de Metternich le père se montrait, lui, fort indulgent, il se plaisait à reconnaître à ces traits le sang de sa race, il en augurait bien pour son fils; et quand madame de Metternich venait se plaindre de quelque nouvelle incartade amoureuse : « *Lass ihn gehen, laisse-le faire!* disait-il, *das wird ein tüchtiger Kerl seyn; nous aurons là un fameux gaillard.* »

A quinze ans, le jeune Metternich fut envoyé à l'université de Strasbourg, où il étudia sous le célèbre professeur de Kock, en compagnie de Benjamin Constant. Ces deux hommes, à qui la fortune réservait de hautes destinées dans des voies différentes, se lièrent d'amitié sur les bancs; je crois même qu'alors M. de Metternich partageait un peu l'effervescence des idées philosophiques qui enflammaient toutes les jeunes têtes; sa philsoophie s'acheva en 1790, et ses études furent complétées en Allemagne. Après avoir visité l'Angleterre et la Hollande, il vint à Vienne, où il épousa, à vingt-et-un ans, la fille du prince de Kaunitz-Rietberg.

C'est de cette époque que date son premier pas dans la carrière diplomatique. Chargé de représenter les comtes de Westphalie au congrès de Rastadt, il se fit remarquer de l'empereur François II qui le prit à son service, l'attacha d'abord au comte de Stadion, son ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le nomma son ministre à la cour de Dresde, et enfin le chargea, en 1806, de représenter l'Autriche à la cour de Napoléon.

L'Autriche était alors dans une triste position; chassée de l'Italie par Bonaparte, refoulée sur le Rhin par Moreau, elle avait tenté de se relever en s'alliant avec la Russie; cette coalition avait été brisée à Austerlitz. Napoléon avait largement usé de ses droits de vainqueur; il avait arraché au vaincu le vieux manteau impérial des Césars; il avait mis la main sur le sceptre de la Confédération; il avait pétri et repétri l'Allemagne au gré de sa pensée; il avait créé des duchés, des principautés, des royautés même. Il avait agrandi le Wurtemberg, la Bavière et le duché de Bade; il avait taillé en plein drap, pour vêtir chacun de ses lieutenants, et tout cela aux dépens de l'Autriche. La Prusse avait voulu remuer à son tour; d'un bond l'empereur avait coupé en deux, à Iéna, ce frêle et mince État qui rampe comme un serpent le long de la Baltique, et la Prusse avait été démembrée, morcelée et disloquée comme l'Autriche.

Dans cet état de choses, M. de Metternich devait avant tout chercher à plaire au vainqueur; il y réussit complétement : on était alors chez nous en plein retour vers les choses d'autrefois. Napoléon avait fouillé les archives pour y déterrer de vieux formulaires d'étiquette. L'antique royauté de Louis XIV semblait renaître avec toute sa splendeur, avec tous ses prestiges, avec toutes ses pompeuses puérilités, moins la grâce aristocratique dont on peut bien se passer, mais qui ne s'acquiert pas et fait toujours mauvais effet quand on l'emprunte.

Joignant aux avantages de la naissance la figure la plus séduisante, les formes les plus distinguées, un esprit fin, une parole facile, élégant et somptueux dans les habitudes de sa vie, le jeune ambassadeur d'Autriche eut un succès prodigieux; on se l'arrachait à la cour, et les princesses mêmes de la famille impériale ne dédaignaient pas ses hommages : bien qu'on fût devenu *collet monté* sur l'étiquette, le puritanisme n'existait qu'à la surface, et la couleur du directoire avait déteint sur cette société fardée de l'empire. M. de Metternich sut très bien se plier aux circonstances; il avait mission de plaire, il s'en acquitta avec un grand zèle; on ferait des volumes avec le récit de toutes les bonnes fortunes échues ou prêtées au diplomate autrichien; lisez plutôt les nombreux mémoires enfantés par les célébrités féminines de cette époque; il n'en est presque pas un qui ne renferme un tendre et gracieux souvenir à l'adresse de M. de Metternich.

Bien accueilli par Napoléon, qui le considérait comme l'expression du système français en Autriche, M. de Metternich fut à même d'étudier cet homme qui faisait mouvoir le monde à son gré, et

[1] Les *Taschenbucher* (livres de poche) sont de petits keepsakes qui se publient annuellement en Allemagne, et renferment quelquefois des pages fort intéressantes.

de deviner parfois les ressorts mystérieux qui lui donnaient à lui-même l'impulsion première. L'ambassadeur insistait alors fortement pour fonder entre la France et l'Autriche un système solide d'assurance mutuelle contre la Russie. L'entrevue d'Erfurth déjoua ses projets; des promesses furent échangées entre Napoléon et Alexandre. Il fut un instant question de partager l'Europe en deux. L'Autriche, persuadée qu'elle serait sacrifiée, se tourna vers l'Angleterre qui l'engageait à briser le traité de Presbourg en lui promettant des subsides. Les vexations nombreuses qu'avaient eu à subir les populations allemandes commençaient déjà à exaspérer les esprits. L'Autriche jugea le moment venu de tenter de nouveau le sort des armes; toutefois avant d'éclater elle voulait attendre que Napoléon fût complétement engagé au fond de l'Espagne; d'immenses levées d'hommes s'organisèrent mystérieusement, M. de Metternich reçut ordre de plaire plus que jamais, et de mentir avec toute l'assurance d'un diplomate. Alors se joua entre le subtil Autrichien et M. de Champagny une partie de finesse dans laquelle ce dernier échoua complétement. Autant les notes officielles de l'Autriche étaient sèches et insignifiantes, autant les notes confidentielles présentées par M. de Metternich respiraient les sympathies les plus ardentes et le dévouement le plus sincère. Napoléon lui-même y fut trompé. Cependant on hésitait encore en Autriche devant une déclaration de guerre. Le 25 mars 1809, M. de Metternich recevait de son ancien patron, le comte de Stadion, alors premier ministre, une lettre ainsi conçue : « Je remarque « avec douleur que l'enthousiasme général tiédit; « je crains bien qu'il ne s'use à áttendre; fais-toi « donc chasser, car ici on ne saura jamais prendre « un parti décisif. » Enfin, le 9 avril, au moment où l'empereur arrivait à la frontière d'Espagne pour relever le trône de Joseph, l'Autriche se décida à passer l'Inn et à commencer les hostilités en attaquant notre alliée la Bavière, enrichie de ses dépouilles.

A la première nouvelle de cette agression inattendue, Napoléon accourt à Paris, et furieux d'avoir été joué par M. de Metternich, il ordonne tout simplement à Fouché de le faire conduire à la frontière entre deux gendarmes; l'ordre était dur, car enfin, s'il fallait toujours dire la vérité, à quoi servirait donc la diplomatie? Fouché, qui pensait qu'il était bon d'avoir des amis partout, y mit des formes et se contenta de faire escorter la chaise de poste de l'ambassadeur par un capitaine de gendarmerie.

Deux mois s'étaient à peine écoulés, et l'Autriche écrasée à Wagram demandait la paix à deux genoux; le *Moniteur* proclamait que la *maison de Lorraine avait cessé de régner*, déclaration fastueuse, irréalisable, qui n'eut pas de suite, mais que Napoléon devait un jour payer cher. Grâce à l'habileté du comte de Bubna, et surtout grâce aux instances de M. de Metternich déjà rentré en faveur auprès de Napoléon, après de longues conférences à Schœnbrunn, la paix fut enfin signée à Vienne. De nouvelles cessions de territoires et d'énormes contributions de guerre furent le partage du vaincu.

C'est à cette époque, en 1810, après la signature du traité de Vienne, que M. de Metternich fut appelé au poste de chancelier-d'État et président du conseil. Autour de lui l'horizon était plus sombre que jamais; la maison de Lorraine n'avait pas cessé de régner, mais elle avait perdu toute son influence en Allemagne. Napoléon l'avait déjà, pour ainsi parler, réduite à sa plus simple expression par le traité de Presbourg, pour agrandir ses vassaux les princes de la Confédération; le traité de Vienne lui arrachait les derniers débris de sa puissance en Italie. Abattue, épuisée d'hommes et d'argent, pressée de tous côtés par cet immense empire français, qui s'étendait des bords de la Baltique jusqu'aux Pyrénées, l'Autriche semblait avoir définitivement renoncé à toute pensée de recours aux armes.

Dans ces circonstances difficiles, M. de Metternich entreprit de relever son pays, en le rapprochant plus intimement du vainqueur. *Græcia capta ferum victorum cepit*[1].

L'occasion se présenta bientôt; le chancelier-d'État la saisit habilement. Napoléon, après son divorce avec Joséphine, cherchait alors quelle antique race de l'Europe il appellerait à l'honneur de continuer la sienne; il penchait pour une sœur d'Alexandre; le cabinet de Vienne se jeta à la traverse des négociations; M. de Schwarzenberg, alors ambassadeur à Paris, fut chargé de s'expliquer à ce sujet; un mariage fut proposé, conclu le même jour, et M. de Metternich vint lui-même conduire la fille des Césars dans la couche du soldat triomphant. La Russie fut froissée de cette préférence. La froideur commençait déjà à remplacer les pro-

[1] « C'est mon mariage avec Marie-Louise qui m'a perdu, » disait Napoléon à Sainte-Hélène.

testations d'Erfurth; les nuages s'amoncelèrent de ce côté; la spoliation du grand-duc d'Oldenbourg, les exigences du système continental imposé à la Russie et mortel pour ses intérêts commerciaux, achevèrent de briser l'alliance. Napoléon se résolut à marcher à la dictature universelle, et la guerre fut déclarée.

L'Autriche se tourna naturellement du côté de celui qu'elle jugeait le plus fort, sans toutefois s'engager assez complétement dans la querelle pour s'interdire toute possibilité de métamorphose en cas de défaite. Le traité de Paris, du 14 mars 1812, stipula qu'il y aurait entre S. M. l'empereur des Français et S. M. l'empereur d'Autriche, amitié, union et alliance *à perpétuité* (joli mot de chancellerie qui n'engage à rien; tous les traités se font à perpétuité). L'Autriche dut fournir un contingent de 30,000 hommes. Dans la partie secrète du traité, il est dit à l'article 7, qu'au cas d'une heureuse issue de la guerre, S. M. l'empereur Napoléon s'engage à procurer à l'empereur d'Autriche des indemnités qui *non-seulement* compensent les sacrifices et charges de ce dernier dans la guerre, mais qui soient un *monument* de l'union intime et durable qui existe entre les deux souverains. La Prusse s'empresse aussi de se jeter à corps perdu dans l'alliance, et 600,000 soldats de toutes les nations de l'Europe passent le Niémen.

Six mois plus tard, de cette immense armée, 40,000 hommes restaient à peine; ces fantômes décharnés, épuisés par la faim, engourdis par le froid, se traînaient à travers l'Allemagne, qui les accueillait partout avec des regards sombres et farouches et se préparait à profiter de notre grand désastre pour secouer le joug. La défection du général prussien d'York venait de livrer notre aile gauche; le général autrichien Schwarzenberg entrait à son tour en communication avec l'ennemi et découvrait notre aile droite; Alexandre avait passé la Vistule, le roi de Prusse s'était jeté dans ses bras, et les vaincus d'Iéna couraient aux armes.

L'Autriche intacte, éloignée, moins engagée que la Prusse, procède avec plus de circonspection, et ici apparaît dans tout son jour l'habileté diplomatique de M. de Metternich.

Laissant derrière lui les débris de son armée, Napoléon reparaissait à Paris, inébranlable et comme enorgueilli d'avoir enfin à lutter contre la fortune. Il redemande des soldats à la France, et toujours dévouée la France lui donne ses derniers soldats; il repasse le Rhin avec 300,000 hommes, et met en demeure le cabinet de Vienne de remplir les conditions du traité de Paris. M. de Metternich répond que son maître est plus que jamais dévoué à l'empereur, *et que l'alliance est éternelle comme les motifs qui l'ont fait naître;* en même temps il donne ordre au commandant du contingent autrichien de refuser d'obéir aux instructions qui lui seraient transmises de la part de Napoléon, et 200,000 hommes sont réunis et armés en toute hâte derrière les montagnes de la Bohême. Le cabinet anglais, fidèle à sa haine implacable, dépêche lord Walpole à M. de Metternich, pour lui offrir, s'il veut entrer dans la coalition, la restitution des provinces Illyriennes, le rétablissement du vieil empire germanique, l'Italie tout entière, et dix millions de subsides. Le rusé chancelier prête l'oreille à ces propositions, envoie M. de Weissemberg à Londres, sous le prétexte de préparer l'Angleterre à la paix, presse de plus en plus la levée de ses troupes, et enfin poussé dans ses derniers retranchements par M. de Narbonne, qui le somme de s'expliquer, il déclare « que l'alliance a changé de « nature, que l'Autriche élève sa simple interven« tion à l'attitude d'une *médiation armée,* que « désormais elle va paraître en scène comme partie « principale, et qu'elle se met en mesure de sou« tenir son nouveau rôle en organisant des forces « respectables [1] ». Ajoutant toutefois que cette attitude nouvelle ne détruisait pas le traité de Paris, qu'elle le *suspendait* seulement afin de donner plus de liberté au cabinet médiateur pour négocier la paix entre les puissances belligérantes.

Cette position, prise tout-à-coup par M. de Metternich, était d'une haute habileté, sinon parfaitement loyale; de simple allié exposé aux chances de la guerre, le cabinet autrichien devenait l'*arbitre* de ce vaste différend; arbitre désintéressé en apparence, mais bien disposé à mettre son rôle à profit.

Le traité de Trachenburg venait d'adjoindre à la triple coalition un nouvel ennemi, la Suède; les victoires de Lützen et de Bautzen, rendues stériles par notre manque de cavalerie, avaient pourtant relevé un peu nos affaires; un armistice fut conclu à Plesswitz; le cabinet médiateur proposa d'ouvrir un congrès à Prague sous sa présidence; la Russie et la Prusse, désireuses d'entraîner l'Autriche dans la coalition, acceptèrent avec empressement, et Napoléon, quoique froissé de la prépondérance

[1] Dépêches de M. de Narbonne.

que s'arrogeait son ancien allié, se résigna aussi à accepter.

C'est à ce moment, quelques jours avant l'ouverture du congrès, qu'eut lieu à Dresde, entre Napoléon et M. de Metternich, cette fameuse conversation qui ne contribua pas peu à amener une rupture de la part de l'Autriche; plusieurs écrivains en ont déjà parlé en la dénaturant. Je regrette que le défaut d'espace ne me permette pas de la donner ici tout entière. En voici quelques fragments que j'emprunte au récit du baron Fain, témoin oculaire.

M. de Metternich s'était rendu à Dresde, porteur d'une lettre particulière de son maître, en réponse aux ouvertures faites par Napoléon; il la remit le 28 juin à l'empereur, dans une audience confidentielle qui se prolongea pendant une partie de la journée. « Vous voilà donc, Metternich ! dit Napo- « léon en le voyant. Soyez le bien-venu, mais si « vous voulez la paix, pourquoi venir si tard ? Nous « avons déjà perdu un mois, et votre médiation « devient presque hostile à force d'être inactive... « Je vous ai deviné, Metternich, votre cabinet veut « profiter de mes embarras et les augmenter au- « tant que possible, pour recouvrer tout ou partie « de ce qu'il a perdu; la grande question pour vous « est de savoir si vous pouvez me rançonner sans « combattre, ou s'il vous faudra vous jeter déci- « dément au rang de mes ennemis. Vous ne savez « pas encore bien lequel des deux partis doit vous « offrir le plus d'avantages, et peut-être ne venez- « vous ici que pour mieux vous en éclaircir. Eh « bien ! voyons, traitons, j'y consens, que voulez- « vous ?

Cette attaque était vive. M. de Metternich appelle à son aide un attirail complet de phrases diplomatiques. « Le seul avantage que l'empereur mon « maître soit jaloux d'acquérir, c'est l'influence « que communiquerait aux cabinets de l'Europe « l'esprit de modération, le respect pour les droits « et les possessions des États indépendants qui l'a- « nime lui-même, etc., etc...—Parlez plus clair, « dit Napoléon en l'interrompant, et venons au « but; mais n'oubliez pas que je suis un soldat qui « sait mieux rompre que plier. Je vous ai offert « l'Illyrie pour rester neutre; cela vous convient- « il ? Mon armée est bien suffisante pour amener « les Russes et les Prussiens à la raison, et votre « neutralité est tout ce que je demande.

« Ah ! Sire, reprit vivement M. de Metternich, « pourquoi Votre Majesté resterait-elle seule dans « cette lutte ? Pourquoi ne doublerait-elle pas ses « forces ? Vous le pouvez, Sire, car il ne tient qu'à « vous de disposer entièrement des nôtres. »

A ces mots le ton de la conversation fléchit, l'empereur conduit M. de Metternich dans le cabinet des cartes. Après un assez long intervalle sa voix s'élève de nouveau : « Quoi ! non-seulement « l'Illyrie, mais la moitié de l'Italie et la Pologne ! « et l'abandon de l'Espagne ! et la Hollande ! et la « confédération du Rhin ! et la Suisse ! Voilà donc « ce que vous appelez *l'esprit de modération qui* « *vous anime !* Au fait, vous voulez l'Italie, la « Russie veut la Pologne, la Suède veut la Norwége, « la Prusse veut la Saxe, et l'Angleterre veut la « Hollande et la Belgique. En un mot, la paix n'est « qu'un prétexte, vous n'aspirez tous qu'au dé- « membrement de l'empire français ! Et l'Autriche, « sans coup férir, sans même tirer l'épée, se flatte « de me faire souscrire à de telles conditions ! « Sans tirer l'épée ! cette prétention est un ou- « trage ! Et c'est mon beau-père qui accueille un « tel projet, c'est lui qui vous envoie !... Ah ! Met- « ternich, combien l'Angleterre vous a-t-elle donné « pour vous décider à jouer ce rôle contre moi ? »

A ces mots insultants, qu'il n'est plus possible de retenir, M. de Metternich a changé de couleur. Un profond silence succède, et l'on continue de marcher à grands pas. Dans la vivacité de ses gestes l'empereur a laissé tomber son chapeau, on passe et repasse plusieurs fois devant. Dans toute autre situation, M. de Metternich se serait empressé de le relever... l'empereur le ramasse lui-même... La conversation reprend sur un ton plus calme, et en congédiant M. de Metternich l'empereur a soin de lui dire que la cession de l'Illyrie n'est pas son dernier mot.

M. de Metternich sort le cœur ulcéré; à quelques jours de là, le congrès s'ouvre à Prague, le temps se passe en puériles discussions de forme et d'étiquette; l'armistice expire, et le 12 août 1813, la déclaration de guerre de l'Autriche, rédigée et signée par M. de Metternich, vient apprendre à Napoléon qu'il est dangereux de ne pas savoir se dompter soi-même, et que la colère ne remplace pas la force aux yeux clairvoyants d'un diplomate.

Il faut le dire, pour être juste et vrai, Napoléon savait vaincre et imposer des conditions, mais il ne savait pas négocier, et surtout il ne savait pas se résigner au rôle de vaincu. Il y a là deux années, 1813 et 1814, qui brillent des plus beaux faits d'armes, mais qui présentent de notre côté une déplorable

faiblesse sous le rapport diplomatique. Évidemment l'empereur sentait que l'accession de l'Autriche à la coalition allait l'écraser, il avait intérêt à l'empêcher à tout prix de se déclarer contre lui. Le pouvait-il? Ceci est une question que plusieurs ont résolue négativement. Sans doute l'Autriche était peu portée pour lui; sans doute, ainsi que l'avoue M. de Metternich lui-même dans son manifeste, les *alliés et son gouvernement étaient déjà réunis de principes avant que les traités eussent déclaré leur union*. Il y avait dans toutes les populations de l'Allemagne une fermentation si grande, une haine si prononcée contre le nom français, que l'Autriche n'eût pas osé, n'eût pas pu descendre dans l'arène pour combattre à côté de Napoléon. Mais la neutralité de l'Autriche et par suite son intervention directe, active et efficace pour amener la paix entre les contendants, pouvaient-elles s'obtenir? Il suffit d'avoir des yeux pour n'en pas douter. La question à cette époque était une simple question de territoire, et rien de plus. Nous campions chez l'ennemi; il était le plus fort et demandait à être débarrassé de nous. Adossés à nos frontières avec les 200,000 hommes qui nous restaient encore, nous eussions dicté la paix; mais Napoléon se faisait illusion à lui-même; après Moscou il parlait du même ton qu'après Austerlitz. Au moment où la France épuisée demandait du repos à grands cris, où chaque victoire nous coûtait des milliers d'hommes qui ne se remplaçaient plus, où nos ennemis se recrutaient sans cesse de troupes fraîches, nous accablaient de leurs masses, et nous refoulaient sur le Rhin, où la trahison éclatait de toutes parts dans nos rangs, l'empereur se raidissait contre la destinée, ambitionnait, comme il l'a dit plus tard, en vrai poète, *la gloire des revers*, et proposait sérieusement à l'Europe armée de traiter avec elle sur le pied du *statu quo ante bellum*, c'est-à-dire de rendre à la Prusse un pays disloqué et sans frontière, à l'Autriche un empire démembré, à l'Allemagne un protectorat onéreux, à la Russie des entraves commerciales. Un instant M. de Metternich lui offre un *ultimatum* ainsi conçu : La dissolution du duché de Varsovie partagé entre la Russie, la Prusse et l'Autriche (Dantzick à la Prusse); le rétablissement des villes libres de Hambourg et de Lübeck; la reconstruction de la Prusse avec une frontière sur l'Elbe; la cession faite à l'Autriche de toutes les provinces illyriennes, y compris Trieste[1]. Napoléon accorde quelques points, mais veut garder Trieste, et exige que Dantzick reste ville libre; bref, sa réponse arrive dans la nuit du 10 au 11, le terme de la médiation de l'Autriche a été fixé au 10; le manifeste de M. de Metternich a paru. Il faut en référer à la Russie; il est trop tard.

[1] Voir *le Manuscrit de* 1813, par le baron Fain.

Après l'horrible boucherie de Leipzig, la déclaration de Francfort et l'invasion de notre territoire, un congrès s'ouvre à Châtillon; Napoléon accepte les bases proposées, mais là encore il chicane sur les détails. Un moment le duc de Vicence reçoit carte blanche pour traiter à tout prix, et éviter une bataille qui est la dernière espérance de la nation; cette bataille a lieu, les miraculeuses victoires de Brienne, de Champaubert, de Montmirail, changent les dispositions de l'empereur. Il écrit à l'instant au duc de Vicence, pour lui recommander de ne rien signer sans son ordre, parce que, dit-il, « seul « je connais ma position. — Il faut des sacrifices, « lui répond en toute hâte le duc de Vicence, il faut « les faire à temps; comme à Prague, si nous n'y « prenons garde, l'occasion va nous échapper. Cette « négociation, je ne saurais trop le répéter, ne res« semble à aucune autre. Elle est même totalement « l'opposée de toutes celles que V. M. a dirigées « jusqu'ici; nous sommes loin de pouvoir dominer. « On ne veut qu'un prétexte, et faute de nous dé« cider à prendre le parti qu'exigent les circon« stances, tout nous échappera. Je supplie V. M. « de réfléchir à l'effet que produira en France la « rupture des négociations, et d'en peser toutes les « conséquences. »

Ces paroles de M. de Vicence n'étaient que la reproduction exacte des lettres confidentielles que lui adressait M. de Metternich. Le chancelier d'Autriche, il faut lui rendre cette justice, était alors partisan sincère du maintien de la dynastie napoléonienne; ses défiances naissantes contre la Russie et les liens de famille qui unissaient l'empereur à son maître rendaient ce sentiment tout naturel; il voyait grossir l'orage; la prépondérance qu'il avait exercée de l'autre côté du Rhin commençait à lui échapper, l'Angleterre se prononçait pour les Bourbons, la Russie penchait de ce côté, et Napoléon luttait encore, exigeant avant tout traité l'évacuation du territoire. « L'empereur Napoléon, disait M. de « Metternich, nous fait écrire *des romans*, il ne « comprend pas le danger de sa situation. » Enfin Paris ouvre ses portes au prince de Schwarzenberg, et tandis que François II et son ministre s'étaient arrêtés à Dijon pour ne pas assister à la prise de

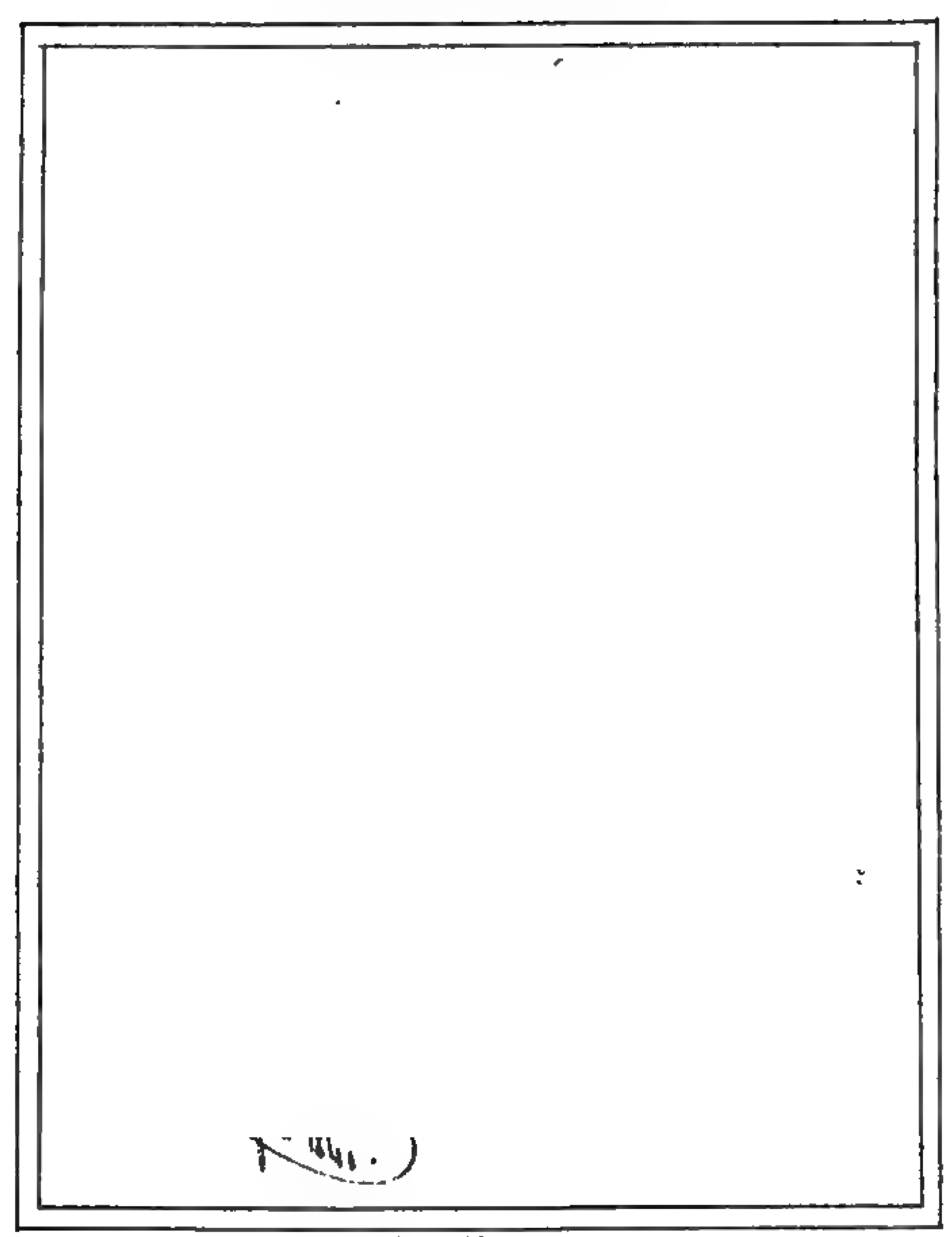
la capitale où régnait Marie-Louise, l'empereur Alexandre, circonvenu par une intrigue de salon, en présence d'une nation presque indifférente par lassitude, trancha la question de dynastie.

Tant qu'il s'était agi de poursuivre la victoire, l'union des alliés avait été complète. Il n'en fut plus tout-à-fait de même quand il fallut en partager les profits. Chaque puissance reprit alors ses intérêts particuliers, ses sympathies et ses antipathies naturelles. Le papier me manque pour parler au long de ce grand remaniement de l'Europe au congrès de Vienne, interrompu un instant par les Cent-Jours, et continué après Waterloo; la France fut mutilée, la Saxe spoliée, la Prusse bizarrement constituée, l'Italie livrée pieds et poings liés à l'Autriche, la malheureuse Pologne dépécée, la Belgique accouplée de force à la Hollande. L'acte fédératif du 8 juin, réduisant à néant les promesses libérales des proclamations de 1813, reconstruisit pour l'Allemagne le vieil échiquier féodal, et la Russie, s'alongeant à travers la Pologne, étendit ses bras jusqu'à la Prusse. Si bien que l'abbé de Pradt put dire avec raison : « La « guerre de l'indépendance de l'Europe contre la « France a fini par l'assujétissement de l'Europe « à la Russie. Ce n'était pas la peine de tant se « fatiguer [1]. »

Depuis 1815 M. de Metternich s'est constamment attaché à maintenir son œuvre ébranlée par de fréquentes secousses. Les associations universitaires ne s'étaient pas dissoutes après la victoire, la *Burschenschaft* s'était étendue comme un réseau sur toute l'Allemagne; l'Italie s'agitait, une tribune s'élevait à Naples, le Piémont renversait son roi, l'Espagne emprisonnait le sien, la Pologne frémissait sous son triple joug, des émeutes ensanglantaient les rues de Paris; partout les peuples se remuaient. Presque au même instant les deux attentats isolés de deux fanatiques, Sand et Louvel, réveillèrent les rois qui s'endormaient dans leur sécurité, des congrès eurent lieu à Carlsbad, à Troppau, à Laybach. Dans ce dernier congrès il fut déclaré aux peuples « qu'il appartient aux souverains seuls d'accorder et de modifier les institutions, en ne restant responsables de leurs actes « qu'à Dieu. » L'effervescence universelle de l'Allemagne fut comprimée, la tribune de Naples fermée, le Piémont envahi par l'Autriche, et plus tard, à Vérone, le ministère Villèle se chargea de faire rentrer les cortès dans le devoir. En 1824, la cause des Grecs trouva M. de Metternich hostile. L'homme d'État voyait au loin la Russie déjà si menaçante grandir aux dépens de la Turquie. Les événements prouvèrent qu'il avait bien vu, et lorsqu'en 1829 la Prusse aveuglée frappait des médailles en l'honneur des succès de sa redoutable voisine, M. de Metternich s'occupait activement, de concert avec l'Angleterre, à arrêter Diebitsch dans sa marche sur Constantinople.

La révolution de juillet effraya un instant M. de Metternich, et il y avait de quoi; mais bientôt rassuré par la direction pacifique imprimée à nos affaires, il se résigna d'assez bonne grâce à reconnaître un roi élu. Je ne puis ici que rappeler pour mémoire l'insurrection de la Romagne, l'occupation et l'évacuation d'Ancône par nos troupes, et puis enfin ce dernier et récent traité signé à Londres, entre l'Autriche, la Prusse, l'Angleterre et la Russie contre le pacha d'Égypte et à l'exclusion de la France. S'il est vrai, comme l'annonce la *Gazette d'Augsbourg*, que cette nouvelle coalition se soit formée sous l'instigation du cabinet de Vienne, j'avoue que j'ai peine à comprendre M. de Metternich. Comment! lui qui pénétrait si bien en 1824 les projets de la Russie; lui qui aime tant la paix, et qui fait avec tant de zèle la police de l'Europe; lui qui sait qu'il ne reste plus guère en Allemagne d'autre *gallophobe* que lui-même et M. Menzel, que par conséquent une guerre contre la France ne serait plus une guerre de nationalités, mais bien de principes, et que le premier coup de canon tiré sur le Rhin ferait voler en éclats le fragile édifice bâti par le congrès de Vienne; lui, l'homme sage, prudent, habile, s'exposer de gaîté de cœur à de tels dangers! Que voulez-vous? M. de Metternich n'est plus jeune, il pense peut-être que l'Europe est encore un peu fatiguée, et il pourrait bien nous répondre, comme il fit un jour à un savant allemand qui lui reprochait de s'être trop occupé de régler, surveiller, immobiliser le présent, et pas assez de préparer l'avenir : « *Après moi le déluge!* »

[1] M. de Pradt, *Congrès de Vérone*, tome I, page 362.



Imp. de P. Degobert

ALFRED DE VIGNY.

Publiée par Chs Hen à Bruxelles

M. Alfred de Vigny.

> Je crois fermement en une vocation ineffable qui m'est donnée, et j'y crois à cause de la pitié sans bornes que m'inspirent les hommes, mes compagnons en misère, et aussi à cause du désir que je me sens de leur tendre la main et de les élever sans cesse par des paroles de commisération et d'amour.
>
> STELLO, page 28.

Par-delà les Champs-Élysées, dans une des rues les plus tranquilles de Paris, il y a une maison de modeste apparence vers laquelle s'achemine en pèlerinage, une fois la semaine, une joyeuse phalange de littérateurs et d'artistes jeunes ou vieux, illustres ou obscurs. Cette maison est habitée par le plus gracieux, le plus chaste, le plus sobre de nos poètes. Ce rêveur au large front, au parler doux, au noble et mélancolique regard, qui vit là enseveli dans le recueillement, la méditation et la solitude QUI EST SAINTE, comme dit le *Docteur Noir* dans *Stello*, c'est M. le comte Alfred de Vigny.

Entre tous ceux qui ont reçu le don de poésie, nul n'a voué à sa muse un culte plus fervent et plus pur. Lui aussi ne l'a point traînée dans la rue cette muse pour l'*atteler hurlante au char des factions*, il ne l'a point mutilée pour la jeter en pâture à tous les appétits du jour, il ne l'a point pressée de produire, il ne lui a point arraché par la violence de froids transports et des caresses infécondes. Il ne l'a pas non plus détournée des choses du présent pour l'enfermer dans une puérile et égoïste contemplation. Il lui a montré la vie, mais de haut, et sans lui permettre d'y souiller sa blanche robe. Il lui a dit de prêter l'oreille aux mille bruits du monde et de les reproduire en un chant mélodieux; et alors, comme la voix de la muse s'éveillait suave et triste au cœur du poète, il s'est trouvé que le chant du poète a été triste aussi, mais d'une tristesse adoucie, contenue, amortie, comme un son lointain qui se prolonge et s'épure en passant par un double écho.

Celui-là risquerait de s'égarer qui voudrait construire la biographie de M. de Vigny à l'aide de ses livres, ou demander à sa vie le secret de cette teinte assombrie qui fait le fonds et le charme de ses inspirations. La faculté de souffrir dans les autres est un privilége des belles âmes et une source inépuisable de poésie. La douleur rêvée se rend mieux parfois que la douleur sentie; celle-ci s'irrite, s'exagère et crie, celle-là s'écoute, s'analyse et pleure. Dans les œuvres de M. de Vigny la religion du *moi*, assez commune à plus d'un poète qui se chante lui-même ou se personnifie volontiers dans son héros, est peu saillante; on devine, en y regardant de près, que celui qui a si bien compris les rudes misères du poète et les angoisses cachées du soldat, s'est approprié avec amour des souffrances qui n'étaient pas siennes; que sous l'uniforme comme sous le frac, il a traversé la vie en spectateur plus qu'en acteur, mais en spectateur attentif, ému, silencieux, ardent de charité, aimant la douleur comme d'autres aiment la joie, se donnant à elle corps et âme pour la sonder, la disséquer à son aise, et faisant, jeune encore, ainsi qu'il l'a dit lui-même, son profit de tout pour l'avenir.

M. le comte Alfred de Vigny appartient à une vieille race militaire originaire de la Beauce; son père, officier de cavalerie sous Louis XV et Louis XVI, épousa en Touraine la fille de l'amiral Baraudin, et c'est dans la jolie petite ville de Loches que naquit notre poète, le 27 mars 1799. Son enfance s'écoula dans le château du Tronchet, en Beauce. A peine au sortir du berceau il était déjà sérieux et attentif. « J'aimai toujours à écouter,

« a-t-il dit plus tard, et quand j'étais tout enfant, « je pris de bonne heure ce goût sur les genoux « blessés de mon vieux père; il me nourrit d'abord « de l'histoire de ses campagnes, et, sur ses genoux, « je trouvai la guerre assise à côté de moi; il me « montra la guerre dans ses blessures, la guerre « dans les parchemins et le blason de ses pères, « la guerre dans leurs grands portraits cuirassés « appendus aux murs du vieux château. Je vis dans « la noblesse une grande famille de soldats hérédi- « taires, et je ne songeai plus qu'à m'élever à la « taille d'un soldat. »

Vers la fin de l'empire le jeune Alfred de Vigny fut envoyé à Paris et placé dans l'institution de M. Hix. Ici encore laissons-le parler lui-même. « Je fus, dit-il, un lycéen distrait. La guerre était « debout dans le lycée; le tambour étouffait à nos « oreilles la voix des maîtres, et la voix mystérieuse « des livres ne nous parlait qu'un langage froid et « pédantesque. Les logarithmes et les tropes n'é- « taient à nos yeux que des degrés pour monter à « l'étoile de la Légion-d'Honneur, la plus belle « étoile des cieux pour des enfants... »

Le jeune écolier ne resta pas longtemps dans sa pension; sa famille, effrayée de cette passion ardente pour la guerre, à une époque où la France commençait à s'en fatiguer, le confia aux soins d'un précepteur, et s'efforça, mais en vain, de le distraire de ses penchants; il fallut absolument en faire un soldat. La restauration arriva sur ces entrefaites, et à peine âgé de 16 ans, le jeune de Vigny fut placé dans les mousquetaires rouges de la maison du roi. Il fit le voyage de Gand en cette qualité, et durant 14 ans de service le destin a voulu que ce fût là sa première, sa seule campagne. En 1816 les compagnies rouges furent supprimées et il passa dans l'infanterie de la garde. Alors commence pour le belliqueux gentilhomme la période de désenchantement; il avait rêvé le champ de bataille, il trouvait le Champ-de-Mars; en guise de camp, il avait la caserne, et la parade en guise de combat. Enfant, il s'était vu entrant en vainqueur dans les villes conquises; soldat, il lui fallait traîner un sabre inoffensif de garnison en garnison.

Ne trouvant pas dans le métier des armes ce qu'il y cherchait, la guerre, M. de Vigny se tourna vers la poésie, ou mieux il sentit dès lors ce qu'il a exprimé plus tard, c'est-à-dire qu'il avait pris une flamme de jeunesse pour une irrésistible vocation, que sa carrière était une méprise, qu'il portait dans une vie tout active une nature toute contemplative, qu'il était né poète, et qu'il s'était à tort fait soldat; et pourtant il attendit longtemps encore, n'osant quitter l'épée par honneur et craignant que le jour de sa démission ne devînt la veille d'une campagne. En 1823 il passa dans la ligne, espérant qu'il allait enfin lui être permis de brûler une amorce en Espagne; le sort lui refusa cette faveur, il lui fallut assister à l'expédition l'arme au bras, cantonné dans les Pyrénées; et le seul trophée qu'il en rapporta furent deux de ses poèmes, *Dolorida* et *le Déluge*. Enfin deux ans après son mariage, qui eut lieu en 1826, il se décida à se débarrasser du hausse-col prosaïque et à déposer pour toujours ses épaulettes de capitaine d'infanterie, si ennuyeusement et si péniblement acquises.

Dans l'intervalle les ailes de la muse avaient grandi, la poésie gagnait du terrain et les vers coulaient de source. En l'an de grâce 1822 il n'y avait certes pas dans toute l'armée française un officier de 25 ans dans le genre de celui-là. Pendant que toute cette jeunesse vaniteuse, fumeuse, joueuse, batailleuse, se pressait dans les estaminets autour des billards ou ailleurs, le poète dépaysé, grave et rêveur, s'en allait se promener à l'écart une partie de la journée, avec quelques vieux officiers de l'empire, au dos voûté, à la moustache grisonnante, soldats de fortune, fils de leur épée, silencieux et froids comme des trappistes devant des sous-lieutenants présomptueux et bardés de science; mais bienveillants, expansifs et causeurs avec ce jeune compagnon d'armes qui vénérait leur mâle caractère, prêtait à leurs récits incultes et beaux de vérité une attention sérieuse, avide, et les aimait comme Desdémona aimait Othello, de toute la grandeur des dangers qu'ils avaient affrontés. Quand venait le soir, M. de Vigny retournait à son réduit solitaire, ouvrait la Bible ou Homère, murmurait quelques fragments d'André Chénier, publiés par M. de Châteaubriand dans le *Génie du Christianisme;* et à mesure que la nuit adorée montait au ciel, l'inspiration descendait dans son âme, s'épanchait à flots harmonieux, et il écrivait ses poèmes, poèmes étranges pour l'époque, et qu'on dirait souvent bien plutôt éclos sous le froc de quelque jeune bénédictin fervent, naïf et rêveur, que sous le shako d'un sous-lieutenant. Non pas que ces poésies ne tiennent au mouvement général qui commençait alors à entraîner les esprits dans les voies de l'idéalisme, et qu'elles ne puissent jusqu'à un certain point se rattacher aux premières inspirations de Lamartine et de Victor Hugo; mais il y a

en elles un certain caractère d'étrangeté dans la forme, quelque chose de laborieusement négligé, un certain vague qui laisse l'âme inassouvie, mais doucement émue et mollement bercée. Sauf quelques poèmes tels qu'*Eloa, Moïse, Héléna,* qui sont des créations complètes et finies, la plupart des pièces qui composent le recueil de M. de Vigny ont trait à des pensées fugitives soudainement entrevues et aussitôt enchâssées dans un petit drame; on sent que l'inspiration est venue abondante, mais que le poète n'a pas voulu lui donner tout son développement, de peur de lui faire perdre de sa fraîcheur; ce sont autant d'épopées à l'état rudimentaire, d'admirables esquisses, mais enfin des esquisses.

Parcourons-les rapidement et par rang d'âge : *Symetha,* qui date de 1815 (le poète avait 16 ans alors), est une élégie grecque dans le genre d'André Chénier; c'est une réminiscence de la *blanche Neere.*

> Neere, ne va pas te confier aux flots,
> De peur d'être déesse, etc., etc.

disait Chénier;

> Je vais mourir, hélas! Symétha s'est fiée
> Aux flots profonds, l'Attique est par elle oubliée,

dit M. de Vigny; c'est le même parfum antique dans la pensée et dans la forme, mais c'est une imitation, M. de Vigny n'est pas encore lui; j'en dirai autant de *la Dryade,* du *Bain,* de *la Somnambule* et de quelques autres morceaux qui sont de cette première époque de la vie du poète. *Moïse* découle d'une autre source d'inspirations. Malgré son titre biblique, Moïse est une étude psychologique toute moderne, pleine de hardiesse et de profondeur. Le néant de la puissance, l'isolement douloureux du génie qui marche triste et seul dans sa gloire, qui ne peut ni aimer ni être aimé, et qui demande à *s'endormir du sommeil de la terre,* telle est l'idée que M. de Vigny a développée en beaux vers; dans ce pieux et précoce instinct des douleurs secrètes du génie en lutte avec lui-même, en attendant qu'il apparaisse au poète luttant avec le monde extérieur, on pourrait déjà voir poindre *Stello.* La *Fille de Jephté,* la grande et magnifique scène du *Déluge,* la *Femme adultère,* brillent de cette profusion d'images particulière au génie biblique; le début de la dernière pièce m'a rappelé de beaux vers du *Moïse* de M. de Châteaubriand; la similitude d'idées et de forme est d'autant plus frappante qu'elle est purement fortuite, car le Moïse, déjà composé, je crois, à cette époque (en 1819), n'a paru que beaucoup plus tard. *Dolorida* est le plus beau de tous ces petits drames de deux cents vers que M. de Vigny aime tant, et qu'il a reproduits dans *Madame de Soubise, la Neige, le Cor* et quelques autres morceaux. Dolorida, rêvée aux pieds des Pyrénées, est une Espagnole jalouse; son époux la trompe, il est aux pieds d'une autre; elle l'attend, il revient pour implorer son pardon avant de mourir, car il se sent dévoré par une flamme inconnue qui circule dans ses veines; elle l'écoute impitoyable, et lui :

> Oh! parle; mon cœur fuit, quitte ce dur langage.
> Qu'un regard... Mais quel est ce blanchâtre breuvage
> Que tu bois à longs traits et d'un air insensé?
> — Le reste du poison qu'hier je t'ai versé.

Avec cette donnée d'autres auraient composé un gros livre; M. de Vigny en a fait une miniature délicieuse, un peu incomplète peut-être, car les transitions y sont brusques, mais du reste pleine de vie et de mouvement, pure, harmonieuse, irréprochable quant à la forme, sauf deux périphrases qui me paraissent alambiquées, dont l'une signifie *chemise* et l'autre *pendule.*

J'arrive à *Éloa,* le chef-d'œuvre poétique de M. de Vigny, qui date de la même année 1823 et qui a été composé dans les Vosges : on a souvent comparé *Éloa* à la Messiade de *Klopstock;* pour moi, je n'ai jamais bien compris quels rapports il pouvait y avoir entre un poème immense, brillant *per partes,* mais inégal, dépourvu d'unité et d'ensemble, délayé parfois dans un pathos incompréhensible et perdu en d'interminables longueurs, comme l'est celui de Klopstock, et un poème, dont ce n'est pas le moindre mérite de former un tout admirablement fini dans sa petitesse, modelé avec un art exquis du premier au dernier vers, constamment clair et harmonieux dans la forme, constamment logique dans la déduction des idées, et si heureusement mélangé de grâce, d'éclat, de chaleur et de passion. Füssly disait, non sans raison, de la Messiade, que les dix premiers chants étaient le chant d'un cygne, et les dix derniers le croassement d'un corbeau. Du commencement à la fin Éloa est un chant de cygne. Le grand écueil des poésies fondées principalement sur la spéculation intuitive, c'est l'obscurité; écueil que n'a pas évité le grand Milton lui-même, et qui apparaît surtout dans la partie descriptive. Il est difficile, en effet,

de peindre avec clarté ce qu'on ne voit que des yeux de l'esprit. Toutes les visions extatiques, à commencer par *l'Apocalypse*, le sublime du genre, présentent une éternelle confusion qui résulte du mélange de la réalité terrestre et de l'idéalité séraphique. L'homme *est un ange tombé qui se souvient des cieux*, a dit un poète; oui, mais il s'en souvient vaguement, comme on se souvient de sa toute permière enfance, et quand il en parle, surtout quand il le décrit, sa parole est souvent confuse, illogique, incohérente, *velut ægri somnia*. M. de Vigny ayant à parler du ciel s'est beaucoup aidé de la terre, et il a bien fait; je ne sache personne qui ait le droit de préciser en quoi consiste la couleur locale dans la peinture du paradis. M. de Vigny a du reste passé très légèrement sur la description du séjour de Dieu et des anges, et il a encore bien fait. En revanche il a appuyé sur la partie dramatique de son œuvre; pour être idéal il n'a pas complétement cessé d'être humain; son Éloa est une femme, mais une femme divinisée. Par ce moyen M. de Vigny est parvenu à composer un poème religieux qui joint à des beautés épiques de l'ordre le plus élevé tout l'intérêt d'un roman simple et touchant. Je voudrais pouvoir en citer quelques fragments pour ceux qui, par hasard, ne l'auraient pas lu, mais il faudrait tout citer. Je me contenterai d'analyser succinctement l'idée-mère du poème, qui présente au plus haut degré ce caractère de délicatesse et de ferveur spiritualiste particulière à M. de Vigny.

Lazare vient de mourir, Jésus s'émeut à la vue du cadavre qu'il va rendre à la vie, et laisse tomber une larme; cette larme divine est recueillie par les Séraphins; ils l'enferment dans une urne de diamant et l'apportent aux pieds de l'Éternel qui d'un regard la féconde.

On vit alors du sein de l'urne éblouissante
S'élever une forme et blanche et grandissante.

C'était Éloa; la vierge apparaît si belle que tous les habitants des cieux se pressent en foule autour d'elle pour l'admirer; née d'une larme de pitié, Éloa ne vivra que pour consoler et bénir; ce sera l'ange gardien des anges. Un jour ses compagnes lui racontent l'histoire de Lucifer, le révolté banni des cieux et précipité au fond des abîmes, qui gémit, qui est seul, et que personne n'aime;

Et l'on crut qu'Éloa le maudirait; mais non,
L'effroi n'altéra point son paisible visage.

Une larme brilla seulement au bord de sa paupière, c'était une larme de pitié et déjà presque une larme d'amour. Rêveuse et triste par la pensée qu'il existait quelque part une douleur qu'elle ne pouvait consoler, la vierge archange ouvrait ses ailes d'or, s'envolait à l'écart vers des sphères inconnues, et de là planait rêveuse sur les abîmes, lorsqu'elle aperçoit au loin à ses pieds un pâle et bel adolescent mollement couché sur un lit de vapeurs; une voix douce et triste s'élève jusqu'à elle.

D'où viens-tu, belle archange? où vas-tu? etc.

Rien n'égale la grâce avec laquelle le poète a décrit cette scène de séduction; la fourberie insinuante de Lucifer, l'effroi pudique de la vierge qui s'éloigne d'abord comme une baigneuse surprise, monte en reculant sur sa route étoilée, et ferme sa paupière d'or pour fuir ce regard impur qui la fascine; la voix du tentateur qui poursuit, de plus en plus désolée, suppliante, brisée de sanglots; la pitié luttant dans le cœur d'Éloa contre la pudeur et l'épouvante; le remords simulé et l'ardente prière de l'un, l'incertitude et les angoisses de l'autre, qui s'émeut de cette douleur, voudrait consoler ce désespoir, et tremble en face du danger qu'entrevoit sa timide innocence, descend, remonte, plane à distance, rougit, hésite et pleure; toutes ces nuances délicates sont admirablement touchées, les comparaisons et les images abondent; vous diriez une pluie de fleurs et de diamants. Enfin la pudeur est vaincue par la pitié.

... descends jusqu'à moi, car je ne puis monter,

s'écrie la voix perfide,

Je t'aime et je descends; mais que diront les cieux?

murmure Éloa en tombant dans les bras du ravisseur, et alors la voix s'élève, triomphante, cruelle, infernale.

J'enlève mon esclave et je tiens ma victime.
— Tu paraissais si bon! oh! qu'ai-je fait? — Un crime,

répond l'impitoyable voix.

Seras-tu plus heureux du moins, es-tu content?
— Plus triste que jamais. — Qui donc es-tu? — Satan.

L'avant-dernier vers est sublime; cette simple parole d'Éloa, se consolant presque de sa ruine par l'espoir qu'elle aura allégé une souffrance, est toute une personnification de la femme dans ce qu'elle a de plus éthéré, de plus divin: l'abnégation et le dévouement. Je n'ai jamais pu lire ce vers sans me perdre en rêveries; il me semble que pour l'avoir trouvé il n'a pas suffi d'être poète et grand poète;

il est de ces mots dont on se souvient, mais qui ne se devinent pas.

Un critique aussi élégant que judicieux, M. Sainte-Beuve, qu'il est dangereux de lire quand on veut rester soi, et que j'ai trop lu peut-être pour que cette notice soit tout-à-fait mienne quant au fond, en parlant du curieux travail de cristallisation que M. de Vigny fait subir à sa pensée, signale le côté terrestre de l'admirable poème d'*Éloa* [1]. J'ai dit que cette faculté d'idéaliser le réel sans le détruire est le plus beau côté de la poésie de M. de Vigny. Dans ses poèmes comme dans ses romans, il est quelquefois minutieux, un peu affecté, mais toujours élevé et toujours saisissable. Dans la description surtout, il est admirable de fécondité, de clarté et de vérité. Lisez *Éloa*, *Stello* ou *Laurette*, presque à chaque page vous trouverez un petit tableau plein de grâce dans la disposition des figures et de netteté dans le contour. Si j'étais peintre comme Scheffer, j'apprendrais par cœur les livres de M. de Vigny, et j'aurais dans mon cerveau toute une provision de toiles charmantes.

Comme poète, l'auteur d'*Éloa* est certainement au niveau de tout ce que nous avons de plus grand; comment se fait-il donc que sous ce rapport le vulgaire le range un peu en seconde ligne? car, il faut bien le dire, ses vers sont loin d'avoir la même popularité que ceux de Victor Hugo ou de Lamartine; peut-être même cet insuccès au début est-il le principal motif qui a tourné vers la prose une organisation éminemment *rhythmique*, si l'on peut parler ainsi. Cette froideur du public touchant les poèmes de M. de Vigny tient, ce me semble, à plusieurs causes qu'il serait trop long de développer et dont je me contenterai d'indiquer la principale.

En 1824, époque où parurent la plupart des poèmes de M. de Vigny, la tendance spiritualiste et rêveuse était déjà fortement prononcée, Byron d'une part et puis Lamartine avaient donné et propagé le mouvement, mais cette tendance était tout imprégnée d'individualisme; on faisait de la poésie intime et personnelle, on se chantait soi-même directement, comme l'auteur des *Méditations*, indirectement, comme l'auteur de *Childe Harold;* et au moment où le public avait pris le plus grand goût à ce lyrisme analytique, à cette psychologie poétique, M. de Vigny venait lui offrir des vers où le poète s'effaçait presque complètement pour ne laisser voir que la poésie; des vers dont la forme étrange et nouvelle ne relevait de personne, si ce n'est de Chénier en quelques endroits seulement, et dont le fond, bien qu'il tînt à l'époque par le côté idéaliste, s'en éloignait visiblement par un caractère très prononcé de généralisation, par le tour d'une pensée bien moins individuelle qu'*humaine*. Les poèmes *antiques*, *bibliques* et *modernes* du jeune officier furent donc en général peu appréciés, hormis dans quelques cercles choisis de Paris, qu'il fréquentait très assiduement tant qu'il resta dans la garde royale, et auprès desquels il venait se retremper de temps en temps une fois qu'il eut passé dans la ligne. Encore aujourd'hui, soit que le prosateur ait fait oublier le poète, soit que cela tienne à l'indifférence générale en matière de poésie, la froideur première subsiste, et si j'ai insisté plus particulièrement sur cette partie des ouvrages de M. de Vigny, c'est qu'elle me paraît bien à tort sacrifiée à l'autre; car, je le répète, dans tout ce que notre siècle a produit de beau, je ne connais rien de plus beau qu'*Éloa*.

Cinq-Mars, commencé aux pieds des Pyrénées, continué de garnison en garnison, complété à l'aide de fréquents voyages à Paris et de longues visites à la Bibliothèque royale, fut publié en 1826. Un critique [2] a dit que ce roman n'avait « pas conquis « tout d'abord l'attention et la sympathie qu'il mé- « ritait. » S'il m'en souvient bien, *Cinq-Mars* eut au contraire un succès aussi prompt que légitime; il avait déjà eu quatre éditions en 1829. Ce n'est pas ici le lieu d'analyser un livre que tous ont lu. Il n'est personne qui n'ait présents à la mémoire la charmante création de Marie de Gonzague, le touchant épisode d'Urbain Grandier, la grande et noble figure de De Thou; l'esquisse légère mais vraie d'Anne d'Autriche; la tête un peu exagérée mais belle de Cinq-Mars; le triste et faible visage de Louis XIII. J'avoue que j'aime moins le portrait de Richelieu, je m'en défie un peu; et à ce propos je dirai un mot sur la manière dont M. de Vigny me semble en général aborder l'histoire. Lui aussi la traite quelquefois assez dédaigneusement, il ne la transforme pas de haut en bas comme le fait souvent M. Hugo, mais il ne se contente pas non plus de l'exhumer comme Walter Scott, dans toute sa vérité, en l'illuminant de poésie; il y entre en homme qui a pris son parti de faire bon marché de la plus grosse réalité pour peu qu'elle contrarie ses penchants. Or, à la différence de l'école fata-

[1] Critiques et portraits littéraires, t. III, page 433.

[2] M. Gust. Planche, Portraits littéraires, t. II, p. 179.

liste, M. de Vigny parcourt l'histoire avec une aversion instinctive et prononcée pour le succès; les forts et les vainqueurs sont toujours ceux qu'il n'aime pas; les faibles et les vaincus, ceux qu'il aime. Un tel sentiment est beau sans doute et digne d'une grande âme. Appliqué aux œuvres de pure imagination il peut enfanter des livres gracieux, consolateurs, bienfaisants; mais quand il s'agit de reproduire un drame historique avec toutes ses péripéties, de toucher à des faits et à des hommes souvent très rapprochés de nous, il n'est, ce me semble, pas permis au narrateur d'abuser de cette sorte de charité poétique qui le porte sans cesse à faire des petits les grands et des grands les petits. Si le vaincu n'a pas toujours tort en politique, il a souvent tort. La première beauté d'une page historique c'est la vérité; la poésie ne vient qu'après. Or, il est dans les œuvres de M. de Vigny bon nombre de pages qui me paraissent choquer, je n'oserais dire la vérité, mais très certainement la vraisemblance. Ainsi, sans parler ni de son Richelieu qu'il a vu trop souvent avec les yeux de Bassompierre, et qui ne me semble guerre plus authentique que celui de M. Hugo, je citerai comme modèle de cette tendance à arranger, farder, rapetisser, et par suite à défigurer l'histoire, la page d'ailleurs fort belle de style et d'animation où M. de Vigny raconte dans l'épisode du capitaine Renaud (*Servitude et Grandeur militaires*) une conversation entre le pape Pie VII et Napoléon. Tout le monde sait combien l'empereur, trop souvent brusque et impérieux, était souple, moelleux, insinuant quand il le voulait. Tout le monde sait aussi, et les faits eux-mêmes le prouvent, que dans ses rapports personnels avec Pie VII il a déployé au plus haut degré ce talent de captation qu'il tenait en réserve. Le concordat de Fontainebleau, concession immense, surprise à l'aide d'une parole mielleuse dans un tête-à-tête, est là pour témoigner de l'influence prodigieuse que Napoléon exerçait sur le faible et vénérable pontife : j'imagine que M. le baron Fain, secrétaire particulier de l'empereur, qui nous a si bien décrit ces relations entre le pape et Napoléon, a dû pousser un terrible holà! s'il a lu ces quelques pages où M. de Vigny, tout en conservant à Napoléon l'originalité de langage qui lui était propre, a trouvé le moyen de le transformer en une espèce de Croquemitaine tantôt féroce tantôt goguenard, et passant subitement de la plus grossière fureur au plus extrême abattement. Le *commediante!* le *tragediante!* du Saint-Père fait très bon effet dans la narration, mais il faudrait l'avoir entendu pour y croire.

J'en dirai autant de plusieurs scènes de l'épisode de Chénier, dans *Stello,* notamment de celle qui se passe chez Robespierre. Dieu me garde de vouloir faire de MM. les triumvirs des géants, comme c'est la mode aujourd'hui. J'admets volontiers que tuer pour ne pas être tué était le fond de la science politique d'alors; mais ces hommes à qui le sentiment de leur situation devait forcément donner une sorte de grandeur, M. de Vigny vous les peint si petits, si ridicules, si absurdes, qu'en vérité si l'on croyait le peintre on ne saurait comment qualifier la nation qui se laissait mener et décimer par eux.

Parfois, il arrive que M. de Vigny, dans son dédain pour le succès en politique, pousse jusqu'au puéril la théorie voltairienne des *grands effets* et des *petites causes.* Ainsi, savez-vous pourquoi la victoire resta aux conventionnels dans la fameuse journée du 9 thermidor? comment Tallien et les autres renversèrent le sanglant triumvirat de Robespierre, de Saint-Just et de Couthon? Vous attribuez peut-être cet important résultat à la haine, à la vengeance, à l'énergie surexcitée par la crainte; à toutes ces passions que mettent en jeu les grandes crises politiques? Détrompez-vous. Si les destinées de la France ont été changées au 9 thermidor, c'est parce que le long et apathique canonnier Blaireau (dont le portrait est du reste délicieusement tracé), au moment de faire feu sur les salles du Louvre, et de trancher, ou plutôt d'emporter la question, rencontre sous la roue de sa pièce un *petit trottoir usé,* qui l'empêche de la pointer académiquement. Il se couche alors sur son canon en artiste découragé, éteint sa mèche, allume sa pipe, et grâce à lui, *à lui seul,* la Convention triomphe de la Commune. Et voilà M. de Vigny qui consacre une belle apostrophe d'une page à Blaireau, grand homme inconnu! Tout cela est charmant, fort pittoresque, fort amusant; mais comme tout cela est dit d'un très grand sérieux, comme Stello s'écrie : « Oui, cela dut se passer ainsi! » Le lecteur tant soit peu ébouriffé est bien aise de se rattraper à la réponse du *docteur noir.* — « Mes histoires, dit le conteur, « sont comme toutes les paroles des hommes, à « moitié vraies. » A moitié! le *docteur noir* se fait bien de l'honneur. Toujours est-il qu'il y a, ce me semble, une sorte de danger à abuser ainsi du droit qu'a le poète de s'emparer de la réalité historique, surtout quand elle nous touche de si près, et qu'elle

tombe dans les mains d'un talent aussi élevé que M. de Vigny. Ce fatalisme dédaigneux, professé de si haut, est peut-être plus nuisible que l'autre; dans les deux systèmes, l'humanité est considérée comme une marionnette : seulement dans l'un, c'est l'homme de la destinée qui tient le fil; dans l'autre, c'est le premier bateleur qui passe. Au milieu de tout cela, que deviennent la conscience, la raison, le libre arbitre?

Après ces quelques réserves de détail, qu'il m'était impossible de ne pas faire, je m'empresse de rentrer dans mon admiration absolue et dans l'ordre chronologique des faits.

En 1828, M. de Vigny traduisit l'*Othello* de Shakespeare, qui fut joué au Théâtre-Français, le 25 octobre 1829. Ce fut un événement; le drame romantique parvenait enfin à aborder notre première scène dans la personne du vieux Will, son créateur. Le succès fut vivement disputé entre les amis et les ennemis; le vrai public resta neutre et impartial. Il applaudit à outrance d'admirables scènes, et resta très froid devant tout ce comique de bas aloi qui dépare le chef-d'œuvre de Shakespeare. En somme, la tentative ne fut pas heureuse.

La maréchale d'Ancre, représentée en 1830, eut un succès assez restreint; l'espace me manque pour analyser ce travail. En 1832, M. de Vigny publia *Stello*, dont il détacha l'épisode de Chatterton, arrangé pour la scène, et représenté, pour la première fois, au Théâtre-Français, le 12 février 1835. Depuis, M. de Vigny a réuni trois charmantes nouvelles, publiées dans *la Revue des Deux-Mondes*, en un volume, qui a paru sous le titre de *Servitude et Grandeur militaires*.

Ne pouvant tout analyser ici, je me contenterai de dire un mot sur *Chatterton*.

Ce drame a eu un succès immense, et c'est, à mon sens, une œuvre magnifique. Je n'oublierai jamais l'effet produit sur moi à la vue de cette foule pressée, haletante, anxieuse et comme suspendue aux lèvres des acteurs, de cette foule que le poète avait su remuer, toucher, passionner, maîtriser, et cela sans fracas, sans bruit, sans pompe; sans l'appui du décorateur, du costumier et du machiniste; par la seule influence d'une composition simple et touchante, revêtue du langage le plus pur et le plus harmonieux du monde. Chatterton a été une réaction puissante en faveur de l'idée qui se mourait étouffée sous ces drames gros de viols, d'adultères, d'incestes, de coups de poignard et de fantasmagorie scénique. A Chatterton, comme à tout ce qui est beau, les détracteurs n'ont pas manqué. Les uns sont allés fouiller au fond de la biographie du jeune poète anglais, ils ont prouvé à M. de Vigny, pièces en main, que Chatterton n'était ni grand, ni généreux, ni malheureux; que c'était un enfant acariâtre, un folliculaire spirituel, mais faux, vil et méchant; qu'il s'était tué non par excès de misère, mais par excès d'orgueil; d'où ils ont conclu que le drame péchait par la base, et ne valait rien.

La conclusion me paraît peu concluante; qu'un poète n'ait pas précisément le droit de prendre dans l'histoire telle ou telle figure, connue, fixée, éclatante en bien ou en mal, pour faire au gré de son caprice du héros un lâche, du tyran un patriarche, de la courtisane une vestale, c'est une chose incontestable; l'histoire ainsi faussée ne rime à rien, corrompt et dégrade le peuple qui se laisse dépouiller de ses gloires ou imposer de monstrueuses admirations. M. de Vigny lui-même dans ses romans n'est pas parfaitement irréprochable sous ce rapport, ainsi que je l'ai dit tout-à-l'heure à propos de sa manière de mettre en scène certains personnages historiques; mais ici, chercher querelle à M. de Vigny, parce qu'il lui a plu de dessiner une tête jeune, noble, inspirée et belle, et d'inscrire au-dessous le nom d'un enfant à peine né à la vie, dont on ne connaît avec certitude ni les mœurs ni le caractère, et dont le talent et la mort sont seuls incontestables, c'est vouloir enlever au poète toute liberté et l'enfermer dans un véritable lit de Procuste.

Quelques critiques ont pris la chose plus cavalièrement; ils se sont attaqués au fond même de la pièce, ils ont déclaré que c'était l'insurrection des gens portant *du linge sale* contre les gens nantis de *linge blanc*, et que par conséquent cela n'avait pas le sens commun. Il en est même, entre autres un député, M. Charlemagne, qui ont signalé ce drame si chaste et si pur à l'autorité comme socialement immoral et pervers.

Or, ce qui fait, au contraire, à mes yeux, le principal mérite de M. de Vigny, c'est qu'il ne s'est pas contenté de nourrir son génie du passé ou de l'avenir, il a été grand poète, mais en même temps homme de son époque; il a vu autour de lui des misères nombreuses, et d'autant plus horribles qu'elles étaient plus fièrement cachées. Soldat, il s'est enquis de tout ce qu'un soldat recélait au fond du cœur de tristesse sourde, de tourments rongeurs

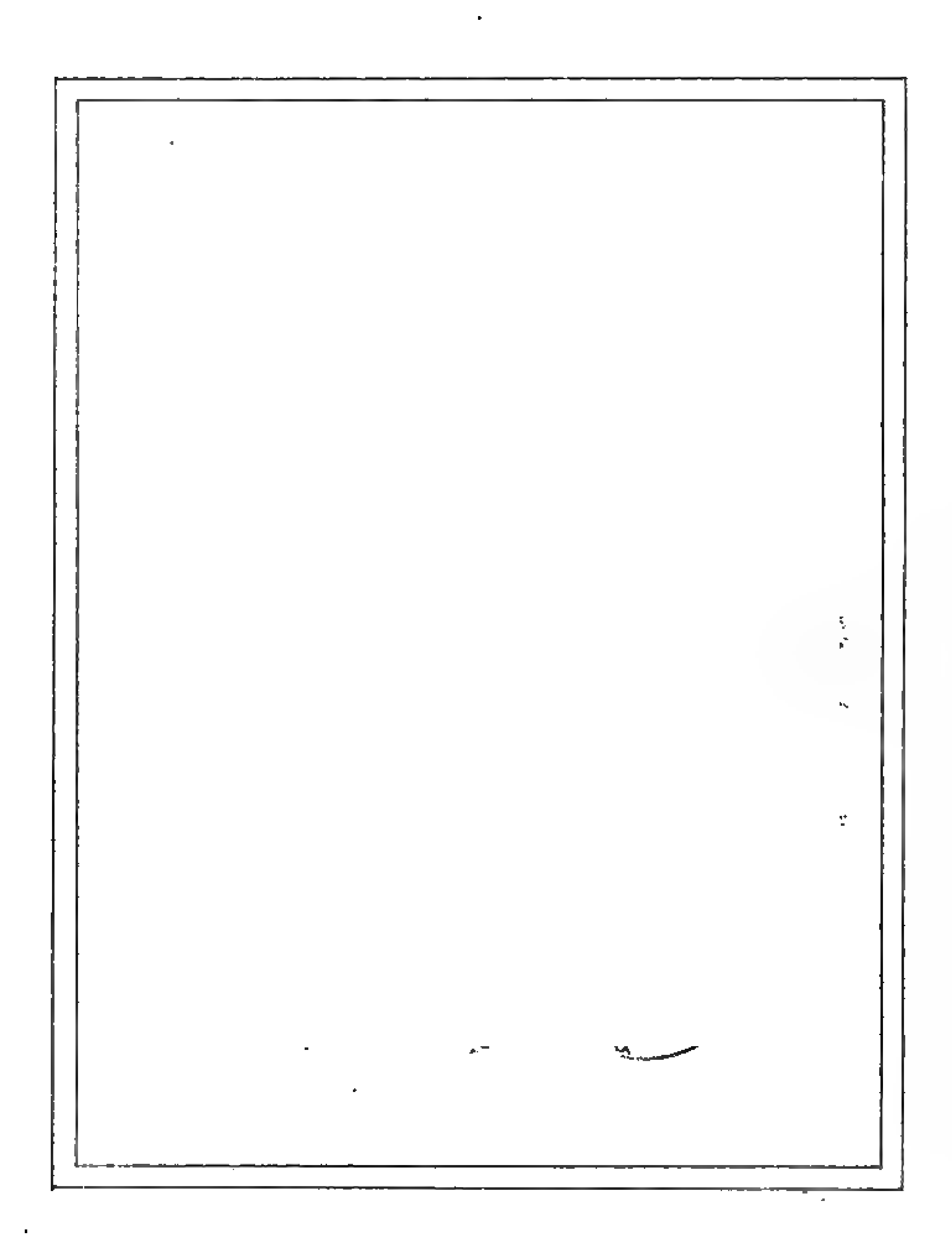
et d'affections refoulées; rendu à la vie civile, il a entendu, comme il dit, le *bruit des pistolets solitaires*, il a frémi devant le hideux spectacle d'une société engorgée, manquant à l'homme qui lui offre son intelligence et son travail, et alors il s'est mis à parler bien haut pour le soldat et le poète, qu'il appelle deux *parias modernes*, et il en a parlé, non point en juge, en froid et impartial rapporteur, qui pèse avec scrupule le pour et le contre, et conclut parfois à néant, mais en avocat, en avocat chaleureux, passionné, puisant dans l'importance même de son rôle le droit d'être exclusif et partial.

Maintenant, le mal est-il ou n'est-il pas? et ici je laisse de côté les vues militaires de M. de Vigny, qui nécessiteraient bien des réserves et de longs développements; je m'en tiens à son plaidoyer pour le poète [1]; ce plaidoyer n'a qu'un tort, à mon sens, c'est qu'il rétrécit la question et la rend insoluble. M. de Vigny demande que le pouvoir donne du pain au poète, c'est-à-dire à l'homme qui fait des vers, lequel il ne faut pas confondre, suivant lui, avec l'*homme de lettres*, qui se tire toujours d'affaire, et le véritable *écrivain*, qui se fait puissance et n'a nul besoin de pitié. Une première difficulté se présente; d'abord tout le monde commence par faire des vers, bons ou mauvais; il faudra donc que le pouvoir discerne les bons d'avec les mauvais, mais comme ce tirage ne serait pas une petite affaire, et que le pouvoir en a assez d'autres sur les bras, il lui faudra nécessairement s'en référer à l'opinion, à la voix publique, c'est-à-dire à la presse, excellent moyen, en vérité, car la presse, encombrée elle-même, accepte un survenant comme on accepte une concurrence, c'est-à-dire le poing fermé, et laisse volontiers le génie inconnu mourir de faim sur le pavé, quitte à l'immortaliser après sa mort : cela s'est vu. Et d'ailleurs, à quel signe reconnaître en germe celui que M. de Vigny appelle le *vrai poète?* et ici M. de Vigny nous donne comme échantillon, comme terme de comparaison, l'*Ode à la jeune captive*. En vérité, si le pouvoir ne doit des pensions alimentaires qu'aux *André Chénier* présents ou futurs, ses charges ne seront pas bien lourdes. Ailleurs, M. de Vigny nous dit : « Mais croyez-vous que ce soit une chose si com« mune qu'un poète? savez-vous que quand une « nation en a deux en dix siècles, elle se trouve « heureuse et s'enorgueillit? » Deux en dix siècles! répondra la société, mais alors à quoi bon payer si cher tant d'infructueux essais?

Il me semble que la cause eût gagnée à être abordée par M. de Vigny plus largement et de plus haut. En fait, toutes les professions dites libérales sont aujourd'hui encombrées; le nombre des lettrés, c'est-à-dire des individus déclassés, poètes, littérateurs ou autres, augmente de jour en jour dans une progression effrayante; chaque année, de tous les collèges de France sortent au moins dix mille bacheliers ès-lettres, qui ne seront ni avocats, ni médecins, ni commerçants, ni fonctionnaires publics, ni ouvriers, ni agriculteurs, qui seront hommes de plume, gens unissant à beaucoup de pauvreté une capacité souvent médiocre, parfois supérieure, mais toujours une ambition énorme. Les plus forts ou les plus heureux se caseront tant bien que mal dans la littérature et le journalisme; mais les plus faibles, qu'en fera-t-on? « Que nous « importent les faibles? disent certains économistes; « ils s'arrangeront comme ils pourront; la société « leur doit un libre accès au concours, et rien de « plus; la vie est un combat, *væ victis!* » C'est très bien, laissez croître la progression; que la faiblesse déclassée et prétentieuse aille toujours en s'augmentant du nombre, et vous verrez si elle ne deviendra pas une force de plus en plus hostile et dangereuse à tout ce qui est.

Le concours illimité est une belle chose, sans doute, mais il a fatalement pour conséquence un remaniement social plus ou moins prochain. Les saints-simoniens admettaient l'un, mais pas sans l'autre; et sous ce rapport, du moins, ils n'étaient que logiques. Faut-il restreindre directement ou indirectement le premier, ou léguer le second à l'avenir? Telle est la question qui me préoccuperait beaucoup si j'avais l'honneur d'être un écrivain comme M. de Vigny, et plus encore si j'avais l'honneur d'être M. le ministre de l'instruction publique.

[1] Voir la préface de *Chatterton*.



M. Berryer.

Depuis Mirabeau, personne n'a égalé M. Berryer.
CORMENIN.—Orateurs parlementaires.

J'ai consacré ma vie à défendre l'antique alliance de la royauté et de la liberté.
BERRYER.

C'était en 1792, quelque temps après les atroces journées de septembre, un avocat distingué du barreau de Paris, dépourvu du certificat de civisme et fuyant la persécution, se trouvait à Blois, où il plaidait je ne sais plus quelle affaire contre un *défenseur officieux*; on se rappelle sans doute que la Constituante, en bouleversant la hiérarchie judiciaire, avait commencé par créer les *défenseurs officieux*; c'est-à-dire avait donné au premier venu le droit de plaider pour le premier venu. Notre légiste improvisé ânonnait donc à la façon de l'*Intimé*, et fatiguait juges et auditoire de son débit malencontreux. Le fils de l'avocat, enfant de deux ans et demi, assistait à l'audience; plus que personne le bambin s'impatientait de la lourde faconde du Blaisois; tout-à-coup, n'y tenant plus, il se redresse vivement, et se tournant vers sa mère : « Maman, s'écria-t-il à haute et intelligible voix, en voilà assez! ça m'ennuie, allons-nous-en. — La cause est entendue, dit le président, enchanté de l'à-propos du petit interrupteur, remettez vos pièces; le tribunal appréciera. »

Quarante ans plus tard, dans la même ville, dans la même enceinte, ce même enfant, chef de parti, puissant orateur, venait défendre sa liberté et sa vie; auditoire, avocats et jurés se levaient respectueusement devant cet illustre accusé; tous les cœurs palpitaient aux accents de sa voix sonore et retentissante; quelques mots lui suffisaient pour un triomphe; il ne parlait plus, qu'on l'écoutait encore, et nul, je vous le jure, ne songeait à crier : Assez!

On devine sans peine que l'enfant de tout-à-l'heure, le grand avocat et M. Berryer ne font qu'une seule et même personne [1].

Dire que M. Berryer est à la fois la gloire du barreau, l'aigle de la tribune française et le porte-drapeau de la légitimité, c'est dire une chose connue des cinq parties du monde. Reste à savoir comment s'est formée cette trinité puissante, comment M. Berryer a passé des bancs de l'école au palais, du palais à la tribune, et là comment ce roturier, champion glorieux des descendants de saint Louis, est parvenu à se faire écouter et applaudir, lui, symbole d'une cause vaincue, jeté sans autre arme que sa parole au milieu des phalanges ennemies, et semblable, comme l'a dit un écrivain, à l'un de ces paladins généreux et héroïques qui venaient seuls défier toute une armée.

Pierre-Antoine Berryer est né à Paris le 4 janvier 1790; son père, qui vit encore, occupait déjà avant la révolution une position assez importante au barreau. Nature prudente et sage, M. Berryer père voyait dans les velléités d'indépendance de messieurs du parlement le palladium de nos libertés; éloquent et habile, il eût pu, comme tant d'autres avocats de l'époque, pérorer au sein de la

[1] Le fait que nous citons se trouve consigné dans les *Souvenirs de M. Berryer père*, tome 1er.

Constituante, de l'Assemblé législative ou de la Convention; comme tant d'autres aussi il eût pu se faire décapiter par le comité de salut public; il préféra rester à l'écart, déplorant la ruine des vieux priviléges de l'ordre, et élevant son fils dans l'amour des institutions à l'ombre desquelles la France avait grandi depuis tant de siècles.

Quand le plus fort de l'orage révolutionnaire fut passé, M. Berryer père confia son fils aux oratoriens de Juilly. Alors, comme aujourd'hui, le collége de Juilly se distinguait par la force des études, et surtout par les soins apportés à l'éducation religieuse. Le jeune Berryer fit preuve de bonne heure d'une intelligence et d'une paresse égales; ce fut en somme un écolier assez médiocre, travaillant par saccades, d'une faiblesse humiliante en version grecque, mais parfois superbe dans l'amplification ou le discours français. En revanche, l'élève était d'une piété et d'une ferveur remarquables, si fervent, qu'après sa philosophie il voulait absolument se faire prêtre, et qu'on eut toutes les peines du monde à l'empêcher d'entrer dans un séminaire.

Qui pourrait mesurer le rôle qu'aurait joué peut-être ce nouveau Bossuet, dont la destinée a fait un Mirabeau monarchique? Cet homme qu'on a vu si éloquent à la tribune, qu'on se le représente dans une chaire, en face de tout un peuple mort à la croyance et pourtant affamé de croyance; qu'on se le figure, animé par l'enthousiasme de la foi, appelant les nations à Dieu de cette voix qui démolit des ministères (c'est tout ce qu'une voix d'orateur peut démolir aujourd'hui), et luttant corps à corps avec l'égoïsme et l'indifférence, ce double et monstrueux cancer qui ronge les sociétés modernes. Qui connaît les mystères du possible? qui peut dire si, ce que le Lamennais d'il y a vingt ans n'a pu faire avec un livre sublime, Berryer ne l'eût pas fait avec sa parole?

Toujours est-il que cette première éducation religieuse laissa au cœur du jeune homme une impression ineffaçable. De telle sorte que M. Berryer a passé à travers la vie, épluchant des procès par milliers, plongé jusqu'au cou dans le matérialisme des affaires et les dissipations du monde, savourant à larges doses les plaisirs de tous genres qui s'offraient à lui, et pourtant toujours catholique, toujours fervent, toujours convaincu. La foi religieuse de M. Berryer est, au dire de ses amis, une foi à l'italienne ou à l'espagnole, vraie et sincère au fond, mais très malléable, très souple, très peu austère, très peu canonique quant à la forme.

M. Berryer n'eut point à briser tous ces obstacles qui ont pesé sur la plupart de nos hommes éminents à leur entrée dans la vie. Son père, qui possédait alors une des plus vastes clientèles de l'époque, avait vu, du premier coup d'œil, qu'il irait vite et loin dans la carrière du barreau; il ne se trompait pas; le jeune homme n'avait reçu du ciel ni le bégaiement de Démosthènes, ni le pois chiche de Cicéron; la nature, au contraire, semblait avoir pris plaisir à le tailler en orateur : voix pure et puissante, belle et expressive figure, larges poumons, organisation passionnée de tribun, rien ne lui manquait. Après quelques années partagées entre l'étude théorique du droit et l'étude expérimentale de la vie, après quelques mois passés chez l'avoué, pour *se faire la main* et s'aguerrir à l'escrime procédurière; après avoir, à peine âgé de 21 ans, épousé contre vent et marée une jeune et belle personne, mademoiselle Gauthier, dont il était éperdûment amoureux, M. Berryer fit ses débuts au barreau dans les derniers temps de l'empire. Ses débuts furent autant de triomphes : le jeune avocat étudiait encore moins les dossiers qu'il ne les devinait; homme de passion et homme de chiffres, il mettait de la passion dans les chiffres et des chiffres dans la passion; son père lui avait comme inoculé son aptitude singulière aux affaires commerciales, son habileté rare dans l'agencement des pièces d'un procès, et M. Berryer rehaussait le tout d'un débit chaleureux et d'une vigueur d'argumentation irrésistible.

Vers cette époque, c'est-à-dire en 1814, les opinions politiques de M. Berryer étaient nulles; il n'aimait ni la guerre ni le despotisme et partageait cependant jusqu'à un certain point l'enthousiasme napoléonien de la jeunesse d'alors; son père d'ailleurs devait le rétablissement de sa fortune au système impérial, et lui-même, comme il l'a dit plus tard, « commençait sa carrière au milieu du bruit « des armes et s'éveillait au monde aux cris de la « gloire de l'empire, alors que les vieilles querelles « étaient étouffées. »

Toutefois, quand la première restauration arriva, elle trouva dans M. Berryer un royaliste dévoué, et depuis cette époque la ligne politique de l'homme, prise dans son ensemble, n'a plus varié.

Quelques-uns ont fait bonneur de cette sorte de conversion à un proscrit milanais qui aurait appris au jeune avocat qu'*il existait encore au-delà des mers quelques rejetons de la famille des Bourbons,*

et lui aurait donné les premières leçons de légitimisme. Si le fait est vrai, c'est un étrange caprice du sort, d'avoir choisi pour défenseur quand même de la dynastie déchue celui qui, il y a vingt-cinq ans, ignorait jusqu'à son existence.

Au retour de l'île d'Elbe, M. Berryer, fidèle à ses convictions nouvelles, prit place dans les rangs des volontaires royaux. Après les Cent-Jours, convaincu « que le métier d'un roi n'est pas de relever « les blessés du champ de bataille pour les porter « sur l'échafaud, » il se voua à la défense des victimes de la réaction; prit place à côté de son père et de M. Dupin dans le procès du maréchal Ney; plaida devant un conseil de guerre pour le général Debelle, et après avoir vainement tenté de l'arracher à une condamnation, il parvint à obtenir du roi une commutation de peine. Quelques jours plus tard, le 26 avril 1816, il remporta un triomphe complet; le jeune volontaire royal couvrit de l'égide de son éloquence un des plus glorieux vétérans des armées impériales; il brava l'interdiction, fut presque traité de factieux, mais il sauva le général Cambronne. Dans l'affaire des généraux Canuel et Donnadieu, prévenus de complot contre la vie du roi, M. Berryer se signala par de violentes sorties contre le ministère Decases, qu'il accusait d'être l'instigateur des insurrections de Lyon et de Grenoble. Une brochure qu'il publia à cet effet fit scandale, et M. Berryer se trouva dès ce moment rattaché à la nuance des royalistes purs groupés autour de MM. de Châteaubriand, de Bonald, de Lamennais, Corbière, de Villèle, et poussant le cri d'alarme dans les colonnes du *Conservateur*.

Les procès politiques n'enlevaient point M. Berryer aux affaire civiles; aidé de cette sagacité prodigieuse qui lui fait voir clair en cinq minutes au fond du litige le plus compliqué, il suffisait à tout. La succession du marquis de Vérac, les nombreuses affaires de liquidation et de coupes de bois nées du retour des émigrés; les discussions des banquiers Séguin et Ouvrard; et plus tard, les fameux marchés Ouvrard pour les fournitures de l'armée d'Espagne, l'occupèrent successivement, l'illustrèrent et l'enrichirent.

Après l'avènement du ministère Villèle, M. Berryer eut bientôt à combattre ses amis politiques dans leurs tendances restrictives des franchises de la presse; il prêta l'appui de sa parole au *Journal des Débats*, au *Drapeau Blanc*, à *la Quotidienne*. Vers la même époque, M. Berryer prit part à la fondation de la *Société des bonnes Lettres* et de la *Société des bonnes Études*; pour la première fois il aborda dans une série de leçons orales des questions de haute politique; l'auditoire était nombreux, l'orateur eut un succès complet, et peut-être cet avant-goût des triomphes parlementaires accrut-il encore son penchant pour la vie politique. Déjà M. de Villèle en arrivant au pouvoir avait cherché à s'attacher ce talent jeune et fort qui donnait de si grandes espérances; mais M. Berryer avait compris qu'il perdrait à échanger contre un titre de procureur général son existence de barreau indépendante, large, somptueuse, riche d'émotions; il refusa et resta avocat, prenant cependant aux diverses transformations ministérielles de l'époque une part assez grande pour nuire à ses intérêts personnels et arrêter le développement de sa fortune. Enfin, lorsque M. Berryer eut atteint l'âge requis pour aborder la tribune, le ministère Polignac, qui venait de se former, s'empressa de faire tous ses efforts pour l'enrôler sous son drapeau. Pour fonder à l'avance ses droits d'éligibilité, M. Berryer venait d'acheter la terre d'Augerville, dont l'acquisition avait considérablement obéré sa fortune. Partagé entre d'augustes sollicitations et l'embarras de ses affaires privées, M. Berryer hésita d'abord, et finit par sacrifier sa grande position de palais et les ressources immenses que lui offrait son talent, pour les incertitudes de la vie politique.

Présenté comme candidat ministériel au collége électoral du Puy (Haute-Loire), en remplacement de M. de Labourdonnaye, nommé pair de France, M. Berryer fut élu à une forte majorité, et parut pour la première fois à la tribune le 9 mars 1830. Dans la discussion de la fameuse adresse des 221, qu'il repoussa énergiquement comme inconstitutionnelle et factieuse : « Que m'importe, disait-il, « quand les droits du roi sont blessés, quand la « couronne est outragée, que votre adresse soit « remplie de protestations de dévoûment, de res« pect et d'amour? Que m'importe que vous disiez : « Les prérogatives du roi sont sacrées, si en même « temps vous prétendez le contraindre dans l'usage « qu'il doit en faire? »

Placé dès son début, par la puissance de son talent, à la tête de la phalange ministérielle, M. Berryer put croire, avec tout le monde, à une élévation prochaine; on lui offrit en effet un portefeuille, mais il fallait subir le joug des idées de M. de Polignac; répugnant à un rôle secondaire, M. Berryer ajourna des espérances bien légitimes; la

« lorsqu'à l'aspect de la Sainte-Chapelle, évoquant « les grandeurs de la vieille monarchie française » « il plaçait la royauté proscrite sous la protection « du Dieu de saint Louis ; il y a eu là à sa voix une « de ces impressions électriques et involontaires « qu'il n'est donné qu'au génie de produire. »

Dans les mois qui suivirent, il défendit successivement la *Gazette de France*, *la Quotidienne*, *le Rénovateur* et *le Revenant*.

Dans la session de 1834, M. Berryer prit en main la cause de MM. Voyer d'Argenson et Audry de Puyraveau, inculpés à raison de leur participation à la Société des droits de l'homme. Ses arguments furent d'un radicalisme parfait; il revendiqua comme une conséquence absolue de la révolution de juillet le droit illimité de discussion et d'association, dût l'exercice de ce droit tendre ouvertement au renversement du système établi. Quand M. Guizot lui objecte qu'avec de tels principes il n'y a pas de gouvernement possible, — « Eh ! qui vous dit « le contraire? répond M. Berryer; oui sans doute, « avec de telles formes il n'y a pas de gouverne- « ment possible. Plus que vous je suis convaincu « de la réalité de vos embarras ; je comprends vos « efforts, je le répète, je les ai prévus, et c'est « pourquoi je protestais contre ce que vous faisiez « et contre le principe que vous adoptiez. Mais il « est adopté ce principe, adopté pour être la loi « du pays. Je vis sous cette loi que vous m'avez « faite, et il serait étrange que vous vinssiez me « disputer les conséquences les plus naturelles, les « plus immédiates des lois que vous m'avez impo- « sées. »

Durant tout le cours de cette session, M. Berryer se montra l'ennemi acharné et infatigable de toutes les mesures ministérielles ; sa gloire parlementaire était alors montée à son apogée ; élu par quatre colléges électoraux, il avait opté pour Marseille, et venait de faire à travers le midi un voyage triomphal, lorsque la fameuse affaire des 25 millions réclamés par les États-Unis d'Amérique lui fournit l'occasion de gagner sa plus belle palme oratoire. Pour la première fois M. Berryer appela à son aide un travail sérieux ; il fit trêve un instant aux distractions du monde, se renferma chez lui comme Démosthènes dans sa caverne, et quand vint le jour du combat, il en sortit avec la plus éloquente de ses *Philippiques*. Ce fut dans les journaux de tous les partis, voire même parmi les gouvernementaux, un concert d'éloges inouï, un hosannah universel.

Tandis que M. Berryer s'enivrait de cet encens multicolore, l'état de sa fortune privée s'empirait de jour en jour. « La terre d'Augerville, appartenant à M. Berryer, *notre* député, » disait la *Gazette de France* du 6 août 1836, « est mise en vente. » Cette nouvelle était suivie d'une lettre de MM. Latour-Maubourg, de Fitz-James, Amédée Jauge, Pardessus, de Châteaubriand, proposant une souscription pour le rachat de ce bien dont la vente allait priver le parti légitimiste de son drapeau parlementaire. La souscription fut ouverte; les coffres-forts furent lents à s'ouvrir; les admirations étaient grandes : on dit que le chiffre de la souscription fut de beaucoup inférieur au chiffre des admirations. Toujours est-il que la propriété fut conservée. Tandis qu'on excitait ainsi en sa faveur des générosités parcimonieuses, M. Berryer traversait l'Allemagne pour aller déposer ses hommages aux pieds des exilés de Goritz. Une pièce lui fut remise par le duc d'Angoulême à l'effet d'établir les droits de ce dernier au titre de Louis XIX jusqu'à la troisième restauration exclusivement. Cette pièce motiva contre M. Berryer une visite domiciliaire et un commencement de procès qui n'eurent pas de suite.

Quand la coalition se forma l'année dernière pour le renversement du ministère Molé, M. Berryer fut un de ses plus ardents promoteurs. Le fameux discours qu'il prononça sur les affaires étrangères, dans la séance du 13 janvier, lors de la discussion de l'adresse, mit le comble à sa popularité, en même temps qu'il souleva au sein de son parti des dissentiments qui datent de loin et dont il nous faut dire quelques mots.

Outre que M. Berryer est l'homme le plus éloquent, il est encore l'homme le plus fêté, le plus prôné, le plus adulé, le plus aimé, le plus idolâtre de France et de Navarre. Tout le monde aime M. Berryer; les radicaux l'aiment pour ses sorties démocratiques; les dynastiques de juillet l'aiment tour à tour, pour la part qu'il prend à leurs guerres intestines de nuance à nuance; ainsi la nuance Thiers l'aime pour les coups de boutoir qu'il administre parfois à la nuance Molé; la nuance Molé à son tour l'aime pour ses fusillades parlementaires à l'adresse de la nuance Thiers; une tirade sur les doctrinaires lui vaut une poignée de main de M. Dupin ; une apostrophe au centre gauche lui vaut un sourire de M. Guizot. Si celui qui entre aux affaires a toujours M. Berryer pour ennemi, celui qui en sort l'a toujours pour auxiliaire dans ses tentatives pour y rentrer. On sait, d'ailleurs, que M. Berryer appartient à cette

couleur légitimiste qui n'espère rien des moyens violents, et ne veut arriver au triomphe de ses idées que par la voie constitutionnelle. Or, on juge ce triomphe parfaitement impossible, et personne ne hait M. Berryer, en vertu du vieil adage : *Oderunt quem metuunt.*

Au vis-à-vis de ses amis politiques, la position de M. Berryer est moins facile ; là, plus que partout, on l'admire, on l'encense, on le porte aux nues ; mais comme le parti légitimiste est aussi nuancé que le prisme solaire, chaque fraction le veut teindre de sa couleur et diriger dans ses voies ; c'est un diamant de la plus belle eau, on se l'arrache des mains, et chacun prétend le tailler à sa guise pour lui donner le reflet qu'il aime. Dans les nombreux combats de plume que se livrent depuis neuf ans les légitimistes du 17e siècle et ceux de 89, les purs et les parlementaires, les tories de l'école anglaise et les publicistes des états-généraux, les hommes de Louis XIX et les hommes de Henri V, il faut toujours, bon gré mal gré, que M. Berryer se trouve en cause. M. Berryer est pour nous, disent ceux-ci ; non, il est pour nous, répondent ceux-là. — Que M. Berryer s'explique, disent les uns ; oui, que M. Berryer s'explique ! répètent les autres. — Et M. Berryer, le plus grand orateur et le meilleur homme du monde, s'explique pour la centième fois de manière à ne mécontenter personne, déclare qu'il veut l'antique alliance de la monarchie et de la liberté, et qu'en conséquence il s'associe aux nobles travaux de ses amis de ce côté-ci, et qu'il applaudit aux généreux efforts de ses amis de ce côté-là.

Dans la fameuse discussion de l'adresse, M. Berryer laissa échapper dans le feu de l'improvisation un certain nombre d'hérésies qui furent bien vite relevées. — Ainsi, dans une magnifique apostrophe, il glorifiait la Convention d'avoir sauvé à tout prix l'indépendance du pays. — Arrivant à M. Thiers, il lui disait : « Vous avez voulu conserver Ancône malgré le pape et les Autrichiens ; vous avez voulu, pour être conséquent avec vous-même, expulser Don Carlos de l'Espagne ; vous avez fait deux actes honorables, et je vous en remercie, parce qu'après tout je suis né en France et je veux rester Français ! » Sur ce, grand triomphe à la chambre, mais grande rumeur au camp d'Agramant. — Avez-vous entendu M. Berryer qui glorifie la Convention ? disaient avec indignation les légitimistes purs ; mais ne voyez-vous pas, répondaient les parlementaires, que c'est un artifice oratoire et que cela n'entraîne pas à conséquence ? — Et M. Thiers, ne le voilà-t-il pas honoré et remercié parce qu'il a voulu chasser de l'Espagne Charles V, le roi légitime, mais c'est affreux ! c'est abominable ! M. Berryer a passé à l'ennemi ; que M. Berryer s'explique ! Et M. Berryer s'expliquait de rechef, applaudissant à ses courageux amis de par-ci, et s'associant à ses nobles amis de par-là.

Pauvre aigle de tribune qui ne peut prendre son essor qu'avec une ficelle à la patte ! Pauvre géant d'éloquence emmailloté comme un enfant dans les langes d'un système ! Pauvre lion emprisonné dans une ratière ! Personnage moulé à la Mirabeau à une époque où Mirabeau n'est plus possible ; organisation passionnée, puissante dans l'invective, quand il n'y a plus dans le monde que des intérêts, et quand il ne reste plus même aux partis la force de se haïr !

Quel magnifique conventionnel eût fait M. Berryer ! placez-le sur les bancs de la Montagne, avec sa belle tête de tribun, avec son œil ardent, avec cette voix qui résonne comme un clairon, avec ce geste impérieux, dominateur, et cette large poitrine qui semble défier le poignard ! Faites-lui jeter à pleine voix son fameux *jamais* de l'année dernière ; et il y aura du bruit, il y aura des cris, le sang coulera, des têtes tomberont peut-être (ce qui, entre nous, n'en vaut pas mieux pour cela). Qu'advient-il aujourd'hui ? — Le parlement reste impassible, la phrase brûlante arrive droit au ministre ; il la relève flegmatiquement et la renvoie à l'orateur avec ces mots : Nous savons très bien que votre vote nous est refusé à jamais.

Avocat, M. Berryer est parfois à l'étroit au barreau plus encore qu'à la tribune ; là surtout il a ses jours, et ses inégalités sont fréquentes. Tel qui accourait empressé et curieux pour entendre l'arrière-petit fils de Démosthènes, s'en est retourné fort désappointé ; c'est qu'il était arrivé à une de ces heures où M. Berryer se résigne au procès de gouttière et de mur mitoyen, c'est qu'il avait vu le dieu de l'éloquence portant sa croix, pliant sous le faix, chancelant, tâtonnant, ennuyé de sa cause, de son auditoire, de ses juges et de lui-même, tournant autour de la question, la flairant avec dégoût, et répugnant à l'entamer comme s'il s'agissait d'une noix vomique.

En revanche, quel talent, quelle beauté, quelle puissance quand il lui faut dérouler un de ces grands drames judiciaires au bout desquels il y a le déshonneur ou l'échafaud ! Qui ne se souvient du pro-

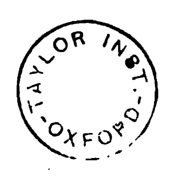
cès Laroncière avec ses scènes dignes du pinceau de Shakespaere? Qui ne se rappelle ce prétoire ouvert au milieu de la nuit et rempli d'une foule compacte, émue, silencieuse, sur laquelle de rares flambeaux projettent des reflets lugubres? Qui ne se rappelle cette nouvelle Ophélie, outragée, flétrie, qui s'en vient, à l'heure solennelle de minuit, à l'heure où le sentiment de son déshonneur lui est rendu, se glisser comme un pâle fantôme à travers cet appareil qui la trouble et l'étonne, et se poser en face de ce jeune homme au teint pâle, entouré de gardes, assis sur la sellette des criminels; et là, sous les regards de cette foule, à la pâle lueur de ces flambeaux, devant ces juges qu'il faut persuader, devant un redoutable rival qu'il faut vaincre, devant ce coupable qu'il faut flétrir, devant cette jeune fille qu'il faut venger, voici se lever un homme grand de cent coudées; sa tête domine l'assemblée, son œil est en feu, sa voix retentit comme un tonnerre, sa parole convulsive et pénétrante fait courir le frisson dans toutes les veines; il demande vengeance, et l'auditoire a soif de vengeance; il s'attendrit, et l'auditoire s'attendrit; il pleure sur la victime, et l'auditoire pleure avec lui; vainement un rival se lève pour lui disputer la victoire, il le presse, il le pousse, il l'accable, il l'anéantit, et l'arrêt sorti de sa bouche est recueilli par les juges, comme jadis les arrêts de la pythonisse sur le trépied.

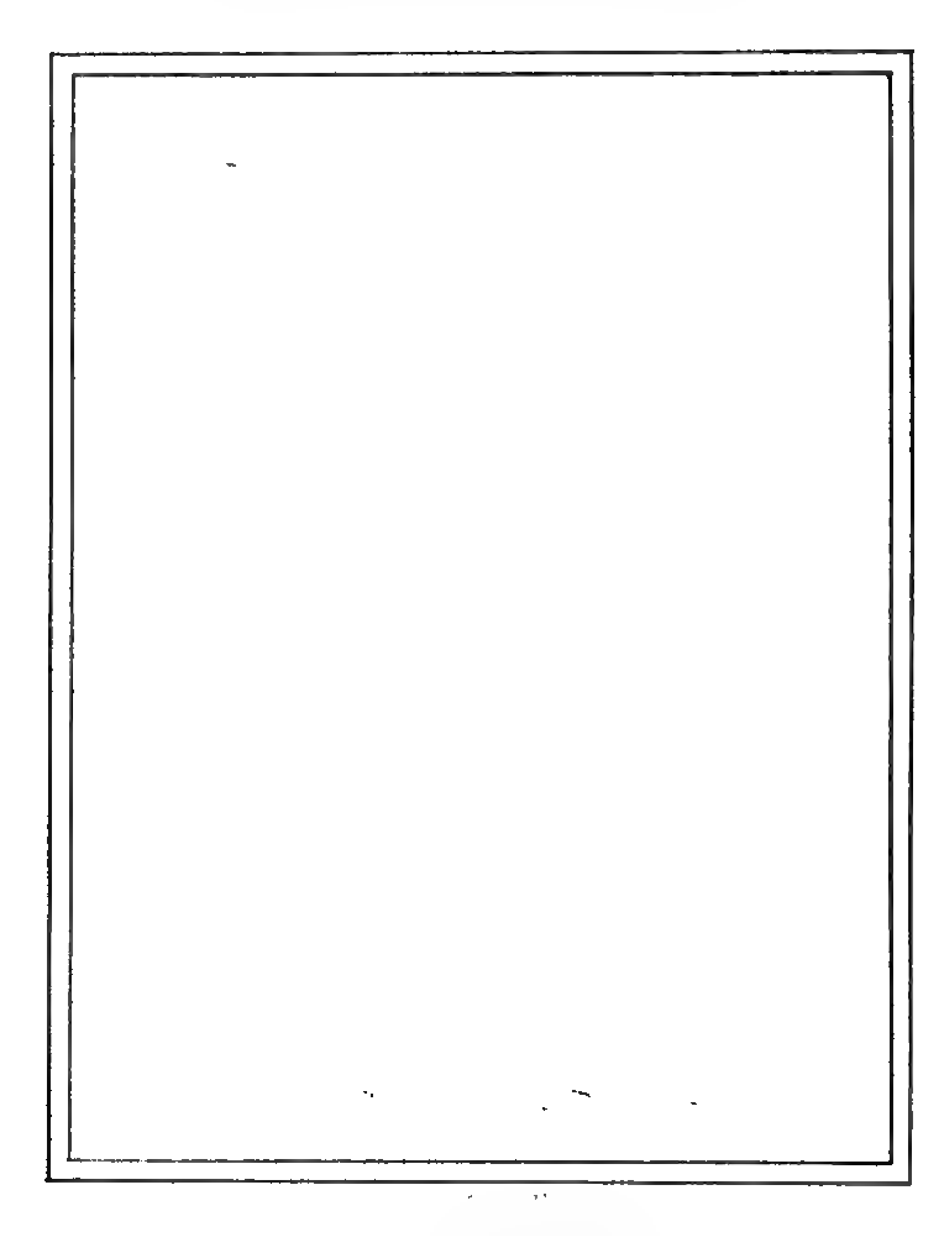
Quand on réfléchit à l'ascendant irrésistible de ces princes de la parole, quand on songe à l'erreur possible des jugements humains, on ne peut s'empêcher de frémir pour ceux que la destinée jette en proie à d'aussi redoutables ennemis.

Dans l'affaire *Dehors*, la mission de M. Berryer était d'une autre nature. Deux fois il avait vainement tenté d'arracher à une condamnation capitale un malheureux qu'il jugeait innocent, et deux arrêts de la cour de cassation lui avaient permis de recommencer une troisième fois cette terrible partie dont une vie d'homme était l'enjeu. Dans ce dernier effort, M. Berryer fut si entraînant qu'il vainquit. Après avoir vu la mort si longtemps suspendue sur sa tête, Dehors fut acquitté. On sait qu'aussitôt rendu à la liberté, il s'empressa d'accourir avec son fils et sa fille chez son sauveur, à qui il offrit un paquet de billets de banque, fruit de ses économies. Tout le monde sait aussi que M. Berryer, par un de ces instincts de générosité qui le caractérisent, divisa le paquet en deux parts, présenta l'une à la fille pour sa dot, et l'autre au jeune homme pour qu'il lui fût permis de compléter son éducation.

Au dire de tous ceux qui le connaissent, M. Berryer homme privé est doux, facile, enjoué, expansif, artiste des pieds à la tête, passionné pour la musique italienne, épicurien par les goûts, insoucieux d'avenir, jetant l'argent par les fenêtres, et jouissant largement du droit que la nature lui a donné de se passer d'étude et de travail.

Au moment où nous écrivons ces lignes, une grave question agite le monde de ceux qui n'ont rien de mieux à faire. M. Berryer, candidat au reposoir des immortels, doit-il être ou n'être pas de l'Académie? Sur cette question, qui n'en sera plus une dans quinze jours, il a déjà été écrit la matière de deux in-folio, à l'effet de prouver que M. Berryer n'a jamais rien écrit. Nous n'avons pas la prétention de donner notre mot dans ce grave débat, déjà usé par la logomachie des docteurs à rabats *in utroque jure*. Il nous semble seulement que M. Droz de l'Académie restant toujours M. Droz ni plus ni moins, M. Berryer, en dehors ou en dedans de l'Académie, ne sera pas un iota de plus ou de moins que M. Berryer.





M. Dupin aîné.

> Nos mœurs n'admettent plus la simplicité des anciennes mœurs républicaines : il nous faut autre chose pour vivifier notre commerce et notre industrie. Du temps où Fabricius mangeait ses légumes dans une écuelle de bois, il n'y avait pas de manufactures de porcelaine.
>
> M. DUPIN, ORATEUR. — Séance du 21 septembre 1831.

« Ne pourriez-vous point me dire, écrivait Voltaire à d'Alembert en 1766, ce que produira dans trente ans la révolution qui se fait dans les esprits depuis Naples jusqu'à Moscou ? Je suis trop vieux pour espérer de voir quelque chose, mais je vous recommande le siècle qui se forme. »

Si, comme Epiménides, Voltaire surgissait tout-à-coup de sa tombe pour venir se placer à l'entrée de la galerie par où défile M. Dupin quand il occupe la première dignité de l'État et qu'il se rend du palais de la Présidence au palais de la Chambre, j'imagine qu'à la vue de cet homme aux allures vulgaires, qui s'avance à pas inégaux au bruit des tambours battant aux champs, vêtu avec une simplicité qui frise la négligence, et flanqué de deux estafiers brodés d'or sur toutes les coutures, le gentilhomme philosophe, le petit souverain de Ferney trouverait ample réponse à sa lettre, et qu'il pourrait, sur cette physionomie, non pas royale, non pas gracieuse, tant s'en faut, mais éminemment ferme, accentuée, sarcastique, et jusqu'à un certain point spirituelle, lire toute une révolution.

C'est qu'en effet M. Dupin, dans sa personne et dans ses antipathies, dans ses discours, dans ses sympathies, dans ses qualités et dans les défauts de ses qualités, nous paraît l'incarnation la plus complète, l'expression la plus puissante et la plus vraie de cette classe intermédiaire, de ce Tiers-État qui, après avoir pendant huit siècles déposé humblement et à genoux ses doléances au pied du trône, se redressa un beau jour, et, d'un même coup, jeta par terre clergé, aristocratie et royauté, s'effaça un instant en 93 derrière le peuple, son terrible auxiliaire, lutta sourdement contre le despotisme militaire de l'empire, combattit au grand soleil les tendances rétrogrades de la restauration, reprit le pouvoir en juillet, et s'efforce aujourd'hui de le défendre contre l'invasion de la démocratie.

M. Dupin a été très populaire sous la restauration et très impopulaire dans les premières années de la révolution de 1830 ; à cette heure on ne saurait trop définir sa situation au vis-à-vis de l'opinion publique, si tant est qu'il y ait une opinion publique : beaucoup le blâment, beaucoup le louent, le plus grand nombre le blâme et le loue tout à la fois ; c'est le personnage politique pour lequel les peintres de portraits font la plus énorme consommation d'antithèses. Dans le même tableau on vous le peint grand et petit, courageux et timide, trivial et digne, désintéressé et cupide, rétif et mou, entêté et mobile, noir et blanc ; c'est à n'y rien comprendre. Certains poètes dramatiques fabriquent des héros tout d'une venue et les lancent droit comme une flèche dans le sentier du vice ou de la vertu. C'est là un travers. Eh bien, le Labruyère de l'époque, l'auteur des *Études sur les orateurs parlementaires*, le malin Timon, en dessinant M. Dupin, nous semble avoir donné dans le travers contraire ; son Dupin à lui est un homme *kaléidoscope*, composé de pièces et de morceaux, et représentant au besoin tout ce qu'on veut. Vous y pouvez voir *ad libidum* un papillon, un boutiquier, le paysan

du Danube, un plat courtisan, Démosthènes en miniature, Eschine en buste, Mathieu Molé, et la caricature de M. de Bièvre [1].

Est-ce bien là M. Dupin ? Si comme tout le monde, et même plus que tout le monde, l'honorable député de la Nièvre a ses contrastes de lumières et d'ombres, est-ce à dire pour cela que tant d'éléments hétérogènes soient combinés en lui dans des proportions assez égales pour faire de sa personnalité un assemblage tellement bizarre qu'il en est monstrueux ? En présence de cette question à résoudre, nous ne serons pas assez mal avisé pour prendre un pinceau et lutter, nous, pot de terre, contre Timon, le pot de fer; nous appellerons tout simplement la biographie à notre aide, nous raconterons M. Dupin d'un bout à l'autre, et le lecteur appréciera.

André-Marie-Jean-Jacques Dupin est né à Varzy, dans le Nivernais, le 1er février 1783. C'est l'aîné de deux frères : l'un, M. le baron Charles Dupin, pair de France, occupe un haut rang parmi nos illustrations scientifiques; l'autre, M. Philippe Dupin, est une des colonnes du barreau de Paris. Suivant la *Biographie des Contemporains*, l'invasion nocturne de son domicile et la brusque arrestation de son père auraient vivement impressionné l'enfance de M. Dupin, et seraient le premier germe de cet amour ardent pour les formes juridiques qu'il poussa plus tard jusqu'au fanatisme. Madame Dupin apprit elle-même à lire et à écrire à ses trois enfants pendant la détention de son mari; et quand ce dernier, homme de probité et de savoir, ancien membre de l'assemblée législative, fut enfin sorti sain et sauf de la tourmente révolutionnaire, il se séquestra du monde et se consacra tout entier à l'éducation de ses fils. « Notre père, a écrit M. Dupin, « n'a permis à d'autres maîtres de nous appren- « dre que ce qu'il n'a pas pu nous enseigner lui- « même. »

Cette première éducation terminée, M. Dupin vint à Paris pour faire son droit, au commencement du consulat. Les écoles n'existaient plus; à l'ombre de la tolérance du directoire, deux établissements s'étaient formés pour les remplacer. L'un d'eux, connu sous le titre d'*Académie de législation*, avait été fondé par Tronchet, Target et Regnault de Saint-Jean-d'Angely; M. Dupin suivit les cours de cette institution en compagnie de MM. Mauguin, Teste, Hennequin et Parquin. Les temps n'étaient guère propices à l'étude paisible du droit; une fièvre de gloire et de combat s'était emparée de toutes les têtes; on se pressait aux revues et aux évolutions du Champ-de-Mars; on lisait avidement les bulletins de Marengo; on courait voir passer le premier consul; on laissait là le Digeste, et les cours allaient tant bien que mal. C'est au milieu de tout ce fracas que M. Dupin se fit parmi ses compagnons d'étude une colossale réputation de *piocheur*.

Il y a dans la rue Bourbon-Villeneuve une petite chambre très rapprochée des toits, sur la porte de cette petite chambre, M. le procureur-général de la cour de cassation, qui aime tant les devises, devrait bien faire graver en lettres d'or celle-ci : *Labor improbus omnia vincit ;* car c'est dans cet humble réduit que M. Dupin errait avec délices, le jour et la nuit, à travers tout ce dédale de lois romaines qu'il connaît mieux que son catéchisme; c'est là qu'il se pâmait d'aise sur Cujas, et qu'il oubliait les vers ronflants de Ducis dans la bouche de Talma, pour le français naïf et le latin barbare de son bien-aimé compatriote Guy Coquille.

Grâce à ce travail obstiné, l'étudiant devint bientôt un légiste accompli, et lorsqu'en 1802 Napoléon rouvrit les écoles, M. Dupin se présenta le premier pour soutenir sa thèse, passa successivement ses examens de licence et de doctorat, et se trouva à vingt-trois ans le doyen de tous les docteurs des nouvelles facultés. En attendant les causes, le jeune stagiaire fut quelque temps maître clerc et fit paraître deux ou trois opuscules qui eurent un certain succès. Son *Précis élémentaire du droit romain* date de cette époque. M. Dupin aime beaucoup à rappeler que cet in-18 *a eu l'honneur* d'être saisi par la police impériale, qui aurait cru entrevoir dans certains passages sur Tibère et Germanicus des allocutions à Buonaparte et au duc d'Enghien. En vérité, la police impériale était terriblement chatouilleuse : nous avons vainement cherché l'allusion : le *Précis* nous a paru blanc comme neige de ce côté-là, et ceux qui ont acheté la première édition prétendent même qu'il se terminait par un éloge pompeux de Napoléon, supprimé depuis. Quoi qu'il en soit, M. Dupin, alléché par le succès ou la persécution de son opuscule, se crut appelé à l'enseignement; il faillit mentir à sa vocation et s'ensevelir tout vivant dans les catacombes de l'École de Droit. Une place de professeur était vacante; M. Dupin se présenta au concours : il eut le bonheur d'être refusé à l'unanimité.

[1] On sait que M. de Bièvre était l'homme-calembourg du dernier siècle.

Cet échec le rendit au barreau, où il débuta sous les auspices de MM. Ferey, Poirier, Delacroix-Frainville, et déjà, en 1811, à vingt-huit ans, sa réputation était assez bien établie pour que le savant Merlin, qu'il devait remplacer plus tard, le présentât pour une place d'avocat-général vacante à la cour de cassation; un ami de M. de Fontanes, M. Joubert, fut préféré au candidat de Merlin. Quelque temps après, le duc de Massa, alors grand-juge, l'adjoignit à la commission chargée de la classification des lois de l'empire. Cette immense et laborieuse entreprise, interrompue par les désastres de 1814 et de 1815, a été depuis continuée par M. Dupin seul, avec un zèle dont lui tiennent compte tous les amis de la science.

Avant de suivre M. Dupin à son entrée dans la carrière politique, il n'est pas hors de propos de dire un mot de l'avocat dans les causes civiles. Entré au barreau le premier de la génération nouvelle, M. Dupin y a laissé de profonds souvenirs. On s'accorde généralement à dire que M. Dupin fut un *romantique* en bonnet carré, en ce sens qu'il fut un des plus puissants moteurs de cette transformation qu'a subie de nos jours la langue judiciaire. Au temps de Lemaistre et de Patru, l'éloquence du barreau avait été entortillée et pédantesque; elle fut aride et froide sous Cochin; avec Loiseau de Mauléon et Gerbier elle devint ample, redondante, emphatique et cicéronienne: M. Dupin vint et créa un genre nouveau : le genre bourgeois. Avocat avant tout, il s'occupait beaucoup plus de gagner son procès que de soigner sa période. Quand il tenait un dossier, il le travaillait, il le disséquait, il le pressurait jusqu'à ce qu'il en eût fait sortir le plus mince filet d'argument; à l'audience, il excellait à relever, dans l'intérêt de sa cause, les plus vulgaires circonstances de temps et de lieu; et comme il savait ses juges par cœur, il avait toujours dans son sac une demi-douzaine d'aphorismes à l'adresse de chacun d'eux. Il se drapait peu dans sa toge, ne surveillait pas du tout le mouvement télégraphique de ses bras, gesticulait à tort et à travers, et parlait comme personne la langue de tout le monde. Sa phrase, souvent triviale et saccadée, mais toujours lucide et énergique, saupoudrée de citations, de métaphores et de proverbes pris partout, dans les boudoirs et dans la rue; sa voix, nette, accentuée et mordante, l'expression de brusquerie et de sarcasme de sa physionomie, tout cela donnait à son débit un relief piquant de nouveauté à l'aide duquel il enlevait un arrêt d'assaut. Nous ne prétendons pas dire que M. Dupin, avocat, fût un puits de science, qu'il fût plus logicien que MM. Tripier ou Persil, qu'il fût plus éloquent que MM. Mauguin ou Berryer; mais il avait une mémoire si heureuse, et cette mémoire était si pleine de faits, de mots, d'anecdotes, il disposait si bien tout cet attirail, il savait si merveilleusement en tirer parti, que ses victoires de palais se comptaient déjà par ses batailles, lorsqu'aux Cent-Jours l'arrondissement de Château-Chinon l'envoya à la chambre des représentants, où il prit place dans les rangs de l'opposition libérale.

C'est sur sa motion que fut formée une commission pour rédiger un projet de loi destiné à remplacer l'acte additionnel. Plus tard, il insista vivement sur la nécessité d'une seconde abdication de Napoléon, et combattit, au nom de la nation, l'avénement au trône de Napoléon II.

L'histoire aura à juger la conduite de l'opposition à cette époque; lorsque l'ennemi était aux portes, prêt à nous imposer l'odieux traité et les réactions de 1815, lorsqu'un glorieux soldat ne demandait plus qu'un drapeau pour conduire cent mille hommes à la victoire ou à la mort, l'histoire décidera s'ils ont bien agi, ceux qui n'ont pas voulu que cet autre Camille chassât les Barbares de Rome, de peur de voir peser encore sur la France son épée de dictateur; comme si, après avoir sauvé le pays, le temps ne fût pas toujours venu pour eux de sauver la liberté ou de se faire tuer sur leurs chaises curules.

Après la deuxième restauration, M. Dupin se présenta de nouveau devant les électeurs de Château-Chinon et de Clamecy; il échoua dans cette double candidature et reprit sa vie de barreau. L'horizon était sinistre alors; c'était le temps des commissions militaires et des fusillades politiques. Défendre un accusé de haute trahison n'était pas chose dénuée de dangers; l'avocat était presque réputé complice de son client; aussi prenait-on ses précautions; on écrivait des lettres de déférence à qui de droit, et on demandait pour ainsi dire la permission de disputer humblement une tête aux réquisitoires du parquet. C'est dans des circonstances semblables que M. Dupin publia son ouvrage sur la *Libre défense des accusés*. Cet écrit, remarquable de concision, de netteté et de logique, était un véritable acte de courage au vu des temps; il valut à M. Dupin la plus belle de ses gloires, la défense du maréchal Ney, dont il fut chargé, con-

jointement avec MM. Berryer père et fils. On connaît toutes les péripéties de ce déplorable drame; on sait comment le moyen de défense, tiré de l'article 12 de la capitulation de Paris, fut interdit aux avocats; on sait comment M. Dupin, essayant, pour sauver cette tête si chère, d'établir que, né à Sarrelouis, son client était devenu Prussien par nos cessions de territoire, il fut interrompu par Ney qui lui ferma la bouche, aimant mieux mourir Français.

Le fatal arrêt est resté au cœur de M. Dupin comme un amer souvenir : « Je le dirai tant que « je vivrai, a-t-il répété souvent depuis, la con- « damnation de Ney n'a pas été juste, car sa dé- « fense n'a pas été libre. » En 1826, M. Dupin assistait au convoi du procureur-général Bellard; comme un de ses confrères lui en témoignait de l'étonnement, c'est, répondit-il, qu'il convient aux défenseurs du maréchal Ney de prononcer sur la tombe de son accusateur le *requiescat in pace*.

Quelque temps après la révolution de juillet, à propos d'une pétition qui demandait l'érection d'un monument à la mémoire du maréchal, M. Dupin monta à la tribune et exprima vivement le désir de voir réviser et casser l'arrêt, annonçant qu'il se chargerait lui-même de développer devant la Cour des pairs les moyens de cassation. Une requête en révision fut en effet rédigée par lui et appuyée des adhésions de tout le barreau; le gouvernement ne crut pas devoir y donner suite.

Ce beau début dans les causes politiques fit de M. Dupin le défenseur naturel des plus illustres victimes de la réaction; il défendit successivement les trois Anglais, Wilson, Hutchinson et Bruce, généreux complices de l'évasion de Lavalette, les généraux Alix, Savary, Gilly, Porest de Morvan, le duc de Vicence, et la mémoire du maréchal Brune odieusement assassiné à Avignon. En même temps la cause libérale le constitua son représentant dans ses démêlés avec les tribunaux. Ainsi, dans l'affaire Mérilhou, il plaida pour la souscription nationale établie en faveur des citoyens détenus sans jugement, en vertu de la loi du 26 mars 1820; dans l'affaire Bavoux, il revendiqua les droits du professorat; le droit d'élection dans le procès intenté à M. de Pradt; les franchises de l'histoire dans l'affaire Jay et Jouy, et les libertés de la chanson dans la personne de Béranger qu'il défendit deux fois. Les rédacteurs du *Miroir*, incriminés pour allusion, et les rédacteurs du *Constitutionnel*, dans le grand procès de tendance qui fut son triomphe, trouvèrent en lui un organe chaleureux et dévoué. Dans le procès Isambert, M. Dupin s'éleva contre les arrestations arbitraires et se fit le champion de la première des libertés, la liberté individuelle. Dans la consultation Montlosier, il se donna le plaisir d'attaquer de front la congrégation, sa bête noire. Et enfin, en décembre 1829, sept mois avant la révolution de juillet, il descendit une dernière fois dans l'arène pour défendre la fameuse et prophétique exclamation du *Journal des Débats: Malheureuse France! malheureux roi!*

Nous n'énumérerons pas ici toutes les grandes causes civiles qui ont fait sa belle réputation de jurisconsulte. Une des plus remarquables est celle du chevalier Desgraviers contre la liste civile (1824). M. Dupin plaida contre Sa Majesté le roi de France et de Navarre, qui ne voulait pas payer ses dettes. Il soutint que l'avénement à la couronne n'a pas pour effet de libérer les princes de leurs obligations personnelles; il gagna son procès en cour d'appel, mais il le perdit en cassation. Durant toute cette période, de 1815 à 1828, la vie de M. Dupin fut brillante, laborieuse et noblement employée; les affaires les plus compliquées passaient par ses mains; contre les foudres du parquet, la presse libérale trouvait un abri derrière sa toge, et l'opposition n'avait pas assez de voix pour chanter ses louanges.

Toutefois, dès cette époque, il y eut déjà entre la presse et M. Dupin de petites brouilles bientôt suivies de raccommodements. Ainsi, un certain jour, il prit envie à l'avocat de s'introduire à Saint-Acheul. M. Dupin chez les jésuites, c'était le loup dans la bergerie; les révérends, le père Loriquet en tête, firent très gracieusement à l'ennemi les honneurs de la place; mais il ne fut pas plutôt dehors, qu'ils s'empressèrent d'insinuer dans les journaux congréganistes un petit récit mielleux de nature à compromettre cette réputation de gallican renforcé si chère à M. Dupin. La presse libérale donna dans le panneau, courut sus à M. Dupin et cria au jésuite: pour le coup c'était trop fort; autant eût valu l'appeler bourreau. M. Dupin n'y tint plus, il prit sa plume et brocha bien vite un petit livre : « Si j'étais aux temps où Enée descendait aux enfers, disait-il, j'aurais voulu y descendre aussi et assister à une audience de Minos. » Le père Loriquet et Minos, quel subtil rapprochement! M. Dupin ne s'avisa plus d'aller à Saint-Acheul, et la vigoureuse consultation Montlosier, qui parut quinze jours après, prouva aux jésuites

qu'il était plus que jamais endurci dans l'iniquité.

En 1819 le gouvernement de la restauration avait tenté d'attirer à lui l'illustre avocat. M. de Serres, alors garde-des-sceaux, lui fit offrir la place de secrétaire-général au ministère de la justice, avec quarante mille francs de traitement et la dignité de conseiller-d'Etat en perspective. Après avoir consulté son père, M. Dupin refusa. En 1820, le duc d'Orléans le nomma membre de son conseil privé.

Porté en 1827 comme candidat au collége de Mamers, M. Dupin reparut sur la scène politique dans la session de 1828, il prit place au centre gauche, fit au ministère Martignac une opposition modérée, et une guerre ouverte au ministère Polignac. Dans la séance du 5 mai il combattit vivement l'allocation de 179,000 fr. pour la fameuse salle-à-manger Peyronnet, et la Chambre ne vota le crédit demandé qu'à la charge d'intenter devant les tribunaux une action en indemnité contre le ministre de la justice. Dans la discussion de l'adresse des 221, il prit la parole pour répondre à M. Guernon de Ranville et défendre les droits de la Chambre. Réélu député à Cosne après la dissolution, il revint à Paris quelques jours avant les ordonnances.

Le 26 juillet, à 11 heures du matin, un grand nombre de journalistes se rendirent dans son cabinet pour le consulter sur le caractère de l'agression ministérielle. MM. Odilon-Barrot, Barthe et Mérilhou étaient présents à l'entrevue, M. Dupin déclara « que dans son opinion les ordonnances « étaient illégales, qu'il fallait refuser d'y obtempérer par tous les moyens de fait et de droit, et « que le journal qui aurait la lâcheté de s'y soumettre, ne mériterait pas de conserver en France « un seul abonné. » Comme les journalistes voulaient à l'instant même délibérer chez lui sur le mode d'organiser la résistance, M. Dupin s'y opposa en leur disant : « Ici je ne suis pas député, je suis avocat; vous avez voulu une consultation, vous l'avez, faites-en maintenant ce que vous voudrez. » Cette fin de non-recevoir passablement brusque, et qui dans la pensée de M. Dupin n'avait trait sans doute qu'à une division d'attributions, parut dictée par la peur; les journalistes en gardèrent mémoire, et, après la révolution, la presse fit pleuvoir sur M. Dupin un déluge de quolibets; on l'accusa d'avoir déserté la cause de la liberté, on s'égaya sur la baignoire et sur la cave où il se serait caché pendant le combat, et la *Némésis* fit force rimes sur ses *souliers ferrés changés en brodequins pour fuir dans les trois jours.*

La vérité est que M. Dupin fut aussi intrépide que le commun des parlementaires; on sait très bien que jusqu'au 29 personne, pas même le peuple, n'espérait un changement de dynastie. La force des choses et le sort des armes accomplirent la révolution, et M. Dupin y contribua pour sa part tout autant que la grande majorité de ses collègues; le 27 il assista à la réunion Périer; le 28, son nom n'ayant pas été placé au bas de la protestation rédigée en son absence, il insista vivement pour le faire rétablir. Le 29, comme le peuple demandait un chef, et que le général Pajol s'était offert à la condition d'avoir un ordre signé de quelques députés, cet ordre fut dicté par M. Dupin et envoyé par lui au général, qui prit le commandement de la garde nationale; dans ce même jour M. Dupin parcourut les boulevards en compagnie de M. Bérard, exhortant les citoyens à la résistance. «Dupin, dans « ce moment, a écrit M. Bérard, qui ne saurait « être suspect de partialité, fut un véritable tribun « populaire, et lorsque depuis je l'ai entendu traiter avec une excessive sévérité, j'ai toujours regretté qu'il n'ait pas eu de plus nombreux témoins de sa conduite. »

Nommé d'abord ministre provisoire de la justice par la commission municipale, M. Dupin aurait, suivant les uns, refusé, ne reconnaissant pas à la commission le droit de nommer des ministres; suivant les autres, son nom aurait été biffé par M. Audry de Puyraveau et remplacé par celui de M. Dupont de l'Eure. Toujours est-il que M. Dupin fit partie du premier cabinet formé par le lieutenant-général, en qualité de ministre sans portefeuille.

Nommé le 6 août, à l'unanimité, rapporteur du projet de charte présenté par M. Bérard, M. Dupin rédigea son rapport en deux heures, et le lendemain la rédaction en ayant été approuvée par la commission, il prit plusieurs fois la parole dans le cours de la séance et défendit, notamment contre M. Mauguin, le principe de l'inamovibilité des juges. Dans cette circonstance, M. Dupin ne fit que reproduire l'opinion déjà émise par lui sur le même sujet en 1815.

Dans les jours qui précédèrent l'établissement de la royauté de juillet, une grave question divisa le conseil; les uns, pour rattacher au passé l'avenir, voulaient la conservation des vieilles formules des actes royaux et demandaient l'adoption du nom

de Philippe VII; M. Dupin combattit vivement cette opinion : « déclarant que le duc d'Orléans « était appelé au trône, non *parce qu'il* était Bour- « bon, mais *quoique* Bourbon, et à la charge de « ne pas ressembler à ses aînés, mais au contraire « d'en différer essentiellement; ajoutant que le « principe de la monarchie nouvelle allait reposer « désormais, non sur l'allégation absolue du *droit* « *divin*, mais sur un droit positif et convention- « nel [1]. »

C'est ici l'époque où M. Dupin a joui de la plus large dose d'impopularité qui ait été infligée à un homme politique. Non pas que M. Dupin fût comme quelques autres un monarchiste de juillet à demi converti, non pas qu'on pût lui reprocher de garder en son cœur l'ombre d'un regret pour la dynastie déchue, car il ne s'est jamais fait faute de la gratifier en toute occasion des épithètes les plus mal sonnantes; non pas qu'il n'y eût alors au sein de la Chambre des hommes tout aussi pénétrés que lui de la nécessité de comprimer le fougueux élan des trois jours; mais c'est que M. Dupin est avant tout un personnage de rude franchise, peu soucieux des formes de sa parole, disant leur fait au roi, aux ministres, à la Chambre, au peuple, à tout le monde; procédant toujours par boutade et jamais par insinuation; prenant une grosse vérité et la posant brusquement comme un éteignoir sur l'exaltation des esprits; aussi fut-il bientôt cordialement détesté par les masses, et il ne pouvait guère en être autrement. Quand les associations politiques se multipliaient, quand les clubs étaient non-seulement tolérés, mais encouragés par des fonctionnaires publics, et quand les têtes, même les plus gouvernementales, ne voyaient d'autre moyen d'arrêter leur progrès qu'en réglant leur action, M. Dupin les combattait hautement, absolument, sans ambages, sans restrictions, les déclarait incompatibles avec l'ordre, et réclamait énergiquement leur complète abolition. Quand les ouvriers descendaient sur la place publique et demandaient à mettre la main au char de l'Etat, M. Dupin leur signifiait sans façon, sans périphrase, qu'ils n'y entendaient rien, et les renvoyait dans leurs ateliers [2]. Quand l'émeute grondait autour de la Chambre, demandant des concessions et des têtes, quand les capacités ministérielles se perdaient en hésitations, en demi-mesures, M. Dupin montait à la tribune et s'écriait d'une voix tonnante : « On veut « le malheur du pays, ce sont des criminels qui le « veulent; ce n'est pas en proposant sans cesse je « ne sais quelle transaction qu'on pourrait le pré- « venir; si on leur cède une fois, il faudra céder « encore et céder toujours. Advienne que pourra... « que chacun fasse son devoir! il vaut mieux être « victime que bourreau; que le gouvernement « soit digne de lui-même, nous serons dignes de « nous [3]. »

Dans la question de paix ou de guerre, quand la fièvre de la propagande était à son plus haut période, M. Dupin luttait presque seul contre tous les enthousiasmes du jour, et tançait vertement, en vrai bourgeois, ces *étourdis* qui poussent à la guerre en vue d'obtenir des *plumets* et des *épaulettes* [4].

Cette résistance patente, énergique, acerbe même aux entraînements révolutionnaires, explique l'odieuse agression dont M. Dupin faillit être victime dans la journée du 14 février. On sait qu'après le sac de l'archevêché et de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, la foule se dirigea vers la maison du courageux député en poussant des cris de mort. Le domicile de M. Dupin fut envahi, sa personne fut en butte à de graves périls, la garde nationale arriva à temps pour le dégager et épargner une souillure indélébile aux annales de la révolution de juillet.

Pendant toute la durée du ministère Casimir Périer, M. Dupin soutint de sa parole et de son vote les divers actes du pouvoir dans sa lutte contre les partis. Il s'éleva contre les fauteurs des troubles de Lyon, de Grenoble et de Paris, se prononça pour l'abolition de l'hérédité de la pairie, appuya la loi de police contre les réfugiés, et repoussa comme subversive de tout principe de gouvernement la demande en réhabilitation et en indemnités formée par les condamnés politiques sous la restauration.

Après la mort de Casimir Périer, le combat durant encore, M. Dupin continua à l'administration du 11 octobre l'appui qu'il avait prêté au système du 13 mars. Quand le pouvoir eut enfin remporté aux journées d'avril sa dernière et décisive victoire, M. Dupin reprit possession de son individualité politique; il pensa qu'il était temps de mettre

[1] Voir l'ouvrage de M. Dupin sur la révolution de juillet 1830.

[2] Séance du 30 septembre 1830.

[3] Séance du 20 décembre 1830.

[4] Séance du 15 janvier 1831.

un terme aux sacrifices, de modérer les dépenses, d'arrêter les débordements des crédits supplémentaires, et de rétablir la Chambre dans ses droits de mercuriale et d'enquête ; de ministériel qu'il était, il devint opposant et épilogueur de budget.

Lorsque la retraite du maréchal Soult eut amené la première dislocation du cabinet du 11 octobre, M. Dupin favorisa de tous ses efforts l'entrée du maréchal Gérard aux affaires. La question d'amnistie brisa bientôt cette nouvelle combinaison [1]. M. Dupin, à qui l'on offrait un portefeuille, persista dans un refus déjà exprimé plusieurs fois, déclarant qu'il ne voulait être ministre qu'à la condition d'avoir un *président réel*, et que suivant lui cette *présidence réelle* n'existait pas. Il s'opposa à l'ordre du jour motivé en faveur du ministère, il revendiqua plus vivement que jamais et fit adopter par la Chambre le droit d'enquête parlementaire, il repoussa l'amnistie par ordonnance, comme inconstitutionnelle. Dans le discours prononcé au roi le 1er mai 1834, M. Dupin, entre autres choses passablement indépendantes, disait : « Sire, la Chambre sert le gouvernement par ce qu'elle lui accorde et souvent aussi parce qu'elle fait refus ou « difficulté de lui accorder. » Lorsque l'intervention en Espagne, refusée à M. Thiers, amena la retraite de ce dernier et l'avénement aux affaires du ministère Molé, M. Dupin, qui désapprouvait l'intervention, resta à l'état d'observation jusqu'au moment où la coalition se forma en 1838 pour le renversement du cabinet du 15 avril. M. Dupin, d'abord étranger à la querelle, s'en vint tout-à-coup, au dernier moment, infliger au ministère Molé une espèce de certificat écrit d'incapacité ; ce coup de boutoir imprévu contribua puissamment à accélérer sa chute. Pendant le laborieux enfantement de l'administration nouvelle, le nom de M. Dupin s'est trouvé mêlé aux diverses combinaisons éphémères qui se succédèrent si rapidement à cette époque. Pour la huitième fois depuis 1830, M. Dupin est arrivé jusqu'au seuil du ministère, pour la huitième fois il a brusquement tourné le dos et rejeté loin de lui le calice d'amertume. Aujourd'hui, M. Dupin, dépossédé de son fauteuil de président, siége à sa place ordinaire au centre gauche, portant au ministère du 12 mai une affection très modérée, votant pour ou contre, suivant les inspirations de sa pensée, professant toujours le même amour pour la légalité et l'ordre, la même indépendance personnelle, la même aversion pour les coteries, les systèmes et la discipline ministérielle.

[1] Voir la biographie de M. Thiers, page 25.

Nous voici arrivé au bout de M. Dupin ; un dernier mot sur l'auteur, le magistrat, l'orateur, l'homme politique, et notre tâche sera remplie.

M. Dupin a beaucoup écrit ; la collection de ses in-18, qu'il appelle plaisamment des *livres de poche*, ferait presque une grosse bibliothèque. Il a commenté Heineccius en latin d'Heineccius, latin qui ne ressemble guère à celui de Cicéron ; il a publié des *principia juris civilis*, une *synopsis juris romani*, des *prolegomena juris*, etc, etc. Ses livres français, plus accessibles au commun des mortels, se recommandent bien plutôt par la précision du style, la multiplicité des faits et la logique des déductions, que par la profondeur ou l'élévation de la pensée. A en juger par ses livres, M. Dupin doit être une véritable encyclopédie vivante. Depuis Homère jusqu'à J.-J. Rousseau, depuis la Bible jusqu'au code civil, depuis la loi des douze tables jusqu'au Coran, M. Dupin a tout lu, tout retenu ; il sait tant et de si diverses choses, qu'il n'est pas étonnant qu'il digère à moitié tout ce qu'il sait. M. Dupin a écrit *currante calamo* son *précis historique du droit français*, sa *biographie des jurisconsultes et des magistrats*, ses *notions élémentaires sur la justice, le droit et les lois*, et ses *lettres sur la profession d'avocat*. Sans parler ici de nombreux écrits de circonstance, de droit public et de politique, nous signalerons, comme caractéristique de l'homme, la curieuse brochure de M. Dupin sur le jugement de Jésus-Christ. M. Dupin est le plus grand réviseur de procès, le plus grand redresseur de torts qui soit au monde. Tout ce qui frise l'illégalité le révolte profondément ; pour lui les questions de sentiment sont peu de chose, les questions de droit sont tout. Ainsi aux yeux du chrétien le supplice de l'homme-Dieu est une angélique expiation et une réhabilitation solennelle du genre humain ; aux yeux de M. Dupin c'est tout simplement un acte odieux d'injustice, et voilà qu'à dix-huit cents ans de date, Ponce-Pilate trouve un homme qui, le *Talmud* à la main, lui démontre que son arrêt est inique et sujet à cassation pour vices de formes et fausse interprétation de la loi.

Nous ne savons si c'est en raison de ses petits livres que l'Académie française a ouvert ses portes à M. Dupin ; nous aimons tout autant ses discours, et nous préférons ses réquisitoires à ses discours et à ses petits livres. C'est qu'en effet sur son siége de procureur-général de la cour de cassation, M. Dupin

n'est plus le même; sa parole vive, pittoresque, mais bigarrée et souvent triviale d'avocat plaidant, devient grave, imposante et majestueuse comme la loi. Tout le monde sait la manière digne, indépendante et noble dont M. Dupin porte sa simarre; mais il est une qualité du procureur-général qui nous a plus particulièrement frappé. Quand un grand intérêt public est mis en souffrance par l'obscurité ou le silence du législateur, il est curieux de voir avec quel zèle, avec quelle ardeur, avec quelle puissance d'investigation M. Dupin vient en aide à l'insuffisance du texte, comme il vivifie la lettre morte, comme il l'éclaire du flambeau de son érudition, comme il l'assiége de son argumentation victorieuse pour la faire parler malgré elle, pour lui arracher ce qu'elle aurait dû dire et ce que malheureusement elle n'a pas dit : c'est ainsi que M. Dupin a presque entraîné de force la cour de cassation dans sa jurisprudence actuelle sur le duel; c'est ainsi qu'il a rétabli le droit de libre concurrence en réprimant les excès de hausse et de baisse dans le transport des personnes et des marchandises (affaire des Messageries royales); c'est ainsi qu'il a suppléé au silence de la loi dans les questions de propriété littéraire; c'est ainsi que dans deux admirables plaidoyers il a fixé l'état des ***patronés***, affranchis libres de fait, esclaves en droit, par l'omission de certaines formalités exigées par les lois coloniales.

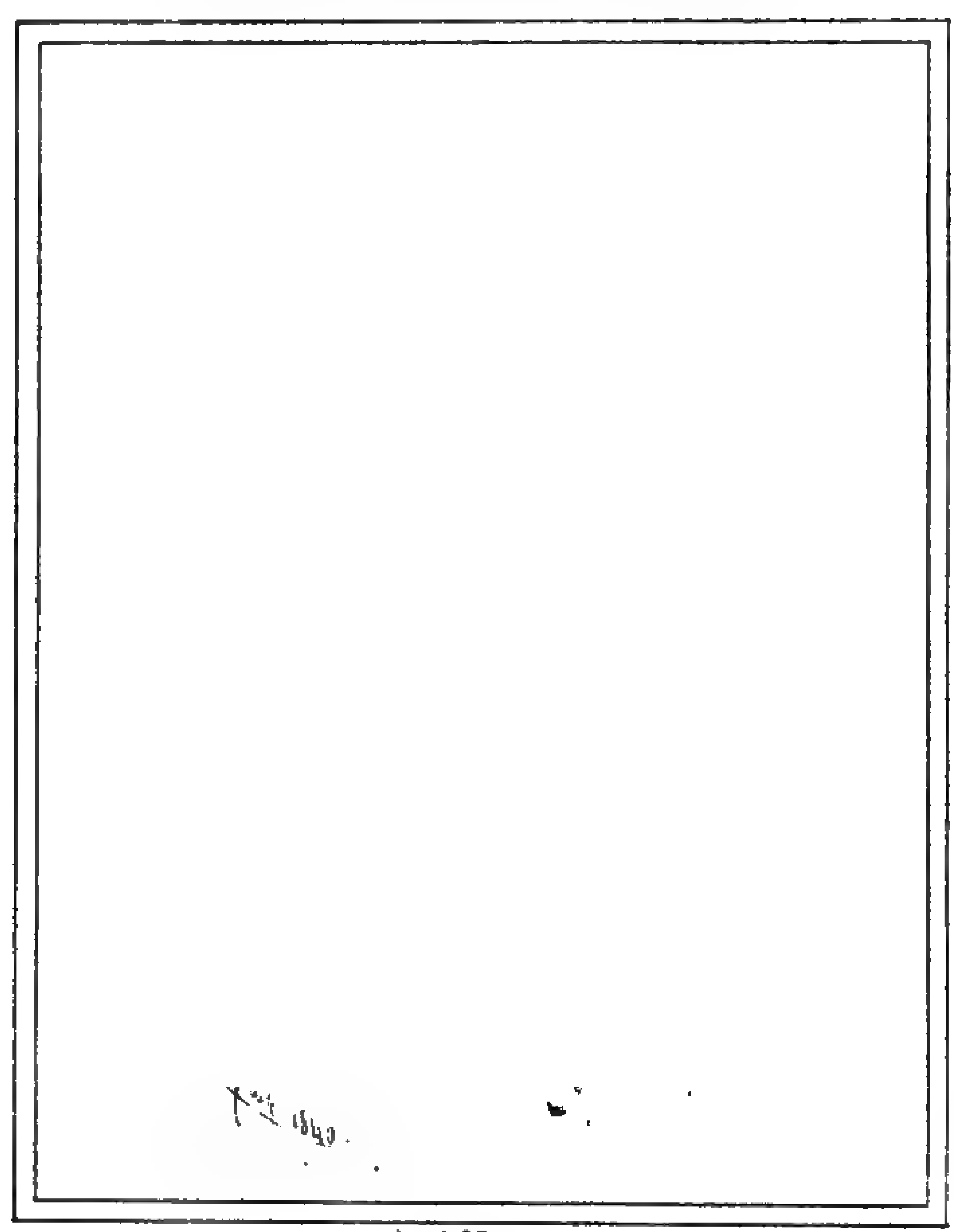
A la tribune, M. Dupin, s'il n'est pas le plus éloquent, est certainement le plus original de nos orateurs; sa personnalité d'avocat reparaît ici tout entière, avec le cortége obligé de citations, de métaphores et d'apophtegmes de toutes sortes d'alois; elle gagne en clarté, en force, ce qu'elle perd en dignité, en élévation, et cependant tel de ses bons mots a quelquefois créé une majorité ou brisé un ministère. Arrivons à l'homme politique.

Sans parler ici des nuances, il y a à la Chambre, comme chacun sait, des radicaux, des opposants dynastiques, des légitimistes, des humanitaires, des juste-milieu et des doctrinaires. Or, M. Dupin n'est, à proprement parler, rien de tout cela; qu'est donc M. Dupin? C'est un homme d'État ***légiste*** et ***utilitaire***. Expliquons-nous:

Pour les radicaux, la révolution de juillet est une victoire escamotée; pour les opposants dynastiques c'est une victoire détournée de son but; pour les légitimistes c'est la violation d'un principe éternel d'ordre social; pour les humanitaires c'est un pas en avant dans la voie du progrès; pour les juste-milieu c'est un fait glorieux à accepter; pour les doctrinaires c'est un fait accompli à régulariser. Pour M. Dupin, c'est beaucoup moins et un peu plus que tout cela; c'est un contrat rompu pour inexécution des clauses et un contrat refait avec clauses nouvelles. Partout et toujours vous verrez M. Dupin s'attacher à faire ressortir le caractère ***légal***, ***positif*** et ***conventionnel*** de ce qu'il appelle ***l'établissement fondé en*** 1830. « La couronne était à prendre ou à laisser, dit-il; l'acceptation du roi et la formule de son serment furent rédigées par un jurisconsulte qui fut en quelque sorte le ***notaire*** de cette grande transaction politique [1]. Tout fut régulièrement exprimé en ***termes de droit***. » M. Dupin tient essentiellement au ***notaire*** et aux ***termes de droit***.

Ce mariage de raison une fois conclu entre la France et le gouvernement de juillet par-devant Mᵉ Dupin, notaire, et rédigé en termes de droit, ce dernier s'est trouvé assez naturellement appelé à s'occuper des affaires du nouvel ***établissement***. Il a surveillé l'exécution des clauses du contrat, il a maintenu autant que possible la paix et l'harmonie entre les conjoints, gourmandant tantôt l'un, tantôt l'autre, quelquefois l'un et l'autre. Il a recommandé de borner les dépenses aux revenus, d'éviter les brusques innovations, les entreprises aventureuses qui coûtent très cher et ne rapportent que de la gloire ou rien du tout. Au beau il a préféré l'utile, à la politique des sentiments la politique des intérêts. En somme, M. Dupin est, sous ce point de vue, la contre-partie de M. de Lamartine. Lequel vaut mieux? Nous dirions volontiers avec la chanson : ***Il faut des deux, pas trop n'en faut.***

[1] Révolution de juillet, p. 19



Imp. de P. Deg...ert

M. de Béranger.

> Sous le simple titre de Chansonnier, un homme est devenu un des plus grands poëtes que la France ait produits ; avec un génie qui tient de La Fontaine et d'Horace, il a chanté, lorsqu'il l'a voulu, comme Tacite écrivait.
>
> CHATEAUBRIAND.—Préface des études historiques.

> Le peuple, c'est ma muse.
>
> BÉRANGER.—Préface de ses oeuvres complètes.

Faites-moi le plaisir de me dire si vous connaissez *monsieur de* Béranger? Avez-vous jamais entendu parler de *monsieur* de Molière, ou de *monsieur* de Corneille, pas plus que de *monsieur* de César; et n'est-il pas vrai qu'avec certaines illustrations la politesse ressemblerait presque à de l'impertinence? que voulez-vous! *l'homme de rien* a cru devoir débuter en *homme bien appris;* force lui est de continuer sur ce ton : le fat craindrait de faire des jaloux.

Ce tribut une fois payé aux exigences du savoir-vivre, qu'il nous soit permis d'en user familièrement avec la plus populaire de toutes nos gloires, avec une gloire passée déjà à l'état d'immortalité, avec un homme qui n'est plus un homme, mais un livre.

En effet, je vous le demande, qui s'inquiète aujourd'hui de savoir que Béranger est un vieillard de soixante ans, de taille moyenne, au front chauve, au regard doux et fin, lequel mange, boit, digère, marche et dort comme le premier venu? Qui s'inquiète de savoir que ce vieillard, dont la France entière répète les chants, coule paisiblement ses derniers jours dans une retraite obscure à cinquante lieues de Paris, à Tours, rue Chanoineau, où il attend la mort, qu'il ne craint guère, en conversant avec sa muse, jouant aux boules le dimanche, et pêchant à la ligne dans les flots transparents de la Loire, comme un bon fermier tourangeau?

Ce Béranger-là, qui le connaît? personne. Parlez-moi de l'autre. Celui-ci, par exemple, est européen; celui-ci vous le trouverez sur tous les points du globe : in-18 ou in-8°, relié en veau ou en maroquin, doré sur tranche ou recouvert de papier gris, il est partout, dans toutes les bibliothèques, dans toutes les mansardes, dans toutes les échoppes, dans tous les ateliers, dans toutes les poches, et mieux encore, dans toutes les têtes.

On a écrit déjà bon nombre de biographies de Béranger; on ne saurait en écrire assez; on ne saurait assez répéter qu'il a réellement existé un homme qui a fait à lui tout seul ces milliers de petits chefs-d'œuvre qui courent le monde. Le nom de Béranger est déjà si répandu, si *vulgarisé*, si incrusté dans les masses, qu'infailliblement la postérité savante cherchera à le lui escamoter, car la postérité a la rage des abstractions et des symboles, et vous verrez, ou plutôt l'on verra en l'an *trois mil*, si tant est que le monde aille jusque-là, des philologues, des scoliastes, des éplucheurs de mots s'attacher à cette gloire éternellement jeune et vivace, et s'efforcer de faire de Béranger ce qu'ils ont fait du vieil Homère, une chose, une impersonnalité, un *mythe*.

Veuillez bien vous transporter un instant à trente siècles dans l'avenir; supposez que la langue française est morte et enterrée (on peut faire des hypothèses plus déraisonnables), supposez encore qu'un grand dévastateur, un Attila ou un Tamer-

lan nouveau, a passé sur notre sol, réduisant en poussière tous nos monuments et faisant des feux de joie de toutes nos bibliothèques. Voici maintenant un Cosaque érudit, un élégant touriste de l'Ukraine qui vient visiter les lieux où fut Paris, par le même motif qui nous pousse aujourd'hui vers les ruines de Palmyre ou de Memphis. Après avoir mesuré les débris de l'arc-de-triomphe de l'Étoile et mis religieusement dans sa poche un morceau de la colonne Vendôme, s'il en reste, il écoutera chanter le soir sous les cabanes des pâtres gaulois : *le Cinq mai*, *le Dieu des bonnes gens* ou *le Vieux Drapeau*. Aux accents mélancoliques de cette belle et fraîche poésie, seul reste de tant de grandeurs éclipsées, notre Cosaque, archéologue de première force, qui saura le français comme M. de Champollion sait la langue des hiéroglyphes, pleurera d'attendrissement, se fera réciter Béranger tout au long, le transcrira, tant bien que mal, sur son calepin, et s'en retournera joyeux en Cosaquie, annonçant qu'il a découvert un cycle merveilleux de vieilles poésies françaises, et que ce cycle s'appelle Béranger; ce qui, traduit librement, signifie chants religieux, chants d'amour, chants de guerre ou chants français, à volonté. La découverte fera grand bruit; on écrira de gros volumes sur la traduction exacte du mot *Béranger*. Après de longs et orageux débats, la donnée première finira par être universellement admise; Béranger signifiera chants religieux, et l'heureux auteur de la découverte sera nommé membre de l'académie des inscriptions et belles-lettres du lieu. Or, comme ce sera là une petite erreur et un grand passe-droit, et qu'il est à peu près certain que nos in-18 iront à la plus lointaine postérité, nous nous sommes décidé à écrire pour ces messieurs la biographie du chansonnier.

C'est à Paris, dans l'humbre demeure d'un tailleur, rue Montorgueil, que naquit, le 17 août 1780, Pierre-Jean de Béranger. Le poète a pris soin de consacrer lui-même cette date dans sa chanson du *Tailleur* et de *la Fée :*

Dans ce Paris, plein d'or et de misère,
En l'an du Christ mil sept cent quatre-vingt,
Chez un tailleur, mon pauvre et vieux grand-père,
Moi nouveau-né, sachez ce qu'il m'advint.

Quant à la particule nobiliaire qui précède son nom, Béranger déclare qu'elle ne tire pas à conséquence; il l'a reçue sans savoir pourquoi, de son père, lequel l'avait reçue du sien de la même manière, et il ne prétend point du tout descendre des comtes de Provence.

Moi, noble? oh! vraiment, messieurs, non;
Non, d'aucune chevalerie
Je n'ai le brevet sur vélin,
Je suis vilain et très vilain.

Son père et sa mère le laissèrent confié aux soins du vieux tailleur, son aïeul, auprès duquel il resta jusqu'à l'âge de neuf ans; son enfance s'écoula heureuse, vagabonde, et libre de toute entrave; son éducation se commença dans la rue, au contact des révolutions; ses yeux s'ouvrirent au jour pour voir comment croulent les trônes, et la prise de la Bastille fut sa première leçon d'histoire; l'écolier ne l'a jamais oubliée, il la redisait quarante ans plus tard sous les verroux de la *Force*.

Pour un captif souvenir plein de charmes,
J'étais bien jeune, on criait : Vengeons-nous!
A la Bastille, aux armes! vite aux armes!

Quelque temps après cette terrible journée, l'enfant fut envoyé à Péronne auprès d'une tante paternelle qui tenait une hôtellerie; investi des fonctions de garçon d'auberge, le jeune Béranger mettait à profit ses loisirs pour lire en cachette quelques volumes dépareillés de Voltaire tombés sous sa main; et la parenté assez rapprochée de ce naturel frondeur avec l'auteur de *la Pucelle* se révélait déjà par plus d'un trait dans le genre de celui-ci :

Un jour, par un violent orage, la tante de Béranger, pieuse et simple femme, aspergeait la maison d'eau bénite; placé sur le seuil de la porte, le petit esprit-fort riait sous cape du paratonnerre de sa tante, et regardait le ciel en ruminant peut-être déjà sa plaisante et hérétique chanson du *bon Dieu*, lorsque tout-à-coup la foudre, tombant sur lui, le jeta dans une paralysie complète. Un pareil accident, advenu jadis à Luther, détermina sa vocation et en fit un moine. Quant à Béranger, après un long évanouissement, son premier signe de vie fut de se tourner vers sa tante, agenouillée au pied de son lit, pour lui dire malicieusement : Eh bien! à quoi sert donc ton eau bénite [1]?

A 14 ans, Béranger entra en apprentissage chez

[1] Nous avons emprunté ce fait à une notice anonyme fort remarquable, insérée en tête de la dernière édition des *OEuvres complètes de Béranger*. Nous y puiserons encore quelques indications dans le cours de ce travail.

M. Laisné, imprimeur à Péronne. Dans cette nouvelle position, Béranger, en *composant* tant bien que mal les vers des autres, s'occupait déjà de rimer pour son propre compte. Son patron, homme de goût, se consolait de ne pouvoir venir à bout de lui apprendre l'orthographe en lui donnant des leçons de versification et corrigeant ses premiers essais poétiques.

Un peu plus tard, Béranger suivit les cours de l'*Institut patriotique*, fondé à Péronne par M. Ballue de Bellanglise, ancien député à l'assemblée législative. Dans cette école, organisée d'après le système de J.-J. Rousseau, on apprenait aux enfants à délibérer, à pérorer, à faire des motions et des harangues; Béranger était un des plus forts discoureurs de l'école; l'éducation civique n'admettait pas l'étude du grec et du latin, de telle sorte que celui-là même, qui est peut-être le plus classique de nos poètes par la coupe harmonieuse du vers et la transparence de la pensée, n'a jamais appris les langues classiques; il s'est contenté de les deviner.

A dix-sept ans Béranger revint à Paris auprès de son père.

Déjà, dans le cours des précédentes biographies, nous avons eu occasion de dire un mot de l'aspect général de cette société bariolée du directoire, société étrange s'il en fut; à la fois grandiose et bouffonne, belliqueuse et sensuelle, épique et anacréontique; avec ses burlesques parodies de la Grèce de Périclès, de la Rome des Césars et de la France du régent, avec ses tuniques à jour, ses sandales, ses manteaux de philosophe et ses cadenettes de *merveilleux;* société intrigante, bavarde, remuante, pressée de vivre, ridicule dans les salons, mais sublime à la frontière; entonnant à pleine voix les strophes brûlantes de *la Marseillaise*, roucoulant à la Garat sans *r* de fades et insipides mélodies, et se ruant avec une ardeur égale au plaisir et au combat.

Ce double instinct de sensualisme et de gloire nous semble parfaitement résumé dans la personne de notre poète; c'est le caractère dominant de la jeunesse de Béranger. Il serait curieux de grouper autour de l'époque et de l'homme toutes les illustrations dont nous avons déjà retracé l'histoire; si nous faisions l'appel de tous ces hommes qui, dans des positions diverses, se préparaient alors obscurément à la brillante carrière qu'ils devaient parcourir, nous verrions d'abord, de l'autre côté des Alpes, le maréchal Soult façonnant à coups d'épée son édifice de gloire; M. Thiers, enfant de cinq ans, prenant ses ébats dans l'atelier de M. son père, et amusant ses grands parents de la prestesse de son babil (M. Thiers a dû parler de très bonne heure); nous verrions Châteaubriand, lassé des misères de l'exil, se préparant à passer le détroit, et portant comme Bias toute sa fortune avec lui, mais quelle fortune! Atala, René et le Génie du Christianisme; M. Laffitte, premier commis de la maison Perrégaux, enseveli dans les *doit* et *avoir;* M. Guizot, Caton de 18 ans, pauvre, isolé et studieux, refaisant lui-même son éducation de collége; M. Berryer, écolier paresseux de Juilly, peu soucieux de sa gloire future; M. de La Mennais, professeur obscur à Saint-Malo, échappé aux orages des passions et tout bouillant de sa ferveur catholique; M. Dupin, laborieux étudiant, couché sur Justinien et le Digeste dans la petite chambre de la rue Bourbon-Villeneuve que vous savez.

Restent Lamartine et Béranger, les deux poètes, si grands tous deux, se touchant aujourd'hui par plus d'un point, mais si profondément dissemblables à leur début dans la vie; à l'un les mystérieuses régions du cœur, les délicates effusions de l'âme, à l'autre le riant domaine du plaisir, les fougueuses ardeurs des sens. Tandis que Lamartine adolescent, candide et pieux, mais déjà rêveur, promène ses pas dans les galeries silencieuses du cloître de Belley, évoquant peut-être l'image pudique et voilée d'Elvire; Béranger, jeté dans le monde sans guide, sans appui, sans fortune, avec une éducation incomplète, un vif désir de renom et l'ardeur de ses vingt ans, berce sa jeunesse des rêves les plus ambitieux et demande à l'étude l'instruction qui lui manque. Il sent qu'il est né poète, mais il n'a pas encore trouvé sa voie qu'il cherche avidement à travers les genres les plus opposés. Ainsi, il ébauche une comédie, *les Hermaphrodites*, qu'il jette au feu; il pose les bases d'un grand poème épique avorté, qui s'appellera *Clovis;* il enfante des dithyrambes empreints d'une haute gravité religieuse, sur *le Déluge, le Jugement dernier, le rétablissement du culte*, et met au jour un poème idyllique en quatre chants intitulé *le Pèlerinage*.

Un instant, fatigué des rudes assauts de la misère, il forme le projet de partir pour l'Égypte, alors occupée par nos soldats; un membre de l'expédition, qui en est revenu désenchanté, fait évanouir ce nouveau rêve, et alors le pauvre poète inconnu se décide à rester à Paris, se cramponne avec une énergie nouvelle à l'espérance, le *dernier*

bien qui se perde, et se livre insoucieux au tourbillon de la vie.

C'est ici l'époque d'entraînement, d'ivresse, de joie, de pauvreté et d'oubli; c'est l'époque du *Grenier*, de *Roger Bontemps*, de *la Gaudriole*, des *Gueux* et du *Vieil habit;* c'est le beau temps du règne de Lisette, de Rosette, de Jeanneton, de Manon, de Suzon, de Frétillon et de je ne sais combien d'autres nymphes égrillardes, au nez retroussé, à l'œil mutin, qui viennent tour à tour visiter l'humble mansarde, et mêler les bruyants éclats de leurs voix aux gais refreins du chansonnier.

Cette joyeuse période de sa vie, Béranger la décrit plus tard délicieusement dans une lettre où il entreprend l'apologie, sinon canonique, du moins comique de Lisette, la muse préférée, accusée d'impudeur par une belle dame à cause de ce vers de la chanson du *Grenier :*

J'ai su depuis qui payait sa toilette.

« Vous avez donc, répond le vieil épicurien, « une bien mauvaise idée de cette pauvre Lisette? « elle était cependant si bonne fille, si folle, si jolie, « je dois même dire si tendre! Eh quoi! parce « qu'elle avait une espèce de mari qui prenait soin « de sa garde-robe, vous vous fâchez contre elle! « vous n'en auriez pas eu le courage si vous l'a« viez vue alors. D'ailleurs, elle n'eût pas mieux « demandé que de tenir de moi ce qu'elle était « obligée d'acheter d'un autre. Mais, comment « faire? moi j'étais si pauvre! la plus petite partie « de plaisir me forçait à vivre pendant huit jours « de panade que je faisais moi-même, tout en en« tassant rime sur rime, et plein de l'espoir d'une « gloire future. Rien qu'en vous parlant de cette « riante époque de ma vie, où, sans appui, sans « pain assuré, sans instruction, je me rêvais un « avenir sans négliger les plaisirs du présent, mes « yeux se mouillent de larmes involontaires. Oh! « que la jeunesse est une belle chose, puisqu'elle « peut répandre du charme jusque sur la vieillesse, « cet âge si déshérité, si pauvre! Employez bien « ce qui vous en reste, ma chère amie; aimez et « laissez-vous aimer! J'ai bien connu ce bonheur, « c'est le plus grand de la vie! »

Cette vie dissipée, amoureuse et folle, si chère aux souvenirs du vieillard, avait cependant ses heures de découragement et d'amertume. Après les jours d'ivresse, quand venait le fatal lendemain et quand le pauvre poète se retrouvait seul en face de son obscurité et de sa misère, la tristesse prenait sa place au foyer, les joyeux refreins s'envolaient à tire d'aile, et Béranger s'évertuait à percer le voile sombre qui couvrait son avenir.

C'est dans un de ces instants qu'une inspiration heureuse fut pour lui la source d'un bien-être inespéré; laissons-le raconter lui-même le fait dans la dédicace de ses œuvres adressée à Lucien Bonaparte :

« En 1803, privé de ressources, las d'espérances déçues, versifiant sans but et sans encouragement, sans instruction et sans conseils, j'eus l'idée (et combien d'idées semblables étaient restées sans résultat!), j'eus l'idée de mettre sous enveloppe mes informes poésies et de les adresser par la poste au frère du premier consul, à M. Lucien Bonaparte, déjà célèbre par un grand talent oratoire et par l'amour des arts et des lettres. Mon épître d'envoi, je me le rappelle encore, digne d'une jeune tête toute républicaine, portait l'empreinte de l'orgueil blessé par le besoin de recourir à un protecteur. Pauvre, inconnu, désappointé tant de fois, je n'osais compter sur le succès d'une démarche que personne n'appuyait. Mais le troisième jour, ô joie indicible! M. Lucien m'appelle auprès de lui, s'informe de ma position qu'il adoucit bientôt, me parle en poète et me prodigue des encouragements et des conseils. Malheureusement il est forcé de s'éloigner de France; j'allais me croire oublié, lorsque je reçois de Rome une procuration pour toucher le traitement de l'Institut dont M. Lucien était membre, avec une lettre que j'ai précieusement conservée et où il me dit : « Je vous prie d'accepter « mon traitement de l'Institut, et je ne doute pas « que si vous continuez de cultiver votre talent par « le travail, vous ne soyez un jour un des orne« ments de notre Parnasse. Soignez surtout la dé« licatesse du rhythme; ne cessez pas d'être hardi, « mais soyez plus élégant. »

Lucien, qui a fait lui-même sur Charlemagne un grand poème épique de quarante mille vers, ne se doutait guère sans doute que ce Béranger qui lui envoyait des dithyrambes et des bucoliques aujourd'hui parfaitement oubliés, commencerait sa gloire par *le roi d'Yvetot*, et que plus tard il lui rendrait amplement sa généreuse aumône, en versant des trésors de poésie sur les grandeurs et les infortunes de la famille impériale.

Quelque temps après, Béranger fut recommandé à l'éditeur des *Annales du Musée;* pendant deux ans il travailla obscurément à la rédaction de cet

ouvrage, et enfin, en 1809, grâce à l'appui de M. Arnault (le républicain Lucien était alors en pleine disgrâce), Béranger entra comme expéditionnaire au secrétariat de l'Université, avec ***douze cents francs*** d'appointements.

Pour un homme livré dès son jeune âge aux atteintes de la pauvreté, c'était là toute une fortune. Les fonctions convenaient du reste parfaitement à cette imagination indépendante et capricieuse de poète; Béranger louait sa main à l'heure et gardait pour lui sa pensée. Plus tard, après la révolution de juillet, quand ses amis, devenus ministres, ont voulu faire au chansonnier ***une belle position***, il a naïvement refusé, se déclarant incapable de tout travail obligé, hors peut-être encore celui d'expéditionnaire.

Une fois casé à l'Université, Béranger, tout en copiant des circulaires et des réglements, continuait, à part lui, ce travail intérieur du génie cherchant sa route. L'amour de la poésie épique et dramatique le tenait encore, et cependant, déjà la chanson, qui jaillissait de son cerveau en tous lieux et à toute heure, commençait à étouffer tout autre genre d'inspiration. C'est à cette époque que, rencontrant souvent Désaugiers dans la rue, il se disait tout bas : « Va, j'en ferais aussi bien « que toi des chansons si je voulais, n'étaient mes « poëmes [1]. »

Sa réception au *Caveau* en 1813, en lui imposant la loi de payer son écot en couplets, acheva de déterminer sa vocation, et lorsque son premier recueil parut à la fin de 1815, ses principales chansons, qui avaient circulé de main en main, étaient déjà connues et goûtées du public.

Nous proposant de donner ici bien moins une appréciation littéraire qu'une esquisse biographique, nous glisserons rapidement sur des vers que tout le monde sait par cœur.

Ces chansons diverses du premier recueil ont trait à trois époques distinctes; quand elles parurent, Béranger avait vu les dernières victoires de l'empire, la première restauration, les cent-jours, et il a pris soin lui-même de nous expliquer dans la préface de ses œuvres sa pensée politique à cette époque.

« Mon admiration enthousiaste et constante pour le génie de l'empereur, ce qu'il inspirait d'idolâtrie au peuple qui ne cessa de voir en lui le représentant de l'égalité victorieuse; cette admiration, cette idolâtrie, qui devaient faire un jour le plus noble objet de mes chants, ne m'aveuglèrent jamais sur le despotisme toujours croissant de l'empire. »

Ceci donne la clef de la fine satire qui perce dans ***le roi d'Yvetot***.

« En 1815, ajoute Béranger, je ne vis dans la chute du colosse que les malheurs d'une patrie que la république m'avait appris à adorer. Au retour des Bourbons qui m'étaient indifférents, leur faiblesse me parut devoir rendre facile la renaissance des libertés nationales. On nous assurait qu'ils feraient alliance avec elles : malgré la charte, j'y croyais peu; mais on pouvait leur imposer ces libertés. Quant au peuple dont je ne me suis jamais séparé, après le dénouement fatal de si longues guerres, son opinion ne me parut pas d'abord décidément contraire aux maîtres qu'on venait d'exhumer pour lui. Je chantai alors la gloire de la France; je la chantai en présence des étrangers, en frondant déjà toutefois quelques ridicules de cette époque sans être encore hostile à la royauté restaurée. »

A cette pensée de Béranger se réfèrent la chanson semi-royaliste intitulée ***le bon Français, la Requête des chiens de qualité, Vieux habits, vieux galons, le nouveau Diogène***, etc.

« Dans les ***cent-jours***, continue Béranger, l'enthousiasme populaire ne m'abusa point; je vis que Napoléon ne pouvait gouverner constitutionnellement; ce n'était point pour cela qu'il avait été donné au monde. Tant bien que mal j'exprimai mes craintes dans la chanson intitulée ***Politique de Lise***, dont la forme a si peu de rapport avec le fond. Ainsi que le prouve mon premier recueil, je n'avais pas encore osé faire prendre à la chanson un vol plus élevé; ses ailes poussaient. Il me fut plus facile de livrer au ridicule les Français qui ne rougissaient pas d'appeler de leurs vœux impies le triomphe et le retour des armées étrangères; j'avais répandu des larmes à leur première entrée à Paris, j'en versai à la seconde. Il est peut-être des gens qui s'habituent à de pareils spectacles. »

Après la seconde restauration, le nom du chansonnier était déjà populaire; ses refrains, joyeux ou tristes, légers ou graves, enthousiastes ou frondeurs, avaient rencontré partout les plus ardentes sympathies. Dans son second recueil qui parut en 1821, il agrandit le domaine de la chanson. L'émule de Panard et de Collé se fit le rival d'Ho-

[1] Voir la notice déjà citée.

mère et de Tyrtée, et Benjamin Constant put dire de lui : « Béranger fait des odes sublimes en croyant ne faire que des chansons. »

Cette publication nouvelle lui valut la perte de sa place, trois mois de prison et cinq cents francs d'amende. Déjà en 1815, quand parut le premier recueil, on avait prévenu l'expéditionnaire qu'il eût à prendre garde à lui et à ne pas recommencer. En 1821, Béranger se souvint de l'avis et ne reparut plus à son bureau; le ministère lui fit signifier sa démission. En même temps, le chansonnier fut traduit en cour d'assises sous la prévention d'outrage aux mœurs, d'outrage à la morale publique et religieuse, d'offense envers la personne du roi, de provocation au port public d'un signe extérieur de ralliement. Dans le cours de ce procès, il est curieux de voir M. Dupin, défenseur de l'accusé, s'efforcer de représenter son client comme un chansonnier égrillard, spirituel, mais sans conséquence; tandis que l'avocat-général Marchangy restitue leur véritable caractère à ces poésies, *qu'il plaît*, dit-il, à l'auteur d'appeler des chansons, et qu'il appelle, lui, des dithyrambes, des odes pleines d'agression et d'audace.

C'est qu'en effet l'arme du chansonnier fut pour les Bourbons une arme terrible; ni les plus fougueuses harangues de tribune, ni les conspirations, ni les clubs n'ont porté à la légitimité d'aussi rudes coups que ces livrets chantants, tour à tour badins, égrillards, frondeurs, imposants, audacieux, rebelles, arrivant à s'emparer des âmes par les sens et par le cœur, par la gaîté et par les larmes, par la magie des glorieux souvenirs, les piquants attraits de la satire, les séductions de la volupté, et les entraînements de l'orgie.

Le troisième recueil de Béranger parut en 1828, sous le ministère Martignac. — *L'Ange gardien*, *le Sacre de Charles-le-Simple* et *la Gérontocratie*, motivèrent, contre le chansonnier, une nouvelle condamnation à neuf mois de prison et à 10,000 fr. d'amende. La France libérale paya l'amende, et derrière les barreaux de la *Force*, le prisonnier aiguisa de nouvelles flèches plus meurtrières encore, et continua, contre le pouvoir, cette guerre à mort que le peuple termina en trois jours.

Au plus fort de l'effervescence républicaine de juillet, Béranger, convaincu alors qu'une monarchie nouvelle pouvait seule assurer le triomphe de la liberté, usa de toute son influence pour calmer les esprits. — « Béranger, dit M. Bérard dans les « *Souvenirs de* 1830, l'idole du peuple et de la « jeunesse, avait cherché à faire comprendre, à « l'assemblée centrale de la rue Richelieu, que la « république était en ce moment impossible, ou « tout au moins fort dangereuse ; et telle était « l'exaspération des esprits, qu'il avait été presque « maltraité [1]. »

Après avoir contribué, autant que pas un, au gain de la bataille, Béranger refusa sa part des dépouilles opimes; vainement on voulut l'affubler de titres et d'emplois. Commis destitué par la restauration, il avait refusé les offres généreuses de M. Laffitte. Tyrtée glorieux de juillet, à ses amis devenus ministres, il répondit :

En me créant, Dieu m'a dit : Ne sois rien.

Il reprit ses *sabots* et son *luth*, se retira d'abord à Passy, puis à Fontainebleau, puis enfin à Tours. Depuis il a complété ce qu'il appelle ses *Mémoires chantants*, par la publication de son quatrième et dernier recueil. A ce moment le chansonnier s'occupe (je vous le donne à deviner en mille, si vous n'avez pas lu ses adieux au public), il s'occupe, ma foi, de réduire à néant nos pauvres petites notices. Il prépare une *Biographie des Contemporains*, destinée à donner le coup de la mort à celle-ci qui ne vaut pas grand'chose, et à bien d'autres qui ne valent guère mieux; heureusement que c'est là aussi un ouvrage *d'outre-tombe;* nous espérons, pour nous et nos petites notices, que la France gardera longtemps son poète bien-aimé, et que Béranger, qui a l'immortalité pour lui, voudra bien nous permettre de vivre encore un peu.

« Je veux faire, dit-il, une espèce de *dictionnaire historique* où, sous chaque nom de nos « notabilités politiques et littéraires, jeunes ou « vieilles, viendront se classer mes nombreux souvenirs et les jugements que je me permettrai de « porter ou que j'emprunterai aux autorités compétentes... Qui sait si ce n'est pas à cet ouvrage « de ma vieillesse que mon nom devra de me survivre! Il serait plaisant que la postérité dît : Le « *judicieux*, le *grave* Béranger! pourquoi pas? »

Et en effet pourquoi pas? pourquoi la postérité ne dirait-elle pas tout à la fois : L'immortel poète, le judicieux historien? Tous ceux qui connaissent Béranger savent que le malin vieillard se plaît à cacher son profond savoir avec le même soin qu'un autre mettrait à cacher sa nullité. C'est bien, comme on l'a écrit quelque part, *un rusé ignorant à la*

[1] *Souvenirs de la révolution de* 1830, page 117.

manière de Montaigne; au dire de ses amis, à en juger par plusieurs fragments de prose sur les sujets les plus sérieux, il y avait certainement dans Béranger l'étoffe d'un historien, d'un philosophe ou d'un homme d'État.

Est-ce à dire pour cela que le poète ait failli à sa vocation? Est-ce à dire que son génie ait perdu à se renfermer dans sa spécialité de chansonnier, et que la postérité puisse le ranger un jour parmi ces constellations secondaires, dont l'éclat emprunté s'affaiblit et s'éteint à mesure qu'on s'en éloigne? En un mot, Béranger a-t-il eu raison de se dédaigner si fort lui et ses chansons dans certains endroits de sa dernière préface? Nous ne le pensons pas. *Tant vaut l'homme, tant vaut la terre,* dit le proverbe; tant vaut le poète, tant vaut la poésie. Mettez un bâton aux mains d'un Hercule, il en fera un levier ou une massue.

Ici, nous sommes naturellement conduit à terminer cette notice informe et incomplète par quelques mots sur l'ensemble des poésies de Béranger.

> Mon cœur est un luth suspendu;
> Sitôt qu'on le touche il résonne.

Le génie de Béranger est comme son cœur, il rend tous les sons de quelque côté qu'ils lui arrivent, de telle sorte qu'il y a dans le *chansonnier* au moins quatre poètes différents et quatre grands poètes, un poète érotique et bachique, un poète satirique, un poète élégiaque et un poète lyrique; génie quadruple qui s'inspire par les sens, par l'esprit, par le cœur et par l'âme.

Un mot, d'abord, sur le poète des sens. Si Béranger n'avait légué à la postérité que *la Bacchante, la Grande Orgie,* la *Gaudriole* et autres compositions du même genre, Béranger aurait pris place à côté ou au-dessus d'Anacréon, de Tibulle, de Parny, de Panard, de Collé ou de Désaugiers, et tout serait dit. Sous ce point de vue, sans avoir la prétention de nous ériger en professeur de morale (ce rôle nous irait fort mal), nous avouons la tiédeur de nos admirations pour tous ces beaux génies qui se sont exclusivement livrés à la poésie sensuelle. Ces sortes de compositions, avec les qualités incontestables de verve, d'en-train et de talent rhythmique qui les distinguent, peuvent être très fort goûtées dans le délire de la passion ou de l'ivresse; à l'état naturel elles perdent beaucoup de leur charme; la poésie qui ne parle qu'aux sens ne peut laisser qu'une trace fugitive et éphémère comme une sensation; la poésie n'est durable qu'à la condition de s'appuyer sur les plus nobles instincts de l'homme; et si l'Université le voulait bien permettre, il y a longtemps que le dégoûtant vieillard de Téos et son éternelle Batylle seraient ensevelis dans les ténèbres de l'oubli.

Quoi qu'en dise Béranger, nous ne pensons pas que certaines de ses chansons égrillardes aient ajouté beaucoup à son fleuron poétique. Il est même fâcheux que le voisinage très suspect de Frétillon et de Jeanneton empêche nos mères, nos femmes, nos sœurs et nos filles de frayer avec un grand poète qui sait parfois, témoin cette délicieuse élégie intitulée *la Bonne Vieille,* faire parler à l'amour un langage si mélodieux, si tendre et si pur.

Il y a plus : comme on ne prête qu'aux riches, quelques libraires n'ont pas craint de spéculer sur le nom de Béranger; et nous avons vu courir par le monde des recueils enrichis d'un appendice d'obscénités et d'ordures qui n'ont pas même le mérite de l'esprit. A coup sûr ce n'est pas là du Béranger : nous ne prenons pas au sérieux cette phrase de sa lettre si remarquable à M. de Châteaubriand : *Qui dit chansonnier dit chiffonnier;* nous savons très bien que Béranger désavoue formellement ces ignobles interpolations; mais enfin elles existent et il est bon de les signaler.

Poète satirique, Béranger a exercé sur les grands événements de nos dernières années une puissante influence, et il a pu dire avec raison en parlant de lui-même :

> Tes traits aigus lancés au trône même,
> En retombant aussitôt ramassés,
> De près, de loin, par le peuple qui t'aime,
> Volaient en chœur jusqu'au but relancés.
> Puis, quand ce trône ose brandir son foudre,
> De vieux fusils l'abattent en trois jours;
> Pour tous les coups tirés dans son velours
> Combien ta muse a fabriqué de poudre!

Il est une autre puissance sur laquelle le chansonnier a tiré aussi à boulets rouges; c'est le catholicisme. Qu'on se garde toutefois de comparer sous ce rapport Béranger à Voltaire. Ce dernier ne croyait ni à Dieu ni à diable; Béranger possède quelquefois à un haut degré l'inspiration religieuse; lisez plutôt l'admirable épître *au Dieu des bonnes gens.* Dans le catholicisme il attaquait bien plutôt la forme que le fond; reste à savoir si la forme n'emporte pas le fond. Quand le polythéisme agonisait, vint un écrivain satirique, Lucien, qui l'acheva. La rouille s'attache de préférence au vieux

fer ; en religion le ridicule est malheureusement comme la rouille.

En parlant des poésies élégiaques de Béranger, nous entendons parler de toutes ces inspirations de sentiments intimes dont la tristesse fait presque toujours le fond. Béranger a bien raison de les appeler ses filles chéries, car c'est bien la plus délicieuse poésie qui se puisse faire ; poésie fraîche, naïve, vraie, sentie, sortie du cœur, poésie divine! Relisez *les Oiseaux, le Vieil habit, la Bonne vieille, le Retour dans la patrie, les Hirondelles;* lisez surtout, dans le dernier recueil, assez froidement accueilli du public, je ne sais trop pourquoi, car jamais Béranger ne m'a paru plus sérieusement, plus profondément poète; lisez l'admirable ballade à la manière de Bürger, intitulée *Jacques.* Quel poignant tableau des misères du paysan de nos campagnes, écrasé par l'impôt ; avec son quart d'arpent *cher affermé, fumé par la misère, et moissonné par l'usure!* Comme toutes les parties de ce petit drame de cinquante vers sont merveilleusement disposées! Cette misérable cabane, cet enfant couché dans son berceau, cet homme mort d'épuisement sur un grabat, cette femme qui le croit endormi et l'appelle, cet huissier qui assiste impassible à ce spectacle de désolation, ce cri si naïf et si déchirant de détresse :

Demande un mois pour tout payer.
Ah! si le roi pouvait attendre!

Et puis surtout ce refrain qui résonne par intervalles comme un glas funèbre :

Lève-toi, Jacques, lève-toi ;
Voici venir l'huissier du roi.
. . . .
Elle appelle en vain, il rend l'âme.
Pour qui s'épuise à travailler
La mort est un doux oreiller...
Bonnes gens, priez pour sa femme!

L'orateur qui aura à combattre à la tribune l'iniquité de la répartition arithmétique de l'impôt trouvera son plaidoyer tout fait ; qu'il prenne la ballade de Béranger et qu'il la récite. Cela vaudra les plus beaux morceaux d'éloquence parlementaire.

Poète lyrique, Béranger brille surtout par la soudaineté et la franche spontanéité de l'inspiration. Pour atteindre au sublime, on voit qu'il n'a pas besoin de se battre les flancs comme tant d'autres; il y arrive tout naturellement, sans effort et de plein-saut. Vous trouverez rarement dans ses vers ce disparate si commun de nos jours, une pensée vaste sous une enveloppe étriquée, une idée burlesque enchâssée dans une forme grandiose; chez Béranger, tout est harmonieusement combiné; l'alvéole vaut le miel, et réciproquement; sa poésie ressemble à une parcelle de soleil enfermée dans un globe de cristal. Tant que le monde sera monde on relira le *Cinq mai, Mon âme, Louis XI, le Vieux drapeau, la Déesse, le Pigeon messager, la Sainte alliance des peuples, le Juif errant* et cette strophe admirable de la pièce intitulée *les Fous :*

Qui découvrit un nouveau monde?
Un fou qu'on raillait en tout lieu.
Sur la croix que son sang inonde,
Un fou qui meurt nous lègue un Dieu.
Si demain, oubliant d'éclore,
Le jour manquait, eh bien! demain
Quelque fou trouverait encore
Un flambeau pour le genre humain.

Et Béranger qui a doté le monde de tous ces chefs-d'œuvre, qu'*il lui plaît*, comme disait M. de Marchangy, d'appeler des chansons, Béranger ferait fi de sa gloire! il demanderait humblement pardon au public d'avoir gaspillé sa vie, et de n'avoir pas cherché des succès plus *solides* dans des genres plus *élevés* [1]!—En vérité, M. de Béranger, on ne vous croit pas, et vous ne vous croyez pas vous-même, vous calomniez à plaisir et votre génie et votre muse. Vous savez bien que, s'il y a au monde un genre de manifestation impérissable, c'est le chant; vous savez bien que livres et monuments tombent en poussière, et que le chant traverse les générations; vous savez bien que le chant ne craint ni le temps, ni la foudre, ni le glaive, ni la flamme, ni le déluge, parce qu'il se réfugie dans le cœur des hommes comme dans une arche de salut; vous savez bien qu'Homère, Pindare, Tyrtée, l'Arabe Antar, le Persan Firdousi, David et les prophètes sont des faiseurs de chants. Vous savez bien que c'est une chanson qui depuis cinquante ans a remué la France et l'Europe, vous savez bien que cette chanson qui s'appelle la *Marseillaise* a gagné des batailles, conquis des empires, brisé des trônes, enfanté des héros!

Vous savez tout cela; ne rapetissez donc pas

[1] Voir la préface de la dernière édition.

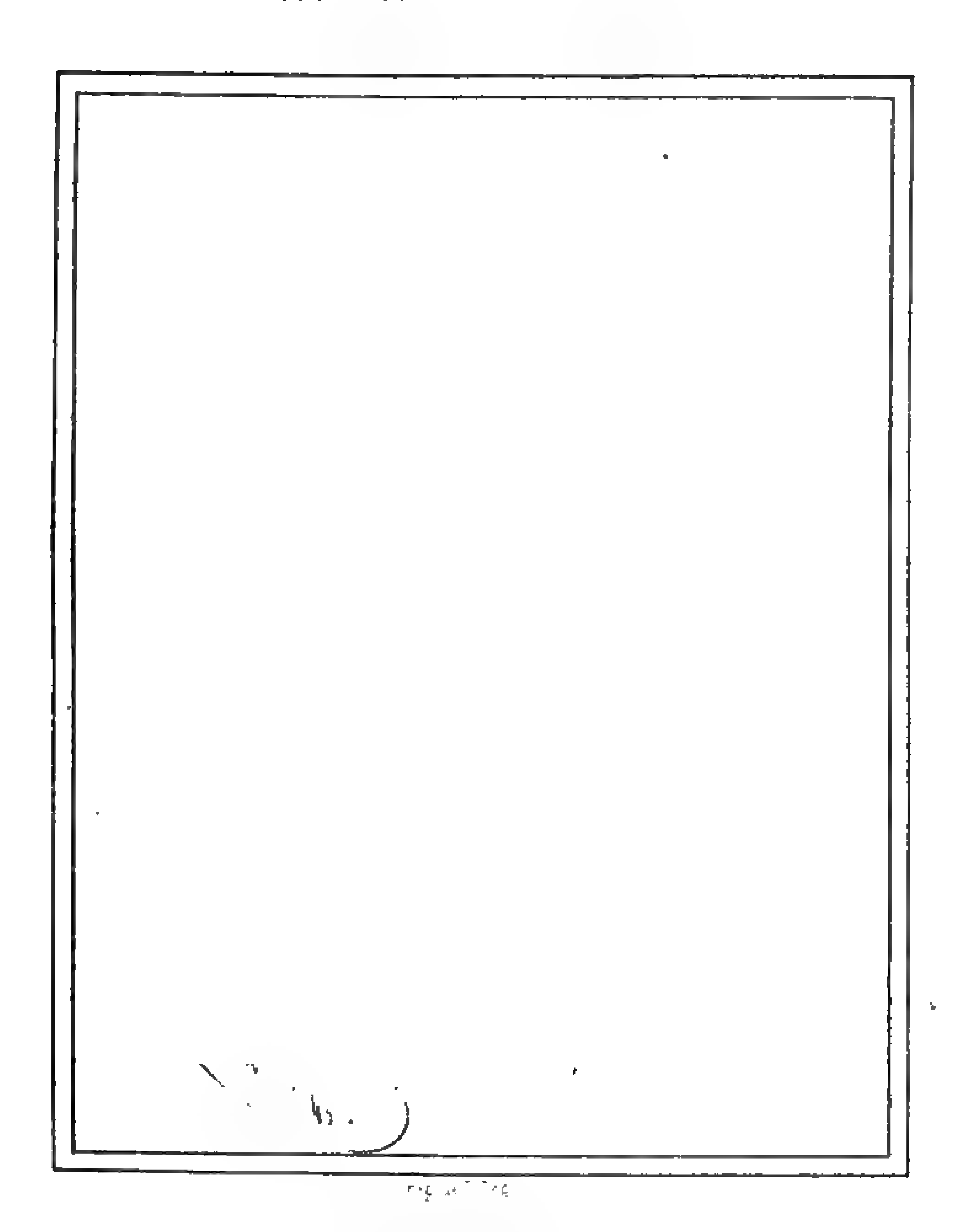
votre œuvre, illustre chansonnier! vous avez fait mieux que *la Marseillaise*, car votre muse, *étrangère aux excès politiques*, ne s'est jamais dégradée à hurler autour de l'échafaud; quand vous l'avez voulu, vous avez donné au peuple l'instinct des nobles choses; vous avez imprimé dans son âme, en caractères de feu, les grandes idées de gloire, d'honneur, de patrie et d'humanité. En cela vous avez dignement rempli la mission imposée par Dieu au génie; vous pouvez mourir tranquille; nos derniers neveux répéteront vos chants, et votre nom ne périra pas.

M. de Broglie.

> Le gouvernement de juillet a pris naissance au sein d'une révolution populaire, c'est là sa gloire et son danger. La gloire a été pure parceque la cause était juste ; le danger est grand, car toute insurrection qui réussit, légitime ou non, enfante par son succès des insurrections nouvelles.
>
> DISCOURS DE M. DE BROGLIE.—Séance du 25 août 1835.

M. de Broglie est peut-être l'homme d'État le moins populaire et en même temps le plus respecté de France. L'opinion publique, la grande reine de notre temps, a cela de bon que si elle garde ses faveurs pour ceux qui la flattent, pour eux aussi elle garde ses variations, ses exigences, ses bouderies et ses caprices ; quand elle rencontre par hasard une individualité raide et hautaine qui se refuse obstinément à courber la tête sous son joug, l'opinion commence par toiser le rebelle de haut en bas, et si elle trouve en lui de véritables proportions de grandeur, elle se résigne bientôt à subir une résistance qui ne l'humilie point, et elle se pose alors en face du personnage sur un pied de froideur permanente, qui n'est pas l'amour, tant s'en faut, mais qui n'est pas non plus la haine, et qui jusqu'à un certain point n'exclut pas la justice. En fait d'ouvrages sérieux et de quelque importance historique, j'ai lu à peu près tout ce qui a été écrit d'hostile sur M. de Broglie depuis son entrée aux affaires, et le tout m'a paru se résumer en ce mot qu'un mien ami recueillit jadis de la bouche même de Lafayette : *Je n'aime pas cet homme, mais je l'estime.* Or, il faut bien le dire, encore que cela soit peu édifiant, le plus beau, le plus rare témoignage qu'un homme politique puisse aujourd'hui invoquer en sa faveur, c'est l'estime universelle de ses ennemis.

M. de Broglie appartient, comme chacun sait, à ce qu'on appelle le parti *doctrinaire.* Si ce mot sacramental, dont le sens n'a jamais été, je l'avoue, parfaitement clair pour moi, s'applique à un esprit vaste, élevé, profond, mais froid, arrêté, systématique, nourri de théories, mal à l'aise au milieu des faits qu'il s'efforce avec une constance, sinon toujours heureuse, du moins infatigable, d'encercler dans un ordre inflexible d'idées conçues *à priori ;* si le fameux mot signifie tout cela, l'honorable pair serait le type le plus vrai, le plus complet du *doctrinaire.* M. Royer-Collard a quelque chose de plus adouci ; il y a en lui une certaine mansuétude évangélique qui mitige l'austérité doctrinaire. Sa physionomie politique est un peu blafarde si l'on veut, mais elle est pacifique, sereine, inoffensive ; c'est le Platon du parti. Plus rapproché de M. de Broglie par une assez étroite conformité de vues et par une rigidité publique aussi grande en apparence, M. Guizot s'en éloigne, et de beaucoup, par son expérience des hommes, par son côté multiple et pratique, et par une sorte de malléabilité privée sur laquelle je n'ai peut-être pas assez insisté, et qui pourrait au besoin ressembler à de la souplesse. Il y a chez lui du Richelieu, mais il y a aussi par moment un peu de Mazarin. M. de Broglie est souple à peu près comme une barre de fer ; Mazarin et lui sont les deux antipodes ; s'il trouve en son chemin un obstacle, il ne le tourne jamais, il le brise ou se vient résolument



Publié par Chs Hen à Bruxelles

briser contre lui ; c'est un homme d'État tout d'une pièce, un stoïcien politique, le Zénon de la *doctrine*.

L'homme privé n'est pas moins curieux à étudier. Vous arrivez chez M. de Broglie, vous le trouvez enfoncé dans son fauteuil, avec une toilette de philosophe, c'est-à-dire tout ce qu'il y a de plus négligé. Ses yeux sont assez habituellement fixés sur la pointe de ses bottes, sa tête travaille, son abord est taciturne et glacial; s'il n'a rien à vous dire, il vous rend votre salut, vous laisse là, et se replonge dans ses méditations; s'il a à vous parler, il ne s'occupe que de vous, et oublie complétement tout ce qui l'entoure. Deux classes de personnes pour lesquelles il faut surtout se mettre en frais de paroles inutiles, les femmes et les diplomates, qui ne pardonnent pas à M. de Broglie ses distractions et sa sobriété de langage, lui ont fait dans le monde une réputation de gaucherie qui dépasse les bornes du réel. Quand M. de Broglie se résout à converser, sa conversation est lucide, élégante, tournant assez facilement, et pour peu qu'on s'y prête, au monologue, mais substantielle, savante, pleine de faits et d'idées. Chose étrange! M. de Broglie accepte, comprend et aime toutes les audaces de système, lui, si sévère, si prêt à froncer le sourcil, si alerte à la répression, du moment où ce qu'il accueillait comme théorie tendrait à passer à l'état de fait. Joignez à tout cela une ferveur chrétienne qui n'est plus de notre âge, une seule et austère ambition, celle du bien, une loyauté qu'un orateur a pu dernièrement, sans étonner personne, qualifier de *proverbiale*, les plus nobles qualités de père et d'époux, une vie intime, paisible et pure, sur laquelle une perte récente, qui a été presque une douleur publique, semble avoir jeté un voile de mélancolie; et si vous venez à vous rappeler que ce personnage excentrique et froid comme un savant, actif et laborieux comme un homme d'État, méthodique et compassé comme un quaker, est le dernier descendant d'une vieille race de courtisans et de soldats, vous reconnaîtrez que c'est bien là le plus singulier grand seigneur que les révolutions nous aient fait.

La famille des Broglie (Broglio) est d'origine piémontaise. Établie en France depuis plus de trois siècles, elle occupe une place brillante dans nos fastes militaires et diplomatiques. Lorsque éclata la révolution, elle était dignement représentée par le maréchal de Broglie, vieux soldat criblé de blessures, le héros de la guerre de sept ans, une des plus hautes figures militaires du dernier siècle. Pour les Broglie, comme pour les plus grands noms de France, l'an II de la république fut surtout une année fatale. Louis XVI avait ouvert la marche funèbre, et tout ce qui restait de noblesse le suivait à l'échafaud. L'antique château normand des Broglie était dévasté et désert. Les canons que le maréchal avait enlevés trente ans auparavant à l'ennemi, et que Louis XV lui avait donnés pour parer son manoir; ces canons, la nation s'en était emparée, et elle les faisait à son tour servir glorieusement contre l'ennemi. Le vieux guerrier lui-même, après avoir vainement tenté d'arrêter le mouvement révolutionnaire en acceptant le commandement des troupes réunies à Versailles, avait vu tous ses efforts se briser contre la résistance du peuple, et pour sauver sa tête il avait passé en Allemagne, où il devait mourir à Munster, en 1804, au moment où le consul Lebrun lui écrivait au nom de Bonaparte : « Le vainqueur « de Berghen ne doit pas hésiter à rentrer dans « sa patrie, sous le gouvernement de l'homme « qui a relevé les statues de Turenne et du grand « Condé. »

Avec le maréchal avait aussi émigré son frère, l'aventureux abbé de Broglie, espèce de Gondi au petit pied, qui fut prévôt de Posen en Pologne, rentra en France en 1805, devint aumônier du *dieu Mars* (comme disait M. de Pradt, cet autre abbé qui lui ressemblait un peu), fut successivement évêque d'Acqui en Piémont, évêque de Gand, disgracié, emprisonné à Vincennes, rétabli en 1814, finalement déposé en 1817, comme ultramontain forcené, et qui mourut à Paris en 1821.

Le second fils du maréchal, le prince Victor-Amédée de Broglie, destiné d'abord à l'état ecclésiastique, n'avait pas tardé à s'enfuir aussi en compagnie de son précepteur. Une fois sur les bords du Rhin, il avait jeté le froc aux orties, et avec ses dix-sept ans il bataillait déjà contre la révolution, dans le régiment émigré des *cocardes blanches*, en attendant que la restauration lui permît de venir continuer le combat sur les bancs de la chambre introuvable.

De toute cette famille ainsi éparpillée, un seul membre restait en France; celui-là aussi était un vaillant soldat dès l'âge de quatorze ans, ainsi que l'avaient été son père et son grand-père, mais il avait respiré l'air vivifiant du *Nouveau-Monde ;* il avait combattu avec Washington et Lafayette,

et comme ce dernier il avait espéré sauver la monarchie en l'associant à la liberté. C'était Charles-Louis-Victor de Broglie, le fils aîné du maréchal.

Député aux États-Généraux par la noblesse de Colmar, il avait servi la cause constitutionnelle, de sa parole d'abord, et puis de son épée, dans l'armée de Lukner et de Biron. Trahi dans ses efforts après le 10 août, il n'avait pas voulu quitter le sol de la patrie, et, le 10 juillet 1794, il montait sur l'échafaud, où il mourait en Broglie, laissant une veuve, la petite-fille du maréchal de Rosen, une noble femme, avec quatre enfants dont un seul fils, Achille-Charles-Léonce-Victor de Broglie, le duc actuel, alors âgé de neuf ans.

Enfermée dans les prisons de Vesoul, la princesse de Broglie était sur le point de subir le même sort que son mari, lorsqu'elle parvint à s'évader, grâce au dévouement d'un vieux domestique; elle se réfugia en Suisse avec ses enfants, et par un jeu bizarre de destinée, il se trouva que deux hommes [1], nés dans des rangs différents, deux hommes que les événements politiques devaient si souvent et si intimement rapprocher plus tard, commençaient presque au même jour leur carrière par une même douleur et un même exil.

A la chute de Robespierre, Mme de Broglie rentra en France, et se consacra tout entière à l'éducation de son fils. L'enfant fut élevé non point en gentilhomme d'autrefois, mais en citoyen; il puisa, dans les *écoles centrales* créées par la révolution, une instruction vaste, sérieuse, solide, les instincts de son siècle, et le sentiment des intérêts nouveaux sortis du grand fait qui lui avait ravi son père. Il manifesta de bonne heure des goûts littéraires très prononcés, et il passe encore aujourd'hui pour un de nos plus forts hellénistes. Napoléon, qui pensait alors à rattacher à lui les plus grands noms de France, et qui ne voyait pour un Broglie d'autre métier que celui des armes, en eût fait volontiers un soldat, mais à la vue de ce jeune homme grave et froid, déjà rompu aux fortes études de philosophie, d'histoire et de droit public, il jugea qu'il pourrait lui être bon à quelque chose dans une partie où les sujets n'abondaient pas, et il lui ouvrit les portes du conseil-d'État, l'attacha en qualité d'auditeur à la section de l'intérieur, le chargea successivement de diverses missions en Illyrie et en Espagne, l'envoya à Varsovie en 1812, à la suite de M. de Pradt, et de là, en 1813, auprès de M. de Narbonne, dans ce solennel congrès de Prague, où se décidèrent, après Moscou, les destinées de la France.

[1] Voir la notice sur M. Guizot, page 71.

A la vue de toutes ces haines amoncelées, dont M. de Narbonne, l'homme de cour le plus fin, le plus insinuant, le mieux posé auprès des chancelleries étrangères, et le plus dévoué à Napoléon, s'efforçait vainement de conjurer l'explosion, M. de Broglie s'affermit plus que jamais dans son amour inné des principes; il comprit que l'Europe réussirait à isoler Napoléon de la France, parce que, comme l'écrivait M. de Bassano dans une lettre prophétique après le dernier triomphe de Lutzen, les nations se fatiguent de la nécessité de vaincre toujours; parce que le dévouement à un homme a des bornes, et que si grand, si glorieux que soit cet homme, quand il est à lui seul son unique symbole, quand il ne représente que lui, l'édifice de sa propre gloire l'écrase, et il tombe du jour où la fortune inconstante vient à lui retirer ses faveurs.

M. de Broglie a subi, mais n'a jamais aimé Napoléon; l'illustre pair veut de la force, beaucoup de force dans le pouvoir, il l'a prouvé, mais à ce sentiment se joint un instinct scrupuleux de légalité, qui s'accommodait mal de l'administration à coups de décret et des brusques allures du despotisme impérial. Aujourd'hui même que la grande figure de l'empereur ne nous apparaît plus à nous autres que sous son aspect rayonnant, fantastique, providentiel, M. de Broglie reste encore à ce sujet d'une froideur désespérante. Quelqu'un lui parlait un jour avec enthousiasme de ce génie qui devinait tout ce qu'il n'avait pas appris; et à ce propos il l'interrogeait sur les fameuses séances du conseil-d'État, où Napoléon se montrait à la fois légiste et orateur. « Il faut croire, répondit M. de Broglie, « que j'ai joué de malheur, car à toutes les séances « où j'ai assisté, je ne lui ai jamais entendu dire « que des *coquecigrues* (je rapporte textuellement). « Pourtant, M. Locré, le rédacteur des procès-« verbaux, est un homme de la véracité duquel on « ne peut pas douter, et j'avoue que dans son « livre Napoléon parle souvent fort bien. »

Dans cette disposition d'esprit, et animé comme il l'était d'une prédilection marquée pour la constitution anglaise, M. de Broglie dut accueillir avec une sympathie non équivoque la restauration et la charte. En juin 1814, Louis XVIII l'appela à la chambre des pairs, où il siéga d'abord silencieuse-

ment, n'ayant point encore l'âge requis pour prendre part aux délibérations.

Un an plus tard, en 1815, la veille de cette funèbre nuit du 5 décembre, où se décida le sort du maréchal Ney, le jeune pair venait tout juste d'atteindre ses trente ans; il s'empressa de réclamer l'exercice de son droit, on le lui contesta ; en un pareil moment, bien d'autres se fussent assez facilement résignés à se laisser vaincre ; M. de Broglie insista vivement, emporta la parole de haute lutte, combattit à plusieurs reprises en faveur de l'accusé, et fut du nombre des seize pairs qui votèrent pour la déportation.

A dater de ce moment jusqu'à la révolution de juillet, la vie politique de M. de Broglie n'est plus qu'une longue lutte contre les divers ministères qui se sont succédé sous la restauration, lutte infatigable, entremêlée de courts instants de repos durant les premiers temps du ministère Decazes et à l'avénement du ministère Martignac.

En 1817, lorsque fut présentée la loi d'amnistie, qui maintenait les exceptions portées dans l'ordonnance du 24 juillet, M. de Broglie combattit la loi et l'ordonnance en demandant une amnistie plus complète et plus régulière. Le 5 février de la même année, après l'ordonnance qui dissolvait la fameuse chambre aux *catégories*, il appuya vivement le nouveau projet de loi sur l'organisation des colléges électoraux, projet combattu par le parti royaliste comme subversif, et défendu par M. de Broglie comme propre à donner un système d'élections vraiment national; je n'en finirais pas si je voulais analyser et résumer ici les nombreux discours prononcés par M. de Broglie. Chaque année le vit se constituer l'adversaire à la fois opiniâtre et mesuré de tous les actes qui ont amené la ruine de la restauration : loi suppressive de la liberté de la presse, présentée le 9 janvier 1817; proposition Barthélemy, qui tendait à restreindre et à dénaturer la loi électorale; loi suspensive de la liberté individuelle, loi sur la saisie préalable des écrits, loi de censure, loi sur la détention préventive, loi sur les substitutions, loi dite *de justice* et *d'amour;* M. de Broglie combattit toutes ces lois et bien d'autres encore avec une gravité de langage, une force de logique, mélangée d'une certaine ironie froide et pénétrante, qui le classèrent bien vite parmi nos orateurs parlementaires les plus éminents. En même temps qu'il défendait ainsi la charte contre les envahissements successifs du pouvoir, il apportait dans les questions les plus ardues de finances, d'économie politique, de droit civil et criminel, les ressources d'un esprit élevé, nourri de méditations, de profondes études, et dirigé par les inspirations d'une saine philantropie ; ainsi, le 15 août 1818, il attaquait la loi sur la contrainte par corps en matière civile, qu'il déclarait un *préjugé barbare* indigne d'une nation civilisée; le 23 mars 1822, il réclamait énergiquement l'exécution des lois prohibitives de la traite des nègres, en prononçant à ce sujet un beau discours, digne des sympathies de tous les amis du progrès et de l'humanité. Dans la discussion de la loi des douanes, du 7 mai 1818, et dans la discussion du budget de 1819, il acquit en matière de finances une renommée de savoir, confiréem et accrue plus tard par son substantiel travail sur l'*Emprunt grec,* et ses discours sur l'indemnité américaine, dont on peut bien combattre le principe et les conclusions, mais dont on ne saurait nier l'importance comme travail. Dans les derniers temps de la restauration, la *Revue française*, fondée sous le patronage de M. de Broglie, s'enrichit fréquemment d'articles anonymes sur les matières les plus ardues, dont la haute portée trahissait la plume d'un homme d'État et d'un publiciste consommé.

Mais ce qui fit surtout la gloire de M. de Broglie, ce qui lui donna alors une popularité qu'il ne cherchait pas, et qui s'en est allée depuis sans qu'il fît un pas pour la retenir, ce sont ses brillants combats pour la liberté de la presse.

Ceci me force à consacrer quelques lignes à l'examen d'un grief formulé par l'opposition contre tous les hommes que la révolution de juillet a portés au pouvoir, et plus spécialement contre M. de Broglie. Le grief n'est pas nouveau ; il est, au contraire, vieux comme le monde; ce que j'ai à dire à ce sujet n'est pas bien neuf aussi ; mais les vérités les plus banales sont justement celles sur lesquelles il est bon d'insister par moments, vu l'extension colossale que prennent de jour en jour les grands mots. Du reste, comme cette notice, ainsi que toutes les précédentes, a prétention de n'être ni une critique, ni une apologie absolue, chose rare aujourd'hui, mais bien une exposition aussi fidèle que possible, je vais m'occuper, non pas tant de discuter le fond même des questions, que de les poser et de les débarrasser des voiles dont on se plaît à les obscurcir dans l'intérêt de tel ou tel système.

Il est notoire que M. de Broglie a été très libéral sous la restauration, qu'il a prononcé de fort beaux discours pour la liberté de la presse; il est

notoire aussi qu'après la révolution M. de Broglie a prononcé d'autres discours non moins beaux, dans le but de réprimer ce qui lui semblait un abus de cette même liberté. En présence de ces deux circonstances, que font les biographes dits *impartiaux?* Ils détachent des discours du pair de la restauration les passages les plus saillants de libéralisme, prennent, dans les discours du ministre de juillet, les passages les plus saillants de gouvernementalisme, et établissent un naïf rapprochement; or, comme il se trouve qu'entre les deux discours, conçus à un point de vue différent, il y a à peu près la même ressemblance qu'entre les temps qui les ont vus naître, les susdits biographes *impartiaux* mettent la main sur la conscience, et déclarent qu'avec la meilleure volonté du monde ils ne peuvent s'empêcher de crier de leur plus grosse voix : « A la corruption ! à l'apostasie ! » Cette tactique manque rarement son effet sur le vulgaire, qui s'indigne de voir le même homme combattre pour le pouvoir après avoir combattu pour la liberté, et qui s'empresse de faire chorus en criant à son tour : A l'apostasie ! à la corruption !

Comme je ne veux pas tourner une difficulté qui, dans cette circonstance surtout, me paraît très peu sérieuse, je vais suivre aussi la méthode si commode des rapprochements; je choisis justement dans les discours prononcés par M. de Broglie sous la restauration un passage qui a échappé aux yeux de lynx de mes prédécesseurs en biographie, et c'est dommage, car il prête admirablement le flanc aux traits acérés de l'indignation puritaine.

Le 2 mars 1819, M. de Broglie terminait ainsi un beau discours contre je ne sais quel projet de loi présenté par le gouvernement :

« S'il nous faut renoncer à la liberté individuelle « chaque fois qu'une poignée d'insensés aura tenté « quelque mauvais coup, s'il nous faut renoncer « à la liberté de la presse chaque fois qu'un écer- « velé aura mis au jour un pamphlet téméraire, « c'en est fait du gouvernement constitutionnel; « *qu'on nous ramène aux carrières*, ne profanons « plus ce beau nom !... »

Voilà, certes, un magnifique texte à antithèse; voilà la réfutation la plus péremptoire de tout ce que pourra dire le ministre du 11 octobre en faveur des lois de septembre. Traversons de suite une période de seize années, arrivons à la discussion de ces fameuses lois, sur lesquelles je reviendrai si j'ai un peu de place; car il y a là-dessus, à mon sens, quelques petites distinctions à établir : voyons comment le pair de la restauration se tirera d'affaire, et comparons. D'abord, je vous dirai que M. de Broglie, qui est un orateur grave, élégant, parfois légèrement caustique, mais assez sec d'ordinaire, fut très éloquent ce jour-là; sa pose respirait la fierté, sa parole était éclatante, le sang bouillant des soldats de sa race semblait pour la première fois lui monter au visage, et tous ceux qui ont assisté à la séance du 25 septembre n'ont pas oublié le frémissement général qui suivit cette péroraison :

« La révolte, c'est là l'ennemi que la révolution, « la glorieuse et légitime révolution de juillet por- « tait dans son sein. C'est là l'ennemi que le gou- « vernement de juillet devait rencontrer dans son « berceau. La révolte, nous l'avons combattue sous « toutes les formes, sur tous les champs de ba- « taille. Elle a commencé par vouloir élever en face « de cette tribune des tribunes rivales, d'où elle « pût vous dicter ses volontés insolentes et vous « imposer ses caprices sanguinaires. Nous avons « démoli ces tribunes factieuses, nous avons fermé « les clubs, nous avons pour la première fois mu- « selé le monstre ! Elle est alors descendue dans la « rue; vous l'avez vue heurter aux portes du pa- « lais du roi, les bras nus, déguenillée, hurlant, « vociférant des injures et des menaces, et pensant « tout entraîner par la peur. Nous l'avons regardée « en face; la loi à la main, nous avons dispersé les « attroupements, nous l'avons fait rentrer dans sa « tannière ! Elle s'est alors organisée en complots « vivants, en conspirations permanentes; la loi à la « main, nous avons dissous les sociétés anarchi- « ques, nous avons arrêté les chefs, éparpillé les « soldats ! Enfin, après nous avoir plusieurs fois « menacés de la bataille, plusieurs fois elle est « venue nous la livrer; plusieurs fois nous l'avons « vaincue, plusieurs fois nous l'avons traînée malgré « ses clameurs aux pieds de la justice pour rece- « voir son châtiment.

« Elle est maintenant à son dernier asile, elle se « réfugie dans la presse factieuse, elle se réfugie « derrière le droit sacré de discussion que la charte « garantit à tous les Français. C'est là que, sem- « blable à ce scélérat dont l'histoire a flétri la mé- « moire et qui avait empoisonné les fontaines d'une « cité populeuse, elle empoisonne chaque jour les « sources de l'intelligence humaine, les canaux où « doit circuler la vérité; elle mêle son venin aux « aliments des esprits; nous, nous l'attaquons dans « son dernier asile, nous lui arrachons son dernier

« masque; après avoir dompté la révolte matérielle, « sans porter atteinte à la liberté légitime des per« sonnes, nous entreprenons de dompter la révolte « du langage, sans porter atteinte à la liberté légi« time de la discussion. »

Je conviens volontiers que tout ceci n'est pas précisément du radicalisme, pas plus que ce qui précède n'était de l'ultra-royalisme; mais peut-on qualifier d'apostasie une double pensée dont le fond est identique et dont la forme n'est qu'une question de temps? Entendons-nous :

Lorsque dans une époque donnée, du jour au lendemain, sans transition, sans cause apparente, le même individu, après avoir vociféré au nom de la liberté, se met tout-à-coup à déclamer au nom du pouvoir; appelez-le renégat, traître, vendu, corrompu ou fou; c'est bien; ou encore s'il passe brusquement du pouvoir à la liberté, dites, ainsi que cela s'est pratiqué souvent, qu'il a eu comme saint Paul une illumination soudaine, que ses yeux se sont dessillés, que l'esprit saint est descendu sur lui en langue de feu, que la grande voix de l'avenir a retenti à son oreille, etc., etc.; dites tout ce que vous voudrez.

Mais lorsque la vie politique d'un homme se trouve brusquement coupée en deux par une révolution, lorsque la forme gouvernementale, dans les limites de laquelle il combattait, est brisée de fond en comble; quand le dogme de la légitimité, qu'il réprimait, mais acceptait et maintenait comme garantie, est renversé par celui de la souveraineté du peuple, qu'il n'accepte qu'à son corps défendant (vous voyez que je ne prétends pas faire de M. de Broglie un démocrate), si cet homme a pu lire dans l'histoire du monde, dans l'observation de nos cinquante dernières années, et dans l'événement même qui vient de s'accomplir sous ses yeux, que les gouvernements périssent toujours par l'abus du principe qui leur a donné la vie, les gouvernements démocratiques par l'anarchie, les gouvernements militaires par la guerre, et les gouvernements de droit divin par leurs prétentions extra-légales; si, à la vue d'une royauté nouvelle à peine sortie des flancs d'une révolution populaire, environnée à sa naissance d'outrages, d'injures, de négations hautaines, d'attaques à main armée, cet homme, qui se cramponne à l'idée monarchique comme à une dernière planche de salut, pense qu'après avoir défendu le principe de liberté contre les attaques du principe d'autorité qui a succombé dans la lutte, le temps est venu de réagir de toutes ses forces en faveur du vaincu contre les excès du vainqueur; si, de plus, cet homme s'appelle M. de Broglie, c'est-à-dire si, par sa haute position, il est inaccessible aux séductions matérielles du pouvoir; si, loin de rechercher le pouvoir par ambition du pouvoir, il n'a, durant tout le cours de sa vie ministérielle, jamais hésité un instant entre sa plus petite conviction et son portefeuille; et si, dernièrement encore, arbitre de la situation, il s'est opiniâtrément refusé à reprendre le pouvoir que tout le monde s'accordait à lui offrir; si dans tous ces faits, qui ne sont que très logiques au point de vue du personnage, vous voyez une inconséquence, une contradiction, une apostasie, c'est que vous êtes tout simplement de ceux qui ont intérêt à dire ce qu'ils ne pensent pas, ou de ceux à qui Jésus-Christ réserve le royaume des cieux comme pauvres d'esprit.

Maintenant, s'ensuit-il que le système de M. de Broglie soit le bon? Ne peut-on pas lui dire qu'il s'est trompé, qu'il s'est exagéré le mal, que les remèdes auxquels il s'est confié sont, ainsi que le lui déclarait M. Royer-Collard lui-même, les *illusions d'un homme de bien irrité;* que quelques-uns d'entre eux sont du genre *héroïque,* c'est-à-dire dangereux; que quand un dogme social a fait son temps, il faut savoir franchement le laisser de côté, et ne pas tenter de le ressusciter sous je ne sais quelle forme factice et bâtarde; ou encore, si l'on n'est pas plus poli que M. Dupin, lui signifier tout uniment que la *quasi-légitimité* est une absurdité de même calibre que la *monarchie républicaine;* que l'importation du torysme en France est une impossibilité? Oui certes, on peut dire tout cela à M. de Broglie, on peut même, ainsi que je le ferai tout-à-l'heure, le mettre en opposition avec lui-même sur telle ou telle question; mais c'est tenter l'impossible que de vouloir découvrir des actes d'abjuration servile et effrontée chez un homme politique dont le côté faible peut au contraire se résumer en ces trois mots : opiniâtreté de système, inexpérience des hommes, et dédain pour les faits.

Le jeudi 29 juillet, M. de Broglie, qui s'était contenté d'observer silencieusement les événements, vint passer la soirée chez M. Laffitte. Il ne dit pas un mot; comme il est assez coutumier du fait, on n'y prit pas autrement garde; il s'en retourna chez lui silencieux comme il était venu, et deux jours après il était nommé ministre de l'intérieur par MM. Audry de Puyraveau, Schonen, Mauguin et Lobau, composant la commission mu-

nicipale. On n'accusera toujours pas M. de Broglie d'avoir fait beaucoup d'avances à la révolution de juillet.

Après l'installation de la royauté du 9 août, M. de Broglie passa au ministère de l'instruction publique, et le portefeuille de l'intérieur fut remis aux mains plus actives de son ami M. Guizot. Alors commencèrent dans le sein du conseil les fameuses querelles du Philippe Ier et du Philippe VII, du *quoique* et du *parce que:* M. de Broglie et M. Guizot tendaient, avant tout, à légitimer, régulariser, réprimer le mouvement. M. Laffitte et les hommes du programme voulaient rompre avec le passé, faire du neuf et marcher : la rue était de l'opinion de M. Laffitte, et la rue était très puissante alors; M. de Broglie et M. Guizot se retirèrent et passèrent dans l'opposition. Le ministère Laffitte marcha durant quatre mois assez tristement, comme vous savez. Le ministère Casimir Périer vint bientôt donner la première impulsion régulatrice; M. de Broglie le soutint dans tous ses actes, hors l'hérédité de la pairie qu'il abandonnait, et que M. de Broglie défendit conjointement avec M. Thiers; et ces deux hommes, partis des deux pôles opposés, se rencontrèrent pour la première fois.

Il y a plus d'affinité qu'on ne pense généralement entre M. de Broglie et M. Thiers, c'est l'affinité des contraires. Chacun des deux a tout ce qui manque à l'autre, et M. Guizot était là pour servir de trait d'union. Le ministère du 11 octobre 1832 fut fondé; je ne reviendrai pas sur l'historique de ce ministère, qui a subi six modifications, une crise de huit jours, et qui a duré douze cent trente-deux jours, c'est-à-dire près de quatre ans, ce qui est énorme par le temps qui court. M. de Broglie en sortit une première fois lors du rejet de la loi d'indemnité des États-Unis.

Après la retraite du maréchal Gérard, l'avortement du tiers-parti dans la personne de M. de Bassano, l'avènement et la démission du maréchal Mortier, et la crise occasionnée par la rivalité de MM. Guizot et Thiers, se disputant la présidence, M. de Broglie fut appelé d'un commun accord, le 12 mars 1835, à reprendre le portefeuille des affaires étrangères et à présider le conseil. C'est ici que se place naturellement un petit mot sur la part que prit M. de Broglie aux lois de septembre. Les lois de septembre ont, à mes yeux, le mérite de ne valoir ni plus ni moins que les cinquante mille autres lois de circonstance enfantées et mortes depuis cinquante ans; nées comme elles, elles passeront comme elles, avec les circonstances. Toutefois on doit à ce sujet faire une distinction, notamment sur la loi de la presse, dont M. de Broglie s'occupa plus spécialement. Il y avait là deux questions bien tranchées : l'une plus simple, l'autre très épineuse, une question de pénalité et une question de juridiction. Dans cette conjoncture, M. de Broglie se trouva, suivant moi du moins, en face d'une contradiction avec lui-même; en effet, seize ans auparavant, le 8 mai 1819, M. de Broglie, rapporteur du meilleur projet de loi sur la presse qu'ait enfanté la restauration, faisait reposer toute son argumentation sur ce principe, à savoir, que la presse est un instrument propre à servir au bien comme au mal; que les délits de presse ressemblent à tous les autres délits, que, par conséquent, ils peuvent bien donner lieu, suivant leur nature, à une graduation de peines, mais qu'ils ne peuvent jamais devenir l'objet d'une juridiction exceptionnelle.

Le 25 septembre 1835, M. de Broglie disait à la chambre : « La personne du roi, déclarée inviolable par la charte, est journellement insultée par la presse; le principe même du gouvernement est attaqué par elle : or, en aucun temps, en aucun lieu du monde, un gouvernement établi n'a permis qu'on attaquât publiquement son principe. Nous venons vous demander une pénalité sévère, très sévère contre ces deux délits. » — Jusque là tout était bien, on pouvait contester la nécessité de cette qualification nouvelle de délits; mais on ne pouvait nier que le rapporteur de la loi de 1819 ne fût conséquent à lui-même. Restait la question d'attribution. Comment M. de Broglie, avec ses principes en matière de presse, pouvait-il exiger qu'on dessaisît la justice ordinaire, le jury, pour investir la chambre des pairs d'une juridiction exceptionnelle?

Le cas était embarrassant. Savez-vous comment M. de Broglie se tira de ce mauvais pas? Il ne fut pas précisément conséquent, puisqu'il concourut à la présentation du projet en sa qualité de ministre, mais il serait très difficile de le mettre en contradiction avec lui-même, car il ne brisa ni ne tourna l'obstacle, il le passa à un collègue qui n'y regarde pas de si près. Il annonça qu'il en parlerait et il n'en dit pas un mot. Il disserta longuement et très bien sur la nécessité d'une répression vigoureuse, et laissa complètement de côté la question de juridiction.

C'est là, à mon sens, un des traits les plus sail-

lants du caractère de M. de Broglie ; quand la nécessité, cette suprême loi d'aujourd'hui, vient une fois déranger l'édifice de sa logique, il se défend tant qu'il peut, et faute de mieux, il se réfugie dans une dernière protestation, celle du silence.

Savez-vous maintenant qui se chargea d'étayer de son éloquence la partie la plus difficile, la plus scabreuse, tranchons le mot, la plus défectueuse des lois de septembre; savez-vous qui se chargea d'équivoquer et de sophistiquer sur l'art. 28 de la charte, de prouver que la juridiction de la chambre des pairs était une juridiction ordinaire, que la maxime : « Le jury c'est le pays », était vraie en matière civile, mais fausse en matière politique? ce fut tout simplement M. Thiers, l'ex-journaliste démocrate, aujourd'hui chef d'un cabinet centre-gauche, et qui, avant six mois peut-être, réformera de sa main les lois de septembre.

Très bon ministre des affaires étrangères en ce qui touche le côté sérieux de la position, M. de Broglie avait pourtant un défaut capital; il ignorait au suprême degré cet art sublime qui constitue l'idéal du diplomate, et que possède si bien M. Molé quand il le veut, et M. Thiers quoi qu'il en veuille; l'art de dire très peu de choses en beaucoup de mots; son laconisme faisait le désespoir des ambassadeurs. — Voici à ce sujet une petite histoire que je tiens d'un de nos plus spirituels conseillers d'État; elle est assez caractéristique :

Un jour le ministre de Prusse, M. de Werther, était dans une inquiétude extrême; depuis plus d'un mois, il se rendait assidûment dans les salons de la présidence; M. de Broglie l'accueillait avec cette dignité de manières qui lui est habituelle, et passait outre sans lui dire un mot. Qu'augurer de cette froideur? ce silence cachait-il des intentions hostiles au vis-à-vis de la Prusse? l'association des douanes allemandes déplairait-elle au gouvernement français? fallait-il en écrire à Berlin, demander une explication ou des passeports? que faire? M. de Werther se perdait en conjectures; il se décida enfin à s'adresser à un tiers, qui fit part à M. de Broglie des perplexités du ministre prussien. « Vraiment ! dit avec une naïveté délicieuse « M. de Broglie, il y a si longtemps que je n'ai « parlé à M. de Werther? Eh mon Dieu ! c'est que « je n'avais rien à lui dire; nous n'avons pas d'af- « faire avec la Prusse en ce moment. » Et M. de Werther fut réduit à écrire à sa cour que M. le président du conseil ne lui disait rien par la mauvaise raison qu'il n'avait rien à lui dire.

Le cabinet du 11 octobre fut dissous par le vote de la chambre des députés sur la conversion des rentes; M. de Broglie rentra dans la vie privée, et chacun sait qu'il a refusé la présidence du ministère du 1er mars. Les dernières volontés d'une mourante ne sont, dit-on, pas étrangères à ce refus; et ceci me conduit à terminer cette notice par quelques mots sur Mme la duchesse de Broglie.

Il n'y a eu qu'une voix sur la fille de Mme de Staël; c'était un ange de bonté et de grâce, c'était, de plus, une femme supérieure dans toute l'acception du mot. Née, comme son mari, avec un sentiment du devoir poussé jusqu'à l'austérité du stoïcisme, elle tempérait cette sévérité native de tout le charme d'une simplicité bienveillante unie à la plus noble élégance de manières et de langage. Un dernier fait assez peu connu achèvera de la peindre, en même temps qu'il complètera le portrait de M. de Broglie.

Mme de Broglie était née et elle est morte dans la religion protestante; M. de Broglie est catholique, non-seulement de nom, mais de croyance sincère et de pratique zélée. Pendant vingt ans qu'a duré leur union, cette ferveur en sens divers s'est accrue constamment en même temps que leur affection; or, il y a dans cette tolérance de toutes les heures entre deux âmes également rigides, animées d'une foi différente au sein d'une intimité conjugale toujours croissante, je ne sais quoi d'étrange et de touchant, qui se sent beaucoup mieux qu'on ne pourrait l'exprimer. L'éloge de M. de Sacy, prononcé dernièrement par M. de Broglie à la chambre des pairs, renferme un passage très frappant sous ce rapport, c'est celui où il est question des efforts de Leibnitz et de Bossuet pour réunir les deux religions dans une même communion. M. de Broglie appuie sur ce sujet avec une sorte d'insistance pieuse, à travers laquelle perce un tendre et triste souvenir.

De tous ces faits publics et privés, il résulte, ce me semble, que M. de Broglie est un des plus beaux caractères de notre époque; si je ne craignais de médire de notre époque, je dirais que c'est peut-être justement pour cela qu'il n'est pas le premier de nos hommes d'État.

M. Victor Hugo.

Ce siècle avait deux ans ; Rome remplaçait Sparte,
Déjà Napoléon perçait sous Bonaparte.
. . . .
Alors dans Besançon, vieille ville espagnole;
Jeté comme la graine au gré de l'air qui vole;
Naquit d'un sang breton et lorrain à la fois
Un enfant sans couleur, sans regard et sans voix;
Cet enfant que la vie effaçait de son livre
Et qui n'avait pas même un lendemain à vivre,
C'est moi.

VICTOR HUGO, FEUILLES D'AUTOMNE.

Tous les genres sont bons, hors le genre ennuyeux.

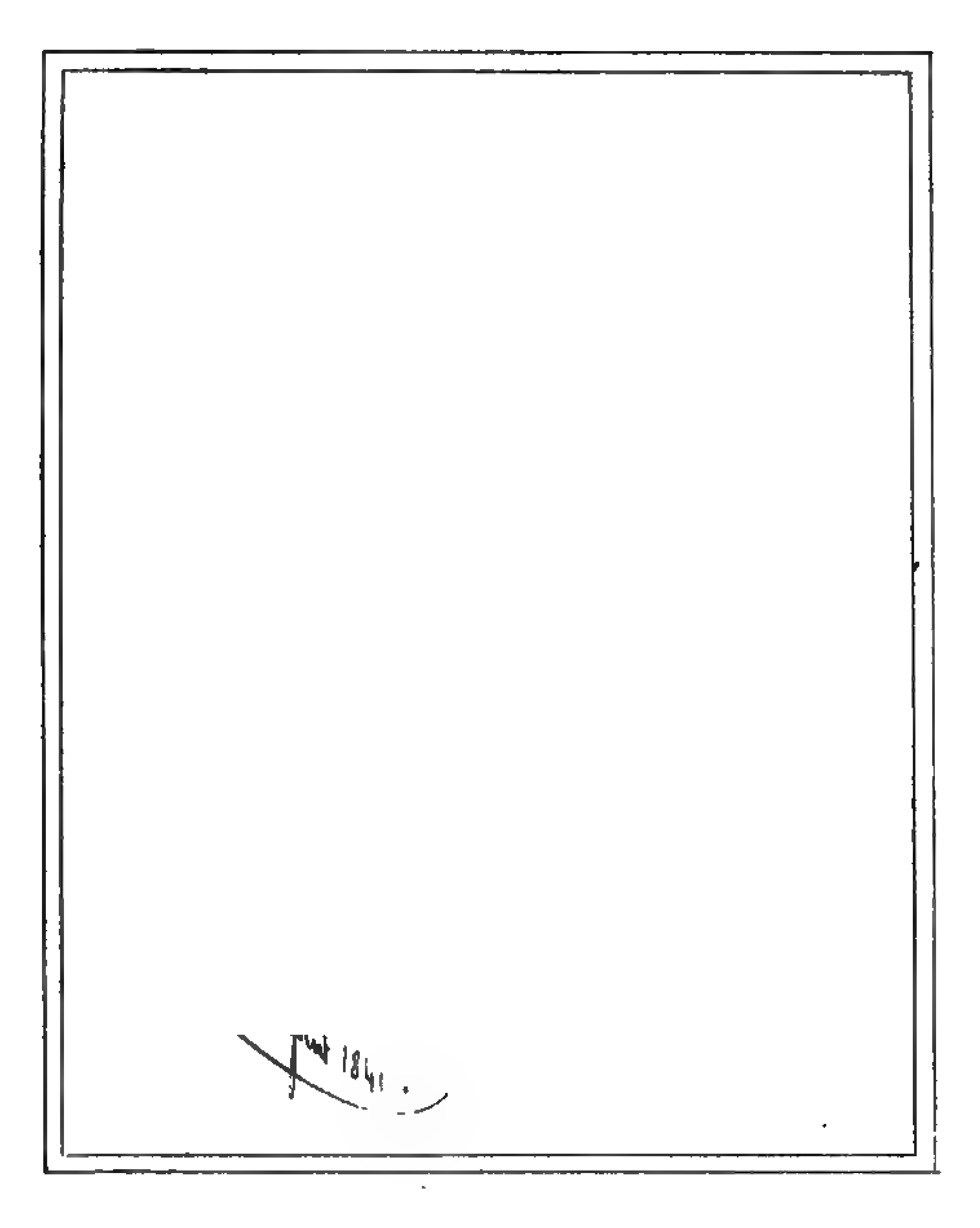
BOILEAU, ART POÉTIQUE.

Comme le monde politique, le monde littéraire ou poétique a ses inévitables transformations. Les mêmes causes qui changent la face d'une société ne peuvent pas ne pas changer la face de sa littérature, et c'est en ce sens que l'axiome de M. de Bonald, très contestable à notre avis, si l'on en fait découler une simultanéité de révolution qui n'existe presque jamais, devient parfaitement vrai du moment où il implique seulement une relation nécessaire de cause à effet, de principe à conséquence. Non, il n'est pas rigoureusement exact de dire que la littérature d'une société est toujours l'expression de cette société; voyez plutôt la littérature compassée, guindée et pomponnée de l'école encyclopédique traverser la grande et orageuse période de la Constituante au consulat, et se perpétuer même, sauf quelques rares exceptions, jusque dans les derniers temps de l'empire. Tant que dure l'œuvre négative de la destruction, la poésie, qui vit d'affirmation, reste à l'état de chrysalide; quand tout est consommé, quand les ruines gisent amoncelées sur le sol, et que la truelle va remplacer la hache ou le sabre, alors la poésie brise sa coque et sort plus ou moins belle, si l'on veut, mais renouvelée, mais transformée, mais *autre*.

Prenez toutes les grandes figures poétiques depuis Homère jusqu'à Châteaubriand, vous les verrez presque toujours surgir après une secousse, et chaque révolution sociale enfantera une révolution littéraire.

Se mutiner contre des faits de cette nature, faits absolus, nécessaires, éternels, jeter la pierre à toute gloire nouvelle au nom des gloires anciennes, serait puéril; tracer autour de l'esprit humain le cercle inflexible de Popilius, prendre tel ou tel siècle dans le passé, le planter devant l'avenir en guise de colonnes d'Hercule, et dire à cet avenir : Tu n'iras pas plus loin, ce serait vouloir recommencer le miracle de Josué.

Si, en l'an de grâce 1840, il se trouvait un jeune homme obscur ayant nom Jean Racine, qui s'en vînt timidement, en habits râpés, se présenter devant le comité de lecture du Théâtre-Français, apportant sous son bras une tragédie intitulée *Bérénice* ou *Britannicus*, il est, ce nous semble, permis de croire, sans encourir la pendaison, que le comité de lecture refuserait la pièce, et que si par aventure il l'acceptait, elle n'aurait tout au plus qu'un succès d'estime. Quelques esprits d'élite admireraient sans doute une versification incomparable, de beaux élans de haine ou d'amour, une connaissance profonde des mystères du cœur hu-



main; mais la foule, qui voit avec les yeux et juge avec l'esprit de son temps, la foule resterait impassible et froide en présence d'un agencement dramatique et d'un développement de passion étrangers à ses instincts, à ses idées, à ses mœurs.

A ceux qui, pour renverser d'un mot notre hypothèse, nous objecteraient le prodigieux succès de mademoiselle Rachel, notre réponse serait fort simple : Il ne s'agit plus ici d'une gloire à faire, mais d'une gloire justement consacrée par deux siècles; et d'ailleurs n'est-il pas visible que si pour quelques-uns la tragédie du grand siècle offre un double attrait d'émotion et d'étude, pour le vulgaire, il n'y a guère là d'autre prodige qu'une tragédienne de dix-sept ans? Cela est si vrai, que déjà la foule, qui s'était battu les flancs pour admirer de toutes ses forces, commence à se fatiguer de tourner toujours dans le même cercle de sensations factices et prévues; que ceux-là mêmes qui ont le plus contribué à produire la réaction demandent à grands cris, dans l'intérêt de l'actrice, un rôle nouveau, et pour le public une pâture nouvelle; qu'en un mot, pour nous servir de l'expression d'un spirituel aristarque enthousiaste de Racine, la masse des *honnêtes ignorants*, des *naïfs ennuyés* lève les yeux vers la critique, en lui demandant, comme cet écolier à son précepteur : « Mon maître, est-ce que je m'amuse? »

Que si maintenant on nous prenait pour un de ces *iconoclastes* féroces qui, sans façon, *démolissent* Racine, nous protesterions de toutes nos forces : on ne démolit pas plus Racine qu'on ne le refait; l'auteur de *Phèdre* et d'*Athalie* restera toujours pour nous un de ces types éternels du beau humain qui brillent de loin en loin au front des siècles; mais à côté de ce beau, qui est de tous les temps et de tous les lieux, il est, dans l'art, un autre genre de beau, relatif, muable, transitoire, et susceptible de radicale transformation comme l'époque dont il est le reflet; ce beau de second ordre qui gît bien plutôt dans la forme que dans le fond, Racine le possédait en plein au XVIIe siècle; il l'a perdu aujourd'hui. Pourquoi? Dites-moi pourquoi la France de 1830 ne ressemble plus à la France de Louis XIV.

Le but de ces réflexions préliminaires, déjà trop longues, serait-il, par hasard, d'établir que notre époque a trouvé l'expression de sa pensée dramatique portée à sa plus haute, à sa plus complète puissance dans la personne de M. Hugo; qu'aujourd'hui le beau, c'est le laid, et qu'après *Hernani* ou *Marion Delorme* il n'y a plus qu'à tirer l'échelle? Dieu nous garde d'une thèse semblable! Le côté dramatique ne nous a jamais paru le beau côté de M. Hugo; seulement, pour esquisser avec plus de liberté le tableau d'une carrière orageuse de novateur, nous avons voulu nous débarrasser à l'avance de ces mesquines querelles de mots, qui n'ont servi longtemps qu'à embrouiller les questions au lieu de les éclaircir. Maintenant, du reste, ces dénominations arbitraires et absolues de *classique* et de *romantique* sont tombées en grand discrédit; maintenant, et c'est tant mieux, on s'en réfère assez généralement, pour la distinction des genres, au principe de ce pauvre vieux Boileau, qui avait bien aussi son mérite. En dégageant le *genre ennuyeux* de son acception étroite et vulgaire; en admettant que l'*ennuyeux*, dans l'art, ce n'est pas seulement ce qui est monotone, ou fade ou glacial, mais encore ce qui est ampoulé, ce qui est illogique, ce qui est faux, ce qui est en contradiction avec les mouvements de l'âme, les passions du cœur et les plus impérieux instincts de la nature humaine; chacun se trouve dès-lors fort à l'aise pour faire à M. Hugo une large part en raison de ses impressions individuelles, sans prévention d'aucune sorte, et il est permis d'admirer profondément *Notre-Dame de Paris* et les *Feuilles d'Automne* sans être *romantique*, et de siffler *Ruy-Blas* sans être *classique*.

Victor-Marie Hugo est né à Besançon le 26 février 1802. Son père, Sigismond Hugo, alors colonel, était un des premiers volontaires de la république; sa mère, fille d'un armateur de Nantes, Vendéenne de naissance et de cœur, en fuite à quinze ans à travers le Bocage, avait été, ainsi qu'il le dit lui-même, une *brigande* comme madame de Bonchamp et madame de Larochequelein. Cette double origine, en élargissant le cercle des sympathies du poète, a grossi d'autant la source de ses inspirations; son cœur a successivement battu pour les grandes choses du passé et les grandes pensées de l'avenir.

A l'empereur tombé dressant dans l'ombre un temple,
Aimant la liberté pour ses fruits, pour ses fleurs,
Le trône pour son droit, le roi pour ses malheurs,
Fidèle enfin au sang qu'ont versé dans ma veine
Mon père vieux soldat, ma mère Vendéenne.

Né presque sous la tente, aux jours les plus brillants de l'empire, M. Victor Hugo eut une de ces enfances nomades, aventureuses et fécondes en

émotions de tous genres qui expliquent la singulière précocité lyrique de son *âme de cristal*. En véritable enfant de troupe, il suivait du Nord au Midi les pas de géant de Napoléon. J'ai, dit-il, *parcouru l'Europe avant la vie;* et en effet, à cinq ans il avait déjà passé de Besançon à l'île d'Elbe, de l'île d'Elbe à Paris, de Paris à Rome, avait traversé l'Italie, séjourné à Naples, réjoui ses yeux de *l'aspect de ces bords embaumés où le printemps s'arrête*, joué au pied du Vésuve, et tressailli peut-être aux coups d'escopette de *Fra-Diavolo*, le poétique brigand, que son père, nommé gouverneur de la province d'Avellino, poursuivait à travers les montagnes de la Calabre.

En 1809 le jeune Victor revint en France avec sa mère et ses deux frères, Abel et Eugène; alors seulement son éducation, déjà si fortement ébauchée par une vie d'aventures, se continua à l'aide des livres : deux ans de sérénité domestique et de jouissances paisibles s'écoulèrent pour lui dans ce vieux couvent des Feuillantines dont il a plus tard célébré le souvenir. L'enfant grandissait sous l'aile de sa mère, choyé, caressé, rose et joyeux comme tous les heureux enfants de ce monde; et pour que rien ne manquât à son bonheur, il eut à son premier pas dans la vie l'amour d'une toute petite et gracieuse fille qui devait un jour devenir sa femme; le couple de cinq ans s'en allait courant à travers les allées ombreuses et sablées du grand jardin, et puis, quand il était lassé de ses jeux, le jeune Victor se glissait mystérieusement dans un pavillon solitaire pour apprendre à lire dans Tacite sur les genoux d'un proscrit. Le général Lahorie, compromis dans le procès de Moreau, et poursuivi par la police impériale, avait demandé un asile à Mme Hugo; aussi généreuse qu'intrépide, la Vendéenne le garda deux ans dans sa maison caché à tous les yeux. Le général trouva une distraction aux ennuis de sa réclusion dans l'éducation du jeune Victor. Ce dernier reçut dès-lors le premier germe de ce royalisme qui devait éclater plus tard, et dont l'ardeur s'accrut encore lorsqu'en 1811, par une odieuse trahison, il vit son ami découvert dans sa retraite, arraché de ses bras, enseveli dans un cachot, et puis enfin fusillé dans la plaine de Grenelle en compagnie de Mallet.

Quelques mois après l'arrestation de Lahorie, le père de M. Hugo, alors général, et majordome du palais à Madrid, l'appela auprès de lui avec sa mère et ses frères. Sous ce ciel brûlant de l'Espagne, sur ce sol pittoresque, riche de souvenirs et bouleversé alors par la guerre, le jeune Victor recueillit des impressions ineffaçables. Peut-être dut-il en partie à ce séjour dans la Péninsule l'allure haute et fière de sa pensée, la tenue castillane de son vers, et l'exubérance toute méridionale de son imagination. Toujours est-il qu'à dix ans le démon de poésie s'emparait déjà de cette organisation impressionnable; à l'âge où l'on parle à peine en prose, il murmurait déjà de vagues et confuses mélodies.

Mes souvenirs germaient dans mon âme échauffée,
J'allais chantant des vers d'une voix étouffée,
Et ma mère, en secret, observant tous mes pas,
Pleurant et souriant, disait : C'est une fée
Qui lui parle et qu'on ne voit pas.

Après avoir passé un an au *séminaire des nobles* à Madrid, Victor revint aux Feuillantines sur la fin de 1812. C'est là que le trouva la première restauration, qu'il accueillit avec l'enthousiasme vendéen de sa mère.

Bientôt des dissentiments de vieille date, aigris par une opposition de croyances politiques, éclatèrent plus vifs que jamais entre Mme Hugo et le général; une séparation juridique s'ensuivit, et aux Cent-Jours le père du jeune Victor, usant de ses droits, l'enleva à sa mère ainsi que son frère Eugène (l'aîné, Abel, était déjà sous-lieutenant) pour les placer tous deux dans une institution préparatoire à l'École Polytechnique.

Là le jeune Victor, tout en étudiant avec succès, quoique à regret, les mathémathiques pour obéir aux intentions paternelles, se livrait de plus en plus à la poésie. En 1816, à quatorze ans, il avait déjà composé une tragédie d'après tous les préceptes d'Aristote; la tragédie s'appelait *Irtamène;* elle était destinée à célébrer sous une forme symbolique le retour de Louis XVIII, et la scène se passait en Égypte : ce travail n'a point vu le jour. Deux pièces seules nous sont restées de cette époque : la parabole du *riche et du pauvre* et la touchante élégie de la *Canadienne ;* elles ne déparent aucune des poésies postérieures de M. Hugo.

L'année suivante, en 1817, l'Académie proposa un prix pour un poème sur les *avantages de l'étude*. L'écolier se mit sur les rangs; sa pièce, jugée digne du prix, n'obtint pourtant qu'une mention honorable, par une circonstance assez singulière rapportée par quelques biographes [1]. La pièce se terminait par ces vers :

[1] Voir Sainte-Beuve, *Portraits littéraires*.

Moi qui, toujours fuyant les cités et les cours,
De trois lustres à peine ai vu finir le cours.

Or, le ton grave et sérieux du morceau annonçait au moins *cinq lustres;* la digne Académie s'offensa de ces prétendus *quinze ans* de l'auteur, comme d'une mystification irrespectueuse, et elle jugea à propos de l'en punir en le privant du prix. Vainement, le jeune Victor, averti par un ami, s'empressa de venir porter lui-même son extrait de naissance au rapporteur, M. Raynouard. Il était trop tard, la palme avait été adjugée.

Deux ans plus tard, en 1819, après avoir fini ses études et obtenu à grand'peine de son père la faveur de poursuivre sa vocation littéraire, M. Hugo envoya à l'*Académie des jeux floraux* à Toulouse deux odes: les *Vierges de Verdun* et le *Rétablissement de la statue de Henri IV*, qui furent toutes deux couronnées; l'année suivante, une nouvelle poésie, *Moïse exposé sur le Nil*, qui est peut-être encore aujourd'hui une des plus belles créations lyriques de M. Hugo, lui valut un troisième prix et le grade de *maître-ès-jeux floraux*.

Dès ce moment le poète de dix-huit ans commence à se révéler à la France étonnée de cette précocité inouie; de 1820 à 1822, M. Hugo traverse deux années remplies de travaux, de luttes, de peine, de bonheur, de gloire et d'éclat.

C'est ici du reste que commence à poindre l'époque littéraire la plus brillante de la restauration. Le pays est enfin sorti des fureurs de l'anarchie et du fracas des conquêtes. Partout renaît le goût du solide et du vrai; l'éducation à peine ébauchée sous l'empire se relève forte et sérieuse comme l'époque; l'intelligence des anciens est plus entière que jamais, le goût du moyen-âge qui commence à se manifester est loin encore de cette période d'engoûment et de monomanie qui le démonétisa plus tard; l'étude des langues étrangères se répand de plus en plus, l'esprit de propagande intellectuelle se renforce. De toute cette littérature impériale gonflée de mots et vide d'idées, espèce d'*arrière-faix* de l'encyclopédie qui s'en va se décomposant de jour en jour, deux gloires venues avant l'heure, deux messies poétiques, deux génies révolutionnaires sont seuls restés debout, René et Corinne. Ces deux génies sortis d'une génération antérieure précèdent encore, dirigent et illuminent la génération nouvelle. Des quatre coins de l'Europe des voix de poète s'appellent et se répondent comme des échos fraternels. C'est Goëthe, c'est Walter Scott, c'est Byron, c'est Manzoni. Casimir Delavigne a écrit les *Messéniennes*, un de ses plus beaux titres de gloire; Lamennais a publié le premier volume de l'*Essai;* Vigny prélude à son beau roman de *Cinq-Mars*, en donnant l'essor aux révélations de sa chaste muse; enfin Lamartine vient de faire entendre pour la première fois sa voix de cygne.

A ce cri mélodieux d'un inconnu, Victor Hugo répond par un cri sympathique; une noble rivalité l'enflamme, et son ardeur s'accroît dès-lors en proportion des difficultés qui l'entourent. Éprouvé par la douleur, car il a perdu sa mère; par la pauvreté, car un sentiment de dignité fière l'empêche de recourir à son père; par l'amour, car le jeune homme aime avec passion la compagne des jeux de son enfance, cette belle enfant des Feuillantines, qui l'aime aussi, et qu'on cherche à éloigner de lui parce qu'il est pauvre; en face de tous ces obstacles, le tribun futur de l'art dramatique se raidit, s'irrite et bouillonne; son âme s'épanche en poésie à jets vigoureux, irréguliers, mais brûlants comme une lave. Voici venir d'abord le premier volume des *Odes et Balades* publié en 1822, poésie semée de beaux vers de circonstance, empreints du plus haut enthousiasme religieux et royaliste; poésie parfaitement classique par la forme, mais déjà peu soucieuse des traditions antiques, presque exclusivement tournée vers les grandes choses féodales, retentissante du choc des boucliers et des armures, du vieux cri de guerre Montjoie Saint-Denis; poésie imprégnée d'un délicieux parfum de chevalerie et de foi, aimant à s'ébattre sur le préau des vieux castels, entourée de varlets, d'hommes d'armes, d'écuyers, de pages, de mélancoliques châtelaines et de hauts-barons bardés de fer.

En même temps, M. Hugo écrivait ses deux premiers romans, *Han d'Islande* et *Bug-Jargal*, qui ne parurent que quelques années plus tard. Ces deux produits bizarres et maladifs d'une imagination volcanisée offrent un mélange égal de monstruosité et de grâce. Le héros du premier est une espèce d'ogre, un Polyphème à deux yeux, qui habite un antre affreux en compagnie d'un ours moins farouche et moins mal léché que lui; les deux animaux mangent de la chair fraîche et boivent du sang humain.

Dans le roman de Bug-Jargal on retrouve un nain difforme, odieux et cruel, qui s'appelle Habibrah, et est en tous points le digne frère de Han

d'Islande; à côté de ces créations hideuses, le jeune romancier plaça de belles et idéales figures : Ethel, Ordener et Marie, que les yeux aiment à retrouver à travers ce cauchemar, et qui ressemblent à des vierges de Raphaël ou à des têtes d'enfant de Lawrence, encadrées dans une ronde satanique d'Holbein.

Déjà commençait à se révéler chez M. Hugo cette tendance à l'antithèse perpétuelle entre le bien et le mal, le difforme et le beau, ou pour mieux dire cette prédilection pour le *laid*, sur laquelle il a greffé plus tard tout un système dramatique.

Au dire d'un écrivain [1], cet étrange roman d'Han d'Islande, composé au plus fort de la passion du poète, n'était autre chose qu'un poème allégorique, un tendre message d'amour, destiné à tromper les argus, et à n'être intimement compris que d'une seule jeune fille. Ethel enfermée dans une tour, c'était la bien-aimée; Ordener, c'était M. Hugo lui-même, avec toute l'ardeur virginale et le dévoûment sans bornes d'un premier amour; l'odieux Han d'Islande, c'était l'obstacle en général : on voit que M. Hugo ne flatte pas beaucoup l'obstacle. Le dénoûment se fit longtemps attendre; enfin Ordener, à force de persévérance et de courage, vainquit l'ogre et délivra Ethel; c'est-à-dire que le poète arriva à celle qu'il aimait par le chemin difficile de la gloire, et qu'en 1822 la belle Mlle Foucher devint Mme Hugo.

Dans l'intervalle le jeune homme s'était fait dans le monde une place brillante ; le parti royaliste lui avait tendu les bras; M. de Châteaubriand, dans une note du *Conservateur*, l'avait décoré du nom *d'enfant sublime;* il avait lui-même fondé et il rédigeait avec le concours de son frère et de quelques amis le *Conservateur littéraire;* il eût pu tourner ses vues vers la politique et se frayer une avantageuse carrière ; il préféra rester fidèle au culte de la poésie, et sa position pénible ne fut allégée que par une pension du roi aussi noblement accordée que noblement obtenue; un de ses anciens amis d'enfance, le jeune Delon, condamné à mort à la suite de la conspiration de Saumur, était en fuite; M. Hugo écrit à sa mère et lui offre pour son fils un asile dans son modeste réduit, en ajoutant : « Je « suis trop royaliste pour qu'on s'avise de venir le « chercher dans ma chambre. » La lettre est décachetée à la poste et mise sous les yeux de Louis XVIII qui punit le dévoûment de l'ami en lui accordant la première pension vacante.

[1] M. Sainte-Beuve, *Portraits Littéraires.*

Cependant, à mesure que M. Hugo se trouvait de plus en plus en contact avec les hommes et les choses, ses convictions subissaient d'irrésistibles modifications; la ferveur de son royalisme se ralentissait peu à peu, et ses inspirations de poète éprouvaient une transformation analogue; la forme classique cédait du terrain à l'esprit novateur qui envahissait. Entre le 1er et le 3me volume des *Odes et Ballades*, publiés à quatre ans de distance; entre le *Rétablissement de la statue de Henri IV* et la *Fête de Néron,* il y a déjà dans l'âme du royaliste toute une transformation politique, et dans les productions du poète une progression de plus en plus marquée vers l'hérésie littéraire.

Ce ne fut qu'un an plus tard, en décembre 1827, que M. Victor Hugo se décida à déclarer formellement la guerre à Aristote et à Racine, en publiant son drame de *Cromwell* et la longue préface qui le précédait. Dans cette préface, qui est à elle seule toute une poétique, M. Hugo rompait définitivement avec le passé, et se constituait le messie d'une doctrine nouvelle : il divisait l'humanité en trois époques, les temps primitifs, les temps antiques, les temps modernes, et la poésie en trois âges, correspondant chacun à une époque de l'humanité, l'ode, l'épopée et le drame; cette triple poésie il la faisait découler de trois grandes sources : la Bible, Homère, Shakespeare. L'expression de l'époque moderne c'était le drame, et le drame c'était Shakespeare. Corneille, Racine et Voltaire ne comptaient pas; il les expulsait cavalièrement du domaine de l'art dramatique « Le caractère du drame, « disait M. Hugo, est le réel; le réel résulte de la « combinaison toute naturelle de deux types, le « sublime et le grotesque, qui se croisent dans le « drame comme ils se croisent dans la vie et dans « la création. Tout ce qui est dans la nature est dans « l'art. »

A l'appui de son système, M. Hugo donnait *Cromwell;* ce drame que l'auteur reconnaissait trop long pour être joué, il déclarait cependant l'avoir composé dans son entier pour la scène; nous ne savons ce qui serait advenu de *Cromwell* au théâtre; mais en laissant de côté, pour le moment, les dogmes très controversables de M. Hugo, sur lesquels nous reviendrons, nous dirons que la lecture de *Cromwell* ne nous a jamais ému ni récréé. Sur le thême le plus mesquin, l'auteur a brodé cinq actes interminables; le côté imposant et terrible de la figure du Protecteur est à peine esquissé; le portrait tracé par M. Hugo ressemble à une charge de

Dantan, moins la ressemblance; *lady Francis*, cette gracieuse création, ne fait que passer; les quatre fous sont souverainement insipides. Le *puritain Carr* ne vaut pas le *Balfour* de Walter Scott; le *cavalier Rochester* est plus vrai; *Milton* est jeté là comme un hors-d'œuvre; la combinaison dramatique est presque nulle, et les personnages principaux sont perdus au milieu d'une légion de comparses qui obstruent la scène et fatiguent l'attention du lecteur: en vérité, si M. Hugo n'avait jeté dans *Cromwell* quelques-uns de ces beaux mouvements lyriques dont il a seul le secret, nous mettrions ce drame bien au-dessous des *Scènes historiques* de M. Ludovic Vitet, si remarquables de fidélité historique.

Après ce premier essai dramatique, M. Hugo revint à la poésie lyrique, et publia *les Orientales* en décembre 1828. Dans ce livre, accueilli avec enthousiasme, M. Hugo atteignit les dernières limites de la poésie purement artistique, du beau dans la forme. Jamais la langue française n'était arrivée à ce point de ductilité et de souplesse; jamais poème ne fut plus merveilleux par l'harmonie, la délicatesse, la limpidité du rhythme, la richesse du coloris et l'abondance des images. Du reste, si vous cherchez dans *les Orientales* une pensée, il n'y en a pas l'ombre; voilà pourquoi nous aimons mieux *les Feuilles d'Automne*.

En janvier 1829, M. Hugo publia *les Derniers jours d'un condamné*, ce livre si beau de vérité cruelle, où il analyse minute par minute toutes les tortures d'un homme qu'attend l'échafaud. Il y a des pages qu'on dirait écrites avec la plume de fer du Dante. Cet *agenda funèbre* eut un succès prodigieux.

Quelques mois après, le Théâtre-Français ouvrit enfin ses portes à M. Hugo; *Hernani* fut joué pour la première fois le 26 février 1830, le jour même de la naissance du poète; les deux écoles dramatiques étaient à cette époque dans le paroxisme de l'exaltation. L'école classique défendait avec un ridicule acharnement l'entrée du sanctuaire contre l'invasion des Barbares: en désespoir de cause, elle eût presque invoqué à son aide la logique des baïonnettes; aux doléances de l'Académie portées jusqu'au pied du trône, Charles X avait répondu avec tout l'esprit du comte d'Artois : *En fait d'art, je n'ai d'autre droit que ma place au parterre*. Déjà Shakespeare, le vandale Shakespeare sous la conduite de M. de Vigny s'était introduit au cœur de la place en franchissant les murs, et paradait aux yeux étonnés du public dans toute la nudité africaine d'*Othello*.

Hernani arriva bientôt à sa suite, enseignes déployées, au milieu des clameurs du triomphe; tout Paris s'était donné rendez-vous au Théâtre-Français; la première représentation fut des plus orageuses. Il y eut des applaudissements frénétiques, de furieux coups de sifflet et des scènes de pugilat en guise d'intermèdes pendant l'entr'acte. En somme les admirateurs l'emportèrent; ce pauvre Racine, qui n'en pouvait mais, fut rudement maltraité en effigie, et l'ovation de M. Hugo fut complète. Aujourd'hui que ces temps d'ardeur révolutionnaire ne sont plus, *Hernani* reste encore à notre sens le meilleur drame de M. Hugo; non pas que l'action soit merveilleusement disposée et développée, non pas que les longueurs, les invraisemblances soient rares, et que l'histoire n'ait pas à se plaindre par-ci par-là de plus d'un croc-en-jambe ; mais c'est que l'ensemble de l'œuvre présente un caractère d'animation, de fierté et de grandeur qui révèle l'Espagne; c'est que le monologue de Charles-Quint sur la tombe de Charlemagne est sublime; c'est que dona Sol est belle d'une idéale beauté; c'est que la figure du vieillard est admirable ; c'est qu'Hernani serait bien attrayant s'il était un peu moins ampoulé; c'est que M. Hugo ne s'est pas encore complètement voué au culte du *laid* physique et moral; c'est qu'il y a, en un mot, dans cet entassement de plusieurs drames en un seul, dans ce conflit impétueux et varié d'incidents et de passions, un charme entraînant qui délasse de la symétrie savante mais froide et méticuleuse des tragédies aristotéliques.

Le drame de *Marion Delorme*, composé avant *Hernani*, interdit par la censure de la restauration, fut joué quelques temps après la révolution de juillet. Là encore M. Hugo est parfois magnifique de chaleur et de passion; et pourtant, dépouillé du prestige de la scène, privé de l'appui du décorateur et du machiniste, le livre nous intéresse médiocrement. Didier est une espèce d'Antony mélancolique et ténébreux, aussi anti-historique, dans son genre, que le Mahomet philosophe de Voltaire, ou l'Achille dameret de Racine; Marion Delorme a de beaux élans; malheureusement le poète a jugé à propos de baptiser ce personnage d'un nom auquel il est bien difficile de rattacher une pensée de dignité, de noblesse et d'amour. Richelieu, ce Tarquin de l'aristocratie féodale, n'est plus qu'un tigre à calotte rouge qui tue pour le plaisir de tuer; le

caractère indécis, timide et ennuyé de Louis XIII est bien tracé; le fou l'Angely est au moins inutile.

Cependant les admirateurs de M. Hugo commençaient à s'effrayer de ses procédés cavaliers avec l'histoire. Au milieu des cris d'enthousiasme des disciples et des absurdes invectives des détracteurs, la critique amie glissait de timides admonitions; M. Hugo répondit à la critique en s'enfonçant plus avant dans sa voie. En janvier 1832, il donna au Théâtre-Français son drame du *Roi s'amuse*, assez mal accueilli du public et qui n'eut qu'une seule représentation. Dès le lendemain le drame fut interdit en vertu d'un arrêté ministériel, et livré à l'impression par M. Hugo quelques jours après. Nous aimions médiocrement *Marion Delorme,* nous aimons encore moins *le Roi s'amuse*. Malgré de beaux effets de scène, malgré la chasteté naïve et charmante de Blanche, malgré le caractère si tragique du dénoûment, nous n'aimons pas à voir l'auteur des *Odes et Ballades*, celui qui naguère chantait avec enthousiasme ce roi *sacré chevalier par Bayard,* s'en venir aujourd'hui, par je ne sais quel caprice d'un bizarre génie, porter une main profane sur cette noble figure, sacrifier cette tête, la plus poétique de notre histoire, à l'ignoble tête d'un fou de cour, la barbouiller de boue, de lie et de sang, et la souffleter à plaisir. Que le rival étourdi et aventureux de Charles-Quint ait de minces droits aux sympathies du publiciste et de l'homme d'État, cela se conçoit; que l'amant de la Féronnière n'ait pas toujours brillé par la délicatesse de ses amours, on ne saurait le nier; mais pour le poète, pour M. Hugo surtout qui pousse si loin la tolérance du *laid,* est-ce bien là tout François Ier? et l'illustre vainqueur de Marignan, et le sublime vaincu de Pavie, et le protecteur des lettres et des arts, et l'ami du Primatice, de Léonard de Vinci, de Cellini, et le frère en poésie, qu'en avez-vous fait, poète? Un habitué de bouges infects, un adorateur de sales courtisanes, un héros de taverne. Ne craignez-vous donc pas que d'autres ne viennent à leur tour s'abattre après vous sur cette proie royale? Et ils sont venus en effet; ils ont voulu dépasser le maître: de François Ier vous aviez fait un débauché vulgaire, ils en ont fait un débauché et un lâche; vous l'aviez mis aux genoux d'une fille de joie, ils l'ont jeté aux pieds d'un marchand, et le héros tremblait, suppliait, demandait grâce, et le marchand crachait au visage du héros, et la foule sifflait, parce qu'elle avait pu toucher de ses mains cette large cuirasse sous laquelle battait un cœur intrépide, cette cuirasse bosselée par les coups de pique des impériaux; parce qu'elle savait vaguement, mais elle savait qu'un homme avait combattu deux grands jours à Marignan, qu'à Pavie, presque seul contre une armée, cet homme s'était fait un rempart de cadavres, et qu'il n'avait remis son épée que quand son bras fut lassé de frapper; que cet homme, qui perdait tout fors l'honneur, c'était là le vrai François Ier, le François Ier de la postérité, et non pas ce malheureux histrion qu'elle voyait ramper devant ses yeux.

Pour peu que cette tendance à violer et à salir l'histoire aille se perfectionnant, il n'est pas impossible que d'ici à deux ou trois siècles quelque dramaturge bien inspiré n'offre à nos neveux Napoléon recevant humblement le fouet des mains d'Hudson-Lowe.

Depuis *le Roi s'amuse*, M. Hugo s'est jeté de plus en plus dans l'adoration du laid; *Lucrèce Borgia, Marie Tudor, Angelo,* et surtout *Ruy-Blas*, présentent toujours ce même mélange hétérogène d'inspirations souvent sublimes et de puériles monstruosités; à force de se passionner pour cette antithèse perpétuelle de deux éléments contraires, M. Hugo en est venu à faire des drames non-seulement baroques, non-seulement illogiques, mais *impossibles;* à nous donner des héros qui parlent comme des braves et agissent comme des lâches; des grands hommes qui se conduisent comme des niais; des furieux qui sont doux comme des moutons; des courtisanes candides comme des vierges; des reines faciles et vulgaires comme des grisettes; des avalanches de catastrophes sorties d'une clef, d'une fleur ou d'un chiffon de dentelle; des tirades moitié grandioses, moitié ridicules; des vers souverainement beaux d'un côté de l'hémistiche et souverainement laids de l'autre côté : de telle façon que le spectateur, soumis ainsi coup sur coup et en même temps à deux impressions diamétralement contraires et d'une égale intensité, se trouve moralement dans la position d'un homme qui aurait la moitié du corps plongée dans l'eau brûlante et l'autre moitié dans l'eau glacée.

Nous ne sommes point entiché des unités en général, tant s'en faut; mais il nous semble qu'une certaine unité fondamentale est indispensable dans l'art, comme en toute chose. La nature humaine peut être, et est en effet, inconséquente, mais elle n'est pas incohérente; deux sentiments opposés ne sauraient exister dans le même moment dans le même cœur; on ne peut pas pleurer d'un œil et

rire de l'autre.—Voilà pourquoi le mélange *égal*, ou plutôt l'antagonisme *permanent* du comique et du tragique, nous paraît contraire à la nature et à la vérité; voilà pourquoi nous n'aimons pas les drames de M. Hugo.

Dans *Notre-Dame de Paris*, qui est en plusieurs points un chef-d'œuvre, ce fatal système se retrouve encore tout entier; le poète est si entièrement possédé par cette pensée, qu'il consacre son dernier coup de crayon à nous peindre Esméralda, le type le plus pur de la beauté, accouplée par la mort dans le charnier de Montfaucon à Quasimodo, la suprême laideur, et le lecteur ferme le livre sur une impression d'horreur et de dégoût; mais ici, le cadre du roman étant bien plus large que celui du drame, l'obsession de l'antithèse est moins constante : de la multiplicité même des chapitres résulte pour chacun d'eux une sorte d'unité spéciale, qui supplée, jusqu'à un certain point, à l'absence d'unité générale; et puis, il y a dans ce livre tant d'énergie et de grâce de style, tant de science, tant de passion, tant de puissance, tant de génie, que le lecteur, remué dans les plus intimes profondeurs de son âme, n'a pas le temps de se rendre compte de la variété infinie de ses sensations; il est pris comme d'un vertige, et subit lui aussi l'ascendant de ce pouvoir mystérieux que M. Hugo a appelé *nécessité*, et qui n'est autre chose que la baguette à l'aide de laquelle ce puissant magicien fait mouvoir à son gré toutes les pièces de son formidable poème.

Que dire maintenant des *Feuilles d'Automne*, de cette riche floraison poétique de l'âge mûr, que renfermaient en germe les chants de l'*enfant sublime?* Là tout est grand, tout est complet, tout est harmonieux, tout est beau de cette beauté de Platon, *splendeur du vrai;* le rhythme délicieux des *Orientales* reparaît embelli de tout le charme d'une pensée tour à tour rêveuse par le souvenir, épanouie par l'espérance, allanguie par le doute et ranimée par la foi. Qui n'a lu et relu en pleurant la *Prière pour tous*, ce petit poème de trois cents vers qui vivra plus longtemps que la langue française, et pour lequel nous donnerions tous les drames de M. Hugo! Dans les *Chants du crépuscule* et dans les *Voix intérieures*, publiés plus tard, le poète sort parfois du cercle des joies et des douleurs intimes; son regard parcourt le monde extérieur et sa voix se fait éclatante pour résumer ces mille voix, ces mille cris, ces mille douleurs d'une société qui a perdu sa route, qui tâtonne, qui souffre, pleure et se lamente dans la nuit; et puis quand le poète s'est fatigué à appeler Dieu sur la montagne, il retourne à son foyer, chante les grâces des enfants, le bonheur du père et de l'époux, le doux regard, la pureté, la tendresse de la mère et de l'épouse,

Cette fleur de beauté que la bonté parfume.

Parallèlement à sa vie active, agitée et militante de novateur, le poète s'est fait une vie intime, pleine de sérénité et de charme. Au fond du quartier le plus retiré de Paris, à l'un des angles de cette Place Royale, vivant souvenir des premiers jours du grand siècle, il habite une somptueuse demeure, meublée avec le luxe d'un grand seigneur et la fantaisie d'un artiste.

C'est là, au sein d'un intérieur paisible et pur, auprès d'une gracieuse femme, au milieu de quatre visages d'enfant frais, riants et rosés, que M. Hugo, comme pour réaliser dans sa pensée son système d'antithèse dramatique, est parvenu à évoquer toutes ces apparitions sataniques, tous ces meurtres, tous ces adultères, tous ces incestes, toutes ces horreurs que vous savez. Mais c'est là aussi qu'il a enfanté cette délicieuse création d'Esméralda, la sœur cadette de Mignon et de Fénella, plus admirable peut-être que ses aînées; c'est là qu'il a ressuscité le vieux Paris dans toute sa rude énergie; c'est là qu'il a écrit toute cette belle poésie lyrique qui placera si haut son nom dans l'histoire littéraire du siècle. C'est là aussi, dit-on, qu'il se montre tour-à-tour patron bienveillant des gloires en herbe, spirituel causeur, archéologue érudit et passionné, homme de sens et de jugement, s'occupant très bien au besoin des choses prosaïques de la terre, et menant de front les devoirs du père et les inspirations du poète.

C'est dans ce sanctuaire enfin que M. Hugo se console sans doute en ce moment d'un de ces affreux malheurs qui faisaient le désespoir de Piron. L'auteur de *Notre-Dame de Paris* et des *Feuilles d'Automne*, escorté par M. de Châteaubriand et M. de Lamartine, ses deux frères en poésie, vient de se présenter encore une fois devant l'Académie française, qui lui a obstinément refusé sa porte pour l'ouvrir à un disciple d'Esculape. Et voilà la presse entière qui jette feu et flamme contre l'Académie, comme s'il n'était pas tout naturel que ce respectable corps, exposé aux infirmités de l'âge, ait jugé, dans sa sagesse, qu'un illustre poète de plus était pour lui une acquisition beaucoup moins urgente qu'un médecin. Quant à nous, nous ne pouvons, en conscience, blâmer l'Académie.

M. le comte Molé.

Molé, ce beau nom de la magistrature, caractère appelé probablement à jouer un rôle dans les ministères futurs.

NAPOLÉON.—MÉMORIAL DE SAINTE-HÉLÈNE.

A côté de l'avantage d'innover, il y a le danger de détruire.

MOLÉ.

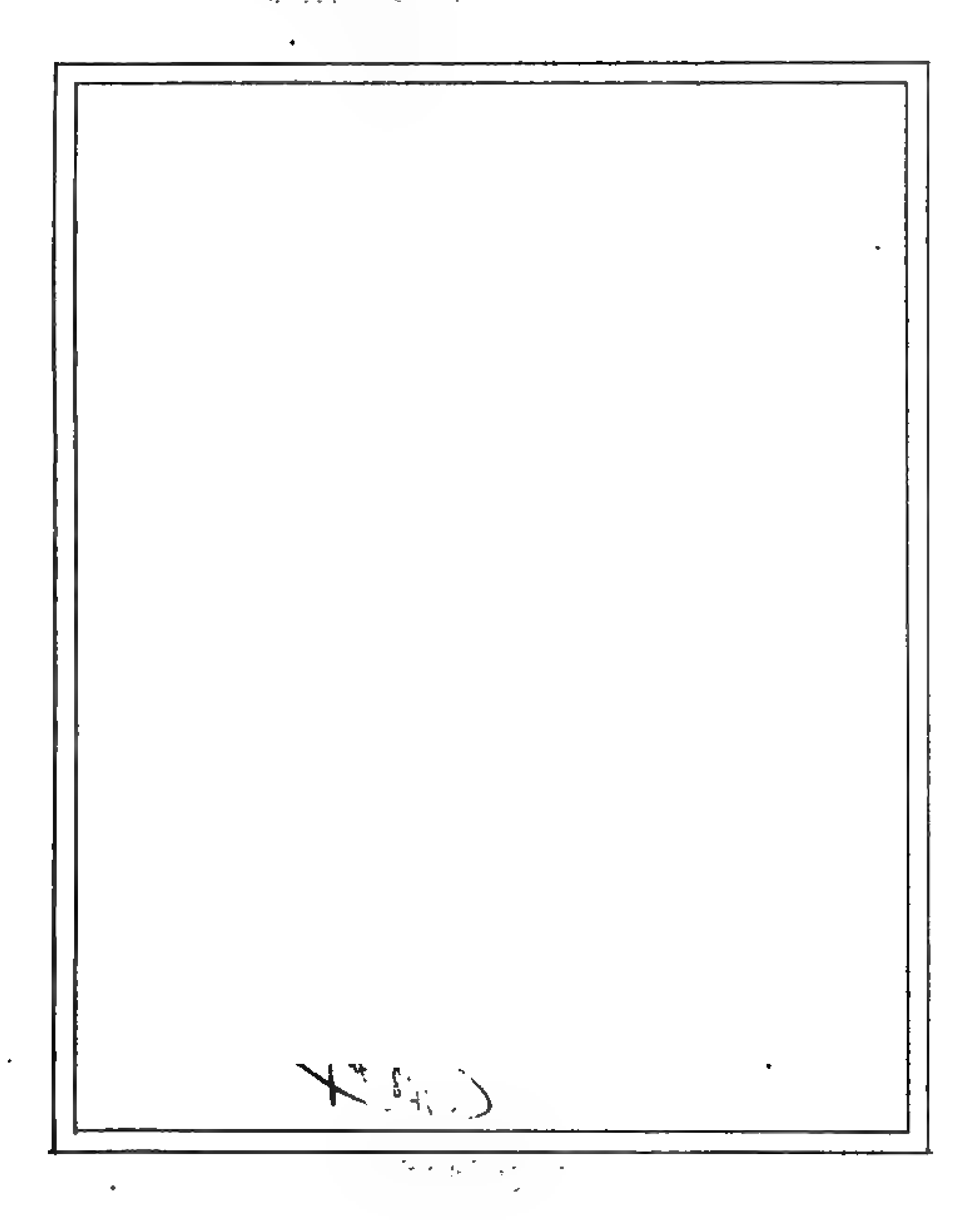
En matière de dogme politique comme en matière de foi religieuse, on peut diviser les hommes en trois classes; il y a les croyants sincères et désintéressés dont le nombre est fort restreint, il y a les indifférents dont le nombre est grand, puis enfin il y a les faux-dévots dont le nombre est immense. Quant aux athées, bien qu'ils existent en politique, ils ne s'avouent pas et se rangent nécessairement dans la deuxième ou la troisième catégorie.

Je n'ai rien à dire ici des dogmatistes sincères; quel que soit le dogme qu'ils professent, leurs croyances sont respectables par la seule raison que se sont des croyances. Pour ceux qui, dans tel ou tel intérêt mesquin, se font les apôtres fougueux d'une religion qu'ils n'ont pas dans le cœur, ceux-là, je n'ai pas à en parler non plus, d'autant qu'il s'agit dans cette notice d'un homme enneminé du dogmatisme et des systèmes, d'un homme dont tout le symbole politique peut se réduire à peu près à ceci : « Ce qui est a suffisante raison d'être, puisque cela est, et le gouvernement qui dure le plus est le meilleur des gouvernements. »

M. le comte Molé est le représentant le plus rationel, le plus modéré, le plus élevé de cette association d'hommes politiques dont M. de Talleyrand a été longtemps le chef le plus habile et le plus audacieux. Ne vous pressez pas trop, vous qui croyez, ou feignez de croire, ne vous pressez pas trop de jeter la pierre à ces hommes qui ont tour à tour servi tous les gouvernements parce qu'ils étaient des gouvernements. N'oubliez pas que ce ne sont pas eux qui ont fait les situations, mais bien les situations qui les ont faits. M. Royer-Collard a dit à ce sujet une parole profondément triste, mais profondément vraie. « Il y a, s'écriait un jour le « vieux doctrinaire à la tribune[1], il y a une grande « école d'immoralité ouverte depuis cinquante ans, « dont les enseignements, bien plus puissants que « les journaux, retentissent aujourd'hui dans le « monde entier. Cette école, ce sont les *événements* « qui se sont accomplis presque sans relâche sous « nos yeux. Repassez-les : le 6 octobre, le 10 août, « le 21 janvier, le 31 mai, le 18 fructidor, le « 18 brumaire; je m'arrête là. Que voyons-nous « dans cette suite de révolutions? La victoire de « la force sur l'ordre établi, quel qu'il fût, et à « l'appui, des doctrines pour la légitimer; nous « avons obéi aux dominations imposées par la « force, nous avons reçu, célébré tour à tour les « doctrines contraires qui les mettaient en honneur. »

Ce tableau est sombre, mais il est vrai; si une révolution implique toujours un progrès dans la marche de l'humanité, les mille convulsions qui la suivent ont cela de fâcheux, qu'elles dénaturent le sentiment du juste et de l'injuste et rendent de plus en plus confuse la notion du droit en politique. Pendant plusieurs siècles, la France, une fois sortie de l'oligarchie féodale, a vécu, souffert, combattu, vaincu, au nom d'un principe clairement énoncé

[1] Séance du 25 août 1835.



et unanimement accepté. A l'époque où le roi ne mourait jamais chez nous, le roi c'était l'État; le roi, qu'il fût à Bourges, à Orléans ou à Paris, qu'il fût captif sur la terre étrangère, comme saint Louis, Jean II, ou François Ier, le roi c'était le droit. Quiconque attaquait le roi, attaquait l'État, attaquait le droit, et son nom passait à la postérité entaché de félonie, qu'il s'appelât Marcel, prévôt des marchands, le connétable de Bourbon ou Biron. En ce temps-là, on assassinait les rois, mais on ne les jugeait pas, on ne les déposait pas, on ne les niait pas. Ce dogme de la légitimité, après avoir glorieusement fait son temps, est mort par l'échafaud avec Louis XVI; vainement depuis on a essayé de le galvaniser, l'expérience a prouvé qu'il était bien mort. Mais comme les nations ne sauraient se passer longtemps de foi politique, un dogme nouveau n'a pas tardé à s'établir sur les ruines du premier. Le jour où la royauté a été dépouillée de ce caractère sacré qui la faisait découler de Dieu et d'elle-même, la souveraineté a dû passer aux mains du peuple, et c'est ici qu'a commencé la confusion. Le peuple étant un être collectif composé d'individualités dont une grande partie est incapable de concevoir en politique une volonté propre et motivée, les ambitions et les interprétations individuelles ont surgi de toutes parts; chacun a fait parler le peuple à sa guise, et durant une orageuse période, au moment où ce même peuple se montrait grand de générosité et d'héroïsme sous les drapeaux, il se commettait en son nom les actes les plus contradictoires, les plus tyranniques, les plus stupides, les plus atroces qui se puissent imaginer; alors, la société n'était plus qu'une immense et sanglante arène où il fallait, suivant l'expression de Danton, *être guillotineur* ou *guillotiné;* alors, ce qui était hier une vertu devenait un crime, le triomphateur de la veille était le proscrit du lendemain; alors enfin, pour me servir d'un mot énergique de M. de Lamartine, le Panthéon servait de chemin à l'égoût.

Maintenant est-il bien étonnant qu'au milieu de ces victoires rapides et éphémères de la force, toutes légitimées à l'aide du dogme élastique de la souveraineté du peuple, il se soit trouvé des hommes tenant au passé par la naissance, mais assez intelligents pour comprendre que les siècles ne remontent pas vers leur source; des hommes ennemis par caractère du sang et de la violence, qui, ne trouvant dans tout ce qu'ils voyaient rien qui ressemblât à un principe, ont fait bon marché des principes en eux-mêmes pour ne s'attacher qu'à normaliser les faits en leur donnant les allures régulières et paisibles d'un droit. Pendant tout le cours de nos commotions politiques, partout où surgit une idée de stabilité et d'ordre, vous voyez ces hommes qui courent à elle et l'embrassent. Tant que cette idée reste dans des conditions logiques d'accroissement et de puissance, ces hommes lui appartiennent corps et âme; le jour où elle abuse d'elle-même, ils s'en éloignent peu à peu, et leur retraite est le premier signal de sa ruine. A qui faut-il s'en prendre? Il me semble que c'est à l'idée bien plus qu'aux hommes.

Sans doute il est fâcheux pour la morale d'un peuple qu'en l'absence d'une foi politique universellement acceptée, on se trouve obligé de le gouverner avec des intérêts bien plutôt qu'avec des principes; mais cet état transitoire d'indifférence ou de conflit en matière de dogme n'est après tout que le résultat de nos déchirements de cinquante ans; les révolutions grandissent les peuples, mais elles les usent à la longue, et malheur aux nations chez lesquelles ces périodes de surexcitation violente se reproduisent trop souvent!

Cela dit, je passe à l'historique de la vie de M. Molé.

En 1794, aux jours les plus sombres de la terreur, il y avait une noble et malheureuse famille qui se cachait dans une pauvre mansarde de la rue du Bac. Cette famille se composait d'une femme très âgée, de sa fille, de sa petite-fille et d'un enfant de quatorze ans. Cet enfant, avec cette précocité de raison que donne l'infortune, était devenu la providence de sa famille; c'était lui qui sortait mystérieusement à la tombée de la nuit, qui échappait, grâce à sa jeunesse, aux soupçons et aux poursuites, qui s'ingéniait en mille manières pour adoucir les rudes privations auxquelles les siens étaient en proie, et qui ne rentrait jamais sans leur apporter des secours, des consolations et des espérances.

Cet enfant précoce et pieux, c'était M. le comte Molé.

Né en 1780, Louis-Mathieu Molé avait d'abord émigré avec son père, le président Molé de Champlâtreux; rentrés imprudemment en France, tous deux furent bientôt découverts et incarcérés; le président porta sa tête sur l'échafaud, et son fils ne dut la vie qu'à son extrême jeunesse. En vain on fit à l'enfant d'horribles menaces pour le forcer à dévoiler le secret de l'asile de la marquise de

Lamoignon, sa grand'-mère, de sa mère et de sa sœur, le jeune Molé fut inébranlable; on le rendit à la liberté après une assez longue détention, et c'est alors qu'oubliant les splendeurs au milieu desquelles il était né, il débuta courageusement dans la vie avec la confiance qu'une âme généreuse puise dans l'accomplissement du plus saint des devoirs.

Bientôt cependant, il lui faut encore quitter la France; l'asile où se cachent ses parents n'est plus un asile sûr; le jeune Molé a été suivi; un de leurs anciens serviteurs, devenu une puissance révolutionnaire, leur donne avis des poursuites dirigées contre eux. Ils fuient; la marquise de Lamoignon, ne pouvant se résigner à l'exil, se réfugie à Vannes, où elle établit depuis une communauté dont Napoléon la nomma supérieure. Le jeune Molé passe en Suisse et de là en Angleterre avec sa mère, et après mille tribulations il rentre en France à la chute de Robespierre. Mme Molé va rejoindre la marquise de Lamoignon à Vannes; et, à quelque temps de là, nous retrouvons à Paris le dernier descendant des Molé, enseveli dans l'étude au fond de son grenier, se préparant à reconquérir par lui-même la brillante existence que la révolution lui avait enlevée, suivant librement les cours de l'École polytechnique, alors École centrale des travaux publics, et confondu au milieu de toute cette jeunesse avide de savoir, qui se pressait aux leçons de Lagrange, Laplace, Monge, Fourcroy et Berthollet.

Après l'établissement du consulat, le jeune Molé demanda une audience à Bonaparte pour réclamer la restitution de ses biens non vendus; la belle terre de Champlâtreux était dans ce cas, elle lui fut restituée.

Quelques années plus tard, en 1806, il parut un livre intitulé : ***Essais de Morale et de Politique***, auquel M. de Fontanes consacra, dans le ***Journal des Débats***, un article fort élogieux. L'empereur lut l'article, demanda le livre, le lut, et après l'avoir lu, se fit présenter l'auteur; c'était encore le jeune Molé. L'empereur le nomma sur-le-champ auditeur au conseil-d'État. Je n'ai que peu de chose à dire de ce livre si souvent reproché au ministre d'une monarchie constitutionnelle. Il est assez facilement écrit, les aperçus en sont plus brillants que solides, et c'est en somme une apologie complète du despotisme; ne vous effarouchez pas, bonnes âmes, reportez-vous aux temps, songez à cette lassitude générale, à cet épuisement qui suit les convulsions violentes. On était dégoûté de l'instabilité des pouvoirs publics, on sortait de l'anarchie, et à toutes les époques l'anarchie a été un acheminement à la tyrannie. Je ne saurais mieux excuser sinon justifier l'auteur des ***Essais de Morale et de Politique***, qu'en rappelant qu'à la même époque un jeune diacre, au fond de la Bretagne, écrivait son premier livre. Or, ce premier livre, de M. de Lamennais, n'est aussi autre chose que la glorification du despotisme.

Du moment où M. Molé fut entré au conseil-d'État, sa fortune marcha rapidement; Napoléon aimait passionnément les grands noms quand ils étaient bien portés. L'urbanité des formes, la sagacité de l'esprit, l'ardeur au travail, tout lui plaisait dans M. Molé. Il le fit successivement maître des requêtes, préfet de Dijon en 1807, conseiller-d'État en 1809, directeur-général des ponts-et-chaussées, comte de l'empire, commandeur de l'ordre de la Réunion. C'est en cette qualité de directeur des ponts-et-chaussées que M. Molé fut envoyé à Anvers en 1811, à l'époque où le général Bernard dirigeait dans cette ville les travaux de fortification. Ces deux hommes se connurent là, s'apprécièrent, et plus tard M. Molé a noblement payé sa dette d'amitié dans un éloge funèbre où la simplicité et la grâce du style se mêlent à des vues larges, profondes, et à des traits de la plus touchante éloquence. Cette notice du général Bernard me paraît sans flatterie un véritable chef-d'œuvre du genre.

La faveur de M. Molé auprès de l'empereur allait croissant; il avait à peine trente ans lorsqu'il fut attaché aux travaux mêmes du cabinet. C'est là, dans ce contact de toutes les heures avec l'homme qui tenait encore l'Europe entière dans sa main, que M. Molé s'initia à cette science des détails, à ce train des affaires que nul de nos hommes d'État ne possède mieux que lui. C'étaient de rudes travailleurs que ces jeunes conseillers-d'État de l'empire; on parlait peu dans ce temps-là, mais on agissait d'autant. Il fallait embrasser de l'œil le cercle immense d'une administration gigantesque et compliquée, il fallait être prêt à tout, sur tout, à propos de tout; une mission n'attendait pas l'autre, et d'un mot le maître vous faisait voyager comme une flèche de l'est à l'ouest, du midi au nord. Napoléon se séparait difficilement de M. Molé. « Molé, « disait-il souvent en parlant de lui, esprit solide, « ministre monarchique plus occupé du fond que « des formes. »

Après la retraite de M. Regnier, duc de Massa,

M. Molé fut nommé grand-juge ministre de la justice en 1813. On lui a reproché à bon droit quelques discours d'une flagornerie au moins intempestive à cette époque. Ainsi, après la désastreuse campagne de Russie, il venait à la tribune du corps législatif dérouler en belles périodes les splendeurs de la France, et s'écriait : « Si un « homme du siècle de Médicis ou de Louis XIV « revenait sur la terre, et qu'à la vue de tant de « merveilles il demandât combien de règnes glo- « rieux, de siècles de paix il a fallu pour les pro- « duire, vous répondriez qu'il a suffi de douze an- « nées de guerre et d'un seul homme. » Ailleurs, lorsque Napoléon se mit en tête de dépouiller le corps législatif du dernier droit qui lui restait, celui de présenter au choix de l'empereur les candidats à la présidence, M. Molé se trouve là à point pour soutenir et justifier cette mesure arbitraire, par des raisons de formes, d'usage de palais et d'étiquette. Je conviens volontiers que tout cela n'est pas merveilleux d'indépendance, mais où étaient donc les indépendants alors? Il en est jusqu'à quatre ou cinq que l'on pourrait citer; hors de là tout le monde jouait de l'encensoir, et nos tribuns d'aujourd'hui comme tout le monde.

Aux jours des revers, les choses changèrent de face, les Démosthènes et les Catons surgirent de toutes parts, chacun voulut donner son coup de pied à l'idole qu'il adorait la veille. La conduite de M. Molé fut convenable; après avoir accompagné Marie-Louise à Blois, en qualité de ministre de la justice, il se tint à l'écart sous la première restauration. Toutefois je dois dire qu'il signa, en qualité de membre du conseil municipal de la Seine, une adresse très virulente contre l'empereur, présentée à Louis XVIII quelque temps avant le 20 mars. Aux Cent-Jours Napoléon tenta vainement de faire accepter à M. Molé un portefeuille; il reprit simplement sa place de directeur des ponts-et-chaussées, et refusa de signer la déclaration du conseil-d'État, du 25 mai, qui séparait la France des Bourbons. Un biographe [1] avance, sans accompagner cette assertion au moins étrange d'aucune espèce de preuve, que Napoléon lui ayant vivement reproché ce refus, il se serait excusé en disant : « Qu'il n'avait pu consentir à signer une adresse « dans laquelle on disait que Napoléon tenait sa « couronne du vœu et du choix des Français, que « c'était là un blasphème politique dont il n'avait « pas cru devoir se rendre coupable. » Or, notez qu'à son retour de l'île d'Elbe Napoléon proférait bien haut lui-même ce blasphème politique. D'où il suit que cette grosse absurdité prêtée à M. Molé me paraît très apocryphe. M. Molé était aux eaux de Plombières quand Napoléon, malgré ses refus, le nomma membre de la chambre des pairs; il écrivit pour s'excuser de siéger sous prétexte de maladie, et après Waterloo Louis XVIII le maintint dans son poste de directeur des ponts-et-chaussées, le rappela au conseil-d'État, et le nomma à son tour membre de la chambre des pairs.

Jusques ici nous avons vu M. Molé quelquefois courtisan, qui ne l'était pas alors? mais constamment étranger à tous ces actes de violence auxquels des conseillers rancuneux poussaient quelquefois l'empereur, qui n'y était déjà que trop porté par caractère. M. Molé avait beaucoup souffert sous la république; il eût pu avoir aussi bien des haines à assouvir. Mais le propre des hommes de cette trempe est d'envisager les faits sous un certain point de vue pratique qui exclut aussi bien l'ardeur des croyances que l'ardeur des ressentiments. La modération est comme une condition de leur nature. Aussi je m'explique difficilement la part que prit M. Molé à ce déplorable procès du maréchal Ney. Comment le noble pair, qui connaissait par expérience l'irrésistible ascendant que Napoléon exerçait sur tout ce qui l'approchait, a-t-il pu juger digne de mort un vaillant soldat qui n'était pas même une tête politique et qui n'avait fait après tout que céder à une force d'attraction plus puissante que lui?

Les paroles cruelles du duc de Richelieu, demandant la tête de Ney au nom de l'Europe, ont fait croire à plusieurs que l'influence étrangère était la cause principale de la mort du maréchal; on s'en est pris à Wellington, aux ministres, au roi, aux pairs, et on a complètement laissé de côté la chambre des députés de 1815. Il suffit de lire le *Moniteur* pour voir quelle large part de responsabilité doit être attribuée à la majorité royaliste dans les réactions de cette triste époque. On ne saurait se faire une idée de la violence de langage de tous ces hobereaux de province sortis de leur manoir, la haine et la vengeance au cœur, furieux ceux-ci des misères d'un long exil, ceux-là des humiliations d'une longue obscurité, ivres de leur triomphe et toujours prêts à accuser les ministres de complicité avec les jacobins et Bonaparte, ce qui ne fait qu'un dans leur esprit. Après l'évasion

[1] Rabbe et Boisjolin.

de Lavalette, il y a un de ces députés dont il est inutile d'écrire le nom, qui se lève et demande qu'on mette en accusation le garde-des-sceaux, coupable, dit-il, d'avoir favorisé les *espérances* de Mme de Lavalette pour obtenir du roi la grâce de son mari.

Quelle horrible chose que la peine de mort en matière politique! Ressuscitez donc par la pensée tous ceux que nous avons décapités et fusillés pendant un demi-siècle au nom et en vertu de principes contraires, de tous ces hommes morts de la mort des criminels; à part quelques tueurs immondes et gorgés de sang, qui n'ont fait que subir la peine du talion, il n'en est pas un qui ne vécût aujourd'hui estimé, honoré; et voilà la justice humaine! A ce propos, bien qu'il soit de notre temps expressément défendu de louer les rois, même quand ils le méritent, je ne puis m'empêcher de rappeler ici en passant que Louis-Philippe n'a jamais signé un arrêt de mort pour délit politique.

Je serais injuste envers M. Molé si j'oubliais de dire, qu'après avoir voté la mort de Ney avec toute la chambre, moins douze voix qui votèrent pour la déportation, il intercéda vivement auprès de M. de Richelieu pour obtenir la grâce du condamné. Les mémoires de Lavalette font foi de ses louables efforts pour sauver les autres victimes de la réaction.

Au mois d'août 1817, il fut appelé à remplacer le maréchal Gouvion Saint-Cyr au ministère de la marine. Le 31 mars de la même année il exposa les motifs d'une loi contre la traite des nègres, il présenta un projet de loi contre la presse, et fut remplacé à la fin de la session; en 1820, il se sépare nettement des ultra-royalistes. La chambre des pairs venait de se constituer en cour de justice pour juger l'attentat de Louvel, M. Molé s'oppose au projet d'adresse au roi, en disant : « Les fonctions « de juge que la chambre est appelée à remplir « dans cette circonstance ne lui permettent plus de « porter au pied du trône que l'expression de sa « profonde douleur et l'assurance du calme qu'elle « apportera dans l'exercice des fonctions qui lui « sont déférées. »

En 1822, M. Molé prend rang dans l'opposition contre le ministère Villèle et se prononce avec MM. de Talleyrand et Decazes contre le nouveau projet de loi relatif aux délits de la presse, destiné à renchérir sur la loi de 1819, en enlevant les prévenus à la juridiction du jury et renfermant, disait M. Molé, une tendance à réduire nos institutions à un vain simulacre.

Depuis ce moment, M. Molé garda pour tous les ministères qui se succédèrent sous la restauration une sorte de réserve froide et impassible. Le ministère Polignac surtout trouva l'homme d'État dans une attitude expectante et prévoyant avec Talleyrand le *commencement de la fin*.

Après l'établissement de la monarchie du 7 août, il y avait deux systèmes en présence, la guerre et la paix. Les partisans de la guerre pensaient que la France devait profiter de l'élan de juillet, et des sympathies des peuples, pour déchirer les traités de 1815 et reconquérir par la force ce que la force lui avait enlevé. Tous les hommes d'État pratiques, M. de Talleyrand en tête, jugèrent autrement la situation; ils virent l'Europe armant de toutes parts, prête à se coaliser de nouveau contre nous, et à venir éteindre, comme disaient en 1815 les proclamations prussiennes, *cet éternel foyer de troubles et d'insurrections*. — Lequel des deux systèmes était le meilleur? je ne sais. Toujours est-il que les chances de la guerre étaient terribles avec la faiblesse numérique de nos soldats, le délabrement de notre organisation militaire, les dépenses d'hommes que nécessitait la conquête récente d'Alger, et la perturbation générale apportée dans nos alliances. Le système de paix prévalut; en même temps que M. Molé rassurait les chancelleries de l'Europe en prenant le portefeuille des affaires étrangères, et posait nettement le principe de non-intervention, M. de Talleyrand établissait à Londres les bases du traité de la quadruple alliance.

Après trois mois d'existence ce premier ministère de juillet dut céder aux orages de la rue; M. Molé abandonna son portefeuille à M. Sébastiani, et rentra dans les rangs de l'opposition tout le temps que dura le ministère Laffitte; sous Casimir Périer il défendit l'hérédité de la pairie. Plus tard, lors du procès d'avril, M. Molé refusa de siéger comme juge, et fit partie de cette minorité qui voulait laisser aux accusés toute latitude quant à la défense.

Après la dissolution du ministère du 22 février sur la question d'Espagne, M. Molé fut chargé de former un cabinet conjointement avec M. Guizot, et le ministère du 6 septembre fut fondé. Le rejet de la loi de disjonction amena bientôt sa chute, et, après de vaines tentatives de M. Guizot pour reconstituer le cabinet du 11 octobre avec M. Thiers, et de M. le maréchal Soult pour former un cabi-

nel tiers-parti, le 15 avril 1837 M. Molé composa ce ministère qui a duré près de deux ans, et qui a subi de si rudes attaques. Si plus tard un historien s'amuse (au cas où cela l'amuse, ce dont je doute) à parcourir le *Moniteur* de cette époque, peut-être sera-t-il étonné de ce déluge de récriminations soulevées contre le ministère Molé. Quand il examinera les actes de ce cabinet, quand il le verra donner l'amnistie, maintenir le principe de non-intervention en Espagne, retirer les lois de déportation et de non-révélation, commuer la peine de Meunier, conclure le traité de la Tafna, prendre Constantine, évacuer Ancône, s'emparer de Saint-Jean-d'Ulloa, présenter les premiers projets de loi sur les chemins de fer, admettre le droit de conversion des rentes en réservant la question d'opportunité, etc., etc., etc. Quand l'historien verra tout cela, peut-être trouvera-t-il dans ce mélange de bien et de mal, où le bien domine, un suffisant motif de sympathie, et se dira-t-il qu'après tout, ce ministère ne valait ni plus ni moins que ses prédécesseurs; mais alors, pourquoi toutes ces haines, pourquoi toute cette rumeur? Pourquoi cette masse de philippiques parlementaires, pourquoi la coalition? Peut-être déjà le public, s'apercevant que ce qu'on lui donne ne diffère pas notablement de ce qu'il avait, s'est-il déjà adressé quelquefois la même question. Chercher le mot de l'énigme n'est pas l'affaire d'un biographe. Depuis Jean-Baptiste Rousseau, on a souvent comparé la vie à un théâtre, où chacun joue des rôles différents. Les gouvernements constitutionnels sont aussi de grands théâtres qui ont leurs coulisses comme les autres. Le spectacle le plus curieux et le plus piquant ne se passe pas toujours sur la scène. Quand le rideau est baissé les acteurs se dépouillent de leurs oripeaux et déchaussent leurs cothurnes, le masque tombe, l'homme reste avec ses petites vanités, ses petites jalousies, ses petits ressentiments, ses petites passions de toutes sortes. Alors, en même temps et du même pas que l'histoire publique, marche l'histoire intime. Histoire singulière, compliquée, peu édifiante, qui influe puissamment sur sa grave sœur, et dont on cache les allures à la foule, comme Chevet cache aux gourmets les mystères de ses cuisines. Les acteurs qui veulent qu'on les prenne au sérieux, même dans les coulisses, à défaut de faits, inventent des mots, de grands mots, *sexquipedalia verba;* la logomachie politique se déploie dans tout son luxe; là, où il n'y a au fond que des questions de personnes on simule des questions de principes, on drape une bouderie de l'ample manteau d'un système, on va, on vient, on se remue, on s'agite, on annonce qu'on va tout changer, tout réformer, tout améliorer, le public bat des mains, l'acteur triomphe, et

La montagne en travail enfante une souris.

Pour faire l'histoire complète des vicissitudes du ministère du 15 avril, il faudrait d'abord tracer le tableau des petites dissensions intestines qui agitèrent le ministère du 6 septembre; l'origine de la coalition est là. Entre M. Guizot et M. Molé nul point de contact, nulle sympathie; l'un sévère, entier, constamment en garde contre les attaques des partis; l'autre modéré, oublieux du passé et désireux d'entrer dans une voie de conciliation; le premier s'efforçant d'arracher le sceptre de la présidence à des mains taxées d'indécision et de mollesse; le second se refusant à subir une influence qu'il juge fâcheuse et peu en harmonie avec la situation. Enfin, après bien des tiraillements, aigris par une polémique de journaux, où l'on se traitait réciproquement d'une manière fort peu courtoise, après que M. Guizot eut vainement frappé à toutes les portes pour constituer un cabinet, après la fameuse et inutile entrevue avec M. Thiers, la victoire resta à M. Molé.

Dans les circonstances où le ministère du 15 avril se forma, il n'y avait pas d'autre combinaison possible; M. Guizot avait échoué dans toutes ses démarches, et la majorité ne voulait pas de M. Thiers avec l'intervention : cependant jamais ministère ne fut plus dédaigneusement traité que celui du 15 avril. M. Thiers, qui se réservait, l'appelait un *en cas*, un *petit ministère*. Les doctrinaires et M. Guizot, dont l'amour-propre avait été froissé de n'avoir pu former lui-même un cabinet, le taxaient hautement d'insuffisance et d'incapacité. Le fait est qu'il y avait là des hommes laborieux, capables, zélés, comme MM. de Salvandy, Bernard, Rosamel, Laplagne, mais pas un seul homme de tribune; M. Molé lui-même, qui s'entend à conduire les affaires aussi bien que qui que ce soit, n'a pas reçu cet heureux don de la parole, si nécessaire à un ministre constitutionnel. Du reste le programme du nouveau cabinet était digne de l'assentiment universel. Laissons parler M. Molé : « Le ministère « du 15 avril venait, dit-il, tenter la réconciliation « des partis ou plutôt le rapprochement de ces « nuances d'opinion qui ne s'étaient séparées que « pour des motifs où les convictions, les principes

« avaient trop peu de part. L'amnistie ouvrit sa « carrière ; de bons esprits s'effrayèrent de ce « grand acte, quelques mauvaises passions s'en « applaudirent; son préambule ne laissait aucun « doute sur les pensées qui l'avaient inspiré. Il « fallait néanmoins à la nouvelle administration le « temps de se faire connaître pour rendre aux « bons la confiance et confondre les espérances « des méchants. Elle avait à prouver qu'au lieu de « rien céder par faiblesse, elle agissait par sys- « tème et se sentait assez forte pour ne rien re- « douter de l'épreuve de tant de clémence. Les « partis ne renoncent que quand ils cessent de se « croire les plus forts; l'amnistie venait après des « luttes glorieuses où ils avaient été vaincus, et « elle épargnait les amours-propres en leur présen- « tant l'oubli au lieu de pardon. Ses résultats « déconcertèrent les adversaires du ministère et « surpassèrent l'attente de ses partisans. Les atten- « tats, les émeutes politiques cessèrent d'attrister « la France; mais nos institutions ne mettent pas « seulement ceux qui gouvernent aux prises avec « les partis, le conflit des ambitions peut leur sus- « citer plus d'embarras, plus d'obstacles que les « partis eux-mêmes n'enfantent de périls. Le pays « qui souffre, s'étonne alors, que sans dangers « apparents, sans convulsions, sans violence, tant « d'affaires languissent, tant d'intérêts soient com- « promis; aisément il se trompe sur la source du « mal, et momentanément du moins il peut arriver « qu'il accuse ceux-là mêmes que mieux éclairé il « voudrait affermir [1]. »

Après la première dissolution, dans la session de 1838, M. Molé espéra un instant trouver un point de ralliement entre les deux centres : il s'aperçut bien vite que ce terrain lui échappait. La majorité l'aurait volontiers conservé lui personnellement, mais elle désirait qu'il s'adjoignît quelques noms pris parmi les influences parlementaires. M. Molé fit plusieurs tentatives auprès de M. Guizot et de M. Thiers; elles furent repoussées, et alors il se résolut à lutter. On n'a pas oublié ces orageuses séances de la discussion de l'adresse, où M. Berryer, [2] M. Garnier-Pagès, M. Guizot et M. Thiers se relevaient à la tribune, n'accordant à l'ennemi ni trêve ni repos. M. Molé eut de beaux moments. Quelqu'un, qui le connaît bien, me disait un jour, en parlant de lui : Rien ne donne l'idée d'une femme spirituelle et nerveuse comme M. Molé. La lutte produit chez lui une sorte d'irritation fébrile qui double son énergie et l'élève quelquefois jusqu'à une véritable éloquence. Ses répliques ne manquèrent ni de justesse ni d'à-propos. On se rappelle la fameuse citation de Tacite, que M. Guizot lui jeta à la tête : *Omnia serviliter pro dominatione.* J'accepte le mot de l'honorable orateur, répondit M. Molé; je lui rappellerai seulement que ce n'est pas aux courtisans, mais bien aux ambitieux que l'appliquait Tacite. Les rieurs ne furent pas du côté de M. Guizot. C'est à la vue de cette lutte acharnée et inégale que M. de Lamartine, par un sentiment de générosité chevaleresque, de socialiste qu'il était, se constitua soudain et accidentellement conservateur. Enfin M. Molé tomba; que vouliez-vous qu'il fît contre tous?...

Depuis, M. Molé est rentré à la chambre des pairs où sa parole exerce toujours une haute influence. Dans cette atmosphère paisible, au milieu de ces hommes chez lesquels l'âge et l'expérience ont amorti le feu des passions, le noble pair est plus à l'aise, et ses lumières n'ont fait défaut à aucune question importante.

Un dernier mot maintenant sur l'ensemble de cette physionomie politique. M. Molé n'a pas précisément ce qu'on appelle un système, c'est là un des plus grands griefs des doctrinaires contre lui. Il suit assez volontiers la méthode expérimentale. Il pense qu'à une époque où les croyances n'offrent pas une base assez solide pour qu'on puisse y asseoir un système, il est bon de s'occuper avant tout des intérêts du présent; c'est un homme de modération, d'ordre et par-dessus tout de conservation. Or la conservation n'est pas une doctrine, c'est un sentiment; poussé trop loin, ce sentiment conduit droit à l'égoïsme, le vice le plus hideux et le plus commun de ce temps-ci. Tous les conservateurs ne se ressemblent pas; il en est qui ont gâté le mot et la chose; ils y ont attaché une idée de rétrocession ou de stabilisme qui soulève à bon droit l'irritation et le dédain. Ces gens-là ont une manière de défendre l'ordre, qui vous dégoûterait de l'ordre. Tous leurs arguments sont à la hauteur de leur personne, c'est-à-dire petits, étroits, secs, mesquins. Parlez-leur d'instincts généreux à satisfaire, de forces inactives et partant hostiles à employer utilement, d'améliorations matérielles et morales à effectuer, sur toute question leur réponse est invariable : « Ce qui est, est bien; c'est-à-dire, tout

[1] Voir le *Moniteur* du 23 février. — *Éloge du général Bernard.*

[2] Voir la biographie de M. Berryer.

est bien chez nous et autour de nous; quant au reste, peu nous importe! » Tel n'est pas M. Molé; né avec un esprit foncièrement ennemi de l'innovation, nul n'a envisagé son époque d'un coup-d'œil plus habile et plus sûr, et nul n'a mieux su dans l'occasion lui faire les concessions que comporte un progrès rationnel. La chose était d'autant plus facile à M. Molé qu'une longue pratique des affaires lui a appris à connaître ce qu'il reste de ressorts à la machine sociale et ce qu'elle a perdu; joignez à cela une grande aversion pour les formules et les idées arrêtées, une grande expérience des hommes, une politique vivant un peu au jour le jour comme le temps présent, pas de sympathies trop ardentes et partant point d'antipathies trop prononcées, surtout point de haines, et vous comprendrez pourquoi Napoléon, qui aimait avant tout les têtes gouvernementales, les hommes de pratique et de labeur, estimait si haut M. Molé.

Je disais que M. Molé n'avait pas ce qu'on appelle à proprement parler une idée fixe en politique, je me trompe, il en a une, qu'il partage avec M. de Broglie, et c'est peut-être la seule, car ces deux hommes d'État ne s'aiment guère. Tous deux rêvent la reconstitution d'une aristocratie en France. Par le temps qui court de frénétique égalité, autant vaudrait chercher la quadrature du cercle.

Ajoutons pour ceux qui trouveraient ce portrait trop flatté, que M. Molé n'est pas dans notre pensée l'idéal de l'homme d'État; qu'il n'a pas cette faculté merveilleuse d'expliquer les affaires, et cette promptitude de résolution qui distinguent si éminemment M. Thiers; que quand il s'agit de théories sociales, de grandes vues d'avenir, et de hauts enseignements, il ne commande pas l'attention à l'égal de M. Guizot; que ce n'est ni un financier consommé, ni un éloquent orateur, ni un profond publiciste; que son esprit pratique, conciliateur, mais peut-être un peu sceptique, pourrait bien n'être pas à la hauteur d'une grande crise. Mais ajoutons aussi, pour être juste, qu'en temps ordinaire nul ne lui est supérieur pour ce qui est de la conduite des affaires, de l'esprit d'ordre et de suite, de l'entente parfaite de nos rapports internationaux, et que, par sa tenue, sa dignité, sa constante modération, nul ne mérite moins que lui l'espèce d'impopularité que la coalition est parvenue un instant à attacher à son nom.

Comme homme, M. Molé exerce, dit-on, sur tous ceux qui l'approchent, une puissance infinie de séduction; sa tête est remarquablement belle, la gravité de ses traits un peu anguleux est adoucie par le sourire le plus gracieux et le regard le plus bienveillant. Sa conversation est variée, charmante, et sa mémoire inépuisable. Ministre, il avait su se rendre très populaire parmi le *vulgus* de la chambre des députés. Dans les embauchements de couloir, il n'allait pas brusquement, comme M. Guizot ou M. Thiers, prendre un récalcitrant par l'habit et lui dire d'une voix lugubre, à propos d'une question de cabinet : La situation est grave, très grave! votre vote va décider des destinées de la France, etc., etc., etc. Il s'y prenait plus adroitement et montrait moins la corde; il laissait parler son interlocuteur; si c'était un général, il ne lui professait pas un cours de stratégie; si c'était un professeur, il ne lui apprenait pas comment se font les versions grecques; en un mot, il ne l'humiliait pas, il lui laissait sa spécialité et gardait la sienne, qui est de tout comprendre.

On lui a reproché d'être peu scrupuleux sur le choix des moyens en matière de gouvernement; ainsi il subventionnait la presse, aujourd'hui on l'achète, je conviens que c'est différent. Travailleur par goût, par goût aussi il est homme du monde; de mauvaises langues prétendent qu'on pourrait composer une Iliade du genre léger avec ses succès de salon sous l'empire. Quoi qu'il en soit de ce malin propos, tous ceux qui connaissent M. Molé s'accordent à le représenter comme un homme du commerce le plus aimable, plein d'abandon dans l'intimité, grand seigneur de la tête aux pieds, et par le beau côté, c'est-à-dire affable, prévenant, point arrogant, point insolent, point infatué de son mérite comme sont souvent les parvenus.

En résumé, le plus bel éloge qu'on puisse faire de M. Molé consiste à dire qu'il est peut-être l'esprit le plus modéré et en même temps le plus avancé du *parti conservateur* dont il est le chef.

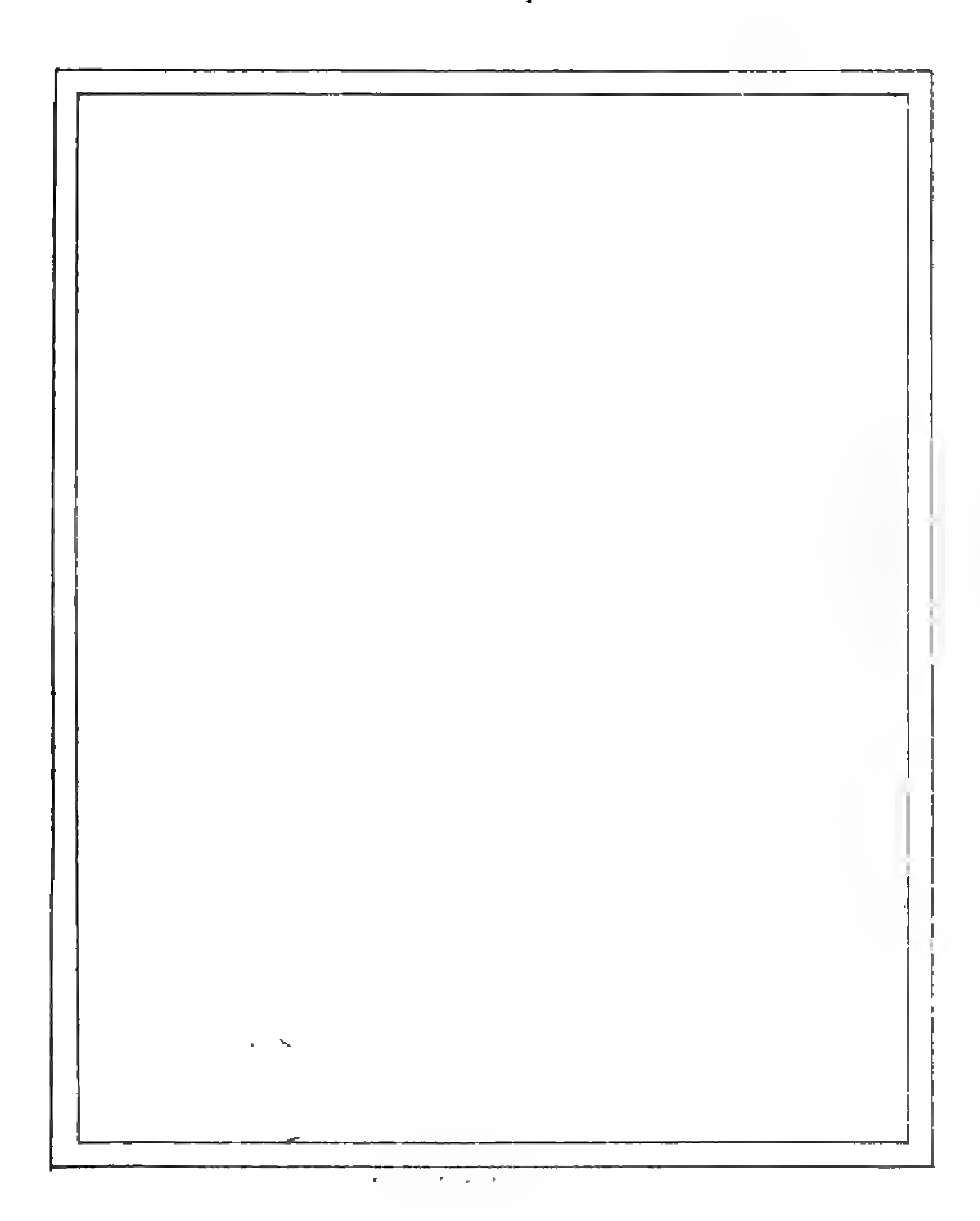
M. O'Connell.

> Vous vous plaignez que nous ayons toujours sur nos lèvres le nom d'O'Connell, et que nous dirigions tous nos efforts vers la ruine d'un simple individu; c'est que cet individu est un POUVOIR.
>
> RÉPONSE DE WELLINGTON AUX MINISTRES. (Chambre des lords. 1836.)
>
> MOBILITATE VIGET, vigoureux de mobilité, il est corps et âme dans un état d'AGITATION permanente.
>
> SHEIL SUR O'CONNELL.

Un jour, le même jour peut-être, deux îles surgirent côte à côte du sein des mers. Toutes deux avaient reçu du ciel même parure verdoyante, mêmes ressources naturelles, même sol riche et fertiles. Séparées par un canal de quelques lieues, habitées par des populations d'origine et de mœurs différentes, étrangères l'une à l'autre pendant des siècles, ces deux îles vivaient heureuses, lorsque des aventuriers normands, après avoir conquis la première, vinrent s'emparer de la seconde, et bientôt les deux contrées se trouvèrent réunies sous le même sceptre. A dater de ce moment leur destinée n'offrit plus qu'un odieux contraste.

Ici la race conquérante se mêle peu à peu à la race conquise. Une aristocratie s'élève forte, éclairée, bienfaisante, qui se pose en face de la royauté, se constitue la patronne du peuple, et s'unit à lui dans une étroite communauté de mœurs, de langage, de religion, d'intérêts, d'idées et de préjugés; placée à la tête d'une société industrieuse et commerçante, cette aristocratie sait en comprendre les besoins, et bientôt par son impulsion une aristocratie secondaire, née du travail et de la richesse, vient s'étager, s'échelonner au-dessous d'elle, et forme comme une chaîne ininterrompue, qui lie et harmonise toutes les parties de l'édifice social de la base au sommet. Ainsi organisée, ainsi hiérarchisée, cette île, malgré les maux internes qui la travaillent, malgré ce vent impétueux de démocratie qui mugit autour d'elle, offre encore aujourd'hui au monde le spectacle d'une nation forte et libre au sein de l'inégalité la plus complète.

Que si maintenant de cette île nous passons à l'autre, quelle différence! Là, les conquérants, loin de s'unir aux indigènes, travaillent sans relâche à perpétuer les violences de la conquête; recrutés des bandes de pillards que leur envoie chaque jour la mère-patrie, ils promènent partout la dévastation et la mort. Pendant trois siècles ils se renouvellent sur cette terre, dédaignant de s'y fixer, et la quittant chargés de ses dépouilles. Quand ils s'y fixent, non contents de s'attribuer tout le sol, ils s'attribuent tout le droit, élèvent des barrières éternelles et infranchissables entre eux et des vaincus qu'ils foulent aux pieds, dont ils méprisent le langage, violentent les mœurs et dégradent la vie... Lorsqu'au XVIe siècle la mère-patrie change de religion, ils changent avec elle, et s'étonnent qu'un peuple, à qui ils n'ont rien laissé que la foi de ses pères, refuse d'abandonner le seul bien qui lui reste : alors commence contre la race indigène une persécution atroce. La mère-patrie envoie des soldats, des canons et des bourreaux; les *saints* de



Cromwell s'abattent comme des vautours sur ce malheureux pays, le sang coule à flots pendant plus d'un siècle; et quand enfin les vainqueurs sont lassés d'une guerre qui n'enfante que des martyrs, la persécution se résout en un vaste système d'oppression légale et d'*ilotisme* organisé qui dure encore cent ans. Deux grandes révolutions, celles d'Amérique et de France, ont porté à ce système les premiers coups, et la Providence a suscité un homme fort qui achève aujourd'hui de le briser.

Toutefois, si les instruments d'une tyrannie de sept siècles sont à peu près anéantis, les effets de cette tyrannie subsistent, et le contraste se présente encore sous son plus hideux aspect : si bien que de ces deux îles, nées avec des droits égaux à une même destinée, l'une, la Grande-Bretagne, s'étale heureuse, opulente, fière de ses vaisseaux qui couvrent les mers, de l'or qu'elle va chercher sur tous les points du continent, et de ses vieilles institutions, si caduques qu'elles soient, car elles ont longtemps fait sa prospérité et sa gloire; l'autre, l'Irlande, gronde, s'agite et pullule, nue, misérable, affamée, sans commerce, sans industrie, sans autres ressources que la terre natale, qu'elle couvre de ses sueurs pour qu'une aristocratie égoïste, abhorrée, en recueille les produits et les dépense à l'étranger; l'Irlande, aujourd'hui politiquement libre, mais socialement esclave, exécrant des institutions qui n'ont jamais été que des armes meurtrières aux mains de ses oppresseurs, et réclamant le premier, le plus impérieux de tous les droits, celui de vivre par le travail. Tels sont les deux pays, qui se nomment, par dérision sans doute, le royaume *uni* de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Ce serait un grand et sombre tableau que celui des maux de l'Irlande; peut-être y aurait-il profit pour le lecteur à montrer comment des institutions semblables, appliquées dans un esprit différent, ont élevé un peuple au plus haut point de prospérité, et précipité un autre peuple dans un abîme de misères; à chercher après tant d'autres la solution de ce grave problème : comment soulager, comment rénover l'Irlande? Problème effrayant pour l'Angleterre, car il grandit et se complique chaque jour; et devant ce résultat monstrueux d'une longue suite d'iniquités, à l'aspect de ce cancer rongeur attaché à son flanc, l'Angleterre hésite, car elle ne sait comment le guérir, elle n'ose l'extirper, ne peut le laisser vivre, et il y a pour elle un péril presque égal dans la justice, dans l'inaction, ou dans l'injustice.

De telles questions, si intéressantes qu'elles soient, sont trop vastes pour trouver place ici; je ne puis guère que les résumer; et, d'ailleurs, ce travail n'est plus à faire, il est déjà fait et admirablement fait; c'est dans les pages à la fois graves et touchantes du livre de M. Gustave de Beaumont[1]; dans ces pages où, sous l'austère raison de l'historien et du publiciste, on sent vibrer l'imagination d'un poète et palpiter le cœur d'un homme de bien; c'est là qu'il faut étudier l'Irlande dans son passé, dans son présent et dans son avenir, dans sa ferveur religieuse, dans son bouillonnement démocratique, dans ses mœurs à la fois patriarcales et sauvages, dans ses haines et dans ses amours ardents comme ses haines; dans les vices que lui a imprimés une dégradation de sept cents ans, et dans les vertus qu'elle lui a laissées; dans le voisinage hideux du luxe oriental de quelques-uns, et d'une misère immense, effroyable, inouïe, d'une misère qui n'offre d'antécédents et d'analogie nulle part. C'est là qu'il faut la voir cette verte *Erinn*, si chère aux poètes, la belle *émeraude, the first gem of the sea, la première perle des mers,* enchâssée dans l'Océan, avec son ciel brumeux et sa brillante robe de verdure, ses montagnes escarpées, ses torrents sonores, ses frais vallons, ses grands lacs, ses prairies éternelles, et ce large fleuve *Shannon* qui la traverse lentement en lui distribuant en vain le bienfait de ses ondes.

C'est sur cette terre, si favorisée par la nature et si maltraitée par l'homme, que se développe, à cette heure, à la face du monde, un grand drame suivi d'un œil d'effroi par l'aristocratie anglaise, et dont le dénouement sera terrible, car il ébranlera sur sa base le vieil édifice de la constitution britannique; dans ce drame il y a quatre acteurs principaux : l'Irlande protestante, l'Irlande catholique, le gouvernement anglais, et O'Connell; établissons brièvement et la position et le rôle de chacun d'eux. La population irlandaise se divise en deux parties bien tranchées, sans nuances intermédiaires, qui forment deux nations dans une. Il y a des *Anglo-Irlandais, Anglicans, Orangistes,* aristocrates et

[1] *L'Irlande sociale, politique et religieuse*, par Gustave de Beaumont.— Il a été publié depuis un autre ouvrage sur l'*Irlande*, par M. Feuillide. Ce dernier livre, assez remarquable sous le rapport poétique et descriptif, est pour le tout reste bien inférieur au précédent. Bruxelles, Hauman et comp.

riches, c'est tout un, race implantée par la conquête, affermie par la violence, et enrichie par la spoliation. D'après le dernier tableau statistique de 1834, cette fraction de la population ne compte guère plus de 800,000 âmes. Puis viennent les Milésiens-Irlandais, race indigène, catholique, démocratique et pauvre, race vaincue et spoliée. Ce parti national, auquel se sont joints aujourd'hui les presbytériens du nord et autres protestants dissidents, en haine de l'aristocratie, compte près de *sept millions* d'âmes.

Dans le premier parti les fortunes varient d'un million à cinquante mille livres de rente. Quant au second, sauf quelques existences exceptionnelles, nées du commerce et de l'industrie, voici la classification sociale la plus simple; si incroyable qu'elle paraisse, je ne l'invente pas, je la choisis toute faite dans le livre de M. de Beaumont, où elle est appuyée de documents authentiques : « Les uns, les privilégiés, mangent des pommes de terre trois fois par jour; d'autres, moins heureux, deux fois; ceux-ci, en état d'indigence, une fois seulement; d'autres enfin, plus dénués encore, demeurent un jour, deux jours même, sans prendre aucune nourriture [1]. »

Ainsi donc, ici pas de ces classes moyennes [2] qui, formant l'échelle graduée du millionnaire au prolétaire, préservent l'un du contact et de l'agression de l'autre; cent palais contre mille huttes de boue, un million de mendiants contre cent Lucullus, voilà l'Irlande.

On comprend que, réduite à ces simples termes, la question eût été vidée depuis longtemps, si l'aristocratie d'Irlande n'eût eu à son service l'artillerie, les habits rouges et les *police men* de sa sœur l'aristocratie anglaise; celle-ci, bien mieux inspirée chez elle, mais poussée ici par le fanatisme religieux, par je ne sais quelle antipathie de race qui semble innée entre les deux peuples, par un amour mal entendu du lucre commercial et par l'attrait des bénéfices communs d'une oppression commune, et aussi enfin par ce sentiment de solidarité qui unit toutes les aristocraties, a, pendant six siècles, ordonné, dirigé, autorisé ou sanctionné toutes les mesures qui ont conduit l'Irlande au déplorable état où nous la voyons aujourd'hui. La perte de ses colonies d'Amérique, en lui ouvrant les yeux, l'a ramenée à de meilleurs sentiments. Le grand mouvement démocratique parti de chez nous l'a effrayée; elle a commencé par concéder d'un côté en châtiant et enchaînant de l'autre. L'abolition de plusieurs *lois pénales*, la répression impitoyable de l'insurrection de 1798, et l'acte d'union de 1800, sont des faits presque simultanés. Depuis, l'aristocratie anglaise s'est trouvée forcée de plus en plus à alléger la tyrannie qui pesait sur l'Irlande : aujourd'hui elle est à bout de concessions; de politique qu'elle était, la question tend de jour en jour à devenir sociale; ce n'est plus seulement de la liberté politique et religieuse que veut l'Irlandais, c'est du pain et de la propriété, c'est l'abolition de cette dîme écrasante qu'il paie au ministre d'une religion qu'il déteste, de ces corporations municipales qui le pressurent, de ce système de fermage qui l'épuise, c'est enfin la possibilité d'acquérir ce sol dont il a été spolié, qu'il féconde de ses mains, et sur lequel il meurt de faim. En un mot, l'aristocratie anglaise ne peut se débarrasser de ce fantôme toujours dressé devant elle, qu'en réformant en Irlande l'aristocratie, les municipalités et l'église, c'est-à-dire en touchant aux principes constitutifs de sa propre existence. Si différent que soit l'état des deux pays, une telle mesure ne serait-elle pas pour l'aristocratie anglaise une sorte de suicide, et sera-t-elle assez généreuse pour l'accomplir? Il est permis d'en douter, et l'on peut croire, avec bien plus de raison, que sans ce même homme qui depuis vingt ans lui arrache une à une toutes ces concessions, sans cet homme qui d'une main agite et de l'autre contient l'Irlande, le gouvernement anglais n'eût pas été fâché d'en finir une fois pour toutes par les armes, avant que le danger ne grossisse, et pourvu qu'une grande imprudence lui permît de pallier, aux yeux du monde et à ses propres yeux, une grande iniquité.

Ceci nous amène enfin, après quelques détours

[1] *L'Irlande*, t. I, p. 203. — Le pain est pour les cinq sixièmes de la population irlandaise un objet de luxe parfaitement inconnu. Tous les ans, à peu près à la même époque, on annonce en Irlande le commencement de la famine, ses progrès, ses ravages, son déclin; les commissaires anglais chargés de la grande enquête de 1835 sur l'état social de l'Irlande constatèrent qu'il y a dans ce pays près de *trois millions* d'individus qui, chaque année, sont sujets à *mourir de faim*. Ceux qui ne meurent pas de faim ne sont pas comptés.

[2] Ceci ne doit pas être entendu d'une manière absolue; il y a trois ou quatre villes commerçantes en Irlande où se forme un noyau de classe moyenne; mais le fait est si restreint qu'il est permis de n'en pas tenir compte. — Voir du reste à ce sujet les tables statistiques annexées au livre de M. de Beaumont.

qui m'ont paru indispensables pour la clarté de ce qui suit, à aborder la figure historique, non pas la plus haute, mais certainement la plus extraordinaire de notre temps.

Représentez-vous, en effet, un homme qui n'est ni soldat, ni magistrat, ni prêtre, et qui, dans sa physionomie et dans ses actes, tient à la fois du soldat, du magistrat et du prêtre; un homme qui, sans autre force que sa parole, est parvenu dans une société organisée, au milieu d'un dédale de lois répressives, à fonder un gouvernement extra-légal, dont il est le chef suprême et absolu; un pouvoir qui, assis sur cette base si fragile, la faveur populaire, dure depuis tantôt vingt ans et s'accroît chaque jour; pouvoir comme il n'en fut jamais, qui s'étend partout, bien que ses droits ne soient écrits nulle part, qui s'exerce à la face du soleil, sans autre moyen d'action que le blâme ou la louange, qui a sa liste civile payée avant l'impôt légal, qui lève des taxes, donne des avis qui sont plus puissants que des lois, et conduit, pour ainsi parler, au doigt et à l'œil sept millions d'hommes. Entrez pour un instant dans la position de ce médiateur intéressé entre l'Irlande et l'Angleterre, c'est-à-dire entre l'esclave impatient du joug, toujours prêt à courir à la révolte, et le maître fatigué de céder, poussé par l'irritation à la violence. Entre ces deux passions en sens contraire, dont l'une est plus impétueuse que forte, l'autre plus forte qu'impétueuse, voyez cet homme qui apprend à l'esclave comment il faut suppléer à la force par la ruse, menacer toujours et n'attaquer jamais, et, *pacifiquement agité*, se tenir sur la limite extrême qui sépare la résistance légale de l'insurrection; qui tantôt terrifie le maître des éclats de sa voix, tantôt chante ses louanges, gesticule comme un possédé sur la place publique, puis s'habille en marquis et va faire sa cour, chicane en avocat et tonne en tribun, allie dans des proportions énormes les qualités et les défauts les plus contraires, l'astuce et la franchise, la prudence et la violence, l'énergie et la subtilité, la dignité et la grossièreté, les idées les plus élevées et les déclamations les plus vulgaires; et tout cela, il faut le dire, mélangé, uni, fondu en un sentiment qui ne varie jamais, l'amour ardent du pays natal incarné tout entier dans cette organisation bizarre, grandiose et complexe qui s'appelle Daniel O'Connell.

L'*agitateur*, comme disent les whigs; le *roi-mendiant*, *the king beggar*, comme disent les tories, ou le *libérateur*, comme disent les Irlandais, est né dans la partie sud-ouest de l'Irlande, dans une région montagneuse et sauvage de la province de Munster, dans le comté de Kerry, à Carhen, en 1774, une des plus mauvaises années de l'Irlande, qui n'en a jamais eu de bonnes; la tyrannie légale était alors dans toute sa force. Les *lois pénales*[1] renfermaient le catholique dans un cercle de fer; la misère poussait au brigandage; des bandes armées qui, sous le nom de *White-Boys*, *garçons blancs*, *Oak-Boys*, *garçons du chêne*, sorte d'Outlaws assez semblables à ceux du roman d'Ivanhoë, ravageaient le pays, et se vengeaient par le crime de l'oppression des lois[2]. Deux ans plus tard, la révolution d'Amérique allait donner la première et la plus vive secousse à l'Irlande.

La famille de Daniel, d'origine milésienne, avait joué un grand rôle dans les sanglants combats de l'invasion anglo-normande. L'*agitateur* a hérité de l'énergie et des haines de ses aïeux, chefs du clan d'Iverrarah, qui, pour me servir de l'expression du vieux chroniqueur de la conquête, Hanmer, reçurent les galants chevaliers de la Bretagne, le sabre au poing, en vaillants hommes, braves à pied et à cheval.

Le dernier descendant de cette race, le père de Daniel, Morgan O'Connell, cultivait la terre de ses ancêtres à titre de fermier du collége protestant de Dublin; il n'en a pas moins laissé à son fils, l'aîné de la famille, une assez belle fortune, qui, jointe à celle d'un oncle beaucoup plus riche, a constitué dès l'abord à O'Connell une fort belle position pour un catholique.

La première éducation du jeune Daniel fut confiée aux soins d'un de ces vieux prêtres enthousiastes, austères, patriotes ardents, dont l'Irlande abonde, et dont Shiel[3] nous a si bien reproduit le type dans le portrait du père Murphy de Corofin.

[1] Il serait trop long d'exposer ici ces lois absurdes et odieuses aujourd'hui abolies; pour en donner une idée au lecteur, il me suffira de signaler cette disposition qui défendait à tout catholique de posséder un cheval valant plus de 5 livres sterling, 100 fr., et qui, au cas de contravention, autorisait tout protestant à s'emparer du cheval, en le payant 100 fr. au propriétaire, en valût-il 10,000.

[2] Aujourd'hui encore, malgré les efforts d'O'Connell, tous les ans, à l'époque de la famine, des bandes de White-Boys désolent une partie de l'Irlande.

[3] Shiel, le premier orateur irlandais après O'Connell, son ami et son frère d'armes, a publié en 1829 quelques articles pleins de verve et d'esprit sur le grand mouvement catholique et révolutionnaire de l'Irlande; un, entre autres, sur O'Connell lui-même, auquel j'aurai parfois

Il paraîtrait qu'on le destinait d'abord à l'église. L'intolérance anglicane était alors dans toute sa force; les colléges catholiques étaient prohibés dans les trois royaumes; et toute la jeunesse d'Irlande était placée entre l'ignorance, l'abjuration ou le voyage d'outre-mer. Le père d'O'Connell choisit pour son fils ce dernier parti, l'envoya d'abord à Louvain chez les Pères Dominicains, et de là à Saint-Omer, chez les jésuites, où il passa deux ans, se montra plus fort à coups de poing qu'à coups de plume, et fit d'assez médiocres études. « Je ne sais trop, dit Shiel, ce qui changea la destination d'O'Connell. Probablement il sentit qu'il y avait trop de chair et de sang en lui pour faire un moine, et la nouveauté de la carrière légale le tenta. Le barreau venait tout récemment d'être ouvert aux catholiques. Il laissa donc Saint-Omer, ses messes, ses vêpres et ses jeûnes, et, ayant avalé le nombre convenable de gigots de mouton [1] à Middle-temple, fut reçu dans le barreau irlandais, au terme de Pâques 1788. » Encore une année fatale pour l'Irlande, année sanglante, où le jeune avocat, en abordant aux rivages de sa patrie, la trouva rebelle, vaincue, châtiée sans merci, sous le coup d'une loi martiale atroce, et se heurta dès l'abord contre des baïonnettes anglaises, des gibets et des cadavres.

On connaît assez généralement l'histoire du grand mouvement républicain conduit par l'association des *Irlandais-Unis;* on sait comment, sous l'influence de notre révolution de 89, protestants plébéiens et catholiques, enflammés d'une même ardeur, s'unirent un instant en Irlande pour briser la domination anglaise; comment les horreurs commises chez nous en 93 désunirent et affaiblirent l'association sans la dissoudre; comment l'expédition française conduite par le général Hoche, à la fin de 1796, rebroussa chemin sans aborder; comment l'insurrection éclata en 1798; comment une seconde armée française, sous les ordres du général Humbert, arriva trop tard pour la soutenir et assez tôt pour se trouver entourée par des forces supérieures et forcée de se rendre prisonnière; comment l'Angleterre, tenant sous ses pieds l'Irlande épuisée et vaincue, se repent des concessions faites avant le combat, et profite de sa faiblesse pour la replacer sous un joug absolu; comment, malgré les adjurations éloquentes de Grattan, le Démosthènes du parlement irlandais, il se trouve cent dix-huit hommes assez lâches pour vendre à beaux deniers comptants leur existence politique; comment enfin le parlement d'Irlande se suicide à l'aide d'un vote qui coûte à Pitt 31,000,000 de francs; tous ces faits appartiennent à l'histoire d'Irlande [2], nous ne nous y arrêterons pas. Contentons-nous de dire que, dans une assemblée des avocats de Dublin, convoquée pour protester contre l'*acte d'union,* un jeune homme de vingt-quatre ans prit la parole à plusieurs reprises, se distingua par l'âpre véhémence de ses sorties contre les rigueurs nouvelles de l'Angleterre et l'anéantissement légal de l'indépendance de son pays. C'était Daniel O'Connell.

De 1793 à 1810 la vie d'O'Connell s'écoule dans l'exercice de sa profession; et bientôt, malgré les obstacles qui s'attachent à sa qualité de catholique, il s'élève au premier rang dans le barreau, concentre sur lui tous les regards de ses co-religionnaires, et pose les premiers fondements de sa puissance politique. Déclarés indignes de toute fonction civile, administrative ou militaire, déchus de tous droits, or celui de payer d'énormes impôts, les catholiques n'existaient pour ainsi dire pas comme citoyens. O'Connell résolut, avec le seul instrument qui lui eût été laissé, la parole, de briser une à une toutes ces entraves; sa réputation au barreau, en le constituant le défenseur-né de tous les intérêts catholiques dans les procès civils comme dans les causes criminelles, le servit merveilleusement dans son ambition de libérateur.

Ici se placent naturellement quelques mots sur cette physionomie si variée, si affairée, d'avocat et de meneur politique, qui fut durant trente ans celle d'O'Connell, et dont il a dépouillé un des traits distinctifs, aujourd'hui qu'il a renoncé au barreau. Shiel nous a peint O'Connell à cette épo-

recours dans ce travail. Ces articles, reproduits dans le *Globe,* ont été publiés depuis sous le titre de *Scènes populaires en Irlande.*

[1] Ce n'est pas ici le lieu d'expliquer le mécanisme très compliqué des universités anglaises; qu'il suffise au lecteur de savoir qu'avant d'être reçu *in docto corpore,* le candidat légiste est tenu surtout de faire preuve d'une grande capacité d'estomac. (*Note de l'auteur.*)

[2] Wolfe-Tone, l'un des fondateurs de l'association des *Irlandais-Unis,* qui passa en France, prépara les deux expéditions de Hoche et d'Humbert, dont il fit partie, fut pris, reconnu, condamné à mort par les Anglais, et se tua dans sa prison, nous a laissé sur cette dramatique époque des mémoires plein d'intérêt.

que de sa vie, dans un portrait où l'*humour* anglais se mêle à une verve toute française, qui fait penser aux meilleures pages de Timon; c'est là qu'il faut voir le Conseiller, *the Barrister*, à Dublin, dans son fashionable hôtel de Merrion-Square, d'abord reclus austère, levé avant le soleil, absorbé dans l'étude des nombreux dossiers qui gisent autour de lui; puis, quelques heures plus tard, arrivant aux *Quatre-Cours* (four courts), le palais de justice de Dublin, arpentant rapidement la salle des Pas-Perdus, rayonnant de santé et de vie, et portant serré contre sa poitrine, avec une tendresse toute paternelle, un large sac tellement rempli que son robuste bras peut à peine le soutenir. Une palissade vivante de clients et d'avoués l'entoure, le cou tendu, les oreilles et la bouche ouvertes, cherchant à attraper à la volée quelque opinion qu'on a chance d'extorquer *gratis* du Conseiller en l'enjolant, puis éclatant de rire à ses débordements de plaisanteries joyeuses et familières, ou frémissant quand, monté sur un ton plus sévère et plus haut, il se pose en prophète et leur annonce que l'heure de la rédemption de l'Irlande est proche : mais voici le moment des plaidoiries; le Conseiller court rapidement de salle en salle, fait à lui seul la besogne de vingt confrères, entrelarde chaque affaire de cour d'assises ou de police correctionnelle, d'un mouvement oratoire sur l'*acte d'union* et la tyrannie anglaise, personnifie dans le plus obscur de ses clients l'Irlande tout entière, et, avec la meilleure foi du monde, *empoche des honoraires* de l'air d'un homme qui se dévoue à son pays. — Trois heures sonnent, les juges quittent leurs siéges, O'Connell ruisselant de sueur court au *meeting* assemblé dans la première taverne venue; là il dirige l'ouragan des débats populaires avec une telle force de poumons, un tel redoublement d'énergie, qu'on dirait qu'il s'élance tout frais aux travaux de la journée. A sept heures un banquet l'attend, il s'y comportera en joyeux convive, prononcera une demi-douzaine de discours à la louange de l'Irlande, puis se retirera à une heure tardive et demandera à un court sommeil des forces pour recommencer le lendemain. Ailleurs Shiel nous peint le Conseiller au lever du vice-roi, l'épée au côté, dans les rangs des oppresseurs, gonflé et servile comme eux, ou encore s'en allant en grande cérémonie, une branche de laurier à la main, recevoir genoux en terre sa majesté le roi George IV sur la plage de Dunleary [1]; et, pour que rien ne manque aux couleurs disparates de ce portrait, voici maintenant O'Connell, qu'un jury de Dublin, s'il était habilement choisi, condamnerait à vue comme coupable de haute trahison par construction, tant toute sa tournure et chacun de ses gestes sont imprégnés de ce sentiment national : l'indépendance de l'Irlande ou la combustion du monde; sa carrure est athlétique, sa figure est heureuse et avenante, les traits en sont à la fois doux et mâles, l'éclat florissant de la santé et d'un tempérament sanguin brille sur son visage, qui rayonne d'émotions patriotiques; son expression ouverte et franche invite à la confiance, et ses riants yeux bleus sont doués des plus honnêtes et des plus bienveillants regards; dans ses allures de Spartacus il porte son parapluie sur l'épaule comme une pique, lance un pied factieux devant l'autre, comme si, brisant déjà ses fers, il chassait devant lui la suprématie protestante, tandis que de temps en temps le mouvement d'épaules démocratiques de son large buste semble un vigoureux effort pour rejeter au loin l'oppression de sept cents ans. Maintenant tournez la page; voici le démocrate qui passe comme l'éclair dans son brillant et révolutionnaire équipage, sa voiture verte, ses livrées vertes et ses turbulents coursiers papistes galopant d'une façon toute fringante sur un pavé protestant, au grand chagrin et dommage des protestants piétons.

Cette esquisse suffit pour donner une idée de la vie bizarre et dévorante d'O'Connell jusqu'à l'élection de Clare. Un incident particulier mérite cependant d'être rapporté, d'autant plus que quelques recueils l'ont déjà raconté en le dénaturant [2] : En 1815, dans un *meeting* tenu à Dublin, O'Con-

[1] George IV visita l'Irlande en 1821, et son court séjour fit naître entre les deux partis une réconciliation passagère; protestants et catholiques se donnèrent une sorte de baiser Lamourette dans la personne de MM. Elliot et O'Connell.

[2] Je citerai notamment un article de la *Revue des Deux-Mondes*, signé *un membre du parlement anglais*. Cet article est non-seulement injuste dans l'ensemble, mais encore rempli d'inexactitudes de toute espèce. En voici un petit exemple : « Ce gros homme, dit l'auteur en parlant d'O'Connell, si fleuri, si gai, si ouvert, ne semble pas avoir souffert beaucoup, et les soucis de la vie publique n'ont pas plissé son large front *ni dégarni ses tempes de cheveux*. » Cette phrase, qui d'ailleurs ne dit pas grand'chose, est d'autant plus mal trouvée qu'il est notoire que l'agitateur est *chauve* et porte une *perruque* très épaisse et très apparente, ce qui semblerait prouver que le *prétendu membre* du parlement siége fort loin d'O'Connell. Ailleurs il est question de l'œil *sensuel, ardent*, presque *féroce*

nell, attaquant avec sa fougue ordinaire la corporation municipale de cette ville, l'avait appelée une *corporation mendiante;* un avocat, membre de cette corporation, nommé d'Esterre, descendant d'une famille française de protestants réfugiés, se regarda comme personnellement insulté et envoya un cartel à O'Connell; ce dernier refusa d'abord, en déniant toute intention d'insulte personnelle; son adversaire le menaça d'un soufflet. Les amis d'O'Connell décidèrent que le duel aurait lieu; le pistolet fut l'arme choisie, et l'agresseur tomba roide mort : O'Connell, désolé de sa victoire, se rendit à l'église avec ses témoins et ceux de d'Esterre, jura solennellement qu'il ne se battrait plus, et offrit à la veuve de son adversaire une pension égale au revenu annuel que gagnait son mari. La corporation de Dublin décida que cette offre ne serait pas acceptée, et vota sur ses fonds la somme promise par O'Connell.

Depuis lors, on a souvent reproché à l'*agitateur* de se retrancher derrière ce vœu pour se permettre impunément l'insulte; tout n'est-pas fondé dans ce reproche; le courage personnel de l'impétueux Irlandais ne saurait être mis en doute; mais il est certain qu'il a souvent manqué de dignité, et n'a pas su comprendre que dans la position exceptionnelle qu'il s'était faite, la décence dans l'attaque était le plus impérieux des devoirs. Je crois même que dernièrement encore un de ses fils ou de ses neveux a été obligé de se battre pour lui.

Arrivons maintenant à la période la plus brillante de la carrière d'O'Connell; comme elle est beaucoup plus connue que l'autre, je serai plus bref.

A l'association des Irlandais-Unis avait succédé le *comité catholique*. Un marchand de soieries de Dublin, John Keogh, homme d'une capacité supérieure à sa naissance et à son éducation, avait formé, soutenu ce comité et en dirigeait les opérations; à sa mort, l'association perdit presque toute sa force, les promesses libérales du roi George achevèrent de la dissoudre. Ces promesses furent éludées, et en 1823 les catholiques, frustrés dans leurs espérances, toujours garrottés de lois restrictives, se trouvaient dépourvus de tout principe d'unité, de tout centre d'action, lorsque O'Connell et Shiel, jusqu'ici étrangers l'un à l'autre et même ennemis, se rencontrèrent chez un ami commun dans les montagnes de Wicklow, et formèrent le projet de relever le parti catholique de l'état d'abjection où il était réduit. Quelques mois après, vingt individus se réunissaient dans la taverne de Dempsey à Dublin et formaient le noyau de cette immense *association catholique* qui, six ans plus tard, en 1829, embrassait toute l'Irlande, appuyait ses décrets de la voix de sept millions d'hommes, et arrachait par la crainte au ministère Wellington et Peel la grande et mémorable loi de l'*émancipation*.

Un mot d'abord sur l'organisation de l'*association catholique :* ce gouvernement extra-légal dont je parlais en commençant, qui a son budget, son trésor, ses avocats, ses avoués, ses journalistes, qui, en un jour, peut mettre sur pied toute l'Irlande, qui s'est constitué le défenseur du peuple et le contrôleur infatigable de tous les actes du gouvernement anglais, et qui, par l'empire d'une autorité toute morale et par cela même plus puissante, est arrivé à faire sortir l'ordre du désordre même. Un comité central séant à Dublin, et composé de membres dont le mode d'élection a varié suivant les circonstances, représente l'association et prend toutes les mesures jugées utiles à la cause commune. Ce comité s'assemble régulièrement, examine les lois proposées au parlement, les discute, censure les actes du pouvoir et ses agents, prend des résolutions, les publie par la voie de son journal; en un mot, agit comme un vrai parlement, auquel il ne manque que le pouvoir régulier de faire des lois obligatoires pour tous. Le mode de perception de l'impôt qui, en 1825, était de deux sous (un penny) pour chaque membre, a subi différentes métamorphoses pour échapper à l'action du parlement anglais. Dissoute à plusieurs reprises comme inconstitutionnelle, l'association renaît toujours, se réforme sous un autre nom, avec d'autres formes, mais le fond reste le même; ainsi, en 1829, elle s'appelait l'*association catholique;* en 1837, l'*association générale* de l'Irlande; en 1839, la *Société des Précurseurs* (*Precursor-Society*); aujourd'hui elle a pris le nom d'*association nationale*. — Énumérer les actes de ce singulier gouvernement, c'est faire l'histoire d'O'Connell, car si l'association mène l'Irlande, c'est lui qui mène l'association.

La première élection d'O'Connell est, sans contredit, une des tentatives les plus audacieuses de ce pouvoir. La loi, en imposant à tout catholique

d'O'Connell : comparez cela aux *riants yeux bleus* dont parle Shiel, au gros homme si *ouvert*, si *gai* de tout-à-l'heure, et jugez du reste.

l'obligation de prêter le serment de *suprématie protestante* pour entrer au parlement, était par le fait même une véritable loi d'exclusion, et nul catholique ne s'était encore porté candidat, lorsque l'association résolut de braver la loi. Le député d'Ennis, dans le comté de Clare, M. Vesey-Fitz-Gérald, protestant en religion mais catholique en politique, c'est-à-dire *honnête homme* pour parler le langage des Irlandais, ayant accepté une place dans le ministère, fut obligé de se soumettre à une réélection; et c'est alors, en 1828, que l'*association* décida qu'O'Connell se poserait le compétiteur du ministre et se présenterait, lui catholique, aux suffrages des électeurs de Clare. O'Connell accepta sans hésiter cette grande mission, et bientôt s'ouvrit une lutte électorale dont l'Irlande gardera longtemps le souvenir; car c'est là qu'elle acquiert le sentiment de sa force, c'est là qu'elle arrache au gouvernement anglais la mesure qui devait l'affranchir un an plus tard. Shiel nous a laissé un brillant tableau de toutes ces scènes si curieuses, si dramatiques, si variées, si pittoresques de l'élection de Clare. Dans ce tableau, que l'exiguité de mon cadre ne me permet pas de reproduire ici, sont consignés tous les détails de ce mémorable combat auquel assistait d'intention ou en personne l'Irlande tout entière. — D'une part, M. Vesey-Fitz-Gérald, accompagné de toute l'aristocratie du comté; d'autre part, l'*agitateur*, suivi d'une foule immense de francs-tenanciers (*freeholders*), qui s'avançait prêtres et bannières en tête, jouant de la cornemuse, et faisant retentir les airs du bruit de ses acclamations : sur les *hustings* les deux rivaux luttèrent d'éloquence; M. Vesey-Fitz-Gérald parla de tous les services rendus par ses ancêtres, de ses services à lui, de son vieux père, vénéré dans le comté, en ce moment couché sur son lit de mort, et dont l'agonie rendait le souvenir plus touchant. Aux larmes de l'orateur la foule répondit par des larmes de sympathie; mais bientôt s'éleva la voix d'O'Connell, cette grande voix qui pénètre au cœur des masses; elle fut tour-à-tour moelleuse, vibrante, énergique, railleuse, pathétique, grossière, impitoyable; les *hourras pour O'Connell!* éclatèrent de toutes parts, et le succès de son élection fut assuré. On raconte à ce sujet, comme un témoignage de la toute-puissance de l'*association* sur l'Irlande, qu'il fut fait, par le comité, défense à cette immense multitude de boire du whiskey tout le temps que durerait l'élection, et que pas un homme ne se montra rebelle à l'obligation imposée; fait bien remarquable pour qui connaît ce penchant invincible à l'ivrognerie qui distingue si éminemment le paysan irlandais!

Six mois après, le gouvernement anglais, effrayé de tant d'audace, se détermina à céder, le bill d'émancipation fut voté, et O'Connell ne craignit pas de se présenter à Westminster pour réclamer son siége de député de Clare, en invoquant le bénéfice d'une loi votée après son élection. C'est le 15 mai 1829 qu'il fit pour la première fois son apparition au parlement; l'Angleterre avait déjà vu l'agitateur en 1825, lorsqu'il vint à la tête d'une députation chargée d'exposer les griefs du peuple irlandais. Il avait été accueilli par les applaudissements du peuple, et ce même peuple, curieux de revoir l'homme qui remplissait l'Irlande du bruit de son nom, encombrait toutes les avenues du parlement. O'Connell entra; la salle était comble, et, sur son refus de prêter l'ancien serment, le président, en lui déclarant que la loi d'émancipation ne pouvait avoir d'effet rétroactif, lui enjoignit de se retirer, il sortit; son élection fut vivement discutée et enfin annulée. Après quelques jours consacrés aux fêtes que lui donnèrent les radicaux dans toutes les tavernes de Londres, O'Connell partit pour réclamer une seconde fois le mandat des électeurs de Clare. Sa marche à travers l'Irlande fut un long et immense triomphe; quarante mille personnes entourèrent constamment la voiture découverte du haut de laquelle l'agitateur les haranguait. Enfin il arriva à une heure du matin à Clare, où il fit une entrée solennelle, suivi de toute la population du comté, au milieu des fleurs, des palmes, des flambeaux, aux sons des instruments, au bruit des hourras et aux cris des femmes qui agitaient leurs mouchoirs et lui jetaient des bouquets. De pareils triomphes sont flatteurs sans doute, ils récompensent dignement les grands orateurs, les grands défenseurs des peuples; malheureusement les peuples en accordent tout autant aux danseuses, et cela en diminue un peu le prix.

Réélu une seconde fois, et sans que personne se présentât pour concourir avec lui, O'Connell vint enfin prendre possession de son siége dans les premiers jours de mars 1830. Il m'est impossible de le suivre ici dans tous les détails de sa carrière politique. Elle a éprouvé quelques variations que plusieurs, qui n'ont pas compris ce patriotisme exclusif et limité à l'objet de ses affections, lui ont vivement reprochées; je me contenterai d'en indiquer les points principaux. Il contribua de toutes

ses forces à la chute du ministère Wellington et à l'avénement du ministère whig de lord Grey. Réélu député par le comté de Kerry, il se prononça pour la réforme des lois électorales, appuya chaudement le *reform-bill,* qui a presque doublé la représentation populaire, et prononça à ce sujet un remarquable discours qui décida en grande partie l'adoption de cette mesure importante; allié d'abord aux radicaux, il s'en sépare pour appuyer le ministère, qui lui promet l'abolition de la dîme en Irlande; déçu dans ses espérances, il proclame en 1833 les whigs « *une faction de fripons, un excrément du torysme,* » et présente, en avril 1834, une motion pour le rappel de l'*acte d'union*. L'orateur ne rencontra dans son auditoire aucune sympathie, et partit pour l'Irlande à la fin de la session, en annonçant partout qu'il allait mettre le *rappel* à l'ordre du jour. Sur ces entrefaites les tories reprirent un instant le pouvoir, les whigs firent des propositions à O'Connell, qui se ligua de nouveau avec eux sous conditions, et bientôt, grâce à l'appui de son nom et des quarante voix irlandaises dont il dispose au parlement, les whigs triomphèrent. Wellington fut de nouveau forcé de quitter le pouvoir, et le cabinet Melbourne fut fondé. Quelques réformes partielles opérées en Irlande attachèrent d'abord O'Connell à ce cabinet. C'est vers cette époque, en 1835, que, dans sa tournée triomphale à travers l'Écosse, tout en prêchant la réforme de la chambre des lords, l'abolition de l'hérédité, et en prodiguant au peuple d'Édimbourg sa fameuse comparaison de l'homme « qui prétend savoir faire « des souliers, par l'unique raison que son grand-« père s'en tirait assez bien dans son temps, » il terminait chacun de ses discours par ce cri *loyal :* Vivent les ministres du roi ! « Pas de bannière, pas « d'emblêmes, du calme et de la modération, si « l'on vient au-devant de moi, » écrivait, à son retour à Dublin, l'*agitateur* devenu de plus en plus pacifique. Aujourd'hui ce bon accord d'O'Connell et du ministère semble définitivement rompu. Il a replacé l'Irlande sur le pied de l'agitation, après avoir vainement demandé la réforme de *l'Église* et des corporations municipales. Il annonce qu'il a été trompé, qu'il reprend sa proposition d'il y a huit ans, et sa voix tonne de nouveau pour le *rappel de l'union*. Il est évident qu'O'Connell poursuit une chimère, ou, ce qui est plus probable, que, pour obtenir le moins, il demande le plus, sachant bien qu'il ne l'obtiendra pas. L'Angleterre, qui a poursuivi avec tant d'ardeur, il y a quarante ans, et payé si chair l'anéantissement d'un parlement servile, n'ira pas aujourd'hui rendre à l'Irlande un parlement qui, pour être indépendant, ne tarderait pas à devenir hostile, et provoquerait, sans nul doute, la séparation des deux pays, c'est-à-dire le plus grand danger que puisse courir l'Angleterre, danger dont elle comprend toute la portée, car elle sait bien que de tous temps, depuis la fameuse *Armada* de Philippe II jusqu'à l'expédition de Hoche et d'Humbert, l'Irlande a été le point de mire de ses ennemis, et que cette contrée qu'elle aperçoit de ses rivages, du jour où elle cesserait de lui appartenir, pourrait en quelques heures lui lancer une invasion. D'ailleurs l'Angleterre n'a pas coutume de renoncer de bonne volonté à ce qu'elle tient.

Maintenant comment tout cela finira-t-il? cette question nous conduit à résumer notre pensée sur la physionomie d'O'Connell comme orateur et comme homme politique, sur le but qu'il poursuit et les résultats qu'il a obtenus.

Les qualités oratoires d'O'Connell consistent bien moins dans le développement extraordinaire de telle ou telle faculté, que dans l'assemblage de plusieurs facultés hétérogènes. Il est tout ce qu'il veut être : parfois logicien à la manière des scolastiques et jusqu'au pédantisme, parfois rhéteur disert, idyllique et fleuri; parfois inspiré et pathétique jusqu'aux larmes, parfois railleur acéré et impitoyable, parfois simple et naïf en vrai bonhomme; mais plus souvent *agitateur de son métier,* comme il dit, tribun du peuple, et tribun irlandais, c'est-à-dire combinant la vigueur et la bouffissure, la finesse et la vulgarité dans des proportions colossales, et par cela même sans rival en Europe dans l'art de remuer à son gré une multitude. Les facéties et les brutalités oratoires d'O'Connell dépassent toutes les limites du possible : à l'un de ses ennemis, à lord C***, il dira que c'est une *hure de sanglier garnie d'une peau d'orange;* à l'autre, qui a le malheur d'être boiteux, qui l'attaque et prétend que son langage est sévère, mais juste, il répliquera : « Oui, juste comme vos jambes; » celui-là il l'appellera : « La baleine terrestre, l'homme-« montagne, la plus grande masse que l'on puisse « montrer gratis. » En réponse aux attaques de M. Jackson, le plus impitoyable ennemi de l'Irlande, O'Connell se lève et s'écrie : « Dans la poi-« trine de tout homme, le cœur, enrichi d'un sang « généreux, tient à des muscles que la sympathie « dilate; dans la poitrine de celui-là (en montrant

« Jackson de la main gauche), si vous l'ouvriez à « l'instant, savez-vous ce que vous y trouveriez? au « lieu de cœur et de sang, de petits vaisseaux « pleins d'une humeur âcre et noire; au lieu de « muscles, des courroies de cuir moisi que la haine « resserre contre les poumons, et qui lui arrachent « ces cris de bête fauve dont il nous a déchiré « les oreilles. » Et lorsque tout le côté tory éclate et se lève en tumulte, O'Connell, dominant le bruit de sa voix puissante : « Allez, allez, braillards! y « en a-t-il d'autres encore? qu'ils se joignent à « ceux-là. Qu'importent quelques rosses de plus « ou de moins dans une foire! »

Je n'en finirais pas si je voulais tout citer; j'ajouterai seulement qu'il ne faudrait pas juger l'orateur sur ce simple échantillon. Bien souvent, dans ces rapides improvisations où il a tout un peuple pour auditoire, O'Connell, laissant de côté le sarcasme et l'injure, s'anime, s'exalte, se pénètre de la grandeur, de la dignité de sa mission, et alors sa parole se déroule pure, ardente, imagée, grandiose, et s'élève jusqu'à la plus haute poésie : ainsi, après sa seconde élection à Clare, il termine une allocution qui s'adressait à quarante mille hommes, par ces mots : « En présence de mon Dieu, et avec « le sentiment le plus profond de la responsabilité « qu'entraînent les devoirs solennels et redouta- « bles que vous m'avez deux fois imposés, Irlan- « dais, je les accepte! et je puise l'assurance de les « remplir, non dans ma force, mais dans la vôtre. « Les hommes de Clare savent que la seule base de « la liberté est la religion. Ils ont triomphé parce « que la voix qui s'élève pour la patrie avait « d'abord exhalé sa prière au Seigneur. Mainte- « nant des chants de liberté se font entendre dans « nos vertes campagnes, ces sons parcourent les « collines, ils ont rempli les vallées, ils murmurent « dans les ondes de nos fleuves, et nos torrents « avec leur voix de tonnerre crient aux échos de « nos montagnes : l'Irlande est libre! » Joignez à de telles paroles une puissance superbe de port, de geste, de voix, et jugez de l'effet.

La physionomie politique d'O'Connell est rarement appréciée de sang-froid; pour les tories, c'est un *saltimbanque sans pudeur*, un *effronté mendiant* [1], un *chien hargneux qui mérite la corde*, etc. Pour les whigs, c'est un homme dangereux et vénal, qu'il faut s'efforcer d'acheter; pour les radicaux, c'est un ami peu sûr dont on doit se défier; pour la plupart des radicaux français, O'Connell est un esprit étroit et sans portée, servi par de magnifiques organes, une tête imbue de vieux préjugés de secte, « une sorte de Circé, moitié avocat « et moitié prêtre, la pire espèce d'alliance et d'as- « sociation [2]; » pour les Irlandais, O'Connell est plus qu'un homme; c'est presque un dieu.

Toutes ces appréciations si différentes se conçoivent et s'expliquent par la mobilité même d'O'Connell, mobilité dont il faut chercher la cause et la justification dans cette position mixte où il s'est placé, entre la légalité et l'insurrection. « O'Connell, comme l'a très bien dit M. de Beau- « mont, n'est ni un homme de pure opposition « parlementaire, ni un homme de révolution; il « est l'un et l'autre, tour à tour et selon les cas; « tout pour lui consiste à obéir et à résister avec « discernement. » O'Connell n'est point un philosophe humanitaire, parce qu'il est avant tout l'homme de son pays, et que l'Irlande a trop à faire de ses propres maux pour songer à disserter synthétiquement sur les maux de l'espèce humaine; O'Connell est catholique, d'abord parce qu'il est Irlandais, et ensuite parce qu'il parle à des Irlandais et pour des Irlandais; O'Connell n'a point insurgé son pays, et, bien qu'il le puisse faire d'un geste, il ne le fera pas, parce qu'il ne croit point encore l'Angleterre assez divisée, ni l'Irlande assez forte pour risquer l'initiative. Songez à toutes les tentatives antérieures où Dieu a laissé couler en vain le sang de l'opprimé, songez à cette effroyable responsabilité qui pèse sur la tête d'un seul homme, voyez cet homme qui sent que les temps approchent, mais qui recule devant le sacrifice de toute une génération qui espère mourir avant l'heure du combat; et comprenez les secrètes angoisses d'O'Connell!

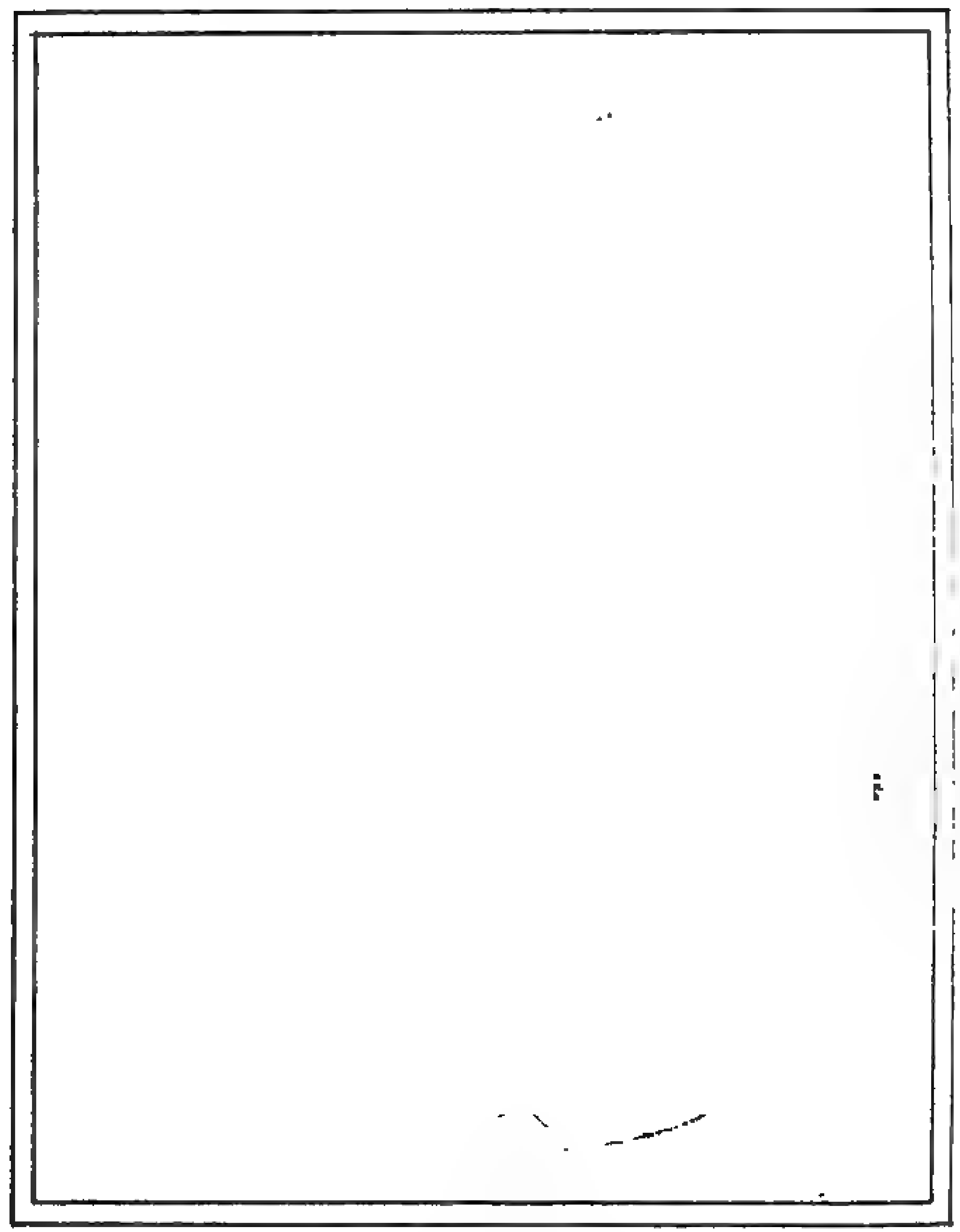
Maintenant, O'Connell mort, que devient l'Irlande? Le lecteur a dû voir, d'après tout ce qui

[1] On sait que chaque année le peuple irlandais offre à O'Connell un tribut volontaire très considérable; en 1835 cette somme a dépassé 514,000 francs, et plus d'un voyageur raconte que, donnant quelques *pence* à un pauvre d'Irlande, il lui en a vu mettre *deux* à part en disant : « Ceci est pour la rente d'O'Connell. » Cette rente a pour but d'indemniser l'agitateur de l'abandon qu'il a fait de sa profession d'avocat, et en même temps de subvenir aux frais nombreux que nécessitent ses fréquents voyages, ses relations multipliées et sa haute position politique. Du reste la publicité absolue qui accompagne la perception de cette rente atténue ce qu'elle peut offrir d'étrange pour nos mœurs.

[2] Voir la *Nouvelle Minerve* de 1837.

précède, que le *statu quo*, si longtemps qu'il puisse se prolonger, manque de toutes les conditions de vie. L'Irlande sera-t-elle écrasée encore une fois, et rentrera-t-elle pour des siècles dans le dur esclavage d'où elle est enfin sortie? Pour, de ce qui est, tirer une telle conclusion, il faudrait douter de la Providence et de la marche ascendante de l'esprit humain. L'Irlande se séparera-t-elle de l'Angleterre? On a vu que cela ne pourrait avoir lieu aujourd'hui que par l'anéantissement de l'une ou de l'autre; reste une dernière et meilleure solution du problème: si O'Connell n'a pas donné le bonheur et la vie sociale à l'Irlande, il lui a donné du moins le sentiment de la force dans l'union, et quelles que puissent être les alternatives de la lutte à venir, ce sentiment ne périra pas; mais O'Connell a fait plus encore, il a porté à travers l'Angleterre ce que j'appellerais volontiers la *contagion* de l'Irlande. L'aristocratie anglaise sera punie par où elle a péché, elle a eu deux poids et deux mesures, elle a gouverné l'Angleterre avec un bon esprit, bien que ce ne fût encore que l'esprit de l'égoïsme, mais elle a fait passer toute l'Irlande sous le même niveau de misère, et par-là elle a créé à ses côtés la plus énergique et la plus redoutable de toutes les démocraties, celle des *haillons*; or la démocratie est épidémique de sa nature, et les haillons ne manquent pas même en Angleterre: s'il est bien vrai que les générations sont solidaires les unes des autres; s'il est bien vrai, comme l'a dit un noble et harmonieux penseur[1] dont j'aurai à vous parler bientôt, que l'humanité marche toujours dans une route jalonnée par ces trois mots: *Déchéance, expiation* et *réhabilitation*; s'il est bien vrai que les crimes des castes, comme ceux des peuples et des individus, sont libres, mais que la peines de ces crimes, si lente qu'elle soit, est fatale; s'il est bien vrai que pendant sept cents ans l'aristocratie anglaise a envoyé à l'Irlande la tyrannie, aura-t-elle donc le droit de se plaindre quand l'Irlande lui enverra en échange une révolution?

[1] M. Ballanche.



Imp de F Degobert

GARNIER-PAGÈS

Publié par [illegible]

M. Garnier-Pagès.

Deux choses sont aujourd'hui également en crainte sur leur avenir, le pouvoir et la liberté.... La France de la révolution n'est point assise ni constituée. L'incertitude et la confusion règnent encore dans son sein ; le bien et le mal, le vrai et le faux, les éléments de l'ordre et les semences de l'anarchie y fermentent encore pêle-mêle et au hasard.

GUIZOT. — DES MOYENS DE GOUVERNEMENT ET D'OPPOSITION, ETC., p. 1 et 3.

Vingt ans et une révolution nous séparent déjà de l'époque où M. Guizot écrivait les lignes qui me servent d'épigraphe, et pourtant, si je ne me trompe pas, elles sont encore l'expression la plus exacte de la situation actuelle. A mesure que le pouvoir gagnait en force, en changeant sa base, la liberté grandissait d'autant, multipliait ses exigences, si bien qu'aujourd'hui il y a entre ces deux éléments constitutifs de la vie sociale, non pas contrepoids, ce qui serait l'idéal de la perfectibilité humaine, mais guerre déclarée, et en plus d'un point guerre à mort. A qui la faute? Au pouvoir ou à la liberté? Celui-ci inclinerait-il au despotisme? celle-là tendrait-elle à l'anarchie? Là est la question que ma tâche de biographe me permet à peine d'effleurer.

Tout esprit quelque peu droit, qui se met en dehors du conflit pour l'embrasser d'un regard impartial, est tout d'abord frappé d'une grande chose, qui jusqu'ici, au moins en fait, est tout entière à l'avantage du pouvoir; je veux parler de l'incohérence et de l'indiscipline de ses adversaires. Jamais peut-être, à aucune époque de notre histoire, la liberté ne se présenta vêtue d'un manteau plus bariolé de systèmes rivaux, de théories contraires: avant juillet, l'opposition extra-constitutionnelle était absente ou tout au moins latente; les partis les plus modérés voulaient sans arrière-pensée forcer le gouvernement à rester dans la Charte; les plus hostiles s'attachaient adroitement à l'y bloquer pour le pousser à en sortir, mais tous marchaient au combat sous la même bannière, avec un même mot d'ordre et de ralliement, la Charte. Le pouvoir donna dans le piége, fit une sortie et fut vaincu. La bataille une fois gagnée, les combattants se divisèrent, les uns se contentant de surveiller, de diriger, d'améliorer la chose conquise, plusieurs s'endormant un peu dans les délices de Capoue, tandis que les autres, plus impatients, abandonnant le drapeau, se lançaient par groupes, à l'aventure, vers des conquêtes nouvelles et des plages inconnues.

Deux citations feront mieux apprécier cette double situation. Un mois avant la révolution de 1830 M. Thiers écrivait dans le *National*, l'organe le plus avancé de l'opposition, ceci : « Les peuples « sont ordinairement obligés de s'insurger pour « avoir la liberté; aujourd'hui, grâce à la Charte « qui met la légalité de notre côté, c'est au pouvoir « à s'insurger, et à courir lui-même les chances de « l'insurrection s'il veut nous enlever la liberté. » Trois ans plus tard, dans le même journal, Carrel écrivait : « Nous avons conquis en juillet irrévocablement le pouvoir représentatif; c'était tout ce « que nous pouvions faire. » Puis il ajoutait : « *Nous discutons aujourd'hui pour savoir ce que* « *sera ce gouvernement représentatif. Admettra-* « *t-il des pouvoirs héréditaires, ou seulement et* « *exclusivement des pouvoirs électifs?* » Comme on le voit, la question se trouvait déjà déplacée d'une hémisphère; et pourtant remarquez avec quel art Carrel, qui fera longtemps faute au parti radical, car il possédait à un haut degré des qualités rarement unies, un cœur généreux, une âme ardente, un esprit judicieux et froid; remarquez, dis-je,

avec quel art, sachant bien qu'il ne suffit pas d'enfiler les unes aux autres des banalités déclamatoires et de vagues pensées pour faire du prosélytisme dans un siècle tout positif, Carrel s'efforce de circonscrire et de préciser cette grande question, de manière à rendre aussi simple et aussi rassurant que possible le passage si redouté de la monarchie à la république. De quoi s'agit-il? de bouleversements? de loi agraire? de pauvres *indignement* exploités par les riches, et réclamant *impérieusement* leurs droits? de comité de salut public? d'*infâme* tyrannie à jeter par terre, et autres terrifiantes balivernes? Point du tout; il s'agit de savoir si nous commencerons par remplacer pacifiquement dans notre constitution le mot *héréditaire* par le mot *électif*. Après avoir ainsi porté la discussion sur le terrain le plus favorable, Carrel continuait. « Les « républicains *de sentiment* ne réussiront à ruiner, « dans les convictions de la *majorité* du pays, les « pouvoirs héréditaires, qu'à la condition de se « faire des *opinions* républicaines assez *arrêtées*, « assez *précises*, pour être facilement appréciées du « grand nombre, assez *larges*, assez *consciencieuses*, « assez *morales*, pour dissiper toutes les préventions, et offrir à toutes les diversités qui se partagent le pays des gages de liberté. C'est à quoi « nous travaillons pour notre compte; il nous serait facile d'*exagérer* le sentiment républicain, « et de demander tout pour le peuple et par le peuple, sans dire *comment* le peuple pourra tout « faire par lui-même, et *où finit* et *commence* le « peuple; nous aimons mieux nous attacher à développer des institutions qui ne sont certes pas « le dernier mot du progrès politique et social, « mais qui conduisent *pacifiquement* à la réalisation *législative* de tous les progrès, que les discussions de la presse et le travail de l'esprit public pourront successivement développer au sein « de la nation [1]. »

Une polémique ainsi conduite eût pu lutter avantageusement contre les répugnances du pays; malheureusement cette position de modérateur au sein d'un parti qui s'appuie généralement sur un principe subversif de toute discipline, était difficile à tenir; le principe de la souveraineté du peuple, entendu comme collection *matérielle* de 25 millions de souverainetés individuelles, portait ses fruits. Chaque *membre du souverain*, pour me servir d'une expression de 93, prétendait résumer en lui le souverain, parlait haut et ferme en son nom, et Carrel était débordé de toutes parts. La *Tribune*, exhumant les théories de centralisation oppressive de la *Montagne*, renouvelait contre Carrel la vieille accusation de fédéralisme sous laquelle succombèrent les Girondins: « Vous prêchez, « lui disait-elle, un système mortel au pays; vous « rappetissez l'esprit public à toutes les misères « d'un individualisme sans puissance et sans unité; « vous vous posez comme une supériorité intellectuelle qui professe et qui n'apprend pas: le temps « des grands seigneurs est passé. » Puis venait la *Société des Droits de l'Homme* qui, laissant bien loin derrière elle le *National*, la *Tribune* et la *Montagne*, ressuscitait Babœuf, et lançait un manifeste où elle déclarait que « la nation française, étant en « masse propriétaire du sol qu'elle habite, avait « seule le droit d'en fixer la répartition entre ses « membres. » Ces trois couleurs principales se subdivisaient en nuances nombreuses, et chaque forme de gouvernement démocratique, depuis le système américain jusqu'à l'organisation primitive de la tribu, trouvait des défenseurs ardents, exclusifs, et réciproquement hostiles. A ces discordantes clameurs les partis dépossédés mêlaient leurs voix discordantes; la *Gazette de France*, dépouillant ses grands airs du temps de M. de Villèle, faisait les yeux doux *au Peuple Souverain*, lui proposait une transaction à l'amiable, en lui demandant de vouloir bien rayer comme nul et non avenu le *Serment du Jeu de paume*, rien que cela, et de dater ensemble des *États-Généraux*, quitte à s'arranger ensuite pour le mieux sur tout le reste. « Il n'y a, disait « mielleusement la *Gazette*, qu'une différence entre « nous et le *National*, c'est qu'il approuve l'usurpation de l'Assemblée constituante, et que nous « l'avons toujours condamnée. — C'est-à-dire, répliquait le *National*, le chapeau sur l'oreille, « c'est-à-dire que la *Gazette* est pour l'ancien régime, et nous pour la révolution; il n'y a pas plus « de différence que cela entre elle est nous [1]. » D'autre part, les puritains du légitimisme tonnaient contre ces concessions à l'esprit révolutionnaire, et parlaient de remonter jusqu'au-delà de Richelieu, ce premier et odieux niveleur; enfin quelques têtes privilégiées découvraient dans le génie dominateur de Napoléon une idée fixe de liberté, et alors naissait je ne sais quelle théorie démocratico-prétorienne intitulée *système napoléonien*; ensuite ve-

[1] *National* du 16 mai 1833.

[1] *National*, octobre 1833.

naient les *Socialistes*. Le *Saint-Simonisme*, à peine né, commençait par décréter l'abolition de la propriété, de l'hérédité et de la famille; proposait de mettre la société tout entière à la refonte, en promettant de tirer du creuset une nation modèle, constituée avec ordre, harmonie, hiérarchie, sous l'omnipotence distributive d'un gouvernement théocratique chargé d'assigner à *chacun selon sa capacité* et à *chaque capacité selon ses œuvres*. — Erreur et déception que tout cela! s'écriaient les *Phalanstériens* ou *Fourriéristes*; vous, Babouvistes et Saint-Simoniens, vous êtes des fous. En fait, vos théories nous précipiteraient dans des voies de destruction dont le terme ne pourrait être que le retour à l'état sauvage; en droit, même le plus absolu, abolir la propriété serait remplacer une usurpation par une autre usurpation. La constitution actuelle de la propriété est à la vérité entachée d'un vice, en ce sens que le *capital créé*, c'est-à-dire le sol mis en état de culture, qui représente un *travail fait*, et qui par conséquent appartient *légitimement* à ses producteurs ou à leurs héritiers, a usurpé le *capital primitif*, c'est-à-dire le fonds, la terre, qui est la propriété générale de l'espèce; mais l'espèce, à son tour, ne saurait avoir aucun droit sur une production qui n'est point son fait, et qui est aujourd'hui inséparable du *capital primitif*; d'où il suit que le seul moyen de légitimer complètement la propriété en théorie, et de la prémunir en fait contre toutes les chances de révolution, c'est de porter remède à l'état précaire et misérable des *Masses* non possédantes, en établissant pour elles un juste équivalent, le *droit au travail*, droit qui jusqu'ici ne leur a jamais été garanti par la société. Quant à vous, radicaux, légitimistes, napoléoniens, réformateurs politiques de toutes les couleurs, vous n'êtes que des ambitieux; sous prétexte de bien public vous n'aspirez qu'à donner le pouvoir à vous ou à vos hommes; voilà soixante ans qu'une école absurde identifie le génie du progrès avec l'esprit révolutionnaire, qui ne sert au contraire qu'à agiter, à exténuer les nations, et à empêcher l'étude et la réalisation de progrès réels, c'est-à-dire de ceux qui ont pour conséquence l'augmentation du bien-être général. Il est temps de mettre fin à tous ces vains combats de l'arène politique; il ne s'agit plus ni de loi agraire, ni de république, ni de changement de dynastie, ni de suffrage universel; il s'agit d'*organiser l'industrie* de manière à assurer aux prolétaires ce *droit au travail*, que la société ne saurait leur refuser sans injustice et sans danger. Le problème que nous posons est essentiellement pacifique; le voici : Étant donnés les intérêts du *capital*, du *travail* et du *talent*, tels qu'ils existent dans les combinaisons présentes, trouver un *mode* de combinaison supérieur également avantageux à ces trois ordres d'intérêts, qui 1° les concilie en les *associant*; 2° les attire dans un système d'organisation du travail capable d'augmenter considérablement la faible production qui résulte des fausses combinaisons présentes; 3° enfin, répartisse l'*augmentation* de la richesse sur toutes les têtes *en proportion* du concours fourni soit en capital, soit en travail, soit en talent, par chacun des ayant-droits. Maintenant voici notre plan [1]; lisez, comprenez si vous pouvez. Abandonnez vos funestes débats politiques, occupez-vous de remplacer vos bourgades mal construites par des palais plus beaux que le château de Versailles; des *phalanstères*, où vous travaillerez et vivrez magnifiquement en *familles associées* ou *Phalanges*. Pour vous enseigner le moyen de devenir tous heureux et riches comme des Crésus, nous ne vous demandons qu'une lieue carrée de terrain et des *actionnaires*.

Ainsi parlaient et parlent encore les disciples de Fourrier : ils ont fait, dit-on, beaucoup de prosélytes et très peu d'actionnaires.

Au milieu de cette explosion de systèmes qui suivit de près la révolution de juillet, la France, ahurie, commença par se boucher les oreilles, et se tint à elle-même à-peu-près ce langage : « Il paraît que je suis très malade, puisque tous ces gens-là s'accordent à me le dire. J'ai pris cependant en 93 un terrible bain de Jouvence, et depuis j'ai passé par bien des mains; que de médecins sont venus tour-à-tour à moi en se disant : *Faciamus experimentum in animâ vili;* et moi, confiante, curieuse et mobile que j'étais, je les ai tous accueillis et abandonnés avec le même sourire; ils m'ont fait avaler du sang, de la gloire, de la honte, des larmes;

[1] On comprend que je ne puisse exposer ici au long la théorie de Fourrier, théorie passablement compliquée, bizarre, et cependant curieuse à étudier. Il y a là des choses dont la société devra faire son profit tôt au tard; il est bien entendu aussi que dans tout ce qui précède je ne suis que l'éditeur *irresponsable* des idées *phalanstériennes* que j'ai résumées de mon mieux; je renvoie ceux qui voudraient en savoir davantage à l'ouvrage fort remarquable de M. Considérant, intitulé *Destinée sociale*. C'est Fourrier débrouillé et mis à la portée de tout le monde.

ils m'ont nourrie de terreur nauséabonde, de républicanisme frelaté, de despotisme agréable au goût, mais énervant, d'absolutisme mitigé, mais insipide; et me voilà maintenant fortifiée d'un côté, affaiblie de l'autre, capricieuse toujours, mais un peu fatiguée; me voilà après de longs détours revenue presque à mon premier régime, celui de 89. — Irai-je encore me livrer à des espérances tant de fois déçues? reposons-nous, et attendons. » Le médecin en pied, c'est-à-dire le pouvoir né de Juillet, sut habilement mettre à profit ces dispositions de la France; il l'épouvanta de ce choc tumultueux de passions effervescentes. » Gardez-vous, lui dit-il, de tous ces empiriques, ce sont autant d'empoisonneurs; ils vous crient que vous êtes au plus mal, ils vous trompent; vos souffrances, vos agitations ne sont qu'éphémères; elles tiennent au mauvais régime que vous avez suivi jusqu'ici; votre tempérament est sanguin-nerveux, et depuis tantôt un demi-siècle on ne vous traite qu'avec des saignées à blanc, des excitants ou des émollients; nous allons vous composer un petit régime mixte qui vous ira au mieux; nous vous prescrirons du repos *modéré*, du mouvement *modéré*, du progrès *modéré*; laissez-vous faire, et vous aurez de la santé pour trois mille ans. » Moitié conviction, moitié indolence, la France, un peu blasée en matière de révolution, croisa les bras et se laissa faire.

Ce que voyant, les partis, qui n'aiment pas à attendre, se mirent en tête de chasser le médecin, de s'emparer du malade par la force et de l'opérer malgré lui; radicaux de toutes les nuances, légitimistes, napoléoniens, malgré les remontrances de quelques-uns des leurs mieux avisés, vinrent tour-à-tour s'épuiser en assauts malheureux; le pouvoir tint bon, les repoussa vigoureusement, et la France effrayée ne se fit pas trop prier pour sortir de son apathie et donner contre eux un coup de main; vaincus dans la lutte, les partis, au lieu de commencer par s'entendre, sinon en bloc, au moins dans leurs camps respectifs, pour entrer ensuite dans la voie de l'enseignement, de la persuasion, se rejetèrent dans la déclamation contradictoire. Ils s'y usaient, lorsque la *Gazette de France* eut l'heureuse idée de manipuler dans ses bureaux et de mettre à l'ordre du jour un spécifique unique; on se le passa de main en main, et bientôt toute l'opposition extra-constitutionnelle n'eut plus qu'un seul et même cri, le SUFFRAGE UNIVERSEL! Je déclare que je suis peu enthousiaste de la loi électorale actuelle; je reconnais qu'elle admet quelques zéros et exclut beaucoup de chiffres [1]. Les partisans du suffrage universel ont trouvé un excellent moyen de remédier à cet inconvénient. Ils élèvent d'emblée tous les zéros à l'état de chiffre; de telle sorte qu'en faisant fonctionner leur *criterium* arithmétique de vérité, de justice et de raison, comme les zéros chiffrés ou non sont toujours en réalité des zéros, on arriverait trois fois sur une à des résultats merveilleux dans le genre de celui-ci : 10 chiffres ajoutés à 90 zéros l'emportent sur 99 chiffres. Les radicaux devraient bien nous chercher quelque chose de mieux. Quoi qu'il en soit, le *suffrage universel* est pour eux une bonne trouvaille. Jusqu'ici fractionné, perdu dans le vague, ou compromis dans la rue, ballotté sans cesse de l'offensive à la défensive, le parti s'effaçait de plus en plus aux yeux du pays; le voici maintenant avec un point d'appui légal, et un mot de ralliement qui lui donne au moins l'apparence de l'unité; malheureusement l'unité n'est que factice, soulevez le voile, et l'anarchie morale ressort dans toute sa laideur; tous entendent de la même manière, ou à peu près, le suffrage universel; mais dans quel but? Ici commencent les divergences : laissons parler M. de Cormenin : « Il y en a qui se contenteraient « de changer encore une fois de roi, pour essayer « si cela irait peut-être mieux; d'autres voudraient « tout de suite la république; d'autres la voudraient, « mais plus tard; ceux-ci désireraient qu'on con- « sultât le pays, qui n'a jamais été véritablement « consulté depuis bientôt une quarantaine d'an- « nées, et que l'on fît ce que désirerait la majorité « des citoyens [2]. » Et M. de Cormenin s'arrête là; c'est bien discret : continuons. Il y a trente-six manières d'entendre la république, et il y a encore aujourd'hui, comme après Juillet, trente-six espèces de républicains; les uns tiennent pour la

[1] Un état social ne doit pas s'envisager sous la forme d'une collection inerte et brute d'individus, mais bien d'une collection d'*intérêts* et d'*idées* dont la représentation constitue la volonté *raisonnée* d'un peuple, c'est-à-dire l'expression *complète* et *vraie* de sa *souveraineté*. Car celui-là seul peut vouloir, qui sait ce qu'il veut et pourquoi il veut; et celui-là seul peut vouloir dans l'intérêt de tous, qui a un intérêt commun à tous. J'appelle donc *zéro* électoral tout homme qui ne possède *absolument* que l'un des deux attributs sociaux, à plus forte raison celui qui ne possède ni l'un ni l'autre.

[2] Orateurs parlementaires, t. II, page 158.

république de Carrel; c'est la plus claire et la plus raisonnable, la voici :

« Nous répéterons donc, afin que la *Tribune* n'en « doute pas, que nous sommes toujours pour le « gouvernement représentatif, contre la *monarchie* « et contre l'*anarchie;* que nous voulons ce gou- « vernement représentatif, composé d'un pouvoir « exécutif, d'un pouvoir législatif, et d'un pouvoir « judiciaire, indépendants l'un de l'autre; — que « nous tenons pour les deux degrés de discussions « législatives, c'est-à-dire pour deux chambres; — « que nous désirons voir s'établir un pouvoir exé- « cutif, un, électif, responsable, amovible, jouis- « sant d'une plus grande latitude pour gouverner « qu'un premier magistrat héréditaire, gouvernant « en un mot de sa personne, pour sortir des fictions « et prendre les choses comme elles sont; que nous « ne reconnaîtrons qu'à une assemblée extraordi- « nairement convoquée, et représentant la France « aussi *complétement que possible,* le droit de parler « au nom de la souveraineté nationale, d'exercer « le pouvoir constituant, et de servir de transition « entre l'ordre de choses actuel et celui que nous « désirons. »

Après la république de Carrel, vient celle de la *Tribune,* composée d'une Convention et de je ne sais quelle anarchie de comités; la *Revue du Progrès* est pour la *souveraineté absolue d'une assemblée;* la république des *Babouvistes* m'étant peu familière, je n'en parlerai pas; certains républicains s'accommoderaient assez volontiers de deux ou trois consuls; j'en ai vu qui étaient pour le directoire; ceux-ci entendent le fédéralisme à la manière des cités grecques; ceux-là, à la manière des états de l'union américaine, et tous se figurent qu'ils sont *girondins,* ce qui est parfaitement faux; j'en ai rencontré quelques-uns, les plus jeunes, qui disaient gravement que le système de Marat avait du bon, à savoir : un dictateur, le *boulet au pied* [1], faisant tomber cent mille têtes sous le *rasoir national;* ceux-ci sont les moins dangereux. D'autres enfin, et c'est le plus grand nombre, républicains de collége, jeunes hommes bien doués, au noble cœur, à la tête ardente, font de la république leur premier amour; cet amour s'affaiblit et s'efface à mesure qu'arrivent les autres. A ceux-là ne demandez pas le *pourquoi* et le *comment* des choses, ils ont ce que Carrel appelait des *sentiments* républicains, ils n'ont pas d'*opinions* républicaines.

Ainsi donc, pour toute la partie doctrinale et d'enseignement, le radicalisme est encore d'une faiblesse extrême; des œuvres de négation pure, des pamphlets spirituels et acerbes comme ceux de M. de Cormenin, ou éloquents et sauvages comme ceux de M. de Lamennais, machines de guerre plus ou moins meurtrières, ne suffisent pas à faire l'education d'un pays, point trop amoureux à la vérité du présent, mais qui se souvient du passé, et n'est pas disposé à se livrer sans savoir où on le mène. Restent quelques rares fragments éparpillés dans des revues, d'assez bonnes idées sur l'amélioration des classes pauvres et l'organisation du travail; et encore ces idées sont empruntées aux *phalanstériens,* qui les revendiquent, et soutiennent que toute révolution, loin d'être propice, est éminemment contraire à leur application. Quand on pense aux grands et sérieux travaux que l'école gouvernementale mixte, appelée constitutionnelle, a produits depuis cinquante ans, tant en France qu'en Angleterre, on peut dire hardiment que l'école républicaine moderne, en tant qu'elle sera non plus seulement révolutionnaire, c'est-à-dire impuissante à fonder, mais organisatrice, utilitaire, bienfaisante, est encore à naître [2].

En passant des idées aux hommes on retrouve la même incertitude, la même anarchie, le même chaos. Les individualités élevées ne manquent pas, mais elles ne représentent qu'elles-mêmes ou à peu près; et pourtant, si les partis radicaux étaient disciplinables, ils ont dans leur sein un homme très propre à opérer entre eux cette œuvre de fusion, de conciliation, dont Carrel poursuivait avec tant de difficulté l'accomplissement, et à leur imprimer cette unité de pensee qui constitue la force et assure l'avenir d'un parti. Cet homme, c'est M. Garnier-Pagès.

M. Garnier-Pagès n'est ni un orateur brillant, ni un écrivain de première force; je crois même qu'il écrit peu ou point; mais il possède à un haut degré ce sens pratique, cette science des hommes et des affaires qui me semble être le côté faible de ses coreligionnaires même les plus distingués; joignez à cela un grand zèle, une foi vive et sincère, un esprit d'un tour arrêté, sans être roide, comme l'était un

[1] Expressions de Marat.

[2] A moins toutefois que l'opinion radicale ne consente, ce dont je doute très fort, à reconnaître comme *siens* des ouvrages d'une démocratie large, réfléchie, patiente, dans le genre du beau livre de M. de Tocqueville.

peu celui de Carrel, une moralité publique et privée à toute épreuve, une parfaite urbanité de ton et de manières, et vous aurez une physionomie politique à la fois simple, pure, calme et sévère, qui ne manque pas d'un certain attrait. La vie politique de M. Garnier-Pagès est peu fournie d'incidents et de contrastes; elle a cet avantage que M. de Maistre jugeait si précieux et si rare, de n'être *qu'une;* nous allons la parcourir rapidement.

Étienne-Joseph-Louis Garnier-Pagès est né à Marseille, le 27 décembre 1801, d'une honnête famille de bourgeoisie; à sa sortie du collége, il vint à Paris faire son droit; reçu avocat, il débuta au barreau d'une manière assez médiocre. La faiblesse de son organe, la sobriété de sa parole de penseur, son goût prononcé pour les hautes études de philosophie et de droit public, lui firent bientôt abandonner une carrière pour laquelle il n'était point né, et il se voua dès lors exclusivement au travail du cabinet, non sans prendre une part active à toutes les émotions de cette jeunesse libérale qui dévorait le *Constitutionnel,* et se pressait autour des tribuns parlementaires de la restauration. Toutefois, les amis de M. Garnier-Pagès se rappellent encore que, déjà à cette époque, alors que les noms de Foy, de Manuel, de Royer-Collard étaient le *nec plus ultra* du grand, du beau, du démocratique, le jeune radical en herbe, sans donner dans les fantasmagories du carbonarisme, se montrait avare d'enthousiasme et ennuyé parfois de ces passes d'armes à fer émoussé sur le terrain circonscrit *du droit divin;* il faisait alors partie de la société constitutionnelle *Aide-toi, le ciel t'aidera,* conjointement avec M. Guizot et autres.

Après avoir été un des combattants actifs de Juillet et partagé l'effervescence des trois jours, il se rallia d'abord à l'utopie monarchico-républicaine du général Lafayette; la société *Aide-toi, le ciel t'aidera,* ayant subi une transformation analogue, fut désertée par les constitutionnels purs, et M. Garnier-Pagès en prit la direction. Il dut à cette position d'être présenté comme candidat au collége électoral de la côte Saint-André (Isère), où il fut élu député le lendemain même du jour où il venait d'atteindre ses trente ans.

A partir de ce moment toute la carrière de M. Garnier-Pagès se résume en une lutte infatigable qu'il soutint en grandissant toujours, contre les 14 ministères qui se sont succédé depuis et y compris celui du 13 mars.

Ces combats de tribune sont mêlés de quelques incidents extérieurs, que je vais d'abord signaler, pour ensuite embrasser du regard une carrière parlementaire que je ne puis analyser ici en détail.

L'extrême gauche actuelle est, ainsi que je l'ai dit ailleurs, sortie tout entière des flancs du *Compte-Rendu*. Cette époque intermédiaire, qui sépare la mort de Casimir Périer de la formation du ministère du 11 octobre, renferme une des crises les plus périlleuses qu'eut à traverser le gouvernement de Juillet. Qu'était-il advenu en 1830? Une protestation signée de 221 députés, dont un tiers, absent de Paris, n'adhéra qu'après la victoire, avait été suivie d'une bataille de rue et du renversement d'une dynastie. Qu'advenait-il deux ans plus tard? Une sorte de protestation, sinon aussi fondée en droit, au moins aussi énergique dans la forme, était signée par 140 députés et suivie également d'une bataille de rue. En fait, la vigueur du pouvoir fit peut-être toute la différence, et le sort des armes laissa dans le vague cette pièce intitulée *Compte-Rendu*, que Carrel appela, avec beaucoup de sens et de finesse, une déclaration de *neutralité* entre la république et la monarchie. Au moment de la signature, de grands débats eurent lieu au sein de la réunion Laffitte : les plus prudents redoutaient les conséquences d'une scission aussi éclatante. M. Garnier-Pagès défendit chaudement la mesure; et, après la bataille, l'autorité crut devoir lancer contre lui un mandat d'amener. Il protesta d'abord, et se déroba aux poursuites, en déclarant que, vu la mise en état de siége et la juridiction exceptionnelle attribuée aux conseils de guerre, il ne se présenterait devant la justice que *lorsque force serait rendue à la loi*. Il comparut, en effet, après l'arrêt de la cour de cassation, et la chambre des mises en accusation reconnut qu'il n'y avait pas lieu à suivre.

Alors naquit l'extrême gauche. La victoire du pouvoir, en juin, annihila le parti du *Programme* de l'Hôtel-de-Ville, en monarchisant définitivement la plus grosse part des signataires du Compte-Rendu, et en *radicalisant* l'autre. Cette dissolution ne tarda pas à se manifester à la tribune; ainsi, dès la session suivante, à la discussion de l'adresse, M. Odilon Barrot, parlant au nom de l'opposition tout entière, prononçait souvent, comme à son ordinaire, le mot *nous*. « La chambre sent, dit « M. Garnier-Pagès en montant à son tour à la tri- « bune, que s'il est des hommes qui dans un parti, « dans l'opposition par exemple, ont le droit de

« dire constamment *nous*, et à cause de leur talent « et à cause de leur position politique, il en est « d'autres qui, lorsqu'ils parlent, ne peuvent parler « qu'en leur propre nom; et, avant tout, je dois « dire que je me trouve dans ce cas. » C'était une manière modeste d'annoncer à la chambre le fractionnement de la gauche. — M. Garnier-Pagès continue, et divise les partis en légitimistes, constitutionnels de juillet, et puis.... (le passage était difficile à franchir; la victoire de juin avait rendu les oreilles chatouilleuses) et puis « *ceux qui pensaient alors et pensent peut-être encore aujourd'hui que la souveraineté du peuple ne doit pas être traduite en langage parlementaire, mais appliquée dans toute son étendue.* » C'était un peu tortueux, et pourtant clair; ce fut ainsi que l'extrême gauche se classa définitivement à la chambre par la voix de M. Garnier-Pagès. Là-dessus, hourrah général. Dès le lendemain, un co-signataire du Compte-Rendu, M. Jollivet, interpelle vivement le jeune député sur la question de savoir s'il accepte, oui ou non, la constitution. M. Garnier-Pagès se tire fort adroitement du mauvais pas. — « Messieurs, dit-il, en venant dans cette chambre, « je me suis placé dans la constitution : comme « *opinion philosophique* traduite dans le pays par « des pensées qui reçoivent plus ou moins d'étendue, j'ai pu et dû dire qu'il existait un parti qui « voulait la souveraineté du peuple appliquée dans « toutes ses conséquences..... Je déclare que jamais, dans aucun cas, je ne devancerai le vœu « du peuple, ni ne voudrai lui imposer un gouvernement de minorité; mais, je le déclare également, si, par une mauvaise administration, le « peuple était conduit, lui peuple, à faire ce qu'il « a fait en juillet, comme alors je serais avec le « peuple et pour le peuple. (Interruption.) Si on « me laissait continuer, on verrait ma pensée tout « entière. Jusque-là, renfermé dans les limites de « la constitution, je me servirai de cette constitution et des lois pour travailler dans l'intérêt de « ceux qui devraient avoir des droits politiques et « qui n'en ont point. Pour citer un exemple, je demanderai la plus grande extension possible du « droit électoral.......

.... « Quant à mes liaisons avec ceux qu'on « appelle *séditieux*, voulez-vous les connaître? « (Mouvement.) Je dois le dire, j'ai vu un grand « nombre de citoyens partisans de la souveraineté « du peuple, qui, mécontents de la marche du gouvernement, entourés d'hommes qui pensaient « comme eux, croyaient que la France entière appréciait comme eux l'ensemble des actes du pouvoir. Pour moi, placé d'une manière plus favorable pour connaître les opinions de la France, et « pour savoir ce qu'on pense, mieux qu'eux, et « mieux peut-être que la plupart d'entre vous « (rires).... je dis peut-être, et cependant, à cause « de mes nombreuses relations, j'ai la certitude que « je puis, mieux que la plupart d'entre vous, apprécier la véritable situation du pays, j'ai senti, « aussi bien que qui que ce soit, que les émeutes, « les perturbations, ne peuvent que retarder l'élan « de la liberté; et j'ai profité de ma vie de jeune « homme, et des relations que j'ai avec un grand « nombre de jeunes gens, pour leur faire comprendre la situation du pays comme je la comprenais « moi-même; je leur ai dit : Vous voulez la liberté; « elle régnera, parce que la France la veut, parce « que nous sommes à une époque où tous les efforts « des gouvernants ne sauraient nous empêcher de « l'obtenir. Quant à la souveraineté du peuple, attendez que la nation comprenne bien ce principe, et alors elle saura substituer sa volonté à celle « des factions. Attendez que ce jour soit venu. »

J'ai choisi cette citation, un peu longue, parce qu'elle me paraît suffire à donner une idée de la manière de penser de M. Garnier-Pagès, et surtout de sa manière de conduire sa pensée [1]. Placé dans une position difficile, il a l'art de dire tout ce qu'il veut dire sans blesser les susceptibilités constitutionnelles, même les plus irritables; aborde toutes les questions, et sait être à la fois le député radical le plus tenace et le mieux supporté de la chambre.

On n'a pas oublié sans doute les altercations qui s'élevèrent en 1835, après l'arrestation de la du-

[1] Nous ajouterons encore ici le jugement de Timon : « Orateur, dit le célèbre écrivain, M. G. Pagès est plus sensé que véhément. Ce n'est peut-être pas ce qu'on est convenu d'appeler de l'éloquence, c'est-à-dire des mouvements passionnés, du pathétique et de grandes images, mais souvent c'est mieux que de l'éloquence, c'est de la raison suffisamment ornée. M. G. Pagès a un talent tout-à-fait dans le genre parlementaire. Il ne dit que ce qu'il veut dire, et, comme un nautonnier habile, il conduit sa parole et ses idées à travers les écueils dont sa route est semée sans y toucher, sans faire naufrage. Les ministériels voudraient qu'il s'y brisât, et le silence qu'ils lui accordent n'est que le désir de le voir se perdre et s'enfoncer; mais il se tire du péril avec un bonheur et une subtilité d'à-propos qui déjouent leurs espérances.

(Note de l'éd. belge.)

chesse de Berry, entre les républicains et les légitimistes : ceux-là s'exprimaient sur le prosaïque incident de Blaye d'une manière assez peu révérencieuse; ceux-ci, furieux par incrédulité d'abord, et par amour-propre ensuite, auraient voulu clore toutes les bouches et fermer tous les yeux : bref, on se fâchait, les cartels s'échangeaient, les duels se multipliaient, lorsque M. Garnier-Pagès s'adjugea un petit rôle chevaleresque qui eût fait venir l'eau à la bouche à Carrel s'il n'eût déjà été fort occupé de son côté; il alla droit à M. Berryer, et lui proposa, ou de mettre fin à ces rencontres en les désapprouvant formellement, ou de vider avec lui la question en champ-clos. C'était un peu ambitieux; on s'expliqua fort heureusement et fort loyalement; les deux chefs de file se donnèrent la main, les provocations cessèrent, et tout fut pour le mieux.

M. Garnier-Pagès doit à son zèle à payer ainsi de sa personne dans toutes les occasions où il a pu être utile à son parti, soit devant les tribunaux, soit à la chambre, soit ailleurs, d'être un des hommes les plus populaires et les plus aimés entre toutes les notabilités démocratiques. Partout dans ses voyages, à Lyon, à Saint-Étienne, à Marseille, il a été accueilli et fêté avec un véritable enthousiasme; c'est dans un immense banquet de plus de 2,000 personnes, qui lui avait été offert à Lyon, qu'il prononça ce mot souvent répété depuis : « *Il* « *ne s'agit pas de couper les pans des habits pour* « *en faire des vestes, mais d'allonger les vestes pour* « *en faire des habits.* » La pensée est noble, simple et belle. C'est là, en effet, le but vers lequel doit tendre tout homme de cœur, qu'il agisse par la plume ou par la parole, si grande ou si petite que soit sa force. Mais, hélas! je voudrais bien que M. Garnier-Pagès nous donnât au plus vite sa recette; et si par hasard elle était dans le *suffrage universel*, je confesse que je l'attendrais encore.

Quoi qu'il en soit, M. Garnier-Pagès est un des hommes les plus attrayants du parti radical; il prend son rôle au sérieux : pour lui ce n'est pas seulement affaire d'habitude, de vanité ou d'ambition, c'est une véritable mission qu'il poursuit avec une opiniâtre persévérance. D'autres s'endorment volontiers sur leurs bancs à l'extrême gauche; l'opposition est pour eux une sinécure exempte de soucis et largement rétribuée en popularité. Ils vivent sur leur passé, sur leur nom ou sur la couleur de leur boule, ou encore, s'ils parlent une fois par hasard, ils ressemblent beaucoup à certains royalistes fervents de la restauration qui, pour tout argument, se frappaient la poitrine en criant : *Vive le roi!* Ils lèvent les yeux au ciel, crient : *Vive la liberté!* et tout est dit. Tel n'est point M. Garnier-Pagès : au lieu de sabrer les questions pour ne pas se donner la peine de les étudier, il les aborde avec mesure, il y entre avec lenteur, il les pénètre, il les parcourt en tous sens, et s'il s'attache plus particulièrement à un côté, comme c'est son droit, il n'est point tellement exclusif qu'il ne sache au besoin comprendre ce qu'il n'aime pas, et faire des concessions pour être plus fort. C'est dans les questions de finance surtout qu'il a développé à un haut degré cette faculté d'investigation laborieuse, sagace et patiente; et l'on est d'autant plus étonné de sa supériorité sur ce point, quand on sait que ces matières difficiles n'avaient pas été pour lui l'objet d'études spéciales avant son entrée à la chambre; il s'est mis à leur niveau à mesure qu'elles se présentaient. Un mois avant la discussion, il allait, venait, furetait, cherchait aux quatre coins de Paris des documents propres à former et à étayer son opinion; rajustait, travaillait, coordonnait le tout dans son esprit, et quand venait le jour du combat, vainqueur ou vaincu, il en sortait toujours avec honneur.

Tous ces travaux multipliés n'empêchent pas M. Garnier-Pagès de quitter parfois sa retraite pour prendre sa part des distractions du monde, soit dans les salons, où il se montre, disent ses amis, spirituel, affable, simple et gai; soit même dans la grande allée des Tuileries où vous pourrez le rencontrer lorgnant les dames, avec sa figure alongée, grave et douce, sa grande taille, son paletot et ses lunettes, le premier jour qu'il fera un beau soleil.

Maintenant, dans quelle classe de républicains faut-il ranger M. Garnier-Pagès? Est-il girondin, montagnard, anglo-américain, etc.? Je serais fort embarrassé pour résoudre cette question. Ce que je sais bien, c'est qu'il n'est ni babouviste, ni fédéraliste, ni maratiste, ni anarchiste, ni extravagant; je le tiens pour un de ces croyants sincères qui s'enferment dans leur foi, et qui espèrent un peu vaguement, mais qui espèrent; un de ces démocrates calmes qui savent qu'il ne faut pas violenter le temps, de peur de lui faire rebrousser chemin; un de ceux qui, pour me servir de l'expression de M. de Cormenin, voudraient la république, mais plus tard; et je présume qu'au fond il croit peut-être encore ce qu'il croyait en 1831,

quand il adressait à la chambre ces nobles paroles qui sont si bonnes à répéter en tout temps et à tout le monde :

« Messieurs,

« Pensez à la royauté sur laquelle repose la paix « de l'Europe et l'ordre intérieur ! pensez au gou- « vernement représentatif qui pendant longtemps « encore sera l'unique sauve-garde des libertés « françaises ; ramenez le pouvoir à l'unique ori- « gine de tous les pouvoirs, la justice et la raison. « Accueillez tous les murmures dont la source est « vraie ; calmez les mécontentements par cette « force qui vient des lois et non de la violence. « Donnez à la France cette sécurité dont elle a « besoin ; qu'elle sache sans détour et sans ambi- « guité ce que le pouvoir veut et fait, ce qu'il peut « vouloir et faire, et le calme se rétablira, et le « trône sera plus fort, et la liberté sera plus « ferme [1]. »

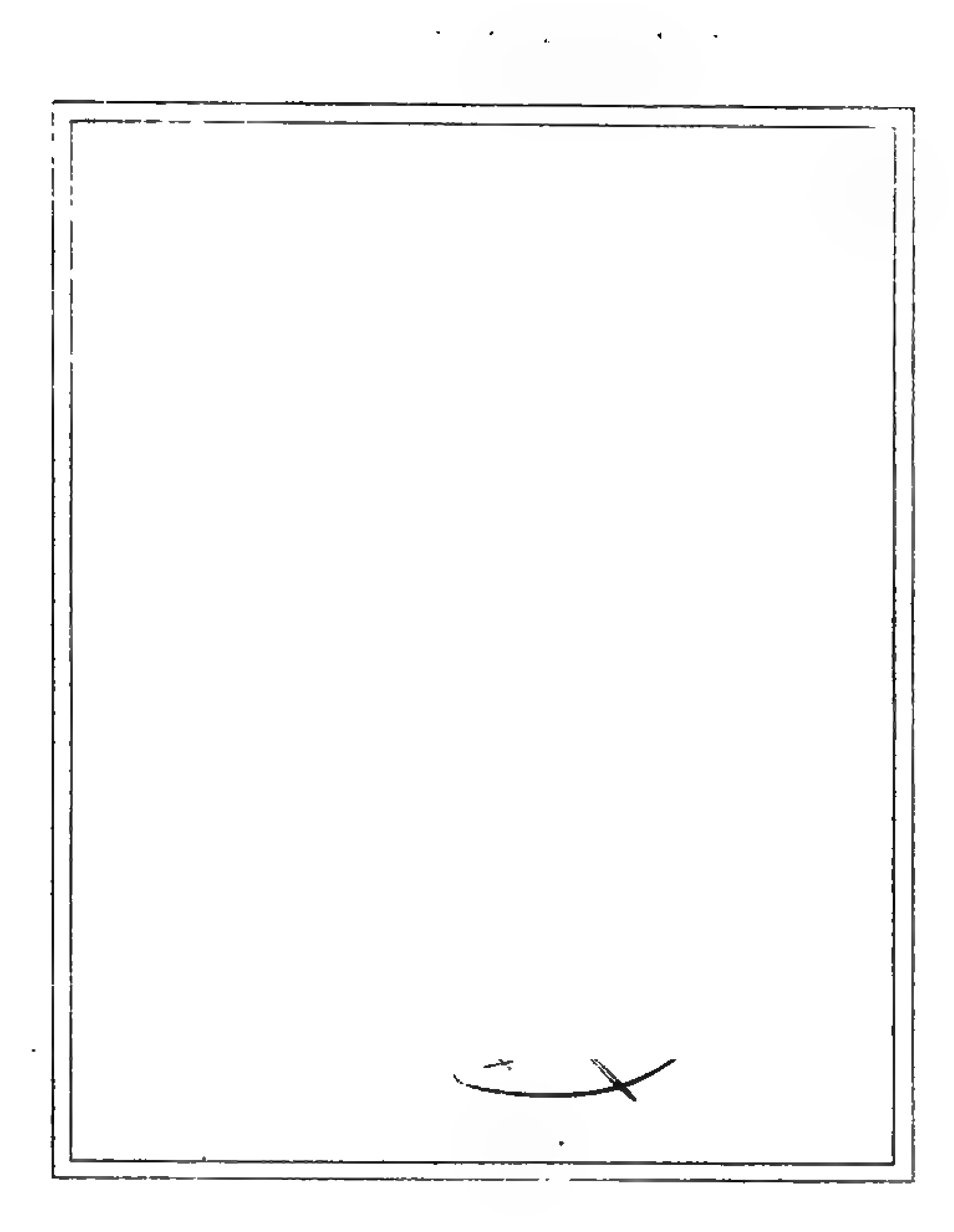
[1] Séance du 9 avril 1831.

M. Ingres.

> M. Ingres soulève contre lui les intelligences médiocres; il en est de sa peinture comme du caractère des hommes supérieurs qu'un défaut de concession aux usages de la société travestit en orgueilleux ou en sauvages.
>
> CHARLES LENORMANT.

Voilà bien longtemps qu'on se plaint de n'avoir pas encore vu figurer un nom d'artiste dans cette série d'esquisses biographiques consacrées aux illustrations de tous genres; le reproche est fondé; mais je dois dire que si j'ai reculé jusqu'ici devant cette partie de ma tâche, c'est qu'elle me paraît la plus délicate et la plus ardue; en effet, à moins de s'en tenir à la petite chronique des ateliers, il est presque impossible de faire sérieusement la biographie d'un artiste sans y mêler par-ci par-là un peu d'esthétique; et il est, à mon sens, horriblement difficile de faire de l'esthétique en matière d'art, notamment de peinture, quand on n'est pas artiste soi-même, ou qu'on ne justifie pas son droit de critique par des études spéciales, sérieuses, des études de toute la vie. Le rôle d'appréciateur en littérature ou en politique est moins embarrassant; là, pourvu qu'on ait un peu de sens, pas trop d'esprit, point d'engagement, et beaucoup de bonne foi, on peut encore parvenir à dire des choses raisonnables; et d'ailleurs, si l'on se trompe, les faits parlent, les livres circulent de main en main, et le public est à même de décider en dernier ressort. En fait d'art, il n'en est point ainsi; il faut ou juger la pensée souvent multiple et subtile du maître avec ses grossières impressions, ou choisir parmi les mille petites coteries intolérantes, jalouses, haineuses qui divisent ce monde à part; quelque législateur de feuilleton, quelque Winkelmann improvisé dont on se fait l'écho servile, et dont les arrêts sont sans appel; car la masse n'a souvent pas vu l'œuvre, ne la connaît que par des reproductions imparfaites, ou, si elle l'a vue, décline volontiers sa compétence, tant elle est habituée à se servir des yeux d'autrui.

Tout cela encore serait bien, si la critique se faisait avec conscience et en toute connaissance de cause; malheureusement ce métier d'aristarque, qui exige tant de lumières, tant de goût, tant d'études, un coup-d'œil si fin, une expérience si grande, ce métier est devenu aujourd'hui la spécialité de tout le monde; c'est l'apanage du premier gâche-mortier littéraire qui sait plus ou moins bien délayer une période. Chaque année, à l'ouverture du Salon, *ces philosophes de l'art*, comme ils s'appellent, surgissent par centaines; romanciers, vaudevillistes, feuilletonistes, fabricants de barcaroles, rédacteurs de *faits-Paris*, professeurs de latin, rhétoriciens frais émoulus, commis-voyageurs au repos, *rapins* d'atelier convaincus d'impuissance dès leur tête de troisième ordre; tout le monde s'en mêle; et c'est à la fois triste et plaisant de voir ces épais bataillons se ruer au Louvre, distribuant l'éloge et le blâme à tort et à travers, comme des corneilles qui abattent des noix, saturant d'encens le *recommandé*, sabrant impitoyablement *l'inconnu*, traitant les maîtres du haut de leur grandeur, et noyant leurs formules dédaigneuses dans une certaine phraséologie technique, prodigieuse d'effet sur le vulgaire, qui respecte toujours ce qu'il ne comprend pas; ainsi ces messieurs parlent *bleu de cobalt, jaune de chrôme, vernis, glacis, frottis, teintes criardes, ton verjus, ton fer-blanc, ton omelette*; le tout mélangé d'apo-



du demi-nu libertin, des bouches en cœur, des robes et des nez retroussés, toutes choses d'ailleurs peu en harmonie avec 93, on se jeta avec fureur dans le nu académique; on fit des bouches romaines, de grands nez grecs, et l'on se passa des robes. Ce fut une immense éruption mythologique d'Hercules, d'Apollons, de Dianes et de Vénus. J'imagine que le *sans-culottisme* lui-même pourrait bien n'être, à la rigueur, qu'une réminiscence de l'art antique. Du reste, toute cette peinture était comme une belle traduction, élégante, fidèle, consciencieuse; rien n'y manquait, excepté le ciel de la Grèce et les idées des contemporains de Périclès. C'était une magnifique exhumation qui n'avait, comme le cheval de Roland, qu'un seul défaut, celui d'être morte.

En ce temps-là, David, qui venait de faire le tableau des *Sabines*, avait été proclamé le roi de la peinture, et voyait affluer à ses leçons des milliers d'élèves venus de tous les coins de la France. Parmi ceux qui lui donnaient le plus d'espérances, il en avait remarqué un qu'il affectionnait d'une manière toute particulière, à cause de son ardeur, de la rapidité de ses progrès, et de la sûreté précoce de sa main.

C'était un jeune enfant du Midi, à l'œil noir, aux allures brusques, enthousiaste, intelligent et vif comme la poudre; c'était M. Ingres.

Né à Montauban en 1781, d'un brave et digne professeur de dessin originaire de Toulouse, Jean-Auguste Ingres avait manifesté de bonne heure un goût décidé pour la peinture. Son père s'était mis en tête d'en faire un musicien. Le jeune Ingres apprit à jouer du violon, en se réservant, à part lui, le droit de devenir un grand peintre. Aujourd'hui, le directeur de notre académie, à Rome, n'a pas oublié son violon; et dans les concerts de la *villa Medici*, il fait sa partie avec une véritable supériorité. Son coup d'archet vaut, dit-on, cent fois les poésies de Girodet; j'ai même entendu un de ses amis le placer comme violoniste tout juste après Baillot; à la vérité, c'était un ami.

Quoi qu'il en soit, le jeune Ingres s'ennuyait fort à Montauban; quelques tableaux d'église, qu'il allait visiter à la dérobée, ne suffisaient plus à son admiration. Il aspirait à voir de ses yeux les chefs-d'œuvre de David, et à approcher de l'homme dont le nom retentissait alors dans toute l'Europe. Un beau jour, son père, cédant enfin à une vocation aussi déterminée, lui laissa prendre son vol vers Paris, où il arriva, comme Fanchon la vielleuse, avec ses seize ans et l'espérance.

Deux ans s'étaient à peine écoulés dans l'atelier du maître, et déjà l'élève sentait faiblir son enthousiasme; la peinture mythologique ne pouvait remplir son âme. Une voix intérieure lui disait qu'il était quelque part un autre *beau* que l'imitation grecque, abstraite et froide; et à travers les lignes irréprochables des adeptes de David, il cherchait vainement la pensée, le mouvement, la variété et la vie. Brusque et impétueux comme un Gascon, le jeune Ingres ne faisait mystère ni de ses goûts, ni de ses répugnances; et dans ses causeries intimes avec deux ou trois amis, morts avant d'avoir atteint la gloire, il professait ouvertement l'hérésie, évoquant dans ses rêves l'Italie et Raphaël.

En 1800, il obtint le second grand prix de peinture, et l'année suivante le premier grand prix. Le sujet de cette dernière composition était l'*Arrivée dans la tente d'Achille des ambassadeurs envoyés par Agamemnon pour apaiser la colère du fils de Pélée*. Ce coup d'essai de notre grand peintre, qui a déjà près de quarante ans de date, est encore là, au Musée des Beaux-Arts, pour attester que, dès son début dans la carrière, M. Ingres faisait route à part, et que si ses idées sur la composition et le choix des sujets n'étaient pas complètement arrêtées, et si certains détails trahissaient encore l'influence académique, il y avait déjà dans l'ensemble un puissant caractère d'originalité et comme l'embryon d'une pensée nouvelle confusément entrevue.

Une fois que le jeune peintre eut touché le sol de l'Italie, cette religion des grands maîtres du XVIe siècle, qu'il portait instinctivement dans le cœur dès sa naissance, se développa et se fixa; l'idéal qu'il rêvait sous les arcades de la cathédrale de Montauban, il le trouva là sous sa main, à portée de ses yeux, dans les *fresques* et les *madones* de Raphaël. De ce moment, sauf quelques modifications secondaires, l'artiste n'a plus varié ni dans sa touche, ni dans sa pensée, ni dans sa foi. Cette immobilité de M. Ingres est peut-être le côté le plus caractéristique de son talent; chez lui il n'y a jamais eu, à vrai dire, ni commencement, ni fin, ni progrès, ni décadence; à vingt ans il était aussi complètement *lui* qu'à soixante. J'ai même entendu des gens qui s'y connaissent, comparer sa *Baigneuse* et son *Portrait de femme* de 1802 à tout ce qu'il a fait de mieux depuis. Durant vingt ans cet homme a marché dans sa voie, seul,

incompris, méconnu, abreuvé de misères et de dégoûts, mais toujours ferme, opiniâtre, inébranlable. Enfin il est parvenu à s'imposer à son siècle sans lui faire une seule concession, et le chef d'école d'aujourd'hui, accepté, prôné de gré ou de force, peut regarder en arrière le chemin parcouru sans avoir à renier un seul jour de son passé. A une époque de confusion et de relâchement universels on ne saurait trop insister sur cette persévérance et ce fanatisme de l'unité dans l'art.

En 1806, M. Ingres fut appelé à faire un portrait en pied de Napoléon pour la salle du corps législatif. Cette œuvre fut peu appréciée. L'école de David dominait encore exclusivement. M. Ingres venait inaugurer dans le portrait une manière nouvelle; on méconnut sa supériorité de physionomiste, elle fut éclipsée par le chatoyant et le clinquant du genre militaire, et d'ailleurs aux yeux des adeptes c'était pis qu'un novateur, c'était un renégat.

C'est à cette époque de 1805 à 1813 que parurent successivement *l'OEdipe* et *le Sphynx, une Dormeuse, une Femme au bain, Jupiter et Thétis, l'Odalisque*, pour le roi de Naples, *Virgile lisant l'Énéide à Auguste et à Octavie, Romulus vainqueur d'Acron, le sommeil d'Ossian, la Chapelle Sixtine;* plusieurs portraits, entre autres celui de M. de Norvins, alors directeur de la police des États-Romains, production fort remarquable où M. Ingres a déployé ce beau talent de physionomiste que nous devions admirer plus tard dans les portraits de MM. de Pastoret, Bertin aîné et Molé.

M. Ingres se maria à Rome en 1813; j'ai lu à ce sujet dans une biographie une histoire romanesque, où M. Ingres, dans un voyage en France, rencontre sur son chemin un portrait de femme qui lui plaît, envoie son propre portrait à l'original, est obligé de repartir précipitamment, donne rendez-vous à Rome à l'objet de ses vœux, et l'épouse presque avant de l'avoir vu. Cette histoire est un conte : M. Ingres n'a quitté l'Italie qu'en 1824 : il fréquentait à Rome une famille française, qui avait laissé de l'autre côté des Alpes une jeune parente fort intéressante, dont il était souvent question dans les causeries intimes. M. Ingres s'éprit vivement et par avance de *la cousine champenoise;* on la fit venir à Rome; la sympathie alla croissant, devint réciproque; le mariage eut lieu, et dans cette union constamment heureuse M. Ingres a souvent puisé du courage pour affronter les tourments de sa vie d'artiste.

En 1814, après l'évacuation des États-Romains par les troupes françaises, il y eut là pour M. Ingres un moment difficile, une période de privations et de misères. Sans autres ressources que son talent, et déjà préoccupé de la conception de son beau tableau du *Vœu de Louis XIII*, qui ne parut que dix ans plus tard, l'artiste ne se résignait qu'avec dégoût à lutter contre les exigences de la vie; cette lutte dut peser de tout son poids sur un homme qui n'a jamais vu dans sa noble profession autre chose qu'un sacerdoce; c'est l'histoire banale de tous les êtres organisés pour travailler *per la fama*, et qu'une destinée odieuse contraint à produire *per la fame*.

Toutefois, au milieu de tous ces ennuis, il advint quelquefois que M. Ingres enfanta des chefs-d'œuvre à son corps défendant. La nécessité a cela de bon qu'elle force à agir; or, comme pour certaines natures, l'activité bien qu'involontaire est toujours inséparable de l'aspiration vers le beau, il se trouve que si l'enfantement est plus pénible, le résultat est le même. Ainsi de cette époque tourmentée de la vie de M. Ingres, datent *Raphaël et la Fornarina, le maréchal de Berwick, Jésus-Christ remettant les clefs du Paradis à saint Pierre*, tableau composé pour l'église de la Trinité-du-Mont, à Rome; *Francesca di Rimini, Don Pèdre de Tolède, le pape Pie VII tenant chapelle, Roger délivrant Angélique, Charles V, dauphin, entrant à Paris après l'expulsion du duc de Bourgogne, la mort de Léonard de Vinci, Henri IV jouant avec ses enfants.*

En 1824, malgré plusieurs envois au Salon, M. Ingres, déjà célèbre à Rome, était encore pour nous, en France, un artiste bizarre, incomplet, inexplicable, lorsqu'il envoya à l'exposition son tableau du *Vœu de Louis XIII*. Le moment d'une réaction admirative se trouvait parfaitement choisi. L'école de David avait baissé sensiblement; on se dégoûtait de la statuaire sur toile; la couleur, longtemps opprimée par la ligne, cherchait à dominer à son tour; on se tournait avec amour vers Venise et la Flandre; on ne jurait plus que par Titien et Véronèse, Rubens et Rembrandt; l'homme commençait à disparaître sous l'étoffe et l'armure; l'or, la soie, le fer et le velours tenaient lieu de pensée et d'inspiration; au sortir de la peinture à la glace on allait tomber dans le clinquant, dans le puéril, lorsque M. Ingres s'en vint jeter dans la balance une de ses plus belles productions. Dessinateur austère et correct à l'égal de David, il rapportait d'Italie cette harmonie linéaire, cette pureté de

formes, ce mouvement, cette animation, puisées dans la contemplation incessante des œuvres de l'école romaine. Le *Vœu de Louis XIII* fit une sensation profonde; ce fut un argument victorieux en faveur du spiritualisme, et, deux ans plus tard, la magnifique page fixée au plafond du Louvre, le chef-d'œuvre du grand artiste, l'*Apothéose d'Homère,* qui resplendit à la fois de la beauté plastique de l'art grec et de la beauté idéale de l'art moderne, subjugua les esprits les plus rebelles. M. Ingres passa presque soudainement de l'obscurité à la gloire, et força les portes de l'Institut.

Alors l'admiration eut son effet rétroactif, on revint sur les œuvres oubliées et dédaignées du maître; on reconnut que *la Baigneuse* était une fort belle chose, on proclama *l'Odalisque* une création délicieuse, on déclara que le tableau du *pape officiant dans la chapelle Sixtine* était magnifique. On convint que, comme physionomiste, M. Ingres avait fait dans la peinture du portrait une espèce de révolution; et plus tard, lorsque, dans le portrait de M. Bertin aîné, l'artiste eut prouvé qu'avec une simple redingote, un mauvais fauteuil et une belle figure, on pouvait réaliser un chef-d'œuvre, sans qu'il fût besoin de fraises, de dentelles, de velours et de toutes ces décorations extérieures indispensables aux maîtres flamands et vénitiens, on s'écria tout d'une voix que nul n'avait compris mieux que M. Ingres la véritable beauté humaine, la beauté de l'âme, reflétée sur la face et fixée sur la toile; cette beauté que comprenait Ovide l'épicurien, quand il disait :

> Os homini sublime dedit, cælumque tueri
> Jussit, et erectos ad sidera tollere vultus.

Cependant les coloristes ne se tinrent pas pour battus; non contents d'attaquer M. Ingres dans ses défauts, c'est-à-dire dans sa lumière trop souvent grise et dans sa couleur parfois terne et dure, ils l'accusèrent de n'être à son tour qu'un imitateur, un copiste servile de Raphaël, en se réservant toutefois le droit d'établir que dans la figure de la vierge du *Vœu de Louis XIII,* il avait complètement dénaturé le type de Raphaël, ce qui est vrai, et ce qui prouve que le chef de la réaction romaine continue Raphaël et ne le copie pas.

A l'apparition du *Martyre de saint Symphorien,* exposé en 1834, la supériorité de M. Ingres faillit être remise en question; autour de cette grande et belle toile, il se livra une véritable bataille d'esthétique; l'œuvre fut brutalement conspuée par l'envie, et resta incomprise du public; la foule s'arrêta ébahie devant les deux licteurs placés en avant du tableau; elle se prit à rire de cette musculature colossale, de ces têtes énormes et de ces jambes surhumaines; la critique s'acharna sur les deux licteurs, et l'ensemble du tableau passa presque inaperçu; pourtant jamais scène dramatique ne fut plus hardiment exécutée; il semblait que M. Ingres avait voulu prouver une fois pour toutes que sa sobriété n'était pas faiblesse, et que l'énergie et la passion ne lui étaient pas plus étrangères que la pureté et la grâce. Laissons parler le critique qui a analysé cette œuvre avec le plus de conscience; après un examen scrupuleux et sévère de quelques détails de cette vaste composition, après avoir surtout loué l'expression admirable de la figure du martyr, M. Lenormant termine ainsi :

« Je dois le dire, aucun ouvrage moderne ne « m'a plus frappé par sa simplicité et la certitude « du geste, depuis la passion exaltée du martyr et « de sa mère, jusqu'à la stupeur du prêtre pétrifié « de tant d'audace, jusqu'à la froideur du proconsul « que n'anime ni pitié ni colère, et qui ne fait « dans sa conscience de soldat qu'exécuter l'or- « donnance impériale; cette seule figure du pro- « consul avec son bras en avant vaudrait à un « peintre ordinaire une réputation distinguée. Que « dis-je? combien comptez-vous de peintres capa- « bles d'arriver par des moyens si simples à un tel « résultat? Dans le temps où une académie bien « rendue plaçait un homme au premier rang de « la peinture, que n'aurait-on pas dit de cet en- « fant qui se baisse pour lancer des pierres à « la mère du martyr? Aujourd'hui on se con- « tente de contester à M. Ingres le droit d'avoir « placé cette figure dans un instertice de sa com- « position. Sait-on seulement ce qu'il faut de « science et de génie pour créer quelque chose « d'égal au pâtre gaulois de l'angle gauche du « tableau; ce pâtre d'une nature et d'une âme « jusque-là grossières, et que l'action subite de « la foi, développée à la vue du saint martyr, « illumine d'un rayon d'intelligence et d'enthou- « siasme; puis une telle observation des âges et « des caractères, des contrastes si habilement « ménagés de force et de grâce; enfin partout une « telle puissance de modelé, une intelligence si « profonde des plans, même dans les parties les « plus reculées, que la sculpture avec ses ressources « d'imitation positive ne saurait produire rien de « plus exact ni de plus complet!... Laissons faire

« au temps, qui n'abandonne jamais les créations « réellement puissantes, qui confond les jugements « injustes ou légers, qui donne raison au génie « contre l'esprit, et à l'originalité contre la routine [1]. »

Le *Martyre de saint Symphorien* est peut-être l'effort le plus audacieux de la peinture idéaliste; M. Ingres semble s'être proposé pour but de prouver qu'il n'est pas de sphère inaccessible à l'art; il a voulu faire à la fois une œuvre d'anatomiste, de peintre, de style, d'historien et de philosophe. La tâche était immense, les plus sincères admirateurs du talent de M. Ingres pensent qu'il a donné contre un écueil; en ce sens, qu'entraîné par l'étendue de sa conception, il a prétendu tout rendre, tout exprimer, les temps, les lieux, les idées, les races, et grouper toute une époque autour d'un martyr gaulois du deuxième siècle; de là une composition vaste, magnifique, et de l'ordre le plus élevé; mais trop ambitieuse, trop abstraite, trop surchargée d'accessoires, trop compliquée d'intentions et de détails pour devenir jamais populaire chez une nation où les Thierry et les Michelet ne se comptent pas par milliers.

Ceux qui ne comprirent pas une production aussi complexe, au lieu de se contenter de le dire naïvement, trouvèrent plus convenable de la couvrir d'insultes; or, nul homme sous le rapport du stoïcisme n'a été plus malheureusement organisé que M. Ingres. C'est le type le plus absolu de cette race ardente et impressionnable des artistes. Un savant dont j'ai oublié le nom disait un jour : « Je suis d'éponge pour la louange, et de toile cirée pour la critique. » M. Ingres est d'éponge pour les deux; au lieu d'écouter les clameurs de l'ignorance ou de l'envie avec ce calme que le génie devrait puiser dans la conscience de sa force, il eut la faiblesse de s'affliger, et la faiblesse plus grande encore de se décourager.

Je me suis souvent demandé à ce propos à quoi servait la critique telle qu'elle se pratique aujourd'hui, et si pour certains hommes elle n'était pas plus nuisible qu'utile. Destinée primitivement à servir d'intermédiaire entre le public et l'artiste, et à traduire pour celui-ci la pensée de celui-là, la critique s'est bientôt écartée de sa mission; de simple rapporteur elle s'est constituée juge, ce qui devait être l'écho est devenu la voix, et ce qui devait être la voix est devenu l'écho. De ce moment il n'y a plus eu, à proprement parler, d'opinion publique; à ce changement tout le monde eût gagné, l'artiste et le public, si ceux qui prenaient en main la tâche imposante de diriger, ou mieux de créer l'opinion, eussent réuni à la fois les lumières, la conscience et l'équité du juge. Malheureusement, devenue souveraine du monde, la critique n'a jamais été hostile ou favorable à demi; ce qu'elle a loué, elle l'a porté aux nues; ce qu'elle a blâmé, elle l'a foulé aux pieds. Dans ces prétendus juges, l'artiste n'a vu que des amis ou des ennemis, il s'est nourri de l'enthousiasme des uns, il s'est butté contre les autres, il s'est isolé dans sa vie, il s'est replié sur lui-même, et alors suivant qu'il était tenace ou mou, courageux ou faible, il s'est débarrassé de la critique en fermant les yeux et les oreilles, et en se fourvoyant comme Girodet, ou en se tuant comme Gros.

M. Ingres a le goût trop sûr et un sentiment trop prononcé de la dignité de l'art pour s'irriter, s'égarer ou faiblir; mais il s'afflige, hésite et abuse de cette qualité admirable, la sobriété; il devient stérile et ne produit plus, ou presque plus, c'est là un malheur pour l'art et l'artiste, qui ne devrait jamais oublier que la destinée du génie est d'être livré, lui et ses œuvres, aux disputes de l'humanité.

En 1835, M. Ingres fut appelé à remplacer M. Horace Vernet comme directeur de notre académie de peinture à Rome, il accepta avec empressement, et alla demander des consolations à Raphaël, son divin maître. Depuis 1835 il vit là sous ce ciel qu'il aime, au milieu des chefs-d'œuvre qui l'ont inspiré, gardant aux aristarques *du Salon* une rancune d'autant plus fâcheuse qu'en cela beaucoup d'innocents pâtissent pour quelques coupables. C'est ainsi que M. Ingres nous a impitoyablement sevrés de la vue du beau portrait de M. le comte Molé; et sans l'habile burin de Calamatta, nous serions encore à savoir que dans cette œuvre le grand artiste s'est surpassé lui-même.

Mais voici bien une autre calamité que nous vaut cette damnée critique; depuis son retour à Rome, M. Ingres s'est livré avec amour à une composition qu'on dit un chef-d'œuvre. Il s'agit d'une *Stratonice* destinée au duc d'Orléans; le tableau est terminé, il est en route; mais on nous fait craindre que l'auteur de *Stratonice* n'ait pas encore oublié les injures de l'auteur du *Saint-Symphorien;* espérons que M. Ingres ne nous tiendra pas rigueur et qu'il imitera Louis XII. Ceux qui ont vu la *Stratonice* prétendent que, non con-

[1] Voir le *Temps* du 21 mars 1834.

tent de faire du beau comme toujours, le maître s'est résigné, pour nous plaire, à le mélanger d'un peu de joli. Pourquoi nous refuser le plaisir de la surprise?

J'apprends à l'instant que ce tableau doit arriver dans huit jours. Un ami intime de M. Ingres, M. Gatteaux, notre habile graveur en médailles, a la bonté de m'offrir l'occasion de vous en parler *de visu;* malheureusement il faudrait attendre, et vous autres lecteurs, vous êtes comme Louis XIV, vous n'attendez pas, vous auriez été pourtant bien mieux servis; enfin, tant pis pour vous.

M. Ingres suivra de près son tableau, après avoir eu à subir comme directeur de l'école de Rome quelques petites taquineries de la part de ses collègues de l'Institut, taquineries dont il a été du reste amplement dédommagé par les suffrages du public et l'affection de ses élèves; l'artiste nous revient; mais voilà qu'un grand seigneur nous l'enlève. M. Ingres a été chargé par M. le duc de Luynes de décorer la galerie du château de Dampierre. On dit que ce travail prendra plusieurs années de sa vie; en vérité c'est une bien belle chose d'être grand seigneur, et de pouvoir ainsi accaparer à son profit l'auteur de *l'Apothéose d'Homère*.

Au moment de terminer cette notice, je me dis que plusieurs de mes lecteurs me traiteront peut-être d'*ingriste* forcené, et m'accuseront de n'avoir pas assez appuyé sur le côté faible de l'artiste. Eh mon Dieu! que vous dirais-je à ce sujet que vous ne sachiez déjà? Vous avez tous entendu parler cent fois de la mauvaise couleur de M. Ingres, qui se trahit principalement dans les chairs, et de la tristesse de sa lumière. A quoi bon revenir sur ce sujet tant de fois rebattu? Qu'il vous suffise de savoir que quand M. Ingres a voulu se donner la peine d'être coloriste, il l'a été à l'égal des plus grands, témoins son portrait de femme de 1807 et son portrait de M. Bertin; mais M. Ingres a sa manière d'entendre et de pratiquer l'art, qui n'est pas celle de tout le monde: « Je ne sais faire que ce qui ne s'apprend pas, » disait-il un jour à un ami. L'homme se révèle tout entier dans ce mot; on s'explique alors ce dédain souvent trop prononcé pour les procédés matériels de l'art, ce despotisme de la pensée dans la disposition des personnages, ces négligences ou ces exagérations d'anatomiste, parfois même certaines violations des lois de la perspective, notamment dans le *Saint-Symphorien*, où la mère du martyr est placée de telle sorte qu'il est physiquement impossible qu'elle soit visible aux regards de son fils; ces taches légères ne sauraient en rien obscurcir une gloire acquise par de si beaux travaux. Quel génie n'a pas les siennes!

Mais ce qu'on ne saurait assez louer dans M. Ingres, ce qui lui a valu cet honneur si rare et si difficile à notre époque d'individualisme, de se trouver une puissance, un maître, de faire secte, c'est l'ampleur de sa pensée, la fermeté de sa foi, la sûreté de son goût et l'allure savante de sa pratique. Sur toute chose M. Ingres a horreur du vague; au plus fort de l'invasion de la peinture à distance, il a toujours maintenu intactes la finesse de son modelé, la pureté et la netteté de son contour. Parmi tous nos peintres modernes, nul n'a su comme lui vivifier et poétiser cette chose si froide qui s'appelle la ligne. J'ai vu de lui de simples esquisses qui sont, sous ce rapport, d'inimitables chefs-d'œuvre. Avec trois ou quatre coups de crayon et un peu d'ombre dans les yeux, M. Ingres vous trace un portrait admirable de ressemblance, de caractère, de sentiment et de vie. Ces milliers de dessins à la mine de plomb, éparpillés chez tous les amis de M. Ingres, suffiraient à faire de lui un artiste à part.

Une autre qualité de M. Ingres sur laquelle il est bon d'insister à notre époque, c'est ce rare désintéressement et cette dignité noble et fière de l'artiste qui lui ont valu l'estime et le respect de tous. L'auteur de *l'Apothéose d'Homère* est pauvre, il eût pu être riche, très riche, il ne l'a pas voulu. En vain autour de lui l'art devenait métier et marchandise, en vain la spéculation frappait à sa porte en lui offrant de l'or; il a repoussé la séduction, il a refusé de prostituer son pinceau et d'exploiter sa gloire. Au milieu de cette foule qui se pousse, se presse dans une carrière encombrée comme toutes les autres, s'inspirant au jour le jour, marchant au hasard, sans idée, sans foi, sans autre but que la vogue, sans autre mobile que l'intérêt, M. Ingres est resté fidèle à l'art, son unique amour, renfermant le feu sacré dans son âme comme en un sanctuaire, puisant en lui-même le principe des modifications que son talent a subies, dédaigneux du présent et les yeux tournés vers l'avenir. Chacune de ses œuvres a été fortement conçue et consciencieusement élaborée; souvent il a renouvelé la fable de Pénélope; parfois même, tant l'idée de la perfection est ancrée dans cette âme, il a fallu arracher à l'artiste une toile dès longtemps finie, retouchée sans cesse, et qu'il ne pouvait se résigner à laisser sortir de ses mains.

Pour ce qui concerne le caractère général de son système en peinture, M. Ingres est loin d'être, comme on l'a dit souvent, un sectateur exclusif de Raphaël ; il aime l'art antique, surtout l'art grec; seulement il y a entre lui et l'école de David cette différence capitale, que David voulait que l'on copiât l'antique pour réaliser le beau, tandis que M. Ingres veut que l'on copie la nature pour réaliser le beau et l'antique. L'idéal pour lui ne consiste pas dans une création hors nature; l'idéal, c'est le beau dans le vrai élevé à sa plus haute puissance, et c'est là ce que M. Ingres admire principalement dans Raphaël.

Nul peintre moderne n'a été sous le rapport du sentiment plus richement organisé que M. Ingres; ni l'âge, ni les ennuis, ni les tourments, ni les rudes travaux de sa carrière, n'ont porté la plus légère atteinte à la fraîcheur de ses impressions, à la délicatesse de sa fibre d'artiste, à son enthousiasme juvénile pour tout ce qui est beau de forme, de sentiment et de pensée, et à son aversion instinctive et indomptable pour le laid. Voici une anecdot, epuisée à bonne source, qui prouvera peut-être la vérité de ce que j'avance, en même temps qu'elle complétera le portrait de l'illustre artistes.

Un jour M. Ingres arrive dans son atelier avec une figure plus soucieuse qu'à l'ordinaire. Je ne sais quel critique l'avait rudement gourmandé à propos d'un de ses tableaux; « on voit bien, disait-il, que M. Ingres n'a jamais étudié l'anatomie. » Le fait est que dans l'atelier de M. Ingres on n'étudiait que la nature vivante et rien de plus. « Décidément, messieurs, dit le maître à ses élèves, il nous faut apprendre l'anatomie; qu'on achète un squelette! » L'ordre fut exécuté, et dès le lendemain, à son entrée dans l'atelier, M. Ingres se trouva en face d'un superbe squelette appendu au mur et empreint de cette horrible laideur que la mort répand sur tout ce qu'elle touche. Un frisson passa sur la figure du maître; il se contint pourtant, tourna le dos au squelette, continua sa leçon, sortit à reculons, et ne dit mot d'anatomie. Le jour suivant, même manége, même silence, seulement avec un mouvement plus marqué d'impatience et de dégoût. Enfin, le troisième jour, M. Ingres, n'y tenant plus, se tourne brusquement vers le malencontreux squelette, le toise d'un œil furibond, lui montre le poing, et s'écrie d'une voix tonnante : « Il faut que lui ou moi nous sortions d'ici ! » Le squelette se le tint pour dit, sortit, ne reparut plus, et la sérénité revint sur le visage de M. Ingres.

Comme homme, M. Ingres, malgré sa vivacité méridionale, est passionnément aimé de tous ceux qui l'entourent; son organisation est marquée au cachet de la puissance et de la domination. Mais cette domination n'est pas chez lui le résultat de sa volonté, c'est une sorte d'attraction qui se produit comme malgré lui et presque à son insu. On sait l'influence absolue et irrésistible qu'il exerce sur ses élèves; cette influence est peut-être plus fâcheuse qu'utile. David aussi enfantait des Seïdes; mais David excellait à developper dans chaque élève les dispositions qui lui étaient propres; aussi l'auteur du *Serment des Horaces* a-t-il produit une école qui, tout en relevant de lui, n'en est pas moins variée. La manière de Gros n'est pas celle de Girodet, la manière de M. Ingres n'est pas celle de M. Granet, et celle de M. Granet n'est pas celle de Gérard. Chez tous les élèves de M. Ingres, à part deux ou trois honorables exceptions, la manière est absolument la même; c'est une servile imitation du maître; imitation incomplète et malheureuse, car les défauts sont exagérés, et les qualités absentes; aussi est-il à craindre qu'avec toutes les facultés qui constituent le chef d'école, M. Ingres ne laisse d'autre souvenir de lui que lui-même et ses œuvres.

M. Arago.

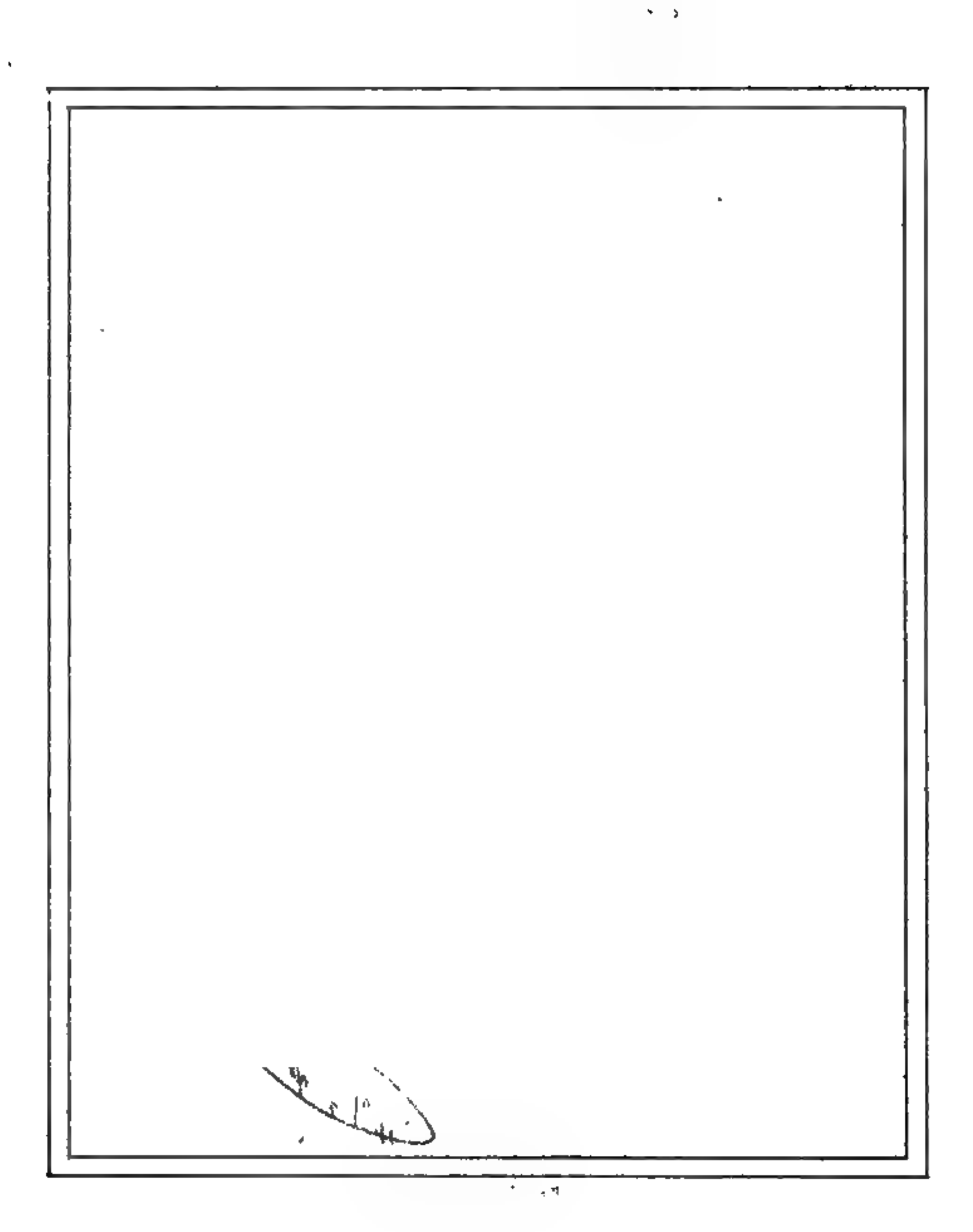
> Quand un savant parle pour instruire les autres et dans la mesure exacte de l'instruction qu'ils veulent acquérir, il fait une grâce; s'il ne parle que pour étaler son savoir, on fait une grâce en l'écoutant :

Cette pensée qui est, je crois, de Fontenelle, et que M. Arago répétait dernièrement à une séance de l'Institut, me revient en mémoire au moment de parler du plus littérateur de nos savants, de l'homme qui possède au plus haut degré l'art de mettre la science à la portée de toutes les intelligences. La popularité de M. Arago, la réputation européenne dont il jouit, sa position tranchée en politique, tout cela a rattaché à son nom l'idée d'une sorte de royauté intellectuelle; et, comme tous les rois du monde, l'illustre secrétaire perpétuel a eu ses flatteurs et ses détracteurs, ses opposants systématiques et ses ministériels quand même, ses appréciateurs sévères, ses faiblesses et ses grandeurs : dans ces derniers temps surtout, la polémique semble avoir pris de part et d'autre à son sujet un certain caractère d'âcreté qui suffirait à m'en détourner, si déjà mon rôle de biographe et mon incompétence scientifique ne me faisaient pas un devoir de n'y prendre qu'une part très restreinte.

Quelques ennemis, les plus fougueux, ne tendraient à rien moins qu'à déposséder M. Arago d'une gloire acquise par quarante années de travaux, en le représentant comme une illustration de faux aloi fabriquée à l'aide de moyens complètement étrangers à la science. Ceux-là sont trop absurdes pour être dangereux.

D'autres adversaires, plus modérés et partant plus redoutables, tout en rendant hommage à l'admirable talent d'exposition qui distingue M. Arago, à son incontestable supériorité dans les matières d'astronomie physique et de physique terrestre, lui reprochent avec un certain fanatisme d'algébriste, de déserter les hautes régions de la théorie, de se complaire outre mesure aux faits curieux et singuliers qui frappent les yeux sans résultat pour la science, de n'être qu'un mathématicien de seconde force, et de ne justifier par aucune découverte originale, profonde, par aucune œuvre érigée en corps de système, cette suprématie universelle que lui attribuent ses amis. Je laisse de côté certaines imputations relatives au caractère du savant astronome, et sur lesquelles j'aurai occasion de revenir.

La presse radicale s'est chargée de défendre M. Arago, et jusqu'ici elle me semble, pardon de la liberté grande, l'avoir fait assez maladroitement. Son argumentation se réduit à peu près à ceci : le mérite scientifique de M. Arago est attaqué, donc c'est la faute du gouvernement; de là une longue tirade contre le gouvernement, et une énumération dithyrambique et confuse des travaux de M. Arago. Il y a vingt ans, c'était la faute de Rousseau et la faute de Voltaire; aujourd'hui nous avons changé tout cela; c'est la faute du gouvernement. Rousseau, Voltaire et le gouvernement ont sans doute bien des péchés sur la conscience; mais ne s'est-on pas montré à leur égard d'une libéralité un peu exagérée, et la presse radicale ne devrait-elle pas se souvenir qu'il n'y a pas bien longtemps encore qu'elle attaquait elle-même avec une ardeur inouie l'illustre savant qu'elle défend aujourd'hui avec une ardeur égale? La popularité politique est un bien très



précieux, très désirable; je suis trop poli pour lui dire avec Victor Hugo qu'elle est une *grande menteuse,* mais je lui chanterais volontiers le quatrain que François Ier adressait à la plus belle moitié du genre humain :

Souvent femme varie,
Bien fol est qui s'y fie.

Ce que j'aime donc dans M. Arago, c'est sa popularité scientifique; c'est cette popularité seule que j'admire, c'est pour la défense de celle-là que si j'avais force et capacité suffisantes, je voudrais vous faire le dépouillement des travaux multipliés du savant, séparer avec netteté toutes les découvertes qui lui sont personnelles et les résultats utiles qu'il a su déduire des découvertes des autres, tout ce qui est d'invention, et tout ce qui est d'analyse, de généralisation, de mise en lumière; et si, cet examen fait, il se trouvait qu'en réalité cette première partie est moins riche que la seconde, resterait encore la question de savoir si ce n'est pas aussi faire avancer la science que de la propager; si cette faculté merveilleuse d'illuminer de clartés vives et soudaines les plus abstraites théories; si ce zèle infatigable à découvrir, pour ainsi dire, des découvertes, à extraire, développer et féconder des richesses enfouies et infertiles; si cette ardeur opiniâtre avec laquelle M. Arago se consacre à ce que les érudits en x et en y appellent la *science subalterne,* et qui n'est autre chose que la haute science elle-même dans ce qu'elle a de plus immédiatement applicable aux intérêts du pays et de l'humanité, si tout cela ne donne pas de véritables droits à la reconnaissance publique, et ne constitue pas un des plus beaux attributs du génie.

Une tâche de ce genre serait pour moi fort attrayante; malheureusement un saint respect m'a toujours tenu à distance de la géométrie analytique et du calcul différentiel : *major à longinquo reverentia.* Je ne suis qu'un pauvre barbouilleur de papier dont l'univers algébrique ne va pas au-delà du fameux théorème de Newton, de classique mémoire, et je n'ai pas envie de m'aventurer dans un monde inconnu où je risquerais très fort de faire comme ce Béotien qui prenait le Pirée pour un homme. Il faudra donc vous contenter d'une simple et banale biographie, effleurant à peine les questions, ornée d'une maigre érudition d'emprunt, riche de tous ces défauts de confusion signalés plus haut, et que j'aborde sans plus tarder, avec la crainte d'être ennuyeux, et d'excellentes raisons pour justifier cette crainte.

Dominique-François Arago est né le 26 février 1786, dans la petite ville d'Estagel, près Perpignan. Un biographe a dit, et trois ou quatre biographes ont répété, après lui, qu'à 14 ans M. Arago ne savait pas lire. L'envie m'a pris de m'enquérir de la vérité d'un phénomène qui eût été certainement merveilleux, quand on pense que quelques années plus tard M. Arago attachait son nom à un des plus beaux travaux scientifiques qui aient illustré le siècle. Comme je suis fort amateur de phénomènes, j'ai appris avec douleur, de source certaine, que non-seulement M. Arago savait parfaitement lire et écrire à 14 ans, mais encore que son père, qui occupait à Perpignan l'emploi de payeur à l'Hôtel-des-Monnaies, prit un soin tout particulier de l'éducation du jeune François, qui était l'aîné d'une nombreuse famille, et devait bientôt en devenir le patron et le chef. La mère de M. Arago vit encore à Estagel, bien qu'âgée de 85 ans.

M. Arago fit de bonnes études au collége de Perpignan, d'où il sortit très jeune encore pour aller à Montpellier chercher une instruction supérieure, et se préparer à l'École Polytechnique, qui venait alors de surgir du chaos révolutionnaire. Il y fut admis, je crois, à 18 ans, le premier de sa promotion. Là se passèrent deux ans de fortes et brillantes études; les anciens condisciples de M. Arago se souviennent encore qu'il remplissait au besoin les fonctions de répétiteur, de manière à faire oublier qu'il était leur émule. Quelque temps après sa sortie de l'école, M. Arago fut attaché comme secrétaire au Bureau des longitudes, et bientôt appelé par l'empereur à faire partie de l'importante expédition scientifique envoyée en Espagne, sous la direction de M. Biot, pour terminer la mesure de l'arc du méridien terrestre, sur laquelle repose le nouveau système métrique.

C'est tout un roman que l'histoire des traverses qu'eut à subir M. Arago dans cette grande opération. Nous nous contenterons d'en donner ici une analyse succincte, en renvoyant le lecteur désireux d'en savoir davantage à l'intéressante relation publiée par M. Biot dans *le Mercure* de 1809.

Les premiers travaux destinés à obtenir le diamètre de la terre, en mesurant ses rayons, remontent jusqu'en 1670; ils furent exécutés par un Français, par Picard; depuis, de nombreux savants, tous Français, Cassini, La Condamine, Clairault, Maupertuis, etc. sont allés chercher les éléments de la même mesure sous les feux de l'équateur, parmi

les glaces des pôles, et jusque dans l'hémisphère austral de la terre.

Enfin l'invention de l'instrument connu sous le nom de *cercle répétiteur* par Borda, et les progrès de la physique, permirent à MM. Delambre et Méchain d'entreprendre une nouvelle mesure du globe, d'après l'observation de l'arc terrestre compris entre Dunkerque et Barcelonne, et c'est justement la continuation de la mesure de cet arc terrestre depuis Barcelonne jusqu'aux îles Baléares qui fit l'objet de la mission de MM. Biot et Arago en Espagne. Le gouvernement espagnol adjoignit aux savants français deux commissaires, MM. Chaix et Rodriguez, mit un vaisseau à la disposition de l'expédition, et l'Angleterre donna un sauf-conduit.

On établit un grand triangle destiné à lier l'île d'Yvice à la côte d'Espagne; la base de ce triangle était de 142,000 mètres, environ 35 lieues, et un de ses côtés avait près de 160,000 mètres, environ 41 lieues de longueur. MM. Arago et Biot se postèrent sur le sommet de ce triangle, c'est-à-dire sur une des plus hautes montagnes de la Catalogne, pour se mettre en communication de signaux avec M. Rodriguez, placé dans l'île d'Yvice, sur la montagne de *Campuey*. Au milieu de ces solitudes escarpées les deux savants passèrent plusieurs mois, travaillant avec ardeur et exposés à toutes les intempéries des saisons. « Souvent, dit M. Biot, « la tempête emportait nos tentes et déplaçait nos « stations. M. Arago, avec une constance infati- « gable, allait aussitôt les rétablir, ne se donnant « pour cela de repos ni jour ni nuit. » Enfin, en avril 1807, les opérations principales furent terminées, et M. Biot partit pour Paris, pour travailler aux calculs destinés à en faire connaître le résultat définitif. Resté en Espagne pour achever les travaux, M. Arago se transporta bientôt à Mayorque avec M. Rodriguez; il alla s'établir sur le sommet de la montagne de Galatzo pour communiquer avec Yvice et mesurer l'arc de parallèle compris entre ces deux stations. Cependant la guerre venait tout-à-coup d'éclater entre l'Espagne et la France, et tandis que M. Arago poursuit tranquillement ses opérations, le bruit se répand parmi le peuple que les feux et les signaux du jeune savant français ont pour objet d'appeler l'ennemi. Les Mayorquains se soulèvent et courent en armes vers Galatzo en poussant des cris de mort; M. Arago n'a que le temps de se déguiser en paysan, et d'emporter les papiers contenant ses observations. Grâce à la pureté de son accent catalan, il passe inconnu à travers la foule ameutée, et s'enfuit à Palma, où il se réfugie sur le vaisseau espagnol qui l'avait conduit dans l'île. Médiocrement soucieux du péril qu'il courait, mais très inquiet pour ses instruments, il s'empresse d'envoyer à Galatzo une embarcation et des soldats pour les sauver. Les paysans engagés à son service, auxquels il les avait confiés, les rendirent fidèlement. Cependant le danger grossissait de plus en plus; la foule se portait vers Palma, et le capitaine, n'osant le défendre ouvertement, prend le parti de le faire enfermer dans la citadelle de Belver, où il resta plusieurs mois absorbé dans ses calculs, tandis que des moines fanatiques venaient journellement tenter de corrompre les soldats de garde, en demandant qu'on livrât le prisonnier à leur fureur. Enfin, grâce aux nombreuses sollicitations de son compagnon de travail, M. Rodriguez, auprès de la Junte, M. Arago obtint sa liberté, et il lui fut permis de passer à Alger, où il se rendit avec son bagage d'astronome, sur une barque de pêcheur conduite par un seul matelot.

Là, M. Arago est accueilli par le consul de France qui l'embarque à bord d'une frégate algérienne faisant voile pour Marseille. On était déjà en vue des côtes de France, lorsqu'un corsaire espagnol, qui croisait dans ces parages, joint la frégate, s'en empare, et voilà M. Arago fait prisonnier derechef, conduit au fort de Rosas, jeté sur les pontons de Palamos, accablé de mauvais traitements, et livré en proie à toutes les misères de la plus rude captivité. Cependant le dey, à la nouvelle de l'insulte faite à son pavillon, exige et finit par obtenir qu'on rende la liberté à tout l'équipage; on reprend alors le chemin de Marseille, on arrive; le jeune savant se croyait déjà au bout de toutes ses infortunes; tout-à-coup une affreuse tempête du nord-ouest repousse le vaisseau, le chasse et le jette sur les côtes de la Sardaigne. Autre péril. Les Sardes et les Algériens sont en guerre; aborder, c'est retomber dans une nouvelle captivité. Pour surcroît de malheur, une voie d'eau considérable se déclare; on se décide alors à se réfugier vers la côte d'Afrique; le vaisseau à moitié désemparé, et prêt à couler bas, touche enfin à Bougie, à trois journées d'Alger.

Là, M. Arago apprend que le dey, qui l'avait assez bien accueilli, a été tué dans une émeute et remplacé; les Barbaresques visitent son navire et s'emparent des caisses qui renferment ses instruments, dans la persuasion qu'elles contiennent de

l'or. Après de vaines réclamations, le malheureux voyageur se décide enfin à se rendre droit à Alger pour invoquer l'autorité du dey ; il s'habille en Bédouin, et traverse à pied l'Atlas sous la conduite d'un *Marabout;* pour toute réponse à sa demande, le nouveau dey le fait inscrire sur la liste des esclaves, et l'envoie en course sur les corsaires de la régence, en qualité d'interprète.

Enfin, grâce aux instances multipliées du consul, M. Arago parvient à recouvrer ses instruments et sa liberté, et il se dirige pour la troisième fois vers Marseille, sur un bâtiment de guerre. Autre fatalité et nouvel obstacle ! Cette fois, c'est une frégate anglaise qui barre le passage au navire, et lui enjoint de se rendre à Minorque. Heureusement que le capitaine, stimulé par M. Arago, qu'alléchait très peu la perspective d'une quatrième captivité, feint d'obéir, vire tout-à-coup de bord, et, profitant d'un vent favorable, se précipite à toutes voiles dans le port de Marseille. J'imagine que M. Arago dut baiser à plusieurs reprises la terre natale.

Pour récompenser de tant de labeurs le jeune et intrépide savant, l'Académie des Sciences viola ses réglements, et le reçut dans son sein à vingt-trois ans, et l'empereur le nomma professeur à l'École Polytechnique, où il a donné, jusqu'en 1831, de belles leçons d'analyse et de géodésie.

J'ai ouï dire que Napoléon aimait singulièrement M. Arago malgré son franc-parler méridional, et qu'après Waterloo, alors qu'il espérait gagner les États-Unis pour se consacrer tout entier à l'histoire et à la science, il songeait à s'adjoindre M. Arago pour compagnon de travail. Il est probable que l'illustre savant n'eût pas refusé cette flatteuse association. Malheureusement l'empereur avait compté sans son hôte. La foi britannique et Sainte-Hélène déjouèrent ses projets.

Quand M. Arago arriva à l'Institut avec ses vingt-trois ans, l'éclat de ce corps célèbre était à son apogée. A côté des Lagrange, des Laplace, des Monge, des Bertholet et de tant d'autres vétérans illustres, se pressait une phalange de jeunes et grands esprits, carrés par la base, comme disait Napoléon, cet Archimède couronné, ce mécanicien de la victoire, qui, en vrai géomètre qu'il était, aimait les sciences exactes de toute l'aversion qu'il portait aux *beaux esprits* et aux *idéologues,* c'est-à-dire à la littérature et à la philosophie. M. Arago se montra bien vite à la hauteur de sa position.

C'est ici que se placerait assez naturellement une analyse raisonnée et complète des travaux de M. Arago ; je demande la permission d'y suppléer à l'aide de banalités superficielles, et cela par les *motifs déduits,* comme dit Timon.

Les sciences exactes, ainsi que les autres branches des connaissances humaines, comportent généralement deux sortes de travailleurs : les uns, intrépides chercheurs de problèmes, descendent dans les profondeurs de l'abîme pour en extraire le métal brut, c'est-à-dire les lois mystérieuses de l'univers à l'état de formules abstraites ; les autres, moins puissants, mais plus sagaces peut-être, s'emparent de ces formules, les tournent et retournent, les soumettent à l'action épuratrice et vivifiante de l'analyse, et les assouplissent à la pratique. Ceux-ci, pour me servir d'une comparaison empruntée aux arts mécaniques, je les appellerais volontiers les mineurs, et ceux-là les forgerons. Il semble que M. Arago est jusqu'ici plus spécialement un de ces derniers ; car ses travaux sont bien plutôt des déductions larges et fécondes que des découvertes originales, à part toutefois la découverte du *magnétisme* développé par la rotation, qu'on a cherché à amoindrir, en lui reprochant de l'avoir faite *par hasard,* comme si ce n'était pas aussi par hasard que la chute d'une pomme révéla à Newton les lois sublimes de la gravitation, et par hasard aussi qu'une bulle d'eau savonneuse mit Young sur la voie de sa belle théorie des interférences.

Cette découverte du magnétisme par rotation, qui constitue aujourd'hui une des branches importantes de la physique, a valu à son auteur la médaille de Copley, qui lui fut décernée en 1829 par la Société royale de Londres, distinction d'autant plus flatteuse, remarquent plusieurs écrivains, qu'elle n'avait jamais été accordée à aucun Français, et que M. Arago, qui s'est toujours montré assez rebelle aux prétentions des savants anglais, venait encore tout récemment de leur enlever l'invention des machines à vapeur, pour la restituer à Papin.

Je ne puis qu'énumérer ici, toujours par les motifs déduits, l'invention de plusieurs appareils ingénieux que l'on doit à M. Arago, pour déterminer avec toute la précision possible les diamètres des planètes, en obviant aux causes d'erreur produites par l'*irradiation*, c'est-à-dire l'écartement des rayons que lance le corps lumineux. Je passe également sous silence les travaux de M. Arago sur la question des réfractions comparatives de l'air humide et de l'air sec, sur la scintillation et la vitesse

des rayons des étoiles, et beaucoup d'autres travaux précieux dispersés dans le journal de l'Institut et dans un grand nombre de recueils scientifiques.

Entre toutes les parties de la science, c'est la physique, et surtout l'optique, qui paraît avoir exercé plus particulièrement l'esprit pénétrant et investigateur de M. Arago. On sait que de tout temps les savants se sont occupés d'expliquer le phénomène de la vision. Depuis Newton, le système de l'*émission* avait prévalu, malgré les efforts opposés de Descartes, d'Euler et de plusieurs autres partisans de l'*ondulation*, et l'on considérait généralement la sensation de la vue comme produite par l'action directe des rayons émanés des corps lumineux, lorsque Malus, en observant les modifications diverses subies par la lumière à son passage à travers un milieu cristallisé, découvrit le phénomène de la *polarisation* et mit sur la voie plusieurs savants qui détruisirent par sa base le système de l'*émission* et remirent en honneur, en la fortifiant par des expériences nouvelles, la théorie de l'*ondulation*, qui consiste à expliquer le phénomène de la vision comme produit, non plus par une émanation directe du corps lumineux, mais par la mise en mouvement d'un fluide subtil, l'*éther*, qui entoure ce corps et reçoit de lui des vibrations successives qu'il transmet à l'organe de la vue, de la même manière que l'air transmet les sons à l'organe de l'ouïe. M. Arago fut un de ceux qui adoptèrent ce dernier système avec le plus d'ardeur; il se livra à de nombreuses recherches destinées à le corroborer; il publia dans ce même but un mémoire du plus haut intérêt, dont le monde savant attend malheureusement depuis 30 ans la seconde partie, et il livra maints combats à armes souvent peu courtoises contre son collègue, M. Biot, partisan de *l'émission*. La théorie opposée est restée maîtresse du champ de bataille, en attendant mieux.

C'est vers la même époque que M. Arago, en se livrant à ses recherches d'optique, fut conduit à observer les singulières propriétés de la substance nommée *tourmaline*, qui scinde en deux parties tous les rayons lumineux qui la traversent. M. Arago s'aperçut que quand la lumière passant par la tourmaline émanait d'un corps opaque, elle était identique dans le double rayonnement produit par cette même tourmaline; si au contraire la lumière était envoyée par un corps gazeux, elle se réfléchissait, en passant par la tourmaline, sous deux couleurs différentes. En soumettant ainsi à l'action de la *tourmaline* les rayons émanés des corps célestes, M. Arago a été conduit à conclure par induction que le soleil n'était qu'une grande masse de gaz aggloméré dans l'espace. Si cette donnée se confirme, on conçoit quels immenses résultats elle peut avoir pour la science.

Outre ces travaux et bien d'autres encore, qui rentrent plus ou moins dans le domaine de l'optique, M. Arago s'est livré à de nombreuses recherches sur les lois de l'aimantation de l'acier par l'électricité, sur le magnétisme en général, et sur les perturbations de l'aiguille aimantée. Je ne parlerai ici que pour mémoire des dangereuses et intéressantes expériences de M. Arago sur la force élastique de la vapeur d'eau à des tensions très élevées, ainsi que des divers travaux insérés dans les *Annales de physique et de chimie*, qu'il a fondées de concert avec son savant ami M. Gay-Lussac; j'ai hâte d'arriver à un genre de production qui m'est un peu plus accessible; je veux parler des intéressantes notices dont M. Arago enrichit tous les ans l'*Annuaire des Longitudes;* des éloges funèbres de divers savants français et étrangers, qu'il a prononcés comme secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences; de ses cours de l'Observatoire, si brillants, si suivis, et malheureusement devenus si rares.

Il paraîtrait que les géomètres et les algébristes font peu de cas de ces trois choses : c'est du moins ce que ferait croire un article fort savant, inséré dernièrement dans la *Revue des deux Mondes*. Dans cet article, que les amis de M. Arago jugent injuste, et qui me semble un peu sévère, on traite assez dédaigneusement les notices lues à l'Institut, et il est dit, au sujet des cours et de l'*Annuaire*, que ces travaux ne méritent pas d'occuper un esprit aussi distingué que M. Arago. Comme représentant la classe nombreuse et intéressante des ignorants, je crois devoir protester contre cette décision. La science a-t-elle donc été faite exclusivement pour les savants, et serait-on coupable d'impiété envers cette nouvelle Isis, pour l'avoir dépouillée de ses triples voiles, et présentée au vulgaire avide de la contempler? L'*Annuaire* du Bureau des longitudes est lu par toute l'Europe. Les articles de M. Arago sur la *foudre*, la *vapeur*, et les questions les plus délicates de l'astronomie, ont donné à ce recueil une popularité immense; quant aux cours de l'Observatoire, tout Paris s'y porte, et ce n'est pas, ce me semble, la plus minime

qualité d'un savant, qu'on puisse dire de lui avec Voltaire : l'ignorant l'entendit.

Sans doute, pour ce qui concerne les notices biographiques, il est advenu quelquefois qu'emporté par des préoccupations politiques, l'illustre savant s'est livré à des déclamations hors de propos. Mais dans l'ensemble quel charme de diction! quelle élégance de style et de pensée! comme ce doit être là une pâture agréable et nouvelle pour tout malheureux condamné au régime de la prose scientifique, si lourde, si ténébreuse, si raboteuse d'ordinaire! Est-il un savant qui possède à l'égal de M. Arago l'art de ranimer par des traits heureux l'attention fatiguée d'un auditoire, et de l'intéresser presque malgré lui aux questions les plus ardues? Voyez plutôt dans l'éloge d'Young cette charmante dissertation sur les hiéroglyphes. Vous seriez-vous douté que ces deux mots, *charmant* et *hiéroglyphe*, pussent un jour marcher de compagnie? pourtant c'est ici le cas ou jamais. En lisant ces trois ou quatre pages où la lumière jaillit à chaque ligne, vous serez tout étonné, tout fier, tout heureux de comprendre des matières d'une obscurité proverbiale, et vous fermerez le livre, convaincu, non sans raison peut-être, que vous en savez tout autant que feu Champollion.

Les mêmes qualités de style et de pensée se retrouvent dans les notices de Carnot, de Watt, d'Ampère, etc. Celle de Carnot, à laquelle on peut reprocher par moment quelques bouffissures déclamatoires qui la déparent, a de plus que les autres un mouvement dramatique véritablement entraînant. Je me rappelle un passage où M. Arago peint les grenadiers d'Oudinot, levés avec l'aurore, se préparant à la bataille du jour, en venant silencieusement et à la file passer leurs sabres nus sur la tombe de Latour d'Auvergne : il y a là une page qui est à elle seule tout un tableau accusé avec une verve d'artiste.

Maintenant, que la science transcendentale trouve mauvais qu'on se livre ainsi dans son sanctuaire à des excursions littéraires et anecdotiques, qu'elle soit gourmande, la science, qu'elle veuille tout pour elle et rien pour nous, c'est son droit. Mais il me semble que la question n'est pas là : ouvrir à deux battants les portes de l'Institut aux hommes et aux femmes du monde, et exiger que devant cette foule, élégante, avide d'émotions et très peu soucieuse de formules, l'illustre secrétaire perpétuel se résigne à ne parler que pour la dixième partie de son auditoire, à faire abstraction complète de tous ces yeux fermés et de toutes ces bouches béantes d'ennui, c'est faire subir à l'orateur et à l'auditoire, qui ne demandent pas mieux que de s'entendre, le supplice de Tantale; c'est demander une chose à la fois illogique et impossible; aussi le savant auteur de l'article dont nous parlions tout à l'heure, en s'élevant contre le caractère trop frivole des notices de M. Arago, a-t-il été nécessairement conduit à s'élever aussi contre la publicité des séances de l'Institut. Une conclusion entraîne l'autre. Si vous jugez que la science compromette sa dignité en frayant avec le monde extérieur, séquestrez la science; si vous ne voulez pas de littérature, faites de l'algèbre à huis clos, et que tout soit dit.

Je n'ai que peu de lignes à consacrer à l'homme politique.

M. Arago a été envoyé pour la première fois à la chambre en 1831 par le collége électoral de Perpignan; il a pris place dans les rangs de la gauche. Lors de la dislocation de cette partie du parlement, à l'époque du compte-rendu, dont il fut un des signataires, il s'est rangé avec ses amis, MM. Dupont de l'Eure et Laffitte, sous la bannière du radicalisme, et depuis neuf ans il s'est signalé par une opposition à peu près constante à toutes les mesures ministérielles. On se rappelle encore ses canonnades oratoires contre les forts détachés. Son argumentation brillante, exclusivement dirigée contre les vues oppressives qu'il prêtait au ministère, laisse subsister entière l'imposante question de la fortification de Paris. Quel que soit le mode d'exécution adopté, il est à désirer que cette mesure ne se fasse pas longtemps attendre, que les voix qui la réclament soient un jour écoutées, que sur ce point tous les partis finissent par s'unir dans un même sentiment de nationalité, et que si les orages qui semblent gronder à l'horizon venaient à éclater sur notre sol, il ne suffise plus d'une seule défaite pour que les chevaux de l'Ukraine viennent encore brouter l'écorce des marronniers des Tuileries.

L'opposition extra-gouvernementale de M. Arago a cela de fâcheux, qu'elle ne permet pas toujours à la chambre et au pays de tirer tout le parti possible des ressources d'un esprit aussi éminent. Ses discours les plus remarquables, les plus substantiels, notamment son rapport sur les chemins de fer, son discours contre les études classiques, et quelques autres que j'omets ici, sont toujours empreints d'un certain caractère d'irritation acerbe, exclusive et agressive, qui met en défiance une

partie considérable de la chambre, et l'empêche d'accueillir des vues qui, autrement présentées, l'eussent frappée par leur côté profond, lucide et pratique. A la tribune, M. Arago a cette belle prestance qui sied à l'orateur; sa figure est noble, animée et expressive; son geste est d'une vivacité méridionale; sa voix est nette, accentuée, son débit est abondant et varié. Il a une prédilection, trop prononcée peut-être, pour le sarcasme, qu'il manie, du reste, avec beaucoup de puissance : au total, on ne saurait trop dire si ses défauts ne le servent pas autant que ses qualités; s'il était moins ardent, il convaincrait davantage; il intéresserait moins, s'il était plus modéré.

M. Arago cumule un assez bon nombre de fonctions publiques; hâtons-nous de dire que presque toutes ces fonctions sont, ou gratuites, ou dues à l'élection. M. Arago est secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, M. Arago est député, M. Arago est directeur de l'Observatoire et du Bureau des longitudes, M. Arago est membre du Conseil supérieur de l'École Polytechnique, M. Arago est membre du Conseil général de la Seine et du Comité de salubrité, M. Arago est encore ou a été colonel de la garde nationale, enfin M. Arago est citoyen de Glascow et d'Édimbourg. Cette dernière dignité est vraiment la seule de toutes qui soit une sinécure. Depuis quelque temps on parle volontiers de l'*indolence naturelle* de M. Arago. Si M. Arago, dit-on, n'a fait aucune de ces découvertes capitales, n'a produit aucun de ces livres qui traversent les siècles et immortalisent à jamais un homme, s'il n'a pas trouvé les *Lois de Kepler*, s'il n'a pas écrit les *Principes de la Philosophie naturelle* ou la *Mécanique céleste*, c'est qu'il n'a pas le sens des théories élevées, c'est qu'il n'a pas le courage des recherches longues et opiniâtres, c'est qu'il est léger, mobile et indolent. Je crois qu'on serait plus juste si l'on disait que la science refuse de se donner tout entière à M. Arago, parce qu'elle craint, et à bon droit, ses infidélités, et que si l'illustre secrétaire perpétuel ne fait pas assez pour l'avenir, c'est qu'il fait trop pour le présent.

Voulez-vous savoir à quoi vous en tenir sur l'indolence du savant? demandez-en des nouvelles aux jeunes astronomes attachés à l'Observatoire; ils vous diront avec effroi que jamais tête humaine n'aborda, sans se briser, une plus énorme masse de labeurs; que M. Arago tient pour un paresseux tout individu qui ne travaille pas quatorze heures par jour, et que les jours de ce genre sont pour lui les jours de repos; ils vous diront que ce terrible homme mène de front la politique, la chimie, la physique, la mécanique, l'astronomie, l'histoire naturelle, la philosophie, la littérature, et qu'au besoin même il ferait des tragédies qui vaudraient toujours bien celles de Fontenelle; qu'il est en correspondance suivie avec tous les savants de l'Europe; qu'il est de tous les comités politiques, scientifiques ou industriels du monde; que son cabinet est journellement encombré de plans à examiner, de mémoires à analyser, de pétitions à soutenir; que tout cela lui passe régulièrement par les mains, et que, le jour suivant, c'est à recommencer; que le gouvernement, la municipalité, les établissements d'utilité publique, et même les industries privées, trouvent en lui un conseiller et un guide aussi actif que désintéressé; que ses heures sont à toutes choses et à tout le monde; qu'en même temps qu'il a un œil à ce qui se passe là-haut, l'autre est à ce qui se passe ici-bas, et qu'au milieu de toutes ses occupations si absorbantes, si variées, il trouve encore le temps de se montrer un des plus spirituels et des plus aimables causeurs des salons de Paris.

De plus, comme ces jours derniers on a jasé un peu dans le monde sur l'Observatoire, qu'on a eu l'air de se demander si l'on y était vraiment bien sage, si l'on y travaillait bien, il n'est peut-être pas inutile de vous apprendre qu'en ce moment l'astronomie n'en peut plus; que l'Observatoire est sur les dents; et cela, grâce à M. de Humboldt, qui n'en fait jamais d'autres. Cet intrépide chasseur de comètes en a dépisté une superbe il y a quelques mois; et comme l'astre fuyait rapidement, il s'est empressé de crier holà! à son collègue de Paris. M. Arago a fait préparer les armes, a mis ses astronomes à l'affût, et leur a déclaré qu'il fallait saisir le gibier au passage, ou mourir; de telle sorte que, pendant ces rudes nuits d'hiver que vous passiez sous l'édredon, il y avait, au haut de ce grand bâtiment noir de la rue d'Enfer, trois pauvres diables de savants étendus à ciel ouvert sous d'immenses télescopes, grelotant dans leurs manteaux et explorant en tous sens la voûte étoilée. L'astre vagabond n'ayant point paru à l'heure où j'écris, la chasse dure encore. M. Arago, à qui l'âge a enlevé cette extrême finesse de vue nécessaire pour l'usage du télescope, et qui par conséquent ne peut plus *observer* lui-même, consacre une partie du jour à examiner et redresser les calculs de la nuit.

Ainsi s'écoule la vie de M. Arago; vie laborieuse

et active, mais multiple et éparpillée. Le célèbre astronome aime passionnément la gloire; il l'aime non-seulement en savant, mais en poète; il la veut non-seulement choisie et durable, mais encore populaire et instantanée. Dans son ardeur, il la cherche dans les régions les plus diverses et les plus opposées; il la demande à la science, à la littérature et à la politique; à la tribune, à la plume et au quart de cercle.

Or, n'est-il pas permis à la science de se montrer un peu jalouse de M. Arago; n'est-elle pas en droit de lui dire qu'on s'expose à des mécomptes en courant plusieurs gloires à la fois; que si, pour les hommes qui lui consacrent leurs veilles, les juges compétents sont rares et clairsemés, en revanche ces juges rendent des arrêts toujours acceptés par le vulgaire et consacrés par la postérité; que dans cent ans il se trouvera à peine en France un archéologue pour garder mémoire des combats parlementaires de 1840, et que dans dix siècles l'Europe répètera encore avec admiration les noms de Copernic, de Kepler ou de Newton? Sans doute, la science est en droit de dire tout cela à M. Arago, comme M. Arago est en droit de répondre à la science par ces deux vers de Voltaire cités dans sa notice sur Young :

Quand, dans la tombe, un pauvre homme est inclus,
Qu'importe un bruit, un nom qu'il n'entend plus!

Espérons toutefois que cette pensée si *cruellement* vraie n'est pas plus la pensée de M. Arago qu'elle n'était celle de Voltaire. Espérons que ce génie puissant, qui a encore de nombreuses années devant lui, et qui a déjà tant fait pour la science, concentrera un jour sur elle toutes ses forces aujourd'hui disséminées, et que de cette union féconde surgira quelque lumineuse découverte, quelque livre impérissable, qui fixera son nom entre les plus grands dont s'honore le monde.

Placé à la tête du premier corps savant de France, M. Arago est, de plus, membre de toutes les grandes académies, et lié d'amitié avec presque toutes les célébrités de l'Europe. C'est à lui que M. Alexandre de Humboldt a dédié sa belle histoire de la géographie, et lord Brougham son livre de la *Théologie naturelle*. Toutefois, entre M. Arago, les Anglais, et lord Brougham lui-même, les rapports n'ont pas toujours été pacifiques; on se rappelle encore ses querelles avec M. Brewster, ses luttes avec *la Revue d'Édimbourg* au sujet d'Young, que cette feuille attaquait par l'organe de lord Brougham avec une violence malheureusement trop commune dans les débats scientifiques. Depuis cette querelle M. Arago a fait un voyage en Angleterre et en Écosse, où il a été partout accueilli avec enthousiasme; c'est dans cette tournée triomphale que les habitants de Glascow et d'Édimbourg lui ont donné par acclamation le titre de citoyen; son ancien adversaire de *la Revue d'Édimbourg* est devenu son ami, et dernièrement ils ont eu à subir tous deux une attaque de la Société Royale de Londres, qui s'est émue de quelques passages de l'*Éloge de Watt*, empruntés par M. Arago à lord Brougham, et accusés de porter atteinte à la mémoire de Cavendish. La Société Royale a lancé un manifeste contre les deux savants. M. Arago se prépare, dit-on, à répondre.

Parlerai-je maintenant du caractère de M. Arago? Faut-il entrer dans la polémique récemment soulevée à ce sujet? Faut-il faire chorus avec ces voix qui protestaient dernièrement contre les prétentions dictatoriales, l'intolérable despotisme et l'esprit d'hostilité systématique de M. le secrétaire perpétuel? Faut-il, au contraire, m'en référer aux nombreux amis de M. Arago, vous énumérer toutes ses vertus privées, vous dire toutes les qualités de son cœur, sa franchise, sa simplicité bienveillante, son inépuisable dévouement de frère, sa noble conduite envers la veuve et les enfants de son illustre ami Dulong, qui ont trouvé en lui un second père; les services qu'il rendit jadis à ceux-là mêmes qui depuis.... Ici je m'arrête, *incedo per ignes*. Je crois qu'il y a une race plus irritable encore que celle des poètes; je me souviens que l'autre jour un savant voulait à toute force couper la gorge à un autre savant qui s'était permis de parler un peu rudement de M. Arago; et comme j'ai pris la mauvaise habitude d'envisager toujours les deux côtés de la question, il pourrait bien m'advenir un double accident. Deux cartels de savant à la fois, bon Dieu! ce serait déjà trop d'un. J'aime mieux esquiver la difficulté en vous représentant au naturel une séance de l'Institut. Peut-être trouverez-vous que cela rentre assez dans mon sujet.

Il y a des gens, bonnes gens en vérité, qui se figurent que parce qu'on lit dans les astres, parce qu'on a passé la nature à l'alambic, parce qu'on sait par cœur le nombre de feuilles que contient un chêne, parce qu'on a ravi la foudre aux cieux, recomposé le globe avec la mâchoire d'un *mammouth*, ou frisé la solution du problème de la quadrature du cercle, que pour toutes ces raisons on

est inaccessible aux petites haines, aux petites jalousies, aux petites passions qui agitent notre pauvre petite planète. Ces gens-là, qui ne croient plus aux majestés royales, croient encore à la majesté de l'Institut. Faut-il leur enlever cette dernière illusion? Hélas! Ils l'ont peut-être déjà perdue, car il a été grandement question de l'Institut depuis quelques jours. L'illustre assemblée parait avoir oublié le précepte de Napoléon, qu'il fallait laver son linge sale en famille, et le public a été initié à toutes les petites maladies internes qui la travaillent. Ce digne public, là où il ne voyait, comme Cynéas, qu'une assemblée de rois ou tout au moins une assemblée de savants devisant gravement de choses graves, on lui a fait voir des partis, des drapeaux, des couleurs, toutes sortes de couleurs, et même des nuances; des religieux et des irréligieux, des monarchistes et des radicaux, des centre-droit et des centre-gauche, des dictateurs et des tribuns, des tyrans et des rebelles. — Voulez-vous y voir encore autre chose? Entrez dans le sanctuaire, un jour que s'agitera une légère question de priorité, par exemple. Voici un savant qui a la parole, il revendique une découverte en fixant d'un œil semi-belliqueux un savant placé en face de lui; le ton de l'orateur est aigre-doux; il se rassied; l'autre se lève et réplique sur un ton aigre-pur; le premier riposte, et cette fois son débit tourne au vinaigre; le préopinant devient furieux et tempête; le feu est dès-lors engagé, les mots piquants se croisent avec la rapidité de l'éclair; les voisins se mêlent de la partie, le président agite sa sonnette, le tohu-bohu scientifique devient très divertissant, et vous pouvez vous croire, à volonté, en pleine rue ou en pleine chambre des députés.

Durant tout ce vacarme, que devient M. le secrétaire perpétuel? Est-il impassible comme le Destin, majestueux comme la science et froid comme glace? Malheureusement non, il est homme, et, comme dit Sénèque, rien de ce qui est humain ne lui est étranger; sa pensée se reflète tout entière dans ses yeux noirs; ses tempes se crispent, un sourire d'une accablante ironie tombe d'aplomb sur un des combattants, parfois même une parole acérée vient en aide à l'autre. *Indè iræ*, de là des inimitiés, des factions, des guerres intestines, de petites méchancetés, et par-ci par-là de bonnes vérités.

« M. Arago, dit un de ses adversaires, a l'esprit « prompt, l'imagination vive, la parole facile, « beaucoup d'amour-propre, un désintéressement « qui ne s'est jamais démenti, une grande mobilité « dans les idées, plus d'énergie que d'activité, « une impétuosité de caractère qui l'entraîne quel- « quefois trop loin, et avec cela beaucoup d'adresse, « de modération même, quand il ne peut pas em- « porter une question de haute lutte [1]. »

Ce portrait, quoiqu'un peu chargé d'ombre, me paraît encore assez brillant pour permettre à M. Arago de défier tout venant, voire même le peintre, de lui jeter la première pierre.

[1] *Revue des deux Mondes* du 15 mars. — Lettres sur l'Institut.

M. de Cormenin.

Personne plus que moi ne rend justice aux lumières et à la rectitude d'esprit de notre honorable collègue M. de Cormenin... C'est principalement dans ses ouvrages que j'ai pu prendre quelques notions de ce qu'on appelle le droit administratif.

Discours de M. Dupin.— Séance du 5 juillet 1828.

Ah ! si vous m'inspirez, vierges de l'Hippocrène,
J'irai, je veux redire aux nymphes de la Seine
Les exploits immortels de nos jeunes guerriers.
Puisse leur noble chef, approuvant mon délire,
Détacher de son front et suspendre à ma lyre
Un seul de ses lauriers !

Ode de M. de Cormenin sur la bataille de Lutzen, 1813.

Les secousses révolutionnaires qui agitent dans leurs berceaux les jeunes gouvernements du Nouveau-Monde font que nous nous serrons encore plus étroitement autour du trône de nos rois ; que le dogme de l'hérédité royale s'empreint chaque jour davantage dans nos universelles affections, dans nos convictions et dans nos mœurs.

Discours de M. de Cormenin.— Séance du 21 avril 1829.

Les races dynastiques s'en vont, et peut-être avant qu'un demi-siècle ne s'écoule, le soleil dans sa course ne les verra plus sur la terre d'Europe.

M. de Cormenin, en 1832.— Lettres sur la liste civile.

Si Timon possède toutes les qualités éminentes de l'écrivain, il a de plus ce qui manque trop souvent, la fermeté de caractère et ce don de prévoir qui n'appartient qu'aux esprits supérieurs.

Études sur Timon, par M. Chapuys-Montlaville.

Il vaudrait mieux faire des discours que des pamphlets.

M. Dupin, sur M. de Cormenin.

La bonne question ! Qu'est-ce donc qu'un pamphlet ? Mais c'est parfois une puissance plus formidable que les harangues parlementaires, que les réquisitoires des procureurs-généraux, que les traités de politique, que les gros livres, etc.

M. de Cormenin. Lettres sur la liste civile.

De l'acétate de morphine, un grain dans une cuve se perd, n'est point senti, dans une tasse fait vomir, en une cuillerée tue, et voilà le pamphlet.

P.-L. Courier, Pamphlet des pamphlets.

Si je m'en croyais, j'irais ainsi d'épigraphe en épigraphe jusqu'au bout de mes huit pages ; chaque lecteur prendrait dans ce salmigondis de citations ce qui lui conviendrait, et je me trouverais débarrassé d'un travail qui n'a pas grand attrait pour moi, en ce que je l'aborde avec l'agréable perspective de ne contenter personne.

M. de Cormenin a dit en parlant de lui-même qu'il se faisait aimer et haïr jusqu'à la fureur, et il a dit vrai ; c'est un de ces dieux populaires pour lesquels il n'y a pas de milieu entre le fanatisme et l'incrédulité; la tiédeur aura naturellement le

privilége d'exciter un *tolle* général. La vérité biographique est pourtant un peu tiède de sa nature; or je suis biographe, et j'aime beaucoup la vérité : je connais des gens dont je respecte très fort les idées alors même que je ne les partage pas complétement, qui se sont insurgés en apprenant que j'allais faire figurer, dans une galerie d'illustrations vraies, un nom qu'ils jugent factice et éphémère. A ceux-là j'ai répondu d'abord : qu'ici le pamphlétaire n'est pas tout l'homme; ensuite, que ce qu'il y a de plus incontestable pour moi, biographe, dans les pamphlets de M. de Cormenin, c'est leur puissance. Je n'ai mission de faire ni de défaire des célébrités; je les prends toutes faites, je les raconte aussi impartialement que possible, je les caractérise de mon mieux, et de tout le reste je me lave les mains. Que dira la postérité? Je m'en inquiète peu, n'ayant rien à démêler avec elle; acceptera-t-elle nos haines, nos enthousiasmes, nos passions d'un jour? Cela n'est guère probable. Réformera-t-elle nos jugements? Pourquoi pas? elle en a réformé bien d'autres. Socrate a été condamné à mort comme corrupteur de la jeunesse, et c'est aujourd'hui le premier des sages; Shakespeare, le créateur, la gloire du drame, était un mince faiseur de sonnets, éclipsé comme dramaturage par des ours; Chapelain a été pendant huit jours le plus grand homme de son siècle; il daignait corriger de son auguste main les premiers vers de Racine qui devait, lui, passer comme le café; la postérité a tout simplement rayé Chapelain de ses tablettes, Racine est immortel et le café aussi... Comment la postérité en agira-t-elle avec M. de Cormenin? Mettra-t-elle sur la même ligne le savant jurisconsulte et l'artiste passionné; le publiciste grave, mesuré, et le mordant pamphlétaire? Ces deux talents très distincts, si distincts qu'ils semblent ne pas appartenir au même personnage, se nuiront-ils, se compléteront-ils ou s'étoufferont-ils réciproquement? je l'ignore; toujours est-il qu'il y a, dans les *Études sur les orateurs parlementaires*, un passage qui m'a fort amusé.

Dans ce passage Timon raille très spirituellement M. Dupin au sujet d'un certain article anonyme du *Dictionnaire de la Conversation*, qu'il met sans façon sur le compte de l'honorable député de la Nièvre, et où il est dit que lui, M. Dupin, est Démosthènes à la tribune, Cicéron au barreau et Caton l'Ancien dans les champs : si M. Dupin est vraiment le père de cette ébourriffante comparaison, et cela me paraît bien fort pour pouvoir être avancé sans preuve, Timon a grandement raison de prendre en pitié cette vanité comique et de s'écrier que la flatterie gâte les présidents comme les rois; mais la flatterie ne gâterait-elle pas aussi un peu les pamphlétaires? Tournez la page, s'il vous plaît, et vous trouverez ceci :

« M. Dupin n'a jamais eu qu'une ambition vul-
« gaire et facile à contenter. S'il n'a voulu être
« que président de la chambre, procureur-géné-
« ral de la cour de cassation et grand-croix de la
« Légion-d'Honneur, il fallait qu'il fît des discours
« et non des pamphlets; *mais s'il voulait arriver*
« *à la postérité, il fallait qu'il fît des pamphlets*
« *et non des discours* [1]. » O nature! Voyez-vous Timon qui blâme le péché dix lignes plus haut, et qui tombe dans le péché dix lignes plus bas? *Video meliora proboque, deteriora sequor*, a dit Sénèque; tout n'est que vanité, et nous en tenons tous : graves procureurs-généraux, pamphlétaires célèbres et biographes obscurs, car moi pauvre qui vous parle, j'ai encore à ce moment la fibre si agréablement chatouillée par quelques lignes tombées d'une illustre plume en un certain lieu, au sujet de certaine galerie, que vous me voyez dans un embarras extrême, ne sachant par où commencer, ne pouvant être vrai sous peine d'être ingrat, ne pouvant être reconnaissant sous peine d'être flatteur. Heureusement pour moi que l'appréciateur anonyme, réfutant ceux qui me jugent trop sévère, me reproche à son tour d'être trop universellement bienveillant. Il prétend que mon indifférence systématique refroidit *ma palette*; hélas! Timon, je n'ai jamais eu ni pinceau ni palette; qu'en ferais-je, ignorant l'art de m'en servir? J'esquisse grossièrement au crayon, je cherche surtout à attraper tant bien que mal la ressemblance, et je me passe du coloris qui éblouit quelquefois les yeux, et fait perdre de vue la ligne; mais enfin, puisque vous tenez essentiellement à la couleur, je vais essayer de broyer un peu d'ocre sur la paume de ma main en manière de palette. Si par hasard vous alliez trouver dans votre portrait des teintes un peu trop vives, ne vous en prenez qu'à vous-même, qui voulez faire sortir un biographe du cercle de ses attributions.

Et d'abord, vous autres lecteurs, quelle idée vous faites-vous de la personne de Timon? une idée probablement très fausse. Méfiez-vous des peintres, ce n'est jamais la figure de l'homme qu'ils peignent, c'est le talent de l'homme, et ces mes-

[1] Études sur les orateurs parlementaires, t. II, p. 82

sieurs se croiraient déshonorés s'ils oubliaient de graver dans le regard de Timon un trait qui n'y est pas. Méfiez-vous aussi de vos impressions; ne concluez pas du pamphlet au pamphlétaire; gardez vous de vous créer suivant vos goûts une image de fantaisie qui ne manquerait pas de poésie en beau ou en laid, mais qui n'aurait rien de commun avec le vrai; venez plutôt avec moi faire une petite visite au monstre dans son antre ou au dieu dans son temple.

L'antre ou le temple est situé au troisième étage d'une belle maison de la place de la Madeleine; l'intérieur en est joli, propret, et même un peu coquet pour un pamphlétaire. Il y a là des livres, des tableaux, des canapés, des fauteuils, et tout un attirail de *comfort* qui ne rappelle pas plus la cave de Marat que la cellule de saint Jérôme. Voici maintenant venir le dieu; gare au monstre! Il vous apparaît sous la forme d'un homme d'une cinquantaine d'années, de taille un peu au-dessus de la moyenne, démarche lente, parole lente, geste lent, avec une de ces figures auxquelles, pour me servir d'une expression vulgaire, on donnerait le bon Dieu sans confession. La partie la plus saillante, la seule saillante de ce visage, c'est le front, qui est large et haut, bien conformé, avec une arcade sourcillaire très prononcée, un véritable front de penseur. Le regard vous arrive sans dévier, mais il est doux, inoffensif et presque timide; l'attitude est simple, reposée, et sur l'ensemble de la physionomie s'épanouit comme un rayon de satisfaction intérieure à travers lequel vous chercherez vainement ce grand remords dont parle M. Fonfrède. Si je suis bon physionomiste, Timon me fait au contraire l'effet d'être très content de lui. Ce qu'il a de plus inoffensif après son regard, c'est sa conversation : vous diriez un sage du Portique. Parlez-lui de tel ou tel homme pour lequel il a effilé sa plume en poignard, toute sa haine se formulera en quelques paroles du genre de celles-ci : « M. *** ne sait pas écrire, » ou encore : « C'est un orateur terne, sans originalité, » ou encore : « Il achète lui-même ses livres à son libraire pour faire croire qu'ils se vendent, » et autres propos épouvantables de même sorte.

Parlez à Timon de ses pamphlets, de la difficulté et du mérite littéraire de ces sortes de compositions, de la publicité retentissante de ses vingt éditions, de sa popularité, de sa puissance; répétez avec lui ce qui est vrai, sinon modeste, que son style est tour-à-tour *léger, grave, incisif, coloré, nerveux, piquant, joyeux, mordant, logique*[1], vous lui ferez plaisir; parlez-lui peu ou point d'un publiciste grave, savant, sérieux, qui s'appelle M. de Cormenin, il n'en a pas grand souci, et j'ai idée que je vais lui déplaire souverainement en me permettant de préférer ici son immense et beau travail sur le *Droit administratif* à son pamphlet sur les *lapins*, et à bien d'autres. « Voyez pourtant ce que c'est que « le public, disait-il un jour à quelqu'un de ma « connaissance : j'avais soigné ce petit pamphlet « sur les *lapins* d'une manière toute particulière ; « c'est peut-être ce que j'ai fait de mieux : eh bien! « il n'a eu que trois ou quatre éditions; c'est à n'y « rien comprendre. »

Et ne vous étonnez pas trop de cet enthousiasme de Timon pour le pamphlet, *sa bonne et forte lame*, comme il dit; outre les jouissances de popularité que ce talent lui procure, songez qu'il lui est venu tard. Il avait quarante ans quand ce fils lui naquit; c'est presque un enfant de sa vieillesse, et, vous savez, ce sont toujours ces enfants-là qu'on aime le mieux.

Si vous, visiteur, vous êtes un de ces hommes qui pensent que les révolutions se font vite, mais sont lentes à se préparer, et plus lentes encore à s'accomplir; qu'on détruit avec des passions, mais qu'on ne fonde qu'avec des idées, et qu'il s'agit aujourd'hui bien plutôt de fonder que de détruire; que, dans certains cas, à force de vouloir frapper fort, on ne frappe pas juste; si vous n'en êtes qu'à toutes ces grosses vérités banales, qui sont, dit-on, l'apanage des esprits étroits, et qu'effrayé des résultats d'une polémique ardente et effrénée, vous demandiez à Timon où il en veut venir, il vous répondra qu'il ne veut rien renverser, rien briser, rien bouleverser, qu'il veut tout simplement qu'on soit logique. Si vous lui parlez de ce qu'il y a d'impraticable et d'illusoire dans cette panacée souveraine du *suffrage universel*, il ne vous en dissimulera ni les obstacles ni les inconvénients, il vous avouera même en confidence que, dans l'état des choses, un parlement sorti de ce berceau ne vaudrait pas mieux que celui que nous avons; mais enfin, dira-t-il, il faut être logique : quand on accepte un principe, il faut en accepter les conséquences, etc., etc. Je reviendrai plus tard, si j'ai de la place, sur la logique de Timon appliquée aux affaires humaines.

Maintenant, pour peu que la conversation se prolonge ainsi sur le ton le plus pacifique du monde,

[1] Lettres sur la liste civile, page 208.

si vous êtes venu le soir, et qu'il commence à se faire tard, vous verrez paraître dans ce sanctuaire un grand jeune homme de seize à dix-sept ans qui s'approchera de Timon et déposera sur son front un baiser mélangé de tendresse et de respect; c'est le fils du pamphlétaire, qui s'en vient avant de se coucher recevoir la bénédiction paternelle; et vous, étonné, stupéfait de ces habitudes patriarcales et de toute cette paix intérieure qui contrastent si étrangement avec une vie politique pleine d'orages, d'agitation, de passions bonnes et mauvaises, vous laisserez peut-être échapper cette question naïve : « Mais, Timon, vous qui avez l'air d'un si brave « homme, pourquoi donc êtes-vous si méchant?— « Que voulez-vous? répondra non moins naïvement « Timon, le caractère et le talent sont deux; quand « je me mets à mon pupitre pour écrire un pam- « phlet, le trait mordant, acéré, impitoyable, « m'arrive je ne sais d'où, entre par une oreille, « circule dans mon cerveau, descend sur ma plume, « et de là passe, bon gré malgré, sur mon papier. »

Cette explication en vaut bien une autre. Rentrez chez vous, mettez-vous à relire avec attention tous ces petits livres si gros d'esprit de toute sorte d'aloi, observez avec quel art sous la négligence apparente de l'ensemble se cache le travail minutieux des détails, comme l'auteur observe bien le précepte de Boileau qu'il faut faire difficilement des choses faciles, avec quel soin chaque effet de style est prévu, chaque virgule méditée, chaque point d'exclamation consciencieusement élaboré; comme toute cette artillerie polémique est stratégiquement disposée, les pièces légères en tête, les pièces de calibre au milieu, et en queue la grosse artillerie qui tire à boulets rouges; comme dans cette accumulation d'épithètes à la Sévigné, poussée souvent jusqu'à l'abus, les traits se succèdent avec rapidité, tous plus forts, plus poignants, plus meurtriers les uns que les autres; et puis, si vous voyez passer devant vous quelque personnalité transparente qui vous révolte tant elle est outrageuse et brutale, si vous vous heurtez contre telle ou telle péroraison qui respire les plus mauvais sentiments, n'allez pas croire que Timon nourrit du fiel contre les personnes, Timon n'en veut qu'aux choses. Il le dit et je le crois. Si sa polémique ressemble quelquefois à de la diffamation, c'est pur effet d'art; s'il va jusqu'à l'insulte, c'est pour obéir à cette loi littéraire qui veut que toute énumération marche *crescendo;* si, dans les dernières lignes de ce pamphlet intitulé : *Très humbles remontrances,* Timon arrive à l'extrême limite qui sépare le pamphlet du libelle, c'est qu'il faut bien que la péroraison résume le discours sous une forme saisissante.

En vérité, Dieu et Timon me pardonnent! mais je crois sincèrement que Timon fait de l'art pour l'art; il s'est dit qu'un pamphlet pour être bon ne saurait être assez méchant; c'est dans son genre une sorte de Benvenuto Cellini, un habile ciseleur d'armes de guerre, se passionnant pour la dague florentine qui va sortir de ses mains, l'incrustant avec amour de pierreries à la poignée, choisissant une lame de pur acier, ornée de gracieux arabesques, hérissée de terribles dentelures, trempée par la pointe dans une liqueur qui en rendra les coups mortels, et tout cela parce qu'il s'agit d'une dague et non d'un plat à barbe. Le moine anglais qui a inventé la poudre était peut-être un très digne homme, craignant Dieu, aimant ses semblables, et incapable de faire du mal à un poulet. Timon n'a pas inventé le pamphlet, le pamphlet est antérieur à Jésus-Christ, mais il lui a donné une forme nouvelle, d'autant plus pernicieuse, à mon avis, qu'elle est acerbe et dissolvante au-delà du possible, sans cesser d'être fine, littéraire, par conséquent attrayante, et qu'elle a pour résultat final d'engendrer au sein des masses non-seulement la haine, mais le mépris qui est pire que la haine.

Remarquez bien, je vous prie, que dans tout ceci il n'a été nullement question du fond de la polémique de Timon, mais bien de sa forme, que pour ma part je réprouve complétement; nul plus que moi ne reconnaît et ne respecte la science profonde et l'intelligence supérieure de M. de Cormenin; j'ai pu le peindre emporté par un sentiment exagéré de l'art, sacrifiant trop souvent l'équité morale au beau littéraire, mais je me mentirais à moi-même si j'attribuais à des causes semblables ou d'un ordre inférieur la pensée qui l'anime, et les principes politiques qu'il défend aujourd'hui. Ici la question change de face; après vous avoir montré l'artiste passionné, il me resterait à vous parler du dialecticien puissant mais rigide, absolu, géométrique à la manière de Pascal, et par cela même fautif à mon sens; car il ne s'agit ici ni de quantités abstraites ni de controverses théologiques sur la *prédestination* et la *grâce,* mais bien de questions d'hommes, de choses, de temps, de lieux, toutes matières dans lesquelles il se faut bien garder de procéder par voie de déduction mathématique, sous peine de tomber dans l'ab-

sarde et de voir le *summum jus* devenir *summa injuria*. Mais au moment d'aborder cette nouvelle sphère d'idées, je m'aperçois qu'à mesure que la plume marche le papier se remplit; ce n'est peut-être pas une dissertation que vous voulez, mais une biographie, et je rentre dans mon sujet, quitte à en sortir de nouveau tout-à-l'heure si cela se peut.

Louis-Marie de Lahaye de Cormenin est né à Paris, rue Saint-Lazare, le 6 janvier 1788, d'une ancienne famille de robe, originaire des environs de Montargis, où se trouve encore un manoir qui porte le nom de Cormenin. Son grand-père avait été membre de l'assemblée de la noblesse du bailliage de cette ville, et, chose assez piquante, cet intrépide pourfendeur de liste civile a eu un grand-oncle qui était intendant de la liste civile. Sa première éducation se fit aux *écoles centrales;* c'était un écolier mutin et paresseux, que ses maîtres délibérèrent plusieurs fois de renvoyer, ne sachant qu'en faire. En prenant de l'âge il devint travailleur, et remporta au concours général des lycées impériaux un prix de logique si je ne me trompe, et un accessit de discours français; après le collége il fit son droit; en janvier 1810, il entra au conseil-d'État en qualité d'auditeur et fut attaché an comité du contentieux. A cette époque, M. de Cormenin était napoléonien en diable, comme la jeunesse d'alors, comme la jeunesse d'aujourd'hui, et comme le sera probablement la jeunesse de tous les temps; il était de plus un peu poète, mais poète mythologique et métaphorique dans le goût du jour; il se rendit coupable d'un certain nombre de bouquets à Chloris, et de quelques odes impériales dont vous pouvez vous faire une idée par l'échantillon placé en tête de cette notice; je le soupçonne même très fort de garder encore aujourd'hui en son cœur un vieux levain de *classicisme* raffiné, à en juger du moins par le sans-façon avec lequel dans ses *Orateurs parlementaires* il traite la nouvelle école dans la personne de M. de Lamartine. Emporté par son fanatisme de logicien, Timon enfourche le *dada* aristotélique, et déclare qu'une élégie, pour être bonne, doit avoir la précision d'un syllogisme. Pour Dieu, Timon, traitez comme vous l'entendrez la politique humanitaire, mais vous qui ne respectez pas les rois, respectez donc un peu les poètes; quelle singulière pensée avez-vous eue de nous représenter la muse de Lamartine, cette muse d'ordinaire si pure, si belle, si doucement plaintive, sous la forme d'un *spectre hurleur secouant ses ossements entre les fentes des tombeaux!* La Harpe n'eût pas mieux dit; vous qui êtes si avancé en politique, seriez-vous à ce point rétrograde en poésie?

A la chute de l'empire, M. de Cormenin fut conservé sur le tableau du conseil-d'État comme surnuméraire; aux Cent-Jours, il donna sa démission, se fit soldat, alla s'enfermer dans Lille, revint après Waterloo, se rallia et rentra au conseil-d'État en qualité de maître des requêtes.

A dater de ce moment, commence à se manifester chez M. de Cormenin cette aptitude toute spéciale aux affaires administratives qui lui a valu en ce genre un renom de supériorité incontestée et incontestable. Chargé au sein du comité du contentieux des rapports les plus ardus sur les matières les plus compliquées, rompu à toutes les difficultés d'une législation diffuse, variable, incodifiée, M. de Cormenin préparait dès-lors, dans le silence et le travail, les matériaux de son grand ouvrage sur le *Droit administratif*, dont la première édition parut, je crois, en 1823. Cet ouvrage restera comme le premier et jusqu'ici le meilleur, le plus complet des traités sur la matière; il a eu quatre éditions successives, dont chacune a été revue et augmentée par l'auteur; et la cinquième vient de paraître enrichie d'une préface générale qui est un véritable chef-d'œuvre de style, de clarté, de logique et d'érudition; quand j'aurais assez d'espace pour analyser ce beau livre, je ne le voudrais pas; en vérité, je craindrais de dépopulariser M. de Cormenin; le peuple n'est pas subtil, lui; il ne sait pas bien faire cette distinction dont parle l'auteur, et qui ne me paraît pas déjà très claire, entre l'*homme administratif* et l'*homme politique*. Que diraient donc les souscripteurs à la médaille s'ils voyaient ce pamphlétaire anti-gouvernemental qu'ils aiment tant, proclamer hautement la nécessité d'un pouvoir *un* et *fort*, déclarer que puisqu'il le faut toujours placer quelque part, il l'aime mieux en *haut* qu'en *bas*, prêcher l'obéissance des gouvernés aux gouvernants, développer une théorie de centralisation tellement rigide, qu'elle en est peut-être excessive, et se permettre, lui qui a tant déploré les misères du pauvre opprimé par les collecteurs de taxes, se permettre cette phrase un peu leste en soutenant la nécessité de l'action coercitive du pouvoir en matière d'impôt: « On ne paie chez nous que parce que la loi « dit: Payez. Il n'y a rien de plus rare en France « que des contribuables de bonne volonté. » Mais je m'arrête; si j'allais plus loin et que ces braves

souscripteurs vinssent à me lire, ils seraient capables de retirer leur souscription.

Malgré le succès bien mérité de cet ouvrage, malgré les nombreux services rendus par l'auteur dans l'exercice de ses fonctions, malgré plusieurs savants mémoires sur l'*organisation du conseil-d'État* et la *mise en jugement des fonctionnaires publics*, élaborés à la prière de M. de Serres, alors ministre de la justice; M. de Cormenin vit presque tous ses collègues passer successivement conseillers, et il resta maître des requêtes. M. de Cormenin n'était pas solliciteur de sa nature, il s'en tenait aux distinctions honorifiques. S. M. Louis XVIII signait à son contrat de mariage et le faisait baron; M. de Serres le gratifiait d'une croix d'officier de la Légion-d'Honneur (il était déjà chevalier sous l'empire), et puis enfin Charles X consentait, sur sa demande, à constituer, par lettres patentes du 28 janvier 1826, un majorat en sa faveur en y joignant le titre de *vicomte*.

Un biographe radical a essayé de justifier M. de Cormenin de ce dernier fait, en disant qu'il avait cédé aux suggestions d'une famille aristocratique à laquelle il s'alliait; or, cette famille aristocratique est tout simplement celle d'un riche notaire de Paris, M. Gillet. S'il y avait nécessité de justification, celle-là serait donc mauvaise; quant à moi, je ne vois rien à justifier dans ce fait. M. de Cormenin était alors, au vu et au su de tout le monde, légitimiste, point ultrà, mais manifestement légitimiste. Il suffit de lire le *Moniteur* de 1829, pour n'en pas douter un instant. Acceptant et servant un gouvernement aristocratique, M. de Cormenin a accepté un majorat et des titres; devenu radical, il s'est empressé de renoncer publiquement à ses titres et de révoquer son majorat. Tout cela, à mon sens, est fort logique; ce qui l'est moins, c'est que M. de Cormenin ait jugé à propos de sacrifier aussi en holocauste, sur l'autel de la liberté, une croix d'officier de la Légion-d'Honneur très légitimement gagnée; j'avoue que ce dernier sacrifice me paraît une superfétation.

Tout se réduit donc à ceci : M. de Cormenin a été légitimiste, il est maintenant radical; ou, en d'autres termes, est-il permis de changer d'opinion ? Éternelle question qui se présente sans cesse sur nos pas depuis que nous traitons d'illustrations contemporaines. Eh mon Dieu, si une transformation de point de vue en politique était toujours une apostasie, il faudrait se bien garder d'ouvrir jamais le *Moniteur*, car ce serait le plus immoral, le plus désolant et le plus incompréhensible des livres; l'influence des faits extérieurs, combinée avec le travail intérieur de la pensée, suffit à expliquer tout changement auquel ne se mêle pas un alliage impur d'intérêt matériel; et sur ce dernier point, il me semble qu'on ne saurait être assez réservé dans l'accusation; l'intérêt ne se présume pas, il se prouve, c'est la conviction qui se présume. Je ne reprocherai donc point à M. de Cormenin de n'avoir pas été radical à une époque où le mot n'existait pas plus que la chose; mais je lui reprocherai à lui qui a été tour-à-tour impérialiste, légitimiste et démocrate, de passer dédaigneusement au fil de sa plume tel ou tel homme qui, après avoir accepté l'empire et la restauration, a accepté et servi le gouvernement de juillet. M. de Cormenin ne se souvient plus qu'un an avant la révolution de 1830, dans cette même séance où il attaquait à la tribune l'hérédité de la pairie (ce qui était, j'en conviens volontiers, un acte de courage très louable chez un fonctionnaire amovible), dans cette même séance, il défendait avec chaleur l'hérédité monarchique (l'hérédité bourbonnienne apparemment, car il n'y en avait pas d'autre), qu'il proclamait *sacrée, incorruptible et vitale*[1]. M. de Cormenin a oublié tout cela, car s'il s'en souvenait, il serait moins sévère pour certains hommes qui, après avoir comme lui, dans la même séance que lui, attaqué l'hérédité de la pairie, et défendu, comme lui, l'hérédité monarchique, ont voulu, un an plus tard, conserver, en la faisant reposer sur une base nouvelle, cette hérédité *vitale* et *sacrée*.

Il n'est pas bon non plus de tout ramener aux proportions mesquines d'une question d'argent, et de dire sans cesse à un adversaire : Le secret de vos convictions est au trésor; combien vous rapportent vos principes? C'est l'autoriser à vous répondre : Votre radicalisme n'est pas une méchante affaire; combien vous rapportent vos pamphlets? — Et l'ambition? dira-t-on. — De quelle ambition veut-on parler? il y en a de plusieurs sortes : il y a l'ambition de la simarre, de l'habit brodé ou du portefeuille, mais il y a aussi celle de la popularité, des médailles et des cent mille lecteurs. Ambition pour ambition, l'une vaut l'autre, leur origine est la même : déprécier la première outre mesure, c'est exposer la seconde à des interprétations malveillantes; l'injure appelle l'injure; *abyssus abyssum vocat*. Le ton âcre et trop souvent personnel

[1] Voir le Moniteur du 22 avril 1829.

de la polémique de M. de Cormenin explique à mes yeux, sans les justifier, certaines diatribes calomnieuses contre sa vie privée, que je sais honorable et pure, et son caractère que je crois complétement inaccessible aux séductions de l'intérêt.

Le premier pas de M. de Cormenin dans la carrière politique date de 1828; les électeurs d'Orléans l'envoyèrent à la chambre, où il arriva avec une réputation de savoir due à ses rudes travaux au conseil-d'État et accrue par son récent ouvrage sur *le droit administratif.* Il y a plaisir à le suivre dans cette première période de 1828 à 1830. Cet homme que vous voyez aujourd'hui taciturne et muet sur son banc, qui s'est créé au dehors une puissance énorme et dont la seule apparition à la tribune a suffi naguère pour soulever de violents orages, cet homme avait alors le privilége d'éveiller sur tous les bancs un sentiment de sympathie presque unanime. Il parlait assez souvent ou plutôt il lisait, et ses discours soigneusement travaillés, portant presque toujours sur des matières qu'il possédait parfaitement, brillaient à la fois par l'élégance de la forme et la solidité du fond. En feuilletant le *Moniteur*, je n'ai presque jamais rencontré le nom de M. de Cormenin sans le voir accompagné de la flatteuse parenthèse (profond silence) ou (mouvement marqué d'attention). Quoique maître des requêtes, M. de Cormenin avait pris place au centre gauche, à côté de M. Dupin, et ces deux personnages, que les événements ont depuis placés si loin l'un de l'autre, étaient alors assez étroitement unis d'amitié et d'opinion. L'opposition de M. de Cormenin était éminemment modérée et gouvernementale, bien que franche, parfois même audacieuse, eu égard à sa qualité de fonctionnaire; ainsi le 23 mai, dans un savant discours sur l'interprétation des lois après cassation. M. de Cormenin qualifiait les délits de la presse de délits d'opinions, et ajoutait qu'ils ne devaient être jugés que par des juges d'opinions, c'est-à-dire par le jury. Séparé de son collègue, M. Dupin, dans les questions d'*appel comme d'abus*, il combattait la dévolution de ces appels aux cours royales, comme attentatoire à la majesté de la religion, qu'il ne fallait pas, disait-il, exposer aux sifflets de la plaidoirie orale dans la personne de ses ministres; il prononçait plusieurs éloquents discours contre les abus du cumul, il attaquait les dotations, l'énormité des budgets, et tout cela avec une parole singulièrement grave, élevée, conciliatrice. Ainsi, à propos des dotations de la pairie, il disait : « Messieurs, l'union politique des deux « chambres, dont le roi tient le faisceau dans ses « mains, et trop ferme et trop serrée pour qu'aucune considération, et surtout des considérations « d'argent, puissent jamais la rompre; et moi aussi « j'aurais comme tant d'autres des raisons pour « jeter dans l'urne un vote conciliateur, et moi « aussi je voudrais être agréable à ceux qui reçoivent, mais je dois être avant tout secourable à « ceux qui souffrent, à ceux qui paient, à ceux qui « nous ont envoyés. »

Ailleurs, M. de Cormenin combat avec sollicitude pour les droits de la prérogative royale; flétrit la Convention qu'il appelle une dictature insensée, un monstrueux accouplement de pouvoirs politiques, administratifs et judiciaires; renonce de lui-même, pour alléger le budget, à l'indemnité de mille écus qui lui avait été accordée comme membre de la commission de liquidation du milliard concédé aux émigrés, en déclarant qu'il met bien au-dessus de ce léger sacrifice l'honneur de servir le *roi* et le *pays*. En un mot, tous ses discours de cette époque annoncent un esprit calme, imbu d'idées constitutionnelles, et sincèrement dévoué à la monarchie.

Comment M. de Cormenin est-il devenu démocrate et pamphlétaire? Nous l'allons voir.

Il est assez universellement reçu aujourd'hui, parmi les radicaux, que l'origine des opinions actuelles de M. de Cormenin se perd dans la nuit des temps, que la chute des Bourbons a été par lui dès longtemps prévue et désirée. Je pense, au contraire, et en cela je ne crois point faire injure à M. de Cormenin, que tout en désapprouvant les actes qui ont conduit la restauration à sa perte, il a été sincèrement légitimiste jusqu'au 6 août. Un esprit aussi logique que le sien ne pouvait pas ainsi, d'un seul bond, passer brusquement de l'idée monarchique qu'il avait déclarée vitale et sacrée à l'idée démocratique; et j'en vois la preuve dans l'inaction même de M. de Cormenin durant les trois jours; M. de Cormenin était à Paris lors de l'apparition des ordonnances, il avait fait partie des 221, et j'ai vainement cherché son nom au bas de la protestation des députés contre les ordonnances. Je ne le vois pas figurer davantage, ni à la réunion Laffitte, ni à l'Hôtel-de-Ville, et je tiens d'une source que j'ai tout lieu de croire certaine, que dans une réunion particulière composée de membres du conseil-d'État, il soutint vivement qu'après l'abdication de Charles X et la renonciation du duc d'Angoulême il n'y avait qu'une seule royauté

logiquement possible, celle de Henri V, et j'ajoute que tout cela n'est nullement en contradiction avec les idées et avec les actes postérieurs de M. de Cormenin; en effet, et ici je parle d'après lui-même, la dynastie de *droit divin* étant définitivement repoussée, il pensa qu'on ne pouvait en établir une nouvelle qu'en l'appuyant sur le principe de la souveraineté du peuple que ce principe nécessitait de la part du peuple; un acquiescement non-seulement tacite mais formel; qu'il y avait donc lieu à convoquer les assemblées primaires à l'effet d'obtenir d'elles un mandat constituant. La démission de M. de Cormenin fut la conséquence de cette pensé.

« En arrivant à la chambre, dit M. Bérard dans « ses *Souvenirs*, je rencontrai dans un des couloirs « Cormenin qui venait de donner sa démission. Le « motif de cette démission était l'abscence d'un « mandat régulier pour ce que nous allions faire. « Ce scrupule de conscience était certainement respectable, mais si nous l'eussions tous éprouvé, « que fût devenue la tranquillité du pays? [1] » Ce n'est pas ici le lieu d'examiner la question de savoir qui avait raison, de M. Bérard admettant l'*impérieuse nécessité* inscrite en tête de la nouvelle charte, ou de M. de Cormenin n'admettant que l'*impérieuse logique*. J'ai voulu seulement rétablir les faits sous leur véritable jour.

Après avoir donné sa démission, M. de Cormenin se présenta de nouveau devant les électeurs d'Orléans qui refusèrent de lui rendre leur mandat. Ce refus pourrait bien être la conséquence même de cette logique inflexible qui avait guidé M. de Cormenin; pour lui, en effet, la question monarchique n'était pas encore une question décidée; c'était une question réservée; sa profession de foi se ressentit de cette singulière position; elle n'était ni monarchique, ni radicale, elle était vague: « Point d'a« narchie, disait M. de Cormenin, mais point de « despotisme; point de guerre, mais point de tache « au drapeau national; la révolution de juillet, « mais avec ses conséquences; la charte de 1830, « mais la charte améliorée: sagesse dans les lois, « force dans le gouvernement, liberté dans la na« tion, voilà mes principes. » Les électeurs d'Orléans pensèrent que cette déclaration disait tant de choses, qu'elle ne disait rien, et M. de Cormenin ne fut pas réélu.

Après cet échec, il se présenta devant les électeurs de l'Ain. N'ayant pas les pièces sous les yeux, je ne sais si, devant eux, il fut plus explicite; toujours est-il qu'ils le renvoyèrent à la chambre en octobre 1830; là son attitude ne fut pas tout d'abord hostile à la royauté de juillet, sa première pensée fut une pensée d'ordre, sa première parole une parole éminemment gouvernementale. Le 13 novembre, lorsque fut discutée la loi sur les *Récompenses nationales*, en présentant un article additionnel touchant le port illégal de la croix de juillet, il disait: « Ne peut-on pas craindre que, « dans une émeute, des factieux déguisés n'usur« pent ce signe d'honneur et n'en abusent pour « égarer le peuple?..... Il faut relever cette dé« coration aux yeux des braves qui la porteront « et qui, ayant *combattu* et *vaincu au nom de* « *l'ordre*, seront en quelque sorte les constables « populaires de l'ordre. »

J'avoue que j'ai quelque peine à faire cadrer ceci avec la phrase suivante, de la lettre de M. de Cormenin à Casimir Périer, écrite deux ans plus tard: « Que venez-vous toujours nous jeter à la « tête votre royauté de juillet! Me prenez-vous « pour un usurpateur de la souveraineté du peu« ple? Vous voulez parlez apparemment de la « royauté du 10 août, et celle-là vous savez qui « l'a faite [2]. »

En juin 1831, après la dissolution de la chambre, M. de Cormenin fut réélu par quatre colléges électoraux; il opta pour celui de Belley et, à l'avénement du ministère Périer, sa pensée radicale commença à se dessiner de plus en plus vive et tranchée, en même temps que se manifestait en lui le talent jusqu'alors enfoui du pamphlétaire. Ses lettres sur la *Liste civile* furent son premier essai de ce genre; la forme piquante, acerbe, injurieuse de ce premier pamphlet lui valut d'une part un très beau succès, et d'autre part, de violentes attaques; or, M. de Cormenin est une de ces natures d'artiste que le succès enflamme et que l'attaque enflamme encore plus que le succès; il se lança avec une audace plus grande dans la voie nouvelle qui s'ouvrait devant lui; il publia successivement les lettres sur l'*Apanage*, les *Très humbles Remontrances*, la *Défense de l'évêque de Clermont*, l'*État de la question*, puis enfin les *Questions scandaleuses d'un Jacobin*, dont l'immense retentissement n'a pas peu contribué au rejet de la loi de dotation, et qui a valu à son auteur une superbe ovation populaire sous la forme d'une médaille d'or, composée

[1] Souvenirs de la révolution de 1830.

[2] Lettres sur la liste civile.

avec les gros sous de je ne sais combien de milliers de prolétaires.

En ce moment, le malin pamphlétaire s'occupe d'une nouvelle production qui s'appellera, je crois, *les Orties;* ce titre est peu rassurant pour ceux qui peuvent redouter d'être fustigés.

Timon ne voulant pas de mon éclectisme biographique, et demandant qu'on s'explique nettement, j'aurai encore quelques mots à dire sur ses *Orateurs parlementaires*, sur le caractère particulier de sa dialectique, l'ensemble de ses pamphlets et leur influence.

C'est dans l'intervalle de ses luttes politiques que Timon publia, par fragments, dans la *Nouvelle Minerve, ses Orateurs parlementaires,* réunis depuis en deux volumes, dont le premier, consacré aux orateurs de la restauration, renferme quelques préceptes généraux sur l'art oratoire que Timon ne pratique pas, mais qu'il professe avec une rare sagacité. M. de Lamennais, qui est maître passé en fait de style, prétend, m'a-t-on dit, que cet ouvrage est un des plus remarquables que la langue française ait produits depuis cinquante ans. Ce livre est en effet délicieusement écrit, large d'idées, mélangé de gravité et d'ironie, et à mon sens bien supérieur aux pamphlets. Timon fait tout ce qu'il veut de sa plume; mais peut-être abuse-t-il un peu de cette souplesse de main. Quand il tient une figure, et qu'elle lui apparaît en beau ou en laid, il ne se contente pas de la copier d'après nature, il la refait; les grands peintres négligent parfois leur modèle, l'idéal leur tient lieu de ressemblance. Je ne puis analyser ici tous les pamphlets de M. de Cormenin, dont le succès s'explique non-seulement par les passions qu'ils soulèvent, mais encore par un très grand talent de style et un caractère d'originalité incontestable. Quant au fond, la plupart ont trait à des questions de chiffres, questions compliquées et difficiles. L'auteur avait pour les traiter l'avantage d'une grande expérience administrative. Il ne m'appartient pas de critiquer l'exactitude des chiffres posés par lui et sa manière de les grouper; je m'en tiens à l'observation générale que j'ai déjà indiquée, et qui s'applique plus particulièrement au côté politique du pamphlétaire.

M. de Cormenin est l'esprit, non pas le plus vaste et le plus élevé, mais peut-être le plus logique et aussi le plus absolu de l'école radicale. Or, comme le disait dernièrement M. Garnier Pagès à la tribune, il faut se défier des esprits absolus. Le défaut de ces sortes d'esprits est de ne se préoccuper que d'un côté de la question, de défigurer et de rapetisser toutes choses, en outrant toutes choses. Quand M. de Cormenin a fait de l'économie, il a outré l'économie, et il est tombé dans le mesquin, pour ne pas dire le ridicule : c'est ainsi qu'il est venu nous parler de transformer le musée de Versailles en un atelier de couture, et le Carrousel en un jardin potager. Quand il a dogmatisé en politique, il a outré le dogme, il s'est prosterné devant le chiffre, il a compté les suffrages au lieu de les peser. Quand il a fait de la critique et du sarcasme, il a outré la critique et le sarcasme. Et alors, lui qui est un homme de paix, de méditation et de savoir; lui, rompu par une longue pratique des affaires à toutes les difficultés qui entourent l'exercice du pouvoir, il s'est jeté à corps perdu dans ce pitoyable esprit de dénigrement *quand même,* qui rétrécit les âmes, anéantit le respect et use tous les ressorts de la machine sociale. Il est hors de doute que tout n'est pas au mieux dans notre monde, que les abus ne manquent pas, que le fait prévaut souvent contre le droit, et que ce serait une belle tâche, bien digne du talent et du caractère de M. de Cormenin, de lutter sans cesse contre le fait, pour qu'au moins le droit ne soit pas prescrit. Mais si l'optimisme politique est toujours une niaiserie ou une lâcheté, le pessimisme n'a-t-il pas aussi ses dangers? Un pamphlet doit-il donc absolument se passer d'équité? Est-ce bien servir la cause de la démocratie que de rabaisser sans mesure les hommes et les choses d'aujourd'hui? Comment donnerez-vous au peuple cette grande foi, sans laquelle il n'est pas pour lui de grandes destinées, quand vous aurez monté son intelligence à un tel ton d'ironie et de dédain? On ne bâtit un édifice durable que sur un terrain solide, et le présent servira toujours de base à l'avenir.

M. Meyerbeer[1].

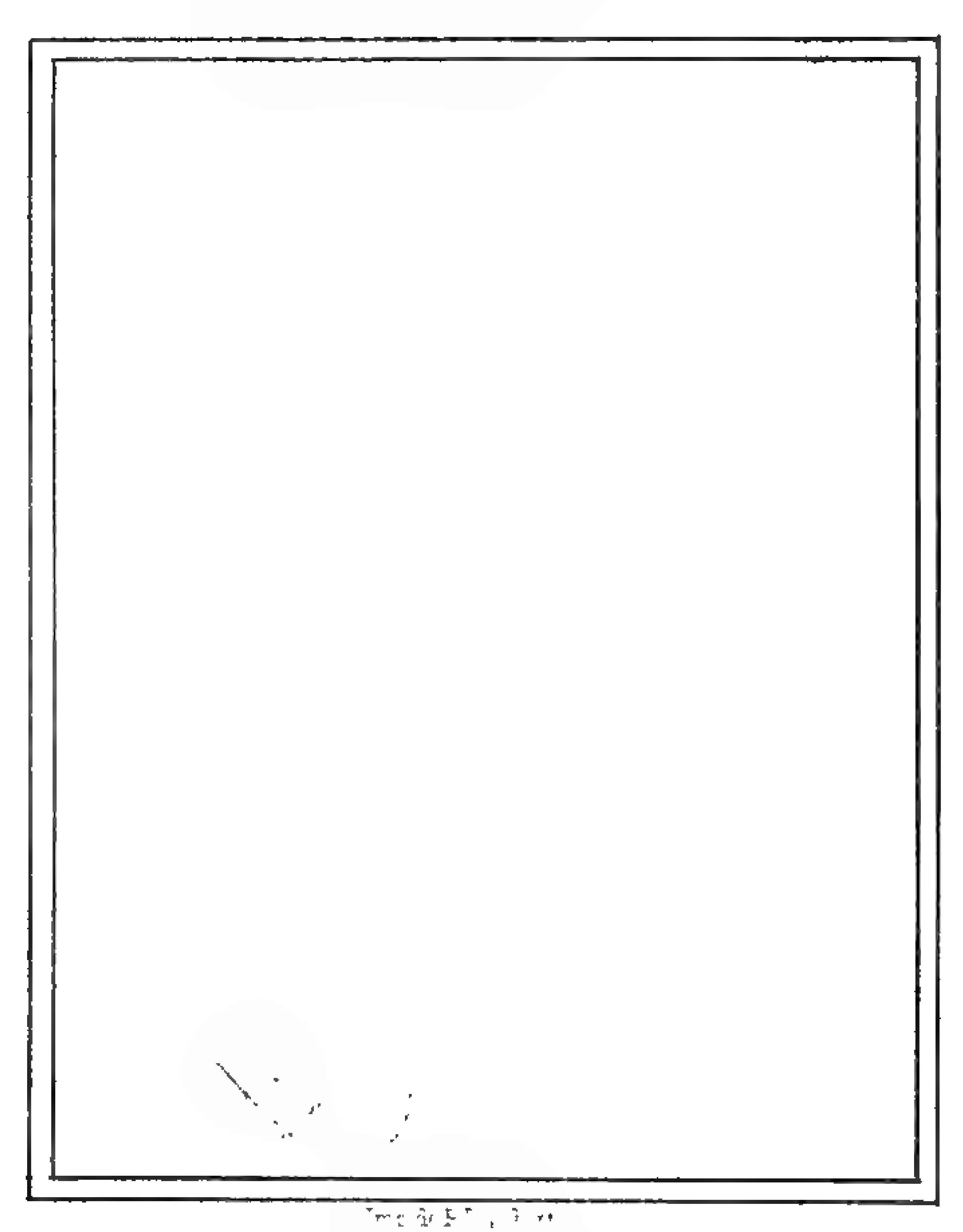
> Maître, je ne suis pas un savant, j'ai la voix fausse et ne sais jouer d'aucun instrument.
>
> GEORGE SAND A MEYERBEER. — *Lettres d'un voyageur*, t. II, p. 292.

Maître, c'est-à-dire lecteur, je suis exactement dans le même cas que George Sand, qui a cela de commun avec Napoléon. En si belle compagnie il m'est bien permis de supporter stoïquement mon infortune; et cependant le ciel m'est témoin des longues heures que j'ai passées à regretter avec amertume, non point de n'être pas un savant en matière d'art, mais bien d'avoir été privé de ce magnifique instrument, le plus beau de tous, l'expression des joies intimes, la consolation des peines, l'ange gardien des souvenirs, l'organe du cœur, l'échelle de l'âme pour monter à Dieu, en un mot la voix humaine donnée à tant de gens qui en font un vilain usage; chaque fois que j'entends un niais, un bateleur ou un homme ivre chanter juste, j'ai presque envie de pleurer. Rien pour moi n'égale cet instrument divin, et je n'aime les autres que dans la proportion même où ils s'en rapprochent. C'est assez vous dire que des deux musiques celle que je préfère est celle qui se chante; *mélodie*, *harmonie*, *rhythme*, *expression*, voilà ce que je sens; quant aux secrets et aux nuances de l'*instrumentation*, votre très humble serviteur est parfois d'une indifférence révoltante. Il a entendu souvent le soir, au bord de la mer, par un jour d'orage, dans le sourd mugissement des vagues, dans le roulement et les éclats du tonnerre, dans le sifflement des vents et le rapide tocsin d'une cloche isolée, des effets d'harmonie instrumentale qu'il a vainement redemandés aux trombones, aux trompettes, aux timbales, aux triangles et aux grosses caisses de l'Opéra. D'où il suit qu'une des faces les plus brillantes et les plus vantées du génie de M. Meyerbeer, c'est-à-dire l'*orchestration*, est souvent pour moi lettre-close. Il est des moments où mon oreille se replie devant cette masse titanique de sons *stridents* où le cuivre domine, comme mon œil se ferme devant certaines toiles d'un coloris outré et éblouissant. Je n'ai pas ce privilége qui n'a été donné qu'aux aigles, et ce n'est point à son midi que j'aime à contempler le soleil.

Toutefois, et malgré cette incompétence bien constatée, il est certain que je n'ai rien négligé pour accomplir et dépasser même mes devoirs de biographe : j'ai consacré des jours et des nuits à me plonger dans l'*esthétique*, j'ai compulsé bouquins sur bouquins pour y trouver la science que je n'avais pas, et, suivant mon insupportable habitude de reprendre toutes choses *ab ovo*, je me proposais d'abord de vous donner ici, à propos de l'auteur de *Robert le Diable*, un petit résumé de l'histoire de la musique depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours; rien que cela.

Je voulais traiter avec vous cette grande question qui divise aujourd'hui les savants, question d'autant plus difficile à résoudre, que les documents sont absents : quel était le caractère de la musique dans l'antiquité? Les anciens possédaient-ils toutes les parties constitutives de la musique moderne, à savoir, la mélodie, l'harmonie, le rhythme et l'in-

[1] Ce nom devrait s'écrire *Meyer Beer*, ainsi que je l'expliquerai plus loin; mais comme je sais que l'illustre compositeur tient essentiellement à la nouvelle orthographe qu'il a adoptée, j'ai cru devoir m'y conformer.



strumentation? Et d'abord la musique comme art existait-elle en Orient? La plupart des auteurs sont pour la négative. Existait-elle en Grèce? Oui, suivant le plus grand nombre, mais les Grecs ne connaissaient pas l'*harmonie*, c'est-à-dire l'effet musical produit par la combinaison de plusieurs sons entendus simultanément; ils n'employaient que l'*unisson* et l'*octave*, et l'harmonie est une invention qui ne remonte pas au-delà du VIIIe siècle de l'ère chrétienne. Les philosophes *Hégéliens*, qui savent tout ce qu'il est possible de savoir, et même quelque chose de plus, sont pour cette dernière opinion; plusieurs même refusent à la musique grecque une existence propre et indépendante; suivant eux, la musique n'était alors qu'une partie bien secondaire de la poésie dont elle formait comme l'élément prosodique; elle était à peu près à la poésie ce qu'un libretto est aujourd'hui à un opéra, c'est-à-dire une chose fort insignifiante par elle-même. Un esthétique laborieux, M. Bottée de Toulmon, raisonne dans le même sens; il pense que ces prétendues traditions musicales, qu'on nous dit léguées par les Grecs à travers le *plain-chant* de la primitive Église, loin de faire la base de la musique moderne, furent au contraire le principal obstacle à son développement.

L'opinion opposée est soutenue avec beaucoup de talent par un de nos plus savants compositeurs, M. Lesueur; suivant lui, les Grecs connaissaient parfaitement l'harmonie; après avoir déduit longuement les motifs *historiques* et *analogiques* de son opinion, il déclare qu'il a entre les mains des morceaux entiers de leur musique à plusieurs voix, des duos, trios et chœurs de *Sapho, Olympe, Therpandre*, qu'il publiera un jour et qui, fidèlement reproduits dans nos signes musicaux, prouveront victorieusement que le *plain-chant* informe de saint Ambroise n'est point une tradition grecque, mais bien plutôt une tradition des hymnes barbares, et que la gamme et le système de tonalité des Grecs sont parfaitement identiques aux nôtres. M. Berlioz, résumant les deux opinions et concluant, pense, jusqu'à preuve contraire, que la musique grecque était encore dans l'enfance. Ce contraste de l'état imparfait d'un art spécial au milieu du développement extraordinaire des autres arts, ne lui paraît point du tout une anomalie, et offre, suivant lui, de nombreuses analogies historiques. « En un mot, dit-il, notre musique contient celle des anciens, et la leur ne contenait pas la nôtre. »

L'examen approfondi de toutes ces questions nous conduisait à nous demander sur quel air David dansait devant l'arche? si les sons qu'il tirait de sa harpe pour calmer les transports du roi Saül étaient des *unissons* ou des *accords* ? quelle différence entre cette terrible *marseillaise* de trompettes, à l'aide de laquelle Josué renversait des murailles, et la mélodie fantastique dont se servait Amphion pour en bâtir? si c'était avec un récitatif ou un air de *bravura* que le ténor Timothée jetait dans l'extase le nerveux et mélomane Alexandre? si le chant fameux des soldats de César au retour des Gaules « *Mœchum adducimus calvum* » était oui ou non un morceau d'ensemble pour soprano, ténor, contralto et basse-taille? Tout cela est fort controversé et fort épineux; vous le trouverez développé en de nombreux volumes dans la bibliothèque du Conservatoire. Hippocrate dit oui, Galien dit non; quelques-uns, après un mûr examen de la chose, ont adopté une troisième opinion qui me paraît assez judicieuse : ils ont pensé qu'ils n'en savaient rien. C'est cette dernière solution que je vous soumets, en vous proposant toutefois de réserver comme un fait incontestablement acquis à la science, que les rossignols sont antérieurs à Guido d'Arezzo, l'inventeur de la gamme.

Reste donc à admettre que, seule de tous nos arts, la musique moderne ne doit rien au génie de l'antiquité; que, privée de toute base traditionnelle, elle a dû, si tant est qu'elle ait jamais été inventée jadis, s'inventer une seconde fois, et comme le phénix renaître de ses cendres. Cette destinée a été pour elle un malheur en même temps et un bonheur; son éclat fut retardé de près de deux siècles; mais, obligée de ne rien devoir qu'à elle-même, la musique moderne a su tirer de l'absence de tout enseignement antérieur cette originalité unique dans l'histoire de nos arts, et qui semble lui réserver le premier rang dans les sympathies de l'avenir.

Cela dit, on pourrait suivre pas à pas la musique moderne, depuis sa naissance jusqu'à nos jours, depuis les nouvelles gammes de Grégoire-le-Grand, qui forment le chant liturgique de l'église romaine, jusqu'à l'invention très contestée de Guido d'Arezzo; parler du premier essai d'opéra tenté à Florence vers la fin du XVIe siècle; de la fameuse et première école gallo-belge, à la tête de laquelle vient se placer Dufay, qui se perfectionne sous Ockenheim, s'agrandit et couvre l'Europe sous Jasquin, se continue sous Willaert, et s'acclimate enfin en Italie, où Palestrina fonde cette brillante école de mélodie,

dont l'éclat n'a fait que s'accroître de jour en jour. Alors naît enfin, et se développe en dehors de la musique sacrée, la musique dramatique, dont les Italiens nous ont donné les premiers modèles, mais qui, transplantée en Allemagne et en France, n'a pas tardé à s'y naturaliser en se modifiant sous l'influence du génie de chaque peuple. Après s'être d'abord servi des instruments pour accompagner la voix, on ne tarda pas à combiner les instruments eux-mêmes; la *symphonie* prend naissance et se développe en Allemagne. Haydn et Beethoven élèvent à son apogée la musique instrumentale. Mais tandis qu'en Allemagne la musique de théâtre reste avant tout *harmonique*, la mélodie prédomine en Italie, le mouvement et le drame se fixent en France : aujourd'hui il tend à s'opérer chez nous, entre ces trois éléments de l'art musical, une sorte de synthèse, vers laquelle ont marché Rossini dans ses opéras français, M. Auber dans *la Muette*, et dont M. Meyerbeer, qui a écrit successivement dans les trois genres, est indiqué par plusieurs comme le représentant le plus élevé. Cette opinion est-elle fondée? la musique a-t-elle enfin trouvé son Michel-Ange? *Robert*, *les Huguenots* et *les Anabaptistes*, dont on annonce l'apparition prochaine, forment-ils dans une autre sphère le pendant de la basilique de Saint-Pierre, de la statue de Moïse et du Jugement dernier? C'est là une dernière et grave question que je ne traiterai pas plus que les autres. Pour un profane je n'ai déjà que trop disserté; et comme je ne voudrais pas ressembler à ce critique dont parle George Sand, qui s'épuise à tailler un chêne pour en tirer une allumette, je me décide à rentrer dans ma spécialité de collecteur de dates et de faits, en commençant par le commencement.

Il y a bientôt quarante ans que la *Gazette de Leipzig*, dans sa correspondance de Berlin du 14 octobre 1801, parlait avec éloge d'un petit juif (*kleiner Jude*), nommé Liebmann Beer, jeune virtuose de neuf ans, qui commençait comme Mozart, et dont le rare et précoce talent de pianiste faisait l'admiration des dilettanti berlinois; deux ans plus tard la *Gazette* revient, à plusieurs reprises, sur son petit protégé dont la réputation va croissant, et qui ne laisse, dit-elle, rien à désirer pour l'habileté et l'élégance de l'exécution. Comme on le voit, la presse préludait de bonne heure à cet immense concerto de louanges qui devait plus tard s'élever autour de l'illustre auteur de *Robert le Diable* et des *Huguenots*. Toutefois si universel, si pompeux qu'ait été l'*hosannah*, je doute qu'il ait jamais chatouillé les oreilles du grand compositeur aussi agréablement que ces quelques lignes de la bonne *Gazette* en faveur de l'enfant-prodige.

M. Meyerbeer se nommait alors Meyer Liebmann Beer; Meyer est une sorte de prénom allemand aussi intraduisible que Wolfgang et plusieurs autres; Liebmann équivaut au mot *philanthrope;* et comme plusieurs journaux, notamment la *Gazette* que j'ai déjà citée, s'obstinaient à écrire Bär (prononcez Ber), au lieu de Beer, il résultait de l'accouplement du prénom et du nom la signification assez bizarre d'*ours philanthrope*. Je donne ces petits détails, assez mesquins en eux-mêmes, parce que j'imagine, à tort ou à raison, que c'est un motif d'*euphémisme* qui a déterminé le maestro à changer tout cela, et à se présenter devant la postérité sous le nom plus poétique de Giacomo Meyerbeer.

M. Meyerbeer est né à Berlin, d'une riche famille juive, en 1791, d'après le *Conversations-Lexicon* de Leipzig, et en 1794, d'après M. Fétis[1] et plusieurs autres biographes. Quand on compare ces deux opinions aux divers témoignages des journaux allemands au début de la carrière du jeune artiste, la première paraît plus vraisemblable. Le père de M. Meyerbeer, M. Jacques Beer, mort il y quelques années à Berlin, exerçait la profession de banquier. Des deux frères du compositeur, l'un, Guillaume Beer, s'est fait avantageusement connaître par plusieurs travaux d'astronomie, et notamment par la publication d'une nouvelle carte *sélénographique;* l'autre, Michel Beer, l'auteur du *Paria*, jeune poète plein de verve et de feu, avait déjà conquis une belle réputation dans la carrière dramatique, lorsqu'une mort prématurée est venue tout récemment briser les espérances qui s'attachaient à son nom.

Né de parents opulents, M. Meyerbeer reçut de bonne heure une éducation soignée; de bonne heure aussi la musique devint sa passion dominante et l'absorba tout entier. Dès quatre ans, au lieu de se livrer aux jeux de son âge, il employait ses journées à écouter de sa fenêtre les orgues de Barbarie qui passaient dans les rues de Berlin, et pour peu que la mélodie plût à son oreille, il courait à son piano et la reproduisait à l'instant. Frappé d'une aussi merveilleuse aptitude, son père le confia aux soins d'un pianiste distingué, de

[1] Biographie universelle des musiciens; Bruxelles, Meline, Cans et comp.

Lancka, élève du célèbre Clementi. A sept ans, le jeune Meyerbeer faisait brillamment sa partie dans les concerts d'amateurs; à neuf, on le citait parmi les meilleurs pianistes de Berlin. C'est à cette époque que le savant abbé Vogler, de Darmstadt, le plus illustre professeur de contre-point que possédât l'Allemagne, eut occasion, à son passage à Berlin, d'entendre le jeune virtuose. « En présence d'un tel maître, l'enfant, dit un biographe, se piqua d'honneur et se mit à improviser avec une verve presque furibonde. Le bon abbé, placé entre son admiration pour l'originalité des inspirations du jeune compositeur, et le mépris qu'elles affectaient pour les grandes règles de l'art, ne put que manifester une vive surprise et lui prédire une belle renommée musicale. »

A dix ans, le jeune Meyer renonça aux leçons de Lancka, et Clementi lui-même consentit à continuer son éducation, bien qu'il eût depuis longtemps renoncé à l'enseignement. Dès cet âge, l'enfant composa plusieurs morceaux de chant avec accompagnement de piano, et ces premiers essais furent très goûtés du public. A Clementi succéda, comme professeur de composition, Bernard Anselme Vogler, le frère de l'abbé. Ce nouveau maître, grand admirateur de Gluck, mais faible harmoniste, cultiva de son mieux les dispositions de l'élève, et l'initia aux premiers rudiments de la haute science musicale; mais l'élève en savait déjà tout autant que le professeur, lorsque le savant abbé, informé des progrès du jeune homme, l'invita à venir auprès de lui à Darmstadt, et consentit enfin à lui ouvrir les portes de ce séminaire musical où il n'admettait que des élèves d'élite.

M. Meyerbeer se trouva là avec des condisciples tels que Ritter, Knecht, Winter, qui sont devenus plus tard de savants critiques; Gamsbacher, qui fut maître de chapelle à Vienne; l'illustre auteur de *Freyschütz* et d'*Obéron*, l'immortel Charles-Marie de Weber, enlevé si jeune aux applaudissements de l'Allemagne, et Godefroy de Weber, frère de ce dernier.

La vie était laborieuse et réglée à l'école de l'abbé Vogler, on y cultivait l'art avec une sorte de fanatisme : c'était l'unique occupation de toutes les heures. Chaque jour, après la messe, que Charles-Marie servait en sa qualité de catholique, l'abbé rentrait dans son appartement pour travailler avec ses élèves. Le professeur commençait par une leçon de contre-point; ensuite il donnait un sujet de composition, un hymne ou un psaume, qu'on devait remplir dans la journée, et le soir était consacré à l'exécution et à l'analyse des morceaux composés. Cette méthode avait le double avantage d'être sérieuse en même temps qu'attrayante par l'émulation qu'elle excitait. Qu'on se représente, en effet, l'auteur futur de *Robert le Diable* aux prises avec l'auteur de *Freyschütz*, à qui écrira le mieux un *Kyrie-eleison*, un *Sanctus* ou un *Gloria*, et l'on comprendra quels développements cette lutte dut produire dans des organisations aussi heureuses, et comment, plus tard, M. Meyerbeer a dû, à cette éducation large et forte, l'élévation toujours soutenue de son style, et le procédé à l'aide duquel il a opéré une sorte de révolution en faisant passer dans la musique de théâtre bon nombre d'habitudes et de formes particulières à la musique sacrée.

Les exercices des apprentis compositeurs fournissaient à la consommation de toutes les églises du grand-duché. Souvent, le dimanche, à la cathédrale de Darmstadt, l'abbé Vogler, qui était un des plus habiles organistes de l'Allemagne, s'emparait d'un orgue, en confiait un autre à M. Meyerbeer, et tous deux improvisaient en même temps, en prenant chacun, dit M. Fétis, un sujet *fugué*, et le développaient.

M. Meyerbeer était encore sur les bancs quand il composa son premier *oratorio*, intitulé *Dieu et la Nature*, qui le fit nommer compositeur de la cour grand-ducale, et qui, joué plus tard à Berlin, fut très bien accueilli du public. Cette première production du grand maëstro, très remarquable au dire des critiques, joint à la sévérité des formes mélodiques un plan varié et plein de vie, un récit expressif et vrai; l'instrumentation en est bonne et souvent originale et neuve.

Deux ans d'études s'étaient à peine écoulés, et déjà les élèves de l'abbé Vogler avaient pris leur volée. Le digne abbé avait fermé son école, et parcourait l'Allemagne en compagnie de M. Meyerbeer, son disciple favori. Ce dernier fit à Munich, dans la carrière dramatique, un premier essai qui ne fut pas heureux : son *Vœu de Jephté*, *opera seria* en trois actes, qui fut représenté en 1812, satisfit médiocrement les connaisseurs. Cette œuvre, qui portait plutôt le caractère d'un *oratorio* que d'un opéra, et dont les formes froides et sévères se ressentaient encore du pédantisme de l'école, fit assez mauvais effet à la scène. L'année suivante, le jeune compositeur se rendit à Vienne, où il obtint de très grands succès comme pianiste. Dans cette

dernière ville, il fut chargé par la cour de la composition d'un opéra-comique, *les Deux Califes*, qui fut représenté d'abord à Stuttgart, et joué en 1814 à Vienne. Cet opéra-comique, écrit d'un sérieux glacial, et dans le même style que *le Vœu de Jephté*, sentait son abbé Vogler d'une lieue. Les oreilles viennoises, constamment caressées par la musique italienne, s'effarouchèrent d'une telle âpreté de formes, et l'œuvre échoua complètement. Plus tard cependant, lorsque M. Meyerbeer eut commencé sa réputation en Italie, son ancien condisciple, Weber, le blâmant d'avoir abandonné sa première manière, lui opposait ce même opéra qu'il louait beaucoup, et dont il n'attribuait la chute qu'à la pitoyable exécution des rôles et à la mauvaise composition d'un *public de dimanche*.

Quoi qu'il en soit, M. Meyerbeer se désolait fort de ces deux échecs successifs, lorsque l'auteur de *Tarare*, le célèbre Salieri, qui dirigeait alors l'Opéra italien à Vienne, lui rendit un peu de courage en l'assurant que l'inspiration ne lui manquait pas, et en lui conseillant d'aller en Italie pour acquérir plus de moelleux, plus de souplesse, et la connaissance du chant qui lui manquait. M. Meyerbeer eut le bon esprit de suivre ce conseil. Il se rendit d'abord à Paris en 1815; là, il paraîtrait qu'il eut un instant l'idée de travailler à la composition d'un grand ouvrage de théorie qui devait remplir une lacune importante dans la littérature musicale; mais, poussé par le génie de l'invention, il laissa là son projet, et passa les Alpes pour aller réchauffer sa nature germanique aux rayons brûlants du soleil italien. C'était le temps où la première manière de Rossini faisait fureur; il n'était bruit que de *Tancredi*. Cette partition fut la première qu'il entendit; elle le transporta d'enthousiasme, et ce fut pour lui comme une révélation. Dès ce moment commence, pour le talent de M. Meyerbeer, une phase nouvelle; il oublie l'abbé Vogler, ses hymnes, ses psaumes, sa rudesse allemande, et se voue tout entier à la musique italienne. Toutefois il ne faut pas croire, comme l'ont dit plusieurs biographes, que le jeune compositeur, parfaitement inconnu alors en Italie, trouva, dès son premier pas, des *impressarii* affables, des chanteurs obséquieux, un public avide et une carrière semée de fleurs; ce fut tout le contraire, et bien lui en prit d'avoir une cassette assez confortablement garnie. Voici, à ce sujet, une anecdote que je trouve dans cette même *Gazette de Leipzig*, qui n'avait pas oublié son petit phénomène berlinois, et aimait à le suivre de l'œil. Un correspondant de Venise lui écrit, en juillet 1817, ceci : « M. Meyerbeer, de Berlin, « avait écrit une partition pour notre théâtre de « *San-Benedetto;* le compositeur, qui est riche et « ne fait de l'art que par amour de l'art, avait « payé l'auteur du *libretto*, donné *gratis* sa par- « tition, et proposait même de payer les chanteurs. « Imaginez-vous que le directeur du théâtre a été « assez *cuistre* pour exiger encore cent louis, afin « de couvrir, disait-il, les frais de costumes et de « décors. M. Meyerbeer, ayant refusé, a été obligé « de retirer sa partition. »

Peu flatté d'un tel encouragement, M. Meyerbeer quitta Venise, et alla chercher pour sa partition un théâtre plus hospitalier; celui de Padoue consentit enfin à le recevoir *gratis*, et, le 19 juillet de la même année, *Romilda e Constanza*, ce premier essai du compositeur dans le genre italien, fut représenté au milieu des applaudissements frénétiques des Padouans. La célèbre Pisaroni seconda admirablement les intentions de l'auteur. Beaucoup d'idées, des mélodies charmantes, une instrumentation large et brillante à la fois, et un chant complètement italien, assurèrent la fortune de cet opéra; l'auteur fut obligé de paraître en scène à plusieurs reprises, et, à dater de ce jour, sa réputation fut faite. L'année suivante il promit un opéra au théâtre de Trieste; cette promesse ne fut pas réalisée. En 1819, il fit représenter au théâtre royal de Turin *Semiramide riconosciuta* de Métastase. Cet opéra fut composé pour madame Carolina Bassi, la cantatrice la plus dramatique qu'ait possédée l'Italie avant madame Pasta. En août de la même année, M. Meyerbeer, qui savait qu'en Italie il faut produire beaucoup sous peine d'être oublié, reparut triomphant à Venise avec une nouvelle composition, *Emma di Resburgo*, qui fut représentée en même temps que l'opéra *Eduardo e Cristina* de Rossini, et eut un succès d'enthousiasme. Les Vénitiens offrirent au compositeur berlinois une couronne, qu'il refusa modestement sans pouvoir toutefois se dérober aux bruyants témoignages de l'admiration italienne. Ce même opéra, si applaudi à Venise, fut représenté à Berlin, au commencement de 1820. Il plut médiocrement; le public jugea que c'était là bien plutôt une musique de concert qu'une musique vraiment dramatique. A Vienne, où on le représenta également sous le titre d'*Emma de Leicester*, il fut qualifié d'imitation servile de Rossini, et les

critiques viennois, dilettanti gastronomes, l'appelèrent, par comparaison, un *morceau de dessert*.

L'Allemagne témoignait déjà sa rancune au *Germain italianisé;* et cependant M. Meyer Liebmann Beer, bien qu'il fût devenu maëstro Giacomo Meyerbeer, n'oubliait pas sa première patrie; il écrivit pour Berlin un opéra en style italien, intitulé *la Porte de Brandebourg;* cet ouvrage, composé pour une fête nationale, n'arriva pas au jour fixé, et les Berlinois le laissèrent dormir au fond du répertoire.

Enfin, la renommée de M. Meyerbeer grandissant toujours en Italie, le théâtre de la Scala, à Milan, dont l'accès est en général assez difficile aux compositeurs, ouvrit ses portes à *Margarita d'Anjou*, en 1822. Cet ouvrage, où Levasseur débuta sur la scène italienne, fut vivement applaudi, et suivi bientôt de *l'Esule di Granata*. Le succès de cet opéra fut un instant disputé. Une cabale formée en haine de l'*impressario* entreprit de se venger de ses griefs sur le compositeur. Le premier acte fut sifflé et échoua complètement; le second eût sans doute éprouvé le même sort, sans un duo où Lablache et madame Pisaroni, chargés des principaux rôles, enlevèrent tout l'auditoire. Les représentations suivantes eurent un plein succès. L'opéra d'*Almanzor*, écrit pour Rome, dans la même année (1823), n'a jamais été représenté. Madame Bassi, pour laquelle il avait été écrit, tomba dangereusement malade au sortir de la répétition générale, et garda la partition.

Nous voici enfin arrivé au plus brillant, au plus applaudi de tous les opéras italiens de M. Meyerbeer, je veux parler du *Crociato in Egitto* (le *Croisé en Egypte*), qui fut représenté pour la première fois en 1825, sur le théâtre de *La Fenice* à Venise; c'est dans cette œuvre que débuta madame Méric-Lalande, sous les auspices de Veluti et Crivelli. Le succès fut immense; l'auteur, couvert d'applaudissements et de couronnes, alla lui-même monter sa pièce sur d'autres théâtres d'Italie. M. de Larochefoucauld invita le compositeur, au nom de Charles X, à venir inaugurer son opéra au théâtre Favart. M. Meyerbeer partit, en 1826, pour Paris, où le *Crociato*, avec madame Pasta, eut un succès prodigieux; de là le *Crociato* passa le Rhin, se fit applaudir des Allemands malgré leur rancune nationale, parcourut les divers théâtres de l'Europe et ne s'arrêta qu'au Brésil.

Ici finit la seconde période de la carrière musicale de M. Meyerbeer; il part en 1827 pour Berlin, où il se marie; il perd successivement les deux enfants nés de ce mariage, et, dans sa douleur, il se retire à la campagne, où il passe deux ans solitaire et recueilli; c'est à ces deux années de méditation et de tristesse que plusieurs attribuent la révolution qui s'opéra dans le talent du célèbre maëstro, Entre l'auteur du *Crociato* et l'auteur de *Robert le Diable* le pas est immense; c'est presque une complète métamorphose. A son début dans la carrière, M. Meyerbeer commence avec toute la sécheresse et la rigueur de l'école allemande la plus sévère. La science fait presque tous les frais de ses premières compositions, où l'on chercherait vainement ce feu sacré, qui seul donne à la foule le sentiment des beautés de l'art. Plus tard, l'audition de *Tancredi*, le séjour en Italie, des études spéciales sur l'instrument le plus propre à rendre le drame en musique, la voix humaine, tout cela revèle à M. Meyerbeer des moyens nouveaux et tout un horizon, jusque-là inaperçu, de conceptions mélodiques; et cependant ce n'était point dans le genre italien que pouvait s'incarner complètement le génie du grand musicien. Malgré ses efforts pour atteindre à la légèreté, à la souplesse, à la simplicité, à la facilité de la mélodie italienne, les allures de M. Meyerbeer, dans cette sphère étrangère, se ressentent encore de la pesanteur germanique. La science et le sérieux y tuent la frivolité et la grâce. Cette expression maniérée du sentiment, propre aux compositeurs italiens, et qui rappelle assez le *marivaudage* français, manque totalement aux ouvrages italiens de M. Meyerbeer. Non pas que ces dernières productions soient mauvaises, loin de là; mais elles valent moins que beaucoup d'autres de même famille. Ici la plupart des avantages du compositeur allemand lui deviennent inutiles et même nuisibles. Le don de la mélodie est surtout nécessaire dans le genre italien; or la mélodie relève presque uniquement de l'inspiration, et, suivant plusieurs, le génie de M. Meyerbeer doit au travail et à la science une part au moins égale à celle dont la nature a fait les frais.

En présence de cette grande douleur et de cette grande solitude dont j'ai parlé plus haut, l'âme du compositeur se replia sur elle-même; il se fit en lui comme un travail intérieur où les deux premières manières se combinèrent et s'enrichirent d'un mouvement dramatique tout français. Le fond de la pensée resta allemand, l'inspiration prit un tour sombre et grandiose; la musique religieuse reparut, comme un souvenir d'enfance qui s'est embelli

de toutes les rêveries de la jeunesse, de toutes les tristesses et de toutes les agitations de l'âge mûr. Un *Stabat*, un *Miserere*, un *Te Deum*, douze psaumes à double chœur, huit *cantiques* de Klopstock à quatre voix, furent comme les avant-coureurs d'une grande explosion lyrique. Longtemps le compositeur porta dans le cerveau son grand poème; pour mener à bien le tableau de cette terrible lutte du bien et du mal, il fallut une gestation douloureuse et pénible; enfin le moment de l'enfantement arriva, M. Scribe envoya son petit livret en guise de layette, et *Robert le Diable* vit le jour.

Que dire maintenant d'un opéra qui en deux ans a fait le tour du monde? Représenté pour la première fois à Paris, le 21 novembre 1831, *Robert le Diable* a conquis de suite une popularité européenne, popularité d'autant plus merveilleuse que l'ouvrage en lui-même est de l'ordre le plus élevé, et que la pensée s'y meut dans une région supérieure qu'on pourrait croire inaccessible au vulgaire; et pourtant il n'est pas de chef-lieu de département qui n'ait voulu entendre *Robert le Diable;* de modestes chefs-lieux d'arrondissement ont brigué l'honneur de voir défigurer chez eux cette grande partition. Je me rappelle même, à ce sujet, une représentation assez singulière qui eut lieu, en 1836, dans un petit port de mer, non loin de Narbonne. Le théâtre avait été construit sur une barque; une mer immense, paisible et unie comme un miroir, un beau soleil de mai, et un ciel bleu et pur, remplaçaient les toiles peintes et les quinquets de la rue Lepelletier. Le rivage servait de parterre, et la foule s'y pressait compacte et frémissante. L'orchestre, composé d'un cornet à piston, d'un flageolet et d'une grosse caisse, entama l'ouverture, et bientôt des acteurs nomades, venus on ne sait d'où, se jetèrent intrépidement dans ce drame terrible; un Bertram en loques fit retentir les airs de son évocation satanique; une Alice fanée chanta sa délicieuse mélodie au pied de la croix; une Isabelle, vieille et laide, et un Robert grotesque, mais tous deux pourvus d'un larynx vigoureux, crièrent à pleine voix le beau duo du quatrième acte. Au cinquième, l'enfer se déchaîna contre le ciel, Bertram lutta contre Alice, fut vaincu, disparut à fond de cale en poussant son terrible cri : *Ah! tu l'emportes, Dieu vengeur!* Robert fut sauvé, le public fut ravi, et le rivage retentit d'acclamations. C'est qu'après tout, comme le disait Napoléon, la démocratie a *des entrailles*. Traduisez une pensée, si vaste, si profonde qu'elle soit, dans une action dramatique assez vive, assez réelle pour la faire entrer en quelque sorte dans l'esprit et dans le cœur du spectateur, et vous remuerez éternellement les masses, parce que vous vous adresserez aux sentiments les plus intimes de l'homme, et que vous l'entraînerez dans un ordre d'émotions poignantes, qui se lie à tout ce qu'il y a de redoutable et de redouté sur la terre.

Robert le Diable est une de ces œuvres qui restent et font époque dans l'histoire d'un art. Pour arriver à une telle inspiration il a fallu la chercher sur les cimes escarpées où seul le génie prend pied, où Homère a trouvé son *Iliade*, Dante sa *Divine Comédie*, Milton son *Paradis perdu*, Mozart son *Don Juan* et Châteaubriand ses *Martyrs*. Et pourtant il est certain que c'est presque à son corps défendant que M. Véron admit *Robert* au répertoire et consentit à se laisser enrichir d'un demi-million.

Après cette grande et laborieuse création, M. Meyerbeer se reposa pendant cinq ans. Quelques mélodies pleines d'élévation, pour voix et piano, le *Ranz des vaches*, le *Vœu pendant l'orage*, *Rachel et Nephtali*, le *Moine*, et quelques autres parurent dans cet intervalle : et cependant le public, attendant avec impatience la partition nouvelle qu'on lui annonçait, criait sans cesse au journalisme : « Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien « venir? » Rien ne venait, M. Meyerbeer est de ceux qui font difficilement des choses faciles; il se hâte lentement, et l'inspiration ne lui arrive qu'à force de méditation et de travail; enfin l'opéra des *Huguenots* fut mis à l'étude et représenté, pour la première fois, en mars 1836.

Cette œuvre est aussi une œuvre de génie; mais comme chez M. Meyerbeer la pensée musicale, bien qu'*une* par le fond, est presque toujours l'expression vraie des situations, il devait se trouver dans la musique des deux ouvrages la même différence qu'entre l'ordre d'idées sur lequel roulent ces deux sujets. L'action des *Huguenots* est celle d'un drame comme tous les drames; rien de très élevé dans les situations. L'amour est la seule passion qui fasse les frais de la partie la plus dramatique de l'ouvrage. Dans *Robert* l'émotion nous arrive de plus haut et nous pénètre plus profondément. Dieu et Satan, le bien et le mal, sont comme les acteurs principaux de ce drame merveilleux, et quelque intérêt que l'on prenne aux attrayantes péripéties d'une passion amoureuse, il est difficile de mettre

sur la même ligne deux conceptions d'un caractère aussi différent. Comme type, Marcel, ce soldat rude et fanatique, qui représente non pas seulement le luthérien, mais bien plutôt le sectaire, dans le sens le plus général du mot, est certainement au-dessous du type de Bertram représentant le génie du mal dans son acception poétique la plus élevée. Valentine, cette *grande fille brune* et *courageuse* qu'aime tant George Sand, peut-être parce qu'elle tient un peu de Sylvia et de Lélia, me séduit bien moins que la douce Alice qui puise sa force dans sa candeur et dans sa foi, et qui prie à genoux au pied de la croix qu'elle embrasse; Raoul enfin, cet être étourdi et insipide, ce *hanneton sentimental*, comme dit George Sand, qui passe trois actes à courir d'une femme à l'autre, est-ce là un type à comparer à Robert luttant entre le ciel et l'enfer? et le petit page donc, quel triste rôle! et la scène du sopha et de l'évanouissement, qui influe si ridiculement sur l'effet de ce beau duo de Raoul et de Valentine, le morceau le plus pathétique de l'ouvrage! En somme, il est évident que comme conception les *Huguenots* ne valent pas *Robert*. Mais il est évident aussi que, dans la responsabilité de cette partie de l'œuvre, M. Scribe est au moins de moitié.

Maintenant, pour ce qui concerne la partie purement musicale, s'il était permis à un Béotien comme moi d'avoir un avis, je dirais qu'elle est loin de me paraître supérieure à la musique de *Robert*; l'instrumentation y est, dit-on, pleine de science; mais dans ce torrent d'harmonie instrumentale les idées mélodiques apparaissent *rari nantes in gurgite vasto*. Le choral de Luther est certainement d'un très bel effet, bien qu'il ait un peu le caractère d'une psalmodie; mais y a-t-il dans les trois premiers actes une seule mélodie qui émeuve, saisisse et transporte? La romance : *Plus blanche que la blanche hermine*, est très finement dessinée, je l'avoue, très difficile à exécuter, on me l'a dit; l'accompagnement sur *la viole d'amour* me paraît une invention charmante, mais le chant en lui-même ne me semble pas contenir un grand fond d'originalité. Le duo du troisième acte serait admirable si ce n'était la naïveté quelque peu anacréontique de la situation. Le quatrième et le cinquième acte sont d'une beauté complète; le trio final entre Raoul, Valentine et Marcel est un vrai chef-d'œuvre, qui vaut à lui seul toute une partition.

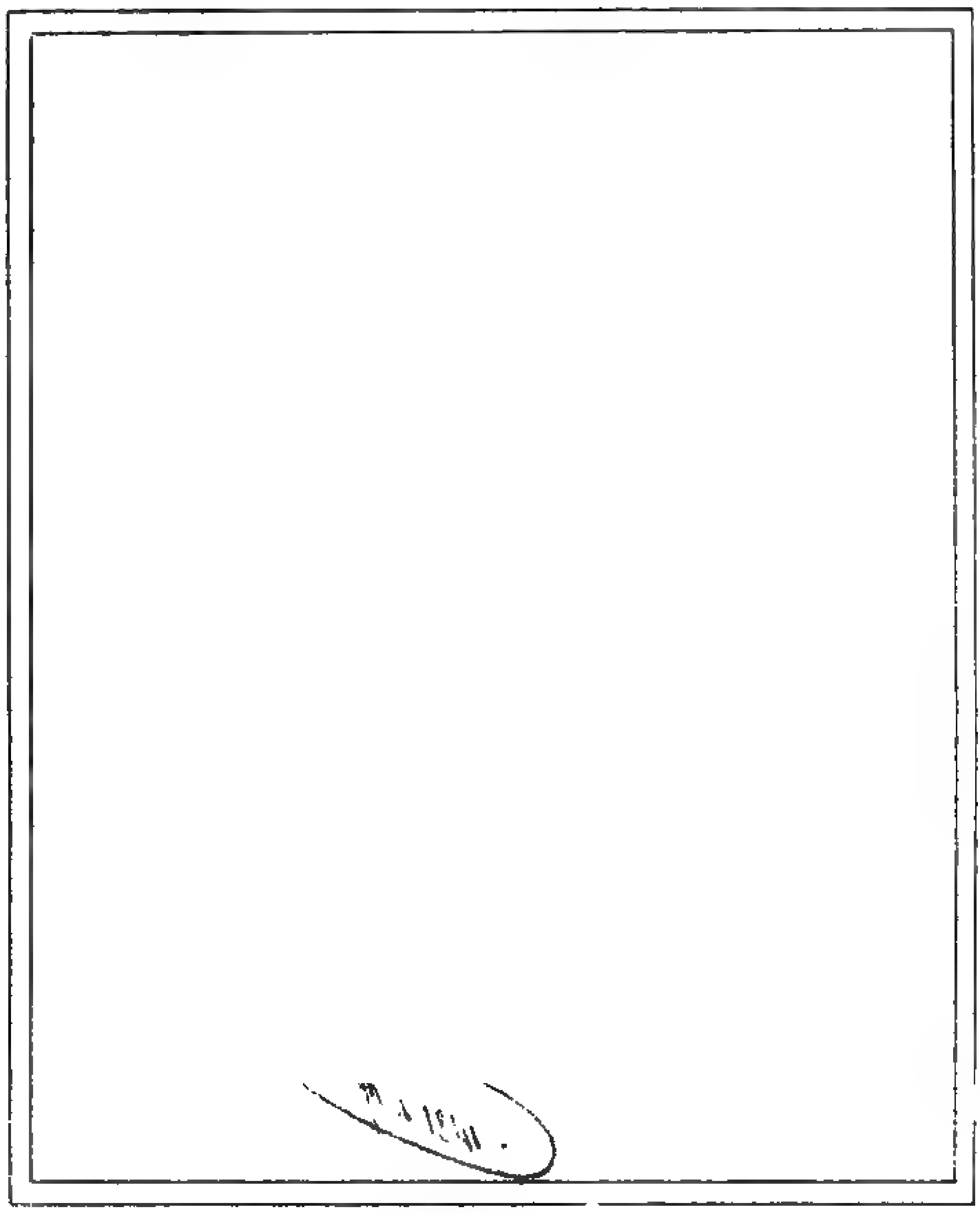
Depuis les *Huguenots*, c'est-à-dire depuis quatre ans, M. Meyerbeer se livre avec sa lenteur ordinaire à une grande composition qu'on annonce, depuis bien des mois, comme devant paraître incessamment. On l'appelait d'abord *le Prophète;* aujourd'hui elle a nom *les Anabaptistes;* et quelle que soit sa destinée, on peut prédire d'avance qu'elle sera marquée de ce cachet qui constitue l'originalité de la troisième manière de M. Meyerbeer. Son titre seul annonce déjà qu'il y aura encore là une fusion de la musique religieuse et de la musique dramatique. Cette fusion donne aux productions récentes de M. Meyerbeer une certaine allure sévère et solennelle, qui n'appartient qu'à lui et l'a fait considérer par les enthousiastes comme la plus haute expression du génie musical moderne. Et pourtant il est encore en Allemagne des *esthétiques* qui persistent à soutenir que les œuvres dernières de M. Meyerbeer ne sont qu'un assemblage de ponts-neufs homériques, un travail de marqueterie et de placage, arrangé avec une science qui touche au pédantisme. Suivant eux, sa méthode actuelle est un alliage dont les éléments sont plutôt juxta-posés que fondus.

Si ignorant que l'on soit, ne pourrait-on pas trouver entre deux extrêmes un terme moyen? Ne pourrait-on pas signaler, même dans *Robert*, à côté d'une grande fécondité d'harmonie, un peu de stérilité mélodique, un goût trop prononcé pour les accords dissonnants et ce que les musiciens appellent des *transitions d'emblée*, procédé qui donne à certaines parties des ouvrages de M. Meyerbeer une dureté pénible? Mais ce qui fait surtout de la musique du célèbre maëstro une nourriture rude, âpre et dangereuse aux gosiers qui en usent immodérément; ce qui a maintes fois fatigué ce pauvre Nourrit, ce qui n'a pas peu contribué à éteindre la voix de Cornélie Falcon, ce qui achèvera de tuer Duprez s'il se laisse aller aux séductions de *Robert le Diable*, c'est l'amour exagéré de M. Meyerbeer pour une des plus belles parties de son talent, l'instrumentation. J'ai déjà parlé, en commençant, de la répugnance instinctive que m'inspiraient, dans ses œuvres, certains effets *cuivrés* d'harmonie instrumentale; un jeune compositeur plein d'avenir, à qui j'en demandais la cause logique, me l'a expliquée ainsi :

« Il y a dans la musique une portion purement matérielle, c'est la sonorité, sur laquelle repose la science de l'instrumentation. L'oreille est frappée très diversement d'une même idée musicale, selon qu'elle est rendue par un instrument de cuivre, de bois, ou un instrument à cordes. Mener des troupes

au combat avec des violons serait absurde, et pourtant on pourrait jouer sur des violons le même air que sur des cuivres. D'où provient cette différence dans les effets d'une même cause, si ce n'est que l'oreille, indépendamment de l'idée, est frappée par le son, et que l'impression est d'autant plus vive qu'elle s'adresse à la partie purement physique de notre organisation ? Or c'est justement cette sensibilité, à proprement parler matérielle, que M. Meyerbeer s'attache trop souvent à remuer. Il semble parfois se défier ou de son génie ou de l'esprit de ceux qui l'écoutent, et c'est peu pour lui d'avoir une idée heureuse s'il ne la confie, pour être rendue, à l'instrument le plus sonore et le plus puissant sur les organes de son auditoire. De là résulte une musique bruyante et parfois assourdissante, un accompagnement qui oblige le chanteur à des efforts qui l'épuisent, une instrumentation qui à la longue finirait par produire sur l'oreille le même résultat que produit l'usage habituel des mets trop épicés sur le palais blasé d'un gastronome ; en un mot, M. Meyerbeer possède admirablement l'instrumentation, mais il en abuse. » Quoi qu'il en soit, l'auteur de *Robert le Diable* et des *Huguenots* n'en reste pas moins le premier des compositeurs vivants, c'est-à-dire *composant*, car Rossini sème des rizières et fait des affaires de banque.

Né Prussien, M. Meyerbeer est parfaitement Français et par l'esprit et par le langage : il a reçu de la gloire ses grandes lettres de naturalisation ; il aime Paris comme on aime toujours le théâtre de ses succès ; il est membre associé de l'Institut de France ; et, de tous les ordres dont il est chamarré, la décoration qu'il préfère est celle d'officier de la Légion-d'Honneur. Comme homme, on le dit d'un caractère doux, affable et modeste, bien que passionné pour l'encens, cet aliment des dieux de la terre et de l'Olympe. Il puise ses inspirations, non point dans un nectar généreux, ainsi qu'on l'a faussement prétendu, mais dans une carafe d'eau claire et limpide ; et le plus grand reproche qu'on puisse lui faire, c'est de renouveler trop rarement la provision d'enthousiasme de ses admirateurs.



M. Mauguin.

> Moi, Messieurs, vous le savez, j'ai toujours pris pour type du gouvernement que je voudrais voir en France les dernières années du consulat et les premières années de l'empire.
>
> Une voix.—Sans charte ! (Exclamations.)
>
> Séance du 26 août 1835. Discours de M. MAUGUIN.

Cette galerie serait incomplète, en ce qui concerne les notabilités de la chambre, si, après avoir peints les différents partis dans la personne de leurs chefs, j'oubliais le parti Mauguin. Le parti Mauguin se compose de M. Mauguin tout seul; c'est exactement comme le parti Dupin. M. Mauguin et M. Dupin, voilà deux noms qu'il est impossible de ne pas rapprocher : voilà, sur des bancs opposés, les deux *excentriques* du parlement. Ces deux hommes sont l'un à l'autre ce que le pôle sud est au pôle nord, c'est-à-dire qu'ils se ressemblent beaucoup et diffèrent essentiellement. D'abord, tous deux sont avocats de cœur et d'âme, même à la chambre; tous deux sont également rétifs, l'un à la discipline ministérielle, l'autre à la discipline de l'opposition; tous deux ne veulent ni donner le mot d'ordre, ni le recevoir; tous deux ont eu souvent leurs amis politiques pour adversaires, et leurs adversaires pour amis; tous deux, également vifs dans l'attaque et prompts à la riposte, aiment à se servir d'une même arme, *le trait,* qu'ils manient différemment. Voilà pour les ressemblances. Maintenant, placés d'ordinaire dans un hémisphère opposé, il est rare que quand il fait jour chez l'un des deux il ne fasse pas nuit chez l'autre, et réciproquement; amis et camarades d'école, M. Mauguin et M. Dupin se tutoient en particulier depuis trente ans, et se rudoient en public depuis dix ans; quand celui-ci dit blanc, on peut être sûr que celui-là dit ou va dire noir; si M. Mauguin crie guerre! liberté! égalité! M. Dupin est toujours là pour lui répondre paix! ordre! légalité! et cependant, comme ce sont avant tout deux individualités qui n'appartiennent qu'à elles-mêmes; comme il n'y a guères que les montagnes et les partis qui ne se rencontrent pas, il arrive quelquefois que M. Mauguin et M. Dupin se donnent la main, au grand scandale de l'opposition ou des centres. Ainsi, quand M. Dupin blâme l'état de siége, attaque la loi de disjonction, ou combat pour la *présidence réelle,* M. Mauguin se frotte les mains et fait chorus. A son tour, quand M. Mauguin s'écrie (14 novembre 1830) : « Nous voulons tous la monarchie « constitutionnelle, nous la voulons avec le prince « qui règne sur la France; nous n'en trouverions « point dont le cœur fût plus droit, les intentions « plus sincères; » lorsqu'au plus fort de sa frénésie belliqueuse (29 décembre 1830), M. Mauguin déclare « que la république ne vivrait pas quinze « jours chez nous, en présence de la vieille Europe; » quand, traitant la question à la manière d'Escobar, il s'écrie : « Qu'entendons-nous par ré« publique, si ce n'est le gouvernement du plus « grand nombre? N'est-ce pas celui que nous « avons, et croit-on qu'en France, en 1830, comme « au temps du Bas-Empire, on ira se battre pour « des questions de grammaire?» Lorsque plus tard (11 avril 1831), M. Mauguin, expliquant ce qu'il entend par le gouvernement du plus grand nombre, soutient « qu'une nation dont le cens élec-

« toral est fixé à 200 francs est le pays le plus libre « du monde; » quand, plus tard encore, lors de la discussion des lois de septembre, en présence de la gauche stupéfaite, M. Mauguin déclare « que l'ac- « tion de la presse n'a été, depuis trois ans, qu'un « désordre et qu'un égarement continuels; qu'il « partage complètement l'opinion de M. Dupin sur « la nécessité d'une loi répressive, et que, comme « lui, il n'attaque dans la loi proposée que la partie « relative aux attributions; » quand M. Mauguin parle ainsi, M. Dupin, prêt à se lever, se rassied, sourit, opine du bonnet et rengaîne son javelot. Hors de là, M. Mauguin n'a pas d'antagoniste plus direct que M. Dupin, et M. Dupin n'a pas d'adversaire plus infatigable que M. Mauguin; c'est, entre les deux honorables députés, un combat perpétuel de citations, de métaphores et de bons mots. L'un puise ses effets dans la nature, et l'autre dans l'art. L'éloquence de M. Dupin est un certain mélange d'esprit et de sens dont il a seul le secret; quand il réussit, il emporte la pièce; quand il échoue, ce qui lui arrive quelquefois, c'est qu'il a été trop vulgaire dans la forme ou trop mesquin dans le fond. M. Mauguin a plus d'esprit que de sens; il est toujours disert, presque toujours élégant, plus harmonieux que chaleureux; et quand il est éloquent, ce qui est rare, c'est qu'alors la grandeur de la pensée répond à la pompe de l'expression. Quand il se fourvoie, ce qui lui arrive souvent, il devient déclamatoire dans la forme et creux dans le fond. De plus, comme l'éloquence de M. Mauguin ne se prévaut pas peu d'un geste gracieux, d'une voix mélodieuse et d'une belle tête, il advient parfois que la sténographie lui est mortelle.

Que si maintenant je passe à l'homme politique en continuant ma comparaison avec M. Dupin, je dirai qu'en ma qualité de biographe qui se croit obligé d'être *impartial* dans toute la portée du mot, j'aime ces deux personnages à cause même de l'*excentricité* qu'on leur a tant reprochée. Sans m'inquiéter des obstacles que certaines résistances individuelles peuvent apporter au triomphe de tel ou tel système, je suis de ceux qui pensent que la supériorité ne suffit pas toujours pour constituer un chef de parti; qu'il faut souvent y joindre un grand fond de docilité; que les partis sont constamment très logiques dans le but, mais parfois très peu logiques dans les principes; et que tel meneur politique, obligé, pour ne pas perdre sa position, de faire taire sa conscience et de violenter ses principes, a dû souvent se dire comme je ne sais plus quel personnage de vaudeville : « Hélas! il faut bien que je les suive, puisque je « suis leur chef. » Toutefois, pour un biographe en miniature, M. Dupin possède ici un notable avantage, en ce sens qu'il est beaucoup plus facile à définir que M. Mauguin. M. Dupin, je l'ai déjà dit ailleurs [1], avec toute son apparente mobilité, est, avant tout l'homme du *droit écrit*, le *Séïde* de la loi. La loi, c'est-à-dire tout ce que contient le morçeau de papier discuté et voté librement par la majorité de chacune des deux chambres, sanctionné et promulgué par le roi, le tout conformément aux articles 16 et 18 d'un autre morceau de papier qui s'appelle la Charte, voilà en politique le dernier mot de M. Dupin, voilà le critérium de certitude auquel il s'attache avec une ténacité d'autant plus grande que le mouvement actuel des esprits lui semble plus dépourvu de gouvernail et de boussole. Quant à M. Mauguin, s'il était avant tout l'homme de la liberté, bien que la liberté soit une chose de sentiment que chacun entend un peu à sa manière, on pourrait encore le saisir, le fixer et le résumer; s'il n'avait d'autre passion que celle des affaires étrangères, bien qu'il la porte à un point tel que, pour la caractériser convenablement, il faudrait, en violant la langue française, la nommer *diplomatomanie;* si multipliées que soient ses excursions dans les quatre parties du monde, on pourrait encore l'y suivre. Malheureusement pour moi, M. Mauguin ne se contente pas de vouloir être l'homme le plus libéral et le meilleur diplomate de France, il prétend encore être tout ce qu'il y a de plus gouvernemental. M. Mauguin accouplerait volontiers dans une *égale* admiration Napoléon, Talleyrand et Lafayette, l'un parce qu'il savait bien gouverner, l'autre bien ruser, et le troisième parce qu'il ne savait faire aucune de ces deux choses. Aussi je prie le lecteur de ne pas s'en prendre à moi si M. Mauguin n'est pas toujours d'accord avec lui-même dans le court exposé qui va suivre.

M. Mauguin est né à Dijon, le 28 février 1785; son père, homme de bien et de savoir, professeur de droit à la faculté de cette ville, prit un soin tout particulier de sa première éducation. L'orage révolutionnaire, en l'enlevant à ses fonctions, lui permit de se consacrer tout entier à son fils, dont la jeune et précoce intelligence s'habitua de bonne

[1] Voir la notice sur M. Dupin.

heure au travail; après avoir terminé ses études, le jeune Mauguin fut envoyé à Paris vers la fin du consulat, pour faire son droit. Les écoles n'ayant pas encore été rétablies, il suivit les cours professés dans cette *Académie de législation* dont il a déjà été question autre part; il s'y fit remarquer par son aptitude et son zèle, et fut reçu licencié vers 1804. Toutefois il ne parut que beaucoup plus tard au barreau. Après quelques tentatives infructueuses pour entrer dans le parquet, le jeune avocat, découragé d'abord par les difficultés du début, se voua longtemps aux travaux paisibles du cabinet.

Ce temps passé dans la retraite ne fut pas perdu pour M. Mauguin. Livré à de vastes études théoriques, aidé de toutes les ressources d'un esprit sagace et pénétrant, il amassa lentement et obscurément un ample trésor de connaissances variées; et quand plus tard il entra dans la carrière, il lui fut d'autant plus facile de s'y faire une place à part, qu'il y arriva préparé de longue main et armé de toutes pièces. J'ai dit un mot plus haut sur les défauts des qualités oratoires de M. Mauguin; il est assez naturel de faire ressortir ici le beau côté de son talent. M. Mauguin a été incontestablement l'avocat le plus littéraire de la restauration; ce qui ne l'a pas empêché d'être parfois aussi spécial, aussi *ferré* sur la logique et les principes que les plus forts légistes de son temps. Moins vif, moins fougueux, moins original, moins gagneur de procès que M. Dupin, il est plus pur, plus égal, plus gracieux et plus habilement nuancé que lui; moins ardent, moins éclatant que M. Berryer, inférieur comme dialecticien à M. Tripier, il est meilleur logicien que l'un, il est plus artiste et plus brillant que l'autre : ajoutons que la recherche cicéronnienne, qui déplaît parfois dans M. Mauguin parlant d'affaires au sein d'une Chambre où la poésie est peu à l'ordre du jour, s'est trouvée souvent, dans certaines causes criminelles, transformée en la plus haute et la plus entraînante éloquence. Toutefois les grands mouvements oratoires partis de l'âme, les cris de la passion sont choses rares chez M. Mauguin; il s'en défie ou les dédaigne : presque toujours tempéré, toujours maître de lui jusque dans ses plus grands élans, il ressemble plus à Isocrate qu'à Démosthènes, à Vergniaud qu'à Mirabeau; c'est l'héritier en ligne directe des classiques avocats du dernier siècle, c'est le petit-fils de Gerbier.

Le 19 août 1815, la voix de M. Mauguin retentit pour la première fois en France avec quelque éclat. Le jeune et héroïque Labédoyère, traduit le 14 août devant un conseil de guerre, avait voulu se défendre lui-même; le président Berthier de Sauvigny lui avait brusquement coupé la parole, en s'écriant : « Je ne souffrirai pas que l'accusé se livre à des di» vagations politiques. » Condamné à mort, Labédoyère confia à M. Mauguin son pourvoi en révision; pendant trois heures le jeune avocat, garrotté dans les entraves d'une discussion de pure forme, lutta vainement pour arracher cette noble tête à la fureur des partis. Le sacrifice dut se consommer, et Labédoyère mourut en brave, comme il avait vécu.

A quelque temps de là, M. Mauguin s'illustrait de nouveau dans une autre cause, signalée par un de ces incidents qui caractérisent une époque. Il s'agissait de la conspiration dite des patriotes de 1816. Une poignée d'hommes obscurs, des cordonniers, des corroyeurs, des écrivains publics, avaient formé le projet de renverser le gouvernement; un malheureux bottier, nommé Pleignier, le principal accusé, avait composé dans ce but un écrit absurde, et, suivant la mansuétude de ces temps-là, l'avocat-général avait requis contre lui la peine de mort. M. Mauguin, défenseur de Pleignier, désespérant de sauver son client, s'attache à un artifice oratoire comme à une dernière planche de salut; il se met en tête de prouver aux jurés qu'ils ont à leur disposition une peine bien plus sévère que la mort... Et le voilà qui commence à peindre en traits de feu, et d'une voix vibrante, les tortures de l'exil : « Qu'il est à plaindre celui que la patrie abandonne, celui surtout qu'elle relègue au-delà des mers, sous le ciel brûlant des tropiques! Dénué de tout, sans moyens d'existence, sans asile, dévoré par une terre qui ne reçoit d'habitants que pour les engloutir, les peines de l'imagination se réunissent aux maux physiques pour l'accabler encore. Il tourne en vain ses regards vers ce pays auquel se rattachent tous ses souvenirs, où respirent tous ceux qui lui sont chers. Sa femme!... ses enfants!... il les cherche!... il les appelle! Les mers l'arrêtent; ses cris se perdent dans l'espace!... Fatale existence, plus cruelle cent fois que la mort même!... Pleignier ne vous la demande pas, Messieurs; c'est une femme jeune encore, ce sont des enfants en bas âge qui vous la demandent pour lui! Saisi, entraîné par cette émotion qui vient du cœur, et enfante la véritable éloquence, M. Mauguin allait continuer, lorsque tout-à-coup Pleignier sent dé-

faillir son courage et éclate en sanglots déchirants : « Me Mauguin, dit le président en interrompant « l'orateur, le zèle de votre défense vous emporte « trop loin; l'humanité devrait vous interdire de « présenter ce triste tableau. » M. Mauguin se tut. Des Grecs ou des Romains auraient acquitté l'accusé, et porté le défenseur en triomphe. Les juges n'étaient ni des Grecs ni des Romains, mais qui de 1816, qui n'étaient pas moins philanthropes que leur président, estimèrent que M. Mauguin avait parfaitement raison, que l'exil était en effet une peine atroce, et en conséquence ils condamnèrent Pleignier à avoir le poing droit coupé et la tête tranchée en place de Grève, le tout par humanité.

Sans parler ici de cet autre procès politique des membres de l'association de *l'Épingle noire*, où M. Mauguin fit preuve d'un égal talent et eut un même insuccès; de l'affaire Wilfrid-Régnauld, dont il a déjà été question ailleurs, où M. Mauguin eut un beau mouvement d'éloquence en soutenant, au nom d'un condamné mort civil, une action en diffamation, je signalerai le fameux procès en calomnie, intenté par le général Canuel contre MM. Fabvier et Senneville, au sujet des troubles de Lyon; M. Mauguin, défenseur du colonel Fabvier, s'éleva avec force contre les tendances oppressives des fougueux amis du trône et de l'autel.

Vers cette époque, M. Mauguin, fatigué de travaux et exténué par les nombreuses plaidoiries auxquelles donna lieu l'affaire Canuel, fut atteint d'une grave maladie de poitrine et des organes de la voix, qui l'obligea à la retraite pendant cinq ans. Il ne reparut guère au barreau qu'en 1823, dans un procès qui eut un grand retentissement. Je veux parler du procès de M. le duc d'Orléans, aujourd'hui roi des Français, contre M. le duc de Bassano, relativement à des actions de canaux données en dépôt en 1815 par Napoléon à M. de Bassano, actions que le duc d'Orléans revendiquait comme provenant de son apanage. Dans cette affaire, M. Dupin, avocat du duc d'Orléans, M. Mauguin, avocat de M. de Bassano, firent assaut de science, de logique et d'éloquence. Mille autres causes civiles que je ne puis examiner ici, indépendamment des nombreux procès politiques où M. Mauguin se montra constamment le défenseur des libertés publiques, l'avaient classé définitivement parmi les sommités du barreau, lorsque les électeurs de la Côte-d'Or l'envoyèrent en 1828 à la Chambre, où il prit place dans les rangs de l'opposition et combattit avec mesure le ministère Martignac. Quand, plus tard, une administration désastreuse tenta de faire violemment rétrograder l'esprit public, M. Mauguin lutta sans relâche et sur les bancs de la Chambre et dans l'arène judiciaire où, quelques jours avant la révolution de juillet, défenseur du *National*, il faisait encore entendre de sombres et prophétiques paroles que les événements ne tardèrent pas à justifier.

Présent à Paris au moment de la publication des fatales ordonnances, dès le premier jour, alors qu'il y avait un vrai mérite dans le courage, car il n'était pas sans danger, M. Mauguin passa le Rubicon. Le lundi 26 juillet il faisait partie des 14 députés réunis le soir chez M. Delaborde. Le mardi, dans la réunion Périer, quand l'hôte lui-même et plusieurs hésitaient à entrer franchement dans la résistance, il soutint de toutes ses forces la nécessité d'une protestation énergique et immédiate. Le mercredi, au moment où la réunion, transférée chez M. Audry de Puyraveau, envoyait, au milieu de la fusillade, une députation au duc de Raguse, M. Mauguin demanda un des premiers la formation d'un gouvernement provisoire, destiné à organiser le mouvement. Ce gouvernement fut enfin formé le lendemain 29 juillet, dans la réunion Laffitte, sous le titre de commission municipale, et M. Mauguin fut plus tard adjoint aux cinq membres qui le composaient. Le vendredi 30 juillet, au milieu du tumulte d'une grande cité en révolution, trente à trente-cinq hommes réunis au Palais-Bourbon délibéraient sur l'avenir du pays. Cet avenir était encore voilé de nuages, les propositions les plus contradictoires se croisaient; on hésitait, on craignait de s'aventurer dans des chemins inconnus; la plupart disaient qu'il fallait attendre, pour délibérer, l'arrivée de M. de Mortemart, apportant la révocation des ordonnances; et cependant le peuple, partout victorieux, était en fermentation; on criait *vive la république!* à l'Hôtel-de-Ville, et M. de Mortemart n'arrivait pas. Dans ces circonstances difficiles, M. Mauguin (les procès-verbaux du rédacteur Lagarde en font foi) fut sans contredit un de ceux qui montrèrent le plus d'énergie et de résolution; c'est lui qui disait : *les minutes brûlent;* c'est lui qui refusait d'attendre M. de Mortemart; c'est lui qui demandait des décisions immédiates, c'est lui qui s'écriait : « Nous ne pouvons « trop nous hâter; il faut ou traiter ou combattre, « mais de suite, sans hésitation, sans délai. » La vivacité de ce langage contraste singulièrement avec la pâleur de certains discours qui huit jours

plus tard étaient déjà des plus colorés. Enfin on trouva une solution mixte, et le duc d'Orléans fut appelé à la lieutenance du royaume. Lorsqu'on proposa à la Chambre le dépôt aux archives de l'abdication de Charles X et du duc d'Angoulême, M. Mauguin combattit vivement et vainement cette mesure comme inutile et dangereuse. Il prit une part active à la discussion de la nouvelle charte, et lutta également en vain contre le principe d'*inamovibilité* des juges, défendu par M. Dupin.

Le bon accord du gouvernement nouveau et de M. Mauguin dura peu; rallié à l'utopique programme de l'Hôtel-de-Ville, l'honorable député avait rêvé d'abord une forme gouvernementale hybride, républicaine de fait, et monarchique de nom, quelque chose d'anormal, de monstrueux, de mythologique, un pommier greffé sur un citronnier, un centaure, une sirène, enfin tout ce que vous voudrez. A parler franchement, je crois que, dans les premiers jours, tout le monde fut plus ou moins d'accord pour en essayer un peu : on s'aperçut bien vite que le monstre n'était pas né viable, et qu'il fallait en revenir aux êtres régulièrement organisés. Les uns gravitèrent alors insensiblement vers la république, et les autres marchèrent à distances inégales vers la monarchie; M. Mauguin se tint longtemps et obstinément à l'arrière-garde de ces derniers, faisant face aux autres, et ne sachant trop de quel côté tourner. C'était le temps de son impétuosité révolutionnaire, de son ardeur guerrière et de ses grandes croisades à travers l'Europe; c'était le temps où ce Napoléon en bonnet carré, couché sur des cartes géographiques, alignait dans son cabinet, à grands renforts d'épingles, des bataillons, des escadrons, des armées de je ne sais combien de cent mille hommes, des marches, des contre-marches, des combats, des assauts, des capitulations; c'était le temps où, suivant la spirituelle expression de Timon, Lamarque et lui s'en allaient tous deux en guerre comme feu *M. de Malbrouck*, entraînant sur leurs pas et déployant les phalanges de la grande armée. Pour M. Mauguin, la période révolutionnaire n'avait pas cessé; six mois après juillet, il en était encore à ce fameux moment *où les minutes brûlent;* il s'agitait, se démenait, se trémoussait sur son banc ou à la tribune; il faisait dans le même jour de la stratégie, de la diplomatie, de la propagande, de l'administration, de la législation, du commerce, des travaux publics, des plans de finances, de l'ordre, de la liberté et du progrès. Il cumulait dans sa personne sept ministères idéaux. Il était tout à la fois Sully, Richelieu, Mazarin, Necker, Carnot, Cambon et Talleyrand.

La monarchie de juillet avait à peine un mois d'existence, les rues étaient à peine repavées, que déjà M. Mauguin soulevait dans la Chambre un violent tumulte, en déclarant, à propos d'une affaire de commissaires-priseurs, que la France était en guerre contre le ministère, et en demandant l'établissement d'un comité d'enquête pour faire un rapport sur la situation du pays. Le gouvernement n'a rien fait, suivant M. Mauguin : il n'a pas organisé l'armée, et il ne s'est pas expliqué avec les puissances étrangères; il ne s'est pas séparé franchement du droit divin, il n'a pas rétabli l'ordre, il est cause des émeutes, il ne s'est pas occupé d'Alger, il n'a pas ouvert des canaux, il n'a pas armé nos places fortes, il n'a pas équipé nos flottes, il n'a pas entrepris des desséchements, il n'a pas vivifié l'agriculture, il n'a pas donné du travail aux ouvriers. Mais, s'écrient piteusement les ministres, nous n'existons que depuis six semaines. Peu importe! réplique M. Mauguin; quand *les minutes brûlent*, il faut se déculper. C'est à ce sujet que M. Dupin caractérisait la politique de son spirituel collègue en la nommant la politique du *mouvement perpétuel,* problème insoluble pour les savants eux-mêmes.

Le ministère Laffitte, si libéral qu'il fût, ne trouva pas grâce devant M. Mauguin. Il le pressait, le harcelait sans cesse; il l'étourdissait de ses interpellations; au milieu de la discussion la plus théorique, la plus pacifique, il montait à la tribune et lui signifiait son cartel de rigueur sur les affaires étrangères, en demandant que, toutes choses cessantes, on s'expliquât sur-le-champ avec lui. Si l'on se récriait, comme il était bon prince, il daignait consentir à ce qu'on prît jour et heure pour vider la question. « Mais vous nous faites perdre des moments précieux, lui disait M. Laffitte. — Peu importe! répondait M. Mauguin, quand *les minutes brûlent*, etc.» Dans son dédain pour l'administration du 3 novembre, M. Mauguin la nommait le ministère *des effrayés*. M. Laffite, tout débonnaire qu'il était, finit par s'impatienter, et lui cria un beau jour : « Eh! non, Monsieur, les « ministres ne sont pas effrayés; ils ne le sont pas « même de vos discours! »

Et cependant les discours de M. Mauguin ne laissaient pas que d'être un peu effrayants : d'abord il parlait très lestement des têtes couronnées, et sur-

tout d'un *souverain du Nord* (expression favorite) pour lequel l'honorable député de 1840 s'est montré beaucoup plus poli; il chantait la guerre sur tous les tons, et finissait régulièrement par une invocation à la paix dans le genre de celle-ci : « Puisse la « paix de l'Europe ne pas être troublée! C'est le vœu « que doivent former maintenant comme toujours « les amis de l'humanité. » (14 novembre 1830). Et le plaisant de la chose, c'est qu'un an plus tard, sous Casimir Périer, M. Mauguin déclarait en pleine tribune qu'à l'époque même où il concluait pour la paix, il avait très vivement désiré la guerre parce qu'il croyait le moment opportun; « mais mainte- « nant, ajoutait-il, je ne la veux plus. » Et, en conséquence de ce changement d'opinion, M. Mauguin terminait assez régulièrement par une péroraison dans le genre de celle-là : « Lorsqu'un gouverne- « ment nouveau s'introduit au milieu des vieilles « dynasties de l'Europe, il faut qu'il fasse comme « un officier nouveau qui entre dans un régiment, « qu'il fasse ses preuves. » (22 septembre 1831.) — Une voix : Mais c'est donc la guerre que vous voulez! — Vous vous trompez, ce n'est pas la guerre, répondait M. Mauguin; et, continuant, il apostrophait l'étranger en ces termes : « Qu'ils viennent, « ils verront si nous avons posé les armes, et s'ils « sont tous morts les héros d'Austerlitz et d'Iéna! » Vous conviendrez que M. Mauguin, concluant pour et parlant contre, ou réciproquement, avait une singulière manière de ressusciter les héros d'Austerlitz et d'Iéna.

Enfin le ministère Laffitte mourut. Que la terre lui soit légère à ce pauvre ministère du 3 novembre! Ainsi que je vous l'ai déjà dit souvent, il n'avait pas peu à faire : il avait à tenir tête aux amis de la rue, aux amis de la gauche, aux centres, à M. Guizot, à M. Dupin, à M. Berryer, à tous, et par dessus tous à M. Mauguin! L'avait-il secoué et interpellé ce malheureux ministère! Une question n'attendait pas l'autre. Sommes-nous enchaînés par les traités de 1814, oui ou non? Où en est la question belge? et la question espagnole? et la question d'Alger? Exhibez vos pièces; il manque un protocole! Et si le ministre se récrie et veut avoir l'air de régenter l'orateur : « Je savais, réplique M. Mau- « guin d'un ton de dignité offensée, je savais, et « M. le ministre pouvait se dispenser de me l'ap- « prendre, je savais ce que c'est qu'un protocole. » Ignorer ce que c'est qu'un protocole, fi donc! M. Mauguin aurait mieux aimé cent fois qu'on lui dit qu'il ne savait pas un mot du livre III du code civil, titre II *des donations et testaments*.

Dans sa manie pour ce que M. Dupin appelait les *trois voyages obligés*, l'honorable député, si la Chambre était lasse et le rudoyait, usait de ruse, commençait d'un ton insinuant, consentait à s'occuper un peu de vils détails d'intérieur, puis insensiblement il arrivait à la transition ordinaire : « Je finirai par un mot sur les affaires étrangères. » (Violent tumulte; assez! assez! la cloture!) M. Mauguin descend, se ravise, et de sa place il s'écrie : Je demande la parole pour un rappel au réglement. — Le président : M. Mauguin demandant la parole pour un rappel au réglement, je dois la lui accorder; je l'invite seulement à se renfermer dans la question du réglement. M. Mauguin à la tribune : « Je déclare que je ne voulais parler que sur les affaires étrangères. » — (Rire universel; tumulte.) — Enfin M. Mauguin obtient la parole en promettant qu'il ne dira que quelques mots sur la question belge; et il commence par entamer le duc de Modène, ce petit *potentat* italien qui a l'audace de ne pas reconnaître le gouvernement de juillet; il en parle environ vingt minutes, après quoi il déclare qu'il n'a pas à en parler aujourd'hui, que ce point fera l'objet d'une discussion plus étendue. — Une voix : Vous n'êtes donc jamais fatigué! — On rit, et, de guerre lasse, on écoute ou tout au moins on entend.

Malgré son acharnement à se jeter ainsi, flamberge au vent, à travers toutes les questions, M. Mauguin, qui au fond n'est pas féroce du tout, se sentait pris parfois d'un accès de douceur et de bénignité rare. Ces jours-là, il ne respirait que la paix, la concorde, l'union, et variait à l'infini le vieux refrain gaulois : Embrassons-nous et que cela finisse! « Hier encore, disait-il (29 décembre 1830), les ministres vous parlaient des amis de l'ordre et de la paix. Ces amis de l'ordre (s'adressant aux centres) c'est vous sans doute, Messieurs; n'est-il pas vrai que vous voulez de la liberté? (Plusieurs voix : Oui, oui!) De l'autre côté sont sans doute les amis de la liberté (s'adressant au côté gauche); n'est-il pas vrai, Messieurs, que vous voulez aussi de la monarchie? (Marques d'adhésion). L'alliance de la monarchie et de la liberté, voilà ce que nous voulons tous! Pourquoi donc alors ces discours qui nous divisent? » etc... Et dès le lendemain, M. Mauguin, qui avait mal dormi sur une carte géographique, redevenait méchant, et mettait le feu aux étoupes.

Avec Casimir Périer, l'infatigable questionneur

trouva enfin à qui parler, et ce fut bientôt entre les deux hommes une guerre d'épigrammes qui se transformaient assez facilement en gros mots. La situation était des plus alarmantes; du côté de la Belgique et de l'Italie l'horizon était menaçant. Les derniers cris de la malheureuse Pologne, qui se débattait expirante, arrivaient jusqu'à nous; les têtes s'enflammaient, l'agitation de la cité avait passé dans la Chambre; on criait, on tempêtait, on s'injuriait; c'était la Convention, moins l'échafaud, les fautes de français, et l'ennemi! Qu'ils étaient mal reçus alors ceux qui venaient nous dire et surtout nous prouver, que quatre cents lieues nous séparaient de la Pologne, que pour arriver jusqu'à elle il fallait passer sur le ventre à trois ou quatre armées; qu'il fallait déclarer la guerre à la Prusse, à l'Autriche, à la Russie; que l'Angleterre, nation positive et peu sûre, se contenterait de faire des vœux et n'agirait pas; qu'en allant ainsi au loin chercher l'ennemi chez lui, nous laissions la France en proie aux désordres, aux discordes, à l'anarchie, avec des finances délabrées, un armement inachevé, des moyens de défense incomplets, en un mot, souffrante encore de toutes ces crises qui suivent une révolution! Qu'ils étaient aimés, populaires et applaudis au contraire, ceux qui, comme M. Mauguin, nous déroulaient à la tribune des plans de campagne fantastiques; ceux qui nous poussaient à une gasconnade indigne d'une grande nation, en nous sommant de défendre à la Russie de toucher à la Pologne; ceux qui découvraient pour nos flottes des ports militaires polonais là où il n'y en avait pas; ceux qui, comprenant parfaitement combien la guerre était alors inopportune et dangereuse, la déclaraient nécessaire en même temps qu'ils s'excusaient de la vouloir! M. Mauguin était un de ces derniers, et il était de plus alors un véritable boutefeu d'opposition. Toujours gracieux, toujours souriant, toujours spirituel, il décochait sans cesse à Casimir Périer des traits aigus et envenimés, et l'ardent ministre, dévoré du souci des affaires publiques, bondissait sur son banc à toutes ces personnalités d'autant plus amères qu'elles étaient plus fines et plus tortueuses. Enfin, un beau jour, au moment où la nouvelle de la prise de Varsovie avait jeté le trouble dans tous les esprits et la fermentation dans toutes les têtes, au moment où l'émeute grondait aux portes de la Chambre, M. Mauguin, laissant de côté toute précaution oratoire, vint articuler contre le ministère une de ces accusations épouvantables qui, parties d'une tribune, quand elles restent sans réponse, flétrissent des hommes publics et les marquent au front pour jamais; il ne craignit pas d'accuser formellement les ministres non-seulement d'être la cause occasionnelle des émeutes, mais encore de les fomenter, de les vouloir, de les *faire*. Ainsi, le sang des soldats, le sang des gardes nationaux, le sang des républicains versé dans les rues de Paris, tout cela était jeu de ministres. Contre cette outrageante accusation la Chambre se leva presque tout entière; Périer, pâle de colère, somma l'orateur d'apporter des preuves, d'articuler des faits, de prononcer des noms; et M. Mauguin, toujours impassible au milieu du plus affreux tumulte, s'enveloppa dans son sourire et demanda une enquête. Vainement le ministre furieux lui offrit l'enquête sur-le-champ et d'homme à homme, en lui criant : *C'est une calomnie, Monsieur!* Ce n'était pas ce que voulait M. Mauguin; il voulait engager la Chambre, et la Chambre ne pouvait ordonner l'enquête qu'en admettant la possibilité de faits odieux, avancés sans l'ombre d'une preuve, c'est-à-dire en renversant le ministère. La Chambre répondit à M. Mauguin par un ordre du jour motivé, sur la demande formelle de Casimir Périer, et contenant une déclaration expresse de confiance. L'ordre du jour, ainsi motivé, passa à une majorité de 85 voix; la minorité vota pour l'ordre du jour pur et simple; mais, il faut le dire, nulle voix, pas même dans les rangs extrêmes de la gauche, ne vint se joindre à celle de M. Mauguin; bien plus, M. Odilon-Barrot crut devoir monter à la tribune pour déclarer qu'il désavouait et repoussait de pareilles accusations.

A quelque temps de là une nouvelle et violente scène éclata entre les deux ennemis. Après la communication faite par le ministère à la Chambre sur l'insurrection lyonnaise, M. Mauguin attaque la franchise des déclarations du ministre. Périer se précipite à la tribune, et le qualifie d'*individu*. M. Mauguin riposte par le mot *impertinence*, et chacun d'eux se tire d'affaire en déclarant que c'est par méprise; enfin, M. Mauguin, tout en se plaignant d'un ton doucereux de l'aigreur de la discussion, revient en termes polis sur l'ancienne et sanglante accusation; Périer retombe dans *la méprise* de tout-à-l'heure, la Chambre crie à l'ordre! M. Mauguin reparaît, la Chambre crie plus fort; le gracieux orateur lâche aux centres, à bout portant, une grosse injure emmaillotée dans une périphrase, M. Viennet se fâche, s'emporte; on lui riposte par un trait direct et cette fois sans périphrase. Il en

résulta un duel, qui, si j'ai bonne mémoire, se termina sans effusion de sang. La session de 1831 est assez riche de scènes de ce genre. Casimir Périer et M. Mauguin, qui éprouvaient l'un pour l'autre une antipathie personnelle, y jouent presque toujours le principal rôle.

Mais je m'aperçois que je me suis laissé aller à développer outre mesure cette partie de la vie politique de M. Mauguin; mes 8 pages tirent à leur fin, il me faut abréger. Depuis la mort de Casimir Périer, à mesure que le gouvernement s'est affermi, que les nuages de l'extérieur se sont dissipés, l'opposition de M. Mauguin s'est radoucie : les ministres ont cessé d'être perfides, menteurs, fabricateurs d'émeutes et *incapables;* ils n'ont plus été qu'oppresseurs et *incapables* d'abord, illibéraux et *incapables* ensuite, et finalement *incapables* tout court; c'est l'accusation des *aspirants;* l'honorable député n'en a pas moins péroré, interpellé et questionné sur la question belge, sur la question italienne, sur la question espagnole, sur la question suisse, sur la question mexicaine, sur l'éternelle question d'Alger, et en général sur toutes les questions extérieures et intérieures qui ont paru à l'horizon depuis 1832. L'orage qui a surgi du côté de l'Orient l'a trouvé prêt; il a commencé par adopter d'abord, en l'arrangeant à sa manière, la politique du *statu quo,* de l'*équilibre,* celle de tout le monde; depuis il s'en est fait une autre à lui, qui ne ressemble pas précisément à la première.

M. Mauguin a prononcé à un an d'intervalle, le 12 janvier 1840 et le 3 décembre 1840, deux discours fort remarquables sur les affaires d'Orient : je regrette beaucoup de ne pouvoir vous parler au long de ces deux discours; lisez-les, comparez-les; ils sont fort curieux, en ce sens que l'un est sous plusieurs rapports la réfutation de l'autre : dans le premier, M. Mauguin, se livrant aux excursions géographiques qui lui sont familières, et dans lesquelles, du reste, il fait preuve quelquefois d'une grande somme de lumières, s'attache à indiquer les progrès des diverses puissances de l'Europe depuis dix ans, et plus spécialement de la Russie et de l'Angleterre; toutes deux grandissant d'une manière effrayante; l'Angleterre l'œil sur la Syrie et l'Égypte, la Russie l'œil sur Constantinople; la Russie s'efforçant, pour pouvoir agir plus librement en Asie, *d'occuper, de diviser, de déchirer l'Occident par des guerres dangereuses.* « L'Angleterre, dit M. Mauguin dans son premier discours, porte maintenant toute son attention sur les routes nouvelles à ouvrir à travers l'Égypte et la Syrie. Pourquoi? c'est parce qu'elle prévoit que la Russie régnera un jour sur Constantinople; elle prend ses précautions à l'avance, elle agit déjà, elle agit dans cet ordre d'idées et de prévisions, mais elle regarde donc ce fait comme possible, elle n'y attache pas pour elle une idée de vie et de mort; elle s'y prépare, elle y est préparée; si elle y est préparée, si elle cherche, si elle prend ailleurs des compensations, soyez certains qu'elle ne saurait être éloignée de traiter, et qu'elle acceptera facilement aujourd'hui ce qu'elle est décidée à accepter plus tard. » L'orateur ajoute de longues digressions sur ce qu'on n'a pas fait, il ne dit pas ce qu'il faudrait faire; ce premier discours est sans conclusion. Dans son second discours, l'orateur prouve par A plus B que le danger du colosse russe est une mauvaise amplification de collége; que la Russie ne veut ni diviser, ni *déchirer l'Occident par des guerres dangereuses,* comme le disait à tort M. Mauguin il y a un an; qu'elle veut seulement arriver à Constantinople, que c'est là une chose toute naturelle, qui importe médiocrement à la France; qu'une seule puissance ne saurait jamais y consentir, parce que ce serait sa perte, sa ruine, sa mort dans vingt ans; que cette puissance le sait bien, que son opinion est formée, que chez elle personne n'en doute : or cette puissance, c'est la même qui, dans le premier discours de M. Mauguin, y était toute préparée, qui n'y attachait aucunement une idée de vie et de mort, et se disposait à traiter en se ménageant ailleurs d'amples compensations. Or, qui a raison de M. Mauguin il y a deux mois, ou de M. Mauguin il y a un an? La question est grave; car si le M. Mauguin d'il y a deux mois n'a pas tort, l'alliance russo-française est la mort de l'Angleterre; si c'est au contraire le M. Mauguin d'il y a un an qui a raison, l'alliance russo-française est pour nous une admirable duperie, en ce sens qu'après avoir contribué à amener au plus vite le résultat que l'Angleterre s'efforce de retarder tout en le *prévoyant,* et en se disposant à *traiter* et à *se ménager* d'*amples compensations,* nous en serons quittes pour nous retrouver après l'événement entre le marteau plus fort et l'enclume plus grande, avec cette petite différence que le contact russe nous aura enlevé cette force morale qui fait la moitié de notre puissance en Europe, et qui nous permet de peser au moins comme deux dans la balance : force morale que M. Mauguin exagérait en 1830, et qu'il paraît avoir mise aujourd'hui complète-

ment de côté; non pas que je prétende que l'isolement à toujours soit une position bonne; loin de là. Mais comme ce n'est pas ici le lieu de développer à mon tour pour l'avenir un système d'alliances, je me contente d'appeler l'attention du lecteur sur les deux politiques de M. Mauguin.

On sait qu'entre ces deux politiques, c'est-à-dire entre M. Mauguin du 12 janvier et M. Mauguin du 3 décembre, il y a un voyage de l'honorable député à Saint-Pétersbourg, voyage où il a été accueilli, fêté, choyé, suivant l'usage immémorial, et d'après la maxime d'un prince russe : « Traitons agréable« ment les étrangers pour qu'ils disent du bien de « nous. » M. Mauguin, étonné de tant d'amabilité chez des *Tartares* (vieux mot de 1830), a senti se refroidir peu à peu ses anciennes ardeurs. Au retour, une noble compagne de voyage, une grande dame de la cour impériale, a achevé sa conversion, et voilà maintenant l'ancien chef d'état-major de Lamarque, le chevalier *quand même* de la Pologne, l'homme d'Austerlitz, qui a passé par Erfurt et veut nous faire passer par Tilsitt. Que dirons-nous? que ferons-nous? que veut-on de nous? Je ne sais; toujours est-il que la première expérience a été jadis assez cuisante pour qu'on doive y regarder à deux fois avant de recommencer.

Les mauvaises langues, qui ne manquent jamais, s'en sont donné à perte de vue sur le voyage de M. Mauguin. Les uns vous parlent de je ne sais quel tripotage russo-bonapartiste; à entendre les autres, l'honorable député aurait reçu à Saint-Pétersbourg des politesses et quelque chose de plus. De tout cela je ne crois pas un mot; dans les temps de publicité universelle où nous vivons, les capitulations de conscience sont non-seulement peu morales, mais encore peu spirituelles, et, pour cette double raison, indignes de caractère et de l'esprit de M. Mauguin.

Tenterons-nous maintenant de résumer M. Mauguin? Nous l'avons dit en commençant, la chose est assez difficile. M. Mauguin a la passion de la liberté et la passion de l'autorité; il professe une égale ardeur pour la paix et la guerre; il est diplomate et avocat; il est démocrate par opinion et aristocrate par goût; il est philanthrope très prononcé, et partisan non moins prononcé de l'esclavage des nègres, en sa qualité de délégué des colonies; il est philosophe humanitaire, ce qui ne l'empêche pas, et je l'en honore beaucoup, de posséder à un haut degré la passion de la nationalité. Enfin, pour dire notre dernier mot sur M. Mauguin, attendons qu'il soit ministre des affaires étrangères.

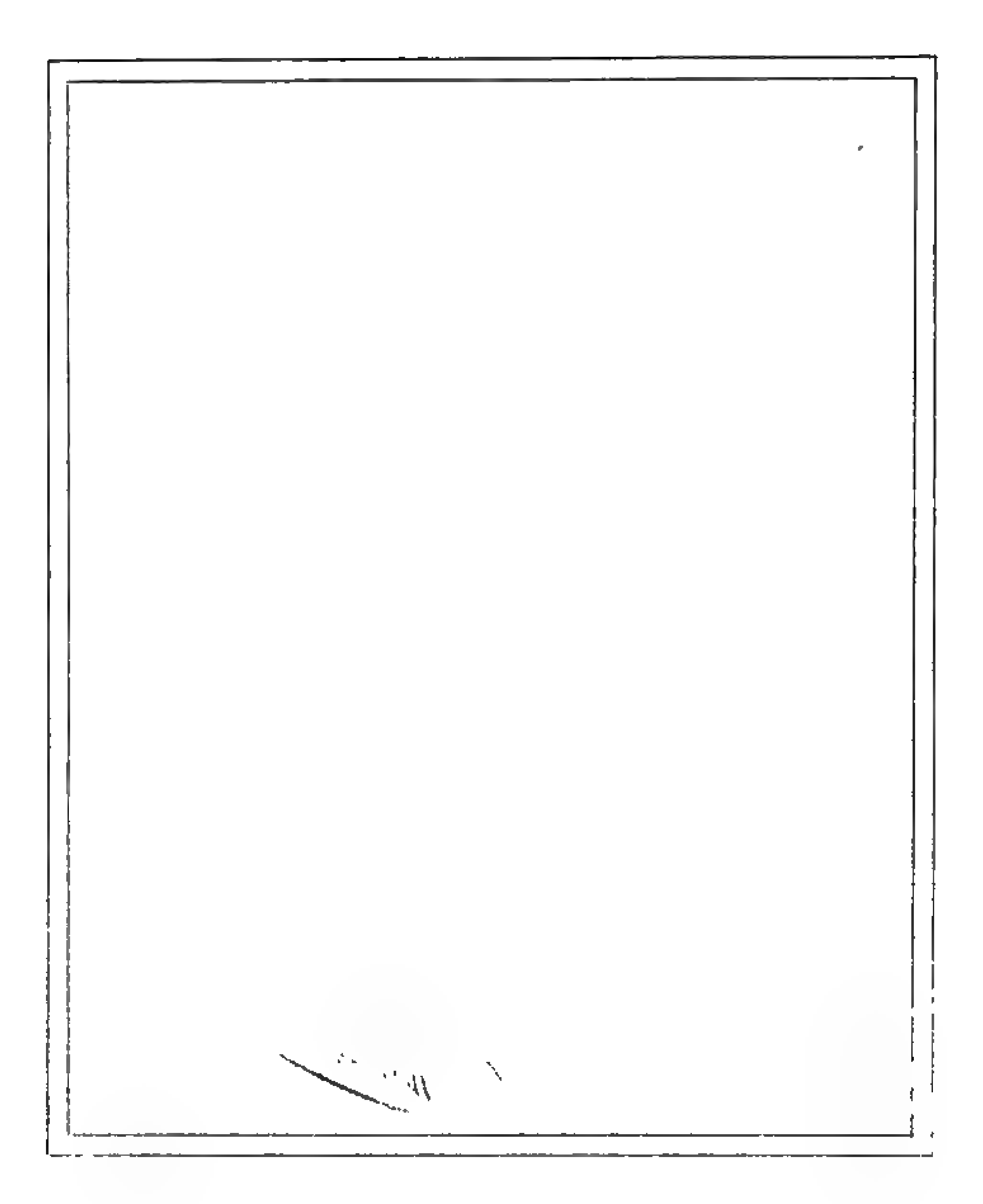
M. Scribe.

> Le secret de votre longue prospérité théâtrale c'est, je crois, d'avoir heureusement saisi l'esprit de notre siècle et fait le genre de comédie dont il s'accommode le mieux et qui lui ressemble le plus.
>
> RÉPONSE DE M. VILLEMAIN AU DISCOURS DE RÉCEPTION DE M. SCRIBE. — 28 janvier 1836.

En vérité, depuis quelque temps nos grands aristarques littéraires sont devenus si farouches à l'entour du nom de M. Scribe, que j'ose à peine l'inscrire sous ma rubrique. Si je consulte la critique *bilieuse* ou la critique *taquine* dans la personne de ses deux principaux représentants, j'y vois littéralement ceci : M. Scribe est un mauvais coupletier, qui sait à peine ajuster deux rimes boiteuses; il n'a ni idée, ni style, ni goût, ni plan, ni invention; c'est un auteur dont les œuvres sont dignes de pitié, si tant est qu'il soit possible de savoir où sont ces œuvres; c'est un industriel qui a passé sa vie à démonétiser toutes les idées pour les transformer en valeur monétaire, qui a toujours traité le bon sens et la grammaire avec un mépris absolu; c'est une gloire éclose entre deux barbarismes, un nom vermoulu qui n'a pas trois ans devant lui, et autres gentillesses à l'usage des gens qui les prennent au sérieux.

Si je consulte les faits, je vois dans M. Scribe un auteur dramatique qui a pendant trente ans attiré à lui le public le plus élégant, le plus lettré, et qui l'attire encore malgré la critique, un homme dont les œuvres sont aimées et applaudies, non pas seulement à Paris et dans les quatre-vingt-six départements, mais à Saint-Pétersbourg, à Berlin, à Vienne, à Londres, à Naples, à Stockholm, dans les coins le plus reculés de la Norwége, aux confins de la Chine, et jusqu'aux Grandes-Indes. Parlez-en aux voyageurs, ils vous diront que partout où il y a un théâtre, partout où il y a des femmes qui savent lire et des hommes qui se lavent les mains, M. Scribe est un plaisir, une ressource, une Providence. Un critique plus bienveillant et plus juste, M. Sainte-Beuve, a dit avec raison : « Dès qu'il y « a quelque part un essai de société qui veut être « moderne, élégante, on joue du Scribe, Paris et « Scribe, pour eux, c'est tout un. » Les admirateurs de Napoléon voient en lui le missionnaire armé de la civilisation et des idées françaises à travers l'Europe; les admirateurs de M. Scribe, et il n'en manque pas, prétendraient volontiers qu'il a hérité de cette grande mission, et qu'il a continué avec ses grelots et sa marotte l'œuvre commencée par le sabre; sans aller si loin, on ne peut nier que M. Scribe ne soit un propagandiste à sa manière, et digne déjà, sous ce rapport, d'attirer l'attention. Il a pour lui un grand fait, une popularité européenne, qui date de loin, qui dure toujours, et c'est quelque chose; car, suivant la spirituelle expression de M. Villemain, il n'est donné à personne d'amuser impunément le public pendant trente ans de suite.

Si maintenant du fait nous passons au droit, si nous isolons M. Scribe du prestige de ses longs succès pour l'examiner en *soi, in sich,* comme disent les Allemands, sans donner dans l'enthousiasme de ce savant et original Schlegel, qui préférait tout net le *Solliciteur* au *Misanthrope*, M. Scribe à Molière (les Allemands sont meurtriers



dans leurs admirations), nous vous dirons que M. Scribe, si souvent dénigré sur parole, supporte beaucoup mieux l'analyse qu'on ne le croit généralement. Je viens de lire, à votre intention, dix-huit gros volumes in-octavo qui ne contiennent pas moins de deux cents opéras, vaudevilles, ou comédies, sans préjudice de deux volumes de nouvelles. La critique est un animal si dangereux que j'ai abordé cette lecture avec la conviction profonde que j'allais m'imposer un ennui mortel. Eh bien, pas du tout : à l'exception des libretti d'opéra, chose forcément insipide, parmi toutes ces innombrables productions si rapidement écloses, depuis *Une Nuit de la garde nationale* jusqu'au *Verre d'eau*, il n'en est pas une qui ne contienne une notable dose d'intérêt et d'esprit; la quantité s'y combine si bien avec la qualité, qu'en additionnant le tout on arriverait presque à du génie, n'était ce *quelque chose* qui brille là par son absence; expliquons-nous clairement, et pour cela permettez-moi une comparaison.

Supposez que le *daguerréotype* arrive, à force de perfectionnement, à reproduire les couleurs et à saisir les objets même mobiles, en un mot qu'il puisse s'appliquer à la peinture du portrait, et vous aurez des résultats fins, légers, délicats, fragiles, superficiels, sensibles à l'action de l'air, du reste exacts, gracieux, reproduisant tout : l'habit, le port, le geste, les traits, les yeux, peut-être même la physionomie; tout, hors ce je ne sais quoi d'immatériel, cette étincelle enfouie que les grands peintres, quand ils s'appellent Raphaël ou Molière, vont chercher dans les profondeurs de l'âme pour la fixer sur leur palette ou au bout de leur plume. Animez ce *daguerréotype* ainsi perfectionné, donnez-lui de la vie, de l'observation, de l'intelligence, de l'esprit, beaucoup d'esprit, tout hors l'idéal, et vous aurez M. Scribe; M. Scribe, s'inquiétant peu de ce qui se cache, de ce qui ne paraît pas d'abord, de ce qu'il faut découvrir à force de travail intérieur; M. Scribe, étranger à toutes ces tortures secrètes qui tourmentent le génie, quand, penché sur ce vaste abîme du cœur humain, il en sonde les ténèbres, et s'efforce d'en extraire le vrai absolu, le grand vrai, le vrai du passé, du présent et de l'avenir; M. Scribe, alerte, joyeux, le nez au vent, posté en sentinelle sur le passage des choses et des hommes d'aujourd'hui, saisissant au vol tout ce qui passe, le saisissant finement, spirituellement, exactement; mais point en relief, point à fond, point en grand, superficiellement, en détail, en petit et de côté. Ainsi organisé, M. Scribe, s'il n'a jamais atteint au sublime, c'est-à-dire à l'idéal du vrai, a eu le rare privilége de ne jamais tomber dans l'absurde, c'est-à-dire l'idéal du faux. Ces deux choses, le sublime et l'absurde, se tiennent de si près, et notre époque littéraire est si remplie d'inégalités, de soubresauts, de pêle-mêle, de courses effrénées, d'aspirations sans bornes, que parmi nos génies eux-mêmes il n'en est presque pas un qui n'ait eu ses défaillances soudaines et ses inexplicables aberrations. Moins audacieuse, la marche de M. Scribe a été aussi plus égale; chez lui il n'y a pas toujours progrès bien marqué, mais il n'y a jamais chute ou décadence. Il a volé aussi haut que le lui permettaient ses ailes; trouvant son point, il s'y est tenu; et, dans ce milieu, entre ciel et terre, il a su se tirer d'affaire à force d'esprit. Mais quelle sorte d'esprit? Ce n'est pas cet esprit serré, nerveux, incisif, primesautier; l'esprit d'un Montaigne, d'un Pascal, d'un Molière, d'un Voltaire ou d'un Beaumarchais; non, c'est cet esprit courant, de tous les jours, en petite monnaie, cet esprit dont nous avons tous un peu, plus ou moins. La seule différence entre M. Scribe et nous tous, c'est qu'indépendamment de l'esprit qu'il prend aux autres, il en a à lui tout seul une provision énorme qu'il dépense et prodigue sans jamais l'épuiser.

M. Scribe, même depuis qu'il a abordé la haute comédie, n'a jamais fait et ne fera jamais faire un pas à son siècle; en créant ou plutôt en important chez nous un genre dramatique nouveau, la comédie moyenne, la petite comédie sentimentale à la manière de Kotzebue, celle du Gymnase, M. Scribe n'a fait dans les régions du cœur, si bien explorées avant lui, aucune découverte nouvelle; mais je suis profondément convaincu que si plus tard un de nos arrière-neveux, un homme des âges futurs, veut savoir non pas ce que notre époque recelait dans ses flancs de force, de faiblesse, de désirs, de maux, de ressources, de tristesses et d'espérances, mais bien ce qu'elle étalait aux yeux en fait de mœurs, d'habitudes, d'opinions, de fantaisies, de folies, comment elle marchait, comment elle parlait, comment elle vivait, comment, en un mot, elle apparaissait, il ne s'adressera ni à M. de Châteaubriand, ni à M. de Lamartine, ni à M. Victor Hugo, ni à George Sand, ni à M. de Vigny, ni à M. de Balzac, ni à M. Alexandre Dumas, il ira droit à M. Scribe; il trouvera chez lui une société mêlée et mobile, à la fois sérieuse et frivole, mesquine et prétentieuse, plus ennuyée que passionnée, verbeuse à l'excès,

mal assise, agitée, affairée, inquiète, et par conséquent cupide; il verra là percer, à travers une certaine phraséologie sentimentale, la passion du bien-être matériel, l'idolâtrie du veau d'or. Traitements, pensions, grosses dots, affaires de banque, affaires de bourse, entreprises industrielles, gros revenus, successions tombées du ciel ou d'Amérique, voilà ce qu'il rencontrera à toutes les pages. L'amour et la haine, ces deux grands mobiles du cœur, n'ont, en général, dans les pièces de M. Scribe, qu'une importance secondaire; souvent au premier aspect vous n'apercevez que ces deux éléments de l'art dramatique, vous diriez qu'ils sont là tous seuls; et quand vous les voyez, à travers les incidents les plus variés et souvent les plus bizarres, suivre une marche toujours uniforme et converger vers un but pour ainsi dire marqué d'avance, vous vous demandez quelle puissance mystérieuse préside à leurs évolutions; cherchez bien, et vous n'aurez pas de peine à découvrir le nœud de l'intrigue, le *Deus ex machina*. L'argent est là tout au fond, soyez-en sûr; c'est lui qui, chez M. Scribe, joue le rôle de la fatalité antique. Chez M. de Balzac il y a aussi de l'argent, beaucoup d'argent, mais il y en a trop, et c'est une invraisemblance de plus à ajouter à toutes les autres; M. de Balzac vous remue les millions à la pelle, l'or ruisselle de sa plume, on dirait d'un *nabab*, on voit qu'en cette matière il y a chez lui défaut d'expérience; parlez-moi de M. Scribe, ses chiffres sont beaux, c'est vrai, mais enfin ils ne sont pas monstrueux; tout cela est brillant, mais cela se conçoit et s'explique jusqu'à un certain point.

Or, tout ce monde de M. Scribe, tout ce monde qui a de l'argent, qui dépense de l'argent, qui perd de l'argent, qui ménage son argent, qui place son argent, qui n'a pas d'argent, qui veut avoir de l'argent par amour, mariage, succession, spéculation ou autrement; tous ces financiers, gros, gras et pas trop bêtes, toutes ces petites filles à grands sentiments, avec ou sans dot, avec ou sans *espérances* (joli mot du siècle qui peint au mieux les sentiments d'un héritier présomptif); toutes ces jeunes veuves, sensibles et coquettes en même temps, qui, victimes infortunées de l'amour filial, délivrées enfin d'une union contractée avec un riche vieillard pour soulager leur père ruiné par une spéculation hasardeuse, reviennent à celui qui n'a jamais cessé de posséder leur cœur (style Scribe), mettent sa constance et sa fidélité à l'épreuve, et finissent par lui donner avec leur main la cassette du défunt; tous ces amoureux qui parlent comme Werther et comptent souvent comme Barême; tous ces *guerriers* bavards et bons enfants, qui n'ont pour tout potage que leurs *lauriers*, et qui prendraient volontiers autre chose; tout ce monde qui s'aime le matin, se brouille le soir, se réconcilie le lendemain; qui a de petites qualités et de petits défauts, qui mène d'un même pas les affaires et le sentiment, qui habile de maigres passions avec un grand luxe de mots, qui ne déteste pas la vertu et s'arrange assez avec le vice; tout ce monde enfin de M. Scribe, qui vit et se meut en tournant toujours autour d'un point fixe, l'argent, qu'est-ce sinon la société moyenne et bourgeoise au sein de laquelle nous avons le bonheur de vivre? Non pas que cette société transitoire ne me semble renfermer au fond bien des choses que M. Scribe n'a pas su ou n'a pas voulu y voir; mais ce qui est certain, c'est que tout ce qu'il y a vu y est bien, et sous ce rapport M. Villemain lui disait naguère avec raison qu'il chargeait ses comédies de réfuter une partie de son discours académique.

M. Scribe me semble donc appelé à vivre dans l'avenir, pour deux motifs, d'abord, parce qu'indépendamment de leur mérite intrinsèque, ses œuvres ont une réelle importance historique, et enfin parce qu'ici la qualité est assez bonne pour se sauver par la quantité : un peu loin de Molière, entre Marivaux et Beaumarchais, il y a encore une petite place pour M. Scribe. Dans un temps de pénurie, la qualification d'*illustre* lui va donc aussi bien qu'à plusieurs autres, et, par conséquent, il est de ma compétence de biographe : *Quod erat demonstrandum*.

Entre le pilier des Halles où naquit Molière, et la rue Montorgueil où naquit Béranger, au beau milieu de la rue Saint-Denis, il y a, si j'en crois M. Sainte-Beuve, une boutique de confiseur, à l'enseigne du *Chat noir*. Cette boutique était, en 1791, un magasin de soieries, lorsque le 25 décembre de la même année il y vint au monde un enfant, que sa mère éleva avec une tendresse infinie, et auquel son père, honnête marchand, gagna à la sueur de son front une modeste fortune. Cet enfant, c'était Augustin-Eugène Scribe.

Plus tard, si d'autres renseignements sont exacts, l'enfant habita rue Saint-Honoré, à côté de l'église Saint-Roch, et dès quatre ans il put se pénétrer de sa théorie favorite des grands effets et des petites causes, car il vit de ses fenêtres, caché dans le giron de sa mère, la terrible mitraillade que Bonaparte,

général des troupes de la Convention, administra aux sections de Paris; mitraillade d'où sortit l'empire, et sortie elle-même, dans le système de M. Scribe, de ce fait, que Bonaparte, alors sans emploi et sans ressources, après avoir cherché vainement un billet de 1,000 fr. pour passer à Constantinople, fut forcé de rester à Paris, où il se trouva à point pour accepter une mission périlleuse dont personne ne voulait. Pourquoi M. Scribe ne ferait-il pas de cela une comédie nouvelle, logique et philosophique, ni plus ni moins que le *Verre d'eau*, et intitulée : *Le billet de mille francs?*

Après le rétablissement de l'Université, le jeune Scribe fut placé au collége Sainte-Barbe, où il fit de brillantes études; il suivit les cours du lycée Napoléon, et remporta plusieurs prix aux concours généraux. Il avait perdu son père de bonne heure, et sa mère, fière de ses succès, rêvait pour lui la gloire du barreau, lorsqu'elle mourut elle-même, en le laissant confié aux soins du célèbre avocat Bonnet, le défenseur de Moreau, qu'elle chargea de le diriger dans la carrière qu'elle avait choisie pour lui. Au sortir du collége, M. Scribe consentit pour un instant à entrer chez l'avoué, mais ses désirs étaient ailleurs. Dès sa rhétorique il traçait des scènes de vaudeville et griffonnait des couplets sur ses cahiers; les jours de sortie il courait au parterre, non point des *Français*, mais de la rue de Chartres ou des Variétés; et là, tapi dans un coin, il frémissait d'aise à la pensée que lui aussi serait peut-être un jour assez heureux pour faire rire tout ce monde-là. Au retour, la nuit, au dortoir, il en rêvait tout éveillé, et les lauriers de Laujon l'empêchaient de dormir.

De 1811 à 1815, M. Scribe fut censé faire son droit; en réalité, il fit cinq vaudevilles avec la collaboration de son camarade de collége, M. Germain Delavigne, le frère du poète. Ces cinq premiers éclaireurs de cette innombrable infanterie légère que M. Scribe devait plus tard lancer sur tous les théâtres de Paris, furent impitoyablement massacrés par le public de la rue de Chartres; le général n'en prit pas grand souci; il se sentait tout disposé à faire, comme Napoléon, la guerre à coups d'hommes; et d'ailleurs, c'était là des enfants perdus; ils étaient nés de père inconnu; on les attribuait à M. *Eugène* tout court, par respect pour le bonnet carré du sévère tuteur. En ce temps-là, M. Eugène, qui avait quelque chose comme vingt ans et 3,000 livres de rente, se montrait joyeux viveur et bon camarade. Peu touché des grands faits qui se passaient autour de lui, il se consolait des désastres de la campagne de Russie, en cultivant le plaisir de toutes ses forces et la procédure aussi peu que possible; au printemps, quand il faisait beau, pour aller à l'École de droit il prenait assez régulièrement par la vallée de Montmorency, où il s'égarait, et pas seul.

M. Dupin, déjà célèbre avocat, donnait alors des leçons particulières de droit qui était assez courues; son confrère Bonnet lui envoya un beau jour le malin pupille, en le priant de lui inoculer la passion de Cujas; M. Dupin y perdit sa peine, le vaccin ne prit pas, l'élève égaya parfois le professeur en lui chantant des flons-flons; il sortit de ses mains tout aussi savant qu'il y était entré, et vingt ans plus tard les deux hommes se retrouvaient à l'Académie; ce qui prouve victorieusement que tout chemin mène à Rome.

Napoléon partit pour l'île d'Elbe, Napoléon revint, Napoléon repartit pour Sainte-Hélène; M. Scribe s'en inquiéta fort peu; il n'aimait guère les lauriers que pour le besoin de la rime, et d'ailleurs il gardait rancune au grand homme d'avoir rogné son patrimoine en lui faisant payer un remplaçant comme quatre. Les cosaques occupaient Paris, on venait de fusiller Ney et Labédoyère, on signait le lugubre traité de novembre, quand M. Scribe, surexcité par toutes ces catastrophes, mit au jour, en société avec M. Poirson, son premier enfant reconnu, *Une nuit de la garde nationale*. Ce dut être pour le public du Vaudeville une bien douce satisfaction de pouvoir oublier un instant les maux de la patrie, en répétant ce chant suave et consolateur de *l'Éveillé* armé d'un bol de punch :

Qu'on se mette
Tous en train,
Gai, gai, voici la recette
Pour se mettre tous en train,
Et pour bannir le chagrin.

et celui-là :

Entends-tu l'rappel qui sonne?
R'lan tan plan, lironfa, lironfa;
Au signal que l'honneur donne
Toujours le Français répondra.
Goûtant après tant d'alarmes
Le repos qu'il désira,
Le Français pose les armes;
Mais quand l'honneur lui dira :
Entends-tu, etc.

Évidemment tout cela ressemblait à un morceau de circonstance. Quel petit effet d'une grande cause!

Du reste, la consolation fut très bien accueillie; il y avait là d'autres couplets de meilleure facture que ceux-ci, il y avait un dialogue vif, rapide, tout pétillant de verve et de gaîté, des incidents variés et burlesques; le Français, *né malin*, avait besoin de s'étourdir, il se donna du Scribe à cœur-joie, et l'inépuisable vaudevilliste, une fois en veine de succès, ne s'arrêta plus; alors parurent coup sur coup *le Comte Ory, le Nouveau Pourceaugnac, le Solliciteur, Frontin mari garçon, Une Visite à Bedlam, la Somnambule, l'Intérieur de l'étude, les Deux précepteurs*, etc., etc.

Vous n'attendez pas sans doute que je vous passe en revue cette innombrable famille de M. Scribe; ils sont là près de cent cinquante tous frais, roses, babillards et joyeux, sans compter les non reconnus qui vont bien à la centaine; vous voyez qu'il n'y a pas chez nous mémoire d'une fécondité pareille. Parmi les derniers, il en est, dit-on, quelques-uns de boiteux au physique et hideux au moral; ces enfants-là sentent le vice d'une lieue, et M. Scribe, qui les créa dans un moment d'oubli, a bien fait de les rendre au néant, d'où ils n'auraient jamais dû sortir. Les boulevards ont gardé souvenir de certaines pièces où l'effronterie est voisine du cynisme, et la critique, au lieu de pardonner à M. Scribe ces quelques écarts de son jeune âge, s'est complu à les lui rappeler avec une insistance qui n'est ni charité ni justice. « Cette pièce, dit « M. Gustave Planche en parlant de je ne sais quel « mélodrame intitulé : *Dix ans de la vie d'une « femme*, qui semble écrite pour la ronde de nuit, « la patrouille grise et les lieux de prostitution, « défie hardiment toutes les débauches futures du « théâtre. Quand on signe de son nom une pareille « ineptie, qui n'a ni l'énergie d'une priapée ni la « licence ingénieuse d'un souper de petite maison, « il faut soutenir jusqu'au bout son rôle de mar« chand. Si on a vendu le scandale et le vice à la « foule ébahie, il faut se souvenir de son premier « trafic et ne pas ouvrir une boutique de vertu en « pleine Académie! » Quel Juvénal que ce M. Planche! il emporte la pièce! Où donc est la parabole de Notre Seigneur? Après avoir lu ces lignes foudroyantes j'ai cherché partout la monstruosité en question pour vous en donner connaissance; existe-t-elle? je l'ignore. Le fait est que je ne l'ai trouvée nulle part, et après tout je n'y ai pas regret, car j'ai là sous la main 18 volumes qui plaident victorieusement contre elle; et d'ailleurs voici la contre-partie; écoutez M. Sainte-Beuve : « On raconte « qu'au sortir du *Mariage d'inclination* une jeune « fille, se jetant tout d'un coup dans les bras de sa « mère, lui avoua qu'elle devait se faire enlever le « lendemain par quelqu'un qu'elle aimait. Et le « lendemain, la mère et la fille ensemble allaient « remercier M. Scribe de sa leçon, de son triom« phe. »

Vous voyez que si M. Scribe a pu quelquefois induire son prochain à mal, il a eu aussi sa part de bonnes influences; pour un critique moins féroce que M. Planche, il y aurait compensation. Mais écoutez maintenant ceci :

« Nos amours ont été très courts et très purs, « madame; vous m'avez très peu donné, vous m'a« viez même assez peu promis. Je n'ai donc pas à « me plaindre, et vous pouvez porter très haute et « très fière votre tête toujours charmante. Mais une « fois pourtant, une seule fois, vous m'avez de « vous-même saisi tout d'un coup et pressé bien « tendrement la main, et c'était en loge au Gym« nase, à la fin d'*Une Faute*. » « J'arrache, dit « M. Sainte-Beuve, auquel j'emprunte ces lignes, « j'arrache cette page d'aveu du calepin d'un ami. »

Voilà, en effet, le véritable danger des pièces de M. Scribe; un furtif serrement de main, une émotion passagère, quelque chose de tiède qui ramollit le cœur sans l'enivrer, un cordial quelquefois; plus souvent de l'opium à petites doses, mais rarement du poison : voilà le vrai Scribe, le Scribe de tous les jours; quant à l'autre, le cynique, celui de M. Planche, il n'a fait que passer; ne le comptons pas.

Au moment où M. Scribe fit son entrée rue de Chartres, le Vaudeville continuait à se nourrir des bergeries, des moutons et des fadeurs pastorales du dernier siècle. M. Scribe sentit d'instinct que la provision de ce côté-là était à peu près épuisée, et qu'il était bon de chercher ailleurs; il laissa volontiers les chaumières, les bocages, les gazons, les treilles; il s'établit dans la rue, au salon, dans la boutique; il abandonna peu à peu le jargon demi-patois, demi-français du vaudeville bucolique, il s'empara des hommes et des ridicules qu'il trouva à la portée de sa main, et il en tira si bon parti que déjà, en 1820, il était le plus populaire de tous les fournisseurs brevetés de la gaîté française.

En ce temps-là, peu de gens s'inquiétaient de l'art pour l'art, et M. Scribe moins que personne. Dès le début, il n'avait vu, dans la carrière théâ-

trale, rien autre chose qu'une profession agréable, peu pénible, offrant à celui qui s'y distinguait des jouissances de toute espèce, et, par-dessus tout, lucrative. Il faisait de l'art pour rire et gagner de l'argent, et il y réussissait à merveille; ils étaient là sept ou huit jeunes épicuriens, l'inséparable Mélesville, le condisciple Germain Delavigne, Delestre-Poirson, Varner, Brazier, Carmouche, et quelques autres, composant un petit cénacle où le plaisir, sous toutes les formes, était à l'ordre du jour, où l'on exploitait la mine théâtrale à frais communs, autour d'une table bien servie; l'un apportait le plan, l'autre se chargeait du dialogue, celui-ci rajustait les incidents, celui-là fournissait le couplet. L'embryon se formait au premier service, la gestation se faisait durant les deux derniers, et au dessert l'enfant sortait de la dernière bouteille de champagne, comme Minerve du cerveau de Jupiter.

En 1820, M. Delestre-Poirson, ayant obtenu le privilége d'un nouveau théâtre, songea à attacher à la fortune de cet établissement un collaborateur dont il avait été à même d'apprécier l'importance; il acheta, et très cher, la propriété de M. Scribe. Il le lia par un traité qui lui interdisait, pour plusieurs années, toute autre scène que le Gymnase. M. Scribe, grassement payé et toujours inépuisable, fit la fortune de ce théâtre dont il fut pendant dix ans la Providence, le roi, plusieurs disent le sultan. C'est là que M. Scribe a parcouru cette longue filière de petites comédies légères (il y en a bien une centaine), depuis la pièce d'ouverture, intitulée *le Boulevard Bonne-Nouvelle*, jusqu'à *Malvina*. Grâce à lui le Pactole coula dans la caisse du Gymnase; et comme M. Scribe est homme de précaution, il eut soin de pratiquer au fleuve une large saignée donnant droit à son coffre-fort à lui; le plus tôt empli des deux ne fut pas celui du Gymnase. Ce théâtre, fréquenté d'abord plus spécialement par la haute finance, ayant bientôt été pris en grand goût par la duchesse de Berry, fut mis sous sa protection, s'appela Théâtre de Madame, et devint dès-lors le terrain neutre où la Chaussée-d'Antin et le Faubourg-Saint-Germain se rencontrèrent pour la première fois dans une même admiration. En pareille position Molière eût fait son public; M. Scribe n'est point Molière, il prit une voie plus commode, moins chanceuse, plus douce, il se fit à son public; renonçant aux larges proportions de l'art, à la rude franchise des allures, à l'énergie de la satire, il créa la comédie dont j'ai parlé en commençant; il se fit joli, gracieux, coquet, verbeux, spirituel; sensuel avec art, il sut étaler aux yeux toutes sortes de petites situations plus ou moins scabreuses recouvertes d'un voile léger et élégant; il assaisonna le fruit défendu d'un grain de moralité, et les dévotes les plus charmantes purent venir y mordre sans crainte du confesseur. Il est incontestable que les bonnes et rudes trivialités de Molière sont au fond plus *honnêtes* et plus *décentes* que la phraséologie roucoulante et les incidents gazés de M. Scribe. C'est (qu'on me pardonne un rapprochement qui rend assez bien ma pensée), c'est de toutes manières la différence de la Vénus de Médicis à une femme jeune, plus gentille que belle, vue dans le *simple appareil;* mais que voulez-vous, notre époque est ainsi faite, que la sensation, au lieu de se déclarer nettement pour ce qu'elle est, prend l'habit du sentiment; plus franche, elle serait moins dangereuse.

Je viens de dire plus haut qu'il n'y avait pas de poison dans les pièces de M. Scribe et je ne voudrais pas me contredire; non, il n'y a pas de ce gros poison qui tue d'un coup; mais cet opium sentimental distillé à petites doses allanguit la force, dispose aux capitulations du cœur, et celles-là conduisent aux autres. Aussi, et sans vouloir afficher ici un rigorisme outré, il me semble que M. Scribe n'est pas complètement innocent de l'atonie morale où nous vivons, et je lui en garde un peu rancune. Car enfin il ne suffit pas, après avoir poussé très loin la tolérance dans les choses de cœur, après avoir trouvé mille petits biais charmants pour passer entre le vrai et le faux, mille petites nuances délicates, de manière à former une gradation assez habilement ménagée pour que l'œil ait peine à discerner le noir d'avec le blanc, le bien d'avec le mal, il ne suffit pas de venir aujourd'hui transporter dans les choses de la vie un scepticisme désolant et une raillerie perpétuelle en place de cette humeur naguère si accommodante; c'est pourtant ce qui est arrivé à M. Scribe. Il est tombé dans deux excès contraires, si tant est qu'on puisse appeler excès les erreurs d'une intelligence aussi froide que celle-là.

La révolution de juillet est le point de départ de cette métamorphose de M. Scribe.

Pendant dix ans le souverain du Gymnase avait été l'homme le plus heureux de ce monde. Applaudi chaque soir par les plus blanches mains de la capitale, fêté, recherché partout, considéré par la masse des apprentis vaudevillistes comme un

être surhumain, dont on ne doit approcher qu'avec un saint tremblement, et à qui on est trop heureux d'apporter gratis une idée féconde, régulateur suprême de toutes les affaires d'intérêt ou de cœur qui se passaient dans son petit royaume du boulevard Bonne-Nouvelle, et trouvant encore en dehors de ces états mille enthousiasmes féminins qui se disputaient l'honneur d'arriver jusqu'à lui, environné d'amis dévoués et actifs toujours prêts à lui tailler le gros de la besogne dramatique pour qu'il y apposât le *sigillum magistri*, élevé par eux presque au niveau de Molière, surtout depuis qu'il n'avait pas craint d'aborder la comédie sérieuse en cinq actes, sans couplets, dans le *Mariage d'Argent*, joué au Théâtre-Français, en 1827, riche enfin à lui tout seul plus que les quatre premiers écrivains de France, M. Scribe savourait en paix les douceurs de sa destinée lorsque la révolution vint le troubler dans sa béatitude.

Le vif mouvement d'idées sorti de ce grand fait, les dangers extérieurs, les luttes parlementaires, les conspirations, les émeutes, tout cela, en donnant à la vie politique une animation inaccoutumée, porta un rude coup à l'importance du Gymnase, et par suite à celle de M. Scribe. Au milieu de tout ce tintamarre post-révolutionnaire le roi du vaudeville, si prôné la veille, se sentit tout-à-coup et longtemps oublié; j'imagine que cette solitude soudaine lui fut amère, et que le dépit qu'il en conçut, bien que la vogue ait reparu depuis, n'a pas peu contribué à lui inspirer un mépris excessif pour les choses mêmes qui le détrônaient.

Si par hasard je me trompais dans mes conjectures, M. Scribe m'excuserait sans doute d'avoir aussi voulu bâtir ma théorie des grands effets et des petites causes.

Vous savez à quelle tâche M. Scribe s'est voué depuis dix ans; vous savez comment, si longtemps étranger à toutes les préoccupations sérieuses, ce spirituel vaudevilliste, qui n'avait jamais abordé les choses de la vie publique ailleurs que dans les deux dernières rimes du couplet final, s'attache aujourd'hui, avec une insistance qui trahit un parti pris, à implanter au théâtre la satire politique. Après avoir purement et simplement reflété son siècle par le principal côté, qui est le petit, il semble que M. Scribe se soit mis en tête d'exercer sur lui sa part d'influence; de miroir à facettes, il s'est fait lanière et aiguillon. Dans des temps de bouleversements sociaux où les hommes tourbillonnent comme les choses, où la mascarade politique se poursuit au milieu des déguisements les plus bizarres et les plus variés, la matière est riche pour la comédie *aristophanesque*, et M. Scribe n'a eu besoin que de jeter les yeux autour de lui. Seulement il a pris, à mon avis, son sujet au rebours du vrai, du moral et de l'utile : au lieu de nous montrer de petits hommes aux prises avec de grandes choses, au lieu de nous faire voir comment le char des destinées humaines marche lentement, cahotant, s'arrêtant parfois, enrayé qu'il est par des passions, des intérêts et des vices individuels; mais comment aussi la main de Dieu sait écarter les obstacles; comment la vérité triomphe et l'humanité accomplit ses fins, M. Scribe s'est mis, probablement sans le vouloir et par pure exagération comique, à destituer la Providence; il a ressuscité une vieille et mesquine théorie morte et enterrée depuis cinquante ans; et nous avons vu les plus grands, les plus importants événements de l'histoire sortir tout faits d'un incident burlesque, d'un billet doux ou d'un verre d'eau. Tout cela, bien qu'usé déjà par Voltaire, est plaisant et spécieux. Je ne veux pas discuter ici sérieusement la théorie en elle-même, qui consiste tout simplement à prendre le moyen pour la cause. L'aigle tout vivant apporté par le prince Louis Bonaporte à Boulogne, voilà un moyen, petit moyen, moyen *comique* dont M. Scribe eût tiré grand parti si la chose se fût passée il y a quelque cent ans; M. Scribe eût tout uniment fait, de l'aigle vivant, une cause, et, suivant que l'oiseau eût été plus ou moins bien nourri, qu'il eût volé plus ou moins haut, qu'il eût crié plus ou moins fort, qu'il eût eu ou non une ficelle à la patte, le sceptique dramaturge eût attaché à ces graves circonstances la destinée même de l'entreprise; or, si le moyen n'a pas eu d'effet, c'est que ce n'était là qu'un moyen sans cause; de grands effets peuvent très bien s'accomplir à l'aide de petits moyens, mais ils ne sont jamais produits que par de grandes causes. — Voilà le vrai.

Maintenant, quel est le résultat de la thèse contraire, mise en comédie par M. Scribe? Ridiculiser les *tartufes* politiques et les niais qui se laissent duper est, sans contredit, une fort bonne chose. Molière en faisait tout autant dans un autre ordre de faits; seulement Molière peignait Tartufe hideux et vaincu; il le démasquait; les Tartufes de M. Scribe, même sans leur masque, restent attrayants et vainqueurs. Molière finissait bien; M. Scribe finit mal. — Molière était moral; M. Scribe ne l'est pas.

Car montrer sans relâche au public le triomphe du bavardage, de l'intrigue, de l'hypocrisie et de l'égoïsme politiques, sur la franchise et la bonne foi, c'est lui faire croire que toute révolution est une mystification, que toute ambition est de l'égoïsme, et toute bonne foi une duperie; c'est calomnier d'un même coup les faits providentiels, les nobles passions et les croyances; c'est pousser à l'indifférence, au matérialisme, à l'abrutissement. Tel n'est pas le but de M. Scribe, j'en suis convaincu; mais, exclusivement préoccupé des petits faits passagers qu'il avait sous les yeux, il s'est abandonné à sa verve, sacrifiant le vrai au faux, la règle à l'exception, et s'inquiétant peu du résultat. Or ce n'est point ainsi qu'il faut amuser les peuples, et la vraie gloire n'est pas à ce prix; ce qui ne m'empêche pas de reconnaître dans *Bertrand et Raton*, dans *l'Ambitieux*, dans *les Indépendants*, dans *la Calomnie*, dans *le Verre d'eau*, et spécialement dans la première et la dernière de ces comédies, une grande variété d'incidents, une bonne charpente scénique, un dialogue vif, dégagé, facile, et une immense quantité d'esprit; mais tout cela, reposant en général sur une donnée pas assez manifestement fausse pour être absurde, et pourtant fausse, est, je crois, d'un funeste effet; on s'y amuse, mais on s'y use.

En 1836, M. Scribe a été appelé à occuper à l'Académie le fauteuil de M. Arnault; son discours de réception a été très mal accueilli par la presse; la critique l'a traité avec un mépris qui me paraît exagéré; d'abord il est comme tout ce qui vient de M. Scribe, très spirituel; l'exorde surtout est charmant. Quant au fond du discours, il y a, ce me semble, matière à distinction. Par une exagération de modestie, l'auteur du *Mariage d'Argent* et de *Bertrand et Raton* s'est présenté comme un chansonnier; par une exagération d'importance, il prétend détrôner au profit de la chanson l'axiome de M. Étienne: « Le théâtre d'une société est l'expression de ses mœurs; » lequel axiome n'est que le fils de cet autre de M. de Bonald: « La littérature est l'expression de la société. » Tous deux en tant qu'axiomes me paraissent aussi contestables l'un que l'autre, et le troisième de M. Scribe aussi contestable que les deux premiers. Si le spirituel récipiendaire s'était arrêté à la première partie de sa thèse; s'il s'était contenté de soutenir que, dans l'hypothèse d'une destruction complète de tous les livres d'histoire, un recueil de toutes les chansons populaires, de tous les ponts-neufs et vaudevilles, éclos et publiés jusqu'à nos jours, aurait comme document *historique*, comme renseignement quant *aux faits*, une importance plus grande que la collection de toutes les productions de notre théâtre; je crois, quoi qu'on en ait dit, que M. Scribe serait dans le vrai, et je remarque que la réfutation de M. Villemain n'a pas porté du tout sur ce point de la question. C'est qu'en effet le théâtre, s'il donne quelquefois la raison et le résultat des faits contemporains, est presque toujours muet quant aux faits eux-mêmes. La vérité historique ou tout au moins les faits historiques sont donc bien plutôt dans la chanson qu'au théâtre.

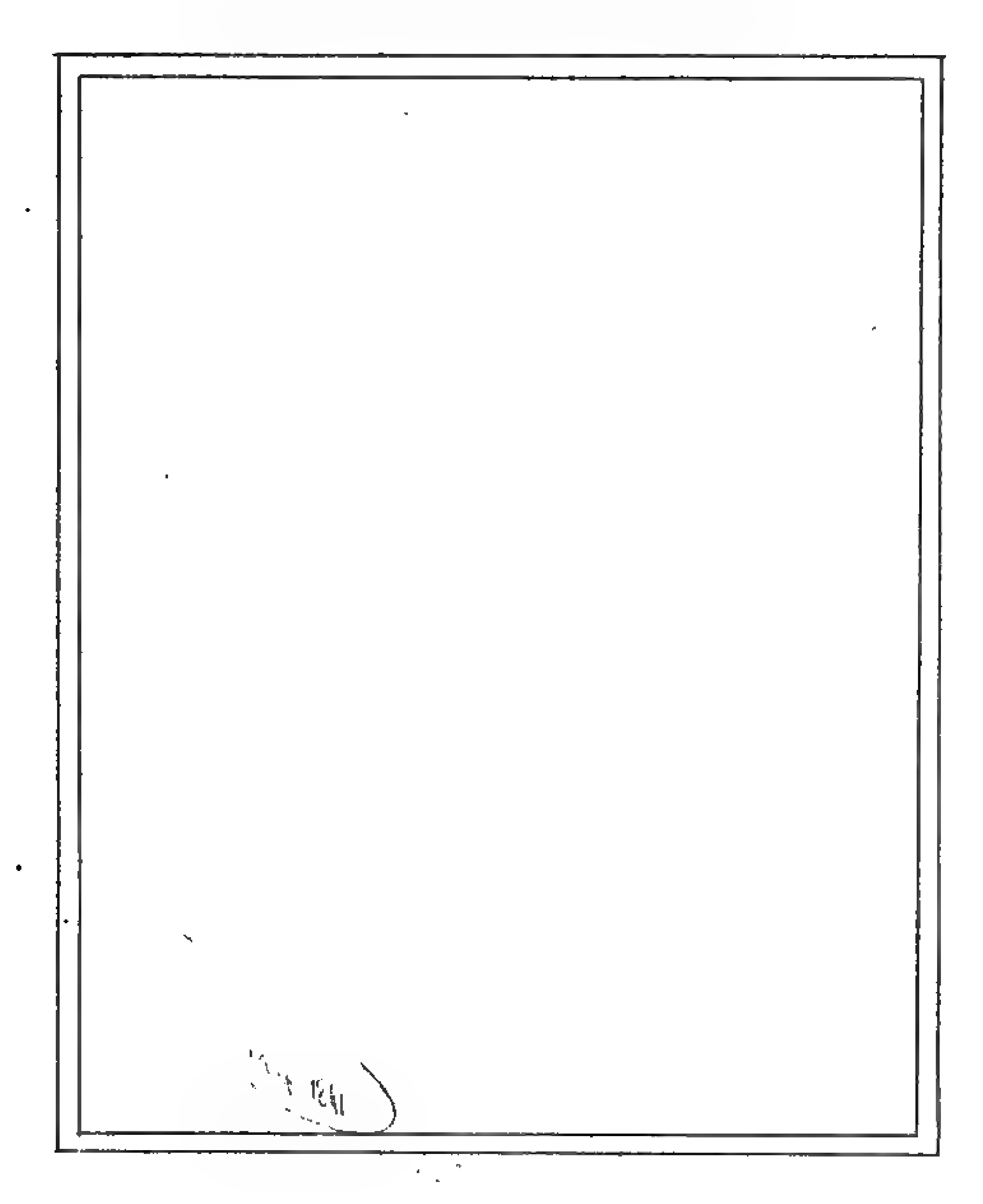
Maintenant, quant à la question de savoir où est l'expression des mœurs d'une époque, je me défie également des trois axiomes cités plus haut; il y a, à toutes les époques, bon nombre de productions dramatiques ou littéraires, qui sont bien plutôt le reflet du passé, ou le pressentiment de l'avenir, que le tableau du présent. Je dirai plus: presque tous les génies sont des précurseurs, et s'ils tiennent par un côté à ce qui est, ils tiennent aussi beaucoup par l'autre à ce qui sera. M. Scribe, en combattant l'axiome de M. Etienne, a cité cette masse de productions pastorales et sentimentales qui faisait les frais des représentations théâtrales aux plus mauvais jours de la terreur; M. Villemain a répondu que c'était encore là un trait de mœurs, que c'était le même mensonge social qui mêlait un jargon d'humanité à des actes terribles. Cette réponse ne me satisfait nullement: de ce qu'il était dans les mœurs de jargonner sentiment en tuant, il ne s'ensuit point du tout que les pièces où l'on jargonnait sentiment, mais où l'on ne tuait pas, fussent l'expression des mœurs; si le théâtre eût offert l'accouplement de la houlette et de la guillotine, de Corydon et du bourreau, M. Villemain aurait raison; mais il n'y avait qu'une houlette, et le sang y était d'autant plus rare qu'il se versait à flots ailleurs. Aujourd'hui, l'échafaud dramatique est d'autant plus commun que l'échafaud réel est plus rare; nous voyons très souvent le bourreau au théâtre, nous le voyons peu ailleurs, cela vaut mieux, mais cela prouve mal en faveur de l'axiome si spirituellement combattu par M. Scribe, et défendu non moins spirituellement par M. Villemain.

La conséquence de ceci, c'est que rien ne ressemble moins à la vérité mathématique que certains axiomes littéraires; ils sont vrais ici et faux là, confirmés par tel exemple et détruits par tel autre; M. de Buffon, parce que son style portait des

manchettes comme lui, a fait passer en axiome que le style est l'homme même. Or, la romance : *Il pleut, bergère*, et le *Calendrier républicain*, sont du même auteur, de Fabre d'Églantine, qui a écrit *Philinte* et voté la mort de Louis XVI; M. de Saint-Just, de très peu bucolique mémoire, a écrit un poème à l'eau de rose; M. Victor Hugo a enfanté des élégies pleines de douceur et de tendresse, et des drames *sinistres* et *ténébreux;* M. de Châteaubriand termine en ce moment un chef-d'œuvre en 12 volumes, où tous les grands styles de nos principaux âges littéraires, depuis Montaigne jusqu'à lui, semblent s'être donné rendez-vous. Quel est celui *qui est l'homme même?* Encore une fois, défiez-vous des axiomes; de ce que Molière était l'expression de son époque, n'en concluez pas que La Chaussée, le pleureur de la régence, était l'expression de la sienne. Si vous croyez comme moi que les comédies de M. Scribe sont le résumé le plus complet des mœurs, des habitudes et des goûts de notre France bourgeoise, laissez là votre axiome, ou sinon vous serez obligé de l'éventrer pour lui faire avaler les drames de M. Alexandre Dumas, de M. Victor Hugo, de M. de Vigny, qui représentent des souvenirs ou des pressentiments bien plutôt que des mœurs.

En peignant un siècle d'argent, M. Scribe a su se remplir de son sujet; car il a ramassé près de 100,000 francs de rente; il a calculé pour le moins aussi bien et même mieux que ses financiers, car il n'a jamais aventuré ses fonds dans l'industrie ou à la bourse; il les a transformés en forêts, en arpents de terre, en maisons et en châteaux. Sans sueurs, sans tracas, sans douleurs, en riant, en chantant, en déjeûnant, il a acquis, le pauvre homme! un magnifique hôtel à Paris, et près de Meudon une superbe *villa*, Montalais, où Napoléon alla jadis visiter Talleyrand, et où lui, M. Scribe, va chercher aux beaux jours des loisirs qui se traduisent en opéras, comédies, vaudevilles, et augmentent d'autant son revenu.

Ajoutons que M. Scribe n'a du financier que la tête, et qu'il a gardé le cœur d'un artiste. Indépendamment de toutes les mesures utiles qu'il a provoquées dans l'intérêt des auteurs dramatiques, d'ordinaire peu prévoyants, et de la hausse introduite par lui dans le prix courant de la littérature théâtrale, il n'a jamais reculé devant le soulagement d'une infortune; il a su se faire de ses nombreux collaborateurs autant d'amis qui l'aimeraient toujours, fût-il pauvre, et puisqu'il est resté honnête et généreux, pardonnons-lui sa richesse, bien qu'il soit un peu dur pour un biographe d'avoir à peindre souvent l'esprit en carrosse et le génie à pied.



M. Adam Mickiewicz.

> Depuis les larmes et les imprécations des prophètes de Sion, aucune voix ne s'était élevée avec tant de force pour chanter un sujet aussi vaste que celui de la chute d'une nation.
>
> GEORGE SAND sur Mickiewicz.

> Le poste que M. Mickiewicz va occuper en France est comme une ambassade morale et littéraire de la Pologne auprès de l'Europe occidentale.
>
> Courrier suisse de septembre 1840.

Vers la fin de 1829, un homme jeune encore et déjà marqué au front du triple sceau du génie, de la persécution et de la gloire, traversait l'Allemagne pour se rendre en Italie, et passait par Weimar. Le vieux Goethe terminait alors paisiblement les derniers jours d'une royauté littéraire de cinquante ans; les chants du barde étranger étaient parvenus jusqu'à lui, il voulut le voir; ces deux apôtres de deux cultes opposés se reconnurent au signe maçonnique du génie, et fraternisèrent au nom d'une croyance commune, la poésie; le grand panthéiste fit présent au barde catholique de la plume avec laquelle il écrivait son second Faust, et il lui demanda son portrait. Notre statuaire David (d'Angers) se trouvait alors à Weimar; il fixa sur un médaillon la figure grave et accentuée de l'étranger, qui traduisit pour lui en français une de ses plus belles poésies. Après cet échange affectueux et sympathique entre les trois grands artistes, le voyageur reprit sa route, traversa Paris, et passa les Alpes; sous le beau ciel de l'Italie il oubliait les cachots de Wilna et l'atmosphère étouffante de Saint-Pétersbourg, lorsque tout-à-coup un cri de liberté, retentissant de Paris à Varsovie, et de Varsovie au-delà des Alpes, vint l'arracher à son repos : la patrie l'appelait aux armes, il accourut; la police prussienne lui barrait le passage. Après avoir franchi mille obstacles, il touchait au sol natal, quand un nouveau cri se fit entendre; mais, cette fois, c'était un cri de mort : le poète n'avait plus de patrie. Le voyageur n'était plus qu'un proscrit. N'ayant pu servir son pays avec l'épée, il ajouta à sa lyre une corde d'airain. Pendant sept ans inconnu au milieu de nous, il retrouva les accents de Jérémie pour chanter son *super flumina Babylonis*. Enfin, la Suisse l'enleva à la France, et la France vient aujourd'hui de le rappeler dans son sein pour lui confier une grande et belle mission.

Parmi toutes les créations utiles qui ont signalé le court passage de M. Cousin au ministère de l'instruction publique, une des plus utiles et des plus fécondes est sans contredit l'établissement d'une chaire de langues et de littératures slaves au Collége de France; aussi le projet de loi présenté par lui à ce sujet rencontra-t-il sur tous les bancs de la chambre un assentiment à peu près unanime, si l'on en excepte toutefois un très digne homme, le *respectable* M. Auguis (comme disait M. Cousin en répondant aux facéties de l'orateur), un de ces économiseurs de bouts de chandelle, qui se font au dehors une popularité fort douce en consacrant toutes leurs facultés à rogner triomphalement chaque année trois francs cinquante centimes sur un budget d'un milliard; pourtant dans cette circonstance ce n'était point précisément par économie que M. Auguis ne voulait pas de la chaire nouvelle, c'était par *patriotisme;* il avait découvert qu'il était souverainement anti-national d'ouvrir une enquête sur l'état intellectuel d'une race de soixante millions d'hommes qui occupe ou domine la moitié de

l'Europe, le tiers de l'Asie, et dont nous ne savons rien, sinon qu'elle a appris par deux fois le chemin de Paris, et que d'une main elle touche à Constantinople, et de l'autre à la muraille de la Chine; M. Auguis avait découvert qu'étudier le génie de cette race dans sa langue mère, le slave, et dans les quatre grands dialectes qui en dérivent, le russe, le polonais, le bohême et le serve, était une chose aussi inutile qu'absurde, et qu'il serait beaucoup plus national et beaucoup plus logique de fonder une chaire de basque, de limousin ou de bas-breton; M. Auguis avait encore découvert, et ici je cite textuellement, « qu'il n'était pas de la dignité de « la nation de donner une chaire dans un établis- « sement français à un étranger. » Voilà du patriotisme à *la chinoise*, ou je ne m'y connais pas. L'*étranger* pensait sans doute à M. Auguis, lorsqu'en ouvrant son cours il nous disait avec sa parole pittoresque de poète: « Il y a deux mille ans « que Tacite parlait aux Romains inattentifs de ces « Germains qui promenaient dans leurs forêts l'a- « venir du monde; rappelez-vous, messieurs, que « vous êtes les fils de ces barbares. » Tout ce qu'on peut dire de mieux à M. Auguis, c'est qu'au lieu d'être un fils de barbare il descend sans doute en droite ligne d'un de ces *Romains inattentifs*: quant au fond même de la question, qu'il m'est impossible de traiter ici amplement, je renvoie le lecteur à un livre un peu incomplet et pourtant assez curieux de M. Eichoff sur les langues et les littératures slaves, à l'exposé des motifs du projet de loi, à la réponse de M. Cousin, et enfin à un discours intéressant d'un député du Var, M. Denis, à l'appui de ce même projet de loi.

Mais ce n'était pas tout de décréter que la France allait faire comparaître devant elle quatre grandes littératures aussi riches que variées, qu'elle allait se mettre en communication intellectuelle avec une race inconnue et formidable, pour l'étudier dans son passé et prévoir son avenir. Pour diriger cette enquête il fallait trouver un rapporteur compétent, un homme qui unît à la science complète des langues et des littératures slaves, la connaissance des langues et des littératures de la Grèce, de Rome, de la France et des autres peuples de l'Occident; un homme qui occupât une assez haute position littéraire dans la Slavonie pour que tout entière elle pût voir en lui son représentant; un homme enfin qui possédât assez à fond la langue du pays qui l'adoptait pour se faire écouter d'un public un peu blasé par des voix éloquentes, et qui se prête difficilement à accueillir la pensée quand elle descend d'une chaire dépouillée du prestige du langage. Or cet homme s'est trouvé; le lamentable naufrage d'une héroïque nation l'a jeté au milieu de nous; c'est ce même barde voyageur dont je parlais tout-à-l'heure et dont Goethe aimait la voix puissante; c'est le plus grand poète de la Pologne, le Byron catholique du Nord, l'auteur de *Konrad Wallenrod* et des *Dziady*, c'est Adam Mickiewicz, le frère du Dante par la foi, par le génie et par l'exil. Il y a d'autant plus de mérite à M. Cousin d'avoir été chercher le proscrit dans sa retraite, qu'il aurait bien pu, dans un temps de petites susceptibilités, lui garder un peu rancune d'une certaine qualification originale de *moulin vide*, que le poète croyant applique au grand pontife de l'éclectisme dans son beau livre des *Pèlerins polonais*.

Adam Mickiewicz est né vers la fin de 1798, à Nowogrodek, petite ville de la Lithuanie, où son père exerçait la profession d'avocat près d'un tribunal de première instance[1]. Sa famille est une des plus anciennes du pays; plusieurs prétendent qu'elle appartient à la même souche que celle des princes Giedroye; mais elle fut appauvrie par les bouleversements politiques. Le poète a plusieurs frères: l'un d'eux, Alexandre Mickiewicz, est un jurisconsulte distingué, qui occupait avant l'insurrection polonaise, les fonctions de professeur de droit romain au lycée de Krzemieniec en Volhynie. L'aîné, nommé François, né avec un vice de conformation qui le rendait perclus de ses membres, avait gardé le toit paternel jusqu'en 1831, au moment où éclata l'insurrection lithuanienne. Aux premiers coups de canon, il jeta ses béquilles, monta à cheval, fit toute la campagne avec les insurgés, et ne déposa les armes qu'en Prusse, après la catastrophe.

Le jeune Adam fit ses premières études dans l'école du district de sa petite ville natale; les Pères Dominicains, qui la dirigeaient, lui inculquèrent

[1] Je dois plusieurs des détails biographiques qui suivent à un jeune Polonais fort distingué, M. Chonski, qui a déjà publié en français divers écrits sérieux et dignes d'intérêt. Quant aux rares citations que je pourrai faire dans cette courte notice, je les dois à l'obligeance d'un autre exilé, M. Christien Ostrowski, poète et littérateur remarquable même dans notre langue, qui a bien voulu mettre à ma disposition les épreuves d'une traduction française des œuvres complètes de M. Mickiewicz, qu'il fait imprimer en ce moment, et qui paraîtra bientôt chez Delloye.

de bonne heure l'amour du travail, et cette foi religieuse, vive et sincère, qui ne l'a jamais quitté. Tout enfant il montra d'abord un goût très-prononcé pour la chimie; une pharmacie se trouvant dans la maison qu'il habitait, il s'y procurait les appareils nécessaires pour des expériences que faisait devant ses yeux avides et éblouis un des bons Pères, savant chimiste de l'endroit; ce goût des sciences physiques et naturelles s'est conservé très longtemps chez M. Mickiewicz; plusieurs de ses poésies témoignent de connaissances très étendues en ces matières; et, chose qu'on peut, ce me semble, noter, il y avait à la même époque, en Allemagne, un autre poète presque aussi jeune que lui, patriote ardent comme lui, mais frappé d'une balle ennemie avant d'avoir atteint toute sa renommée, qui débutait comme lui par un goût très vif pour les sciences naturelles, qui chantait les mines de Freyberg avant de chanter les combats, la patrie et la gloire, et qui mourait à vingt-deux ans, en éveillant peut-être dans le cœur de Mickiewicz la première étincelle patriotique; ce poète, c'était Théodore Kœrner, le vaillant chasseur noir de Lutzow.

Toutefois le goût de la poésie ne tarda pas à surgir chez le jeune Adam et à primer tous les autres. Son père, grand admirateur de Jean Kochanowski, que les Polonais regardent comme leur plus illustre poète du XVIe siècle, faisait quelquefois des vers dont l'enfant écoutait avidement la lecture, et bientôt lui-même, excité par la vue d'un incendie qui éclata dans sa petite ville, composa à ce sujet quelques strophes où brillait déjà le premier germe de ce talent descriptif qu'il a porté si loin depuis.

Lors de la campagne de Russie, en 1812, le passage en Lithuanie des Français et du prince Joseph Poniatowski à la tête du 5me corps d'armée, fit une profonde impression sur l'imagination du jeune Adam; souvent plus tard il a raconté à ses amis l'effet produit sur lui par un certain chef d'escadron, vieille moustache, logé dans la maison paternelle, qui de sa voix retentissante répétait sans cesse, à tout propos, cette phrase favorite : « *J'en jure par le nom du grand Napoléon !* » Ce serment à un homme, qui annonçait une foi aveugle en lui, fit concevoir à l'esprit de l'enfant la grandeur humaine comme quelque chose de divin; un attrayant fantôme de gloire militaire ou politique se présenta souvent alors dans ses rêves; mais sa mission était autre, et le fantôme ne tarda pas à s'évanouir.

En 1815, à dix-sept ans, le jeune homme partit pour Wilna, où l'appelait un parent éloigné, l'abbé Mickiewicz, doyen de la Faculté des sciences de cette ville. A son arrivée, Mickiewicz devait, avant d'être admis à la Faculté, subir un examen préparatoire. Confondu avec d'autres aspirants venus des écoles de district, il attendait son tour d'admission dans une salle attenant à celle des examinateurs, lorsque le hasard le plaça sur un banc à côté d'un jeune homme au visage pâle, au regard rêveur et méditatif, au maintien noble et distingué, vers lequel il se sentit attiré par un penchant secret et irrésistible. La conversation s'établit bientôt entre les deux jeunes gens, et quelques jours s'étaient à peine écoulés, que déjà une étroite conformité d'idées et de sentiments les avait rendus inséparables. Cet ami intime du poète fut Thomas Zan, martyr de sa foi politique, dont le nom brille d'un grand éclat dans les fastes de l'université de Wilna, et qui a été depuis immortalisé par Mickiewicz, son compagnon de cachot, dans la troisième partie des *Dziady*.

A l'université de Wilna, les sciences physiques et mathématiques firent d'abord le principal objet des études de M. Mickiewicz, mais le poète ne tarda pas à se sentir mal à l'aise dans la froide région des chiffres. La mélodie des vers de Pindare, d'Horace et de Virgile, lui fit bientôt prendre en dégoût les équations algébriques, et, à peine reçu bachelier ès-sciences, il s'empressa de passer à la Faculté des lettres, et se jeta dès-lors avec enthousiasme dans l'etude des classiques grecs, latins et polonais, sous la conduite de deux célèbres professeurs que l'université de Wilna possédait alors dans son sein. C'étaient Godefroy Groddeck et Léon Borowski; ce dernier surtout, critique distingué et littérateur ami du progrès, initiait déjà ses auditeurs à un tour nouveau d'inspiration et de forme, dont l'étude de la littérature allemande et anglaise commençait à faire comprendre les beautés hardies et les franches allures...

La nouvelle école allemande, fondée par Goethe, brillait alors dans tout son éclat; à cette poésie sentimentale et plastique le grand mouvement national de 1813 venait d'ajouter une énergie plus grande et une ardeur plus vive d'innovation et de mouvement. Auguste-Guillaume Schlegel enseignait publiquement, dans son cours sur l'art dramatique, que les trois unités de la tragédie classique n'étaient que de vains préjugés et d'absurdes entraves; il détrônait Aristote, et à sa place mettait hardiment Shakspeare. En Angleterre, Walter Scott et Byron

commençaient à partager l'attention générale; en France, Châteaubriand et Mme de Staël avaient préparé les voies à l'école romantique qui essayait ses premiers pas, en aspirant ardemment le vent révolutionnaire venu de l'étranger. Partout enfin, du Nord au Midi, il se faisait un immense travail intellectuel; longtemps étouffées par la voix du canon, la parole et la pensée reprenaient leurs droits, et la plume dominaient enfin le sabre : à tout ce fracas d'idées le jeune étudiant de Wilna prêtait une oreille avide; un horizon littéraire nouveau s'ouvrait devant ses yeux; mais, pour s'y jeter avec toute l'ardeur de son âge, il fallait qu'une passion vraie, la première, mais la plus vivace de toutes, une passion de cœur, vînt faire vibrer en lui la corde poétique: cette passion, de laquelle datent presque tous les grands poètes, ne lui manqua pas. Elle lui fut inspirée par une jeune fille, Marie W..., la sœur d'un de ses compagnons d'étude, et, pour la plus grande gloire de Mickiewicz, ce premier amour fut malheureux : l'inégalité des fortunes s'opposa à l'union des deux amants; la douleur, en remuant le jeune homme jusque dans les plus intimes profondeurs de son être, le fit décidément poète, l'inspiration descendit en lui, mélancolique et sombre; l'oppression de sa patrie et les tourments de son amour s'unirent en un même symbole de souffrance qui devint son idéal chéri et prit à jamais possession de son âme.

En présence de ce culte de la patrie, si ardent au cœur de chaque Polonais, l'esprit s'abîme à comprendre l'histoire de cette belle et malheureuse nation; concevez-vous, en effet, qu'un peuple presque toujours divisé *in globo*, un peuple qui, pressé de toutes parts par un besoin immense d'union, s'est maintes fois suicidé par la discorde, soit justement celui dont chaque fraction, prise individuellement, porte au sol natal, à la langue, aux mœurs, aux institutions du pays, l'amour le plus fervent, le plus héroïque, le plus touchant; ne diriez-vous pas une nation d'amis, amants rivaux, se disputant une femme aimée par tous d'une ardeur égale? Un amour commun étouffe l'amitié et engendre une haine commune : que la femme meure, la haine s'en va, et l'amour de chacun devient un lien de plus pour tous; que la femme ressuscite, la haine renait. C'est désolant, il y a là quelque chose que je ne m'explique pas, et qui m'effraie pour l'avenir d'un peuple si digne des sympathies de tout ce qui porte un cœur généreux. — Mais revenons à notre poète.

L'ami de Mickiewicz, Thomas Zan, fonda une association patriotique entre tous les étudiants de Wilna; les membres de cette société, connue d'abord sous le nom de Société des *Rayonnants*, se divisaient en sept catégories désignées par les sept couleurs du prisme solaire; ainsi, théologiens, médecins, jurisconsultes, littérateurs, artistes, physiciens, mathématiciens, s'appelaient violet, indigo, bleu, vert, jaune, orange et rouge; le but de l'association était de maintenir entre tous les membres l'amour des lumières, de la liberté et de la nationalité; le gouvernement russe n'y fit pas d'abord grande attention; mais plus tard, la Société ayant pris plus d'extension sous le nom de Société des *Philarètes*, le gouverneur-général de Wilna, Korsakoff, le même que Masséna battit à Zurich, enjoignit au recteur de l'université de dissoudre l'association et de punir les coupables. Les papiers de la société furent saisis, et une enquête fut dirigée contre les fondateurs. Comme on ne découvrit l'indice d'aucun but directement politique, la société fut simplement dissoute avec défense de se reformer à l'avenir; elle se reforma pourtant, mais dans le secret et limitée à trente des principaux chefs, et elle prit alors le nom de Société des *Philomates*; M. Mickiewicz, qui en faisait partie, après avoir terminé ses études et après avoir été envoyé dans le district de Kowno en Lithuanie comme professeur de langues et de littératures latine et polonaise, venait de passer dans un séjour délicieux, au confluent du Niémen et de la Wilia, les deux plus heureuses années de sa vie (1820 et 1821). Inspiré par la beauté du site, par le calme d'une vallée verte et fleurie, que les habitants nommèrent depuis la vallée de Mickiewicz, il avait enfanté et venait de publier ses premières poésies en deux volumes in-18, poésies contenant le poème de *Grazina*, les deux premières[1] parties des *Dziady*, et un grand nombre de ballades. Ces poésies, neuves de forme et de pensée, avaient été accueillies surtout parmi la jeunesse polonaise avec un enthousiasme extraordinaire. Le poète jouissait de son succès, lorsque tout-à-coup un ordre parti de Wilna enjoint aux autorités de Kowno de le faire saisir et conduire

[1] Je les appelle les deux premières parties parce qu'elles ont paru les premières. Le poète les intitula deuxième et quatrième partie. La troisième partie, la plus dramatique, celle que George Sand a analysée dans la *Revue des deux Mondes*, a été composée douze ans plus tard dans l'exil.

dans la capitale de la Lithuanie, où des fers l'attendaient.

Mais, avant de suivre M. Mickiewicz dans sa captivité, disons un mot de ses premières poésies. Dans ses ballades, le poète, tout en imitant la forme de Goethe et de Burger, sut être original par le choix des sujets, presque tous puisés dans les traditions populaires; il y a dans cette suite de mélodies rêveuses, mélancoliques, tendres, et aussi quelquefois empreintes d'une verve satirique très puissante, un parfum indigène dont la traduction atténue le charme, mais qui subsiste encore malgré elle, ce qui est beaucoup; je voudrais pouvoir citer ici *la Nymphe du Lac*, *les Lis*, *le Retour du Père*, *le Joueur de Lyre*, et ce petit chant de *la Wilia*, si original, si naïf, si gracieux; mais je crains d'être débordé par mon sujet, et d'ailleurs le lecteur trouvera tout cela dans la traduction dont j'ai parlé.

Dans le poème de *Grasina*, M. Mickiewicz entre dans une sphère d'inspirations plus vastes et plus élevées; c'est un peintre d'histoire qui s'empare d'une tradition primitive, guerrière, sauvage et païenne de son pays. Le duc lithuanien *Litavor*, dont *Grasina* est la femme, fait une guerre acharnée aux chevaliers teutons de la Prusse; il périt dans un combat : sa femme s'empare de son costume et de ses armes, et venge sa mort dans le sang des ennemis. Telle est la simple donnée d'un poème où M. Mickiewicz a su déployer toutes les ressources d'un style vigoureux et d'une imagination tournée au grandiose; il y a là des pages pleines d'une énergie de scalde; on dirait parfois de ces vieux chants guerriers des eddas scandinaves, où les héros *tombaient, riaient et mouraient*.

Dans les *Dziady*[1] (les Aïeux), M. Mickiewicz, tout en continuant à se mouvoir trop peut-être dans un ordre d'inspirations et de pensées qui appartiennent à des âges qui ne sont plus, révèle pourtant à un haut degré le génie intuitif, analytique, psychologique, le génie du siècle; ce n'est plus ici le peintre fougueux d'une réalité objective; c'est un rêveur replié sur lui-même, dont la prunelle se retourne en dedans pour sonder les abîmes du cœur et saisir les fantômes de l'esprit. La poésie *plastique* fait place à la poésie *psychique*; l'élève de Goethe devient l'émule de Byron. Le canevas de ces deux premières parties des *Dziady* est aussi fort simple; il s'agit d'un drame purement intime enchâssé dans un cadre fantastique. La tendance philosophique, politique et sociale n'apparaîtra que plus tard dans la troisième partie, composée dans l'exil, après les tourments de la captivité de Wilna et la chute de la patrie. De cette troisième partie je ne dirai rien; je renvoie le lecteur au travail de George Sand.

Un jeune homme passionné, d'une imagination vive et ardente, aime une jeune fille vaine et volage qui, préférant l'éclat de la fortune au bonheur, donne sa main à un homme qu'elle n'aime pas : l'amant trahi se désespère et finit par se tuer. Tel est le fond un peu banal des deux premières parties des *Dziady*; mais cette banalité du fond, l'auteur a su la racheter par la richesse et l'originalité des détails. Le drame s'ouvre après la mort même du héros, au milieu d'une cérémonie religieuse et populaire dont l'origine remonte aux temps païens de la Lithuanie : le jour de la fête des Trépassés, le peuple s'assemble, la nuit, dans un cimetière pour évoquer les âmes des morts. Un joueur de lyre qui est en même temps enchanteur attire autour de lui, par la vertu de ses sortiléges, tous les esprits errants entre la terre et le ciel. Ils arrivent en foule pour demander des aliments et des prières; c'est à *cette fête des morts* qu'apparaît le jeune homme qui s'est suicidé par amour. Un arrêt de Dieu le condamne à quitter sa tombe pour venir chaque année, le même jour, au même lieu, accomplir le même crime. C'est autour de cette grande et sombre pensée, de cette pensée digne du Dante, que se meut le drame tout entier; et, bien que le lecteur s'égare quelquefois au milieu de ce demi-jour fantastique et de toutes ces traditions d'une époque de crédulité naïve, il se sent maîtrisé par l'expression chaleureuse et vraie de la passion. Ce que les Polonais admirent le plus dans ce livre, c'est l'art avec lequel le poète a su raviver la langue de son pays, en substituant à des métaphores usées, à des images de convention, des effets de style nouveaux, puisés dans l'étude des choses de la nature et de la vie, et d'autant plus frappants qu'ils sont aussi justes qu'inattendus.

En ce temps-là, la Pologne avait ses classiques, comme la France, ou plutôt la littérature polonaise n'était qu'un calque affaibli de la littérature française du dernier siècle; le bel esprit y était en honneur, et les paillettes du langage voilaient tant

[1] Ce mot de Dziady s'applique en Lithuanie à une fête populaire en l'honneur des morts, et c'est dans ce sens que le poète l'a employé.

bien que mal la nullité du sentiment; tous les Sarmates civilisés, abstracteurs de quintessence et faiseurs de madrigaux, s'insurgèrent contre cette poésie qui plongeait ses racines dans le sol national; mais la jeunesse, toujours amie des novateurs parce qu'elle est la jeunesse, couvrit celui-là de l'égide de son enthousiasme, et le nom de Mickiewicz retententissait déjà partout comme un signal de régénération littéraire, au moment même où le poète captif comparaissait à Wilna devant la commission d'enquête établie par ordre de l'empereur Alexandre, sous la présidence du sénateur Novosilcoff, comme coupable de participation à la Société secrète des Philomates. L'instruction fut longue; le poète en attendit le résultat, plongé dans une noire cellule de l'ancien couvent des Basiliens, transformé en prison d'état, en compagnie de Thomas Zan, Kolakowski, Sobolewski, et plusieurs autres compagnons d'école, dont il a consacré les noms dans sa troisième partie des *Dziady*. Livré aux ennuis dévorants de la prison, assiégé par l'espionnage, la corruption, la menace, et environné de tout cet appareil de souffrances physiques et morales auxquelles le gouvernement russe soumet ses prisonniers politiques, M. Mickiewicz sentit grandir en lui cet amour inné de la liberté et de la patrie, qui allait éclater bientôt, dominer et enflammer désormais tous ses chants. Condamné à sortir de la Pologne, il fut relégué à Saint-Pétersbourg et placé sous la surveillance de la haute police. C'est là, sous l'œil du tzar *knutopotent,* pour me servir d'un mot des Dziady, au milieu d'un peuple plié depuis des siècles à l'obéissance passive, que le fier poète jeta comme un défi à cette puissance matérielle un hymne qui retentit de la Dwina à l'Oder, et fit tressaillir vingt millions d'hommes. L'*Ode à la jeunesse* est considérée par les Polonais comme une des plus belles productions de M. Mickiewicz. Si imparfaite que soit toujours une traduction, et bien que les généralités de ce morceau n'aient pas pour nous l'attrait de la nouveauté, je crois devoir reproduire ici l'*Ode à la jeunesse,* parce qu'elle est d'autant plus remarquable que la censure russe, trompée par le ton élevé du poète, ne vit là qu'une audace purement littéraire, et laissa tranquillement publier, à Saint-Pétersbourg même, cet hymne, avant-coureur d'une révolution.

Voici des peuples sans cœur et sans âme, des peuples de squelettes! Jeunesse! prête-moi tes ailes, et je prendrai mon essor au-dessus du vieux monde, vers les contrées bienheureuses de l'illusion, où l'enthousiasme enfante des merveilles, les orne des fleurs de la pensée et les revêt du prisme de l'espérance.

Que celui que l'âge a flétri, dont le front sillonné se courbe vers la terre, que celui-là n'ose sortir du cercle étroit que lui décrivent ses débiles regards.

Jeunesse! prends ton vol d'aigle au-dessus des plaines, et, avec l'œil du soleil, d'un pôle à l'autre, embrasse l'humanité!

Regarde là-bas — à tes pieds — cette masse opaque noyée d'un déluge éternel de bassesses..... c'est la terre!

Vois comme sur ces eaux stagnantes surnage un testacé, à la fois navire, pilote et gouvernail, poursuivant d'autres testacés plus petits que lui-même; tantôt il s'élance à la surface, tantôt il plonge au fond. Il ne s'attache point à la vague qui le porte, et la vague ne s'attache point à lui, et soudain comme une bulle il se brise en éclats contre un rescif; nul ne savait sa vie, nul ne sait sa mort..... C'est l'égoïsme! O jeunesse, le nectar de la vie ne m'est doux qu'autant que je le partage avec d'autres; les cœurs unis par des liens sacrés peuvent seuls goûter de célestes délices.

Rallions-nous, jeunes amis! le bonheur commun, voilà notre but; forts de notre union, éclairés par l'enthousiasme, jeunes amis! ralliens-nous.

Heureux celui qui succombe dans la carrière trahi par sa noble ardeur! d'autres le suivront; son corps est un échelon de plus vers le temple de la gloire.

Ralliens-nous, jeunes amis! que le chemin soit rude et glissant, que la violence et la bassesse nous en disputent l'entrée; repoussons la violence par la violence; et la bassesse, jeunes encore, apprenons à la terrasser.

L'enfant qui au berceau écrase le front de l'hydre, jeune homme étouffera les centaures; à l'enfer il arrachera ses victimes, au ciel il ravira ses lauriers. Monte où jamais le regard n'a monté, brise ce que la raison ne suffit pas à briser, jeunesse! ton vol est celui d'un aigle, et ton bras est pareil à la foudre.

Ralliens-nous, épaule contre épaule, enchaînons la sphère du monde, dans un même foyer concentrons nos pensées, et dans un même foyer nos âmes.

Sors de tes fondements, vieil univers, nous allons te pousser dans des routes nouvelles; et, dépouillant ton écorce pourrie, tu renaîtras aux jours de ton printemps.

Et de même que dans les régions du chaos et de la nuit, troublées par le choc des éléments, au *fiat* du divin maître, le monde s'établit sur son axe, les vents gémirent, l'onde chercha son niveau, les étoiles semèrent les cieux de clartés, de même, dans les sphères de l'humanité, où règne une nuit profonde, où les passions luttent encore, mais où la jeunesse brûle d'un feu créateur, le monde des âmes sortira du chaos, l'amour le fera germer dans son sein, et l'amitié l'affermira sur des bases éternelles.

Les glaces inertes se rompent, les préjugés font place à la lumière; salut! aurore d'indépendance! après toi le soleil de la liberté!

De telles paroles, proférées en un tel lieu, enflammèrent jusqu'aux Russes eux-mêmes. Le poète Pousckine et les littérateurs, depuis condamnés politiques, Bestoujeff et Ryleïeff, devinrent les amis et les admirateurs du barde polonais.

Bientôt le gouvernement russe, trouvant sans doute quelques dangers dans la réunion à Saint-Pétersbourg de plusieurs Polonais condamnés politiques, donna ordre de les disperser dans l'intérieur de l'empire. M. Mickiewicz fut envoyé à Odessa, où il se joignit à plusieurs de ses compatriotes pour faire un voyage à travers les steppes de la Crimée. Ce voyage valut à la littérature polonaise un recueil de sonnets, connu sous le nom de *Sonnets de la Crimée*, guirlande de fleurs orientales, où M. Mickiewicz semble avoir voulu prouver toute la souplesse de son génie. Dirigé d'Odessa sur Moscou, et de là rappelé à Saint-Pétersbourg par l'influence d'un de ses amis et compagnons d'exil, M. Mickiewicz composa ce poème historique de *Conrad Wallenrod*, qui est une de ses plus vastes productions. Le sujet est, comme celui de *Grazina*, emprunté aux guerres de la Lithuanie contre les chevaliers teutoniques; mais ici, outre que le drame est abordé d'un point de vue plus élevé, avec une richesse de langage peut-être plus grande encore, le cachet individuel des précédentes inspirations du poète a disparu pour faire place à une synthèse plus large : le canevas n'est qu'un voile transparent à travers lequel apparaît la belle et triste figure de la patrie opprimée. La sensation produite par *Conrad Wallenrod* fut vive et profonde. Partout en Pologne on répétait ces belles pages remplies d'allusions sur les destinées du pays depuis son démembrement; on apprenait par cœur d'énergiques tirades provoquant à la vengeance et à la haine de l'oppression; les romances mélancoliques d'Alf et d'Aldona se chantaient dans les salons et dans les chaumières. Ces morceaux avaient été mis en musique par Mme Marie Szymanowska, célèbre pianiste, dont la fille est devenue plus tard la compagne du poète exilé. Vers la même époque, M. Mickiewicz composa cette belle *Casside* orientale, intitulée *Pharis*, poésie ardente et fougueuse comme le cheval arabe dont elle peint la course rapide, et qui égale en vigueur de ton et de coloris le *Mazeppa* de Byron. C'est ce chant de *Pharis* que le poète traduisit lui-même en prose française pour M. David (d'Angers.)

L'auteur de *Conrad Wallenrod* sentit qu'il ne pourrait rester longtemps à Saint-Pétersbourg sans s'exposer à de nouvelles persécutions. Il profita de l'enthousiasme qu'il avait inspiré à plusieurs Russes de distinction, et surtout au poète Joukoffskoi, précepteur du prince impérial, pour obtenir, par son entremise, un passeport pour l'étranger. Ses amis russes voulaient même le faire attacher à une légation; il fut un instant question de l'envoyer avec un caractère officiel au Brésil, et ensuite à Turin. Le poète éluda ces offres bienveillantes, et s'estima plus heureux d'obtenir un passeport qu'un brevet. A son départ, les admirateurs qu'il laissait en Russie se réunirent pour lui offrir comme souvenir une coupe en argent sur laquelle ils firent graver leurs noms. Touché de cet hommage, le poète improvisa à ce sujet des vers imprimés depuis à la fin de la troisième partie des *Dziady*.

Au moment où lui arriva en Italie la première nouvelle de la révolution de juillet, M. Mickiewicz se senti saisi d'un pressentiment funèbre; il prévit que sa patrie allait se lever aussi pour la liberté, mais qu'elle allait mourir pour elle, et c'est alors qu'il composa cette belle élégie à une mère polonaise, où il verse des larmes prophétiques sur les destinées de son pays.

Voici un fragment de cette élégie, reproduite en vers français par M. Ostrowski :

Le Christ à Nazareth, aux jours de son enfance,
Jouait avec la croix, symbole de sa mort;
Mère du Polonais, qu'il apprenne d'avance
A combattre et braver les outrages du sort.

Accoutume ses mains à la chaîne pesante;
Qu'il apprenne à traîner l'immonde tombereau,
A mépriser la mort sous la hache sanglante,
A toucher sans frémir la corde du bourreau.

Car ton fils n'ira point sur les tours de Solyme,
Parmi les chevaliers, détrôner le croissant,
Ni comme le Gaulois planter l'arbre sublime
De la liberté sainte, et l'arroser de sang.

Il lui faudra combattre un tribunal parjure,
Accepter pour rival un espion secret;
Pour témoin le bourreau, dans la caverne impure
Un ennemi pour juge, et la mort pour décret.

La mort!... Pour monument et pour gloire funèbres
Il aura d'un gibet les horribles débris,
Quelques pleurs d'une femme, et, parmi les ténèbres,
Les mornes entretiens de quelques vieux amis!

L'héroïque Pologne protesta contre cette prédiction sinistre en courant aux armes; la protestation fut sanglante, elle dura dix mois. Mais, hélas! le barde patriote n'avait que trop bien mérité le nom

de *vates*, que les Latins donnaient à leurs poètes.

Après la prise de Varsovie, M. Mickiewicz résida quelque temps à Dresde; c'est là, dit-on, que fut conçue la troisième partie des *Dziady;* c'est là aussi qu'il traduisit le *Giaour* de Byron, et composa plusieurs morceaux, entre autres la *Redoute d'Ordon*, où il peignit en traits de feu les dernières convulsions de son pays.

Retiré ensuite en France, le barde polonais se tut pendant quelque temps. La discorde était au camp des exilés, les divers partis de l'émigration s'attaquaient avec violence, et chacun d'eux prétendait compter dans ses rangs l'illustre auteur des *Dziady;* M. Mickiewicz rompit enfin le silence, et sa belle âme s'exhala tout entière en un magnifique chant de conciliation et de paix; il publia le livre des *Pèlerins polonais.* « Ce livre, dit M. de Montalembert dans la préface de la traduction qu'il en a faite, est la première révélation d'une nouvelle direction de l'esprit de Mickiewicz. Il y abdique les formes de la poésie pour y exposer à ses compatriotes, en prose biblique et populaire, l'éminente mission que le Créateur a, selon lui, assignée à la Pologne dans le passé comme dans l'avenir de l'Europe. Il leur prêche la sanctification de leur auguste infortune par une humble et implicite confiance dans la miséricorde divine, par l'union la plus absolue, par l'absence de toute récrimination sur le passé, et par une foi impérissable au triomphe de la cause du droit et de la liberté. »

M. de Montalembert ajoute à tort que cette langue biblique dont se sert M. Mickiewicz manque à la France; car outre que, plus tard, M. de Lamennais a su plier la langue à cette forme nouvelle, avant même l'œuvre du poète polonais, il existait un livre dont je parlerai bientôt, un livre moins connu, mais non moins beau, où M. Mickiewicz a puisé peut-être la première idée de ce style biblique qui a servi plus tard de modèle aux *Paroles d'un Croyant;* ce livre, c'est la *Vision d'Hebal*, par M. Ballanche, livre magnifique, écrit quelque temps avant la révolution de juillet et publié quelque temps après. C'est à mon avis une chose digne d'attention, que presque à la même époque trois grands esprits d'un genre différent se soient trouvés unis dans une même forme de style, avec une même hardiesse d'inspiration pour prophétiser, chacun à leur manière, l'avenir du monde. Je reviendrai là-dessus ailleurs.

Le livre des *Pèlerins polonais*, bien qu'inspiré par le plus pur catholicisme, fut blâmé à Rome; et cela se conçoit : le Saint-Père était alors occupé à rédiger cette fatale lettre encyclique au clergé de Pologne, que M. de Lamennais n'a malheureusement que trop bien caractérisée en la résumant ainsi : « *Tiens-toi là, près de l'échafaud, et à* « *mesure qu'elles passeront, maudis les victi-* « *mes.* »

L'année suivante, en 1833, après avoir publié la troisième partie des *Dziady*, M. Mickiewicz se maria et devint père de famille. Son imagination se ressentit de cette nouvelle phase de sa destinée : elle se tranquillisa, prit une tournure plus positive, et se reporta vers des scènes de la vie privée et champêtre de son pays. Il en résulta un nouveau poème en deux volumes publié à Paris en 1835, *le sieur Thadée*, où la description domine le drame, et qui est considéré par les Polonais comme un modèle de vérité, de naturel, et comme le tableau à la fois le plus attrayant et le plus exact de la vie privée de la noblesse lithuanienne [1].

En 1839, l'Académie de Lausanne offrit à M. Mickiewicz une chaire de *littératures anciennes*. Dans ce nouveau poste, le grand poète avait déjà conquis tous les suffrages, l'Académie se sentait heureuse et fière de le posséder dans son sein, elle espérait se l'attacher par des liens durables; mais un théâtre plus vaste attendait M. Mickiewicz : à l'appel de la France, il a pensé que c'était pour lui un devoir impérieux d'aller où il pourrait le plus efficacement servir son pays. Je ne saurais mieux donner une idée et des vifs regrets que M. Mickiewicz a laissés à Lausanne, et du caractère particulier de sa physionomie de professeur, qu'en extrayant ici un passage d'un article du *Courrier suisse* dû à la plume d'un de ses collègues.

« On se souviendra longtemps parmi nous de cet enseignement si grave et si attrayant à la fois, orné d'une si noble simplicité; de cette critique en quelque sorte intuitive, inspirée, où l'analyse était précédée ou dominée par la synthèse, nous voulons dire par un sentiment aussi prompt que délicat des beautés de l'art; de ce cours de littérature latine où toutes les littératures se donnaient rendez-vous à la voix d'un professeur à qui toutes étaient connues et plusieurs familières; de ces aperçus féconds et de ces vues neuves qui jaillissaient à l'improviste de chaque partie d'un sujet, de ces leçons de goût qui étaient souvent des leçons de morale; de cette

[1] Voir sur cet ouvrage un article intéressant publié dans la *Brise du Nord* par M. Wyslouch.

parole substantielle et transparente; de ce style solide marqué au coin de l'antique; enfin de ce bon sens si élevé, qu'on l'eût pris pour la plus belle imagination; et de cette imagination si pure, qu'on l'eût prise pour le plus noble bon sens. »

A ce tableau ajoutons quelques traits pour ceux qui n'ont pas été à même d'entendre au collége de France le poète professeur. La diction de M. Mickiewicz, bien que difficile et hésitante, n'en a pas moins un charme extrême; d'abord elle est très nette, très claire et très pure, quoique originale dans son étrangeté. Le mot arrive lentement, mais il arrive, et c'est toujours le plus juste et le meilleur; « il cherche, c'est vrai, me disait l'autre jour un de ses plus spirituels collègues qui sous ce rapport lui ressemble un peu, il cherche, mais il trouve. »

Il y a surtout quelque chose de singulièrement attrayant à entendre ces vieux chants polonais, russes, bohémiens ou serves, qui vous arrivent reproduits dans toute leur rudesse et leur simplicité homérique, à travers une parole étrange, abrupte, cadencée, hachée et pittoresque. La personne même du professeur est en harmonie avec son sujet; s'il y a du contemporain dans ce regard profond et dans cette physionomie triste et rêveuse, il y a aussi du vieux slave dans ces traits anguleux, dans cette bouche proéminente et sillonnée aux deux coins, dans cette voix aux brusques intonations, et dans cette figure constamment impassible, au milieu de l'hilarité provoquée parfois par telle ou telle naïveté d'un béros bohémien ou russe du dixième siècle. Je me rappelle notamment une certaine comparaison charmante d'un barde slave entre les *femmes* et les *vipères* : l'auditoire riait de tout son cœur, le professeur ne sourcillait pas; toujours le même masque imperturbable et grave; peut-être un peu de pitié pour la légèreté française, mais voilà tout. En vérité, vous diriez que l'auteur de *Grazina* et de *Conrad Wallenrod* a vécu au milieu de ses héros; s'il n'a pas leurs six pieds et leur poignet d'Hercule, il a leur foi naïve, leur énergie morale et cette grandeur simple qui n'est plus de notre âge. Comme il faut toujours un mot de critique, je dirai que le professeur me semble se perdre un peu au milieu des innombrables détails de son sujet. Dans ce champ si vaste des littératures slaves, il me paraît glaner çà et là à l'aventure; l'auditeur aurait besoin, pour se retrouver, d'un fil d'Ariane; un peu plus de méthode ne nuirait pas, à mon avis, et l'on se prend parfois à regretter ces vues larges, ce coup d'œil synthétique des premières leçons.

S'il me fallait aussi résumer mes impressions sur l'ensemble des poésies de M. Mickiewicz, je dirais que, si belles qu'elles soient, je ne les crois pas appelées à obtenir en France le même succès que les œuvres de Byron ou de Goethe. Leur caractère exclusivement national, qui les rend si populaires en Pologne, nous les fera paraître souvent obscures, et quelquefois naïves jusqu'à la puérilité; ensuite le fantastique y absorbe souvent le réel, et ce fantastique est puisé bien moins dans le domaine de l'idée que dans le domaine de la foi. Sous plusieurs rapports, ce ne peut être pour nous ni la poésie du présent, ni la poésie de l'avenir; ce sera un peu de l'archéologie.

Don Baldomero Espartero,

DUC DE LA VICTOIRE.

Je t'ai tout donné, Espartero, je t'ai fait comte de Luchana, duc de Morella, duc de la Victoire, grand d'Espagne, mais je n'ai jamais pu faire de toi un gentilhomme

ADIEUX DE LA REINE CHRISTINE A ESPARTERO.

Au héros de la Manche, dont le nom remplira le monde entier, comme le fit d'une autre manière un héros fabuleux!

— TOAST PORTÉ PAR M. CABALLERO DANS UN BANQUET PRÉSIDÉ PAR ESPARTERO, le 3 octobre 1840.

L'Espagne est la terre classique de l'imprévu. Si c'était ici le lieu, je prouverais, en remontant bien haut dans l'histoire de ce singulier pays, qu'il n'en est pas un autre en Europe qui présente une telle mosaïque d'idées et de passions contraires, une telle absence de logique dans le développement des faits, un tel flux et reflux dans le mouvement des esprits; de telles bigarrures, de tels contrastes, de telles inconséquences dans les choses et dans les masses. L'histoire de l'Espagne ressemble au sol et aux mœurs de l'Espagne; c'est un tissu d'accidents, grands ou petits, burlesques ou glorieux, quelque chose de bizarre, de heurté, un olla-podrida de faits, où la fierté démocratique, le fétichisme monarchique, l'exaltation religieuse et l'individualisme jouent un rôle successif et souvent simultané. En moins de cinq siècles, l'Espagne a été tour à tour en Europe un symbole de liberté, de despotisme, de grandeur, de faiblesse, de lumière et d'abrutissement. Aujourd'hui il y a un peu de tout cela dans sa situation présente; l'Espagne se souvient de ce qu'elle fut, et elle a la conscience de ce qu'elle est. Placée à la queue de la grande armée de la civilisation, dont elle forma jadis l'avant-garde, elle veut reprendre son rang parmi les nations européennes. Or l'Europe, pour me servir du mot de M. de Châteaubriand, court à la démocratie : l'Espagne n'y court pas, elle y revient. L'Espagne a été, au moyen âge, constituée d'une manière essentiellement démocratique; elle a déjà vu chez elle la souveraineté nationale en exercice; et les royautés consenties des temps modernes n'ont jamais été, en un sens, plus énergiquement définies qu'en Espagne au xve siècle, lorsqu'un souverain, au sein des cortès d'Aragon, à genoux devant le grand-justicier, recevait l'investiture des mains de ce délégué du peuple, en écoutant tomber de sa bouche cette formule fameuse : « *Nos ostros que, cada uno por si, somos* « *tanto como os, y que juntos podemos mas que* « *os, os hacemos a nuestro rey, con tanto que* « *guardareis nuestros fueros..... sino, no!* » « Nous qui, pris individuellement, sommes autant « que vous, et qui, réunis, pouvons plus que vous, « nous vous faisons notre roi, à condition que vous « garderez nos droits; sinon, non! » Vous voyez qu'il y a loin de là aux formules sacro-monarchiques importées un siècle plus tard par le Flamand Charles-Quint, quand, déchirant la déclaration des cortès, il déclarait traîtres tous les membres de l'assemblée, « *annulant*, disait-il dans son décret, « *toute loi contraire, en vertu de mon pouvoir* « *royal absolu comme seigneur naturel de ces* « *royaumes.* »

Après avoir duré quatre siècles, le règne de cette

dernière formule semble aujourd'hui bien près de passer en Espagne, et la nation revient à la première. Plusieurs esprits distingués, entre autres M. Viardot, dans un excellent livre [1] que je ne saurais trop recommander au lecteur, parce qu'il est plein de choses en peu de mots, estiment que c'est un grand bonheur pour l'Espagne de trouver ainsi dans le passé des enseignements pour l'avenir, et d'avoir à confier sa régénération à ses antiques formes représentatives. Cette proposition me paraît un peu contestable. Je ne crois pas que la démocratie de l'avenir, imprégnée qu'elle sera nécessairement de cette tendance vers l'unité dans la variété, qui est l'idéal de tout progrès humain, ait grand'chose à démêler avec cette démocratie morcelée, turbulente, ignare, fière et forte dans les questions d'intérêts locaux, mais dénuée de tout sentiment des intérêts généraux, qui est la démocratie de l'Espagne au moyen âge. Bien plus; je pense que si le travail de rénovation qui s'accomplit si péniblement depuis dix ans de l'autre côté des Pyrénées est lent, incertain, et jusqu'ici infécond en résultat positif, la cause en est non pas seulement à tous ces vieux débris de cinq siècles de despotisme et de monarchisme qui encombrent le terrain des réformes et entravent la marche des esprits, mais aussi et surtout dans cette illusion qui consiste à se nourrir outre mesure des souvenirs d'une liberté qui ne saurait être la liberté moderne, à prendre toujours le passé pour l'avenir, à vouloir le progrès en arrière, et, au lieu de se décider franchement à faire peau neuve, à s'épuiser en efforts pour rajeunir une vieille peau. Je ne sache pas que chez nous les hommes qui, dans la Constituante et la Législative, posèrent les fondements de la France nouvelle, se soient préoccupés à ce point des vieilles franchises communales du moyen âge. Sans doute, sous ce rapport, nous étions moins riches que l'Espagne : les traditions séduisantes n'abondaient pas, ou ne séduisaient pas; nous avions presque tout à refaire; notre initiation a été terrible, souvent hideuse, mais elle a été courte : fasse le ciel que l'Espagne n'ait pas à subir les mêmes épreuves, et surtout à les subir longtemps!

Gardons-nous toutefois ici de faire comme ces intrépides chercheurs d'analogie, qui veulent en trouver partout. La France, raisonneuse, railleuse, philosophique, saturée des fruits de l'arbre de la science, et usée tout entière à la surface; la France de 89 ne ressemble guère à l'Espagne abrutie, il est vrai, par un long despotisme, mais jeune et inculte encore de cœur et d'âme comme aux temps du Cid. Aussi, dans ce travail de fusion qui se fait chez elle entre tant d'éléments hétérogènes, il y a comme un perpétuel et capricieux mouvement de va-et-vient, une sorte de fièvre intermittente, mélangée d'apathie et de délire, qui semble prendre plaisir à déjouer toutes les prévisions. Dans ce tourbillon, les hommes passent et repassent aussi rapides, aussi imprévus que les choses. Nos Tiresias politiques, qui ne se lassent jamais, prennent leur longue vue, et, à chaque secousse nouvelle, ils s'épuisent en prophéties aussitôt démenties que formulées. L'Espagne va s'arrêter, disent-ils, et l'Espagne marche; l'Espagne va courir à sa ruine, et l'Espagne fait halte; l'Espagne se meurt, l'Espagne est morte, et l'Espagne vit toujours.

Si je pouvais vous dérouler ici toutes les péripéties de cet imbroglio tragi-comique qui compose l'histoire d'Espagne depuis 10 ans, où les vaincus de la veille sont les vainqueurs du lendemain, les vaincus du surlendemain, et ainsi de suite indéfiniment, où le mieux est toujours voisin du pire, où tout se commence et rien ne s'achève, où la nation, nouvelle Pénélope, s'amuse à défaire la nuit l'ouvrage du jour, environnée de poursuivants qu'elle encourage tour à tour pour les mieux tromper, en attendant un Ulysse qui ne vient pas : si je pouvais peindre ce *steeple chase* politique où les écuyers sont désarçonnés les uns après les autres au moment même où ils se croient le plus près du but, vous en concluriez que le rôle de prophète est après celui d'acteur le plus chanceux de tous quant à l'Espagne [2]. A cette heure, de nouveaux événements et un nouveau personnage ont surgi à l'horizon, et comme, chez nous, les prophéties continuent de plus belle, je dois, avant d'aborder l'homme qui en fait les frais, vous déclarer d'avance que je vous dirai bien comment il a commencé, mais que je laisse à d'autres le soin de vous prédire comment il finira.

Voici un homme dont je ne veux nier ni les services, ni le mérite, mais voici encore, à coup sûr, un homme heureux. Si un biographe n'était pas

[1] Études sur l'histoire des institutions, de la littérature, du théâtre et des beaux-arts en Espagne.

[2] Dans la notice consacrée à M. Martinez de la Rosa, je m'efforcerai de résumer l'histoire ministérielle d'Espagne depuis 1830. — Ces matières seraient un hors-d'œuvre ici.

toujours un peu, quoi qu'il en veuille, le très humble serviteur des faits accomplis, avant de reconnaître cette illustration de fraîche date, j'attendrais; car enfin de ce personnage il n'était guères plus question, il y a cinq ans, que s'il n'eût jamais existé. Il y a quatre ans, la presse espagnole en parlait comme d'un général brave de sa personne, mais paresseux, indécis, d'une capacité douteuse, et passant les trois quarts de la journée dans son lit [1], une sorte de Fabius Cunctator au petit-pied, se consolant parfaitement d'être battu, et ne se pressant jamais de prendre sa revanche : les journaux de Madrid, de toutes les couleurs, le talonnaient sans relâche. Plus tard les exaltés, se défiant de lui, commencèrent par le comparer à Cromwell; aujourd'hui, qu'il est à eux, il n'y a pas dans l'histoire ancienne et moderne de nom fameux qui n'ait été accolé au sien : j'en ai lu qui l'appelaient Pompée, d'autres César, ceux-ci Marlborough, ceux-là Washington, quelques-uns le nomment volontiers Napoléon; on ne l'a pas encore comparé à Mirabeau, mais cela viendra, car Son Excellence tourne assez bien une allocution, pourvu qu'il n'y en ait pas trop long à dire. Un député, admirateur enthousiaste, M. Caballero, faisant allusion à la province qui a vu naître le nouveau grand homme, l'appelle le héros de la Manche, et le compare tout bonnement à don Quichotte; j'aime mieux cela, je voudrais seulement que M. Caballero n'oubliât pas Sancho Pança, car il y a des deux dans le personnage, et ceci soit dit sans intention de raillerie. Unissez une bravoure réelle, enrichie de cette forfanterie espagnole qui prend volontiers et de bonne foi peut-être des troupeaux de moutons pour des armées formidables, à cet esprit contenu, mélangé d'indécision et d'adresse, à ce gros bon sens qui, entre deux déterminations également chanceuses, se tire d'affaire et réussit par l'inaction; combinez les traits principaux de ces deux types historiques, et vous aurez, je crois, une idée assez juste de la physionomie militaire et politique du vainqueur de Luchana, Ramalès, Penacerrada, Morella et autres lieux; du pacificateur de Bergara, de son excellence don Baldomero Espartero, duc de la Victoire, président du conseil de régence, c'est-à-dire, pour le moment, à peu de chose près, roi d'Espagne.

[1] Une maladie devenue incurable, une inflammation chronique de la vessie, ne permet pas au duc de la Victoire de supporter longtemps la fatigue. Le moindre acte d'énergie est chez lui toujours suivi de graves douleurs et d'un long abattement.

Au commencement de 1816, l'Espagne, débarrassée de Napoléon, regorgeait de soldats inactifs. Toutes ces milices régulières ou irrégulières, recrutées dans toutes les classes de la société, et brisées au métier par cinq ans de guerre, avaient peine à se faire aux habitudes de la paix; heureusement que les colonies espagnoles de l'Amérique du Sud, après s'être insurgées contre Napoléon au nom de Ferdinand, continuaient contre ce dernier l'insurrection par goût et par habitude, et l'Espagne trouva là un débouché pour la partie turbulente de sa population. Une expédition se préparait pour le Chili : le général don Pablo Morillo, qui devait la commander, vit un jour entrer chez lui un jeune sous-lieutenant, à l'extérieur grave et doux, qui sollicita vivement la permission d'en faire partie; sa physionomie plut au général, qui consentit à l'emmener avec lui : c'était un séminariste que l'invasion française avait fait soldat, c'était Espartero.

Né en 1793, à Granatula, petit village de la province de la Manche, Baldomero Espartero était le neuvième enfant d'une famille pauvre; son père était charpentier selon les uns, charron ou voiturier selon les autres. Comme l'enfant s'annonçait d'abord avec une constitution trop débile pour prendre part aux rudes travaux de son père, ce dernier le destina de bonne heure à l'état ecclésiastique et l'envoya à l'école. Son frère aîné, Manuel Espartero, curé d'une ville voisine, subvint aux frais de son éducation et le fit bientôt placer dans un séminaire. On sait l'effervescence patriotique de l'Espagne à la nouvelle de l'attentat de Bayonne; on sait comment Napoléon, lui aussi, fut mauvais prophète quant à l'Espagne, et paya cher son erreur. Au premier signal de guerre, le jeune Baldomero, qui avait alors seize ans, jeta bas la soutanelle, s'arma d'un mousquet, et s'enrôla dans un bataillon de théologiens, surnommé *el sagrado* (le sacré); les sujets les plus distingués de ce corps furent successivement incorporés dans un régiment, et après quelque temps de campagne Espartero, prenant goût de plus en plus à l'état militaire, obtint par l'entremise d'une famille noble, dont son frère aîné était devenu le chapelain, d'entrer dans une école militaire alors établie dans l'île de Léon. Il en sortit à vingt-trois ans, avec les épaulettes de sous-lieutenant, et c'est à ce moment que, désireux d'utiliser son épée et de profiter de la faveur, accordée à tous ceux qui s'embarquaient pour l'Amérique, d'avancer d'un grade, il vint offrir ses services au général Morillo, qui s'atta-

cha à lui durant la traversée et en fit son secrétaire.

Pendant huit ans que dura la guerre du Mexique, Espartero, dont la bravoure n'a jamais été mise en doute, conquit tous ses grades à la pointe de l'épée. Dès l'abord il se trouva en face du terrible La Madrid, un des plus redoutables chefs de bande qui assurèrent l'indépendance des colonies insurgées. En 1817, à l'affaire de Cochabamba, au centre du Pérou supérieur, connu aujourd'hui sous le nom de Bolivia, Espartero, trois fois blessé, reçut le commandement d'un bataillon qu'il venait de guider lui-même à l'assaut d'une redoute avec une rare intrépidité; quelques jours plus tard, à Sapachui, il conquit sur le champ de bataille le grade de lieutenant-colonel; en 1818 il remporta avec son régiment un avantage signalé sur les insurgés de Ruéto, dans les plaines de Mayocayo; colonel en 1822, il prit une part active à toutes les opérations militaires, notamment à l'affaire de Torata, où il reçut encore deux blessures. On sait assez généralement comment se termina la guerre d'Amérique, comment la glorieuse victoire remportée en 1824 par le général insurgé Sucre et la désastreuse capitulation d'Ayacucho mirent fin à la guerre et détruisirent à jamais la domination espagnole dans l'Amérique du Sud.

A son retour en Espagne le colonel don Baldomero avait été chargé de rapporter quelques drapeaux conquis sur l'ennemi vainqueur. Cette mission lui valut le grade de brigadier; mais le peuple espagnol ne lui en infligea pas moins, ainsi qu'à tous les officiers ses compagnons d'armes, le sobriquet ironique d'*Ayacucho*, en mémoire du lieu qui avait vu leur dernière défaite. Ces *Ayacuchos*, presque tous jeunes et d'abord assez mal vus en Espagne, formaient entre eux une sorte de confrérie dont l'union était intime en raison même de l'espèce de dédain que leur témoignaient les vieux officiers de la guerre de l'indépendance. Presque tous, parvenus depuis à de hauts grades militaires, se sont souvent retrouvés pendant la guerre civile dans des camps opposés; Rodil, Valdès, Narvaez, Alaix, Lopez, Villalobos, Cantarac, Aldama, etc., sont des *Ayacuchos;* Maroto est aussi un *Ayacucho*, et cette circonstance explique comment les deux anciens amis et compagnons d'armes ont fini par s'entendre et s'arranger à Bergara, aux dépens de l'honneur de l'un et peut-être aussi de la bourse de l'autre.

A son retour du Pérou, si don Baldomero rapportait quelques drapeaux et peu de lauriers, en revanche il rapportait énormément d'argent, une quantité de piastres que quelques écrivains évaluent à deux millions. D'où lui venait cet argent? il n'avait pillé nulle église, il n'avait saccagé nulle ville, il n'avait découvert nulle mine d'or; depuis Pizarre les mines d'or deviennent de plus en plus rares, même au Pérou; enfin il n'avait volé personne; il n'avait point gagné toutes ces piastres avec l'épée, la *navaja* espagnole ou le pistolet; il les avait gagnées avec les cartes. Don Baldomero a été, est, et sera probablement tant qu'il vivra un effréné joueur; le *tresillo* est son premier et son plus cher amour; l'amour de la gloire ne vient qu'après; et contrairement à tous les joueurs de profession, Espartero est généreux, ne triche pas, et ne perd jamais ou presque jamais; il jouit au jeu d'un bonheur insolent. De mauvais plaisants, plus ou moins bien informés, prétendent même que, durant les fameuses négociations de Bergara, les deux acteurs principaux, tous deux joueurs enragés, se réunissaient la nuit dans une ferme, et que, les cartes à la main, ces deux *Ayacuchos* blasés décidaient au *tresillo* les clauses de la convention et les destinées de l'Espagne. Dans cette hypothèse, Maroto ne serait plus qu'un joueur malheureux: c'est assez baroque pour être rapporté.

Cette passion du jeu est venue à Espartero en Amérique; c'était l'épidémie de l'armée expéditionnaire; à côté de ses cartouches, chaque soldat avait dans sa giberne un paquet de cartes; officiers et généraux le tenaient dans leur poche, et tous après un jour de bataille s'amusaient à varier leurs émotions. Espartero, tout en gagnant l'argent de ses camarades, gagna en même temps leur amitié, car il avait l'habitude, quand son partner ruiné déjà et opiniâtre s'obstinait à des enjeux imaginaires, énormes, fantastiques, de tenir toujours, et puis en définitive de se contenter d'empocher le réel, et de faire grâce du reste.

Nommé brigadier, Espartero fut envoyé en garnison à Logrono. Là il fit connaissance d'une jeune et jolie personne, la senora Jacintha Santa-Cruz, fille d'un riche négociant du pays. Il était jeune, riche, bien tourné et brave, mais il était joueur; or le père de la jeune fille détestait les joueurs, la jeune fille les détestait moins. Espartero jugea qu'il y avait assez de chances pour tenter la partie, il se fia à sa veine, et la gagna. M. Santa-Cruz la perdit, et il fallut s'exécuter de bonne grâce.

Quelque temps après son mariage, il fut envoyé en garnison à Palma, d'où il ne sortit guères, jusqu'à la mort de Ferdinand VII, que pour venir de

temps en temps à Barcelone, jouir en bon mari des succès de sa jeune femme, qui se fit dans cette dernière ville une grande réputation de grâce et de beauté.

A l'avènement d'Isabelle, il se déclara sans hésiter pour la jeune reine; et quand la guerre civile éclata, il demanda à passer dans l'armée du Nord, et fut nommé commandant-général dans la province de Biscaye. Là, sa veine de joueur parut d'abord lui faire défaut : il fut battu trois ou quatre fois par Zumalacarreguy, et ne battit personne; ce qui ne l'empêcha pas d'être nommé successivement maréchal-de-camp et lieutenant-général. Enfin, en 1835, la mort délivra les christinos du terrible chef guipuzcoan. Toutefois l'influence de son nom se prolongea quelque temps encore; l'armée constitutionnelle était démoralisée : cinq généraux en chef, Saarsfield, Quesada, Rodil, Valdès, Mina, étaient venus tour-à-tour échouer contre l'armée carliste; Cordova, le plus habile de tous, venait d'obtenir quelques succès; mais, à la nouvelle des événements de la Granja, il avait donné sa démission, et s'était retiré en France. Il ne restait plus guères pour le remplacer qu'un seul général qui ne fût pas usé; c'était Espartero, battu aussi en détail, mais point encore en grand. Par un décret du 17 septembre 1836, il fut nommé vice-roi de Navarre, capitaine-général des provinces basques, et commandant en chef de l'armée du Nord.

Pour être juste, il faut dire que la situation d'Espartero n'était pas d'abord des plus avantageuses, et que c'est un réel mérite à lui d'avoir su la transformer de manière à rendre son triomphe facile. A la vérité, l'âme et le nerf de l'insurrection carliste, Zumalacarreguy, n'était plus; les ambitions mesquines, les petites vanités, les rivalités cupides prenaient déjà pied dans le camp de don Carlos. En présence de la nullité personnelle du prétendant, les Navarrais désabusés commençaient déjà à séparer de sa cause la défense de leurs priviléges, et ne marchaient plus au combat avec la même ardeur; d'autre part, le gouvernement de Madrid comprenait enfin qu'il fallait décidément en finir avec la guerre civile, et s'efforçait de fournir au nouveau général tous les moyens d'exécution. C'étaient là pour Espartero autant de chances de succès. Mais aussi la pénurie, le manque de vivres et d'argent, et l'indiscipline, avaient fait de cruels ravages dans l'armée constitutionnelle. Agitée par le souffle révolutionnaire qui lui arrivait de la métropole, cette soldatesque, affamée souvent et toujours mécontente, déposait, assassinait ses généraux, se livrait à des excès de tous genres, et travaillait d'elle-même à ouvrir aux carlistes le chemin de Madrid. Pour remonter un peu le moral de son armée Espartero débuta par une victoire; il chassa les carlistes des hauteurs de Luchana, et débloqua Bilbao. Ce fait d'armes, dû en partie à 150 artilleurs anglais, qui prirent d'eux-mêmes l'initiative de l'attaque, lui valut le titre de comte de Luchana.

Après ce succès, le généralissime, avec cette vigueur qui se manifeste chez lui par saccades, s'occupa de rétablir la discipline dans son armée; par deux fois, à Miranda del Ebro, et dix jours après, à Pampelune, il joua sa tête en faisant arracher des rangs les assassins d'Escalera et de Saarsfield, et les faisant fusiller sous ses yeux par leurs compagnons et sans doute aussi leurs complices.

Cela fait, Espartero retomba dans son inaction accoutumée; il laissa tranquillement don Carlos pousser une pointe jusqu'à Madrid, et il n'arriva que quand le prétendant s'était de lui-même mis en retraite. L'année 1837 s'écoula en mouvements insignifiants, en opérations sans résultats; enfin, au printemps de 1838, le comte de Luchana reprit vigoureusement l'offensive; il atteignit, le 27 avril, près de Burgos, le général carliste Négri, qui s'était aventuré en Castille; il l'écrasa, lui tua ou lui prit 5,000 hommes, ses bagages et toute son artillerie.

Ce désastre commença la dissolution de l'armée carliste : les intrigues et les menées des héros en soutane qui entouraient le prétendant et l'impéritie de Guergue, leur créature, firent le reste; ce dernier vint avec 15,000 hommes se faire battre complètement par Espartero près de la ville de Penacerrada, dont le général christino venait de s'emparer. Après cette victoire, il se disposait à faire le siége d'Estella, quand la nouvelle de l'énorme échec du général christino Oraa, honteusement battu devant Morella par l'audacieux guerillero Cabrera, vint jeter le découragement dans l'armée constitutionnelle et interrompit le siége; Espartero revint alors à son système chéri de temporisation et rentra dans la défensive.

Cependant le commandement de l'armée carliste avait été enlevé à Guergue et venait de passer aux mains de Maroto : l'énergie connue de ce chef donnait alors au parti carliste de grandes espérances, et les deux *Ayacuchos* allaient bientôt se trouver en présence; ils échangeaient des proclamations à la don Quichotte, en se menaçant réciproquement

de s'exterminer, en annonçant à leurs soldats que l'Europe entière les contemplait avec admiration, que le bruit de leur gloire remplissait le monde, et qu'après la victoire ils auraient des souliers et l'immortalité. Était-ce une comédie convenue d'avance entre les deux *Ayacuchos* pour cacher leur jeu, ou bien la convention postérieure de Bergara n'est-elle que la conséquence fortuite des événements qui l'ont précédée? C'est là une question qui n'a pas encore été complètement éclaircie; toujours est-il qu'Espartero commença la campagne de 1839 par un assez beau succès. Au mois de mai, à la tête de trente mille hommes, il enleva les positions fortifiées de la *Pêna del Moro*, de *Ramalès* et de *Guardamino;* les carlistes y perdirent six cents hommes, et le vainqueur gagna à cette occasion la grandesse de première classe et le titre de duc de la Victoire. Le succès de Ramalès précipita la marche des événements; des communications secrètes ne tardèrent pas à s'échanger entre le quartier-général de l'armée christine et l'état-major carliste; on en connaît le résultat : une guerre qui depuis sept ans désolait trois provinces, ruinait, désorganisait l'Espagne et inquiétait la France, fut enfin terminée à Bergara, le 29 août 1839; don Carlos se réfugia en France le 15 septembre; l'Aragon, où dominait encore Cabrera, fut pacifié l'année suivante; Espartero fut proclamé par ses compatriotes l'héritier direct de Pélage et du Cid.

En français, cela veut dire que le duc de la Victoire est un soldat d'une capacité ordinaire, qu'il n'a pas jusqu'ici dans sa carrière militaire une seule grande combinaison stratégique qui révèle un talent hors ligne, qu'il a les qualités et les défauts de son pays, qu'il est intrépide et fanfaron, indécis et persévérant, grand amateur de petits moyens, patient et heureux au suprême degré.

Arrivons maintenant à l'homme politique.

Jusqu'à la révolution qui suivit les événements de la Granja, la vie d'Espartero est exclusivement militaire. Il ne s'était guères occupé des diverses péripéties ministérielles qui se succédaient si rapidement en Espagne, que pour veiller à la solde et à l'entretien de son armée. Toutefois, voué par les habitudes de sa vie à l'amour de la discipline et de l'ordre, il avait déjà témoigné en quelques occasions son aversion pour la turbulence révolutionnaire et l'exaltation démagogique. Placé entre les deux grands partis qui se divisent l'Espagne, dont l'un, le parti modéré, a pour lui le nombre, et contre lui la faiblesse, et dont l'autre, le parti exalté, joint à une grande infériorité numérique une grande supériorité d'énergie, Espartero semblait d'abord se rattacher au premier; le ministère exalté Calatrava, né d'une émeute, lui offrit pour la première fois l'occasion d'une manifestation positive, et son premier acte fut hostile au parti dont il est aujourd'hui le héros. C'était en 1837 : l'armée d'Espartero occupait Madrid après la retraite de don Carlos. Des officiers de la garde royale demandèrent par une pétition à la reine le renvoi des ministres; ceux-ci demandèrent à leur tour la punition de cet acte d'insubordination, et la mise en accusation de leurs auteurs devant un conseil de guerre. Espartero s'y opposa formellement. Les ministres, n'osant le contraindre, et ne voulant pas subir sa loi, donnèrent leur démission. Le parti modéré, enchanté du résultat, fêta le général comme un sauveur; les exaltés l'accablèrent d'injures. On lui proposa alors d'entrer dans le cabinet modéré qui succéda au ministère Calatrava, en qualité de président du conseil et ministre de la guerre; Espartero s'y refusa, mais il fit accorder le portefeuille de la guerre à son ami dévoué, le général Alaix; sa haine pour le parti exalté, qui le lui rendait avec usure, semblait dès-lors grandir de plus en plus. A ce sentiment Espartero joignait alors, pour la jeune et noble femme qui luttait si courageusement contre les difficultés de la situation, un dévouement tout chevaleresque : la brutalité du sergent Garcia, insultant sa reine, l'avait profondément indigné. « Je suis Manchego, disait-il souvent, du pays de don Quichotte; la dame de mes pensées est une reine, et pour elle il n'est rien qui me soit impossible. » La régente et le ministère eurent le tort de ne pas tenir assez compte de la vanité de ce chevalier. Sous une abnégation apparente Espartero cachait un orgueil très irritable et un amour excessif de la domination; ses succès militaires enflèrent de plus en plus ses prétentions. Le gouvernement, au milieu d'une crise financière qui dure encore et n'est pas près de finir en Espagne, s'épuisait pour l'entretien de l'armée; mais les exigences d'Espartero croissaient en mesure des sacrifices. Il se faisait adorer de ses soldats, il harcelait les ministres, et agissait en dictateur, sans prendre l'avis de personne. Il ne daigna pas même rendre compte des négociations de Bergara; et plus tard, après le traité définitif, la grande ovation qui lui fut offerte à Barcelone, le constitua la première puissance de l'État, et lui tourna la tête.

C'est dans un pareil moment qu'un ministère

faible, luttant péniblement contre une majorité exaltée, produite par les élections de 1839, eut la maladresse de heurter directement Espartero, en dissolvant les cortès sans le consulter, et en enlevant le portefeuille de la guerre à son ami Alaix. Le parti exalté prévit que le général allait se fâcher, et, par une manœuvre adroite, il l'y poussa, en déclarant d'avance dans ses journaux qu'il se fâchait. C'est alors que parut dans *la Gazette d'Aragon* la fameuse lettre de Linage.

Un mot sur ce dernier personnage, dont le nom est aujourd'hui inséparable de celui d'Espartero. Le brigadier Linage, à cette heure maréchal-de-camp, est le secrétaire, l'aide-de-camp, le conseiller, le guide, le bras droit, le factotum d'Espartero. Si le duc de la Victoire était un Richelieu, on pourrait dire que Linage est son père Joseph, à la différence qu'ici c'est Linage qui donne toujours l'impulsion, et Espartero qui la reçoit; il ne voit, ne pense, ne parle, n'écrit, n'agit, et même ne joue que par Linage. Car lorsque le héros de Luchana se livre à son délassement favori, c'est Linage qui tient les cartes, tandis que son général suit le jeu de son lit. La lettre de l'aide-de-camp, bien qu'elle ne fût pas expressément écrite au nom d'Espartero, n'en fit pas moins une grande sensation en Espagne. Il y était dit en substance que le général, sans prétendre s'immiscer dans les affaires du gouvernement, tenait pour fâcheuse la dissolution des cortès et la modification ministérielle. Les ministres offrirent leur démission, la régente la refusa, et somma directement Espartero de s'expliquer sur la lettre de Linage. La réponse du duc fut évasive en ce qui touchait les ministres, et se termina, comme à l'ordinaire, par de brûlantes protestations de dévouement aux deux reines. Le ministère demanda la destitution de Linage, Espartero s'y refusa; il lui fit écrire dans le même journal une autre lettre, modifiant la première sans la contredire, et l'affaire s'arrangea ainsi tant bien que mal.

Dans l'intervalle, les élections se firent, et, contre toute attente, elles produisirent une majorité modérée, et par conséquent favorable au ministère. Ce résultat humilia Espartero; le ministère se crut assez fort pour se raidir un peu contre les exigences du généralissime. L'affaire de l'agent ministériel Aviraneta, qu'Espartero voulait faire fusiller de son autorité privée, et que le chef politique de Saragosse relâcha par ordre du ministre de l'intérieur, ne contribua pas peu à aigrir ses ressentiments. La reine elle-même s'était mêlée de cette dernière affaire; Espartero s'en offensa, et l'expression habituelle et enthousiaste de son dévouement se refroidit considérablement. Au moment où allait s'ouvrir la campagne contre Cabrera, Espartero profita du surcroît d'importance que lui donnait sa mission pour se venger des ministres, en exigeant d'eux un brevet de maréchal-de-camp pour ce même Linage, auteur du manifeste dont il a été parlé plus haut. Quelques ministres considérèrent cette proposition comme une injure; mais Espartero était tout-puissant, on voulait en finir avec Cabrera, il fallut céder. MM. Narvaez, Calderon Collantes et Montes de Oca sortirent du ministère, et Linage eut son brevet. Restaient aux affaires deux hommes qu'Espartero considérait comme ses ennemis, le président du conseil, M. Perez de Castro, et le ministre de la justice, M. Arrazola. Le vainqueur ne fut qu'à demi satisfait, et garda dans son âme un reste de rancune qui devait éclater bientôt.

Cependant la session des nouvelles cortès venait de s'ouvrir, et le ministère, confiant dans l'appui d'une notable majorité, jugea le moment venu de porter un rude coup au parti exalté, en proposant cette fameuse loi sur les *ayuntamientos* (municipalités), de laquelle est sortie la dernière révolution d'Espagne.

On a beaucoup discuté chez nous pour et contre la loi sur les *ayuntamientos*. Tout ce qu'on peut, ce me semble, dire de mieux à ce sujet, c'est qu'une pensée de ce genre, quand elle réussit, est excellente, mais est impardonnable quand elle ne réussit pas. Au fond, et le résultat l'a prouvé, la loi sur les *ayuntamientos*, qu'une majorité éclairée et modérée a bien pu sanctionner de son vote, parce qu'en elle-même elle est bonne et logique, était, dans la circonstance, une véritable maladresse. Sans doute tout gouvernement régulier est difficile avec les vieilles municipalités espagnoles, que la constitution de 1837, calquée en partie sur celle de 1812, a ressuscitées avec toutes leurs franchises communales et locales du moyen âge [1]. Il est bien possible qu'Espartero lui-même ait tôt ou tard à lutter contre elles; ses démêlés avec quelques juntes provinciales font déjà prévoir ce résultat; mais, dans la situation où était l'Espagne, à peine délivrée du lourd fardeau de la guerre civile, avec un général

[1] Ne pouvant le faire ici faute de place, je parlerai plus longuement ailleurs de l'organisation municipale de l'Espagne.

mécontent, tout-puissant sur l'armée, et prêt à servir de chef et de drapeau à la résistance, engager tout-à-coup un combat avec la masse des intérêts locaux, enlever aux municipalités des privilèges d'autant plus chers qu'ils avaient été longtemps perdus et récemment reconquis, leur enlever jusqu'à la nomination de leurs alcades, c'était de gaîté de cœur s'exposer à un combat inégal; et ce qui prouve bien la réelle impopularité de la loi, c'est la rapidité avec laquelle s'est propagée d'un bout de l'Espagne à l'autre le mouvement de résistance dans presque toutes les villes sans exception. Et d'ailleurs, puisque, malgré l'organisation vicieuse des municipalités, les dernières élections avaient donné une majorité modérée, pourquoi abuser du triomphe, et s'exposer à tout perdre en voulant tout gagner?

C'est au moment où la discussion de la loi enflammait tous les esprits que la régente résolut brusquement, et malgré de nombreux avis contraires, ce fatal voyage de Barcelone, dont on connaît les conséquences. Espartero revenait triomphant de son expédition contre Cabrera; il était plus puissant que jamais; à force de flatteries ampoulées et ridicules, le parti exalté, mettant à profit sa vanité et ses rancunes, l'avait à moitié conquis. Christine ne lui avait jamais parlé qu'une fois en sa vie, et elle était bien aise de voir si son ascendant de femme spirituelle et de reine ne rallumerait pas l'enthousiasme éteint du chevalier *manchego*. On sait de quelles amertumes la reine fut abreuvée pendant le voyage; on sait les harangues injurieuses des municipalités, les cris hostiles qui retentirent constamment autour de sa voiture, la manière discourtoise avec laquelle le chevalier *manchego* parla à la dame de ses pensées dans les premières entrevues à Lérida et à Esparraguera; on sait comment, à Barcelone, refusant de reculer devant l'émeute, la jeune femme sanctionna de sa signature une loi votée par la majorité des deux chambres; comment le chevalier *manchego* s'oublia jusqu'à applaudir et haranguer, du haut de son balcon, la tourbe des *bullangeros*, émeutiers aux bras nus, qui poussaient des cris de mort; comment il ne craignit pas de se rendre à minuit, avec une telle escorte, au palais de sa dame, en lui intimant de céder, si elle ne voulait voir *répandre le sang jusqu'au genou;* comment la reine consentit au renvoi des ministres dont la vie était menacée, mais refusa vivement la révocation de sa signature et la dissolution des cortès; comment, quelques jours plus tard, Espartero, honteux de sa victoire, revint à ses habitudes d'ordre et comprima lui-même l'émeute en mettant Barcelone en état de siége; comment un nouveau ministère naquit enfin, ministère plutôt modéré qu'exalté, quoique formé sous la dictée d'Espartero; comment, de modifications en modifications, la reine persistant dans ses refus et dans l'exercice de son droit, ce ministère, devenu complétement insignifiant, se traîna jusqu'au moment où, après le départ de Barcelone qui eut lieu le 22 août 1840, la reine, arrivée à Valence, se détermina à accepter la quatrième démission qu'il lui offrait, et forma audacieusement un nouveau cabinet pris tout entier dans le parti modéré.

A cette nouvelle, la municipalité de Madrid donne le signal de l'insurrection et se déclare en permanence; la milice nationale prend les armes; le capitaine-général Aldama essuie une décharge qui tue son cheval et blesse son aide-de-camp, le chef politique Buerens est arrêté et gardé prisonnier à l'hôtel de ville. La municipalité de Madrid adresse à la reine un message impératif, et Christine renvoie la dépêche sans l'ouvrir : la situation se complique de plus en plus.

Durant ce temps, que faisait Espartero à Barcelone? Rentré dans son apathie, il dormait la grasse matinée, passait des revues et jouait aux cartes. Cette neutralité irrite les journaux exaltés; pressé par eux de se déclarer et de formuler une adhésion à l'insurrection de Madrid, il se décide enfin à publier un manifeste où il pose, comme condition de sa fidélité à la régente, la révocation de la loi des *ayuntamientos*, la dissolution des cortès et le renvoi des ministres. Le parti exalté triomphe, le mouvement révolutionnaire de la métropole se propage de ville en ville. Christine se résigne alors à appeler Espartero à Valence, en lui donnant plein pouvoir pour former un cabinet et sans s'expliquer sur les deux autres points. Le duc de la Victoire quitte Barcelone, se rend d'abord à Madrid, où il entre en roi triomphant, debout dans une calèche qui avait appartenu à don Carlos; et part pour Valence, emmenant avec lui les collègues qu'il a choisis. Arrivé dans cette ville, quand la dame de ses pensées se cache au fond de son palais pour se dérober aux injures de la populace, le chevalier *manchego* fait encore une entrée de conquérant dans une voiture traînée par des miliciens; les premières conférences avec la reine s'ouvrent orageuses et pleines, d'une part de dignité blessée, et d'autre part de morgue hautaine; enfin, dans la

matinée du 10 octobre 1840, après une dernière conférence qui durait depuis la veille, la régente brise la discussion par ces simples mots : « Espartero, j'abdique. » Vainement, effrayé d'abord de la responsabilité qui va peser sur lui, le duc de la Victoire insiste pour la faire revenir sur sa détermination; elle reste inébranlable : un mois plus tard, un sujet rebelle et une reine déchue, réconciliés par un commun exil, échangeaient un sourire dans les rues de Montpellier : c'était Christine et Cabrera; il devait y avoir bien des choses dans ces deux sourires!

Espartero était enfin maître de la situation; de ce rôle facile de surveillant et de censeur, il lui fallait maintenant passer au rôle difficile de conducteur de nation. J'imagine que, si présomptueux qu'on soit naturellement, quand on est l'homme le plus populaire de son pays, le général *ayacucho* n'a pas été sans ressentir le poids du fardeau; toujours est-il que jusqu'ici, malgré les prophéties contraires, il ne me semble pas, comparativement du moins, s'être trop mal tiré de sa tâche. Porté à la régence par un parti dont les ramifications nombreuses s'étendent jusqu'aux dernières limites du démagogisme, Espartero, homme d'ordre au fond, a senti la nécessité de formuler nettement un point d'arrêt, et il a déclaré, à plusieurs reprises, qu'il entendait rester invariablement fidèle à la constitution de 1837. Il a dissous les cortès; mais comme la majorité modérée obtenue aux élections antérieures n'était pas de nature à le rassurer pour une élection nouvelle, il les a prorogées jusqu'en mars 1841, se donnant ainsi quelque temps de répit et de dictature. La loi sur les *ayuntamientos* a été suspendue, mais aussi plusieurs juntes révolutionnaires ont été dissoutes, entre autres celle de Madrid; la Navarre, sauf quelques modifications, a été constituée et organisée comme les autres provinces de l'Espagne. Les difficultés récentes avec le Portugal semblent s'aplanir, grâce à l'intervention de la diplomatie anglaise qui domine aujourd'hui dans les deux pays. En ce moment le Saint-Siége, dès longtemps hostile à la royauté d'Isabelle, proteste de toutes ses forces contre la vente des biens des couvents. Jusqu'ici le conseil de régence ne paraît pas s'en émouvoir beaucoup; il lui faut penser à faire bonne figure devant les cortès qui viennent de s'ouvrir, et c'est bien assez pour l'occuper. Comment s'arrangera-t-il avec elles, et, pour finir, quelle place occupera Espartero dans l'histoire? Mourra-t-il grand, moyen, ou petit, à l'Escurial, sur le champ de bataille, aux bagnes d'Afrique, à une lanterne de la *Puerta del Sol*, ou dans son lit, à Logrono, alcade constitutionnel, comme il en exprimait dernièrement l'espoir à une députation de Valence? Pour toutes ces questions je me récuse, j'en ai dit le motif en commençant.



M. Ballanche.

...es ist ein grosser Theosoph der Geschichte; es ist Ballanche; c'est un grand théosophe de l'histoire; c'est Ballanche. — Gans.-Rueblicke auf Personen und Zustaende, p. 153.

Ce génie théosophique ne nous laisse rien à envier à l'Allemagne et à l'Italie.

CHATEAUBRIAND, Préface des ÉTUDES HISTORIQUES.

Vous étudiez M. Ballanche et déjà vous êtes à lui. Un attrait invisible, une séduction insensible vous enlace quand vous croyez le soumettre à votre critique. Telle la magie puissante de la beauté d'une femme, du parfum d'une fleur, du sourire angélique d'un enfant.

BARON D'ECKSTEIN.

—

Un homme a consacré sa vie à méditer en philosophe et à chanter en poëte la grande et mystérieuse Odyssée du genre humain. Né dans un siècle de convulsions douloureuses et de pénibles enfantements, dans un siècle où la société, arrachée de sa base, s'en allait flottante à tous les vents, comme un vaisseau battu par la tempête, cet homme s'est tenu à l'écart, il est resté au rivage, il n'a mis la main ni au gouvernail ni à la voile, et ne s'est point mêlé aux passions, aux fureurs, aux cris tumultueux de l'équipage; solitaire et pensif, rivé à l'étude, cramponné à sa foi comme à un rocher, il a contemplé de haut la tempête; il l'a contemplée, non point pour savourer cet égoïste et stérile plaisir dont parle Lucrèce, mais bien pour s'efforcer d'élever au vaisseau en péril un fanal dans la nuit, pour tendre les bras au ciel pendant l'orage comme Moïse pendant le combat, pour demander à Dieu et aux étoiles la route qui conduit au port, pour suivre enfin du regard, appeler, guider, encourager du geste et de la voix *cette arche sacrée chargée des destinées nouvelles, qui vogue toujours au-dessus des grandes eaux* [1].

[1] Expressions de M. Ballanche.

S'il y a au monde des âmes plus ardentes, des génies plus grands, des existences plus larges, des voix plus puissantes que l'âme, le génie, la vie et la voix de ce lyrique penseur, nulle vie, du moins, ne fut plus pure que la sienne, nul cœur ne brûla d'un plus sincère amour pour l'humanité, nul génie n'aborda des sphères plus élevées, nulle voix ne revêtit de plus consolantes pensées d'un langage plus harmonieux.

Dans la mission chrétienne qu'il s'est imposée, à la fois poëte, historien et philosophe, l'auteur d'*Antigone*, d'*Orphée* et de la *Palingénésie sociale* a touché à toutes les questions. Du haut de sa théosophie historique, en même temps qu'il sondait le ténébreux abîme des origines, il embrassait aussi bien les plus hauts problèmes de la science, de la littérature et de l'art, que l'étude des institutions sociales et des théories politiques. Nous essaierons plus loin d'indiquer dans quel sens de si nombreux, de si vastes travaux ont été dirigés. Toutefois, comme ce penseur de la famille de Platon, cet émule de Vico et de Herder, que nous envient l'Allemagne et l'Italie, n'a écrit nul mélodrame,

nul vaudeville, nul roman de mœurs, nul premier Paris, comme il n'a pas joué le plus petit bout de rôle dans l'imbroglio politique, comme on ne lit plus guère aujourd'hui pour utiliser, mais bien pour tuer le temps, comme pour le comprendre et l'apprécier il faut se donner la peine de l'étudier et de soulever le voile symbolique dont il aime souvent à envelopper sa pensée, il s'ensuit que M. Ballanche est peu populaire, ce qui est très naturel; il s'ensuit, de plus, que M. Ballanche n'est pas de l'Académie, ce qui est encore assez naturel; mais il ne s'ensuit pas qu'un biographe, obligé parfois, pour complaire au public, de lui peindre en buste des grands hommes de circonstance, des gloires de pacotille, doive passer sous silence un des plus nobles esprits de notre temps. Il s'ensuit seulement qu'ici, pour moi, la peine sera double, en ce sens qu'à chaque pas il me faudra étayer la biographie par l'analyse, et qu'une telle entreprise, dans le cadre étroit que j'ai dû m'imposer, est assez impossible pour être ridicule. Essayons, toutefois; qu'il me soit au moins tenu compte de ma bonne volonté; et si, par hasard, j'étais assez heureux pour que ce mélange informe de faits individuels et d'appréciations écourtées inspirât à quelque lecteur, plus sérieux et moins blasé par les chefs-d'œuvre du jour, le goût d'un écrivain dont le style est aussi pur que le cœur, je serais amplement dédommagé de la peine qu'on éprouve toujours, si petit que l'on soit, à livrer à l'impression une pensée mutilée et incomplète [1].

Il y avait à Lyon, en 1812, une femme dont l'immortel ciseau de Canova devait un jour transmettre l'image à la postérité comme l'incarnation de ce type divin de beauté pure et calme que rêva le Dante et qu'il appela du nom de Béatrix. Cette femme, que le ciel se plut à combler de ses dons et qui fut en réalité pour plusieurs, et notamment pour celui qui fait l'objet de cette notice, une Béatrix tutélaire et inspiratrice, était alors pour Napoléon quelque chose comme un conspirateur. Entre deux batailles le grand homme avait décrété que la présence à Paris de la noble amie de madame de Staël était dangereuse au salut de l'Empire, et il l'avait condamnée à l'exil. Désireux de tout vaincre, Napoléon s'attaquait non-seulement au génie, mais à l'amitié dévouée au génie; en punissant ce généreux sentiment comme un crime, il amnistiait d'avance les trahisons de Fontainebleau; pour me servir d'un mot énergique des *Mémoires d'outre-tombe*, il *innocentait* les ingrats. Loin de ce Paris tant aimé, la gracieuse victime du petit coup-d'état impérial vivait solitaire et résignée, dans cet appartement de la place Bellecour dont madame d'Abrantès nous a laissé, dans ses Mémoires, une description charmante. Elle se consolait de son exil dans les entretiens de quelques amis restés fidèles à sa mauvaise fortune, lorsqu'un jour l'un d'eux, Camille Jordan, dont le nom brilla d'un vif éclat dans nos luttes parlementaires, lui présenta un homme assez jeune encore, mais déjà éprouvé par les souffrances du corps et les douleurs de l'âme : c'était M. Ballanche. Le futur théosophe, né comme Platon avec le *sentiment des choses divines*, était alors dans cette phase de la vie où certains génies, tourmentés d'abord un instant par l'orage intérieur, aspirent au repos du cœur pour se frayer une voie plus large et plus haute au-dessus de la région des tempêtes. Ce repos qu'il cherchait, il le trouva là, dans ce petit cercle d'élite, sous la paisible influence d'une âme belle, bonne, pure, compatissante; une étoile amie se leva dès-lors sur sa destinée, une sainte et durable affection remplit ses jours. Les premiers et tristes souvenirs du passé restèrent, mais adoucis, amortis, tranquillisés. Le sens des douleurs individuelles s'agrandit et se transforma, l'homme s'éleva peu à peu au-dessus de lui-même jusqu'à cette hauteur sereine d'où il put embrasser d'un regard pieux, sympathique et doux, d'un regard illuminé de foi et d'espérance, l'immense horizon des douleurs humaines.

De cette époque de la vie de M. Ballanche date le poëme d'Antigone, qui ouvre la série de ses œuvres. Avant de dire un mot de ce livre, il nous faut maintenant revenir sur nos pas pour éclaircir les origines de ce pieux et mélancolique génie par la

[1] Je prie le lecteur de me pardonner de lui avoir fait attendre un peu cette notice et aussi de la lui donner plus étendue que les autres. J'ai pensé qu'abordant pour la première fois un génie plus grand que sa renommée, il me fallait à la fois plus de soin et plus de place qu'à l'ordinaire. Obligé toutefois de me restreindre encore beaucoup, j'indiquerai entre autres travaux publiés sur M. Ballanche : — Deux articles de M. Lerminier dans le Globe de 1830; — un travail étendu de M. de Lavergne, publié à Toulouse; — un chapitre de l'Essai sur l'histoire de la philosophie au XIX[e] siècle, par M. Damiron; — un savant article de M. Barchou de Penhoën dans la Revue des Deux-Mondes de 1831; — et dans la même revue de 1834, une notice fort intéressante de M. Sainte-Beuve à laquelle je ferai quelques emprunts.

biographie, et aussi par l'examen d'une production antérieure que l'auteur a condamnée à l'oubli, et qui nous semble contenir en germe, sinon la pensée fondamentale, au moins déjà le caractère particulier de ses inspirations.

Pierre-Simon Ballanche est né à Lyon le 4 août 1776. Son père était un homme d'intelligence, de probité et de savoir. Possesseur d'un vaste établissement d'imprimerie et de librairie, il avait fait de sa maison un petit centre littéraire auquel se rattachaient les esprits les plus distingués du pays. Compromis, en 93, avec toute la haute bourgeoisie dans l'insurrection lyonnaise et traduit devant le tribunal révolutionnaire, il était près d'expier sur l'échafaud des opinions qu'il ne cachait pas, lorsque ses ouvriers vinrent en masse le réclamer à la barre, en affirmant que le citoyen Ballanche avait toujours été le *père des ouvriers*. Collot d'Herbois, le farouche prôconsul, lâcha sa proie, quoiqu'à regret.

Dans un de ses ouvrages, à mon avis le plus beau de tous, dans la *Vision d'Hébal*, M. Ballanche a peint ce poëte doué de seconde vue, auquel il a donné la moitié de son nom sous des traits qui lui ressemblent beaucoup à lui-même. Comme Hébal, « il eut dans sa jeunesse une santé fort triste et fort « malheureuse; des souffrances vives et continuelles « remplirent toute la première partie de sa vie. » J'imagine même que cette délicatesse de nerfs, cette extrême susceptibilité d'une organisation maladive, cette exaltation physiologique et psychologique attribuée à Hébal, et qui explique l'essor immense que prend tout-à-coup son âme pour planer au-dessus du monde visible et embrasser à la fois le passé, le présent et l'avenir; j'imagine que tous ces détails ne sont guère autre chose que des souvenirs. Mais ce que l'auteur d'Hébal eut en propre, ce qu'il n'a pas donné à son héros, ce fut une mère pieuse et tendre, pleine d'amour et de sollicitude pour ce frêle et doux enfant, vivante image d'elle-même, unissant comme elle à une sensibilité exquise une bonté inaltérable.

Contraint par cet état permanent de souffrances à une vie très sédentaire, le jeune Ballanche eut une enfance sérieuse et une adolescence déjà méditative. Il lut de bonne heure énormément; son éducation se fit pour ainsi dire d'elle-même au logis, et les notions si nombreuses et si variées qu'il a déployées plus tard prouvent combien l'alimentation première fut substantielle. A dix-huit ans, il écrivait déjà beaucoup, et la faculté d'abstraction était si fortement prononcée chez le jeune malade que, toujours environné de nombreuse et parfois bruyante compagnie, il lui arrivait souvent de griffonner des pages entières sans s'apercevoir du tumulte qui se faisait autour de lui. Cette vie paisible fut bientôt troublée par une sanglante catastrophe : le siége, la prise et la dévastation de Lyon. Doué d'un très vif instinct du mouvement progressif des choses, le jeune Ballanche avait partagé l'élan général de 89; il avait aimé beaucoup la Constituante et passablement l'Assemblée législative; l'éloquence fleurie, élégante et molle des Girondins l'attirait assez; mais le meurtre de Louis XVI avait produit sur cette âme honnête et pure une impression de douleur ineffaçable. Le triomphe définitif de la Montagne, après le 31 mai, lui fut odieux, et la résistance de Lyon le trouva aussi enthousiaste que son père qui était foncièrement monarchiste.

Après la ruine de ses espérances, la Terreur pesant sur lui de tout son poids, le jeune Ballanche quitta son père que des nécessités d'affaires obligeaient de braver le danger, et s'enfuit avec sa mère dans une campagne aux environs de Lyon, à Grigny, où il resta jusqu'au 9 thermidor; c'est là, sans doute, que fut composée, ou tout au moins achevée, cette sombre épopée lyonnaise dont M. Ballanche parle dans la préface générale de ses œuvres comme d'un manuscrit perdu. Le poëte se transportait par la pensée à quinze siècles au-delà du jour fatal qui avait vu Lyon en proie à la terreur. « Je construi- « sais, dit-il, dans l'avenir l'histoire du présent, « comme je devais plus tard m'essayer à recon- « struire le passé lui-même. »

« De retour à Lyon après la chute de Robespierre, le jeune Ballanche eut à subir, dit M. Sainte-Beuve, une convalescence très longue, très pénible, plus orageuse que ne l'avait été sa maladie même. Une partie des os de la face et du crâne étaient altérés ou atteints de mort; il fallut appliquer le trépan. La force de caractère du malade était si grande que, tandis que l'instrument opérait sur sa tête, des dames qui causaient près de la cheminée, à l'autre bout de la chambre, ne s'en aperçurent pas. Vico, dit-on, éprouva dans son enfance une maladie du même genre. Toujours le dur marteau de Vulcain doit-il aider à l'enfantement de la pensée difficile, à la sortie de la Minerve immortelle? »

Après cette terrible opération, la santé du jeune penseur se raffermit un peu; il fréquenta dès lors assidûment une petite société littéraire qui, formée

après les saturnales de la Terreur, avait pris pour devise : *Amicitiæ et Litteris*, et dont faisaient partie Dugas-Montbel, Ampère, Camille Jordan et toutes les notabilités lyonnaises. C'est là qu'il lut pour la première fois quelques parties de son premier livre, et les suffrages qu'il obtint le déterminèrent à le publier en 1801, sous ce titre : *du Sentiment considéré dans ses rapports avec la littérature et les arts*.

Ce livre *du Sentiment*, à peu près oublié aujourd'hui, même par ceux qui ont suivi de près l'évolution du talent de M. Ballanche, est pourtant très curieux à la fois comme renseignement historique quant à l'époque, et comme renseignement psychologique quant à l'homme; d'abord, c'est un des mille témoignages du mouvement général de réaction qui commençait déjà à se manifester dans les intelligences contre ce stoïcisme brutal et sauvage intronisé par la Convention. En 93 on avait les *principes*, après thermidor on eut les *sentiments*. « *On ne transige pas avec les principes* » est une de ces phrases-types que vous rencontrerez à toutes les pages du *Moniteur* depuis la mort de Louis XVI jusqu'au 9 thermidor. A dater de là, on donne en plein dans le *sentimentalisme ;* à la Restauration, le rationalisme arrive; puis enfin vient (en littérature s'entend) le *satanisme*, dont nous commençons à nous dégoûter un peu. A la même époque où M. Ballanche publiait une ébauche que Nodier comparait à une ébauche de Michel-Ange, un génie d'un autre ordre se préparait à entrer dans la lice sous la même bannière, avec un chef-d'œuvre qui faisait oublier l'ébauche. Les mêmes critiques qui analysaient à Paris le livre *du Sentiment* annonçaient l'apparition prochaine d'un grand ouvrage impatiemment attendu et intitulé : *Des Beautés poétiques du Christianisme*.

L'intention des deux livres est la même; une même pensée de restauration morale et religieuse par le beau inspirait ainsi au même moment deux hommes qui ne se connaissaient pas alors, et qu'une noble amitié devait intimement rapprocher plus tard.

En ce qui touche M. Ballanche, le livre *du Sentiment* est aussi l'avant-coureur d'une philosophie poétique et religieuse informe encore, mais qui s'ordonnera et s'élèvera plus tard. C'est déjà la guerre au rationalisme, en histoire, en littérature, en religion, en tout. Cette guerre, conduite d'abord avec une impétuosité toute juvénile, prendra aussi plus tard des allures plus modérées et moins exclusives. C'est la guerre à Rousseau tant aimé pour les choses du cœur, mais attaqué sur le système du *contrat primitif*, comme le seront ses successeurs, en 1818, dans l'essai sur les *Institutions sociales ;* c'est déjà au suprême degré cet amour pour les constitutions qui plongent leurs racines dans les mœurs, cette aversion pour tout ce qui s'improvise et n'existe que sur le papier, ce désir ardent de rattacher par le lien du beau et du bien la terre au ciel, l'homme à Dieu.

Voilà pour le fond du livre; quant à la forme et à l'ordonnance des parties, c'est un tout incohérent, indigeste, parfois négligé ou ampoulé par le style, mais parfois aussi enrichi de traits heureux, inattendus, que l'on ne retrouve plus dans le style plus mûr d'Antigone ou d'Orphée. Le point d'exclamation abonde ; c'est une adoration perpétuelle, un déluge sentimental; le mot et la chose, tous deux usés aujourd'hui, remplissent toutes les pages. — C'est une revue enthousiaste de tous les auteurs qui ont parlé sentiment, depuis Homère jusqu'à Rousseau, le tout entrecoupé d'apostrophes à l'amitié, à l'amour, à la pudeur, à la naïveté, à la campagne, à la solitude, aux ruines, etc., etc. Dans ce désordre il y a des idées ravissantes et des mots charmants qui peignent et font aimer l'homme; citons cette apostrophe de l'auteur à sainte Thérèse, en rappelant ce mot si connu sur Satan : « Le malheureux ! il fut méchant parce qu'il n'aima jamais. » Sainte Thérèse, je te remercie, s'écrie le jeune mystique, j'aimerai pour être bon; et cet autre mot de *nostalgie céleste*, que je voudrais voir conserver, car il peint admirablement l'élan de l'âme vers Dieu.

Je m'arrête peut-être un peu trop sur ce livre que son auteur même a délaissé; mais c'est que dans cet enthousiasme effréné d'une âme jeune, candide et ignorante, qui s'éveille à la vie pour adorer le beau sous toutes les formes, il y a je ne sais quel charme secret qu'on ne sent jamais mieux que quand on l'a perdu; nous le gardons peu, nous autres enfants de cette génération ; à vingt ans, en place d'un livre sur le *sentiment*, nous faisons des romans *noirs*, où les hommes sont des démons, les femmes des vipères, l'amour un enfer, et la vie un chaos. En sommes-nous plus avancés? c'est là la question.

Peu après la publication du livre *du Sentiment* arriva le Consulat avec la restauration du culte, deux choses que M. Ballanche accueillit avec enthousiasme. « J'ai été très consulaire, me disait un

« jour M. Ballanche, mais pas du tout impérial; « j'ai vu avec bonheur la restauration de l'Église, « mais j'ai été effrayé pour elle de la voir renaître « pompeuse comme jadis, et liée à l'État par la re- « connaissance; je l'aurais mieux aimée libre de se « relever sans appui et d'elle-même avec sa croix « de bois. Le Consulat, et l'Église hors de l'État, « voilà quel était mon idéal en politique et en re- « ligion. » Le meurtre du duc d'Enghien produisit sur M. Ballanche la même impression que celui de Louis XVI; l'avénement impérial acheva de faire de lui un sujet *désaffectionné,* comme dirait un tory en parlant d'un Irlandais.

Dans l'intervalle, le jeune écrivain fit un voyage à Paris; il vit M. de Châteaubriand, qu'il accompagna en 1804 dans un voyage à la *Grande-Chartreuse;* et plus tard, en 1807, au moment du départ pour Jérusalem, il l'alla rejoindre à Venise, d'où il ramena en France madame de Châteaubriand.

Vers cette époque, au moment où la santé du corps était raffermie, arrivèrent les peines de l'âme. Ce premier aiguillon du génie, cette première souffrance du cœur que nous avons déjà si souvent signalée chez d'autres dans le cours de ces notices, ne manqua pas aussi à M. Ballanche. Huit fragments écrits en 1808, recueillis plus tard par un ami et publiés dans ses œuvres complètes [1], répondent à cette période douloureuse. M. Sainte-Beuve a parlé de ces délicieux morceaux en termes qui ne me laissent rien à ajouter; j'aime mieux copier : « Ce sont, dit-il, des élégies en prose qui peignent « avec discrétion et douceur les vicissitudes d'un « noble attachement. Si ces huit fragments étaient « en vers ce qu'ils sont en prose, M. Ballanche au- « rait ravi à M. de Lamartine la création de l'élégie « méditative. »

Pour ceux qui n'auraient pas lu et qui douteraient, contentons-nous, faute de place, de citer quelques lignes qui offrent un rapprochement assez curieux de mouvement et de forme avec le début d'un des plus beaux morceaux des *Lettres d'un voyageur* [2] :

« Souffle du printemps, pourquoi viens-tu murmurer à mon oreille le bonjour matinal? tu m'apportes bien les douces émanations des fleurs, mais tu as oublié les riantes illusions de l'avenir. J'ai reconnu que le bonheur était une plante étrangère qui croît dans les champs du ciel et ne peut s'acclimater sur la terre. Souffle du printemps, laisse-moi. »

Et ceci :

« Nous serions bien moins étonnés de souffrir si nous savions combien la douleur est plus adaptée à notre nature que le plaisir. L'homme à qui tout succède selon ses vœux oublie de vivre; la douleur seule compte dans la vie, et il n'y a de réel que les larmes. »

Tout le reste est de même ton, de même couleur, de même forme. Jamais mélancolie amoureuse ne s'exhala en de plus suaves et de plus purs accents.

J'ai dit, au début de cette notice, comment, quelques années plus tard, cette âme troublée se rasséréna peu à peu sous une autre influence, à l'abri d'un autre sentiment plus paisible et plus sûr; mais les premières émotions laissent au cœur un pli qui ne s'efface jamais complétement, et à vingt ans de là, après les grands travaux philosophiques, la fibre douloureuse dans ce cœur refroidi par les années vibrait encore au souvenir de ces mélodies d'un autre âge. « Vie du passé, s'écriait-il en 1830, en relisant les fragments de 1808; oh! que je te contemple encore une fois, encore une fois qui sera peut-être la dernière. L'âge a pesé sur ma tête, l'initiation de la douleur a porté ses fruits; et cependant, même aujourd'hui, je ne puis jeter les yeux sans larmes sur ces anciens confidents d'une absence qui commençait alors et qui ne devait pas finir. Le 14 août 1825, date bien funeste, une belle et noble créature qui m'était jadis apparue, et qui habitait loin des lieux où j'habitais moi-même, une belle et noble créature, jeune fille alors, jeune fille à qui j'avais demandé toutes les promesses d'un si riche avenir, en ce jour, cette femme est allée visiter, à mon insu, les régions de la vie réelle et immuable, après avoir refusé de parcourir avec moi celles de la vie des illusions et des changements. Hélas! je dis qu'elle avait refusé; mais il y a là un mystère de malheur que je ne saurai jamais sur cette terre. »

Ajoutons, pour la clarté de la biographie, qu'il était mort, en 1825, à Montpellier, une dame fort

[1] Ces fragments se trouvent aussi dans l'édition d'*Antigone* et de *l'Homme sans nom* que vient de publier Delloye.

[2] Brise printanière, que racontes-tu au jasmin de ma croisée?... ne viens pas ainsi baiser mon front et murmurer à mon oreille les paroles de je ne sais quel vague désir, car moi je suis captive et ne puis m'élancer avec toi dans les champs de l'immensité. — GEORGE SAND. — *Lettres d'un Voyageur.* — *Revue des Deux-Mondes* de juin 1830.

distinguée; que cette dame, en 1808 jeune fille de seize ans, avait fait, en compagnie d'un ami de son père, du jeune auteur des fragments cités plus haut, un pèlerinage au mont Cindre dont vous trouverez un gracieux récit dans le travail de M. Sainte-Beuve.

Cette poésie toute personnelle des fragments fit bientôt place à la grande, à l'humaine poésie. Antigone fut commencée vers 1812 et achevée en 1813 à Rome, où M. Ballanche était allé rejoindre la noble exilée dont l'amitié avait rendu le calme à sa vie. Ce poëme était déjà imprimé quand la Restauration arriva, et à son apparition la masse voulut voir dans Antigone une personnification de la duchesse d'Angoulême. Le fait est que l'auteur n'y avait point pensé; seulement, se trouvant à Lyon commissaire d'un bal offert à la princesse, quelques amis le sollicitèrent de lui dédier son livre. Froissé par l'Empire et dans ses idées et dans ses affections, M. Ballanche avait accueilli la Restauration avec une profonde sympathie; les infortunes de l'orpheline du Temple étaient assez touchantes pour qu'il se sentît heureux et fier de placer son œuvre sous les auspices de telles vertus.

Je puis à peine dire un mot d'Antigone dont le succès fut alors aussi grand que légitime. Depuis, on a beaucoup symbolisé au sujet de ce livre; on a voulu y voir le vêtement poétique et complet d'une idée philosophique qui, si elle existait déjà en germe, n'était pas éclose encore. Pour plusieurs, et notamment pour l'écrivain qui a joint un épilogue assez baroque à l'édition nouvelle qui vient de paraître, cette œuvre est une épopée *sociale;* l'hymen incestueux d'OEdipe et de Jocaste signifie la prise de possession du peuple par la royauté, Laïus représente le despotisme du passé, Jocaste l'harmonie du passé et de l'avenir. Antigone, fille de l'inceste, soumise au malheur malgré sa pureté, représente l'humanité déchue, solidaire, et relevée par l'expiation. Le symbolisme de M. Ballanche est déjà assez tranché ailleurs pour qu'à mon sens il soit dangereux de le surfaire en dénaturant sa pensée. Le poëme d'Antigone est et restera ce que M. Ballanche l'a nommé lui-même, non pas une *épopée sociale*, mais une *épopée domestique*. OEdipe n'est point pris ici comme une personnification du dogme antique de la fatalité, mais bien plutôt comme un type général des misères humaines, et la pensée première de l'œuvre est dans cette simple phrase des fragments que l'auteur replace dans la bouche d'Antigone : « Il n'y a de réel que les larmes. »

Sans doute sous cette narration touchante des malheurs d'une jeune fille expiant une faute qu'elle n'a point commise, on peut voir le symbole et l'image de la vie humaine, mais évidemment l'intention de l'auteur est toute poétique et rien de plus; il a voulu, comme Chénier, *sur des pensers nouveaux faire des vers antiques;* il a transporté un sujet païen dans les croyances modernes. Antigone, admirablement grecque par la pose et le langage, est par la pensée une chrétienne du IIIe siècle, une sœur cadette de Cymodocée. Les sectateurs exclusifs de la réalité historique goûtent peu cet assemblage; pour moi, cette évocation simultanée de deux époques dans ce qu'elles ont de plus beau, ces grands tableaux de bataille tracés avec un pinceau homérique, ces chants, ces festins, ces pompes funèbres, cette reproduction parfaite de toute la partie plastique d'une civilisation éteinte, tout cela, présidé et conduit par une pensée morale d'un autre âge, me plaît infiniment. Figurez-vous une Vénus de Milo avec la physionomie d'une madone de Raphaël : il y a un peu de cela dans l'Antigone de M. Ballanche. Du reste, il y a dans l'ensemble beaucoup plus d'art que de passion, dans le sens au moins où on l'entend aujourd'hui. Chez M. Ballanche la corde du cœur ne rend guère qu'un son; il est pur, harmonieux, mélancolique et doux, mais c'est toujours à peu près le même.

Après la publication d'Antigone M. Ballanche, ayant perdu son père (il avait déjà perdu sa mère dès le Consulat), se débarrassa de son établissement de librairie, et vint se fixer à Paris où l'attiraient de nobles amitiés; sa vie dès-lors fut fixée. En contact fréquent avec les intelligences les plus élevées, rapproché de M. de Châteaubriand par des rapports antérieurs, et aussi par le lien d'une commune affection, l'auteur d'Antigone prit une part active, quoique indirecte, à tout le mouvement politique et littéraire de ce temps-là. Le combat politique était vif autour de lui; le parti de l'autorité voulait impérieusement entraîner la société dans ses voies, et le parti de la liberté lui disputait le terrain pied à pied; M. Ballanche, dont la pensée philosophique dès longtemps éclose s'était de plus en plus fortifiée par la méditation, eut l'idée de se porter médiateur à sa manière en prenant la question de haut et de loin. Il publia en 1818 l'*Essai sur les institutions sociales*. Comme la plupart des idées disséminées dans ce livre se retrouvent commentées et développées dans les ouvrages postérieurs, c'est, je crois, le moment, avant d'aborder l'*Essai*, de ten-

ter d'exposer en gros, une fois pour toutes, la doctrine philosophico-religieuse de M. Ballanche.

M. Cousin, rapprochant l'histoire de la philosophie et de l'humanité, a résumé leur marche parallèle en une formule empruntée en partie à Hegel; elle me plaît parce qu'elle est concise autant que vraie. Il voit dans l'histoire et dans la philosophie trois âges : l'âge de *l'infini*, du *fini* et du *rapport de l'un à l'autre;* l'Orient, la Grèce et l'ère moderne; le panthéisme, le polythéisme et le théisme. Aujourd'hui donc, en thèse générale, le point commun de toutes les philosophies, c'est le théisme; car toutes, sauf quelques exceptions, admettent l'existence simultanée d'une cause et d'un effet dont il s'agit de déterminer le rapport. En ramenant la question à ce point de vue qui me reportera plus directement à M. Ballanche, on peut dire qu'il y avait sous la Restauration trois écoles en présence : l'école sensualiste, née avec Condillac, dominante au commencement de l'Empire, moribonde à la fin et ressuscitant de nouveau plus tard à la voix de Broussais; l'école rationaliste, naissant d'abord de Reid, se fortifiant de Kant et tournant plus tard à l'éclectisme [1] avec M. Cousin. Il y avait enfin l'école théologique, alors énergiquement représentée par trois hommes, MM. de Maistre, de Lamennais [2] et de Bonald. Dans tout ceci où est la place de M. Ballanche? L'originalité de M. Ballanche, c'est, je crois, de n'appartenir en propre à aucune de ces trois écoles, bien qu'il tienne de plus près à la dernière : sur le point capital de toute philosophie, sur le grand problème de Dieu et de l'homme, il diffère à la fois et de M. Broussais et de M. Cousin, et aussi de M. de Maistre; d'abord il est séparé du premier par un abîme : le Dieu du second, ce Dieu *un* et *plusieurs*, *éternité* et *temps*, *espace* et *nombre*, *fini* et *infini* [3], qui pourrait bien ressembler au Dieu des panthéistes, ne le satisfait pas. Le Dieu *terrible* et *vengeur* de M. de Maistre lui répugne et l'épouvante. Il en est de même pour l'homme; l'homme *conscience*, l'homme né imparfait et se perfectionnant par l'épreuve, lui paraît un dogme insuffisant. — L'homme né coupable, expiant non-seulement dans le temps, mais pouvant encore expier dans l'éternité, lui paraît un dogme impitoyable et indigne de la bonté infinie de Dieu. — La philosophie de M. Ballanche me paraît, sauf erreur, une sorte de terme moyen entre l'école rationaliste et l'école théologique pure. Suivant lui, le dogme de la perfectibilité indéfinie ne suffit pas à expliquer la grande énigme de l'humanité; car, dit-il, où serait la raison du développement par les calamités générales et par les souffrances individuelles? où serait la raison de l'épreuve, sans la forme d'une expiation douloureuse? Suivant lui, une loi providentielle générale gouverne l'ensemble des destinées humaines depuis le commencement jusqu'à la fin; cette loi, il la fait reposer sur le dogme chrétien du *péché originel.* Toutefois, à la différence des théologiens purs, M. Ballanche ne se contente pas d'affirmer, il interroge non-seulement les livres saints, mais encore les poésies primitives, l'histoire et les traditions générales de l'humanité, et il déduit de leurs réponses concordantes que le dogme chrétien de la déchéance primitive et de la réhabilitation par l'épreuve, qui est le dogme du genre humain, est aussi le dernier mot de toute philosophie; car en même temps que le genre humain expie et se réhabilite par l'épreuve, chaque expiation est pour lui un progrès, en ce sens qu'elle le rapproche de plus en plus de cet état divin antérieur à la chute et dont le souvenir est resté au fond de toutes les traditions. Il y a donc identité entre le dogme de la perfectibilité et le dogme de la déchéance et de la réhabilitation du genre humain, ou plutôt l'un contient l'autre. Les conséquences que M. Ballanche tire de ce principe sont nombreuses; je signalerai seulement ici les conséquences historiques. Car M. Ballanche n'est à proprement parler ni un métaphysicien ni un psychologue; il est pour cela trop poëte et pas assez scrupuleusement logicien. Son regard embrasse une étendue immense, l'homme est pour lui l'humanité tout entière, et l'humanité à son tour n'est autre chose que l'homme collectif. L'expiation n'est pas seulement dans l'homme ou dans la famille, elle est encore dans la société; les peuples vont comme les individus de la déchéance à la réhabilitation. Cette loi de progrès s'accomplissant à l'aide d'initiations successives, le genre humain a dû à l'origine être partagé en *initiables* et en *initiateurs;* de là deux éléments op-

[1] Dans la notice consacrée à M. Cousin je reviendrai sur le mot d'éclectisme, qui en philosophie ne signifie pas l'absence de tout système, comme on le croit généralement.

[2] Il est bien entendu qu'il s'agit ici de M. de Lamennais sous la Restauration; il ne faudrait pas confondre.

[3] Voir la définition de Dieu dans les fragments de M. Cousin.

posés représentés au dehors par le patriciat et le plébéianisme. D'abord, à la naissance de toute société, les patriciens, dépositaires des idés sociales et religieuses, redisent les dernières paroles d'une révélation primitive. Le plébéien n'a pas d'existence propre, il vit de la vie du patricien; mais, par suite d'épreuves multipliées et d'initiations successives, le plébéianisme arrive d'abord à la possession de la conscience, puis à la vie civile, puis enfin il entre dans la vie politique; l'égalité naît, le patriciat disparaît, sa mission est finie. « Le plébéianisme, dit M. Ballanche, est le symbole de l'*humanité* se faisant elle-même. » C'est cette grande idée de l'homme un et successif, solidaire et libre, se faisant lui-même par l'épreuve, que M. Ballanche a entrepris d'exposer, ou plutôt de chanter dans une sorte d'épopée cyclique qu'il a intitulée *Palingénésie sociale*, pour exprimer d'idée fondamentale de *régénération* de l'homme par l'homme; c'est, comme l'a dit un écrivain [1], l'antique doctrine de la métempsychose dépouillée de son sens vulgaire, de sa forme matérielle, et appliquée, non plus à l'individu, mais à l'espèce, non plus au corps, mais à l'âme. Cette épopée en prose se divise en trois parties : l'une résume les quinze siècles de l'humanité antérieurs aux temps historiques : c'est le grand poëme d'*Orphée*, dont nous dirons un mot plus loin. Dans l'autre, l'auteur reconstruit à sa manière les cinq premiers siècles de l'histoire romaine, sous le titre de *Formule générale appliquée à l'histoire du peuple romain :* plusieurs fragments de cette partie ont été publiés dans diverses revues. Enfin, la troisième, intitulée *la Ville des expiations*, est consacrée à chanter les destinées futures de l'humanité; cette partie, quoique imprimée, n'a point encore été publiée; mais, grâce à l'obligeance de l'auteur, je pourrai, sur les épreuves qui m'ont été confiées, en donner une idée succincte au lecteur. Ces trois *poëmes philosophiques*, dont *la Vision d'Hébal*, déjà publiée, fait partie, sont, à mon sens, le plus beau titre de M. Ballanche, et le seul choix des sujets suffit à donner une idée de ce génie qu'il faut prendre pour ce qu'il est, sans le dénaturer ni le surfaire, avec ses qualités et ses défauts, vaste et vague, constamment élevé, fuyant parfois à l'œil, mais toujours attrayant par la noblesse de l'idée et la mélodie de la forme. Voici un mot de lui qui est caractéristique. « Je me suis occupé, disait-il un jour, 1° des temps « *antérieurs* à l'histoire; 2° des temps *crépuscu-* « *laires* de l'histoire; 3° des temps *à venir* de l'his- « toire; quant aux temps *positifs* de l'histoire, je « vous dirai que je ne m'en suis jamais beaucoup « inquiété. » Voilà l'homme. Reconstruire d'intuition un passé tout entier perdu, promener le flambeau d'une imagination ardente, nourrie des études les plus diverses, à travers les ténèbres d'une époque incertaine, ou s'élancer d'un vol audacieux dans les mystères de l'avenir le plus lointain, prophétiser pour ainsi dire le passé aussi bien que l'avenir, voilà la pensée dominante chez M. Ballanche. L'ombre l'attire invinciblement comme d'autres la lumière.

Ce mode d'exposition poétique et symbolique d'un dogme ne saurait plaire à tous les esprits. Quelques métaphysiciens ont blâmé M. Ballanche de l'avoir adopté; suivant eux, ses idées auraient gagné à se présenter sous la forme de la déduction pure. Cette opinion me paraît mal fondée; M. Ballanche, avec sa science si vaste, si variée, à en juger par les mille sujets divers qu'il traite en passant, est avant tout et d'abord poëte. Ce sens poétique, qui est en lui au plus haut degré, il l'a appliqué au développement d'une pensée philosophique, voilà tout. Enlevez à M. Ballanche toute la partie poétique de son œuvre, réduisez-le au dogmatisme nu, il perd la moitié de son charme et toute son originalité; aussi, quand l'auteur d'*Orphée* a voulu dogmatiser, soit dans les nombreux prolégomènes qu'il a placés en tête de la *Palingénésie*, soit dans l'*Essai sur les institutions sociales*, il me paraît quelquefois inférieur à lui-même. Dans ce dernier livre, dans l'*Essai*, dont les mérites sont d'ailleurs si éminents, il y a un luxe de digressions, une sorte d'entraînement littéraire, un effort de conciliation universelle dont le résultat produit sur l'esprit du lecteur une véritable confusion. Le lien logique qui est au fond n'est pas toujours dans la forme; les corollaires font perdre de vue le théorème, et la solution est lente à venir. Donnez, au contraire, à la pensée de M. Ballanche son vêtement naturel, débarrassez-la des béquilles du syllogisme, qu'elle prenne les ailes de la poésie, tous ces défauts changent d'aspect et deviennent presque des beautés. L'*Essai sur les institutions sociales* a été souvent analysé; resumons-le en peu de mots. La question politique si vivement débattue en 1818, entre les libéraux et les ultra-royalistes, se transforme sous la plume de M. Ballanche en une question philosophique. Pour faire la part entre le principe de li-

[1] M. de Lavergne.

berté et le principe d'autorité, M. Ballanche prend la chose *ab ovo*. Pour lui la question de l'origine du pouvoir n'est autre que celle de l'origine de la société et de l'origine du langage. Il s'agit de mettre face à face M. de Maistre et Rousseau, M. de Bonald et Condorcet. La société est-elle l'œuvre de Dieu ou l'œuvre de l'homme? Y a-t-il eu une langue primitive révélée à l'homme, ou la parole n'est-elle qu'une simple faculté donnée à l'homme et mise en action par lui? La pensée est-elle postérieure ou antérieure au langage? Voici, réduites à l'état d'axiome, les solutions de M. Ballanche sur ces diverses questions : L'hypothèse du contrat primitif est une chimère. L'homme est né social, car l'homme n'est pas seulement un individu, c'est un être collectif, c'est un genre. La plupart de nos instincts sont placés hors de nous, dans la société; hors de la société nous serions incomplets, et l'homme, ainsi[1] que les plantes et les animaux, a dû être complet[1] dès l'origine. L'état de nature est donc une absurdité, et l'état sauvage n'est qu'une dégénération. L'homme étant nécessairement un être social, il en résulte qu'il a été dès l'origine doué du sens social, de la parole, car la parole est nécessaire pour la société. Remarquons bien que la faculté de parler n'aurait point suffi. Dès l'origine l'homme a dû *nécessairement* parler, puisque dès l'origine il a été *nécessairement* dans la société. Il y a donc eu une parole primitive révélée à l'homme comme moyen indispensable non-seulement à la manifestation, mais encore à la production même de la pensée; c'est-à-dire qu'à l'origine la parole n'était pas seulement le signe de l'idée, mais était en quelque sorte l'idée elle-même. — La parole traditionnelle a donc dû, à l'origine des sociétés, régner avec une autorité souveraine; mais la pensée a dû tendre aussi à se dégager de plus en plus de cette parole traditionnelle qui maîtrisait sa liberté, et il est arrivé un moment où la pensée, jusqu'alors enfermée en quelque sorte dans cette parole traditionnelle, s'est produite libre et spontanée, se faisant à elle-même un langage et des idées sociales et religieuses. Dans ces nouvelles institutions, dans ces nouvelles croyances, œuvre de l'homme, la raison individuelle a dû dominer à son tour : la parole traditionnelle s'est effacée, ce qui était fatal est devenu libre, il y a eu contrat. — M. Ballanche reconnaît, en définitive, trois âges dans l'esprit humain : 1° celui de la parole traditionnelle; 2° celui de la parole écrite; 3° celui de la lettre. Nous entrons dans la troisième ère, celle des lois écrites, des institutions conventionnelles, celle où la pensée, sortie de la parole, apprend à son tour à maîtriser la parole elle-même. — C'est là ce qu'au grand scandale de M. de Maistre M. Ballanche appelait l'*affranchissement de la pensée*. Comme on le voit, le système de M. Ballanche, que je ne puis examiner ici ni dans sa valeur intrinsèque laquelle est discutable, ni dans sa forme littéraire qui est très belle, ni dans les nombreux et curieux corollaires qui en découlent, ce système était encore un terme moyen entre les hommes du droit divin et les hommes de la souveraineté du peuple. Constatons toutefois déjà une idée constamment reproduite depuis chez M. Ballanche, et qui l'identifie essentiellement aux doctrines de mouvement et de progrès. Cette idée fondamentale (et je me sers ici, en les modifiant un peu, des expressions de M. Barchou de Penhoen, parce qu'elles la rendent assez bien), c'est que le genre humain tout entier est un être collectif un et solidaire qui croît, grandit, se développe, sous l'influence de la loi providentielle de la déchéance et de la réhabilitation; il passe ainsi par une série de formes sociales; aucune ne le contient pour toujours; toutes, filles du progrès, sont destinées à périr par le progrès; en même temps que chacune d'elles résume le passé, elle enferme un avenir qu'elle ne saurait emprisonner; ainsi le gland a renfermé le chêne, mais il n'a pas été donné à la frêle écorce du gland d'emprisonner à jamais le chêne immense. C'est ce qui faisait écrire, dès 1818, à M. Ballanche cette phrase passablement hardie, que *la Charte n'était qu'une formule pour dégager l'inconnue;* c'est ce qui lui faisait écrire un peu plus tard, dans son *Élégie* en prose sur la mort du duc de Berry, au moment où les ultra-royalistes se préparaient à exploiter l'événement : « Illustre maison de France, hâtez-vous de vous « identifier avec nos destinées, car il est de la na- « ture de nos destinées d'être immortelles! » Plus tard encore, après l'avènement du ministère Polignac, il conjurait Charles X de faire cesser la *perturbation du 8 août*. Il est vrai que, reculant devant les conséquences de sa pensée, il ajoutait : « Le pays n'est point disposé à rétrograder jusqu'au « duel misérable de la sédition. » Le pays fut meilleur logicien que M. Ballanche.

J'aurais encore à parler ici d'un autre écrit de

[1] C'est à tort que M. de Lavergne, dans son excellent travail sur M. Ballanche, dit *parfait;* c'est *complet* que l'auteur a dit et dû dire.

M. Ballanche, intitulé *le Vieillard et le Jeune-Homme;* mais ce n'est guère que le développement au point de vue politique et pratique des idées énoncées plus haut. Je dirai seulement un mot de *l'Homme sans nom.* Cette composition, que plusieurs regardent comme une des meilleures de M. Ballanche, est celle qui me paraît la plus défectueuse. Autant le symbolisme de M. Ballanche m'attire et me charme quand il m'arrive sous la forme d'une évocation ou d'une prophétie, autant il me trouve froid et en garde quand il s'exerce sur des faits contemporains. Or *l'Homme sans nom* est le portrait du régicide; vous avez tous connu plus ou moins quelque régicide, nous en avons eu trois cent soixante-six; nous en avons eu qui ont occupé les premières fonctions de l'État, même sous la Restauration. Le genre se divise nécessairement en deux espèces : le régicide par fanatisme, et le régicide par lâcheté. C'est dans cette dernière espèce que M. Ballanche a choisi son type. L'homme sans nom est le plus honnête, le plus doux et le plus pacifique des hommes; il adore les vertus de Louis XVI; quand vient le jour du jugement, il monte à la tribune, bien disposé à prononcer l'absolution de l'innocent; mais, aux murmures de l'assemblée, aux cris menaçants des tribunes, sa tête se trouble, un éblouissement s'empare de lui; une parole, qui n'était pas la sienne, vient se placer sur ses lèvres, il prononce une sentence de mort... A peine descendu et revenu à lui-même, il veut remonter à la tribune pour se rétracter; mais il est violemment écarté par ses collègues. Jusqu'ici le fait en lui-même, bien qu'un peu exagéré dans les détails, n'est point trop invraisemblable; mais, aussitôt que le crime a été consommé, cet homme quitte la Convention, abandonne sa famille et son pays, et va se cacher au pied des Alpes, dans une misérable cabane. Là, inconnu de tous, il pleure, se lamente, se macère comme le pouvait faire, dans les premiers siècles, un ardent solitaire de la Thébaïde. « Sous la paille à demi pourrie qui lui sert « de lit, il creuse sa fosse. » Et cet homme, qui n'a pas eu le courage de résister une seconde aux cris de mort des tribunes, trouve dans le repentir d'un moment de faiblesse assez d'énergie pour s'imposer pendant vingt-deux ans, jusqu'en 1815, la plus effroyable existence que l'imagination puisse concevoir. A cette époque, deux prêtres passant par-là le réconcilient avec lui-même en lui faisant une petite leçon de fatalisme providentiel qui transforme Louis XVI en victime expiatoire, le régicide en sacrificateur, et qui ne me satisfait pas beaucoup plus que le fatalisme révolutionnaire; car les conséquences qu'on en peut tirer me paraissent aussi d'une élasticité dangereuse pour la liberté de la conscience[1] : souvenons-nous que Louis XVI a été condamné à mort à une majorité de *cinq* voix, tout en gros; ne faisons pas de ces cinq voix la voix de Dieu; laissons à ce grand fait son caractère humain; qu'il reste discutable aussi bien dans sa *nécessité* que dans sa *moralité.* Le pire défaut de *l'homme sans nom,* c'est, je crois, de produire dans ses deux parties une impression diamétralement contraire aux intentions de l'auteur.

Passons au poëme d'*Orphée.* Orphée est, comme je l'ai dit, l'histoire des temps antérieurs à l'histoire. Armé de la philologie ingénieuse et subtile de Vico, et possédant de plus que lui l'imagination vive et le style imagé d'un artiste, M. Ballanche pénètre dans la nuit des siècles et recompose à son gré des annales perdues. Nous sommes à la limite des temps héroïques; l'expédition des Argonautes vient d'être terminée, Hercule est mort, Troie a succombé, et pendant qu'Énée dirige la proue de ses vaisseaux vers le Latium, le vieil Évandre, roi pasteur, écoute, sur la colline qui sera l'Aventin, les récits de Thamyris. Ce chantre inspiré, aveugle ainsi qu'Homère, et voyageur comme lui, raconte les travaux pacifiques d'Orphée, le législateur, le civilisateur de la Thrace, le précurseur d'un monde nouveau. L'humanité déchue va toucher à son premier degré de réhabilitation, elle va entrer en possession de la conscience; les Titans, les Cyclopes, les Centaures ont disparu; l'immobile Orient va faire place à l'Occident progressif; l'homme se détache du tout panthéistique; le patriciat romain va surgir, le plébéianisme se dressera bientôt à côté de lui, et leur lutte féconde préparera l'émancipation du genre humain. C'est Orphée qui est le promoteur de cet immense mouvement social; c'est lui qui a

[1] Je sais bien que rien n'est plus difficile, sinon impossible, que de trouver le point juste où commence l'action providentielle et où finit la responsabilité humaine; à s'engager trop avant des deux côtés il y a danger égal. Toutefois, si j'avais une objection générale à faire au système de M. Ballanche, ce serait de donner trop à Dieu. — A une époque où le mot Dieu se traduit volontiers par *destinée,* le mot destinée par *nécessité, force progressive,* et ainsi de suite jusqu'à complète annihilation de la conscience, la tendance contraire me semble moins périlleuse.

reçu mission d'initier la race humaine à de plus belles destinées et de clore l'ère des traditions antiques dont la muette Égypte est restée dépositaire. Aux accents de sa lyre le sauvagisme disparaît, l'art de Triptolème est répandu parmi les hommes, les forêts tombent sous la cognée, les animaux sont soumis au joug, la propriété naît, l'union conjugale est instituée, les sociétés se reforment, et le genre humain se rapproche d'un degré de l'état antérieur à la chute. Quand sa mission est finie, Orphée subit sur la montagne de Dia une sorte de transfiguration. En proie au délire prophétique, il chante la ruine du patriciat qui s'élève, l'avènement du plébéianisme qui n'est point encore né; une lueur lointaine effleure son regard mourant, il entrevoit le christianisme et il disparaît dans un nuage.

Il y a trois hommes dans l'auteur d'*Orphée*. Il y a un savant, un érudit, un philologue, un confrère de Niebuhr ou de Vico, qui pourrait être membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Il y a un poëte des temps primitifs, un descendant d'Hésiode et d'Homère, il y a un poëte rêveur et mélancolique, un poëte des temps modernes, un frère de Lamartine. Il ne m'appartient pas de discuter le savant, il ne m'appartient pas d'apprécier jusqu'à quel point l'étymologie est ou n'est pas tirée par les cheveux; s'il est bien vrai qu'Ulysse représente le *plébéien se faisant lui-même*, et si, quand il dit au cyclope qu'il s'appelle *personne*, il prétend dire qu'il n'a pas le *nom civil*, ou simplement se permettre un calembourg utile dans la circonstance; si le chant de la sybille au livre IX contient ou ne contient pas l'essence même de la loi des Douze Tables : toutes ces questions sont trop ardues pour moi; mais ce que je sais bien, c'est qu'il y a dans la partie romanesque et descriptive du poëme des pages ravissantes; c'est que le tableau de l'enfance d'Eurydice, de sa première entrevue avec Orphée, de leurs amours, de leur hymen incomplet, du séjour en Samothrace et de la mort d'Euridice, offre un mélange de naïveté et de simplicité antique, de rêveuse et chrétienne pudeur, dont M. Ballanche possède seul le secret; le portrait d'Erigone, la jeune ménade amoureuse d'Orphée, est tracé de main de maître : il y a là une invocation à Bacchus qui eût transporté André Chénier; et tout cela, entremêlé de dissertations philologiques, mythologiques, étymologiques, de grandes vues d'ensemble et de merveilleuses divinations historiques, forme bien le plus singulier ouvrage que j'aie jamais lu.

Dans la *Formule générale*, M. Ballanche développe sous la même forme poétique les idées fondamentales de l'*Orphée*, en les appliquant à une époque incertaine et dénaturée par Tite-Live. Il raconte, ou plutôt il crée l'histoire des trois *Secessions* (secessio) plébéiennes. Le mouvement imprimé à l'humanité par Orphée se continue, le plébéianisme lutte contre le patriciat, passe à travers trois épreuves et conquiert successivement la conscience, la vie civile et la vie publique. Toutes les phases de cet antagonisme du principe stationnaire et du principe progressif sont tracées avec ce même mélange de couleurs signalé plus haut. Les lecteurs de *la Revue des Deux-Mondes* n'ont pas oublié le dramatique tableau de la mort de Virginie.

La *Ville des Expiations* est de même ordre; toutefois il ne s'agit plus ici de reconstruire le passé, mais bien de prédire l'avenir. La pensée dominante de ce livre est l'abolition de la peine de mort. Le christianisme a complété son évolution, la loi de solidarité est devenue la loi de charité, une immense ville s'élève pour recevoir tous ceux qui ont des crimes, des délits, même de simples fautes, à expier. La société dirige sur cette ville tous les hommes coupables d'infraction aux lois; ceux dont la conscience est troublée peuvent de leur plein gré y venir chercher le calme et la paix. A son arrivée le néophyte est dépouillé de son nom, et après une suite d'initiations compliquées et un temps d'expiation plus ou moins long, suivant la gravité du crime, il sort, reprend son nom et rentre dans la vie civile, non-seulement réhabilité, mais encore fortifié de toute la bonne renommée qui s'attache au pieux séjour où il a expié ses fautes. Rien n'est plus curieux que ce système pénitentiaire, ce purgatoire terrestre organisé par un poëte chrétien et présenté avec cette grâce de style qui caractérise toutes les productions de M. Ballanche. En y regardant de près, les objections de détail, quant à la réalisation, abondent; mais il ne faut pas oublier que celui à qui nous avons affaire n'est ni un maçon, ni un architecte, ni un commissaire de police; et, pour être une utopie, cette Salente expiatoire n'est ni moins poétique, ni moins attrayante que celle de Fénélon. L'auteur a jugé à propos d'intercaler dans son œuvre trois ou quatre petites nouvelles destinées à expliquer et atténuer certains crimes; j'aimerais autant ne pas les y voir; elles manquent de vie et de mouvement, tournent au banal et tranchent assez désagréablement sur le ton à la fois brillant et grave du tableau.

Nous voici enfin arrivé au livre qui, à mon avis, est le chef-d'œuvre de M. Ballanche, et aussi une des productions les plus étonnantes que notre littérature ait produites. C'est une brochure de 120 pages, écrite en style biblique; c'est la *Vision d'Hébal*. Figurez-vous un *prophète*, un *voyant*, abîmé dans l'extase comme saint Jean à Pathmos. C'est le soir, sur la fin de l'été; une horloge sonne neuf heures, en jouant un air qui s'applique sur les paroles de l'*Ave Maria*. La vision commence avec la première heure et se termine à la neuvième; et durant ce laps de temps presque imperceptible, Hébal a vu au même instant, d'un même regard, le commencement, le milieu et la fin des choses; bien plus, il voit l'*antériorité* des choses. Il n'y a plus pour lui ni jours, ni années, ni siècles; tout lui est présent, il est en face de l'infini; toutefois, comme la parole mortelle est successive, et par conséquent impuissante à rendre une telle simultanéité, M. Ballanche a été obligé de donner à sa pensée la forme logique et évolutive; mais le récit est si rapide que la pensée conserve toute l'énergie spontanée de l'inspiration. — Or voici d'abord Dieu reposant dans son immensité, Dieu avant le *fiat lux*, Dieu, puissance sans nom, sans symbole, sans image, l'être absolu, abstrait, en dehors de toute forme et de toute limite; le temps ne s'est pas encore détaché de l'éternité : tout-à-coup Dieu sort de son repos, l'univers est créé, voici la lumière, les cieux, la terre, les mers, les végétaux, puis l'homme; l'homme créé substance, une, intelligente et libre, essaie une puissance au-delà de celle qui lui est attribuée; un long cri de douleur retentit dans tous les coins de l'immense univers et apprend que l'intelligence nouvelle a succombé à l'épreuve. Aussitôt le créateur vient au secours de sa créature, et le décret de condamnation est un décret de mansuétude et de grâce : l'être déchu est condamné à marcher dans la voie du progrès pour reconquérir ce qu'il a perdu, l'éclat de son principe ontologique primitif. L'essence humaine, une avant la chute, divisée après, doit tendre incessamment à revenir à l'unité par l'expiation. Voici maintenant l'homme emprisonné dans des organes, l'homme divisé en sexes, en castes, en classes, l'homme identique dans sa diversité, et dont l'identité atteste l'unité première et prophétise l'unité définitive; voici Caïn, le premier meurtrier; voici le déluge, voici les nations qui apparaissent dans l'horizon obscur du mythe; le *Voyant* fait successivement passer devant nous le peuple hébreu, l'Égypte, l'Orient, le monde grec, le monde romain, la Gentilité tout entière. Voici le médiateur, puis la lutte entre le paganisme et le christianisme; voici Julien, voici le moyen âge avec ses deux figures ennemies, le pape et l'empereur; voici Luther et Loyola, Louis XIV et Cromwell; le XVIIIe siècle, Napoléon, la Restauration, la révolution de Juillet. Le *Voyant* ne s'y arrête qu'un instant, pour observer que deux degrés d'initiation ont été franchis à la fois; il pressent des troubles, mais il espère que la puissance du progrès suffira pour rétablir l'harmonie. — Laissant derrière lui le passé, le *Voyant* s'élance dans l'avenir : une nouvelle Europe sort de l'Europe ancienne, les derniers vestiges du moyen âge disparaissent; le christianisme achève son évolution, il règne pacifiquement sur le monde; l'Occident triomphe, l'immobile Orient s'ébranle à son tour, l'islamisme succombe; la peine de mort et la guerre sont abolies; le Gange est affranchi, la Chine elle-même devient progressive, et dans le point le plus reculé de l'avenir Hébal voit l'homme complétant la création, spiritualisant la matière, et toute vie devenant par l'assimilation la vie de l'homme, jusqu'au moment où l'homme lui-même, dernier terme de la création, rendu à l'unité première par l'expiation successive, accomplit la loi de son être et recouvre l'état divin antérieur à la chute. La neuvième heure sonnait, l'air de l'*Ave Maria* finissait à l'horloge au moment où Hébal terminait ce voyage qui avait embrassé toute la durée des âges depuis le commencement jusqu'à la fin. Il fut saisi d'une grande fatigue; il n'eut que le temps de raconter ce qu'il avait vu, et mourut.

Tel est cet étrange poëme de 100 pages, dont une esquisse ne peut rendre ni la vigueur du style, ni la grandeur des images, ni la profondeur des idées. Il n'y a là aucune fantasmagorie apocalyptique; tout, dans cette immense revue des choses, est rapide comme la pensée, coloré comme la poésie, et grandiose comme l'infini. S'il se trouve en quelques endroits du vague, c'est dans la pensée plutôt que dans les mots; or, ce vague ne messied pas ici, au contraire, c'est comme un souffle immense que le lecteur aspire à pleine poitrine; c'est un horizon sans bornes qui se déroule à ses regards : le moyen d'être précis en peignant l'infini! — Citons au hasard pour justifier notre admiration; voici un tableau de la fin du monde :

« Hébal croit assister à l'agonie de l'immense univers. Les lois qui en firent l'harmonie semblent avoir cessé;

et cependant les corps célestes continuent de suivre en silence leurs ellipses, tracées depuis l'origine des choses. Mais la terre, la terre seule ne sait plus où est son équateur, où sont ses pôles. Elle chancèle sur elle-même : son atmosphère est redevenue mortelle. Toute vie périt comme au temps du déluge. Hébal lui-même se sent mourir au sein de cette angoisse universelle ; son âme, détachée de son enveloppe mortelle, plane sur cette vaste ruine ; elle se prépare à contempler un nouvel acte de la puissance suprême. La terre, globe éteint, sans vie ni végétative ni animale, la terre est lancée dans un autre coin de l'espace. A un signe de la puissance suprême, le genre humain tout entier se réveille de la mort. Les hommes sortent des entrailles de la terre, des lieux qui furent des montagnes, des vallées et des profonds abîmes des mers ; ils se lèvent debout, et ne reconnaissent ni la terre ni les cieux, car tout est changé. Hébal revêt pour la dernière fois le vêtement de poussière qu'il venait de quitter, il se trouve au milieu de cette multitude qui est le genre humain tout entier. Quel spectacle!

Le genre humain, seule forme subsistante, se réveillant de la mort et se mettant, comme autrefois Job, à interroger son Créateur, le Créateur dont l'ouvrage va périr ; tant de générations, qui parlent par un cri unanime, devenu une voix articulée, une seule voix, la voix de l'homme universel ; et cette voix est un gémissement qui contient l'image et le souvenir de toutes les calamités humaines depuis le commencement jusqu'à la fin. — Et cette voix du gémissement, de l'angoisse et de la mort, cette voix disait : « Voilà donc cette terre qui me fut donnée comme un héritage! voilà cette terre que j'ai arrosée de mes sueurs, que j'ai baignée de mon sang, que j'ai pétrie de mes larmes! voilà cette terre telle que l'ont faite les déluges, les tempêtes, les volcans, les fléaux, les cataclysmes, l'infructueux labeur de l'homme! J'ai lutté contre les forces de la nature, j'ai lutté contre les éléments, j'ai fait le sol et les climats! Les forces de la nature m'ont dompté, les éléments m'ont vaincu, le sol et les climats se sont élevés contre moi! J'étais poussière, et je suis redevenu poussière! et ma vie n'a été qu'un combat, une angoisse. Pourquoi tant de calamités, tant de crimes, tant de douleurs? pourquoi la guerre, les dévastations, l'esclavage, les castes et les classes? Pourquoi les sacrifices humains, les superstitions, les infamies? Pourquoi de jeunes filles innocentes et de chastes épouses ont-elles été profanées? Et tout ce cri de l'homme universel semblait se résumer dans le cri échappé sur Golgotha par le Médiateur : « Pourquoi m'avez-vous abandonné? » Mais Dieu ne dispute point comme jadis il avait disputé avec Job, son serviteur. Une immense clarté intellectuelle descendit sur le genre humain. La conscience d'Hébal, assimilée à la conscience universelle, a compris sans qu'aucune parole ait retenti dans le monde expirant. »

Il ne m'appartient pas d'examiner la vision d'Hébal et en général toute la philosophie de M. Ballanche au point de vue de l'orthodoxie. Il est évident que le pieux théosophe n'est pas rigoureusement orthodoxe, mais il est profondément chrétien. Suivant lui, tout est dans le christianisme. Seulement, le catholicisme, qui en est la forme évolutive, comporte le progrès et le développement. C'est en ce sens qu'Hébal s'écrie : « Le pontificat romain dira de quelles traditions il est dépositaire. »

Du reste, M. Ballanche publiera, je pense, bientôt *une théodicée* de *l'histoire*, qui contiendra son dernier mot.

Après avoir ainsi exposé tant bien que mal les idées du philosophe, il me reste, pour compléter cette notice, à vous tracer une esquisse de l'homme. M. Ballanche, que M. de Châteaubriand appelle *son vieux compagnon de route*, est une de ces natures d'élite dont le moule semble aujourd'hui perdu. Essayez de vous représenter par la pensée un bon vieillard, à l'œil méditatif et doux, à la parole lente, au sourire mélancolique et fin, portant sur toute sa personne l'empreinte d'une organisation débile, et en même temps laissant lire à travers la limpidité juvénile de son regard toute la pureté d'une vie étrangère aux passions dévorantes et vouée tout entière aux affections douces, aux travaux solitaires, à la méditation. Dans un temps d'étroits calculs, de soucis rongeurs et d'ambitions refoulées, où chacun porte au cœur sa plaie secrète, où tout visage grimace pour cacher l'égoïsme, le doute, l'amertume ou l'ennui qui sont au fond de l'âme, il y a plaisir à voir cette physionomie de platonicien rayonner douce et paisible, comme la surface d'un lac aux dernières lueurs du couchant. Dans sa longue carrière, M. Ballanche n'a fait, pour ainsi dire, que côtoyer la vie sans y entrer, et c'est tant mieux, car il y eût infailliblement joué le rôle de dupe, et son âme eût laissé la plus belle partie de sa parure aux ronces du chemin. Ce n'est pas toutefois que cette candeur si belle, cette ingénuité si rare dans les choses de la vie, proviennent, chez M. Ballanche, d'une intelligence absorbée par l'étude et dénuée d'observation ; au contraire, le doux théosophe est essentiellement observateur, et sa conversation n'est pas même sans une certaine causticité inoffensive, pleine de charme. Mais si son esprit conçoit, prévoit et explique le mal, son cœur en est encore à le comprendre, et c'est à peine s'il y croit. Or ce mélange d'élévation, de finesse et de naïveté, qui, dans un vieillard, vous offre à la fois un penseur, un homme du monde et un enfant, n'est-ce pas là un assemblage unique dont l'analyse est impossible, un tout qu'il faut renoncer à peindre et se contenter d'aimer?

Bernadotte.

(CHARLES XIV.)

> Quelque chose de chevaleresque dans la figure, de noble dans les manières, de très fin dans l'esprit, de déclamatoire dans la conversation, en font un homme remarquable. Courageux dans les combats, hardi dans le propos, timide dans les actions qui ne sont pas militaires, irrésolu dans ses projets....
>
> PORTRAIT INÉDIT DE BERNADOTTE SOUS LE CONSULAT, par BENJAMIN CONSTANT.

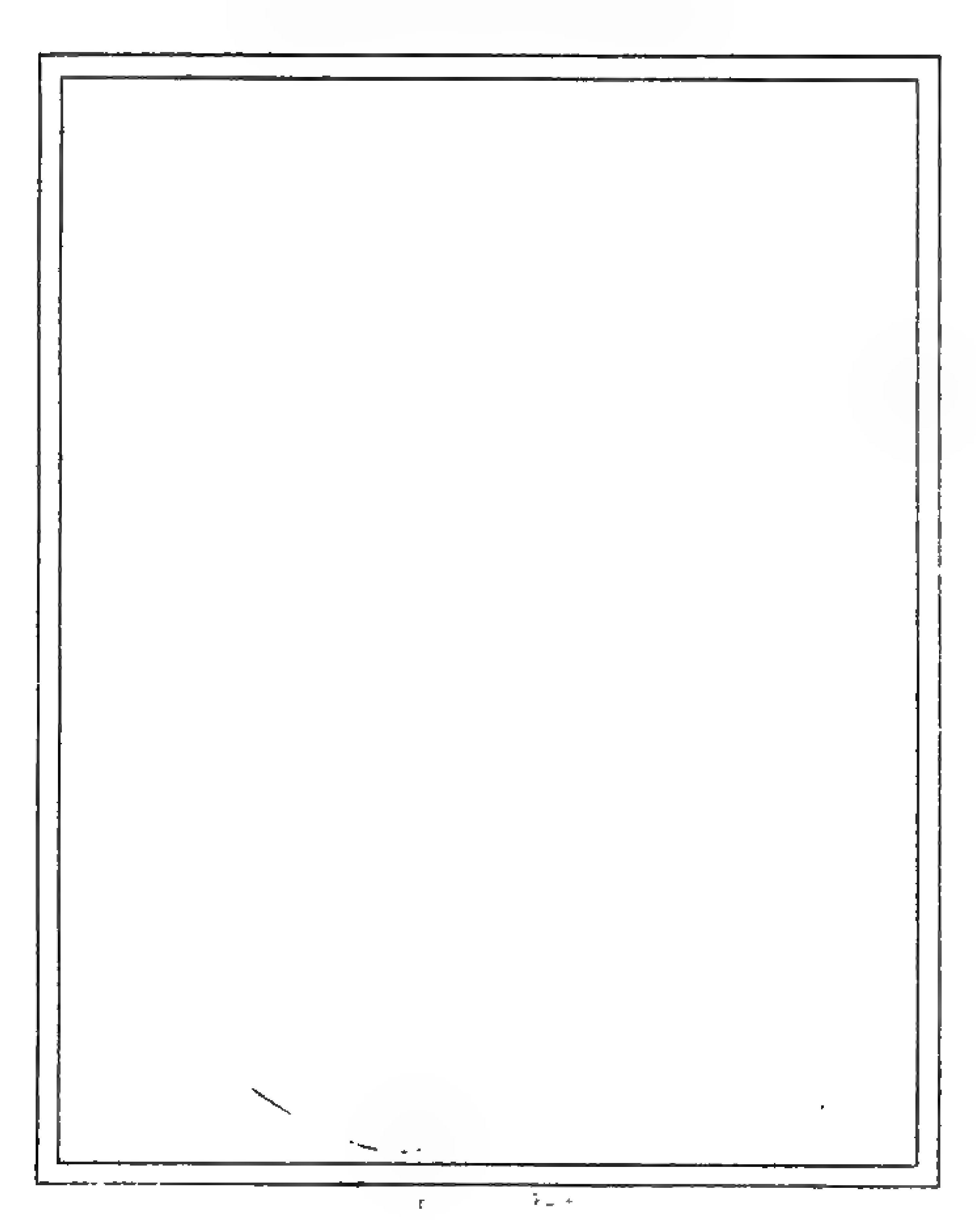
> Il a du sang maure dans les veines.
>
> NAPOLÉON.

Dans une vieille rue de Pau, qui serpente au pied de la montagne sur laquelle s'élève le fameux manoir où naquit Henri IV, il y a une maison de modeste apparence que les voyageurs aiment à visiter après le château. Par une belle matinée du mois de juillet 1780, la porte de cette petite maison s'ouvrait furtivement pour livrer passage à un jeune homme de dix-sept ans, dont la taille et les allures annonçaient au moins cinq ans de plus; c'était un grand gaillard bien découplé, à la chevelure noire, épaisse et frisée, à l'œil vif et hardi; le feu de sa prunelle, la courbure prononcée de son nez et la forme allongée de ses traits donnaient à sa physionomie une singulière ressemblance avec celle d'un oiseau de proie [1]. Il marchait au pas redoublé, en homme qui se prépare à accomplir une détermination bien arrêtée. C'était le second fils d'un avocat de Pau; se sentant peu de goût pour la profession de son père, et blessé surtout de la prédilection très marquée de sa mère pour son frère aîné, il s'était levé ce jour-là résolu à faire ce qu'on appelle vulgairement un *coup de tête*. Et en effet, quelques instants plus tard il entrait chez un capitaine du régiment Royal-Marine, alors en congé dans sa ville natale, en le suppliant de lui faire signer tout de suite et dans le secret un engagement de volontaire; le capitaine, enchanté d'envoyer à son régiment une recrue de si bon air, ne se fit point trop prier; l'engagement fut signé sur-le-champ. Pour éviter tout éclat, on le fit viser par le maire d'un village voisin [2], et le lendemain à la pointe du jour le nouveau soldat prenait, à l'insu de sa famille, la route de Marseille, où il s'embarqua pour joindre son régiment qui tenait alors garnison en Corse. Au moment même où il arrivait dans cette île, un enfant de onze ans en sortait [3]. Le vaisseau qui portait le jeune homme et le vaisseau qui portait l'enfant se croisèrent peut-être; les deux passagers devaient plus d'une fois se croiser dans la vie; ennemis à la première vue, ennemis dans

[1] Tous ceux qui ont connu l'homme savent que cette analogie n'est pas inventée.

[2] Pour être valable, tout engagement militaire devait être visé par une autorité civile.

[3] Ceci n'est point un rapprochement imaginaire : c'est en 1780 que Bernadotte arriva en Corse, c'est en 1780 que Napoléon en sortit pour se rendre à l'École de Brienne.



la même carrière, ennemis sous les mêmes drapeaux, ennemis plus tard sous des drapeaux différents, tous deux républicains, soldats et rois, des deux, l'un, le Corse, après avoir remué le monde, devait mourir solitaire sur un rocher de l'Océan; l'autre, le Béarnais, changeant de patrie, allait au loin chercher une couronne qu'il ne tînt pas de son rival; pour la garder dans la tempête il s'enrôlait, lui roi d'hier, dans une cohorte de vieux rois, et au dernier moment il venait, en détournant les yeux, jeter dans la balance le poids d'une épée française teinte de sang français; aujourd'hui chef heureux et paisible d'une dynastie naissante, vieillard transplanté des Pyrénées aux bords de la Baltique, le fils de l'avocat de Pau, aux jours d'apparat, vêtu du manteau royal, l'antique couronne des Wasa sur la tête et le sceptre à la main, siége sur le trône d'argent [1] des successeurs de Christine, et la vieille race du Nord, les fils d'Odin, les quatre ordres des États scandinaves, nobles, prêtres, bourgeois, paysans, s'en viennent respectueusement et à la file baiser la main de cet enfant de la Gascogne, qui porte encore, dit-on, sur le bras ce signe indélébile dont se tatouaient les soldats français de l'an II : *La république ou la mort;* c'est là tout ce qui reste de l'homme d'autrefois.

Jean-Baptiste-Jules Bernadotte passa deux ans en Corse comme simple grenadier; sa santé s'étant d'abord altérée au service, il obtint un congé, revint à Pau, se rétablit, et, malgré les instances de sa famille qui s'efforçait de le détourner d'une carrière alors ingrate et sans avenir pour un plébéien, le jeune homme, pressentant déjà peut-être les grandes choses qui allaient s'accomplir, s'obstina à suivre sa vocation, et au commencement de 1785 nous le retrouvons encore simple soldat à Marseille, dans ce même régiment Royal-Marine qui avait changé de garnison; le 16 juin de la même année il passait caporal, il était sergent le 31 août, fourrier le 21 juin 1786, sergent-major le 11 mai 1788, et enfin le 7 février 1790 il arrivait à la limite que cinquante ans plus tôt il n'eût probablement jamais franchie, il était promu au grade d'adjudant; cet avancement rapide pour l'époque était dû à une excellente conduite, à une capacité remarquable, à une éducation soignée, rare chez un subalterne, et à une superbe tournure. L'adjudant Bernadotte était à la fois le plus beau et le plus intelligent des sous-officiers de Royal-Marine.

Tandis que se passaient aussi obscurément les premiers jours de cette grande existence, le volcan révolutionnaire commençait à jeter ses flammes, la voix de Mirabeau sonnait le glas funèbre de la monarchie et retentissait d'un bout de la France à l'autre; la populace de Marseille, la plus exaltée de toutes les populaces du monde, s'insurgeait au nom de la liberté comme on la verra plus tard s'insurger au nom de la royauté. Le colonel du régiment de Bernadotte était entouré et sur le point d'être massacré; le jeune adjudant, suivi de quelques soldats, se précipite au milieu de la foule, la harangue, la contient et lui arrache son colonel qu'il dépose à l'hôtel-de-ville, dont il barre l'entrée; un beau jeune homme, alors secrétaire de la commune, s'avance sur le perron, achève de calmer le peuple, serre dans ses bras l'adjudant et lui prédit une glorieuse carrière; c'était l'Antinoüs futur de la Gironde, l'héroïque Barbaroux. Ces deux hommes ne devaient plus se revoir : un trône attendait l'un, et l'autre l'échafaud.

Trois ans plus tard, quand Barbaroux accomplissait ses destinées, Bernadotte marchait à grands pas vers les siennes; l'ennemi entourait la France d'un cercle de feu, l'émigration avait emporté tout le corps d'officiers, et tandis que Paris se déchirait les entrailles, des généraux improvisés, soldats de la veille, conduisaient à la frontière des légions en guenilles, pieds nus, qui s'habillaient et se chaussaient aux frais de l'ennemi. Le comité de salut public appelait cela *organiser la victoire.* La Convention parlait plus juste, elle se contentait de la *décréter.*

Devenu colonel, et appelé aux bords du Rhin à commander sous Custine une demi-brigade, l'ex-adjudant Bernadotte se distingua aux combats de Spire et de Mayence, et dès son premier pas il donna la mesure de ce qu'il serait un jour, en se tirant avec bonheur de situations difficiles dont le canon de l'ennemi ne faisait pas le plus grand péril; ceux qui étudient l'histoire en bloc et s'en tiennent aux

[1] Puisque nous en sommes aux rapprochements, le lecteur n'apprendra peut-être pas sans intérêt que ce trône d'argent, placé au château de Stockholm dans la salle des *États,* et sur lequel siége Bernadotte à l'ouverture des diètes, est un cadeau fait à la reine Christine par son amant Lagardie, autre Français d'origine, qui ne se doutait guère que le don offert à sa royale maîtresse servirait un jour à un Français. Quant au tatouage républicain du bras de Charles-Jean, ce fait, que du reste je ne garantis pas, m'a été affirmé par plusieurs personnes.

résultats s'inquiètent fort peu de savoir quel tohu-bohu c'était que l'armée du Nord à cette époque, et quel mérite il y a eu aux chefs militaires des premiers jours de la république à lutter victorieusement contre tant de causes de revers. Qu'on se figure un rassemblement de soldats indisciplinés, mal vêtus, mal nourris, qui motionnaient, déclamaient, s'insurgeaient; un foyer de dénonciations intéressées et d'intrigues sans cesse alimenté par des proconsuls voyageurs, hommes nuls pour la plupart, braillards par goût, féroces par peur, qui discutaient les manœuvres, haranguaient les soldats, ordonnaient de courir sus aux chefs, et punissaient de mort tout revers dont ils étaient trop souvent les premiers auteurs. Deux généraux en chef, Custine et Houchard, payèrent de leur tête leur résistance à d'absurdes volontés; le troisième, Jourdan, s'en tira à force de talent et de bonheur. Bien que placé d'abord dans une position secondaire, le chef de brigade Bernadotte, voué de cœur au triomphe de la cause républicaine, était trop profondément pénétré d'un sentiment de dignité militaire pour ne pas avoir à souffrir plus d'une fois de tout ce désordre; cependant, comme il préférait avec raison la mort du champ de bataille à l'échafaud, il sut être motionneur, discoureur, harangueur plus que pas un; en même temps qu'il luttait de déclamations banales avec un Isoré, un Chasles, un Laurent, un Duquesnoi et autres capacités conventionnelles de même force [1], il savait toujours les faire tourner avec art au profit de la discipline; intrépide et fanfaron, il s'entendait admirablement à rehausser par la parole toute la valeur d'un exploit; sa bravoure française et sa faconde gasconne le faisaient adorer des soldats; dévoré d'ambition, mais sentant bien quelle terrible et multiple responsabilité pesait alors sur les plus hautes têtes de l'armée, il refusait d'accepter l'avancement qu'on lui offrait, et son abnégation patriotique faisait merveille; quand les éternels représentants arrivaient jusqu'à lui simple chef de demi-brigade et le harcelaient, il leur offrait sans hésiter ses épaulettes et demandait à reprendre un mousquet; un jour pourtant sa sagacité fut en défaut, et il frisa la guillotine. La brigade Goguet s'était révoltée contre son général, et, fidèle aux habitudes du temps, elle l'égorgeait; Bernadotte s'avance avec ses troupes, les harangue avec cette chaleur qui le caractérisait, se jette avec elles au milieu des mutins, les disperse et leur enlève le général Goguet à moitié mort d'un coup de fusil. C'en fut assez pour légitimer contre les deux *aristocrates* une dénonciation; ordre arriva du comité de salut public de les faire conduire à Paris. Heureusement que dans la journée même il y eut un combat où Bernadotte se montra si brillant de talent et de valeur, que le représentant Goupilleau crut devoir surseoir à son arrestation et en référer au comité, lequel avec sa logique ordinaire remplaça l'ordre d'arrestation par un brevet de général de division; heureux d'esquiver l'un, Bernadotte crut devoir refuser l'autre; plus tard même, quand il eut passé à l'armée de Sambre-et-Meuse, après la grande bataille de Fleurus au gain de laquelle il avait puissamment contribué, il fallut que Kléber, son supérieur et son ami, lui fît en quelque sorte violence pour le forcer d'accepter sur le champ de bataille même le grade de général de brigade qu'il avait si bien mérité.

[1] Il faut lire la correspondance des représentants en mission auprès des armées avec le comité de salut public, pour se faire une idée de l'ineptie de ces hommes, dont quelques-uns seuls ont mérité leur gloire, et dont la masse dépasse en bêtise les limites du possible.

Cependant cette période de désordre, de délire et de fièvre passa avec le danger; à force de victoires les chefs républicains conquirent enfin le droit de n'avoir plus à lutter qu'avec l'ennemi. Élevé au grade de général de division, Bernadotte prit pendant deux ans (1795 et 1796) une part active et importante à ces mille combats livrés par l'armée de Sambre-et-Meuse au prince Charles. Il déploya pendant toute cette campagne une intrépidité merveilleuse, et ses savantes manœuvres le classèrent définitivement parmi les généraux de premier ordre. Inébranlable au milieu du feu, quand ses soldats pliaient il les électrisait de sa parole méridionale, jetait ses épaulettes dans les rangs ennemis, et les ramenait au combat; forcé à la retraite par l'inaction de Moreau, il couvrit habilement la marche de l'armée, et par sa brillante résistance à la tête du pont de Neuwied il sut conserver une porte ouverte sur l'Allemagne. « La république, » lui écrivait le Directoire à la fin de cette campagne, « est accoutumée à voir triompher ceux de ses dé- « fenseurs qui vous obéissent. »

A la fin de cette campagne, Bernadotte fut chargé de conduire à l'armée d'Italie 20,000 hommes détachés de l'armée de Sambre-et-Meuse. L'Europe entière avait alors les yeux fixés sur le théâtre glorieux des hauts-faits de Bonaparte. Bernadotte accepta avec joie la mission de servir sous lui. Il traversa la France avec sa colonne, et arriva à Milan

en l'an v, vers la fin de l'hiver. Le chef de l'armée du Nord se trouva là comme dans un autre monde; il avait vu à l'origine, sur les rives du Rhin, une armée tiraillée en tous sens par des influences contraires, et soumise à toutes les oscillations du pouvoir; il trouva de l'autre côté des Alpes une armée étroitement unie à un général qui ne rendait compte de ses déterminations qu'à lui-même, et dont l'épée républicaine prenait déjà la tournure d'un sceptre. Le Béarnais ombrageux et rétif se tint en garde. La première entrevue fut décisive : « J'ai vu là, » disait Bernadotte en rentrant à son quartier-général, « un homme de vingt-six à « vingt-sept ans qui veut avoir l'air d'en avoir cin« quante, et cela ne me présage rien de bon pour « la république. » D'un autre côté, suivant quelques biographes, Bonaparte aurait caractérisé Bernadotte en disant de lui que c'était une tête française sur le cœur d'un Romain. Toutefois les opérations militaires n'eurent pas à souffrir de cette réserve mutuelle. Le général en chef plaça son lieutenant à l'avant-garde, et ce dernier contribua puissamment au succès de cette belle et rapide campagne de l'an v, commencée au Tagliamento et terminée à Léoben. Chargé de présenter au Directoire les drapeaux pris sur l'ennemi, Bernadotte arriva à Paris cinq jours avant le coup d'État de fructidor. Il était porteur d'une lettre de son chef qui se terminait ainsi : « Vous voyez dans le géné« ral Bernadotte un des amis les plus solides de la « république, incapable par principes comme par « caractère de capituler avec les ennemis de la li« berté pas plus qu'avec l'honneur. »

Le mouvement de fructidor était dès longtemps préparé par le Directoire; Bonaparte s'y était associé en faisant signer à son armée des proclamations et des adresses contre les membres du corps législatif que les soldats appelaient les *avocats;* de tous les généraux Bernadotte seul avait refusé de prendre part à cette intervention des sabres dans les affaires de l'État. Augereau, qui l'avait précédé à Paris, se chargea d'en finir par un coup de main, et tandis qu'il accomplissait son expédition contre la majorité des conseils, Bernadotte resta les bras croisés et laissa faire. Il repartit bientôt après pour l'Italie, rejoignit Bonaparte à Passeriano. Questionné vivement par lui sur la situation des affaires depuis le triomphe du Directoire, Bernadotte exposa, dit-on, avec franchise l'état des esprits, la haine secrète que portait au général en chef le Directoire, qui espérait conquérir en éternisant la guerre une dictature qui lui permît de se débarrasser de lui au premier revers. Bonaparte, suspect aux républicains, odieux aux royalistes dont il venait d'anéantir les dernières espérances, et prévoyant que le gouvernement l'environnerait d'entraves de toute espèce, se décida à terminer la guerre en signant le traité de Campo-Formio, et partit lui-même pour Paris. Toutefois, se défiant sans doute déjà de Bernadotte, et craignant de le laisser en Italie pendant son absence à la tête de ce corps de Sambre-et-Meuse qui lui était tout dévoué, il lui enleva par un ordre daté de Milan la moitié des troupes laissées sous son commandement, et lui enjoignit de rentrer en France avec le reste.

Cette mesure blessa vivement Bernadotte; il écrivit au Directoire pour lui demander un commandement aux îles de France, aux Indes, à l'armée de Portugal, ou sa retraite. En même temps il adressait à Bonaparte une lettre où il disait : « Quoique j'aie à me plaindre de vous, je m'en sé« parerai sans cesser d'avoir pour vos talents la plus « grande estime. »

Le Directoire, ravi au fond de savoir que Bernadotte ne voulait plus servir sous Bonaparte, le choisit justement pour le commandement en chef, pendant la paix, de l'armée d'Italie, laissé à Berthier par *interim*. Il arrivait à son poste à Milan, quand Berthier lui remit un nouvel arrêté du Directoire qui le nommait brusquement ambassadeur à Vienne. J'ai trouvé dans plusieurs biographies [1] que cette nomination subite était l'œuvre des intrigues de Bonaparte, qui avait voulu non-seulement lui faire quitter l'Italie, mais encore le pousser à Vienne à quelque imprudence qui rallumât la guerre, et qui permît à lui Bonaparte de marcher plus sûrement à l'exécution de ses projets.

Dans cette donnée, l'affaire *du drapeau* arboré sur la porte de l'hôtel de l'ambassadeur à Vienne

[1] Toutes les biographies sur Bernadotte sont ou très hostiles, ou complétement et exclusivement louangeuses; les plus récentes, écrites évidemment sous la même inspiration et à peu près dans les mêmes termes, sont des panégyriques absolus; toutes se résument en un ouvrage en trois volumes, intéressant d'ailleurs, mais très partial, publié en 1838 par M. Touchard-Lafosse, sous le titre d'*Histoire de Charles XIV*. — Cet ouvrage, qui m'a servi pour les faits, renferme à mon sens un assez bon nombre d'erreurs; l'exiguïté de ce cadre me permettra à peine d'en signaler quelques-unes.

par ordre exprès du Directoire et par les insinuations de plusieurs journaux dévoués à Bonaparte, cette affaire du *drapeau* qui devint le signal d'une émeute, et qui, combinée avec la brusque invasion de Rome par Berthier, après l'assassinat du général Duphot, faillit rompre tout-à-coup la paix de Campo-Formio, ne serait plus qu'un coup monté par Bonaparte. Ne pouvant discuter ici la vérité de ces allégations, je me contenterai de rappeler que Bonaparte, alors et plus tard, a constamment blâmé et la nomination de Bernadotte et sa conduite dans cette affaire du drapeau, en l'accusant d'avoir compromis la France par une bravade inutile, et qu'il a blâmé également le Directoire d'avoir renversé le gouvernement papal et proclamé la république romaine, quand il fallait se contenter d'exiger une réparation.

C'est à cette époque, pendant que ces incidents compliquaient les opérations du congrès de Rastadt, au moment où se préparait l'expédition d'Égypte, que Bernadotte, rappelé de son ambassade, revint à Paris, et s'allia à la famille Bonaparte en épousant la belle-sœur de Joseph, mademoiselle Désirée Clary, fille d'un négociant de Marseille, aujourd'hui reine de Suède et de Norvége, et qui eût été impératrice des Français si son père ne l'eût refusée quelques années auparavant au général d'artillerie Napoléon Bonaparte, alors en demi-solde et sans emploi. Les deux jeunes gens s'aimaient; mais M. Clary signifia à sa fille *qu'il y avait bien assez d'un Bonaparte dans la famille*, et le futur empereur fut évincé. Mademoiselle Clary, en devenant madame Bernadotte, ne s'imaginait pas qu'elle avait perdu la plus belle couronne du monde, et qu'elle en gagnait une autre moins brillante, mais plus solide [1].

L'expédition d'Égypte venait d'enlever à la France 40,000 hommes d'élite et un immense matériel, les négociations de Rastadt n'avaient produit aucun résultat, les hostilités avaient recommencé. Le gouvernement était déchiré par des discordes funestes; l'armée d'Italie, depuis six mois sans solde, sans munitions, sans vivres, avait été forcée d'évacuer le Mantouan, la Cisalpine et le Piémont; la chaîne des Alpes était occupée par l'ennemi. La Suisse jusqu'à Zurich venait de tomber sous la domination autrichienne; le Bas-Rhin était à découvert, la Belgique nous échappait; partout les baïonnettes ennemies se rapprochaient de nos frontières. A l'intérieur la situation n'était pas moins alarmante; les révoltés de l'Ouest relevaient la tête, des troubles venaient d'éclater en même temps à Lyon, à Amiens, à Bordeaux. La dissolution de la république paraissait imminente. C'est dans de telles circonstances que le Directoire, après quelques hésitations motivées par la crainte que nourrissent toujours les gouvernements faibles contre les hommes forts, se décida à appeler Bernadotte au ministère de la guerre le 15 messidor an VII. La tâche était rude, le général républicain s'y voua avec toute l'ardeur de sa nature. La garde nationale réorganisée partout, des bataillons de vétérans rapidement formés pour contenir les mécontents de l'intérieur, une remonte de 40,000 chevaux, 100,000 hommes de nouvelle levée, habillés, équipés, armés et dirigés sur la frontière, tels furent les principaux résultats d'une administration qui ne dura que deux mois et demi, et sut en si peu de temps multiplier par l'activité les ressources de nos armées, diriger les opérations des généraux, préparer les victoires de Brune en Hollande et le beau triomphe de Masséna à Zurich. On connaît assez généralement l'intrigue qui força Bernadotte à quitter le ministère; on sait comment Sieyès, désespérant de l'associer à ses songes creux de refonte sociale qui aboutirent en définitive à son fameux mot, la *France a trouvé un maître*, l'amena, dans une conversation jésuitique, à exprimer le désir, aussitôt que sa mission réorganisatrice serait accomplie, de reprendre son poste de général sous les drapeaux. — Dès le lendemain, un arrêté pris en secret par trois directeurs arrivait à Bernadotte; il était ainsi conçu : « La démission donnée « par le citoyen général Bernadotte de ses fonctions « de ministre de la guerre est acceptée. » A cet arrêté était jointe une lettre de Sieyès, qui équivoquait sur la conversation de la veille pour expliquer une destitution inattendue. Bernadotte furieux prend la plume et répond : « Je reçois à l'instant, « citoyens directeurs, votre arrêté d'hier et la lettre « *obligeante* qui l'accompagne; *vous acceptez une* « *démission que je n'ai pas donnée,* » et il termi-

[1] Mme Bernadotte, bonne et spirituelle personne, s'est longtemps fait prier pour aller en Suède exercer son métier de reine, dont elle s'acquitte, dit-on, parfaitement bien : longtemps après la Restauration, quand on l'appelait à Stockholm pour la couronner, elle était encore à Paris, ne se pressant guère, retenue par des sentiments non partagés, regrettant naïvement de n'être pas *une grande dame,* et peu soucieuse des pompes qui l'attendaient. Il fallut des ordres formels et réitérés pour la décider à partir.

nait sa lettre en demandant son traitement de réforme. « J'en ai, disait-il noblement, autant besoin que de repos. » Bernadotte, en effet, était pauvre alors; devenu maréchal et prince, il était pauvre encore, et, quand ses compagnons d'armes regorgeaient d'or, il partit pour occuper un trône, n'emportant guère avec lui d'autres richesses que son épée [1]. Dans un temps où la valeur et le talent militaire s'alliaient assez à la rapacité, l'intégrité incontestable du maréchal de l'empire, aujourd'hui roi, est un fait qui mérite d'être signalé.

Vingt-cinq jours après la démission *prétendue* de Bernadotte, le général de l'armée d'Égypte débarquait à Fréjus; un mois plus tard, il n'y avait plus de Directoire, il y avait un maître. Je ne puis parler ici au long de la révolution de brumaire; il paraît certain que, si Bernadotte fût resté au ministère, Bonaparte eût rencontré de sa part une résistance acharnée; le Gascon était aussi bon harangueur que le Corse; si la gloire était moindre de beaucoup, sa popularité à Paris était grande. Armé de toutes les ressources d'un pouvoir établi, il eût péroré au nom de la liberté, et il se pourrait bien faire que le corps législatif n'eût pas sauté par les fenêtres. Qu'en serait-il advenu? la France y aurait-elle gagné? je ne sais, et je crois qu'aujourd'hui ces questions importent peu. Toujours est-il que, dans l'entrevue de la rue *Chanteraine*, Bernadotte non-seulement refusa positivement son concours, mais encore ne dissimula pas son intention bien arrêtée d'obéir aux ordres qui pourraient lui être transmis par un des pouvoirs légaux. Bien plus, pendant que Moreau, irrésolu, comme à son ordinaire, manifestait quelques velléités de résistance, Bernadotte réunit chez lui, le matin même de l'expédition de Bonaparte à Saint-Cloud, quelques républicains du corps législatif et les exhorta à se rendre en toute hâte au sein de l'assemblée, à le faire nommer commandant de la force armée, s'engageant, aussitôt le décret obtenu, à monter à cheval, à réunir tout ce qu'il pourrait ramasser de soldats, et à venir défendre la constitution dr l'an III. — Les députés partirent, la motion se [illegible] temps se passa à bavarder, à protester, Bonaparte parut avec ses grenadiers; on sait le reste.

Bernadotte dut plier; le premier consul, pour l'*absorber*, comme disait Sieyès, le nomma conseiller d'État, plus tard il l'envoya dans l'Ouest pour repousser les tentatives des Anglais et pacifier le pays. Bernadotte s'acquitta de cette double mission en homme qui sait faire abnégation de ses antipathies personnelles pour le bien du pays. Bonaparte marchait à l'empire, Bernadotte le suivait de l'œil, et son attitude fut loin d'être aussi passive que cherchent à le faire croire, je ne sais pour quel motif, l'*historiographe* cité plus haut, et avec lui plusieurs autres écrivains qui l'ont copié ou qu'il a copiés. Suivant eux, Moreau seul aurait conspiré sous le consulat. « Bernadotte, dit-on, ne se livra point à « cette persistance sacrilége; républicain déçu, « mais patriote dévoué, il pensa que, n'ayant pas « d'impulsions à donner, il ne lui restait plus que « des fonctions à remplir. » Des documents *importants* que j'ai eus sous les yeux, et qui seront un jour publiés dans un beau livre, me permettent d'affirmer positivement que non-seulement Bernadotte a conspiré pour le renversement du premier consul, mais encore qu'il s'est efforcé à plusieurs reprises et vainement de pousser à une résolution Moreau, toujours indécis, toujours faible, toujours mécontent, et par conséquent [2] toujours compromis. Quelque temps avant l'arrestation de ce dernier, madame Moreau donna un grand bal auquel assista toute l'opposition républicaine. Pendant cette fête, un salon écarté réunit Bernadotte, Moreau et un tiers qui les avait souvent rapprochés, et à la bienveillance duquel je dois ces détails : la question du renversement de Bonaparte fut remise pour la vingtième fois sur le tapis; après de longues et vives déclamations, Bernadotte, s'adressant à Moreau, termina ainsi : « Avec un nom populaire, le seul parmi nous qui puisse se présenter appuyé de

[1] A son départ pour la Suède, il reçut de l'empereur un million. Cette largesse, rappelée avec amertume dans *le Mémorial de Sainte-Hélène*, est présentée par M. Touchard-Lafosse comme le prix de vente de la principauté de Ponte-Corvo, abandonnée moyennant 2 millions, dont Bernadotte ne reçut jamais que la moitié.

[2] Quelles que soient les vicissitudes de la carrière de Moreau, j'ai entendu souvent des personnes bien informées émettre la conviction profonde qu'il n'avait pas plus fait partie de la conspiration royaliste de Pichegru que de la conspiration républicaine où cherchait à l'entraîner Bernadotte. — Moreau n'avait pas de volonté, mais au fond il était attaché de cœur à la cause républicaine. Louis XVIII le savait mieux que personne, car à quelqu'un qui lui disait un jour qu'il avait fait dans Moreau une grande perte, il répondit : « Pas si grande; Moreau était républicain. » Quand je dis que Bernadotte conspirait, je n'entends ni le blâmer, ni dire qu'il ait jamais pris part à un complot contre la vie de Bonaparte, comme le soupçonna un instant ce dernier. — Il y a bien des manières de conspirer.

tout un peuple, voyez ce que vous pouvez et ce que nous pouvons guidés par vous. » Moreau répéta ce qu'il disait souvent : « La liberté est menacée, il faut surveiller Bonaparte, mais évitons une guerre civile. » Cette conversation se prolongeait et s'animait, Bernadotte s'emporta. « Vous n'osez prendre la cause de la liberté; eh bien! Bonaparte se jouera de la liberté et de vous, elle périra malgré nos efforts, et vous serez enveloppé dans sa ruine sans avoir combattu. »

Bernadotte était bon prophète; quelques mois après, Moreau partait pour l'exil; Bernadotte se tirait d'affaire, il devenait maréchal, prince suédois, et onze ans plus tard tous deux se retrouvaient sous la même bannière aux conférences de Trachenberg. Le fait positif que je viens de citer, fait de conspiration ourdie par Bernadotte et esquivée par Moreau, en même temps qu'il légitime la défiance si vivement reprochée à Napoléon par les panégyristes de son lieutenant, expliquerait peut-être la sévérité injuste et l'espèce de dédain avec lequel est traité Moreau dans l'histoire de Charles-Jean, son compagnon d'armes en France et à l'étranger. Sans doute en 1813 la position des deux hommes n'était pas la même; le prince royal de Suède est justifié par la politique; Moreau est coupable, comme l'était l'armée de Condé en marchant sous la bannière autrichienne, comme l'étaient les patriotes français de 1824 enrôlés sous le drapeau espagnol de Mina, comme le sont toujours les hommes qui ont le malheur de combattre avec l'étranger contre leur patrie; mais si l'action de Moreau est répréhensible, est-ce bien à Bernadotte ou à son panégyriste à se montrer si sévère envers lui? Si la qualité de prince suédois absout Bernadotte, si elle lui donne le droit de blâmer Moreau quant au fait, elle ne lui donne pas le droit de supposer à Moreau des intentions moins pures et moins désintéressées que les siennes [1].

Je ne puis ici qu'effleurer rapidement la carrière de Bernadotte sous l'empire; elle est assez connue pour qu'un simple aperçu suffise; en le comprenant dans la première promotion de maréchaux, Napoléon rendait justice à son mérite, mais il se défiait trop de lui pour ne pas saisir l'occasion de l'éloigner de France, il l'envoya gouverner le Hanovre; dans cette position importante Bernadotte sut se faire aimer des habitants et des soldats, et, quand s'ouvrit la mémorable campagne de 1805, il amena à Napoléon ce beau corps de troupes qui forma le premier corps de la Grande-Armée, et à la tête duquel le maréchal contribua puissamment aux succès de la bataille d'Austerlitz en enfonçant le centre de l'armée ennemie.

Créé prince de Ponte-Corvo, Bernadotte conquit de nouveaux lauriers dans la campagne suivante; chargé après la bataille d'Iéna de poursuivre les restes de l'armée prusienne, il enlève à l'ennemi 7,000 prisonniers et 36 pièces des canon, mène Blücher tambours battant jusqu'à Lubeck; ce dernier s'y enferme; Bernadotte enfonce les portes, chasse les Prussiens de rue en rue, et les poursuit jusqu'au village de Ratkau où Blücher est réduit à capituler. Le même soir il envoie 64 drapeaux à l'empereur. De Lubeck Bernadotte se dirige vers la Vistule, passe le fleuve à Thorn, marche au général russe Bennigsen et le bat à plusieurs reprises. Une balle qu'il reçoit à la tête le force à se retirer avant la fin de cette campagne, terminée par le traité de Tilsitt.

A la paix, l'empereur confia au prince de Ponte-Corvo le gouvernement des villes anséatiques. Il avait mission de marcher à travers le Danemarck contre la Suède pour concourir avec l'armée russe, qui s'avançait vers la Finlande, à réduire à la raison Gustave IV, ennemi obstiné de la France, qui seul, au milieu de la paix générale, se refusait à poser les armes. Bernadotte occupait déjà la Poméranie et se préparait à accomplir les ordres de l'empereur, quand les Suédois se débarrassèrent tout-à-coup d'un fou couronné qui méconnaissait leurs droits et compromettait leur existence politique. Gustave IV descendit du trône sans résistance, et son oncle le duc de Sudermanie fut élu roi de Suède sous le nom de Charles XIII. — A la première nouvelle de cette révolution, le prince de Ponte-Corvo crut devoir suspendre toute hostilité contre une nation qui venait de prouver si énergiquement qu'elle ne partageait pas les inimitiés de son roi; Napoléon, qui nourrissait peut-être d'autres projets sur la Suède, blâma son lieutenant; mais la modération de ce dernier, jointe à l'éclat de sa gloire militaire et à la réputation de loyauté et d'intégrité qu'il s'était faite en Hanovre, à Hambourg et dans toute l'Allemagne, devait lui servir plus tard.

La campagne de Wagram s'ouvrit; je ne puis discuter ici convenablement la part qu'y prit le prince de Ponte-Corvo; suivant lui et ses panégyristes, tous ses mouvements furent irréprochables.

[1] Je dois ajouter que plus tard le roi de Suède a doté la fille de Moreau.

Napoléon, par jalousie ou malveillance, le compromit d'une manière affreuse, à Wagram, en lui enlevant tout-à-coup sa réserve sous le boulet ennemi, et en le forçant d'évacuer Adlerklau. Napoléon, au contraire, et les écrivains qui lui sont dévoués prétendent que l'armée avait déjà eu à se plaindre du maréchal dans la campagne précédente, et que dans celle-ci elle eut à lui reprocher des fautes graves; que le 5 il attaqua trop tard Wagram; que le 6, sans combattre, il évacua Adlerklau, appui des manœuvres de Napoléon, et devenu, par sa retraite, le centre des attaques de l'ennemi; que non content d'avoir ainsi paralysé une partie des résultats de la victoire, il se permit, après la bataille, et contre l'usage reçu, une proclamation individuelle où il qualifiait de *colonnes de granit*[1] les troupes saxonnes qui s'étaient laissé enfoncer sous ses ordres. Dans le système de Bernadotte, au contraire, cette proclamation aurait eu pour but de réparer un oubli injurieux et une injustice criante de la part de Napoléon envers des soldats qui avaient subi avec un sang-froid héroïque la boucherie à laquelle il les exposait. Quoi qu'il en soit de cette question stratégique hors de ma compétence, et pour laquelle je renvoie le lecteur aux allégations des deux parties, il est certain qu'à dater de Wagram la froideur qui avait toujours caractérisé les rapports de Napoléon et de Bernadotte s'accrut de jour en jour; ce dernier quitta l'armée et se rendit à Paris; le conseil de gouvernement que Napoléon avait institué en son absence, se trouvant surpris à l'improviste par le débarquement des Anglais en Hollande, profita de la présence du maréchal pour l'envoyer à Anvers contenir et repousser les troupes anglaises; Napoléon, toujours défiant, l'entoura d'officiers de son choix, et quelques mois s'étaient à peine écoulés, qu'irrité de quelque passage d'une nouvelle proclamation, l'empereur lui enlevait son commandement et l'exilait dans sa principauté de Ponte-Corvo. Bernadotte revient à Paris, refuse d'obéir à l'ordre d'exil, et offre sa démission. Une entrevue qu'il eut à Vienne avec l'empereur calma un peu le courroux de ce dernier; mais, toujours désireux d'éloigner du théâtre des événements un lieutenant qu'il jugeait dangereux, il insista pour lui faire accepter le gouvernement général de Rome; après quelques hésitations, Bernadotte, découragé, avait accepté et se préparait à partir, quand un événement inattendu vint tout-à-coup changer le cours de ses destinées. La nation suédoise, par la voix de ses représentants réunis en diète solennelle à Oérebro, le 18 août 1810, appelait à la succession de Charles XIII le prince de Ponte-Corvo. On sait que l'oncle de Gustave IV était monté sur le trône sans postérité et à un âge où il ne lui était plus permis d'en espérer. Les suffrages des Suédois s'étaient d'abord portés sur le prince Auguste de Holstein-Augustenbourg, l'un des membres de cette illustre maison de Holstein qui a donné des rois à la Suède, au Danemarck et à la Russie. Six mois après son élection, ce jeune prince royal était mort subitement, et la Suède était retombée dans la crise d'où son élection l'avait fait sortir. Les prétentions se croisaient : le frère du défunt, le roi de Danemarck, le monarque déchu Gustave IV, intriguaient à l'envi auprès des membres de la diète; dans ce conflit de candidatures, la nation, affaiblie et désorganisée, sentit le besoin d'une forte épée; son choix se porta sur un soldat, et deux officiers suédois furent députés à Paris pour apporter au républicain de brumaire l'offre inattendue d'une couronne.

Napoléon a dit dans le *Mémorial de Sainte-Hélène* : « Les Suédois me demandèrent un roi, » puis il ajoute « que Bernadotte fut élu à cause de sa parenté avec Joseph. » Les faits sont contraires à ces assertions ; Bernadotte fut choisi spontanément. Il le dut à sa gloire militaire et surtout aux causes déjà indiquées plus haut[2]; il le dut sans doute aussi un peu à ce fait que, seul de tous les généraux de l'empire, il n'avait point voulu laisser absorber sa personnalité dans celle du souverain; il est permis de croire que si sa qualité de Français parut aux Suédois un présage d'union avec la France, peut-être aussi virent-ils dans sa défaveur constante une garantie pour l'avenir; il est certain que si Napoléon eût disposé de la couronne de

[1] La citation que fait le *Mémorial de Sainte-Hélène* n'est pas exacte. Bernadotte avait dit aux Saxons : « Vos colonnes vivantes sont restées immobiles comme l'airain. »

[2] Pendant la diète de 1828 à 1830, vingt ans plus tard, un orateur plébéien, Nills Manson, paysan de Scanie, réclamant en vain au gouvernement de Charles XIV la liberté de la presse, disait : « La Suède est particulièrement redevable aux journaux : ce sont eux qui nous ont appris qu'il y avait un maréchal de France qui unissait à un courage et à des talents éclatants une humanité généreuse envers les prisonniers suédois : ce maréchal est devenu notre roi. »

Suède, Bernadotte est le dernier homme qu'il eût choisi; il paraît même que l'empereur, bien qu'il ait désavoué la conduite de son agent diplomatique, avait fait travailler à Stockholm en faveur du roi de Danemarck. L'élection faite contrairement à ses désirs, Napoléon, se qualifiant lui-même de roi élu, ne devait ni ne pouvait s'opposer au libre choix d'un peuple : et pourtant son assentiment se fit longtemps attendre; enfin il le donna, et sa dernière parole à Bernadotte : « *Que nos destinées s'accomplissent!* » exprima toutes les prévisions de sa pensée.

Il me faudrait maintenant beaucoup de place pour prouver tout ce qu'il me reste à dire; ne pouvant émettre que des affirmations, je dois seulement prier le lecteur de croire qu'elles sont fondées sur l'examen attentif et impartial de tous les documents publiés par les ennemis et les amis de Charles XIV.

Le prince royal de Suède partit heureux, libre enfin d'un joug qui lui avait toujours pesé, et pourtant sincèrement disposé d'abord à maintenir les liens qui unissaient son ancienne et sa nouvelle patrie. La première, la principale pomme de discorde fut le système continental. Réduire l'Angleterre par l'isolement quand on ne pouvait la vaincre par les armes, faire un lazaret de cette île qui, à défaut d'hommes, entretenait de son argent depuis vingt ans une guerre implacable contre la France, l'atteindre au cœur et l'amener à merci en la privant des ressources qui lui donnaient la force et la vie, telle fut la pensée constante de Napoléon; c'était là une grande pensée, mais d'une exécution pénible, difficile, on peut même dire impossible. Un peuple ne consent à se couper les vivres pour affamer un ennemi qu'à deux conditions : la première, c'est qu'il a des ressources intérieures; la seconde, c'est qu'il est animé d'une inimitié mortelle; si ces deux conditions existaient pour la France, elles n'existaient pas pour plusieurs des peuples que Napoléon s'efforça, pendant toute la durée de sa puissance, d'associer à son système, et dont le concours universel pouvait seul le rendre efficace; elles n'existaient pas surtout pour la Suède, péninsule pauvre, stérile, que l'industrie fait vivre, et que l'Angleterre alimenta toujours de ses denrées en même temps qu'elle servait de débouché à ses produits. Répugnant au suicide, la Suède, par l'organe de Bernadotte, demanda du temps; c'était en octobre 1810. Napoléon accorde huit mois; et le 15 novembre, un mois après, il envoie une note impérative accordant cinq jours. La Suède céda; elle déclara la guerre à l'Angleterre et ordonna la confiscation de toutes les denrées ou marchandises britanniques. En réalité ce ne fut guère là qu'une concession de forme; la contrebande remplaça le commerce, le gouvernement suédois ne put ni ne voulut la détruire; Napoléon, irrité, s'en prit au prince royal qu'il blessa en devenant de plus en plus impérieux; ce dernier, devenu à son tour plus fier, s'expliqua catégoriquement en demandant pour la Suède ou la liberté maritime ou de l'argent. Napoléon répondit en offrant des avantages illusoires, tels que l'achat de 20 millions de produits suédois, payables *seulement* après le déchargement des marchandises dans un port d'Allemagne, et cela quand la Baltique était couverte de croiseurs anglais qui n'auraient pas manqué de courir sus aux navires, et quand la Suède était sans force maritime pour résister. Des notes, pleines d'aigreur d'une part et de froideur de l'autre, s'échangèrent; un chargé d'affaires, M. Alquier, renchérissant sur la rigueur du maître, envenima de plus en plus les rapports. Bref, le 27 janvier 1812, l'empereur fit brusquement envahir la Poméranie et l'île de Rugen.

La Suède fut exaspérée, et cela au moment même où Napoléon s'engageait dans l'aventureuse expédition de Russie, au moment même où la marche combinée d'une armée turque vers Kief et de Bernadotte en Finlande sur Saint-Pétersbourg assurait le succès de nos armes en prévenant les désastres de Moscou; à ce moment même, Napoléon, en brusquant le Divan et en attaquant la Suède, se privait, de gaîté de cœur, du secours des deux puissances les plus utiles et les plus intéressées dans sa querelle, de deux puissances dont la neutralité (pour la Suède surtout) était impossible, et qui allaient forcément se tourner contre lui. La fatalité commençait déjà à peser sur l'empereur; la diplomatie russe comprit le danger et fut mieux inspirée; en même temps qu'elle signait avec la Turquie le traité de Bucharest, elle entoura, flatta, caressa Bernadotte; elle promit à la Suède ce qu'elle ambitionnait le plus vivement, la possession de la Norvége; le traité de Saint-Pétersbourg fut signé le 24 mars 1812, et Napoléon se perdit.

On sait quelle grande part le prince de Suède, une fois engagé dans une voie qui n'était celle ni de ses intérêts réels ni de ses désirs, eut à nos désastres de 1813; on sait comment il arrêta notre

mouvement sur Berlin, et décida le sort de la néfaste journée de Leipzig. Les écrivains amis de Bernadotte ont cherché à établir qu'en 1813 il s'était efforcé d'amener les souverains à faire à Napoléon d'excellentes conditions, et que M. de Metternich, à Prague, avait déjoué son plan; c'est là une erreur qu'il faut relever dans l'intérêt de la vérité, et sans prétendre, du reste, en faire une cause de blâme pour Bernadotte. Forcé d'être l'ennemi de Napoléon, il fut son ennemi le plus dangereux; il est constant qu'aux conférences de Trachenberg, la Prusse et la Russie liguées contre nous, et comme étonnées de leurs triomphes, n'aspiraient qu'à mettre leurs États respectifs à l'abri de Napoléon, et que toute condition assurant ce résultat leur eût été bonne. Il est constant aussi que l'homme qui releva et agrandit leurs espérances, qui leur parla de la lassitude de la France, de la faiblesse réelle de l'empereur, qui les amena à transformer une simple question de territoire, non pas en une question de dynastie, mais en une question de nouvel équilibre européen, en les pénétrant de la nécessité de refouler la France dans les limites de 92, ce fut justement le prince royal de Suède; il suffit de comparer le plan écrit qu'il présenta à Trachenberg avec l'*ultimatum* présenté à Napoléon par M. de Metternich, un peu plus tard, à Prague, pour être convaincu que les conditions du diplomate autrichien étaient moins rigoureuses pour l'empereur que le plan de Bernadotte.

Mais aussi il est juste d'ajouter qu'après Leipzig, quand Bernadotte vit sa pensée réalisée par la force des armes, il lutta de tout son pouvoir pour empêcher l'invasion de la France et le renversement de la dynastie de Napoléon, tandis que les alliés, au contraire, non contents d'obtenir plus qu'ils n'avaient espéré, faillirent honteusement à la foi des proclamations les plus solennelles.

Aux Cent-Jours, quand Napoléon ressaisit le sceptre, Bernadotte rentré à Stockholm ne se mêla point à la nouvelle prise d'armes de l'Europe; il avait rempli toutes les conditions de son traité en repoussant les Français au-delà du Rhin, et il s'occupait alors à consolider sa puissance dans la Norvége, qu'il n'avait pas conquise sans coup férir, et qui aujourd'hui est loin d'être aussi solidement incorporée à la Suède qu'on veut bien le dire. A la mort de Charles XIII, qui eut lieu le 5 février 1818, Bernadotte, malgré des influences contraires nées de la répugnance qu'inspirait un souverain élu au congrès peu reconnaissant des souverains-nés, n'en fut pas moins proclamé sans obstacle roi de Suède et de Norvége sous le nom de Charles XIV.

Le règne de Charles XIV, qui dure depuis vingt-trois ans, comptera dans les annales de la Suède parmi les plus heureux; sauf des difficultés toujours renaissantes avec les Norvégiens, peuple rude, ombrageux, pourvu d'une constitution distincte de celle de la Suède, et dont l'assemblée nationale (Storthing) se met souvent en opposition avec les idées et les plans de Charles XIV, nul orage n'est venu troubler les jours du Béarnais-Suédois, qui est peut-être en ce moment le plus populaire des rois de l'Europe, dont il est le doyen d'âge. Sur ce trône, gagné au grand jeu des destinées, il a développé des qualités qu'on n'eût pas attendues d'un soldat. La Suède a vu sous ses auspices l'agriculture, mise en oubli, naître, prospérer et fleurir, le commerce tiré d'une langueur mortelle, le crédit public restauré, l'industrie expirante rendue à la vie et encouragée. De nombreux travaux d'utilité publique ont été exécutés sur tous les points du royaume; une large route, creusée à travers les Alpes scandinaves, est venue lier physiquement la Suède et la Norvége; et l'immense canal de Gothie, qui unit la mer Baltique à la mer du Nord, gigantesque entreprise aujourd'hui accomplie, restera comme un monument impérissable des grandes pensées de Charles XIV.

Sous le point de vue intellectuel et politique, le progrès est moindre; l'historiographe souvent cité dans cette esquisse a dit que Charles XIV était parvenu à résoudre le difficile problème d'une *monarchie entourée d'institutions républicaines*. Des biographes démocrates, qui trouvent tout mauvais chez nous, ont également adopté la phrase modèle sans se donner la peine d'étudier et de connaître la chose dont ils parlaient. Pour rester dans le vrai, il faut rabattre beaucoup de ces éloges. La constitution de 1809, qui régit actuellement la Suède, est à peu de chose près la même que celle promulguée il y a deux siècles par le régent Oxenstiern. C'est une création du passé basée sur une division scrupuleuse de rangs et de castes, et où l'esprit moderne n'a presque pas du tout pénétré.

Des États-Généraux (Riksens Stœnde) rassemblés en *Diète* (Riksdag), et divisés en quatre États ou ordres qui représentent autant de classes essentiellement distinctes dans la nation : la noblesse, le clergé, la bourgeoisie et les paysans[1], partagent

[1] On se tromperait fort si l'on croyait voir dans cette

fictivement avec le roi l'exercice du pouvoir législatif; je dis *fictivement*, parce qu'en réalité c'est le roi qui l'exerce à peu près tout seul, et voici comment : la Diète ne s'assemble de droit qu'une fois tous les cinq ans; le roi peut la convoquer extraordinairement, mais on conçoit parfaitement qu'il n'y tienne pas. Une fois assemblés, les quatre ordres délibèrent séparément; ils partagent avec le roi l'initiative de la présentation des lois, seulement pendant le premier mois de la session; passé ce terme, l'initiative revient au roi. Si une proposition est adoptée par trois ordres, le vote négatif du quatrième est non avenu, sauf toutefois pour les questions qui touchent aux lois fondamentales. Pour qu'une modification quelconque soit introduite dans ces dernières lois, il faut que les quatre ordres soient unanimes, et de plus que la proposition faite et provisoirement discutée à une Diète ne soit définitivement votée qu'à la Diète suivante, c'est-à-dire après un laps de cinq ans.

Ainsi par le moyen d'une quadruple législature on est parvenu d'abord à priver dans les affaires ordinaires chacun des quatre ordres individuellement du *veto* absolu, condition inhérente à l'exercice du pouvoir législatif, en même temps qu'on rendait tout perfectionnement de la constitution à peu près impossible, en exigeant le vote unanime des quatre ordres, au sein desquels il y a toujours au moins deux intérêts et deux esprits différents, quand il n'y en a pas quatre; on ne saurait se faire une idée de la lenteur avec laquelle se meut un corps législatif ainsi constitué. La durée légale de la Diète est de quatre mois, mais le gouvernement, pour peu qu'elle soit complaisante dans l'exercice de son contrôle, la prolonge à volonté; il y en a qui durent jusqu'à dix-huit mois sans qu'il en sorte autre chose qu'un *satisfecit* absolu, et l'argent déboursé par les commettants des trois ordres *non nobles* obligés d'entretenir à grands frais leurs députés. Douze discussions différentes, deux rapports, vingt-quatre ajournements, telles sont les chances que doit braver même une proposition ordinaire faite à la Diète avant d'être présentée à la sanction royale; ajoutez à cela une loi sur la presse qui donne au chancelier sur les journaux un droit absolu non-seulement de *répression*, mais de *suppression*, et vous n'aurez qu'une idée incomplète d'un ordre de choses que des écrivains complaisants nous présentent comme l'idéal du gouvernement représentatif. La députation des paysans, création originale, unique en Europe et riche d'avenir, est bien loin d'avoir produit jusqu'ici les résultats que les amis du progrès peuvent en attendre; malgré les mérites éminents de quelques-uns de ces rustiques orateurs, l'administration a sur eux des moyens d'action qu'un patricien de l'opposition appelait, en 1828, des *raisons sonnantes*, dont elle sait, dit-on, suivant les cas, user avec beaucoup d'habileté [1].

Ajoutons toutefois, pour être juste, que Charles XIV, bien qu'imbu au fond en matière de gouvernement des principes de l'école impériale, n'est pas l'homme le moins libéral de son royaume. Il lui est arrivé quelquefois de prendre lui-même l'initiative d'innovations généreuses, et souvent son bon vouloir est venu se briser contre l'organisation vicieuse de ce quadruple corps législatif. Charles XIV, à ses goûts de harangueur qui datent de l'an II, joint aussi, dit-on, depuis qu'il est roi, un goût assez prononcé pour la petite guerre de journaux; ne pouvant plus se servir de son épée, il lui arrive parfois de prendre la plume et d'escarmoucher sous l'anonyme contre les journaux de l'opposition, ennemis peu dangereux et pour cause, — car le grand-chancelier est toujours là, et pour peu que Sa Majesté soit battue, il soutient que la chose

division une représentation complète de la nation, telle que l'entendent chez nous les partisans du suffrage universel. Nul n'est admis en Suède à faire partie de la représentation nationale s'il n'est noble (le roi fait des nobles à volonté), prêtre (le roi est le chef visible de l'église suédoise), bourgeois, c'est-à-dire habitant une ville et exerçant le commerce, ou faisant partie d'une corporation industrielle, et enfin paysan, c'est-à-dire propriétaire du sol, domicilié dans le canton de l'élection, et cultivant de ses mains ses propres terres : d'où il suit que tous ceux qui ne rentrent dans aucune de ces quatre catégories, c'est-à-dire les gens de lettres, les artistes, les savants, les hommes d'affaires, les hommes de loi, les capitalistes, les propriétaires de mines, de forges et d'usines, situées hors de l'enceinte des villes, les fermiers, etc., etc., ne possèdent aucun droit politique et sont exclus de la représentation nationale.

[1] Au lecteur que ne satisferait pas cet exposé incomplet de la constitution suédoise, j'indiquerai un travail très étendu, très remarquable et plein d'intérêt, publié dans la *Revue française* de mai 1830, sous ce titre : *De la liberté constitutionnelle en Suède*. Ce travail anonyme, dont je me suis servi, écrit dans un esprit peut être un peu hostile, mais exact dans les détails, est l'œuvre de M. de Montalembert; le noble pair avait vingt ans à peine quand il le composa sur les lieux, et c'est sans contredit une des meilleures choses qui soient sorties de sa plume.

rentre dans les cas prévus par la loi, et veut absolument *supprimer*. Charles XIV, qui est bon prince, s'y refuse en souriant, déclare que la majesté royale n'a rien à voir dans ce duel de journalistes, et le lendemain il s'efforce de prendre sa revanche.

Frais et robuste encore, bien qu'il entre dans sa soixante-dix-septième année, ce glorieux enfant de nos armées républicaines monte à cheval, voyage, passe des revues, et joint à l'activité du corps une activité de pensée non moins grande. Simple dans ses manières, austère dans ses mœurs et dans les habitudes de sa vie, affable envers tous, il n'a gardé du Français que la finesse de l'esprit et l'abondance de la parole; pour tout le reste il est aujourd'hui complétement Suédois, sauf la langue, car sa bouche gasconne n'a jamais pu se faire aux rudes accents des Scandinaves. Dans les cas d'ailleurs assez rares (en Suède toute la société parle français) ou l'idiome national est indispensable, il trouve dans son fils, le prince Oscar, son héritier présomptif, un excellent interprète. Ce prince, né Français, et baptisé par Napoléon, son parrain, alors fou d'Ossian, d'un nom cher aux Scandinaves sur lesquels il devait régner un jour, n'a conservé de sa première patrie qu'un souvenir lointain et presque effacé. Il a la gravité, la simplicité, la bonté et la forte intelligence d'un homme du Nord; les Suédois l'aiment passionnément. De son mariage avec la fille d'un compagnon d'armes de son père, du loyal prince Eugène, il a eu cinq enfants, qui sont un gage d'avenir pour une dynastie dont nous-mêmes pouvons être fiers, car c'est du sang français, et du plus glorieux, qui coule dans ses veines.

Quant au vieux soldat-roi, malgré que la politique l'ait forcé de tourner ses armes contre nous, il aime à parler du pays qui l'a vu naître; les souvenirs de 1813 lui pèsent non comme un remords, mais comme une date fatale pour la France et pour la Suède, dont la responsabilité, appartient suivant lui, à Napoléon. Charles XIV est trop intelligent pour se dissimuler les conséquences du traité de Saint-Pétersbourg; il voit son petit royaume lié de force à la Russie, qui l'enserre et le presse de toutes parts; il voit l'existence de la dynastie qu'il a fondée soumise peut-être dans l'avenir au caprice d'un tzar, et cette pensée ne laisse pas que de répandre un peu de tristesse sur ses derniers jours. Quelque temps avant la révolution de 1830, un voyageur français qui porte noblement un nom illustre, et duquel je tiens le fait suivant, causait au palais de Stockholm avec Charles XIV, toujours heureux d'accueillir un compatriote. C'était le soir; une bougie éclairait la salle meublée avec une simplicité scandinave; le vieux roi, s'animant au souvenir de sa dernière querelle avec Napoléon, allait à la croisée, et étendant les bras vers les iles d'Aland, aujourd'hui occupées par la Russie, d'une voix émue il disait : « Ah ! si « Napoléon avait voulu se contenter d'être l'un de « nous, ce colosse qui menace de tout envahir ne « serait pas si près d'ici. »

Une telle parole, si elle est peu diplomatique, honore celui qui l'a proférée, et c'est par elle que je terminerai cette notice.

ILLUSTRATIONS BELGES[1].

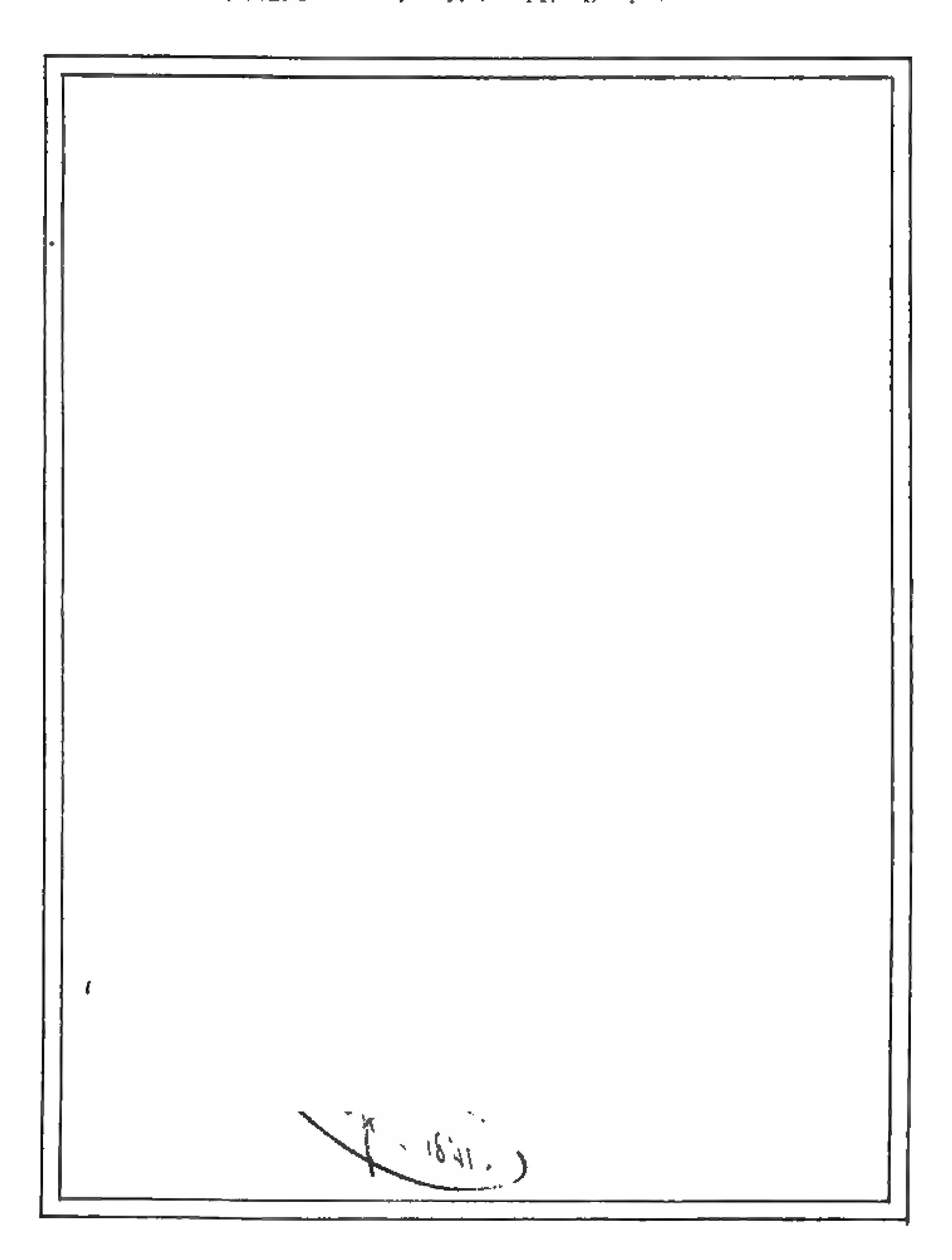
M. Charles Rogier.

> Pousser au développement matériel du pays, faciliter ses relations commerciales, ouvrir à l'intérieur et à l'étranger des débouchés à son industrie, c'est sans contredire une des belles parts de la mission du pouvoir. Une autre part non moins belle à nos yeux, c'est de concourir au développement intellectuel et moral, c'est de donner un noble aliment à l'activité des esprits...... »
>
> DISCOURS PRONONCÉ PAR M. ROGIER AU TEMPLE DES AUGUSTINS, le 24 septembre 1840.

En sortant de Bruxelles par la porte de Schaerbeck, à quelques pas de l'élégant hôtel du ministère des travaux publics, dans une rue écartée et silencieuse qui avoisine le boulevard, vous trouverez une maison bourgeoise de modeste apparence. Si vous sonnez à la petite porte de cette maison, ce n'est point un laquais en livrée, mais une bonne grosse servante flamande qui vous ouvrira et vous introduira sans autre préambule dans un salon du rez-de-chaussée, où vous serez reçu par un homme de haute taille, fortement constitué, au front large ombragé d'une épaisse et noire chevelure, aux yeux noirs, vifs et hardis, et dont le visage brun, empreint de fierté et de résolution, annonce une de ces organisations riches de vigueur physique et morale, un de ces hommes taillés pour l'action, et qui, aux temps des vieilles communes des Flandres, eût dignement rempli son rôle à côté d'un Artevelde ou d'un Baré de Surlet. Au premier abord, les allures brusques et la physionomie sévère de ce personnage présentent quelque chose de dur et de froid, mais il y a dans la fixité de son regard une remarquable expression de franchise, et pour peu que la conversation s'anime, cette figure s'éclaircit, la bienveillance qui est au fond surnage pour ainsi dire à la surface, et l'homme apparaît sous son véritable jour, simple, franc, rude et bon ; tel est M. Charles Rogier, ex-ministre des travaux publics, depuis onze ans, mêlé au mouvement politique de son pays, rendu en ce moment à la vie privée, qui se délasse des fatigues de la vie ministérielle au sein des jouissances de famille, dans sa petite maison à deux pas du brillant hôtel qu'il vient de quitter et où bientôt peut-être la force des choses le ramènera. M. Charles Rogier est un de ces hommes que la révolution belge a pris jeunes encore pour les porter aux affaires, et qui, dans une carrière nouvelle pour eux, sur un théâtre restreint où les grandes et sérieuses difficultés ne manquaient pas, ont su développer des qualités éminentes qui les recommandent aux sympathies de leurs concitoyens et de tous ceux qui en Europe s'intéressent au développement d'une nationalité naissante.

M. Charles Rogier est né le 17 août 1800, à St-Quentin (France), d'une famille d'origine belge. En 1812, il quitta sa ville natale pour se rendre auprès de son frère aîné, homme de talent, ancien élève de l'Ecole Normale, alors professeur au Lycée de Liége. Sous ses auspices, l'enfant né avec des goûts sérieux et l'amour du travail, fit d'excellentes études. Ses succès scholaires furent brillants surtout en rhétorique. Après les événements de

[1] Les biographies que l'*Homme de rien* donnera successivement sous ce titre, sont exclusivement réservées à l'édition belge de la *Galerie des Contemporains Illustres*. (*Note de l'Editeur Belge*).



1814 et 1815 et le départ des Français, le frère de M. Rogier ne pouvant se résoudre à quitter une ville où il était entouré de beaucoup d'estime et de considération, se fixa définitivement à Liége et se consacra tout entier à l'enseignement privé; son jeune frère ne tarda pas à le suivre dans cette carrière où il le seconda à merveille. De là le *grave* reproche que quelques journaux de l'opposition ont adressé plus tard au ministre, coupable, suivant eux, d'avoir été *maître d'école*. A quoi M. Rogier s'est contenté de répondre que le fait était parfaitement vrai. Après avoir obtenu son diplôme de docteur en droit, le jeune professeur déjà étroitement uni d'amitié avec deux hommes, MM. Devaux et Lebeau, qui devaient plus tard se distinguer comme lui sous la même bannière politique, fonda avec leur concours le journal le *Politique de Liége*, connu d'abord sous le titre de *Mathieu Laensberg*. Ces trois jeunes athlètes, pourvus de facultés différentes, mirent en commun l'un, M. Devaux, sa raison grave et froide; l'autre, M. Lebeau, son esprit caustique et mordant; et enfin le troisième, M. Rogier, sa plume plus chaleureuse que châtiée, mais toujours pittoresque et vive. Entre autres articles écrits par ce dernier, on remarqua surtout les *Lettres d'un Bourgeois de St-Martin* qui eurent un très-grand succès. Ainsi organisé, le *Politique* fit une rude guerre à toutes les mesures prises par le gouvernement hollandais au détriment de la Belgique, mesures qui ont préparé la révolution, et prouvé à l'Europe, une fois pour toutes, la profonde incompatibilité de deux races accouplées de force par les diplomates du congrès de Vienne.

Une douzaine d'hommes rassemblés autour d'un tapis vert, après avoir découpé, rogné, échancré le reste de l'Europe à leur guise, ne sachant comment s'arranger de quatre millions de Belges que chacun d'eux eût pris volontiers pour lui, sauf l'agrément du voisin, s'étaient décidés à en faire cadeau en bloc à deux millions de Hollandais, à titre d'*accroissement de territoire*. D'un trait de plume, deux peuples différents de mœurs, de religion, d'habitudes et de besoins sociaux avaient été condamnés à vivre d'une même vie, et l'amalgame hétérogène avait été décoré du nom de royaume des Pays-Bas. Ajoutons toutefois, pour être juste envers les diplomates de 1815, que cette création anormale ne fut point sans but, et put jusqu'à un certain point s'offrir alors comme une solution sinon équitable et bonne, au moins temporairement accommodante pour la coalition et rassurante contre la France. Or c'était là la grande affaire. Quel parti prendre en effet au sujet d'une nation dont la possession importait à toutes les autres, d'une nation qui, après avoir tour à tour appartenu à tout le monde, après avoir prouvé sous trois dominations différentes qu'il ne lui convenait d'appartenir à personne, n'avait jamais su ou pu s'appartenir à elle-même? Le gâteau était trop précieux et les prétentions trop multipliées pour qu'on s'arrêtât au partage; et d'ailleurs comment empêcher les tronçons de ce singulier peuple qui n'a voulu rester ni espagnol, ni autrichien, ni même français, de tenter de se rejoindre comme toujours, sans jamais former un corps. Il y avait bien une autre solution; celle-là était la plus digne, la plus noble, la plus désintéressée, c'eût été que l'Europe appelât elle-même la Belgique à tenter une expérience sous son égide; mais des solutions de ce genre, c'est à une nation à les trouver pour elle, l'étranger quand il peut faire autrement ne les lui donne jamais. Dans leurs proclamations de 1814, les généraux des armées alliées disaient aux Belges: « *Que la Belgique jadis si florissante se relève; son indépendance n'est plus douteuse.* » Quand vint le moment de réaliser cette promesse, elle eut le sort de celles qui annonçaient des constitutions à l'Allemagne; elle fut éludée; on chercha une puissance assez insignifiante pour que, dotée de quatre millions de sujets de plus, elle ne pût porter ombrage aux cabinets européens. On savait d'ailleurs la devise de Guillaume de Nassau : *Je maintiendrai;* mais on ne se doutait guère que la tenacité hollandaise viendrait si tôt se briser contre l'énergie brabançonne. Quand un peuple, si petit qu'il soit, veut être, et qu'il le veut fortement, il n'y a pas de pouvoir au monde capable de l'empêcher d'être.

Pour la première fois, durant tout le cours d'une histoire qui n'est pas sans gloire, la Belgique, après avoir si longtemps dépensé sa force à manifester des volontés négatives, est venue affirmer au monde ce qu'elle voulait, et ces quelques millions d'hommes, adossés à la mer du Nord d'un côté, et cernés de tous les autres par de grandes nations, brisant tout à coup des liens abhorrés, faisant face à la Hollande, et en appelant à l'Europe avec une énergique modération; résistant, s'organisant, se constituant sous le canon d'Anvers, au milieu du mauvais vouloir de la plupart des cabinets et de la convoitise de tous; tenant un instant dans leurs mains le repos de l'Europe; élevant sur sa tête le brandon d'une guerre générale, et la forçant sous

le coup d'une telle menace à venir elle-même défendre une indépendance qu'elle eût volontiers sacrifiée ; profitant ainsi avec une sagacité remarquable d'une faiblesse qui faisait leur force, ces quelques millions d'hommes ont offert un spectacle rare dans les annales du monde, et digne de l'attention du penseur. Assez de nations périssent aujourd'hui étouffées par le bâillon ou décimées par le sabre, pour qu'il y ait plaisir à voir un peuple qui aspire et s'essaie à naître.

On sait comment l'étincelle qui devait embraser la Belgique jaillit du choc des pavés de juillet. Mais pour elle la liberté fut plus difficile à conquérir que pour la France, elle n'avait pas seulement à lutter contre une dynastie, elle avait à lutter contre un peuple; elle eut ses journées de Bruxelles comme la France ses journées de Paris, mais pour promener chez elle la révolution il fallait autre chose qu'une malle-poste surmontée d'un drapeau tricolore, son territoire était occupé par l'ennemi, elle dut combattre et vaincre sur tous les points. Avant de s'engager dans cette guerre à mort la Belgique s'arrêta un moment comme pour recueillir ses forces; depuis le premier mouvement insurrectionnel du mois d'août jusqu'aux journées de septembre, il y eut un mois d'hésitation entre la légalité et l'insurrection. Les Bruxellois venaient de protester hautement contre le régime hollandais et la verge de fer de l'odieux ministre Van Maanen; le cabinet de La Haye, épouvanté de l'orage qu'il voyait s'amonceler à l'horizon, avait tenté de le conjurer par des demi-concessions et en annonçant qu'il allait en référer aux états-généraux, lorsque le mouvement subit du prince Frédéric des Pays-Bas sur Bruxelles précipita la marche des événements; à la nouvelle qu'une armée hollandaise se préparait à venir trancher le nœud gordien, la Belgique se leva tout entière. Le Belge lent à se résoudre, mais inébranlable dans ses résolutions, se disposa à son tour à répondre par des arguments de même force *à la dernière raison des rois*. Chaque ville, chaque bourg, chaque commune s'insurgea spontanément, le drapeau national flotta sur tous les clochers, et de tous les points du pays, paysans, ouvriers, marchands, bourgeois, transformés en soldats, accoururent à la défense de Bruxelles. Liége, l'honneur du pays wallon, fut une des premières et des plus ardentes à voler au secours de sa sœur, et c'est ici que nous retrouvons pour ne le plus quitter l'homme qui fait l'objet de cette notice.

Nous le retrouvons dans la rue, sur la place publique, tribun improvisé, électrisant de sa parole la foule rassemblée autour de lui, peignant en traits de feu la détresse de Bruxelles, et appelant à grands cris les Liégeois au combat. En un instant, le professeur-journaliste, de tribun qu'il était, devient capitaine; trois cents hommes des plus déterminés se mettent à sa disposition, par ses soins la petite phalange organisée, munie de fusils et de canon, quitte Liége, brave en passant l'artillerie de la Chartreuse, et le 4 septembre au matin, Bruxelles voit défiler dans ses rues les trois cents volontaires en blouse bleue; un ceinturon et une casquette ornée des lettres L. G. complétaient l'uniforme. Au milieu du bataillon flottait le drapeau liégeois, avec sa hache à deux tranchants et ces mots écrits au-dessous : *Vaincre ou mourir pour Bruxelles;* c'est dans cet équipage, à la tête de cette cohorte, que M. Charles Rogier, marchant à la conquête de la liberté et d'un portefeuille, fit son entrée dans Bruxelles.

Ce renfort fut accueilli avec le plus vif enthousiasme, un ordre de l'état-major de la garde bourgeoise assigna aux Liégeois la caserne de Ste-Élisabeth; ils partagèrent le poste d'honneur de l'hôtel de ville avec les Bruxellois, et leur jeune capitaine leur rappela les devoirs qu'ils avaient à remplir par un ordre du jour ainsi conçu : « *Ordre, union, discipline, loyauté, justice, courage!* voilà, mes braves camarades, la devise des vrais Liégeois; elle sera toujours la nôtre! »

Cependant les états-généraux s'ouvraient à La Haye le 13 septembre. Le roi Guillaume avait dit, en faisant sans doute allusion au projet de séparation administrative du nord et du midi : « Tout « préparé à aller au devant des vœux équitables, je « ne céderai jamais à l'esprit de parti, et je ne con« sentirai jamais à des mesures qui sacrifieraient « le bien-être et les intérêts de la patrie aux pas« sions et à la violence. » Bruxelles déjà disposée au combat s'irrita de cette harangue; la nouvelle que des députés belges de l'opposition avaient été insultés à La Haye, et la concentration des troupes hollandaises à Vilvorde, achevèrent de porter au comble l'irritation; enfin une proclamation maladroite et intempestive de la *commission de sûreté* compliqua la situation et fit éclater l'orage qui couvait depuis si longtemps. Le 19, quelques jeunes gens intrépides, parmi lesquels on comptait les Liégeois de M. Rogier, s'étaient portés de leur autorité privée sur la grande route de Vilvorde et sur celle de Ter-

vueren, pour reconnaître les positions et observer les mouvements des Hollandais. La *commission de sûreté* crut devoir témoigner son mécontentement de ce qu'elle regardait comme un acte d'indiscipline; les volontaires s'indignèrent, le peuple descendit dans la rue en accusant la pusillanimité bourgeoise de reculer devant l'action, des rassemblements se formèrent sur la Grand'-Place, la proclamation de la *commission de sûreté* fut brûlée au bout des baïonnettes, et ses lambeaux furent jetés contre les fenêtres de l'hôtel de ville. A la nuit, l'insurrection prit un caractère plus prononcé; la ville entière retentissait de clameurs confuses au milieu desquelles on ne distinguait que ces mots constamment répétés: *Des armes! des armes! en avant!* Vers minuit, les rassemblements de la Grand'-Place, sans cesse grossis, se ruèrent comme des vagues furieuses contre les portes de l'hôtel de ville où l'état-major et la commission de sûreté étaient en permanence. Vingt fois ils tentèrent de les enfoncer, et vingt fois la garde bourgeoise parvint à contenir les assaillants sans employer la force; enfin un groupe nombreux et déterminé, composé en majeure partie des Liégeois, culbuta la garde, et se précipita dans les salles tambour battant, en demandant des armes. Son aspect était sinistre et menaçant; plusieurs membres de la commission se retirèrent, les autres parlementèrent, les altercations furent très vives; la commission de sûreté parlait au nom de l'ordre, et les citoyens exaspérés, l'accusant de vouloir livrer la ville aux Hollandais, réclamaient impérieusement des armes. Enfin on distribua à la foule quelques fusils, on en promit d'autres pour le lendemain, et le peuple se retira en murmurant, mais sans commettre aucun acte de violence. Ce résultat fut dû principalement au commandant des Liégeois, M. Charles Rogier, on le vit constamment au poste le plus périlleux, contenant la foule en même temps qu'il gagnait sa confiance en lui parlant le langage de la liberté. On le vit au milieu de la Grand'-Place, haranguant la multitude, dominant ses clameurs de sa voix puissante; il l'invita au bon ordre dans l'intérêt du salut commun, il lui promit de lui livrer des fusils appartenant à son corps et de marcher avec elle à l'ennemi, il lui demanda de prouver que la population de Bruxelles voulait la liberté, mais qu'elle ne voulait ni l'incendie ni le pillage, il lui demanda de punir sur-le-champ militairement tout individu qui menacerait la tranquillité publique en faisant de ses armes un coupable usage. Chacune des paroles de l'orateur fut couverte d'applaudissements; il conduisit lui-même le peuple en colonne et dans le plus grand ordre à la caserne Ste-Élisabeth, il en fit ouvrir la porte, et toutes les armes disponibles furent distribuées, en prenant les noms, qualités et domicile de chaque citoyen auquel on les confiait; la troupe se divisa ensuite en patrouilles et parcourut la ville en criant: *Vive la liberté!* et en chantant en chœur des refrains patriotiques jusque vers quatre heures du matin [1].

Le lendemain, 20 septembre, le peuple qui s'attendait à être attaqué par l'armée hollandaise et se défiait de la garde bourgeoise, revint à la charge, la désarma et s'empara de tous les postes qu'elle occupait; au milieu de ce mouvement populaire que les circonstances rendait nécessaire, M. Rogier se montra toujours fidèle à la cause de l'ordre et de la liberté; aimé des masses qu'il subjuguait par son éloquence de tribun, et par le patriotisme qui respirait dans tous ses actes, il ne se servit jamais de son ascendant que pour diriger la révolution dans la voie de la justice, de l'honneur et de l'humanité.

Dans les journées du 21 et du 22 septembre, il marcha à la tête des tirailleurs qui allèrent se mesurer dans la plaine de Dieghem avec les dragons hollandais. Dans la soirée du 23, après avoir visité les postes de la ville et les hôpitaux où il reconnut plusieurs de ses braves Liégeois, le jeune commandant se rend à l'hôtel de ville qu'il trouve désert, abandonné; et le 24 au matin, tandis que l'armée hollandaise, campée dans le Parc, foudroyait la ville haute, à sept heures M. Rogier retourne à l'hôtel de ville, s'y installe, en compagnie de MM. d'Hoogvorst et Jolly, et forme avec eux, sous le canon de l'ennemi, le premier gouvernement belge sous le titre de : *Commission administrative.*

En même temps que ce gouvernement issu de la nécessité, s'annonçait à la Belgique en se déclarant prêt à se dissoudre aussitôt que les éléments d'une autorité nouvelle seraient réunis, il ranimait le courage des habitants de Bruxelles par une énergique proclamation :

« Braves patriotes, disait-il, vous êtes les vrais enfants de la Belgique; hier et aujourd'hui vous avez prouvé à l'Europe que vous étiez dignes de la

[1] Voir l'ouvrage intitulé : *Esquisse historique sur la révolution belge en* 1830.

liberté. Trois journées de combat ont immortalisé la population parisienne. Bruxelles, aidée de ses amis et alliés des autres villes, n'est pas restée au-dessous d'une si belle gloire; encore quelques courageux efforts, et la victoire est à nous pour toujours; la population des communes environnantes arrive pleine d'ardeur pour venger le sang Belge et assurer le triomphe de la liberté. Louvain victorieux vous promet son énergique et glorieuse bourgeoisie. Soyez donc pleins de confiance! Le découragement est au camp ennemi. La Providence a retiré tout courage à des soldats belges qui ne rougissent pas de souiller leurs drapeaux du pur sang de leurs frères.

« Bourgeois de Bruxelles, qui redoutez le pillage de vos maisons, savez-vous l'espoir criminel qu'on ne craint pas de faire circuler dans les rangs des soldats? *Le pillage!* Prenez la ville, leur dit-on, et deux heures de pillage paieront vos efforts. Bourgeois de Bruxelles, redoublez donc de vigilance. A vos barricades, redoutables fortifications, ajoutez de nouvelles barricades. Les pavés lancés des fenêtres ont fait à moitié la révolution parisienne. Continuez aussi à tenir vos croisées garnies de ces redoutables projectiles, et que l'ennemi écrasé apprenne ce qu'il en coûte à venir attaquer dans son sein une population qui veut être libre.

Bruxelles, le 24 septembre 1830.

La commission administrative,
Baron Vanderlinden-d'Hoogvorst.
Rogier, avocat de Liége.
Jolly, ancien officier du génie. »

Mais ce n'était pas tout que d'exalter ainsi les courages; ce n'était pas tout que d'amener la Belgique à briser le dernier anneau qui l'attachait à la Hollande; aux Bruxellois insurgés l'intrépidité ne manquait pas; c'était un général qui leur manquait; il fallait à tout prix en trouver un; Bruxelles n'avait pas, comme Paris, d'illustres épées prêtes à se dévouer au triomphe de la liberté, et l'absence d'une pensée dirigeante paralysait ses efforts. Un homme, un soldat, y vivait pourtant solitaire, oublié du monde, après avoir, sur d'autres plages, attaché son nom à la cause qui se débattait sous ses yeux; c'était le brave don Juan Van Halen, l'ancien aide de camp de Mina. Dans la soirée du 14, il reçoit un billet ainsi conçu: «La commission centrale invite le colonel don Juan Van Halen à passer à l'hôtel de ville pour une affaire qui le concerne.» Van Halen se rend à l'appel, il était prêt de minuit, il traverse rapidement les galeries silencieuses de l'hôtel de ville, une obscurité lugubre régnait partout, enfin il aperçoit dans une salle éclairée d'une lampe, trois hommes rangés autour d'une table qui délibéraient sur les destinées de la patrie. « Colonel! lui dit brusquement l'un d'eux, M. Rogier, nos volontaires ont besoin d'un chef, vous allez vous mettre à leur tête et reprendre le Parc à l'ennemi. » Van Halen demande deux heures pour se décider. « Pas même deux minutes, lui réplique de sa forte voix M. Rogier; allons, dépêchons-nous! » Et à l'instant un brevet de général en chef des forces nationales redigé et signé à la hâte, est remis au guerillero stupéfait. Mais l'ardeur de ces trois hommes, passant tout à coup dans son âme, il s'avance vers eux. « Donnez-moi la main, leur dit-il, et votre parole d'honneur que l'hôtel de ville ne sera plus abandonné et que je vous retrouverai toujours à votre poste; quant à moi, je vous réponds de le bien défendre. » On se serra les mains, on jura de triompher ou de mourir ensemble, et ce serment fut religieusement tenu. Van Halen conduisit les volontaires belges à la victoire, le parc fut dégagé, et la *commission administrative* en s'adjoignant de nouveaux collaborateurs à l'œuvre qu'elle avait si hardiment commencée, se constitua définitivement, le 25 septembre, sous le nom de *gouvernement provisoire*.

Ce gouvernement fut composé de MM. d'Hoogvorst, Charles Rogier, Jolly, F. de Mérode, A. Gendebien, S. Van de Weyer, J. Vanderlinden, Nicolaï et De Coppin; le 28, il s'adjoignit M. De Potter.

Si les attributions de ce comité étaient vastes, sa responsabilité était grande; au moment où les événements n'avaient pas encore complétement décidé du sort de la Belgique, il s'agissait de le fixer. Le comité ne crut pas devoir prendre sur lui une telle détermination, il se contenta de convoquer, par un arrêté du 4 octobre, un congrès national destiné à exercer lui-même le pouvoir constituant. Toutefois cet arrêté tranchait déjà une des questions les plus importantes, en proclamant hautement le divorce avec la Hollande. Les provinces belges, disait-il, violemment détachées de la Hollande, *constitueront un état indépendant*. En même temps il nommait une commission chargée de rédiger un projet de constitution, pour qu'il fût soumis à l'examen du Congrès.

Cependant il fallait encore plus d'un effort pour que la Belgique sortît victorieuse de la lutte; au moment même où le gouvernement provisoire commençait ses rudes travaux, deux nouvelles alarman-

tes vinrent coup sur coup mettre sa fermeté à l'épreuve. Des désordres affreux éclataient dans le *Borinage*. Les ouvriers du Hainaut, égarés par des menées perfides, pillaient les grains, dévastaient les maisons, saccageaient les manufactures; et au moment même ou de tels excès menaçaient d'introduire la guerre civile au cœur du pays, l'ennemi furieux des défaites de Berchem et de Borgerhout, préparait la ruine d'une cité florissante, en livrant Anvers aux boulets rouges du général Chassé. Pour faire face à cette double calamité, il fallait un homme de tête et de cœur. Le gouvernement provisoire le trouva dans son sein. M. Charles Rogier partit à l'instant, le 22 octobre il était à Mons, et les annales de la Belgique s'enrichissaient d'une nouvelle proclamation, modèle du genre, et où respirent à chaque ligne, le talent, la noblesse, le patriotisme et le dévouement de celui qui l'écrivit.

« Habitants du Hainaut !

« Quelles nouvelles alarmantes se répandent dans la Belgique? Tandis que vos frères se battent et remportent des victoires contre l'ennemi commun, d'autres, parmi vous, se livrent à de honteux excès contre leurs compatriotes. Ils ont pillé des grains, désolé des familles et porté la dévastation dans une des premières manufactures du pays. Que feraient de plus les Hollandais? Est-ce là, enfants du Borinage, ce courage et cette loyauté dont vous étiez si fiers, et qui inspirait tant de confiance à la révolution, que des premiers vous aviez eu l'honneur d'être appelés à sa défense?

« Que gagne-t-on, répondez, à piller les grains? On ruine les marchands, on jette la défiance chez les fermiers, les grains se cachent, ils deviennent plus rares, et le prix du pain ne tarde pas d'augmenter. Que gagne-t-on à briser des machines? On ruine les fabricants, et, les fabricants ruinés, qui donnera de l'ouvrage aux ouvriers? L'hiver viendra et ils souffriront, et l'on sera sans pitié pour eux; parce qu'on dira qu'ils souffrent par leur faute, et qu'il ne faut pas de pitié pour des pillards.

Revenez donc à vous-mêmes. Ouvrez les yeux, car ceux qui vous conduisent au pillage vous trompent et vous prennent pour des gens stupides. Ce sont là, croyez-moi, des ennemis bien plus à craindre que les marchands de grains et les manufacturiers. Ils voudraient, les traîtres qu'ils sont, mettre le désordre au pays, et jeter la défiance entre les Belges pour profiter de leurs divisions. Ils espèrent entraver la marche du gouvernement provisoire, et faire respirer les Hollandais qui n'en peuvent plus; ils voudraient aussi retarder les élections au Congrès national, qui va constituer la Belgique en nation libre, et consacrer pour toujours son indépendance.

« Ces odieuses machinations seront déjouées, le pays est trop raisonnable, la révolution trop forte, pour que quelques brouillons puissent les perdre; mais il est utile que nous réduisions à l'impuissance jusqu'au dernier de nos ennemis. Ces ennemis, il est un moyen sûr de s'en défaire. Arrêtez vous-mêmes, et livrez à l'autorité ceux qui vous excitent aux désordres. Vos magistrats sauront châtier les traîtres, et les mettre dans l'impuissance de compromettre la cause de la liberté, pour laquelle tant de vos généreux compatriotes ont prodigué leur sang. Depuis quinze ans, le Hainaut jouissait, entre toutes les provinces de la Belgique, d'un insigne honneur : c'est la province la plus morale, celle où la justice avait à punir le moins de crimes et de délits! Habitants du Hainaut, vous ne perdrez pas cette belle réputation! Honte et malheur à ceux qui en déshonorant votre nom voudraient, par leurs coupables excès, déshonorer aussi la cause de la patrie!

« *Le commissaire délégué du gouvernement provisoire*, « CH. ROGIER.

« Mons, le 22 octobre 1830. »

A cette parole éloquente les ouvriers du Hainaut rentrèrent dans le devoir, mais la mission de M. Rogier n'était qu'à moitié accomplie; il court à Anvers, il y arrive dans l'après-midi du 27 octobre, accompagné de son ami, le brave colonel Chazal; il y trouve le bombardement avec toutes ses horreurs, et le même jour, sous les boulets de la citadelle, il adresse au gouvernement provisoire cette curieuse lettre insérée au *Bulletin officiel*, qui restera comme un monument de la fermeté de l'homme et de la difficulté des temps.

« Le comité central a reçu pendant la nuit le rapport suivant de M. Rogier, membre délégué du gouvernement. Ce rapport était écrit moitié à l'encre, moitié au crayon.

« Du cabinet du gouverneur de la province d'Anvers. »

« J'arrive à l'instant à Anvers, accompagné de notre gouverneur M. de Robiano. La citadelle tire à boulets rouges, et lance des grenades sur la ville. La révolution en est maîtresse; mais il paraît que nos lâches despotes ne veulent pas lui abandonner intact leur dernier retranchement. Il y a incendie

sur deux points. Nous sommes arrivés à 400 pas environ de l'incendie, baissant de temps en temps la tête sous les boulets. Mais nous avons cru qu'il fallait venir installer le gouvernement provisoire à Anvers, comme il l'avait été à Bruxelles.

« Si un boulet vient tout à l'heure nous emporter, veuillez en tenir note. Mes fenêtres tremblent de minute en minute. Tout cela, comme vous savez, sans exagération ; je vois les horreurs de mes yeux et j'y crois. Mon premier soin a été d'écrire à Mellinet et à Niellon, pour leur annoncer notre arrivée ; nous allons tâcher de les trouver quelque part. Nous sommes forcés de quitter l'hôtel du gouvernement, l'incendie nous chasse et gagne l'hôtel. Nous voici chez M. de Robiano, place de Meer, d'où nous voyons l'incendie en trois endroits.

« Il est 7 1/2 *heures du soir*, le feu se ralentit et l'incendie aussi. Nous croyons que les brigands ont voulu masquer leur retraite : nous l'espérons.

« 8 1/2 *heures*. Les habitants d'Anvers viennent nous demander l'autorisation de faire cesser le feu de la citadelle jusqu'à ce que les négociations puissent être reprises demain matin. L'écrit signé de moi et de M. de Robiano les y autorise, mais avec la fermeté et la dignité qui convient au gouvernement. Nous considérons la suspension comme un acte d'humanité et rien de plus. S'il y a du nouveau d'ici à demain, je vous écrirai ; sinon, je vous ferai connaître le résultat de la négociation.

« (*Signé*) Charles Rogier. »

Après avoir signé par l'intermédiaire du colonel Chazal, une suspension d'armes avec l'impitoyable *bombardier* Chassé, après s'être arrêté un instant à Berchem pour prononcer une belle oraison funèbre sur la tombe d'Eymar et de Frédéric de Mérode, morts au champ d'honneur, M. Charles Rogier revint prendre sa place au sein du gouvernement provisoire.

Il le trouva livré aux discordes qui suivent les révolutions et souvent surgissent avant que ces dernières soient définitivement accomplies; la même divergence de vues qui avait eu lieu à Paris au sein de la commission municipale, se manifestait à Bruxelles au sein du gouvernement provisoire; en attendant l'ouverture du Congrès, au moment où le comité de constitution préparait son travail, les membres du gouvernement provisoire devançaient et discutaient l'avenir de la Belgique.

Un peuple a deux existences, son existence comme peuple et son existence comme membre de la grande famille des nations. La première existence semblait désormais acquise à la Belgique, mais elle n'avait pas encore la seconde, qui seule sanctionne et affermit la première ; la manière dont elle allait résoudre une de ces questions devait inévitablement décider de l'autre. Elle venait de jeter loin d'elle la destinée que lui avait imposée l'Europe en 1815, et l'arme au bras l'Europe attendait pour agir de savoir quel usage ce peuple nouveau ferait des droits conquis au prix de son sang. Au moment même où en France, au sein d'une nation de trente millions d'hommes qui avait pendant vingt ans tenu tête au monde, un député de l'opposition, M. Mauguin, venait déclarer en pleine tribune et sans étonner personne, « que la république était impossible parce qu'elle ne tiendrait pas trois mois en présence de l'étranger, » il se trouvait en Belgique au sein même du gouvernement provisoire des hommes qui s'étonnaient qu'une telle considération entrât pour quelque chose dans les déterminations de leurs collègues. Ceux-là voulaient d'emblée jeter le gant à l'Europe et tenter d'entraîner la France dans la république, sauf à être conquis par elle au profit de la monarchie, ou déchirés en lambeaux au profit de tout le monde. Aussi quand le comité de constitution avait fait lecture au gouvernement provisoire de son projet rédigé à la majorité de huit voix contre une, qui déclarait que la forme du gouvernement belge serait *monarchique*, un de ces politiques aventureux, M. de Potter, ne put s'empêcher de s'écrier : « Ce n'était pas la peine de verser tant de sang pour si peu de chose! » M. de Potter, dans *ses Souvenirs*, a écrit sur cette première période de la révolution belge, des pages pleines d'amertume contre plusieurs de ses collègues, notamment contre M. Rogier. Nous aurons à les apprécier plus tard en parlant de M. de Potter lui-même; contentons-nous de rappeler ici quelques paroles d'un homme d'État, de M. Guizot, qui s'appliquent assez bien aux circonstances que nous retraçons : « Le but des révolutions, de ces grands faits nationaux, les limites que la Providence leur a tracées, sont pour la multitude chose obscure, vaguement sentie, confusément appréciée. La bataille gagnée, il est des combattants qui se croient encore aux jours du combat. Ils continuent d'obéir à une impulsion qui n'a plus de but, par cela seul que leurs esprits n'aperçoivent pas les bornes du réel; dans la chaleur du triomphe, leurs imaginations se sont allumées, leurs facultés se

sont tendues, leurs espérances se sont exaltées, ce qu'ils tiennent leur paraît insuffisant et vulgaire, ils aspirent à l'impossible. »

M. Charles Rogier ne fut pas un de ces hommes, il comprit que la république c'était la guerre, que la guerre c'était la réunion à la France ou le partage, et que quels que fussent les résultats de ce premier ordre d'idées, il n'en sortirait jamais une Belgique indépendante; or, comme il voulait avant tout l'indépendance de son pays, il se décida pour la monarchie.

Le Congrès national si impatiemment attendu s'assembla enfin le 10 novembre 1830; le 18, il proclama à l'unanimité de 197 voix l'indépendance de la Belgique; le 22, il décida à la majorité de 174 voix contre 13, que la forme du gouvernement serait monarchique; et enfin le 25, malgré que le ministère Laffitte, le plus intrépide en paroles et le plus timide en actions de tous les ministères français, eût demandé instamment l'ajournement de cette dernière et décisive question, le Congrès décréta à la majorité de 161 voix contre 18, l'exclusion perpétuelle des membres de la maison d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique. Dès le mois d'octobre, Guillaume désespérant de la victoire, en avait appelé aux puissances signataires des traités de Paris et de Vienne; mécontent plus tard des résultats d'un arbitrage qu'il avait lui-même provoqué, ce monarque, la plus opiniâtre tête qui ait jamais ceint la couronne, devait avec une audace inouïe tenter encore la voie des armes.

La conférence de Londres s'était réunie, elle avait envoyé à Bruxelles, le 7 novembre, deux commissaires pour proposer la cessation des hostilités jusqu'à nouvel ordre, et elle préjugeait d'avance la question en litige en assignant à la Hollande comme ligne de l'armistice les limites qu'elle avait avant la réunion. Le gouvernement provisoire répondit à cette première démarche des cinq puissances par une déclaration empreinte de fermeté et de mesure, au bas de laquelle les deux noms de MM. Rogier et De Potter durent s'étonner de se trouver ensemble. « Le gouvernement provisoire, disait cet acte, voulant concilier l'indépendance du peuple belge avec les droits de l'humanité, *remercie* les cinq puissances de l'initiative qu'elles ont prise pour arrêter l'effusion du sang par une entière cessation des hostilités entre la Belgique et la Hollande ».

Il n'entre pas dans le plan de cette notice de suivre pas à pas tous les travaux du Congrès, ni d'exposer en détail les rapports si nombreux, si compliqués, si curieux du gouvernement belge avec la conférence de Londres, et de celle-ci avec la Hollande; en traitant d'illustrations belges plus spécialement diplomatiques, je reviendrai sur ce dernier point qui forme un des épisodes les plus importants de l'histoire de la diplomatie européenne depuis onze ans. M. Rogier, membre de la députation de Liége, prit une part active à toutes les opérations du Congrès, et s'il fut moins directement mêlé aux grandes transactions extérieures qui constituèrent la Belgique, son influence et son action tant comme député que comme ministre contribuèrent puissamment à la prospérité intérieure du pays.

Modéré, monarchique, mais avant tout homme de pratique et d'exécution, M. Rogier fut, dès l'ouverture du Congrès, chargé d'une nouvelle mission auprès de tous les corps de l'armée, dans le but de remonter le moral des soldats, de resserrer les liens de la discipline et de faire pénétrer partout l'esprit de la révolution. Il parcourut la Belgique entière, il passa des revues, prononça des harangues, s'enquit des besoins de l'armée, et ce voyage eut les plus heureux résultats. C'est pendant qu'il l'accomplissait qu'eut lieu le vote sur l'*exclusion des Nassau;* son absence l'empêcha d'y prendre part; mais ce fut lui qui, dans la séance du 5 janvier 1831, demanda la formation d'un comité secret pour s'occuper sur-le-champ de l'organisation définitive de la Belgique. Ce comité s'assembla le soir même. M. Rogier exposa l'état du pays qu'il venait de parcourir, le malaise, l'incertitude des esprits, et il insista fortement pour qu'on s'occupât d'y porter remède, en procédant sans délai au choix d'un chef de l'État; quand il fut question de la nomination provisoire d'un régent, M. Rogier vota pour le frère de celui dont il avait pleuré la mort à Berchem, pour le comte Félix de Mérode, auquel du reste ses sympathies politiques le rattachaient peu.

Cependant ce trône dont le Congrès avait décrété la conservation restait inoccupé, on avait proclamé la royauté, il s'agissait de chercher un roi. La Belgique, pour constater son indépendance, commença par se livrer à un hors d'œuvre politique, elle mit à l'ordre du jour deux candidatures impossibles. Le Congrès opta entre le duc de Leuchtenberg et le duc de Nemours, au moment même où il savait d'avance que son vote resterait sans résultat; le prince français refusé déjà comme

candidat par son père l'emporta d'une voix et fut refusé comme roi. Obligé de prendre part à cette bizarre délibération, M. Rogier se prononça pour le duc de Nemours, en exprimant toutefois ses regrets que trop d'ambition d'une part et trop de modestie de l'autre ne permissent pas de choisir un monarque indigène. Enfin, la Belgique trouva un roi possible; et M. Rogier fut du nombre des 152 votans qui se prononçèrent, le 4 juin, pour le prince Léopold de Saxe-Cobourg.

M. Rogier fut appelé à faire partie du deuxième ministère de la royauté nouvelle; le 22 octobre 1832, il remplaça M. de Theux au département de l'intérieur. La situation était grave, l'arbitrage de la conférence de Londres devenait un véritable procès avec complication d'incidents, de chicanes interminables et de roueries procédurières, suscitées par le cabinet de La Haye avec une astuce de procureur; les transactions se traînaient péniblement, à chaque détail de cette inexplicable affaire surgissait une difficulté nouvelle, les notes diplomatiques se croisaient, jamais il ne se fit une telle consommation de protocoles. En attendant la Belgique souffrait, son territoire était occupé par l'ennemi, et il lui fallait suffire à un armement dispendieux et inutile, car en même temps qu'on l'obligeait de se tenir prête au combat on l'empêchait d'agir, et l'état de paix précaire qu'on lui imposait lui devenait plus onéreux que l'état de guerre. C'est dans de telles circonstances que MM. Rogier et Lebeau s'associèrent au général Goblet, qui seul après la démission de tous ses collègues, avait eu le courage d'assumer sur lui le poids des affaires. Le nouveau cabinet débuta par un acte d'énergie, le 23 octobre 1832, trois jours après sa formation, il signifia à la France et à l'Angleterre que la situation faite au pays n'était plus tolérable, et il donna jusqu'au 3 novembre aux puissances pour faire exécuter par la Hollande les décisions rendues depuis cinq mois; il leur déclara que si au terme fixé, les puissances n'avaient pas agi, la Belgique agirait de son chef avec ses propres forces. Cette note vigoureuse eut pour résultat l'intervention française, la prise de la citadelle d'Anvers et l'expulsion des Hollandais par le maréchal Gérard.

Pendant que cette intervention s'accomplissait en présence de l'armée nationale forcée de rester inactive, les débats parlementaires devenaient de plus en plus orageux; les têtes fières et ardentes se passionnaient, s'indignaient de voir la Belgique obligée de subir l'appui de l'étranger, accusaient le ministère d'acheter cet appui par de lâches concessions sur la question luxembourgeoise, demandaient avant toute évacuation du territoire qu'on exigeât l'adhésion préalable du roi Guillaume au traité du 15 novembre, et proposaient la mise en accusation des ministres. Pendant toute cette session et la suivante, le parlement belge fut une arène où le ministère qui s'était dissous d'abord, et qui fut bientôt obligé de se dévouer encore, faute de remplaçant, eut à lutter sans relâche contre l'emportement et la violence. M. Lebeau, le collègue et l'ami de M. Rogier, fut plus particulièrement en butte aux attaques de l'opposition; on sait comment, sous le prétexte de l'extradition d'un banqueroutier français, M. Gendebien demanda la mise en accusation de ce ministre en formulant contre lui une philippique des plus ardentes, et par suite de quel incident M. Rogier prit noblement en main la cause de son ami, qui était aussi la sienne. — Dans la séance du 24 juin 1833, M. Devaux taxe de *calomnie* une nouvelle accusation de M. Gendebien: « Vous me le paierez cher, s'écrie belliqueusement ce dernier. » A l'instant M. Rogier se lève, et répète avec sang-froid la phrase de son collègue, *c'est une calomnie!* Le lendemain, au moment où MM. Rogier et Gendebien, ayant pris rendez-vous au bois de la Cambre, se préparaient à vider leur querelle, M. Devaux arrive seul, se déclare l'offensé et insiste pour obtenir le premier satisfaction. Les témoins s'interposent, on se sépare sans terminer, et le lendemain, malgré les efforts de leurs amis communs, MM. Rogier et Gendebien se rencontrent au bois de Linthout. Le pistolet était l'arme choisie. M. Rogier tire le premier sans résultat, et la balle de son adversaire lui traverse la joue droite et la langue, il tombe en conservant toute sa présence d'esprit, et se relève presque aussitôt. La blessure était heureusement peu dangereuse, et trois semaines après le ministre était rendu à ses travaux.

Dans la session suivante, M. Rogier attacha son nom à une grande mesure d'utilité publique, dont le succès aujourd'hui incontesté et les résultats immenses, ont prouvé toute la portée et la profondeur de ses vues. Je veux parler du fameux projet de loi sur les chemins de fer, qui fut soumis au parlement le 21 mars 1834. L'entreprise était nouvelle et hardie, la discussion fut longue et orageuse; les uns se rejetant sur l'énormité de la dette publique, repoussaient absolument le projet

ministériel; les autres demandaient à quoi bon un chemin de fer, puisque l'on avait des canaux et des routes royales? ceux-ci accordant le principe, chicanaient sur la direction à donner au *rail-way;* enfin ceux-là, et c'était le plus grand nombre, partant du principe alors considéré comme le plus avancé en économie politique, proclamaient l'impossibilité de l'initiative gouvernementale en pareille matière, et demandaient que l'entreprise fût donnée à des concessions particulières. Cette opinion s'était manifestée au sein même du cabinet, et M. Rogier rencontra devant les Chambres dans son collègue M. Félix de Mérode, un opiniâtre adversaire. Enfin après une discussion d'un mois, à force de talent et de persévérance, M. Rogier vainquit, et le principe nouveau fut consacré.

Au moment même où il luttait ainsi pour doter son pays d'une source de prospérité et de richesse, M. Rogier vit tout-à-coup l'émeute surgir dans les rues de Bruxelles. La populace furieuse contre quelques hommes accusés *d'orangisme,* pillait et saccageait leurs hôtels. Une grande partie de l'armée était alors sur la frontière. Bruxelles n'avait qu'une faible garnison à opposer aux émeutiers; la sédition s'accroissait de minute en minute, M. Rogier s'empressa comme toujours de payer de sa personne, après avoir convoqué la garde civique et demandé du renfort aux villes environnantes; on le vit monter à cheval, et suivi du général Hurel, se porter partout où il y avait quelque danger à courir; presque seul au milieu de la foule, apercevant un homme armé d'un drapeau, qui semblait conduire et exciter l'émeute, il sauta à bas de son cheval, se précipita sur lui, et le remit aux mains de la force armée : après cet acte de vigueur, pendant qu'il haranguait le peuple, un individu armé d'un instrument en fer lui asséna par derrière un coup, dont son chapeau amortit heureusement l'effet, et qui déchira son habit jusqu'à la taille.

Ces affreux désordres furent enfin comprimés, et la tranquillité publique était à peine rétablie, que déjà M. Rogier reparaissait devant les Chambres avec un nouveau projet de loi, digne du précédent, et destiné, dans un autre ordre de faits, à produire un avantage égal en assurant le progrès moral et intellectuel du pays. Le projet de loi sur l'instruction publique, présenté aux Chambres le 30 juillet 1834, était divisé en trois catégories : l'enseignement supérieur, l'enseignement moyen et l'instruction primaire. Le parlement belge, prudent et méticuleux à l'excès, jugea convenable de ne s'occuper d'abord que de la première de ces catégories, l'enseignement supérieur, et ce ne fut que plus tard, le 27 septembre 1835, sous le ministère de M. de Theux, que les universités belges furent définitivement constituées. M. Rogier, qui connaissait par expérience les avantages de l'unité d'impulsion et de vues dans l'enseignement, avait d'abord proposé l'établissement d'une seule université de l'État; cette motion ne fut rejetée qu'à la majorité de quelques voix, il est peut-être à regretter qu'elle n'ait pas été admise. En condensant sur un point l'enseignement supérieur, le gouvernement belge eût pu créer un centre de lumières éclatant, et qui eût annihilé toute concurrence; aujourd'hui, au lieu d'une seule université vraiment supérieure par les études et les hommes, l'État en possède deux qui, sous ce double point de vue, laissent beaucoup à désirer, et auxquelles deux établissements particuliers, l'université catholique de Louvain et l'université libre de Bruxelles font concurrence avec succès. Du reste l'organisation universitaire de la Belgique est de nature à rassurer les partisans les plus ombrageux de la liberté de l'enseignement, l'action du gouvernement n'y est pas prépondérante comme en France. La faible part d'intervention qu'il s'est réservée dans l'instruction primaire est évidemment indispensable dans l'intérêt de la moralité publique et de la saine direction des esprits.

Après l'avènement du ministère de Theux en 1835, M. Rogier fut appelé au poste de gouverneur de la province d'Anvers, qui l'avait choisi comme son représentant à la chambre, à une majorité de 1,151 suffrages contre 31. Gouverneur, M. Rogier se distingua par cette même sollicitude pour les intérêts matériels et moraux du pays, qui caractérise le ministre. Sous son administration, la Campine si stérile et si pauvre fut sillonnée de routes et de canaux; les raffineries de sucre prirent un nouveau développement, les armateurs menacés du non-remboursement du péage de l'Escaut, les incendiés de l'entrepôt d'Anvers, les inondés des Polders, furent défendus et appuyés dans leurs réclamations. Le commerce et l'industrie prospérèrent. La littérature et les arts eurent aussi leur part d'encouragement, et lorsqu'au mois d'avril 1840, M. Rogier dut quitter la province pour reprendre un portefeuille, tous les habitants notables d'Anvers vinrent lui offrir l'éclatant et unanime témoignage de leur gratitude.

Rentré aux affaires après la dissolution du cabinet de Theux, et chargé du ministère des travaux publics auxquels furent joints l'instruction publique et les beaux-arts, M. Rogier signala cette nouvelle et courte période de sa carrière politique par une heureuse innovation. Il établit un concours général entre tous les athénées et les colléges subventionnés par l'État. On n'a pas oublié la grande solennité qui eut lieu à ce sujet dans le temple des Augustins. Le discours prononcé par M. Rogier en présence de tous les membres du corps enseignant, fit une profonde sensation. L'auditoire entendit avec orgueil le *maître d'école* se glorifier d'être *un ancien soldat de la phalange*. Il développa les principes qui avaient présidé à tous les actes de sa vie, et ses vœux pour le développement d'une nationalité qu'il avait si puissamment contribué à fonder furent couverts d'applaudissements.

On sait comment un mouvement subit de réaction catholique parut se manifester dans les régions du pouvoir, comment le dernier ministère, par une honorable susceptibilité, a cru devoir se retirer devant un vote hostile du Sénat et céder la place à un ministère plus disposé à céder aux prétentions du clergé. La lutte électorale s'est ouverte, et jamais peut-être depuis dix ans la question n'avait été plus vivement débattue. Catholiques et libéraux ont rivalisé d'efforts et, d'après le résultat des élections, le triomphe de ces derniers paraît assuré. M. Rogier s'est présenté de nouveau devant ses commettants d'Anvers, en leur adressant une chaleureuse profession de foi, où passant en revue les principaux actes de sa vie politique, il repousse l'inculpation banale d'ambition effrénée et d'opposition systématique, et pose nettement les principes qui l'ont toujours guidé. Les Anversois ont répondu à cet appel; le 8 juin, le nom de M. Rogier a été proclamé au milieu des *hourras* d'une population enthousiaste, et tout porte à croire que l'ex-ministre reparaîtra bientôt au poste qu'il a si noblement occupé.

Un dernier mot maintenant pour caractériser l'orateur et l'homme politique. L'éloquence de de M. Rogier est inégale, il a ses jours, sa voix est sourde, sa parole est souvent lente et embarrassée, mais que la passion l'anime et l'exalte, l'homme s'efface, le tribun apparaît, il éclate et tonne, l'inspiration scintille à travers son discours comme un éclair, et l'impression qu'il produit est d'autant plus vive qu'elle est subite et inattendue.

Jeune encore et dans toute la force et la verdeur de l'âge, M. Rogier a devant lui une belle carrière. La popularité qu'il s'est acquise depuis dix ans est grande et s'accroît chaque jour. Cette popularité si rarement obtenue par les hommes que leur destinée appelle à gouverner leur pays, M. Rogier ne la doit ni à de lâches concessions aux entraînements de la multitude, ni à de basses flatteries pour cette idole qui a remplacé les rois, que tous encensent, que bien peu servent, et qu'on appelle le peuple. M. Rogier est plébéien, il le dit et s'en honore, mais s'il aime le peuple et le sert toujours, il lui résiste souvent et ne l'encense jamais. Sa brusque franchise est la meilleure sauve-garde de sa popularité.

Il est surtout un ordre de sympathies délicates et élevées que le ministre a su éveiller autour de lui et attacher à sa personne. Tous ceux qui, en Belgique, s'occupent de sciences, de littérature ou d'arts, aiment M. Rogier. Chargé du portefeuille de l'intérieur ou de l'instruction publique, dans un petit pays, avec un petit budget, surveillé par une chambre d'arithméticiens flamands, c'est-à-dire, pointilleux et peu enthousiastes, M. Rogier est parvenu à concilier les difficultés de sa position avec ses instincts personnels, ses goûts d'artiste et sa vive sollicitude pour tout ce qui relève et ennoblit une nation. Savants, poëtes, historiens, peintres, sculpteurs, musiciens, ont trouvé en lui un conseil, au besoin, et toujours un protecteur affectueux et bienveillant, promettant tout ce qu'il pouvait et tenant tout ce qu'il promettait. Bien qu'essentiellement dévoué aux intérêts positifs de son pays, il a compris qu'une aggrégation d'industriels ou de marchands ne suffisait pas pour constituer un peuple, et dans la limite de ses attributions il n'a rien négligé pour donner à la Belgique ce relief de haute culture qui lui manquait. Ce que l'étranger apprécie surtout chez M. Rogier, c'est l'esprit pratique combiné avec la délicatesse du goût, l'amour de l'utile uni à l'amour du beau. Il y a en lui du Français et du Flamand; ces deux natures s'aident et se complètent sans se nuire. En résumé, la Belgique peut bien posséder des orateurs plus brillants, des hommes d'État plus forts, des intelligences plus vastes, mais elle n'a pas de ministre plus laborieux, plus actif, plus désintéressé, d'intelligence plus vive, de cœur plus noble et plus dévoué, que M. Rogier.

M. de Balzac.

J'avais entrepris une lutte insensée ! je combattais la misère avec ma plume.

M. DE BALZAC. — INTRODUCTION AU LYS DANS LA VALLÉE.

Il n'y a pas encore deux siècles que la France possédait un romancier entouré d'une immense gloire; c'était à la fois le plus fécond et le plus goûté des écrivains de son époque. Forcé par des revers de fortune de chercher dans des travaux littéraires une existence honorable, il publia près de cinquante volumes de douze cents pages chacun, sans blancs ni marges. *Son œuvre*, comme dirait aujourd'hui M. de Balzac, eut plusieurs éditions, et fit les délices de la cour et de la ville. Ce n'était pas seulement les esprits frivoles, les jeunes gens, les femmes, qui dévoraient ces interminables histoires d'amour. Le savant Huet, évêque d'Avranches, en raffolait, l'évêque Godeau en délirait, l'évêque Mascaron citait l'auteur au prône, entre saint Augustin et saint Bernard; Fléchier distribuait ces romans dans son diocèse « pour édifier, « disait-il, les gens de bien et donner un bon exem- « ple de morale à ceux qui la prêchent. » Il n'était pas jusqu'aux solitaires de Port-Royal qui ne fissent leur partie dans ce grand concert d'admirations. Au petit nombre de lecteurs difficiles qui s'avisaient de trouver tout cela un peu long, Ménage signifiait d'un ton d'oracle qu'ils faisaient voir *la petitesse* de leur esprit; il mettait sans façon l'auteur au niveau d'Homère et de Virgile, et la masse était de l'avis de Ménage. La renommée du romancier avait passé les monts et les mers; l'Europe l'admirait, on le traduisait dans toutes les langues, la reine Christine de Suède se glorifiait d'entretenir avec lui un commerce épistolaire, les peintres se disputaient l'honneur de reproduire ses traits; les poëtes le chantaient; il avait une fauvette dont tout Paris s'occupait comme on s'est occupé naguère de la canne de M. de Balzac; en un mot, il était encore plus *immortel* que ne l'est aujourd'hui M. de Balzac.

Eh bien! lecteur, la postérité est à ce point capricieuse que, si je vous dis le nom du grand écrivain dont je viens de vous esquisser la biographie sans exagération aucune, vous allez me rire au nez; si je vous dis qu'il s'agit ici de mademoiselle Madeleine de Scudéry, de son vivant qualifiée de Sapho du dix-septième siècle, de l'auteur de *l'illustre Bassa*, du *Grand Cyrus*, de *Clélie*, d'*Almahide*, etc., etc., vous me répondrez par une épigramme de Boileau ou vous me jetterez à la tête la fameuse carte géographique pour aller de *Particulier à Tendre*, débauche d'esprit dont l'auteur riait le premier, et vous vous en tiendrez là. Si je vous parle des autres célébrités romancières de la même époque, du sieur Gauthier de la Calprenède, un grand génie qui écrivit Cassandre (10 volumes), Cléopâtre (23 volumes), Pharamond, Sylvandre, etc., en tout 43 volumes, sans compter 11 pièces de théâtre; si je rappelle à vos souvenirs l'illustre Honoré d'Urfé, le père du roman, qui écrivit *l'Astrée*, ce livre favori de La Fontaine, d'Urfé, que Pélisson nomme « l'un des plus rares et des plus merveilleux esprits « que la France ait jamais portés; » si je vous cite vingt autres noms voués alors à l'immortalité, vous me direz que toutes ces gloires vous sont parfaitement inconnues, que Cyrus, Cléopâtre et l'Astrée

sont des livres mortellement ennuyeux (ce que je vous accorde volontiers, bien que vous ne les ayez pas lus), et que tout cela n'a rien de commun avec M. de Balzac, ce que je nie très-formellement.

Car enfin entre le plus célèbre et le plus fécond des romanciers français du XVIIe siècle et le plus célèbre et le plus fécond des romanciers français du XIXe, entre mademoiselle de Scudéry et M. de Balzac, il y a toujours au moins trois points de contact : même genre, même fécondité, même célébrité. Cela est clair comme le fameux axiome de M. Prudhomme : « Otez l'homme de la société, vous l'isolez.» Reste la différence très-notable que le premier des deux romanciers est mort physiquement et littérairement, tandis que l'autre jouit, sous ce double rapport, d'une vie très-florissante. La première partie de cette différence disparaîtra nécessairement ; en sera-t-il ainsi de la seconde, et jusqu'à quel point, dans deux siècles d'ici, la ressemblance entre mademoiselle de Scudéry et M. de Balzac deviendra-t-elle assez complète pour fournir à quelque nouveau biographe un exorde dans le genre de celui qui précède? Telle est, lecteur, la question grave, délicate, épineuse, qui me préoccupe en abordant cette notice; question dont la solution appartient à la postérité, et dont nous dirons cependant quelques mots par anticipation, avec toute la réserve qu'il convient d'apporter dans l'examen d'un procès que l'on n'est pas apte à juger en dernier ressort. Ce fugitif rapprochement entre le roman à sa naissance et le roman d'aujourd'hui vaudra peut-être pour vous tout autant qu'une série de plaisanteries usées et de mauvais goût, sur la vie privée, les habitudes, la robe de moine, les créanciers et la canne de M. de Balzac. Nous restreindrons du reste assez cette analyse pour que la biographie n'y perde rien.

Mais, me direz-vous (si comme moi vous lisez et goûtez M. de Balzac), comment peut-on comparer des *chefs-d'œuvre* avec un ramas de productions fastidieuses qui n'ont d'autre mérite que leur abondance, et qui sont dénuées de style, d'imagination et d'esprit? Un instant, lecteur; nos ancêtres, les contemporains de Richelieu, du cardinal de Retz, de madame de Sévigné et de Pascal, n'étaient pas plus stupides que nous; volumineux, les romans de mademoiselle de Scudéry avaient jusqu'à trois éditions, et il suffit de les lire pour se convaincre qu'ils ne manquent ni d'esprit, ni d'imagination, ni même de style. Leur forme littéraire ne diffère point notablement des bons écrits de la même époque, et pourtant, je m'empresse de le confesser, il faut un rare courage pour tenter l'entreprise : car c'est à en mourir d'ennui. — D'où vient cela ? et que manque-t-il donc à mademoiselle de Scudéry pour nous charmer comme elle charmait nos pères? Mademoiselle de Scudéry ne savait pas écrire, répondent certains critiques, ses ouvrages ne vivent que par le style. Cette assertion qui, je le répète, est ici fausse en fait, me semble encore très-contestable en principe. Ce n'est pas leur forme littéraire que nous sommes incapables d'apprécier, qui a fait traverser les siècles à l'Iliade ou au roman de Longus; et si Shakspeare, que les Anglais eux-mêmes sont déjà obligés de traduire, est immortel, dira-t-on que c'est par le style? C'est bien plutôt par la vérité des sentiments et des passions, la vérité non pas individuelle, locale, éphémère, mais la vérité humaine, éternelle, que s'immortalisent les grands écrivains. Les romans de mademoiselle de Scudéry sont morts parce qu'ils n'étaient pas vrais; et ils ont pu être admirés, quoiqu'ils fussent dépourvus non-seulement de vérité absolue, mais même jusqu'à un certain point de vérité relative. Un romancier, quelle que soit sa prétention de représenter fidèlement son époque, n'est pas un historien : c'est un poëte; sa besogne, c'est de faire du beau, mais du beau dans le vrai. Si son merveilleux a pour point d'appui des passions factices, des travers passagers, il peut plaire tant que durent ces mêmes passions, ces mêmes travers, bien qu'il les exagère, les contourne ou les colore à sa guise; mais quand cette base vient à manquer, tout s'écroule, et il ne reste pas même à de telles œuvres une valeur réelle comme document historique. C'est ce qui est advenu des romans de mademoiselle de Scudéry.

Voici à peu près le cavenas général de ces livres tant aimés de nos pères parce qu'ils s'y retrouvaient avec leurs goûts, leurs opinions, leurs ridicules, leur langage, les habitudes de leur vie, et les caprices les plus fantasques de leur imagination. Ils s'y voyaient élégants, bavards, intrépides, raffinés, pointilleux, amoureux, mais essentiellement vertueux, et ce petit mensonge n'était qu'un charme de plus.

La scène se passait en Assyrie, en Perse, en Égypte ou à Rome; mais il va sans dire que ces Persans, ces Assyriens, ces Romains n'avaient de leur pays que le nom. Quatre qualités étaient indispensables pour constituer un héros de roman : il fallait qu'il fût bien fait, qu'il eût du cœur, de

l'esprit et de *la condition* (style du temps). C'était souvent un prince déguisé; l'héroïne était fille de roi, princesse, ou tout au moins grande dame et belle comme le jour. On se rencontrait pour la première fois au temple de Sinope, dans les jardins d'Echatane, à la cour de Babylone ou sur les bords du Tibre. Alors comme aujourd'hui le héros était sur-le-champ féru au cœur (« le premier instant de cette fatale vue fut le premier de ma passion »); si l'occasion le servait, si ses relations l'y autorisaient, il abordait la dame d'un air galant et empressé (« nous rougîmes tous deux à cet abord, mais ce fut sans doute par des sentiments différents, la modestie faisant en elle ce que l'amour fit en moi »). Nos héros modernes ont meilleure opinion d'eux-mêmes.

Rentré chez lui, le prince, pourvu nécessairement d'un confident comme la princesse d'une confidente, s'exclamait sur les beautés qui venaient de frapper ses yeux et faisait subir à son cœur des questions interminables (mais enfin, me décidant tout d'un coup après avoir été quelque temps sans parler : Non, non, mon cœur, m'écriai-je en reprenant la parole; ne balançons plus, avouons que nous estimons, que nous aimons, que nous adorons Amestris). Une fois que la chose était bien décidée, le héros déployait, pour conquérir l'affection de sa belle, des qualités et des talents surhumains; il dépassait les douze travaux d'Hercule, il renversait des armées, il prenait des villes; il provoquait ses rivaux en combat singulier, les désarmait ou les blessait, leur laissait la vie, et gagnait leur estime. Il se montrait valeureux comme Achille, humain et généreux comme Bayard, sage et continent comme Scipion, et bientôt il n'était plus question que de lui dans tout l'empire.

Du côté de l'héroïne la passion marchait beaucoup plus lentement; à la fin du premier volume elle n'en était encore qu'à l'estime; aux cinq volumes suivants elle était tour à tour enlevée par une demi-douzaine de prétendants, tous ravisseurs bien nés, bien élevés, très-amoureux, mais très-respectueux, qui se contentaient de la faire voyager par monts et par vaux, sur terre et sur mer, en l'entretenant humblement et verbeusement de leur passion. Il va sans dire qu'elles les rudoyait, et comme elle était régulièrement délivrée par celui qui avait déjà son estime, la reconnaissance ne tardait pas à poindre. Le héros, mettant à profit les circonstances, faisait une consommation énorme de précautions oratoires pour toucher un mot de son amour. D'abord, il était mal reçu, tantôt parce que sa condition était encore inconnue, tantôt parce que la vertu sévère de l'héroïne s'alarmait de l'expression d'un sentiment que ses nobles parents ne lui permettaient pas de partager. Le héros déclarait et prouvait qu'il était d'une naissance illustre; on lui laissait voir alors qu'on se sentait une légère disposition à ne le haïr pas (style du temps). Au neuvième volume on lui avouait en baissant les yeux qu'on l'estimait assez pour n'être pas fâchée d'être aimée de lui, et pour souhaiter que cela fût éternellement; enfin au dixième, avec le consentement des parents, on s'expliquait catégoriquement, on finissait par s'épouser; et ils étaient, disait le narrateur, « si heureux que l'on ne peut pas l'être davantage. » Quelquefois le roman finissait mal; l'héroïne était mariée à un autre; comme l'adultère était encore peu usité dans les livres, elle mourait de douleur, et l'amant ne tardait pas à la suivre au tombeau, « heureux, disait l'auteur, de n'avoir point survécu à la personne pour laquelle seulement il avait vécu, et glorieux en sa fin d'avoir donné en sa mort un si bel exemple de la plus pure et de la plus véritable passion de laquelle une âme eût jamais été embrasée. »

Il est bon d'ajouter que les dix volumes de rigueur étaient toujours bourrés d'un grand nombre d'histoires particulières que se racontaient les uns aux autres les personnages secondaires du roman; ces récits se liaient tant bien que mal au récit principal, mais jetaient sur l'ouvrage une grande variété d'incidents et d'aventures. Tout ce que l'imagination peut concevoir de merveilles, tout ce que l'esprit le plus raffiné peut inventer de tours et de détours pour rendre les mille nuances d'une pensée, s'y rencontrait à profusion. Tout cela était passionné à froid, maniéré, coquet, prétentieux, diffus, alambiqué par l'idée plus encore que par la forme; il n'y avait ni plan, ni lien, ni logique; mais tout cela était pur, délicat, chevaleresque; pas la plus petite scène d'alcove ou de boudoir, pas le moindre tableau susceptible d'effaroucher la pudeur la plus sévère; la décence du style y égalait la noblesse des sentiments. Et cependant, en dehors de ce monde idéal et platonique tant aimé des beaux esprits, le monde réel n'allait pas moins son train. Ninon écrivait son billet à Lachâtre; Bussy enlevait des femmes et se comportait avec elles autrement que le prince d'Assyrie avec l'*illustre* Mandane; l'abbé de Gondy et Bassompierre avaient des amours qui ressemblaient peu aux amours

d'Artamène ou de Tiridate; et la Brinvilliers se détachait en noir sur ces brillants tableaux.

Aujourd'hui nos romanciers ont changé tout cela; pour nous plaire ils ont pris la chose au rebours. Mais avec autant d'esprit, autant d'imagination, avec plus de science, plus d'observation, plus de logique, plus de passion vraie, une forme littéraire plus perfectionnée, M. de Balzac a souvent, dans un ordre d'idées opposées, déployé la même intempérance de style, le même abus de la description et de l'analyse qui nous frappe dans mademoiselle de Scudéry. Ils ont tous deux des pages qui rivalisent d'affectation et de mauvais goût; et, chose à noter, c'est que, des deux manières, la plus guindée, la plus tordue, la plus subtile, n'est pas celle de mademoiselle de Scudéry. La lecture de *Cyrus* et de *Clélie* (en exceptant toutefois la carte du Tendre, qui est un modèle du genre *précieux*) est fatigante bien plutôt par la monotonie et l'emphase que par la subtilité. Tout cela est long, diffus, ampoulé; c'est une amplification interminable écrite au courant de la plume, variée d'incidents, mais basée toujours sur le même thème; c'est un déluge de phrases sans lien logique. Mais, si délayée que soit la pensée, elle ne l'est jamais au point de disparaître complétement; elle est fade, absurde ou prétentieuse, mais toujours visible et palpable. Chez M. de Balzac, au contraire, la description et l'analyse, qui forment du reste le côté brillant de son talent, dégénèrent quelquefois en minuties tellement subtiles et entortillées que c'est à n'y rien comprendre. J'en pourrais citer mille exemples. Des deux écrivains, l'un possédait un scalpel inoffensif que, par ignorance, il promenait sans cesse sur la même fibre; l'autre, plus savant, après avoir effleuré toutes les régions du cœur, se blottit dans un coin où il se plaît et s'épuise, par amour du neuf, à disséquer des fibrilles, à découper des atomes. Le premier n'a qu'une note fausse nuancée de vingt manières, mais au fond toujours la même; le second possède une gamme bizarre : il a des notes d'un timbre magnifique; il en a de si menues, de si faibles qu'on les entend à peine; il en a de criardes à écorcher les oreilles. Combinez ces trois genres de notes de trente manières différentes, et vous aurez une idée du chant de M. de Balzac. Parfois il n'émet que ses bonnes notes, son chant est peu varié, mais très-pur, très-simple et très-beau; souvent il y joint les notes faibles, et il en résulte un chant incomplet qui ne satisfait qu'à moitié; parfois il donne successivement sa gamme entière : des sons purs d'abord, ensuite des sons faibles, et puis des sons faux; souvent enfin il mélange le tout, et cela produit un véritable charivari.

Si, poursuivant cette comparaison entre le roman au XVIIe siècle et le roman au XIXe, dans la personne de leurs deux principaux représentants, nous passons au fond même des livres, à l'attitude, à la physionomie des personnages et au jeu des passions, tout rapport cesse, ou plutôt se présente un rapport inverse. Mademoiselle de Scudéry vivait dans une société oisive et frivole, mais classée, ordonnée; il y avait dans les choses du cœur comme dans les choses de la vie une sorte d'étiquette de laquelle on ne s'écartait guère. La carte *du Tendre* avait son côté réel, positif, applicable. M. de Balzac appartient à une société qui a des lois politiques, mais qui n'a ni lois sociales ni lois morales. La vie y est assez régulière dans sa mesquinerie, parce qu'elle a un moteur capital, l'intérêt, et un mobile essentiel, l'argent; mais il y a dans le monde des intelligences un effroyable chaos. Et c'est principalement par ce côté que M. de Balzac ressemble à son siècle. Ce qui nous distingue littérairement, c'est l'horreur du connu; autant notre vie est froide et vulgaire, autant notre pensée est exigeante et fiévreuse : or voilà bien longtemps que le cœur humain, cette mine d'or, est fouillé en tous sens par les romanciers et les poëtes. Pour y découvrir un filon nouveau, que de patience, que de soins seraient nécessaires! Et pourtant il nous faut du neuf, de l'imprévu; il nous en faut vite et beaucoup, n'en fût-il plus au monde. Dans cette presse, nous amalgamons des types connus, nous cherchons des effets nouveaux dans des contrastes hors nature, nous produisons avec effort des créations tronquées, bizarres, avortées, auxquelles manquent les deux éléments principaux de vie, le simple et le vrai, et qui meurent avec nous ou même avant nous.

Il ne s'agit plus aujourd'hui pour un héros de roman d'être bien fait, d'avoir de l'esprit, du cœur et de la condition; aucune de ces qualités n'est absolument indispensable; la dernière a non-seulement disparu, et cela se conçoit, mais elle a été remplacée par une qualité contraire. N'avoir pas de père est un des premiers priviléges du héros de roman : rien n'est poétique comme un homme dénué d'acte de naissance. Ajoutons toutefois que sous ce rapport M. de Balzac est encore le plus aristocratique de nos romanciers; ses héros sont

généralement pourvus d'un père, voire même d'un titre, et tout au moins d'une particule. Seulement leur existence se trouve assez souvent unie par des liens mystérieux à je ne sais quelle confrérie de forçats libérés, d'escrocs et de filles de joie, monde à part, que M. de Balzac a organisé à sa manière, et où il se plaît à chercher des couleurs sombres pour ses tableaux. Les autres qualités qu'aimaient nos devanciers se sont fondues en une qualité complexe et de création moderne, je veux parler du ***je ne sais quoi;*** ce don précieux remplace tout. Le ***je ne sais quoi*** gît ordinairement dans l'œil; cet œil est tout ce qu'on veut : il est tantôt doux, tantôt fier, plus souvent fauve, mais essentiellement fascinateur. Il a, pour me servir d'un mot de M. de Balzac, des ***projections fluides*** dont l'effet est irrésistible et qui vous transpercent net un cœur de femme à cent pas comme le ferait une carabine Delvigne. Pour ce qui est de l'intelligence et du moral, le héros offre d'ordinaire le plus bizarre assemblage. D'abord il est marqué au front du sceau divin; il a du génie, beaucoup de génie et un génie universel. Il aurait pu être à volonté un grand capitaine, un grand philosophe, un grand poëte, un grand orateur, un grand homme d'État; s'il n'a pas été Napoléon, Montesquieu, Chateaubriand, Mirabeau ou Richelieu, c'est qu'il a trouvé les hommes trop petits pour valoir la peine qu'on se donne à les conduire, ou bien c'est qu'il a pénétré d'un coup d'œil le néant des choses humaines : ou encore (comme dans l'histoire de Marcas) c'est qu'il lui a manqué un habit et une paire de bottes. Dans ses relations avec les femmes il est tout à la fois candide comme un enfant, sombre, audacieux et féroce comme un bandit, élégant et fin comme un roué des temps passés, débraillé, vulgaire et effronté comme un chevalier d'industrie au XIXe siècle. Prenez un peu du Corsaire de Byron, un tant soit peu de Grandisson, un peu de Lovelace ou de Lauzun, et beaucoup de Robert Macaire; mélangez le tout à doses inégales; appelez cela Rastignac, de Trailles, de Marsay, Ronquerolles, etc., etc., et vous aurez un type d'amoureux comme les affectionne M. de Balzac.

Indépendamment de ces créations qui toutes se ressemblent plus ou moins, M. de Balzac a enfanté d'autres types masculins qui, à mon sens, valent beaucoup mieux; il a trouvé dans la touchante histoire d'***Eugénie Grandet*** un type d'avare qu'eût envié Molière lui-même. Il a, dans ***le Père Goriot,*** un portrait de forçat qui manque de vérité, mais qui est très-riche de couleurs (il est bien entendu que je parle du roman de ce nom; quant au drame de ***Vautrin,*** c'est une des choses les plus mauvaises de conception et de forme que notre siècle ait produites). Le portrait de l'alchimiste (dans ***la Recherche de l'Absolu***), le portrait du prêtre Birotteau (dans ***les Célibataires***), le portrait de l'usurier Gobseck (dans ***le Père Goriot***), le portrait du commis-voyageur (dans l'Histoire de l'***illustre Gaudissart***), qui est un petit chef-d'œuvre de verve, de simplicité et de vérité, tous ces types divers, inconnus pour la plupart aux romanciers des âges précédents, forment la base la plus solide de l'édifice littéraire de M. de Balzac.

Dans ses créations féminines, M. de Bazac nous apparaît comme un Christophe Colomb d'un nouveau genre. Il a découvert des types de beauté que nul ne soupçonnait avant lui, et il décrit sa découverte avec un tel luxe de détails, une telle magie de paroles, une telle apparence de bonne foi dans son enthousiasme, que le lecteur s'y laisse prendre; les notions usuelles sur le beau sont renversées; là où nous n'aurions vu avec nos yeux qu'un rocher nu et stérile, M. de Balzac nous fait voir avec les siens une île verdoyante, entrecoupée de ruisseaux, semée de bois, émaillée de fleurs; ce n'est plus le Groënland, c'est Otahiti! Donnez à M. de Balzac une femme de quarante ans, pâle, jaune, triste, maladive, affaissée, le cœur et les yeux cernés, qu'elle soit même bossue ou boiteuse, comme Mme Claes, peu importe, ce sera tout à l'heure un charme de plus. Ainsi faite, le paradoxal romancier vous l'habille avec un goût exquis; il dispose avec art autour d'elle la dentelle et la blonde, il donne à son regard une faculté magnétique toute particulière, il imprime à tous ses mouvements je ne sais quel voluptueux nonchaloir mêlé de retenue et d'abandon. Sa tristesse devient rêverie, son teint jaune convenablement éclairé se revêt au demi-jour de teintes délicieuses; dans les plis de ses tempes, dans la forme de son nez, dans les coins de sa bouche, dans les lignes de son cou, dans ses oreilles, dans ses cheveux, dans ses ongles, M. de Balzac découvre tout un monde de merveilles dont vous n'aviez pas l'idée; vous êtes ébloui, fasciné; ce n'est plus une femme d'âge mûr, jaune et contrefaite, que vous avez devant les yeux; c'est un ange, une fée, une Vénus à faire délirer un lycéen et rêver un octogénaire.

Que M. de Balzac ait par hasard à dessiner une

femme jeune et belle; ce sera la même horreur du connu, la même ardeur de découvertes. Il laissera de côté tout ce qui attire le vulgaire. Tout à l'heure il transformait la laideur en beauté, maintenant ce sera presque l'inverse. A force de pointiller son dessin, il le gâtera. Du temps de M[lle] Scudéry, on n'y regardait pas de si près; on entassait le beau sur le beau; l'héroïne était toujours un modèle de perfections physiques et morales. Comparons un peu les deux manières. Voici le portrait de l'*illustre* Mandane (*Artamène*, t. 1, p. 330) :

« Cette princesse commençait d'entrer dans sa seizième année. Le voile de gaze d'argent qu'elle avait sur la tête n'empêchait pas que l'on ne vît mille anneaux d'or que faisaient ses beaux cheveux, qui sans doute étaient du plus beau blond qui sera jamais, ayant tout ce qu'il faut pour donner de l'éclat sans ôter rien de la vivacité, qui est une des parties nécessaires à la beauté parfaite. Elle était d'une taille très-noble, très-avantageuse et très-élégante; et elle marchait avec une majesté si modeste qu'elle entraînait après elle les cœurs de tous ceux qui la voyaient. Sa gorge était blanche, pleine et bien taillée; elle avait les yeux bleus, mais si doux, si brillants et si remplis de pudeur et de charme, qu'il était impossible de les voir sans respect et sans admiration. Elle avait la bouche si incarnate, les dents si blanches, si égales et si bien rangées, le teint si éclatant, si lustré, si uni et si vermeil, que la fraîcheur et la beauté des plus rares fleurs du printemps ne sauraient donner qu'une idée imparfaite de ce que je vis et de ce que cette princesse possédait. Elle avait les plus belles mains et les plus beaux bras qu'il était possible de voir; car, comme elle avait relevé son voile par deux fois en entrant au temple, je remarquai cette dernière beauté comme j'avais déjà remarqué toutes les autres. Mais enfin, seigneur, de toutes ces beautés et de tous ces charmes que je ne vous ai décrits si au long que pour vous rendre Artamène plus excusable, il résultait un agrément en toutes les actions de cette illustre princesse, si merveilleux et si peu commun, que soit qu'elle marchât ou qu'elle s'arrêtât, qu'elle parlât ou qu'elle se tût, qu'elle sourit ou qu'elle rêvât, elle était toujours charmante et toujours admirable [1]. »

Voici maintenant les traits principaux d'une des plus jeunes et des plus intéressantes femmes de M. de Balzac, de madame de Mortsauf (*le Lys dans la Vallée*), madame de Mortsauf a vingt-sept ans. Entre les deux portraits il y a cent quatre-vingt-six ans de distance.

« Son front arrondi, proéminent comme celui de la Joconde, paraissait plein d'idées inexprimées, de sentiments contenus, de fleurs noyées par des eaux amères; ses yeux verdâtres, semés de points bruns, étaient toujours pâles; mais s'il s'agissait de ses enfants, son œil lançait alors une lueur subtile, qui semblait s'enflammer aux sources de la vie et devait les tarir. Un nez grec, comme ciselé par Phidias, et réuni par un double arc à des lèvres élégamment sinueuses, spiritualisait son visage de forme ovale, et dont le teint comparable au tissu des camélias blancs, se rougissait aux joues par de jolis tons roses. Son embonpoint ne détruisait ni la grâce de sa taille, ni la rondeur voulue pour que ses formes demeurassent belles, quoique développées. ...... Un duvet follet se mourait le long de ses joues, dans les méplats du col, en y retenant la lumière qui s'y faisait soyeuse. Ses oreilles, petites et bien contournées, étaient, suivant son expression, des oreilles d'esclave et de mère; ses bras étaient beaux; sa main, aux doigts recourbés, était longue, et, comme dans les statues antiques, la chair dépassait ses ongles à fines côtes. Son corps avait la verdeur que nous admirons dans les feuilles nouvellement dépliées; son esprit avait la profonde concision du sauvage; elle était enfant par le sentiment, grave par la souffrance, châtelaine et bachelette. Aussi plaisait-elle sans artifice, par sa manière de s'asseoir, de se lever, de se taire, et de jeter un mot.... Sa façon de dire les terminaisons en *i* faisait croire à quelque chant d'oiseau, le *ch* prononcé par elle était comme une caresse, et la manière dont elle attaquait les *t* accusait le despotisme du cœur. Elle étendait ainsi sans le savoir le sens des mots, et vous entraînait l'âme dans un monde immense. »

Lecteur, laquelle aimez-vous mieux, de l'*illustre* Mandane ou de madame de Mortsauf? Pour moi, j'avoue qu'*entre les deux mon cœur balance*, c'est-à-dire qu'elles me déplaisent toutes deux par des motifs différents. Le premier portrait est le produit d'un art dans sa première enfance, du coloris en bloc, pas de nuances, de la facilité, de la négligence et peu de vérité. Le second respire l'effort capricieux et fantasque d'une vieille littérature blasée : c'est prétentieux, maniéré, contourné, monstrueux. Si avant d'écrire *les Précieuses ridicules*, Molière eût rencontré sur son chemin *ces fleurs noyées par les eaux amères, ces lueurs qui s'enflamment à des sources, ces* t *qui accusent le despotisme du cœur*, il eût jeté sa plume par désespoir d'atteindre à ce haut comique. Il y a pourtant des gens qui à de telles découvertes se pâment et s'écrient : Quel profond analyste que M. de Balzac! Et voilà comment un écrivain heureusement doué (car il y a dans ce même roman du *Lys dans la Vallée*, et dans vingt autres, des inspirations admirables), se plaît à torturer le bon sens et la langue. Quand on relit à tête reposée les

[1] Il est bien entendu que dans cette citation, qui du reste est textuelle, j'ai, pour faciliter la comparaison, fait disparaître les différences d'orthographe.

ouvrages de M. de Balzac, quand on se dérobe au prestige d'une conception souvent frappante de vigueur et de vérité, on est stupéfait des incroyables licences que le célèbre romancier se permet en ce genre; maintes pages de lui resteront comme un modèle du genre baroque et rocailleux. Ce sont de longues phrases traînantes mal soudées, semées de néologismes bizarres, qui loin d'éclaircir la pensée la rendent inintelligible; ce sont des métaphores à faire dresser les cheveux; des images où se trouvent mêlés et tordus ensemble les trois règnes de la nature. Il est bien entendu que tous ces délits sont commis avec la circonstance aggravante de la préméditation. Rien ne ressemble moins à de la négligence que le style actuel de M. de Balzac; sa réputation de correcteur est proverbiale dans les ateliers d'imprimerie; il se donne un mal effroyable pour n'être pas simple; il appelle cela se *débattre avec la langue;* autant vaudrait peut-être vivre avec elle en bonne intelligence.

Et pourtant, je le répète, M. de Balzac me semble un de ces hommes qui ont reçu de la nature le feu sacré; et moi qui critique en raison même de mon admiration, que de fois le jour m'a surpris oubliant le sommeil pour un de ses livres commencé la veille! Quel est le jeune homme, la femme ou le vieillard qui n'ait senti, à la voix de ce magicien, monter de son cœur à sa tête une chaude bouffée de désirs, de rêves, de souvenirs? Il a des pensées qui vous remuent jusque dans les plus intimes profondeurs de l'âme; les yeux se mouillent; on pose le livre, on savoure une impression délicieuse; on fait halte dans une fraîche oasis, et puis l'on poursuit sa route à travers des précipices, des glaciers, des rochers nus, des broussailles et des déserts arides et ennuyeux. Si les limites de cette notice le permettaient, j'aimerais à continuer ce parallèle entre M. de Balzac et mademoiselle de Scudéry, en faisant toucher au doigt, dans la trame de leurs romans, la physionomie et l'action des deux époques. Pour quelques-uns ce travail aurait peut-être un certain attrait; mais comme il ne peut se faire ici convenablement, je me contenterai de l'indiquer, en m'empressant de conclure, pour être juste, que si M. de Balzac a subi dans ses conceptions l'influence délétère et énervante du milieu où il vivait, il a trouvé dans le sens du beau qui est en lui assez de force pour s'y dérober quelquefois; et s'il doit rester dans l'avenir (il serait présomptueux de l'affirmer), c'est sans doute par là qu'il restera.

La biographie littéraire de M. de Balzac est tout entière dans ce passage quelque peu ambitieux, mais vrai, d'une de ses préfaces: « Le style des êtres souffrants ou foudroyés ne ressemble pas au style de ceux dont la vie s'est écoulée sans catastrophe. » Résumons rapidement cette existence *foudroyée*. Honoré de Balzac est né à Tours le 20 mai 1799, d'une famille pauvre; il ne descend point de son illustre homonyme, le grand Balzac, qu'on ne lit plus guère; le nom patronymique de ce dernier était *Guez*. Notre célèbre contemporain se donne la peine de nous apprendre lui-même « qu'il n'est point gentilhomme dans l'acception historique et nobiliaire du mot, si profondément significatif pour les familles de la race conquérante; mais, ajoute-t-il, je le dis en opposant orgueil contre orgueil; car mon père se glorifiait d'être de la race conquise, d'une famille qui avait résisté en Auvergne à l'invasion, et d'où sont sortis les d'Entragues. » Nous admettrons donc volontiers que M. de Balzac est de la race conquise, qu'il est du plus pur sang gaulois. Nous ne le chicanerons pas non plus sur sa particule. A ceux qui lui ont demandé pourquoi il la supprimait en 1826, il a répondu qu'en se faisant imprimeur il avait cru devoir prendre l'esprit de son état. Un cadet de Bretagne, qui entrait dans le commerce, déposait au greffe son épée et ses lettres de noblesse; ainsi a fait M. de Balzac pour sa particule. Je remarque cependant qu'en 1829, alors qu'il n'était plus imprimeur, le premier roman publié sous son nom, *Le dernier Chouan*, était encore signé Balzac tout court. Quoi qu'il en soit, et pour en finir sur ce point, nous conclurons avec M. de Balzac, « qu'avec ou sans particule, son nom a la même valeur. » Seulement, quand on attache avec raison peu d'importance à de tels détails, il serait convenable, ce me semble, de s'épargner le ridicule d'attaquer les gens en les débaptisant, comme l'a fait M. de Balzac dans sa *Revue Parisienne* au sujet de MM. de Lavergne et Roger de Beauvoir.

Le père de M. de Balzac, secrétaire au grand conseil sous Louis XV, et privé de sa position par la révolution, envoya son fils sous l'Empire au collége de Vendôme, où il fit ses premières études. Là le jeune écolier (voir l'histoire de Louis Lambert) révéla de bonne heure les qualités d'un homme supérieur; car à douze ans il faisait de mauvais vers, de plus mauvais thèmes, gagnait d'innombrables *pensums*, était affligé du sobriquet de *poëte*, et passait son temps à résoudre, en compagnie de son

merveilleux ami Lambert, les problèmes les plus ardus de la métaphysique. Les études de M. de Balzac se terminèrent, je crois, à Paris, dans la pension de M. Lepitre.

Une fois bachelier, M. de Balzac, privé de fortune et nanti de l'esprit aventureux d'un homme qui sent sa force, se jeta à corps perdu dans cet enfer qu'on nomme la vie littéraire. L'intéressant roman qu'il a publié depuis sous le titre d'*Un grand Homme de Province à Paris* pourrait sans doute donner une idée de son existence à cette époque. Avec une intrépidité rare et une constance infatigable, il livra à la renommée vingt assauts infructueux et eut une quarantaine de volumes tués sous lui. Il avait à peine perdu une bataille qu'il en hasardait une autre en changeant les couleurs de son drapeau; il s'appelait successivement: Horace de Saint-Aubin, Viellerglé, lord R'hoone. Plus on s'obstinait à ne pas le lire, plus il s'obstinait à écrire. *Les deux Hector, le Centenaire, le Vicaire des Ardennes, Charles Pointel, l'Héritière de Birague, Jean-Louis, le Tartare ou le Retour de l'Exilé, Clotilde de Lusignan, la Dernière Fée, Michel et Christine, l'Anonyme, Annette et le Criminel, Wann-Chlore, le Corrupteur*, etc., tels sont les noms des principaux enfants perdus que M. de Balzac vit d'un œil stoïque passer de la boutique du libraire sur l'étalage du bouquiniste, et de là chez l'épicier. Ce bagage littéraire, aujourd'hui oublié, date de 1821 à 1827. Je dois ajouter que M. de Balzac renie aujourd'hui bon nombre des ouvrages qui lui sont attribués, et déclare que parmi ceux qu'il reconnaît, il en est plusieurs qui sont le produit d'une collaboration multiple. On s'explique toutefois difficilement comment il a pu laisser exhumer la plus grande partie de ce fatras, réimprimé de nouveau récemment sous ce transparent pseudonyme : *le plus fécond de nos romanciers*.

Non content de tenter la fortune avec sa plume, le jeune écrivain se livra à des spéculations d'imprimerie et de librairie qui tournèrent mal; il y gagna de grosses dettes, et pour les payer il dut recourir de nouveau au moyen qui jusque-là lui avait si mal réussi. « Je voulais, a-t-il dit plus tard, payer une dette immense pour moi, et vivre honorablement. Je voulais arriver à ce grand résultat avec une plume d'oie, une bouteille d'encre et quelques mains de papier, dans une ville où le littérateur n'a point de crédit, et où il faut non-seulement du talent, mais du bonheur, et encore travailler nuit et jour pour gagner six mille francs par an; moi qui devais huit mille francs d'intérêts annuels pour les capitaux dus! N'était-ce pas folie? J'entrepris cette lutte au moment où, pour moins, un de mes amis, dont le suicide fut célèbre, se brûlait la cervelle. » A force d'obstination et de courage M. de Balzac sortit vainqueur du combat. *Le dernier Chouan*, publié en 1829, fut le premier point lumineux de sa carrière. Ce livre, inférieur peut-être aux suivants pour ce qui est de conception et d'analyse, me semble par le style un des meilleurs de M. de Balzac. L'auteur y dit assez clairement ce qu'il veut dire, et les phrases quintessenciées et contournées n'abondent pas comme ailleurs. A dater de ce livre la réputation de M. de Balzac alla toujours en croissant; *la Physiologie du Mariage, la Peau de Chagrin, l'Histoire des Treize*, le classèrent parmi les écrivains les plus goûtés; et bientôt surgit une nouvelle et innombrable famille littéraire, mieux accueillie du public.

Cette grande chambre obscure intitulée *Scènes de la vie privée*, où M. de Balzac prétend représenter notre époque sous toutes ses faces, peut se diviser en trois compartiments principaux. Il y a les *Scènes de la Vie Parisienne*, les *Scènes de la Vie de Province*, et les *Contes ou Études philosophiques*. Je laisse de côté les *Contes drolatiques*, gravelure en style plaqué sur celui de Rabelais, et que son auteur compare, je crois, modestement à la Vénus de Milo et à *Daphnis et Chloé*. C'est tout simplement un recueil d'obscénités ingénieuses et artistement travaillées, une priapée de jeune homme civilisé qui a la naïveté et la candeur d'une débauche de vieillard. Ce sont encore les *Scènes de la Vie de Province* qui forment le plus beau fleuron de la couronne de M. de Balzac. Là surtout se trouvent ces tableaux d'intérieur à la manière flamande qu'il excelle à peindre; c'est là que l'on rencontre quelquefois ces petites créations délicieuses qui forment un ensemble complet, sans lacunes ni superfétations, sans sécheresse ni mollesse, simples et vraies dans la forme et dans le fond, et qui touchent à la perfection. Quant aux intentions *philosophiques* du romancier, il serait, je crois, fort difficile de les exposer et de les discuter. La plupart des livres pourvus de cette épithète imposante n'ont rien à démêler avec elle; c'est une pure amorce de librairie; dans quelques autres, et notamment dans *Séraphita*, l'épithète me fait l'effet d'une gageure. En essayant de parler mysticisme, M. de Balzac s'est parié à lui-même qu'il ferait

passer de l'obscurité pour de la profondeur, et du néant pour quelque chose. Bien que cela se soit déjà vu quelquefois, je ne pense pas que l'audacieux écrivain ait gagné son pari. Il n'est guère plus facile à mon avis de résumer les quarante volumes que M. de Balzac appelle *son œuvre*, pour en extraire une conclusion morale, politique ou sociale; sa pensée, ou plutôt ses pensées, sont essentiellement négatives; passées au creuset d'un principe quelconque, elles s'évaporeraient à l'instant. Si l'on envisage ces productions variées autrement qu'au point de vue de l'art pour l'art, si l'on y cherche autre chose qu'une peinture plus ou moins fidèle, je n'y vois de saisissable et de permanent qu'une sorte de scepticisme sensuel, tantôt raffiné, tantôt vulgaire, tantôt inquiet et amer, et qui tient à la fois de Voltaire, de M. Paul de Kock et de Byron.

Aux amateurs de détails personnels et intimes, je dirai que M. de Balzac n'a rien dans sa tournure des élégants bandits qu'il a enfantés; au plus fort de sa lutte contre l'obscurité et la pauvreté, sous la Restauration, son aspect était plus poétique; il était maigre alors, très-maigre; il avait la figure pâle, l'œil étincelant, la parole ardente, les mouvements saccadés, et une conversation toute pleine de châteaux en Espagne. C'était l'homme à projets. Sauf ce dernier point qui, dit-on, n'a pas varié, le reste a subi de grands changements. En prenant de la gloire M. de Balzac a fait comme Napoléon : il a pris du ventre. Figurez-vous un petit homme, gros, trapu, large d'épaules, assez mal ajusté d'ordinaire, avec une tête ornée de cheveux noirs, longs, plats et mal peignés, une face de moine, large, rubiconde et joviale, une bouche grande et riante sous une paire de moustaches, des traits dont l'ensemble offrirait quelque chose de commun, n'était l'œil qui est petit, mais d'une finesse et d'une vivacité extrême. On le dit très-séduisant auprès des femmes; je ne sais si cela tient à la faculté magnétique dont il a doté le regard de ses héros, j'aime autant l'attribuer au prestige de sa conversation, qui est étonnante d'esprit et de grâce. En terminant ici ce travail incomplet, je me dis que pour expliquer ce qu'il y a de tourmenté, de tronqué dans la forme et de faux dans le fond de la plupart des livres de M. de Balzac, je n'ai pas assez insisté sur l'idée amère contenue dans l'épigraphe que j'ai choisie : la raison d'être de toute cette littérature hâtive et fiévreuse que Goethe appelait la *littérature du désespoir*, se trouve presque toujours là et pas ailleurs. Comment attendre quelque chose d'achevé, de naturel et de vraiment beau, d'une époque d'encombrement, de lutte et de misère, où l'art, au lieu d'être un sacerdoce, est une marchandise; où l'on ne peut concevoir une pensée sans que l'odieux *forceps* de la nécessité vienne vous l'arracher de la tête avant la gestation? épouvantable supplice que ceux-là seuls comprennent, qui l'ont subi! Heureux les hommes de l'avenir si, pourvus d'une forme sociale mieux combinée que la nôtre, il leur est donné d'avoir des écrivains qui vivent pour écrire, au lieu d'écrire pour vivre!

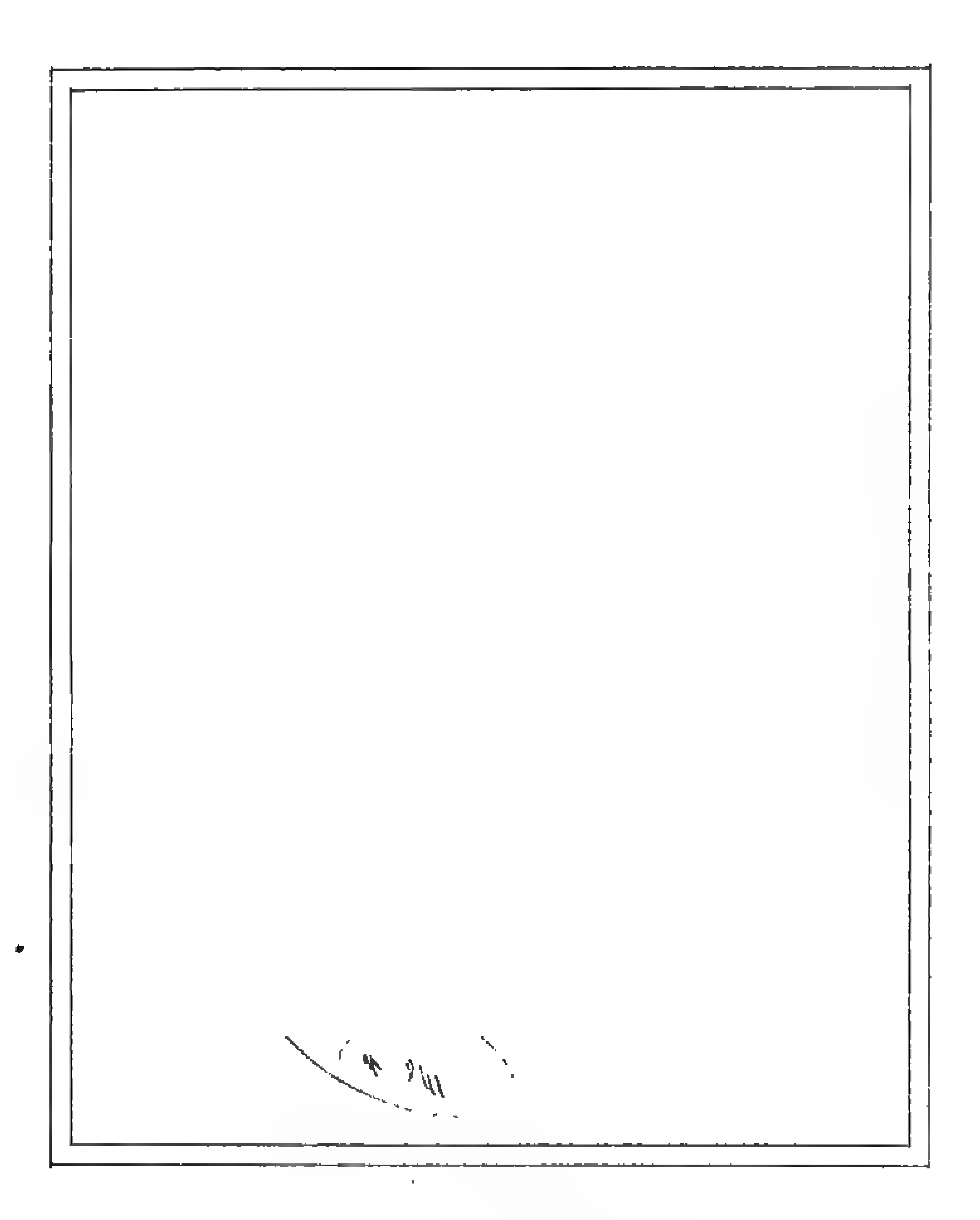
Lord Palmerston.

> Palmerston! il a fait une grande chose, une des plus grandes qui aient été faites pour l'Angleterre depuis bien longtemps.
>
> Discours de M. Berryer. (Séance du 2 décembre 1840.)
>
> Ils avaient raison ces hommes d'État qui dans le cabinet anglais disaient à lord Palmerston : Vous sacrifiez la grande politique à la petite.
>
> Discours de M. Jouffroy. (Séance du 1er décembre 1840.)
>
> Il n'y a de salut qu'en prouvant que la main qui a signé cette œuvre (le traité du 15 juillet) est une main criminelle. C'est le seul moyen de permettre à la lumière du jour d'éclairer cette infâme trahison. Si lord Palmerston se retirait du cabinet, son système n'en serait pas moins debout, s'il n'est détruit dans sa personne même.
>
> La Crise, par D. Urquhart, p. 52.

Voici trois opinions bien distinctes, formulées à la même époque pour le même fait, sur le même homme. Vu à travers le microscope de M. Berryer, lord Palmerston prend tout à coup des proportions gigantesques. L'Angleterre lui doit des statues, l'histoire une grande page, et c'est à peine si l'*Homme de rien* ose déposer à ses pieds l'hommage éphémère de ses petits feuillets. « Le mouvement du monde est changé! s'écrie M. Berryer; le fond de la Méditerranée est redevenu le centre du monde, du monde actif, du monde social, du monde commerçant, du monde industriel! Le fond de la Méditerranée est le lien de ces soixante millions d'habitants et sujets de l'Inde, dont les dominateurs sont assis dans leur île de l'autre côté de la Manche. Le fond de la Méditerranée est aujourd'hui le point central de toutes les grandes affaires du globe; Palmerston y a assis le pavillon anglais; il a fait une chose énorme, et je ne m'étonne pas qu'à ce chef du cabinet whig les plus ardents tories d'Angleterre soient aujourd'hui résolus à donner un ferme appui. »

M. Berryer est un grand orateur et un mauvais prophète; car à l'heure même où j'écris, au lieu de ce *ferme appui* qu'il annonçait à lord Palmerston, ce dernier vient de recevoir des tories d'Angleterre le plus vigoureux coup de massue qui ait jamais été administré à un homme d'État depuis bien longtemps.

Le second appréciateur, M. Jouffroy, est moins enthousiaste; pour lui comme pour plusieurs, lord Palmerston est un homme d'État à courte vue, une cervelle étroite et dure, sacrifiant par entêtement au triomphe d'un moment, à la satisfaction de sa vanité personnelle, les véritables intérêts de son pays. Les dangers de l'Angleterre, dit en substance M. Jouffroy, lui viendront de la Russie, et non de la France; or l'Angleterre ne peut rien contre la Russie sans la France; donc l'Angleterre agit contre ses intérêts quand elle froisse et s'aliène la seule



nation capable de la servir utilement dans la grande lutte qui décidera peut-être un jour de son existence. Pour juger inattaquable et parfait le syllogisme de M. Jouffroy, il faudrait être sûr de deux choses : 1° que la France saura garder souvenir de son injure et agir en conséquence; 2° que l'Angleterre et la Russie ne pourront jamais s'entendre et s'arranger à ses dépens. Ces deux propositions qui se lient assez étroitement à mon avis, pour que la solution de la première entraîne la solution de la seconde, ne sont pas encore à mes yeux tellement démontrées, surtout depuis la nouvelle convention dite *des détroits*, qu'il n'y ait plus pour l'Angleterre qu'à gémir sur les étourderies de son ministre.

La troisième opinion sur lord Palmerston, celle de M. Urquhart, assez originale pour être moins répandue que les deux autres, ne laisse pas que d'avoir encore en Angleterre, notamment dans le parti radical, quelques adhérents. M. Urquhart, auteur d'un livre assez remarquable, intitulé *la Turquie et ses ressources*, est un publiciste anglais d'esprit et surtout d'imagination; or quand les Anglais se mêlent d'avoir de l'imagination, ils en ont beaucoup; M. Urquhart, ex-secrétaire d'ambassade à Constantinople, a été, je crois, destitué par lord Palmerston, ce qui n'a pas peu contribué à développer l'exaltation qui lui est naturelle. Dans cette disposition d'esprit, l'auteur de *la Turquie et ses ressources* a publié l'année dernière, en français, un pamphlet curieux, à l'effet de prouver que lord Palmerston n'est ni un grand homme d'État comme le dit M. Berryer, ni un petit homme d'État comme le dit M. Jouffroy, mais un *grand traître*, un *profond scélérat*, qui depuis dix ans machine dans l'ombre un noir complot, et ne se propose rien moins que de livrer l'Angleterre pieds et poings liés à la Russie. Pendant dix ans, pour mieux voiler ses desseins, ce Judas politique professe ouvertement des opinions anti-russes, et cache sous des dehors d'opposition sa connivence secrète avec le cabinet de Saint-Pétersbourg. « Dans ce système, s'écrie M. Urquhart, tout se lie; rien n'échappe à l'immense ambition qui en est l'âme, et à la profonde dissimulation qui en est l'instrument! Pas un acte qui ne soit un crime, pas une parole qui ne soit un mensonge!... Puissance du secret et du crime, qui prépare la tombe où vont s'ensevelir nations sur nations! Crime qui triomphe parce qu'il accable l'esprit humain par son énormité, etc. » M. Urquhart continue sur ce ton de mélodrame, cent pages durant. Dans sa préoccupation il va jusqu'à accuser M. Thiers, sinon de complicité, au moins d'aveuglement impardonnable pour s'être contenté d'armer, au lieu d'instruire lui-même le procès de lord Palmerston, en prouvant doctement la perversité de ce ministre au peuple anglais, « qui, dit-il, vous eût compris et se fût levé comme un seul homme pour s'unir à vous sous la bannière de la justice; » et M. Urquhart termine en déclarant à l'Angleterre qu'elle est perdue si elle ne se hâte de détruire le système de lord Palmerston *dans sa personne même*, c'est-à-dire en bon français, de *pendre* haut et court sa seigneurie, ou tout au moins (par égard pour le noble sang des *Temple*) de livrer sa tête perfide à la hache du bourreau.

Faut-il faire ici, après M. Urquhart, ce que M. Urquhart reproche à M. Thiers de n'avoir pas fait? faut-il confesser que le crime de lord Palmerston accable l'esprit humain par son énormité? faut-il ériger sa seigneurie *fardée* (his cosmetic lordschip, comme disent les journaux tories) en scélérat gigantesque, et vouer au bourreau cette tête de ci-devant jeune homme, au risque d'encourir les malédictions des blondes ladies d'outre-Manche? ou bien dois-je, en vertu du principe d'impartialité qui domine ces notices, proclamer lord Palmerston le plus grand génie politique de l'Angleterre? lui dire avec M. Berryer qu'il a fait une grande chose, une chose énorme, ou répéter en son honneur un de ces burlesques dithyrambes que lui prodigue chaque matin sir Napier, l'exécuteur de ses hautes-œuvres, le vainqueur de Beyrouth, le belliqueux commodore, qui est à Nelson ce que son patron est à Canning?

Le lecteur me permettra de n'adopter aucun de ces deux systèmes; il me semble difficile, même en se plaçant au point de vue anglais, d'attacher au nom de lord Palmerston, une idée quelconque d'*énormité*, soit en bien soit en mal, et de sa seigneurie l'on peut dire qu'elle n'a mérité ni cet excès d'*honneur* ni *cette indignité*.

En effet, parce que la France, après avoir laissé compromettre son nom dans la cause du pacha; après avoir en juillet 1839 défendu avec M. Villemain contre M. de Lamartine, les *droits acquis* de Mohammed-Aly, alors possesseur de la Syrie; parce que la France, après avoir dit en juillet 1839, par l'organe de M. Guizot, qu'un rôle à jouer dans la question d'Orient, est *une bonne fortune pour elle; que la politique de la paix, par cela seul*

qu'elle est souvent oisive et froide, court le risque de passer pour pusillanime et égoïste, et que *les grands intérêts généraux, les grands intérêts moraux*, ne doivent jamais être sacrifiés à cette politique; parce que la France, après avoir dit en juillet 1839, par l'organe de M. Dupin, que *le jour où ce ne serait plus seulement le sultan qui se battrait avec un de ses pachas*, elle avait le *droit* et le *devoir* d'intervenir; parce que la France, après avoir en juillet 1839 déclaré, par l'organe de M. Jouffroy [1], aux applaudissements de toute la Chambre, qu'elle ne souffrirait à *aucun prix* que la question fût réglée sans elle; parce que la France, après avoir dit tout cela, a été conduite par une série de fautes dont tout le monde a sa part, et dont le détail serait trop long, à dire un an plus tard le contraire de ce qu'elle avait dit, à chercher à se faire illusion par l'organe des mêmes hommes qui l'animaient naguère jusqu'au moment où l'un de ces hommes, celui-là même qui avait parlé en son nom en 1839, M. Jouffroy, usant au moins de franchise, est venu la rappeler au vrai par ces paroles qui résument toute la situation : « Je dis que nous avons échoué dans l'affaire d'Orient, car il n'y a qu'un sentiment dans cette Chambre et dans le pays : c'est que dans cette affaire la France a subi un *grand* et *notable* échec [2]; » parce que la France, dépossédée déjà de toute influence à Constantinople, s'est résignée bénévolement à subir le même sort en Égypte et en Syrie; parce qu'en un mot la France a subi un *grand* et *notable* échec. Je ne vois rien là dont l'Angleterre doive avec M. Urquhart faire un crime horrible à lord Palmerston.

D'autre part, parce qu'un homme dont la vie politique si longue et si longtemps insignifiante n'a jamais dépassé les limites du médiocre; parce que cet homme, après avoir joué depuis 1809 le rôle obscur d'*utilité*, de *comparse* dans presque tous les cabinets tories ou whigs qui se sont succédé en Angleterre; parce que cet homme, définitivement enrôlé en 1830 sous les drapeaux du parti whig, éclipsé d'abord par tous les hommes éminents qui formaient le premier ministère de lord Grey, s'est vu grandir peu à peu, par la retraite ou la mort de la plupart de ces hommes, au point d'acquérir dans le cabinet, si souvent disloqué de lord Melbourne, une importance que rien en lui ne justifie; parce que cet homme, ainsi grandi par le hasard, après avoir proclamé pendant dix ans que l'alliance anglo-française est le salut du monde, après avoir proposé à la France un acte d'agression ouverte contre la Russie, se décide brusquement, du jour au lendemain, à passer d'un camp dans l'autre, sans autre motif que sa vanité froissée par la prétendue démarche directe de M. Thiers auprès du pacha, et le fait accidentel de l'insurrection de Syrie, et entraîne malgré eux ses collègues dans une politique de sous-lieutenant, basée uniquement sur une prévision injurieuse pour nous, et qui, en d'autres temps, eût été si téméraire [3]; parce que cet homme, agissant ainsi à l'étourdie, sans plan arrêté, sans moyens préparés [4], pour faire face aux éventualités qui peuvent surgir d'un conflit, et au risque de jeter l'Europe dans une guerre interminable, se trouve tout à coup justifié par deux faits également *imprésumables*, la faiblesse militaire du pacha et l'inaction de la France; parce qu'en un mot, lord Palmerston, quand le *statu quo* était sans périls et l'intervention entourée de dangers, s'est décidé lestement, sans urgence, à jouer le repos du monde avec une chance contre deux, et parce qu'il a gagné la partie, il m'est impossible de voir dans ce *va-tout* d'un joueur impatient, et heureux, une de ces conceptions longtemps mûries, fortement combinées, assez larges pour tout embrasser, assez solides pour parer à tous les obstacles, assez vivaces pour suffire au présent et à l'avenir, et telles en un mot qu'elles peuvent sortir de la tête d'un homme de génie.

On a dit souvent chez nous que le traité du 15

[1] M. Jouffroy parlait au nom de la commission qui accorda à l'unanimité le crédit extraordinaire de 10 *millions*, demandé alors par le ministère du 12 mai pour mettre nos forces navales sur un pied respectable dans le Levant. — J'engage le lecteur qui voudrait se faire une idée juste du triste rôle que la France a joué dans cette question, à comparer les séances parlementaires de juillet 1839, aux séances de novembre et décembre 1840. Le contraste est humiliant, mais il est curieux.

[2] Séance du 1er décembre 1840.

[3] M. Guizot a déclaré lui-même (voir son discours dans la discussion de l'adresse) que lord Palmerston n'avait signé et mis à exécution le traité du 15 juillet que parce qu'il avait la conviction que la France parlerait beaucoup, n'agirait pas, et finirait par se résigner.

[4] Il est constant (voir la discussion de l'adresse) qu'au moment de l'attaque sur Beyrouth, l'Angleterre n'avait que neuf vaisseaux dans la Méditerranée, tandis que la France en avait quinze.

juillet changeait la face du monde; cela est possible, bien que plusieurs de ceux qui le disaient bien haut d'abord affectent aujourd'hui de dire le contraire; mais, ce qui me paraît certain, c'est que lord Palmerston s'inquiétait peu de ce grand résultat. Son but était moins vaste et plus immédiat; l'influence russe l'offusquait à Constantinople, l'influence française l'offusquait en Égypte : ne pouvant les anéantir toutes deux, il a voulu briser au moins l'une ou l'autre, pour y arriver il a pris le chemin le plus court; il a commencé par proposer à la France d'agir contre la Russie, en forçant de concert les Dardanelles. La France, fidèle à cet esprit d'indécision qui caractérise sa politique extérieure depuis la mort de Casimir Périer, la France a refusé; c'était son droit; mais elle devait s'attendre à ce qui est arrivé : c'est que l'honorable lord ne pouvant régler la question contre la Russie avec elle, chercherait à la régler avec la Russie contre elle. Ce pis-aller offrait pourtant de nombreux obstacles qui eussent arrêté un esprit moins téméraire; il fallait, pour donner raison à lord Palmerston, qu'Ibrahim, garrotté d'espérances françaises, ne passât pas le Taurus; que la flotte russe n'eût pas à sortir de la mer Noire pour occuper Constantinople; qu'une superbe flotte française se promenât *innocemment* de Salamine à Toulon, tandis que quatre ou cinq vaisseaux canonnaient Beyrouth; il fallait que le pacha, attendant toujours un appui sérieux, imposât l'inaction à son fils; il fallait que M. Thiers, maître un instant de la situation, attendît à son tour pour agir qu'on pût lui jeter à la tête l'invincible argument des *faits accomplis;* il fallait que le pacha devînt enfin le très-humble serviteur des *faits accomplis,* de sir Napier et du Foreign-Office, en attendant que ses successeurs viennent barboter dans les rues de Londres avec tous ces petits souverains détrônés de l'Inde, qui hument le pâle soleil anglais à Hyde-Park, apprennent à chanter le *Gode save the queen*, et oublient leurs royales splendeurs en buvant du *porter* aux frais du trésor public. Il fallait que lord Palmerston, en tombant du ministère, n'eût pas même à léguer à ses successeurs, comme une conséquence de sa témérité, le redoutable isolement de la France; il fallait, en un mot, que le ministre dandy apparût jusqu'au bout en politique ce qu'il fut jadis en amour, l'enfant gâté de la fortune. Et maintenant, en attendant que la face du monde soit changée par le fait de lord Palmerston, ce qui ne serait qu'une preuve de plus que tous les moyens sont bons à la Providence pour arriver à ses fins, comme son nom est désormais attaché à un fait historique dont les résultats peuvent être immenses, nous allons nous efforcer de tracer ici brièvement les principaux linéaments d'une vie longtemps obscure.

The right honourable lord Henry John Temple, viscount Palmerston, c'est-à-dire le très-honorable lord Henry John Temple, vicomte Palmerston, est né le 20 octobre 1784, d'une famille d'aristocratie moyenne, originaire du Buckinghamshire, et qui s'établit, je crois, en Irlande vers le milieu du XVIIe siècle. A cette famille appartient le célèbre diplomate sir William Temple qui joua un assez beau rôle sous Charles II. En signant le traité du 15 juillet, lord Palmerston a pu s'inspirer d'une tradition de famille; car c'est justement un de ses ancêtres, ce même sir William Temple, qui signa avec Jean De Witte, à Bruxelles, le traité de 1688 entre la Hollande, l'Angleterre et la Suède, pour forcer la France à restituer ses conquêtes dans les Pays-Bas.

Le père de lord Palmerston exerçait les fonctions d'attorney général pour l'Irlande, et jouissait d'une réputation de tory renforcé. Des premières années de sa seigneurie, je ne sais rien, sinon que c'était un très-bel enfant, très-espiègle, très-gâté par sa famille, en vertu de ce droit d'aînesse, si puissant encore en Angleterre, et qu'il mérita de bonne heure le surnom de *Cupido,* dont ses concitoyens l'ont décoré plus tard à cause de sa supériorité bien constatée en matière de galanterie. Il fut envoyé très-jeune encore au collége aristocratique de Harrow, où il se trouva en compagnie de Robert Peel, de Byron, de Bankes, de Hobhouse, et de plusieurs autres qui tous, comme dit Byron dans une note de ses Mémoires, ont parlé et fait parler d'eux.

Les études de lord Palmerston furent assez bonnes. Toutefois, au milieu de cette vie demi-cloîtrée et demi-mondaine que menaient à Harrow les jeunes patriciens de l'Angleterre, il advint que le descendant des Temple négligea quelque peu les austères devoirs du *scholar,* pour acquérir les qualités plus brillantes qui constituent le *gentleman.* Au sortir du Harrow-School lord Palmerston passa à l'université d'Edimbourg, et ensuite à celle de Cambridge, où il mena cette vie dissipée et turbulente par laquelle un jeune Anglais de bonne maison se prépare à l'exercice des hautes fonctions publiques. A vingt et un ans sa famille lui trouva

un bourg [1] *fermé* ou *pourri*, qui l'envoya en 1805 à la chambre des communes. Quatre ans plus tard, à vingt-cinq ans, lord Palmerston occupait les fonctions de ministre de la guerre (*secretary of war*), qu'il a conservées dix-neuf ans de suite. Attaché pour ainsi dire à son portefeuille, il a passé dans l'ombre avec lui de M. Perceval à lord Castelreagh, de celui-ci à lord Liverpool, de lord Liverpool à M. Canning, de M. Canning à lord Goderich, de lord Goderich à lord Wellington, jusqu'au moment où la démission si timidement offerte et si brutalement acceptée de M. Huskisson, son ami, força lord Palmerston à se séparer, quoiqu'à regret, de ce cher portefeuille, et à suivre M. Huskisson dans l'opposition whig. Ceci se passait en 1828.

Le lecteur français, pour qui lord Palmerston date tout au plus de 1830, me demandera peut-être par quel hasard et comment il se fait que lui, lecteur, n'ait jamais entendu parler d'un homme qui, si jeune, exerça dans son pays, pendant dix-neuf ans, des fonctions aussi *importantes* que celles de ministre de la guerre; qui les exerçait à une époque où l'Angleterre soutenait contre Napoléon un duel à mort, dont elle est sortie victorieuse, et qui, par conséquent, devrait, ce semble, revendiquer une large part de gloire dans ce triomphe? Le lecteur me demandera peut-être encore comment on peut être ministre de la guerre dans six cabinets successifs et différents; et si cette immobilité, dans un tel poste, à une époque aussi orageuse, au milieu de toutes les modifications ministérielles, n'implique pas nécessairement une de ces *spécialités* hors ligne, une de ces hautes capacités dont il est impossible de se passer, et qui puisent le principe de leur durée dans la puissance d'un talent supérieur et la force des circonstances?

Une fois sur ce chemin, le lecteur n'a qu'à marcher et il ira loin. Comment! voilà un homme qui, de 1809 à 1815, *dirige* dans le silence du cabinet la grande lutte que l'Angleterre soutient sur tous les points de l'Europe, surveille les opérations de Wellington en Portugal et en Espagne, prépare la *victoire* de Waterloo, et, après avoir *vaincu*, comme ministre de la guerre, le plus grand capitaine des temps modernes, le voilà qui, plus tard, passe aux affaires étrangères, au milieu des circonstances les plus critiques, qui fait face à toutes les difficultés, et qui finit, comme dit M. Berryer, par changer la face du monde! Mais c'est un grand homme s'il en fut que cet homme-là! aussi grand stratégiste que grand diplomate! Et pendant vingt ans l'histoire n'en dit pas un mot! et c'est à peine si l'on trouve son nom à la queue de toutes les listes ministérielles! et l'Angleterre, après son triomphe, métamorphose lord Wellington en Achille, et ne voit dans lord Palmerston que l'étoffe d'un dandy! et l'Angleterre parle de Pitt, de Fox, de Canning, voire même de Castelreagh, et elle attend, pour se glorifier d'avoir donné le jour à lord Palmerston, qu'il ait signé le traité du 15 juillet! Mais il y a dans cette glorification tardive une grande injustice; car enfin, lord Palmerston a été à vingt-cinq ans le Carnot de l'Angleterre avant de devenir son Richelieu.

Pour calmer l'effervescence du lecteur, il suffira de lui apprendre, s'il l'ignore, que, de toutes les *sinécures* qui foisonnent chez nos voisins, la première est souvent la place de ministre de la guerre; c'est d'ordinaire ce qu'on appelle un portefeuille purement *politique*, une de ces cases si nombreuses où le chef du cabinet, le *leader*, à son arrivée au pouvoir, colloque les plus insignifiants de sa phalange. Vous êtes poëte, avocat, mathématicien ou dandy; votre parole est sans influence à la chambre des communes, et vous n'avez pas assez d'importance politique pour aspirer au timon des affaires extérieures; mais vous avez du zèle, des relations distinguées, une belle position dans le monde; vous êtes à la mode, vous avez travaillé de toutes vos forces à amener la chute du précédent ministère, vous voulez votre part du gâteau. Le *leader* ne sait que faire de vous; il vous fait ministre de la guerre (secretary of war). Le personnage qui occupait cette place dans le cabinet whig qui vient de tomber, M. Macauley, est un littérateur qu'on dit très-spirituel, mais qui, probablement, connaît l'histoire de la classique phalange macédonienne beaucoup mieux que l'organisation militaire de son pays [2].

Parmi les trente à quarante hommes que chaque

[1] Il ne faut pas confondre les bourgs fermés (*close boroughs*) avec les bourgs pourris (*rotten boroughs*), tous deux abolis du reste depuis la réforme électorale. Dans les premiers il ne manquait point d'électeurs, mais leurs voix étaient acquises de droit à quelque personne puissante. Dans les seconds, il n'y avait réellement plus qu'une ou deux personnes qui eussent le droit de voter.

[2] Sir Hardinge, qui dans le nouveau cabinet tory vient d'être appelé à ce poste, se trouve être *par extraordinaire* un officier distingué.

changement de cabinet fait ainsi arriver aux positions ministérielles, il n'en est jamais qu'un très-petit nombre qui partagent avec le chef du cabinet la direction générale des affaires; les autres n'ont qu'une importance secondaire, proportionnée à leur valeur personnelle, et ne remplissent que *pro formâ* les fonctions dont ils sont investis. On s'étonne beaucoup chez nous quand, par hasard, ce qui est très-rare, le portefeuille de la marine ou de la guerre tombe aux mains d'un homme qui n'est ni marin ni soldat. En Angleterre cela est très-commun et ne surprend personne; plusieurs même estiment que c'est un bien, en ce sens que les affaires du département étant toujours conduites, en dehors des luttes et des hommes politiques, par des conseils ou des agents *spéciaux* et *permanents*, suivent une marche plus régulière, plus uniforme, participent moins aux inconvénients de l'instabilité ministérielle; tandis que chez nous chacun des hommes spéciaux qui se succèdent si rapidement dans tel ou tel ministère, se croit souvent obligé de faire du neuf en défaisant l'ouvrage de son prédécesseur, et en imprimant une instabilité funeste à la marche de l'administration. Ce n'est pas du reste ici le lieu de traiter cette grave question, en examinant laquelle des deux méthodes est préférable; le peu que j'en dis n'a d'autre but que de faire comprendre à un lecteur français comment lord Palmerston, à une époque où il n'était guère connu que par la coupe de son habit, l'élégance de ses chevaux, ses prouesses galantes, ses succès au bal d'Almacks, son habileté à la walse, dont quelques-uns lui attribuent l'importation en Angleterre, la fraîcheur *carminée* de son teint, ce mélange de fadeur et d'arrogance, cette tenue à la fois raide et débraillée qui constitue ce que nos voisins appellent un *exclusive* [1], c'est-à-dire un *lion* par excellence; comment, dis-je, lord Palmerston a pu devoir à des qualités de ce genre, dont l'influence n'est pas minime de l'autre côté du détroit, d'être appelé dans un âge si tendre au poste de ministre de la guerre [2].

Reste à expliquer comment lord Palmerston est parvenu à *s'éterniser* dans sa sinécure, à passer, son portefeuille et lui l'un portant l'autre, à travers tous les cabinets tories de nuances diverses, jusqu'au moment où il a été chercher un autre portefeuille dans un ministère whig, ce qui me conduit à résumer de mon mieux ces deux périodes de la vie politique de lord Palmerston.

Les changements de drapeau, bien qu'on ait souvent dit le contraire, sont tout aussi communs en Angleterre que chez nous. Là comme chez nous il est des transformations de point de vue en politique qui s'expliquent et se justifient par l'influence pure et simple des faits extérieurs et le travail intérieur de la pensée. Lord Stanley, aujourd'hui tory, était whig il n'y a pas huit ans; lord Lyndhurst, le chancelier actuel, un des plus tenaces conservateurs de la Grande-Bretagne, né plébéien et par conséquent démocrate, passait jadis le détroit aux temps de la république française, pour apporter aux clubs parisiens des adresses de félicitations. Lord Brougham a voté successivement avec les radicaux, avec les whigs et avec les tories [3]. Je pourrais citer mille autres noms distingués qui ont appartenu à des partis opposés. Je dirai même qu'en Angleterre l'opinion est en général moins sévère et souvent plus juste que chez nous au sujet de tels changements; et ceci tient à plusieurs causes que je ne puis qu'indiquer ici. D'abord entre les tories et les whigs, bien que le combat soit vio-

[1] Dans le jargon fashionable celui-là seul mérite le titre d'*exclusive, exclusif,* qui a le privilége de donner le ton dans sa coterie. M. de Balzac traduirait ce mot par *fleur des pois*. L'*exclusif* professe un souverain mépris pour le dandy vulgaire, qu'il appelle un *nobody* (un rien du tout). L'*exclusif* est essentiellement *cutter, coupeur,* de sa nature, et se reconnaît à sa manière de *couper* le *nobody*. L'art du Cut consiste à feindre de ne point connaître un homme que l'on connaît parfaitement, et à refuser effrontément d'échanger avec lui soit un salut, soit un mot, de peur de s'abaisser en lui parlant. C'est là ce que l'*exclusif* appelle *couper* son homme. Je donne ces détails, d'abord parce qu'ils ne me paraissent point un hors-d'œuvre en traitant d'un ministre-*lion* qui dans ses rapports avec la France semble un peu s'être posé en *cutter,* et ensuite parce que la mode est encore aujourd'hui en Angleterre une puissance formidable même dans les choses sérieuses.

[2] Je dois ajouter cependant que le *Morning Chronicle* de juillet 1809, en parlant de cette nomination, raille très-agréablement le ministère Perceval sur l'appui qu'il va trouver dans la *littérature* du *jeune* lord Palmerston. Ce qui semblerait indiquer que le *jeune* lord à ses qualités de dandy joignait alors des prétentions littéraires dont j'ai vainement cherché la justification.

[3] En traitant dans le cours de cet ouvrage de personnages politiques plus éminents que lord Palmerston, tels que sir Robert Peel, lord Stanley, lord John Russell, lord Brougham, j'entrerai dans quelques détails sur l'état des partis en Angleterre.

lent en paroles, il y a plus d'un point de contact : au fond, et ceci serait facile à démontrer, au fond ces deux grandes fractions parlementaires représentent le même intérêt ; les radicaux eux-mêmes, ou du moins la plupart d'entre eux, n'ont avec les nôtres, et je l'établirai ailleurs, presque rien de commun que le nom. Je ne parle pas des *chartistes*, agrégation d'individus qui peut devenir plus ou moins dangereuse, mais qui ne forme point encore un parti. Quand les points de contact sont ainsi nombreux entre les partis et les hommes, si multipliées que soient les divergences de détail, les transitions sont moins difficiles; de plus, en Angleterre, chez presque tous ceux qui prennent part aux affaires, la richesse étant la règle et la pauvreté l'exception; l'accusation de corruption, d'amour du lucre et des places, cette accusation qui en France poursuit tous les hommes qui modifient leur opinion dans un sens contraire à l'opposition, est moins acharnée, moins persistante. Je dois ajouter cependant que lord Palmerston est un des hommes contre lesquels cette accusation a été le plus vivement dirigée; l'a-t-il mérité plus que d'autres ? — Examinons les faits.

Lorsqu'à vingt et un ans, avec une fortune patrimoniale relativement médiocre, lord Palmerston arriva à la chambre des communes, Pitt, le grand ministre, l'ardent patriote, se mourait, jeune encore, pauvre, endetté et épuisé par les rudes travaux d'une vie consacrée tout entière au service de son pays. A sa mort, le parti whig, conduit par Fox, s'empara un instant du timon des affaires; il le garda peu, et huit mois s'étaient à peine écoulés que déjà Fox, mort à la peine comme Pitt, était allé dormir sous les dalles de Westminster, à côté de son illustre adversaire, et le cabinet whig tombait sous les coups du jeune Canning, qui s'annonçait alors à l'Angleterre comme le successeur de Pitt, comme le continuateur de la politique de guerre à mort contre la France et Napoléon [1].

Lord Palmerston vit du premier coup d'œil que le parti whig était pour longtemps encore éloigné des affaires, et désireux de faire son chemin, il s'enrôla sous la bannière du torysme, devint l'obscur satellite de l'astre brillant de Canning, qu'il soutint de son mieux au dehors plutôt qu'au dedans de la Chambre, où son influence était nulle et sa parole sans éclat ni puissance. Canning le récompensa de son zèle en le faisant d'abord nommer sous-lord de l'amirauté; et plus tard, lorsque le duel de Canning et de Castelreagh, et la démission simultanée de ces deux personnages, eurent amené la dislocation du cabinet, pendant le laborieux enfantement de l'administration Perceval, Canning se croyant obligé par des raisons de convenance de se tenir éloigné du ministère, contribua volontiers à le faire *meubler* d'hommes insignifiants mais dévoués, et le *Times* du 24 octobre 1809 annonça à ses lecteurs étonnés, que : « les sceaux de la secrétairerie d'État pour le département de la guerre, après avoir été colportés pendant plusieurs jours, venaient d'être offerts à lord Palmerston, jeune homme, ajoutait le journal, qui n'a atteint sa vingt-cinquième année que vendredi dernier. »

Dans ce ministère et dans celui de lord Liverpool lord Palmerstom fit partie de cette minorité qui dans le cabinet se montra favorable à l'émancipation de l'Irlande, soutenue au dehors par Canning. Jusqu'en 1815 la part personnelle de lord Palmerston aux grandes affaires de l'extérieur fut très-restreinte, et se borna à quelques rapports officiels sur l'état des armées, qu'il vint lire de temps en temps au sein de la chambre des communes. Le ministère présidé par lord Liverpool eut deux périodes assez distinctes : dans la première, que l'on pourrait appeler la période Castelreagh, à cause de l'influence exercée par ce personnage, qui avait repris le portefeuille des affaires étrangères, le torysme le plus effréné régna sans contrôle, et se traduisit au dehors par l'adhésion du gouvernement anglais aux maximes et aux mesures de la Sainte-Alliance, au dedans, par le *massacre* de Manchester, et les *six bills* de répression connus sous le nom de *six actes*, qui soulevèrent tout le parti whig. Lord Palmerston, qui a aujourd'hui la prétention d'être très-libéral, sanctionna de son assentiment toutes ces mesures. Sa position de membre du cabinet eût fini même par devenir pénible si elle n'eût été fort secondaire. En effet, Canning, qui avait, lui aussi, débuté par des opinions ultra-tories, Canning si longtemps odieux aux whigs, après avoir quitté l'Angleterre pour ne pas assister au procès de la reine dont il s'était déclaré le défenseur, et après un long voyage sur le continent, Canning était revenu avec des idées plus modérées et s'était montré sur divers points l'adversaire opiniâtre du cabinet dont faisait partie lord Palmerston. Le suicide de Castelreagh, en 1822, mit un terme aux embarras de l'honorable lord,

[1] « La paix avec la France, disait alors Canning, serait le suicide de l'Angleterre. »

partagé entre les deux adversaires, dont l'un était son collègue et l'autre son ami politique. Castelreagh fut remplacé par Canning, et, à l'arrivée de ce dernier, deux partis ne tardèrent pas à se dessiner au sein même du ministère; l'un, le vieux parti tory, refusant à l'esprit du siècle la plus légère concession, et l'autre, le parti Canning, moins absolu, et plus disposé à entrer dans une voie d'amélioration et de progrès. Il va sans dire que lord Palmerston se rangea sous le drapeau de Canning; à la mort de lord Liverpool, en 1827, Canning devint premier ministre; les ultra-tories sortirent du cabinet, furent remplacés par des whigs, et le reste de la vie politique de Canning fut presque toujours une lutte contre ses anciens amis.

Sous lui et avec lui lord Palmerston, en repoussant alors comme illusoire toute idée de réforme parlementaire, en prenant part à toutes les mesures énergiques de répression intérieure, se fit encore l'avocat de l'émancipation catholique de l'Irlande qui échoua contre le mauvais vouloir du roi, et une majorité de quatre voix dans le parlement. Canning expira bientôt dans la chambre même et sur le lit de mort de Fox. L'essai d'un ministère de coalition, sous la présidence de lord Goderich, ayant avorté, le parti ultra-tory revint aux affaires en janvier 1828, représenté par lord Wellington et sir Robert Peel [1].

C'est là le moment le plus fâcheux de la vie politique de lord Palmerston; il avait défendu avec son illustre collègue Canning la cause de l'émancipation; avec lui il avait soutenu la cause des Grecs; avec lui il s'était associé à toutes les mesures qui avaient rendu son administration suspecte aux tories, et il consentait à rester aux affaires sous la présidence de l'antagoniste le plus direct de Canning, de l'homme qui depuis deux ans n'avait cessé d'attaquer sa politique comme entachée d'un esprit *novateur* et *dangereux*, de l'homme qui s'était formellement prononcé à plusieurs reprises contre l'*émancipation*, de l'homme qui s'était toujours montré contraire aux mesures prises par Canning en faveur des Grecs; de l'homme enfin qui venait de qualifier d'*untoward event*, d'événement *malencontreux*, la bataille de *Navarin*. Cette adhérence *quand même* à son portefeuille lui fit peu d'honneur dans l'opinion publique; huit mois plus tard, des altercations assez vives eurent lieu entre lord Wellington et M. Huskisson, un des anciens collègues de Canning, qui avait consenti comme lord Palmerston à entrer dans le nouveau cabinet. M. Huskisson parla de démission, fut pris au mot, sortit du ministère, et alors seulement lord Palmerston crut de son devoir de le suivre et de mettre fin à une situation compromettante pour lui, en ce qu'il semblait sacrifier ses principes à son intérêt.

A dater de ce moment l'importance politique de l'honorable lord commence à grandir un peu; de 1828 à 1830 il dirige conjointement avec MM. Huskisson et Grant une petite fraction parlementaire formant une sorte de tiers-parti, entre les tories et les whigs. En même temps qu'il applaudit à l'émancipation catholique arrachée à lord Wellington, en même temps qu'il combat le noble duc dans son refus absolu de toute réforme, il refuse de s'associer aux efforts de lord Grey et de lord John Russell pour obtenir une réforme générale; il se prononce pour les concessions de détail, les palliatifs, les modifications progressives; il appuie le parti whig dans certains cas particuliers tels que le transport du droit d'élection du bourg d'East Redford aux grandes villes manufacturières, privées alors de tout droit électoral. Il prend une part active aux questions de politique extérieure; il prononce sur les affaires du Portugal, en 1829, et sur les affaires de la Grèce, en 1830, deux discours qui firent une certaine sensation. Durant cette période de demi-opposition, lord Palmerston se fit remarquer par des attaques assez vives contre les sympathies exclusives de lord Wellington pour les gouvernements absolus de l'Europe. — « J'espère, s'écriait alors l'homme qui devait plus tard sacrifier si lestement l'alliance française à l'alliance russe, j'espère que l'Angleterre ne se liguera jamais avec les représentants du principe d'intolérance militaire en matière de gouvernement (with assertors of military and intolerant principles of government). J'espère que le cabinet cherchera à obtenir les sympathies du peuple, en maintenant non-seulement dans ce pays, mais encore partout où son action pourra s'étendre, la prépondérance des principes d'un libéralisme sage, juste et éclairé, the ascendancy of liberal, wise, just and enlightened principles. »

On sait comment le contre-coup de la révolution de juillet renversa le cabinet Wellington; le parti wigh dut à ce grand fait de reprendre en

[1] Sir Robert Peel, qui représente aujourd'hui le torysme mitigé, appartenait alors à la fraction la plus absolue du parti.

Angleterre un ascendant qu'il avait perdu depuis cinquante ans. L'alliance anglo-française, cette alliance qui fut le rêve constant de Mirabeau [1], et dont au lit de mort il léguait la pensée à Talleyrand; l'alliance anglo-française, à la durée de laquelle, pour mon compte, je n'ai jamais cru, fut la conséquence de cette simultanéité de triomphe des idées libérales en France et en Angleterre; et par une singulière coïncidence, le parti whig, affaibli successivement à mesure qu'il s'éloigne du système où il puisait peut-être une partie de sa force, reçoit un immense échec, et succombe au moment même où il vient de briser le lien qui l'attachait à nous.

Maître des affaires pendant dix ans, et à peine interrompu dans sa possession par la tentative malheureuse des tories en 1834, le ministère whig, appuyé d'abord par une majorité puissante, a vu le nombre de ses ennemis augmenter progressivement d'année en année, et le nombre de ses amis diminuer dans la même proportion, au point de se trouver aujourd'hui déchu du pouvoir à une majorité de quatre-vingts voix; et pourtant, hâtons-nous de le dire, le ministère whig dont l'historique présente quatre époques bien distinctes, dans la carrière inégale qu'il a parcourue, a accompli de grandes choses. Le premier ministère Grey est sans contredit un des plus glorieux de l'Angleterre. Sous la bannière d'une homme illustré par trente ans de beaux combats politiques, on vit réunis lord Brougham, lord Stanley, lord Durham, lord John Russell, sir James Graham, lord Ripon, lord Howick, le duc de Richmond, lord Melbourne, lord Althorp; le public s'étonna un peu de voir le nom jusque-là inférieur de lord Palmerston accolé à tous ces noms alors célèbres dans le parti whig. Mais le souvenir de Canning protégea son pâle disciple, l'éclat qu'avait eu sa dernière scission avec lord Wellington, l'appui qu'il venait de prêter aux whigs, sans pourtant se donner à eux avant la victoire, parurent à lord Grey un motif suffisant pour l'accueillir dans son camp, et l'admettre aux honneurs du triomphe en lui confiant le portefeuille des affaires étrangères, avec lequel il a traversé toutes les vicissitudes intérieures du ministère whigh pendant dix ans, qu'il n'a quitté qu'un instant, lors de la brusque invasion du cabinet par lord Wellington et sir Robert Peel, pour le reprendre bientôt, jusqu'au moment où il a fallu définitivement l'abandonner aux mains victorieuses des tories.

Ce n'est pas ici le lieu de résumer toutes les grandes luttes que le parti whig a soutenues à l'intérieur, et toutes les grandes choses qu'il a faites; j'y reviendrai en traitant d'hommes qui représentent plus largement et plus complétement ce parti. La politique extérieure du ministère whig, on la connaît; elle a été presque toujours habile, heureuse et utile au pays. Il a commencé par maintenir la paix du monde, en s'unissant étroitement à la France, de manière à l'empêcher à la fois d'attaquer et d'être attaquée; il a ensuite réglé la question belge, si compliquée d'incidents et de protocoles, au profit à la fois de son influence politique et de son intérêt commercial; il a formé la quadruple alliance dans le but de défendre la cause constitutionnelle en Espagne et en Portugal, et il est aujourd'hui parvenu à implanter dans les deux pays l'influence exclusive de l'Angleterre; il a poursuivi partout l'accomplissement d'une grande mesure où la politique se cache derrière la philantropie; je veux parler de la suppression de la traite des noirs et de l'abolition de l'esclavage. En même temps qu'il ajoutait à ses conquêtes dans l'Inde de nouvelles conquêtes, il prenait position en Syrie, à Aden, aux îles Bahreyn, sur les points principaux de la côte arabique, et enfin jusqu'en Chine, où les canons de l'Angleterre s'efforcent en ce moment d'ouvrir de nouveaux débouchés à ses produits.

Voilà de grands faits, d'autant plus saillants qu'aujourd'hui, pour certaines gens, le sublime de la politique semble consister dans l'inaction. Et pourtant l'héritage des whigs est loin d'être tellement brillant qu'il n'y ait plus pour les tories qu'à en recueillir tranquillement le bénéfice. Sans parler ici des difficultés intérieures, qui sont nombreuses, et dont il sera question ailleurs, des em-

[1] « L'Angleterre, disait Mirabeau le 28 janvier 1791, avec laquelle il faudrait poser dès à présent les grandes bases d'une éternelle fraternité, ce qui serait l'acte profond d'une politique vertueuse et rare. » — On dit que la veille de sa mort Mirabeau développait encore son plan à M. de Talleyrand. — On peut consulter à ce sujet un livre qui n'a pas encore eu toute la réputation qu'il mérite, car c'est une des productions les plus remarquables de notre époque; je veux parler du grand et bel ouvrage que M. Lucas-Montigny a consacré à la mémoire de Mirabeau, sous le titre de ***Mémoires de Mirabeau, par lui-même, son père, son oncle et son fils adoptif.***

barras qui résultent du mouvement perpétuel et forcé d'expansion de la domination anglaise vers l'Asie centrale, et notamment dans l'Afghanistan. Les whigs en tombant lèguent à leurs successeurs trois problèmes extérieurs soulevés, mais non résolus : 1° la querelle avec l'Amérique, établie d'abord sur la question de délimitation des frontières du Canada, et qui, depuis l'emprisonnement de l'agent anglais Mac-Leod, semble prendre de jour en jour une tournure moins pacifique; 2° l'affaire de Chine, qui peut devenir aussi bien pour l'Angleterre une source de grandeur et de prospérité qu'une source de guerres longues et dispendieuses; 3° enfin, l'affaire d'Orient.

Si dans tous les autres faits antérieurs accomplis depuis 1830 par le ministère whig, l'action de lord Palmerston n'apparaît pas assez prépondérante pour qu'on doive lui en attribuer exclusivement la responsabilité ou l'honneur, il est difficile de ne pas reconnaître son influence personnelle dans ces trois problèmes dont la solution seule peut condamner ou justifier l'homme qui les a soulevés.

Et pour ne mentionner ici que celui qui nous touche de plus près, aujourd'hui que le *statu quo* oriental est détruit, aujourd'hui que les conséquences de cette politique sournoise, dite d'*intégrité,* surgissent de toutes parts sous la forme d'une fièvre d'anarchie qui envahit les extrémités de l'empire ottoman avant d'arriver au cœur; aujourd'hui qu'un enfant débile et énervé, emblème d'une nation éteinte, dernier rejeton d'une souche dont la sève est épuisée, se meurt sous l'œil avide de deux puissances qui se préparent à se disputer ou à se partager son héritage; en présence d'un tel spectacle, si la France, qui s'est déjà laissé exclure du partage des influences, consent à jouer le même rôle passif devant la question plus grave du partage des territoires; si la France ne sait pas mettre à profit la belle position que lui font et sa force et son désintéressement même quant à la possession de tel ou tel point de l'empire ottoman; si la France oublie ce qu'on lui a dit bien souvent, que la puissance n'est qu'un fait de relation, et qu'un peuple décroît par cela seul qu'il ne grandit pas quand tout grandit autour de lui; si la France, toujours en proie à de misérables dissensions intérieures, continue à être ballotée entre deux tendances contraires également stériles et mauvaises, entre ce vieil esprit révolutionnaire de 93, pour qui toute question extérieure est une question de gouvernement, qui ne comprend pas que l'on puisse aimer ailleurs ce qu'il abhorre, et ne voit pour la France d'autre rôle en Europe que celui de missionnaire sauvage d'une démagogie sanglante, et cet autre esprit pusillanime, égoïste et mesquin, né de la terreur qu'inspire le premier, cet esprit qui a enfanté la politique *du chacun chez soi,* cette politique *oisive et froide* si justement flétrie par M. Guizot en 1839, qui tantôt cache ses frayeurs et son égoïsme sous le voile transparent d'une philanthropie verbeuse et vide, et tantôt promenant sur le monde un regard stupide et indifferent, retombe sur son lit de repos en se disant : Pourvu que je mange, boive et dorme, qu'est-ce que cela me fait? comme si une telle vie n'était pas la mort des nations! si la France ne trouve pas en elle assez d'énergie pour comprimer ces deux influences qui se combattent dans son sein et essayent de se justifier l'une par l'autre; si, par crainte de ceux que M. de Tocqueville appelle avec tant de vérité les *barbares de l'intérieur,* la France constitutionnelle recule sans cesse devant l'idée d'aborder et de conduire avec calme, fermeté, persévérance, une grande affaire extérieure; si la France, qui a Marseille, Toulon, la Corse, Alger; si la France, dont tous les intérêts vitaux sont sur la Méditerranée, permet à l'Angleterre, dont la politique est si active, à l'Angleterre déjà maîtresse de l'Océan et de la porte des deux mers, maîtresse de Malte et des îles Ioniennes, de l'enfermer d'abord entre le cap Bon et Gibraltar, jusqu'à ce quelle puisse lui enlever une à une les positions qui lui restent; si, en un mot, la Méditerranée devient jamais *un lac anglais,* la France deviendra une puissance heureuse et forte comme deux autres riveraines déchues, l'Italie ou l'Espagne, et lord Palmerston, au lieu d'être une intelligence médiocre, présomptueuse et vaine, deviendra à son tour un grand homme; car, avec bien plus de raison que nous pour redouter un conflit, avec des finances en désordre, avec une dette énorme, avec le déploiement de forces qu'exige la surveillance de possessions éparpillées sur tous les points du globe, avec des factions intérieures non moins violentes que les nôtres, avec un cancer au flanc, qui s'appelle l'Irlande, lord Palmerston n'aura pas craint de brusquer les choses pour préparer les voies à l'abaissement de la France, et sa politique de coups de main aura pour elle le meilleur de tous les arguments : le succès.

M. Augustin Thierry.

L'histoire aura son Homère comme la poésie

CHATEAUBRIAND. — PRÉF. DES ÉTUDES HISTORIQUES.

Si j'avais à recommencer ma route, je prendrais celle qui m'a conduit où je suis. Aveugle et souffrant, sans espoir et presque sans relâche, je puis rendre ce témoignage qui de ma part ne sera pas suspect : il y a au monde quelque chose qui vaut mieux que les jouissances naturelles, mieux que la fortune, mieux que la santé elle-même, c'est le dévouement à la science.

AUGUSTIN THIERRY. — DIX ANS D'ÉTUDES HISTORIQUES. — PRÉFACE, p. 25.

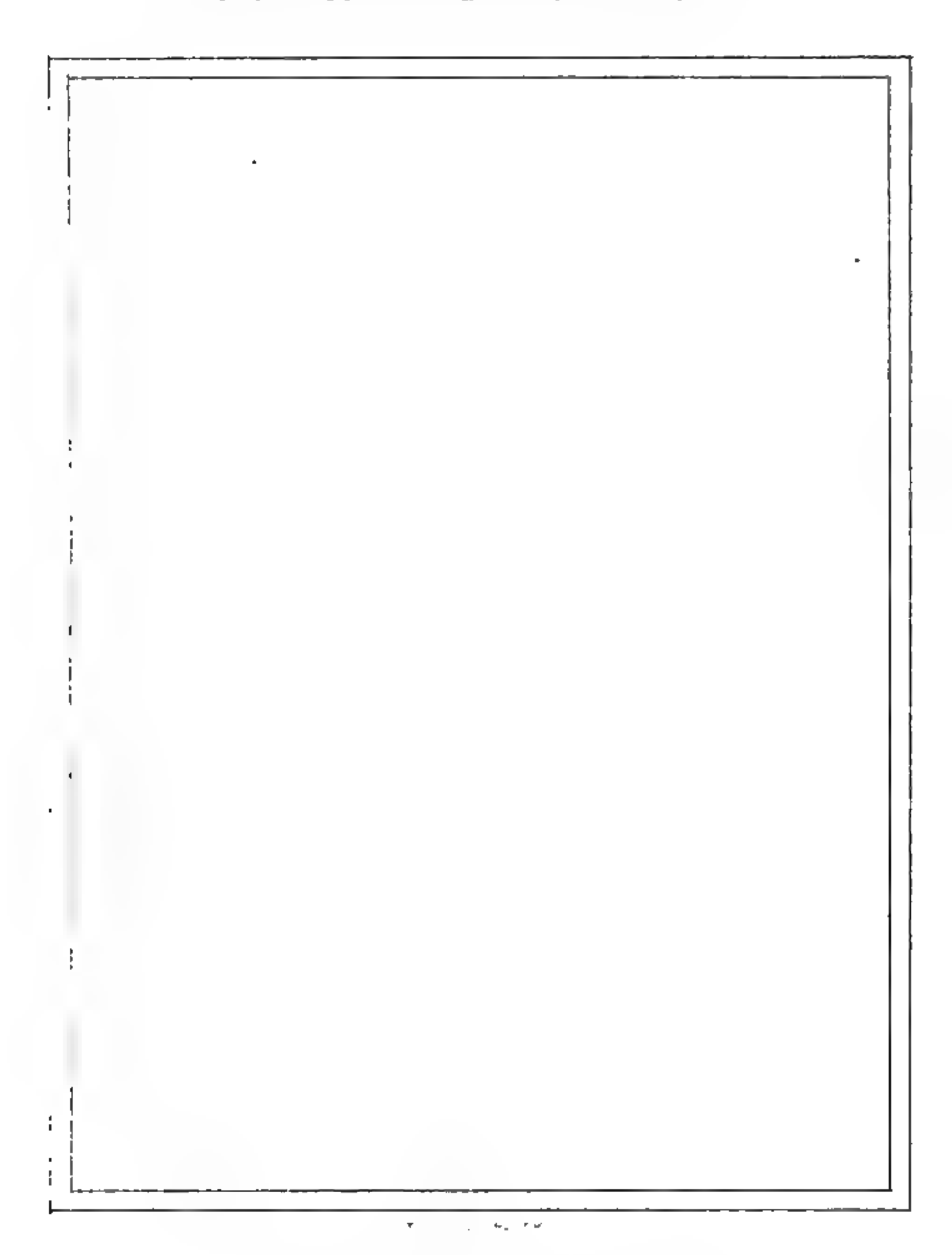
Entre tous les hommes supérieurs que j'ai rencontrés dans ma vie, il en est peu qui m'aient laissé une impression aussi vive, aussi profonde que M. Augustin Thierry.

Dès longtemps je connaissais les grands travaux qui ont fait de lui un des principaux représentants de l'école historique moderne; j'avais gardé souvenir de l'enthousiasme qui nous saisissait tous sur les bancs de nos colléges, quand dégoûtés des récits vides, mensongers, mesquins et monotones de Velly, de Millot ou d'Anquetil, nous vîmes tout à coup sous la plume de M. Augustin Thierry, des perspectives nouvelles et plus larges se dérouler à nos regards étonnés, éblouis. Dès longtemps je savais qu'après avoir doté son pays de deux chefs-d'œuvre [1], où l'érudition d'un bénédictin s'unit au style coloré d'un poëte, M. Augustin Thierry avait payé de ses yeux perdus sur les vieux textes, l'honneur d'avoir un des premiers levé l'étendard de la réforme historique, et initié toute une génération aux véritables sources de nos origines nationales. Je savais encore que, plus tard, comme pour éprouver ce rude champion de la science, la destinée s'était plu à accumuler sur lui douleur sur douleur, qu'après l'avoir privé de la lumière, elle l'avait privé du mouvement, qu'après avoir éteint son regard pénétrant, elle avait paralysé ses robustes organes, qu'après lui avoir interdit la vue de tous ces monuments du passé dont l'aspect et l'étude faisaient sa joie et sa vie, elle n'avait pas même laissé à sa main mutilée par la souffrance la faculté de tenir une plume.

Mais je savais aussi que M. Augustin Thierry était sorti victorieux de ce terrible combat, que jamais cet esprit éminent n'avait brillé d'un éclat plus vif, que depuis qu'il avait dû, pour me servir d'une de ses expressions, *faire amitié avec les ténèbres;* que jamais sa marche à travers les difficultés de l'histoire n'avait été plus assurée et plus ferme, que depuis qu'il avait dû se conduire à la clarté de la lumière intérieure; je savais que l'auteur des *Récits des temps mérovingiens* n'avait jamais été plus net, plus gracieux et en même temps plus nerveux de style, que depuis qu'il avait fallu laisser à des mains étrangères le soin de confier au papier des compositions élaborées et fondues dans cette forte tête comme dans une fournaise ardente.

Je savais tout cela, et voilà pourquoi j'avais soif d'un spectacle, à mon avis le plus beau de tous, du spectacle d'une grande âme aux prises avec la douleur physique, la réduisant à l'impuissance, et trouvant dans un sentiment bien plus élevé que

[1] Les *Lettres sur l'histoire de France,* et l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands.*



l'orgueil humain d'Epictète, la force et le droit de lui dire : Douleur, tu n'es qu'un mot.

Cette bonne fortune m'est advenue, et puisqu'il m'est impossible dans les limites de ces petites esquisses d'analyser convenablement des ouvrages qui, d'ailleurs, sont dans toutes les mains [1], je vais au moins m'efforcer, avant de raconter sommairement la noble vie de M. Augustin Thierry, de faire partager au lecteur les impressions qui m'ont saisi dans un pèlerinage entrepris naguères auprès de l'historien, en compagnie de deux amis, sous les auspices et la conduite d'une femme dont le nom est un talisman qui ouvre toutes les portes.

En arrivant de Paris sur la hauteur qui domine la belle vallée de Montmorency, non loin de ce joli château de l'*Hermitage* immortalisé par Jean-Jacques, on rencontre à gauche un petit chemin sinueux bordé de *villas* à l'italienne. Vers le milieu de ce chemin à droite, la voiture qui nous conduisait s'arrêta devant une petite porte dont nous franchîmes, le seuil avec cette émotion respectueuse que fait naître toujours la pensée d'un grand talent illustré par un grand malheur, car c'est là qu'habite au printemps M. Augustin Thierry, c'est là qu'il vient dans la saison des beaux jours demander à l'air vif et pur de la vallée des forces pour continuer ses travaux. Nous nous trouvâmes dans un jardin élégant, en face d'une pelouse verdoyante semée de fleurs en corbeille; plus loin le jardin descendait en pentes ombragées. A droite, il y avait une serre, un joli kiosque à vitraux peints, et un beau chien noir de Terre-Neuve qui, tranquillement assis sur le sable, nous accueillit d'un regard bienveillant; en face du kiosque, à gauche, de l'autre côté de la pelouse, s'élevait une maison rectangulaire, blanche, simple et de bon goût, composée d'un rez-de-chaussée, donnant de plain pied sur le jardin et d'un premier étage; la façade était ornée d'une Vénus de Canova, d'un Bacchus indien, d'une tête de Pâris et d'une tête d'Hélène, adaptés au mur et fixés dans des niches. Devant la porte je remarquai une petite voiture à bras, peinte en vert, et posée sur quatre roues; c'est dans cette voiture que l'on promène l'illustre infirme à travers les allées de son jardin.

A notre entrée dans un petit salon du rez-de-chaussée, décoré avec une élégante simplicité, nous fûmes reçus par une femme jeune encore, de petite taille, vêtue de noir, aux manières distinguées, à la physionomie vive, intelligente et triste : c'était Mme Augustin Thierry, la noble compagne de l'historien, celle qui a compris tout ce qu'il y avait de désirable et de beau à associer son nom à un grand nom, sa vie à une vie de gloire et de douleur, à délaisser les vains plaisirs du monde pour se vouer tout entière au plus admirable rôle qui puisse être donné à une femme, au rôle d'ange gardien, de providence d'une âme d'élite emprisonnée dans un corps souffrant; je ne saurais pas que Mme Aug. Thierry est douée de facultés assez éminentes pour prendre elle-même une part directe et active à tous les travaux de son mari, je n'aurais pas lu les pages si remarquables de style et de pensée échappées à sa plume, et publiées dans la Revue des deux Mondes sous le titre de *Philippe de Morvelle*, que la destinée qu'elle s'est choisie suffirait à mes yeux pour témoigner chez elle d'un noble cœur et d'un noble esprit [2].

Durant que ces idées surgissaient dans ma tête, notre gracieux guide nous présentait, et en attendant l'arrivée de M. Aug. Thierry, je m'étais assis dans un coin de ce charmant petit salon, promenant mes regards, du canapé blanc où siégeaient ces deux femmes, dont l'une est si bien faite pour comprendre, aimer, imiter dans une sphère plus haute encore le dévouement et l'abnégation de l'autre, à une petite table ronde garnie de livres et placée à côté de moi; sur ces livres il y avait un ouvrage de tapisserie commencé; à côté, un pressoir à papier figurant un sphynx, et au beau milieu un petit vase plein de fleurs à peine écloses. Ce gracieux mélange de choses hétérogènes me plaisait comme une révélation d'intimité conjugale à la fois austère et douce. Bientôt nous vîmes entrer le frère de M. Augustin Thierry [3]. M. Amédée Thierry est un homme de taille moyenne, à la pa-

[1] Au lecteur désireux de se faire une idée complète de l'enchaînement et de l'ensemble des travaux de M. Augustin Thierry, je recommanderai la lecture de la préface de l'ouvrage intitulé : *Dix ans d'études historiques*, et d'un élégant et judicieux article de M. Charles Magnin, publié dans la *Revue des deux Mondes*, du 1er mai 1841.

[2] Mme Aug. Thierry, née Julie de Querangal, appartient à une famille distinguée de la Bretagne. Indépendamment des fragments cités plus haut, augmentés depuis et recueillis en un volume, qui a paru sous le titre de *Scènes de mœurs au 18me et au 19me siècle*, Mme Aug. Thierry est l'auteur d'un autre livre intitulé *Adélaïde, Mémoires d'une jeune fille*.

[3] M. Amédée Thierry est lui-même comme, chacun sait, un historien remarquable; tout le monde a lu sa

role grave comme sa physionomie, sur laquelle on peut lire les intimes douleurs de son cœur fraternel. A son arrivée, la conversation devint plus générale; j'écoutais à peine, absorbé que j'étais par l'attente de celui que j'allais voir, cherchant à me figurer d'avance jusqu'à quel point le mal peut atteindre l'âme à travers le corps, et respirant la brise humide qui m'arrivait du jardin toute chargée de pluie et de parfums, je me demandais pourquoi Dieu qui a fait la nature si éternellement belle, fraîche et jeune, a fait l'homme à la fois si grand, si éphémère et si petit.

Enfin j'entendis des pas qui s'approchaient, une porte à ma droite s'ouvrit, un domestique parut, portant sur ses épaules un homme aveugle, perclus, impotent. Nous nous levâmes tous: j'avais le cœur serré à la vue de cet être si fort par l'intelligence et si débile par les organes; le domestique mettait dans tous ses mouvements je ne sais quelle respectueuse sollicitude qui me toucha, on eût dit qu'il comprenait tout le prix de celui qu'il portait. Il se courba doucement en tournant le dos à un fauteuil sur lequel il déposa son fardeau, et il enveloppa d'un voile toute la partie inferieure de ce corps inerte. Cela fait, en un clin d'œil la scène a changé, et je me suis rappelé un passage de l'*Essai sur la littérature anglaise* où M. de Châteaubriand décrit la visite d'un contemporain à Milton : « L'auteur du *Paradis perdu*, vêtu d'un pourpoint noir, reposait dans un fauteuil à coude, sa tête était nue, ses cheveux argentés tombaient sur ses épaules et ses beaux yeux noirs d'aveugle brillaient sur la pâleur de son visage [1]. » Sauf les cheveux blancs, c'était la même tête que j'avais en face de moi, la même tête avec plus de sève et de jeunesse, en un mot la plus admirable tête d'aveugle qui se puisse imaginer. Cette tête était noblement posée sur de larges épaules, des cheveux du plus beau noir séparés avec soin sur un vaste front, s'arrondissaient en boucles autour des tempes; sous des sourcils bien dessinés des yeux noirs apparaissaient ouverts; sans l'incertitude de leur direction on les eût dit animés par le regard; le nez grec était de la forme la plus pure; la bouche moyenne aux lèvres fines, délicates et mobiles semblait douée de toute la sensibilité ravie à l'œil; le menton bien dessiné portait une légère fossette à son extrémité; il y avait dans les contours du visage et dans l'ensemble de la physionomie une expression remarquable, mélangée d'énergie, de finesse et de calme; le timbre de la voix était net, accentué, quoique maladif; la tenue était parfaitement soignée et élégante; la partie inférieure du corps semblait paralysée, mais le mouvement du buste et des bras était libre; les mains, dont deux doigt seulement, l'index et le pouce, semblaient libres, étaient couvertes de gants.

Aussitôt qu'il a entendu le nom de la dame qui nous conduisait, le bel aveugle s'est pris à sourire, et pareil au sourire de Chactas, « ce sourire de la bouche qui ne se mariait plus à celui des yeux avait quelque chose de mystérieux et de céleste [2]. » La dame s'est approchée, et l'aveugle a baisé avec une grace chevaleresque la blanche main qu'on lui tendait.

La conversation une fois engagée, cette belle tête s'est illuminée d'une intelligence plus belle encore. J'ai entendu beaucoup de gens qui ont la réputation de bien parler, et qui parlent bien, mais je n'ai peut-être jamais rien entendu qui égalât en facilité, en netteté, en élégance, l'élocution de M. Aug. Thierry; c'est sans doute l'habitude de la dictée qui lui a donné cette conversation qui ressemble à du style; toujours est-il qu'on peut dire de lui en se servant d'une comparaison très-connue, que sans effort aucun, sans prétention aucune, il parle réellement *comme un livre*.

L'un de nous (M. Ampère) se préparait à partir pour l'Orient, M. Augustin Thierry s'est mis à parler de l'Orient avec une étonnante poésie de pensées et de mots; cet aveugle connait tout, sait tout, se souvient de tout, et ce qu'il n'a pas vu avec les yeux du corps, il l'a vu avec les yeux de l'esprit. Comme Milton, il possède toutes les langues de l'Europe. Un de ses amis m'a dit l'avoir entendu quelquefois le soir dans son jardin, aux pâles rayons du soleil couchant, réciter de sa voix maladive, un chant d'amour en grec moderne; et à ce moment, ajoutait le narrateur, il me semblait bien plus beau qu'Homère et le Klephte inconnu, aveugle aussi peut-être, qui avait composé les vers qu'il récitait.

Durant tout le cours de cette conversation que j'écoutais attentif et silencieux, il me fut impossible de surprendre chez M. Augustin Thierry la plus minime préoccupation personnelle, la moindre

belle *Histoire des Gaulois*. Il est à regretter pour la science que de hautes fonctions administratives aient empêché M. Amédée Thierry de lui consacrer exclusivement ses veilles.

[1] *Essai sur la littérature anglaise*, t. II, p. 114.

[2] *René*, page 139.

pensée de retour sur lui-même; bien plus, lui, si cruellement éprouvé par le sort, il parlait des souffrances et des infirmités des autres, avec un accent de commisération plein d'une bonne foi touchante. Ainsi ce martyr mutilé de la science, poursuit intrépidement la tâche qu'il s'est imposée. Quelquefois pourtant, aux heures les plus pénibles, les plus torturées, il lui arrive, dit-on, de s'écrier : Oh! si je n'étais qu'aveugle! et la providence qui donne une grosse santé à tant d'êtres inutiles, ferme l'oreille aux vœux d'un homme supérieur qui ne lui demande qu'une infirmité de moins.

Hors ces moments de découragement qui sont rares, passagers et visibles seulement pour les plus intimes, M. Augustin Thierry semble plus étranger à sa situation que ceux qui l'entourent et l'écoutent : science, histoire, poésie, anecdotes, souvenirs de jeunesse, il traite tous les sujets avec cette même parole souple, élégante, colorée, nerveuse et noble; chaque nuance de pensée se reflète sur ses lèvres tantôt finement souriantes, tantôt mélancoliquement fléchies, tantôt énergiquement comprimées. Parfois quand une pensée lui arrive grave et forte, un mouvement s'imprime aux muscles de l'œil, ces yeux d'aveugle dont le noir mat se détache vigoureusement sur la cornée s'ouvrent tout grands, vous diriez que la pensée s'efforce de se faire jour à travers l'opacité de la prunelle et qu'après de vains efforts elle rentre en dedans, descend et passe sur les lèvres qui la reçoivent et la rendent non-seulement avec des mots mais avec l'expression même du regard, et de temps en temps le bel aveugle effleure légèrement d'une main débile ces lèvres si expressives, comme pour caresser ce précieux organe, qui semble enrichi de tout ce que les autres ont perdu.

Après deux heures qui passèrent pour moi comme une minute, nous prîmes congé de M. Augustin Thierry, et pour que rien ne manquât aux émotions de la journée, nous étions à peine sortis de cette maison où nous avions vu l'histoire incarnée dans un Homère, que nous entrions dans un lieu où l'histoire, incrustée dans la pierre, nous écrasa de sa majesté.—Nous arrivions à Saint-Denis; le ciel depuis le matin sombre et pluvieux, s'était un peu éclairci, le soleil dardait de timides rayons à travers les nuages; les cloches de l'église sonnaient à grandes volées. Nous entrâmes, la vieille basilique aux piliers fins et cannelés s'élançant en gerbes dans les airs, comme des jets d'eau cristallisés pour se rejoindre à 100 pieds au-dessus de nos têtes, nous reçut dans son immensité. Pour comble de bonheur, l'église était déserte, et pendant que silencieux, n'entendant que le bruit sourd de nos pas sur les dalles, nous visitions tous ces royaux cadavres de marbre, couchés hideux et nus sur leurs tombeaux, tout à coup un orgue immense conduit par une main invisible mais habile a rempli la nef de sons majestueux [1].

L'orgue jouait une symphonie du *jugement dernier*. Le sourd roulement du tonnerre, les éclats de la foudre, le choc des éléments, tout ce fracas terrible de l'univers expirant, repercuté de tous les points de la basilique, faisait courir le frisson dans nos veines, jusqu'au moment où le silence de la mort planant sur le monde, de célestes accords s'élevèrent purs et doux vers Dieu, comme un chant de prière, d'espérance et d'amour, et à mesure que la voix harmonieuse de l'orgue s'éteignait en un long murmure, une lumière pâle venait en s'irisant à travers les rosaces coloriées des vitraux, se marier à ses derniers accents; et nos cœurs palpitaient sous la pression de l'infini, et perdus dans ce désert de pierre et de marbre, sous ces grandes voûtes séculaires qui ont vu, immobiles, le flot des générations passer sous elles, et tant de morts couronnés s'engouffrer dans ses caveaux profonds, pour en sortir un jour profanés par un peuple furieux, nous errions en silence, croquant par la pensée ce funèbre cortége de rois, depuis Dagobert jusqu'à Louis XVIII qui, couché sur la première marche de sa tombe, attend pour descendre que le cadavre exilé de Charles X rompant son ban, vienne le pousser du pied; et au moment où le fantôme de l'histoire se dressait ainsi devant moi avec toutes ses grandeurs et toutes ses misères, je pensais à l'histoire vivante que j'avais laissée derrière moi, clouée dans un fauteuil, le regard éteint, mais la tête illuminée d'un immortel flambeau, et quand je sortis de l'église, ma pensée fantasque s'obstina longtemps à transfigurer en un même symbole de poésie grave et triste, l'*Homère* de l'histoire et la vieille basilique.

[1] Par un hasard heureux, ce grand orgue de nouvelle facture établi récemment dans l'église de Saint-Denis, et dont tous les journaux ont parlé depuis, était ce jour-là même essayé dans la solitude par un de ses inventeurs sans doute. Et puisque j'ai profité de l'occasion, il est juste que par reconnaissance du plaisir qui m'a été donné, je consigne ici le nom de MM. Cavaille père et fils, auteurs de ce magnifique instrument.

M. Augustin Thierry est né à Blois, le 20 mai 1795, d'une famille pauvre et obscure. Il fit des études brillantes au collége de sa ville natale, et si j'en juge par les premiers écrits de sa jeunesse [1], empreints d'une verve et d'une énergie singulières, il a dû être doué par la nature d'une sensibilité extrême, d'une imagination très-vive, et d'une vigueur d'organisation telle, qu'il a fallu sans doute d'énormes, d'impitoyables labeurs pour la terrasser. Il a raconté lui-même dans la préface de son dernier livre [2], comment l'auteur des *Martyrs*, que l'on retrouve toujours comme un grand phare à l'entrée de toutes les idées de ce siècle, devint en quelque sorte le premier mobile de sa vocation à venir. — Laissons parler l'historien.

« J'achevais mes classes au collége de Blois, lorsqu'un exemplaire des *Martyrs*, apporté du dehors, circula dans le collége. Ce fut un grand événement pour ceux d'entre nous qui ressentaient déjà le goût du beau et l'admiration de la gloire; nous nous disputions le livre; il fut convenu que chacun l'aurait à son tour, et le mien vint un jour de congé, à l'heure de la promenade. Ce jour-là, je feignis de m'être fait mal au pied et je restai seul à la maison; je lisais ou plutôt je dévorais les pages, assis devant mon pupitre, dans une salle voûtée qui était notre salle d'étude, et dont l'aspect me semblait alors grandiose et imposant. J'éprouvai d'abord un charme vague et comme un éblouissement d'imagination; mais quand vint le récit d'Eudore, cette histoire vivante de l'empire à son déclin, je ne sais quel intérêt plus actif et plus mêlé de réflexion m'attacha au tableau de la ville éternelle, de la cour d'un empereur romain, de la marche d'une armée romaine dans les fanges de la Batavie, et de sa rencontre avec une armée de Francs.

« J'avais lu dans l'histoire de France à l'usage des élèves de l'école militaire, notre livre classique : « Les Francs ou « Français, déjà maîtres de Tournay et des rives de l'Escaut, s'étaient étendus jusqu'à la Somme...... Clovis, « fils du roi Childeric, monta sur le trône en 481, et affer« mit par ses victoires les fondements de la monarchie « française... » Toute mon archéologie du moyen âge consistait dans ces phrases et dans quelques autres de même force que j'avais apprises par cœur : *Français, trône, monarchie,* étaient pour moi le commencement et la fin, le fond et la forme de notre histoire nationale. Rien ne m'avait donné l'idée de ces terribles Francs de M. de Châteaubriand, *parés de la dépouille des ours, des veaux marins, des urochs et des sangliers*, de ce camp, *retranché avec des bateaux de cuir et des chariots attelés de grands bœufs*, de cette armée rangée en triangle, *où l'on ne distinguait qu'une forêt de framées, des peaux de bêtes et des corps demi nus*. A mesure que se déroulait à mes yeux le contraste si dramatique du guerrier sauvage et du soldat civilisé, j'étais saisi de plus en plus vivement; l'impression que fit sur moi le chant de guerre des Franks eut quelque chose d'électrique. Je quittai la place où j'étais assis, et marchant d'un bout à l'autre de la salle, je répétai à haute voix, en faisant sonner mes pas sur le pavé : « Pharamond! Pharamond! nous avons combattu « avec l'épée! nous avons lancé la francisque à deux « tranchants; la sueur tombait du front des guerriers « et ruisselait le long de leurs bras. Les aigles et les « oiseaux aux pieds jaunes poussaient des cris de joie; le « corbeau nageait dans le sang des morts, tout l'Océan « n'était qu'une plaie; les vierges ont pleuré longtemps. « Pharamond! Pharamond! nous avons combattu avec « l'épée! » Ce moment d'enthousiasme fut peut-être décisif pour ma vocation à venir; je n'eus alors aucune conscience de ce qui venait de se passer en moi; mon attention ne s'y arrêta pas, je l'oubliai même pendant plusieurs années; mais lorsqu'après d'inévitables tâtonnements pour le choix d'une carrière, je me fus livré tout entier à l'histoire, je me rappelai cet incident de ma vie, et ses moindres circonstances, avec une singulière précision; aujourd'hui si je me fais lire la page qui m'a tant frappé, je retrouve mes émotions d'il y a trente ans. »

En 1811, au sortir du collége, M. Augustin Thierry entra à l'école normale; il y passa deux ans et fut nommé professeur dans un collége de province, l'invasion de 1814 le ramena à Paris. Il était alors dans toute l'ardeur de la première jeunesse : nourri des études les plus diverses, il n'avait encore de prédilection bien marquée pour aucune branche de la science, et ses idées en politique, bien que ferventes, tenaient du vague et de la confusion des temps. Il a peint lui-même la situation de son esprit à cette époque. « A la haine du despotisme militaire, fruit de la réaction des esprits contre le régime impérial, se joignait en moi une profonde aversion des tyrannies révolutionnaires, et, sans aucun parti pris pour une forme quelconque de gouvernement, un certain dégoût pour les institutions anglaises, dont nous n'avions alors qu'une odieuse et ridicule singerie...... J'aspirais avec enthousiasme vers un avenir je ne sais trop lequel, vers une liberté dont la formule, si je lui en donnais une, devait être celle-ci : *Gouvernement quelconque avec la plus grande somme possible de garanties individuelles, et le moins possible d'action administrative* [3]. »

En ce temps vivait un économiste célèbre, alors

[1] La plupart de ces écrits ont été reproduits depuis dans l'ouvrage intitulé : *Dix ans d'études historiques*.

[2] *Récits des temps mérovingiens*. Préface. page 28.

[3] Préf. des Étud. hist. p. 35. Je me plais à m'appuyer sur cette préface dont on ne saurait trop recommander la lecture aussi bien à ceux qui nient les progrès de la

ignoré et dont on a plus tard essayé de faire un dieu. La hardiesse de ses vues séduisit d'abord le jeune Augustin Thierry, il quitta l'université, se voua avec toute l'ardeur de sa nature, à l'étude des problèmes sociaux les plus élevés, et s'attacha à Saint-Simon en qualité de secrétaire et de disciple[1]. Il va sans dire qu'il n'était nullement question alors entre le maître et le disciple de bâtir quoi que ce soit qui ressemblât à une nouvelle religion. La fantaisie n'en vint à Saint-Simon que beaucoup plus tard, si tant est que ce ne soit pas une fantaisie posthume, que ses successeurs lui ont bénévolement attribuée. Quoi qu'il en soit, bien que circonscrite à des questions purement sociales, industrielles ou politiques, cette collaboration de M. Augustin Thierry aux travaux d'un homme dont le haut mérite d'économiste et de penseur est incontestable, dura peu : tout ce que renferme, d'ordinaire, de nébuleux et de despotique la tête d'un sectaire quel qu'il soit, ne pouvait manquer de froisser plus d'une fois un esprit essentiellement doué de netteté, de précision et d'indépendance : le disciple se montra souvent rebelle, et d'ailleurs de plus en plus il se sentait attiré vers une sphère d'études plus positives : la séparation eut lieu en 1817, et M. Augustin Thierry s'attacha à la rédaction du *Censeur européen* de MM. Comte et Dunoyer, la plus grave et la plus élevée des publications libérales du temps.

La nouvelle école historique était encore dans le néant, Velly, Garnier, Millot, Anquetil, régnaient en souverains. La physionomie générale de notre histoire, surtout pour les huit premiers siècles, était étrangement défigurée ; dans cette aride et terne nomenclature de faits et gestes royaux, le Sicambre Chlodowig apparaissait en manchettes et en perruque à la Louis XIV, les leudes de Charlemagne ressemblaient à des habitués de l'*œil de bœuf*, Frédégonde portait des *fontanges* et Hermengarde des paniers. « On avait dans la tête, comme dit M. de Châteaubriand, le type d'une grave monarchie toujours la même, marchant carrément avec trois ordres et un parlement en robe longue. » Nos historiens ne sortaient pas de là. Non point que je veuille dire que tout fût à créer, et que l'école moderne ait tout créé, nos ancêtres étudiaient comme nous l'histoire, ils savaient comme nous et aussi bien que nous les dates et les faits, seulement ils cherchaient dans le passé autre chose que ce que nous y cherchons : élevés à l'ombre d'une puissante monarchie qui avait absorbé toute la vie sociale, ils avaient devant les yeux un colosse qui leur masquait la vue, et tout ce qui ne se rattachait pas directement ou indirectement à l'*idée fixe* d'unité royale, était par eux dédaigné ou mis en oubli. Nous avons vu nous tomber l'édifice, nous avons assisté au spectacle d'une vieille société en dissolution ; et de même que l'homme aux deux points opposés de sa carrière a deux enfances qui se ressemblent, celle qui suit la vie et celle qui précède la mort, de même la caducité de l'antique monarchie française nous a initiés plus profondément aux mystères et aux vicissitudes de ses premiers jours. En un mot, pour citer encore ici M. de Châteaubriand, « les historiens du XIXe siècle ont un « monde nouveau sous les yeux, et ce monde nouveau leur sert d'échelle rectifiée pour mesurer « l'ancien monde. »

Quoi qu'il en soit, nul écrivain encore n'avait ouvertement rompu en visière aux idées fausses, aux vues étroites des historiens du XVIIe et du XVIIIe siècle, quand M. Thierry, conduit accidentellement à chercher dans l'histoire du passé, des ressources pour alimenter la polémique quotidienne, descendit le premier dans l'arène, et jeune, fougueux, sans avoir la conscience de sa vocation et de sa destinée, il commença cette grande lutte de laquelle devait sortir plus tard un ensemble de doctrines nouvelles et de principes nouveaux. Les *Essais sur l'histoire de France*, de M. Guizot, l'*Histoire des Français*, de M. de Sismondi, l'*Histoire des ducs de Bourgogne*, de M. de Barante, ces trois beaux ouvrages qui devaient donner une si vive impulsion aux études et à la réforme historiques, ces trois ouvrages n'avaient point paru, quand déjà, de 1817 à 1820, les lecteurs du *Censeur européen*, et ensuite les lecteurs du *Courrier français*, voyaient un nom, jusque-là obscur, s'efforcer de transformer peu à

science qu'à ceux qui poussent l'enthousiasme du présent jusqu'au dédain absolu du passé.

[1] Diverses brochures curieuses furent le résultat de cette association, qui dura depuis 1814 jusqu'en 1817. La première parut en 1814 sous ce titre : *De la réorganisation de la société européenne, ou De la nécessité et des moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique, en conservant à chacun son indépendance nationale*, par M. le comte de Saint-Simon et M. Augustin Thierry, *son élève*. — Dans un ouvrage publié en 1817 par cahiers, sous le titre de l'*Industrie*, il y a un travail : de l'industrie littéraire et scientifique liguée avec l'industrie commerciale et manufacturière, par M. Augustin Thierry, *fils adoptif* de Henri de Saint-Simon.

peu la controverse politique en une controverse historique.

Dans son ardeur juvénile et dans son enthousiasme de plébéien, M. Aug. Thierry commença par dépasser la vérité, en poussant jusqu'au paradoxe. Il ne pouvait guères en être autrement. L'aristocratie attaquée et décimée par Louis XI, baillonnée et vaincue par Richelieu et Louis XIV, déshonorée sous Louis XV, décapitée par la Convention, et enfin menée en laisse par Napoléon, tentait de se relever avec la restauration; elle y fut peut-être parvenue jusqu'à un certain point si elle eût été mieux servie, et surtout moins compromise par la plupart de ceux qui se constituaient ses organes. A entendre ses publicistes, ont eût dit qu'elle voulait passer l'éponge sur quatre siècles de décadence progressive : elle ne se contentait pas d'attaquer les faits accomplis, elle les niait, et faible, perdue qu'elle était dans la grande unité sociale sortie de 89, au lieu de s'y poser franchement, et de chercher dans une rénovation d'elle-même un élément de force et de durée, elle ne tendait à rien moins qu'à faire rentrer le passé dans le néant et à confisquer l'histoire. En plein XIXe siècle il se trouvait des voix éloquentes pour emboucher le clairon féodal du comte de Boulainvilliers, et pour dire en face à la France nouvelle : « Race d'affranchis, race « d'esclaves arrachés de nos mains, peuple tribu« taire, peuple nouveau, licence vous fut octroyée « d'être libres, mais non pas à nous d'être nobles, « pour nous tout est de droit, pour vous tout est de grâce [1]. » Des prétentions de ce genre, appuyées tout entières sur le vieux droit de la conquête, et qui se détruisaient d'elles-mêmes, puisque le droit de la force disparaît avec la force, conduisirent naturellement sur le terrain de l'histoire, un plébéien fier de son origine et prêt à opposer orgueil contre orgueil. Lorsqu'un siècle plus tôt, le comte de Boulainvilliers avait voulu édifier un système historique, en déduisant des conséquences fausses de ce fait, dès longtemps éteint, de la distinction des vainqueurs et des vaincus de la Gaule, un homme de la bourgeoisie, l'abbé Dubos, s'était levé pour combattre une erreur par une erreur; en réponse à un livre qui abusait du fait de conquête, il avait écrit un très-savant livre [2] à l'effet de prouver qu'il n'y avait pas eu conquête, qu'il y avait eu alliance entre les deux races, et rien de plus; que seulement cinq siècles plus tard, au Xe, par suite du démembrement de la souveraineté et du changement des offices en seigneuries, une caste dominatrice s'était élevée par intrusion entre les rois et le peuple; et que c'était la féodalité seule et non l'invasion franke qui avait asservi la Gaule.

En reproduisant les doctrines aristocratiques de M. de Boulainvilliers, M. de Montlosier rencontra dès l'abord un antagoniste bien moins accommodant que l'abbé Dubos. Loin de nier le fait de conquête, M. Aug. Thierry l'accepta fièrement pour revendiquer le droit en faveur du peuple conquis; non content d'établir l'iniquité première du fait, et ses conséquences fatales, il s'en préoccupa au point de le voir traversant quatorze siècles, subsistant toujours et partout, et de le présenter comme la source non-seulement des maux passés, mais de toutes les difficultés présentes. Prenant au sérieux les assertions de M. de Montlosier, acceptant sa division imaginaire de la France de 1815, en Gaulois et en Franks, combattant la menace avec la menace et le paradoxe avec le paradoxe, à son tour il s'écria : « Nous croyons être une nation et nous « sommes deux nations sur la même terre, deux « nations ennemies dans leurs souvenirs, inconci« liables dans leurs projets....... Le génie de la « conquête s'est joué de la nature et du temps, il « plane encore sur cette terre malheureuse. C'est « par lui que les distinctions des castes ont suc« cédé à celles du sang, celles des ordres à celles des « castes, celles des titres à celles des ordres [3]. » Entraîné ainsi par les besoins de sa polémique à sortir du vrai, M. Thierry acceptait et livrait le combat dans le vide. Une fois engagé à chercher pour la France, la raison et la solution de toutes choses dans ce fait permanent de conquête, il entreprit de le suivre à la piste hors de France et de le combattre partout. Il commença par esquisser dans le *Censeur* un tableau des révolutions d'Angleterre, depuis l'invasion normande jusqu'à la mort de Charles Ier, et non content de transformer les *puritains* et les *cavaliers* en Saxons et en Normands, il poussa sa formule favorite de *conquête* et d'*asservissement* d'une race par l'autre jusqu'au delà du règne de Charles II.

[1] *De la monarchie française*, par M. de Montlosier, t. 2, *passim*.

[2] *Histoire critique de l'établissement de la monarchie française dans les Gaules*.

[3] *Censeur européen*, du 2 avril 1820.

Il a raconté lui-même, plus tard[1], ces exagérations et ces tâtonnements d'un jeune et grand esprit cherchant sa voie ; il a dit avec cette franchise qui est le propre d'un homme de sa trempe, comment il s'était aperçu bientôt qu'il abusait de ce principe fécond et vrai de la distinction des races, qu'il faussait l'histoire en imposant à des époques entièrement diverses des formules entièrement identiques. Mais il a dit aussi comment, à ces erreurs de journaliste égaré d'abord dans le passé comme par hasard, il avait dû le sentiment de sa véritable vocation, comment du jour où il eut effleuré le grand problème des invasions germaniques et du démembrement de l'empire romain, il fut attiré vers lui par une attraction irrésistible, comment dès son premier regard jeté sur l'histoire, il se dit : Je serai historien, et comment il sentit dès lors le besoin de régler et de mûrir par l'étude la passion qui surgissait en lui.

Après que le *Censeur européen* eut succombé sous les coups d'une censure d'un autre genre que la sienne, M. Augustin Thierry, déjà plus spécialement livré aux travaux d'érudition pure, inséra dans le *Courrier français*, de 1820 à 1821, une série de lettres où, traçant en quelque sorte le canevas d'un de ses ouvrages à venir, il exposa son plan de réforme dans la manière d'étudier et d'écrire l'histoire. Les exigences de la polémique du jour lui fermèrent bientôt cette tribune scientifique, à son grand regret d'abord, et aussi, ce me semble, au grand avantage de l'histoire, car si ce genre de travail sans continuité convenait comme il le dit à la fougue aventureuse de sa critique et au peu de maturité qu'avaient alors ses études, il était peut-être de nature à le détourner d'une investigation patiente et suivie et à arrêter la croissance de son beau talent. C'est à ce moment en effet que M. Aug. Thierry, jusque-là partagé entre l'histoire du passé et les préoccupations du présent, se séquestre du monde et des journaux, se plonge dans l'étude opiniâtre des faits, compulse, analyse, compare, épuise les livres et les textes; toujours sous l'influence du grand problème des invasions germaniques qui l'avait frappé dès l'origine, il s'assimile tous les documents propres à l'éclairer, à le pénétrer, à le résoudre, et, de progrès en progrès, ses idées successivement mûries et développées par cinq ans de travaux solitaires, aboutissent enfin à deux livres où la beauté de la forme le dispute au mérite du fond, et dont notre époque si encombrée de productions futiles et absurdes, peut au moins se faire honneur et gloire, car ils resteront dans les annales de la science. La première édition de l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands* parut au printemps de 1825, la première édition des *Lettres sur l'histoire de France*, vers la fin de 1827, la seconde parut l'année suivante entièrement refondue et remaniée.

Il faut lire[2] dans le tableau, si attachant, si dramatique où M. Thierry s'est peint lui-même dans toute la ferveur de ses travaux, alors qu'il composait le premier de ces ouvrages, il faut lire la description des journées de cet historien de 26 ans. Dans l'âge où fermentent et grondent toutes les passions, il faut le voir dominé, absorbé par l'insatiable passion de la science et se livrant à elle de toute l'ardeur qu'il refuse aux autres; lui donnant toutes ses pensées, toutes ses heures, toutes ses forces et, comme il l'a dit plus tard, *usant noblement sa vie*. Il faut le voir courant d'une bibliothèque à une autre bibliothèque, courbé du matin au soir sur ces milliers de manuscrits, de chroniques, de légendes échappés à la dent rongeuse du temps, étranger à tout ce qui se passe autour de lui, concentrant toute sa vie dans cette faculté singulière donnée à ses yeux, de dévorer d'un regard de longues pages in-folio, et de deviner, en quelque sorte par intuition, le passage, la ligne, le mot qui doit les arrêter : faculté précieuse, hélas ! sitôt perdue et payée si cher ! Il faut le voir, comme sainte Thérèse devant Dieu, ravi en extase devant ce spectacle sublime d'une nation d'hommes morts depuis sept cents ans, qui sortent de leurs tombes, et défilent devant lui en lui disant leurs maux, leurs joies, leurs efforts, leurs combats, leurs défaites, pendant que lui s'indigne, pleure ou espère avec les derniers d'entre eux. Et puis quand vient le soir, après les travaux du jour et avant les travaux de la nuit, comme il faut à toute passion un confident intime, il consacre ses courtes heures de loisir à errer le long des boulevards extérieurs avec son savant ami M. Fauriel, auquel il raconte, la larme à l'œil, toutes les misères de *ses* vaincus du XIVe siècle et toute la barbarie des vainqueurs.

On sait la sensation immense produite par cette œuvre conçue avec tant d'amour. L'auteur jouissait de son succès, quand il s'aperçut, mais trop tard, que ses yeux s'étaient perdus au travail et que ses

[1] *Dix ans d'Étud. hist.* préface.

[2] Préface de *Dix ans d'études historiques.*

forces l'abandonnaient. Après un voyage en Suisse, il parcourut la Provence en compagnie de M. Fauriel, et quand il revint à Paris, en 1826, sa santé s'était un peu raffermie, mais sa vue n'avait pas cessé de décliner. Presque aveugle, il se remit au travail; un jeune homme obscur encore et dont le nom devait briller plus tard d'un grand éclat, Armand Carrel, lui vint en aide comme secrétaire et comme ami, et lui rendit moins pénible la nécessité de lire par les yeux d'autrui : un instant il forma avec M. Mignet le projet de rédiger, en commun, une grande histoire nationale; après quelques essais qui firent juger la tentative impossible, ce projet n'eut pas de suite.

Il reprit alors sa polémique de 1820, ébauchée dans le *Courrier français*, et après la publication des *Lettres sur l'histoire de France*, au commencement de 1830, l'Institut l'appela dans son sein comme membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Dans l'intervalle, survinrent des souffrances aiguës et une maladie nerveuse de la nature la plus grave. Il fallut renoncer encore à ses études chéries et quitter Paris. Il passa les années 1831 à 1836 tantôt à Vesoul, auprès de son frère, préfet de la Haute-Saône, tantôt aux eaux de Luxeuil. C'est à Luxeuil, en 1831, qu'il connut et épousa la femme qui devait alléger ses souffrances, en l'aidant à traverser les mauvais jours d'une vie dévastée et d'une vieillesse anticipée. Dans les intervalles de repos que lui laissait la douleur, il reprenait avec une ardeur nouvelle sa tâche d'historien. D'abord il s'occupa de la révision définitive de son *Histoire de la conquête de l'Angleterre*, ensuite il fit le choix de tous les travaux de sa jeunesse, qu'il réunit en un volume publié en 1834, sous le titre de *Dix ans d'Études historiques*, et qu'il enrichit de cette belle préface dont j'ai déjà parlé. Toujours désireux d'achever son histoire des invasions germaniques, et épuisant tous les matériaux qui étaient à sa portée, il entreprit de peindre dans une série de lettres, publiée dans la *Revue des Deux Mondes*, le tableau exact et complet de la vie civile, politique et religieuse en France au VIe siècle.

Il commençait cet élégant, chaleureux et substantiel travail qui, réuni l'année dernière en deux volumes [1] sous le titre de *Récits des temps mérovingiens*, lui a valu le prix de *dix mille francs*, fondé par le baron Gobert et décerné par l'Académie française, lorsque M. Guizot le rappela à Paris vers la fin de 1835 pour lui confier la surveillance d'une grande entreprise qui honore à la fois l'historien qui l'a conçue et l'historien qui la dirige. Il ne s'agit de rien moins que d'extraire des archives de toutes les villes et communes de France, tous les matériaux qui tiennent, de près ou de loin, à l'histoire du tiers état, de manière à former un recueil qui rivalise avec les grandes collections bénédictines consacrées à la noblesse et au clergé, et de manière à fournir au génie futur tous les éléments d'une œuvre gigantesque déclarée jusqu'ici impossible, c'est-à-dire, d'une histoire générale et complète de la nation française. S'il est donné aux générations à venir de voir s'élever ce beau monument, sur sa base seront inscrits de droit les noms de MM. Guizot et Aug. Thierry.

Il faudrait des volumes pour énumérer tout ce que la science historique doit à ces deux hommes, et pour ne parler ici que de celui qui fait le sujet de cette notice, tout le monde sait combien il a puissamment contribué à détruire cette unité factice sous laquelle on rangeait les temps antérieurs au moyen âge; tableau mensonger que l'on decorait du nom de France, quand le moyen âge étalait aux yeux l'immense variété de ses institutions rivales. « C'est Thierry, a dit un illustre philosophe [2] « dont l'Allemagne déplore encore la mort prématurée; c'est Thierry qui a victorieusement démontré ce qu'il y avait de faux dans ces sytèmes « historiques qui voient la France entière dans les « peuplades frankes, qui passant sous silence l'élément importé du sud, oublient que jusqu'au « commencement du XIIIe siècle les bornes de l'empire frank ne dépassaient pas l'Isère, et que dans « la langue d'*oc* et de *no*, la langue d'*ouy* et de « *nenny* se comparait aux aboiements d'un chien; « c'est Thierry qui nous a appris enfin à nous « rendre compte de la véritable signification de ce « qu'on appelle les quatorze siècles de la monarchie française. »

C'est M. Aug. Thierry qui en s'efforçant de restituer de son mieux aux noms propres, sous les deux premières races, leur véritable orthographe est parvenu à fixer le moment de la métamorphose des Franks en Français; c'est M. Thierry qui a démoli de fond en comble l'axiome historique inscrit en tête de la charte de 1814, c'est-à-

[1] M. Aug. Thierry nous fait espérer une continuation de ce bel ouvrage.

[2] Édouard Gans. *Das Erbrecht in weltgeschichtlicher Entwickelung* : Du droit de succession et de son développement dans l'histoire du monde, t. IV, p. 242.

dire le *prétendu* affranchissement des communes par Louis le Gros. Quelques autres vues nouvelles, dues en partie à M. Thierry, ont été discutées et le sont encore, entre autres l'invasion du royaume des Franks de Neustrie par les Franks d'Austrasie, laquelle invasion aurait mis sur le pavois la dynastie karolingienne. M. de Chateaubriand nie cette invasion, il prétend encore que l'école moderne a trop généralisé le mouvement insurrectionnel des communes au XIe siècle. D'autres ont reproché à l'historien de *la Conquête de l'Angleterre* d'avoir fait encore trop de sacrifices à son idée favorite de l'antagonisme des races, notamment dans l'exposition de la fameuse et sanglante querelle de Henri II et de Thomas Becket, où la question s'agitait bien moins entre la race normande et la race saxonne qu'entre la royauté et l'Église qui représentait alors dans le monde le principe de liberté.

Ce n'est pas ici le lieu d'entrer dans une discussion qui exigerait de longs développements. Il est cependant une objection d'un ordre plus général que je voudrais soumettre à M. Aug. Thierry, et ce serait celle-ci : n'a-t-il pas, même dans les considérations dogmatiques placées en tête de son dernier ouvrage, où brillent d'ailleurs tant de science, tant d'impartialité, tant de raison; n'a-t-il pas encore conservé un peu trop de cette ardeur du premier âge qui le fit s'armer en guerre contre le peuple conquérant en faveur du peuple conquis, en un mot, avec ce faible des grands âmes, la prédilection du vaincu, ne serait-il pas à son tour un peu exclusif dans sa manière d'envisager les deux éléments principaux qui ont servi à la formation de la nationalité française, l'élément germanique et l'élément romain? Parce qu'on a souvent sacrifié le second au premier, n'est-il pas à redouter de tomber dans le défaut contraire et de pousser trop loin ce que M. Thierry appelle la réaction en faveur de l'élément romain? Les maux immédiats de l'invasion franke furent grands sans doute, pendant plusieurs siècles elle couvrit une partie de la Gaule de ruines et de ténèbres, elle arrêta si l'on veut la marche de la civilisation, qui dut se réfugier sous l'égide de l'esprit romain, éminemment conservateur, sinon doué de force progressive. Les historiens nos devanciers, qui faisaient tout d'abord disparaître la race conquise sous la race conquérante, et qui déifiaient la force brutale en lui sacrifiant la vérité, faisaient eux aussi du *fatalisme* à leur manière avant que le mot fût inventé. Mais en se plaçant à un autre point de la perspective, en suivant du regard, de siècle en siècle, le laborieux enfantement de la France actuelle, cet enfantement mêlé de nécessité et de liberté dont l'histoire doit rendre compte, on est tout d'abord frappé d'un grand fait, que le philosophe allemand cité plus haut formule ainsi : Gans se demande pourquoi, à la différence de toutes les autres nations de civilisation romaine, à la différence de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal, qui n'ont brillé qu'un instant au moyen âge, pour s'éteindre ensuite et disparaître du mouvement de l'histoire, pourquoi la France seule, sortie grande du moyen âge, n'a pas cessé de grandir, et se trouve encore aujourd'hui placée à la tête de la civilisation européenne. Gans attribue sans hésiter ce grand résultat à la lutte suivie de fusion des deux éléments germanique et romain, et à la grande énergie vitale importée par le premier, fusion unique, heureuse, qui fait la force de la personnalité française, et qui lui a donné une physionomie essentiellement distincte de celle des deux races germanique et romaine.

« La France, dit Gans, diffère de ses deux sœurs: « elle a sur la race latine l'avantage de pouvoir « combattre l'influence engourdissante du principe « romain, par l'influence contraire du principe « germanique si fortement empreint de vitalité « subjective. Ainsi richement dotée de la faculté « toujours nouvelle d'agir sur les masses par la « pensée, elle a pu s'ouvrir une route vers les trans- « formations politiques. La France se distingue « également des peuples du Nord en ce qu'elle a « pu régler les élans incertaires du génie germa- « nique par la fusion de l'*élément formel* romain « (*das formelle Moment*), essentiellement doué de « netteté et de précision. Le Français n'aime guère « à s'égarer au milieu des épais brouillards des rê- « veries allemandes; quand il se meut, son point de « départ est toujours une réalité; son but, il l'aper- « çoit devant lui, laissant à d'autres la tâche de « scruter les mystères du possible; à lui l'initiative « dans l'histoire du monde, parce qu'il ne se con- « tente pas de penser, d'attendre et de souffrir, « mais parce qu'il pense, et qu'après avoir pensé, « il agit [1]. »

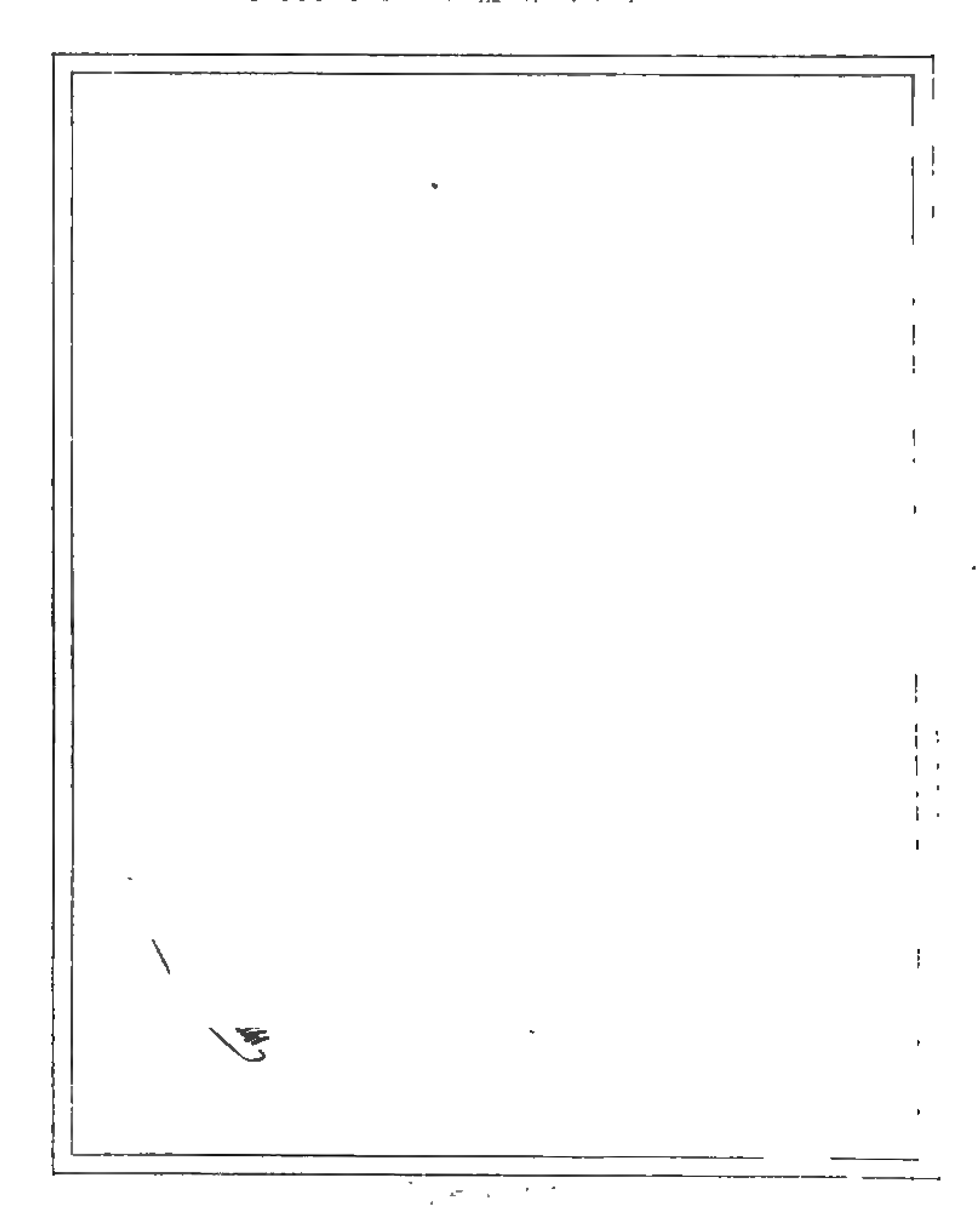
Si par hasard mon objection contre les tendances *ultra-romaines* de M. Thierry était mal fondée, peut-être n'apprendra-t-il pas sans plaisir, au cas où il n'aurait pas lu l'ouvrage de Gans, en quels

[1] Gans-Erbrecht, t. III, p. 54, et t. IV, p. 247.

termes le brillant disciple de Hegel parle de lui et de la France.

Quoi qu'il en soit, M. Aug. Thierry a laissé dans nos annales une trace glorieuse qui ne s'effacera plus; nul, entre tous les historiens anciens et modernes, n'a possédé à un plus haut degré que lui ce *sens humain* qui est l'âme de l'histoire. Je veux parler de cette sensibilité large, synthétique, sans cesser d'être vraie, qui fait qu'on s'attache à la destinée d'un peuple entier, comme à la destinée d'un seul homme, et qu'on suit pas à pas ce peuple à travers les siècles avec un intérêt aussi attentif, avec des émotions aussi vives que s'il s'agissait de suivre les pas d'un ami engagé dans une course périlleuse: nul, en un mot, n'a mieux réalisé que M. Thierry ce programme de l'idéal en histoire formulé par lui-même, « c'est-à-dire la narration complète « épuisant les textes, rassemblant les détails épars, « recueillant jusqu'aux moindres indices des faits « et des caractères, et de tout cela formant un « corps, auquel vient le souffle de vie par l'union « de la science et de l'art [1] » Et quand nos descendants liront tout ce que M. Aug. Thierry a produit de grand et de beau, tout ce qu'il produira encore; quand ils sauront en même temps tous les maux, toutes les douleurs qui l'ont assailli sans pouvoir le vaincre, ils se diront: La vie chez cet homme, en se retirant des autres organes, se réfugia tout entière dans la tête et dans le cœur; elle s'y condensa, elle y brûla d'une flamme ardente, et de ce double foyer, elle rayonna lumineuse et pure sur des œuvres qui unissent à la gravité de l'histoire le mouvement du drame, et la splendeur de l'épopée.

[1] *Récits des temps mérovingiens*, t. II, p. 357.



M. Rossini.

Une chose fort triste, qui est peut-être une vérité, c'est que le BEAU IDÉAL change tous les trente ans en musique.

VIE DE ROSSINI, par M. de Stendhal, t. 1, p. 12.

Le livre auquel j'emprunte l'idée qui me sert d'épigraphe est lui-même une preuve de la justesse de cette idée. Consacré tout entier à Rossini, bien qu'il ait deux volumes, cet ouvrage, qui date déjà de loin, fut publié en 1823 par un écrivain très-spirituel, un dilettante très-passionné, aujourd'hui consul dans je ne sais quelle ville d'Italie. Voici comment on débutait, dans ce temps-là, quand on écrivait sur Rossini; je copie l'exorde de M. de Stendhal : « Depuis la mort de Napoléon, il s'est « trouvé un autre homme duquel on parle tous les « jours à Moscou comme à Naples, à Londres comme « à Vienne, à Paris comme à Calcutta; la gloire de « cet homme ne connait d'autres bornes que celles « de la civilisation, et il n'a pas trente-deux ans! »

Aujourd'hui, Rossini touche à la cinquantaine. C'est un grand compositeur qui ne compose plus; et si je m'étais avisé de donner comme miennes les lignes que je viens de citer, il est probable que le lecteur se serait étonné un peu, et que ce parallèle avec Napoléon qui, en 1823, au plus fort des succès du maestro, n'était pas dénué de vraisemblance, aurait paru, en 1841, au moins fort exagéré. Est-ce à dire que le génie de Rossini ait baissé depuis 1823? Non, certainement, car son chef-d'œuvre, *Guillaume Tell*, date de 1829; mais c'est qu'à partir de ce chef-d'œuvre, Rossini a pris sa retraite; dès le lendemain de la première représentation de *Guillaume Tell*, le cygne de Pesaro s'était dit : « Ma renommée ne peut maintenant que décroître, je ne chanterai plus, » et il a tenu parole; vainement la France a rappelé à cet artiste ingrat, qu'au moment où sa gloire toujours méconnue dans le nord de l'Allemagne, commençait déjà à pâlir en Italie, elle l'avait accueilli dans son sein pour le raviver au contact de son admiration. Vainement, plus tard la voix de Duprez, digne interprète des pensées de Rossini, entourait son nom d'une auréole plus brillante que jamais, et arrachait au public des cris d'enthousiasme qui ont dû retentir au delà des Alpes; rien n'a pu éveiller le cygne endormi, rien n'a pu émouvoir ce génie blasé et alangui par un long repos.

Je me trompe, Rossini vient de fouiller dans ses papiers, il en a tiré un *Stabat* à grand orchestre, annoncé depuis deux ans, et composé depuis plus longtemps encore [1]; il nous l'envoie, et tandis que ses amis s'efforcent de faire autour de cette partition le plus grand bruit possible, le maestro, rentré dans son apathie, s'épuise à chercher une nouvelle manière de tuer le temps qui le tue; il promène ses ennuis de sa villa de Bologne à son palais de Milan; il sème, il plante, il bâtit, il entasse, il spécule, il escompte, plusieurs même prétendent (*horresco referens*) que l'auteur de *Guillaume Tell* s'est fait marchand de poisson en grand, pour se

[1] Il semble résulter du procès récemment soulevé entre deux éditeurs, dont chacun se prétend propriétaire de l'œuvre en question, que la composition de cet œuvre date de très-loin.

distraire. Vains efforts! derrière son livre de caisse *sedet atra cura*, au milieu du luxe princier qui l'environne, il regrette ce temps où, riche d'un superbe avenir qui n'est plus que du passé, le petit Gioacchino apportait, radieux, à son père quelques *paoli* gagnés en chantant dans les églises de la Romagne. Privé de ces joies de famille qui aident à descendre doucement le penchant des jours, et rongé par un scepticisme universel, on dit qu'il se meurt d'ennui, le grand maestro. Que je connais d'illustrations de ce siècle qui en sont là! et quel homme a, plus que Rossini, le droit de s'ennuyer? quel homme a mené vie plus joyeuse, plus folle, plus insoucieuse, plus tourbillonnante? quel homme a, plus que lui, jeté aux quatre vents du ciel les admirables facultés dont l'avait doué la nature? quel homme a pris, moins que lui, au sérieux, l'art et l'artiste? quel homme a moins recherché la gloire qui le cherchait toujours? quel homme s'est moins inquiété de la postérité que Rossini? Et après tout, qu'est-ce que la postérité pour un compositeur? où commence-t-elle? où finit-elle? jusqu'à quel point le beau *absolu*, en musique, est-il séparable de ce beau *relatif*, qui tient aux goûts particuliers de chaque génération et qui disparaît avec elle? quel compositeur peut se flatter de vivre, je ne dis pas chez les érudits, mais dans les masses cent ans de plus que tel chanteur, dont la voix a popularisé ses inspirations. Talma mort, on lit encore Racine, et il reste beau quoique dépouillé d'une partie de son prestige; le gondolier qui chante les vers du Tasse sait que ce sont les vers du Tasse; qui lit aujourd'hui *Tancrède*, ce délicieux opéra où la voix de madame Pasta électrisait tout Paris, il y a dix-huit ans? et combien de gens s'en vont fredonnant l'air fameux *Di tanti palpiti*, cette admirable cantilène qui s'est gâtée en courant les rues, sans se douter le moins du monde qu'elle sortit un jour fraîche et pure du cerveau de Rossini, en cinq minutes, le temps de faire cuire du riz [1]? Des quarante-huit ouvrages de Rossini, dont trente-sept opéras, combien en reste-t-il aujourd'hui à la scène, et combien en restera-t-il dans cinquante ans? et cependant nul homme n'a plus remué ses contemporains; nul homme n'a remporté de plus grands et de plus légitimes triomphes; mais le temps, qui dévore tant de gloires, est insatiable de gloires musicales : ici la fragilité est en proportion même de l'éclat; et pour ne parler que de l'Italie, cette terre si belle où l'art fleurit avec l'amour et l'oranger, où l'on comprend si bien cette chose si enivrante et si fugitive qui s'appelle le chant, voyez combien de devanciers de Rossini, dont les noms seuls restent aujourd'hui, et qui ont passé depuis un demi-siècle aux yeux de leurs contemporains pour avoir atteint les dernières limites du beau. Que sont devenus Porpora, Durante, Leo, Galuppi, Pergolesi, Vinci, Hasse, Jomelli, Legroscino, Guglielmi, Piccini, Sacchini, Sarti, Paisiello, Anfossi, Traetta, Zingarelli, Mayer, Mosca, Paër, Pavesi, Generali? et ce Cimarosa lui-même dont le chant était aussi doux que son nom, n'a-t-il pas subi l'inévitable loi du temps?

Et voilà pourquoi l'auteur de *Guillaume Tell* n'est peut-être point trop blâmable de faire un peu fi de sa gloire; il a largement escompté l'avenir, il vit aujourd'hui sur le passé. Finir à propos est d'un homme d'esprit, il vaut mieux quitter le public que d'être quitté par lui; et qui sait si le maestro retrouverait aujourd'hui la fraîcheur des mélodies de sa jeunesse et la vigueur des inspirations de son âge mur? ceci soit dit sans vouloir décider entre ceux qui prétendent que le *Stabat* tant prôné et exécuté jusqu'ici à huis clos constitue une nouvelle transformation dans le talent de l'auteur, *une troisième manière*, et ceux qui affirment, au contraire, qu'en marchant sur les brisées du fervent Palestrina, le Voltaire de la musique s'est fourvoyé. Que Rossini ait tort ou raison de s'endormir sur ses lauriers, ou de finir comme le diable quand il devient vieux, par de la musique religieuse, ceci n'est pas notre affaire; laissons ces questions graves à de plus savants que nous, et contentons-nous de remonter rapidement le cours de la plus brillante existence qui ait jamais été donnée à un artiste.

Il y avait à la fin du dernier siècle à Pesaro, jolie petite ville de l'État du pape, bâtie en amphithéâtre sur le golfe de Venise, un pauvre et honnête joueur de cor de troisième ordre nommé Joseph Rossini, marié à une jeune femme qui s'appelait Anna Guidarini et qui n'avait pour toute fortune

[1] A Venise on appelait cet air, *l'aria dei rizi*, l'*air du riz*. Rossini, obligé de subir les caprices d'une cantatrice qui ne voulait pas du grand air composé d'abord pour l'entrée de Tancrède, avait été obligé d'en improviser un autre quelques heures avant la représentation, au moment de dîner, pendant qu'on préparait le plat de riz à demi cuit par lequel on commence invariablement tous les repas en Lombardie.

qu'une voix médiocre et une jolie figure. Quand venait la saison des foires, le couple quittait Pesaro et parcourait les petites villes de la Romagne, le mari faisant sa partie dans les orchestres improvisés d'opéras forains également improvisés, et la femme chantant passablement sur la scène les rôles de *seconda donna;* à l'automne, mari et femme s'en retournaient bras dessus bras dessous à Pesaro, où ils subsistaient le reste de l'année du mince produit de leur industrie nomade. Quoique pauvres, ces deux braves gens vivaient heureux, et ne s'inquiétaient guère de l'avenir, lorsqu'il leur naquit, le 29 février 1792, un bel enfant, qu'ils appelèrent Joacchino Rossini, sans se douter du fracas que ce nom devait faire un jour dans le monde.

D'après M. de Stendhal [1], Joacchino n'aurait commencé à étudier la musique qu'à l'âge de douze ans; suivant M. Fétis [2], qui dit le tenir du maestro lui-même, il accompagnait dès sa dixième année son père et sa mère dans leurs excursions, et jouait tant bien que mal à côté de son père la deuxième partie de cor. A 12 ans, ses parents s'aperçurent qu'il avait une belle voix, ils le conduisirent à Bologne, et le présentèrent au professeur Angelo Tesei, qui le prit en amitié, lui enseigna le chant, le piano, et le mit à même en très-peu de temps de gagner quelque argent en chantant des solos de soprano dans les églises de Bologne. Au bout de deux ans son éducation musicale était déjà fort avancée, il lisait et chantait à première vue les morceaux les plus difficiles, et comme il était bien tourné et joli garçon, l'honnête Joseph Rossini commençait à espérer que son fils ferait un jour un ténor assez distingué; en attendant, il le fit attacher en qualité de directeur des choristes, à une troupe ambulante avec laquelle le jeune Joacchino se promena de Lugo à Ferrare, Forli, Sinigaglia et autres petites villes de la Romagne; pendant cette tournée, la mue de sa voix se déclara, il rentra à Bologne, fut admis au Lycée de cette ville le 20 mars 1807, et le père Stanislas Mattei, savant professeur de contrepoint, se chargea de l'initier aux mystères de la composition musicale; Rossini ne voulait de la science que tout juste ce qui lui en fallait pour être un grand génie; un an d'études s'était à peine écoulé, qu'il avait déjà planté là le père Mattei; le digne abbé, après avoir inculqué à son pétulant élève la notion du contrepoint simple, et, au moment de l'introduire dans le labyrinthe plus compliqué du *contrepoint double*, des *canons* et de la *fugue*, s'était avisé un beau matin de lui confesser qu'il en savait assez pour faire de la musique libre, mais que la musique religieuse exigeait beaucoup plus de connaissances. « Eh parbleu! maître, s'écria Rossini, qui ne pensait pas alors qu'il finirait un jour par un *Stabat*, ce sont justement des opéras que je veux faire; vous me permettrez donc d'en rester là. » Et quelques jours plus tard Rossini débutait, à 16 ans, par une symphonie à grand orchestre et une cantate intitulée *Il pianto d'armonia*, qui fut exécutée à Bologne le 11 août 1808, et le fit choisir comme directeur de l'académie des *Concordi*, réunion musicale formée au sein même du Lycée de Bologne.

De 16 à 18 ans, Rossini compensa ce qu'il y avait de superficiel dans ses études théoriques, par des études pratiques qui allaient mieux à sa nature, et qui consistaient à mettre en partition des quatuors et des symphonies de Haydn et de Mozart dont il dirigeait l'exécution à Bologne. A 18 ans il fit un voyage à Pesaro; la famille Perticari, une des plus distinguées du pays, s'intéressa à lui, et l'aida à faire recevoir au théâtre San Mosè à Venise un petit opéra en un acte intitulé, la *Cambiale di Matrimonio*. Cet ouvrage eut un succès passable, il fut bientôt suivi de *l'Equivoco stravagante*, opéra bouffe qui fut joué à Bologne à l'automne de 1811 et ne réussit pas; il se releva en 1812 en faisant jouer à Rome, avec succès, l'opéra de *Demetrio e Polibio*, qu'il aurait, suivant M. de Stendhal, composé en 1809, et qui serait par conséquent son premier ouvrage, retouché toutefois pour le théâtre *Valle* de Rome. Dans cette même année 1812, Rossini composa coup sur coup *l'Inganno felice*, joué au carnaval à Venise; *Ciro in Babilonia*, exécuté à Ferrare pour le carême; au printemps, *la Scala di seta*, opéra bouffe exécuté à Venise au théâtre San Mosè; à l'automne, *la Pietra del paragone*, jouée au théâtre de la Scala à Milan. Pour la même saison, à Venise, *l'Occasione fa il ladro*. Ces quatre derniers opéras bouffes, écrits au courant de la plume, étaient loin d'être parfaits, mais certaines parties remarquables fixèrent l'attention du public sur le jeune compo-

[1] Voir l'ouvrage déjà cité.

[2] *Biographie universelle des Musiciens*.—Le travail plus étendu et plus spirituel de M. de Stendhal, et le travail plus récent et plus grave de M. Fétis, pourvus chacun d'un mérite particulier, se contredisent sur quelques points. Dans mon ignorance je me servirai des deux, et je m'efforcerai autant que possible de les résumer ici, en les complétant et les rectifiant l'un par l'autre.

siteur, qui ne devait pas tarder à concentrer sur lui tous les regards.

C'est à un de ces premiers ouvrages, *la Scala di seta,* suivant M. de Stendhal, ou, suivant M. Fétis, à un opéra inconnu et mauvais, intitulé *Sigismondo,* que se rattache une anecdote assez connue, et qui donne déjà une idée du caractère original de Rossini. Je prends la version de M. Fétis comme plus récente et plus vraisemblable : Un *impresario* de Venise apporte à Rossini un livret exécrable à mettre en musique; la partition faite, et au moment d'être représentée, l'impresario s'excuse auprès du jeune maestro de lui avoir donné un livret si mauvais. « Tranquillisez-vous, réplique en riant Rossini, je m'en suis aperçu, et j'ai fait ma musique plus mauvaise encore. » L'entrepreneur s'imagine que c'est une plaisanterie et oublie le propos. Aux approches de la représentation, Rossini, qui s'était réellement attaché à faire de la musique exécrable, commence à craindre, non pour l'œuvre, mais pour sa réputation, et le voilà qui imagine comme moyen ingénieux, d'empêcher sa musique d'être entendue, d'ordonner aux violons de l'orchestre de s'interrompre à chaque mesure, pour frapper un coup d'archet sur le garde-vue en fer-blanc qui cachait la lumière de la bougie qui les éclairait. Ce singulier accompagnement commença par étonner le public, il siffla légèrement d'abord, puis voyant que le manége continuait, et qu'il était évidemment la dupe d'une mystification, il se leva furieux, brisa les banquettes, cassa les lustres, et faillit assommer Rossini qui se sauva en riant comme un fou de sa drolatique invention.

Après un nouvel opéra bouffe, *Il Figlio per azzardo,* joué à Venise au carnaval de 1813, Rossini, à peine âgé de 21 ans, se révéla tout à coup dans une œuvre admirable, qui fit une telle fureur en Italie, qu'en un instant, dans les salons, dans les rues, dans les églises, dans l'enceinte même des tribunaux, au nez des juges, le public italien, comme piqué de la tarentule, au lieu de danser, n'eut plus qu'une voix pour chanter partout et toujours, *Ti rivedrò, mi rivedrai,* ou bien : *Tu che accendi,* et les autres mélodies délicieuses de l'œuvre magique qui venait de le charmer. Tancrède, joué pour la première fois au théâtre *della Fenice* à Venise, eut un de ces succès prodigieux qui élèvent d'emblée un homme au sommet de la gloire : or, n'oubliez pas que Rossini avait 19 ans, qu'il était beau, ardent, impétueux, qu'il vivait dans un pays où toutes les passions sont défendues) hormis une [1] qui remplace toutes les autres), et jugez des succès, des bonheurs et des mille folies de l'auteur de Tancrède ! Les grandes dames se l'arrachaient, la Ma..., cantatrice bouffe, alors dans toute la fleur de la jeunesse, du talent et de la beauté, l'enleva aux grandes dames, et pour ne pas être en reste avec lui, elle lui sacrifia, dit-on, stoïquement le prince Lucien Bonaparte, jusqu'au moment où la plus jolie, et jusqu'alors la plus vertueuse femme de la Lombardie, l'enleva à son tour à la Ma..., jusqu'au moment... Je n'en finirais pas si je voulais parcourir cette longue filière de triomphes que traversa vainement le mariage, qui se poursuivirent jusqu'en ces derniers temps, et ne s'arrêtèrent qu'à l'original de Judith, dans le beau tableau de M. Horace Vernet. Bien plus, la conscription, l'impitoyable conscription baissa pavillon devant Rossini. Le prince Eugène, alors vice-roi, se fit scrupule d'exposer un aussi beau talent à un boulet russe ou prussien.

Le succès de Tancrède fit de Rossini le compositeur le plus aimé de l'Italie; toutes les villes se disputèrent sa présence; après avoir dans la même année 1813, composé pour la délicieuse voix de la Marcolini et fait jouer à Venise *l'Italiana in Algeri,* son chef-d'œuvre dans le genre bouffe, et donné l'année suivante à Milan, *l'Aureliano in Palmira* et *il Turco in Italia,* il alla revoir à Pesaro sa famille que la gloire ne lui fit jamais oublier. « Il n'a écrit, disait M. de Stendhal en 1823, il n'a écrit de sa vie qu'à une seule personne, c'est sa mère, et il adresse sans façon ses lettres : *All' onoratissima signora Rossini, madre del celebre maestro, in Bologna.* »

Le succès en Italie donne beaucoup de célébrité, mais peu d'argent; Rossini s'en tenait alors à la cé-

[1] Ceci me rappelle un mot excellent d'un député ultra-conservateur, et fort houspillé par les petits journaux; ce digne vieillard faisait un jour dans un salon un cours de politique *compressive* au suprême degré, quand une dame l'interrompit tout à coup en s'écriant : « Mais, monsieur, vous voulez donc étouffer toutes les nobles passions ! — Madame, je n'en admets qu'une, répondit gravement l'honorable. — Et laquelle ? fit la dame étonnée. — Madame, répliqua le septuagénaire en arrondissant son geste et en roucoulant de la voix, à faire éclater de rire un moribond, madame, c'est... l'amour! » M. F... était évidemment né pour être pape, ou prince de Monaco.

lébrité, le goût du reste ne lui est venu que plus tard après ses voyages en Angleterre et en France. M. de Stendhal nous le peint à cette belle époque de sa vie, s'en allant gaiement de ville en ville et sans souci du lendemain, heureux des quelques *sequins* arrachés à des *impresari* râpés et voleurs. Ce tableau de la jeunesse de Rossini nous fait souvenir que vingt ans plus tard Paris l'a vu millionnaire, et déjà ennuyé, se loger dans une misérable mansarde du théâtre Favart, pour n'avoir pas de loyer à payer, et recevoir dans ce taudis toutes les illustrations de l'Europe, en s'excusant sur la rigueur des temps et la nécessité de l'économie; ce qui prouve que l'appétit vient en mangeant. Le Rossini de 1814, celui de M. de Stendhal, est plus amusant, revenons à lui et citons le peintre : ce peintre à son tour avait une vingtaine d'années de moins quand il peignait Rossini, aujourd'hui que le voilà décoré de la double majesté de la cinquantaine et du consulat, il se pourrait bien faire qu'il trouvât son pinceau d'autrefois un peu leste.

« De 1810 à 1814, Rossini parcourut successivement toutes les villes de l'Italie, passant deux ou trois mois dans chacune. A son arrivée il était reçu, fêté, porté aux nues par les *dilettanti* de l'endroit ; les quinze ou vingt premiers jours se passaient à recevoir des dîners, et à hausser les épaules de la bêtise du libretto. Rossini, outre qu'il a dans l'esprit un feu étonnant, a été élevé par sa première maîtresse (la comtesse P.... de Pesaro) dans la lecture de l'Arioste, des comédies de Machiavel, des Fables de Gozzi, des poëmes de Burati, (JOLIE ÉDUCATION), et sent fort bien les sottises d'un libretto. « *Tu mi hai dato versi, ma non situazioni,* lui ai-je entendu dire plusieurs fois au poëte crotté qui se confond en excuses et deux heures après lui apporte un sonnet *umiliato alla gloria del più grand maestro d'Italia e del mondo.* Après quinze ou vingt jours de cette vie dissipée, Rossini commence à refuser les dîners et les soirées musicales, et il prétend s'occuper sérieusement à étudier la voix de ses acteurs. Il les fait chanter au piano, et on le voit obligé de mutiler les plus belles idées du monde, parce que le *tenore* ne peut pas atteindre à la note dont sa pensée avait besoin, ou parce que la *prima donna* chante toujours faux dans le passage de tel ton à tel autre. Quelquefois dans toute la troupe il n'y a que le *basso* qui puisse chanter.

« Enfin, vingt jours avant la première représentation, Rossini connaissant bien les voix de ses chanteurs se met à écrire. Il se lève tard, compose au milieu de la conversation de ses nouveaux amis, qui, quoi qu'il fasse, ne le quittent pas un instant de toute la journée. Il va dîner avec eux à l'*osteria* et souvent souper ; il rentre fort tard et ses amis le reconduisent jusqu'à sa porte en chantant à tue-tête de la musique qu'il improvise, quelquefois un *miserere,* au grand scandale des dévots du quartier. Il rentre enfin, et c'est à cette époque de la journée, vers les trois heures du matin, que lui sont venues ses idées les plus brillantes. Il les écrit à la hâte et sans piano sur de petits bouts de papier, et le lendemain il les arrange, les *instrumente,* pour parler son langage, en causant avec ses amis. Figurez-vous un esprit vif, ardent, que toutes choses frappent, qui tire parti de tout et ne s'embarrasse de rien. Ainsi dernièrement, composant son *Moïse,* quelqu'un lui dit : Vous faites chanter des Hébreux, les ferez-vous naziller comme à la synagogue ? Cette idée le frappe, et sur-le-champ il compose un chœur magnifique, qui commence en effet par certaines combinaisons de sons rappelant un peu la synagogue juive...

« Dans une journée très-froide de l'hiver de 1813, il se trouvait campé dans une mauvaise chambre d'auberge à Venise, et composait au lit pour ne pas faire de feu. Son duetto terminé (il faisait alors la partition de *il Figlio per azzardo*), la feuille de papier lui échappe des mains, et descend en louvoyant sur le plancher; Rossini la cherche en vain des yeux, la feuille était allée tomber sous le lit. Il étend le bras, et se penche pour tâcher de la saisir, enfin prenant du froid, il se renveloppe dans sa couverture et se dit : Je vais récrire ce duetto, rien de plus facile, je m'en souviendrai bien. Mais aucune idée ne lui revient ; il est plus d'un quart d'heure à s'impatienter ; enfin il s'écrie en riant : Je suis bien dupe ; je vais refaire le duetto : que les compositeurs riches aient du feu dans leurs chambres, moi, je ne me donne pas la peine de ramasser les duetti qui tombent, d'ailleurs c'est de mauvais augure. Comme il achevait le second duetto, arrive un de ses amis : Pourriez-vous m'avoir, lui dit-il, un duetto qui doit être sous mon lit? L'ami atteint le duetto avec sa canne et le donne à Rossini ; maintenant, dit Rossini, je vais vous chanter les deux duetti, dites-moi celui qui vous plaît le plus. L'ami du jeune compositeur donna la préférence au premier, et voilà Rossini qui sans perdre de temps, fait du second un terzetto pour le même opéra. La personne de qui je tiens l'histoire m'assure qu'il n'y avait pas le moindre trait de ressemblance entre les deux duetti.

« Une seule chose, à ma connaissance, peut paralyser ce génie brillant, toujours créateur, toujours en action, c'est la présence d'un pédant, qui vient lui parler gloire, théorie, et l'accabler de compliments savants. Alors il prend de l'humeur et se permet des plaisanteries souvent plus remarquables par leur énergie grotesque que par la mesure parfaite et l'atticisme. — Un de ses pédants, *Monsignore* (prélat romain) de son métier, l'avait relancé jusque dans sa petite chambre d'auberge et l'empêchait de se lever. *Ella mi vanta per mia gloria,* Monseigneur me vante pour ma gloire, lui dit brusquement Rossini ; savez-vous quel est mon véritable titre à l'immortalité ? C'est d'être le plus bel homme de mon siècle. Canova m'a dit qu'il compte me faire poser un jour pour une statue d'Achille. A ces mots il saute de son lit, et paraît aux yeux du Monsignore en costume d'Achille, ce qui est un grand manque

de respect en ce pays-là... Voyez-vous cette jambe, voyez-vous ce bras, etc., etc., etc. Je supprime la suite du discours; une fois lancé dans la mauvaise plaisanterie, Rossini ne s'arrête plus, et le Monsignore pédant en fut bientôt réduit à prendre la fuite... Rossini a le grand malheur de ne rien respecter que le génie, il ne ménage rien, il ne se refuse rien dans ses espiègleries. Un jour, on l'invite à chanter[1] à Rome, chez un cardinal; un *caudataire* s'approche pour le prier de ne chanter que le moins possible des chants d'amour; Rossini chante des polissonneries en *bolonais* que personne ne comprend; il rit, s'en va, et pense à autre chose. »

Tel était Rossini de vingt à trente ans, vif, espiègle, étourdi, spirituel, paresseux dans son activité, se moquant de lui et des autres, véritable Italien, chantant d'instinct et sans souci du mieux, comme l'oiseau sur la branche, et de plus assez mal élevé. Cette dernière qualité qu'on supporte très-bien au delà des monts, réussit moins en France; Rossini a eu beaucoup de peine à s'en défaire, s'il s'en est défait, et le peu de goût qu'il a pris pour nous, malgré le succès immense de ses opéras, tient peut-être au peu de succès de certaines plaisanteries *transalpines* jugées trop crues même pour un homme de génie.

Jusqu'en 1814, Rossini mena cette vie nomade, travaillant au jour le jour, souvent pour des théâtres de troisième ordre, pliant son talent à toutes les exigences des *impresari*, des chanteurs et du public, sifflé quelquefois sans miséricorde, et presque toujours applaudi à outrance, tenant le piano à l'orchestre (comme c'est l'usage en Italie) aux trois premières représentations, faisant les trois saluts de rigueur, après quoi recevant ses 70 sequins (800 francs), dont il envoyait presque toujours les deux tiers à sa mère et à son vieux père; assistant à un grand dîner d'adieu, offert par les dilettanti du lieu, et partant en voiturin avec un porte-manteau plus garni de papiers de musique que d'effets, pour aller recommencer le même métier à quarante milles de là dans une ville voisine.

Cependant Rossini n'avait point encore écrit pour Naples, et il n'est pas de gloire musicale en Italie qui n'ait besoin pour être consacrée de prendre possession du théâtre *San Carlo*. Le fameux *Barbaja*, ce garçon de café, mort récemment, qui à force de tailler au pharaon s'était fait une fortune de plusieurs millions et dirigeait concurremment

[1] Rossini possédait et possède peut-être encore un remarquable talent de chanteur.

les théâtres de Naples, de Milan et l'opéra *Italien* de Vienne, se mit en tête qu'il ferait une bonne affaire en exploitant Rossini. Il prit la poste, courut chercher le jeune maestro à Bologne, lui offrit 12,000 francs par an, et un intérêt dans les jeux qu'il tenait à ferme, à la condition de lui composer deux opéras nouveaux par an, et d'arranger la musique de tous les opéras anciens que lui Barbaja jugerait à propos de faire représenter. Rossini, ébloui et jusque-là peu habitué à de telles aubaines, accepta bien vite cet engagement qui plus tard fut étendu à plusieurs années, et dont la dernière partie lui imposa souvent une besogne de manœuvre, qui eût suffi pour tuer un talent moins souple et moins vivace que le sien.

Quand Rossini arriva à Naples, Mlle Colbrand dont la voix s'usa si vite était alors dans tout son éclat. « Jamais peut-être, dit M. de Sendhal, cette chanteuse célèbre ne fut si belle. C'était une beauté du genre le plus imposant, de grands traits qui à la scène sont superbes, une taille magnifique, un œil de feu à la circassienne, une forêt de cheveux d'un noir-jais, enfin l'instinct de la tragédie. Cette femme qui hors de la scène a toute la dignité d'une marchande de modes, dès qu'elle paraît le front chargé du diadème, frappe d'un respect involontaire, même les gens qui viennent de la quitter au foyer. »

Rossini débuta brillamment à Naples, à la fin de 1815, par l'opéra d'*Elisabetta regina d'Inghilterra*, où Mlle Colbrand fut admirable.

De 1815 à 1822 le maestro écrivit successivement pour Mlle Colbrand, *Otello* (1816), *Armida* (1817), *Mosè in Egitto* (1818), *Ricciardo e Zoraïde* (1818), *Ermione* (1819), dont le libretto est calqué sur l'Andromaque de Racine. *La Donna del Lago* (1819), *Maometto secondo* (1820), *Zelmira* (1822). Ces ouvrages n'eurent pas tous le même succès, quelques-uns même durent souffrir de la voix déjà incertaine de Mlle Colbrand; l'*Armida* n'en reste pas moins une partition remarquable, le *Mosè* une partition admirable, surtout depuis qu'il a été remanié pour la France, et *Otello* un chef-d'œuvre d'énergie et de grâce touchante. Qui n'a pleuré à la romance *du Saule* chantée par Mme Pasta ou Mme Malibran?

Assisa al piè d' un salice.

La fécondité incroyable de Rossini croissait avec sa renommée. Sans se refuser aucune distraction, aucun plaisir, en même temps qu'il composait ces huit opéras à Naples, il écrivait pour la même ville

un petit opéra bouffe intitulé *la Gazzetta*, ensuite il courait à Rome, où il faisait jouer pour le carnaval de 1816 un opéra *semi-seria*, intitulé *Torvaldo e Dorlisca*, qui n'eut qu'un demi-succès. Dans la même année, dans la même ville, l'*impresario* du théâtre *Argentina* lui apporte un livret, *le Barbier de Séville*, en lui demandant une partition; or, ce livret avait déjà été jadis mis en musique par Paisiello; Rossini accepte la tâche difficile de faire oublier le vieux maestro napolitain. Les Romains s'offensent de cette audace, et de propos délibéré sifflent outrageusement la première représentation ; le lendemain ils s'aperçoivent qu'ils ont sifflé un chef-d'œuvre de gaieté, d'entrain, de finesse et de verve comique, en un mot, une des plus belles productions de Rossini, ils se révoltent contre leur propre injustice, l'ouvrage sifflé est porté *aux étoiles* (alle stelle), et Rossini est porté en triomphe. Le *Barbier de Séville* se promène brillant à travers l'Italie, passe plus tard en France, et fait le tour du monde.

Ce succès flatta Rossini, il en récompensa les Romains en leur donnant en 1817 *la Cenerentola*. Ce charmant ouvrage, exécuté plus tard à Paris avec tant de talent et de succès, fut chanté à Rome par des artistes de second ordre et assez mal apprécié. Dans la même année 1817, Rossini écrivit pour le théâtre de la Scala à Milan, *la Gazza Ladra*, « composition, dit M. Fétis, où les plus grandes beautés « sont mêlées aux défauts les plus choquants, et « qui reçut à la fois l'éloge et le blâme des gens de « goût. » En 1818, Rossini écrivit encore *Adelaïde di Borgogna*, jouée à Rome; *il Califo di Bagdad*, envoyé à Lisbonne en 1819; l'opéra d'*Eduardo e Cristina*, exécuté à Venise en 1820; *Bianca e Faliero* à Milan en 1821; *Matilde di Sabran* à Rome; ces cinq partitions comptent parmi les plus médiocres de Rossini.

Ainsi en sept ans Rossini, indépendamment de plusieurs cantates de circonstance, produisit à lui tout seul de quoi défrayer douze compositeurs ordinaires. Les annales de la musique n'offrent pas d'exemple d'une aussi prodigieuse facilité. Toutefois ce don si rare qui a tant contribué à populariser Rossini, n'a pas été sans résultat fâcheux sur l'ensemble et l'avenir de ses œuvres. Outre que l'indolent maestro, tout en brodant des livrets à l'infini, ne s'est jamais fait faute de servir trois ou quatre fois au public le même plat, et souvent sans se donner même la peine de varier l'assaisonnement, il est certain qu'une grande partie des productions du célèbre compositeur, sans parler ici de la recherche souvent excessive de l'effet matériel à l'aide d'une orchestration exagérée, présentent dans la liaison, l'enchaînement, la conception et l'enfantement des idées musicales, quelque chose de heurté, de confus, de superficiel, d'inachevé qui sent la besogne faite *à bâtons rompus*. Cela passe inaperçu au premier coup d'œil, grâce à la verve intarissable qui domine le tout; mais au second coup d'œil, à la seconde représentation, quand vient le moment de l'analyse froide et réfléchie, ces défauts surgissent et impressionnent désagréablement. La perfection complète et absolue ne fut jamais le but de Rossini; si plus heureux que tous les musiciens de son temps il a atteint ce but dans *Guillaume Tell*, c'est certainement sans y songer.

L'engagement pris avec Barbaja finit en 1822. Le Mondor garçon de café avait largement usé de ses droits : outre les œuvres originales qu'il avait eues de Rossini, il l'avait forcé de transposer, rajuster, rhabiller, selon la voix des chanteurs, une quantité énorme de musique ancienne. Rossini trouva du temps, de la patience et de la gaieté pour venir à bout de ce travail fastidieux, sans compter qu'il se moqua du Barbaja et se vengea amplement de lui en se faisant aimer, à sa barbe, de Mlle Colbrand qu'il épousa dans la même année 1822. Cette célèbre cantatrice lui apporta une superbe dot.

Au commencement de 1823, Rossini quitta Naples pour aller à Venise faire jouer *Semiramide*. Le succès de ce bel ouvrage si aimé en France fut d'abord au-dessous de son mérite. A mesure que Rossini avançait en âge, s'il perdait un peu de la naïveté, de la fraîcheur, de la grâce négligée et facile de l'auteur de Tancrède, d'un autre côté il gagnait de plus en plus, en élévation de style, en profondeur d'idées et en sévérité d'allures, il se *germanisait* un peu, il arrivait à ce qu'un *Rossiniste* de 1813 appellerait de la pédanterie, et ce qu'un Rossiniste de la *seconde manière* appelle du *sublime*. Les Vénitiens, encore enivrés des suaves mélodies de Tancrède, goûtèrent médiocrement la facture large et l'orchestration un peu compliquée et bruyante de la *Semiramide;* le goût italien n'avait pas subi encore la transformation que lui ont imposée plus tard les imitateurs exagérés du *second* Rossini; on trouvait à Venise l'orchestre *insolent* s'il couvrait la voix, et on exigeait de l'accompagnement qu'il se tînt avec le chant dans les limites d'une conversation respectueuse (*Fanno col canto conversazione rispetosa*). Aujourd'hui on

aime les trombones et la grosse caisse à Venise presque autant qu'à Berlin. Quoi qu'il en soit, Rossini blessé de cette froideur qui lui parut à bon droit une injustice, prêta l'oreille aux offres brillantes que lui faisait l'Angleterre. Il quitta presque aussitôt l'Italie, traversa Paris, passa cinq mois à Londres, occupé de concerts et de leçons qui lui rapportèrent la bagatelle de 250 mille francs, et revint en octobre de la même année 1823 se fixer à Paris, où M. de Larochefoucauld, qui l'aimait passionnement, l'attendait pour lui offrir la direction du Théâtre-Italien, avec de très-beaux avantages, à la condition d'écrire pour la France une certaine quantité de partitions.

Dans les premiers temps de ses triomphes en Italie, Rossini n'avait d'abord eu parmi nous qu'un succès médiocre, grâce aux mauvaises dispositions que nourrissaient pour lui les diverses administrations du Théâtre-Italien, et par suite à la mauvaise exécution de ses œuvres. Plus tard la voix de Mlle Mainvielle-Fodor, dans le rôle de Rosine du *Barbier de Séville*, avait excité l'enthousiasme général; cette faveur s'était accrue de plus en plus par le succès de Mme Pasta dans *Tancrède*, et quand il arriva à Paris, Rossini jouissait déjà d'une popularité immense.

L'artiste fécond, mais paresseux comme toujours, n'étant plus stimulé par le besoin, et trouvant dans M. de Larochefoucauld un créancier beaucoup moins impitoyable que Barbaja, se fit longtemps tirer l'oreille pour nous donner du beau. Son premier ouvrage, *il Viaggio à Reims*, fut un petit opéra de circonstance, composé en 1826, pour le sacre de Charles X; l'année suivante, il reprit son *Maometto secondo*, qui fut arrangé, enrichi de l'admirable scène de la *bénédiction des drapeaux*, et représenté sous le titre du *Siége de Corinthe*. Il fit une refonte semblable et plus complète de son *Mosè*, joué avec un magnifique succès en 1827. Un an plus tard, en 1828, il écrivit pour nous *le Comte Ory*, partition gracieuse et légère, qu'il entremêla bien par-ci par-là de fragments déjà connus, mais qui, en général, est composée de musique nouvelle.

Cependant ces quelques gouttes d'harmonie ne faisaient qu'irriter la foif des *dilettanti* et du public, on gourmandait la nonchalance du maestro, on lui demandait à grands cris une production plus large, plus complète, plus digne de son beau génie. Rossini, harcelé, s'exécuta enfin au mois d'août 1829, et bien lui en prit, car s'il aime tant soit peu la gloire *outre-tombe*, de tous ses chants, le dernier est bien certainement celui qui retentira le plus loin dans la postérité. *Guillaume Tell* est considéré par bien des gens qui s'y connaissent, non-seulement comme le plus bel ouvrage de Rossini, mais comme le chef-d'œuvre de la musique contemporaine. « Le génie du grand artiste, dit « M. Fétis, y avait subi une dernière et complète « transformation. Devenu compositeur français « par l'intelligence fine et profonde de l'action dra« matique, par le sentiment des convenances, et « par une excellente déclamation dans le récitatif, « il avait conservé tout son feu, toute son élégance, « toute son abondance italienne de motifs heu« reux, et avait acquis plus de fini dans les détails, « plus d'habileté dans la facture, plus de ces qua« lités enfin dont l'ensemble compose ce qu'on ap« pelle *le style*. »

Malheureusement, le livret de ce bel opéra était peut-être le plus absurde de tous ceux de M. Scribe, ce qui n'est pas peu dire; le public français, qui ne sait point encore faire abstraction du sens littéraire d'un opéra pour s'occuper du sens musical, rendit celui-là responsable des niaiseries du livret, et ne témoigna pas d'abord tout l'enthousiasme qu'il devait à *Guillaume Tell*; Rossini s'en offensa à juste titre, et l'on dit qu'il faut attribuer peut-être à cette circonstance la fatale résolution que prit le maestro de ne plus écrire pour la scène française: mais s'il en était ainsi, la reprise avec Duprez, cette reprise dont le succès a été immense, merveilleux, inouï, aurait dû désarmer Rossini.

La révolution de juillet arriva sur ces entrefaites. Rossini avait dirigé deux ans le Théâtre-Italien; mais, taillé pour l'administration à peu près comme pour la papauté, il avait administré en conséquence, et le pauvre théâtre rendait le dernier soupir quand on le lui arracha des mains, en créant pour le dédommager, la fastueuse sinécure d'*intendant général de la musique du roi* et d'*inspecteur général du chant en France*, entraînant pour Rossini l'obligation de recevoir *vingt mille francs* par an, transformables en 6,000 francs de pension, si, disait l'acte, par des circonstances *imprévues*, ses fonctions venaient à cesser. Quand survint la circonstance *imprévue* du départ forcé de Charles X, les liquidateurs de la liste civile s'imaginèrent que l'opulent Rossini se résignerait facilement à voir assimiler son sort à celui de tant de pauvres diables que la privation de leurs emplois, auprès du roi détrôné, réduisait à la misère

Il n'en fut point ainsi, Rossini s'insurgea, se déclara frustré, volé, assassiné, se lamenta sur ses malheurs et la perte de ses revenus, apporta son contrat, que par un raffinement de prévoyance, il avait, sous prétexte d'honneur, fait signer de la main même de Charles X; l'acte se trouva par là assimilé aux obligations personnelles de l'ex-roi. Les liquidateurs résistèrent de leur mieux, la contestation dura près de six ans; Rossini tint bon, remua ciel et terre, se logea dans un grenier, s'appauvrit, dans l'intervalle, de deux ou trois excellentes spéculations faites sous les auspices de MM. Rotschild et Aguado, obtint enfin sa pension de 6,000 francs, partit en février 1837, et nous ne l'avons plus revu.

Voici maintenant quelques fragments de la lettre où M. Fétis raconte une visite faite à l'illustre compositeur, il y a quatre mois :

« Je fus péniblement affecté lorsqu'en entrant chez lui j'aperçus son corps amaigri, ses traits vieillis, et je ne sais quelle débilité dans ses mouvements. Une maladie des voies urinaires, dont l'origine remonte aux derniers temps du séjour de Rossini à Paris, est la cause principale de son dépérissement. La mort de son père a beaucoup augmenté le mal, en le plongeant dans une vive douleur; car c'est un des traits principaux du caractère de Rossini que sa piété filiale. Cet homme, dont l'égoïsme affecté et l'indifférence apparente pour toutes choses sont devenus proverbes à Paris, cet homme fut toujours un fils dévoué. Au premier bruit de la maladie de son père, il accourut de Milan à Bologne. Lorsque le vieillard cessa de vivre, son fils ne voulut plus rentrer dans le palais où il l'avait perdu, et ce palais, embelli à grands frais, fut vendu. La suite de ce malheur fut pour Rossini une longue et douloureuse maladie qui mit ses jours en péril, il y a quinze mois, et dont les résultats se font encore apercevoir...

Je ne sais si l'inconstance du goût public en ce qui concerne la musique dramatique, inconstance qu'il n'avait pas prévue, ou que l'habitude d'une domination universelle lui avait fait oublier; je ne sais, dis-je, si cette inconstance a transformé en aversion l'indifférence qu'il avait toujours affichée pour l'art et pour les succès qu'il lui devait; mais il est certain qu'il évite avec soin l'occasion d'entendre de la musique, d'y prendre part, d'en parler même. Il me fit remarquer le piano qui est dans son salon, lorsque j'arrivai à sa campagne près de Bologne, et me dit : *Vous devez être étonné de voir ici cet instrument? — Pourquoi donc?* lui dis-je. — Sans répondre à ma question, il ajouta : *Cet instrument n'est point ici pour moi : on ne s'en sert que quand je n'y suis pas, et jamais je ne l'entends.* Le lendemain, je lui demandai s'il ne se sentait jamais le besoin de composer, non pour le théâtre, dont l'éloignent sa position et sa santé, mais au moins pour l'église, où je pense qu'il pourrait faire des choses nouvelles. Il me répondit avec une sorte d'amertume, bien qu'en souriant : *Pour l'église? Est-ce que je suis un musicien savant, moi? Dieu merci, je ne m'occupe plus de musique! — Je me persuade cependant que cela vous reviendra. — Comment voulez-vous que cela me revienne? Cela ne m'est jamais venu!*

Il échappe encore de temps en temps à Rossini des boutades qui donneraient une fausse idée de son caractère si elles avaient d'autres témoins que ses amis. Par exemple, il vous dit sérieusement que sa chienne est le seul être qu'il aime au monde; mais ses amis, et l'attachement qu'ils lui portent, donnent un éclatant démenti à ses paroles. C'est un travers de son esprit, si distingué d'ailleurs, qui le porte à dissimuler ses impressions, et à cacher ce que son cœur renferme de sentiments honorables. Frappé du ridicule que se donnent la plupart des artistes par la naïveté de leur amour-propre, il a voulu s'y soustraire en ne parlant jamais de lui et paraissant dédaigner sa gloire. Il ne s'est pas aperçu que ce dédain est un contre-sens chez celui qui a consacré la plus belle partie de sa vie à l'art, et que la foi dans cet art et dans son noble but, principe de l'amour-propre, rend l'artiste bien plus respectable qu'elle ne peut le rendre ridicule, lorsque l'admiration de soi-même n'est pas poussée jusqu'à l'excès, et qu'elle se renferme dans les bornes d'un juste sentiment de ce qu'on vaut.

De même Rossini, persuadé que tout attachement est jusqu'à un certain point une faiblesse qui impose un joug, a presque toujours caché ses penchants d'amitié ou de bienveillance, et a cru se rendre plus indépendant en traitant ces sentiments avec le ton de légèreté et de plaisanterie qu'il mettait à toute chose. Mais en cela encore l'erreur est dans son esprit et non dans son cœur. Pour moi, j'ai la conviction actuelle qu'il serait peut-être plus sensible qu'un autre à un attachement réel, à un dévouement sincère d'amitié.

Je l'ai déjà dit ailleurs : ce grand artiste est atteint du mal le plus grave qui puisse affecter une haute intelligence, car il manque de foi dans la réalité de toute chose. La crainte d'être pris pour dupe le préoccupe incessamment. Sa philosophie n'est pas seulement celle du doute, c'est celle de la négation : philosophie d'autant plus déplorable qu'il ne lui donne pas même une forme sérieuse, et que la faisant moqueuse et badine, il la soustrait aux attaques du raisonnement. Toutefois je crois qu'il est plus près qu'il ne pense du moment où son esprit s'affranchira du joug fatal de cette désastreuse philosophie. En dépit de lui-même, il devient sérieux, et sa bonté se fait jour. Vienne le moment où il osera se montrer tel qu'il est en réalité, et ce ne sera pas un médiocre sujet d'étonnement pour le monde qu'un homme illustre se soit donné tant de peine pour s'amoindrir. »

Sir Robert Peel.

Parmi les phénomènes de nos mœurs aristocratiques, on peut compter l'existence d'un homme fait par sa naissance et par sa position pour être le chef du parti populaire, et qui devient le défenseur du parti oligarchique. Sorti du peuple il s'identifie avec les patriciens..... Uni à une cause qui exige de la passion dans ceux qui l'embrassent, il est regardé avec méfiance par ses alliés, parce qu'il défend leur cause avec modération.

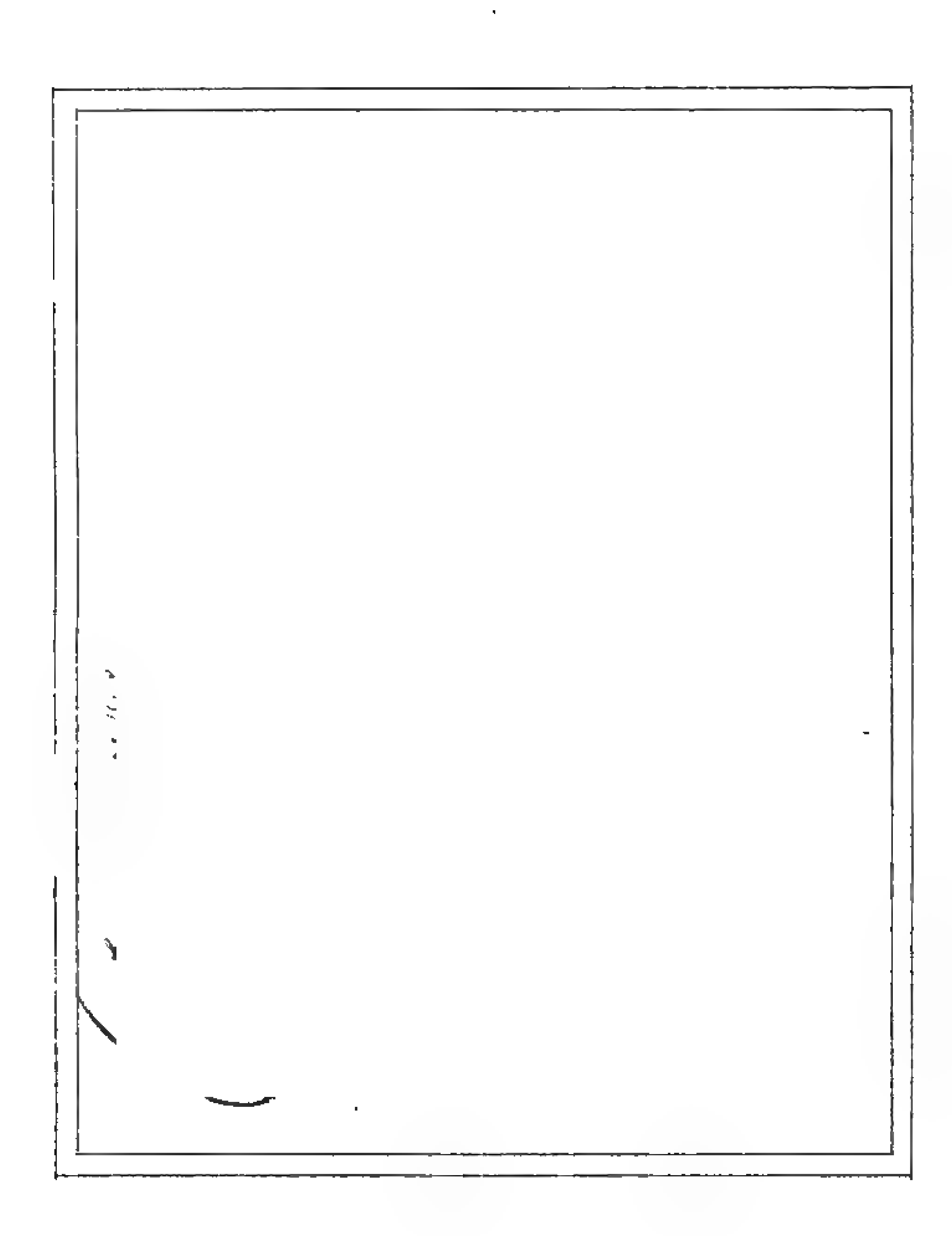
L'Angleterre et les Anglais, par EDW. BULWER, t. II, p. 274.

Sir Robert Peel est, sans contestation, un des hommes d'État les plus consommés que l'Angleterre ait possédés, un des plus dignes de conduire les affaires d'un grand pays.

DUVERGIER DE HAURANNE. — Revue des Deux Mondes, août 1841.

Au commencement de l'année 1810, un orateur de vingt-deux ans débutait avec quelque éclat à la chambre des communes : la session s'ouvrait sous des auspices peu favorables pour l'Angleterre, qui semblait s'épuiser enfin dans sa longue lutte avec Napoléon. L'astre impérial, qui devait pâlir et s'éteindre si vite, était alors à son apogée; la grande victoire de Wagram venait d'anéantir l'espoir d'une coalition nouvelle; Masséna et Soult tenaient Wellington en échec dans la Péninsule; le désastre de l'expédition dirigée sur l'Escaut par lord Castlereagh avait plongé dans le deuil toute l'Angleterre, et ajouté 20 millions de livres sterling à la dette publique; les sables de Walcheren avaient vu la fleur de la population britannique décimée par la contagion et inutilement sacrifiée à l'impéritie de lord Chatham; l'Irlande s'agitait dans sa misère; une guerre avec l'Amérique paraissait imminente; la faible tête de George III s'en allait; le papier-monnaie tombait de jour en jour dans un plus grand discrédit, et le spectre hideux de la banqueroute se dressait dans le lointain.

En présence d'une telle situation, le parti whig, dès longtemps déchu du pouvoir, redoublait d'efforts pour le reconquérir. Le parti tory, avec cette ténacité qui le distingue, se roidissait contre l'adversité; mais le ministère était faible et désuni : Canning, ne pouvant obtenir du roi la destitution de Castlereagh, était sorti du cabinet après avoir échangé un coup de pistolet avec son fougueux collègue. La discussion de l'adresse s'ouvrit orageuse; tous les orateurs de l'opposition se succédaient à la tribune pour accabler le ministère en lui reprochant avec violence la fatale expédition de Walcheren; Canning, par ostentation de générosité, tout en se présentant comme étranger à la mesure, la défendait faiblement; les torys, qui commençaient déjà à se défier un peu de lui à cause de ses opinions libérales sur l'Irlande, virent avec joie se lever du banc ministériel un jeune homme obscur encore, qui, sans s'opposer précisément à une enquête sur l'expédition de Walcheren, présenta avec bonheur la défense de l'adresse, et ne contribua pas peu à lui rallier la majorité. L'aristocratie anglaise a cela de bon que, si elle est fière et même insolente, elle n'eut jamais cet esprit mesquinement jaloux, hargneux et exclusif des autres aristocraties : de quelque endroit qu'il sorte, tout allié qui



lui arrive, pourvu qu'il ait force et talent, est toujours bien reçu et adopté par elle. Du premier coup d'œil elle vit le parti qu'elle pourrait tirer du champion roturier qui rompait en sa faveur sa première lance; elle lui tendit les bras, et deux ans plus tard, à vingt-quatre ans, Robert Peel était déjà appelé au poste de secrétaire d'État pour l'Irlande. A dater de ce moment sa position politique n'a pas cessé de grandir en même temps que son talent, et aujourd'hui, dans l'opiniâtre combat que se livrent, de l'autre côté de la Manche, les idées anciennes et les idées nouvelles, le torysme entier, passablement fractionné et indiscipliné avant ou après la victoire, quand vient le danger se serre autour de Robert Peel et obéit à sa voix.

Cet illustre homme d'État est le fils aîné d'un riche manufacturier du Lancashire; il est né en 1788, à Tamworth, si je ne me trompe, dans le Staffordshire, où son père avait établi le siége de ses affaires. Ce dernier, sorti d'une famille pauvre et obscure, sut mettre à profit les découvertes de l'industrie moderne dans l'art de filer le coton; il construisit à Tamworth d'immenses filatures où il occupait jusqu'à quinze mille ouvriers, et il est mort en 1830, laissant une fortune évaluée à plus de 60 millions de francs. Loin de renier son origine, sir Robert Peel, qui sait le profond respect qu'inspire la richesse dans un pays où la pauvreté est plus qu'un malheur et presque un crime, sir Robert Peel s'en vante dans toutes les occasions avec une sorte d'ostentation qui a aussi son mauvais goût. Le digne filateur de Tamworth fit lui-même dans la carrière parlementaire des essais qui lui réussirent moins bien que ses entreprises industrielles; son petit bourg l'envoya à la chambre des communes, où, à défaut de talents supérieurs, il manifesta une grande ardeur patriotique contre la France et un grand zèle ministériel dont Pitt le récompensa en lui conférant, en 1800, le titre de baronnet. C'était, du reste, un parfait honnête homme, qui est mort entouré de l'estime universelle.

Le jeune Peel, destiné dès l'enfance à la vie politique, reçut une éducation soignée. Il fit ses études au collége de Harrow, avec le pétulant Byron, dont il fut l'ami, le protégé, le martyr quelquefois, et qui parle de lui, dans ses mémoires, comme d'un enfant studieux et doux, assez peu merveilleux dans la science du *boxing*, mais qui donnait d'ailleurs les plus belles espérances.

Au sortir du collége, Robert Peel fut envoyé à l'université d'Oxford, l'arche sainte où se conserve intact le dépôt précieux des traditions d'une tolérance religieuse et politique; où tout est vieux, bâtiments, professeurs et doctrines, et où nul élève n'est admis à recevoir la manne de l'enseignement spirituel et temporel s'il n'a au préalable fait profession de foi protestante en signant les trente-neuf articles. L'enseignement d'Oxford, plutôt théologique que mondain, est insuffisant pour former un homme d'État. Robert Peel sut de bonne heure agrandir de lui-même le cercle des études scolastiques, de manière à devenir ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire un des hommes de l'Europe les plus riches en connaissances variées et approfondies. Ses goûts sérieux et la modération de son caractère le préservèrent de ces écarts de la jeunesse auxquels l'exposait son immense fortune, et par lesquels plusieurs de ses contemporains, devenus célèbres comme lui, ont marqué leurs premiers pas dans le monde. La vie privée de Robert Peel fut toujours grave, pure, irréprochable, et la chronique scandaleuse n'eut jamais prise sur lui. Habitué par son père à la pensée qu'il était appelé à fournir une large carrière, il n'eut, pour ainsi dire, pas de jeunesse, ou plutôt sa jeunesse ne fut qu'une longue préparation aux travaux et aux combats qui ont illustré son âge mur. A vingt et un ans il se présenta dans l'arène parlementaire, armé de pied en cap, avec une raison froide et réfléchie, une mémoire prodigieuse, une grande somme de notions acquises, et des opinions toutes faites, recueillies comme un héritage de famille, corroborées par les relations aristocratiques de son père et l'influence des rigides *tutors* d'Oxford, qui contribuèrent sans doute à développer en lui cet esprit de conservation, ce respect religieux pour les vieilles institutions du pays, dont il ne s'est jamais départi. Si plus tard les circonstances, l'élévation de son intelligence et la pratique des hommes et des choses l'ont amené à faire de notables concessions aux besoins de son temps, il est certain qu'il n'a presque jamais accepté une innovation quelconque autrement que comme un mal nécessaire.

Lorsqu'en 1812, après la dissolution du ministère Perceval, Robert Peel entra pour la première fois aux affaires, sous lord Liverpool, la question d'Irlande était restée stationnaire, malgré les efforts successifs de Pitt, de Fox et de Canning; l'Irlande n'était admise à l'égalité que sur les champs de bataille, où elle versait son sang pour la cause de l'Angleterre; hors de là ce n'était plus aux yeux

du parti dominant, qu'une race d'ilotes taillables et corvéables à merci. Le jeune secrétaire d'État, appelé à mettre la main à cette plaie toujours saignante, s'occupa beaucoup plus d'arrêter son développement que de la guérir. Plus tory sur ce point que Pitt lui-même, il se prononça d'abord contre toute espèce de concession, et son administration, qui dura jusqu'en 1818, ne fut guère signalée que par des mesures de rigueur. Plusieurs bills de répression plus sévères les uns que les autres, des envois de troupes et de canons, et la création d'un corps spécial de gendarmes, que les paysans irlandais nomment encore aujourd'hui du sobriquet de *Peelers*, tels furent à peu près les seuls souvenirs que Robert Peel laissa à l'Irlande de son premier passage aux affaires.

Lorsque, par des motifs personnels plutôt que politiques, sir Robert Peel abandonna son poste en 1818, l'université d'Oxford, qui partage avec celle de Cambridge le privilége d'envoyer chacune deux députés au parlement, voulut donner à son ancien disciple un témoignage de sympathie pour ses efforts contre les papistes d'Irlande; elle lui accorda spontanément la faveur très-recherchée de la représenter, et l'attacha ainsi par un lien plus étroit aux intérêts de l'aristocratie et de l'Église.

L'année suivante, membre et rapporteur d'un comité institué pour remédier à l'état financier du royaume, Robert Peel prit une part active aux graves discussions qui s'élevèrent à ce sujet, et attacha son nom à un bill important. Le *bill Peel* eut pour but de restreindre l'émission du papier-monnaie, d'amener pour l'Angleterre le retour graduel des espèces métalliques, en révoquant l'acte qui, depuis 1797, autorisait la Banque à ne plus faire de payements en or.

Dans les troubles intérieurs qui signalèrent l'année 1819, sir Robert Peel appuya vivement tous les bills répressifs présentés par le ministère. Un an plus tard, après la mort de George III, lorsque la femme de George IV, arrivant subitement d'Italie pour revendiquer son titre de reine et sa place à la cérémonie du couronnement, donna lieu à ce fameux procès qui passionna toute l'Angleterre et divisa tous les esprits, même dans les rangs les plus élevés, sir Robert Peel se mit à l'écart, et, malgré les sollicitations ministérielles, refusa d'intervenir personnellement dans cette scandaleuse affaire.

L'orage passé, en 1822, il consentit à remplacer lord Sidmouth au ministère de l'intérieur, et devint ainsi le principal orateur du cabinet. En cette qualité il eut bientôt à soutenir une lutte directe contre Canning. Ce dernier, toujours mû par des idées de tolérance religieuse, avait proposé d'accorder aux pairs catholiques romains le droit de siéger et de voter au parlement; sir Robert Peel combattit cette motion comme contraire à la sécurité de l'Église dominante. Malgré ses efforts, la proposition de Canning fut accueillie par la chambre des communes à une majorité de cinq voix, mais elle fut repoussée par la chambre haute. Trois mois après, un événement imprévu, le suicide de Castlereagh, amenait la dislocation du ministère, et, malgré les répugnances personnelles du roi pour un partisan déclaré de la reine, Canning succédait à Castlereagh au poste de ministre des affaires étrangères. Sir Robert Peel garda son portefeuille. « On put alors, dit M. Duvergier de Hauranne, remarquer en lui deux tendances bien distinctes. Pout tout ce qui touche au système politique, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, sir Robert Peel se montra fidèle aux vieilles traditions tories et ennemi décidé de toute réforme. Pour tout ce qui touche à l'administration et à la législation criminelle, il fit preuve d'un esprit large, éclairé, souvent même hardi. Ainsi, on le vit, d'un côté, soutenir vivement l'*alien bill* (loi sur les étrangers), combattre l'émancipation catholique, louer la Sainte-Alliance; de l'autre, adoucir la pénalité, réformer le jury, limiter la juridiction des juges de paix. Grâce à ce double caractère, sir Robert Peel eut le double avantage de conserver la faveur des vieux torys et de gagner jusqu'à un certain point celle des réformateurs. »

Le nouveau ministère, tory au fond, mais renfermant dans son sein toutes les nuances du parti, et divisé sur les questions les plus importantes, vécut cinq ans, grâce à l'ascendant personnel du président, lord Liverpool. Il avait été convenu que sur la question du jour, celle d'Irlande, le cabinet resterait neutre, et cependant plus d'une fois l'opposition força Canning et Peel à venir tour à tour à la tribune pour parler à ce sujet en sens contraire. A la mort de lord Liverpool, en 1822, le roi ayant appelé Canning à la présidence du conseil, sir Robert Peel et quatre de ses collègues envoyèrent leur démission; Canning les remplaça par des whigs modérés, et se trouva bientôt en face de presque tout le parti tory et d'une fraction du parti whig. Sir Robert Peel hésita quelque temps à se mettre en hostilité directe avec son ancien collègue; mais

son opposition, d'abord pleine de mesure et circonscrite à un seul point, l'émancipation irlandaise, s'étendit peu à peu, devint plus offensive, et enfin, poussé dans ses derniers retranchements par Canning, qui l'accusait de manquer de franchise, il se fit décidément le chef de l'opposition tory. Après la mort de Canning et l'avortement du ministère Goderich, sir Robert Peel rentra aux affaires avec lord Wellington, en 1828. Le nouveau ministère débuta par un échec. Lord John Russell proposa l'abolition du *test and corporations acts*, deux vieilles lois tombées en désuétude, qui frappaient d'incapacité, pour certains emplois, les membres des sectes dissidentes. Sir Robert Peel combattit avec force la motion de l'orateur whig, qui passa cependant à une majorité de quarante-quatre voix. Les torys purs s'étonnèrent quelque peu de voir leurs deux chefs rester aux affaires malgré cet échec. Mais ce fut bien un autre étonnement quand on vit les deux champions les plus intrépides de la suprématie protestante, ces deux hommes qui, un an auparavant, déclaraient encore que toute concession à l'Irlande était dangereuse au salut de l'État, ces deux hommes venir eux-mêmes proposer cette fameuse loi d'*émancipation* qui appelait l'Irlande à l'égalité civile et politique. Quand sir Robert Peel, après avoir au préalable renvoyé à l'université d'Oxford le mandat qu'il en avait reçu, vint à la Chambre des communes expliquer, avec force précautions oratoires, comment il avait cru devoir céder à l'attitude toujours plus menaçante de l'Irlande, sa déclaration fut accueillie dans tous les rangs de l'aristocratie et du clergé, et même du peuple, par une explosion de clameurs et d'injures. Les deux idoles des torys devinrent tout à coup des objets d'horreur, des *monstres*, des *traîtres*, des *Judas*, des *renégats*, des *papistes*. J'ai dit ailleurs comment lord Wellington fit tête à l'orage avec le flegme silencieux d'un vieux soldat. Sir Robert Peel, moins indifférent que lui à des sympathies dans lesquelles il puisait une partie de sa force, et qui avait hésité longtemps avant d'affronter la tempête, fit des prodiges d'éloquence pour justifier cette honorable palinodie, ce grand acte de justice politique, par l'argument de la nécessité. Les torys ne répondirent que par un redoublement d'invectives. Dans sa famille même Peel trouva des voix accusatrices; les bonnets carrés d'Oxford renièrent leur disciple chéri, et le remplacèrent par un tory forcené, sir Robert Inglis. Quelques torys plus furieux encore, entre autres le marquis de Blandfort, se firent radicaux de désespoir. Les Irlandais eux-mêmes, peu reconnaissants d'un acte de justice obtenu par la force, proclamèrent, par la voix d'O'Connell, « que sir Robert Peel, traître à son parti, ne pouvait être fidèle aucun. » Devant cette réprobation universelle, l'illustre tory, loin de céder, se dressa de toute sa hauteur; pendant plus d'un an il lutta avec un courage merveilleux contre une coalition formidable, recrutée sur les bancs opposés du Parlement. Il était près de succomber, quand la révolution de Juillet vint tout à coup donner aux esprits une impulsion plus vive et élargir le terrain du combat.

Le cri de réforme, transmis par le peuple aux whigs, retentit bientôt d'un bout de l'Angleterre à l'autre; les deux ministres torys répondirent à ce cri par une démission. Les whigs arrivèrent enfin au pouvoir, et sir Robert Peel, rentré dans l'opposition, vit bientôt cette aristocratie et ce clergé qui l'avaient tant maudit, accourir à lui en le suppliant de les défendre contre le flot grondant de la démocratie.

Généreux par caractère et par ambition, oublieux du passé, et plus fort que jamais, Peel reprit son poste de commandement, et alors commença, au sujet du bill de réforme, cette longue et mémorable lutte des Communes contre les Lords, qui dura dix-huit mois; lutte acharnée où Robert Peel combattit pour une mauvaise cause avec un magnifique talent, un courage et une constance infatigables; cependant il fallut céder au nombre, à la force et au droit. Les bourgs pourris furent emportés d'assaut, les vieilles fictions électorales disparurent, le principe de la représentation vraie et loyale prévalut; le *reform bill* devint loi de l'État; le Parlement fut dissous; de nouvelles élections eurent lieu, en vertu de la nouvelle loi, le 29 janvier 1833; et, à sa rentrée dans le Parlement réformé, le chef du parti tory s'aperçut avec douleur, mais sans effroi, que les deux tiers de son armée étaient restés sur le champ de bataille.

Le parti tory était réduit à cent quatre-vingts membres. Sir Robert Peel ne se découragea pas; ferme et modéré tout à la fois, il accepta sans hésiter les faits accomplis, et ne songea plus qu'à les faire servir au triomphe de ses opinions. « C'est alors, dit M. Duvergier de Hauranne, qu'on le vit, profitant de la réaction qui suit naturellement tout grand effort politique, tendre d'un côté la main à ceux que les progrès des idées réformistes commençaient à effrayer, contenir de l'autre les restes

frémissants du vieux parti tory, et poser ainsi les bases du grand parti qui, sous un nom nouveau, le reconnaît à juste titre pour son chef. Ce n'est pas ici le lieu de raconter les crises intérieures qu'eut à subir le ministère whig. Sir Robert Peel sut, avec une grande sagacité, mettre à profit les fautes, les alliances forcées de ses adversaires et les exigences de leurs alliés. Grâce à lui, le parti tory, calmé, contenu, discipliné et devenu le parti *conservateur,* commençait à se relever un peu de sa défaite lorsque, vers la fin de 1834, un caprice du roi Guillaume vint tout à coup déranger les patientes combinaisons de Peel, en le forçant de former avant le temps un ministère tory impossible, et de prolonger ainsi pour quelques années encore la vie du ministère whig.

Sir Robert Peel était allé passer l'hiver à Rome lorsqu'il reçut, en novembre 1834, un message du roi qui venait de renvoyer brusquement le ministère Melbourne, et qui l'invitait à se rendre sur-le-champ à Londres, pour composer et présider un nouveau ministère avec le concours de lord Wellington. Sir Robert Peel partit, arriva à Londres le 9 décembre, forma péniblement une administration nouvelle dont plusieurs de ses amis refusèrent de faire partie, n'ayant pas confiance en sa durée. Le Parlement fut dissous; le résultat des élections nouvelles parut d'abord douteux, mais la victoire ne tarda pas à se prononcer. Battu une première fois sur la question de la présidence de la Chambre, battu une seconde fois sur la question de l'Adresse, battu une troisième fois sur la question de l'*appropriation,* c'est-à-dire sur la proposition faite par les whigs d'*approprier* l'excédant des revenus de l'Église anglicane en Irlande aux besoins de l'instruction publique dans ce pays; battu partout et toujours, malgré de remarquables efforts d'éloquence, sir Robert Peel se décida enfin à se retirer; le cabinet tory fut dissous quatre mois après sa formation, et lord Melbourne revint aux affaires un peu plus fort de la tentative avortée des torys.

De 1835 à 1839, le ministère Melbourne, repoussé par la Chambre des lords, vécut sur une majorité minime et mobile à la Chambre des communes, majorité due tantôt aux radicaux, tantôt aux voix irlandaises dont dispose O'Connell. Sir Robert Peel ne lui laissa pas une minute de repos; dirigeant toujours son plan d'attaque sur le côté faible de son ennemi, il le combattit surtout dans ses alliés. Aux classes moyennes il annonça que le ministère se laissait déborder par les radicaux, et mettait en péril leurs plus chers intérêts; à l'Angleterre entière, au sein de laquelle vit toujours, même chez des hommes très-éclairés, une haine et un mépris invétérés pour l'Irlande, il signala lord Melbourne comme le protégé, le très-humble serviteur d'O'Connell, et chaque concession, même la plus juste, faite à l'Irlande, comme un acheminement à la suprématie du papisme. Cette manœuvre habile réussit au mieux : chaque élection partielle produisit une voix de plus pour le parti conservateur et une voix de moins pour le parti whig; si bien qu'un jour, au commencement de 1839, lors de la présentation du bill de la Jamaïque, l'appui des radicaux venant à manquer à lord Melbourne, il reçut un échec qu'il jugea assez significatif pour donner sa démission; et sir Robert Peel, appelé à former un nouveau cabinet, était sur le point de recommencer avec plus de chances de succès l'entreprise avortée en 1835, lorsqu'un incident bizarre vint tout à coup le forcer d'ajourner encore son triomphe.

La jeune reine Victoria, soit parce que lord Melbourne est plus aimable que sir Robert Peel, soit parce que lord Palmerston est mieux cravaté que lord Wellington, soit pour toute autre cause, la jeune reine Victoria, on le sait, n'aime pas les torys. Sir Robert Peel, jugeant peut-être que cette répugnance disparaîtrait avec un certain entourage auquel il l'attribuait, se permit, en vrai ministre constitutionnel, d'exiger avant toute chose de la reine le renvoi de deux dames de la cour, dont les figures ne lui revenaient sans doute pas. La reine, disposée à subir les torys, mais non point à leur sacrifier les dames de sa cour, la reine refusa net. Dès le lendemain sir Robert Peel remettait ses pouvoirs, lord Melbourne reprenait les siens, et, au milieu d'une polémique de journaux assez burlesque, et digne du sujet, la lutte recommençait plus vive que jamais entre les deux grands partis qui se divisent l'Angleterre. On sait comment elle a fini; on sait comment, durant près de deux ans, le ministère whig a traîné une vie languissante, signalée par une longue suite d'échecs; comment le coup de tête de lord Palmerston en Orient n'a servi qu'à l'affaiblir davantage en lui aliénant les radicaux; comment, après avoir épuisé tous les moyens d'existence et recouru au moyen extrême, la dissolution de la Chambre, il a été obligé de se retirer devant la plus imposante majorité qui se soit vue depuis le bill de réforme; comment enfin sir Ro-

bert Peel, à force de persévérance et de talent, en combinant habilement l'énergie avec la modération, a su en huit ans relever, reconstituer son parti, qui semblait à jamais écrasé, et reconquérir le pouvoir, appuyé par les sympathies évidentes du pays, par la Chambre des lords, et par trois cent soixante-huit voix de la Chambre des communes.

Maintenant comment gouvernera-t-il ces voix discordantes? Comment refrénera-t-il ces vieux torys entêtés qui n'ont rien appris et rien oublié? Comment supportera-t-il la protection compromettante, les exigences et les colères des sir Robert Inglis, des Pringle, des Plumptree, etc., etc.? Comment le *sanguinaire* Peel, pour me servir des expressions de l'*hyperbolique* O'Connell, s'arrangera-t-il avec l'Irlande? Comment se tirera-t-il des embarras financiers et des trois délicats problèmes d'économie politique que lui ont légués ses prédécesseurs? Tout ceci combiné avec l'opposition whig, l'opposition radicale, l'antipathie avouée de la reine, etc., sans compter les questions extérieures, tout ceci forme une situation assez embarrassante pour rendre difficile un jugement sur l'avenir. Tout ce que l'on peut dire, c'est que, si l'illustre chef du ministère actuel déploie dans l'exercice du pouvoir l'habileté qu'il a déployée pour le conquérir, il triomphera sans doute de tous les obstacles, et alors le nom de sir Robert Peél n'aura rien à envier aux plus grands noms de l'Angleterre.

Reste maintenant, pour compléter cette notice, à tracer une esquisse de l'homme et de l'orateur. N'ayant jamais vu l'un, n'ayant jamais entendu l'autre, je serais dans les conditions les plus propres à faciliter l'exécution d'un beau portrait de fantaisie, riche d'antithèses et de traits, et qui plairait singulièrement au lecteur; mais j'aime mieux ne pas profiter de mes avantages, et me contenter tout simplement de reproduire ici différents portraits tout faits, qui ressemblent assez peu les uns aux autres pour offrir l'intérêt de la variété.

« Sir Robert Peel, dit un écrivain anonyme[1], est grand et bien fait; il a le teint clair et les cheveux légèrement rouges; toute sa figure est jeune pour son âge; il y a dans ses traits une expression marquée de talent et de finesse; cependant on lui trouve dans l'œil, dans le front, et dans ses lèvres comprimées, quelque chose qui trahit une disposition défiante et ne tend pas à inspirer la confiance au premier aspect. Ses manières sont polies, mais un peu factices et dépourvues de cette grâce indéfinissable que donne une éducation aristocratique; il reçoit l'hommage et les applaudissements de son parti avec un air de cordialité forcée, et les avances de ceux qui cherchent à l'approcher de plus près avec une réserve glaciale. Ses ennemis l'appellent avare, sans autre cause apparente que l'ordre avec lequel il sait dépenser une fortune de prince.... Il aime le luxe et même la magnificence dans quelques objets, particulièrement dans sa splendide galerie de tableaux, dont il est justement fier. Il est personnellement actif, énergique; il aime les plaisirs de la campagne, les exercices violents, et conserve une constitution robuste au milieu des fatigues peu communes. Il entend la vie domestique à l'anglaise; la plus grande partie du temps qu'il dérobe à ses fonctions publiques, il la passe au sein de sa famille ou de l'étude, car il est, ce qui arrive rarement aux hommes qui ont éprouvé pendant longtemps l'excitation de la vie publique, animé d'une affection sincère pour les occupations littéraires.... Voyez-le se lever à la Chambre des communes; il ne parle pas encore, et déjà vous sentez l'homme qui attire à lui d'une irrésistible force tout l'intérêt de cette puissante assemblée; sa voix est singulièrement imposante, parfaitement claire, plus sonore et plus distincte qu'aucune autre que j'aie jamais entendue, de sorte que pas une parole n'est perdue; son intonation est admirable.... Un de ses gestes favoris, quand il est excité, est de frapper à coups de poing nombreux et pesants sur une boîte de papiers qui est devant lui, sur la table du président, et les sons qu'il tire de ce tambour de bois, mêlés aux puissantes intonations de sa voix, produisent quelquefois un bruit vraiment effrayant. »

[1] REVUE DES DEUX-MONDES, de mai 1837.

Voici maintenant sir Robert Peel peint par un de ses collègues, le député et écrivain radical Bulwer.

« Les avantages physiques sont d'une haute importance dans la formation d'un grand orateur. Sir Robert Peel les possède; il a un organe singulièrement timbré, une taille élevée, majestueuse, un débit naturellement heureux, lequel, bien qu'il ne soit pas entièrement exempt de quelque chose de désagréable, est imposant et persuasif. J'ai parlé d'une combinaison d'effets de théâtre; sir Robert Peel sait les employer avec adresse. Par un mouvement de la main, par un salut en travers de la table, par une expression de la bouche, par un air de franchise, il sait donner de la force, de l'énergie, de l'esprit ou de la noblesse à des riens. L'éloquence est un art : il est un artiste achevé; c'est en outre un homme très-remarquable pour les qualités plus élevées de l'esprit; il joint à beaucoup de connaissances d'agrément une immense instruction pratique; il réussit également dans un discours sur les principes les plus larges; il est à la fois homme de lettres et homme d'affaires... A son talent d'orateur il joint certaines qualités rares comme directeur de parti. Il a, à la vérité, peu de hardiesse, mais un tact étonnant; il ne met jamais son parti dans l'embarras par des phrases lâchées avec imprudence, et il est exempt de l'indiscrétion commune aux orateurs.

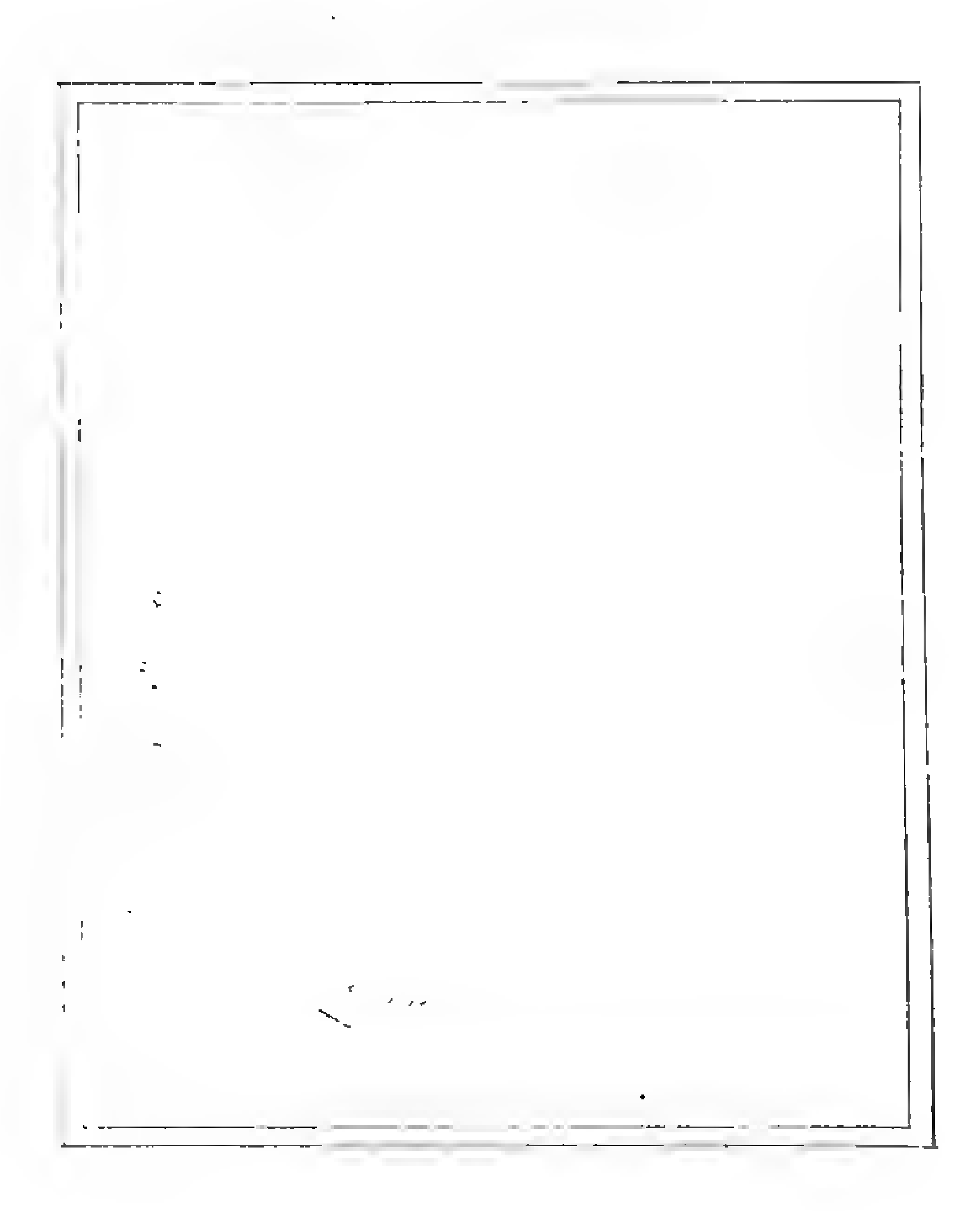
L'exactitude est encore un trait caractéristique de son esprit; je ne me rappelle pas lui avoir jamais entendu citer à faux un fait, chose qui arrive sans cesse à tous les autres orateurs que je connais. C'est probablement cette qualité de son esprit qui le rend si propre aux affaires. »

« Sir Robert Peel, dit M. Duvergier de Hauranne, n'est point un orateur de premier ordre, et ses discours ont en général peu de chances de passer à la postérité comme des modèles d'éloquence classique; mais il a une manière de parler simple, claire, droite, méthodique, qui, sans viser à l'effet, y arrive souvent. A l'entendre on sent qu'on a devant soi, non un littérateur ou un avocat, mais un homme politique, pour qui un discours est une action, et qui préfère l'utilité à l'éclat. »

Voici enfin, pour terminer, un petit tableau de genre comme sait en faire M. de Chateaubriand :

« Sir Robert Peel nous offrit à sa table l'hospitalité diplomatique; la personne du ministre de l'intérieur était agréable, l'harmonie de sa voix faisait oublier l'habitude originale d'un de ses gestes. Lady Peel, née, ce nous semble, sous le ciel de l'Inde, était d'une délicatesse que nous n'avons vue à aucune femme : on eût dit qu'elle était transparente; tout à coup cette Niobé d'albâtre se teignait du pâle incarnat d'une rose de Bengale; elle avait des enfants, véritables angelets. M. Peel puisait dans sa richesse quelque chose de doux et de modéré; cet esprit de tempérance le suivait à la tribune [1]. »

[1] Chateaubriand.—Congrès de Vérone, t. 1, p. 308.



M. Silvio Pellico.

Egli ha sposato una causa santa, e non le è stato adultero anche in mezzo a' più lunghi, a' più atroci martiri.
PIERO MARONCELLI.

Ce confesseur du Christ et de la patrie se nomme Silvio Pellico.
ANTOINE DE LATOUR.

Le 22 février 1822, toute la ville de Venise était en rumeur dès le matin; les gondoles glissaient rapidement sur les canaux, et le peuple se précipitait en foule vers la *Piazzetta*, petite place qui touche au palais du Doge. Cette place fut bientôt remplie, et la multitude reflua dans les rues aboutissantes, tandis que les toits et les fenêtres de toutes les maisons voisines se garnissaient de nombreux spectateurs, hommes et femmes, dont les regards avides se concentraient avec anxiété sur un échafaud dressé au milieu de la place. Cet échafaud était vide; comme la foule, il attendait. Du pied de l'échafaud au portique du palais étaient rangées deux files de grenadiers autrichiens formant la haie : plus loin, sur divers points, on voyait briller des faisceaux de baïonnettes; des groupes de cavaliers hongrois circulaient péniblement à travers les masses, et aux angles de la place stationnaient des pièces d'artillerie chargées à mitraille, avec les mèches allumées.

Contenue par ce terrible appareil militaire, la foule se pressait compacte, muette et sombre; de temps en temps s'élevait du sein de cette immense multitude un long et sourd murmure, pareil à celui d'une mer orageuse. A mesure que les heures s'écoulaient, l'agitation devenait croissante; les trépignements de l'attente se mêlaient aux piétinements des chevaux; des mots confus s'échangeaient à voix basse... Enfin, vers midi, un mouvement d'ondulation parti de la cour du palais se propagea rapidement à travers la multitude; toutes les têtes se dressèrent; un sentiment de curiosité et de sympathie se peignit sur toutes les figures... Deux hommes, les fers aux mains, entourés de sbires, venaient d'apparaître au haut de l'*Escalier des Géants*, et descendaient ces degrés de marbre qui virent jadis rouler la tête blanchie de Marino Faliero. Arrivés sous le portique, ces deux hommes débouchèrent sur la *Piazzetta*, passèrent entre les deux files de soldats, en se dirigeant vers l'échafaud dont ils montèrent lentement les marches. A peine leurs têtes eurent-elles dépassé de quelques pieds celles de la foule, qu'une grande exclamation se fit entendre, presque aussitôt suivie d'un silence général. Enfin ils arrivèrent sur le pilori, où ils se posèrent debout dans une noble attitude, promenant sur la multitude un regard tranquille et assuré. Tous deux portaient avec une dignité égale le poids de cette glorieuse ignominie, et le sourire triste et doux qu'ils échangeaient comme pour s'encourager disait toute la force de leur mutuelle affection. L'un, plus grand, plus robuste, et un peu plus jeune que l'autre, avait une de ces belles physionomies italiennes si expressives, où brillent en

traits de feu l'intelligence et la vie; il paraissait beaucoup moins occupé de lui-même que de son compagnon d'infortune, dont l'aspect et le nom déjà célèbre semblaient produire sur la foule une vive impression. « Jamais, a écrit plus tard un prisonnier du Spielberg[1], jamais figure plus douce, plus mélancolique, ne s'était offerte à mes regards; jamais visage n'avait mieux répondu à cette image de candeur et d'angélique bonté que je m'étais formée de celui dont les lettres révélaient à chaque ligne les adorables qualités. » Ce front si pâle et si pur dans ses nobles proportions, ces yeux si pleins de tendresse et d'inspiration, cette bouche au doux et fin sourire, avaient quelque chose de si calme, de si résigné, de si touchant, que la terreur des baïonnettes et des canons autrichiens put seule empêcher le peuple de Venise de faire éclater sa sympathie pour ce noble et illustre enfant de l'Italie; sympathie augmentée encore par la profonde pitié qu'inspiraient la maigreur de ses joues et la pâleur de son teint, preuves, hélas! trop certaines des ravages qu'avaient exercés sur son corps, déjà si faible, les rigueurs d'une longue détention préventive.

Quelques minutes s'étaient ainsi écoulées dans cette douloureuse contemplation, lorsque l'attention générale fut soudainement attirée vers la terrasse du palais, sur laquelle venait de paraître un greffier, tenant à la main un rouleau de papier qu'il déploya lentement. C'était la sentence des deux martyrs de l'indépendance italienne... Il se fit un profond silence, et, d'une voix sonore, le greffier lut ce qui suit :

Per sentenza della commissione imperiale confirmata dal supremo tribunale di Verona, e sanzionata da Sua Maestà, Piero Maroncelli e Silvio Pellico accusati e convinti di alto tradimento, sono condannati a morte.

A ces mots : ***condamnés à mort***, une rumeur immense, un murmure universel d'horreur et de pitié révéla les sensations de la foule; le greffier s'arrêta un instant et reprit :

Ma per somma clemenza di Sua Maestà, la pena capitale eglino è stata commutata in quella del carcere duro, nella fortezza di Spielberg, Maroncelli per vent' anni, e Pellico per quindici.

Un nouveau murmure accueillit ce triste témoignage de la clémence impériale. Les gardes firent descendre les deux condamnés, qui reprirent le chemin par lequel ils étaient venus; la foule les suivit des yeux, et, quand les portes de la prison se refermèrent sur eux, elle s'écoula morne, silencieuse; et le soir, au fond des vieux palais de Venise, bien des voix de femme s'élevèrent vers la Madone pour la prier d'éveiller enfin l'Italie, cette ***belle indolente qui s'endort la tête sur les Alpes et les pieds vers l'Etna.***

> Svegliar la neghitosa
> Che il capo in Alpi posa
> E stende all' Etna il piè.

Quelques jours plus tard, une gondole ramait vers Fusine, emmenant les deux prisonniers. L'auteur de ***Francesca da Rimini***, l'émule de Manzoni, le poëte aimé de la Lombardie, conduit, la chaîne au pied, à travers les populations émues, passait les Alpes, et saluait d'un dernier et triste regard la patrie italienne, pour aller ensevelir dans les cachots du Spielberg un génie déjà en fleur, une vie déjà glorieuse.

On sait quelles amples compensations la Providence réservait au poëte martyr; on sait comment d'une gloire italienne dix ans de tortures ont fait une gloire européenne; comment le simple récit des journées d'un prisonnier a obtenu dans le monde entier un succès que n'eurent jamais les drames les plus émouvants; comment enfin l'auteur de ***le Mie Prigioni*** a fait oublier l'auteur de ***Francesca da Rimini*** et s'est placé au niveau des plus grands noms de l'histoire contemporaine.

Il a déjà été écrit plusieurs notices biographiques sur Silvio Pellico; la première et la plus remarquable est celle que M. Antoine de Latour a placée en tête de sa belle traduction du livre des ***Prisons***, traduction dont le succès n'a pas peu contribué à populariser l'original. C'est une bonne fortune pour nous et pour l'œuvre de Silvio qu'il se soit trouvé en France une plume élégante, facile et sobre en même temps, pour faire passer dans notre langue la prose limpide, harmonieuse et simple du livre des ***Prisons***. Poëte lui-même, poëte par le cœur, et poëte chrétien comme Silvio, l'auteur de ***la Vie intime*** était merveilleusement propre à sentir et à rendre toutes les beautés d'une œuvre où s'allient, dans des proportions admirables, la raison d'un philosophe, la tendresse d'un poëte, et la sublime candeur d'un évangéliste.

La notice de M. Antoine de Latour a toutes les

[1] Andryane. — ***Mémoires d'un Prisonnier d'État au Spielberg.***

qualités de sa traduction, et si la nature de ce livre ne m'imposait l'obligation d'y faire figurer toutes les illustrations de notre âge, je me serais abstenu d'un travail qui ne pourra évidemment être qu'une imitation dont les défauts seuls m'appartiendront en propre. Une autre notice a été publiée en italien sur Silvio, par Maroncelli, son compagnon d'infortune, et placée en tête du supplément qu'il a cru devoir ajouter au livre de son ami. Cette notice est calquée en grande partie sur celle de M. de Latour, dont Maroncelli avait fourni lui-même les matériaux, que l'écrivain français a su, dit-il, mettre en œuvre de manière à décourager toute tentative ultérieure. J'aurai donc sur ces deux notices à composer celle-ci, en m'aidant de quelques travaux plus récents, et notamment de mémoires pleines d'intérêt publiés par un Français, M. Andryane, que sa mauvaise étoile jeta jeune et plein d'avenir dans les griffes de l'Autriche, et que le *Spielberg* n'a rendu au monde qu'après avoir dévoré les dix plus belles années de sa vie.

Silvio Pellico appartient à une famille piémontaise d'honnête bourgeoisie; il est né en 1789 à Saluces. Son père s'appelait *Onorato*, et il était digne de son nom. Sa mère, Savoisienne de naissance, avait toutes les qualités de cœur qui distinguent cette excellente nation. Ils étaient déjà riches de deux enfants quand Silvio vint au monde en compagnie d'une sœur jumelle, et ce fut dans la famille une double fête. Le poëte des âmes tendres et mélancoliques eut une enfance chétive et pénible; il ne sortait d'une grave maladie que pour tomber dans une autre plus grave; les médecins déclarèrent qu'il ne passerait pas sept ans. Quand l'enfant en eut huit, ils annoncèrent qu'il mourrait à la seconde période septennale, c'est-à-dire à quatorze ans; puis le terme fatal fut prorogé jusqu'à vingt et un ans, et de délai en délai ce frêle enfant devenu homme a fini par trouver dans sa délicate organisation assez de force pour résister à dix ans de la plus meurtrière existence qui se puisse concevoir. Un seul médecin, et le meilleur de tous, ne désespéra jamais de lui. Ce médecin, ce fut sa mère. Silvio Pellico aime passionnément sa mère; quand il en parle, dit Maroncelli, sa parole devient un hymne d'adoration; c'est elle qui, penchée sur le chevet du petit moribond, le réchauffait de ses baisers, le ranimait de sa voix, le cachait dans son sein pour le dérober aux étreintes de la douleur; c'est elle enfin qui lui redonna vingt fois la vie. Presque tous les hommes qui furent complétement grands, c'est-à-dire grands et bons, avaient eu de bonnes mères.

Cependant sous cette fragile enveloppe d'enfant maladif se cachait une intelligence qui semblait puiser dans la douleur même une force et un éclat précoces. Confié, ainsi que son frère aîné Luigi, aux soins d'un bon prêtre, don Manavella, qui leur enseigna les premiers éléments des lettres, Silvio manifesta de bonne heure une vocation dramatique bien décidée. Les deux enfants (Luigi est devenu de son côté un poëte comique distingué), les deux enfants se plaisaient à construire avec des tables une sorte de théâtre, sur lequel ils récitaient devant un auditoire de famille de petites pièces que leur père composait pour eux. A dix ans, Silvio ouvrit par hasard la brillante traduction d'Ossian, de Cesarotti. Cette poésie fantastique le charma, et comme toute inspiration chez lui tournait au drame, il parvint à composer sur ce thème nébuleux un essai de tragédie qui n'a point été conservé.

Vers cette époque, le père de Silvio, après avoir séjourné quelque temps à Pignerolles, où il avait établi une filature de soie qui ne réussit pas, se transporta avec sa famille à Turin, pour occuper un emploi dans l'administration. Un gouvernement républicain venait d'être fondé dans cette partie de l'Italie. M. Onorato Pellico, qui avait été persécuté à Saluces à cause de ses opinions monarchiques, et qui, dans les diverses crises révolutionnaires du Piémont, avait souvent fait de sa maison un asile pour les vaincus du lendemain, ses persécuteurs de la veille, fut accueilli à Turin comme le meilleur des hommes sous la monarchie, et le meilleur des hommes sous la république.

Il allait souvent aux assemblées populaires, il y prenait quelquefois la parole, et presque toujours il se faisait accompagner de ses deux enfants, Luigi et Silvio. Ce dernier prêtait une oreille avide à tout ce qui se disait autour de lui, et ces reproductions en miniature des grandes luttes du forum antique firent sur sa jeune âme une impression qui ne s'est jamais effacée.

A ces graves enseignements de la place publique, combinés avec de bonnes études domestiques, vinrent se joindre bientôt pour Silvio les premières émotions du cœur. L'enfant entrait dans l'adolescence; il avait quinze ans; il continuait de se livrer à Turin à ces petites distractions théâtrales qui faisaient sa joie. Seulement la troupe, d'abord

composée de lui et de son frère, s'était successivement augmentée de plusieurs enfants de la ville, entre autres d'une jeune fille appelée Carlottina. Silvio l'aima comme on aime à quinze ans, de ce pur et doux amour qui doit être celui des anges. Cet amour du ciel n'était pas destiné à se flétrir sur la terre; Dieu le brisa dans sa fleur : Carlottina mourut à quatorze ans, laissant à Silvio un impérissable souvenir; et vingt ans plus tard, durant les longues nuits du Spielberg, l'âme de la jeune fille descendait souvent d'en haut et venait consoler le prisonnier.

Peu de temps après cette première douleur Silvio quitta l'Italie pour venir à Lyon chez un cousin de sa mère, M. de Rubod, auprès duquel il passa quatre ans au sein des plaisirs, livré à toutes les distractions du monde, se passionnant pour nos mœurs élégantes et notre littérature. Il oubliait la patrie, quand son frère Luigi lui envoya un nouveau poëme de Foscolo, *I Sepolcri, les Tombeaux*.

« Ce poëme, dit M. de Latour, fut pour lui le bouclier « de Renaud. En le lisant il se sentit redevenir Italien, « et se retrouva poëte....

« Quelques jours après, il était sur le chemin de l'Italie. »

Toute sa famille s'était transportée à Milan, où son père exerçait les fonctions de chef de division au ministère de la guerre. A son arrivée le jeune Silvio fut nommé professeur de langue française au collége des orphelins militaires. Cette place lui laissant la libre disposition de la plus grande partie de ses heures, il put se livrer sans obstacle au penchant qui l'entraînait vers la poésie.

C'était dans les derniers jours de l'ère napoléonienne; sous la vice-royauté d'Eugène, Milan était devenu l'Athènes de l'Italie. Deux hommes s'y disputaient l'empire des lettres : Monti et Foscolo; l'un poëte ingénieux et fécond, au pur langage, aux impressions mobiles, plus amoureux de la forme que du fond, de la mélodie des mots que de l'énergie de la pensée, artiste insoucieux et sceptique comme Gœthe et courtisan comme lui, moins universel que Gœthe, mais puisant comme lui dans une imitation multiple et heureuse une sorte d'originalité; chantant avec une facilité égale Bonaparte consul et Napoléon empereur, Washington et François, Pie VI et la Fayette, digne en un mot d'être le représentant littéraire de l'Italie esclave et résignée; l'autre, au contraire, Foscolo, génie fier, ardent et inégal, le Byron du Midi, la plus haute expression poétique de l'Italie honteuse de ses chaînes, attristée de sa dégradation politique, frémissant au souvenir du passé, mais trop affaiblie, trop énervée par la servitude pour oser vouloir de cette volonté une, ferme, persévérante, qui donne la liberté.

Monti et Foscolo se détestaient; le jeune Silvio devint leur ami commun. « Je m'attachai davantage au dernier, à Foscolo, dit-il dans ses Mémoires. Cet homme emporté, qui avec son âpre rudesse détachait de lui presque tous ses amis, n'était pour moi que douceur et cordialité, et j'avais pour lui une tendre vénération. » M. de Latour a peint dans sa notice la joie du jeune Piémontais en passant pour la première fois le seuil de la maison de Monti, l'accueil bienveillant du vieux poëte, le désenchantement de Silvio à l'aspect du *Zibaldone*, énorme cahier, espèce de *Gradus ad Parnassum*, que l'auteur de *Gracchus* avait confectionné pour son usage particulier, en le bourrant d'hémistiches et de pensées empruntés à toutes les langues et à tous les livres du monde; vaste réservoir poétique où il puisait la poésie toute faite. « Silvio, ajoute M. de Latour, demeura confondu devant cette recette du talent. »

Malgré les conseils de Monti, qui détaillait complaisamment au jeune homme les avantages de son procédé, Silvio crut devoir se passer de *Zibaldone*; il commença par écrire une tragédie sur un sujet grec, *Laodicée*. Il venait de terminer cette œuvre, lorsqu'il remarqua un jour, sur un petit théâtre de Milan, une figurante de dix à douze ans qui est devenue plus tard la première tragédienne de l'Italie : c'était la célèbre Carlotta Marchionni. La physionomie et le jeu de cette enfant l'inspirèrent. En même temps que le souvenir endormi de la Carlottina tant pleurée se réveillait peut-être dans le cœur du jeune homme, une touchante pensée de Dante s'emparait du poëte; il voyait passer devant ses yeux, emportées dans un tourbillon éternel, les deux ombres mélancoliques de Francesca et de Paolo, ces deux enfants qui se sont aimés sur la terre, que la mort a surpris dans un baiser, et qui ne doivent plus être séparés.

Cette impression de Silvio eut pour résultat une seconde tragédie : *Francesca da Rimini;* à peine écrite, il la soumet à Foscolo : « Cela est mauvais, lui dit le rude poëte; ne touchons pas aux morts de Dante; jette cette tragédie au feu, et apporte-moi l'autre. » Silvio va chercher *Laodicée*. « A la bonne heure, s'écrie Foscolo, voilà qui est beau; continue ainsi. » Rentré chez lui, Silvio en appela

à sa conscience d'artiste du jugement de son ami, sa conscience prononça un arrêt inverse; il garda *Francesca* et jeta au feu *Laodicée*.

Quelques années après, en 1819, cette actrice enfant qui avait inspiré le poëte, reparaissait à Milan, jeune fille et déjà entourée d'une grande renommée acquise sur différents théâtres de l'Italie. Silvio lui fut présenté; *Francesca da Rimini* sortit du tiroir où elle gisait oubliée; Carlotta Marchionni adopta cette œuvre née d'elle. La tragédie fut représentée à Milan, puis à Naples, à Florence, avec un succès toujours croissant, et dès son début Silvio Pellico se trouva placé au rang des poëtes les plus distingués de l'Italie.

Francesca da Rimini, la première et la meilleure des productions dramatiques de Silvio, suffit à donner une idée de la manière de l'artiste, car elle a ce caractère de pureté, de grâce et de noblesse, ce cachet de passion mélancolique et d'éclat tempéré qui se retrouvent dans l'*Eufemio di Messina*, dans l'*Ester d'Engaddi*, dans la *Gismonda* et les autres tragédies du même auteur. Économie de personnages, quatre ou cinq au plus, sobriété d'incidents, absence de toutes ces combinaisons d'effets de théâtre vulgaires et matériels si usitées dans le drame moderne, et avec cela peu de ces allures majestueuses de la tragédie française du grand siècle; mais aussi rien de bien entraînant, de bien impétueux; assez de passion vraie et sentie, sinon énergique, pour éviter la sécheresse; un sens exquis du beau moral, un grand fonds de tendresse; un certain mélange de mollesse, d'élégance, de familiarité et de délicatesse dans le langage qui sied pour l'expression d'un amour italien contenu par le sentiment du devoir; tels sont, ce me semble, les traits principaux des tragédies de Silvio.

Après la chute de Napoléon, la famille du poëte était retournée à Turin; quant à lui, retenu à Milan par d'illustres amitiés et de nombreuses relations littéraires, il consentit à se charger successivement de l'éducation des enfants du comte de Briche et de ceux du comte Porro Lambertenghi. Dans cette dernière maison, dont le chef l'aimait d'une affection toute fraternelle et l'avait donné à ses enfants comme un second père, Silvio passa les jours les plus heureux de sa vie. Au sein d'une excellente famille qui était devenue la sienne, en contact journalier avec toutes les illustrations de l'Italie, l'auteur de *Francesca* eut encore l'avantage de pouvoir vivifier son intelligence par un échange fréquent d'idées avec les hommes les plus éminents de l'Europe, qui, en venant visiter l'Italie, ne manquaient jamais, à leur passage à Milan, de choisir comme lieu de rendez-vous la maison du comte Porro. C'est là que Silvio Pellico connut Mme de Staël, Schlegel, Byron (dont il traduisit le *Manfred* en prose, et qui lui répondit par la traduction en vers anglais de la tragédie de *Francesca*, traduction qui a été malheureusement perdue), Dawis, Brougham, Hobhouse, Thorwaldsen et mille autres. C'est là enfin que Silvio apprit à élever son âme de l'amour de la famille à l'amour de la patrie, noble et malheureux amour rudement éprouvé par dix ans de tortures, mais qui, loin de s'éteindre au fond des cachots, devait se fortifier, s'agrandir, se transformer pour embrasser un jour dans ses élans l'humanité tout entière.

Dans le grand bouleversement de 1814, l'Italie avait espéré un instant que l'Europe consentirait enfin à lui donner l'indépendance. Une régence avait été constituée à Milan, et des commissaires avaient été envoyés auprès des puissances pour plaider la cause italienne. Cet espoir fut bientôt déçu : la Russie et l'Angleterre ne répondirent aux commissaires que par de l'indifférence, l'Autriche par le dédain et la menace. Le royaume Lombardo-Vénitien fut rétabli. Il fallut se résigner et attendre de meilleurs jours. Au nombre de ces commissaires, et à la tête des patriotes milanais, se trouvaient deux personnages considérables par la naissance, par la fortune, par l'élévation de l'esprit, et par la dignité du caractère : c'étaient le comte Porro, dont j'ai déjà parlé, et qui parvint plus tard à se dérober par la fuite aux rigueurs de l'Autriche, et le comte Frédéric Confalonieri, la plus grande et la plus belle figure politique de l'Italie contemporaine; Confalonieri, illustre martyr que le Spielberg a gardé douze ans enterré vif avant qu'il ait pu donner toute sa mesure, Confalonieri, auquel la haine de l'Autriche n'a pas même laissé la liberté de l'exil, et qui languit aujourd'hui dans un autre hémisphère, loin de cette patrie qu'il voulait affranchir.

Ces deux hommes, obligés d'ajourner l'espoir de briser par la force le joug qui pesait sur leur pays, entreprirent de lutter du moins autant qu'il était en eux contre le système d'asphyxie intellectuelle qui caractérise la domination autrichienne. On les vit alors, de 1815 à 1819, au milieu d'obstacles de toute espèce, consacrer leur fortune et leurs soins à l'amélioration matérielle et morale du pays, au développement de l'industrie, du com-

merce, des arts, de l'instruction publique. Cependant ces entreprises isolées, et presque toujours entravées par la défiance du maître, ne suffisaient pas à la régénération italienne; on sentit bientôt la nécessité d'élever un drapeau autour duquel on pût rallier pour un même but tous les esprits éminents du pays; c'est pour satisfaire ce besoin que Silvio Pellico, qui s'était dès longtemps associé à toutes les pensées de Porro et de Confalonieri, conçut et proposa le plan d'un journal. Il va sans dire que, rédigé sous l'œil du maître, ce journal ne pouvait être que purement littéraire; mais, en s'emparant des intelligences, en donnant aux esprits une même impulsion, en s'efforçant d'arriver au bien par le beau, en créant pour l'Italie une sorte d'unité littéraire, ce journal pouvait puissamment contribuer à préparer son unité politique.

Le Conciliateur fut fondé en 1819, dans la maison et par les soins du comte Porro, et bientôt tout ce que l'Italie comptait de grand dans les sciences, dans les lettres, dans les arts, répondit à l'appel de Silvio, et vint apporter son tribut à la pensée des fondateurs. La vie du *Conciliateur* fut brillante, mais elle fut courte. Si pacifique que fût le titre de ce journal, si inoffensive que fût sa rédaction, la censure autrichienne ne voulut pas le laisser vivre. Ses intentions se manifestèrent d'abord par de larges coups de ciseaux, et elle en vint bientôt à ne plus laisser au journal que son titre et la signature des rédacteurs. *Le Conciliateur* cessa de paraître en 1820, un an après sa fondation.

C'est à ce moment qu'éclata la révolution napolitaine, bientôt suivie de l'insurrection du Piémont. Une même pensée de résistance semblait se propager à travers l'Italie; mal combinés, mal conduits, tous ces mouvements avortèrent. L'Autriche se tenait sur ses gardes; quand elle jugea venu le moment d'agir, elle inonda de troupes la péninsule, et les arrestations commencèrent. Tout ce que les États Lombardo-Vénitiens renfermaient d'hommes éminents par la naissance ou par le talent fut enveloppé dans une même proscription; la rédaction du *Conciliateur* fut frappée en masse; quelques-uns plus heureux, tels que Porro, Arconati, Pecchio, Arrivabene, Berchet, Ugoni, parvinrent à gagner la frontière; les autres furent livrés à des commissions judiciaires pour qui juger et condamner était même chose.

Silvio Pellico fut du nombre de ces derniers; il revenait d'un voyage à Venise, lorsqu'il fut arrêté à Milan, le 13 octobre 1820, conduit à la prison de Sainte-Marguerite, de là à Venise, et enfin au Spielberg. Sa vie de prisonnier est connue; elle est dans son livre, et son livre a été traduit dans toutes les langues.

Un mot maintenant sur ce livre.

L'œuvre de Silvio est, comme l'a dit son ami Maroncelli, un livre *di grandi verità* et *di grandi lacune*. Nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'en lui-même le livre eût gagné à être écrit plus librement, c'est-à-dire en dehors de toute préoccupation de la censure autrichienne; nous accordons volontiers, au contraire, qu'il doit sa véritable originalité au caractère de franche résignation et de mansuétude absolue qui le distingue de toutes les productions contemporaines. C'est le livre d'un saint, et les saints deviennent de plus en plus rares; nous croyons même que le fond et la forme de ce livre sont le résultat bien moins de la position particulière de l'auteur que d'un système chez lui bien arrêté et basé sur des convictions profondément sincères. Ainsi donc, au point de vue de l'art et de la morale chrétienne, *le Mie Prigioni* est un livre sublime, mais au point de vue de l'histoire c'est un livre incomplet, insuffisant. Nous vivons dans un temps de langueur et de passion où la vérité ferme et froide est le plus grand besoin des âmes. La charité qui jette un voile pieux sur le mal et ne dit que la moitié du vrai, est une vertu admirable, mais dont l'histoire n'a que faire; il importe à l'histoire de connaître à fond tous les faits odieux pour les flétrir et en extraire toute la moralité qu'ils comportent; il importe à l'histoire de pénétrer partout, dans les casemates du Spielberg comme dans l'antre où s'élaboraient les sentences révolutionnaires de 93. Tout cela importe également à l'histoire, afin qu'elle puisse apprendre aux peuples à professer une même aversion pour le despotisme et la démagogie.

C'est en lisant le supplément aux Mémoires de Pellico, par Maroncelli, et les Mémoires de M. Andryane, que l'on peut se faire une idée complète des procédés inouïs du despotisme même *paternel* avec ses ennemis; c'est dans ces deux ouvrages que l'on peut voir combien il est difficile à un homme de résister au penchant qui le porte à abuser de sa puissance quand elle est sans limites; comment certaines positions de la vie suffisent à fausser l'esprit et à dépraver le cœur; comment on peut être bon par nature et atroce par système. Le dernier empereur d'Autriche nous offre un exemple frappant de cette anomalie.

C'est une étrange figure que celle de l'empereur François. Voilà un homme qui a été un des souverains les plus populaires de l'Europe; les Autrichiens l'aimaient comme un père; il possédait au plus haut degré toutes les vertus privées qui distinguent la race allemande; le peuple de Vienne ne l'appelait jamais autrement que *der gute Franz*, le bon François. Or ce bon François est maître de l'Italie; le sort des armes a accouplé à son peuple un peuple qui lui est étranger par le sang, par les mœurs, par la langue. Ce peuple veut être libre et rester Italien. Aux yeux de l'empereur, cette volonté n'est pas seulement une volonté nuisible à ses intérêts et dont il faut empêcher l'accomplissement par la force, un de ces faits politiques que la politique réprime, mais que la conscience ne flétrit pas; c'est mieux que cela, c'est un crime dans le véritable sens du mot, un crime presque aussi infâme que le parricide; l'Italien qui s'en rend coupable n'est pas seulement un ennemi qu'il faut anéantir ou dompter, c'est un grand scélérat qu'il faut punir, mais qu'il faut surtout (car l'empereur est bon) *corriger, améliorer*.

Or, voici comment s'y prend l'empereur François pour *corriger* ses sujets italiens; et d'abord il faut vous dire que c'est là son occupation capitale : sur ses vieux jours, le monarque abandonnait volontiers à M. de Metternich la direction des grandes affaires politiques; sa spécialité à lui, sa grande affaire, c'était la direction matérielle et morale des prisons d'État, et particulièrement du Spielberg. Il a, dans son cabinet, un plan détaillé, depuis A jusqu'à Z, de l'intérieur et de l'extérieur de la forteresse; à ce plan est joint un règlement d'heures qui lui apprend ce que fait chaque prisonnier à chaque minute de la journée; ajoutez à cela de minutieux rapports qui lui sont adressés chaque semaine par le directeur général de la police, le directeur de la prison, le confesseur, le gouverneur général de la province, etc.; ainsi renseigné, l'empereur procède à la mise en œuvre de son système pénitentiaire.

D'abord, il importe que les prisonniers politiques ne s'imaginent pas qu'il existe entre eux et un criminel ordinaire, assassin, faussaire, voleur ou autre, la moindre différence; ils seront donc placés dans un lieu habité par des forçats, ils seront vêtus en forçats, enchaînés comme des forçats, et plus rudement traités que des forçats; car ils auront de moins qu'eux la faculté de respirer l'air extérieur et la faveur du travail [1]. La faim est aussi un moyen d'amendement; les prisonniers du Spielberg sont constamment affamés; les chétifs aliments qu'on leur fournit sont de telle nature que, quand l'inanition les force à porter à leurs lèvres le vase fétide qui les contient, ils sont obligés de se serrer le nez avec les doigts.

Dans les premiers temps, on leur laissa la jouissance de leurs livres; mais l'empereur s'aperçut bientôt que cette lecture était pour eux un *aliment moral* qui les aidait à supporter dignement, c'est-à-dire *impudemment* leur position; les livres furent enlevés. Toute communication orale ou écrite fut sévèrement interdite entre les condamnés, et l'empereur attendit que quelque témoignage d'humilité et de repentir vînt lui apprendre le bon effet de son procédé. Il n'en fut rien; les captifs se taisaient et se résignaient. Quelques consolations leur restaient encore : ils écrivaient leurs pensées sur les murailles de leur cachot avec des clous, des épingles ou des morceaux de verre; ils trouvaient même le moyen d'éluder la surveillance de leurs gardiens, et de s'écrire entre eux quelques lignes tracées d'ordinaire avec leur sang [2]. De plus, ils jouissaient d'une lucarne grillée; en se cramponnant aux barreaux, ils apercevaient dans le lointain la vallée de Brünn. Ils voyaient le soleil, ils contemplaient un beau paysage, ils suivaient dans son vol l'hirondelle, et ils s'endurcissaient ainsi dans l'iniquité.

Le but de l'empereur n'était pas rempli : un ordre arrive de Vienne de faire chaque semaine, dans chaque cachot, une inspection rigoureuse. Le prisonnier, dépouillé de tous ses vêtements, jusqu'au dernier inclusivement, doit attendre nu et grelottant de froid que de hauts fonctionnaires,

[1] Il fut un instant question de donner à chaque prisonnier politique un forçat pour compagnon de cachot, mais les forçats réclamèrent contre cette aggravation de peine et le projet n'eut pas de suite. (Voir les Mémoires d'Andryane.)

[2] Les mémoires de M. Andryane contiennent à ce sujet un trait touchant que la modestie de l'auteur des *Prisons* a passé sous silence. Le jeune prisonnier français se désolait de ne pouvoir continuer, faute d'encre, un ouvrage qu'il avait commencé : cet ouvrage, écrit au point de vue chrétien, avait été communiqué à Silvio, et il lui plaisait. Désireux de le voir achever, Silvio fit secrètement parvenir à l'auteur une fiole remplie de son propre sang. Cet ouvrage, écrit avec le sang de Silvio, ne put échapper aux perquisitions, et il finit par être brûlé.

couverts de plaques et de décorations, des barons, des conseillers d'État, des directeurs généraux, après avoir inspecté toutes les parties de son corps, aient fouillé en tous sens sa misérable paillasse, flairé le baquet infect qui forme l'unique meuble de sa prison, et décousu chaque pièce de son costume de forçat pour découvrir les clous, épingles, chiffons de papier et autres objets qui lui donnent des distractions et font ombrage à l'empereur; et, pour que le plan de ce dernier soit complet, un rideau de pierre s'élève bientôt en face de chaque grille et vient enlever aux captifs leur dernière consolation. Dévorés alors par cette oisiveté éternelle, cet horrible tête-à-tête avec les murs d'un cachot, les malheureux demandent à grands cris de partager avec les forçats la faveur d'un travail matériel, qui sauve leur corps de l'inaction qui le tue. La supplique est transmise à l'empereur, qui *permet* aux prisonniers d'exercer leur corps en *imposant* à chacun d'eux l'obligation de faire, chaque jour, une certaine quantité *de charpie,* le tout sous peine de privation totale d'aliments et même de bastonnade. Les prisonniers se récrient sur la nature de cette besogne, sur la malpropreté des vieux linges d'hôpital dont on les force de respirer les émanations malsaines, sur l'obligation imposée qui transforme une faveur demandée en une peine de plus. A tout cela l'empereur répond : « De quoi se plaignent-ils? Ne sont-ils pas philanthropes? » Les captifs se résignent, ils font de la charpie; mais, tandis que leurs mains sont occupées à ce monotone travail, leur pensée est libre; ils pensent à leurs douleurs, et c'est encore une consolation. L'empereur ne tarde pas à s'apercevoir qu'il est difficile d'amener à composition un rebelle qui pense, et alors l'obligation de faire de la charpie est remplacée par celle de tricoter, chaque semaine, une paire de bas, avec la sanction pénale indiquée plus haut. Il faut que la pensée du prisonnier descende des hauteurs où elle se réfugiait pour se fixer sur le peloton de laine grossière qu'il doit apprendre à tisser avec des aiguilles de bois.

L'imagination s'épouvante en face de pareils faits, dont je ne cite qu'une très-petite partie; elle refuserait d'y croire, si les victimes n'étaient là pour les attester. Et quels sont les hommes qu'atteignent ces mille tortures, d'autant plus cruelles qu'elles sont plus mesquines et plus dégradantes? quels sont ces hommes qui doivent ainsi, à toute heure, paraître nus devant leurs geôliers, souffrir la faim et la soif, porter la chaîne au corps et à la pensée, faire de la charpie et tricoter des bas? Ces hommes, c'est la fleur de l'Italie, ce sont des jeunes gens riches d'avenir, ou des vieillards dont le passé est glorieux. C'est Confalonieri, noble rejeton d'une noble race, frère de lait d'une des femmes de l'empereur lui-même; c'est le jeune marquis Palavicini, c'est Pietro Borsieri, un des premiers poëtes du Milanais; c'est le jeune et débile comte Oroboni, que la faim tua assez tôt pour l'empêcher de souffrir mille morts; c'est Villa, époux et père, arraché à une femme, à des enfants adorés, et délivré aussi de ses maux par la mort; c'est don Marco Fortini, digne prêtre, candide et pur comme aux premiers âges de l'Église, et qui, condamné en qualité de *carbonaro,* s'en allait demandant à chacun de ses juges ce que c'était qu'un *carbonaro;* c'est Munari, jurisconsulte célèbre, vieux philosophe en cheveux blancs, impassible, comme Épictète ou Zénon, à toutes les douleurs physiques qui le rongeaient, et pleurant comme un enfant de se voir forcé de tricoter chaque semaine une paire de bas; c'est le colonel Moretti, autre vieillard de soixante ans, vétéran de l'ex-garde impériale, échappé aux boulets de trente batailles pour venir courber sa noble tête de soldat sous les ignominies du Spielberg; c'est Bacchiega, officier de l'ancienne armée italienne; c'est Foresti, jeune magistrat distingué; c'est Andryane, c'est Maroncelli, c'est Silvio Pellico.

Et quand on pense que cette vie atroce, signalée à chaque minute par une persécution nouvelle, a duré non pas un mois, non pas un an, mais *dix* ans pour quelques-uns et plus encore pour quelques autres, quand on pense que pas une[1] des victimes n'a voulu acheter sa délivrance au prix d'une bassesse, vainement attendue, vainement sollicitée; on se sent entraîné à détester l'oppresseur de toute la force de l'admiration qu'on éprouve pour l'opprimé.

Mais d'un autre côté, quand on pense que cet oppresseur était un monarque bonhomme, le modèle des époux, des pères et des rois autrichiens, constamment doux et modéré envers tous autres que *ses prisonniers italiens;* quand on le voit accomplir sa besogne de *tourmenteur,* comme s'il s'agissait d'une longue opération chirurgicale, quand on l'entend répondre aux sollicitations des mères et des sœurs de ses victimes par cette éternelle phrase : « Il n'est pas encore assez corrigé; » quand on lit ces curieuses paroles à Mme Andryane,

[1] Une seule a faibli, je ne la nomme pas.

en lui rendant son frère anéanti par dix ans de faim, de soif, de froid, de cachot, de tortures : « *Il faut qu'on lui fasse des vêtements chauds; s'il n'en avait pas il s'enrhumerait et j'en serais responsable. Il faut le laisser peu manger parce que son estomac est fatigué, il faut l'habituer graduellement au grand air, etc.;* » quand on examine ainsi de près la singulière physionomie de *ce paternel bourreau*, la haine se détourne de lui pour se reporter tout entière sur les principes et les institutions qui l'ont fait ce qu'il est ou plutôt ce qu'il fut, car il est mort; il est allé rendre compte de sa pensée à Dieu, laissant entre les mains de son successeur sa couronne de roi et ses clefs de geôlier. Ferdinand n'a accepté que la première partie de l'héritage : tant mieux pour sa renommée! L'histoire n'a plus à enregistrer ces actes infâmes qui déshonorent le souverain qui les commet, et plus encore la nation qui les souffre. Mais l'exemple reste, et les mémoires des prisonniers d'État du Spielberg seront probablement un jour pour l'Autriche un excellent cours de droit constitutionnel.

Silvio Pellico sortit du Spielberg quelques jours avant notre révolution de juillet; il en sortit épuisé de corps, mais son intelligence devait survivre aux efforts impies du chef d'un grand empire, qui usa toute sa puissance à éteindre ce souffle émané de Dieu. Depuis la publication du livre des *Prisons*, Silvio a écrit quelques tragédies nouvelles, dont la représentation a été défendue, malgré leur caractère profondément moral et parfaitement étranger aux questions politiques. L'Autriche ne veut pas que l'Italie applaudisse un poëte dans la personne d'un prisonnier d'État. Les œuvres dramatiques de Silvio se composent de huit tragédies : *Francesca da Rimini*, dont j'ai parlé; *Eufemio di Messina*, composée à l'époque du *Conciliateur*, et que la censure laissa imprimer à la condition qu'elle ne serait jamais représentée; *Ester d'Engaddi, Iginia d'Asti, Leoniero da Dertona;* ces trois dernières enfantées sous les Plombs de Venise et dans les cachots du Spielberg; *Gismonda*, interdite récemment au moment où elle venait d'obtenir un très-grand succès, et enfin *Erodiade* et *Tommaso Moro*. Indépendamment de ces tragédies, Silvio a publié douze *cantiche*, petits poëmes narratifs sur des sujets moraux et chevaleresques tirés des annales de l'Italie; la *cantica* est un genre que Silvio a créé et dans lequel il excelle. Silvio a publié encore une collection de poésies détachées, sous le nom de *Poesie inedite*, où se trouvent des morceaux très-remarquables. L'ouvrage de Silvio qui a eu le plus de succès, après son livre des *Prisons*, c'est le volume de prose qu'il a publié sous le titre de *I doveri dell' uomo, Des Devoirs de l'homme*, « Douce et sage théorie, dit un écrivain, d'une morale dont l'auteur même fournit l'exemple. »

Aujourd'hui Silvio Pellico vit paisiblement à Turin au sein de sa famille, entouré d'amis généreux, qui rivalisent de bontés et d'attentions pour faire oublier au martyr italien ses longues et cruelles souffrances. Malgré le soin que Silvio met à cacher sa vie, les yeux du monde entier sont tournés vers lui; on sait quelle sensation a produite, il y a quelques mois, la nouvelle heureusement fausse de sa mort. « Il n'a, dit l'écrivain [1] que j'ai cité plus haut, il n'a plus guère le temps de rien composer. Presque toutes ses journées sont prises par sa correspondance, obligé qu'il est de répondre aux lettres affectueuses qui de tous les coins de l'Europe viennent le chercher dans sa retraite. Mais cette tâche, obscure et fatigante en elle-même, lui devient douce, parce qu'il la rend utile, et qu'il exerce ainsi, sans sortir de chez lui, le rôle de convertisseur lointain; Silvio avait tout ce qu'il faut pour obtenir crédit auprès de la jeunesse actuelle; ce crédit il le possède et s'en sert pour la conduire à Dieu. »

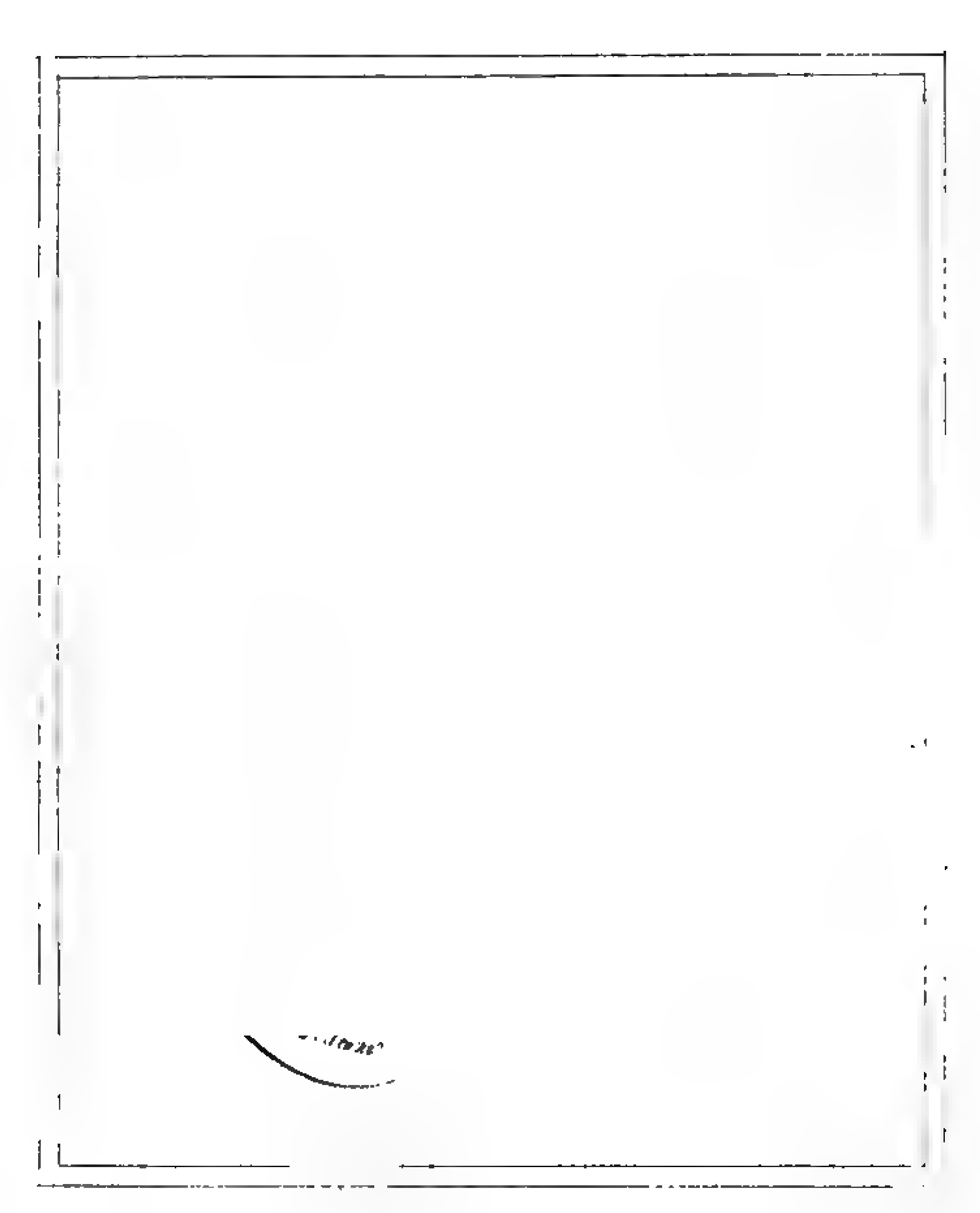
[1] M. Guerrier de Dumast.

M. Royer-Collard.

> M. Royer-Collard est le vénérable patriarche des constitutionnels royalistes de la Restauration.
>
> TIMON. — ÉTUDES SUR LES ORATEURS PARLEMENTAIRES.

« Y a-t-il, depuis un demi-siècle, un système qui ait été suivi, un ministère qui ait subsisté, une vérité ou une réputation politique qui ait duré sept ans? Que fera-t-on dans sept ans? Qui peut répondre, en France, à une pareille question? On fera comme aujourd'hui; on prendra conseil des conjectures, des ennuis, des terreurs, ou des espérances dont on sera obsédé : l'inconstance aura une autorité de plus. Il y aura une loi, nous dit-on, qui sonnera l'heure de la nouvelle Chambre. Oui, il y aura une loi, plusieurs si vous voulez; mais comment ces lois obtiendront-elles le respect qu'on n'a pas eu pour la charte? On ne tue plus les hommes, grâce à Dieu, mais on tue les lois quand elles gênent; cette discussion en est un exemple... Repoussons comme un présent corrupteur cet accroissement de puissance qui nous est offert contre la charte : il pourrait se tourner un jour contre la monarchie. »

C'est aux jours les plus brillants de la Restauration, à l'ouverture de la session de 1824, que M. Royer-Collard laissait tomber du haut de la tribune les graves paroles que je viens de citer. Un murmure d'incrédulité les accueillit; elles prophétisaient la tempête, et jamais le ciel ne parut plus serein; le présent était beau, l'avenir s'annonçait radieux, le vieux trône des descendants de Capet semblait à jamais raffermi. L'étranger ne pesait plus sur notre sol, nos blessures se cicatrisaient, le crédit public se relevait, l'amer souvenir de nos humiliations commençait à s'effacer. Un Bourbon mort sous le poignard, comme les Bourbons savent mourir, avait offert son sang en holocauste aux haines des partis; d'une goutte de ce sang, échappée à l'arme homicide, un enfant était né, et la France émue avait salué de ses acclamations ce berceau placé sur une tombe. Pour la première fois depuis cinquante ans nos soldats venaient de marcher et de vaincre sous le drapeau blanc; l'expédition d'Espagne avait atteint son but, malgré les prévisions sinistres de l'opposition, et l'armée n'avait eu à regretter qu'un triomphe trop facile. Rien ne manquait donc à la dynastie restaurée; rien, si ce n'est des amis sages et prudents. Enivré de son succès, le ministère Villèle avait voulu le mettre à profit : l'opposition le gênait dans ses allures; il avait dissous la chambre, et les colléges électoraux avaient été convoqués au bruit des *Te Deum* célébrant la reddition de Cadix. La ferveur royaliste était à son plus haut période; M. de Villèle l'avait tant et si bien exploitée qu'il avait obtenu un résultat inouï dans les annales des gouvernements constitutionnels, c'est-à-dire la victoire électorale la plus complète que jamais ministère ait remportée. L'opposition de gauche avait disparu presque tout entière, dix-sept voix lui restaient à peine; le centre gauche ne possédait plus qu'un représentant unique, M. Royer-Collard; et, pour étouffer ces voix isolées, le ministère avait à ses ordres une phalange de quatre cent dix hommes dont l'indépendance, pour trois cents au moins, pouvait se résumer en ce vote historique de l'un d'entre eux



(M. de La Boessière) : « Je vote pour la loi proposée, parce que j'ai juré d'obéir à mon roi, et je déclare que je voterai de même en faveur de toutes les propositions émanées de l'autorité. »

Certes c'eût été grand dommage qu'un parlement ainsi disposé ne vécût pas au delà des cinq ans fixés par la charte; M. de Villèle le pensa ainsi, et proposa tout d'abord à sa majorité de rayer l'article 37 de cette charte et de passer avec lui un bail de sept ans. Sept ans, c'était peu; mais, la majorité une fois acquise, rien ne l'empêcherait de se donner plus tard à elle-même et au ministère un brevet d'immortalité. Et c'est au moment où cet arrangement se concluait, au moment où, nouveau Balthazar, le ministère se livrait en paix aux espérances et aux excès du triomphe, que la voix solennelle de M. Royer-Collard venait troubler ses joies en lui jetant à la tête la prophétie de Daniel. « Que fera-t-on dans sept ans? » s'écriait l'orateur. Il eût frémi si l'avenir se fût dévoilé tout entier à ses yeux; la parole eût expiré sur ses lèvres si une voix d'en haut lui eût répondu : « Avant sept ans ce ministère qui se promet l'éternité sera mort de corruption; mais il ne mourra pas seul, il tuera la monarchie. Avant sept ans le gouvernement des Bourbons sera par lui devenu impossible; avant sept ans tu viendras toi-même, au nom du pays, faire une dernière et vaine sommation à cette dynastie que tu aimes, et qui court à sa perte; et puis trois jours suffiront pour anéantir l'œuvre de quinze années, pour rejeter dans l'exil trois générations de rois. Et toi, vieux serviteur méconnu, inutile Cassandre, après avoir grandi et brillé sous cette dynastie que tu n'as pu sauver, tu disparaîtras avec elle de la scène du monde; homme des jours qui ne sont plus, regrettant le passé, dédaignant le présent, désespérant de l'avenir, oublié des uns, inconnu des autres, étranger à tous, tu t'isoleras du bruit pour converser avec ta pensée et revenir sur toutes ces ruines que tu as vues s'amonceler durant cinquante ans. »

Il y a aujourd'hui à la Chambre un vieillard majestueux, que les yeux du public des tribunes vont rarement chercher sur les bancs supérieurs du centre où il est comme perdu. Ce vieillard est grand et robuste encore, bien qu'il touche à sa quatre-vingtième année; une perruque roussâtre couvre sa forte tête et la moitié de son large front; son œil est noir et vif; ses traits un peu lourds sont relevés par l'expression remarquable d'une physionomie mâle et fière dont la gravité n'est pas sans une certaine nuance d'ironie dédaigneuse. La tenue de ce vieillard est soignée; sa personne est un peu massive, son geste est compassé, sa parole est solennelle. Dans sa première jeunesse, il était, comme Démosthènes, affligé d'une sorte de bégaiement; comme l'orateur grec il a vaincu la nature; mais son débit, quoique beau, a toujours gardé dans sa lenteur une trace du puissant effort de sa volonté. Depuis la révolution de 1830, ce vieillard n'a paru que deux fois à la tribune, il a dit ce qu'il avait sur le cœur, et il est rentré dans son silence de pessimiste, silence expressif dont il se soulage volontiers par des gestes, des murmures ou des saillies qui font le bonheur de ses voisins; car, si elles sont parfois brutales, elles sont souvent profondes et toujours incisives, mordantes, originales.

M. Royer-Collard est un exemple frappant du néant de la gloire humaine aux époques de transition, dans ces temps où l'ordre ancien n'est plus et où l'ordre nouveau n'est pas encore; dans ces temps où tout se prend à l'essai, hommes et choses; où rien ne tient, où rien ne dure; où, pour un nom qui vit, pour une idée qui reste, mille idées, mille noms surgissent, brillent un jour et s'effacent : M. Royer-Collard a brillé plus d'un jour; M. Royer-Collard a été pendant quelques années l'orateur le plus puissant de la Chambre et l'homme monarchique le plus populaire de France; au moment où sept colléges électoraux se disputaient l'honneur de lui confier leur mandat, les femmes de la halle portaient sa cuisinière en triomphe, la presse française retentissait de ses louanges, et la presse étrangère faisait chorus. De tout ce bruit que reste-t-il? un écho qui s'affaiblit de jour en jour, quelques beaux discours enfouis dans le *Moniteur*, vaste cimetière où vont seuls fouiller ces animaux carnassiers qu'on appelle biographes. Et pourtant M. Royer-Collard appartient à l'histoire; ne dût-il rester de lui qu'un nom, ce nom vivra dans nos annales, car il est étroitement lié à tous les souvenirs d'une époque qui ne fut pas sans grandeur.

Pierre-Paul Royer-Collard est né en Champagne, à Sompuis, près Vitry-le-Français, le 21 juin 1763, d'une famille de propriétaires cultivateurs fort estimés dans le pays. Il fit ses premières études à Chaumont, dans un collége de Pères de la Doctrine chrétienne, congrégation enseignante dont un de ses oncles était supérieur. De Chaumont il passa à Saint-Omer, dans un autre collége de doctrinaires, où il termina son éducation et professa, pendant quelque temps, les mathématiques. Ses

goûts l'entraînant vers le barreau, il quitta Saint-Omer, vint à Paris étudier chez le procureur, et fut reçu avocat au parlement au moment où éclatait la dernière querelle entre cette compagnie et la cour, querelle bientôt suivie de la convocation des états généraux et du serment du jeu de paume, première date de l'ère nouvelle.

Le jeune avocat vit avec joie les symptômes d'une transformation sociale qui allait ouvrir une voie plus large aux idées et aux hommes. Il entra dans le mouvement révolutionnaire avec l'ardeur de son âge, tempérée toutefois par le sentiment profond du bien et du beau moral, puisé dans une éducation toute chrétienne.

Paris avait été organisé en sections; M. Royer-Collard appartenait à la section de l'île Saint-Louis, où il habitait. C'est dans l'assemblée de sa section que l'orateur qui devait plus tard honorer la tribune française fit ses premières armes. Les porteurs d'eau et les marchands de bois de l'île Saint-Louis n'étaient pas des Cicérons; aussi le premier discours du jeune Royer-Collard fit-il un effet prodigieux. Les sectionnaires le nommèrent président à l'unanimité; et c'est en cette qualité qu'il fut bientôt après appelé à faire partie de la municipalité de Paris, composée d'un représentant de chaque section. Le conseil de la commune le choisit pour secrétaire adjoint. C'est alors qu'il connut et aima le premier maire de Paris, le noble et malheureux Bailly, dont l'attendrissant souvenir se retrouvait sur ses lèvres, quarante ans plus tard, dans son discours de réception à l'Académie française. C'est sous la direction de Bailly qu'il prit une part active à toutes les mesures propres à réprimer les excès d'une populace en délire, mesures souvent vaines; car déjà les ressorts de l'autorité commençaient à s'user sous l'influence de l'exaltation des esprits, des imprudences de la cour, des folies de l'émigration, de l'ambition effrénée d'hommes pervers, et de la désunion du roi et de l'Assemblée nationale. Déjà d'affreux massacres commençaient à ensanglanter les rues de Paris, déjà le flot démagogique tendait à submerger la monarchie. M. Royer-Collard vit de près les meneurs du parti jacobin. La plupart de ces hommes, qui s'embrassaient alors et qui devaient un jour se dévorer mutuellement, la plupart de ces hommes, que nous avons depuis transformés en Titans fantastiques et providentiels, sont restés pour M. Royer-Collard de la CANAILLE PURE ET SIMPLE. Danton, qu'il avait connu au barreau, essaya de le circonvenir et de l'entraîner au club des Cordeliers, mais ce fut en vain; M. Royer-Collard prévoyait déjà qu'une fois séparée de la monarchie, la révolution irait droit de l'anarchie au despotisme. Cependant l'orage grossissait de plus en plus; la journée du dix août se préparait dans l'ombre; il y avait déjà du danger pour un modéré à se risquer dans la rue. Le jeune secrétaire de la commune avait si bien conquis l'affection des sectionnaires de son quartier que, quand il se rendait à l'hôtel de ville, les porteurs d'eau de l'île Saint-Louis se réunissaient autour de lui et l'accompagnaient pour protéger sa personne.

Lorsque enfin au 10 août la royauté fut renversée, lorsque la guillotine commença à battre monnaie sur la place de la révolution, M. Royer-Collard, qui s'était démis de ses fonctions, jugea prudent de quitter Paris. Il se réfugia dans sa famille à Sompuis, où il resta caché pendant la terreur, et d'où il ne sortit qu'en mai 1797 pour revenir à Paris, député de son département au conseil des Cinq-Cents. Là il se lia avec Camille Jordan, Barbé-Marbois, Siméon, Portalis et les autres représentants de ce parti monarchique modéré, qui voulait ramener la révolution à son point de départ de 89. Il prononça contre le serment exigé des prêtres, et en faveur du rappel des déportés, deux discours remarquables. C'est dans un de ces discours que, faisant allusion au mot fameux de Danton, et les yeux fixés sur les restes frémissants du parti montagnard, il disait : « Aux cris féroces de la démagogie, invoquant l'audace, et puis l'audace, et encore l'audace, vous répondrez enfin par ce cri consolateur : La justice, et puis la justice, et encore la justice. » Cependant le coup d'État du 18 fructidor renversa les espérances des royalistes; le Directoire, aidé des soldats d'Augereau, décima la majorité des conseils. Moins compromis que ses collègues, M. Royer-Collard évita la déportation; mais son élection fut annulée.

Rentré dans la vie privée, M. Royer-Collard resta à Paris et fit partie, conjointement avec l'abbé de Montesquiou, MM. de Clermont-Gallerande, Becquey et Quatremère de Quincy, d'un comité royaliste qui correspondait directement avec Louis XVIII. Depuis 1830, on a débité beaucoup de fables touchant la nature, la durée et les actes de ce comité. Des journaux radicaux ont attaqué la probité de M. Royer-Collard, en le représentant comme touchant d'une main, en sa qualité de député, des appointements de la république, et plus tard de l'empire comme professeur à l'École normale, et recevant de l'autre, sous le nom de M. Remi, des appointements de

Louis XVIII. Des biographes radicaux ont dit que ces assertions étaient restées sans réponse; or, M. Royer-Collard les a réfutées lui-même dans la lettre suivante, insérée au *Moniteur* du 19 janvier 1831 :

« En réponse à d'odieux mensonges publiés depuis quelque temps, je vous prie de vouloir bien insérer dans votre journal la déclaration suivante. Je ne me suis point prévalu durant les quinze dernières années des relations que j'avais eues en d'autres temps avec le roi Louis XVIII, je suis loin de m'en défendre aujourd'hui. Voici la vérité peu connue sur ces relations. Elles ont commencé six mois après le 18 fructidor; plusieurs fois interrompues, elles ont définitivement cessé vers le milieu de l'année 1803. Elles ont consisté en ce que j'ai fait, par le choix de Louis XVIII, partie d'un conseil politique composé de quatre personnes, dont trois vivent encore. Tout ce que j'ai à dire de ce conseil dissous avant l'empire, c'est qu'il a communiqué directement avec le chef du gouvernement, alors général Bonaparte, qu'il lui a remis les lettres de Louis XVIII, et qu'il a reçu de lui ses réponses autographes.

« Je puis ajouter, pour ce qui me regarde, que je ne suis point M. Remi, et que je ne connais point le banquier dont on parle. Est-il besoin que j'affirme qu'en aucun temps je n'ai eu, soit avec lui, soit avec qui que ce soit, le genre de relation qui m'est attribué ? »

Vers 1803, M. Royer-Collard, fatigué de transmettre des avis et des remontrances qu'on n'écoutait pas, désespérant du triomphe d'une cause qui se compromettait de jour en jour davantage dans ses agents, cessa tout commerce avec ses illustres correspondants et s'isola du monde politique pour se livrer tout entier à l'étude, à la méditation.

Ces années de retraite, qui se prolongèrent jusqu'en 1811, ne furent pas perdues; dégoûté des affaires, M. Royer-Collard se tourna vers la philosophie; il y trouva le point d'appui de son talent et le commencement de sa gloire. Après huit ans d'études solitaires, il fut tout à coup nommé par M. de Fontanes doyen de la Faculté des lettres et appelé à une chaire de philosophie, au grand étonnement des spécialités du temps, qui ne connaissaient encore rien de lui. Deux ans plus tard, M. Royer-Collard quittait sa chaire, laissant dans la science une trace qui ne s'est pas effacée. M. Royer-Collard n'a rien écrit en philosophie, hormis un discours prononcé et publié en 1813, qui résume son enseignement, et quelques fragments, qu'un de ses plus brillants disciples, M. Jouffroy, a recueillis et placés à la suite de sa belle traduction des *Œuvres de Reid*; l'enseignement de M. Royer-Collard n'a duré que deux ans; il n'a porté que sur un seul point, l'analyse de l'intelligence et de la volonté humaine, et pourtant M. Royer-Collard est considéré à bon droit comme le grand-père de l'école actuelle; sa gloire est presque autant philosophique que politique, ou plutôt sa politique n'est que sa philosophie appliquée aux affaires. Il nous faut donc d'abord dire un mot de la philosophie de M. Royer-Collard.

Quand il arriva dans sa chaire, seul, obscur, sans antécédents, sans disciples, l'école de Condillac était partout dominante, et le *Traité des Sensations* formait la base de toute philosophie. Excellent levier de destruction, tant qu'il s'était agi de renverser, le sensualisme avait fait merveille entre les mains des encyclopédistes. La révolution opérée, la doctrine vivait encore, mais d'une vie factice, impuissante et stérile, quand M. Royer-Collard eut l'honneur de lui porter les premiers coups, en l'attaquant à la fois dans son principe et dans ses conséquences. Appuyé sur les travaux, alors inconnus à la France, de l'école écossaise de Reid et de Dugald-Stewart, il combattit le condillacisme sur son propre terrain, la psychologie; il lui prouva que du moment où il admettait que la sensation est tout le sens humain, il déshéritait l'âme humaine de toute autre notion que celle des sens, et ne pouvait par conséquent expliquer ni les idées de substance, de cause, de durée et d'espace qui n'en sont pas moins réelles, bien qu'elles ne tombent pas sous le sens, ni les faits psychologiques qui sont du domaine de la conscience. Il l'attaqua de même au point de vue moral et pratique, en établissant que, malgré le spiritualisme du maître, l'école de Condillac, forcément conduite à la négation de Dieu et à la morale de l'intérêt, avait pour conséquence nécessaire le matérialisme le plus complet, qu'en un mot le *Catéchisme de Volney* était en morale la conclusion obligée du *Traité des Sensations*.

Ne pouvant ici développer l'argumentation de M. Royer-Collard, je me contenterai de dire qu'elle eut un plein succès, et qu'en deux ans de temps, par l'effet de cette parole grave, élevée, austère, dénuée d'ornements, mais armée d'une logique inflexible, la doctrine de Condillac tomba frappée de mort. Du reste, l'enseignement de M. Royer-Collard fut plutôt critique que dogmatique; le temps lui manqua pour remplacer ce qu'il renversait, cette tâche était réservée à son disciple et à son successeur, M. Cousin, qui devait continuer, dépasser le maître et poser sur les ruines du sen-

sualisme les bases de cette école éclectique rationnelle, si triomphante, si populaire il y a quinze ans, si attaquée de nos jours, et dont je parlerai plus amplement en traitant de son illustre chef.

Nous voici maintenant à l'entrée de la carrière politique de M. Royer-Collard ; avant de l'y suivre, je dirai d'abord l'impression générale que m'a laissée la lecture attentive d'une trentaine de discours prononcés par lui dans des circonstances et sur des sujets différents. M. Royer-Collard ne fut pas un politique ordinaire appliquant tant bien que mal une certaine somme d'idées générales à la conduite des hommes et des affaires. Ce fut avant tout un philosophe, un professeur de droit constitutionnel, arrivant sur le terrain des faits avec un système passé à l'état de religion politique. La tribune fut pour lui une chaire où il apparut comme un docteur de la loi. L'orateur se ressentait du théoricien. Il improvisait rarement. Sa manière habituelle consistait à poser d'abord une formule axiomatique pour en faire découler une suite de déductions rigoureuses. Voici une courte allocution prononcée par lui en 1816 devant les électeurs de la Marne, et qui résume assez bien sa manière.

« Le roi c'est la légitimité ; la légitimité c'est l'ordre ; l'ordre c'est le repos ; le repos s'obtient et se conserve par la modération, vertu éminente que la politique emprunte à la morale ; la modération, attribut naturel de la légitimité, forme donc le caractère distinctif des véritables amis du roi et de la France. »

Élargissez par la pensée ce syllogisme de manière à pouvoir y faire entrer un beau discours, et vous aurez tout M. Royer-Collard, qui ne se sépare jamais de cette forme dogmatique.

Il semble au premier abord qu'une politique ordonnée dans son exposition ainsi qu'un théorème doit briller surtout par l'esprit de suite, rester homogène en tout temps, et n'impliquer jamais contradiction. Il n'en est rien cependant, et je ne connais pas d'exemple plus frappant de la fragilité des systèmes en présence des passions et des faits, que la collection des remarquables discours prononcés durant quinze années par M. Royer-Collard. Chacun de ces discours, considéré en lui-même, est un modèle de logique ; ce n'est d'un bout à l'autre qu'un syllogisme éloquent ; prenez tous ces syllogismes, comparez-les, vous apercevrez entre eux des contradictions énormes, et d'autant plus frappantes qu'elles sont plus rigoureusement déduites de formules parfaitement contraires. Du commencement à la fin de la Restauration, M. Royer-Collard est ballotté, lui et sa logique, entre deux principes auxquels il porte un égal amour, la légitimité et la liberté. Il a, sur ces deux principes, des idées également absolues ; il n'admet pas un instant qu'ils puissent exister l'un sans l'autre, et il défend tour à tour chacun d'eux avec des axiomes qui s'entre-détruisent.

Métaphysicien, M. Royer-Collard s'était occupé de fixer et de décrire les rapports nécessaires du physique et du moral, du corps et de l'âme ; homme politique, il aperçut des rapports analogues entre la légitimité et la liberté. La vie sociale, en dehors des uns, lui parut aussi impossible que la vie humaine en dehors des autres.

« La monarchie légitime et la liberté sont, disait-il[1], les conditions absolues de notre gouvernement, parce que ce sont les besoins absolus de la France. Séparez la liberté de la légitimité, vous allez à la barbarie ; séparez la légitimité de la liberté, vous ramenez ces horribles combats où elles ont succombé l'une et l'autre. »

Le mariage *indissoluble en droit* de la légitimité et de la liberté, sur un pied d'égalité *complète et absolue*, telle était, pour me servir du mot sacramentel, la *doctrine* fondamentale de M. Royer-Collard. Or c'était là une véritable chimère métaphysique ; et c'est parce que seul il professa cette théorie complétement, de bonne foi, sans restriction ni réserve, que M. Royer-Collard se distingue, non-seulement de la masse des constitutionnels modérés de la Restauration, mais encore de ces quelques hommes connus sous le nom de *doctrinaires*, et dont on l'a considéré comme le chef, qualification que, par parenthèse, il a toujours refusée[2]. Tous désiraient comme lui voir vivre en bonne intelligence la légitimité et la liberté ; mais pour eux l'existence de la dynastie légitime était une garantie d'ordre social, et rien de plus ; tandis que pour lui c'était la consécration d'un droit absolu, en dehors duquel toute combinaison était radicalement nulle. Tous admettaient comme pis aller, entre la monarchie légitime et la république, un terme moyen qu'il n'admit jamais ; et bien souvent, dans les causeries intimes, aux plus mauvais jours de la Restauration, quand ceux que l'on appelait ses disciples portaient la discussion sur le terrain de la révolution anglaise de 1688, il refusait de les suivre et leur fermait la bouche. Attaché de cœur et de

[1] Discours sur la loi des élections, 1820.

[2] J'ai déjà raconté l'origine du mot *doctrinaire* dans la biographie de M. Guizot.

principes aux Bourbons de la branche aînée, il les considéra toujours comme inséparables de la monarchie. Et cependant il voulait la liberté; il l'envisageait aussi, non pas comme une concession nécessaire en fait, révocable en droit, mais comme un droit primordial et imprescriptible. Concilier ces deux droits ennemis, voilà quelle fut la pensée de sa vie, pensée chimérique, pensée de philosophe, qui le conduisit à développer, suivant les alternatives du combat, des théories contraires également absolues, jusqu'au moment où l'un des adversaires ayant tué l'autre, il voulut, une fois pour toutes, être conséquent à lui-même et se suicida politiquement sur le cadavre de la légitimité.

Ainsi, le même homme qui, en 1820, pour défendre un ministère modéré, soutenu par la royauté et attaqué par une majorité ultra-royaliste, prononçait ces paroles solennelles :

« Le jour où le gouvernement n'existera que par la majorité de la Chambre, le jour où il sera établi en fait que la Chambre peut repousser les ministres du roi, et lui en imposer d'autres qui seront ses propres ministres; ce jour-là c'en est fait non pas seulement de la Charte, mais de notre royauté, de cette royauté indépendante qui a protégé nos pères, et de laquelle seule la France a reçu tout ce qu'elle a jamais eu de liberté et de bonheur ; ce jour-là nous sommes en république. »

Le même homme qui prononçait ces paroles devait, dix ans plus tard, en 1830, dans des circonstances différentes, développer avec la même solennité le thème contraire, et signifier à la royauté, au nom de la Charte, cette fameuse sommation des 221, qui la plaçait entre un changement de ministère et une révolution.

La vie politique de M. Royer-Collard fourmille de contradictions de ce genre; mais hâtons-nous d'ajouter que, si ces contradictions sont plus visibles chez lui, c'est qu'elles sont plus désintéressées et partant plus franches dans leur dogmatisme. Elles sont de tous les temps, mais elles furent surtout frappantes sous la Restauration : dans la bataille de quinze ans que les constitutionnels et les royalistes se livrèrent sur le terrain de la Charte, ils ne firent autre chose que se passer mutuellement leurs principes; pareils aux deux champions de Shakspeare, Hamlet et Laertes, ils échangeaient leurs rapières dans la chaleur du combat. Maîtres du pouvoir, les constitutionnels cherchaient des armes défensives dans l'arsenal des royalistes, lesquels, à leur tour, s'armaient pour l'offensive du glaive constitutionnel. Les arguments variaient avec les positions. La gauche libérale fut plus conséquente, par l'excellente raison qu'elle attaqua toujours et n'eut jamais à se défendre. Si elle fût arrivée au pouvoir, nous en avons eu la preuve depuis, elle n'eût pas argumenté autrement que tout le monde.

C'est en 1814, avec les Bourbons, que M. Royer-Collard rentra dans la vie politique qu'il n'avait fait que traverser jusque-là. Louis XVIII avait trop de mémoire et trop d'esprit pour oublier son ancien correspondant. Il le nomma chevalier de la Légion d'honneur et directeur général de l'imprimerie et de la librairie. On sait combien la première restauration, organisée sous la dictature d'un favori, M. de Blacas, commit d'imprudences et de fautes. M. Royer-Collard lui-même fut entraîné par le mouvement royaliste, car ce fut lui qui, dit-on [1], élabora, conjointement avec M. Guizot, cette loi sur la presse présentée aux Chambres par M. de Montesquiou, qui, en établissant la censure préventive contre laquelle M. Royer-Collard a soutenu plus tard de si beaux combats, violait tout d'abord l'art. 8 de la Charte. Il est vrai qu'alors la Charte était qualifiée par les ministres *d'ordonnance de réformation*.

A la seconde restauration, M. Royer-Collard, éclairé sans doute par l'expérience, déserta le parti ultra, et se rangea sous la bannière des royalistes modérés, représentés par MM. de Serres et Pasquier. M. Royer-Collard n'avait pas encore acquis cette influence de parole qui l'éleva si haut plus tard, mais il était déjà assez connu comme philosophe pour rallier autour de ses idées quelques députés indépendants. C'est cette minorité modérée, de soixante-cinq membres au plus, qui, appuyée sur les sympathies du roi et du ministère, lutta pendant près de deux ans contre une majorité fougueuse de Jacobins royalistes, demandant sans cesse des proscriptions et des têtes. Les rôles étaient intervertis : les ministres défendaient la prérogative royale contre les royalistes, tandis que les royalistes plaidaient pour l'omnipotence parlementaire, et cherchaient à entraîner de force le pouvoir dans des voies de réaction.

Le ministère, tout en cédant beaucoup, ne cédait jamais assez. Les lois d'exception les plus sévères, présentées par lui, étaient modifiées par la majorité

[1] *Histoire de la Restauration* par un homme d'État, tome II, p. 100. Je dois ajouter cependant que M. Royer-Collard a toujours nié que cette loi fût son œuvre.

dans le sens d'une rigueur plus grande. C'est ce qui arriva pour la loi suspensive de la liberté individuelle, pour la loi sur les cris séditieux; c'est ce qui arriva dans la discussion du projet de loi pour l'institution des cours prévôtales, où M. Royer-Collard chercha vainement à introduire quelques garanties de liberté; c'est ce qui arriva enfin lors de la discussion de ce fameux projet de loi d'amnistie, substitué par la majorité royaliste au projet ministériel, loi d'amnistie dérisoire, qui embrassait dans ses vagues *catégories* d'exception plus de *onze cents* individus, et qui ajoutait à la proscription en masse de tous les hauts fonctionnaires impériaux pendant les cent jours, la confiscation des biens abolie par la Charte, en la déguisant sous le nom de séquestre avec dépôt des revenus à la caisse des consignations. M. Royer-Collard, tout en s'armant, comme d'une précaution oratoire, de ce fait, que plusieurs conspirateurs du 20 mars avaient, disait-il, *déjà payé de leur tête leur criminelle entreprise* (c'était quelques jours après la mort de Ney et de Labédoyère), M. Royer-Collard combattit avec éloquence la conception draconienne de M. de Labourdonnaye. « Je ne sais point aller plus loin « que le roi, disait l'orateur; je ne me mettrai « point entre les coupables et lui; » et il concluait à la confirmation pure et simple de l'ordonnance du 24 juillet. La loi des catégories ne fut rejetée qu'à une majorité de huit voix, et encore fallut-il, pour obtenir ce succès, que le ministère accordât malgré le roi, aux royalistes, le bannissement des régicides.

Bientôt survint la discussion de la première loi d'élection; le gouvernement, désireux d'en finir avec la majorité royaliste, se préparait à une dissolution et cherchait à régler les élections prochaines par une loi qui fît pénétrer dans la Chambre des opinions moins passionnées. Dans la discussion de cette loi, M. Royer-Collard soutint le projet ministériel contre le projet plus libéral de la majorité royaliste, qui espérait à l'aide des deux degrés d'élection, et avec l'établissement des électeurs à 50 francs, dominer les colléges et échapper à la ruine que le ministère lui préparait. C'est à ce sujet que M. Royer-Collard dépensa une bonne quantité de métaphysique pour prouver dogmatiquement à la Chambre qu'elle était élective, mais non représentative, et qu'elle n'exprimait jamais que sa propre opinion. Champion absolu du pouvoir royal contre les royalistes, M. Royer-Collard s'efforçait, à cette époque, d'enfermer les élections et la Chambre dans le cercle élargi de la prérogative.

Enfin arriva l'ordonnance de dissolution du 5 septembre 1816, qui tua cette fameuse Chambre *introuvable*. L'ordonnance du 5 septembre fut élaborée par M. Decazes, de concert avec MM. Pasquier et Royer-Collard, alors conseiller d'État et président du conseil d'instruction publique. La majorité royaliste sortit mutilée des élections; transformée en minorité, elle prit décidément le masque libéral, et se mit à attaquer avec acharnement toutes les lois d'exception qu'elle avait elle-même arrachées au ministère deux ans auparavant; et à son tour la minorité constitutionnelle, devenue majorité, prétendit faire son profit des lois votées contre elle et malgré elle. M. Royer-Collard, uni plus étroitement que jamais au ministère, dogmatisait au nom du pouvoir et insistait pour le maintien des lois exceptionnelles qui suspendaient la liberté de la presse et la liberté individuelle.

« Les journaux, disait-il alors, sont des écrits particuliers qui allant trouver le public et se renouvelant sans cesse comme la parole, participent de la nature des allocutions publiques; on ne doit pas méconnaître que là où il y a des partis, les journaux cessent d'être les organes des opinions individuelles, mais que, voués aux intérêts qui s'en emparent, instruments de leur politique, théâtre de leurs combats, leur liberté n'est en vérité que la liberté des partis déchaînés. »

Cependant les passions s'apaisaient, les partis se calmaient peu à peu, le gouvernement des Bourbons commençait à se nationaliser; un mouvement libéral se fit sentir de plus en plus dans la marche du gouvernement. M. de Richelieu, après avoir signé l'acte d'évacuation du territoire par les troupes alliées, abandonna les affaires aux mains de M. Decazes, sous la présidence nominale du général Dessoles. M. Royer-Collard et ses amis entrèrent franchement avec le ministère dans la voie des concessions. Les lois exceptionnelles furent abolies : une des meilleures lois qui aient régi la presse, celle de 1819, œuvre doctrinaire qui détruisait la censure et consacrait la juridiction du jury, fut élaborée au sein du conseil d'État par MM. Royer-Collard, de Serres et Guizot, et appuyée devant les Chambres par les deux premiers. Malheureusement ce système de transaction, de conciliation, dura peu; peut-être est-il juste de dire que les partis extrêmes en abusèrent; toujours est-il que l'élection d'un prêtre régicide, l'abbé Grégoire, appelé à siéger en face des ministres du frère de Louis XVI, vint ranimer les fureurs royalistes et religieuses qui commençaient à s'amortir. M. Decazes, débordé, aima mieux céder et revenir sur ses pas.

que d'abandonner son portefeuille. La loi d'élection de 1817, née des doctrinaires et défendue constamment par le ministère, fut abandonnée par lui comme trop libérale : M. Royer-Collard refusa de suivre ce mouvement de recul; il donna sa démission de président de la commission de l'instruction publique. Les choses en étaient là quand l'assassinat du duc de Berry renversa M. Decazes, et livra enfin le pouvoir aux mains des hommes de la droite.

A dater de ce moment la position politique de M. Royer-Collard, éliminé avec ses amis du conseil d'État, devient de plus en plus belle, et son éloquence grandit avec sa position. Le premier acte du second ministère Richelieu fut de suspendre de nouveau la liberté de la presse et la liberté individuelle; M. Royer-Collard attaqua ces deux lois d'exception, qu'il définit : « un emprunt usuraire qui ruinait le pouvoir. » Quand le gouvernement présenta une nouvelle loi électorale destinée à remplacer la loi de 1817, M. Royer-Collard défendit la première comme plus conforme aux principes et à la Charte.

Cependant le second ministère Richelieu était encore trop modéré pour vivre longtemps en bonne intelligence avec le parti royaliste, redevenu majorité, majorité aigrie par les conspirations avortées des enfants perdus du libéralisme, et plus que jamais convaincue que la rigueur pouvait seule sauver la monarchie. Des ministres tels que MM. de Serres, Mounier et Pasquier n'étaient pour elle que des révolutionnaires déguisés, et elle ne pouvait donner sa confiance qu'à un ministère qui fût l'expression complète de ses amours et de ses haines. Elle le trouva enfin en 1822 dans le ministère Villèle.

Je n'ai pas à faire ici l'histoire de cette administration désastreuse qui garda cinq ans le pouvoir et ne le rendit qu'après l'avoir complétement anéanti par l'abus. M. Royer-Collard fut son plus formidable ennemi. Depuis le premier acte de violence par lequel il ouvrit sa carrière, l'expulsion de Manuel, jusqu'aux fusillades de la rue Saint-Denis, qui précipitèrent sa chute, le ministère Villèle eut constamment à lutter contre cette parole d'autant plus imposante qu'elle était franchement monarchique.

Lorsque les élections de 1824, qui suivirent la guerre d'Espagne hautement désapprouvée par M. Royer-Collard, eurent envoyé à M. de Villèle cette phalange si dévouée des *trois cents*, le ministre ne garda plus de mesure. Séparé de la gauche dont il ne partageait point les répugnances, seul de son parti dans la Chambre, M. Royer-Collard s'éleva si haut dans l'estime publique qu'en trois ans le centre gauche était par lui devenu, pour me servir de l'expression d'un historien (M. Lacretelle), le *centre national*. Aux élections de la fin de 1827 on peut dire que M. Royer-Collard représentait non pas seulement les sept colléges électoraux qui le choisirent, mais la France entière, la France hostile au ministère Villèle, mais non encore hostile aux Bourbons. Deux ans plus tard, le ministère Polignac aidant, M. Royer-Collard ne représentait plus que lui-même.

Je suis obligé de glisser rapidement sur cette belle période de la vie de M. Royer-Collard; elle est d'ailleurs assez connue pour se passer de commentaires. Son discours contre le droit d'aînesse, son discours contre la septennalité, son discours contre la ridicule et atroce loi du sacrilége, son discours contre cette loi suppressive de la liberté de la presse, que son malencontreux auteur appelait la loi *de justice et d'amour*, ces discours et plusieurs autres resteront comme des modèles d'éloquence parlementaire.

Quand on n'a pas entendu M. Royer-Collard, il faut le lire. Ses discours, soigneusement élaborés, perdent très-peu à la lecture; mais l'analyse la plus minutieuse ne saurait donner qu'une idée incomplète de cette éloquence à la fois austère et chaleureuse, concise et large, lucide et solennelle, dont la forme est parfaite et où la pensée se produit toujours avec des proportions en quelque sorte monumentales. L'Académie, voulant honorer en M. Royer-Collard la tribune française, l'appela dans son sein en 1827.

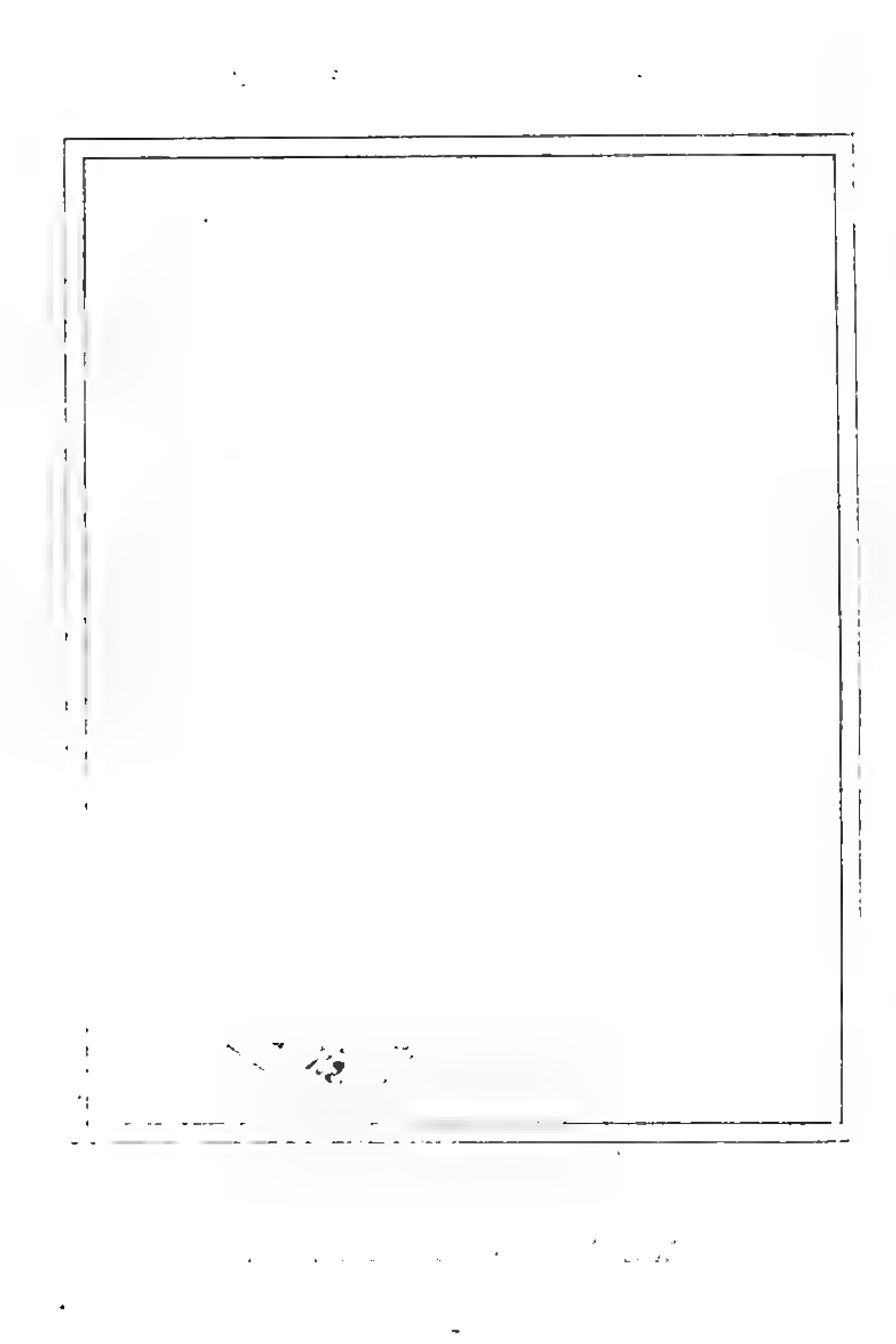
L'honnête mais faible ministère Martignac ne put sauver la dynastie; le ministère Polignac acheva de la perdre. L'abîme s'ouvrait béant pour l'engloutir, quand M. Royer-Collard, président de la Chambre, et organe de cette souveraineté parlementaire qui débordait sa doctrine, passa pour la dernière fois le seuil des Tuileries. D'une voix toujours grave, mais alors profondément émue, ce vieux serviteur de la légitimité prononça son arrêt de mort. M. Royer-Collard ne s'attendait pas plus que Charles X à une révolution; il ne la désirait pas plus que lui; mais le principe du droit de la Chambre une fois posé par elle et repoussé par la royauté, la révolution en sortait comme conséquence; elle affecta douloureusement M. Royer-

Collard. Retiré à la campagne, dans le Berri, pendant les trois jours, il hésita quelque temps à revenir à Paris. Nommé vice-président de la Chambre, il refusa d'assister à la séance d'intronisation de Louis-Philippe et de signer au procès-verbal. Enfin, lorsque tout fut consommé, il rentra à la Chambre, mais triste, indifférent, silencieux, comme un homme dont la vie politique est finie. Quand il vit la pairie menacée dans son principe, il sortit de son silence pour exhaler ses ressentiments contre la démocratie triomphante; il prononça l'eloge funèbre de Périer, et sur sa tombe il osa dire qu'il le louait surtout de n'avoir ni désiré ni appelé la révolution de juillet. Lors de la discussion des lois de septembre, il revint défendre une dernière fois la presse qu'il avait tour à tour attaquée et défendue.

Depuis lors, il n'a plus paru à la tribune; il va à la Chambre malgré lui, entraîné qu'il est par une habitude de vingt-cinq ans; il y murmure, mais il n'y parle plus. La politique, la littérature, les hommes et les choses d'aujourd'hui, tout cela est confondu par lui dans un sentiment unique, le mépris le plus complet. La génération actuelle lui paie son dédain en oubli, et il se console d'être oublié, en brocardant à la fois ses amis, ses admirateurs, ses ennemis, et le public qui ne s'en doute guère; car ce n'est pas un des traits les moins singuliers de cette figure historique, d'allier à la gravité la plus solennelle l'ironie la plus mordante. J'ai dit ailleurs, dans la notice sur M. de Broglie, que M. Royer-Collard était le Platon de la doctrine, cela est vrai pour le côté public, majestueux et calme du personnage; par le côté privé, M. Royer-Collard serait bien plutôt l'Aristophanes de la doctrine. Il n'aiguise pas le *mot* comme M. de Talleyrand, il ne le polit pas, il ne le prépare pas, il l'improvise; tel il lui vient, tel il le donne, cynique ou gracieux, peu lui importe, et ces *mots* sont d'autant plus recherchés par les amateurs qu'il les débite avec un aplomb majestueux, avec un sérieux naïf et vrai qui en double la valeur. Ainsi il dira d'un homme politique distingué qui passe pour être peu scrupuleux : « C'est la fleur des drôles; » d'un orateur que son voisin qualifie de sot : « Ce n'est pas un sot, c'est le sot; » il prouvera doctement à un de nos célèbres financiers, absorbé par le positif des affaires, qu'il est *un animal;* il définira deux hommes d'État ainsi : *Un tel* n'a pas le sentiment du bien et du mal, *un tel* l'a, mais il passe outre. » On connaît son mot sur la Chambre aux temps de la coalition. « J'ai vu mieux, j'ai vu pis, mais je n'ai jamais rien vu de pareil. » On se rappelle également son apostrophe à M. Odilon Barrot. Vous ne me connaissez pas, lui disait dans une discussion particulière l'honorable chef de la gauche. « Je ne vous connais pas, monsieur? répondit M. Royer-Collard; il y a quarante ans que je vous connais; seulement dans ce temps-là vous vous appeliez *Pétion*. » Pour qui sait tout ce qu'il y avait d'indécis, de faible, de creux, de pompeusement mesquin, dans le caractère du *vertueux* Pétion, le mot du vieux doctrinaire est le sublime de l'ironie profonde et incisive.

Cette manie d'épigramme n'empêche pas que M. Royer-Collard ne soit une des plus honnêtes et des meilleures natures, un des caractères les plus beaux, les plus grands, les plus respectables de ce temps-ci. Sa vie privée est admirable de pureté et de dignité; étranger aux intrigues, dédaigneux d'honneurs et d'argent, voué tout entier aux saintes affections du foyer, cruellement éprouvé dans ces affections par la perte récente d'une fille adorée, soutenu par l'amour de celle qui lui reste [1], le noble vieillard achève en paix dans l'ombre les derniers jours d'une existence glorieuse, dont la pensée constante fut le bien et la grandeur du pays.

[1] Mme Andral, qui a épousé un de nos plus célèbres médecins. M. Royer-Collard n'a point de fils, mais son nom est dignement porté par ses deux neveux, MM. Paul et Hippolyte Royer-Collard, l'un professeur à l'École de droit, l'autre professeur à l'École de médecine.



Le maréchal Moncey,

DUC DE CONÉGLIANO.

> Que de hauts faits écrits sur ces fronts sillonnés !
>
> CASIMIR DELAVIGNE. — MESSÉNIENNES.

Le jour où Napoléon revenu de Sainte-Hélène rentrait dans Paris pour aller dormir au milieu de ses vieux braves ; au moment où, sous les rayons d'un beau soleil d'hiver, aux acclamations d'une foule immense, salué au passage par les statues de tous les grands hommes de notre histoire, le héros, couché dans son cercueil, s'avançait lentement vers cette grille des Invalides qu'il avait tant de fois franchie sur son cheval de guerre, les spectateurs qui l'attendaient dans l'église s'écartèrent pour faire place au chef de tous ces vétérans mutilés qui venaient en leur nom recevoir l'empereur. C'était un vieillard caduc, au front chauve, à l'œil terne, au teint blême, et qui semblait écrasé sous le poids des années. On le portait dans un fauteuil ; on le plaça à gauche de l'autel, et là, immobile, muet, ce fantôme de soldat, en grande tenue militaire, attendit l'arrivée du cadavre de Napoléon.

Cependant le cercueil avait passé la grille, il pénétrait dans la cour; le bruit du canon se mêlait aux sons d'une musique funèbre, la garde nationale présentait les armes, les invalides s'agenouillaient en pleurant : l'empereur approchait ; porté sur les épaules des marins qui le ramenaient de deux mille lieues, conduit par le prince de Joinville qui le précédait l'épée à la main, l'empereur entra. Un frémissement parcourut l'assemblée ; le roi descendit de son siége pour venir à la rencontre du cercueil ; tout le monde se leva. Le vieillard assis à gauche de l'autel voulut se lever aussi ; les forces lui manquèrent, il retomba sur son fauteuil. Un éclair d'émotion passa sur ce visage déjà marqué de l'empreinte de la mort, et de son regard éteint un instant ranimé le vieillard semblait dire : J'ai assez vécu.

C'est qu'en effet il avait vu bien des jours, ce soldat presque centenaire, ce doyen de nos maréchaux. Sa longue vie, respectée par les boulets ennemis, avait été battue par bien des orages, et bien souvent éprouvée par les vicissitudes de nos révolutions.

Il y a aujourd'hui quarante-huit ans que, général en chef de l'armée des Pyrénées-Occidentales, ce vieillard descendait au pas de charge dans la vallée de Roncevaux, et renversait, aux cris de : Vive la république ! la pyramide élevée en mémoire de la défaite des preux de Charlemagne. La Convention déclarait qu'il avait bien mérité de la patrie. Vingt-neuf ans plus tard il reparaissait aux mêmes lieux, combattant toujours pour la France sous un autre drapeau.

En 1804 il tenait l'épée sur les marches de l'autel où celui qui repose aujourd'hui dans la tombe se couronnait empereur ; dix ans plus tard, commandant de la garde nationale de Paris, il tirait le dernier coup de fusil contre l'invasion étrangère ; fidèle à un nouveau serment, il résistait à la terrible épreuve des Cent-Jours, et, comme récompense de

sa fidélité, pour avoir refusé de tremper ses mains dans le sang d'un compagnon d'armes, il était destitué comme un caporal. A dix ans de là nous le retrouvons, au sacre de Reims, debout à l'autel, remis en possession de sa vieille épée de connétable par la main débile de Charles X. Cinq ans s'écoulent, et l'élu de Reims est renversé de son trône; une révolution nouvelle vient encore une fois changer la face des choses, et le doyen de nos armées conserve assez de vie pour assister à l'apothéose du héros qu'il a vu naître, grandir, briller, et tomber sous les coups de l'Europe, abandonné par ceux-là mêmes qui l'honorent aujourd'hui comme un demi-dieu.

Il est des existences militaires plus éclatantes que celle du maréchal Moncey, mais il n'en est point d'aussi longues, et il en est peu d'aussi pures. Il en est peu qui aient eu, comme la sienne, l'heureux privilége de traverser sans une seule tache cinquante ans de bouleversements politiques. Si, le jour où il entra dans l'église des Invalides, Napoléon eût surgi tout à coup de sa bière pour passer en revue ceux qui l'entouraient, il eût vu peut-être plus d'une figure se troubler sous son regard; mais il eût pu marcher droit au vieux Moncey : le vieux Moncey n'eût point eu à rougir devant lui. Jamais le maréchal n'adula l'empereur dans sa puissance pour l'insulter dans son adversité. Délié de son serment par lui-même, il ne revint pas à lui pour l'abandonner encore, et se justifier ensuite de l'avoir servi en le calomniant; entre le héros mort et le vieillard mourant, pas de souvenirs pénibles! De sa main de cadavre, l'un eût pressé la main décharnée de l'autre en répétant ce qu'il disait à Sainte-Hélène : « Moncey est un honnête homme. » Ce simple mot vaut bien des éloges pompeux; il résume à merveille la noble vie du duc de Conégliano, que nous allons parcourir rapidement.

Rose-Adrien de Moncey appartient à une bonne famille de Franche-Comté; il est né en juillet 1754 à Besançon, où son père exerçait les fonctions d'avocat au parlement. La passion des armes s'empara de lui dès son plus jeune âge; il avait à peine quinze ans lorsqu'un beau jour il se sauva du collége et s'enrôla dans le régiment de Conti-Infanterie. Son père l'y laissa six mois, espérant qu'il se dégoûterait du métier; au bout de ce temps il lui acheta son congé, et le ramena à Besançon. A peine arrivé au logis, le belliqueux adolescent disparut de nouveau et s'enrôla encore une fois dans le régiment de Champagne-Infanterie; sa famille renonça à lutter contre une vocation aussi prononcée; il servit trois ans comme simple grenadier. Ne trouvant ni bataille à livrer, ni épaulette à gagner, son ardeur se calma un peu; son mousquet finit par le fatiguer; il acheta lui-même son congé, revint à Besançon, et se mit à étudier le droit. Mais pour être inassouvie sa passion n'était pas éteinte. Quand il n'eut plus son mousquet, il le regretta. Dans une ville de garnison, tout lui rappelait ses amours; la vue d'un plumet le faisait tressaillir, et le Digeste l'ennuyait. Après avoir lutté pendant un an contre des désirs de plus en plus violents, il céda encore et rentra dans la carrière qu'il ne devait plus quitter. Enrôlé pour la troisième fois dans le corps des gendarmes de la garde, il quitta ce corps au bout de quatre ans, en 1778, pour passer en qualité de sous-lieutenant de dragons dans la légion des volontaires de Nassau-Siegen; en 1782 il fut nommé lieutenant en second, lieutenant en premier en 1785, et capitaine en 1791.

Alors enfin il trouva ce qu'il cherchait dans le métier des armes; la guerre éclata bientôt furieuse sur toutes nos frontières. Nommé chef de bataillon en 1793, il fut chargé de conduire à l'armée des Pyrénées-Orientales cette légion de volontaires connue sous le nom de *chasseurs cantabres;* ce renfort arriva à propos. On a trop souvent fait honneur du succès de nos armées républicaines à d'autres qu'à nos soldats; nos gouvernants s'égorgeaient mutuellement en décrétant la victoire, mais ils l'organisaient fort peu. Du côté de l'Espagne, surtout, aucune mesure n'était prise pour assurer la défense du territoire. Les Espagnols menaçaient à la fois Perpignan et Bayonne. L'armée n'était qu'un rassemblement informe de nouvelles recrues, sans discipline, sans munitions, sans vivres; mais, dans tous les temps, sous tous les régimes, le Français grandit vite au feu du canon. Après quelques mois d'expérience payée par des revers, l'armée des Pyrénées fit comme ses sœurs du Nord, du Rhin, d'Italie, de la Moselle, de Sambre-et-Meuse, des Alpes, etc.; elle s'arma, se disciplina, se vêtit, s'exerça, se forma sur le champ de bataille, le tout aux frais de l'ennemi.

A peine arrivé au camp de Château-Pignon, le commandant des chasseurs cantabres débuta par un exploit. Le 6 juin 1793, le général espagnol Caro, profitant d'un brouillard très-épais, s'avança de grand matin sur plusieurs colonnes, avec de l'artillerie, dans l'intention de surprendre le camp;

mais le commandant Moncey veillait avec ses chasseurs aux avant-postes ; il fond sur l'ennemi, le repousse et le poursuit jusqu'à la hauteur de Mendibelza. Une colonne essaye de faire volte-face et démasque une batterie de six pièces de canon ; Moncey, soutenu par une compagnie franche de Bordelais, sous les ordres du commandant Boudet, se précipite sur la batterie, et les canonniers sont massacrés sur leurs pièces. Cependant le brouillard se dissipe, l'armée espagnole, s'apercevant qu'elle recule devant une poignée d'hommes, reprend l'offensive, et Moncey opère sa retraite en bon ordre.

C'est par de tels faits d'armes fréquemment renouvelés que Moncey parvint rapidement au grade de général de brigade, qu'il reçut des représentants en mission : la Convention lui confirma ce titre, et, deux mois après, le comité de salut public, pour le récompenser de sa belle défense au camp d'Andaye, le nomma général de division, et l'envoya en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Occidentales, pour commander l'aile gauche, sous le général en chef Muller. — C'était au commencement de l'année 1794, à l'époque où les forces de la république avaient atteint leur chiffre le plus élevé : la France avait près d'un million d'hommes sous les armes. L'armée des Pyrénées-Occidentales stationnait près de Bayonne, entre la Croix-des-Bouquets et Sainte-Anne, dans le camp dit des Sans-Culottes. Les premiers mois de 1794 se passèrent en escarmouches, en engagements peu importants, jusqu'au moment où les succès obtenus à l'est par Dugommier firent décider l'invasion simultanée du territoire espagnol par la Catalogne et par la Navarre. L'armée de Bayonne devait pénétrer par la vallée de Bastan, qui, environnée au sud et à l'est par la frontière de France, plonge au nord et à l'ouest dans les possessions espagnoles, et permet ainsi de menacer à droite Berra et Irun, à gauche Roncevaux et Pampelune. — C'est le 3 juin (15 prairial) que l'armée, disposée en trois colonnes, commença son mouvement vers les trois passages principaux qui donnent ouverture dans la vallée de Bastan. Moncey conduisait la troisième colonne, chargée de manœuvrer sur Roncevaux. Dans cette guerre de montagnes, chaque jour fut signalé par un combat, dont le plus sanglant fut celui qui se livra pour forcer les redoutes de Commissari, en avant de Berra ; le 8 thermidor, toute l'armée avait pénétré dans le Bastan et se préparait à poursuivre les avantages obtenus ; le 14 thermidor, les trente redoutes de Saint-Martial et d'Irun furent emportées, trois cents hommes firent capituler Fontarabie ; le 15 Moncey s'empare du port du Passage ; le 16 il se porte sur Saint-Sébastien, la place capitule le 17, et le lendemain son avant-garde force les portes de Tolosa. — Les représentants en mission nommaient cette série de victoires remportées en dix jours *l'heureuse décade*. — « Quelle victoire que celle que « nous venons de remporter ! écrivait dans l'ivresse « du triomphe le représentant Garrau. Trente re- « doutes hérissées de canons, une ville de guerre « dite *pucelle* (Fontarabie), devant laquelle Ber- « wick faillit perdre sa gloire et son armée, dix à « douze mille hommes pour soutenir et défendre « tous ces ouvrages, une rivière à passer sous des « batteries nombreuses et supérieurement placées. « Eh bien, tout cela a été pris et enlevé par six « mille républicains dans l'espace de dix à douze « jours !.... Les soldats de cette armée, ajoutait « Garrau, ne sont pas des hommes, mais des dé- « mons ou des dieux. »

Ainsi, en un an de temps, notre position était complétement changée du côté de l'Espagne ; non-seulement nous avions délivré nos frontières, mais nous entrions chez l'ennemi : toute la Navarre espagnole était conquise. La nouvelle de ce triomphe inattendu fit une grande impression sur la Convention. Barère annonça au milieu des applaudissements la destruction de la Pyramide de Roncevaux, et comme les victoires de l'armée des Pyrénées-Occidentales étaient dues surtout à l'habileté et au courage du général Moncey, les représentants le proposèrent pour le commandement en chef. Informé de ce fait, Moncey écrivit pour refuser, ne se sentant pas, disait-il, les qualités requises. Les représentants insistent, la Convention passe outre, et proclame Moncey général en chef malgré lui. — C'était à la fin de 1794. Moncey ne tarda pas à justifier la confiance de la Convention. Poursuivant le cours de ses succès, il bat les Espagnols à Lecumberry et à Villa-Nova, s'empare de plusieurs drapeaux, de cinquante pièces de canon, et saisit au profit de la république, dans les belles fonderies d'Orbaïcette et d'Eguy, ainsi que dans la materie royale d'Iraty, un matériel estimé 32 millions de francs. Après avoir occupé Castellane et Tolosa, il passa la Deva, vainquit à Villa-Réal, à Mont-Dragon, assiégea Pampelune, prit Bilbao, battit l'ennemi à Vittoria, et soumit toute la Biscaye : il se disposait à passer l'Ebre lorsque les hostilités furent suspendues. La cour de Madrid, effrayée du

progrès de nos armes, demanda la paix. Moncey la signa à Saint-Sébastien avec le marquis d'Iranda, et le traité fut ratifié par la Convention le 31 juillet (13 thermidor) 1795.

Le 31 août 1796, il fut appelé au commandement en chef de l'armée des côtes de Brest. Ce poste était important; en même temps qu'il fallait surveiller les tentatives incessamment renouvelées sur nos côtes par les Anglais et les émigrés, il fallait mener à bien, en Bretagne, l'œuvre de pacification que Hoche venait de terminer dans la Vendée. L'esprit de modération et la générosité de cœur qui ont toujours distingué Moncey lui facilitèrent l'accomplissement de sa tâche. Il consacra tous ses soins à faire disparaître les traces que les discordes politiques avaient laissées dans cette province. Après un an de séjour, il fut envoyé à Bayonne pour commander la première division militaire. Il resta là deux ans dans une inaction qui dut lui être d'autant plus pénible qu'il voyait nos armées cueillir de nouveaux lauriers sur le Rhin, au delà des Alpes et sur les bords de Nil. Moncey était peu solliciteur : il avait commandé en chef et avec éclat une armée qui n'existait plus, celle des Pyrénées; avec elle il avait forcé l'Espagne à la paix; il eût désiré sans doute une position analogue dans une autre armée; le Directoire l'oubliait, il ne fit rien pour se rappeler à son souvenir. Quand Bonaparte revint d'Égypte, Moncey se trouvait à Paris; jusque-là étranger à toutes les crises intérieures qui avaient signalé les sept premières années de la révolution, le général s'était exclusivement occupé de battre l'ennemi. Bonaparte n'eut pas de peine à lui faire comprendre la nécessité d'un pouvoir régulier et fort, qui mît fin une fois pour toutes aux convulsions anarchiques dans lesquelles s'épuisait le pays. Il vit avec plaisir le renversement du Directoire et l'établissement du Consulat. Bonaparte l'envoya à Lyon commander la 15e division militaire, en se réservant de l'employer activement à la première occasion. En effet, aussitôt que s'ouvrit la brillante campagne de l'an VIII, Moncey fut chargé de prendre quinze mille hommes de l'armée du Rhin pour les conduire en Italie. Au moment où Bonaparte franchissait le mont Saint-Bernard, Moncey traversait avec sa colonne les neiges du Saint-Gothard, et débouchait sur Bellinzona, pour faire sa jonction avec l'armée de réserve; il se porta sur Plaisance, dont il s'empara, joignit Bonaparte à Milan le 7 juin, et de là se dirigea sur Marengo, où il arriva assez à temps pour prendre part à une de nos plus belles victoires. Après l'armistice qui suivit la bataille, Moncey occupa la Valteline. Dans la campagne suivante, en 1801, chargé du commandement de l'aile gauche de l'armée sous la direction de Brune, il se porte sur le village de Mozambano, dont il s'empare après une action très-vive, où il eut un cheval tué sous lui. Ce succès était important en ce qu'il ouvrait à l'armée entière le passage du Mincio. L'ennemi, battu à Pozzuolo, à Valleggio, à Salionzo, se replia sur l'Adige; l'armée française l'y suivit en passant l'Adige à Bursolengo. Le général en chef autrichien Bellegarde se porte sur Vicence, pour attendre l'arrivée des généraux Laudon et Wukassowitch, qui descendaient du Tyrol avec des renforts; Brune ordonne à Moncey de se porter sur Trente pour y faire sa jonction avec Macdonald; le résultat de cette manœuvre devait être d'isoler le corps autrichien de Laudon, de le cerner et de le tailler en pièces. Ce résultat allait être obtenu quand Laudon se tira du mauvais pas à l'aide d'une supercherie indigne d'un soldat. Il envoya au général français un officier de son état-major pour lui annoncer qu'il venait de recevoir la nouvelle certaine d'un armistice conclu entre leurs chefs respectifs Brune et Bellegarde, et pour demander de conclure une convention semblable. Le loyal Moncey, ne soupçonnant pas que cet avis fût un piége, accorde la suspension d'armes demandée, et Laudon lui échappe en défilant pendant la nuit sur la passe étroite de Caldonazzo, où il eût été écrasé.

Brune, informé de cette nouvelle, se hâte de démentir l'assertion du général autrichien; mais il était trop tard. Furieux de voir manquer son plan, il enlève le commandement à Moncey, et envoie Davoust pour le remplacer; mais ce dernier, par respect pour son collègue, se contenta de prendre le commandement de la cavalerie, et l'armée entière, indignée de la mauvaise foi de Laudon, précipita sa marche pour en tirer vengeance. Elle allait l'atteindre quand les plénipotentiaires autrichiens se présentèrent à Brune en proposant un armistice aux conditions imposées par Bonaparte. Le traité de Lunéville fut conclu bientôt après, et Moncey reçut le commandement militaire des départements de l'Oglio et de l'Adda, qu'il garda jusqu'au 3 décembre 1801, époque à laquelle le premier consul l'appela à Paris pour lui confier les fonctions d'inspecteur général de la gendarmerie.

Dans cette nouvelle position, Moncey se montra ce qu'il avait été sur les champs de bataille, intel-

ligent, honnête, laborieux, dévoué. En 1804 il présida le collége électoral du Doubs, et fut élu candidat au sénat conservateur par le département des Basses-Pyrénées, qui avait gardé souvenir de sa belle campagne de 1794. Le 19 mai 1804, Napoléon, devenu empereur, le comprit parmi les dix-huit généraux élevés au rang de maréchaux de l'empire; le 2 février suivant il le nomma grand officier de la Légion d'honneur et duc de Conégliano.

Durant les campagnes d'Allemagne, Napoléon, désireux de conserver pendant son absence à l'intérieur quelques chefs sûrs et dévoués, laissa Moncey à Paris pour y continuer ses fonctions d'inspecteur général de la gendarmerie; mais lorsque les boulets ennemis eurent éclairci les rangs des maréchaux, quand il fallut faire tête à la fois à l'Autriche et à l'Espagne, Moncey, chargé du commandement d'un corps de vingt-quatre mille hommes, passa la Bidassoa au commencement de 1808, et marcha contre les insurgés du royaume de Valence, qu'il battit en plusieurs rencontres. L'empereur, après avoir détruit successivement les deux armées espagnoles d'Estramadure et de Galice, ordonna à Moncey et à Lannes de réunir leurs corps pour marcher à la rencontre de l'armée d'Estramadure; les deux généraux joignirent l'ennemi entre Tudela et Cascante. La division Maurice Mathieu attaqua son centre en colonne serrée et l'enfonça du premier choc. La division de cavalerie du général Lefebvre-Desnouettes passa aussitôt par cette trouée, et, par un quart de conversion à gauche, enveloppa toute la droite espagnole, qui fut sabrée et dispersée. La gauche ne fit pas une plus longue résistance; le village de Cascante, où se trouvait le corps de Castanos, fut emporté, et l'armée tout entière, mise en déroute complète, s'enfuit, abandonnant sur le champ de bataille quatre mille tués ou blessés, trois mille prisonniers, trente pièces de canon et sept drapeaux. Le général Palafox parvint à rallier dix mille hommes avec lesquels il s'enferma dans Saragosse. Là il soutint contre Lannes et Moncey ce siége à jamais mémorable, où l'on vit, pour me servir de la magnifique description de M. de Chateaubriand, « des enfroqués, « à cheval comme des dragons de feu sur les pou« tres embrasées, chargeant leurs escopettes parmi « les flammes, au son des mandolines, au chant « des *boleros* et au *Requiem* de la messe des morts. « Les ruines de Sagonte applaudirent. »

Rappelé à Paris par Napoléon, Moncey fut envoyé en Flandre pour faire face aux Anglais qui débarquaient à Walcheren. Après le désastre de cette expédition, Moncey prit le commandement de l'armée de réserve du Nord. Quand fut résolue la fatale campagne de Russie, il fut un des généraux qui manifestèrent le plus ouvertement leur improbation. Napoléon, qui n'aimait pas à être contredit, ne l'appela point à prendre part à cette campagne. On sait quelle suite de revers signala les années 1812 et 1813. L'invasion étrangère trouva Moncey à Paris, commandant de la garde nationale; il se prononça énergiquement pour la résistance, et combattit jusqu'au moment où la défection de Marmont livra la capitale à l'ennemi. Il remit alors son commandement entre les mains du duc de Montmorency, et se retira sur Fontainebleau avec les débris des troupes. Après l'abdication de Napoléon, il envoya à M. de Talleyrand une lettre d'adhésion au gouvernement provisoire. Louis XVIII le maintint dans ses anciennes fonctions d'inspecteur général de gendarmerie, le nomma chevalier de Saint-Louis le 2 juin, et deux jours après pair de France. Dès la première nouvelle du débarquement de Napoléon, il adressa aux gendarmes un ordre du jour pour leur rappeler le serment qu'ils avaient prêté au roi; et quand l'empereur rentra dans Paris, il se tint à l'écart, malgré les avances qui lui furent faites; mais s'étant laissé, sans réclamation, comprendre dans la liste des pairs impériaux, il se trouva, après la seconde Restauration, déchu de sa qualité de pair, en vertu de l'ordonnance du 24 juillet.

Ici se présente sous ma plume un acte du maréchal Moncey qui l'honore plus que dix batailles gagnées, un de ces actes que l'histoire recueille avec d'autant plus de soin qu'ils sont plus rares, un de ces actes qui suffisent à illustrer la mémoire d'un homme. Le jugement du maréchal Ney est jugé aujourd'hui. Tout Paris a défilé respectueusement, il y a quatorze mois, à la suite du Captif de Sainte-Hélène, devant la statue triomphante du supplicié de 1815, et dans le cortége il ne manquait pas d'hommes qui avaient banni l'un et fusillé l'autre. Les temps de révolutions fourmillent de rapprochements de ce genre.

Quand la Restauration voulut tuer Ney, elle pensa d'abord à l'envoyer devant un conseil de guerre. La présidence de ce conseil fut attribuée au duc de Conégliano, comme doyen des maréchaux; le noble duc, au grand scandale de la cour, refusa de siéger, et il poussa l'audace jusqu'à déclarer les motifs de

son refus et prendre ouvertement la défense de Ney, en adressant au roi une lettre admirable, que l'histoire doit recueillir comme un monument.

Voici cette lettre [1] :

« Sire, Votre Majesté daignera-t-elle me permettre d'élever ma faible voix jusqu'à elle? Sera-t-il permis à celui qui ne dévia jamais du sentier de l'honneur d'appeler l'attention de son souverain sur les dangers qui menacent sa personne et le repos de l'État?

« Placé dans la cruelle alternative de désobéir à Votre Majesté ou de manquer à ma conscience, j'ai dû m'expliquer à Votre Majesté; je n'entre pas dans la question de savoir si le maréchal Ney est innocent ou coupable; votre justice et l'équité de ses juges *en répondront à la postérité,* qui pèse dans la même balance les rois et les sujets... Sont-ce les alliés qui exigent que la France immole *ses citoyens les plus illustres?* Mais, sire, n'y a-t-il aucun danger pour votre personne et votre dynastie à leur accorder ce sacrifice?

« D'abord ils se sont présentés en alliés; mais les habitants de l'Alsace, de la Lorraine et de votre capitale même, quels noms doivent-ils leur donner? Ils ont demandé la remise des armes. Dans les pays qu'ils occupent maintenant et dans les deux tiers de votre royaume, il ne reste pas même un fusil de chasse! Ils ont voulu que l'armée française fût licenciée, et il ne reste plus un seul homme sous les drapeaux, pas un caisson attelé! Il semble qu'un tel *excès* de condescendance a dû assouvir leur vengeance. Mais non; ils veulent vous rendre odieux à vos sujets en faisant tomber, soit parmi les maréchaux, soit dans les armées, les têtes de ceux dont ils ne peuvent prononcer le nom sans rappeler leur humiliation.

« Ma vie, ma fortune, tout ce que j'ai de plus cher est à mon pays et à mon roi; mais mon honneur est à moi; aucune puissance humaine ne peut me le ravir.

« Qui, moi! j'irais prononcer sur le sort du maréchal Ney! Mais, sire, permettez-moi de le demander à Votre Majesté, où étaient les accusateurs tandis que Ney parcourait les champs de bataille? Ah! si la Russie et les alliés ne peuvent pardonner au vainqueur de la Moskowa, la France peut-elle oublier le héros de la Bérésina?

« Et j'enverrais à la mort celui auquel tant de Français doivent la vie, tant de familles leurs fils, leurs époux, leurs parents! Réfléchissez-y, sire; c'est peut-être pour la dernière fois que la vérité parvient jusqu'à votre trône; il est bien dangereux, bien impolitique, de pousser des braves au désespoir.

« Ah! peut-être si le malheureux Ney avait fait à Waterloo ce qu'il fit tant de fois ailleurs, peut-être ne serait-il point traîné devant une commission militaire. Peut-être ceux qui demandent aujourd'hui sa mort imploreraient sa protection... »

Pour bien comprendre tout ce qu'il y a de beau dans cette lettre, qui se détache si noblement au milieu des turpitudes et des bassesses de 1815, il faut se reporter à l'époque où elle fut écrite. La France avait été épargnée par la première invasion, elle fut écrasée par la seconde; *nos amis les ennemis* usèrent largement de leur force et de notre impuissance : 700 millions de contributions de guerre à payer jour par jour par portions égales dans le courant de cinq années; 700 autres millions à titre d'indemnités, à partager entre les divers pays où nous avions porté nos drapeaux; cession ou démolition des places fortes qui défendaient notre frontière du nord; désarmement général de ce qui nous restait de soldats; entretien à nos frais, dans nos villes, d'une garnison ennemie de cent cinquante mille hommes pendant cinq ans; spoliation de nos musées et de nos monuments, opérée sous forme de restitution, sans autre règle que le caprice des vainqueurs; enfin brutalités de tous genres exercées sur une nation demi-morte, foulée aux pieds par huit cent mille hommes sous les armes, tels furent les résultats du grand désastre de Waterloo.

Pour comble de malheur, alors que les passions politiques auraient dû se rapprocher et se fondre dans un sentiment commun de douleur et de honte, alors que l'attitude du pays aurait pu être noble encore en se présentant aux coups de la fortune avec un front calme, triste et fier, nous offrions à l'ennemi le hideux spectacle d'enfants qui se déchirent sur le cadavre de leur mère en présence de ceux qui l'ont tuée [1]. La France de 1815 se divisait en vainqueurs et en vaincus, en innocents et en coupables, en proscripteurs et en proscrits, comme si nous n'étions pas tous vaincus, comme si les torts de chacun ne disparaissaient pas dans le malheur de tous, comme si l'infidélité à un homme ne se compensait pas par la fidélité à la patrie!

Le monarque restauré eût pu jouer un beau rôle; il avait assez d'esprit pour le comprendre, mais il n'avait pas assez de cœur pour oser le remplir. L'étranger demandait qu'on fît *des exemples* (c'était le mot consacré), les royalistes le de-

[1] Cette lettre, qui n'était pas destinée à voir le jour, fut publiée, pour la première fois, en 1819, par les journaux américains; la *Bibliothèque historique* la reproduisit. Le maréchal, alors rentré en grâce, se crut obligé par convenance de la désavouer comme n'étant point parfaitement exacte; mais les termes mêmes du désaveu indiquent suffisamment qu'elle l'est.

[1] Il va sans dire qu'il ne s'agit point ici de la France en elle même, mais bien de ceux qui la représentaient.

mandaient plus haut encore que l'étranger; si Louis XVIII eût eu le courage, en s'appuyant franchement sur le sentiment national, de refuser à ses amis et aux ennemis de la France la satisfaction de haines que personnellement il ne partageait pas, Louis XVIII serait grand dans l'histoire, et il aurait peut-être sauvé sa dynastie; car le sang de Ney et de Labédoyère a crié bien haut pendant quinze ans contre les Bourbons.

Et c'est au moment où ce grand méfait, ou, si l'on veut, cette grande faute politique, allait s'accomplir, au moment où l'égoïsme humain, visible surtout chez les sommités sociales, apparaissait dans toute sa laideur; au moment où, par crainte pour lui-même, chacun brûlait à qui mieux mieux ce qu'il avait adoré, où les plus suspects en matière de fidélité se montraient les plus furieux; au moment où le transfuge de Waterloo, aujourd'hui proscrit à son tour, poussait Ney au supplice avec un acharnement incroyable[1]; au moment où le défectionnaire de Fontainebleau, que la proscription devait aussi atteindre plus tard, se préparait à jeter dans l'urne un vote de mort contre le brave des braves; au moment où, parmi tous les maréchaux siégeant à la Chambre des pairs, pas un ne trouvait en lui assez de force pour résister aux entraînements du jour; c'est à ce moment que, seul, et le plus pur de tous, le vieux Moncey osa élever sa voix en faveur d'un compagnon d'armes lâchement abandonné, et ne craignit pas de faire à sa conscience le sacrifice d'une position acquise par trente ans de glorieux services! C'est là un des plus beaux exemples de courage civil qu'un soldat ait jamais donnés.

Cette lettre si éloquente dans sa simplicité, si franche et en même temps si respectueuse, ne pouvait manquer d'irriter profondément ceux qui avaient résolu la mort de Ney. La réponse ne se fit pas attendre; elle arriva au duc de Conégliano sous la forme d'une ordonnance royale peu honorable pour le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, qui la contre-signa. Dans cette ordonnance bizarre, pour destituer sans jugement, au nom du roi, un maréchal de France, on exhumait une loi de la république. Voici le dernier considérant de cette pièce curieuse :

« Vu les lettres du maréchal Moncey, desquelles il résulte qu'il n'a point, pour se dispenser de siéger dans le conseil de guerre, la seule excuse qui, d'après l'article VI de la loi du 13 brumaire an V, puisse être considérée comme valable;

« Considérant que le refus de M. le maréchal Moncey ne peut être attribué qu'à un esprit de résistance et d'indiscipline, d'autant plus coupable qu'on devait attendre un exemple tout à fait contraire du rang éminent qu'il occupe dans l'armée, et des principes de subordination que dans sa longue carrière il a dû apprendre à respecter, nous avons résolu de lui appliquer la peine portée par l'art. VI de la loi du 13 brumaire an V contre tout officier qui, sans excuse valable, refuse de siéger dans le conseil de guerre où il est appelé;—A ces causes nous avons ordonné ce qui suit :

« M. le maréchal Moncey est *destitué;* il subira une peine de trois mois d'emprisonnement. »

Et pendant qu'on fusillait Ney, Moncey alla faire trois mois de prison au château de Ham.

Louis XVIII s'aperçut bien vite de l'impression que cet acte d'arbitraire inouï avait faite sur l'armée. Au fond il sentait parfaitement tout ce qu'il y avait de noblesse dans le procédé du maréchal; aussi s'empressa-t-il, après l'expiration de la peine, de réintégrer le duc de Conégliano dans son grade; il reçut son serment de maréchal le 14 juillet 1816. Le 5 avril 1820 il le nomma commandant de la 9e division militaire, et le 30 septembre chevalier de l'ordre du Saint-Esprit.

Quand la guerre d'Espagne fut décidée, en 1823, Moncey, désigné pour le commandement en chef du quatrième corps, se rendit à Perpignan pour procéder à son organisation. Il y trouva à son arrivée les bandes indisciplinées de l'armée de *la Foi* rejetées sur nos frontières par le général constitutionnel Mina, et qui demandaient à marcher avec nous contre leur patrie, et cela au moment où des Français, enrôlés sous le drapeau de Mina, se préparaient à nous disputer le passage de la Bidassoa : triste résultat des discordes civiles! Moncey se se-

[1] Il n'entre pas dans mes habitudes de manquer de modération envers personne, et à plus forte raison envers les hommes dont la vie a sa part de gloire et de malheur; mais il est impossible à quiconque lit sans passion les pièces de ce malheureux procès de Ney, de ne pas se sentir indigné du caractère haineux de la déposition de M. de Bourmont contre un homme dont il avait partagé la défection, depuis Lons-le-Saulnier jusqu'à Waterloo *exclusivement*. Il est bien difficile aussi de ne pas s'étonner de voir le duc de Raguse prononcer la MORT de Ney. Parmi les juges du maréchal, il en est certainement qui l'ont condamné de bonne foi; mais combien d'autres ont violenté leur conscience!

rait très-bien passé du concours de ses sauvages alliés. Le fameux *trappiste*, avec sa robe de franciscain ornée d'un grand sabre en guise de chapelet, d'une ceinture de pistolets en guise de cordon, et chevauchant un fouet à la main, était un collègue qui allait peu aux habitudes sévèrement militaires du duc de Conégliano. Cependant, comme il importait d'entrer en alliés plutôt qu'en ennemis, il fallut accepter de tels auxiliaires, et procéder avec eux à la répression de la révolution espagnole; le maréchal ne s'occupa dans cette tâche que de ce qui avait trait à ses devoirs de soldat.

La campagne d'Espagne, prônée d'abord avec une exaltation ridicule, a été plus tard rabaissée avec excès. Ce n'est pas plus une campagne d'Italie que le duc d'Angoulême n'était le premier capitaine du siècle. Mais si l'armée française n'y a pas trouvé plus de gloire, c'est la faute de l'ennemi, et non la sienne. Au total, considérée du point de vue militaire, cette expédition nous fit honneur en Europe. L'opposition avait pronostiqué d'effroyables revers; l'étranger, déshabitué de gloire française, s'attendait à nous voir échouer là où succomba Napoléon, et ce fut un grand sujet d'étonnement que cette promenade de cent mille hommes marchant au pas, des Pyrénées à Cadix, en balayant au passage tout ce qui résistait.

Le corps du maréchal Moncey, chargé d'opérer sur la Catalogne pendant que le duc d'Angoulême se dirigeait sur Madrid, fut celui qui rencontra le plus de résistance. Il avait en face de lui Mina, qui défendit pied à pied le terrain et se battit bravement. Les opérations avaient commencé le 28; Moncey entra en Espagne par le Col de Perthuis; Peralda, la Jonquière, Camani, Puycerda, Figuières, furent enlevées successivement. Le fort de Rosas et le fort *San-Miguel* se défendirent un peu mieux; ils furent emportés le 2 mai; Moncey entra en Catalogne. Il fit investir Hostalrich et poussa jusqu'à Barcelone, dont le blocus commença le 9 juin, en même temps qu'il attaquait la redoutable position de Jorba, valeureusement défendue par le général Milans.

Vainement Moncey, avec la modération qui a toujours caractérisé sa vie militaire, cherchait, par les propositions les plus honorables, à épargner aux habitants de Barcelone les horreurs d'un siége; la garnison ne voulait rien entendre. Le 12 septembre, au moment où le duc d'Angoulême se portait sur Cadix et où Lauriston ouvrait la tranchée devant Pampelune, les assiégés de Barcelone firent une sortie au nombre de six mille hommes, avec cent chevaux et six pièces de canon; après un combat très-vif ils furent repoussés avec perte. Le 16, une colonne débarquée à Mongat pour venir au secours de la place fut entourée et faite prisonnière. Le 11 octobre Moncey reçut la nouvelle de la délivrance de Ferdinand et de son arrivée au port Sainte-Marie; il s'empressa de transmettre cette nouvelle aux généraux espagnols, en y joignant un décret du roi qui ordonnait la remise de toutes les places fortes, soit aux troupes françaises, soit aux troupes royalistes espagnoles qui seraient le plus à portée. Ce décret n'était qu'une copie sans date ni signature; Mina refusa d'y ajouter foi, et les hostilités recommencèrent plus vives que jamais; enfin Moncey se procura un décret en forme; les assiégés reçurent, d'autre part, par la voie de Tarragone, la nouvelle des événements de Cadix, et ils se décidèrent alors à accepter la capitulation que leur offrait Moncey, et rendirent la ville qu'ils avaient vaillamment défendue. Ce fut la fin de la guerre. Moncey rentra en France, fut nommé grand-croix de l'ordre de Saint-Louis, et vint siéger à la Chambre des pairs, où il se plaça dans les rangs de cette majorité constitutionnelle contre laquelle vinrent échouer les mauvaises lois du ministère Villèle.

La révolution de Juillet n'étonna pas le maréchal; dès longtemps il prévoyait, comme tant d'autres, que les efforts continuels d'une race aveugle, s'épuisant à ressusciter le passé, aboutiraient tôt ou tard à une catastrophe. Confiné dans la retraite par son âge, ses goûts et le souvenir ineffaçable d'un grand malheur privé qui l'avait atteint dans ses plus chères affections [1]; dégagé de toute ambition politique; étranger aux fautes qui ont conduit la Restauration à sa perte, et n'ayant jamais été l'objet de ses faveurs, il la vit tomber sans regrets, et reprit avec joie sa vieille cocarde de 92.

Après la mort du maréchal Jourdan, en 1831, il fut appelé à le remplacer dans le poste de gouver-

[1] La mort de son fils unique, le colonel Moncey, brillant officier, enlevé bien jeune encore, en 1818, par un accident déplorable. Se trouvant à la chasse, il voulut franchir un fossé en s'appuyant sur son fusil; la secousse fit partir la détente, et le coup lui fracassa la tête. Il reste au duc de Conégliano une fille mariée à M. Duchêne, lequel a été autorisé récemment par le roi à hériter du titre de son beau-père.

neur des Invalides; et c'est là, au milieu des vétérans de nos grandes armées, dont il est l'aîné par le rang, la gloire et l'âge, que le maréchal attend, plein de jours, le moment suprême où son âme, délaissant un corps ruiné par le temps et la guerre, ira rejoindre là-haut les âmes des héros de l'épopée impériale.

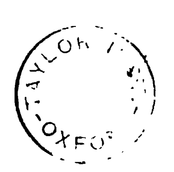
La vie privée du duc de Conégliano fut toujours pure comme sa vie militaire, et signalée par de nombreux actes de bienfaisance. Le maréchal est un des fondateurs de la Société formée pour l'amélioration des prisons; il a largement contribué de sa bourse au développement de l'instruction primaire dans son département, et toutes les entreprises formées dans un but utile, philanthropique, ont trouvé en lui un patron zélé et généreux. Il s'est fait aimer, vénérer par les soldats confiés à ses soins. Aujourd'hui qu'il n'est plus que l'ombre de lui-même, quand il quitte, pour venir à Paris, une terre qu'il possède aux environs de Senlis, et où il passe une grande partie de l'année, c'est pour consacrer tout ce qui lui reste de facultés à s'enquérir, avec une affectueuse sollicitude, de l'état et des besoins de ses vieux compagnons de gloire. Ceux-ci revoient toujours leur maréchal avec un nouveau plaisir; ils aiment à le suivre du regard, quand, soutenu aux deux bras par des serviteurs, il se traîne de salle en salle, examinant tout, s'informant de tout, et réveillant, par sa présence, au cœur de tous ces braves, les plus beaux souvenirs d'un passé qui n'est plus.

Je ne connais rien d'aussi touchant que la caducité d'un soldat, quand on pense que ce regard aujourd'hui éteint s'allumait jadis au feu du canon et lançait des flammes, que cette main défaillante, pressant la poignée d'une épée, portait la mort dans les rangs ennemis; que cette voix cassée, dominant le tumulte de la bataille, contenait ou précipitait les mouvements d'une grande armée; quand on pense que cet être débile, inerte, porté à bras comme un enfant, et courbé vers la terre qui le réclame, fut un être fort, intrépide, enthousiaste, animé du saint amour de la liberté et de la patrie, qui se jeta au-devant de l'étranger, le repoussa de nos frontières, et parcourut ensuite l'Europe entière sur les pas d'un autre Alexandre. Quand on rapproche ainsi les deux points extrêmes de la carrière d'un soldat de 92, on est comme effrayé de la différence des temps qui les séparent.

Ils sont en effet déjà bien loin, quoique bien près de nous, ces temps qui virent s'accomplir de si grandes choses : entre cet âge héroïque de notre histoire et l'époque actuelle, on dirait que plusieurs siècles ont déjà passé. Chaque jour la mort entraîne quelques vieux débris de cette génération forte et fière, dont il ne restera bientôt plus que le souvenir. Nos pères ont remué le monde avec la parole et l'épée; ils ont été grands dans leurs triomphes, grands dans leurs revers; ils ont anobli leur pays en masse, et, par eux, la qualité de Français est devenue un titre qui oblige.

Sachons donc conserver intact l'héritage qu'ils nous ont légué : que l'idée de patrie, cette idée sacrée, ce palladium des peuples, ne s'efface pas de nos cœurs pour faire place à je ne sais quel mélange d'individualisme étroit, cupide, avilissant, et d'*humanitairisme* bavard, nuageux, élastique, sentiment bâtard, né de la vanité greffée sur la faiblesse, qui perd en vigueur tout ce qu'il prétend gagner en étendue, et qui, s'il prenait jamais racine dans notre France, la laisserait énervée au jour du danger et prête à courber mollement la tête sous le premier orage venu du dedans ou du dehors.

M. Martinez de la Rosa.



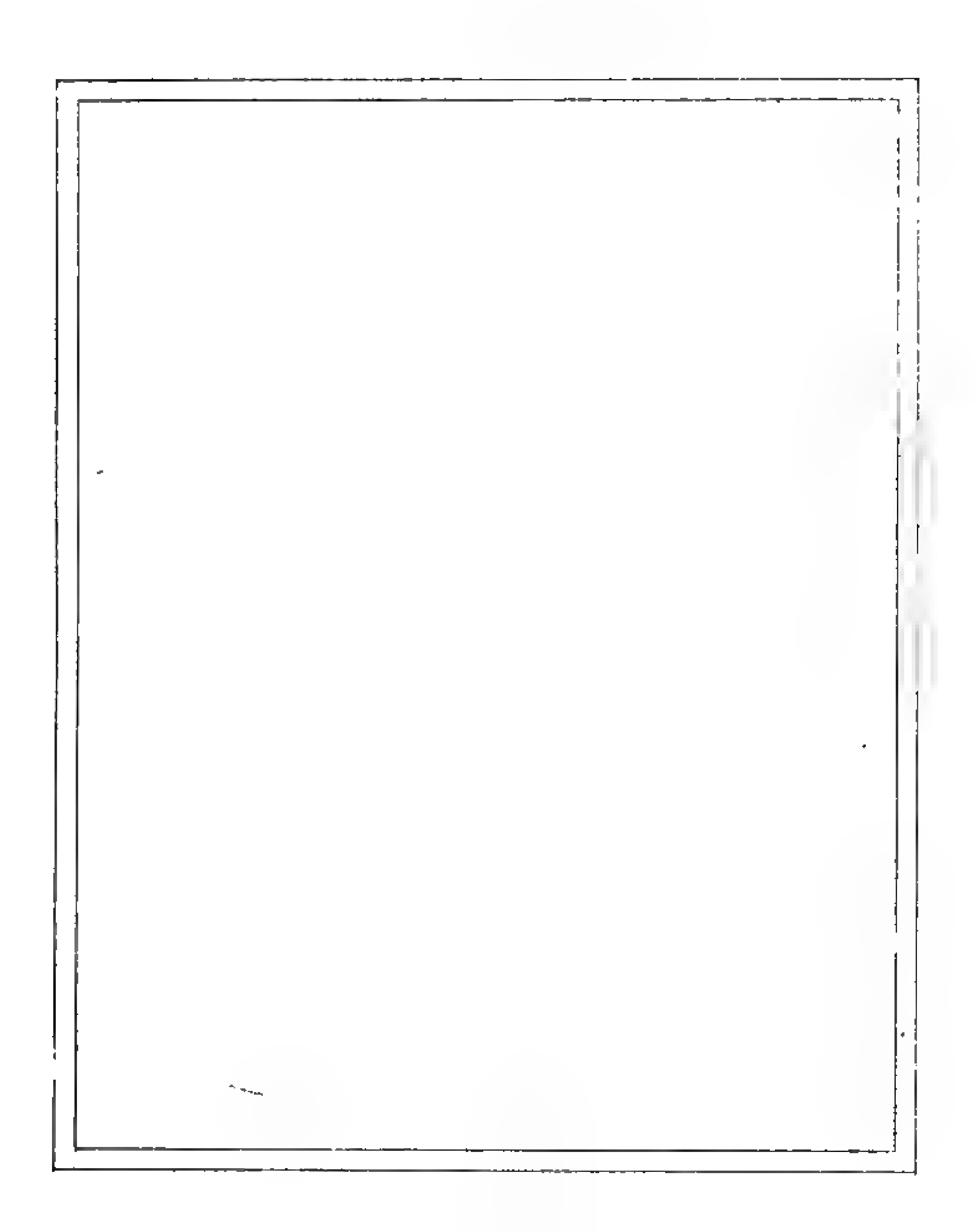
> Une éloquence vraie et persuasive, un courage calme et tranquille, une grande présence d'esprit, des principes d'ordre joints à un attachement sincère pour la liberté, une réputation honorable et pure, voilà les qualités rares et essentielles qu'un homme de bonne foi ne pouvait lui contester.
>
> Portrait de M. Martinez de la Rosa, en 1822, par M. de Marignac. — Essai sur la Révolution d'Espagne, page 384.

> Les théories extrêmes sont aujourd'hui discréditées; la génération actuelle est exclusivement vouée à la solution de ce problème, le plus important de tous pour le bonheur du genre humain : Quels sont les moyens de concilier l'ordre avec la liberté (Cuales son los medios de hermanar el orden con la libertad)?
>
> Espiritu del siglo. — Esprit du siècle, par Martinez de la Rosa. — Introduction.

L'Espagne moderne date de 1808. Jusque-là étrangère aux grands événements qui avaient remué la France et le monde [1], garantie du souffle révolutionnaire par sa situation topographique, par ce mélange d'apathie et d'opiniâtreté qui fait le fond de son caractère, par sa dégradation intellectuelle, par ses traditions religieuses et monarchiques, l'Espagne avait vu sans s'émouvoir tomber autour d'elle les têtes et les trônes. Façonnée au despotisme par Charles-Quint, conduite par ses successeurs jusqu'au dernier degré de la décadence politique, abrutie par l'inquisition, dépouillée depuis trois siècles de ses vieilles franchises dont elle avait perdu jusqu'au souvenir, la patrie du Cid végétait engourdie sous le sceptre impuissant d'un roi imbécile, conduit par une reine adultère et un favori impudent, quand la main de Napoléon, se posant tout à coup sur elle, lui imprima une secousse qui dure encore et dont nul ne saurait prévoir la fin.

[1] L'Espagne ne prit qu'une part très-restreinte à la coalition contre la France, et elle fut une des premières puissances qui traitèrent avec la république.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter en détail les événements qui préparèrent cette grande commotion. L'empereur venait de s'emparer du Portugal; il convoitait l'Espagne : il hésitait entre un protectorat pur et simple et une usurpation formelle : le soulèvement du peuple de Madrid contre l'ignoble gouvernement de Godoy précipita l'exécution de ses projets. Charles IV, pour sauver les jours de son favori, abdique en faveur d'un fils détesté. Napoléon se pose comme médiateur entre le père et le fils, et, tandis que son armée marche sur Madrid, il somme Charles IV et Ferdinand de se rendre à Bayonne. Là le héros d'Austerlitz, dépouillant sa peau de lion, se fait renard pour filouter une couronne; réalisant la fable de *l'Huître et les Plaideurs,* il escamote l'objet en litige, et renvoie les parties dos à dos, Charles IV à Marseille, Ferdinand à Valençay. Pour comble d'ignominie, l'un et l'autre acquiescèrent humblement à l'arrêt qui les mettait hors de cause; mais la nation protesta pour eux. Madrid s'insurge le 2 mai, Murat mitraille impitoyablement les révoltés; l'émeute est noyée dans des flots de sang. Ce sang devait être fécond; huit



jours après, toute l'Espagne était debout, poussant un cri de vengeance et courant aux armes.

Ce fut un magnifique spectacle que celui de cette nation endormie depuis des siècles, de cette nation presque oubliée et qui ne comptait plus dans la balance de l'Europe, se levant tout à coup (je dirais comme *un seul homme*, si la métaphore n'était usée jusqu'à la corde), se levant donc au même moment par une impulsion spontanée, universelle, irrésistible, et se jetant tête baissée dans les dangers d'une guerre à mort contre le vainqueur du monde, prête à prouver tout ce que peuvent sur la force matérielle le sentiment du droit et l'énergie de la volonté.

Il y avait alors à Grenade un jeune homme de vingt ans, bien né, bien doué, au cœur généreux, à la tête ardente, joignant aux richesses d'une imagination andalouse toutes les ressources d'une éducation plus soignée qu'elle ne l'est ordinairement en Espagne. Après de brillantes études de collége, il avait été reçu docteur en philosophie et en droit, et venait d'obtenir au concours une chaire de philosophie morale à l'université de sa ville natale. Ce jeune homme s'appelait Don Francisco Martinez de la Rosa. La fortune lui réservait d'éclatantes faveurs et de cruelles vicissitudes; poëte, orateur, homme d'État, il devait jouer un grand et noble rôle dans les affaires de son pays. Né pour ainsi dire en même temps que la nouvelle Espagne, appelé un des premiers à la diriger sur une mer pleine d'écueils, s'il ne lui était pas donné de la conduire au port, il devait au moins partager tous ses périls, s'identifier, pilote dévoué sinon heureux, à son vaisseau, et subir toutes ses tempêtes, affronter les vents avec lui, échouer avec lui, avec lui reprendre la mer pour échouer encore, passer de la faveur à la disgrâce, de la tribune au cachot, du cachot au pouvoir, du pouvoir à l'exil, et résumer en quelque sorte, dans les chances diverses de sa vie, toutes les crises à travers lesquelles l'Espagne marche si lentement, si péniblement, vers sa régénération politique.

A la première nouvelle du massacre du 2 mai, l'Andalousie s'était insurgée spontanément comme toutes les autres provinces de l'Espagne. Le jeune professeur grenadin se fit remarquer parmi les plus ardents à la résistance. Il transforma sa chaire de philosophe en une tribune de patriote, et fonda un journal pour exciter le peuple à persévérer dans la lutte. Chaque province, livrée à elle-même, sans chef, sans guide, sans gouvernement, avait établi sous le nom de *junte d'armement et de défense* une commission populaire chargée de préparer et de diriger le mouvement. La junte de Grenade confia au jeune Martinez la mission de se rendre à Gibraltar, pour demander au gouverneur anglais de coopérer à la défense de l'Andalousie en envoyant des troupes et des armes. Cette mission coïncidait avec une mission semblable que remplissait alors à Londres, au nom de la junte des Asturies, un autre jeune homme, le comte de Toreno, qui devait briller plus tard à côté de Martinez de la Rosa dans la carrière politique.

La première période de l'insurrection espagnole fut signalée par des succès; le général Dupont fut battu à Baylen par Castanos; Joseph fut obligé de quitter Madrid; les troupes françaises se retirèrent sur l'Èbre. Une junte centrale de gouvernement, composée de deux délégués de chaque junte provinciale, s'installa à Aranjuez, pour représenter le roi captif à Valençay. Je ne puis qu'indiquer les diverses alternatives de cette lutte acharnée qui dura six ans. A la fin de 1808 l'armée française avait repris l'offensive, défait les Espagnols à Burgos, à Somo-Sierra, repoussé l'armée auxiliaire anglaise jusqu'à la Corogne; Joseph rentrait dans Madrid, la junte centrale se retirait à Séville, où elle se maintint pendant toute l'année 1809. Après Wagram, Napoléon, débarrassé de l'Autriche et résolu d'en finir avec l'Espagne, dirigea sur elle tous ses efforts; les insurgés furent battus sur tous les points, la Péninsule entière fut occupée; obligée de reculer devant nos légions victorieuses, la junte suprême quitta Séville pour se réfugier dans l'île de Léon. Là, convaincu d'impuissance, ce gouvernement central, cédant enfin au vœu de l'Espagne vaincue, mais non soumise, confia le salut du pays à la résurrection de l'antique représentation nationale connue sous le nom de *Cortès* [1], et abolie depuis trois siècles.

[1] Les *cortès* ou *cours*, assemblées sorties des anciens *conciles* nationaux qui exerçaient la souveraine puissance sous la monarchie des Goths, se composèrent d'abord de la réunion du clergé et de la noblesse; le tiers état fut admis à s'y faire représenter par des députés (*procurndores*), vers la fin du XII[e] siècle. C'est seulement alors que ces assemblées prirent le nom de *cortès*. Chaque province eut ses *cortès*, dont les attributions étaient plus ou moins étendues; celles d'Aragon dominèrent souvent la royauté. Charles-Quint porta le premier coup à l'autorité de ces sortes d'états généraux, dont les prérogatives furent de plus en plus restreintes, au point de

Le mot de *Cortès* devint subitement le mot d'ordre de tout Espagnol; le peuple, qui avait toujours combattu au nom de Ferdinand, ne voyait, à la vérité, dans la convocation de cette assemblée, qu'une force de plus à opposer à l'étranger; mais la classe éclairée, profondément remuée par l'invasion et abandonnée par la royauté, se préparait à profiter de la crise pour conquérir à la fois l'indépendance nationale et la liberté politique. Les élections s'opérèrent, en quelque sorte, sous les baïonnettes ennemies, et dans un désordre inséparable de la situation. Il fut décidé que les Cortès formeraient une assemblée unique où se confondraient les trois ordres : le rendez-vous avait été fixé à Cadix; les députés élus durent tromper la surveillance française pour se rendre à leur poste; ils y parvinrent presque tous, et, le 24 septembre 1810, l'Europe vit, avec étonnement, ces délégués d'un peuple conquis, chassés de tous les points de l'Espagne, transporter avec eux la patrie sur un banc de sable, au milieu des mers, et là, entourés, pressés par une armée formidable, entre l'assaut de la veille et celui du lendemain, se livrer avec entraînement à la double et difficile entreprise d'affranchir et de constituer leur pays. C'est au milieu de cet ardent foyer d'exaltation patriotique que se produisit, comme un fruit en serre chaude, cette fameuse et impraticable constitution de 1812, tant de fois maudite, tant de fois invoquée depuis, toujours rebelle à l'application, et qui portait dans ses flancs le germe d'une longue suite de révolutions. Avant de dire un mot de cet acte important, il nous faut revenir à M. Martinez de la Rosa.

N'ayant pas encore atteint l'âge requis pour faire partie des premières Cortès, et obligé de quitter l'Andalousie alors envahie par nos soldats, le jeune patriote de Grenade se rendit d'abord en Angleterre pour y étudier sur place des institutions qu'il rêvait déjà pour son pays, et revint ensuite, en 1811, se renfermer à Cadix, dans le dernier asile de l'indépendance espagnole. Lié d'amitié avec les membres les plus distingués des Cortès, avec cet Arguelles, aujourd'hui bien déchu, et qui était alors Arguelles *le divin*, avec Quintana le poëte, l'auteur de la tragédie de *Pélayo* (Pélage), dont les guérilleros récitaient les vers en marchant au combat, et avec plusieurs autres jeunes gens qui formaient l'aristocratie intellectuelle de cette première assemblée politique; partageant toutes les espérances, toutes les illusions de ces esprits nobles, sincères, mais inexpérimentés et fougueux, M. Martinez de la Rosa partagea aussi leurs travaux pour l'affranchissement et la régénération de l'Espagne. Pendant que ceux-ci excitaient le pays avec la parole, le poëte andaloux l'enflammait avec sa plume. — Après avoir publié à Cadix un chant épique, composé en 1809 en l'honneur des immortels défenseurs de Saragosse, un *Précis historique de la révolution d'Espagne*, déjà publié à Londres; après avoir fait représenter, avec un grand succès, sous le titre de : *Lo que puede un empleo* (le pouvoir d'une place), une comédie satirique destinée à flétrir cet amour effréné des emplois qui domine et dirige les consciences, en Espagne surtout, où les professions libérales n'offrent qu'un débouché insuffisant à l'activité des esprits, il fit enfin jouer en 1812, au milieu de l'enthousiasme de toute la population de Cadix, sa première et une de ses meilleures tragédies. Obligé de glisser rapidement sur les œuvres littéraires de M. Martinez de la Rosa, dont la réputation d'écrivain et de poëte égale celle d'orateur et d'homme d'État, je ne m'arrêterai guère que sur cette première tragédie, parce qu'elle est à la fois une belle œuvre d'artiste et une noble pensée de patriote. Le sujet de la *Viuda de Padilla* (la veuve de Padilla) était admirablement choisi; il était destiné à retracer le dernier épisode de la guerre des communes de Castille contre Charles-Quint. Voici en peu de mots le canevas de cette tragédie. Juan de Padilla, le jeune et héroïque chef des *Comuneros* [1], écrasé sous le nombre aux champs de Villalar, vient de périr glorieusement sur l'échafaud; toutes les villes de Castille ont fait leur soumission : Tolède seule résiste au vainqueur; c'est une noble femme, la digne veuve de Padilla, Maria Pacheco, qui dirige la défense de la ville et soutient le courage de ses habitants. Étroitement bloquée par les Impériaux, To-

se réduire, sous les rois autrichiens et Bourbons, à un vain simulacre de représentation, dans la personne de 37 députés, appelés à figurer dans la cérémonie de la *Jura*, pour prêter serment au nom des villes à l'héritier présomptif de la couronne.

[1] Il ne faudrait pas confondre les *Comuneros* du XVI[e] siècle qui défendaient la liberté en gens de cœur, sur le champ de bataille, avec les égorgeurs de moines et de vieillards que nous allons bientôt voir en usurper le nom; les *Comuneros* de 1822 souillaient une illustre mémoire en se qualifiant de *Fils de Padilla;* reptiles gonflés de sang, ils rentrèrent sous terre à l'apparition du drapeau français; leurs successeurs de 1834 et 1835 eussent fait de même. La férocité est toujours lâche.

lède souffre toutes les horreurs d'un siége; une partie de la population, excitée par un homme qui s'est vu jadis préférer Padilla dans le commandement de l'insurrection, et dont la jalousie a fait un traître, parle de capituler avec l'ennemi; Maria Pacheco déjoue ses projets, ranime le peuple, et le décide à préférer la mort à la honte. Le père de Padilla, qui sert dans les rangs ennemis, est envoyé par l'empereur pour proposer une capitulation à sa belle-fille; il la supplie avec larmes, au nom de son fils, de sauver Tolède en se sauvant elle-même, Maria Pacheco résiste à ses prières et veut périr de la mort de son époux. Cette lutte entre deux êtres frappés d'un malheur commun, et liés par une même affection, produit des scènes d'un pathétique déchirant, qui se prolongent jusqu'au moment où, l'ancien rival de Padilla étant parvenu à livrer la ville, Maria Pacheco se poignarde pour ne pas tomber entre les mains des Impériaux. L'histoire, religieusement respectée dans tout le cours de la pièce, est altérée en ce point seulement; car la noble veuve de Padilla parvint, après la prise de Tolède, à se réfugier en Portugal. — Si l'on veut bien réfléchir que cette tragédie, un peu vide d'action, mais remplie de tirades énergiques, de vers chaleureux, empreints d'une fierté castillane, se jouait pour la première fois au bruit du canon, dans une ville assiégée, sur un théâtre construit à la hâte pour remplacer celui que les bombes de l'ennemi venaient de détruire, devant un parterre qui se relevait d'heure en heure pour courir aux murailles, au moment des derniers et des plus furieux efforts de l'armée française contre Cadix, on n'aura pas de peine à comprendre quels transports d'enthousiasme elle dut exciter.

Cependant les Cortès constituantes, après avoir achevé leur tâche, déposèrent le pouvoir, en appelant à leur succéder de nouvelles Cortès législatives qui devaient appliquer la constitution. M. Martinez de la Rosa venait d'atteindre ses vingt-cinq ans; il fut choisi par la ville de Grenade pour faire partie de cette nouvelle assemblée. Napoléon, attaqué alors par l'Europe entière, ne pouvait plus lutter contre l'énergie du peuple espagnol; ses armées affaiblies reculaient peu à peu vers l'Èbre; Madrid était évacuée : les nouvelles Cortès ne tardèrent pas à s'y transporter. Elles commençaient leurs fonctions quand Ferdinand, délivré de sa prison par Napoléon lui-même, arriva sur la frontière de Catalogne, où il fut reçu avec enthousiasme. Le peuple l'idolâtrait depuis l'émeute d'Aranjuez, et sa captivité n'avait fait que le lui rendre plus cher. Ferdinand était sorti d'Espagne roi absolu comme ses ancêtres, et à son retour il allait se trouver face à face avec un pouvoir nouveau-né de son absence, qui s'était fait la part du lion, avec une constitution monarchique de nom, mais républicaine de fait, copiée sur notre constitution de 91 [1], par une réunion de lettrés, théoriciens ardents, fondée sur des abstractions politiques complétement étrangères à l'Espagne, et dont le pire défaut était d'être à peine comprise par ceux qui l'avaient enfantée. La constitution de 1812, conçue dans un moment d'exaltation patriotique et avec d'excellentes intentions, dans un moment où la royauté captive à Valençay n'avait plus qu'une existence purement nominale; cette constitution, dont l'essai infructueux n'a jamais servi qu'à retarder les progrès de l'Espagne, est aujourd'hui complétement abandonnée par les monarchistes les plus libéraux. Cependant la constitution de 1837 est sa fille, et ne

[1] C'est en vain que M. Viardot, dans un livre dont j'ai eu occasion de signaler le mérite, s'efforce d'établir, contrairement à l'opinion de plusieurs écrivains français et espagnols, que la constitution de 1812 fut une production indigène, sortie tout entière des vieux codes et des anciens *fueros* de l'Espagne. Si cela est vrai pour une certaine quantité de dispositions particulières, telles que le mode compliqué de l'élection des députés, l'établissement de la députation permanente pendant la vacance des Cortès, il suffit de lire les 384 articles qui composent le code politique de 1812 pour reconnaître, dans ce luxe d'aphorismes philosophiques et de déclarations de droits, dans cet empiétement minutieux des attributions les plus essentielles et aussi les plus insignifiantes du pouvoir royal, un plagiat évident, une réminiscence des derniers temps de la monarchie de Louis XVI; il est impossible de retrouver, dans ce système où la royauté est absorbée par une sorte de Convention hargneuse et avide, quelque chose qui rappelle ces temps, où, pour me servir des expressions des Cortès de Castille au XVe siècle, « quand les rois avaient à faire quelque chose de grande importance, ils ne devaient point le faire sans le conseil et la sagesse des villes. » L'opinion de M. Viardot s'appuie sur le préambule même de la constitution. Ce préambule ne signifie rien; il est naturel que les constituants de Cadix aient déclaré que leur conception était purement espagnole. C'est une satisfaction d'amour-propre national qui ne tire pas à conséquence. M. Martinez de la Rosa en a dit plus tard tout autant du *statut royal*, dont l'origine étrangère était encore plus évidente.

vaut guère mieux au point de vue espagnol. Si une royauté entourée, comme on disait chez nous, d'institutions républicaines, est possible quelque part, à coup sûr ce n'est point en Espagne, dans le pays le plus arriéré de l'Europe, où, sauf le cas de passion nationale, tout se réduit à la satisfaction des intérêts matériels, où le droit c'est la force, où toute idée politique n'a de valeur qu'autant qu'elle se matérialise dans un homme, où la loi en elle-même n'est qu'un mot vide de sens, où l'être de raison appelé charte, constitution, est et sera longtemps encore *una papeleta*, un chiffon de papier.

La grande majorité du peuple espagnol ne vit d'abord pas autre chose dans la constitution de Cadix, machine de guerre dont la mission lui semblait finie avec la guerre, et c'est aux cris de: *Viva el rey neto*, vive le roi absolu! que Ferdinand, entouré des témoignages passionnés de l'allégresse publique, s'avançait vers Madrid, au moment même où les Cortès lui enjoignaient de prêter serment à la constitution, et prétendaient lui prescrire jusqu'à l'itinéraire de son voyage. Si Ferdinand eût été un roi intelligent et loyal, tout en profitant de sa popularité pour réformer la constitution dans ce qu'elle avait de vicieux, il eût compris que, malgré les apparences, l'Espagne de 1814, agitée par six ans de guerre intérieure, et entraînée dans le mouvement de l'Europe, ne pouvait plus être désormais l'ancienne Espagne, et il eût pris lui-même l'initiative des réformes en donnant à son royaume toutes les institutions compatibles avec ses idées et ses mœurs. Mais Ferdinand était aussi stupide qu'il était faux, lâche et cruel; après avoir donné à l'Espagne, par son décret de Valence, de belles promesses, dont il devait se jouer effrontément, son premier soin fut de frapper avec une joie sauvage tous les libéraux de 1812, dont les efforts avaient si puissamment contribué à lui conserver un trône qu'il abandonnait. En même temps que lui, le premier *afrancesado* de sa nation, lui qui avait baisé humblement la main de Napoléon, proscrivait en masse *dix mille* Espagnols, qualifiés d'*afrancesados* pour avoir cru possible la réunion de l'Espagne à l'empire, il peuplait les bagnes et les cachots de tous les hommes dont la résistance héroïque avait cru devoir s'appuyer sur une constitution pour délivrer la patrie.

M. Martinez de la Rosa aurait pu, comme plusieurs de ses collègues, se soustraire par la fuite au coup qui le menaçait; mais, fort du témoignage de sa conscience, il aima mieux attendre qu'on vînt l'enlever de son lit pour le jeter dans un cachot souterrain, où il resta sept mois privé de la lumière et en proie à d'horribles souffrances. On le transporta ensuite dans une prison moins pénible; il y resta deux ans, pendant lesquels Ferdinand fit de vains efforts pour trouver contre lui des chefs d'accusation et un tribunal qui pût le condamner. Le courageux prisonnier se refusa constamment à subir une procédure inique; il se borna à répondre à toute question qu'étant inviolable, pour les opinions par lui émises comme député de la nation, il ne reconnaissait à aucun tribunal le droit de le juger.

Ne pouvant obtenir une condamnation légale contre celui qui devait être un jour son ministre, Ferdinand le condamna, par lettre de cachet, à être déporté pour huit ans sur la côte d'Afrique, dans un des *presidios* destinés à la résidence des forçats; ce bagne est situé sur un rocher nu, isolé, près de la côte du Riff, et appelé *El Penon de Velez de la Gomera*. Le lieu est tellement stérile qu'on est obligé de faire venir d'Espagne jusqu'à l'eau nécessaire pour les galériens et les soldats de la garnison, journellement décimés par la mort sous l'influence d'un climat dévorant. C'est là que fut relégué le jeune député de Grenade, coupable de dévouement à la patrie. Privé de toute communication avec sa famille, menacé de mort s'il tentait de s'évader, il ne dut qu'à la générosité du gouverneur du Penon de n'être pas confondu avec tous les misérables que le crime avait conduits dans cet affreux séjour.

« Qui chante est libre », a dit M. de Chateaubriand en parlant de l'homme qui fut poëte, homme d'État comme lui, et ballotté comme lui du triomphe à l'adversité. Captif et malheureux, M. Martinez de la Rosa revint au culte de ses premières années, à la poésie, cette divine consolatrice, qui devait tant de fois adoucir les amertumes de sa vie; il composa dans sa prison un art poétique à l'imitation d'Horace et de Boileau : j'en dirai un mot plus loin. Il traduisit en vers espagnols l'épître aux Pisons du poëte latin, et prépara divers autres travaux publiés depuis. Quatre ans se passèrent ainsi; quatre ans de douleurs et de regrets. Atteint d'une grave maladie des yeux, résultat de ses souffrances, M. Martinez se mourait loin du beau soleil de l'Andalousie, lorsque, vers la fin de mars 1820, il vit tout à coup arriver le vaisseau qui lui apportait avec la liberté la nouvelle d'une révolution.

Quelques jours plus tard, il touchait la terre d'Espagne, rentrait dans Grenade au milieu des acclamations du peuple, sous un arc de triomphe élevé en son honneur, pour venir bientôt après siéger aux Cortès, en vertu de cette même constitution de 1812 pour laquelle il avait souffert tant de maux.

Roi absolu de 1814 à 1820, Ferdinand semblait avoir pris à tâche de se faire exécrer; dominé par des influences de bas étage, érigeant en système de gouvernement je ne sais quel mélange de bêtise, d'intrigue et de barbarie, au lieu de bonheur, il avait donné des courses de taureaux et des scènes d'échafaud à l'Espagne qui avait mieux espéré de lui. La faveur populaire l'avait abandonné; les conspirations éclatèrent d'abord isolées et noyées dans le sang des Porlier, des Lascy, des Vidal, mais elles renaissaient toujours; les masses désabusées, plus misérables que jamais, avaient déjà des larmes pour les vaincus, et se tenaient prêtes à applaudir au succès. Les choses en étaient là quand un simple chef de bataillon, Riego, plus heureux que ses devanciers, souleva l'île de Léon, en proclamant la constitution de 1812. Le peuple accepta ce drapeau avec la même ardeur qu'il avait mise à le repousser en 1814. La révolution s'étendit bientôt dans toutes les villes, et Ferdinand, toujours prêt à s'humilier devant la force, s'empressa de jurer cette constitution qu'il avait déchirée, et qu'il devait bientôt déchirer encore en la tachant de sang. Les années qui avaient suivi la chute du code de Cadix avaient été signalées par bien des maux, mais des maux peut-être plus grands encore allaient signaler son rétablissement. D'une orgie de despotisme de six ans, l'Espagne tombe dans une orgie démagogique de trois ans, et cette intermittence de crises semble être devenue désormais la condition d'existence de cet infortuné pays.

Quand M. Martinez de la Rosa vint, avec la plupart de ses collègues de 1814, proscrits comme lui, reprendre sa place aux Cortès de 1820, l'ardeur des opinions de sa jeunesse s'était considérablement amortie; la réflexion et l'expérience l'avaient amené à reconnaître tous les vices de la constitution de Cadix, et toutes les difficultés que sa mise en œuvre entraînait pour un gouvernement quelconque. Toutefois, comme ce code était alors la seule garantie de liberté, il l'adopta franchement, tout en se réservant le droit et en s'imposant le devoir de soutenir de son mieux le pouvoir royal, alors anéanti autant par ses propres excès que par les excès contraires de la révolution triomphante.

Durant la première session des Cortès, l'opinion libérale et modérée, représentée par MM. Martinez de la Rosa, de Toreno, et quelques autres, parvient à comprimer à la fois les haines sourdes, les menées secrètes de Ferdinand et de sa cour, et les brutales passions des *descamisados*, les sans-culottes de Madrid; mais ces derniers gagnent de jour en jour du terrain sur un gouvernement dépouillé par le code de Cadix de ses plus essentielles prérogatives; les clubs s'organisent partout; des scènes affreuses, renouvelées de nos saturnales de 93, vont bientôt ensanglanter les rues. Riego, *el gran Riego*, comme disait alors ce même peuple qui devait un jour danser autour du gibet de son héros, le malheureux Riego, enivré par les applaudissements de la multitude, se fait l'organe des exigences d'une soldatesque indisciplinée, et s'efforce d'interposer sa dictature éphémère entre les Cortès et le pouvoir.

A la session de 1821, le mouvement anarchique se prononce de plus en plus. Traînée dans la boue, la royauté baisse la tête sous l'outrage, en roulant dans son cœur des pensées de haine et de vengeance. Le marteau des émeutiers, qui a tué lâchement le malheureux prêtre Vinuesa dans sa prison, devient une décoration révolutionnaire, et ces chevaliers du marteau exécutent, avec leur instrument glorieux, les arrêts de mort prononcés par les clubs. A ces excès de la démagogie répondent dans les provinces des cris de *Viva el rey neto!* des prises d'armes royalistes, que Ferdinand flétrit d'une main, tandis qu'il les fomente de l'autre. Dans ces jours néfastes, la royauté et le peuple apparaissent également ignobles, également hideux. Et bientôt l'Espagne entière semble partagée entre les *Comuneros* et les *Servilès*, entre les clubistes féroces de la *Fontana de Oro* et les bandes sauvages de *l'Armée de la Foi*.

Au milieu de cette tempête de passions, Martinez de la Rosa élevait en vain sa voix noble et pure pour défendre la cause de l'ordre et de la justice. Cette voix était méconnue et étouffée, l'ancienne popularité du proscrit de 1814 avait disparu; déjà il était signalé à la haine des factions dont il avait flétri les excès; on l'accusait de méditer la ruine de la constitution. Menacé dans sa personne par l'émeute, il lui avait fait face avec cette fermeté tranquille qu'il devait si souvent déployer plus tard, quand sa destinée l'appela à diriger les affaires, dans le moment le plus critique. Les élections de 1822 venaient de s'opérer au profit du parti le

plus violent; ce parti avait signalé ses intentions en appelant Riego à la présidence des Cortès. Le ministère en masse avait donné sa démission : toutes les autorités de Madrid en avaient fait autant, et l'on était à la veille de l'ouverture des Cortès. C'est alors que Ferdinand effrayé crut devoir confier la direction du gouvernement à ces mêmes mains qu'il avait autrefois chargées de fers.

Le député de Grenade refusa longtemps d'accepter le pouvoir dans une situation aussi désespérée, où il fallait lutter à la fois et contre les défiances du roi et contre la majorité des Cortès. Enfin, vaincu par les invitations réitérées de Ferdinand, par les prières de ses amis et le vœu de tous les hommes de sens et de lumières, il accepta, avec la présidence du conseil, le portefeuille des affaires étrangères, sous la condition de choisir lui-même ses collègues, et d'exercer ses fonctions à titre gratuit, sans aucun appointement. On a remarqué alors qu'au même moment trois poëtes, Chateaubriand, Canning et Martinez, occupaient le ministère des affaires étrangères dans des circonstances graves; mais, des trois positions, la plus difficile était, sans contredit, celle du poëte espagnol. Fort de ses bonnes intentions et de sa droiture, il se mit courageusement à l'œuvre; appuyé sur une minorité éclairée des Cortès, en même temps qu'il combattait pour maintenir intacte la prérogative royale contre les empiétements des partis, il prenait l'initiative de réformes importantes dans l'ordre politique et administratif. Il se maintenait depuis quatre mois, malgré l'opposition, et déjà l'aspect de la Chambre et du pays semblait annoncer un retour vers les idées de modération et d'ordre, lorsqu'une crise nouvelle, aussi grave qu'inattendue, en portant au pouvoir le parti révolutionnaire, vint préparer les voies aux succès de l'intervention française et au rétablissement de la monarchie absolue.

Le 30 juin 1822, Ferdinand venait de fermer la session des Cortès; il rentrait dans son palais, quand une rixe s'engage entre le peuple et la garde. Cette dernière s'insurge au nom du roi; une partie s'enferme dans le château, et l'autre prend position à quelque distance de la ville. La milice et la garnison prennent les armes à leur tour, marchent contre la garde, s'établissent avec de l'artillerie autour du château; l'*ayuntamiento* (le corps municipal) se déclare en permanence, et tout annonce un état d'hostilité directe entre la ville et la cour. Le roi laisse faire et ne dit mot; M. Martinez de la Rosa et ses collègues, placés entre le danger d'encourager une sédition *servile* et celui d'amener le triomphe des démagogues, ne prennent aucune résolution, et se bornent à des tentatives de conciliation que chaque instant rend plus difficiles. Six jours se passent en pourparlers, en négociations rompues et reprises entre la ville et la cour, la garnison et la garde, six jours pendant lesquels les deux partis armés, campés, l'injure et la menace à la bouche, le sabre levé, la mèche allumée, n'attendent que le signal pour en venir aux mains. Il paraît certain que dans ces jours de crise il fut question de modifier la constitution de 1812, de donner plus d'extension au pouvoir royal, et d'offrir aux contendants une transaction sur le terrain d'une charte à l'anglaise. Le roi semblait se prêter à cet arrangement, lorsque, dans la journée du 6, arrive la nouvelle apocryphe de plusieurs insurrections royalistes dans les provinces. Ferdinand se flatte alors de l'espoir de ressaisir son pouvoir absolu; ses dispositions changent; les ministres veulent sortir du château : on les retient prisonniers; enfin le combat s'engage dans la journée du 7, entre la garde et la milice aidée des troupes de la garnison. Les gardes vaincus fuient en désordre, traqués dans les rues comme des bêtes fauves. La révolution triomphe, et Ferdinand en est réduit à implorer humblement l'appui de ses ministres captifs, qui ne sont pas assez forts pour le protéger. Quatre fois M. Martinez offre sa démission, quatre fois elle est refusée; il persiste; il fallut l'accepter, et la royauté, livrée pieds et poings liés aux anarchistes, s'avilit encore une fois en publiant des proclamations où elle voue à *l'exécration de l'univers* les hommes qui, sur son ordre, se font tuer pour elle.

Après avoir échappé avec peine aux poursuites des vainqueurs qui voulaient l'impliquer, lui et ses collègues, dans le procès des gardes vaincus, et l'envoyer devant un conseil de guerre, M. Martinez de la Rosa, désespéré de voir son pays condamné à passer toujours du despotisme à l'anarchie, s'était complétement retiré des affaires, lorsque l'armée française entra en Espagne. La régence royaliste à peine installée à Madrid choisit pour première victime celui-là même qui, pour sauver le roi, avait encouru les haines des démagogues. L'ex-ministre de Ferdinand reçut l'ordre de se rendre dans les vingt-quatre heures à Grenade, pour y subir une espèce d'exil. Profondément blessé de cette persécution inattendue, M. Martinez refuse d'obéir et

déclare qu'il ne cédera qu'à la force. On allait le traîner en prison, quand le duc de l'Infantado interpose son autorité pour empêcher cette violence, en réitérant à M. Martinez l'ordre de partir pour Grenade. M. Martinez persistant dans son refus d'acquiescer à tout ce qui pourrait ressembler à une condamnation, on obtint enfin pour lui, sur son désir, un passe-port qui l'autorisait à voyager à l'étranger, *pour rétablir sa santé.*

Acceptant ainsi un exil de fait, M. Martinez de la Rosa quitta pour la seconde fois l'Espagne; ne voulant pas séjourner en France tant que durerait la guerre entre les deux pays, il se rendit d'abord en Italie, visita Rome, cette ville de ruines qui attire les grandeurs déchues, et, après l'évacuation du territoire espagnol par les troupes françaises, il vint définitivement se fixer à Paris, où il fut accueilli avec un grand empressement par les personnages les plus éminents de l'opposition libérale.

Éloigné de cette sphère de passions tumultueuses contre lesquelles s'était usée sa vie, isolé et proscrit, M. Martinez de la Rosa se retrouva poëte; l'inspiration et l'étude se partagèrent les heures de son exil. Il fit imprimer et publia en 1829, chez Didot, la collection en cinq volumes de ses œuvres littéraires (*Obras literarias*). Le premier volume contient l'art poétique composé au bagne du Penon de Velez. L'auteur espagnol, profitant des travaux d'Horace et de Boileau, a su réunir dans son œuvre leurs mérites différents; adaptant habilement les maximes de ses devanciers au génie de sa langue et de sa nation, il a donné à l'Espagne un code poétique bien supérieur au code politique de Cadix. Malheureusement, en poésie comme en politique, les codes ne valent que par le génie et les mœurs des peuples, et le génie de l'Espagne est encore endormi dans le même tombeau que sa liberté. A son poëme, M. Martinez a joint un commentaire en prose qui occupe tout le second volume de ses œuvres, et qui est peut-être d'une valeur supérieure au poëme lui-même. Ce travail, modestement qualifié d'appendice sur le poëme didactique, l'épopée, la tragédie et la comédie, n'est rien moins qu'une véritable histoire critique de ces quatre branches de la littérature espagnole, depuis le premier âge littéraire de l'Espagne jusqu'à la fin du dernier siècle, histoire écrite de main de maître, avec un jugement sûr, un goût délicat, une grande élévation d'idées et une immense érudition. M. Viardot a tiré un grand profit de ce beau travail pour composer la meilleure partie de ses études sur l'Espagne.

Le troisième volume des *Obras literarias* contient, outre le poëme de *Saragosse* et la tragédie de *la Veuve de Padilla*, dont j'ai déjà parlé, une comédie de mœurs très-remarquable, jouée à Madrid, avec un grand succès et souvent imitée sur nos théâtres; elle est intitulée : *la Nina en casa y la Madre en la mascara* (la Fille à la maison et la Mère au bal). C'est la satire amusante d'un vice social très-commun de nos jours, où les femmes ne savent plus vieillir et passent leur vie à lutter en vain contre le temps. Écrite à la manière des anciennes comédies espagnoles, en vers blancs de huit syllabes qui se prêtent merveilleusement à la vive rapidité du dialogue, cette pièce étincelle de verve et d'esprit; l'idée morale qui en fait le fond gagne d'autant au mérite de la forme. On raconte que cette comédie exerça sur les habitudes du beau monde de Madrid une influence immédiate. Plusieurs vers malins étaient devenus proverbes. Les mères évaporées n'osaient plus en affronter l'application; elles réformaient leur toilette et renonçaient aux amusements du jeune âge, pour donner, en apparence du moins, plus de soin à la surveillance et à l'éducation de leurs filles. Aujourd'hui que l'on traduit M. de Balzac dans toutes les langues, j'imagine que la femme de quarante ans est restaurée en Espagne, comme chez nous.

Les deux derniers volumes des *Obras literarias* renferment, entre autres productions, une belle et sévère tragédie (*Edipo*), où l'auteur a trouvé le secret d'être original après Sophocle, Sénèque, Voltaire et Dryden; la tragédie de *Morayma*, qu'on dit être l'œuvre de prédilection du poëte espagnol, et enfin *la Conjuracion de Venecia*, supérieure aux autres tragédies de M. Martinez de la Rosa en mouvement et en intérêt, et la plus populaire de toutes.

Non content d'enrichir la littérature de son pays, M. Martinez de la Rosa forma dans son exil la tentative audacieuse et inouïe jusqu'alors de faire représenter, sur une scène étrangère, un drame écrit par lui dans une langue qui n'était pas la sienne. Le drame français d'*Aben-Humeya*, ou *la révolte des Maures sous Philippe II*, fut joué au théâtre de la porte-Saint-Martin en juillet 1830, et le succès qu'il obtint fut dû sans doute beaucoup plus à la noblesse des idées de l'auteur et à l'originalité de son entreprise qu'au mérite littéraire d'une composition dont le style appris

manque essentiellement de vigueur, de précision et de naturel. Ajoutons toutefois que l'on applaudit tous les jours, à la Porte-Saint-Martin et ailleurs, des drames écrits en un français bien autrement mauvais que le français de M. Martinez de la Rosa.

La révolution de juillet vint interrompre les représentations d'*Aben-Humeya* et rejeter bientôt son auteur dans les orages de la vie politique. L'année 1830 est, pour l'Espagne comme pour la France, une époque mémorable. « Elle marquera, « a dit un écrivain, dans les annales des deux peu- « ples, ici par une révolution de place publique, là « par une révolution de palais. » Seulement, à mesure qu'elles marchent, ces deux révolutions changent d'aspect : l'une se resserre, l'autre s'étend, la seconde prend la tournure de la première, et réciproquement.

Précoce vieillard, usé dans le vice, l'astuce et le parjure, dégoûté de tout, même de la tyrannie, Ferdinand demandait en vain le repos à la solitude de l'Escurial ; rétabli dans son pouvoir absolu par l'appui de l'étranger, il avait commencé par violer outrageusement les engagements de modération pris avec ses *libérateurs*. Après avoir savouré le plaisir de la vengeance sous les yeux de cent mille Français qui le regardaient faire, après avoir ensuite pendant quelque temps formé et renversé des ministères comme des châteaux de cartes, jetant à la porte de ses conseils, souvent même en prison, tout ministre assez audacieux pour parler, non pas de liberté, mais de tolérance ou de lumières, il avait fini par sentir le besoin de se reposer de son métier de roi sur un homme de confiance. Il avait trouvé sous sa main un ex-valet de chambre qui avait su conquérir sa faveur par des bouffonneries, et Tadeo Calomarde, élevé au rang de premier ministre, était devenu l'ignoble personnification du gouvernement de S. M. le roi des Espagnes et des Indes. Entre le souverain et son valet l'harmonie était parfaite, et pourtant Ferdinand s'ennuyait; les facéties de Calomarde ne suffisaient plus à chasser les souvenirs importuns d'un passé honteux; les ombres sanglantes des Porlier, des Lascy, des Riégo, troublaient le calme de ses jours et le sommeil de ses nuits; il était veuf de trois femmes dont aucune ne lui avait laissé d'enfants; il détestait sa famille, qui le lui rendait avec usure; il détestait surtout son frère Carlos, son héritier présomptif, dont le fanatisme étroit et sombre avait au moins sur le sien l'avantage de la pureté et de la bonne foi.

La réunion de toutes ces circonstances fit naître dans la tête du monarque le projet de tenter pour la quatrième fois les chances de la paternité; une jeune femme arriva bientôt d'Italie pour répandre un peu de bonheur sur cette existence flétrie; l'Espagne accueillit avec enthousiasme la jeune épouse qui lui apportait de la joie, des fêtes, et semblait appelée à guérir les maux dont elle souffrait depuis si longtemps. — Christine devient enceinte. Ferdinand, malade, ne comptait plus sur de longs jours, et, comme il voulait à tout prix éloigner don Carlos du trône, il tranche la question par avance et publie la fameuse pragmatique-sanction du 29 mars 1830. En faveur de l'enfant que la reine porte dans son sein, il répudie la loi salique établie en Espagne par les Bourbons, et rétablit le vieux droit des Goths, l'ancien mode d'hérédité castillane [1].

Cela fait, le roi d'Espagne se recouche dans son lit pour mourir; durant son agonie, don Carlos et le parti apostolique gagnent Calomarde, le ministre favori, qui circonvient le mourant et lui arrache la révocation de sa pragmatique ; don Carlos triomphe; le parti de la reine est dans la stupeur; mais voilà tout à coup que le roi mort, ou à peu près, ressuscite. La question est débattue de nouveau avec fureur sous ses yeux par les deux partis; on se collète, on se gourme autour de son lit; de sa robuste main l'infante Louise-Charlotte, belle-sœur et alors amie de la reine, administre à Calo-

[1] Il est difficile de comprendre les arguments des hommes de la royauté de droit divin contre la légitimité d'Isabelle. De trois choses l'une : ou le roi de droit divin, maître de changer à son gré la loi fondamentale de l'État, ne doit compte de ses actes qu'à Dieu ; et alors pourquoi Ferdinand VII n'aurait-il pas eu les mêmes droits que son trisaïeul Philippe V ? ou la loi fondamentale d'un État ne peut jamais être changée ; et, dans ce second cas, tout le monde sait que la loi salique n'est pas la loi fondamentale de la monarchie espagnole ; ou, enfin, la ratification du peuple est nécessaire, et dans ce dernier cas personne n'ignore que les *cortès dégénérées* de 1713, qui ratifièrent l'acte de Philippe V, ne valaient ni plus ni moins que les *cortès dégénérées* de 1833, qui ratifièrent l'acte de Ferdinand VII, sanctionné d'ailleurs, d'une manière bien plus positive que le premier, par des *cortès* postérieures réunies en vertu de la loi d'élection la plus large que l'Espagne ait jamais possédée.

marde un soufflet princier [1]. Bref, la révocation, secrète encore, est publiquement rétractée, la pragmatique définitivement confirmée. Don Carlos, roi tout à l'heure, sort exilé de Madrid; Christine est nommée régente par anticipation, et, pour comble de bonheur, Ferdinand VII, après d'assez longues difficultés, se décide enfin à mourir une fois pour toutes.

La joie de l'Espagne fut vive et à peu près universelle. Pour le peuple, cette révolution de palais était un changement, et, dans la situation misérable où Ferdinand le laissait, tout changement lui était bon. La classe éclairée entrevoyait déjà que ce changement dans l'ordre de successibilité au trône produirait comme conséquence une transformation analogue dans le système du gouvernement. Du jour, en effet, où don Carlos levant le drapeau de l'absolutisme se posait comme le représentant immuable du passé, comme le gardien sévère des vieilles traditions monarchiques, force fut à la régente, qui y était déjà portée par son intelligence et son caractère, de s'appuyer contre lui sur des idées opposées et de s'entourer d'hommes propres à les mettre en pratique. Aussi son premier acte, même avant la mort de Ferdinand, fut-il de congédier Calomarde, qui rentra dans l'obscurité d'où il n'aurait jamais dû sortir, pour faire place à M. Zea-Bermudez, son ancien collègue dans les conseils du roi, expulsé jadis comme trop libéral.

M. Zea était un homme ferme et capable; sous Ferdinand il eût fait un excellent ministre, très-propre à préparer graduellement l'Espagne, par les lumières et le bien-être, à la liberté. Sous la royauté contestée d'Isabelle, ses idées et son caractère ne tardèrent pas à le rendre impossible.

Partisan prononcé de la monarchie absolue, il ne voulait combattre don Carlos qu'avec les principes que ce dernier invoquait; disposé à faire aux constitutionnels quelques insignifiantes concessions de fait, il se montrait inflexible sur les questions de principes et d'idées; son système, par lui qualifié de *despotisme éclairé* (*despotismo illustrado*), n'eut bientôt plus d'autre organe, d'autre partisan que lui-même. Il tomba pour faire place à un système plus large, personnifié dans un homme que sa vie, ses idées et ses actes appelaient à être en Espagne le représentant du libéralisme modéré. Ceci nous ramène à M. Martinez de la Rosa, que nous avons laissé à Paris, et que nous allons retrouver premier ministre, pour le voir bientôt se briser encore une fois contre les passions humaines.

C'est dans les derniers mois de 1831 que M. Martinez de la Rosa, pensant qu'il pouvait sans danger pour sa personne mettre fin à l'exil qu'il s'était imposé, quitta la France et rentra dans son pays. Un décret lui avait interdit le séjour de Madrid, ainsi qu'à tous ses collègues des Cortès de 1822; ce décret subsistant toujours, il se rendit d'abord à Grenade, au sein de sa famille [2], pour soigner à la fois sa santé et sa fortune, trop longtemps négligées et également compromises. Lorsque après la maladie de Ferdinand, en octobre 1832, la reine Christine prit pour la première fois la direction du gouvernement, et signala son avénement au pouvoir par la publication d'une amnistie politique, l'ancien ministre reparut à Madrid, où il vécut d'abord éloigné du monde politique, et exclusivement occupé d'accroître sa renommée littéraire. Il publia à cette époque la collection de ses poésies lyriques, et composa un travail en prose, fort estimé en Espagne, sur un des héros espagnols du XV[e] siècle, le plus remarquable et le moins connu. Cette biographie curieuse, qui est en même temps un très-éloquent et très-savant morceau d'histoire, porte le titre de *Vie de Hernan Perez del Pulgar*. Il achevait de corriger les épreuves de cet ouvrage quand la reine l'appela tout à coup à remplacer M. Zea au poste de président du conseil et de ministre des affaires étrangères. La situation était des plus graves. La guerre civile venait d'éclater dans la Navarre; l'Espagne, irritée des résistances obstinées de M. Zea, réclamait la convocation des Cortès; les *comuneros* de 1822 commençaient à relever la tête; une sourde fermentation régnait partout.

Pour obvier à ces difficultés, M. Martinez de la Rosa soumit à la sanction de la reine trois mesures importantes qui ont signalé son dernier passage aux affaires.

Il proposa 1° de rompre avec don Miguel, dont Ferdinand avait adopté la cause, et d'envoyer une armée espagnole pour le chasser du Portugal, ainsi

[1] Cette scène curieuse est racontée avec beaucoup de détails par M. Charles Didier, dans un article de la *Revue des Deux Mondes* de 1835, qui m'a servi pour cette partie de mon travail.

[2] M. Martinez de la Rosa n'est point marié, mais il a un frère établi à Grenade, qu'il aime beaucoup et dont il est tendrement aimé.

que *don Carlos* qui s'y était réfugié; 2° de chercher un appui pour le trône d'Isabelle en formant une alliance étroite avec la France et l'Angleterre pour contre-balancer l'influence hostile des puissances du Nord; 3° enfin, de faire (et ici je me sers à dessein des expressions mêmes du ministre) *quelques changements essentiels dans la forme du gouvernement, pour aplanir les voies à des réformes indispensables*, et pour réunir autour du drapeau d'Isabelle tous ceux qui désiraient une *monarchie tempérée*. L'adoption de ces trois mesures eut pour résultats immédiats l'expulsion de don Miguel et de don Carlos du Portugal par le général Rodil; le traité de la quadruple alliance, proposé par l'Espagne et signé par l'Angleterre, la France et le Portugal; et enfin la publication d'une sorte de charte, connue sous le nom d'*Estatuto real* (statut royal), bientôt suivi de la convocation des Cortès. Ces trois actes furent consommés au printemps de 1834, quelques mois après l'entrée de M. Martinez de la Rosa au ministère.

En débutant ainsi, M. Martinez de la Rosa se crut l'homme appelé à éteindre la guerre civile, à asseoir en Espagne la monarchie constitutionnelle sur la double base de l'ordre et de la liberté, et à consommer la révolution commencée à Cadix. Dix-huit mois s'étaient à peine écoulés, et l'auteur du *Statut Royal*, l'auteur du traité de la *quadruple alliance* tombait renversé par le progrès toujours croissant du parti carliste et du parti révolutionnaire. Comment advint ce résultat si différent du but? et, dans cet échec, quelle est la part de l'homme, quelle est la part des circonstances? Pour traiter convenablement cette question, il faudrait analyser le *Statut Royal*, sorte de charte anglo-française, originalisée sur quelques points; il faudrait examiner si la création d'une Chambre haute, dite des *Procères*, mi-partie viagère, mi-partie héréditaire, création unique en Europe, était dans les mœurs de l'Espagne; si le *Statut Royal*, tombant dans le défaut inverse de la constitution de 1812, et attribuant au gouvernement seul l'initiative de la présentation des lois, n'était pas également en dehors des conditions du gouvernement représentatif. Ne pouvant qu'indiquer ici ces divers points de discussion, je me bornerai à dire, en thèse plus générale, que, dans l'état de l'Espagne, quand la bannière du droit divin était aux mains de don Carlos, M. Martinez de la Rosa, jugeant le moment venu d'inaugurer la monarchie représentative, ne comprit pas assez la nécessité de prendre, entre le frère de Ferdinand et la constitution de 1812, une position nette et franche; persistant à placer le gouvernement nouveau sur le terrain de l'*octroi royal*, au lieu de partir de la seule donnée véritablement constitutionnelle et véritablement espagnole, celle du *consentement mutuel*, du *sinon, non* des Aragonais; important en Espagne la charte française de 1814, quatre ans après la révolution de Juillet, M. Martinez de la Rosa s'exposait à voir une minorité ardente soulever sans cesse autour de lui des questions de droit, et profiter du vice originel de son principe pour rendre à la constitution de Cadix une popularité dès longtemps et justement perdue.

A cette cause de ruine, résultant d'une position fausse, il faut en joindre une autre non moins grave qui tient au personnage lui-même. M. Martinez de la Rosa est sans contredit un des plus éloquents orateurs, un des hommes d'État les plus distingués, et peut-être le caractère le plus noble, le plus honnête, le plus pur de l'Espagne moderne: mais il est essentiellement dépourvu d'une qualité politique nécessaire partout, et en Espagne plus que partout: je veux parler de l'énergie d'action; non pas que M. Martinez de la Rosa manque de fermeté; tant s'en faut : nul homme n'a donné de plus nombreuses, de plus éclatantes preuves de sang-froid et de courage; mais cette fermeté, ce sang-froid, ce courage, sont d'une nature complétement passive; ainsi il fera face à une émeute avec une tranquillité étonnante : quand le succès de la révolte militaire de la Granja poussera vers la frontière tous les chefs du parti modéré, il ira fumer un cigare au Prado; si des sifflets l'interrompent à la tribune, il se redressera de toute sa hauteur et puisera dans cet incident même un beau mouvement d'éloquence. — En un mot, tant qu'il s'agit de résister, purement, simplement, M. Martinez de la Rosa est admirable; mais quand il faut passer de la résistance à l'initiative, quand il faut, et cela était surtout indispensable dans un pays remué, après trois siècles de torpeur, par vingt-cinq ans de troubles, dans un pays criblé d'abus civils, judiciaires et administratifs, dans un pays qui a la passion dans le sang et le doute dans l'esprit, quand il faut conserver et réformer à propos, contenir d'une main et agir de l'autre, appuyer la modération sur la force, à la manière de Casimir Périer, trouver des expédients, des ressources pour les difficultés imprévues, prévenir et étouffer des complots, organiser, conduire, discipliner une majo-

rité; quand il faut enfin gouverner, dans le sens le plus complet du mot, M. Martinez de la Rosa ne trouve plus en lui que des facultés passives, et une grande, noble, belle, mais stérile éloquence. On l'a souvent dit avec raison : à ses yeux, l'action, c'est le discours; il parle, il se défend, il résiste, il se ferait tuer au besoin pour une idée sur son banc, mais son énergie s'arrête là. Il est, pour me servir de l'expression très-juste d'un écrivain espagnol [1], d'ailleurs bienveillant pour lui, il est de la famille des martyrs, mais il n'est pas de la famille des héros (*Es de la familia de los martires, pero no es de la familia de los heroes*).

Tout ceci a pour but d'expliquer comment le ministère de 1834, qui trouvait l'Espagne dégoûtée à la fois de l'absolutisme par Ferdinand et de la démocratie par les *comuneros* de 1822, et par conséquent hostile à leurs successeurs immédiats, don Carlos et le parti exalté; comment le ministère de 1834, qui pouvait espérer de marcher droit entre ces deux abîmes, se perdit, lui et sa cause, par l'inaction et la faiblesse; comment, dès son début, il ne sut ni prévenir ni empêcher cet horrible massacre des moines, accompli par une vile populace sous les yeux d'une garnison de neuf mille hommes, et resté impuni, lequel massacre des moines de Madrid a engendré plus tard celui des moines de Barcelone, de Reuss, etc.; comment, le 18 janvier 1835, il permit à un simple lieutenant de s'emparer de l'hôtel des Postes, avec quelques centaines d'hommes, aux cris de *à bas les ministres!* de tuer le capitaine général Canterac, et de soutenir un siége de plusieurs heures; comment il capitula avec cette poignée d'insurgés, qui sortit paisiblement de la ville, enseignes déployées, aux applaudissements de la multitude, emportant, comme disait M. Isturitz, au bout de ses baïonnettes, toute la force morale du gouvernement, et s'acheminant vers l'armée du Nord, qui devait un jour si bien profiter de l'exemple de cette insubordination triomphante [2]; comment, inactif devant l'émeute, impuissant contre les sociétés secrètes, le ministère Martinez ne se montra pas plus fort contre l'insurrection carliste; comment il vit successivement échouer, dans la Navarre, Quesada, Mina, Rodil, Valdès, rejetant la cause des revers sur l'impéritie des généraux, tandis que ceux-ci se défendaient avec succès devant l'opinion publique en se disant victimes de l'inertie et de la désunion du cabinet; comment enfin les généraux, ayant fait une démarche collective auprès de la reine pour qu'elle demandât l'intervention française dont M. Martinez ne voulait pas parce qu'il craignait un refus, ce dernier donna sa démission, laissant à M. de Toreno le soin de se débattre avec l'insurrection des juntes, de subir le refus de la France, quant à l'intervention, et à MM. Mendizabal et Isturitz la tâche de mener à bien la ruine du *Statut Royal*, laquelle ruine fut définitivement consommée dans la nuit du 12 août 1836, par deux sergents et quatre soldats ivres, présentant à la reine, au bout d'un sabre, la constitution de 1812 [3].

Il y eut là un moment où le parti modéré, sur lequel avait déteint la faiblesse de ses chefs, se retrouva uni et fort dans le sentiment d'un commun danger; les élections de 1837 tournèrent entièrement contre le parti victorieux qui les avait faites, et cela sous l'empire d'une constitution nouvelle [4]. Avec de la vigueur et de l'union, MM. Martinez de la Rosa et de Toreno pouvaient profiter de la réaction pour relever la monarchie. On n'en fit rien;

[1] D. F. Pachéco.

[2] On a dit pour la défense de M. Martinez qu'il avait, dans le sein du conseil, voté contre cette honteuse capitulation, laquelle avait été décidée à la majorité. Vrai ou non, ce fait ne prouve rien; M. Martinez était ministre avant, il resta ministre après. — Dans une question aussi grave, une démission seule eût pu dégager sa responsabilité.

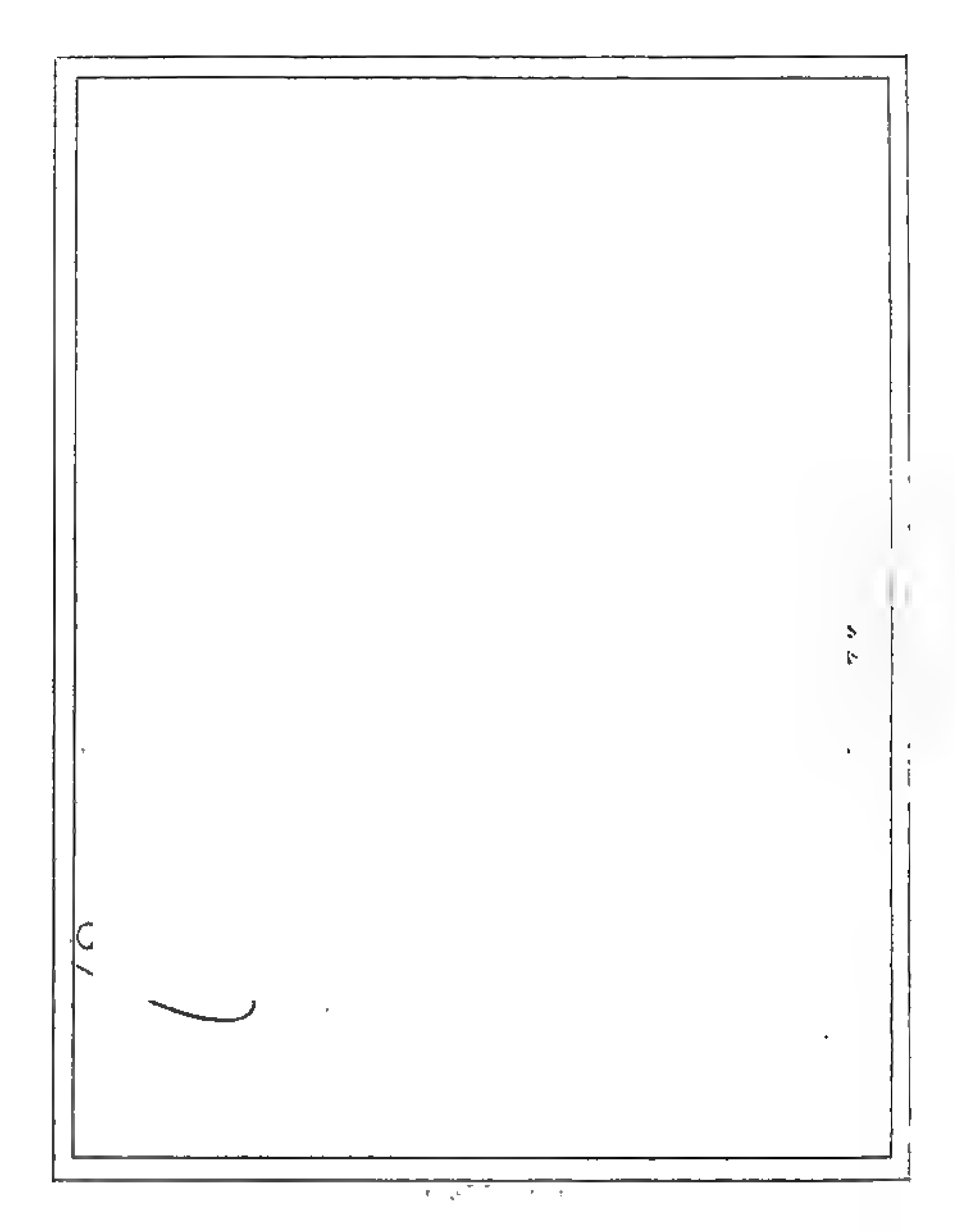
[3] Afin d'être juste envers M. Martinez de la Rosa, il importe de faire remarquer aussi que jamais situation politique ne fut plus hérissée de difficultés de tous genres; que pour suffire à une telle complication d'embarras financiers, militaires et diplomatiques, pour trouver une base au pouvoir dans un pays dénué de tout esprit public, de tout sentiment des intérêts généraux, placé entre la foi qu'il n'a plus et les idées qu'il n'a pas encore, et soumis à l'action dissolvante de l'individualisme le plus effréné, il eût fallu un de ces génies de premier ordre, à la fois hommes de tête et d'épée, législateurs et soldats, que la Providence destine à conduire, à fixer, à terminer les révolutions, et dont l'Espagne attend encore la venue.

[4] Celle de 1837, que ses auteurs jugèrent un terme moyen entre le *Statut Royal*, trop monarchique, et la constitution de 1812, reconnue impraticable sous une monarchie. Le système *bicameriste* de M. Martinez de la Rosa fut conservé, seulement on remplaça la chambre des *Procères* par un sénat électif, qui n'est qu'une espèce de doublure de la Chambre des Députés, et dont le rôle politique est au moins aussi insignifiant que celui du *Procerazgo*.

on laissa former un ministère insignifiant, dont on ne voulut point faire partie pour des motifs purement personnels. M. Martinez de la Rosa brilla plus d'une fois encore dans des tournois oratoires, sur des questions de politique générale; il fit résonner les voûtes du palais des Cortès des mots *paix, ordre, justice* (Paz, orden, justicia) ! qui allaient bien à la modération de son caractère et à la dignité de sa vie, mais qui n'étaient que des mots. Souvent sa voix pure et sonore, sa parole facile, élégante et imagée, son doux regard de poëte, l'aspect de sa flottante chevelure blanchie dans l'exil, de sa pâle, grave et longue figure de vétéran politique, imposèrent silence aux passions tumultueuses d'une opposition de plus en plus ardente; mais l'impression s'effaçait avec le bruit des dernières paroles de l'orateur, et tout cela n'empêchait ni le ministère de se disloquer chaque matin, ni le pouvoir de s'amoindrir à vue d'œil, ni les sociétés secrètes de grandir aux dépens du pouvoir, ni les Cortès de se traîner languissantes. Elles furent dissoutes et renouvelées deux fois, sans changer de nature, jusqu'au moment où un soldat vint, Espartero, qui acheva l'œuvre des sergents de la Granja.

Le *Pronunciamiento* de septembre 1840, qui suivit la révolte de Barcelone, brisa le cœur et anéantit le courage de M. Martinez de la Rosa; il avait vu tomber sans pâlir le *Statut Royal*, mais maintenant c'était, suivant lui, la monarchie elle-même qui tombait pour faire place à une chose sans nom, sans couleur, sans forme, qui est aujourd'hui la régence d'Espartero, et qui sera peut-être demain la république, l'anarchie, la dissolution, la ruine de l'Espagne. Il jugea alors que la partie était perdue pour ses idées et pour lui; il reprit tristement le chemin de l'exil, et revint à Paris, où il vit aujourd'hui dans la solitude, visitant quelquefois, mais beaucoup moins qu'on ne le croit, l'hôtel de la rue de Courcelles, étranger à toutes machinations politiques, n'ayant emporté, de son fréquent passage au pouvoir, qu'une médiocre fortune patrimoniale dont la moitié a disparu dans les orages de son existence, se consolant encore une fois avec la poésie et l'étude, et tournant de temps en temps ses regards vers cette malheureuse et chère Espagne, pour laquelle il a tant combattu, tant espéré, tant souffert en vain [1].

[1] Aux nombreuses productions littéraires de M. Martinez de la Rosa dont j'ai parlé, il faut ajouter un roman historique très-intéressant, intitulé : *Isabel de Solis, reina de Granada;* un autre ouvrage beaucoup plus grave et plus étendu, commencé depuis longues années, et dont quatre volumes ont paru; il porte pour titre : *Espiritu del siglo,* Esprit du siècle; c'est une appréciation large et haute des grands événements contemporains depuis la révolution française jusqu'à nos jours; le dernier volume publié s'arrête au consulat de Bonaparte : plus un petit *Livre des Enfants*, en prose et en vers, qui a eu plusieurs éditions; j'omets encore quelques pièces de théâtre de moindre importance.



Lord John Russell.

Che sarà sarà.
Devise des Russell.

C'est une noble race que celle des Russell; sans remonter jusqu'aux temps de la conquête normande, elle ne le cède en illustration à aucun des beaux noms de l'Angleterre. Au commencement du XVIe siècle nous rencontrons pour la première fois dans l'histoire un John Russell, originaire du comté de Dorset, qui fut gentilhomme de la chambre sous Henri VII, intendant de la maison du roi sous Henri VIII, créé par lui baron Russell et chevalier de l'ordre de la Jarretière, pourvu de fiefs considérables dans le comté de Bedford, appelé ensuite à faire partie du conseil d'administration sous la minorité d'Édouard VI, et enfin nommé, en 1550, comte de Bedford.

A dater de cette époque, la famille des Russell prend rang et s'élève de jour en jour au sein de l'aristocratie anglaise, jusqu'au moment où elle acquiert une gloire ineffaçable dans la personne du grand William Russell, ce martyr de la liberté politique et religieuse, « dont le nom, a dit Charles Fox, restera éternellement gravé dans le cœur de tout Anglais, à côté de celui d'Algernon-Sidney. » Les deux illustres champions de la même cause furent immolés à quatre mois d'intervalle. Les événements qui les conduisirent à l'échafaud sont assez connus pour qu'il suffise de les indiquer ici. C'était sous la monarchie restaurée des Stuarts. Le drame sanglant de Whitehall et les dures leçons de l'exil avaient été sans fruit pour le fils de Charles Ier : lui aussi n'avait rien oublié et rien appris. Plongé dans les plaisirs, il livrait son royaume à ce ministère de favoris, si tristement connu sous le nom de *cabale*. Toujours pressé d'argent pour payer ses maîtresses, il vendait Dunkerque à Louis XIV, s'enchaînait servilement à la politique de Versailles, s'obstinait dans une guerre désastreuse contre la Hollande, malgré les remontrances du parlement; et, tandis qu'il foulait ainsi aux pieds les intérêts et les libertés de l'Angleterre, la ferveur catholique de son héritier présomptif, le duc d'York, mettait en péril l'avenir de l'Église protestante. Une opposition courageuse s'organisa au sein des Communes; elle plaça à sa tête le fils aîné du comte de Bedford, William Russell, que ses lumières, ses vertus, ses talents, la haute considération dont il jouissait, rendaient le plus digne de cet honneur périlleux. Le ministère de la *cabale* fut dissous, l'opposition triompha, mais Russell devait payer cher son triomphe. Il avait osé, aux applaudissements de l'Angleterre, proclamer en face de Charles II le droit de résistance : sa perte fut résolue. Impliqué dans une accusation absurde de complot contre la vie du roi, il refusa de fuir, comparut devant un jury vendu au pouvoir, et confondit ses accusateurs. Condamné, malgré l'évidence et au mépris de toutes les formes judiciaires, comme coupable de haute trahison, il mourut le 21 juillet 1683, avec l'énergie d'un héros et le calme d'un saint. Cinq ans plus tard, Jacques II subissait la peine du crime de son frère : il tombait du trône pour faire place à Guillaume de Nassau. Le parlement cassait par un bill le jugement de Russell, qualifié d'*assassinat*, et le nouveau roi, en conférant au comte de Bedford,

père de la victime, le titre de duc, proclamait son fils l'*ornement du siècle*, le *modèle de la postérité*.

Le noble sang du martyr ne fut pas versé tout entier sur l'échafaud [1]. De son mariage avec la fille du comte de Southampton, cette Rachel Wriothesley dont l'histoire a consacré les vertus, le courage et le dévouement conjugal, William Russell laissa un fils qui hérita, après la mort de son grand-père, du titre de duc de Bedford. Ce titre passa successivement à ses deux fils, dont le dernier, John Russell, eut pour héritier l'aîné de ses petits-fils, Francis, cinquième duc de Bedford. Ce Russell joua sous le ministère de Pitt un rôle politique distingué. Fidèle aux traditions de sa famille, il combattit brillamment à côté de Fox, dans les rangs du parti whig. Il fut, de plus, grand agronome; les éminents services qu'il rendit à l'agriculture par la fondation de nombreuses fermes expérimentales ont attaché à son nom une popularité durable. Son effigie est encore aujourd'hui gravée sur les médailles que distribue la Société agricole de Lough. Il mourut en 1802 sans postérité. Ses biens, son titre et sa pairie passèrent à son frère cadet, lequel est mort récemment, laissant trois fils, dont l'aîné a hérité du titre de duc de Bedford, et dont le troisième est justement l'homme d'État qui fait le sujet de cette notice, le chef actuel du parti whig, le rival de sir Robert Peel, le plus illustre des Russell après le grand William, en un mot lord John Russell.

Lord John Russell est né le 19 août 1792. Cadet de famille [2], et par conséquent habitué de bonne heure à l'idée qu'il devait se créer par lui-même une grande existence pour soutenir l'honneur de son nom, il eut une jeunesse laborieuse et grave; il fit de fortes études à l'université de Cambridge, et aussitôt qu'il atteignit ses vingt et un ans, en 1814, il entra à la Chambre des Communes.

On a souvent écrit chez nous que l'aristocratie anglaise se mourait, qu'elle était morte. Cette assertion est beaucoup plus facile à émettre qu'à justifier. J'ai moi-même, à la vérité, signalé dans le cours de cet ouvrage quelques-uns des dangers qui me paraissent menacer dans l'avenir cette aristocratie; je crois qu'elle finira un jour par être entraînée dans le grand mouvement démocratique qui semble gagner toutes les nations; mais pour le présent je ne vois dans le monde aucune institution offrant, avec plus de souvenirs de gloire, plus de vie, plus d'éclat, plus de puissance et plus de grandeur. Tandis que toutes les autres aristocraties, battues en brèche, soit par les rois, soit par les peuples, s'affaissent lentement ou se brisent; quand la *grandesse* espagnole n'est plus qu'une collection d'êtres abrutis et rachitiques (l'on reconnaît aujourd'hui un grand d'Espagne à ce signe qu'il est un peu plus petit [3] et un peu plus ignorant qu'un Espagnol); quand les fiers barons du Saint-Empire ont échangé leur cuirasse contre un habit brodé de conseiller aulique ou des aiguillettes de chambellan; quand les boyards russes se courbent humblement sous le knout d'un czar; quand les fils de ces *nonces* polonais, qui délibéraient à cheval et le sabre au côté, en sont réduits, pour gagner le pain de l'exil, à se faire professeurs d'écriture ou commis voyageurs; quand la noblesse française, jadis la première du monde, se divise en deux parts, dont l'une ne s'occupe qu'à accroître stupidement et dans l'ombre, ou à dépenser plus stupidement encore les richesses qu'elle a pu sauver du naufrage, tandis que l'autre, isolée, pauvre et perdue dans la masse populaire, végète obscurément dans les comptoirs, aux armées, dans les greffes, dans les greniers, dans les rues; lorsqu'en un mot il se fait par toute l'Europe un grand travail de décomposition aristocratique, il y a un pays où le vieux corps féodal, sans cesse rajeuni

[1] Lord Édouard Russell, l'amiral qui battit Tourville au cap de La Hogue, était cousin germain de William.

[2] On sait qu'en Angleterre le fils aîné hérite seul du titre et des biens de la famille. Le fils cadet d'un pair n'a que ce qu'on appelle un *titre de courtoisie*, lequel n'est point transmissible à ses descendants. Ainsi, si lord John Russell mourait sans arriver à la pairie, ses enfants n'auraient aucun titre. Pour ce qui regarde la succession aux biens, on se fait généralement de fausses idées en France à ce sujet. Le droit d'aînesse est dans les mœurs de l'Angleterre plutôt que dans ses lois. La loi anglaise, en cela plus tolérante encore que la loi française, permet au père de disposer comme il l'entendra de tous ses biens, quand il n'y a point de substitution, et elle n'intervient, pour consacrer le droit d'aînesse, qu'au cas de mort *ab intestat*; ce qui n'empêche pas le droit d'aînesse d'être universellement admis et volontairement pratiqué, non-seulement dans l'aristocratie, mais encore dans la bourgeoisie, dont l'esprit est sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, essentiellement aristocratique.

[3] Cette observation physiologique, que l'on pourrait juger imaginaire, n'est pas de moi; elle est de M. de Martignac. Voir l'*Essai sur la révolution d'Espagne*, p. 128.

par l'injection du sang démocratique, se maintient ferme, compacte, debout, à la tête des affaires, entre la royauté et le peuple, appelant à lui et s'assimilant toute individualité qui s'élève assez haut pour devenir dangereuse, et appuyant le droit caduc de la naissance sur les deux droits les plus incontestables de notre temps, celui de la richesse et celui du talent.

A ce triple élément de force il faut ajouter, en faveur de l'aristocratie anglaise, l'avantage plus grand encore d'être l'expression vivante, le grand résultat historique des traditions et des mœurs du pays. Quand l'aristocratie française luttait contre l'alliance des rois et du peuple, sous laquelle elle a succombé, l'aristocratie anglaise se liguait avec le peuple contre le despotisme des rois, et c'est à elle surtout que profitait la victoire. Durant sa longue et glorieuse domination, elle a eu le temps et le pouvoir de façonner l'Angleterre à son image. Elle a jeté dans le même moule hiérarchique les institutions civiles, religieuses et politiques; elle a imprégné ce mélange de son esprit comme d'un ciment indestructible; elle ne s'est pas contentée d'être maîtresse du gouvernement et du sol, elle s'est emparée des mœurs, et aujourd'hui la logique des idées nouvelles semble impuissante à ébranler ce vieil édifice, dont les fondements touchent aux entrailles mêmes de la société.

La masse des lecteurs français, qui étudie l'Angleterre dans les journaux, trompée par la ressemblance extérieure de l'organisation politique des deux pays, méconnaît complétement les différences énormes qui les séparent. Ainsi, nous savons qu'il y a en Angleterre une royauté, une Chambre des Communes, une Chambre des Lords, un parti tory ou conservateur, un parti whig ou libéral, un parti radical, un parti chartiste. Nous n'en demandons pas davantage. La royauté anglaise, issue de la révolution aristocratique de 1688, nous représente notre royauté issue des barricades de 1830. La Chambre des Communes, c'est notre Chambre des Députés; la Chambre des Lords, notre Chambre des Pairs avec l'hérédité de plus. La lutte entre sir Robert Peel et lord John Russel n'est guère autre chose que le combat entre MM. Guizot et Odilon Barrot, le juste milieu et l'opposition dynastique; les radicaux anglais sont à nos yeux des républicains français à la manière de M. Arago, et les chartistes des niveleurs dans le genre de nos Babouvistes.

Partant de cette donnée, nous prêtons à l'Angleterre des idées, des goûts, des passions, des intérêts analogues aux nôtres; et quand nous observons, à travers nos lunettes françaises, le mouvement tumultueux et désordonné des partis dans ce pays; quand nous lisons le récit de toutes ces furieuses batailles électorales, de toutes ces émeutes, de ces processions, de ces pétitions qui ont 2,522 pieds de long et qui portent deux millions de signatures; quand nous apprenons que quarante ou cinquante mille chartistes se sont promenés triomphalement et impunément dans les rues, bannières déployées, en criant : « Le peuple se lève pour foudroyer la tyrannie! » Nous concluons naturellement avec nos journaux que l'Angleterre est à la veille d'une grande révolution, et que l'aristocratie touche à son dernier jour.

Or l'Angleterre présente ce spectacle de toute éternité. Le gouvernement, la constitution, l'aristocratie, tout cela vit très-bien avec l'émeute. Nos voisins ne connaissent pas la police préventive; tout citoyen anglais a le droit individuel de se promener par les rues en criant tout ce qu'il lui plaît de crier, jusqu'à ce qu'il soit fatigué et aille se coucher; si au lieu d'un citoyen il y en a cinquante mille, ce sont cinquante mille citoyens qui crient, et rien de plus; ces cinquante mille cris n'ont pas même pour résultat de faire fermer une boutique. Émeutes, processions, pétitions, sont autant d'exutoires ménagés aux humeurs des partis, autant de soupapes destinées à l'évaporation du trop-plein de la chaudière constitutionnelle. La vieille mécanique du *Church and State* (l'Église et l'État) n'en fonctionne ni mieux ni plus mal.

Si en France, pays d'égalité démocratique, où tout est d'hier, où les institutions, si souvent bouleversées depuis cinquante ans, n'ont pas eu le temps de prendre racine dans les mœurs, où le pouvoir ne vit qu'à la condition d'agir et de veiller sans cesse; si en France il n'y a qu'un pas entre une émeute et une révolution; en Angleterre, pays d'aristocratie, où la liberté individuelle a gagné tout ce que perdait l'égalité, où la diversité des existences a créé entre chaque classe de citoyens une sorte de mur de séparation qui arrête le développement de la contagion révolutionnaire, le gouvernement vit et marche tranquille au milieu de l'agitation extérieure des partis; il vit et marche appuyé, non point sur un morceau de papier vingt fois déchiré par la tempête populaire, mais sur ce faisceau de traditions politiques, civiles et religieuses, qui s'appelle la constitution, et qui plonge

ses racines au plus profond des mœurs. Or le sentiment aristocratique fait la base des mœurs anglaises : c'est le trait d'union des partis. Torys, whigs, radicaux, je dirai même chartistes, tous sont des aristocrates plus ou moins prononcés.

Que veulent les torys? maintenir ce qui est. Que veulent les whigs? mettre la constitution en harmonie avec le progrès des temps, en y introduisant certaines réformes partielles dont il sera question plus loin. Que veulent les radicaux? S'agit-il pour eux de renverser de fond en comble *l'État et l'Église*, de remplacer tous les pouvoirs héréditaires par des pouvoirs électifs, en un mot, d'implanter en Angleterre la république? nullement : l'idée républicaine ne jouit d'aucune faveur dans la grande masse du peuple anglais. La vieille trinité gouvernementale du roi, des lords et des communes, n'a presque rien perdu de son prestige; la moyenne des radicaux borne ses prétentions à deux réformes capitales, mais non révolutionnaires : l'établissement du scrutin secret pour le vote électoral, et l'établissement des parlements annuels. Quelques-uns attaquent directement l'hérédité de la pairie, mais tous respectent les trois pouvoirs en eux-mêmes; les plus avancés, les *Benthamistes*, réclament, à la vérité, comme les radicaux français, le suffrage universel; mais cette prétention est loin d'avoir, en Angleterre, la signification révolutionnaire qu'elle a en France. Qui ne conçoit en effet que l'aristocratie anglaise, maîtresse du sol et nantie de mille moyens d'influence, peut supporter, sans danger de mort, une augmentation considérable dans le corps électoral? Plus il y aura de votants ignares et pauvres, plus l'aristocratie aura chance de dominer les élections. La manière dont le parti tory a grandi depuis le bill de réforme prouve suffisamment que là n'est pas le plus grand péril de l'aristocratie anglaise [1]; parlements annuels, scrutin secret, suffrage universel, elle céderait tout cela plutôt que de modifier les lois civiles du pays, plutôt que d'introduire, par exemple, l'égalité dans le partage des biens, plutôt que d'abolir ou de restreindre les substitutions. C'est là la pierre de touche de l'esprit anglais, c'est là l'arche sainte que tous respectent, même les chartistes, dans leurs plus grandes extravagances [2]. Si l'égalité doit faire la base de la démocratie moderne, il n'y a pas encore de démocratie possible en Angleterre, où l'égalité est une passion inconnue, dont le peuple n'a ni le goût ni l'idée.

Cependant, hâtons-nous de le dire, les grands événements qui ont agité l'Europe depuis cinquante ans n'ont pas été sans influence sur l'état politique et social de l'Angleterre. Si la forme extérieure des institutions n'a pas été sensiblement altérée, si l'aristocratie semble n'avoir rien perdu de sa puissance, si encore aujourd'hui, comme au XVI[e] siècle, la propriété du sol est concentrée aux mains de trente-deux mille chefs de famille, si le parti tory, un instant terrassé par le bill de réforme, apparaît à cette heure plus vigoureux que jamais, il n'en est pas moins vrai que le principe aristocratique a subi de rudes atteintes, et que le parti tory a été forcé à de notables concessions.

Entre les deux grandes fractions du même corps politique, dont l'une veut tenir tête à l'esprit du siècle, et l'autre composer avec lui, il s'est livré depuis bientôt trente ans d'opiniâtres combats. Victorieux aujourd'hui en apparence, les torys n'en sont pas moins vaincus en réalité; car ils ont été entraînés par leurs adversaires dans la voie des réformes, et ils ne peuvent plus garder le pouvoir qu'à la condition de marcher dans cette voie.

Parmi tous ceux qui se sont distingués durant ces trente ans de combats, lord John Russell brille au premier rang; homme de modération et de progrès, ennemi des révolutions, mais défenseur opiniâtre de la liberté religieuse et politique; doué au plus haut degré de cette constance, de cette fermeté, de cette dignité, de cet esprit de suite que les Anglais désignent par le mot général de *consistance, consistancy*, l'illustre descendant des Bedford ne doit qu'à son mérite personnel le poste éminent qu'il occupe aujourd'hui dans le parti whig, dont il est le chef. Il est arrivé à ce poste pas à pas, et en grandissant au milieu des épreuves nombreuses d'une carrière difficile que nous allons esquisser rapidement.

Quand l'école philosophique du XVIII[e] siècle eut enfanté la révolution de 89, le parti tory se sentit menacé dans son avenir; pour parer le coup il se jeta dans une guerre acharnée contre la France.

[1] Par le bill de réforme le nombre des électeurs a été augmenté de plus de moitié.

[2] Les chartistes ne représentent pas une idée politique, mais ils représentent un fait grave, dangereux, et qui pourrait bien finir (si l'aristocratie n'y prend garde) par absorber un jour toutes les questions politiques; ils représentent la misère sans cesse croissante des classes ouvrières.

Ravivant de vieilles haines historiques, il étouffa la question de principes sous une question nationale; pendant vingt ans il retrempa sa force dans la guerre; il contint la révolution au delà du détroit, et le missionnaire couronné de la démocratie tomba sous ses coups. Mais lorsque après la victoire il fallut compter les morts, toutes les plaies de l'Angleterre apparurent à la fois. La France était vaincue, mais l'Angleterre était ruinée; elle s'était endettée de plus de 20 milliards de francs. La misère dévorait les classes inferieures; la nation entière était écrasée sous le poids des taxes, des surtaxes; le pain était hors de prix, les fermages augmentaient en proportion; les marchés, encombrés par le blocus continental, regorgeaient de marchandises, et de l'autre côté du canal Saint-George, une nation de mendiants, l'Irlande, rendue furieuse par la faim, cherchait dans la violence un recours contre la tyrannie des lois.

Le grand débat de principes, entamé déjà avant 89 entre les whigs et les torys, et suspendu pendant la guerre, reprit alors son cours au milieu de l'agitation populaire, et la bataille s'engagea sur deux points capitaux : 1° l'admission de l'Irlande catholique et des sectes dissidentes aux droits politiques et municipaux, par l'abolition du serment d'allégeance à la suprématie de l'Église anglicane; 2° la réforme du vieux système électoral. Quinze ans de la vie de lord John Russell ont été consacrés à remporter ces deux conquêtes. Tandis que les autres chefs de l'opposition, les Grey, les Burdett, les Brougham, les Althorp, les Hobhouse, combattaient le ministère dans les diverses questions accidentelles de politique intérieure et extérieure, lord John Russell, tout en les appuyant de sa parole et de son vote, se vouait plus spécialement au triomphe des deux grands principes de liberté religieuse et politique dont il s'était fait le champion. Chaque session le voyait se lever, impassible et froid, au milieu des murmures des torys, avec cette ténacité anglaise qui ne se lasse jamais, pour reproduire sous différentes formes, développer et soutenir les mêmes motions toujours repoussées par la majorité.

Dans la session de 1819 il commence à proposer nettement la réforme générale du parlement, comme le plus efficace remède aux maux du pays; repoussé, il se retranche dans une série de modifications de détail à la loi électorale; ainsi, en décembre 1819, il demande la suppression des *bourgs pourris;* dans la même session il appuie une proposition tendant à l'abolition du *test* et des autres incapacités affectant les catholiques et les dissidents. En mai 1820, il propose d'ôter la franchise électorale au bourg Grampound, accusé de corruption; cette motion passa dans la session suivante, et ce fut le premier pas dans la voie qui conduisit à la réforme parlementaire; en avril 1821, il demande avec sir Lambton, plus tard lord Durham, l'augmentation du nombre des électeurs. Dans la session suivante, le 27 avril 1822, il prononce un long et beau discours pour engager le parlement à réfléchir sérieusement sur l'état de la représentation nationale. Après avoir passé en revue la situation du pays, signalé le progrès toujours croissant des lumières, il déclare qu'aucun gouvernement ne saurait maintenir son autorité sur une nation plus éclairée qu'il ne l'est lui-même, et il termine par son éternelle et opiniâtre motion, la réforme du parlement. Vivement combattue par Canning, cette motion fut rejetée comme toujours.

Lorsque s'opéra l'invasion de l'Espagne par l'armée française, Canning, après de vains efforts pour empêcher cette guerre, se prononça pour une stricte neutralité. Lord John Russell, sans se livrer aux furieuses philippiques de Brougham contre le ministère français, se déclara avec l'opposition contre la neutralité. Il demanda la révocation du bill qui défendait aux sujets anglais de prendre du service à l'étranger; il signala l'intervention française comme une attaque du despotisme contre les libertés de l'Europe. « Que l'on fasse et que l'on « dise tout ce que l'on voudra, s'écriait-il; les cœurs « anglais ne sauraient être neutres. » La majorité se prononça contre la proposition de lord John Russell.

L'année suivante, en 1823, l'infatigable député développa de nouveau, avec un même insuccès, sa motion pour la réforme parlementaire; il la reprit en 1824; en 1826 il la soutint encore sous une autre forme, en présentant un bill à l'effet de prévenir la corruption dans les élections. Dans cette même année, il dut à son zèle persévérant pour la cause de l'Irlande de se voir, après la dissolution du parlement, dépouillé de son mandat par les électeurs du comté d'Huntingdon dont il était le député; un bourg irlandais répara cette injustice et renvoya à la Chambre l'intrépide défenseur de la liberté des cultes.

Cependant l'état de l'Irlande, de plus en plus menaçant, commençait à agir sur le parlement; un projet d'émancipation soutenu par Canning n'avait

échoué qu'à une majorité de quatre voix. Après la mort de Canning et l'avénement du torysme pur au pouvoir, lord John Russell présenta de nouveau et soutint, comme un acheminement à la solution de la question catholique, un bill à l'effet de relever de toute incapacité politique les protestants dissidents. Le bill, vivement combattu par sir Robert Peel (voir sa notice), n'en passa pas moins à une majorité de 44 voix. Ce succès fut le prélude d'un succès plus grand encore; car, quelques mois après, le ministère, effrayé des cris de l'Irlande, proposait lui-même l'émancipation. Vivement attaqué par ses plus fougueux amis, le cabinet tory trouva dans lord John Russell un adversaire loyal qui se fit son avocat dans cette circonstance, et, tout en réclamant en vain une émancipation plus complète, défendit chaudement le projet contre les attaques des ultra-torys. Le bill fut enfin voté.

Ainsi, des deux grands principes au triomphe desquels lord John Russell avait consacré toute sa vie politique, le premier venait d'être solennellement consacré; restait la grande question de la réforme parlementaire, tant de fois abordée par lui sans succès : il la reprit avec une ardeur nouvelle. Tacticien habile, il lance derechef, comme un ballon d'essai, une proposition spéciale, tendant à accorder le droit de représentation aux villes populeuses de Manchester, Birmingham et Leeds, qui en sont privées; rappelant ce qui se passe dans un pays voisin (c'était le 23 février 1830), où l'autorité royale est aux prises avec la résistance populaire, il invite la Chambre à prévenir un tel état de choses par l'adoption de la mesure proposée; elle convaincra le peuple anglais que l'on ne recule pas devant les réformes nécessitées par les besoins du pays. L'orateur whig échoua encore une fois, mais devant une majorité de 44 voix seulement.

Cinq mois après, la révolution éclate en France; la commotion ébranle l'Angleterre, renverse les torys du poste qu'ils occupaient depuis si longtemps, porte les whigs au pouvoir, et, le 1er mars 1831, lord John Russell vient au nom du nouveau cabinet, au milieu d'une formidable agitation populaire, proposer ou plutôt imposer à la Chambre des communes, non plus des concessions de détail, des palliatifs, des modifications partielles, mais un vaste plan de réforme parlementaire. Poussé dans ses derniers retranchements, le torysme furieux recueillit toutes ses forces, et, autour du projet de lord John Russel, il se livra une des plus grandes batailles de tribune dont l'Angleterre ait conservé le souvenir. La bataille se prolongea durant plus d'un an. Dans la notice consacrée à sir Robert Peel j'ai à peine indiqué les graves débats qui eurent lieu au sujet du bill de réforme. Comme lord John Russell joua dans ces débats le rôle capital; comme la matière en elle-même est très-importante et fort peu connue de la moyenne des lecteurs français pour laquelle surtout j'écris ces notices, je crois devoir tenter de résumer ici de mon mieux, et aussi succinctement que possible, cette grande question, en traçant un aperçu du système électoral anglais, avant et après le bill de réforme.

Les libertés anglaises datent de loin; pour n'être point réunies dans un code politique, elles n'en sont pas moins partout présentes, incrustées dans les traditions, fondues dans les mœurs et garanties par des usages plus puissants que des lois. Leur origine remonte jusqu'à cette *grande charte* (*magna charta*) conquise sur Jean-sans-Terre aux champs de Runnimède, par la coalition des barons, du clergé et des bourgeois des villes. Toutefois cette charte consacre des droits civils bien plutôt que des droits politiques; mais peu de temps après sa conquête, vers la fin du XIIIe siècle, nous voyons déjà les bourgeois des villes appelés à délibérer en parlement, conjointement avec les lords spirituels et temporels; les deux premiers ordres (*estates*) sont réunis de temps immémorial en une seule Chambre qui s'appelle la Chambre haute; le troisième ordre forme la Chambre basse, dite des communes. Le nombre et les attributions des députés aux Communes sont d'abord très-restreints, et leur mode de convocation est assez mal défini; au privilége de créer les pairs héréditaires les rois joignirent longtemps celui d'augmenter ou de restreindre le nombre des députés, en donnant ou retirant aux diverses localités *la franchise* électorale, c'est-à-dire le droit de *représentation*, suivant l'importance acquise ou perdue par ces mêmes localités, et plus souvent encore suivant le besoin qu'éprouvaient les rois d'augmenter leur influence dans la Chambre basse pour tenir les lords en échec.

Mais les deux Chambres ne tardèrent pas à faire cause commune contre la royauté; pendant plusieurs siècles elles luttèrent, vainquirent ou succombèrent ensemble; ensemble elles attaquèrent, détrônèrent, jugèrent les rois; ensemble elles se courbèrent sous la verge des rois, jusqu'au moment où la dernière révolution de 1688 vint asseoir définitivement la constitution anglaise sur la

double base de la souveraineté parlementaire et de la suprématie protestante. Durant cette longue suite de succès et de revers, les Lords et les Communes avaient de plus en plus resserré leur union. Identifiant avec habileté les intérêts aristocratiques aux intérêts protestants, la Chambre haute finit par absorber complétement la Chambre basse. Achetant les bourgs qui possédaient franchise, implantant à prix d'or son influence dans les comtés et dans les corporations des villes, l'aristocratie parvint à inféoder la députation dans ses familles; elle en fit l'apanage des fils cadets de pairs, et le gouvernement de l'Angleterre devint ce qu'il est encore aujourd'hui, même après le bill de réforme: une monarchie sous la domination d'une aristocratie divisée en deux Chambres.

Une fois maîtresse, propriétaire en quelque sorte des élections, l'aristocratie dut s'efforcer naturellement d'immobiliser cette propriété dans ses mains, en enlevant à la royauté la prérogative dont elle avait joui jusqu'alors, d'accorder ou de retirer aux localités le droit de représentation. Pour la première fois sous Charles II, la Chambre des communes refusa d'admettre dans son sein deux députés élus par un bourg auquel le roi avait cru devoir conférer récemment la *franchise* électorale.

A dater de ce moment, le nombre total des députés, le nombre des bourgs, comtés et villes possédant le droit d'élire, la quotité de voix accordée à chaque localité, tout cela resta fixe, invariable; et, après l'admission des députés écossais en 1706 et des députés irlandais en 1801, la Chambre des communes se composa définitivement de six cent cinquante-huit membres, dont quatre-vingts nommés par les comtés d'Angleterre, vingt-cinq par les grandes villes, cent soixante et douze par les bourgs, huit par les ports de mer, quatre par les deux universités de Cambridge et d'Oxford, vingt-quatre par les comtés et villes du pays de Galles, trente par les comtés, soixante-cinq par les villes et bourgs de l'Ecosse, et enfin cent pour l'Irlande.

La même immobilité fut appliquée à la législation électorale, c'est-à-dire aux conditions imposées à chaque citoyen pour exercer le droit électoral. Ces conditions variaient beaucoup, suivant les localités; ainsi, dans les comtés d'Angleterre et du pays de Galles, pour être électeur, il fallait posséder en toute propriété ou en usufruit un bien allodial (*freehold*) rapportant au moins 40 schellings de revenu; le *copy-hold*, qui était une sorte de tenure de seconde classe, constituant une propriété de fait, non de droit, et particulière à l'Angleterre, ne donnait pas le droit électoral; il en était de même d'une autre sorte de biens, *lease hold*, tenant le milieu entre la propriété et la simple location. Dans les villes et bourgs, le droit de voter était fixé d'une manière moins uniforme. Chaque localité avait des usages particuliers; ainsi, à Abington, à Arundel, par exemple, toute personne payant des impositions directes avait une voix; à Bath, le député n'était nommé que par le maire, les aldermen et le conseil municipal; à Bristol, par les francs-tenanciers à 40 schellings, etc., etc. Dans les diverses parties d'une même ville, les systèmes électoraux pouvaient être différents. Ainsi, à Londres, dans la Cité, les conditions du droit de voter étaient autres qu'à Westminster et à Southwark. En Écosse, et dans plusieurs villes d'Angleterre, ce droit appartenait exclusivement aux membres des corporations municipales, et il se transmettait héréditairement.

A mesure que le temps passa sur un système électoral ainsi organisé et immobilisé, il en fit surgir des résultats d'une absurdité et d'une immoralité incroyables, dont je ne puis que signaler les plus saillants. Durant deux siècles, des villes jusque-là peu importantes, et qui ne possédaient pas la franchise, avaient grandi en importance; d'autres qui la possédaient avaient déchu; des bourgs possédant franchise étaient devenus des hameaux; quelques-uns ne comptaient plus qu'une maison, d'autres un pan de muraille; plusieurs avaient complétement disparu; le droit électoral n'en restait pas moins attaché aux lieux; il se transmettait et se vendait avec le lieu. Ainsi, un pair possédant sept ou huit lieux privilégiés de cette espèce en donnait un pour dot à sa fille, un pour douaire à sa femme, etc., etc. On vendait et on achetait un siége au parlement comme l'on vend et l'on achète une maison ou un arpent de terre; un grand nombre de bourgs étaient réduits à sept ou huit habitants, jouissant du droit électoral à titre de locataires de maisons appartenant à un pair, patron ou seigneur du bourg, lequel ne les logeait qu'à la condition qu'ils voteraient pour son candidat. Ces bourgs étaient connus sous le nom de *bourgs pourris*. Dans les bourgs qui n'étaient pas des propriétés privées, les voix s'achetaient à beaux deniers comptants (ceci du reste se pratique encore aujourd'hui). On comptait en Angleterre vingt-cinq bourgs envoyant un ou plusieurs députés au parlement, et qui ne possédaient pas cent

électeurs; il y en avait quarante-sept où le nombre des électeurs était au-dessous de cinquante; parmi ceux-là, deux comptaient treize électeurs, deux onze, deux huit, et enfin les deux bourgs de Gatton et d'Oldsarum n'avaient plus en réalité qu'un électeur. Dans les villes où le droit électoral appartenait aux corporations fermées, il advenait souvent qu'une demi-douzaine de *burguesses* (bourgeois) nommaient à huis-clos le représentant de cinquante mille âmes. Ainsi Édimbourg, par exemple, ville de plus de cent mille âmes, n'avait qu'un député nommé par trente-trois électeurs. En additionnant ces divers cas particuliers, lord Grey était arrivé à ce résultat général, que la majorité de la Chambre des communes (trois cent trente membres) était nommée par moins de quinze mille électeurs, sur lesquels les grands propriétaires exerçaient une influence si patente que lord John Russell, en présentant son bill, put affirmer, sans être contredit par personne, que sept pairs faisaient nommer soixante-trois députés.

Si vicieux qu'il fût, ou plutôt par cela même qu'il était vicieux, le vieux système électoral trouva de nombreux et ardents défenseurs; et quand l'orateur whig déroula son plan, les torys l'accueillirent avec des cris d'indignation.

Il proposait d'ôter la franchise à tous les bourgs ayant moins de deux mille habitants; il n'accordait plus qu'un représentant au lieu de deux à tous les bourgs dont la population ne dépassait pas quatre mille âmes; par ce moyen, cent cinquante siéges devenaient disponibles dans le parlement, pour être répartis entre toutes les grandes villes non représentées jusqu'alors, et les principaux comtés, dont la représentation était doublée. Celle de Londres était portée de huit à seize membres: les tenanciers à 40 schellings étaient conservés. Les corporations fermées des villes subissaient le sort des bourgs pourris; leur privilége exclusif était remplacé par une disposition accordant le droit électoral à tout propriétaire ou locataire d'une maison d'un revenu annuel de 10 livres sterling. Le nombre des membres de la Chambre subissait une diminution.

Il fallut à lord John Russell une infatigable vigueur pour résister aux attaques multipliées des torys; il défendit son projet, article par article, avec une opiniâtre persévérance, réfutant toutes les objections, et opposant aux fureurs de ses adversaires tantôt une raison haute et calme, tantôt une froide et pénétrante ironie. Le bill échoua d'abord à la Chambre des communes; le cabinet whig offrit sa démission au roi, qui préféra dissoudre le parlement et en appeler au pays. Les élections, opérées au milieu de la plus vive agitation, produisirent une majorité favorable au bill, qui fut adopté, le 21 septembre 1831, par 345 voix contre 236.

Cependant la victoire n'était pas gagnée; restait à faire passer le bill à la Chambre des pairs. Il y fut porté par lord John Russell, le 7 octobre, et rejeté sans amendement. Trois jours après, la Chambre des communes fit une déclaration où elle déplorait la résolution de la Chambre haute, persistant dans son adhésion aux principes du bill, et proclamant que les ministres avaient bien mérité de la patrie.

Le parlement fut prorogé; l'Angleterre était en feu; les pétitions, les associations, les insurrections se multipliaient; on demandait à grands cris le maintien des ministres et la création d'un nombre de pairs suffisant pour assurer le succès du bill. Le parlement se réunit de nouveau le 6 décembre, et lord John Russell reparut à la Chambre des communes avec un nouveau bill contenant quelques modifications; il fut accepté comme le premier, et porté derechef à la Chambre haute; il y subit l'épreuve des deux premières lectures au milieu des débats les plus orageux, la troisième fut renvoyée après Pâques. Lassé de la résistance acharnée de la Chambre haute, le ministère whig demande au roi une nouvelle création de pairs; le roi refuse; le ministère donne sa démission, elle est acceptée; la nation entière se soulève; la Chambre des communes vote une nouvelle adresse au roi, pour exprimer ses regrets du changement d'administration; les torys s'efforcent vainement de composer un cabinet; ils ne peuvent y parvenir, et le roi est obligé de rappeler le 16 mai les ministres qu'il avait renvoyés le 9. Impuissante à lutter plus longtemps, et menacée d'une *fournée* par le ministère, la Chambre haute cède enfin; après une protestation solennelle, lord Wellington déserte son banc, suivi de cent torys, et en leur absence le bill passe, le 4 juin 1832, à une majorité de 106 voix contre 22; il reçut la sanction royale le 7 du même mois, au milieu des transports de l'allégresse publique. C'était le bill primitif de lord John Russell, sauf quelques modifications de détail. Ainsi le nombre total des députés n'était pas changé; il restait toujours fixé à 658. Cinquante-six bourgs étaient privés de la franchise; trente ne

nommaient plus qu'un député au lieu de deux; trente-deux villes ou comtés, jusque-là privés de représentation, recevaient le droit d'élire chacun deux députés, et vingt autres en nommaient chacun un. En somme, l'Angleterre, y compris le pays de Galles, nommait 500 députés, l'Irlande 105, l'Écosse 53. En cherchant le rapport de ces nombres au chiffre de la population dans les trois pays, il se trouve que l'Angleterre a 1 représentant pour 28,000 âmes, l'Écosse 1 pour 38,000, et l'Irlande 1 pour 76,000.

Tel est en substance ce fameux bill de réforme; s'il laissa subsister, ainsi qu'on peut le voir par les chiffres que je viens de poser, une disproportion choquante dans la représentation de chacun des trois pays qui constituent le royaume-uni, il n'en porta pas moins le nombre total des électeurs de quatre cent mille à un million; en détruisant les *bourgs pourris* et le privilége des corporations, il débarrassa le principe de l'élection libre des fictions immorales qui l'étouffaient; le parti tory se crut ou plutôt feignit de se croire frappé à mort; il n'en était rien pourtant, car le bill, si hostile qu'il fût à la haute aristocratie, lui laissait encore de nombreux moyens d'influence dont elle a su profiter avec une merveilleuse sagacité. Les whigs, aristocrates modérés, mais foncièrement aristocrates, tout en portant le scalpel dans la partie la plus gangrenée de l'ancien système, n'osèrent, par respect pour les traditions féodales, toucher à l'institution des francs-tenanciers (*freeholders*), électeurs à 40 schellings de revenu. On conçoit sans peine quelle garantie d'indépendance peuvent présenter de tels électeurs; bien plus, les torys arrachèrent aux auteurs du bill la concession du droit électoral aux fermiers même sans baux (*tenants of will*), à la seule condition de payer une ferme de 50 livres sterling; disposition qui, combinée avec l'obligation de voter au scrutin ouvert, maintint ces fermiers dans un état obligé de dépendance vis-à-vis des grands propriétaires. Aussi le parti tory, décimé aux deux tiers lors de la première élection générale qui suivit le bill de réforme, n'a-t-il pas tardé à se renforcer de plus en plus aux élections de 1835, 1837 et 1841. Il est aujourd'hui maître du pouvoir à une imposante majorité; mais il ne l'est qu'à la condition de continuer, pour ainsi dire, le système de ses adversaires. Le bill de réforme fut le premier pas des whigs dans la voie des innovations; ils ne s'y arrêtèrent plus, et, pendant dix ans, malgré les attaques d'une opposition chaque jour plus formidable, ils n'ont pas cessé de porter la cognée aux branches du vieil arbre. Je ne puis qu'énumérer ici succinctement toutes les réformes qu'ils ont tentées ou accomplies, mais cette énumération suffira pour mettre le lecteur à même d'apprécier les titres de lord John Russell à l'estime des contemporains et de la postérité; car c'est l'illustre descendant des Bedford qui, durant ces dix années, a commandé avec éclat, discipliné, contenu et guidé la grande armée des réformistes; c'est à l'aide de son talent d'orateur, plus sévère que brillant, mais plein de force et de logique, et de son influence de chef de parti, que le premier ministère whig, celui de lord Grey, est parvenu, de 1832 à 1834, à lutter pour la première fois avec avantage contre les abus de l'organisation aristocratique du pays; c'est par lui que l'Église protestante d'Irlande se vit d'abord frappée par la suppression de dix évêchés et d'une foule de sinécures ecclésiastiques; c'est par lui que fut soulevée pour la première fois l'importante question de la mutation des dîmes en une rente foncière; et plus tard, quand le ministère Grey fut disloqué, quand lord John Russell fut devenu, sous le ministère Melbourne, le chef réel du cabinet, c'est à lui, c'est à ses efforts persévérants que revient l'honneur de la réforme des corporations municipales, qui composaient une sorte d'État dans l'État, de la conversion définitive des dîmes en une rente foncière, de la refonte de l'ancienne loi des pauvres, qui, au lieu de porter remède à une des plaies les plus cruelles de l'Angleterre, ne tendait qu'à l'élargir; c'est encore lord John Russell qui a présidé aux innovations accomplies dans l'état civil et l'instruction publique, à l'adoucissement des lois criminelles, à la répartition plus égale des revenus ecclésiastiques, et au complet affranchissement des esclaves. Si, sur les deux questions importantes des taxes et de la nature des propriétés de l'Église, il n'a pu faire triompher les idées modernes, il a du moins préparé l'opinion publique à une solution qui s'effectuera tôt ou tard dans ce sens. C'est enfin lord John Russell qui, après une lutte glorieuse, tombant du pouvoir, vaincu sous le nombre, a lancé comme un Parthe à ses ennemis victorieux la formidable question de la liberté commerciale et de la taxe du pain.

Telle est en résumé l'existence politique de lord John Russell; elle est pure, noble et belle; elle lui a valu à bon droit la confiance, l'affection de ses amis et l'estime de ses ennemis. Après dix ans de

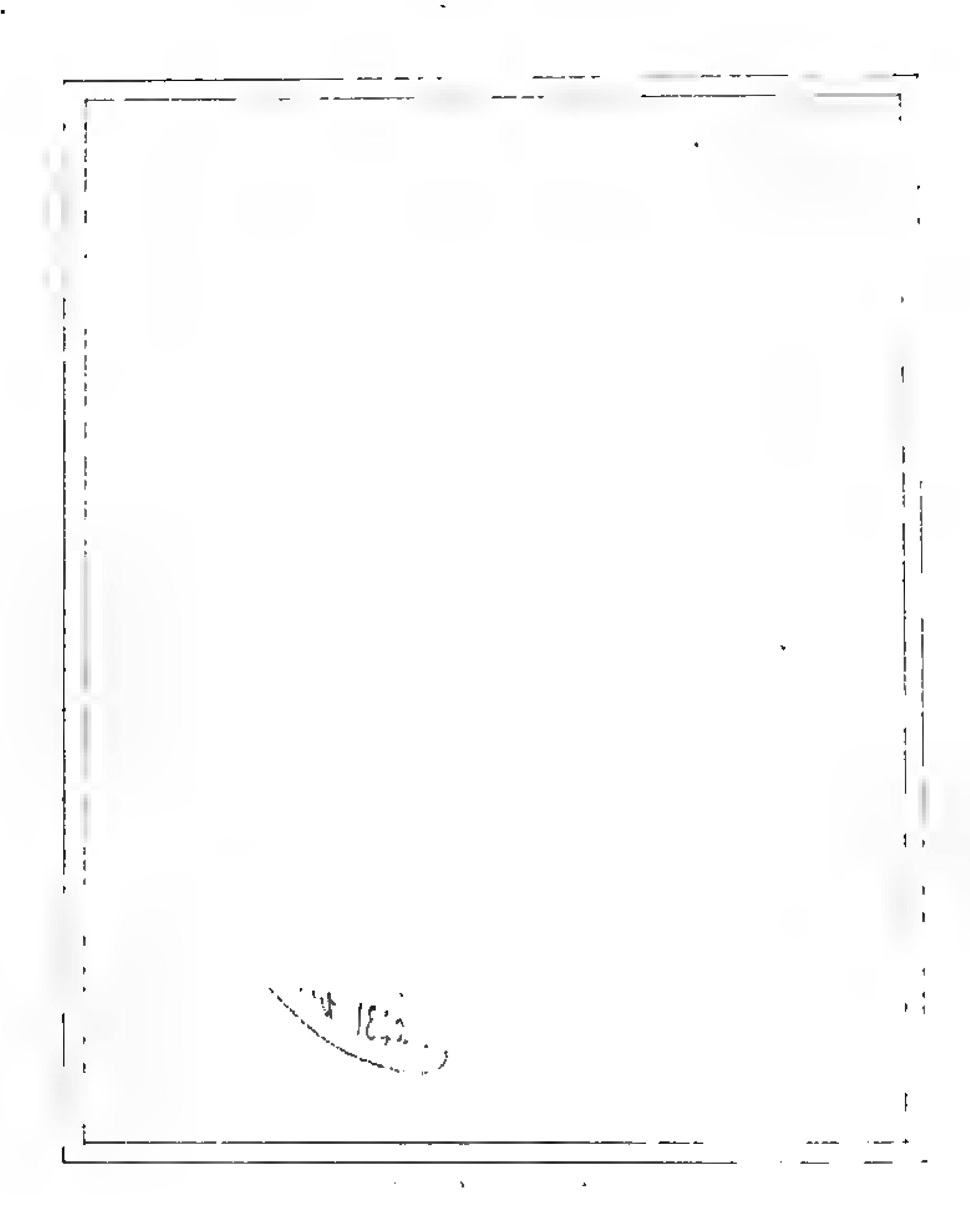
ministère, non-seulement il n'a point été amoindri (chose rare) par l'exercice du pouvoir, mais il est sorti des affaires plus grand qu'il n'y était entré.

Sa vie privée a toute la dignité austère et simple qui caractérise sa vie publique.

Homme d'État de premier ordre, lord John Russell est de plus un écrivain distingué. Il a publié divers ouvrages sérieux d'un haut intérêt, dont je ne puis donner ici que les titres. Le premier est intitulé : *Essay of the history of the English government and constitution ;* le second, *Memoirs of the affairs of Europe, from the peace of Utrecht to the present time* (trois volumes ont paru, mais l'ouvrage n'est pas encore achevé). Il a publié un troisième ouvrage, *The Establishment of the Turks in Europe ;* et enfin un quatrième moins important, sous ce titre : *The Causes of the French revolution*. Lord John Russell a composé de plus, en 1823, une tragédie intitulée : *Don Carlos, or Persecution,* qui n'eut pas de succès au théâtre.

Pour compléter cette notice, il ne me reste plus qu'à reproduire un portrait de l'homme et de l'orateur, tracé par un écrivain anglais.

Lord John Russell est un tout petit homme, qui n'aurait pas 5 pieds de vos mesures ; son exiguïté le rajeunit presque ; on ne lui donnerait pas les 50 ans qu'il a. Une tête large par le front, mince par le menton, formant un peu le triangle ; des cheveux châtains, courts et clairsemés, de grands yeux surmontés de sourcils bien arqués, un visage pâle, calme, doux et flegmatique, où perce une arrière-finesse, voilà ce qui frappe en son air ; sa façon de dire est parfaitement d'accord avec son extérieur modeste et paisible ; sa voix est faible, mais distincte ; tandis qu'il parle, son corps ne s'anime guère plus que son discours ; toute son action consiste à glisser sur son dos sa main gauche pour aller saisir le coude de son bras droit, et à se balancer indéfiniment dans cette attitude. Il s'exprime simplement et sans effort : sa phrase est froide et sèche, mais claire et concise. Écrivain plus serré qu'élégant, il apporte dans ses improvisations ses habitudes de style écrit... Il ne dit que ce qu'il est nécessaire de dire, mais il dit tout ce qu'il veut dire ; son sarcasme, bien que glacé, n'en est pas moins incisif ; la lame du poignard n'a pas besoin d'être rougie au feu pour blesser profondément. Sa sérénité est inexpugnable ; il est aussi parfaitement calme à la défense qu'à l'attaque ; il n'a point ces étincelles soudaines qui électrisent et embrasent une assemblée, mais il a cette lueur paisible et constante qui la guide et l'éclaire. C'est un esprit sérieux, plein d'idées applicables, résumées et résolues.



M. Casimir Delavigne.

> Plein de respect pour les maîtres qui ont illustré notre scène par tant de chefs-d'œuvre, je regarde comme un dépôt sacré cette langue belle et flexible qu'ils nous ont léguée. Dans le reste, tous ont innové; tous selon les mœurs, les besoins et le mouvement de leur siècle, ont suivi des routes différentes qui les conduisaient au même but. C'est en quelque sorte les imiter encore que de chercher à ne pas leur ressembler, et peut-être la plus grande preuve, l'hommage le mieux senti de notre admiration pour de tels hommes, est ce désespoir même de faire aussi bien qui nous force à faire autrement.
>
> CASIMIR DELAVIGNE.—PRÉFACE DE MARINO FALIERO.

La catastrophe de Waterloo venait de frayer une seconde fois à la coalition le chemin de Paris. « J'apprends, disait Louis XVIII dans sa proclamation de Cateau-Cambresis, qu'une porte de mon royaume est ouverte, et j'accours, » et il accourait; et, pour le malheur de sa dynastie, le petit-fils de Henri IV rentrait par cette porte sanglante à la suite de l'ennemi; franchissant vingt mille cadavres de Français, il remontait sur le trône de France pour ***récompenser les bons et mettre à exécution les lois existantes contre les coupables*** [1]; c'est-à-dire qu'au milieu de l'immense désastre de la patrie, quand l'étranger bivaquait dans les Champs-Élysées, braquait ses canons contre les Tuileries, désarmait nos soldats, mettait nos représentants à la porte, dégradait nos monuments, pillait nos musées, nous présentait au bout de son épée le *væ victis* de Brennus, le traité de novembre, il se trouvait encore des mains françaises qui se faisaient les instruments de ses haines, et dressaient, sous sa dictée, des listes de proscription. Détournant les yeux de ces luttes odieuses des partis, la France, épuisée par vingt-cinq ans de victoires, s'absorbait muette et sombre dans le sentiment de son humiliation, lorsqu'un jeune homme de vingt-trois ans, inconnu la veille, se fit tout à coup une popularité énorme, en s'inspirant noblement au deuil national, et en publiant à la face de l'ennemi trois chants funèbres que la France accueillit avec un cri d'enthousiasme et d'amour, car ils étaient l'expression énergique, harmonieuse et vraie de ses pensées les plus intimes. Par souvenir des guerres héroïques soutenues par les habitants d'Ithôme contre la tyrannie de Sparte, le poëte donna à ces trois élégies patriotiques le titre de Messéniennes. En un an de temps, il s'en répandit dans le pays plus de vingt mille exemplaires, et l'auteur passa subitement de l'obscurité à la gloire.

Aujourd'hui que les malheurs de 1815 sont loin de nous, aujourd'hui qu'un quart de siècle a passé sur ces premières productions de M. Casimir Delavigne, l'œil désintéressé et froid du critique n'a pas de peine à y découvrir çà et là des inégalités, des imperfections, des vers faibles, prosaïques, un trop grand luxe de périphrases et de métaphores mythologiques; et pourtant, même par la forme, cette poésie reste encore attrayante et neuve. Mais combien l'inspiration paraît belle quand on se re-

[1] Voir la proclamation déjà citée.

porte aux temps! Quand on se représente cette France humiliée, écrasée sous le poids de huit cent mille envahisseurs, et déchirée par les discordes intestines, comme l'on aime à voir, du milieu de tous ces êtres muets d'épouvante ou prosternés au pied du vainqueur, se lever un jeune poëte de vingt-trois ans qui chante d'une voix mâle et fière les héros morts à Waterloo!

On dit qu'en les voyant couchés sur la poussière,
D'un respect douloureux frappé par tant d'exploits,
L'ennemi, l'œil fixé sur leur face guerrière,
Les regarda sans peur pour la première fois.

Et dans ce qui suit, quel contraste avec les platitudes officielles enregistrées dans le *Moniteur* d'alors, un des plus tristes chapitres de nos annales!

Et vous, peuples si fiers du trépas de nos braves,
Vous, les témoins de notre deuil,
Ne croyez pas dans votre orgueil
Que pour être vaincus les Français soient esclaves.
Gardez-vous d'irriter nos vengeurs à venir;
Peut-être que le ciel, lassé de nous punir,
Seconderait notre courage,
Et qu'un autre Germanicus
Irait demander compte aux Germains d'un autre âge
De la défaite de Varus.

La seconde Messénienne était consacrée à flétrir la dévastation du Musée; c'est la plus mythologique et, à mon sens, la plus défectueuse des trois. Il y a là des strophes de petits vers à la Dorat qui jurent passablement avec les circonstances. Je n'aime guère cet amour qui *éteint son flambeau*, et qui, *interrogé sur ses douleurs, par la troupe légère des Grâces, leur répond en versant des pleurs : J'ai vu Mars outrager ma mère;* autrement, pour le français : J'ai vu des soldats prussiens emporter la Vénus de Médicis. Cependant le début de cette pièce est énergique :

La sainte Vérité, qui m'échauffe et m'inspire,
Écarte et foule aux pieds les voiles imposteurs!
Ma muse de nos maux flétrira les auteurs,
Dussé-je voir briser ma lyre
Par le glaive insolent de nos libérateurs!

Il y avait bien alors quelque courage à parler ainsi à Wellington et à Blücher.

La troisième Messénienne est intitulée : *Du besoin de s'unir après le départ des étrangers;* c'est un appel à la concorde, à la fusion des partis dans un même sentiment de patriotisme; à des paroles bienveillantes pour la monarchie restaurée, le jeune poëte mêle de sévères conseils, de nobles sorties contre d'*infâmes traités*, et des leçons utiles pour tout le monde.

Ces trois Messéniennes furent bientôt suivies de deux autres, où M. Delavigne chantait en beaux vers la vie et la mort de Jeanne d'Arc. A partir de ce moment de suprême popularité, M. Casimir Delavigne consacra tout ce qu'il possédait de talent lyrique à se faire comme l'écho harmonieux et élégant de toutes les pensées, de tous les événements qui remuèrent la France libérale durant quinze ans. Chaque année vit éclore quelque chant nouveau, inspiré par les circonstances. La Grèce s'insurge contre la tyrannie ottomane, M. Casimir Delavigne écrit quatre Messéniennes destinées à provoquer les sympathies et l'appui de l'Europe pour la patrie de Thémistocle et de Léonidas. L'Italie semble vouloir secouer le joug de l'Autriche, mais cette lueur d'indépendance ne brille qu'un instant et s'éteint comme un feu de paille. Le poëte, dans un beau dithyrambe, *Parthénope et l'Étrangère*, peint avec verve l'ardeur éphémère des Napolitains, et termine son tableau par un trait d'ironie bien touché :

Ils partirent alors, ces peuples belliqueux;
Et trente jours plus tard, oppresseur et tranquille,
Le Germain triomphant s'enivrait avec eux
Au pied du laurier de Virgile!

Napoléon meurt sur son rocher, M. Delavigne chante Napoléon; Byron va chercher à Missolonghi un glorieux tombeau, M. Delavigne chante Byron. Plus tard, après un voyage en Italie, le poëte donna sept Messéniennes nouvelles, *le Départ*, *Trois jours de Christophe Colomb*, *les Funérailles du général Foy*, etc., qui sont basées sur ce même thème favori de liberté et de patrie. La révolution de 1830 le trouva fidèle à son rôle de poëte national. *La Parisienne*, *une Semaine de Paris*, *le Dies iræ de Kosciusko*, *la Varsovienne*, *le Chien du Louvre*, telles furent, en y comprenant une pièce plus récente sur les funérailles de Napoléon, telles furent les dernières productions lyriques de M. Casimir Delavigne. J'ai à dessein résumé, en commençant cette notice, toute cette partie des productions du poëte, pour n'avoir plus à y revenir. Le genre de poésie par lequel M. Delavigne a débuté dans la carrière, et qu'il a poursuivi dans l'intervalle de ses travaux dramatiques, ne présente à mon sens qu'un côté secondaire de sa phy-

sionomie littéraire. Malgré les mérites éminents de versification, et parfois aussi la vigueur de pensée qui distinguent les Messéniennes, surtout les premières, il ne me semble pas que M. Delavigne soit né poëte lyrique. L'inspiration lyrique lui est venue en quelque sorte de seconde main, par contrecoup des événements, mais il ne la tire jamais de lui-même, elle n'est point en lui; il n'a pas cette spontanéité, cette chaleur, cette passion exubérante qui constitue les vrais lyriques. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer ce qu'il a produit de mieux en ce genre avec les poésies de Béranger, de Lamartine et de Victor Hugo.

Quelques critiques [1], non contents de refuser à M. Delavigne toute valeur lyrique, l'expulsent encore de la scène; suivant eux, il n'existe pas littérairement, et ces messieurs passent dédaigneusement l'éponge sur douze tragédies ou comédies, dont quelques-unes ont eu jusqu'à trois cents représentations. Le grand grief formulé contre le poëte, c'est de n'avoir rien inventé au théâtre, et, « voilà pourquoi, ajoute-t-on, il est impossible de surprendre une parenté, si lointaine qu'elle soit, entre M. Delavigne et les hommes ou les choses de ce temps-ci. » En vérité, ne dirait-on pas que l'*invention* court les rues aujourd'hui? Entre ceux qui relèvent de Racine ou de Corneille et ceux qui relèvent de Shakspeare ou de Schiller, quels sont donc les inventeurs? L'auteur des *Vêpres siciliennes* a commencé par copier Racine, puis il s'est efforcé de concilier dans une manière mixte l'école ancienne et l'école dite nouvelle, et certes si la transaction, la fusion, si enfin le goût du milieu en toutes choses est, comme il me paraît, le caractère dominant de l'époque actuelle, je ne vois pas d'auteur dramatique qui soit plus de son temps que M. Casimir Delavigne; et ce qui le prouve c'est l'éclat et surtout la continuité, la durée de ses succès au théâtre. Tout ce que j'ai dit ailleurs de l'avantage, des qualités moyennes de M. Scribe peut, dans un sens plus élevé, s'appliquer de même à M. Casimir Delavigne. Si l'on objecte l'absence d'originalité, je demanderai quel est le plus original, de celui qui copie tel ou tel type, ou de celui qui mélange avec goût et mesure des types différents. Que reste-t-il d'ailleurs aujourd'hui des découvertes tant prônées de nos Christophe Colomb dramatiques? Qu'est devenu l'enthousiasme de 1829? Parmi les œuvres destinées à révolutionner l'art, combien se sont maintenues au théâtre? combien jouissent encore de la faveur du parterre et de la sympathie du caissier? En est-il beaucoup qui, privées de l'appui du machiniste, dépouillées des artifices du costumier, se puissent flatter d'affronter avec succès, dans le simple appareil, le tête-à-tête avec le lecteur? Pour un monologue chaleureux, pour une scène à effet, pour un beau mouvement, pour un vers sublime, combien de barbarismes épouvantables, combien de caractères antihumains, combien de scènes décousues, combien de situations horriblement fausses, qui ne supportent ni le pourquoi, ni le comment! Si M. Delavigne n'est pas aussi hardi, s'il est plus rarement sublime, à coup sûr il est moins souvent absurde. *Marino Faliero, Louis XI, les Enfants d'Édouard, Don Juan d'Autriche, la Fille du Cid*, tout cela est écrit en bon français, tout cela est sobrement conçu, disposé avec art, habilement exécuté; tout cela excite à la lecture sinon un grand enthousiasme, au moins un vif intérêt, un intérêt soutenu, qui n'est presque jamais traversé par ces révoltes spontanées de la conscience et de la raison contre le boursoufflé et le faux. Et voilà pourquoi, à la différence du critique cité plus haut, je crois devoir admettre l'existence littéraire de M. Delavigne, et lui accorder les honneurs ou mieux lui infliger les ennuis de la biographie.

Jean-François-Casimir Delavigne est né au Havre, en avril 1793; son père était un négociant honorable qui avait acquis une assez grande fortune dans le commerce de la porcelaine. Il possédait, près du Havre, une manufacture qu'il dirigeait lui-même. Comme presque tous les poëtes qui ont successivement passé sous nos yeux, Casimir Delavigne eut une mère distinguée par l'esprit et par le cœur, et l'amour maternel fut sa première initiation à l'amour du beau. La famille se composait de quatre enfants, trois fils et une fille; Casimir était le second, l'aîné est M. Germain Delavigne, le spirituel vaudevilliste, le collaborateur de M. Scribe, qui est aujourd'hui conservateur du mobilier de la couronne; le troisième s'appelait Fortuné : il est, je crois, avoué.

Les premières années de notre poëte se passèrent au Havre; elles n'offrent rien de bien saillant; ceux qui aiment à chercher dans l'enfance des hommes distingués des symptômes d'illustration future, ceux qui pensent que le talent date toujours du berceau, ceux qui veulent à toute force qu'un biographe découvre la gloire de son héros dans ses

[1] Gustave Planche : *Portraits littéraires*, tome II, p. 104 et suiv.

langes, me trouvent ici fort embarrassé pour les satisfaire; car, par exception sans doute, M. Delavigne ne fut pas un *enfant sublime;* ce fut un enfant timide et rêveur; je ne sais point s'il sentit de bonne heure, comme l'on dit en pareil cas, la voix de la muse s'éveiller dans son âme; toujours est-il qu'il n'y paraissait guère. Voici, à ce sujet, une anecdote que je tiens d'un des amis d'enfance de l'illustre académicien, et qui prouverait que la nature a mis une sage lenteur à développer en lui le germe des facultés poétiques.

La présence des trois fils Delavigne, soit avant le collége, soit plus tard aux vacances, attirait à la *Faïencerie* (c'était le nom de la manufacture) plusieurs enfants des bonnes familles du Havre. Mme Delavigne avait institué, entre tous ces bambins de dix à douze ans, une sorte de concours littéraire. Chaque dimanche elle leur donnait un sujet de prose ou de poésie, qu'ils devaient avoir traité le dimanche suivant. Chacun d'eux apportait radieux son œuvre, et entre tous brillait Germain Delavigne, le futur vaudevilliste; un seul des concurrents, Casimir, était toujours en arrière; sa verve paresseuse lui faisait défaut, il ne trouvait rien, ou quand il était parvenu à grande peine à faire la moitié de sa besogne, cette moitié était tout ce qu'il y avait de plus mauvais; juge du concours, témoin des victoires de son aîné et des échecs permanents de son second fils, M. Delavigne le père avait coutume d'appliquer à l'auteur futur du *Paria*, de *Louis XI* et de tant d'autres tragédies, ce remarquable pronostic : « Toi, mon pauvre Casimir, tu continueras mon commerce de faïence. »

Cependant, une fois au collége, le jeune Delavigne ne tarda pas à se distinguer. Placé en même temps que son frère Germain dans l'institution Ruinet, rue de la Harpe, il suivit comme externe les cours du lycée Napoléon, et fit de brillantes études, surtout dans les dernières années. Il faisait sa rhétorique en 1811, quand naquit le roi de Rome; le spectacle de l'ivresse publique enflamma sa verve, et il écrivit d'inspiration un dithyrambe de collégien. Ce fut sa première production; cette pièce, où les chevilles ne manquent pas, a cependant de belles parties. Dans ce millier de prophéties rimées, écloses autour du berceau du jeune César, auxquelles la destinée devait donner de si cruels démentis, celle du jeune rhétoricien, insérée, je crois, au *Moniteur*, fut remarquée, et l'empereur lui en fit témoigner sa satisfaction [1].

A ce premier essai de la muse de M. Delavigne, succédèrent bientôt un fragment épique, *Charles XII à Narva*, que l'auteur a jugé trop faible pour figurer dans la collection de ses Œuvres, et un dithyrambe sur la mort de Delille, publié en 1813. Cette pièce débutait par une métaphore de trente-six vers, destinée à prouver qu'entre le traducteur de Virgile, l'auteur des *Jardins*, et le soleil, il n'y a qu'une seule différence, c'est que l'astre qui vient *de s'éteindre, du soleil auguste rival, ne doit jamais se rallumer*. Cette métaphore, que son auteur donnait alors comme très-sérieuse, passerait aujourd'hui pour une excellente plaisanterie.

Dans l'intervalle, M. Casimir Delavigne était sorti du collége, à dix-huit ans, emportant dans ses cahiers la tragédie classique de rigueur, par laquelle débute tout bachelier un peu distingué; un fragment de cette tragédie intitulée *Polyxène*, a été conservé par l'auteur dans ses Œuvres complètes; tout ce qu'on peut dire de ce fragment, c'est que la versification en est assez pure.

A son entrée dans la vie, Casimir Delavigne se trouva naturellement en face de cette grande question : le choix d'une carrière. Des revers commerciaux avaient forcé son père de se défaire de sa manufacture; il était venu habiter Paris, où il occupait un emploi supérieur dans les contributions indirectes. M. François, de Nantes, directeur de cette administration, offrit au jeune poëte une place dans son cabinet, et fut son premier Mécène. — C'est là que M. Casimir Delavigne, après avoir publié les *Messéniennes*, écrivit sa tragédie des *Vêpres siciliennes*. Il présenta sa pièce au Théâtre-Français, et pendant deux ans il sollicita vainement une lecture; enfin la lecture fut accordée, et la pièce fut reçue, à cette petite condition seulement, que l'auteur n'exigerait jamais qu'elle fût jouée; une actrice qui faisait partie du comité la rejeta même sans condition, en déclarant « qu'il y aurait inconvenance à mettre le mot *Vêpres* sur

[1] On a raconté à ce propos que l'empereur, dans une visite au Lycée Napoléon, ayant fait venir le jeune poëte, lui demanda ce qu'il désirait, et que ce dernier répondit : Sire, être exempté de la conscription. Je crois même que M. Marco Saint-Hilaire a transformé cette histoire en un *Souvenir intime du temps de l'Empire;* or cette histoire n'est qu'un conte de plus à ajouter à tous les *Souvenirs intimes* du même auteur.

une affiche de théâtre, et que pour sa part elle ne souffrirait jamais ce scandale. »

Le poëte dut ajourner ses espérances, il rentra chez lui désappointé mais non découragé. Les tribulations qu'il venait de subir, au lieu de tourner au noir, comme cela arrive souvent, éveillèrent dans son esprit la verve comique qu'il ne soupçonnait pas. Il n'eut rien de plus pressé que de se venger à huis clos; il avait vu de près la morgue et les travers de l'aréopage dramatique. En trois mois il écrivit d'enthousiasme sa pièce des *Comédiens*, et il attendit impatiemment l'occasion de mettre au jour sa vengeance. — Ce fut à cette époque tourmentée de sa vie, en 1817, que l'Académie proposa pour sujet du concours annuel de poésie la paraphrase de cette maxime : *Que l'étude fait le bonheur dans toutes les situations de la vie*. Le jeune poëte était alors dans une disposition d'humeur qui ne lui permettait pas d'être complétement de cet avis; il jugea plaisant de prendre pour ainsi dire le contre-pied du thème indiqué, et de peur que sa jeunesse ne lui portât encore une fois malheur, il se donna des cheveux blancs.

C'est dans ce même concours que débutait brillamment Victor Hugo, alors âgé de quinze ans. L'Académie, qui ne voulait pas croire aux *trois lustres* de ce dernier [1], donna en plein dans les *cheveux blancs* de M. Casimir Delavigne; son épître, semée de vers bien frappés, qui sont devenus proverbes, est un des meilleurs morceaux qu'il ait écrits : elle fut attribuée à divers académiciens. Cependant cette illustre compagnie refusa de couronner le vieillard qui lui faisait la leçon; et, des deux concurrents, l'un échoua pour s'être appuyé sur l'âge qu'il avait, et l'autre, pour s'être autorisé de l'âge qu'il n'avait pas. Ce fut M. Saintine qui remporta le prix.

Cependant le théâtre de l'Odéon détruit par l'incendie venait d'être reconstruit. Le directeur Picard, l'auteur de la *Petite Ville*, eut l'idée d'inaugurer la nouvelle salle par une pièce refusée au Théâtre-Français. Il demanda à M. Casimir Delavigne les *Vêpres siciliennes*, et le chargea en même temps de composer un discours d'ouverture. Le discours et la tragédie eurent un succès prodigieux. Le jeune auteur des *Messéniennes* était alors très-populaire, il fut demandé à grands cris; il fallut, je crois, qu'il parût sur le théâtre pour recevoir à bout portant une bruyante ovation. Trois cents représentations successives, dont les cent premières versèrent plus de 400,000 francs dans la caisse du théâtre, et partant une portion honnête dans la poche de l'auteur, dédommagèrent amplement M. Casimir Delavigne des tribulations de son noviciat. Ceci se passait en octobre 1819; l'horizon dramatique était fort terne alors : la tragédie impériale exhalait, poussive, ses derniers soupirs; le public la laissait mourir dans la solitude, et attendait qu'il tombât du ciel quelque chose de nouveau. Les *Vêpres siciliennes* furent jusqu'à un certain point ce quelque chose. La disposition de l'œuvre était à la vérité parfaitement classique, c'était la méthode racinienne dans toute sa rigueur; les personnages venaient régulièrement durant cinq actes promener le dialogue ou le monologue sous le portique *solennel*. Toutes les unités étaient parfaitement respectées, mais le sujet était neuf, le style était vif et élégant, l'action marchait rapidement; le quatrième acte surtout était d'un grand effet; il y avait ce qu'on a appelé depuis de la couleur locale, c'est-à-dire que le langage était assez bien approprié aux mœurs du temps. En somme, la pièce, vu l'aridité de l'époque, méritait le succès qu'elle obtint.

La représentation de la comédie suivit de près celle de la tragédie. M. Delavigne avait hâte de se venger des dédains du Théâtre-Français. Les *Comédiens* furent joués le 6 janvier 1820. Cette satire des mœurs théâtrales, si malicieuse qu'elle fût, aurait pu sans inconvénient l'être un peu davantage. Les saillies ne manquent pas, les vers heureux abondent, mais le canevas est faible et l'action languissante. L'auteur s'était peint lui-même sous les traits de Victor, jeune poëte d'un grand talent, auquel les comédiens de Bordeaux font souffrir toutes sortes de tribulations.

Le succès de cette pièce fut dû surtout à l'élégance de la versification et à la vivacité du dialogue.

Une fois vengé à sa guise, M. Delavigne reparut dans l'arène tragique avec une œuvre nouvelle qui est une de ses plus brillantes productions. Il écrivit la tragédie du *Paria*, qui fut représentée pour la première fois à l'Odéon, le 1er décembre 1821. Il est à remarquer que dès ses premiers pas dans la carrière, M. Delavigne cherche à sortir des sentiers rebattus, et laisse volontiers dormir en paix les Grecs et les Romains. Ici encore, comme dans les *Vêpres siliciennes*, le sujet était nouveau au théâtre. L'auteur, après s'être inspiré de la *Chau-*

[1] Voir la notice sur M. Hugo.

mière indienne, de Bernardin de Saint-Pierre, avait étudié Tavernier, Raynal, la théogonie de l'Orient, et il ne craignit pas de baser une action dramatique sur des idées et des mœurs complétement étrangères à nos mœurs, à nos idées. Cependant, à vrai dire, tous ces riverains du Gange étaient passablement *francisés*. Mais, si le fond de cette tragédie est en plusieurs points défectueux, la forme en est admirable, la versification est d'une beauté achevée. C'est une poésie souple, élégante, imagée, harmonieuse et comme rayonnante de tout l'éclat du soleil de l'Inde; il y a surtout des chœurs qui peuvent soutenir la comparaison avec ceux d'*Esther* et d'*Athalie*. Si M. Delavigne avait écrit beaucoup de poésie dans le genre de ces chœurs, il serait impossible de lui contester le génie lyrique.

Cette tragédie du *Paria*, qui venait confirmer et couronner d'une manière si brillante des succès déjà si nombreux, semblait devoir ouvrir à l'auteur les portes de l'Académie. Il se mit deux fois sur les rangs; la première fois on lui préféra M. l'évêque d'Hermopolis; la seconde fois, M. l'archevêque de Paris. Ses amis l'engagaient à se présenter encore une fois, il s'y refusa, « craignant, disait-il en riant, qu'on ne lui opposât le pape. »

A cette même époque, une petite vengeance exercée par le ministère Villèle contre le populaire auteur des *Messéniennes*, lui valut un dédommagement précieux. M. Delavigne occupait alors à la Chancellerie une modeste place de bibliothécaire qu'il devait à la bienveillance du dernier garde des sceaux, M. Pasquier. Cette place fut brusquement supprimée. Cela fit du bruit dans les journaux, la presse de l'opposition prit fait et cause pour le poëte; ce dernier tout consolé avait déjà oublié sa mésaventure, lorsqu'un beau matin il reçut une lettre du duc d'Orléans qui, en lui proposant une place de bibliothécaire au Palais-Royal, terminait par ces mots gracieux : « Le tonnerre est tombé sur votre maison, je vous offre un appartement dans la mienne. » Il va sans dire que M. Delavigne accepta sans se faire prier. Admis dans l'intimité d'un prince qui avait été professeur et qui devait être roi, M. Delavigne conçut pour son protecteur un attachement profond, sincère, qui ne s'est jamais démenti et qui honore également le prince et le poëte.

Cependant les lauriers dramatiques de l'auteur du *Paria* troublaient le sommeil du Théâtre-Français. Des ouvertures furent faites, un rapprochement eut lieu, le poëte amplement vengé ne demandait qu'à pardonner, et la paix fut scellée sur une pièce nouvelle, reçue cette fois avant lecture, à l'unanimité et par acclamation. Avec une souplesse d'esprit assez rare dans nos annales dramatiques, l'auteur des *Vêpres siliciennes*, des *Comédiens* et du *Paria* passait encore de la tragédie à la comédie; *l'École des Vieillards* fut représentée pour la première fois au Théâtre-Français, le 6 décembre 1823, avec un succès plus grand encore que celui du *Paria*.

Une circonstance particulière ne contribua pas peu à stimuler la curiosité du public. C'était la première fois que Talma, depuis sa gloire, jouait un rôle de comédie. Ce rôle n'avait point été écrit pour lui, mais il paraît que l'illustre tragédien, assistant en amateur à la lecture de la pièce, fut tellement frappé de ce qu'il y avait d'énergie et de vérité dans la création de Danville, le personnage principal, que sur-le-champ, et au grand étonnement de l'auteur, il revendiqua le rôle comme sien, et le lendemain tout Paris apprit que Cinna, Oreste, Néron, Orosmane, que Talma, en un mot, allait paraître en frac dans une comédie de mœurs. C'est qu'au fond le rôle de Danville n'était pas comique du tout, et cette création n'est pas la moins originale de celles de M. Delavigne.

Depuis Molière, les maris vieux, jaloux et ridicules, ne manquent pas au théâtre. M. Delavigne eut l'idée de peindre un mari vieux et jaloux, mais nullement ridicule, et cette idée n'était pas seulement neuve, mais elle était éminemment morale. Les Arnolphe et les Sganarelle traditionnels sont si risiblement niais, que le spectateur, si bête et si vieux qu'il soit, passe la leçon à son voisin et ne la prend jamais pour lui; le Danville de M. Delavigne, au contraire, est un vieillard tel que les sexagénaires les plus avantageux et les plus distingués ne sauraient se flatter dans leur for intérieur de le surpasser en mérite. Le portrait de la jeune femme est tracé dans le même système judicieux. Hortense est calquée sur la moyenne des femmes; ce n'est ni une Agnès, ni une Messaline, c'est une jeune femme coquette, assez faible, mais point vicieuse au fond, et cependant les tortures de ce noble et honnête vieillard sont si poignantes, les dangers qui environnent cette faible et honnête jeune femme sont si menaçants, que malgré le dénoûment vertueux de la pièce, je ne serais pas étonné qu'au sortir d'une telle représentation, sous le coup des impressions nées du jeu de Talma et de Mlle Mars, plus d'un barbon, à la veille de con-

tracter mariage avec une pensionnaire, y ait regardé à deux fois et ait donné contre-ordre à son notaire.

Cette manière de prendre le côté grave, pathétique, d'une situation dont on n'avait jusqu'ici envisagé que le côté ridicule, aurait pu donner à la pièce une couleur trop uniformément sérieuse pour une comédie, si l'auteur n'avait su, tout en évitant le trivial et le grotesque, faire une large part au comique dans le rôle des autres personnages secondaires, et surtout dans celui du vieux célibataire Bonnard, l'ami de Danville.

Après ce nouveau triomphe, plus éclatant encore que les premiers, il fallait bien que les portes de l'Académie s'ouvrissent enfin à M. Delavigne. Il ne consentit à se présenter de nouveau qu'avec la certitude d'un succès; et, en effet, sur 30 votants, il obtint 29 suffrages. Sa réception eut lieu le 25 juillet 1825, au plus fort de sa renommée. Il prit pour texte de son discours l'influence de la conscience en littérature. Ce discours, d'ailleurs purement écrit, comme tout ce qui sort de la plume de M. Delavigne, n'offre rien de bien saillant, si ce n'est peut-être ce passage où le poëte, atteint déjà par les idées d'innovation qui commençaient à poindre, se déclare pour « l'audace réglée par la raison, » et semble annoncer à l'avance le système de fusion qu'il doit tenter de réaliser plus tard. Dès cette époque, M. Delavigne s'occupait de sa tragédie de *Louis XI*, dont le rôle principal était destiné à Talma. Les nombreuses recherches auxquelles il se livra compromirent sa santé déjà affaiblie; il fit alors en Italie un voyage de cinq ou six mois, et au retour il publia les nouvelles *Messéniennes* dont j'ai parlé plus haut. Ces chants sont inférieurs aux premiers.

C'est avec une nouvelle comédie en cinq actes, *la Princesse Aurélie*, jouée en mars 1828, que M. Delavigne rentra dans la carrière théâtrale. Pour la première fois, le poëte n'obtint qu'un demi-succès; ses amis attribuèrent cet échec à des intrigues de coulisse qui firent retirer la pièce après quelques représentations. Toujours est-il que la critique d'alors se montra en général assez peu favorable à cet ouvrage [1]; la critique d'aujourd'hui le traite avec le plus complet dédain; c'est à peine si elle le mentionne. Or, n'en déplaise à la critique d'alors et à la critique d'aujourd'hui, je tiens *la Princesse Aurélie* pour une des meilleures comédies de M. Delavigne; je ne sais l'effet qu'elle produit au théâtre, mais à la lecture elle me semble incontestablement plus intéressante que *les Comédiens*, par exemple.

Je m'explique très-bien qu'en 1828 le côté politique ait paru le côté saillant de *la Princesse Aurélie*, et que cela ait fait tort à la pièce, en ce sens que la satire mitigée du poëte devait paraître bien pâle à côté de toutes les satires en prose et en vers qui, depuis deux ans, pleuvaient sur le ministère Villèle [2]; mais aujourd'hui il suffit de lire cet ouvrage pour être frappé surtout de ce qu'il y a de plaisant, de fin, de gracieux dans l'intrigue. Aurélie est une jeune orpheline, princesse de Salerne, placée sous la tutelle de trois régents. Elle ne peut se marier avant sa majorité sans leur consentement, et son mariage devant avoir pour conséquence l'abdication des régents, il s'ensuit assez naturellement que chacun de ces derniers aspire à arriver par la possession de la souveraine à la possession de la souveraineté. Le fait de l'existence de ces trois ministres, plus quelques plaisanteries sur leur incapacité prétentieuse, voilà tout ce que la pièce renferme d'allusions au triumvirat Villèle, Corbière et Peyronnet; mais ce qui n'a rien de politique, ce qui est neuf, ce qui est charmant, c'est la manière dont Aurélie se débarrasse de ces trois poursuivants en les trompant les uns par les autres, et en leur arrachant une permission de mariage dont chacun d'eux espère qu'elle usera à son profit, et dont elle destine le bénéfice à un autre. Ce qui est plus plaisant encore, c'est la position de ce pauvre Alphonse d'Avella, l'amant préféré, qui ne s'en doute guère, car il semble l'objet privilégié des rigueurs et des injustices de sa souveraine. Alphonse est jeune, beau, amoureux, impétueux, et, par conséquent, très-propre à inspirer des soupçons aux trois régents, et à compromettre par ses imprudences le succès de son amour, auquel succès Aurélie s'intéresse pour le moins autant que lui-même. Il sera donc, durant tout le cours de la pièce, rudoyé, maltraité, disgracié, banni, rappelé, désespéré; s'il veut parler, on lui imposera

[1] Il faut en excepter toutefois un article fort judicieux de M. Duviquet, publié, je crois, dans les *Débats*.

[2] Quelques écrivains reprochèrent à M. Delavigne d'avoir manqué de délicatesse en attaquant des ministres tombés; à cela M. Delavigne répondit en citant l'épilogue de ses dernières *Messéniennes*, publiées sous le ministère Villèle, où l'attaque était bien plus vive et bien plus directe que dans la princesse Aurélie. Il ajouta que cette dernière pièce avait été composée avant la chute du cabinet.

silence; si, furieux, il fait mine de se jeter dans un autre amour, on l'enverra à cinquante lieues se calmer en rongeant son frein; et puis enfin, quand toutes les difficultés seront aplanies, quand la parole des régents sera engagée, l'amant malheureux se trouvera tout à coup aimé et couronné, à son grand étonnement, et à la grande stupéfaction des régents. Les mille nuances de finesse, de malice, de noblesse, de gracieuse coquetterie, de tendresse contenue, qui se combinent dans le caractère d'Aurélie, font à mon sens de cette création un véritable petit chef-d'œuvre. Mademoiselle Mars a dû être ravissante dans ce rôle; il n'y a presque pas une scène de cette comédie qui ne soit plaisante et bien amenée; les deux personnages accessoires de la coquette Béatrix et du docteur Policastro, le médecin important et trembleur, sont très-habilement mêlés à la marche de l'action principale. A ce mérite du fond il faut joindre une forme excellente, un dialogue vif, rapide, petillant d'esprit, une versification nette, concise, bien frappée, et qui n'a rien d'un défaut assez fréquent chez M. Delavigne, l'abus de la périphrase poétique. Enfin, je crois sincèrement qu'aujourd'hui que nous ne pensons plus au triumvirat Villèle et compagnie, si *la Princesse Aurélie* était remise au théâtre et bien jouée, elle ferait le plus grand effet.

Depuis *le Paria*, les idées d'innovation littéraire avaient fait des progrès toujours croissants; le romantisme, après avoir successivement envahi toutes les parties de la littérature, s'efforçait de pénétrer au théâtre, en s'appuyant sur un principe excellent en lui-même, mais dont chacun use à ses risques et périls: le principe de la liberté dans l'art. M. Hugo avait publié comme une espèce de programme de la nouvelle école en tête de son drame de *Cromwell*, et il écrivait *Hernani;* M. de Vigny préparait la traduction littérale d'*Othello;* à Racine on opposait Shakspeare, et Schlegel à Aristote. M. Delavigne était trop de son temps pour rester complétement en dehors d'un mouvement littéraire qui apparaissait comme une conséquence forcée de la grande transformation sociale accomplie depuis 89. D'autre part, il n'était pas assez aventureux pour s'y lancer dès l'abord à corps perdu; entre l'ancien et le nouveau système, il se plaça sur le pied de la neutralité, mais d'une neutralité active, c'est-à-dire qu'il prit à chacun d'eux ce qui convenait à son goût personnel, et il écrivit sa tragédie de *Marino Faliero.*

Cette tragédie était, comme les précédentes, destinée au Théâtre-Français, mais des difficultés ayant surgi au sujet de la distribution des rôles, le poëte ne voulut céder à aucune exigence, et il transporta son œuvre sur un théâtre jusqu'alors étranger aux productions d'un ordre élevé. *Marino Faliero* fut joué pour la première fois au théâtre de la Porte-Saint-Martin, le 30 mai 1829. C'était le premier pas de M. Delavigne dans la voie des innovations. Des trois unités classiques, il en répudiait une, celle de lieu. L'abbé d'Aubignac eût trouvé encore bien des choses à reprendre dans le choix des personnages, la contexture et le nœud de l'intrigue. Le sujet de la pièce est connu; l'auteur s'était heureusement inspiré de son séjour à Venise, des chroniques italiennes de Sanuto et du drame de Byron. Madame Dorval fut très-belle dans le rôle d'Éléna.

La révolution de juillet arriva sur ses entrefaites; elle fut accueillie par M. Delavigne avec un enthousiasme d'autant plus sincère que les résultats de cette révolution profitèrent au prince qui s'était fait son patron et son ami. Il la chanta dans des vers qui n'ont guère d'autre mérite que l'intention et l'à-propos.

Après cette dernière excursion dans le domaine lyrique, M. Delavigne reprit et termina sa tragédie de *Louis XI* à laquelle il travaillait depuis longues années. Cette pièce fut représentée pour la première fois au Théâtre-Français, le 11 février 1832.— Ici l'hérésie romantique était encore plus manifeste que dans la tragédie de *Marino Faliero;* judicieux mélange du tragique et du comique, du gracieux et du pathétique, scènes d'intérieur, scènes champêtres, coups de théâtre, couleur locale, M. Delavigne ne se refusa aucun de ces moyens que la raison comporte, et qui donnent à une action dramatique du relief et de la vie; il en usa, mais sobrement, avec goût, évitant la confusion, et déroulant avec assez de bonheur une intrigue dont le fond est un peu faible, autour de cette grande et complexe figure de Louis XI. Cette figure principale est du reste bien touchée.

Un an plus tard, en 1833, M. Delavigne ne craignit pas d'emprunter un sujet à Shakspeare luimême. Parmi tous les drames qui composent le drame monstre de Richard III, lequel ne dure pas moins de quatorze ans, le poëte en prit un, qu'il arrangea avec art, qu'il revêtit de beaux vers, et la tragédie des *Enfants d'Édouard* fut parfaitement accueillie du public.

Après toutes ces hardiesses, il ne restait plus à M. Delavigne qu'à marcher directement sur les brisées de M. Victor Hugo, en secouant, sans restriction, le joug des unités classiques, en se livrant à tous les hasards, et en profitant de toutes les ressources du drame moderne; cette dernière hardiesse fut par lui tentée, avec un bonheur complet, dans la comédie en prose de *Don Juan d'Autriche*, jouée pour la première fois, au Théâtre-Français, le 27 octobre 1835. Tout le monde connaît cette œuvre dont le succès a été immense. L'histoire et la chronologie auraient bien quelque chose à dire au sujet des personnages principaux; mais l'auteur a mis tant d'esprit dans ses inventions, qu'il est impossible de ne pas lui pardonner d'avoir *fait* de l'histoire d'une manière si amusante. Ce qui est assez curieux, c'est que cette comédie, dont la gaieté est si franche, si entraînante, a été composée au plus fort d'une maladie grave, au milieu des crises nerveuses les plus vives.

Six mois après, M. Delavigne donna au même théâtre *Une Famille au temps de Luther*, tragédie en un acte. Cette tragédie est bien pensée, bien écrite; elle n'a qu'un petit défaut, heureusement assez rare chez M. Delavigne; elle est du genre *ennuyeux*. La scène se passe entre deux frères, dont l'un est catholique, l'autre protestant; le premier finit par tuer le second, et ce noir forfait s'accomplit tout doucement à la suite d'une longue série de monologues et de dialogues, écrits en beaux vers, mais complétement dépourvus d'action et de vie. *La Popularité*, comédie en cinq actes et en vers, jouée pour la première fois, au Théâtre-Français, le 1er décembre 1838, est, de toutes les comédies de M. Delavigne, celle qui me plaît le moins; il y a de belles parties, mais l'intrigue est confuse, l'action languissante : c'est un peu lourd et pénible à lire.

La dernière tragédie de M. Delavigne, *la Fille du Cid*, était destinée au Théâtre-Français; le rôle principal avait été écrit pour Mlle Rachel; la jeune tragédienne ayant refusé ce rôle, la pièce passa au Théâtre de la Renaissance, où elle fut assez mal jouée et n'eut qu'un succès restreint. Elle est pourtant remarquable à plus d'un titre; c'est à mon sens une des meilleures créations de l'auteur. Mais il est des sujets auxquels il est maladroit de toucher, et le souvenir de Corneille ne pouvait manquer de porter malheur à M. Delavigne.

Indépendamment de toutes ces comédies, tragédies et poésies lyriques, M. Delavigne a écrit encore un certain nombre de poésies de circonstance et de ballades. Parmi ces ballades, il en est une assez connue, que je suis étonné de ne pas voir figurer dans la collection complète des œuvres de l'auteur; c'est celle intitulée : *L'âme du purgatoire*. J'ai rarement lu, en ce genre, quelque chose de plus gracieux, de plus mélancolique et de plus touchant.

Que dire maintenant pour les amateurs de détails intimes? M. Delavigne est marié, il a de beaux enfants, une fortune noblement acquise, des loisirs studieux, une santé frêle, une vie intérieure paisible, pure et élégante comme son talent.

L'amiral Duperré.

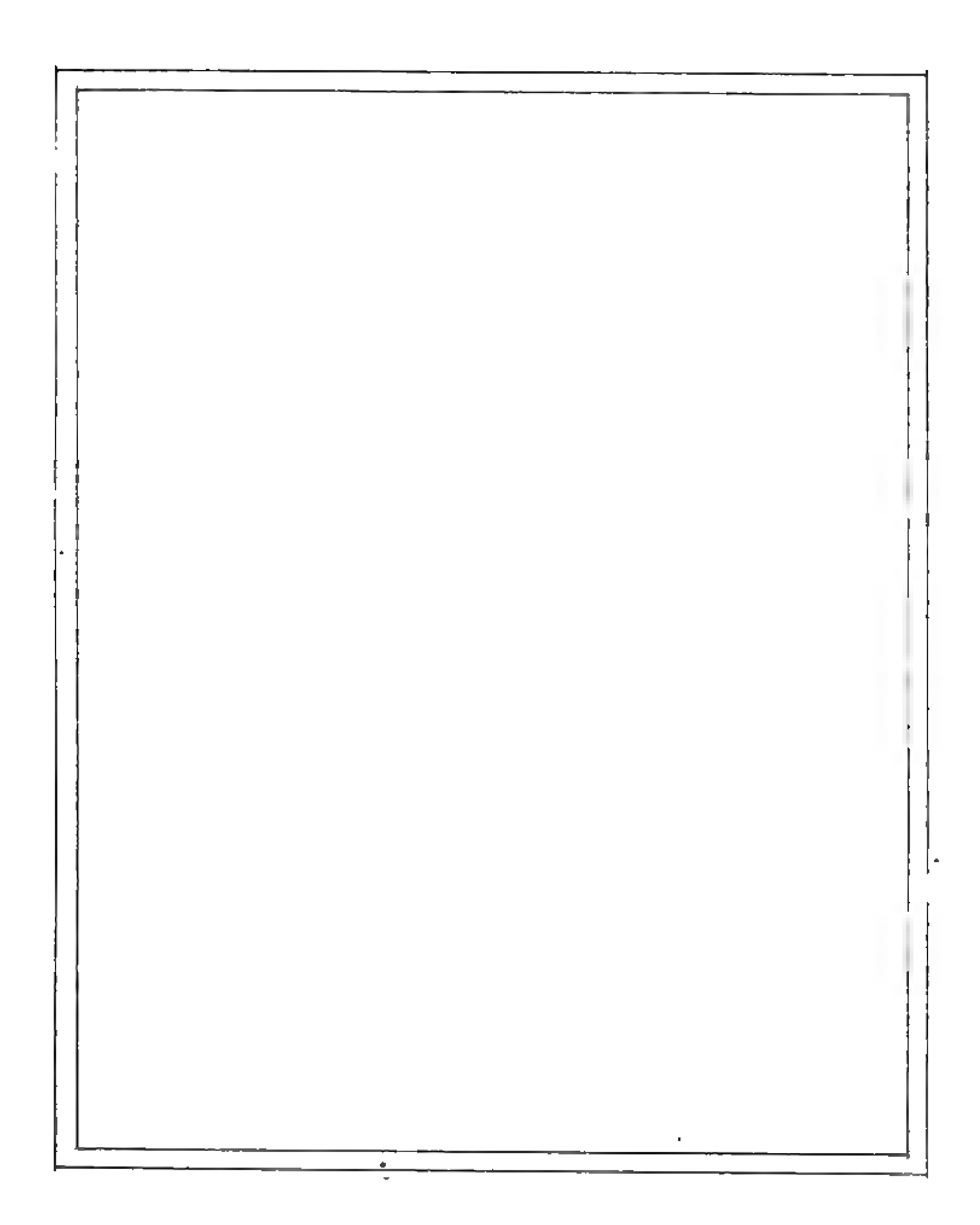
Je suis chargé, monsieur l'amiral, de vous transmettre deux ordonnances auxquelles je m'estime heureux d'avoir pu concourir : la première rétablit dans la marine le grade d'amiral, qu'elle assimile, en tous points, au grade de maréchal de France ; par la seconde le roi vous élève à cette dignité. En commençant par vous, monsieur l'amiral, le roi a voulu rehausser encore l'éclat de l'institution ; c'est là l'heureux privilége des hautes renommées : les récompenses accordées à leurs services ont pour résultat, comme leurs services mêmes, d'ajouter au lustre du corps dont elles sont l'ornement.

LETTRE DU MINISTRE DE LA MARINE SÉBASTIANI, A L'AMIRAL DUPERRÉ, 14 août 1830.

Depuis 1792 jusqu'aux plus beaux jours de l'empire, au moment où nos armées de terre remportent victoires sur victoires, de grands désastres dominent notre histoire maritime; et pourtant, dans cette période si triomphante d'une part, si malheureuse de l'autre, on ne saurait dire lesquels, de nos soldats ou de nos marins, ont élevé plus haut la gloire du nom français ; on ne saurait dire lesquels ont été les plus sublimes d'héroïsme et de dévouement, des vainqueurs d'Arcole, des Pyramides et d'Austerlitz, ou des vaincus du 13 prairial, d'Aboukir et de Trafalgar.

Si toutes les batailles rangées, livrées sur mer à cette époque, nous furent fatales, la faute en est, non point aux hommes, mais bien aux circonstances qui ne nous permirent jamais de former, d'organiser nos escadres de manière à pouvoir lutter à chances égales. Avec des baïonnettes et du canon, avec du courage et du patriotisme, c'est-à-dire avec des Français, avec quelques mois de noviciat sur le champ de bataille, on fait des armées victorieuses; mais toutes ces choses ne suffisent pas à créer des marins, à constituer des flottes. Pour former des escadres il faut des chefs expérimentés, des matelots rompus par une longue pratique à toutes les manœuvres de navire, à toutes les évolutions de division, à toutes les grandes combinaisons stratégiques qui, en mer surtout, décident du succès d'une bataille. L'équipage d'un vaisseau est une grande famille qui ne vit et ne vaut que par une instruction solide et une subordination absolue, basée sur une longue continuité de rapports intimes entre les officiers et les matelots. Or, comment, en 92, la France aurait-elle pu posséder assez d'équipages de ce genre pour tenir tête à l'Angleterre?

Notre marine, si formidable, si constamment victorieuse sous Louis XIV, à moitié détruite par les revers presque continuels du règne de Louis XV, commençait à peine à se relever sous Louis XVI, lorsqu'éclata la révolution et avec elle la guerre générale. Tandis qu'assaillis sur tous les points de nos frontières nous courions au plus pressé, tandis que nous faisions face à l'Europe entière, tandis que sous le feu nos paysans se transformaient en soldats et nos soldats en généraux, l'Angleterre, à l'abri de tout danger extérieur, riche d'armements nombreux et d'équipages expérimentés, s'emparait de nos colonies, détruisait nos pêches, anéantissait notre commerce maritime, et tarissait ainsi la principale source de recrutement pour notre marine militaire.



En même temps, l'émigration laissait presque tous nos vaisseaux sans état-major. Depuis l'amiral jusqu'à l'enseigne, la plupart de nos officiers étaient nobles, et par conséquent proscrits; or les amiraux ne s'improvisent pas comme les généraux sur le champ de bataille. Cependant il fallait remplir cette lacune au plus vite; quelques patriciens obtinrent le privilége de verser leur sang pour leur pays; avec des maîtres d'équipage et des officiers de marine marchande on compléta les états-majors; et les matelots manquant, il fallut avoir recours à la conscription pour mettre notre marine sur le pied de guerre.

Alors chaque navire se trouva bientôt composé d'une agglomération d'hommes rassemblés à la hâte de tous les points du littoral, et souvent même de l'intérieur de la France; étrangers pour la plupart à la pratique des manœuvres, atteints de cette fièvre révolutionnaire qui fit parfois le succès de nos armées, mais qui, sur un vaisseau, ne saurait suppléer à l'instruction et à la discipline; étrangers à leurs chefs, qu'ils ne connaissaient pas, dont ils se défiaient, et souvent entetenus dans ces dispositions fâcheuses par l'impéritie prétentieuse et bavarde des commissaires de la Convention.

Cette situation dut naturellement avoir pour conséquences de grands échecs, mais aussi ces revers furent illustrés par de beaux exploits, par des traits d'héroïsme rehaussés d'un caractère de grandeur sublime dont notre histoire militaire offre peu d'exemples.

A cette époque fatale, mais glorieuse, il n'y eut pas seulement des batailles rangées; avant, pendant et après nos grandes catastrophes, nos côtes ne cessèrent de vomir par milliers d'intrépides croiseurs, des corsaires audacieux, qui, de la Manche à Calcutta, semant l'épouvante dans le commerce anglais, promenèrent glorieusement le pavillon tricolore sur toutes les mers, et firent souvent payer cher aux vaisseaux de l'Angleterre les triomphes de ses escadres.

Dans la solitaire immensité de l'Océan, sans autres témoins du combat que le ciel et l'onde, il y eut de ces duels à mort où nos marins, clouant leur pavillon au grand mât, n'admettaient d'autre alternative que de couler, sauter ou vaincre; où, tantôt quittant le navire qui s'enfonçait, criblé de boulets, sous leurs pieds, ils s'élançaient sur l'ennemi, et rentraient au port après avoir changé de vaisseau, et tantôt ramenaient leur navire victorieux et brisé à la remorque du navire vaincu et conquis [1].

Ces vingt ans de guerre maritime ont fait surgir des noms égaux par l'héroïsme à tout ce que nos fastes militaires offrent de plus grand. Jamais l'histoire n'oubliera ce *Vengeur* sombrant sous le feu de trois vaisseaux; ce *Vengeur* dont les canons à fleur d'eau tonnent pour la dernière fois, et qui descend au fond des abîmes, aux cris mille fois répétés de Vive la république! Jamais l'histoire n'oubliera ce Villaret-Joyeuse qui, dans cette même journée du 13 prairial, résiste avec un seul navire aux volées de toute une escadre; jamais l'histoire n'oubliera ce jeune Casabianca, resté seul à Aboukir, auprès de son père mourant, sur un vaisseau embrasé, et refusant ainsi que lui de survivre à une défaite; ce Dupetit-Thouars du *Tonnant*, qui, bras et jambes coupés, fait placer son tronc sanglant dans un baril de son, et ne cesse de commander le feu jusqu'à son dernier soupir; ce capitaine Lucas qui, à Trafalgar, entouré par trois vaisseaux, ne rend à l'ennemi qu'une masse de planches percées à jour; ce capitaine Infernet, qui, dans la même bataille, continue son feu jusqu'à ce que l'eau entre dans ses caronades, et qui, après avoir fait embarquer dans ses canots tout ce qui lui reste d'équipage, prend son fils sur ses épaules, et se rend à la nage au vaisseau ennemi pendant que son navire coule à fond derrière lui. Ces noms, joints à ceux des Surcouf, des Niquet, ces corsaires intrépides qui combattaient toujours un contre deux; à ceux des Linois, des Bourayne, des Leyssègue, des Second, des Willaumez, des Jacob, des Baudin, etc., resteront gravés dans nos annales, à côté des plus grands noms des armées républicaines et impériales.

Parmi tous ces hommes dont plusieurs sont morts aujourd'hui, il en est un dont la carrière fut toujours brillante et heureuse, qui ne vit jamais un vaisseau français vaincu sous son commandement, qui a eu le bonheur de clore sa carrière maritime en attachant son nom à une de nos plus importantes conquêtes, et de pouvoir encore consacrer avec succès la dernière partie de sa vie à la restauration de notre marine, laquelle peut aujourd'hui marcher de pair avec la marine anglaise. Cet homme, c'est l'amiral Duperré.

[1] Un exploit de ce genre fut accompli en 1798 par la corvette *la Bayonnaise* (capitaine Richer) dans un combat contre la frégate anglaise *l'Embuscade*.

Victor-Guy Duperré est né à la Rochelle, le 20 février 1775, d'une famille distinguée; son père portait le titre d'écuyer et de conseiller du roi. Envoyé au collége de Juilly, il y porta le souvenir des flots au sein desquels s'était jouée son enfance, et ce besoin d'aventures qui distingue les populations du littoral. Après de vains efforts pour s'assouplir à la vie paisible du collége, le jeune Duperré le quitta à seize ans, en manifestant à sa famille un irrésistible désir d'échanger l'étude du grec et du latin contre un petit voyage de *deux mille* lieues. Ce désir se présentant avec toutes les allures d'une vocation, il fallut y accéder; et l'ardent écolier, embarqué comme pilotin à bord du navire de commerce *le Henri IV*, débuta par une tournée dans l'Inde qui dura dix-huit mois. A son retour, en 1793, la France, déjà aux prises avec les puissances continentales, venait de déclarer la guerre à l'Angleterre et à la Hollande; toutes nos villes maritimes se préparaient à la lutte; les chantiers, les bassins, les arsenaux étaient encombrés de bâtiments en construction; les armateurs avaient déjà commencé les hostilités avec leurs corsaires, et nos ports se remplissaient de prises.

Le jeune Duperré vit avec bonheur surgir l'occasion de se distinguer dans une carrière qu'il aimait de passion; il s'empressa de s'enrôler dans la marine militaire, et fut successivement embarqué comme second chef de timonnerie sur la corvette *le Maire Guiton* et sur la frégate *le Tartu*, pour passer ensuite en qualité d'enseigne sur la frégate *la Virginie*, commandée par le brave capitaine Bergeret. C'est sur cette frégate que le futur amiral reçut le baptême de feu dans un des plus beaux combats qu'ait vus l'Océan.

C'était le 22 avril 1796; *la Virginie* croisait dans la Manche, lorsqu'elle fut rencontrée, à la hauteur du cap Lézard, par une division de six bâtiments de guerre anglais, deux vaisseaux et quatre frégates, commandés par sir Edward Pellew, depuis lord Exmouth, celui qui bombarda Alger en 1816. Devant des forces si supérieures *la Virginie* commença par prendre chasse; elle fut vigoureusement poursuivie. Atteinte à la nuit par le vaisseau *l'Indefatigable*, qui portait le pavillon du commodore, placée entre l'alternative de se rendre ou d'affronter une lutte inégale, *la Virginie* n'hésita pas et engagea elle-même le combat; il fut terrible. De minuit à trois heures du matin, les deux bâtiments se canonnèrent bord à bord et de si près que leurs vergues se touchaient. A des boulets de 42, *la Virginie* n'avait à opposer que des boulets de 8 et de 12; mais, par la rapidité de ses manœuvres, elle compensait la disproportion des bordées. Après des efforts désespérés, l'Anglais, contraint de plier, avait pris le large et abandonnait sa proie. Débarrassé de ce premier ennemi, le capitaine Bergeret s'occupait à la hâte de boucher les trous qui crevassaient la ceinture de sa frégate, et de réparer les avaries principales de son gréement, lorsque deux frégates anglaises, *la Concorde* et *l'Amazone*, faisant partie de la division et restées en arrière, arrivèrent sur *la Virginie*, et l'attaquèrent à la fois des deux bords. Le combat recommença avec plus d'acharnement que jamais. Au bout d'une heure, *la Concorde* désemparée avait presque cessé son feu; *l'Amazone* avait essuyé de graves avaries; mais la frégate française, épuisée par ce double combat, ne pouvait résister plus longtemps. La cale s'emplissait d'eau; presque toutes les pièces étaient hors de service, la mâture était entièrement fracassée; les deux tiers de l'équipage gisaient sur les cadres, morts ou blessés. Blessés aussi presque tous, couverts de sang et de débris, les officiers de *la Virginie* se réunirent en conseil sur le pont, au milieu du feu, et là il fut décidé qu'on pouvait sans déshonneur céder aux sommations de l'ennemi, étonné d'une résistance aussi héroïque. *La Virginie* amena son pavillon, et l'enseigne Duperré, qui s'était vaillamment comporté durant l'action, fut conduit prisonnier en Angleterre avec tout l'équipage.

Sa captivité dura jusqu'en 1800, époque à laquelle il fut compris dans un échange, et revint en France. Embarqué pendant quelques mois sur le vaisseau *le Watigny*, il le quitta bientôt pour passer sur la corvette *la Pélagie*, qu'il commanda pendant trois ans comme enseigne et ensuite comme lieutenant de vaisseau. Après s'être acquitté avec succès de différentes missions à la côte d'Afrique et aux Antilles, il fut attaché comme adjudant à l'état-major de la flottille de Boulogne et à celui du préfet maritime de ce port.

Plus tard, Napoléon ayant chargé l'amiral Willaumez de se rendre avec une escadre de huit bâtiments au cap de Bonne-Espérance, pour de là se porter sur tous les points où il jugerait pouvoir causer le plus de dommages à l'Angleterre, Duperré fut compris dans cette expédition et attaché à l'état-major du vaisseau *le Vétéran*, que commandait le frère de l'empereur, Jérôme Bonaparte. Ce dernier, marin novice et très-mécontent de se voir

éloigné de France, contraria de son mieux les plans de l'amiral et finit par l'abandonner au beau milieu de sa croisière en revenant de lui-même à Brest. Le zèle et l'énergie de Duperré eurent beaucoup à souffrir de la faiblesse de son jeune commandant.

Enfin en 1806 il fut nommé capitaine de frégate, et appelé au commandement de *la Sirène;* après avoir rempli une mission aux Antilles, il se rendait à Lorient, accompagné d'une autre frégate, *l'Italienne,* lorsque les deux navires furent, en vue du port, chassés par une division anglaise composée de deux vaisseaux et de trois frégates. *L'Italienne* parvint à se réfugier sous les forts de *Groix;* mais *la Sirène,* coupée dans sa marche, fut obligée d'engager le combat. Pendant cinq quarts d'heure le capitaine Duperré, attaqué des deux bords par un vaisseau et une frégate, se défendit comme un lion. Trois fois l'ennemi le somma de se rendre, en lui criant entre chaque bordée : *Amène, ou je te coule !* et trois fois Duperré répondit : *Coule, mais je n'amène pas. Feu partout!* Plutôt que de se rendre, Duperré préféra s'échouer à la côte; mais il accomplit cette manœuvre difficile avec tant d'habileté que trois jours après il renflouait sa frégate, traversait les nombreux croiseurs anglais qui bloquaient Lorient, et rentrait triomphant dans le port.

Napoléon, qui aimait ces traits de résolution et d'audace, récompensa Duperré en le nommant capitaine de vaisseau, et en le chargeant d'aller, avec la frégate *la Bellone,* renforcer la station de l'île de France. Après avoir pris et brûlé sur son chemin quatre navires de commerce anglais et un portugais, Duperré trouva l'île de France entourée de croiseurs anglais qui lui donnèrent la chasse; il les dérouta par ses manœuvres, entra malgré eux, débarqua les munitions dont il était porteur pour la colonie, et reprit la mer en vue de trois bâtiments ennemis, qui le poursuivirent vainement pendant plusieurs jours. Après avoir touché à Madagascar, où il était chargé de former un établissement pour approvisionner l'île de France en salaisons, Duperré se dirige vers le golfe du Bengale et établit sa croisière à l'embouchure du Gange. Là, il s'empare successivement d'une corvette anglaise, *le Victor,* et d'une frégate sous pavillon portugais, *la Minerve,* de 48 canons et de trois cent soixante hommes d'équipage. Ce dernier succès ne fut obtenu qu'après un combat acharné, qui eut lieu à portée de pistolet, et dura deux heures. Maître de ces deux bâtiments à moitié désemparés et fort maltraité lui-même, Duperré revient à l'île de France avec ses prises, répare à la hâte les avaries des trois bâtiments, et reprend la mer avec eux. Le 3 juillet 1810, il croisait en vue de l'île d'Anjouan, lorsque ses vigies signalent trois navires ennemis; il se dirige sur eux, et, après un combat de cinq quarts d'heure, tous trois avaient amené leur pavillon. Ces trois vaisseaux appartenaient à la Compagnie des Indes; ils étaient armés de 30 canons; ils venaient du Cap et transportaient à Calcutta huit cents hommes de troupes du 24e régiment; *la Bellone* en amarina deux, *le Wyndham* et *le Ceylan;* mais le troisième, qui s'était rendu comme les autres, s'échappa à la faveur des ténèbres.

Après une relâche de douze jours à Anjouan, Duperré retourna à l'île de France avec ses prises. Arrivé en vue du port Impérial, il aperçoit un trois-mâts mouillé sous le fort de l'île de la Passe, poste avancé qui défend l'entrée du port. Le fort et le navire portaient également le pavillon français. Duperré avance sans crainte et se prépare à entrer dans le port Impérial; mais, au moment où la corvette *le Victor,* qui précédait sa division, doublait le fort et la frégate, voilà que tout à coup l'un et l'autre arborent le pavillon anglais, et la corvette est accueillie à grands coups de canon. Duperré, convaincu alors que toute cette partie de l'île est tombée au pouvoir des Anglais, ordonne aussitôt à sa division de virer de bord; mais il n'était plus temps : trois de ses bâtiments étaient déjà trop avancés pour reculer. Sur-le-champ l'intrépide commandant prend la résolution de forcer le passage; il envoie toute sa bordée à bout portant à la frégate anglaise, passe rapidement sous le feu du fort, et va s'embosser dans la baie avec toute sa division; là il apprend que l'île de la Passe seule est au pouvoir des Anglais.

Cependant la frégate anglaise *la Néréide,* qui n'avait pu empêcher Duperré de forcer l'entrée du port Impérial, se trouvant, quelques jours après, le 22 août, renforcée d'une deuxième frégate, *le Sirius,* se prépare à attaquer la division française embossée dans la baie. Duperré s'échoue et paralyse ce mouvement. Le lendemain, deux autres frégates anglaises, *l'Iphigénie* et *la Magicienne,* viennent se joindre aux deux premières, et à cinq heures et demie elles attaquent de concert la division française. Leurs premières volées coupent les embossures de *la Minerve* et du *Ceylan,* deux des

prises de Duperré, qui viennent, en s'échouant, prolonger *la Bellone* du côté de la terre, et la laissent par conséquent exposée seule, par son travers, à tout le feu de l'ennemi. Obligé d'accepter le combat dans cette position désavantageuse, Duperré riposte aux bordées de l'ennemi avec une telle vigueur et une telle habileté, qu'après un échange de boulets qui dura toute la nuit, au matin *la Néréide* écrasée avait amené son pavillon, *la Magicienne* criblée était abandonnée par son équipage et dévorée par l'incendie.

Restaient *le Sirius* et *l'Iphigénie*, jusque-là masqués par les deux premières frégates anglaises; ces deux frégates ne furent pas plus heureuses : le capitaine du *Sirius* fut obligé de l'abandonner en y mettant le feu, et de se réfugier avec son équipage sur *l'Iphigénie*, que l'on vit bientôt à son tour, à moitié démâtée, faire retraite et se traîner vers l'île de la Passe, pour se mettre à l'abri sous le feu du fort. Ce glorieux combat, qui se prolongea depuis la soirée du 23 jusqu'à la matinée du 25, fut fatal à Duperré; il ne put assister qu'à la moitié de sa victoire. — Dans la matinée du 24 il fut atteint sur le pont d'un coup de mitraille qui, le frappant à la joue droite, le renversa sans connaissance dans la batterie [1]. Il fut remplacé sur son banc de quart par le capitaine Bouvet, qui acheva dignement la journée.

Le 27, une division française commandée par le capitaine Hamelin parut à l'entrée du port Impérial; le fort et la frégate anglaise, sommés de se rendre, capitulèrent le 28, et l'île de la Passe fut évacuée par les Anglais.

La blessure de l'amiral Duperré, quoique grave, ne tarda pas à se cicatriser; il reprit son commandement, sortit de la baie, et se dirigea vers le port Napoléon pour y radouber ses trois bâtiments, dont les avaries étaient considérables. Il pressait les réparations pour reprendre la mer, quand tout à coup parut en vue du port une expédition anglaise composée de soixante et quatorze voiles, dont un vaisseau, douze frégates et plusieurs corvettes; le reste se composait de bâtiments de transport, chargés de vingt mille hommes de troupes de débarquement. Le 29 novembre 1810, la flotte anglaise débarqua ses vingt mille hommes dans la grande baie, à neuf lieues du port, et le 2, au matin, elle se présenta à l'entrée du port. Duperré avait réuni ses deux frégates aux deux frégates d'Hamelin, et les quatre bâtiments, formant une ligne d'embossage, beaupré sur poupe, et faisant front à l'ouverture du port, se préparaient à une vigoureuse résistance, quand les deux commandants furent prévenus que le capitaine général de l'île venait d'entrer en pourparlers avec le chef de l'expédition anglaise. Abandonné par la métropole et ne pouvant lutter contre un aussi formidable déploiement de forces, le gouverneur français rendit l'île aux Anglais par capitulation, le 4 décembre, et Duperré fut transporté en France sur des vaisseaux anglais, avec toutes les troupes de la garnison.

Le bruit de ses exploits, et surtout de son beau combat du port Impérial, l'y avait précédé. Napoléon, pendant son absence, l'avait successivement nommé chevalier de la Légion d'honneur, officier du même ordre et baron de l'empire. Quelques mois après son arrivée, en septembre 1811, il le fit contre-amiral, et le chargea du commandement de l'escadre légère de l'armée navale de la Méditerranée, aux ordres du vice-amiral Emeriau; il resta cinq mois dans ce poste, et fut appelé ensuite à commander les forces navales françaises et italiennes réunies dans l'Adriatique. C'était le temps où l'étoile de Napoléon commençait à pâlir. Chargé sans forces suffisantes de défendre l'Adriatique, Duperré se fit remarquer par sa prodigieuse habileté à se créer les ressources qui lui manquaient. — Des chantiers s'élevèrent à Venise, et bientôt il se vit à la tête d'une escadre de trois vaisseaux, deux frégates et plusieurs corvettes, armées et équipées par ses soins. Quand l'armée autrichienne bloqua Venise, il prit position dans les lagunes et sut tenir l'ennemi en respect; c'est là que le surprit la nouvelle de l'abdication de Fontainebleau. Eugène, le vice-roi, lui envoya l'ordre de remettre la place de Venise entre les mains du général en chef autrichien; ce dernier ayant exigé en même temps la remise des forces navales, Duperré s'y refusa; mais, à son regret, il lui fut ordonné de céder, et il fallut abandonner à l'ennemi une flotte qu'il avait en quelque sorte créée de ses mains. L'amiral forma ses officiers et matelots en colonne et rentra en France à leur tête.

D'abord assez mal disposé pour lui, le roi Louis XVIII lui conféra cependant, vers la fin de la première restauration, le titre de chevalier de Saint-Louis. Aux cent-jours l'empereur le nomma préfet maritime à Toulon; au second retour des

[1] C'est ce glorieux souvenir d'un de ses plus beaux exploits qui décore le mâle visage de l'amiral Duperré.

Bourbons il rentra dans la vie privée jusqu'à la fin de 1818, époque à laquelle il fut chargé par le gouvernement de commander la station navale des Antilles. Il exerça pendant près de trois ans ce commandement, qui n'était pas une sinécure, car il s'agissait de protéger le commerce français contre les entreprises des pirates qui, depuis l'insurrection des provinces de l'Amérique espagnole, infestaient les mers du Sud; il en prit et en coula bas un si grand nombre, que son nom devint pour eux une sorte d'épouvantail.

Dans le cours de cette campagne, l'amiral Duperré se distingua par un trait qui lui fait d'autant plus d'honneur qu'un courtisan l'aurait taxé de maladresse. Il se trouvait le 22 avril 1819 en rade de l'île danoise de Saint-Thomas, en même temps qu'une frégate anglaise *l'Euryalus;* le lendemain cette frégate pavoisa [1], pour célébrer la fête du roi d'Angleterre. Dans son pavoisement elle plaça un pavillon tricolore à la *poulaine* [2] en le surmontant d'un *yac* (pavillon) anglais. Duperré ne put voir de sang-froid insulter ces couleurs qu'il avait si glorieusement portées; il déclara au commandant de l'île que, si le capitaine du vaisseau anglais ne lui faisait pas réparation suffisante d'une injure dont il ne pouvait faire l'affaire de son gouvernement, mais qu'il ne pouvait aussi s'empêcher de considérer comme une insulte personnelle, il le provoquerait sur-le-champ en duel. Le commandant de la frégate anglaise, absent de son bord lors du pavoisement, et qui ignorait par conséquent les griefs du contre-amiral français, s'étant présenté à lui pour le saluer, Duperré lui tourna brusquement le dos, et ne consentit à le recevoir qu'après que ce dernier lui eut témoigné, les larmes aux yeux, tous ses regrets d'un fait qu'il avait ignoré, en blâmant amèrement la conduite de son premier lieutenant. L'amiral Duperré rendit compte de cette aventure, dans une lettre officielle, au ministre de la marine. Cette lettre est remarquable par le ton de digne franchise avec lequel un amiral au service du drapeau blanc parle de son respect pour ces couleurs sous lesquelles « j'ai, dit-il, commandé ces mêmes Français que je commande aujourd'hui, et sous lesquelles j'ai été assez heureux comme chef pour n'obtenir que des succès sans revers. »

Louis XVIII comprit cette noble susceptibilité, et il le prouva en élevant, peu de temps après, le contre-amiral Duperré au grade de grand officier de la Légion d'honneur.

Au retour de cette campagne aux Antilles, quand s'exécuta l'expédition d'Espagne, Duperré fut chargé de concourir, avec l'armée de terre, au siége de Cadix. Parti de Brest, le 8 septembre 1823, pour prendre le commandement de l'escadre qui croisait devant l'île de Léon, il arrive le 17 devant le fort *Santi-Petri,* charge une division de l'escadre d'attaquer ce fort, qui est pris le 20, et le 23 il commence à bombarder Cadix. Cette mesure, combinée avec les opérations de la garde royale et interrompue pendant quelques jours par un coup de vent, précipita la reddition de la place qui eut lieu le 30 septembre : après la campagne Duperré fut nommé vice-amiral. Dans le courant de l'année suivante, il fut chargé du commandement d'une escadre d'évolution, qu'il ramena à Toulon après l'avoir fait manœuvrer pendant quatre mois dans l'Océan et dans la Méditerranée. Après avoir rempli aux Antilles, durant l'année 1826, une nouvelle mission dont le but était de faciliter l'établissement d'agents commerciaux auprès des gouvernements du Mexique et de la Colombie, le vice-amiral Duperré revint à Brest, où il exerça les fonctions de préfet maritime jusqu'en février 1830.

A cette époque il fut appelé à Paris. Depuis longtemps le gouvernement se préparait à venger le soufflet donné par le dey d'Alger à la France, sur la joue de son consul. Une commission composée d'officiers supérieurs de la marine et de l'armée de terre avait été chargée de discuter les chances d'une expédition. La commission était encore indécise quand l'amiral Duperré fut invité à venir apporter dans son sein le tribut de ses lumières et de son expérience. Il paraît que l'illustre officier ne se montra pas d'abord favorable à l'expédition projetée; il fit ressortir avec force les dangers et les difficultés de toute espèce que pouvaient présenter la traversée et surtout le débarquement. L'expédition n'en fut pas moins ré-

[1] Le pavoisement est une cérémonie qui s'accomplit à l'aide de pavillons de toutes couleurs qu'un vaisseau livre au vent les jours de fête.

[2] Pour bien faire comprendre ce qui suit au lecteur peu familier avec les habitudes maritimes, il est nécessaire de l'avertir que c'est en marine un grand signe de mépris pour un pavillon de le placer au-dessous du sien propre, dans l'endroit du bâtiment considéré comme le moins honorable, c'est-à-dire à cette partie de l'avant du navire qu'on nomme *poulaine,* et où sont situées les latrines de l'équipage.

solue, et confiée en partie à celui-là même qui, en s'y opposant, avait fait preuve d'une connaissance profonde des lieux, et des opérations à effectuer. Une fois chargé de cette grave entreprise, le vice-amiral Duperré fit taire ses répugnances et ne s'occupa plus qu'à organiser le succès avec son activité ordinaire. Les préparatifs commencèrent dans le courant de février, et, dès le commencement de mai, cent trois bâtiments de guerre, cinq cent soixante et douze bâtiments de commerce et de transport, ayant à bord 37,331 hommes, 4,008 chevaux et 70 pièces d'artillerie de siége et de campagne, étaient réunis à Toulon, n'attendant plus qu'un vent favorable pour aller affronter des dangers inconnus et doter la France d'un beau royaume.

C'est le 25 mai, vers deux heures après-midi, par une brise de nord-ouest, que, sous les yeux d'une population de curieux accourus de tous les points de la France, le vaisseau amiral *la Provence* arbora le signal du départ. Un immense cri de joie retentit dans les airs, et à l'instant l'on vit toute cette masse de vaisseaux, frégates, corvettes, bricks, flûtes, gabares, bombardes, navires de commerce de toutes grandeurs, chargés de soldats, de chevaux, de bœufs et de matériel de toute sorte, s'ébranler, sortir de la rade, et forcer de voiles pour aller prendre chacun leur position dans les lignes de marche tracées par l'amiral.

Ce fut un magnifique spectacle, d'autant plus imposant que nul ne savait si cette belle flotte reviendrait jamais au port. Les prédictions sinistres n'avaient pas manqué; la presse de l'opposition, en cela absurde comme elle le fut toujours en France, s'était jusqu'au dernier moment complu dans un sombre tableau des désastres qui attendaient l'expédition. Par elle le dey savait à point nommé le lieu choisi pour opérer le débarquement; il devait, hérissant d'une formidable artillerie tous les points de la côte et tous les étages de son rocher, nous foudroyer dans la baie de Sidy-Ferruch; et nul ne s'imaginait que ce terrible Hussein, que nous avons vu depuis à Paris, si bon enfant, avec ses lunettes vertes, par une idée digne de la fatuité musulmane, nous laisserait tranquillement débarquer sur son territoire, afin de pouvoir, disait-il, nous exterminer plus complétement et plus à son aise.

Deux jours après son départ, dans la nuit du 27 au 28, la flotte fut assaillie par un fort vent d'E.-S.-E. à la hauteur des îles Baléares; l'amiral la conduisit sous le vent de ces îles où elle trouva un abri. Le temps s'étant bientôt remis au beau, il reprit sa route, et dès le lendemain, 29 au soir, il était en vue de la côte d'Alger. Il manœuvra toute la nuit pour s'en rapprocher; le 30, à quatre heures du matin, il n'en était plus qu'à cinq ou six lieues; mais la côte était couverte de nuages, l'horizon se chargeait, la force du vent augmentait rapidement, la mer était très-grosse, tout annonçait une bourrasque; il fallut s'éloigner, et, dans la crainte de compromettre une flotte si nombreuse, composée de tant d'élements hétérogènes, en la maintenant en vue de la côte par ce fort vent d'E.-S.-E. qui ne cessait pas de souffler, l'amiral se vit dans la nécessité de revenir vers les Baléares, et de mouiller dans la baie de Palma pour attendre le retour du beau temps.

La flotte séjourna huit jours dans cette baie; elle en partit le 10 juin, et le 12 elle abordait de nouveau la côte d'Afrique. Aux approches de la terre, le vent étant redevenu violent, il fallut reprendre le large et louvoyer pendant vingt-quatre heures. Enfin, le 13, par un beau jour, l'amiral Duperré, après avoir fait défiler toute sa flotte le long des forts muets et des batteries d'Alger, également muettes, doubla Caxines, et mit le cap sur *Sidy-Ferruch* ou *Torre-Chica*, rocher situé à l'ouest de la ville et désigné pour le débarquement. L'officier turc qui commandait ce poste important envoya quelques bombes et quelques boulets; mais ce feu fut presque aussitôt éteint par les volées du navire à vapeur *le Nageur*. Une fois entré dans la baie de *Sidy-Ferruch*, le vaisseau amiral *la Provence* cala ses mâts, c'est-à-dire que les deux étages supérieurs de la mâture furent descendus comme pour indiquer à l'ennemi et à la flotte la résolution bien arrêtée de ne plus s'éloigner. En effet, le débarquement commença dans la nuit même au moyen de bateaux plats. Le 14, à quatre heures du matin, toute la première division de l'armée, débarquée avec huit pièces de campagne, se formait en bataille sur la plage, et marchait contre les dunes occupées par l'ennemi, dont les batteries mirent quelques hommes hors de combat. Avant que le général Berthezène pût attaquer ces batteries de front, l'amiral les fit prendre d'écharpe par les bateaux à vapeur *le Nageur* et *le Sphinx*, par la corvette *la Bayonnaise*, et les bricks *la Badine* et *l'Actéon*. La deuxième et la troisième division débarquèrent à six heures. A six heures et demie le général en chef et son état-major étaient à cheval dans la presqu'île; à midi, l'armée entière avait quitté la flotte.

Restait l'opération très-compliquée du déchargement et de la mise à terre de l'immense matériel embarqué. Souvent entravée par le mauvais temps et les coups de vent, cette opération ne fut entièrement terminée que le 28 juin. Libre enfin de l'immense responsabilité qui jusque-là avait pesé sur lui seul, l'amiral Duperré n'eut plus qu'à appuyer de son mieux les mouvements de l'armée de terre. Il s'acquitta de cette partie de sa tâche avec un zèle infatigable et une merveilleuse sagacité. Pendant que les troupes s'emparaient successivement de toutes les positions qui dominaient le fort l'Empereur, et commençaient à diriger sur ce fort une vive canonnade, l'amiral, rangeant sa flotte en bataille, son vaisseau en tête, remorqué par un bateau à vapeur, venait se placer à demi-portée de canon de la ville et des forts, et entamait avec eux un dialogue bruyant et meurtrier qui dura deux heures. Pendant deux heures, vaisseaux, frégates et bombardes défilèrent lentement, en longeant la côte, sous le feu de cinq cents pièces d'artillerie, auxquelles la flotte répondait victorieusement à grandes bordées de boulets, de mitraille, de bombes et d'obus. Cette attaque de la marine, en même temps qu'elle consternait la ville, formait une puissante diversion en faveur des assiégeants du fort l'Empereur. Le feu de ce fort et de la Casauba se ralentit sensiblement. Deux jours après, le 4 juillet, à dix heures du matin, l'amiral se préparait à recommencer le bombardement, lorsqu'on entendit soudain une immense explosion : une partie du fort l'Empereur venait de sauter, et quelques instants après un canot parlementaire, ayant à bord l'amiral de la flotte algérienne, accostait le vaisseau *la Provence;* cet officier venait, au nom du dey, pour demander la paix; l'amiral lui répondit que les opérations de la flotte étaient subordonnées à celles de l'armée de terre, et il le renvoya au général en chef. Le lendemain, à cinq heures du matin, le même envoyé vint renouveler ses sollicitations; l'amiral lui remit alors pour le dey une note où il signifiait qu'il ne cesserait les hostilités que lorsqu'il aurait vu le pavillon français arboré sur les forts et batteries d'Alger; il le fut le même jour, à deux heures quarante minutes; la flotte le salua de vingt et un coups de canon et des cris mille fois répétés de Vive le roi ! et en même temps que l'armée française entrait dans la ville, au bruit des fanfares, l'amiral débarquait un détachement de marins pour prendre possession des batteries et des casernes du môle. Ainsi fut prise, en moins de trois semaines, *Jésaïr la glorieuse,* la perle du Mogreb, la cité qui vit fuir Charles-Quint.

Durant que ces grandes choses s'accomplissaient sur la terre d'Afrique, de grandes choses se préparaient sur la terre de France. Exalté par la conquête d'Alger, le ministère Polignac avait jeté le masque; il jouait au jeu terrible des révolutions le trône des Bourbons de la branche aînée contre la Charte, et il perdait la partie. Depuis quelques jours des bruits sinistres circulaient dans l'armée et la flotte; les derniers journaux venus de Toulon et de Marseille trahissaient des incertitudes effrayantes. La correspondance officielle entre l'armée et le gouvernement était interrompue, lorsqu'enfin, dans la matinée du 8 août, un bâtiment arriva dans la baie, et répandit bientôt sur la flotte et dans la ville une centaine d'exemplaires d'une dépêche télégraphique imprimée à Marseille. A cette dépêche, qui annonçait en gros les événements, étaient jointes des dépêches officielles du nouveau ministre de la guerre, annonçant à son prédécesseur son remplacement, et lui intimant, ainsi qu'à l'amiral, l'ordre de faire arborer les couleurs tricolores.

Cet ordre s'exécuta lentement; l'état-major de l'armée, composé en grande partie d'hommes que la révolution de juillet froissait dans leurs affections et dans leur carrière, s'assembla plusieurs fois; les plus ardents proposaient sérieusement d'embarquer l'armée et d'aller faire une pointe sur la Provence ou la Bretagne. Enfin, le 16, au matin, l'amiral Duperré déclara au général en chef que le pavillon tricolore serait arboré dès le lendemain sur toute la flotte. M. de Bourmont se résigna alors à suivre l'exemple qui lui était donné; le 17, au matin, tous les vaisseaux mouillés dans la rade, et bientôt après les forts et la Casauba, arborèrent les couleurs nationales, que le vaisseau amiral salua de son artillerie.

Nommé pair de France le 16 juillet 1830, et, par conséquent, compris dans la mesure générale qui annulait les nominations faites par Charles X, le vice-amiral Duperré fut, dès le 13 août, réintégré dans son titre par le nouveau roi; la même ordonnance qui l'élevait à la pairie, rétablissant pour lui un grade aboli dans la marine, le nommait amiral, en assimilant de tous points ce grade à celui de maréchal de France.

Le 25 du même mois, le conseil municipal de la Rochelle, ville natale de l'amiral, lui décernait

une épée d'honneur, « en témoignage, disait la lettre d'envoi, de l'estime et de l'admiration de ses concitoyens, pour les talents militaires qu'il a déployés dans le cours de sa carrière et la part brillante qu'il a prise à la conquête d'Alger. »

A son retour à Paris, en octobre 1830, il était nommé président du conseil d'amirauté.

Quatre ans plus tard, le 22 novembre 1834, l'amiral Duperré fit son entrée dans la vie politique; il fut appelé, sous le ministère du 11 octobre, aux fonctions de ministre de la marine; ces fonctions tour à tour quittées et reprises suivant les diverses modifications ministérielles de nos sept dernières années, l'amiral les occupe encore en ce moment. Étranger à toutes les intrigues politiques, n'ayant d'autre ambition que celle de servir son pays dans une sphère toute spéciale, le digne marin n'aime guère à sortir du cercle de ses attributions; il n'est point homme d'État; aussi ne prend-il qu'une part très-restreinte aux querelles intestines des partis. Il n'est point orateur, aussi ne paraît-il à la tribune qu'à son corps défendant [1]. Sa voix rude et rauque, sa parole brève et sèche s'accommoderaient beaucoup mieux du porte-voix de combat que du vêtement bigarré de la période; le bruit des vents, des flots et du canon est plus doux, plus familier à son oreille que le bruit des tempêtes parlementaires. Sa massive carrure, sa figure brune et énergique, faisaient, j'en suis sûr, meilleur effet sur son banc de quart, aux yeux de ses chers matelots de *la Bellone*, qu'elles n'en font à la tribune devant l'extrême gauche, la gauche, le centre gauche, le centre pur, le centre droit et la droite. Mais s'il n'intrigue point et s'il parle peu, l'amiral Duperré n'en agit pas moins. La prospérité de notre marine est l'objet de toutes ses pensées, de tous ses soins; c'est un ministre travailleur, faisant en conscience un métier qu'il connaît à fond, et à ce titre au moins aussi original qu'un ministre parleur [2].

[1] Lors de la fameuse et orageuse discussion de l'adresse, après le traité du 15 juillet, plusieurs orateurs ayant longuement parlé de la flotte, le ministre de la marine, qui avait écouté muet tout ce fracas de paroles, excita un rire général d'approbation, lorsqu'il s'en vint à la tribune s'excuser avec une humilité très-amusante de prendre part à la discussion; « mais enfin, ajoutait-« il, puisque tant d'orateurs ont parlé de la flotte, qu'il « me soit permis d'en dire un mot à mon tour; » et après quelques explications empreintes d'un laconisme de marin, le brave amiral termina par cette péroraison digne de l'exorde : « Messieurs, si on se trouvait honoré « du commandement et de l'emploi de cette flotte, on « saurait bien alors ce qu'on en ferait. »

[2] L'amiral Duperré a un fils et deux filles; le fils est, je crois, dans ce moment, élève à l'École de marine.

La grande époque littéraire de l'Allemagne est sortie, on le sait, d'une réaction de l'esprit germanique contre l'esprit français. Les splendeurs du règne de Louis XIV avaient ébloui l'Europe. La langue, les idées, les mœurs, les goûts, les modes et les livres de la France envahirent toutes les nations. Celles-là même qui, comme l'Angleterre et l'Espagne, avaient déjà une littérature indigène toute formée, la laissèrent de côté pour se jeter à l'envi dans l'imitation française.

L'Allemagne était alors, en fait de culture intellectuelle, la plus arriérée des nations occidentales. Absorbée, au sortir du moyen âge, par les discordes religieuses; ruinée, ravagée et surtout *dénationalisée* par la guerre de trente ans, elle n'avait pu développer le germe précieux déposé dans les chants de ses *Minnesingers* et de ses *Meistersaengers;* et le génie indigène languissait, étouffé sous une confusion grossière de langages et de mœurs empruntés à tous les peuples qui avaient foulé la terre allemande. « En ce temps-là, dit un écri« vain [1], on s'habillait à la hollandaise, on man« geait à la suédoise, on hâblait à l'espagnole, on « jurait à la hongroise et à la turque, et le discours « le plus éloquent était celui qui contenait le « plus d'ingrédients étrangers [2]. » En dehors de ce chaos, quelques protestants érudits, impuissants à fonder une littérature nationale, se cantonnaient solitairement dans l'étude philologique et stérile des anciens [3].

L'Allemagne en était là, quand l'esprit français, qui s'était, dès la Renaissance, éloigné chaque jour davantage de l'élément germanique pour se tourner vers l'élément gréco-latin, et qui, en se développant rapidement dans cette voie, était arrivé au plus haut point de sa culture, pénétra chez elle par les classes élevées, et n'eut pas de peine à remplacer toutes les autres influences par la sienne. La *gallomanie* devint alors générale. Pendant près d'un siècle, depuis la seconde école silésienne de Hoffmannswaldau et Lohenstein jusqu'à l'école saxonne de Godsched, l'Allemagne s'abreuva jusqu'au dégoût d'une littérature de seconde main, littérature insipide, sans originalité, sans couleur, sans génie. La réaction commença vers le milieu du XVIIIe siècle; les uns, considérant la littérature française elle-même comme une copie falsifiée, entreprirent de remonter aux sources et de se mettre en communication directe avec le génie grec; d'autres se déclarèrent pour les productions du génie anglais, comme plus conforme au génie allemand; enfin l'Allemagne, toujours privée d'une littérature indigène, flottait entre les traductions et les imitations, quand surgit tout à coup une espèce d'Arminius littéraire, Ephraïm Lessing, esprit large, incisif, acerbe et vigoureux, essentiellement né pour la polémique [4], qui, tout en avouant ses préférences pour l'école anglaise, rompit en visière avec toutes les invasions étrangères, déblaya le sol, et prépara la voie triomphale par où défila bientôt un cortége brillant et varié de poëtes et de prosateurs originaux. Toutefois, dans son ardeur de destruction, dans ses sorties furieuses contre la littérature française du grand siècle, Lessing, exclusivement préoccupé de critique négative, n'accomplit que la moitié de sa tâche, l'autre moitié était réservée à ses successeurs immédiats, les deux frères Schlegel, et surtout en ce qui concerne la littérature dramatique, à celui des deux frères qui fait l'objet de cette notice.

C'est W. Schlegel qui le premier, mettant sérieusement à l'ordre du jour la grande question de la liberté dans l'art, et discutant d'un point de vue bien plus élevé que celui de La Mothe la fameuse législation dramatique attribuée à Aristote [5], traça d'une main hardie la poétique du romantisme; c'est lui qui le premier mit en présence Sophocle, Eschyle, Euripide, Corneille, Racine, Voltaire, Shakspeare et Calderon, le théâtre ancien, le théâtre imité de l'ancien, et le théâtre moderne, en revendiquant pour ce dernier le droit de ne se régir que d'après les principes puisés dans le génie,

[1] Menzel's Deutsche Literatur, tom. III, pag. 233.

[2] Le sermon du capucin dans la première partie du *Wallenstein*, de Schiller, est un petit spécimen du goût de l'époque.

[3] Si j'avais à tracer ici au complet l'histoire de cette période littéraire, il me faudrait faire une exception en faveur d'Opitz, le fondateur de la première école silésienne, qui, tout en imitant l'étranger, sut imprimer à ses imitations un certain cachet d'originalité plein de charme, notamment dans ses poésies lyriques.

[4] Pour peindre cette nature d'homme, Gœthe disait : « Si Dieu avait voulu donner la vérité à Lessing, il aurait refusé le cadeau, préférant prendre la peine de la chercher lui-même. »

[5] Aristote, qui passe pour le fondateur de la règle des trois unités, n'a parlé avec quelque développement que de l'unité d'action; il ne fait qu'une allusion très-vague à l'unité de lieu, et ne dit pas un seul mot de l'unité de temps.

les idées et les mœurs des peuples modernes.

Ceci se passait en 1808, dix-neuf ans avant la célèbre préface de *Cromwell.* L'Allemagne, alors débarrassée de l'invasion de notre littérature, avait à subir l'invasion de nos soldats; elle finit par secouer ce dernier joug, et elle nous apporta à son tour la double invasion de ses soldats et de sa littérature : cette dernière entra sous la conduite de Mme de Staël. Les soldats nous quittèrent bientôt, mais la littérature resta; les idées allemandes s'infiltrèrent peu à peu dans la critique française; le journal *le Globe* vécut longtemps de cette pâture; enfin M. Hugo reprit en sous-ordre la thèse de Schlegel; il la défigura passablement en l'arrangeant à sa manière, mais le fond est identique, ainsi qu'on peut s'en convaincre en comparant la préface de *Cromwell* avec la 1re, la 2e et la 13e leçon du *Cours de littérature dramatique.* Cette importation parut une nouveauté merveilleuse aux yeux des uns, monstrueuse aux yeux des autres; le procès, dès longtemps jugé en Allemagne, se débattit en France avec de grandes clameurs. Les théoriciens du romantisme furent admis à faire leurs preuves; ils se montrèrent en général assez médiocres dans l'application, mais ce n'est pas la faute de M. de Schlegel.

Maintenant que j'ai un peu préparé mon terrain et indiqué sans discussion quelques-uns des titres littéraires de l'illustre critique allemand, il ne me reste plus qu'à entrer dans le détail des faits biographiques, en me réservant de faire en chemin quelques observations succinctes touchant des œuvres et des idées dont le mérite et la justesse ne sont pas toujours incontestables.

August Wilhelm Schlegel est né à Hanovre, le 8 septembre 1767, d'une famille bourgeoise et protestante.

Il eut, je crois, quatre frères, dont deux se distinguèrent dans la carrière ecclésiastique; le troisième servit comme officier dans l'armée anglaise, et mourut jeune encore aux Indes orientales; le quatrième, Frédéric Schlegel, est mort à Dresde en 1829, après avoir acquis une réputation littéraire égale à celle de son frère. Poëte, romancier, philologue, critique, historien, philosophe, Frédéric a laissé un plus grand nombre d'ouvrages que Guillaume. Comme philosophe et philologue, l'auteur de l'histoire de la *Littérature ancienne et moderne,* de la *Philosophie de l'histoire,* de l'ouvrage intitulé *De la langue et de la sagesse des Indiens,* etc., etc., est peut-être supérieur à Guillaume Schlegel par l'étendue et la profondeur de ses connaissances; mais il lui est bien inférieur pour le style; c'est un écrivain lourd, pâteux et embrouillé, il n'a rien de cette exposition brillante, claire, animée, pittoresque, qui distingue si éminemment son frère. Dans les divers travaux que tous deux entreprirent en commun, Frédéric me fait assez l'effet du mineur et Guillaume du forgeron. Mais revenons à ce dernier.

Après avoir fait sa première éducation à Hanovre, W. Schlegel fut envoyé à l'université de Gœttingue, où il étudia d'abord la théologie et ensuite la philologie, sous le célèbre professeur Heyne; il exécuta, sous sa direction, un travail latin très-remarquable sur la géographie d'Homère; ce travail fut couronné en 1787 par la Société de Philologie, et il prépara ensuite l'index du Virgile édité par Heyne. Déjà à cette époque le jeune Schlegel se distinguait par une connaissance profonde des arts et de la littérature antiques. Toutefois des études de philologie ne convenaient qu'à moitié au côté poétique de son organisation, et il ne pouvait manquer d'être entraîné dans le grand mouvement littéraire qui se faisait alors en Allemagne : l'école française s'éteignait à Potsdam avec Frédéric; Gœthe avait publié son drame de *Goetz de Berlichingen* et son roman de *Werther;* l'imagination fougueuse de Schiller, après avoir jeté son premier feu dans le drame des *Brigands,* dans *Fiesque, la Cabale et l'amour,* se tempérait, se mûrissait par l'observation et l'étude; Lessing venait de mourir après avoir accompli sa croisade dramatique contre la tragédie française. Dans Gœttingue même, une nouvelle école poétique, au sein de laquelle brillaient Bürger, Voss, Hoelty, Miller, Leisewitz, les deux Stolberg, s'était formée en haine du goût français, et puisait ses inspirations à la double source du foyer domestique et des traditions chevaleresques.

Bürger fut de tous ces poëtes celui qui exerça sur le jeune Schlegel l'attraction la plus vive. La vie du célèbre auteur de *Lénore,* cette vie malheureuse d'un génie âpre et fier luttant contre la misère et les passions, ne contribua pas peu à mêler à l'admiration de Schlegel des sentiments plus intimes. Il rechercha l'amitié de Bürger, il l'obtint; il partagea ses travaux; sa verve poétique s'éveilla au contact de cette nature ardente et sombre. Plus tard, dans ses écrits polémiques, il a pieusement défendu la mémoire de son ami, et le recueil de ses poésies contient un sonnet plein de grâce et de

mélancolie adressé à l'ombre de celui qui fut son premier maître dans l'art du chant.

Mein erster Meister in der Kunst der Lieder, etc.

Au sortir de l'université de Gœttingue, Schlegel accepta la tâche de diriger l'éducation des enfants d'un riche banquier d'Amsterdam; après trois ans de séjour en Hollande il revint en Allemagne se fixer à Iéna.

Ici commence pour lui la période de fécondité, de polémique et de célébrité. Iéna et Weimar étaient alors les deux centres où venait en quelque sorte se résumer toute l'activité intellectuelle de l'Allemagne. Dans ce coin de la Saxe, au bruit des grands combats de la République et de l'Empire, quand le sang coulait partout en Europe, on se battait à coups de plume avec une ardeur incroyable, et l'on versait des flots d'encre sur le terrain de l'esthétique. Parmi les combattants brillait Guillaume Schlegel, successivement enrôlé dans la rédaction des *Heures* et de l'*Almanach des Muses* de Schiller; il avait fini par fonder, conjointement avec son frère Frédéric, l'*Athœneum*, revue littéraire qui exerça sur la direction des idées en Allemagne une influence très-grande, influence vivement reprochée aux deux frères Schlegel par des critiques postérieurs et dont il nous faut dire un mot.

La royauté littéraire de Gœthe était alors dans tout son éclat. Ce Prométhée insatiable, en recherchant à travers le temps et l'espace toutes les étincelles du feu sacré, en s'assimilant en quelque sorte la substance poétique de tous les âges et de tous les peuples, semblait avoir voulu résumer en lui l'humanité entière. Sans son génie, qui imprimait un cachet individuel à la plupart de ses conquêtes, Gœthe n'eût été qu'un plagiaire universel. Séduits par cette magnifique exception, les frères Schlegel érigèrent l'exemple en précepte; sur les débris de l'école française, de l'école grecque et de l'école anglaise, ils tentèrent de fonder une école des écoles, vaste caravansérail ouvert à toutes les importations, et où devaient se rencontrer sur un pied d'égalité toutes les manifestations de la poésie humaine depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours. Par aversion de l'esprit exclusif dans la critique, ils poussèrent l'éclectisme jusqu'à ses dernières limites, et prêchèrent une sorte de polythéisme esthétique, confondant dans une même adoption tous les dieux de tous les pays et de tous les siècles [1]. Les avantages et les dangers de cette théorie se conçoivent facilement; elle élargissait les sphères de l'inspiration, mais elle tuait l'originalité en faisant disparaître les conditions de temps et de lieu. En somme elle était plus nuisible qu'utile à la formation et au développement d'une littérature vraiment nationale. Aussi en résulta-t-il bientôt une nouvelle fureur de traductions et d'imitations, limitée non pas à tels ou tels modèles préférés, mais étendue sans choix à toutes les productions étrangères. Les intentions des Schlegel étaient bonnes; ils n'aspiraient à rien moins qu'à faire de l'Allemagne littéraire une nation abeille, suçant indistinctement toutes les fleurs de l'esprit humain pour en composer son miel; et leur théorie cosmopolite, fortifiée de l'exemple de Gœthe, produisit au contraire une masse de frelons, flétrissant les fleurs sous leur trompe et impuissants à en extraire autre chose que la preuve de leur impuissance.

Le fameux principe de l'art pour l'art, dont nous avons fait tant de bruit il y a douze ans, nous est également venu de Gœthe et des Schlegel. Dans leur éclectisme, en fait de goût et de manières, ils admirent volontiers pour criterium du beau en poésie, l'élégance et l'harmonie du vers. Guillaume Schlegel joignit la pratique à la théorie. Ses poésies diverses, qui eurent plusieurs éditions, dont la dernière parut en 1811, en deux volumes, présentent un bizarre mélange d'inspirations païennes, chrétiennes, mythologiques, catholiques, orientales, chevaleresques, graves, légères, raffinées, naïves. Odes, épîtres, élégies, ballades, chansons, épigrammes, sonnets, tout s'y trouve, tout, jusqu'à la sévère tragédie grecque d'*Ion*, dont je reparlerai, et qui figure là entre un *choliambe* et un *triolet*. Les pièces intitulées *Arion*, *Pygmalion*, *Prométhée*, la *légende de saint Lucas*, la *ballade de Fortuna*, l'*élégie sur Rome*, adressée à Mme de Staël, et dont une partie a été reproduite avec assez de bonheur par M. Sainte-Beuve, sont des morceaux remarquables. Parmi les sonnets, il en est de très-beaux, notamment ceux inspirés par la mort d'une jeune fille, Augusta Boehmer. Mais si

[1] Cette impartialité absolue n'était au fond qu'une prétention, car elle était dominée par une prédilection pour le moyen âge, poussée jusqu'à l'engouement, et par une aversion pour la France, poussée jusqu'à l'injustice, ainsi qu'on le verra plus loin.

les poésies de Schlegel sont cosmopolites par le fond, elles le sont encore plus par la forme. Le poëte semble s'être proposé pour but de faire exécuter à la langue allemande toute espèce de tours de force. Il met dans ses combinaisons rhythmiques une variété, une souplesse qui dégénère souvent en affectation et en coquetterie puérile. Ainsi il y a des pièces où, dans chaque strophe, la mesure s'en va diminuant d'une syllabe à chaque vers, d'autres où le poëte s'impose à plaisir neuf rimes de suite; quelquefois le grave Schlegel ne dédaigne pas d'indiquer en italique des *bouts rimés* qu'il a remplis très-agréablement. Tout cela est curieux, tout cela témoigne d'une rare habileté dans le maniement de la langue, habileté dont Schlegel a su faire dans ses traductions de Shakspeare et de Calderon un excellent usage; mais dans des poésies originales cette préoccupation excessive de la forme ne peut que nuire à la justesse ou à l'énergie de l'idée.

Un autre reproche que plusieurs ont adressé aux deux célèbres rédacteurs de l'*Athœneum* porte sur le ton général de leur critique, sur leur enthousiasme pour Gœthe poussé jusqu'à l'adoration [1], et combiné avec une sévérité pour leurs adversaires, tournant assez facilement à la morgue aristocratique et même à l'impertinence. Il est vrai qu'on le leur rendait bien. Quoi qu'il en soit, l'*Athœneum* et les autres écrits polémiques de Schlegel ont eu aussi leur part de bonnes influences. Essentiellement doué du sentiment de l'idéal, du noble et du grand, le vigoureux critique fit une guerre à mort à la trivialité et à l'immoralité. En dehors du panthéisme poétique de Gœthe, la littérature allemande se partageait alors en deux directions. Les idylles de Gessner, le célèbre poëme idyllique et domestique de *Louise*, par Voss, avaient produit une masse d'imitations; on se jetait à l'envi dans la peinture des mœurs champêtres et des jouissances du foyer; la muse idyllique allemande n'était pas une bergère pimpante et enrubannée à la Watteau; en la dépouillant de ses atours d'emprunt, Voss et Gessner avaient su lui conserver une certaine grâce naïve; mais sous la main de leurs disciples elle prenait insensiblement la tournure d'une bonne grosse vachère, haute en couleur, aux mains sales, aux cheveux gras, aux pieds nus. D'autres s'inspiraient de préférence des incidents les plus vulgaires de la vie; c'était une profusion d'hexamètres sur les délices de la table, du café, de la bière, de la choucroute, de la pipe, des pommes de terre, des pantoufles et du bonnet de nuit. W. Schlegel dirigea contre cette poésie de basse-cour et de cuisine les traits acérés de sa critique, et le débordement s'arrêta devant son élégant persiflage.

Dans une voie différente, le fameux Kotzebue tendait à former une autre secte littéraire et plus spécialement dramatique; homme de talent et d'esprit, mais sans élévation, sans grandeur, Kotzebue avait acquis la faveur populaire en implantant au théâtre un genre énervant et faux, mélangé de fri volité et de sentiment, où dominait, à travers l'intérêt des combinaisons scéniques, le scepticisme moral le plus complet. Cette manière d'arranger, d'habiller, de farder, d'ennoblir la bassesse ou le vice, fut rudement attaquée par Schlegel. Il passa au fil de l'épée cette innombrable famille de vicieux mesquins et larmoyants dont Kotzebue remplissait tous les théâtres de l'Allemagne, famille bizarre qui pratique, professe ou tolère avec sensibilité et décence, le mensonge, la friponnerie, la séduction et l'adultère. Schlegel attaqua ces créations bâtardes, qui firent plus tard invasion en France; au triple point de vue de l'art, de la vérité et de la morale; il les attaqua avec l'arme de la raison et du ridicule, en prose et en vers, avec de la logique et des épigrammes. Son recueil de poésies contient une suite de sonnets satiriques intitulés *Arc de triomphe élevé en l'honneur de Kotzebue,* et composés à cette epoque; c'est une poésie du genre burlesque, où les gros mots ne manquent pas, mais pleine de malignité et d'esprit.

Cette période agitée de polémique littéraire dura neuf ans, depuis 1795 jusqu'en 1804. Schlegel, fixé d'abord à Iéna, puis à Berlin, dans toute l'ardeur de la jeunesse et du talent, menait de front une quantité effrayante de travaux, rédigeant l'*Athœneum* presque seul avec son frère, fournissant, en outre, divers autres journaux de nombreux articles de haute critique littéraire et artistique sur les sujets les plus variés [2], professant à l'université d'Iéna un cours d'esthétique, et ensuite à Berlin, un cours

[1] Il serait injuste de ne pas ajouter que, plus tard, dans son appréciation de Gœthe comme poëte dramatique, Guillaume Schlegel est digne et point du tout servile.

[2] Une partie de ces articles fut réunie en deux volumes, publiés par les deux frères, en 1801, sous le titre de *Karakteristiken und Kritiken* (Caractères et Critiques). Plus tard, Guillaume Schlegel a publié à Bonn en 1828, une édition plus complète de ses travaux per sonnels, sous le titre d'*OEuvres critiques* (*Kritische Schriften*).

de littérature moderne. Il abordait en même temps une grande et difficile entreprise, dont l'exécution suffirait à illustrer son nom; je veux parler de sa belle traduction en vers des OEuvres de Shakspeare et des principaux drames de Calderon. Il fallait un rare courage, une possession bien complète des trois langues, et du génie des deux poëtes, pour entreprendre de les traduire en quelque sorte vers par vers, en s'imposant non-seulement la reproduction exacte d'un sens souvent obscur, mais encore celle de la mesure et du rhythme si souvent variés, surtout dans Shakspeare. Schlegel triompha de toutes ces difficultés; il est vrai que la langue allemande, par la richesse, la liberté et le nombre de ses combinaisons de mots, est, de toutes les langues, celle qui se prête le mieux à des traductions de ce genre. La traduction de Shakspeare, qui exerça une influence décisive sur la nature et la forme des compositions dramatiques de l'époque, fut commencée en 1797, et neuf volumes parurent à Berlin en 1810.

Cette œuvre, continuée par Schlegel à travers les agitations de sa vie, fut achevée plus tard par les soins de son ami Tieck, qui traduisit quelques pièces restées en arrière, et elle parut complète à Berlin en 1825. La traduction de Calderon, commencée en 1803, parut à Berlin, en deux volumes, en 1809. Dans le même temps, en 1802, Schlegel publia à Berlin, sous le titre un peu fleuri de *Bouquet de poésies italiennes, espagnoles et portugaises* (Blumenstræusse der Ital., Span. und Port. Poesie), un volume de poésies détachées, traduites de différents auteurs. Cette traduction nouvelle se distingue toujours par la qualité dominante de Schlegel, l'élégance et la flexibilité de la forme.

De cette époque date également la tragédie en cinq actes intitulée *Ion*, imitée de la pièce d'Euripide portant le même nom, et qui parut en 1803. On discuta alors assez vivement la question de savoir jusqu'à quel point le poëte grec avait été copié par Schlegel. Ce dernier prétendait y avoir mis beaucoup du sien. N'ayant pas en ce moment un Euripide sous la main, je ne puis comparer; mais la tragédie allemande, abstraction faite de la forme, qui me semble assez belle, me fait l'effet d'une création froide et languissante.

Il y a pourtant de l'intérêt dans le premier acte, où domine la figure gracieuse et pure d'Ion, enfant de quinze ans élevé dans le temple de Delphes. Ion ignore sa naissance, se croit orphelin, et peint en beaux vers le bonheur de sa vie écoulée paisible à l'ombre de l'autel, et consacrée tout entière au service du dieu dont il est le fils. Mais je crois que ce premier acte est exactement celui d'Euripide. C'est à cette charmante création du *Racine* de la Grèce que nous devons l'idée première du personnage de Joas, dans *Athalie*.

Je ne puis quitter cette partie de la carrière de Schlegel sans donner un souvenir en passant à ce petit cénacle de penseurs et de rêveurs qui, du même pas que la polémique littéraire, menait à Iéna une vie intime si poétique et si douce. Ils étaient là quelques-uns d'élite, les deux Schlegel, Tieck, Schelling, Solger, Novalis, enlevé si jeune, tous variés d'aptitudes, mais unis par une communauté de sympathies et de goûts, plus enclins vers le beau humain de Gœthe que vers le beau moral de Schiller, et pourtant un peu séparés du grand païen de Weimar par une sorte de foi poético-religieuse mélangée de mysticisme et de teutonisme, qui se détournait volontiers de l'Orient et de la Grèce, pour se plonger avec prédilection dans les grands souvenirs chrétiens et nationaux du moyen âge [1].

C'est à la fin de 1804, à Berlin, je crois, que W. Schlegel fit la connaissance de Mme de Staël, et s'attacha à elle par un lien d'amitié et d'ardente admiration que la mort seule put rompre. Il abandonna la position brillante qu'il occupait alors en Allemagne pour se charger de l'éducation des enfants de Mme de Staël. La noble délicatesse de l'auteur de *Corinne* sut apprécier le sacrifice, et dans Schlegel ne vit jamais que l'homme éminent et l'ami dévoué. Il partagea sa vie errante et souvent tourmentée; avec elle il séjourna successivement à Coppet, en Italie, en France, à Vienne, en Russie, en Suède, et enfin il ne se sépara de son illustre amie qu'à Paris, en 1817, le 14 juillet, jour fatal où (pour appliquer à Mme de Staël elle-même les paroles qu'elle applique à un autre génie) « La mort « ferma ses portes d'airain sur une femme naguère « si éloquente, si animée, si fortement en posses- « sion de la vie. »

Durant ces douze années d'intimité, Schlegel

[1] Il y a dans les poésies de Schlegel une suite de sonnets religieux si essentiellement catholiques que l'on est porté à s'étonner un peu qu'il n'ait pas fini comme son frère Frédéric et plusieurs de ses amis, entraînés par le sentiment poétique jusqu'à la conversion. Je reviendrai, en parlant de Tieck, sur cette école d'Iéna.

exerça incontestablement une certaine influence sur la direction des travaux et des idées de Mme de Staël. Cette influence se manifeste plus particulièrement en quelques points du livre *de l'Allemagne ;* mais on a cru à tort que ce livre était en partie, quant au fond, l'œuvre de Schlegel, car il serait facile, dans ce même livre, de noter, sur un bien plus grand nombre de points, un dissentiment à peu près complet entre le critique et Mme de Staël. Quand cette dernière qui lisait, du reste, et possédait parfaitement l'allemand, cherchait à faire l'épreuve de ses idées par la contradiction, elle disait : « Je vais faire causer Schlegel; » et Schlegel, causeur polyglotte, abondant et également brillant dans toutes les langues, ne manquait jamais de relever le gant. La discussion s'engageait; Mme de Staël, qui savait son critique très-partial contre tout ce qui n'était pas Gœthe, la Grèce, ou le moyen âge, le poussait vigoureusement, et la discussion avait souvent ce résultat, qui en général n'est pas rare, de confirmer plus que jamais chacun des deux adversaires dans son opinion.

Dans un voyage de Mme de Staël à Paris, en 1807, Schlegel écrivit et publia en français une brochure intitulée : *Comparaison entre la Phèdre de Racine et celle d'Euripide.* Ce petit écrit, d'un très-bon style, plein de science et d'esprit, mais trop passionné en faveur du poëte grec au détriment du poëte français, fit un grand scandale parmi tous les littérateurs de l'empire.

« En France depuis la révolution, dit à ce propos Schlegel, le goût a varié selon les phases de l'ordre ou du désordre social. » Il est de fait que l'écrit de Schlegel, qui était une monstruosité en 1807, qui eût été une banalité en 1830, publié aujourd'hui que nous assistons à une espèce de réaction dramatique, serait presque encore une monstruosité. A mes yeux c'est un morceau curieux, et qui, parmi plusieurs erreurs sur lesquelles je reviendrai, contient un grand nombre d'observations fines, judicieuses, et assez étonnantes de la part d'un étranger [1].

La police impériale n'ayant pas permis à Mme de Staël de séjourner plus longtemps en France, elle fit une nouvelle tournée en Allemagne. Schlegel l'y suivit, et commença à Vienne, au printemps de 1808, au milieu d'une grande affluence d'auditeurs, ce fameux cours de littérature dramatique, publié depuis en trois volumes, traduit dans toutes les langues, et qui mérite à beaucoup d'égards la réputation qu'il obtint. Comme nous avons de ce livre une assez bonne traduction française, j'ai moins de regret à ne pouvoir ici que le résumer rapidement. Il contient l'examen des théâtres grec, latin, italien, français, anglais, espagnol et allemand. Aux yeux de Schlegel il n'y a que trois théâtres vraiment originaux, et qui, à ce titre, sont l'objet d'une analyse plus détaillée : le théâtre grec, duquel dérivent les théâtres latin et français, plus les deux théâtres qu'il appelle romantiques, l'espagnol et l'anglais, qui, quoique contemporains, ont tous deux leur physionomie particulière, indépendante l'une de l'autre, et qui ont servi à former le théâtre allemand, dont les fondements ont été posés par Gœthe et Schiller. Tout le premier volume est consacré au théâtre grec, et c'est sans contredit le plus remarquable. Jamais jusqu'à Schlegel la critique ne s'était élevée à cette hauteur, à cet éclat; c'est un mélange rare de science profonde, de large et brillante poésie. Le critique parle de la Grèce avec passion, il la comprend en artiste et en poëte dans ses plus petits détails, aussi bien que dans l'harmonie de l'ensemble, comme Winkelmann et Gœthe; le tableau qu'il trace de la société grecque est une des belles choses que j'ai lues. En voici un passage que je prends au hasard entre plusieurs :

« La culture morale des Grecs était l'éducation de la nature perfectionnée; issus d'une race noble et belle, doués d'organes sensibles et d'une âme sereine, ils vivaient sous un ciel doux et pur, dans toute la plénitude d'une existence florissante; et, favorisés par les plus heureuses circonstances, ils accomplissaient tout ce qu'il est donné à l'homme renfermé dans les bornes de la vie d'accomplir ici-bas. L'ensemble de leurs arts et de leur poésie exprime le sentiment de l'accord harmonieux de leurs diverses facultés. Ils ont imaginé la poétique du bonheur. »

C'est de ce même ton élevé que Schlegel procède à l'analyse de Sophocle, d'Eschyle, d'Euripide et d'Aristophane. Sophocle est son tragique grec de prédilection. Le théâtre latin et italien est traité assez sommairement et avec une extrême sévérité. L'examen du théâtre français est plus

[1] Ce travail français, joint à quelques autres articles également en français, dont je parlerai plus loin, a été réuni par Schlegel en un volume intéressant qui vient d'être publié à Bonn sous le titre d'*Essais littéraires et historiques,* et qui se trouve à Paris à la librairie étrangère de Klincksieck, rue de Lille.

développé, et cela tient sans doute à ce que le critique avait à cœur de tenter de détruire la gloire de ce théâtre. Ici Schlegel est inférieur à lui-même, non pas que cette partie ne renferme bon nombre d'idées judicieuses, d'observations vraies et qui resteront vraies; mais Schlegel est évidemment sous l'influence de la passion. C'est la dictature de Napoléon qu'il s'agit d'attaquer dans la dictature du théâtre français, et, ce qui le prouve, c'est que le ton et la nature de sa critique changent à l'instant. Le professeur, qui tout à l'heure combattait avec autant d'éloquence que de raison cette vieille critique négative, exclusivement acharnée aux défauts, et qui prétendait inaugurer une nouvelle critique large, élevée, s'identifiant avec les hommes de tous les pays et de tous les siècles pour voir et sentir comme eux, celui-là même se traîne dans l'antique ornière, et analyse Racine à peu près comme Labarpe aurait analysé Shakespeare. Il ne voit dans le théâtre français rien autre chose que l'imitation du théâtre grec, et, après avoir prouvé combien cette imitation est loin d'être exacte, il en conclut tout simplement que la copie est mauvaise et inférieure à l'original, au lieu d'en conclure qu'elle est autre, et que cette différence constitue sa véritable originalité. Il loue Racine quand il se rapproche de la tragédie grecque, et il le blâme quand il s'en éloigne; au lieu de voir dans Racine un poëte *romantique* à sa manière, c'est-à-dire chevaleresque et chrétien, peignant sous des noms grecs, et avec les formes sévères de la tragédie grecque, des héros chevaleresques et chrétiens, sauf à discuter les avantages et les inconvénients de cette fusion de formes et d'idées plus ou moins hétérogènes, il s'obstine à renfermer l'auteur de *Phèdre* dans ce dilemme peu judicieux : Tu copies, donc tu n'es pas un inventeur; tu inventes, donc tu es un mauvais copiste.

Dans l'examen de la comédie française, Schlegel est encore plus faible; que dire, par exemple, de cette malheureuse phrase sur Molière (t. II, p. 268) : « C'est dans le comique burlesque que Molière a le mieux réussi, et son talent, de même que son inclination, était pour la farce; » que dire, sinon que le digne critique allemand n'a pas compris un mot au *Tartufe* et au *Misanthrope!* Dans l'analyse de Shakspeare, l'admiration de Schlegel tourne au fanatisme. Ce n'est, d'un bout à l'autre, qu'un hymne perpétuel; plus tard il a avoué avec candeur dans la préface de ses *OEuvres critiques* que les Anglais même les plus *shakspeariens* le considéraient comme un *ultra*. Cependant l'examen du théâtre anglais est, après celui du théâtre grec, la partie la plus remarquable du cours. Le théâtre espagnol, dont Schlegel résume les principales époques dans la personne de Cervantes, de Lope de Vega et de Calderon, est analysé plus succinctement, quoique du même point de vue d'admiration enthousiaste. Dans l'examen du théâtre allemand, qu'il considère comme naissant à peine, le critique se montre plus calme, peut-être même un peu sévère.

La vie de Schlegel, jusque-là exclusivement littéraire, ne tarda pas à être traversée par les événements politiques. Rentré en France avec Mme de Staël et dénoncé par le préfet de Genève comme anti français, il fut compris dans le même exil que son illustre amie; avec elle il se réfugia en Suède, à Stockholm; là il fit la connaissance de Bernadotte, alors prince royal. Ce dernier venait de rompre définitivement avec Napoléon pour s'allier à la Russie. Sous son inspiration Schlegel écrivit en français un pamphlet très-violent contre l'empereur, sous ce titre : *Du système continental.* Ce pamphlet, publié à Stockholm en janvier 1813, après la désastreuse retraite de Moscou, fut traduit en suédois, en anglais et en allemand. Dans la campagne de 1813, Schlegel suivit Bernadotte en qualité de secrétaire; ce fut lui qui, dit-on, rédigea les proclamations du prince royal de Suède. Durant la campagne, il publia encore un nouveau pamphlet, sous le titre de : *Tableau de l'état politique et moral de l'empire français en* 1813. Après les événements de 1814 et 1815 Schlegel fut anobli je ne sais par qui, et décoré de plusieurs ordres.

Fixé d'abord à Paris, il quitta la France après la mort de Mme de Staël, et fut nommé professeur à l'université de Bonn. Là il épousa en secondes noces la fille du docteur Paulus de Heidelberg[1]. Dans cette dernière partie de sa carrière, Schlegel, déjà versé dans la connaissance de toutes les langues et de toutes les littératures de l'Europe, s'est livré à l'étude des langues orientales et spécialement du sanscrit. Il est aujourd'hui un des *Indianistes* les plus distingués de l'époque. Après avoir

[1] Schlegel avait épousé en premières noces la fille du professeur Michaelis, de Gœttingue. Ce premier mariage fut suivi d'un divorce; le second ne fut pas plus heureux, et il eut également pour conséquence un divorce.

établi à Bonn une imprimerie *ad hoc*, il a enrichi cette partie de la science de plusieurs travaux importants, entre autres de deux volumes intitulés : *Bibliothèque indienne* (1820), d'un volume publié à Bonn en 1829, contenant la traduction latine d'un épisode du poëme sanscrit *Mahâbhârata*, avec le texte en regard; d'un travail français, sous ce titre : *De l'Origine des Indous*; d'un mémoire adressé à M. Sylvestre de Sacy, dans lequel, contrairement à l'opinion de cet orientaliste, il soutient que l'invention des contes des *Mille et une Nuits*, attribuée aux Arabes, appartient aux Indiens; d'un autre mémoire intitulé : *Réflexions sur l'étude des langues asiatiques*, adressé à M. Mackintosh. Durant que Schlegel s'occupait ainsi de l'Orient, il trouvait encore du temps à donner à ses anciens travaux. Après un voyage en Angleterre et en France, il fit à Berlin, en 1827, un cours sur l'histoire des *beaux-arts*, publié depuis en deux volumes. Il soutint une polémique pleine d'intérêt avec le savant M. Raynouard, touchant la nature, l'origine et l'influence de la langue et de la littérature provençales. Les belles leçons de M. Fauriel sur l'origine des romans de chevalerie donnèrent encore lieu à une série d'articles sur ce sujet, publiés par Schlegel dans les *Débats* de 1833 à 1834. Ces divers travaux, accompagnés de quelques autres articles moins importants, ont été insérés dans le volume français dernièrement publié et dont j'ai déjà parlé.

D'après tout ce qui précède, le lecteur ne saurait manquer de reconnaître dans M. de Schlegel, poëte, critique, philologue, orientaliste et traducteur, une intelligence hors ligne, un homme dont le nom restera dans l'histoire littéraire de nos cinquante dernières années. Si les limites de ces esquisses le comportaient, j'aimerais à examiner en quoi M. de Schlegel a vieilli littérairement, quelle part de ses idées l'Allemagne actuelle a acceptée, quelle autre part elle a répudiée. J'aimerais à rechercher, non-seulement en Allemagne, mais encore en France, les traces de l'influence exercée par lui sur la critique moderne, incontestablement supérieure à la critique ancienne, sinon par l'érudition, au moins par l'élévation du point de vue, la largeur et la portée des idées [1]. Le côté défectueux de la critique de M. de Schlegel, je l'ai déjà indiqué, c'est une prétention excessive à l'universalité; s'ériger en juge suprême des littératures de tous les peuples et de tous les temps, est une entreprise énorme et dangereuse. « En fait de poëtes ou « d'écrivains, comme l'a très-bien dit quelque « part M. Sainte-Beuve, chaque nation est le pre- « mier juge des siens; la vendeuse d'herbes d'Athè- « nes, ou pour parler comme Paul-Louis Courrier, « la moindre femmelette de la rue Chauchat, en « sait plus long sur certaines fautes indigènes que « l'homme de génie étranger. »

En méconnaissant cette vérité on s'expose à tomber dans d'étranges bévues; on s'expose, comme Gœthe, à voir dans du Bartas un des plus grands poëtes de la France, ou, comme M. de Schlegel, à ne voir dans Molière qu'un vulgaire farceur. Un autre inconvénient de cette critique trop ambitieuse, c'est d'affaiblir, en les disséminant outre mesure, les forces de celui qui s'y livre. M. de Schlegel paraît avoir senti, mais un peu tard, cet inconvénient, car il termine la préface de sa dernière publication par cette phrase, qui me servira à moi-même de conclusion : « Ces essais sont comme des jalons plantés de distance en distance, le long de ma carrière littéraire, vers la fin de laquelle je dois m'avouer à moi-même que j'ai beaucoup entrepris et achevé peu de chose. »

[1] Il va sans dire que j'entends parler ici de la critique sérieuse, et nullement de cette critique à la vapeur qui s'improvise chaque matin au bas des grands journaux.

M. Horace Vernet.

La facilité du Tintoret à composer de grands sujets et à reproduire aisément ses pensées, l'empêchait de finir toutes les parties de ses tableaux autant qu'on l'eût souhaité, mais il préférait le feu de l'imagination à ce qui regarde l'achèvement d'un ouvrage; c'est pourquoi certains peintres flamands qui venaient de Rome, lui ayant montré quelques têtes qu'ils avaient peintes et finies avec beaucoup de soin et de temps, il leur demanda combien ils avaient été à les faire. Comme ils lui dirent qu'ils y avaient travaillé durant plusieurs semaines, il prit du noir avec un pinceau, et en trois coups dessina sur une toile une figure qu'il rehaussa avec du blanc; puis se tournant vers ces étrangers : « Voilà, leur dit-il, comme nous autres pauvres peintres vénitiens avons accoutumé de faire les tableaux. »

Entretiens sur les vies des Peintres, par Félibien, t. 3, p. 226.

Dans les premières années de la restauration, il y avait à Paris, rue des Martyrs, au rez-de-chaussée, un vaste atelier de peinture qui ne désemplissait pas de la journée, et qui était bien le plus bruyant et le plus curieux des ateliers de France et de Navarre. Le contenant et le contenu, la salle et ses habitants offraient même aspect, même physionomie. Ce n'était ni l'atelier classique avec tout son attirail olympien, grec ou romain, ni l'atelier romantique avec sa défroque moyen âge; c'était l'atelier troupier par excellence. Du haut en bas les murs étaient ornés des souvenirs militaires de la république et de l'empire; là figurait le soldat français sous tous les costumes et dans toutes les positions, en garnison, en campagne, à la revue, au bivac, à l'assaut, avant, pendant et après la bataille; infanterie, cavalerie, artillerie, défilaient, chargeaient, tonnaient sous l'œil sévère du général Bonaparte, en écharpe tricolore et en cheveux longs, du premier consul ou de l'empereur Napoléon, à pied ou à cheval, en capote grise ou en habit vert des chasseurs de la garde. — Çà et là brillaient des trophées d'armes offensives et défensives, des mannequins ou des modèles en uniforme de toute espèce, des chevaux de carton, souvent même de véritables chevaux en chair et en os, qui venaient poser, plus ou moins docilement, sous un Murat postiche ou un Napoléon de contrebande.

Parmi ce beau désordre se prélassaient devant leurs chevalets des *grognards*-artistes, généraux, colonels et capitaines en demi-solde, qui s'essayaient à peindre les combats auxquels ils avaient assisté, et qui, ne pouvant plus tuer des Prussiens ou des Cosaques sur le champ de bataille, se donnaient au moins le plaisir de les massacrer sur la toile; de jeunes officiers qui, ennuyés des loisirs de la vie de garnison, venaient chercher des distractions dans l'étude du genre de peinture le plus conforme à leurs goûts, et puis enfin un grand nombre de *pékins* belliqueux qui aspiraient à marcher sur les traces du maître, et à se distinguer comme lui dans un genre qui faisait fureur. A cette énumération il faut joindre celle des visiteurs, amateurs et flaneurs, qui circulaient autour des chevalets, donnant un coup d'œil à chaque toile, discutant une pose, un geste, un effet, une manœuvre.

Ainsi peuplé, l'atelier présentait souvent le triple

aspect d'une salle d'étude, d'une caserne et d'une salle d'armes. Pendant que les uns s'absorbaient silencieux et attentifs dans la confection d'un grenadier de la vieille garde, d'un bivac ou d'une mêlée, d'autres chantaient à tue-tête une chanson de Béranger; celui-ci battait la charge accroupi sur un tambour, celui-là s'exerçait au maniement des armes ou sonnait des fanfares. Plus loin, deux gaillards bien découplés, en manches de chemise, un cigare à la bouche, une palette dans la main gauche, et dans la main droite un fleuret, se portaient des bottes superbes, au grand contentement d'un cercle de curieux, témoins et juges des coups.

Au milieu de ce vacarme allait et venait un homme d'une trentaine d'années, assez petit de taille, mais leste, bien tourné, nerveux, à l'œil vif, aux mouvements brusques, à la physionomie ouverte, mâle et résolue; il ne portait pas encore, je crois, ces énormes moustaches qui ornent aujourd'hui sa lèvre supérieure, mais il avait déjà, au plus haut degré, dans toute sa personne et dans tous ses mouvements, cet air *officier français* qu'il affectionne, et qui est tellement saillant chez lui qu'on jurerait à la première vue qu'il a fait la guerre toute sa vie.

Cet homme aux allures militaires, qui, tout en inspectant les travaux des élèves, en rectifiant un contour chez celui-ci, une teinte chez celui-là, maniait le fleuret mieux que pas un, passait du tambour à la trompette avec une égale facilité, c'était le maître du logis, M. Horace Vernet, dont le nom était déjà dans toutes les bouches, dont les tableaux, refusés au Salon comme séditieux, faisaient courir tout Paris dans son atelier, et qui devait devenir si vite ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire le peintre le plus célèbre, le plus populaire et le plus fécond de l'époque.

Cela ne prouve pas que M. Horace Vernet soit le premier peintre de l'époque, mais cela ne prouve pas non plus qu'il soit le dernier. S'il est des esprits moutonniers qui s'échauffent par contact, qui admirent par imitation et professent pour tout succès un enthousiasme banal, il est des esprits distingués, mais chagrins, que certains succès irritent et que l'aversion des louanges exagérées pousse au dénigrement et à l'injustice. Pour ceux-là, entre le sublime et le mauvais il n'y a pas de milieu. M. Scribe n'est point Molière, donc c'est un méchant coupletier sans signification aucune; M. Delavigne ne nous fait oublier ni Corneille ni Racine, donc c'est un fabricant d'hémistiches qui n'existe pas littérairement. M. Horace Vernet n'appartient ni à la famille de Raphaël, ni à la famille de Rubens, ni à l'école grecque de David; ce n'est ni un grand dessinateur, ni un grand coloriste; il n'a ni la grâce d'un Vinci, ni l'éclat d'un Titien, ni la vigueur d'un Michel-Ange; comme peintre de batailles il ne relève pas plus de Salvator Rosa que de Van der Meulen ou de Gros; comme peintre de style il n'a ni le savant et expressif contour de M. Ingres, ni l'éclectisme dramatique de M. Delaroche, ni l'audace souvent heureuse de M. Delacroix; il est impossible de le ranger dans aucun des camps qui divisent l'école française actuelle : donc, c'est un barbouilleur d'enseignes dont les passions politiques ont fait toute la popularité et qui ne compte pas dans l'histoire de l'art [1].

J'ai déjà eu occasion de m'expliquer ailleurs sur cette extrême sévérité envers certains noms que le public affectionne. Je ne suis pas plus qu'un autre ébloui par la popularité; j'admets volontiers que, si M. Horace Vernet avait débuté par peindre des batailles grecques ou romaines, au lieu de consacrer son pinceau à des souvenirs qui vivaient alors dans tous les cœurs, l'admiration des connaisseurs ne l'aurait peut-être pas dédommagé de l'indifférence de la foule. Le sujet entre pour beaucoup dans la fortune de sa peinture. Mais je ne pense pas qu'à notre époque il soit donné à un homme de jouir, pendant trente ans de suite, d'une popularité toujours croissante, sans posséder, sinon un grand génie, au moins un incontestable talent. Sans avoir en peinture d'autre système que mon impression, sans être capable de faire ce qu'on appelle aujourd'hui de la *philosophie de l'art*, je crois sentir comme un autre ce qui manque aux compositions de M. Vernet, quant à la précision, la fermeté, la noblesse du contour, la chaleur, la richesse du coloris, le fini des détails, la profondeur ou l'élévation de la pensée, et la poésie de l'ensemble. Mais si l'invention est souvent pauvre et l'expression générale parfois mesquine, en revanche que de verve, que d'action, que de variété, que de vérité dans la disposition et la pantomime! Quelle facilité merveilleuse à peindre le mouvement sur une toile, à remuer une foule, à grouper dans une diversité infinie de poses et d'attitudes

[1] Voir les divers articles publiés dans la *Revue des Deux-Mondes*, par M. Gust. Planche sur MM. Scribe, Delavigne et Vernet.

les acteurs d'une scène militaire; à esquiver les difficultés que présentent pour l'artiste les dispositions compassées et symétriques de la guerre moderne; quelle facture rapide, animée, abondante! Ne demandons pas à la peinture de M. Vernet les qualités que donnent la méditation et le travail; prenons l'artiste pour ce qu'il est, et sans doute aussi pour ce qu'il veut être : l'improvisateur le plus brillant et le plus original de l'Europe.

Le talent de la peinture est, on le sait, héréditaire dans la famille des Vernet; Antoine Vernet, l'arrière-grand-père d'Horace, était un peintre d'Avignon assez distingué; il eut pour fils Claude-Joseph Vernet, qui fut le premier peintre de marine de son temps. Après avoir, durant vingt-deux ans de séjour en Italie, acquis une grande réputation, Joseph Vernet vint se fixer à Paris sur l'invitation de M. de Maurepas, qui lui offrit, au nom de Louis XV, une place de peintre du roi, avec la mission de reproduire les principaux ports de France. C'est dans la traversée de Livourne à Marseille que Joseph Vernet se distingua par un trait bien connu d'héroïsme artistique... Embarqué sur une felouque et assailli par une violente tempête, au moment où le bâtiment était sur le point de sombrer, et où tout l'équipage se livrait au désespoir dans l'attente de la mort, le peintre enthousiaste se fit attacher au pied du grand-mât, et là, absorbé par le magnifique spectacle d'une mer en fureur, son livre de croquis dans une main et son crayon dans l'autre, il ne s'interrompait de son travail que pour s'écrier de temps en temps : Que c'est beau! Son petit-fils Horace a fait de cette action le sujet d'un tableau exposé au salon de 1822 et qui se trouve aujourd'hui dans la galerie du Luxembourg.

On porte à plus de deux cents le nombre des tableaux exécutés par Joseph Vernet, depuis son arrivée en France jusqu'à sa mort, de 1752 à 1789; le Musée du Louvre en possède quarante-huit.

Le fils de Joseph, Carle Vernet, peintre d'histoire, particulièrement renommé pour ses batailles de cavalerie, naquit à Bordeaux le 14 août 1758; il étudia d'abord sous son père, remporta à vingt-trois ans le grand prix de peinture, partit pour Rome en qualité de pensionnaire du roi, fut appelé en 1787, après son grand tableau représentant le *Triomphe de Paul Émile*, à siéger à côté de Joseph à l'Académie royale de peinture. Sous le consulat et au commencement de l'empire, il se fit une grande réputation; nul n'excellait comme lui à poser un homme à cheval. Ses principaux ouvrages sont : *la Bataille de Rivoli*, *la Bataille de Marengo*, où se voit la fameuse charge des cuirassiers de Kellermann, *la Bataille d'Austerlitz*, *le Départ des maréchaux*, *l'Entrée dans Milan*, etc., etc. Carle Vernet est mort en novembre 1836, à soixante-dix-huit ans; il a pu, par conséquent, voir la gloire de son nom agrandie et étendue par son fils.

Le plus célèbre et le dernier de cette famille d'artistes, car M. Horace Vernet n'a qu'une fille, est né à Paris le 30 juin 1789, aux galeries du Louvre, où logeaient son père et son grand-père. Le goût de la peinture se manifesta chez lui dès son plus jeune âge. « Horace enfant, me disait un jour un vieil ami de Carle Vernet, était un charmant petit garçon, vif, espiègle, intelligent, que son père, fort original lui-même, aimait à habiller d'une manière originale, et qui, sachant à peine écrire, était toujours en quête de petits morceaux de papier pour y gribouiller de petits soldats. »

Il n'eut d'autre maître que son père; ce dernier l'envoya, je crois, pendant quelque temps dans l'atelier de Vincent, pour y dessiner d'après nature et d'après l'antique; mais il y séjourna peu : l'étude de l'antique le charmait médiocrement. A vingt ans, et pour obéir à son père qui l'en priait, il essaya d'aborder le sujet classique imposé par le concours au grand prix de Rome; mais sa tentative n'eut aucun succès, et, au moment où il échouait ainsi dans la peinture mythologique, il venait de produire de verve un de ses bons tableaux de genre, représentant la *Prise d'une redoute*.

L'école grecque de David subissait alors une transformation; sous l'influence des grands événements militaires de l'époque, elle tendait à se moderniser par le vêtement et le sujet, mais le fond restait toujours classique. C'était toujours le même dédain pour l'imitation directe de la nature, et le même amour exclusif pour la statuaire sur toile. Un écrivain [1] peint assez spirituellement cette persistance de la tradition grecque dans la peinture militaire de l'empire. « Les mouvements brillants et rapides de nos armées qui parcouraient le monde comme les Romains d'autrefois, l'ardeur et l'enthousiasme de nos soldats, le génie merveilleux de l'homme qui les commandait, eussent sans doute inspiré des chefs-d'œuvre tout nouveaux à des

[1] M. Frédéric Mercey.

hommes moins préoccupés de l'art antique et des formes grecques; et cependant, au lieu de retracer ce qu'ils voyaient, et de peindre l'homme héroïque du XIXe siècle, qui combattait, qui mourait ou qui triomphait sous leurs yeux, tous les grands artistes de l'époque, à quelques exceptions près, regardèrent comme indignes d'eux cette nature présente et actuelle, et laissèrent à ceux qu'ils appelaient dédaigneusement *peintres de genre* le soin d'exprimer ces détails ou terribles ou touchants qu'ils trouvaient trop vulgaires pour leur pinceau. Quant à eux, ils continuèrent le bas-relief, se contentant de revêtir des glorieux uniformes du temps leurs statues antiques déjà cent fois peintes. Hercule couvrit ses fortes épaules d'une cuirasse et mania l'espadon, Bacchus endossa l'uniforme d'un hussard, Apollon prit celui d'un grenadier, Diane et Vénus devinrent cantinières, et Cupidon battit la caisse [1]. »

M. Horace Vernet était bien l'homme qu'il fallait pour ouvrir les voies à une réaction définitive contre l'école du bas-relief. Ce sont des caractères tranchés qui accomplissent les révolutions, mais ce sont d'ordinaire des caractères moyens qui les commencent. Entre un système qui se meurt et un système qui naît, il y a place pour l'absence de tout système; le scepticisme est la transition d'une philosophie à une autre, et M. Horace Vernet est un sceptique en peinture. N'ayant en lui ni le sentiment ni le goût de ce beau antique, qui consiste dans l'extrême pureté du contour, dans la perfection de la forme, dans l'accord rigoureux des proportions; peu soucieux en même temps de s'enquérir d'un autre genre de beau, de ce beau expressif dont la recherche devait, plus tard, faire l'objet des tentatives de novateurs plus vigoureusement trempés que lui, M. Horace Vernet prit un terme moyen; à la poésie imitée de l'antique il substitua, non pas une poésie nouvelle, mais bien de la prose, une prose facile, animée, brillante, mais enfin de la prose. Il se mit à peindre, avec beaucoup d'entrain, d'imagination et d'esprit, des soldats comme il en voyait partout, des scènes militaires et des batailles calquées le plus exactement possible sur les bulletins, et il présenta à la foule une image d'elle-même, représentée sans exagération, sans emphase, mais aussi sans poésie, sans idéal. La foule se trouva très-belle comme cela; elle s'adora dans les troupiers de M. Vernet, par suite elle adora M. Horace Vernet, et le proclama, à l'unanimité, le plus grand peintre de l'époque. C'est alors qu'on disait du *Chien du régiment* et du *Cheval du trompette* : « Ce sont de petits poëmes que leur perfection met fort au-dessus de grandes épopées. » La fécondité de M. Vernet ne laissa pas à l'émotion le temps de se refroidir; il servit à la foule poëme sur poëme : il les improvisait comme on improvise des aquarelles. Alors parurent successivement *la Bataille de Tolosa, la Barrière de Clichy, le Soldat laboureur, le Soldat de Waterloo, la Dernière cartouche, la Mort de Poniatowski, les Batailles de Jemmapes, de Valmy, de Montmirail, de Hanau, la Défense de Saragosse, le Massacre des mameluks au Caire*, et mille autres tableaux que je ne puis énumérer ici, sans compter les portraits, les marines, les paysages, les chasses; enfin, en 1822, les toiles de M. Vernet suffisaient déjà à remplir son atelier, et, comme l'entrée du Louvre leur était alors refusée, le public était admis à les visiter; MM. Jay et Jouy en avaient dressé un catalogue tout exprès.

A propos du *Massacre des mameluks*, qui se trouve aujourd'hui dans la galerie du Luxembourg, je reproduirai ici une observation déjà faite ailleurs [2], touchant l'absence complète de vérité historique et locale de cette composition. Comment M. Vernet, d'ordinaire assez scrupuleux de ce côté-là, n'a-t-il pas cherché à mieux concilier les exigences de l'art avec celles de l'histoire? Ce n'est point sur une place où ils auraient pu se former en bataille, c'est dans un chemin creux, tortueux, taillé dans le roc et flanqué de fortifications conduisant de la citadelle au Caire, que les mameluks, assaillis de coups de fusil partis des deux côtés du chemin, furent massacrés jusqu'au dernier. Cette espèce de trône élevé sur une espèce de terrasse, du haut de laquelle le pacha, appuyé sur un lion, contemple majestueusement la scène, tout cela, terrasse, trône, lion, pacha, est une pure invention de l'artiste.

Mohammed-Aly, retiré au fond de son harem, pendant le carnage, pâle, inquiet, et tremblant pour l'issue de son entreprise, ne songeait guère à poser avec un lion. Quand plus tard M. Vernet est allé visiter les lieux et le rusé pacha, ce dernier, en posant cette fois d'après nature, a dû

[1] Tout ceci ne saurait, ce me semble, s'appliquer aux belles toiles de Gros, empreintes d'un si vigoureux cachet d'originalité et de naturel.

[2] Voir la notice sur Mohammed-Aly.

faire compliment au peintre sur sa belle imagination.

Durant que M. Vernet marchait ainsi avec éclat dans sa voie de schismatique, une religion nouvelle essayait de s'établir sur les ruines de l'ancienne, et le culte de l'art grec se mourait dans un dernier effort de rénovation. « L'école gréco-militaire, dit l'écrivain déjà cité plus haut, s'était encore une fois transformée : le jour de l'abdication du grand empereur, elle avait déposé l'uniforme, et de militaire elle était devenue chrétienne. La cour allait à la messe, le roi communiait, nos héros faisaient leurs pâques, les aumôniers donnaient des places, distribuaient des faveurs, et tenaient les clefs du coffre-fort de l'État. La conversion *des Impériaux et des Grecs* fut rapide et complète ; nos peintres, à l'instar des prêtres païens qui passaient à la religion du Christ, métamorphosèrent leur Vénus en sainte Vierge, leur Apollon en saint Michel, leur Neptune en saint Nicolas, leur Jupiter en saint Pierre, et les Grâces, sœurs de l'Amour, devinrent les trois Vertus théologales. »

L'impulsion chrétienne donnée à l'école fut plus générale et plus vive encore que l'impulsion militaire ne l'avait été. Le fond cependant demeura toujours grec ou *classique*. Il y avait mouvement de l'école sur elle-même, transformation, il n'y avait pas encore révolution. Mais chaque jour les novateurs devenaient plus nombreux; le dégoût de l'imitation devenait plus profond; une soif d'indépendance gagnait les masses, bientôt il y eut insurrection. Un élève de Gros, un ami d'Horace Vernet, un peintre de génie mort avant le temps, Géricault, produisit sa fameuse toile du *Naufrage de la Méduse;* à sa suite une phalange de novateurs audacieux tentèrent de détrôner la peinture correcte, abstraite et froide, en se jetant avec une sorte de fureur dans la peinture débraillée, expressive et passionnée. La guerre des classiques et des romantiques se trouva subitement engagée partout, dans la littérature comme dans les arts. M. Hugo et M. Eugène Delacroix se donnèrent la main, marchèrent au même but sous la même bannière, avec le même mot de ralliement : la liberté dans l'art.

M. Horace Vernet était trop désireux de se tenir en règle avec son temps pour rester indifférent aux premiers et bruyants succès de la peinture romantique. Tout en continuant d'improviser chaque matin sa prose militaire, toujours bien reçue du public, comme, après tout, il était à craindre que la mine féconde, mais tant exploitée, des grognards, de la capote grise et du petit chapeau, ne finît par s'épuiser, il voulut, lui aussi, s'exercer dans le genre expressif.

La belle *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands* était alors dans toutes les mains; l'auteur du *Chien du régiment* s'éprit d'amour pour cette blanche Edith *au cou de cygne*, qui seule reconnut, au milieu des morts couchés sur le champ de bataille d'Hastings, le cadavre défiguré d'Harold, son royal amant. Il peignit la belle Saxonne aux yeux bleus, faisant sa revue de cadavres, seule, assistée d'un vieux moine, et penchée sur les précieux restes de celui qu'elle avait tant aimé. Ce champ de carnage, semé de débris sanglants, cette jeune fille et ce moine, il y avait là de quoi épouvanter toute une Académie : les classiques crièrent au scandale; les romantiques trouvèrent l'invention bonne, mais l'exécution mesquine et froide. M. Horace Vernet ne contenta personne, donna au diable les deux écoles, et partit pour Rome, dans l'intention d'essayer s'il trouverait du nouveau en s'inspirant de Raphaël. Il était depuis longtemps membre de l'Institut, et il venait d'être appelé à remplacer Pierre Guérin comme directeur de l'école de Rome. Une fois installé à la villa Medici, où le trouva, je crois, la révolution de Juillet, M. Horace Vernet tout en donnant des fêtes splendides, des bals superbes, tout en faisant (comme faisait jadis un ambassadeur poëte), en guise d'économie, des dettes sur son traitement, se mit à l'étude de la peinture italienne du XVI[e] siècle.

Il en résulta bientôt une nouvelle série de productions : *le Combat des brigands contre les carabiniers du pape, la Confession du brigand, le Départ pour la chasse dans les marais Pontins, l'Arrestation des princes au Palais-Royal par ordre d'Anne d'Autriche, Judith et Holopherne, le Pape Pie VII porté dans la basilique de Saint-Pierre, une Rencontre de Michel-Ange et de Raphaël au Vatican*. Ces divers tableaux, plus quelques portraits que j'oublie, produits durant les cinq années que M. Vernet passa à Rome, furent envoyés au Salon, où ils eurent chacun leur destinée : ceux-là furent jugés très-beaux, ceux-ci médiocres; quelques-uns, un surtout, la *Rencontre de Michel-Ange et de Raphaël*, furent très-mal traités par la critique. *L'Arrestation des princes* fut généralement considéré comme un véritable

chef-d'œuvre dans un genre dont on refusait jusqu'ici l'accès à M. Horace Vernet; je vais laisser parler sur ce dernier tableau, que l'on peut voir au Palais-Royal, un juge plus compétent que moi, et dont l'opinion est d'autant plus flatteuse pour l'artiste, qu'il est d'ordinaire très-sévère pour ses productions.

« C'est d'abord, dit M. Lenormant dans sa *Revue du Salon de* 1831, c'est d'abord un parti plein de hardiesse que d'avoir développé sa composition sur les zigzags d'un escalier; c'est aussi comme sentiment d'observation une donnée heureuse que le choix du moment où la première réflexion succède à une fâcheuse surprise et retrace à l'âme son désappointement et son dépit sous les plus vives couleurs. L'expression des physionomies est spirituellement graduée entre les trois princes : le geste de Condé dit bien cette crispation d'une âme forte à l'aspect du ridicule : c'est un lion pris au trébuchet; Conti, plus charmant cent fois que ne nous le fait l'histoire, voudrait au prix de sa vie n'avoir pas trempé dans cette méchante affaire; quant au duc de Longueville, plus occupé de la goutte qui le travaille que de la prison qui l'attend, il regarde ses compagnons d'infortune pour connaître l'opinion et la contenance qu'il doit avoir; vrai *patito* de conspiration traîné par je ne sais quel malin génie à la remorque de deux jeunes gens impétueux, pécheur converti d'avance, et qui ne recommencera plus s'il met le pied hors de ce mauvais pas. Un vieil officier tient les trois épées et sert de guide aux princes; c'est un homme aussi poli dans ses formes que fidèle à sa consigne, type de gendarme moulé sur le patron des cours. Puis, au fond, de la curiosité, des chuchotements, du silence, de l'émotion, tout l'effet d'un événement étrange au milieu d'un temps romanesque. L'exécution de cet ouvrage est pleine de franchise et de facilité sans abus; toutes les figures se détachent en sombre sur le fond blanc de l'escalier; les vigueurs sont réparties entre elles de manière à les reporter progressivement à leurs plans; le Suisse qui sert de repoussoir à tout le tableau mérite d'être comparé aux plus belles figures du François Ier de M. Gros; c'est en somme un excellent tableau, peut-être le chef-d'œuvre de M. Horace Vernet. On voit clairement que si le peintre a chance de dépasser ses limites habituelles, c'est dans les sujets qui demandent avant tout de l'arrangement et de l'esprit. »

Le même critique est impitoyable pour le tableau de *Raphaël et Michel-Ange*, à l'exposition de 1833 : « Si nous étions, dit-il, dans le temps des despotes, et qu'un despote eût dit à M. Horace Vernet : Choisis de boire ce poison ou de me faire un tableau de Raphaël ou de Michel-Ange, » je ne blâmerais pas le peintre, je le louerais même d'avoir satisfait cette innocente fantaisie du despote; mais que, de gaieté de cœur, sans y être seulement invité par personne, M. Horace Vernet ait pensé ce qu'il a pensé et voulu ce qu'il a voulu, c'est ce que je ne puis me résoudre à comprendre. A M. Vernet l'Italie, le XVIe siècle, Raphaël! Mais, je vous le demande, quand M. Vernet vous a-t-il laissé entrevoir le moindre sentiment de l'Italie?... Quant à moi, si l'on voulait me punir de tous mes péchés de critique, le meilleur moyen serait de me faire voir beaucoup de peintures comme le *Raphaël* de M. Vernet : ce serait autant de gagné sur les peines du purgatoire. »

Après avoir analysé ce tableau [1], dont il fait ressortir tous les défauts d'invention, de disposition et d'exécution, M. Lenormant termine par une appréciation rigoureuse du genre de talent de M. Vernet. « C'est, dit-il, le triomphe de l'à peu près, l'impuissance de l'excellent à côté de l'exubérance du passable. » Ce jugement est sévère; j'aime mieux m'en tenir à celui de 1831, qui me semble plus équitable, et répéter avec M. Lenormant : « Après Titien et Paul Véronèse, il reste une belle place au Tintoret. »

Les essais de M. Vernet dans la peinture italienne n'ayant eu, en général, qu'un médiocre succès, il revint de Rome, assez disposé à ne plus sortir du genre pour lequel la nature semblait l'avoir créé. Il exposa au Salon de 1836 quatre nouveaux épisodes militaires : le premier tiré de la bataille d'Iéna, le second de la bataille de Friedland, le troisième de la bataille de Wagram, et, enfin, le quatrième de la bataille de Fontenoy.

Ces quatre productions nouvelles de M. Vernet sont appréciées par M. Alfred de Musset dans un article plein de bienveillance et d'esprit, dont je ne puis m'empêcher de citer quelque chose : « A Iéna, dit M. de Musset, l'empereur entend sortir des rangs de la garde impériale les mots : « *En avant!* — Qu'est-ce? dit-il; ce ne peut être qu'un jeune homme sans barbe qui veut préjuger de ce que je dois faire. » Tel est le sujet du premier épisode;

[1] On sait l'anecdote apocryphe sur laquelle est fondé le tableau de M. Vernet. « Michel-Ange rencontrant Raphaël au Vatican, entouré de ses nombreux élèves, lui dit : Vous marchez entouré d'une suite nombreuse ainsi qu'un général. — Et vous, lui répondit Raphaël, vous allez seul comme le bourreau. » Le plus grand défaut d'un sujet de ce genre, dépourvu de toute espèce d'action, c'est que ce n'est pas un sujet de peinture.

voyons ce qu'en fait M. Vernet : il lance l'empereur au galop; Murat le suit : la colonne porte les armes. Un soldat, pris d'enthousiasme, crie en agitant son bonnet : l'empereur s'arrête, le geste est sévère, l'expression vraie; et, sans aller plus loin, n'y a-t-il pas là beaucoup d'habileté? Quel effet eût produit, je suppose, l'empereur à pied, les mains derrière le dos? ou quelle que fût sa contenance, quel autre geste eût mieux rendu l'action? Ce cheval ardent qui trépigne, retenu soudain par une main irritée, cette tête qui se retourne, ce regard d'aigle, tout fait deviner la parole. Cependant, dans le creux d'un ravin, les grenadiers défilent en silence; au delà du tertre, l'horizon. Assurément, je le répète, ce n'est pas la bataille d'Iéna; mais c'est le sujet tel qu'il est donné, conçu adroitement et nettement rendu. Voudriez-vous voir une plaine? l'armée? que sais-je? Pourquoi pas l'ennemi? et l'empereur perdu au milieu de tout cela? Eh! s'il était si petit et si loin, on n'entendrait pas ce qu'il dit.

« David disait à Baour-Lormian : « Tu es bien heureux, toi, Baour; avec tes vers, tu fais ce que tu veux, tandis que moi, avec ma toile, je suis toujours horriblement gêné. Supposons que je veuille, par exemple, peindre deux amants dans les Alpes. Bon! si je fais deux beaux amants, deux amants de grandeur naturelle, me voilà avec des Alpes grosses comme rien; si, au contraire, je fais de belles Alpes, des Alpes convenables, me voilà avec de petits amants d'un demi-pied qui ne signifient plus rien du tout! Mais, toi, Baour, trente pages d'Alpes, trente pages d'amants; t'en faut-il encore? trente autres pages d'Alpes, trente autres pages d'amants, etc., etc. »

« Ainsi parlait David dans son langage trivial et profond, faisant la plus juste critique des critiques qu'on lui adressait. M. Vernet pourrait en dire autant de ceux qui lui demandent autre chose que ce qu'il a voulu faire. Puisque l'acteur est Napoléon, et puisque l'action est exacte, que voudriez-vous qu'il vous montrât entre les quatre jambes de son cheval?

« Ceci s'applique également à l'épisode de Friedland et à celui de Wagram. Le vrai talent de M. Vernet, c'est la verve : à propos du premier de ces tableaux, je ne dirai pas : Voyez comme ce coucher du soleil est rendu, voyez ces teintes, ces dégradations, ces étoffes ou ces cuirasses; mais je dirai : voyez ces poses, voyez ce général Oudinot qui s'incline à demi pour recevoir les ordres du maître; voyez ce hussard rouge si fièrement campé, ce cheval qui flaire un mort! A Wagram, voyez cet autre cheval blessé, cette gravité de l'empereur qui tend sa carte sans se détourner, tandis qu'un boulet tombe à deux pas de lui. A Fontenoy, voyez ce roi vainqueur, noble, souriant, ces vaincus consternés. Comme tout cela est disposé, ou plutôt jeté, et quelle hardiesse!... En vérité la critique est bien difficile : chercher partout ce qui n'y est pas, au lieu de voir ce qui y est! Quant à moi, je critiquerai M. Vernet lorsque je ne trouverai plus dans ses œuvres les qualités qui le distinguent et que je ne comprends pas qu'on puisse lui disputer; mais tant que je verrai cette verve, cette adresse, cette vigueur, je ne chercherai pas les ombres de ces précieux rayons de lumière. »

Après avoir été l'historiographe militaire de l'empire, après avoir subi les répugnances de la restauration, M. Horace Vernet devenait de droit l'historiographe militaire du gouvernement de Juillet. La conquête d'Alger a été surtout pour lui une mine d'or; il y a trouvé pour son talent, rebelle à la peinture de style, un aliment nouveau, des ressources nouvelles et des effets nouveaux. De 1837 à 1841, tout en produisant, dans ses moments de loisir, avec sa fécondité habituelle, divers tableaux de genre, dont le sujet est en général emprunté à l'Orient, tels que le tableau d'Abraham renvoyant Agar, de Rébecca donnant à boire à Eliézer, de la Chasse aux lions, etc., sujets qui, par parenthèse, conviennent médiocrement au coloris bleuâtre et un peu froid de M. Vernet, le célèbre artiste a consacré toutes ses forces à une grande œuvre, aujourd'hui achevée, dont l'exécution lui fait honneur.

Il a obtenu du roi la faveur de décorer à lui seul une galerie entière du Musée de Versailles, celle qui porte le nom de *Galerie de Constantine*. Cette galerie étant maintenant ouverte au public, je me contenterai de donner le programme des compositions qui la décorent. En face de la porte d'entrée on aperçoit d'abord trois grands tableaux déjà exposés au Salon de 1839 et représentant trois épisodes du siége de Constantine. Le premier représente une sortie de la garnison arabe repoussée par un bataillon que commande le duc de Nemours en personne; dans le second, les colonnes qui doivent livrer l'assaut reçoivent le signal de sortir de la tranchée; et enfin, dans le troisième, on les voit escalader la brèche. Tout cela est rendu avec cet entrain, cette vivacité, ce mouvement qui distin-

guent M. Vernet; il y a même, au dire des connaisseurs, un progrès sensible dans la touche de l'artiste; c'est plus franc, plus chaleureux, et les extrémités sont mieux finies. A droite de ces trois tableaux, on voit l'*Attaque de la citadelle d'Anvers;* à gauche, l'*Occupation du col du Teniah de Mouzaïa.* Aux deux extrémités de la salle, M. Horace Vernet a peint, en regard, d'un côté le *Bombardement de Saint-Jean d'Ulloa,* de l'autre le *Combat de l'Habrah.* Au-dessus des portes percées dans les côtés où figurent les grandes compositions, M. Vernet a placé une série de petits tableaux représentant : la *Prise de Bougie,* l'*Occupation d'Ancône*, l'*Entrée en Belgique*, la *Flotte forçant l'entrée du Tage,* le *Combat de la Sickack*, le *Combat de Samah,* et le *Combat de l'Afroum.* Des trophées d'armes et des palmiers décorent les quatre angles du plafond, et, sur chaque face, des bas-reliefs, représentant des combats et des marches militaires, sont séparés par des médaillons imitant le bronze, au milieu desquels l'artiste a peint, en bas-relief, huit figures allégoriques : *la Force*, *la Prudence*, *la Fidélité*, *la Tempérance*, *la Justice*, *la Persévérance*, *la Valeur* et *la Vigilance.* Ces huit allégories, et, en général, toute la peinture du plafond, forment la partie la plus faible de l'œuvre de M. Vernet. Autant ce maître excelle dans la peinture d'une action, autant il est peu propre à exprimer une idée abstraite; la peinture de bas-relief, par la distinction des formes, la gravité et l'élévation de pensée qu'elle exige, est antipathique à son genre de talent.

Nous voici au bout de la carrière parcourue jusqu'ici par M. Vernet avec tant de bonheur; s'il m'avait fallu énumérer, dans cette esquisse, les mille et mille compositions exécutées dans tous les genres par le plus fécond de tous les artistes passés, présents, et peut-être aussi futurs, un volume n'aurait pas suffi; je m'en suis tenu aux principales. Pour entrer maintenant dans quelques détails plus personnels, je dirai un mot d'une faculté que M. Vernet possède à un degré inouï : la mémoire de l'œil, et qui explique cette vérité de pantomime si remarquable dans sa peinture. A la première vue, M. Vernet saisit les détails les plus minutieux d'une action, d'une attitude, d'un costume, et, une fois reçue, l'impression ne s'efface plus. Un soldat passera devant M. Vernet : si l'artiste se donne la peine de l'examiner, et qu'au bout de six mois on lui demande de reproduire ce soldat, il le traduira sur le papier ou sur la toile, textuellement, avec sa démarche, son geste et son costume, depuis la pose et le numéro du shako jusqu'au dernier bouton de guêtre. Son œil est un véritable daguerréotype; aussi M. Vernet ne se sert-il que très-rarement de croquis; pas n'est besoin pour lui de dépenser inutilement des coups de crayon. Il emporte un site ou une scène dans son œil beaucoup plus commodément que dans ses cartons.

Reparlerai-je, en terminant, de la personne de M. Vernet? Il est toujours tel que je l'ai peint en commençant, véritable type d'officier français, par la figure, la tournure et les manières, bien qu'il n'ait gagné qu'à la pointe de son pinceau ses épaulettes de capitaine d'état-major de la garde nationale de Paris. Et d'ailleurs, qui n'a rencontré M. Vernet dans quelque partie du monde connu? Le spirituel artiste a promené partout ses éperons, ses moustaches et sa palette cosmopolite. Il est le Benjamin de tous les soldats et de tous les potentats de l'Europe. Peintre favori du roi des Français, il a reçu la bénédiction du saint-père, il a fumé le narguilé avec le pacha d'Égypte, et l'empereur de Russie le possède actuellement.

Marié très-jeune, M. Vernet n'a jamais eu d'autre enfant qu'une fille; privé d'héritiers directs de son talent et de son nom, il a voulu au moins unir ce nom à celui d'un peintre également célèbre; il a donné sa fille, qui est, dit-on, sa plus belle création, à M. Paul Delaroche, et le fils issu de ce mariage devra s'appeler Vernet-Delaroche. Cet enfant aura là un héritage assez lourd à porter.

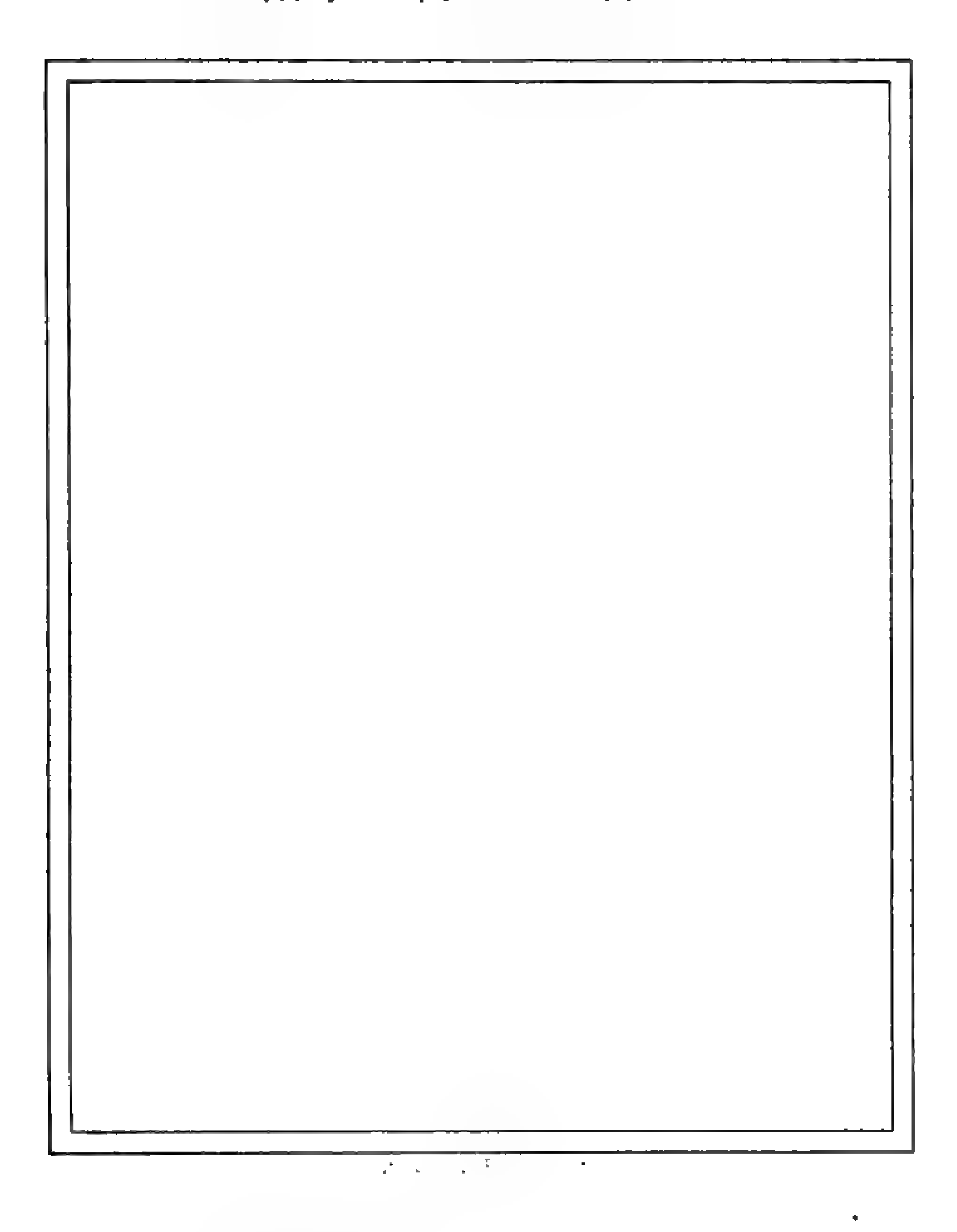
L'Archiduc Charles.

> Ce prince jouissait d'une réputation méritée que le temps d'ailleurs n'a fait qu'accroître, et à laquelle je me plais à rendre hommage : il possède les qualités supérieures qui font les grands hommes de guerre, et serait, je n'en doute pas, devenu le meilleur capitaine de son époque, si la fortune ne lui eût pas opposé des obstacles dont avec tous ses talents il n'a pu triompher.
>
> NAPOLÉON.

Il y a aujourd'hui quarante-six ans que deux généraux, nés dans des rangs ennemis, débutèrent en même temps, l'un en Italie, l'autre en Allemagne, de la manière la plus éclatante. Vers la fin de l'année 1796, l'Europe entière avait les yeux fixés sur ces deux rivaux de gloire, dont l'aîné comptait à peine vingt-sept ans. Celui-là, en une seule campagne, avec trente mille Français, venait de conquérir toute l'Italie, après avoir détruit successivement trois armées autrichiennes. Celui-ci, jeune prince de vingt-cinq ans, venait de sauver l'Autriche du plus grand danger qu'elle eût couru jusqu'alors. Par l'habileté de ses manœuvres, il avait rejeté du Danube au Rhin deux armées françaises; il avait battu Jourdan, vaincu le vainqueur de Fleurus, et forcé Moreau à cette belle retraite, si glorieuse pour celui qui l'accomplit, et, par conséquent, non moins glorieuse pour celui dont les combinaisons en furent la cause.

Si la France, à cette époque, n'avait pas assez de louanges et de lauriers pour le vainqueur de Colli, de Beaulieu, de Wurmser, l'Autriche, répétant les paroles de Moreau, proclamait son archiduc le premier capitaine du siècle, le digne héritier du prince Eugène. Des deux jeunes héros, l'un a tenu toutes les promesses de son début, car il a été Napoléon ; l'autre, moins heureux qu'habile, entravé dans sa carrière par différents obstacles inférieurs, a vu sa gloire s'éclipser devant l'immense gloire de son rival; et cependant les revers de l'archiduc Charles ont été illustrés par assez de talents et mêlés d'assez de victoires pour lui valoir la réputation méritée du plus habile homme de guerre, du plus grand stratégiste que l'Europe ait eu à nous opposer durant vingt-cinq ans de combats. Quand, découragé à la fois par les intrigues, les obsessions bureaucratiques et le triste état de sa santé, le prince Charles se fut définitivement retiré de la carrière, d'autres virent tomber, sous la masse de leurs coups réunis, Napoléon, épuisé par la victoire et abandonné par la fortune ; avec leur bonheur ils se firent de la gloire. Seul, l'archiduc a eu l'honneur de vaincre, à chances égales, quelques-uns des plus illustres lieutenants de l'empereur, et de résister, avec succès quelquefois, toujours avec intrépidité et talent, à l'empereur lui-même, dans tout l'éclat de sa puissance et de son génie.

La guerre n'est pas seulement un jeu d'échecs, dont le succès repose sur un ensemble de combinaisons savantes, elle est aussi un jeu de hasard, dont le succès dépend d'une foule de circonstances extérieures : la palme est à celui qui sait le mieux profiter de la bonne fortune, et lutter contre la mauvaise. Voilà pourquoi Napoléon est aussi grand à Waterloo qu'à Lodi, et l'archiduc Charles incon-



testablement supérieur à toutes les gloires militaires écloses à l'étranger dans les dernières années de l'empire.

Charles-Louis de Lorraine, archiduc d'Autriche, duc de Teschen, général feld-maréchal d'empire, fils de Léopold II, frère de François Ier, oncle de l'empereur actuellement régnant, est né à Vienne le 5 septembre 1771. Le jeune prince reçut cette éducation soignée qu'il est dans les traditions de la monarchie autrichienne de donner aux membres de la famille impériale. Il étudia, je crois, l'art militaire sous le comte de Bellegarde, qui avait la réputation du plus habile tacticien de l'empire; mais le royal disciple devait bientôt oublier les vieilles routines d'école sur le champ de bataille, en face de généraux improvisés par l'inspiration et le génie. Il atteignait à peine ses vingt et un ans quand la première coalition se forma entre l'Autriche et la Prusse, et quand il fut appelé à commander l'avant-garde de l'armée autrichienne, sous le prince de Cobourg. Durant toute cette campagne il fit preuve d'un grand courage, et se distingua particulièrement à la bataille de Nerwinde, où Dumouriez fut vaincu et où la Belgique fut reconquise en une seule bataille, comme elle avait été perdue. A la suite de ce triomphe, l'archiduc Charles fut nommé grand-croix de l'ordre de Marie-Thérèse et gouverneur des Pays-Bas. Dans la campagne suivante, quand la Prusse se fut retirée de la coalition, et quand l'Autriche dut continuer la guerre avec ses propres forces et les subsides de l'Angleterre, le jeune prince seconda avec talent et valeur les opérations parfois heureuses du général Clairfayt. Après de vains efforts pour obtenir la paix par la médiation de la Prusse, le Directoire se décida à frapper un grand coup à l'ouverture de la campagne de 1796. Il arrêta un plan calculé sur une des plus vastes échelles de la stratégie moderne. Les opérations offensives de trois grandes armées françaises, celle du Rhin sous Moreau, celle de Sambre-et-Meuse sous Jourdan, et celle d'Italie sous Bonaparte, devaient se lier au même système et concourir au même résultat. L'armée de Sambre-et-Meuse devait tenir son aile droite appuyée au Rhin, tandis que sa gauche s'avancerait en Allemagne, en se tenant toujours à la hauteur de l'aile gauche de l'armée du Rhin. Le centre et la droite de cette seconde armée devaient pénétrer en Souabe, et s'avancer, par le lac de Constance, jusqu'aux montagnes du Tyrol, pour, de là, donner la main à l'armée d'Italie, et les trois armées réunies auraient été dicter la paix à l'empereur jusque dans sa capitale.

L'Autriche vit le danger et se prépara à lui faire face : en même temps qu'elle envoyait Wurmser avec des renforts en Italie, elle appela le jeune archiduc au commandement en chef de l'armée d'Allemagne, avec la coopération des généraux Latour et Wartensleben.

Le lecteur qui voudrait connaître à fond les opérations de cette belle campagne du Rhin, en trouvera les détails dans un ouvrage écrit par l'archiduc lui-même, dans les Mémoires de Jomini, et dans l'Histoire de la Révolution française de M. Thiers; je dois me contenter de l'esquisser ici. Les armées des deux nations étaient à peu près égales en force; il y avait de chaque côté cent cinquante mille hommes. Les Français avaient deux excellents généraux, mais ils agissaient séparément et à une grande distance l'un de l'autre. Jourdan entra en Allemagne par Dusseldorf, et Moreau passa le Rhin à Strasbourg. Les deux armées autrichiennes reculèrent d'abord devant les deux armées françaises. Après une longue suite de combats entremêlés du succès et de revers, Moreau, poussant devant lui l'archiduc, était arrivé jusque sur le Danube, et il entrait en Bavière. Le but de l'archiduc, en se repliant sur le Danube, était de s'y concentrer pour être en mesure d'agir sur l'une ou l'autre des deux armées françaises, avec une masse supérieure de forces. Durant ce temps, Jourdan forçait le général Wartensleben de reculer au delà d'Amberg, et cherchait à le rejeter en Bohême; ce dernier était sur le point de faire ce faux mouvement, qui aurait ouvert à l'armée de Sambre-et-Meuse le passage jusqu'au Danube, quand tout à coup l'archiduc, jugeant le moment venu d'exécuter son plan, après avoir livré à Moreau la bataille meurtrière et indécise de Neresheim, laisse devant lui, pour l'occuper, son lieutenant Latour avec trente-six mille hommes, et se porte rapidement avec vingt-cinq mille vers le corps de Wartensleben, avec lequel il fait sa jonction, et tous deux se précipitent sur Jourdan. Ce dernier, inférieur en forces, et ne pouvant résister à ce choc inattendu, se prépare à se replier sur Amberg; mais il est joint le 24 août, attaqué et enfoncé sur différents points de sa ligne, et, battant dès lors en retraite sur Salzbach, il laisse neuf cents hommes entre les mains des Autrichiens. Il est ensuite poursuivi et harcelé par les troupes légères de Wartensleben, qui le poussent

en désordre sur le Mein. Privé de l'espoir de joindre Moreau ou d'en recevoir des secours, Jourdan croit pouvoir rétablir à Würtzbourg ses lignes rompues, mais l'archiduc en personne se hâte de l'y précéder : là s'engage, le 3 septembre, une nouvelle bataille. L'aile gauche autrichienne est d'abord repoussée avec perte, mais l'archiduc ordonne au vieux Wartensleben, qui commandait le centre, de passer le Mein à gué avec toute sa cavalerie, et de charger la gauche de l'armée française. Vingt-quatre escadrons de cuirassiers traversent le Mein à la nage, débouchent vers Erfelsdorf, et soutenus par huit bataillons de grenadiers, mettent en déroute la gauche de Jourdan, et précipitent sa retraite sur la Sieg et le Rhin. Ainsi Jourdan, après avoir conduit Wartensleben, durant deux mois et demi, jusqu'à la frontière de la Bohême, fut à son tour, par l'audacieuse manœuvre de l'archiduc, ramené en vingt-cinq jours des frontières de la Bohême sous les murs de Dusseldorf.

Tandis que l'archiduc exécutait ce beau mouvement, il fournissait à Moreau, laissé derrière lui, l'occasion d'en exécuter un pareil, dont les résultats lui auraient peut-être été funestes; le général français, s'il ne s'était obstiné à rester sur le Danube, pouvait imiter le mouvement de retour de l'archiduc, se rabattre vivement sur lui, comme il se rabattait sur Jourdan, l'attaquer par derrière tandis que Jourdan l'aurait attaqué de front, et alors, pris entre les deux armées, l'archiduc était exposé à une perte presque certaine. Au lieu d'agir ainsi, Moreau, n'osant prendre sur lui de désobéir aux instructions du Directoire, qui lui prescrivaient de s'appuyer au Tyrol pour communiquer avec l'armée d'Italie, et ignorant d'abord la défaite de Jourdan, resta dans ses positions; quand il l'eut apprise, loin de revenir sur ses pas, il marcha en avant, franchit le Danube et envahit la Bavière, espérant ramener ainsi l'archiduc à lui et dégager Jourdan. Mais le prince ne se laissa pas détourner de cette entreprise, et ne revint sur son premier adversaire qu'après s'être entièrement débarrassé du second. Moreau comprit alors le danger de sa position : le désastre de Jourdan le laissait à découvert, exposé à être attaqué en même temps par les trois corps réunis de l'armée autrichienne. Il se prépara alors à regagner tranquillement la France; il repassa le Leck, culbuta successivement tous les corps autrichiens qui tentèrent de lui barrer le passage, et déboucha en Brisgaw, à travers les plus grands obstacles. Atteint à Emmindlingen par l'archiduc et Wartensleben, il soutint contre eux un combat opiniâtre, dont le succès fut balancé, et, après un nouveau combat livré à Schlingen, il repassa le Rhin à Brisach et s'achemina sur Strasbourg. Ainsi le plan du Directoire fut détruit par la vigueur, l'audace et l'habileté de l'archiduc.

Cette campagne fit le plus grand honneur au prince Charles. Deux mois plus tôt l'Autriche se croyait perdue : Bonaparte anéantissait toutes ses armées en Italie et se rapprochait du Tyrol; Jourdan touchait au Danube et menaçait la Bohême; Moreau entrait en Bavière, dirigeait son aile droite vers Insprack, et se préparait à donner la main à Bonaparte. Durant ce temps, la Prusse, à l'abri de sa neutralité, cherchait à profiter des embarras de sa voisine pour s'étendre en Allemagne; déjà elle avait poussé la ville libre de Nüremberg à se mettre sous sa souveraineté, elle avait même commencé à en prendre possession; elle avait successivement détaché du parti de l'Autriche, en les excitant à traiter avec la France, le duc de Wurtemberg, le margrave de Bade et l'électeur de Saxe. Les choses en étaient là quand les belles et rapides manœuvres d'un général de vingt-cinq ans changèrent subitement la situation; la Prusse s'empressa de retirer ses troupes de Nüremberg; l'électeur de Bavière, dont les ministres avaient déjà traité avec Moreau, refusa de ratifier ce traité et retomba sous le joug de l'Autriche, et le Directoire subit un immense désappointement; car la guerre se trouva tout à coup ramenée sur la frontière de France, et la campagne, commencée par l'invasion de la moitié de l'Allemagne, se termina par la prise de Kehl et d'Hunningue, qui capitulèrent devant les armées triomphantes de l'archiduc.

Cependant Bonaparte, toujours victorieux, se préparait à accomplir seul le hardi projet que la défaite de Jourdan et la retraite de Moreau avaient fait échouer. Maître enfin de Mantoue, renforcé de vingt mille hommes détachés de l'armée du Rhin, laissant derrière lui l'Italie conquise et étonnée, il allait franchir les Alpes Noriques pour se jeter brusquement au delà de la Drave et de la Muer, dans la vallée du Danube, et pousser droit sur Vienne par une route qu'aucune armée ne s'était frayée depuis Charlemagne.

Pour conjurer ce nouveau péril, l'Autriche jeta naturellement les yeux sur celui qui venait de la sauver une première fois. Après une réception triomphale à Vienne, l'archiduc Charles, nommé généralissime de toutes les armées autrichiennes,

tant sur le Rhin qu'en Italie, reçut ordre de se porter sur-le-champ au-devant de Bonaparte, pour l'arrêter et le combattre.

Malheureusement pour le succès de ses opérations, à de grandes qualités militaires, l'archiduc ne joignait pas cette confiance en soi, cette ténacité de caractère, cette indépendance de volonté dont son jeune et impérieux adversaire faisait si souvent preuve dans ses rapports avec le Directoire. Depuis Wallenstein, il est plus que jamais dans les traditions du conseil aulique de Vienne de tenir en bride les généraux; à eux l'exécution des détails, au conseil la direction absolue de l'ensemble des opérations. Au moment où l'Allemagne entière, par la voie du coadjuteur de Mayence, proclamait la nécessité de conférer au prince Charles une dictature militaire qui permît à son génie de se préparer librement à cette grande lutte, quelques vieux tacticiens de cabinet lui imposaient un plan de campagne absurde, et, dans son respect pour la formidable bureaucratie viennoise, l'archiduc se soumettait aveuglément à des décisions qu'il désapprouvait. Tous les écrivains qui ont traité de cette campagne de 1797, à commencer par Napoléon, sont d'accord pour blâmer la ligne d'opération choisie ou plutôt acceptée par l'archiduc; « L'énorme faute, dit l'un d'entre eux, l'énorme faute du conseil aulique de réunir l'armée impériale dans le Frioul, au lieu de la rassembler dans le Tyrol, exposait la capitale et décidait du sort de la guerre. En effet, pour empêcher l'armée française de passer le Tagliamento, il eût fallu réunir l'armée autrichienne dans le Tyrol avant le 1er mars. Les Français étant forcés d'engager la guerre dans le Tyrol, il en serait résulté pour le général autrichien trois avantages incontestables : 1° celui de pouvoir réunir son armée vingt jours plus tôt; 2° de lui donner un champ de bataille tout à son avantage, dans un pays où la population lui était dévouée jusqu'à l'exaltation; 3° de lui donner les moyens non-seulement de recevoir de nouveaux renforts de l'armée du Rhin, mais de concentrer ses mouvements et de les rendre à la fois imposants et sûrs [1]. »

Au lieu de cela, l'archiduc dut ranger son armée en ligne derrière le Tagliamento avant qu'elle eût été portée au complet, et affronter ainsi le choc du général le plus habile et le plus prompt à profiter des fautes d'un ennemi. C'est le 16 mars 1797 que les deux adversaires se trouvèrent pour la première fois en présence sur les deux rives du Tagliamento, tous deux jeunes, habiles, renommés, intrépides; mais l'un, sûr de ses soldats autant que de lui-même, et l'autre, très-incertain du succès. Après quelques escarmouches pour sonder les dispositions de l'ennemi, Bonaparte le trouvant trop bien préparé, fit poser les armes à ses soldats et établir les bivacs; l'archiduc y fut trompé; il crut que l'armée française, fatiguée d'une longue marche, prenait position, et il alla de son côté reprendre ses bivacs; mais, deux heures après, les Français se remettaient subitement en ligne, se précipitaient dans le fleuve, et l'ennemi courait aux armes qu'ils étaient déjà rangés en bataille sur l'autre rive et dans le plus bel ordre. Après plusieurs heures de combat et une vigoureuse résistance, l'archiduc fut obligé de faire retraite, laissant quatre ou cinq cents prisonniers.

Durant ce temps, Masséna, poussant devant lui le corps d'armée du général autrichien Lusignan, se dirigeait sur le col de Tarvis, s'en emparait et coupait la route à une autre division autrichienne commandée par le général Bayalitsch. Pour dégager cette division, l'archiduc abandonne un instant le gros de son armée, se porte avec six mille grenadiers hongrois à la rencontre du corps autrichien repoussé par Masséna, le rallie, le ramène au combat, et dégage le col de Tarvis; Masséna revient à la charge avec sa ténacité si connue; les deux généraux, sentant l'importance de ce point, s'acharnent et se prodiguent comme de simples soldats. Le col de Tarvis est le point le plus élevé des Alpes Noriques; il domine l'Allemagne et la Dalmatie. « On se battait, dit M. Thiers, au-dessus des nuages, au milieu de la neige et sur des plaines de glace. » Des lignes entières de cavalerie étaient renversées et brisées sur cet affreux champ de bataille. Enfin, après avoir fait donner jusqu'à son dernier bataillon, après avoir vingt fois affronté la mort, l'archiduc se voit obligé d'abandonner Tarvis à son opiniâtre ennemi, et de sacrifier la division Bayalitsch, qui, prise en tête par Masséna et en queue par Bonaparte, n'a d'autre ressource que de se rendre prisonnière.

Ainsi, en quinze jours, Bonaparte arrivé au sommet des Alpes, allait réunir Joubert, laissé dans le Tyrol, et Masséna à son corps principal, pour marcher avec cinquante mille hommes sur Vienne; il descendait dans la vallée de la Muer, quand il

[1] *Mémoires tirés des papiers d'un Homme d'État*, tome IV.

reçut la nouvelle du soulèvement des provinces vénitiennes, qui se propageait dans toutes les provinces de la rive droite du Mincio, et menaçait de compromettre la retraite et la sûreté de son armée en cas de revers. Il apprit en même temps que, faute d'argent, le Directoire n'avait pu faire entrer en campagne les deux armées cantonnées sur le Rhin ; d'un autre côté, l'Autriche aux abois se disposait à user de ses dernières ressources en appelant la nation entière aux armes. Dans cette grave situation, avec un soulèvement sur ses derrières, devant lui une nation soulevée, et entouré des défiances du Directoire, Bonaparte, avant de se décider à jouer son va-tout, en poursuivant sa marche, voulut tenter la voie des négociations : victorieux, il offrit la paix à son ennemi vaincu, et de Klagenfurth, capitale de la Carinthie, il adressa le 31 mars au général autrichien cette fameuse lettre consacrée par l'histoire, que nous croyons devoir reproduire ici, car elle témoigne de l'estime de Bonaparte pour l'archiduc.

« Monsieur le général en chef, les braves militaires font la guerre et désirent la paix ; celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans ? avons-nous assez tué de monde et assez causé de maux à la triste humanité ? Elle réclame de tous côtés... Le Directoire exécutif de la république française avait fait connaître à Sa Majesté l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole tous les peuples ; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre ? et faut-il, pour les intérêts et les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entre-égorger ? Vous, monsieur le général en chef, qui par votre naissance approchez si près du trône, et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, monsieur le général en chef, que j'entende par là qu'il ne soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture que je viens de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Le jeune prince répondit à cette lettre :

« Monsieur le général, assurément tout en faisant la guerre et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire autant que vous la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité. Comme néanmoins dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni d'aucun plein pouvoir de Sa Majesté l'empereur pour traiter, vous trouverez naturel, monsieur le général, que je n'entre avec vous dans aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour des objets d'une si haute importance et qui ne sont pas précisément de mon ressort. Quelles que soient, au reste, les chances de la guerre ou les espérances de la paix, je vous prie, monsieur le général, d'être bien persuadé de mon estime et de ma considération distinguée.

Bientôt arrivèrent les plénipotentiaires autrichiens ; les préliminaires de paix furent signés à Leoben, et, le 17 octobre de la même année, le traité de Campo-Formio mit fin à la première guerre continentale contre la révolution. Cette première coalition d'abord si formidable, et qui avait menacé la France du sort de la Pologne, fut dissoute à trente lieues de Vienne, et le gouvernement autrichien, mentant à toutes ses promesses de désintéressement, s'empressa de s'arranger avec la France aux dépens des petits Etats dont il s'était donné la mission de protéger l'indépendance.

Cependant la grande lutte fomentée par l'Angleterre entre la révolution et l'Europe n'était qu'ajournée ; le traité de Campo-Formio portait en lui le germe d'une guerre nouvelle ; l'interminable congrès de Rastadt ne fit que mettre plus manifestement à nu l'incompatibilité des deux systèmes. Les hostilités n'avaient pas cessé entre la France, la Suisse et Naples. Bientôt l'Europe entière fut en feu de nouveau ; l'Autriche, appuyée sur une coopération active de la Russie, se prépara à nous attaquer à la fois sur le Rhin, en Suisse et en Italie. Le congrès de Rastadt durait encore, et déjà les combattants étaient en marche de toutes parts. Enfin le Directoire, après avoir vainement demandé une explication au cabinet de Vienne sur les mouvements du corps russe de Souwarow vers l'Italie, ordonna aux généraux de ses quatre armées d'Italie, d'Helvétie, d'observation et de Mayence, de commencer les opérations. La guerre se trouva déclarée de fait. L'archiduc Charles, campé en Bavière avec soixante et quinze mille hommes, était chargé de faire tête à Jourdan. Le général français passa le Rhin le 1er mars 1799, le général autrichien franchit le Leck le 3 mars, et bientôt les deux adversaires se rencontrèrent. Il était dans la destinée de Jourdan d'être toujours malheureux dans ses combats contre l'archiduc. Dès la première rencontre, à Ostrach, après une vigoureuse résistance, il fut forcé de battre en

retraite. Désireux de prendre sa revanche, le 25 mars, il attaque lui-même à Stockach. Vivement pressé par l'avant-garde française, commandée par Soult, l'archiduc voit d'abord sa droite repoussée jusque dans les bois situés en arrière de Liptingen. Dans l'ivresse de ce premier succès, Jourdan, se croyant déjà vainqueur, lance, par un mouvement prématuré qui l'affaiblit, le général Saint-Cyr avec une forte division sur le flanc de son ennemi pour le tourner et lui couper la retraite. Doué d'un coup d'œil prompt et sûr, l'archiduc s'inquiète peu de ce mouvement, jugeant que toute la bataille est dans la possession des bois, et que, si Jourdan est repoussé, le corps aventuré par lui sur ses derrières n'en sera que plus compromis, il ne s'occupe qu'à renforcer sa droite qui défend les bois de Liptingen avec acharnement. Il met pied à terre, charge lui-même à la tête de ses grenadiers, et, après un combat furieux et sanglant, il dégage les bois et rejette les Français dans la plaine. Jourdan veut rappeler Saint-Cyr, mais il était trop tard; il ne lui restait plus que sa réserve, qui ne put tenir contre les charges réitérées des cuirassiers de l'archiduc. Une confusion horrible se met dans l'armée française; Jourdan se consume en efforts héroïques pour la retenir; il est entraîné dans sa fuite. Epuisée elle-même, l'armée autrichienne ne put profiter de sa victoire. Jourdan se replia jusqu'à l'entrée des défilés de la forêt Noire; là, après avoir pris position, démoralisé par des revers si précipités, il laissa le commandement à son chef d'état-major, et partit pour Paris afin de se plaindre de l'état d'infériorité numérique dans lequel on avait laissé son armée. Tous les historiens sont d'accord pour blâmer ce départ.

« Très-heureusement, ajoutent-ils, le conseil aulique imposait à l'archiduc une faute grave qui réparait en partie celles des Français. Si l'archiduc poussant ses avantages eût poursuivi sans relâche l'armée vaincue, il aurait pu la mettre dans un désordre complet, et peut-être même la détruire. Il aurait été temps alors de revenir vers la Suisse pour assaillir Masséna privé de secours, n'ayant sous la main que trente mille hommes et engagé dans les hautes vallées des Alpes; il n'eût pas été impossible de lui couper la route de France; mais le conseil aulique, mû par ce faux principe que la clef de la guerre était dans les montagnes, défendit à l'archiduc de pousser vers le Rhin avant que la Suisse fût évacuée.

L'archiduc avait fait sa jonction avec le corps d'armée de son lieutenant Hotz; il avait marché sur Masséna; en quinze jours, après une suite de combats sans résultats bien décisifs, il avait contraint le général français à reculer sa ligne défensive, à se concentrer sur Zurich, et à reployer sa droite en arrière du mont Saint-Gothard : il était maître de la moitié de la Suisse. Bientôt Masséna évacue Zurich, l'archiduc y entre après lui; mais, affaibli par l'envoi d'un corps de vingt-cinq mille hommes à l'armée autrichienne d'Italie, il attendait pour agir l'arrivée du corps russe détaché de l'armée d'Italie, et qui s'avançait sous les ordres de Korsakoff, quand le conseil aulique imagina un nouveau plan de guerre qui changeait complétement la disposition des troupes sur la ligne d'opération. Les Autrichiens et les Russes n'étant pas très-bien d'accord, il fut décidé que l'on ne ferait combattre qu'ensemble les troupes de chaque nation; l'archiduc reçut ordre de céder la place à Souwarow, qui devait quitter l'Italie pour venir avec son armée se réunir en Suisse, à l'armée russe de Korsakoff, et de se transporter immédiatement sur le Rhin, où il devait agir seul.

Il résulta de ce beau revirement que Masséna, échappé au danger d'avoir à combattre les Autrichiens et les Russes réunis sous le commandement d'un général de premier ordre, connaissant à fond son terrain, ne trouva plus en face de lui qu'un général parfaitement nul, Korsakoff, qu'il écrasa dans la grande bataille de Zurich, avant que Souwarow eût eu le temps de le rejoindre; ce dernier n'arriva que pour partager la défaite de son lieutenant, et put à peine sauver la moitié de son armée.

L'archiduc, en apprenant le désastre des troupes russes, prit sur lui de se rapprocher de la Suisse, et écrivit à Souwarow, en lui proposant d'agir de concert. Furieux de sa défaite, le brutal Moscovite répondit avec insolence qu'il ne voulait plus avoir rien à démêler avec les Autrichiens, par lesquels il se prétendait trahi, et, évacuant la Suisse, il se mit en route pour la Russie, avec moins de trente mille hommes, reste des quatre-vingt mille qu'il avait conduits en Italie et en Suisse.

Vainqueur en Suisse et en Hollande, le Directoire avait ordonné à l'armée du Rhin, battue sous Jourdan, de rentrer en Allemagne, sous la direction, par intérim, du général Lecourbe, en attendant Moreau, qui arrivait d'Italie pour la comman-

der. Après le refus brutal de Souwarow, l'archiduc revient rapidement sur l'armée du Rhin, qui bloquait déjà Philisbourg; il débloque la place le 23 novembre, bat l'armée française le 19 à Heinzheim, et, le 5 décembre, les deux généraux concluent un armistice en vertu duquel les deux armées prennent leurs quartiers d'hiver, l'une sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche du Rhin.

A la fin de cette campagne de 1799, l'archiduc Charles, dégoûté de voir ses plans militaires sans cesse traversés par le conseil aulique, prétexta l'affaiblissement de sa santé, céda la place à son frère, l'archiduc Jean, et se retira en Bohême.

Cependant Bonaparte revenait d'Égypte, s'emparait du pouvoir, et, après qu'il eut fait vainement des ouvertures de paix à l'Autriche, la guerre recommença plus vive que jamais. En même temps que le premier consul bat les Autrichiens à Marengo, Moreau passe le Rhin, culbute l'archiduc Jean à Neresheim, à Nordlingen, à Oberhausen, et enfin l'écrase à Hohenlinden; à la nouvelle de tous ces revers, la cour de Vienne s'empresse de rappeler l'archiduc Charles; mais il était trop tard, le prince trouva Moreau à trente lieues de Vienne, poussant devant lui une armée complétement désorganisée, et il arriva juste à temps pour signer avec ce dernier l'armistice de Steyer, bientôt suivi de la paix de Lunéville, signée le 9 février 1801, et qui mit fin à la seconde coalition.

Dans l'intervalle de paix qui sépara la seconde coalition de la troisième, l'archiduc Charles, appelé au ministère de la guerre, s'occupa activement de rétablir sur un bon pied l'organisation militaire de l'Autriche; il fixa, pour les soldats, la durée du service jusqu'alors illimitée, et parvint à faire triompher quelques autres innovations sagement entendues. Modeste autant que valeureux, il refusa la statue que le roi de Suède, grand admirateur de ses talents, proposait à la diète de Ratisbonne de faire élever en son honneur.

Après quatre ans de pourparlers diplomatiques et d'accusations réciproques, l'Autriche, appuyée sur la Russie, se décida à tirer encore une fois l'épée contre la France. L'archiduc Charles, qui s'était nettement prononcé contre la guerre, ne fut ni appelé aux conférences qui la préparèrent, ni consulté sur le plan de campagne propre à en assurer le succès. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, partageant l'absurde rancune de Souwarow contre le jeune chef autrichien, exigea qu'il ne commandât pas l'armée à laquelle devaient se réunir les troupes russes; le commandement de cette armée fut confié au général Mack, dont la nullité déjà constatée en Italie devait ressortir bientôt en Allemagne de la manière la plus évidente. Quant à l'archiduc, il fut chargé de commander l'armée réunie en Italie sur l'Adige.

N'ayant point à faire ici l'histoire militaire de cette époque, je passe sous silence cette brillante campagne d'Austerlitz, couronnée, après deux mois de succès rapides, par une des plus grandes victoires de Napoléon, sur les deux plus formidables puissances continentales. Je dois m'en tenir aux opérations particulières de l'archiduc Charles. Pendant que Mack et l'archiduc Ferdinand se faisaient battre en Allemagne, seul, le prince Charles soutenait dignement, en Italie, contre Masséna, l'honneur des armes autrichiennes. Après trois jours de combats sanglants, il força son terrible ennemi de lui abandonner le champ de bataille de Caldiero [1]. Et quand tout fut désespéré en Autriche, il ramena intacte l'armée qui lui avait été confiée.

Après la paix de Presbourg, il fut nommé chef du conseil aulique de guerre, et généralissime des armées autrichiennes. Il reprit pour la dernière fois les armes en 1809, et termina sa carrière militaire par une lutte glorieuse, quoique malheureuse, contre Napoléon en personne. L'Autriche méditait depuis longtemps de briser l'humiliant traité de Presbourg; les embarras de Napoléon en Espagne lui parurent une occasion favorable, et l'archiduc Charles, profondément affecté de la situation douloureuse de son pays, se jeta dans cette guerre avec enthousiasme. Chargé du commandement en chef de toutes les forces de l'empire, il s'élança sur la Bavière, après avoir publié une proclamation à ses soldats remplie d'ardeur patriotique.

[1] La plupart des historiens français de cette campagne, copiant les *Victoires et Conquêtes*, attribuent la victoire de Caldiero à Masséna; c'est une erreur positive. Napoléon lui-même, dans les mémoires dictés à Sainte-Hélène, déclare au vol. II, en deux endroits différents, « que le prince d'Essling fut battu par l'archiduc Charles. » C'est ainsi que dans la campagne de Wagram, la bataille d'Essling (que les Allemands appellent la bataille d'Aspern) est dans plusieurs livres présentée comme une victoire de notre armée, quoi qu'elle ait été forcée de repasser le Danube. Nous comptons bien assez de triomphes pour n'avoir pas besoin de nous attribuer ce qui ne nous appartient pas.

Napoléon, surpris par la rapidité de l'attaque, avait envoyé Berthier en avant pour réunir les divers corps d'armée sur le Danube. Ce dernier, plus homme de bureau qu'homme de guerre, faillit compromettre le sort de la campagne. Il étendit ses troupes sur une ligne immense, offrant un développement de plus de vingt lieues de la droite à la gauche. L'archiduc allait couper les deux ailes et tourner le corps de Davoust; mais Napoléon, favorisé par la lenteur autrichienne, arrive à temps, voit d'un coup d'œil d'aigle le mal et le remède, change rapidement la face des choses. Cinq jours de combats sanglants, qui sont autant de victoires, rejettent l'archiduc au delà du Danube, et ouvrent à l'armée française la route de Vienne. Les manœuvres de Napoléon, durant ces cinq jours, sont considérées par tous les hommes spéciaux comme des chefs-d'œuvre de science militaire. Vienne capitule le 13 mai, dix-huit jours après la victoire d'Eckmühl. L'archiduc, qui n'a pu la secourir, s'établit le 16 à Ebersdorf; instruit le 19 que Napoléon, après avoir pris possession de la grande île de Lobau, y rassemble ses forces et travaille à jeter un pont sur le grand bras du Danube, il ne tente point de s'opposer au passage, dans l'espoir d'écraser par une seule bataille l'armée ennemie qui, acculée au fleuve, sera privée de tous moyens de retraite dès qu'il aura coupé ses ponts à l'aide de brûlots et autres corps flottants qu'il fait préparer. Dans cette pensée, l'archiduc se contente de ranger son armée en bataille sur la rive gauche du fleuve, entre le village d'Aspern et d'Enzersdorf, ayant Essling en avant de son aile gauche. Cette armée, formée sur deux lignes et divisée en cinq colonnes, présentait un total de soixante et quinze mille hommes avec deux cent quatre-vingt-huit pièces de canon.

L'armée française défile sur ses ponts le 20 et pendant la journée du 21 : elle se déployait dans la plaine, quand, dans la soirée du même jour, l'archiduc donne le signal de l'attaque; une foudroyante artillerie répand la mort dans les rangs français; le village d'Aspern est pris et repris plusieurs fois. Les Français et les Autrichiens finissent par en occuper chacun la moitié. La nuit met fin à ce premier combat, et les deux armées couchent sur le champ de bataille, n'ayant leurs sentinelles qu'à trente pas de distance.

Toute la nuit fut employée par Napoléon à faire passer le reste de ses troupes de la rive droite sur la rive gauche; le 22, dès quatre heures du matin, le combat recommence avec un acharnement incroyable. Pendant tout un jour, cent cinquante mille hommes, au milieu d'une grêle de boulets et de mitraille, vomie par cinq cents bouches à feu, s'égorgent autour du petit village d'Aspern, pris et repris quatorze fois. A peine les cuirassiers français avaient-ils percé les lignes de l'infanterie autrichienne qu'ils étaient aussitôt ramenés battant par la cavalerie de l'archiduc, supérieure en nombre. Chaque fois que Masséna rentrait dans Aspern par un effort surhumain, aussitôt l'archiduc, sautant à bas de son cheval, saisissait un drapeau, se précipitait en avant de ses cohortes et les ramenait au combat. Tout à coup les munitions manquent à l'armée française; et quelques instants après Napoléon apprend que, par suite des ordres de l'archiduc, des brûlots et de gros bateaux chargés de pierres, lancés au courant du fleuve, viennent de détruire en entier un de ses ponts et de rompre la moitié de l'autre. La situation de l'armée française devenait critique; il fallut songer à la retraite : elle se fit en bon ordre dans la nuit du 22 au 23. L'armée entière, repassant sur un des bras du Danube par un petit pont de bateaux, se trouva le matin réunie dans l'île de Lobau, et l'archiduc resta maître du champ de bataille.

On lui a vivement reproché de n'avoir pas mieux profité de son succès. Dès le lendemain de la bataille d'Aspern, il pouvait en plaçant son artillerie sur le bord du bras du Danube, qui le séparait de l'île de Lobau, d'une largeur de quarante toises au plus, faire sur cette île un feu de canon dont pas un coup n'aurait été perdu; car l'armée française y était bloquée tout entière, sans munitions, sans vivres, ne formant qu'une masse confuse et pressée, et elle aurait pu être anéantie jusqu'au dernier homme.

Satisfait de son triomphe de résistance, l'archiduc laissa tranquillement Napoléon s'organiser dans l'île de Lobau, faire de cette île une place forte, où, après vingt-deux jours de travaux inouïs, monuments admirables du génie qui les conçut, il rétablit ses ponts, réorganisa son artillerie, remonta sa cavalerie, renforça son armée, et passa de nouveau sur la rive gauche avec cent quatre-vingt mille hommes, pour livrer à l'archiduc la terrible et dernière bataille de Wagram.

L'action s'engagea le 6 juillet 1809, sous les yeux de la population de Vienne, montée sur les clochers et sur les toits; les deux armées et leurs chefs déployèrent la même bravoure, le même

acharnement que dans les précédentes journées. Plus de vingt mille hommes restèrent sur le carreau des deux côtés [1]. « Enfin, vers les quatre heures du soir, dit le duc de Rovigo dans ses Mémoires, l'archiduc se mit en retraite sur tous les points, nous abandonnant le champ de bataille, mais sans prisonniers ni canons, et après s'être battu d'une manière à rendre prudents tous les hommes à entreprises téméraires. On le suivit sans trop le presser, car enfin il n'avait pas été entamé, et nous ne nous souciions pas de le faire remettre en bataille. »

Les diverses fautes reprochées à l'archiduc dans le cours de cette campagne, sont attribuées surtout à la désunion très-marquée qui existait entre lui et son frère, l'archiduc Jean, désunion qui produisit dans le cabinet autrichien et jusque dans l'état-major du généralissime, des dissentiments très-vifs, incompatibles avec l'unité de commandement. Aussi, quelques jours après Wagram, dès que l'archiduc eut signé un armistice avec Napoléon, il donna sa démission, remit la direction de l'armée entre les mains du prince de Lichtenstein, en adressant à ses soldats un ordre du jour où il leur exprimait tous ses regrets de se trouver dans l'obligation de se séparer d'eux.

Ici finit la vie militaire de l'archiduc; à dater de ce moment il ne reparut plus sur le champ de bataille. Lorsque après le traité de Schœnbrunn, le mariage de Napoléon et de Marie-Louise fut décidé, l'empereur, voulant donner à son noble adversaire un témoignage d'estime, lui envoya une procuration pour épouser la jeune princesse en son nom; et ce ne fut pas une des moindres bizarreries de ce temps si fécond en prodiges, de voir le prince Charles conduire sa nièce à l'autel, et lui passer au doigt l'anneau nuptial au nom du héros républicain du Tagliamento.

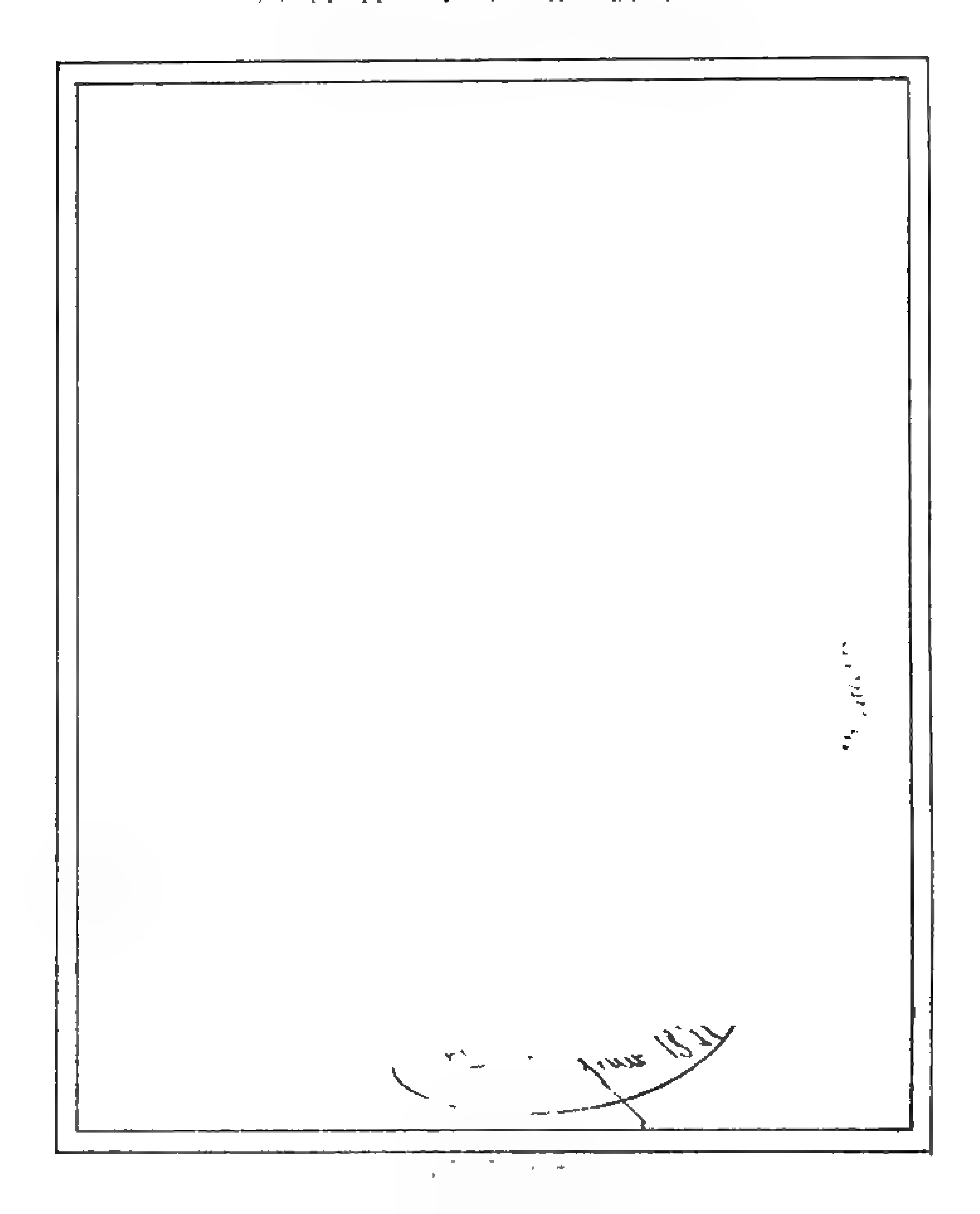
Les grands événements de 1814 et de 1815 ne firent point sortir l'archiduc de la retraite qu'il s'était imposée. Peut-être, malgré son patriotisme, le grand cœur du prince ne put-il se défendre d'un sentiment de sympathie secrète pour les derniers et héroïques efforts du génie, accablé sous le nombre.

Plus tard, le malheureux enfant du captif de Sainte-Hélène trouva dans le plus glorieux des ennemis de son père un patron affectueux et bienveillant.

Marié en 1815 à la princesse de Nassau-Weilburg, l'archiduc a eu de ce mariage quatre fils et deux filles. Maniant la plume avec la même supériorité que l'épée, il a consacré ses loisirs à la rédaction de deux ouvrages militaires très-estimés. L'un est intitulé : *Principes de stratégie appliqués à la campagne de* 1796 *en Allemagne*. Il a paru en trois volumes à Vienne, en 1814. L'autre, qui se compose de deux volumes publiés en 1819, contient l'histoire de la campagne de 1799 en Allemagne et en Suisse. « Cet ouvrage, dit un écrivain [2], en parlant du dernier, précis et sévère dans ses vues, semé de grandes pensées, plein d'aperçus remarquables sur la marche de l'administration militaire, ne pouvait être écrit que par un grand capitaine dont une vaste expérience aurait développé les talents; il honore aussi son caractère: appréciateur généreux du mérite d'autrui, l'archiduc ne se montre trop sévère qu'envers lui-même. Le duc de Reichstadt, qui avait pour ce prince un respect profond, aimait à étudier ses ouvrages : il en a fait des analyses et des extraits nombreux. »

[1] Pour esquisser cette campagne de Wagram, je n'ai pas cru devoir m'en tenir uniquement aux récits des écrivains français; cependant le récit du duc de Rovigo m'a plus particulièrement frappé, comme empreint d'un caractère de vérité et d'impartialité d'autant moins suspect que l'auteur aime Napoléon jusqu'au fanatisme.

[2] M. de Montbel, *Vie du duc de Reichstadt.*



M. Villemain.

> Les écrivains du XVIIIe siècle, en introduisant, même au prix de l'erreur, la libre discussion, en la portant partout, préparaient la loi de notre temps, cette loi qui doit ramener le sentiment religieux par la plus complète liberté de conscience, et la stabilité sociale par le plus haut degré de liberté civile.
>
> VILLEMAIN. — PRÉFACE DU COURS DE LITTÉRATURE FRANÇAISE.

Le 21 avril 1814, la salle des séances de l'Institut présentait un spectacle étrange, imposant, et digne d'arrêter les regards de la postérité ; d'immenses événements venaient de s'accomplir. Depuis vingt et un jours les armées alliées occupaient Paris ; depuis dix jours, Napoléon avait signé son abdication à Fontainebleau ; les vainqueurs n'avaient point encore abusé de leur victoire, et ils ne demandaient alors aux vaincus qu'une paix honorable. On avait inventé pour le comte d'Artois ce mot charmant : « Il n'y a qu'un Français de plus, » et Louis XVIII, débarquant à Calais, promettait à la France humiliée, mais fatiguée de despotisme et de combats, de la consoler de ses revers, de la dédommager d'une gloire onéreuse et sanglante, en lui ouvrant une ère nouvelle de repos et de liberté.

C'est au milieu de ces espérances que ne troublait encore aucune déception, aucun traité désastreux, aucune oppression militaire, aucune réaction politique, que l'Institut de France, ouvrant sa séance publique et annuelle, invita les rois et les généraux de l'Europe coalisée à venir assister à une cérémonie où un jeune homme de vingt-deux ans devait, par une faveur spéciale, prendre la parole, et inaugurer ainsi son nom dans l'histoire, dans une des occasions les plus rares et les plus mémorables que l'histoire puisse noter.

Cette séance est assez curieuse, assez intimement liée à mon sujet, et les idées de la génération nouvelle sur ces temps sont assez différentes de celles de la génération précédente, pour qu'il me semble à la fois intéressant et équitable de reproduire ici un compte rendu, tracé dans le *Journal des Débats* du 22 avril 1814, par un écrivain distingué, par Dussault.

« Une assemblée nombreuse et brillante, dit le journaliste, attendait les souverains ; deux simples fauteuils étaient disposés dans l'enceinte. Tous les yeux étaient sans cesse tournés vers la porte par laquelle les princes devaient entrer. Tout ce qui pouvait leur appartenir était sûr d'exciter le plus vif enthousiasme. Les premiers applaudissements ont éclaté à l'aspect de M. le baron Sacken, *gouverneur général de Paris*, et bientôt l'empereur de Russie et le roi de Prusse, suivi des trois jeunes princes ses fils, ont paru : les cris de *vive Alexandre ! vive le roi de Prusse ! vivent les alliés!* sont partis de tous les coins de la salle. L'assemblée tout entière s'est levée par un mouvement de respect, d'intérêt et de curiosité ; les monarques saluaient d'un air pénétré, aimable et modeste, et semblaient dire : « Les acclamations d'un tel peuple sont une récompense bien douce de nos pénibles travaux. »

« L'ivresse du premier moment s'étant un peu calmée, et le bruit des applaudissements longtemps prolongés ayant fait place au silence, M. Lacretelle jeune, président de l'Académie, a pris la parole, et avec une émotion très-visible et cette éloquence facile et douce qui caractérise son talent, il a essayé d'exprimer les sentiments de sa compagnie. »

Après avoir analysé l'allocution très-flatteuse de M. Lacretelle aux souverains alliés, Dussault continue ainsi :

« La scène devint plus vive encore, plus animée, plus dramatique, quand le jeune orateur, couronné par l'Académie, se présenta au bureau pour lire son discours. Les regards des deux souverains se fixèrent avec une expression très-remarquable d'intérêt, avec un doux sourire d'applaudissement sur l'extrême jeunesse de l'athlète vainqueur. Celui-ci, avec toute l'ardeur de son âge, avec ce feu d'esprit qui semble vivifier toute sa personne, avec une diction pleine de naturel et d'ingénuité, avec une rare sûreté de mémoire, et d'un ton à la fois respectueux et ferme, leur a adressé un compliment qui n'était pas une vaine formule, mais bien plutôt l'effusion d'un cœur qui semblait avoir interrogé tous les autres. »

Voici ce discours par lequel M. Villemain préluda à la lecture de sa dissertation *sur les avantages et les inconvénients de la critique*, couronnée par l'Académie.

« Messieurs, quand tous les cœurs sont préoccupés par cette auguste présence, j'ai besoin de demander grâce pour la distraction que je vais donner. Quel contraste d'un si faible intérêt littéraire et d'un semblable auditoire ! Les princes du Nord qui vinrent autrefois assister à ces mêmes séances, prévoyaient-ils qu'un jour leurs descendants y seraient amenés par la guerre? Voilà les révolutions des empires ! Mais sur les âmes généreuses le pouvoir des arts ne change pas ; devant l'image des arts les monarques armés s'arrêtent comme les monarques voyageurs. Ils la respectent dans nos monuments, dans le génie de nos écrivains, dans la vaste renommée de nos savants. L'éloquence, ou plutôt l'histoire, célébrera cette urbanité tutélaire, en même temps qu'elle doit raconter cette guerre sans ambition, cette ligue inviolable et désintéressée, ce royal sacrifice des sentiments les plus chers, immolés au repos des nations et à une sorte de patriotisme européen.

« Le vaillant héritier de Frédéric nous a prouvé que les chances des armes ne font pas tomber du trône un véritable roi, qu'il se relève toujours noblement soutenu par les bras de son peuple, et demeure invincible parce qu'il est aimé. La magnanimité d'Alexandre reproduit à nos yeux une de ces âmes antiques, passionnées pour la gloire. Sa puissance et sa jeunesse garantissent la longue paix de l'Europe ; son héroïsme, épuré par toutes les lumières de la civilisation moderne, semble digne d'en perpétuer l'empire, digne de renouveler, d'embellir encore l'image du monarque philosophe, présentée par Marc-Aurèle, et de montrer enfin sur le trône la sagesse armée d'un pouvoir aussi grand que les vœux qu'elle forme pour le bonheur du monde. »

« Pendant ce discours, continue Dussault, si bien conçu, si bien prononcé, on vit souvent les yeux du roi de Prusse se tourner vers ses fils, comme pour leur faire observer tout ce dont la plus tendre jeunesse est capable quand l'étude et le travail secondent les inspirations d'une heureuse nature. Les yeux du public se portaient alternativement, et sur les princes, et sur le jeune orateur, et sur sa mère, dont les larmes étaient aussi un bien touchant spectacle... A la fin de la séance on a vu, non sans attendrissement, les princes parler avec bonté, avant de quitter la salle, au jeune et intéressant littérateur que l'Académie venait de couronner, rapprocher leurs lauriers des siens, et donner au monde l'exemple auguste de la puissance souveraine consacrant sans faste les premiers triomphes du talent. Des pleurs coulaient de tous les yeux, les cris de *vive Alexandre ! vive le roi de Prusse !* sortaient de tous les cœurs, et les vieillards de l'Académie, les Nestors de notre littérature semblaient s'applaudir d'avoir assez vécu pour être témoins d'un spectacle qui surpasse tous leurs souvenirs. »

Et voilà, dirai-je à mon tour, avec le jeune lauréat de 1814, voilà les révolutions des empires! Quand M. Villemain adolescent se trouvait ainsi chargé de faire, en quelque sorte, les honneurs de la France aux chefs de la grande croisade européenne, prévoyait-il qu'un jour, ministre d'un gouvernement nouveau, issu des répugnances françaises pour les souvenirs de l'invasion étrangère, il se verrait souvent reprocher ce même discours autrefois accueilli avec tant d'enthousiasme? Et nous, biographe, qui, dans le cours de ces esquisses, avons battu des mains à toutes les voix qui s'élevèrent plus tard pour protester contre nos désastres, nous qui avons applaudi de toute notre âme, et les chants de Béranger, et la noble lettre du vieux maréchal Moncey, et les élégies patriotiques de Casimir Delavigne, nous faudra-t-il, pour être conséquent, réprouver les éloquentes paroles de bienvenue adressées, dans une circonstance solennelle, par un jeune Français à des ennemis qui se montraient généreux? — Nullement. — Il importe ici de distinguer les époques : nous avons subi deux invasions dont les conséquences sont fort différentes. Ce n'est pas en 1814, quand les alliés, laissant à la France ses limites de 92, lui donnant même la moitié de la Savoie, ne lui demandaient rien autre chose que la paix, ce n'est pas alors que le sentiment national froissé déborda en protestations patriotiques. A cette époque, nous pouvons le dire avec Béranger lui-même, l'opinion publique vit tomber Napoléon sans désespoir, et accueillit les promesses des Bourbons comme l'espérance d'un meilleur avenir. Mais plus tard, après les cent jours,

quand la dynastie restaurée, précipitée du trône par sa faute, rentrait de force par Waterloo, à la suite des monarques étrangers, non plus pacifiques et généreux, mais irrités et désireux de dédommagement et de vengeance, quand commença pour nous une série d'humiliations et de maux dont la trace n'est pas effacée, quand on nous arracha nos frontières, quand on démolit nos places fortes, quand on dégrada nos monuments, quand on désarma nos soldats, quand on spolia nos musées quand on nous accabla de contributions de guerre, ce n'est pas alors que M. Villemain eût voulu parler aux alliés de *magnanimité*, de *ligue désintéressée* et de *respect pour les arts*. S'il ne mêla point sa voix à toutes celles qui s'élevèrent alors contre les abus de la victoire, il ne l'associa pas non plus à ces éloges menteurs qui insultaient au deuil national; et son silence en 1815, la haute et brillante position qu'il conquit plus tard dans les rangs de ceux qui voulaient forcer la légitimité à faire alliance avec la liberté, ne font que rendre plus saillant encore le côté noble et digne de son début dans la carrière.

Abel François Villemain est né à Paris, le 11 juin 1791; sa mère, femme fort distinguée par l'esprit, l'accoutuma de très-bonne heure à l'étude, et son éducation fut des plus soignées. Placé d'abord en pension chez un maître célèbre, M. Planche, l'auteur du *Dictionnaire grec*, il se distingua par la précocité de son intelligence. « Vers l'âge de douze ans, dit M. Sainte-Beuve, il jouait la tragédie en grec à sa pension, dans les exercices de la fin de l'année; il sait encore, et récite aujourd'hui à nos oreilles un peu déconcertées, tout son rôle d'Ulysse de la tragédie de *Philoctète*.

En même temps qu'il puisait une instruction solide dans la pension Planche, il suivait les cours du *Lycée impérial* (aujourd'hui collége Louis-le-Grand). Deux universitaires célèbres, M. Castel, professeur de rhétorique latine, et le poëte Luce de Lancival, l'auteur d'*Hector*, professeur de rhétorique française, attiraient à leurs leçons de nombreux élèves. Le jeune Villemain ne tarda pas à éclipser tous ses condisciples; et ceux-ci se rappellent encore que parfois Luce de Lancival, dont la santé était chétive, se trouvant forcé de discontinuer sa leçon, appelait dans sa chaire son jeune favori. Ce dernier sortait des bancs et suppléait le professeur avec une aisance parfaite, à la grande admiration de tous ses camarades. Malgré cette supériorité, M. Villemain termina ses études sans prix d'honneur, il n'eut que l'accessit, mais on prétendit généralement qu'il y avait eu fraude de la part des juges du concours.

Quoi qu'il en soit, la réputation du jeune lycéen était déjà trop bien établie pour que l'université ne cherchât pas à se l'approprier. Pendant qu'il faisait son droit, il fut présenté par M. Roger à M. de Fontanes. L'élégant auteur du *Jour des Morts*, le ministre poëte prit en grande affection ce spirituel jeune homme qui devait un jour recueillir son héritage d'académicien et de grand-maître, et il lui accorda sur-le-champ une chaire de rhétorique au lycée Charlemagne. Un discours prononcé sur la tombe de Luce de Lancival fit admirer dans le monde le talent du professeur imberbe; et l'usage des harangues latines à la distribution des prix du concours général ayant été rétabli, M. Villemain fut le premier chargé, en 1811, de cette mission, dont il s'acquitta avec un grand éclat et une facilité merveilleuse. Il ne tarda pas à débuter comme écrivain; l'Académie française avait mis au concours l'*éloge de Montaigne*. M. Villemain, qui avait à peine vingt ans, résolut subitement de gagner le prix. En huit jours il écrivit sa dissertation; il avait pour concurrents MM. Victorin Fabre, Droz et Jay. Son œuvre l'emporta : elle fut couronnée par l'Académie dans la séance du 25 mars 1812. — Ce premier travail de M. Villemain, inséré dans le volume de ses œuvres intitulé *Discours et mélanges littéraires*, laisse déjà percer toutes les qualités qui le distingueront plus tard. Il est d'un style clair, élégant et souple, plein de finesse et d'esprit; le côté sérieux de Montaigne y est envisagé un peu superficiellement, mais l'idée est toujours juste, piquante et gracieuse; c'est déjà, au suprême degré, cet art de donner aux choses connues, aux idées courantes, le relief et l'attrait d'un paradoxe. Plus tard M. Villemain gagnera en force, en profondeur, en étendue; mais déjà la forme est trouvée, il a une manière à lui, et c'est fort rare dans un écrivain de vingt ans.

A une époque où tout aliment politique était refusé aux esprits, un succès d'académie avait plus d'importance et de durée qu'aujourd'hui. Le brillant protégé de M. de Fontanes se vit bientôt accueilli et recherché dans les salons les plus littéraires et aussi les plus élégants. Chez M. Suard, chez M. de Narbonne, chez la princesse de Vaudemont, on s'arrachait cet écolier-professeur qui savait à propos mettre de côté la gravité doctorale,

pour conquérir déjà cette grande renommée de causeur spirituel qui n'a fait que se confirmer chaque jour davantage. La physionomie générale de la littérature d'alors était parfaitement calme et inoffensive; les quatre ou cinq plumes rétives au panégyrique impérial brillaient par leur isolement. Bien qu'il fût médiocrement amoureux du régime militaire, et assez peu passionné pour cet éternel bruit de canon qui étouffait toute liberté de parole, M. Villemain n'était pas homme à engager prématurément son avenir en luttant de front contre le génie appuyé sur la force; mais il avait en même temps assez d'indépendance de caractère, et assez de perspicacité dans l'esprit, pour aimer à se tenir en dehors de la cohue des porte-encensoirs : il s'abstint le plus possible. Sa position, encore secondaire dans l'université, lui permit de se dérober mieux que son patron, M. de Fontanes, à ce rude métier de louangeur officiel; il loua le maître, mais rarement, dans quelques occasions obligées et en latin, ce qui fit sans doute qu'on s'étonna moins de le voir plus tard appuyer sur le blâme en bon français [1]. Il est à remarquer toutefois que, dans le discours aux souverains alliés déjà cité en commençant, M. Villemain a le bon goût de s'abstenir de toute insulte à l'empereur déchu. Il est beau, dans une situation si provoquante, si entraînante, au milieu de passions dont on peut juger par l'article de Dussault, il est beau à un jeune homme de vingt-deux ans d'avoir su trouver en lui ce ton de modération et de dignité, le seul que l'histoire comporte. *Le discours sur les avantages et les inconvénients de la critique,* qui valut à M. Villemain sa seconde palme académique, est toujours riche de ce fonds d'élégance, de tact et de grâce dont le jeune écrivain était déjà abondamment pourvu. La part que le lauréat fait à la critique est peut-être un peu mesquine. Son discours n'est guère qu'une paraphrase ingénieuse du vers de Boileau : *La critique est aisée et l'art est difficile.* M. Villemain nous a prouvé plus tard, par son exemple, que la critique entendue d'une certaine manière est bien aussi difficile que l'art.

Ce second triomphe fut bientôt suivi d'un troisième; l'Académie, dans sa séance du 25 août 1816, décerna à M. Villemain le prix d'éloquence. Le sujet mis au concours était l'éloge de Montesquieu. L'ouvrage couronné débute par un exorde très-heureux. M. Villemain arrive au sujet par une route large et fleurie; une fois entré en matière, il déploie toutes les ressources de son style; la forme de ce travail est d'une correction, d'une ampleur et d'une élégance achevées. Et pourtant je crois que l'Académie, en se pressant d'appeler M. Villemain dans son sein, et en l'empêchant ainsi de monopoliser ses palmes, fit une chose également utile à elle et à lui. Il était à craindre en effet que le brillant critique ne finît par se gâter la main dans ces tournois à fer émoussé. L'éloge de Montesquieu est un beau morceau de style, mais ce n'est rien de plus. Toutes les grandes questions qu'un tel nom soulève sont à peine touchées; ou si l'écrivain les effleure en passant, c'est toujours par le côté connu, je dirai presque rebattu. Autant cette lecture est attrayante par la forme, autant elle est insuffisante par le fond; elle produit sur l'esprit l'effet que produit sur l'estomac un aliment agréable au goût, mais dépourvu de suc et de substance; il n'en reste rien ou presque rien [2]. Voilà pourquoi j'ai hâte de laisser là tout le bagage académique de M. Villemain, pour passer à une série de productions plus originales et bien supérieures.

Mais comme mon sujet a deux faces, il faut d'abord que je dise un mot de la physionomie politique de M. Villemain sous la restauration. Dès son entrée dans la vie publique, le jeune professeur se rangea parmi ceux qui voulaient concilier dans une certaine mesure la légitimité et la liberté; il accueillit les Bourbons avec sympathie, et il les aima de bonne foi; nourri des grands souvenirs de la tribune anglaise, il espéra voir naître pour son pays des jours pareils, sous les auspices de la Charte octroyée.

[1] Le *Moniteur* du 13 août 1812 contient une courte mention d'un discours latin prononcé par M. Villemain à la distribution des prix du concours général. Ce discours, consacré à détailler les avantages de l'étude des langues anciennes, se terminait par la péroraison de rigueur. « Les applaudissements, dit le journal officiel, « ont couvert cette péroraison. Le ton de l'orateur a « paru s'élever avec son sujet quand il a représenté Napoléon ranimant les bonnes études, l'Université entre« tenant de sa gloire les générations qu'il lui confie, et « les préparant à servir un jour l'enfant auguste qui est « l'espoir de la France et du monde. »

[2] M. Villemain a plus tard, dans sa belle leçon sur Montesquieu, amplement réparé ce défaut qui tient à la nature même d'une dissertation académique.

Aussitôt après la seconde restauration, en même temps qu'il était nommé à une chaire d'éloquence à la Faculté des lettres, ses liaisons avec M. Decazes et les hommes connus sous le nom de *doctrinaires* le firent entrer au ministère en qualité de chef de la division de l'imprimerie et de la librairie. Nommé ensuite maître des requêtes au conseil d'État, il prit part à toutes les luttes de son patron contre le parti ultra, luttes déjà indiquées ailleurs, et il sortit des affaires avec lui. En 1827, vers la fin du triumvirat Villèle, Corbière et Peyronnet, il se trouva engagé en plein dans l'opposition; cette période de sa vie politique est en même temps le point culminant de sa vie littéraire que nous allons reprendre avec plus de détails.

Son professorat n'eut pas tout d'abord l'éclat et le retentissement qu'il a eu par la suite; de 1816 à 1826, il s'occupa, au milieu de diverses interruptions, de l'histoire littéraire du xve, du xvie et du xviie siècle. De toute cette partie de son cours, deux leçons d'ouverture insérées dans les volumes des *Mélanges* ont seules été conservées. On peut juger par ces deux leçons et aussi par le témoignage des journaux d'alors, notamment par une série d'articles insérés dans le premier volume du *Globe*, combien le professeur s'éloignait déjà des vieilles traditions de la critique scolastique, de quelle faveur la jeunesse entourait son cours, et quel grand pas il faisait faire à l'enseignement littéraire; mais c'est plus tard, dans les dernières années de la restauration, que M. Villemain, grandissant toujours, excité, enflammé en quelque sorte par son propre succès et les triomphes éclatants de deux collègues, s'éleva à cette hauteur qui permit au *Globe* d'appeler, sans exagération aucune, ses leçons : *un des événements intellectuels les plus importants de l'époque*.

Divers travaux remplissent l'intervalle qui nous sépare de cette belle période de la vie de M. Villemain.

Après son *Éloge de Montesquieu*, renonçant aux lauriers académiques, M. Villemain comprit que la France attendait de lui des travaux plus solides; il écrivit son *Histoire de Cromwell* qui parut en 1819.

Cet ouvrage eut un succès bien mérité : le sujet était grand et scabreux, vu les temps. M. Villemain se mit à l'aise dans un système d'exposition pure et simple qui lui permit d'aborder son œuvre avec franchise. Laissant de côté l'appréciation dogmatique de la révolution anglaise, il se contenta de dérouler les faits dans toute leur vérité, en les ornant de son beau langage qu'il sut merveilleusement approprier à la gravité de la matière. Le lauréat académique fit place à l'historien; avec la même élégance, la même clarté, M. Villemain débarrassa son style de ces rédondances, de ces hors-d'œuvre, de ces périodes cicéroniennes, de ce fatras d'école que les Anglais appellent *bombast*. Simple, net, et presque exclusivement narrateur à la manière antique, l'auteur de l'*Histoire de Cromwell* brille surtout dans l'exposition des faits et la peinture des caractères; il raconte comme Thucydide, parfois il peint d'un trait à la manière de Tacite. Ses réflexions sont courtes, judicieuses et souvent empreintes de cette énergique concision qui distingue l'annaliste romain. Il y a, à mon avis, une grande distance entre le parlage facile et brillant du lauréat de l'Académie et la facture de l'historien de Cromwell; vous rencontrez là des pages pleines de pensées, des passages qui vous saisissent puissamment, dans le genre de celui-ci par exemple : « Une des causes qui font que dans une révolution « le parti le plus violent grossit et prédomine, c'est « qu'il a tous les lâches pour recrues [1]. » Ces trois lignes, qui renferment trois *qui* ou *que*, me paraissent préférables aux plus harmonieuses périodes de l'*Éloge de Montesquieu*.

L'impartialité historique de M. Villemain fit assez mauvais effet dans le parti royaliste : on s'attendait à un violent réquisitoire contre le Protecteur et la révolution anglaise; au lieu de cela, on n'eut qu'un exposé éloquent des pièces du procès. Quand M. Villemain entra à l'Académie, M. Roger, chargé de le recevoir, se crut obligé de le tancer un peu à ce sujet. Le discours du digne auteur de *l'Avocat*, homme très-loyal, mais d'opinion un peu fougueuse, est assez amusant sous ce rapport. « Vous êtes royaliste, monsieur, semble-t-il dire à M. Villemain, plus royaliste que vous ne croyez, aussi royaliste que moi; et la preuve, c'est qu'un jour vous m'avez déclaré ceci, un autre jour vous m'avez répondu cela. » M. Roger a dû se convaincre plus tard qu'il s'était un peu exagéré le royalisme de M. Villemain.

C'est en 1821 que l'auteur de l'*Histoire de Cromwell* fut appelé, malgré sa jeunesse (il n'avait pas encore trente ans), à hériter du fauteuil de M. de Fontanes; l'affection et la reconnaissance qu'il portait à son prédécesseur donnèrent à son discours

[1] *Histoire de Cromwell*, t. Ier, p. 67.

un attrait assez rare dans ces sortes de compositions, l'attrait qui naît d'une émotion vraie et profondément sentie. En louant avec abandon et sans réserve celui avait protégé ses premiers pas dans la vie, M. Villemain laissa parler son cœur, et il fut éloquent.

L'année suivante, en 1822, le nouvel académicien fut chargé de répondre au vénérable Dacier, qui succédait au duc de Richelieu; j'aime à noter dans ce discours, au milieu de louanges sans doute bien sincères et peut-être aussi légitimes à l'adresse de Louis XVIII, de nobles et patriotiques paroles sur les malheurs de la France en 1815.

Cependant Louis XVIII mourut, les royalistes constitutionnels furent expulsés des affaires, le cabinet Villèle se forma. Charles X, à son avénement, avait débuté par l'abolition de la censure; mais les esprits éclairés et judicieux commençaient à s'inquiéter des tendances du ministère, appuyé sur une majorité fougueuse sortie des élections qui suivirent la guerre d'Espagne.

Plusieurs écrivains ont reproché à M. Villemain d'avoir, à cette époque, adressé à Charles X de pompeux éloges, soit comme président de l'Académie, soit à l'ouverture de son cours de 1824. Il me semble que si l'on eût examiné avec quelque attention les passages incriminés, on eût reconnu au contraire que M. Villemain excellait déjà dans un art qu'il possède au plus haut degré, celui de cacher sous la louange une vérité, un avertissement ou même une censure.

« Monarque aimable et vénéré, dit M. Villemain en 1824 en parlant de Charles X, il a la loyauté des mœurs antiques et les lumières modernes; sa religion est le sceau de sa parole—(suit une énumération des qualités attribuées au roi, qui se termine ainsi :) -- Ses paroles semblent un bienfait public parce qu'elles sont toujours l'expression de *cette âme française et loyale qui veut régner par les lois, qui met sa grandeur à les respecter, et mesure son pouvoir sur l'amour, les espérances et les institutions de son peuple.* »

Si l'on admet que Charles X fût déjà dans l'intention de mettre sa volonté à la place des lois, on est bien forcé d'admettre que le compliment du spirituel académicien dut le flatter médiocrement [1].

Les opinions politiques de M. Villemain me semblent avoir subi une progression analogue à celle de ses opinions littéraires. Dans les deux routes il a marché avec son temps sans le devancer jamais. Les aventureux, les *oseurs* en tous genres, ont leur beau côté d'originalité et d'énergie, mais ils ont aussi leur côté faible qui se résout, en politique, par des chimères, et en littérature par des absurdités. Ces deux choses, la chimère politique et l'absurdité littéraire, sont essentiellement antipathiques à la nature de M. Villemain. Schlegel dit quelque part que l'esprit tue l'enthousiasme; M. Villemain est sans doute susceptible d'enthousiasme, car il a une grande vivacité d'imagination; mais cette imagination est si puissamment pondérée par la raison, qu'il est, je crois, aussi impossible à M. Villemain d'être un novateur audacieux qu'un routinier entêté. Cette espèce d'équilibre parfait entre l'imagination et la raison donne à la physionomie littéraire et politique de M. Villemain un je ne sais quoi de complexe et d'original; elle est à la fois grave et animée, régulière et mobile, prudente comme la tradition et ardente comme la nouveauté.

Dans le grand mouvement d'idées qui s'est fait autour de M. Villemain depuis vingt-cinq ans, vous le trouvez toujours à égale distance des impétueux et des retardataires; il prend aux uns et aux autres ce qui lui paraît juste et vrai, il en fait un mélange à lui, il le façonne à sa guise, sous la double influence des deux facultés dont j'ai parlé plus haut; et cela devient une espèce de symbole de foi politique ou littéraire, auquel il reste assez fidèle malgré l'assaut des faits ou des idées, pour qu'on puisse dire de lui comme de quelques autres esprits éminents, que s'il n'est pas toujours parfaitement semblable à lui-même dans les détails, du moins les grandes lignes de son existence n'ont point fléchi. C'est ainsi qu'en politique, unissant l'amour de l'ordre et l'amour de la liberté dans une croyance volontiers formulée par ces trois principes : monarchie représentative, liberté de la presse et jugement par le jury, vous le verrez après la révolution de juillet, où il a été, comme il l'a dit lui-même, *jeté*, plutôt qu'il n'y est entré de propos délibéré, mais qu'il a franchement adoptée, vous le verrez, dis-je, quand les points d'appui de sa religion lui paraissent ébranlés, se séparer avec éclat de ses anciens amis, pour défendre à la tribune de la Chambre des pairs les mêmes principes qu'il défendait sous le ministère Villèle dans sa chaire de professeur, et à l'Académie où il rédigeait conjointement avec MM. de Chateaubriand et Lacretelle une supplique au roi contre la cen-

[1] Toutes les harangues de M. Villemain, à cette époque, ont ce même caractère *amphibie*.

sure. Il est bien vrai que les lois de septembre n'ont pas empêché, plus tard, M. Villemain d'accepter un portefeuille; mais enfin il les a combattues, et ce n'est probablement pas lui qui voudrait aujourd'hui s'opposer à leur abolition ou au moins à leur réformation [1].

C'est ainsi qu'en littérature M. Villemain, séparé à la fois des classiques et des romantiques, marchant d'un pas ferme et délibéré entre Laharpe et Schlegel, tenant, comme dit en parlant de lui M. de Chateaubriand, par le bon goût du style à l'ancienne école et par les idées à la nouvelle, capitule assez volontiers sur l'article des vieilles entraves poétiques ou dramatiques, mais à la condition *sine quâ non* de la pureté, de la clarté quant à la forme, de la vérité et du naturel quant au fond [2].

Appuyé sur ces principes fondamentaux, M. Villemain procède en toute liberté à cette haute mission de critique remplie par lui avec tant de popularité et d'éloquence dans les dernières années de la restauration; j'engage fortement le lecteur qui voudrait étudier à fond de graves questions que je puis à peine indiquer ici, à comparer le cours de littérature dramatique de Schlegel au cours de littérature de M. Villemain, en y joignant surtout l'excellente notice sur Shakspeare, publiée dans le volume des *Nouveaux mélanges historiques et littéraires*. Ce rapprochement est curieux à faire: on y verra sur quels points se rencontrent et sur quels points se séparent deux critiques éminents, tous deux également brillants, éloquents dans l'exposition; dont l'un, Schlegel, plus passionné, ce qui semble assez étonnant vu sa qualité d'Allemand, est à mon sens, tout préjugé national mis à part, bien inférieur au critique français, quant à la pénétration, à la justesse, à la finesse du coup d'œil; et dont l'autre, M. Villemain, venu après Schlegel, me paraît évidemment un produit, sinon direct, au moins éloigné du vigoureux mouvement d'idées soulevé par ce dernier. Tous deux professent pour l'antiquité grecque un enthousiasme égal, et tous deux l'ont profondément étudiée. M. Villemain lui-même, tout en combattant l'opinion de Schlegel sur l'absence totale d'originalité du théâtre français du XVIIe siècle, tout en admirant avec *adoration*, comme il dit, le génie de Racine, lui refuse le sentiment complet de l'antiquité, et n'hésite pas à déclarer que ce n'est pas dans ses tragédies grecques-françaises qu'il faut chercher son chef-d'œuvre; mais avec quelle sûreté de goût, avec quelle vigueur de style, il venge le théâtre français du superbe dédain du critique allemand! avec quelle force de logique, plus impartial que lui, et accordant au théâtre romantique, dans la personne de Shakspeare, tout ce qu'on peut lui accorder, il retourne contre ce théâtre tous les arguments de Schlegel! Comme il bat en brèche ce fanatisme shakspearien, qui consiste à présenter, dans des théories faites après coup, la barbarie même qu'un grand génie recevait de son temps, comme la plus belle innovation de ce génie!

Je laisse là ce parallèle qui m'entraînerait trop loin; le lecteur pourra le continuer lui-même. Mais c'est surtout dans un admirable et complet tableau de toutes les productions du XVIIIe siècle, que M. Villemain, mélangeant dans les proportions les plus heureuses et les plus neuves la biographie, l'histoire et l'analyse littéraire, laisse bien loin derrière lui tous les critiques antérieurs. Nous possédons du cours de M. Villemain six volumes; le premier, qu'il a rédigé tout récemment, de mémoire, traite de la première moitié du XVIIIe siècle. Les cinq autres, sténographiés au fur et à mesure des leçons, sont

[1] Il n'y a pas bien longtemps encore que, sous le ministère du 1er mars, M. Villemain disait à M. Thiers (séance de la chambre des pairs du 24 avril 1840) : « Je « remercierai M. le président du conseil le jour où, dé« truisant son ouvrage, il modifiera l'article des lois de « septembre relatif à l'attentat et à la compétence de « la chambre des pairs en matière de presse. »

[2] C'est avec ce même esprit d'éclectisme judicieux et inquisiteur, tantôt sympathique avec modération, tantôt légèrement railleur, que M. Villemain a vu passer devant lui toutes les idées, toutes les passions et toutes les utopies de son temps; voici à ce sujet un petit épisode que je prends dans les souvenirs d'un voyage en France, tracé par un philosophe allemand, par Gans. C'était dans les beaux jours du saint-simonisme; le digne philosophe invita à dîner, au Rocher de Cancale, M. Villemain en compagnie de quelques adeptes assez fervents de la religion nouvelle. La conversation tomba naturellement sur le saint-simonisme. M. Villemain objectait qu'il ne comprenait pas une religion sans abnégation, sans sacrifice, sans martyrs. « Ces martyrs, s'écria un novateur fougueux, dont l'ardeur s'est un peu amortie depuis, ces martyrs, ils se trouveront! — Mais les martyrs chrétiens, répliqua M. Villemain, ne dînaient pas au Rocher de Cancale. » Cette réponse parut sublime au docteur berlinois; il consacre trois ou quatre pages allemandes à en développer le sens sérieux et profond; j'aime autant laisser le lecteur sous l'impression de l'esprit français de M. Villemain.

consacrés, une partie au moyen âge, et l'autre au XVIIIe siècle, dont le professeur poursuit l'analyse littéraire jusqu'à Mme de Staël et à M. de Maistre. C'est dans cette partie que se trouvent ces belles leçons sur la tribune anglaise et la tribune française, dont chacune faisait événement dans Paris, pour aller, aussitôt prononcée et recueillie par la sténographie, se répandre dans tous les coins de la France; c'est dans les derniers temps de la restauration, quand tous les esprits fermentaient, avides de liberté et de gloire, que M. Villemain traçait, devant la jeunesse ardente qui se pressait autour de sa chaire, d'éloquents portraits de Chatam, de Burke, de Pitt, de Fox, de Mirabeau. *Le Globe* d'alors, renonçant à peindre la parole rapide et saisissante de M. Villemain, se contentait de répéter ce mot d'Eschine sur Démosthène : « Que serait-ce si vous aviez entendu le monstre lui-même! » N'ayant pas eu quant à moi l'avantage de l'entendre, je ne puis mieux faire que de reproduire ici un portrait tracé par M. Sainte-Beuve, avec cette finesse de touche qui caractérise le talent du peintre :

« Dans cette chaire où il monte avec une négligence qui pour être extrême n'est pas disgracieuse, dans cette chaire où il se courbe, sur laquelle il frappe avec un manque apparent de gravité qui donne le démenti aux préceptes de Cicéron et qui brave le *deformitas agendi* interdit à l'orateur, écoutez-le ! Sa voix sonore et chantante avec agrément, mélodieuse et sachant les nombres, a dès l'abord tout racheté. Il se penche, il s'avance des lèvres vers l'auditoire. Si le premier banc, légèrement reconnu, ne le gêne point par quelques figures peu compatibles et contradictoires, sa parole se lance. Il s'inquiète encore de son auditoire sans doute, mais c'est de tous alors et non de quelques-uns; son esprit alerte et souple donne sur tous les points à la fois de cette demi-circonférence qui ondule et frémit d'une rumeur flatteuse autour de lui. Il ne se tient pas serré au centre, ferme et *ramassé* en soi, comme Bossuet l'a dit quelque part de l'abbé de Rancé; — non, — il ne ramène pas à lui impérieusement son auditoire sur un point principal autour de la monade *moi*, comme faisait, dans sa manière différemment admirable, M. Cousin; mais penché au dehors, rayonnant vers tous, cherchant, demandant à l'entour le point d'appui et l'aiguillon, questionnant, et, pour ainsi dire, agaçant à la fois toutes les intelligences, allant, venant, voltigeant sur les flancs et comme aux deux ailes de sa pensée, quel spectacle amusant et actif, quelle étude délicieuse que de l'entendre!... Il a ce que les anciens appelaient les jeux de l'orateur (*dicta, sales*), l'anecdote aiguisée, la sortie imprévue que son masque expressif et spirituel accompagne; et si la saillie est trop forte, trop hardie (jamais pour le goût), si elle a trop porté, il la ressaisit au vol, il la retire, et elle échappe encore; et c'est alors une lutte engagée de la vivacité et de la prudence, un miracle de flexibilité et de contours, et de saillies lancées, reprises, rétractées, expliquées toujours au triomphe du sens et de la grâce. »

Bientôt la révolution de Juillet vint enlever M. Villemain à sa chaire de professeur, à ses travaux littéraires, et le jeta complétement dans les affaires [1]. Élu député de l'Eure au commencement de 1830, il s'était rangé parmi les 221; présent à Paris lors de la publication des Ordonnances, il fit partie de la première réunion des quatorze députés qui se rassemblèrent, le lundi 26, chez M. Delaborde, pour aviser aux moyens de parer au coup d'État imprévu qui menaçait la constitution. La pensée de M. Villemain suivit la progression de la pensée publique, en même temps qu'il participait à tous les actes, à toutes les protestations de la réunion des députés présents à Paris. Le vendredi 30 juillet, il croyait encore à la possibilité du maintien de la dynastie, le lendemain il n'y croyait plus, et huit jours après, dans la mémorable séance où le trône, déclaré vacant en fait et en droit, fut adjugé à Louis-Philippe, nous voyons M. Villemain se lever pour combattre l'opinion de M. Berryer, qui essayait, en admettant l'urgence de la rectification de la charte, de faire réserver la question dynastique. M. Villemain repousse cette division, soutient que « l'intérêt premier est à la fois que le trône soit occupé et que les libertés publiques soient garanties, invoque les traditions de la révolution anglaise de 1688, et déclare que la prompte nomination de Louis-Philippe lui paraît le seul moyen de relever les barrières de l'ordre public et les garanties des libertés. »

Membre du comité de révision de la charte, il

[1] Au sommaire forcément écourté des productions de M. Villemain, je dois ajouter ici une sorte de poëme en prose intitulé *Lascaris ou les Grecs du XVe siècle*, publié avec un grand succès, en 1825, au plus fort de la lutte des Hellènes contre l'oppression musulmane. Cet ouvrage est suivi d'un *Essai historique sur l'état des Grecs, depuis la conquête musulmane*, où M. Villemain se montre l'avocat habile et chaleureux de la cause grecque. Je ne puis également qu'indiquer plusieurs notices très-remarquables, un beau tableau de l'agonie du polythéisme et de l'éloquence chrétienne au IVe siècle, et divers autres travaux que le lecteur trouvera dans les volumes de *Mélanges* déjà cités. La dernière édition du Dictionnaire de l'Académie contient encore une belle dissertation de M. Villemain sur l'histoire de la langue française.

s'accocia à M. Dupin pour défendre l'inamovibilité des juges ; il se prononça contre les échafauds politiques et se montra, durant cette session, partisan des doctrines de modération et de liberté ; membre du conseil royal de l'instruction publique, nommé ensuite vice-président de ce même conseil, et obligé, par conséquent, de se soumettre à une réélection, il échoua dans sa nouvelle candidature[1], et, n'ayant pas été réélu, il fut élevé, le 11 octobre 1832, à la dignité de pair de France. Dans les grandes luttes que les premiers ministères de Juillet eurent à soutenir dans les rues de Paris et en Vendée contre les partis, il appuya de sa parole et de son vote toutes les mesures du gouvernement; plus tard, après la victoire définitive du pouvoir, il se montra partisan assez tiède des procès politiques adjugés à la chambre des pairs. Lorsque, après l'attentat de Fieschi, le cabinet du 11 octobre crut devoir modifier la législation sur la presse et restreindre les attributions du jury, M. Villemain attaqua la loi proposée dans un discours qui fit une grande sensation ; c'est un des meilleurs qu'il ait jamais prononcés. Il traita la question sous toutes ses faces avec une grande supériorité ; il s'appuya sur ce principe constamment soutenu par lui sous la restauration, et alors défendu par M. de Broglie lui-même, rapporteur du projet de loi sur la presse de 1819, que les délits de la presse, étant des délits d'opinion, ne pouvaient ressortir que d'un tribunal d'opinion, c'est-à-dire du jury ; il combattit la qualification d'attentat par laquelle on cherchait à tourner le principe ; il soutint que le projet ministériel était plus restrictif de la constitution que les plus mauvaises lois de la restauration, et enfin il établit que la juridiction déférée à la chambre des pairs lui était plus nuisible qu'utile.

Quand se forma la coalition contre le ministère Molé, M. Villemain fut, dans la chambre des pairs, son plus vigoureux champion ; associé à MM. Odilon Barrot, Guizot et Thiers, il rompit des lances en faveur du ***gouvernement parlementaire*** contre le ***gouvernement personnel***. Ce combat de mots ne produisit, on le sait, d'autre résultat qu'un ministère de plus, celui du 12 mai, et M. Villemain, membre du nouveau cabinet, reprit naturellement la thèse de M. Molé sur la fusion, la conciliation des partis intermédiaires, le tout au grand scandale de M. Odilon Barrot, réclamant l'exécution du programme, et des ministres déchus du 15 avril, demandant à quoi bon un nouveau ministère.

[1] Dans un de ses discours à la chambre des pairs, M. Villemain attribue sa non-réélection à son vote sur l'inamovibilité des juges.

On sait comment finit le cabinet du 12 mai ; né d'un incident, l'émeute Barbès, il mourut d'un incident, le vote sur la dotation du duc de Nemours. Cette brusque manière de mourir fut pénible à M. Villemain ; il aurait voulu tomber grandement, sur une question de principes, après une discussion solennelle ; mais être tué sournoisement et sans bruit, trouver la mort au fond d'un scrutin, ***être étouffé***, comme il disait spirituellement, ***entre deux portes***, voilà ce que M. Villemain ne pardonna jamais à ses successeurs, les ministres du 1er mars. De là des discussions très-vives, et même un peu aigres, avec ces derniers, touchant leur origine.

Enfin arriva pour M. Villemain l'occasion d'une éclatante revanche. La politique extérieure léguée au cabinet du 1er mars par les cabinets précédents porta ses fruits ; le traité du 15 juillet isola la France ; il fallut avancer ou reculer : M. Thiers voulut marcher en avant ; la chambre et la royauté refusèrent de le suivre ; il tomba. M. Villemain rentra aux affaires avec M. Guizot. Dans la bruyante discussion de l'adresse, tout en blâmant chez les autres la ***polémique rétrospective***, le spirituel orateur ne s'en fit pas faute ; oubliant qu'en avril 1839 il avait été ***Égyptien*** autant que personne, que le maintien ***des droits acquis*** de Mohammed-Aly lui avait paru pour la France une question vitale, il s'efforça de rejeter sur M. Thiers toute la responsabilité de la situation ; ce qui donna encore lieu à une de ces guerres d'épigrammes où M. Villemain est un adversaire très-dangereux.

En résumé, professeur, écrivain, secrétaire perpétuel de l'Académie, pair de France et ministre de l'instruction publique, M. Villemain a bien mérité des lettres et de son pays. L'université n'a jamais eu à sa tête un grand maître plus digne de la représenter par la parole, par la science, par le zèle et par la haute dignité d'une vie intègre e pure. S'il n'est pas le plus éloquent, M. Villemain est certainement le plus élégant de nos orateurs politiques. L'***Histoire de Cromwell*** lui assure déjà une belle place parmi nos historiens ; mais voilà quinze ans que la France attend de lui une histoire de Grégoire VII, qu'on dit son chef-d'œuvre ; on ajoute que ce grand ouvrage est fait et refait. Pourquoi donc M. Villemain ne le publie-t-il pas?

M. de Lafayette.

> Je déclare que, quoique j'aime mieux la république que la monarchie, j'aime mieux la liberté que la république... Au reste, la déclaration contenant toute ma doctrine est datée du 11 juillet 1789. Qu'on assure cela à tous les citoyens, et je suis content.
>
> LAFAYETTE.

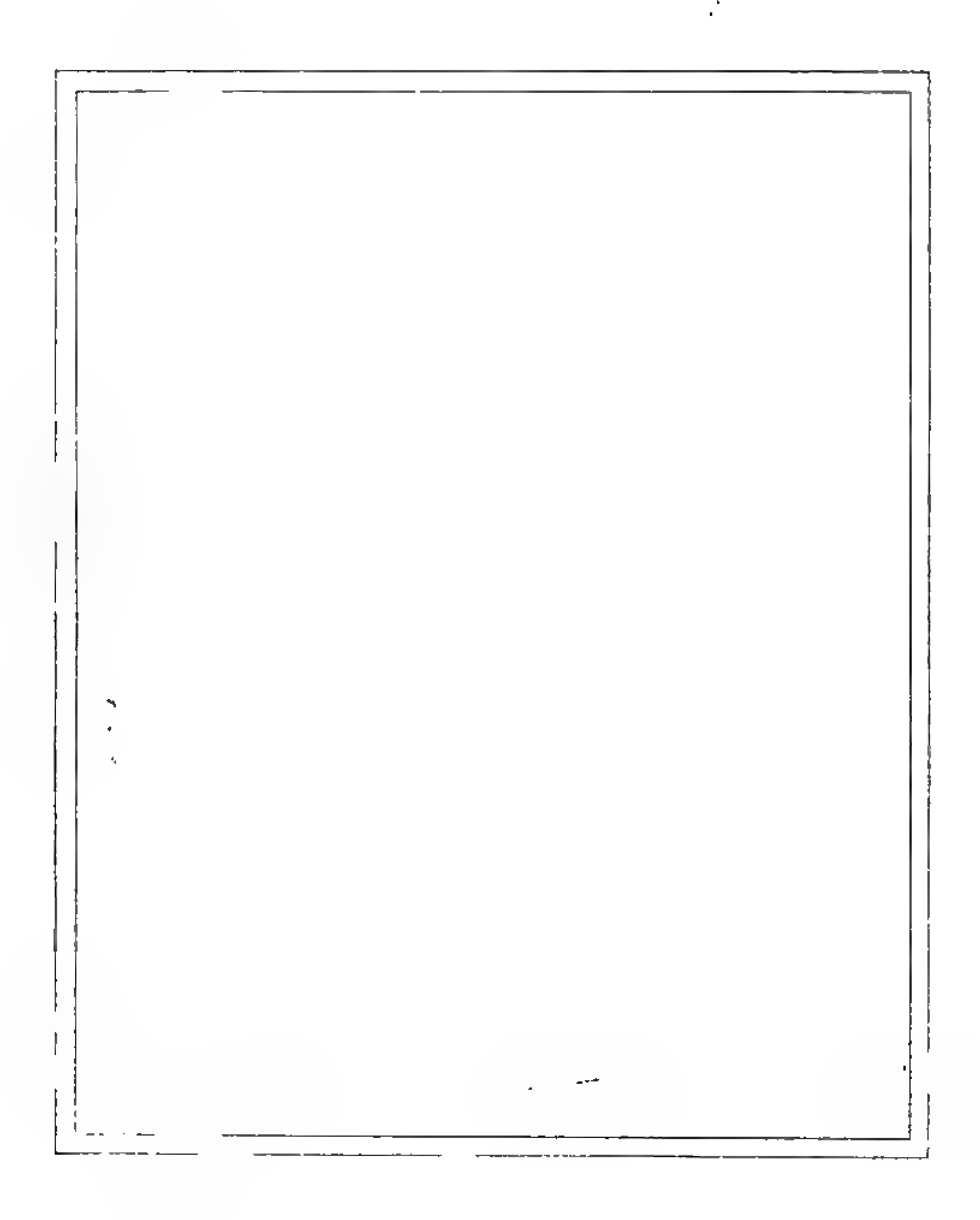
Il a été donné au même homme, dans l'espace d'un demi-siècle, de prendre une part active aux quatre plus grands événements qui aient agité le monde moderne : la révolution d'Amérique, la révolution française de 1789, la chute de Napoléon, et la révolution de juillet 1830. Ce fait unique suffit déjà en lui-même pour expliquer la signification révolutionnaire attachée partout au nom de Lafayette. Maintenant, quelle est la valeur historique de ce nom, le plus populaire de tous les noms contemporains, après celui de Napoléon ? De quels éléments se compose la gloire de Lafayette ? Voilà ce que nous allons tenter d'éclaircir, par l'examen des faits, avec une impartialité d'autant plus facile que l'homme et ses œuvres appartiennent aujourd'hui complétement à l'histoire [1].

Pendant la guerre de sept ans, qui fut si fatale à nos armes, à la bataille de Minden, un jeune colonel aux grenadiers de France, atteint d'un boulet de canon, mourait à vingt-cinq ans, laissant une veuve enceinte dans un vieux manoir de l'Auvergne. C'est dans ce manoir de Chavaniac, près Brioude, que naquit, le 6 septembre 1757, Marie-Paul-Joseph Gilbert de Motier, marquis de Lafayette. Elevé d'abord sous les yeux de sa mère, femme distinguée, issue d'une noble famille bretonne, l'enfant révéla de bonne heure, sous un extérieur calme et froid, un caractère indépendant, enthousiaste et aventureux ; il raconte lui-même dans ses Mémoires que, dès l'âge de huit ans, il formait le projet de courir le monde pour chercher de la réputation. On parlait alors beaucoup à Chavaniac d'une hyène qui ravageait le voisinage; les chasseurs se mettaient en campagne; le cœur du jeune Gilbert battit pour cette hyène, et l'espoir de la rencontrer anima souvent ses promenades.

A onze ans il fut conduit à Paris, et placé au collége du Plessis, où il fit d'assez bonnes études, troublées cependant par le désir d'étudier sans contrainte. « Je ne méritai guère, dit-il, d'être châtié; mais, malgré ma tranquillité ordinaire, il eût été dangereux de le tenter. » Son professeur de rhétorique, M. Binet, aimait à raconter plus tard que, donnant un jour à ses élèves pour sujet d'amplification le portrait du cheval parfait, que la simple vue de la verge suffit à rendre obéissant, seul de tous le jeune Lafayette, au lieu de broder ce canevas, s'était obstiné à peindre comme cheval modèle le noble animal qui, à la première menace, se *cabrait* et *renversait son cavalier*. A treize ans l'écolier perdit sa mère; à seize ans, orphelin, dernier représentant des Lafayette [2], et possesseur

[1] Depuis la mort du général, sa famille a publié, sous le titre de *Mémoires, correspondance et manuscrits du général Lafayette*, une collection de documents, formant six volumes, dont je me servirai beaucoup pour ce travail biographique.

[2] La branche aînée de cette famille, à laquelle appar-



d'une fortune considérable qui lui venait de son grand-père maternel, le marquis de la Rivière, il sortit du collége, et fut marié presque aussitôt avec une jeune personne de quatorze ans, Mlle Adrienne de Noailles, seconde fille du duc d'Ayen, dont l'histoire devait un jour consacrer le courage et le dévouement conjugal.

Riche, bien né et allié à une famille illustre dont le crédit était considérable, le jeune marquis eût pu sans peine faire un beau chemin à la cour; ses nouveaux parents voulaient le placer dans la maison de Monsieur, depuis Louis XVIII. Il refusa l'avantage qu'on lui offrait, préférant son indépendance et un emploi militaire à tout emploi de cour. Je crois bien qu'il s'est un peu surfait, quand il écrivait, vingt-trois ans plus tard, à la sortie d'Olmütz [2] :

« Une passion irrésistible, qui me ferait croire aux idées innées et à la bonne foi des prophètes, a décidé ma vie; l'enthousiasme de la religion, l'entraînement de l'amour, la conviction de la géométrie, voilà comme j'ai toujours aimé la liberté. Au sortir du collége, où rien ne m'avait déplu que la dépendance, je vis avec mépris les grandeurs et les petitesses de la cour, avec pitié les futilités et l'insignifiance de la société, avec dégoût les minutieuses pédanteries de l'armée, avec indignation tous les genres d'oppression. »

Quand on se peint ainsi de mémoire et à distance, il se mêle toujours dans le portrait un peu de fantaisie; on aime à se voir tout d'une pièce, et les idées présentes déteignent sur les souvenirs du passé. Sans admettre que M. de Lafayette fût déjà aussi en avant de son temps, on doit le ranger naturellement parmi ces jeunes et élégants patriciens philosophes qui, nourris de Voltaire et de Rousseau, et pareils à M. Jourdain faisant de la prose, faisaient alors de la démocratie sans le savoir.

Quand le jeune Lafayette entra dans le monde, la cour de Versailles avait dû aux intrigues, aux lâchetés et aux sottises du règne de Louis XV de perdre toute influence en Europe; la France était presque descendue au rang d'une puissance secondaire. Epuisée par la guerre de sept ans, elle avait laissé s'accomplir sous ses yeux le partage de la Pologne; elle avait cédé le Canada, sa plus belle colonie, à l'Angleterre, dont le pavillon flottait triomphant sur toutes les mers. Au milieu de cet abaissement politique, il régnait dans les esprits une sourde fermentation produite à la fois par le besoin de réformes intérieures et par les événements du dehors. Depuis longtemps le gouvernement anglais était en querelle avec ses colonies de l'Amérique du Nord. Entamée d'abord sur une question de taxes, la querelle s'était envenimée de plus en plus; les grandes discussions parlementaires qu'elle avait fait naître retentissaient au-delà du détroit, lorsque arriva tout à coup en France la fière et mémorable déclaration d'indépendance, du 4 juillet 1776, formulée par les colonies décidément insurgées.

C'est à Metz, dans un dîner donné par le comte de Broglie au duc de Glocester, frère du roi d'Angleterre, voyageant alors en France, que le jeune Lafayette, capitaine au régiment de Noailles, apprit pour la première fois les détails de cette affaire d'Amérique, qu'il ne connaissait qu'imparfaitement. Le prince anglais lui-même, ne se doutant guère des résultats futurs de la conversation, se plut à satisfaire l'avide curiosité du jeune officier, qui le pressait de questions et dont chaque réponse augmentait l'enthousiasme. A la fin du dîner, son cœur était (suivant son expression) *enrôlé*, et il ne songea plus qu'à joindre ses drapeaux.

L'entreprise n'était pas facile; le prudent ministre Maurepas, craignant de se compromettre avec l'Angleterre, et répétant sans cesse qu'il fallait d'abord voir *comment cela tournerait*, tolérait à peine la présence, à Paris, d'un agent américain, M. Silas Deane. Ce dernier était parvenu à expédier sous main quelques mauvais fusils que Beaumarchais lui vendait fort cher, et quelques aventuriers obscurs qui consentaient à aller, comme l'on disait alors, *se faire casser la tête aux insurgents;* mais un mot de lord Stormont, l'ambassadeur anglais, suffisait pour faire arrêter tout envoi, et même emprisonner quelquefois les émigrants. On peut juger par là du scandale que devaient produire et des obstacles que devaient rencontrer l'enrôlement et le départ d'un jeune homme distingué par sa naissance et sa fortune, alliée à une des premières familles de la cour, et qui se trouvait justement le neveu de l'ambassadeur de France à Londres. C'était presque un cas de guerre : sans compter que la famille de Noailles était très-peu disposée à permettre à ce don Quichotte de dix-neuf ans d'accomplir une aussi folle équipée.

Il fallut donc user de ruse, et se préparer secrè-

tenait le célèbre auteur de *la Princesse de Clèves*, Mme de Lafayette, s'éteignit dans la personne de la fille de cette dernière, morte duchesse de la Trémouille.

[2] Voir dans les Mémoires la lettre à M. d'Hennings, bailli de Ploën.

tement au départ, avec la perspective d'une lettre de cachet et d'un séjour à la Bastille. Un engagement avait été signé avec M. Silas Deane, qui s'occupait de préparer un vaisseau, lorsqu'on apprit en Europe que les insurgés américains, attaqués par des forces supérieures, venaient d'être écrasés. Il ne restait plus à Washington que trois mille hommes, qui fuyaient poursuivis par le général Howe et trente-trois mille Anglais ou Allemands. A cette nouvelle, qui arriva au commencement de 1777, le crédit américain s'éteignit complétement en France; l'envoi d'un bâtiment devint impossible, et M. Deane fut le premier à dissuader le jeune Lafayette d'une entreprise qu'il considérait comme désespérée; mais il avait affaire à une tête opiniâtre. « Jusqu'ici, monsieur, lui répondit ce dernier, vous n'avez vu que mon zèle, il va peut-être devenir utile : j'achète moi-même un bâtiment qui me portera, moi et vos officiers. Il faut montrer de la confiance, et c'est dans le danger que j'aime à partager votre fortune. » Le projet fut bien reçu; mais il s'agissait de trouver de l'argent, d'acheter et d'armer secrètement un navire; tout cela fut exécuté; et, après divers obstacles dans le détail desquels nous ne pouvons entrer ici; après avoir, pour mieux cacher ses desseins, fait un court voyage en Angleterre auprès de son oncle, le jeune rebelle parvint à sortir de France, déguisé en courrier; et tandis que ses parents et le vieux Maurepas, instruits enfin et furieux de son projet, faisaient courir à sa poursuite, il joignit son bâtiment qui l'attendait dans le port du Passage, et s'embarqua le 26 avril 1777, n'emportant d'autre regret que celui de se séparer d'une jeune et aimable femme, déjà mère, et sur le point de le devenir encore.

Après avoir échappé à deux bâtiments légers envoyés par le gouvernement français pour l'arrêter, et aux frégates anglaises qui croisaient le long des côtes de l'Amérique, le héros futur des *deux mondes* entra dans le port de Georgetown, et se rendit par terre à Philadelphie pour offrir ses services au Congrès. Il fut d'abord assez froidement reçu. Le Congrès était journellement harcelé par une foule d'aventuriers de toutes les nations, expédiés par M. Deane; Irlandais, Allemands, Polonais, Français, faisant sonner haut leurs talents, coûtant fort cher, servant médiocrement et froissant les nationaux par leurs prétentions et leur arrogance. On semblait disposé à remercier M. de Lafayette, lorsqu'il fit parvenir au Congrès le billet suivant : « D'après mes sacrifices, j'ai le droit d'exiger deux « grâces : l'une de servir à mes dépens, l'autre de « commencer à servir comme volontaire. » Ce style nouveau impressionna l'assemblée : après délibération, il fut résolu que « les services du marquis de Lafayette seraient acceptés, et que, en considération de son zèle et de l'illustration de sa famille, il aurait le rang et la commission de major général dans l'armée des États-Unis. »

Le général Washington, qui avait déjà réparé en partie les précédents échecs, campait alors avec onze mille hommes près de Philadelphie. C'est dans cette ville que Lafayette lui fut présenté pour la première fois. L'air de simplicité et de franchise du jeune volontaire, le zèle désintéressé dont il avait déjà fait preuve, disposèrent en sa faveur le général américain. Un mois s'était à peine écoulé, et déjà ces deux hommes, dont les noms devaient être si souvent rapprochés plus tard, s'aimaient d'une affection filiale d'une part et paternelle de l'autre.

La vie de Lafayette est si pleine de faits que je serai obligé de glisser rapidement sur les diverses opérations militaires de ses campagnes d'Amérique, dont la dernière, appuyée du concours de la France, assura définitivement l'indépendance des Etats-Unis. Au point de vue stratégique, ces campagnes, dont le résultat fut si grand, composées d'une série de petits mouvements exécutés à l'aide de petits moyens, n'offrent qu'un intérêt médiocre, surtout quand on les compare aux grandes batailles de la république et de l'empire. « Ce sont, disait plus tard M. de Lafayette au premier consul, ce sont des rencontres de patrouilles qui décidaient les destinées de l'univers. » Dans ces rencontres, le jeune major général déploya beaucoup de zèle, de sagacité, de bravoure et de talent; sa campagne de Virginie, notamment, lui valut une certaine réputation; mais lui-même se reconnaît dépourvu de ce génie qui fait les grands hommes de guerre; son intervention n'en fut pas moins, comme nous l'allons voir, très-utile au triomphe de la cause américaine.

C'est dans sa correspondance de cette époque qu'il nous paraît intéressant d'étudier M. de Lafayette, non-seulement comme général, mais aussi et surtout comme homme. Il n'est point encore sur le fameux cheval blanc de 1789 et de 1830, et l'on peut reconnaître déjà, dans les impressions du jeune échappé de Versailles, les qualités qui l'ont rendu cher aux Américains, et les premiers indices de ce caractère, mélange singulier d'ingé-

nuité, de finesse, de gaieté, de sang-froid et d'enthousiasme.

Il est venu, dit-il, en Amérique, poussé par un *intérêt instinctif et involontaire*, ou encore *parce qu'il a trouvé une occasion unique de se distinguer et d'apprendre son métier*. Durant la traversée, il écrit à sa jeune femme, *à son cher cœur*, des lettres bien tendres, pour lui demander pardon de l'avoir quittée; mais il reviendra bientôt, et alors, « nous serons assez grands, dit-il (à eux « deux ils ne font pas quarante ans), pour nous « établir dans notre maison, y vivre heureux en« semble, y recevoir nos amis, y établir une douce « liberté et lire les gazettes des pays étrangers « sans avoir la curiosité d'aller voir nous-mêmes « ce qui s'y passe. »

Dès qu'il a mis le pied hors de son bâtiment, au lieu d'affecter les airs dédaigneux et importants des autres officiers, il approuve, aime et admire tout; le pays est superbe, les hommes sont parfaits, les femmes sont charmantes. « Ce qui m'enchante, dit ce jeune marquis, c'est qu'ici tous les citoyens sont frères. » Washington, passant devant lui la revue d'une armée à moitié nue et qui n'entend rien aux manœuvres, lui dit : « Nous devons être embarrassés de nous montrer à un officier qui quitte les troupes françaises.—C'est pour apprendre et non pour enseigner que je suis ici, » répond laconiquement Lafayette. Ce ton n'était pas commun chez les Européens; il fit merveille. La première bataille à laquelle il assiste est une défaite qui ouvre aux Anglais les portes de Philadelphie; les Américains sont mis en déroute à Brandywine, le 11 septembre 1777 : Lafayette, en s'efforçant de rallier les fuyards, reçoit une balle qui le blesse grièvement à la jambe. La lettre à sa femme relativement à cette blessure est intéressante sous plusieurs rapports :

« J'ai une petite histoire à vous raconter. A la voir du beau côté, je pourrais vous dire que des réflexions sages m'ont engagé à rester quelques semaines dans mon lit à l'abri des dangers; mais il faut vous avouer que j'y ai été invité par une légère blessure à la jambe, que j'ai attrapée je ne sais comment, car je ne m'exposais pas, en vérité... Mais parlons donc de cette blessure; elle passe dans les chairs, ne touche ni os, ni nerfs; les chirurgiens sont étonnés de la promptitude avec laquelle elle guérit. Ils tombent en extase toutes les fois qu'ils me pansent, et prétendent que c'est la plus belle chose du monde; moi, je trouve que c'est une chose fort sale et fort ennuyeuse : cela dépend des goûts; mais dans le fond, si un homme se faisait blesser pour se divertir, il viendrait regarder comme je le suis pour l'être de même. Voilà, mon cher cœur, l'histoire de ce que j'appelle pompeusement *ma blessure*, pour me donner des airs et me rendre intéressant.

« A présent, comme femme d'un officier général américain, il faut que je vous fasse votre leçon. On vous dira : « Ils ont été battus. » Vous répondrez : « C'est vrai; mais, entre deux armées *égales en nombre* et en plaine, de vieux soldats ont toujours de l'avantage sur des neufs; d'ailleurs, ils ont eu le plaisir de tuer beaucoup, mais beaucoup plus de monde aux ennemis qu'ils n'en ont perdu. » Après cela, on ajoutera : « C'est fort bon, mais Philadelphie est prise, la capitale de l'Amérique, le boulevard de la liberté. » Vous repartirez poliment : « Vous êtes des imbéciles. Philadelphie est une triste ville, ouverte de tous côtés, dont le port était déjà fermé; que la résidence du Congrès a rendue fameuse, je ne sais trop pourquoi. Voilà ce que c'est que cette fameuse ville, laquelle, par parenthèse, nous leur ferons bien rendre tôt ou tard. » S'ils continuent à vous pousser de questions, vous les enverrez promener en termes que vous dira le vicomte de Noailles, parce que je ne veux pas perdre le temps à vous parler politique... Soyez tranquille sur le soin de ma blessure; tous les docteurs de l'Amérique sont en l'air pour moi : j'ai un ami qui leur a parlé de façon à ce que je sois bien soigné: c'est le général Washington. Cet homme respectable, dont j'admirais les talents, les vertus, que je vénère à mesure que je le connais davantage, a bien voulu être mon ami intime. Son tendre intérêt pour moi a eu bientôt gagné mon cœur. Je suis établi chez lui; nous vivons comme deux frères bien unis, dans une intimité et une confiance réciproques. Quand il m'a envoyé son premier chirurgien, il lui a dit de me soigner comme si j'étais son fils, parce qu'il m'aimait de même.

« Tous les étrangers employés ici sont mécontents, se plaignent, sont détestants et détestés; ils ne comprennent pas comment je suis aimé seul d'étranger en Amérique; je ne comprends pas comment ils sont si haïs... Pour ma part, moi qui suis un bon homme, je suis assez heureux pour être aimé par tout le monde; étrangers ou Américains, je les aime tous, et nous sommes fort contents mutuellement les uns des autres. »

J'ai cité ce long extrait parce qu'il donne, mieux que je ne pourrais le faire, une idée de la manière dont Lafayette débuta en Amérique. La situation des colonies insurgées était alors fort critique, malgré les succès obtenus dans le Nord par le général Gates sur le général anglais Burgoyne. Le gouvernement manquait d'argent, et l'armée principale manquait de tout. Le Congrès était divisé; Washington, desservi auprès de lui par des officiers malveillants et jaloux, opposait à l'intrigue sa sérénité de grand homme taillé à l'antique; mais ce beau caractère était alors presque méconnu. Au milieu de cette pénurie et de ces dis-

cordes, qu'on se figure un jeune homme de vingt ans, unissant à la vivacité française la simplicité et la bonhomie américaines, modeste autant que dévoué, toujours prêt à payer de sa personne et à faire honneur aux autres de ses idées, calmant les mécontentements, conciliant les haines, relevant les courages, et s'efforçant d'inspirer à tous ces *Yankees* flegmatiques la gaieté, la confiance et l'espoir dont il est surabondamment fourni; et l'on comprendra comment, au bout de quelques mois, le *cher marquis*, c'est ainsi qu'on l'appelait, était devenu l'idole de Washington, du peuple, du Congrès et de l'armée.

Retenu par sa blessure à Bethlehem, dans une colonie de bons frères Moraves, qui le soignent, l'aiment et le grondent de sa folie guerrière, il écoute leurs sermons en projetant d'embraser l'Europe et l'Asie, en écrivant au prudent Maurepas lettres sur lettres et des plans à perte de vue, et toutes sortes de châteaux en Espagne à l'effet d'*humilier la fière Angleterre*. A peine rétabli, il rejoint le quartier général, se distingue à Gloucester sous le général Green, reçoit du Congrès le commandement d'une division, et, au commencement de 1778, l'ordre de tenter une expédition sur le Canada; il arrive jusqu'à Albany, où il s'arrête faute d'hommes et de munitions. Chargé d'enlever aux Anglais l'appui des sauvages, *le marquis* s'essaye dans le style iroquois au milieu d'une assemblée de cinq cents Peaux-Rouges des deux sexes, réunie sur les bords de la rivière Mohawk. Cet auditoire bariolé de couleurs et de plumes, tatoué des pieds à la tête, avec le nez chargé de joyaux et les oreilles découpées, goûte l'éloquence et le rhum du *marquis;* il conclut avec eux un traité sauvage; il en reçoit le nom de *Kayewla*, qui est celui d'un guerrier jadis redouté, et quarante ans plus tard ce nom sera encore populaire parmi ces messieurs.

Enfin, poussé à bout par les sollicitations incessantes de Lafayette et le mouvement de l'opinion publique, le ministère français se décida à conclure un traité avec les États-Unis et à reconnaître comme valable leur déclaration d'indépendance. « Voilà, dit Lafayette en embrassant son général Washington, voilà une grande vérité que nous leur rappellerons chez eux. » A dater de cette époque la correspondance dit souvent : *Nous autres républicains*. Bientôt arrive à l'embouchure de la Delaware une flotte française sous les ordres du comte d'Estaing, chargée de coopérer avec l'armée de terre à l'attaque de Rhode-Island. Contrariée par le mauvais temps, l'escadre est obligée de se retirer sans combattre, et de se diriger sur Boston. Les Américains deviennent furieux et s'emportent contre leurs alliés; Lafayette oublie alors sa qualité de *républicain des États-Unis* pour se rappeler qu'il est gentilhomme français, et le voilà furieux à son tour, sommant le général américain Sullivan de retirer un ordre du jour injurieux au comte d'Estaing, pestant contre l'ingratitude du peuple, et prêt à envoyer à ce peuple en masse le cartel qu'il adressera plus loin au commissaire anglais, lord Carlisle, pour avoir, lui aussi, mal parlé de sa nation. Washington, toujours tranquille et grave, calme les transports de son jeune ami, lui donne doucement une petite leçon de républicanisme, lui explique que dans un gouvernement libre on ne peut comprimer la voix souvent égarée de la multitude, qu'il faut user de patience et d'oubli. Tout à l'heure il va le morigéner aussi, à propos de son cartel à lord Carlisle [1], sur cet esprit de chevalerie qu'il appelle une *vertu d'ancienne date*, peu compatible avec les idées modernes. Dans toute cette correspondance l'illustre planteur de Mount-Vernon est admirable de grandeur naïve et simple. Enfin, après avoir pris une part glorieuse à la retraite de Barren-Hill et à la bataille de Monmouth, après une maladie où il reçut de Washington des soins vraiment paternels, M. de Lafayette, voulant profiter de la suspension momentanée des hostilités pour servir la cause américaine à la cour de Versailles, partit pour la France, le 11 janvier 1779, porteur d'un message glorieux, où le Congrès recommande à Louis XVI ce *noble jeune homme*, et décrète qu'il lui sera offert à Paris, par son ministre plénipotentiaire, une épée d'honneur.

Après s'être échappé de France en fugitif, chargé des malédictions de M. de Maurepas, du blâme de toute sa famille, et même de ses amis, le jeune rebelle y rentra déjà glorieux et triomphant. On le mit aux arrêts pendant huit jours, pour la forme, comme coupable de désobéissance au roi, et, ses arrêts levés, la ville et la cour l'accablèrent de compliments et de caresses. Le roi lui donna le régiment de royal-dragons, et, comme il se trouvait alors le lien naturel entre la France et les États-Unis, le ministère entra en conférence avec lui. On forma le projet d'une descente en Angle-

[1] Ce cartel ne fut pas accepté.

terre. Il se rendit au Havre pour en surveiller les préparatifs, sous la direction du maréchal de Vaux. C'est là que le petit-fils de Franklin lui présenta officiellement l'épée votée par le Congrès; elle était ornée d'emblèmes, de figures allégoriques, portait d'un côté la devise des États-Unis: *Crescam ut prosim*, et de l'autre la devise audacieuse *Cur non ?* prise par Lafayette à son départ de France. Le projet contre l'Angleterre n'ayant pas eu de suite, Lafayette revint à Paris, obtint pour l'Amérique des secours d'argent, la promesse de l'envoi immédiat d'un corps auxiliaire de six mille hommes aux ordres du comte de Rochambeau, et, précédant lui-même cette expédition dont il apportait la nouvelle, il débarqua à Boston le 27 avril 1780. Son retour fit une grande sensation sur le peuple et sur l'armée. Reçu à bras ouverts par Washington, le *cher marquis* fut chargé du commandement de l'avant-garde, composée d'un corps d'élite formant l'infanterie légère. L'armée auxiliaire promise par la cour de Versailles ne tarda pas à arriver. L'Amérique étant devenue tout à fait de mode, l'élite de la noblesse française avait voulu faire partie de l'expédition; elle débarqua heureusement à Rhode-Island; mais, bloquée dans cette île par une flotte anglaise, elle ne put prendre part à la campagne de 1780. C'est au commencement de cette campagne que fut découverte, par un hasard heureux, la fameuse trahison du général américain Arnold. En livrant aux Anglais l'importante position de West-Point, ce général allait porter un coup mortel à la cause des États-Unis; pris en flagrant délit, il n'eut que le temps de passer à l'ennemi. Les mouvements militaires de cette année furent assez insignifiants; l'année suivante ils furent plus décisifs, et Lafayette en eut le principal honneur. Envoyé en Virginie avec un très-petit corps d'armée pour y combattre le plus distingué des généraux anglais, lord Cornwallis, pendant cinq mois de marches et de contre-marches, à cinq cents milles de toute communication avec l'armée principale, il manœuvra si habilement qu'il parvint à pousser son adversaire du côté de la mer et à l'acculer dans Yorktown. Quand il le tint dans cette position, il le fit bloquer d'un côté par la flotte française du comte de Grasse, tandis que lui-même, aidé de la coopération du marquis de Saint-Simon, qui débarquait avec trois mille hommes, le bloquait par terre. Dans cette situation Cornwallis aurait pu être forcé sur-le-champ; le général Saint-Simon voulait qu'on brusquât l'attaque; mais Lafayette, désireux d'épargner le sang et d'agir à coup sûr, préféra attendre la jonction de Washington, qui, instruit de cet heureux événement, arrivait en toute hâte, accompagné du corps français de Rochambeau. La réunion eut lieu le 28 septembre 1781; le siége commença le 1er octobre, et le 17 au matin, après un assaut vigoureux dirigé par le baron de Viomémil et Lafayette, le général anglais demanda à capituler. L'armée anglaise, composée de huit mille hommes, se rendit prisonnière de guerre, et le redouté Cornwallis remit son épée entre les mains de ce général de vingt-quatre ans, dont il disait quelques mois auparavant : *L'enfant ne peut m'échapper* (the boy cannot escape).

La capitulation de Yorktown, qui décidait le sort de la guerre, valut à Lafayette de nouvelles et flatteuses félicitations de la part du Congrès. Revenu en France sur une frégate américaine, il reçut de Louis XVI le brevet de maréchal de camp, et fut associé à la grande expédition que les deux cours de Versailles et de Madrid projetaient contre l'Angleterre, pour la forcer à la paix. Le comte d'Estaing, commandant les forces de terre et de mer des deux puissances réunies, devait attaquer la Jamaïque avec soixante-six vaisseaux et vingt-quatre mille hommes. Lafayette, nommé chef des états-majors de l'armée combinée, avait obtenu qu'après la prise de la Jamaïque le comte d'Estaing se porterait devant New-York; là il devait détacher un convoi et six mille Français, sous les ordres de Lafayette, pour entreprendre la révolution du Canada. Effrayée de ces formidables préparatifs, l'Angleterre s'empressa de conclure la paix; elle fut signée le 20 janvier 1783, entre les plénipotentiaires anglais et américains, réunis à Paris; la paix générale fut également signée par les comtes de Vergennes et d'Aranda, et l'indépendance des États-Unis définitivement assurée.

Appelé à Madrid par le chargé d'affaires américain pour régler quelques différends entre l'Amérique et l'Espagne, Lafayette parle haut et ferme au nom du nouvel État, termine la difficulté en huit jours, et, de retour à Paris, se dérobe aux applaudissements du public français pour aller recueillir ceux des Américains. Il arrive à New-York, le 4 août 1784, retrouve son général redevenu simple fermier dans sa retraite de Mount-Vernon, se promène avec lui en triomphe à travers tous les États de l'Union, revoit ses bons amis les sauvages, et fait un nouvel assaut d'éloquence avec *Oksika-*

chée pendant toute sa vie; du commencement à la fin de ses Mémoires, presque à chaque page, au milieu des événements les plus variés, à propos des difficultés les plus compliquées, Lafayette n'a qu'un mot à la bouche : « Prenez mon ours, » voyez ma Déclaration des droits; « tout ce qui la blesse est inadmissible, tout ce qui ne la touche pas n'est que secondaire. » C'est la panacée souveraine, universelle, infaillible; c'est l'alpha et l'oméga de la science politique. L'ère nouvelle ne date, ni du serment du Jeu de paume, ni de la prise de la Bastille, mais bien du 11 juillet, et M. Thiers est taxé d'ignorance pour avoir passé sous silence cette date mémorable, confondant dédaigneusement sous la même dénomination de *lieu commun philosophique* cette déclaration, la *première en Europe*, et celles qui l'ont suivie. Voici donc ce *dada* favori de Lafayette :

« La nature a fait les hommes libres et égaux; les distinctions nécessaires à l'ordre social ne sont fondées que sur l'utilité générale. — Tout homme naît avec des droits inaliénables et imprescriptibles; tels sont la liberté de ses opinions, le soin de son honneur et de sa vie, le droit de propriété, la disposition entière de sa personne, de son industrie, de toutes ses facultés; la communication de ses pensées par tous les moyens possibles, la recherche du bien-être et la résistance à l'oppression. — L'exercice des droits naturels n'a de bornes que celles qui en assurent la jouissance aux autres membres. — Nul homme ne peut être soumis qu'à des lois consenties par lui ou ses représentants, antérieurement promulguées et légalement appliquées. — Le principe de toute souveraineté réside dans la nation; nul corps, nul individu ne peut avoir une autorité qui n'en émane expressément. — Tout gouvernement a pour unique but le bien commun; cet intérêt exige que les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire soient distincts et définis, et que leur organisation assure la représentation libre des citoyens, la responsabilité des agents et l'impartialité des juges. — Les lois doivent être claires, précises, uniformes pour tous les citoyens. — Les subsides doivent être librement consentis et proportionnellement répartis. — Et comme l'introduction des abus et le droit des générations qui se succèdent nécessitent la révision de tout établissement humain, il doit être possible à la nation d'avoir, dans certains cas, une convocation extraordinaire de députés dont le seul objet soit d'examiner et corriger, s'il est nécessaire, les vices de la constitution [1].

L'idée de mettre en tête d'un ensemble de lois positives un programme métaphysique était une idée américaine qui avait alors beaucoup de vogue en France [2]. Un petit peuple né d'hier, sans antécédents historiques et sans frontières, n'ayant eu, pour se constituer, à vaincre d'autre résistance que celle d'un ennemi lointain, prenait pour base de son travail l'état de nature et s'organisait en quelque sorte à l'ombre d'une série de maximes abstraites. Au point de vue philosophique cela était imposant; au point de vue pratique, cela ne présentait peut-être pas une grande utilité, mais cela n'offrait du moins aucun inconvénient prochain. Les Anglais avaient également clos leur révolution de 1688 par une sorte de *déclaration des droits* présentée à la signature de Guillaume III; mais ils avaient eu soin de se borner à l'énonciation de quelques principes clairs et simples, n'admettant ni discussion ni contradiction, et destinés à garantir des droits positifs [3].

Au lieu d'imiter la réserve anglaise et de poser, comme l'expérience nous a appris à le faire plus tard, les bases du nouveau droit public en quelques formules directement applicables, comme par exemple : « Les Français sont égaux devant la loi... Chacun professe sa religion avec une égale liberté, etc., » les constituants, saisis d'un superbe enthousiasme, avant de décréter la constitution française, voulurent décréter la constitution universelle, s'élever jusqu'à la vérité absolue pour descendre à la vérité relative, exposer les droits de l'homme à l'état de nature, ou plutôt de l'homme abstrait (car l'état de nature est une hypothèse), pour restreindre ensuite ces droits à 25 millions d'hommes, modifiés par quatorze siècles de rapports sociaux.

Vainement les véritables hommes d'État de l'Assemblée, Mirabeau en tête, bien qu'ils n'osassent lutter de front contre la passion du moment, demandèrent l'ajournement d'une telle déclaration, « dangereuse, disait Malouet, si elle est illimitée, et fausse si elle est restreinte. » A chaque pas, ajoutait Mirabeau, que l'on fera dans l'exposition des droits de *l'homme*, on sera frappé de l'abus que *le citoyen* peut en faire. Mais l'Assem-

[1] Ce dernier passage, le seul de toutes ces généralités qui ait une signification positive, tranchait à l'avance une question fort grave, à laquelle les constituants n'osèrent toucher qu'avec des précautions infinies et que l'expérience nous a fait abandonner depuis.

[2] Avant que Lafayette eût présenté son projet, le comité de constitution avait annoncé une déclaration des droits.

[3] C'est à tort que M. Thiers, dans son histoire, confond l'acte américain avec l'acte anglais, qui sont fort différents; ce qu'il dit du second ne peut aucunement s'appliquer au premier.

blée était entichée de son idée; elle mit à l'étude le projet de Lafayette; chacun apporta son traité de droit naturel, pillé dans tous les livres depuis Platon jusqu'à Rousseau; et de cette masse de définitions et de maximes diverses on composa péniblement cette célèbre déclaration qui précède la constitution de 91, et qui est, il faut l'avouer, plus longue, plus vague et par conséquent plus mauvaise que celle proposée par Lafayette [1].

M. Thiers ne voit à cette innocente fantaisie de la constituante d'autre mal que d'avoir fait perdre un temps précieux; car, dit-il, ces formules avaient un sens pour les philosophes seulement, et les philosophes ne prennent pas une grande part aux séditions; elles étaient sans danger pour le peuple puisqu'il n'y comprenait rien. — Et cela posé, M. Thiers raconte en dix volumes l'histoire d'une série d'insurrections exécutées par une fraction du peuple contre la loi et la constitution au nom et en vertu des *droits de l'homme*.

Pendant que l'Assemblée nationale s'occupait à Versailles de chercher les droits de l'homme, le peuple de Paris préjugeait la question et s'emparait de la Bastille. Lafayette déclare que l'insurrection du 14 juillet est la seule qui fût nécessaire et la seule qu'il ait voulue. Vingt-quatre jours auparavant, le 20 juin, dans la salle du Jeu de paume, les représentants de l'immense majorité de la France avaient noblement, solennellement proclamé leur mission et leur droit de faire une constitution. Dans ce jour à jamais mémorable, car il fut pur de sang et de violence, la révolution avait été consommée de droit. Après avoir résisté à l'épreuve du 23 juin, pouvait-elle se consommer de fait sans cette première insurrection du 14 juillet, qui en a engendré tant d'autres? C'est une question discutée et discutable, qu'il serait trop long de traiter ici. Mais ce qui est certain, et ceci donne un grand poids à l'opinion de Lafayette, c'est qu'à partir de ce jour la révolution fut consommée de fait et de droit. Dès le lendemain, le roi reconnut, pour la première fois, le nom et l'autorité de l'*Assemblée nationale*, renvoya l'armée réunie autour de Paris, rappela Necker; l'émigration commença le même jour: tous les priviléges furent abolis dans la nuit du 4 août; la face du royaume fut changée, et bientôt l'ancien régime démoli de fond en comble.

Restait à asseoir le régime nouveau. Autant l'œuvre de destruction avait été rapide, autant devait être lente et difficile l'œuvre de reconstruction; c'est ici que nous allons voir Lafayette investi d'un pouvoir immense, d'un pouvoir plus grand que son génie, succomber dans une tâche pour laquelle il n'est point fait.

Membre de la députation envoyée à Paris, le 15 juillet, par l'Assemblée constituante, pour calmer le peuple insurgé, en lui annonçant l'heureuse réconciliation provoquée par la loyauté du roi, Lafayette trouva la capitale en proie à cette exaltation fiévreuse qui suit la victoire et ses excès. Les quatre-vingt-quatre députés, mettant pied à terre à l'entrée des Champs-Élysées, arrivèrent à l'hôtel de ville à travers une double haie de soldats improvisés, et ils furent reçus avec enthousiasme par un comité d'électeurs qui, dès la soirée du 12 juillet, s'était spontanément emparé de la direction du mouvement. En quatre heures, le plan d'une garde civique, composée d'un bataillon par chaque district, avait été rédigé par ce comité, adopté et aussitôt mis à exécution; sur le refus du duc d'Aumont, le commandement de cette garde avait été confié au marquis de la Salle. Introduit dans l'hôtel de ville rempli d'une foule immense, MM. de Lafayette, Lally-Tolendal, Clermont-Tonnerre, de Liancourt, haranguèrent successivement l'auditoire, en lui annonçant la scène touchante [2] qui venait de se passer à Versailles, et la prochaine arrivée du roi. Ces discours furent accueillis aux cris de: Vive le roi, vive la nation! et, au moment où les députés se préparaient à sortir, un cri général s'éleva pour nommer Lafayette *commandant général de la milice parisienne*. Au même instant on proclama Bailly *prévôt des marchands;* une voix se fit entendre et dit: *Non pas prévôt des marchands, mais maire de Paris!* Et par une acclamation tous les assistants répétèrent: *Oui, maire de Paris!*

Ainsi, ces deux hommes, dont l'un quittait à peine son cabinet de savant et dont l'autre n'avait eu jusqu'ici d'autre responsabilité que celle de la direction d'un petit corps d'armée perdu dans les

[1] C'est là que vous trouverez, entre autres naïvetés fabuleuses, celle-ci placée comme exorde à la loi des lois: « La loi *n'a le droit* de défendre que les actions nuisibles à la société. »

[2] On sait que le roi, venu seul à pied avec ses deux frères et sans garde à l'Assemblée, avait été reconduit par elle en triomphe jusqu'à son palais.

forêts américaines, se trouvèrent tout à coup chargés par l'acclamation populaire d'assurer l'ordre et la subsistance dans une ville de sept cent mille âmes, livrée à l'anarchie la plus complète, et incessamment recrutée de bandes de vagabonds que la commotion révolutionnaire y précipitait de tous les points de la France, également désorganisée.

Pour alléger d'autant la responsabilité de Lafayette et faire comprendre au lecteur les scènes qui vont suivre, essayons de pénétrer dans ce chaos, et indiquons rapidement ce qu'était devenue l'autorité à cette époque. Une monarchie de huit siècles venait d'être brisée comme un verre; il s'agissait de l'établir sur de nouvelles bases; mais en attendant, le pouvoir royal était complétement anéanti de fait et ses agents partout méconnus. L'Assemblée nationale avait hérité de ce pouvoir, mais à titre nominal seulement; car jusqu'ici, exclusivement occupée de sa lutte avec la cour, elle n'avait eu ni la possibilité ni le temps d'organiser un système de gouvernement; les attributions de ses comités étaient mal définies, et ses décrets de circonstance, ses appels à la concorde et à la paix, considérés comme non avenus. Ainsi le pouvoir exécutif avait complétement disparu, le pouvoir judiciaire avait été entraîné dans sa ruine, et le pouvoir législatif entrait à peine en fonctions. Voilà pour Versailles et la France en bloc. — Maintenant voyons Paris.

Le comité des électeurs venait de faire place à une municipalité composée de deux délégués de chacun des soixante districts. L'Assemblée constituante s'étant déclarée permanente, la municipalité se déclara également permanente, et à l'instant chacun des soixante districts se déclara de même permanent. L'Assemblée avait ses comités, la municipalité voulut avoir les siens, et chaque district à son tour eut son comité de police, de subsistances, etc.; il eut de plus, comme l'Assemblée et comme la municipalité, un président, un vice-président, des secrétaires, etc. La discorde ne tarda pas à éclater entre la municipalité et les districts. Déjà, à l'abri des idées mal entendues de *souveraineté du peuple*, s'introduisait partout ce principe faux et funeste de l'autorité permanente du représenté sur le représentant, c'est-à-dire que les districts considéraient les membres de la municipalité comme des mandataires inférieurs, qui ne devaient qu'obéir. Or les soixante districts, ne s'entendant pas entre eux, prenaient contre la municipalité des décisions contraires; d'où il suit que tous les pouvoirs de la société étaient dans la rue, à la disposition du premier groupe de bandits, à la fois législateurs, juges, et surtout exécuteurs.

Au milieu de ce pandémonium, qu'on se représente deux honnêtes gens, pleins d'aménité et de zèle patriotique, n'ayant à opposer, aux passions brutales d'une multitude jetée subitement de la servitude dans la licence, qu'une popularité fragile, souvent paralysée d'un quartier à l'autre, et l'on comprendra comment ils durent capituler avec l'émeute, souffrir le mal pour éviter le pire; comment l'ex-ministre Foulon et son gendre Berthier, arrachés des mains de Lafayette, furent massacrés presque sous ses yeux, avec des raffinements inconnus aux sauvages de la mer du Sud, et comment l'homme le plus puissant de Paris fut longtemps réduit à s'épuiser en tours d'adresse [1] pour escamoter à ce bon peuple des têtes dont l'aspect au bout d'une pique lui eût fait un sensible plaisir.

Après avoir, ainsi que Bailly, fait régulariser sa nomination par les districts réunis, Lafayette s'efforça d'établir sur un bon pied la garde civique, seule garantie de l'ordre. Dès le 16 juillet, en invitant l'assemblée des électeurs à s'occuper d'un projet d'organisation de cette garde, il proposait l'adoption du nom de *garde nationale*, et, quelques jours après, présentant à l'hôtel de ville ce projet arrêté avec un comité militaire, et la cocarde tricolore destinée à remplacer les deux couleurs rouge et bleue, primitivement adoptées, il proféra ces paroles fameuses et jusqu'à un certain point prophétiques :

« Je vous apporte, messieurs, une cocarde qui fera

[1] Je n'en citerai qu'un exemple entre mille; il suffira pour caractériser la situation. Un jour que Lafayette luttait vainement sur le perron de l'hôtel de ville pour arracher à la multitude furieuse un pauvre abbé nommé Cordier, il vit arriver son jeune fils, que lui amenait un de ses amis. Saisissant l'occasion aux cheveux, le général se tourne d'un air gracieux vers cette foule acharnée à sa proie et lui crie : *Messieurs, j'ai l'honneur de vous présenter mon fils*. La populace surprise lâche l'abbé pour un instant; le général en profite, le pousse dans l'intérieur de l'hôtel de ville, et annonce qu'il s'est évadé. A la suite du massacre de Foulon et de Berthier, Lafayette, désespéré de n'avoir pu les sauver, avait donné sa démission, mais le peuple lui ayant promis plus d'obéissance à l'avenir, il consentit à reprendre son pouvoir.

le tour du monde, et une institution à la fois civique et militaire, qui doit triompher des vieilles tactiques de l'Europe, et qui réduira les gouvernements arbitraires à l'alternative d'être battus s'ils ne l'imitent pas, et renversés s'ils osent l'imiter. »

Cette garde nationale formait six divisions, composées de soixante bataillons de six compagnies volontaires, et une soldée; les compagnies soldées, dans lesquelles on fit entrer les *gardes françaises* qui avaient embrassé, au 14 juillet, la cause du peuple, furent celles qui contribuèrent le plus efficacement au maintien de l'ordre. L'institution de la garde nationale s'étendit bientôt aux principales villes de France.

Cependant Louis XVI, suivant sa promesse, était venu le 17 juillet, de Versailles à Paris, sanctionner par sa présence les faits accomplis. Lafayette le reçut à la tête de toute la population armée, formant près de deux cent mille hommes, et le conduisit à l'hôtel de ville, où il accepta des mains de Bailly la cocarde de la révolution et repartit pour Versailles. Il ne devait pas y séjourner longtemps.

La populace, toujours agitée, par suite de l'état d'anarchie déjà indiqué, des difficultés dans l'arrivage des grains, produites par les conflits de pouvoir des divers comités de subsistance, ne demandait qu'un prétexte de soulèvement; elle le trouva bientôt; le ministère, sur une lettre de Lafayette annonçant un vague désir du peuple de se porter sur Versailles, avait cru devoir, avec le consentement des chefs de la garde nationale de Versailles, appeler dans cette ville le régiment de Flandre. Il y eut un repas donné par les gardes du corps aux officiers du régiment de Flandre; les détails de ce repas sont diversement racontés, et le fait de l'insulte à la cocarde tricolore n'est point avéré. Quoi qu'il en soit, le 5 octobre, au matin, le tocsin sonna dans Paris; une foule d'hommes, et surtout de femmes, envahit l'hôtel de ville, en criant : *Du pain*, et *Allons à Versailles !* Bientôt la garde nationale exprima le même désir; le général, après avoir pris les ordres de la municipalité, résista depuis neuf heures du matin jusqu'à quatre heures, au péril de sa vie. Enfin, apprenant qu'un rassemblement de plusieurs milliers d'hommes et de femmes armés avait pris les devants, pressé de plus en plus par ses soldats, et pensant aussi sans doute que sa présence à Versailles pourrait être utile, le général se mit en marche. On sait les événements qui suivirent; on sait comment une première rixe autour du château entre la populace et les gardes du corps fut apaisée par l'arrivée de Lafayette; comment le lendemain, à six heures du matin, au moment où il venait, après vingt heures de fatigues de tous genres, de se jeter tout habillé sur un lit, il fut obligé de courir au château pour arrêter une bande de brigands qui pénétraient jusque dans les appartements royaux après avoir massacré les gardes du corps de service; on connaît aussi la scène du balcon, le départ exigé à grands cris par la populace et promis par Louis XVI, la comparution de la reine qui vient d'échapper à grand'peine au fer des assassins et que Lafayette prend sous l'égide de sa popularité en lui baisant respectueusement la main; la réconciliation opérée par lui entre la foule et les gardes du corps, et enfin ce voyage triomphal du peuple, ramenant dans Paris, sous l'escorte de Lafayette, *le boulanger, la boulangère et le petit mitron* [1].

Ainsi Lafayette vit bientôt la révolution franchir la limite que lui-même avait assignée, et il suivit le mouvement en essayant de le modérer. Le roi, dont le pouvoir absolu avait été brisé au

[1] On a dit que les têtes des deux gardes du corps massacrés dans la matinée furent, durant le trajet de Versailles à Paris, portées autour de la voiture et mises constamment sous les yeux de la famille royale. Il est déjà bien assez malheureux pour Lafayette de n'avoir, dans cette horrible journée, pu ou su jouer d'autre rôle que celui de conciliateur entre Louis XVI et l'écume de Paris, pour qu'on ne lui attribue pas gratuitement une tolérance qui, à ce moment, aurait été une impardonnable lâcheté; car la populace, qui avait pris les devants, était séparée de la voiture par la garde nationale, et le général lui-même était à cheval près de la portière avec tout son état major et un détachement de grenadiers. L'assertion citée plus haut, et repoussée avec indignation par le général, doit donc être considérée comme absolument fausse.

J'ai moi-même parlé ailleurs d'un fait de ce genre, mais c'était à propos du retour de Varennes, et encore là je me trompais. Un gentilhomme fut massacré autour de la voiture royale, mais sa tête ne fut pas présentée au roi. Du reste, pour ce qui concerne les événements du 6 octobre, il n'est pas exact non plus, comme le dit M. Thiers, que les porte-tête aient été arrêtés à Versailles; partis quelques heures avant le roi, ils ne furent saisis qu'à Paris; il paraît même prouvé qu'ils s'arrêtèrent en chemin à Sèvres, où ils firent venir un barbier qu'ils forcèrent de laver, raser et coiffer les deux têtes des malheureux Deshuttes et Varicourt. Lafayette enfant était curieux de voir une hyène; il était destiné à voir mieux que cela.

14 juillet, fut, au 6 octobre, violenté dans sa personne et prié à coups de fusil, et la pique sur la gorge, de vouloir bien se fixer à Paris. L'Assemblée nationale s'y transporta avec lui, et, après avoir détruit l'ancien régime à Versailles, elle s'occupa enfin à Paris de constituer un gouvernement nouveau sur les ruines de l'ancien.

Ce n'est pas ici le lieu de discuter tous les actes de l'Assemblée nationale, d'examiner à fond pourquoi et comment cette assemblée, qui voulait et croyait faire une constitution monarchique, fit en réalité, par entraînement, irritation née des intrigues du parti vaincu, oppression extérieure, désunion de ses chefs et inexpérience, une constitution incompatible non-seulement avec la monarchie, mais avec toute espèce de gouvernement; comment, à force de rogner le pouvoir exécutif entre les mains du roi, elle l'anéantit complétement; comment enfin, après avoir, en vingt-huit mois de session, rendu deux mille cinq cents lois ou décrets constitutifs, législatifs et administratifs, en moyenne trois lois par jour, elle se sépara léguant à la France une constitution impraticable et un long avenir d'anarchie [1].

Nous devons nous en tenir à esquisser la position et le rôle de Lafayette durant ces vingt-huit mois de session. Cette position était énorme, étrange, et remplie de difficultés de tous genres. Après la ruine de l'ancien pouvoir, au milieu du pénible enfantement d'un pouvoir nouveau qui n'existait pas encore, Lafayette se trouvait porté, par l'élection populaire, à la tête de quarante mille citoyens armés, dont le concours libre et indépendant, suivant qu'il serait bien ou mal dirigé, devait décider de tout. Placé de fait au-dessus du monarque et de l'Assemblée, investi par les événements d'une véritable dictature, il avait assumé la lourde tâche de terminer la révolution et de présider à la naissance de la monarchie constitutionnelle. Par un hasard unique dans l'histoire, à quarante ans de distance, ce rôle a été adjugé deux fois à Lafayette : la première fois il s'est perdu avec la monarchie; la seconde fois la monarchie a fini par se séparer de lui, et jusqu'ici elle s'est sauvée. Ce double résultat suffirait peut-être à prouver deux choses : 1° la loyauté de Lafayette; 2° son inaptitude à un tel rôle. Voyons si cela ne ressort pas de l'examen des faits.

Toute la partie dogmatique des Mémoires du général, relativement à ses idées et à ses actes pendant la première révolution, peut se réduire à ces deux propositions principales, qu'il suffira de mettre en regard pour que le lecteur en déduise les conséquences.

Suivant Lafayette, la république sortie du 10 août a été une surprise faite à la France par des *scélérats* qui s'affublèrent du titre de républicains pour lui imposer *le plus infâme système de tyrannie;* quant à lui, Lafayette, il était alors et fut toujours *foncièrement, véritablement, ouvertement* républicain, et cela à l'époque où les prétendus républicains du 10 août étaient vendus à la cour ou à la faction orléaniste. S'il n'a pas proposé lui-même et tenté de fonder la république soit au 14 juillet, soit au retour de Varennes, c'est qu'il pensait qu'il n'était *pas encore temps* [2]*;* que la France ne la voulait pas encore. Du reste la question *de l'hérédité* ou *de la non-hérédité de la présidence du pouvoir exécutif* lui parut toujours une question secondaire; l'affaire principale, unique, la seule importante était la *Déclaration des droits*, et *il n'eût jamais aucune objection à ce que la force des choses détruisît la royauté si elle était incompatible avec les institutions démocratiques.*

Voilà la profession de foi de Lafayette. Maintenant voici la tâche qu'il entreprit.

La mission et la volonté de Lafayette, depuis le 14 juillet jusqu'au 10 août, de Lafayette foncièrement, ouvertement républicain, convaincu que la

[1] Comme je ne voudrais pas que le lecteur se trompât sur ma pensée, je sens le besoin de l'expliquer ici. Nul plus que moi ne reconnaît les éminents services rendus non-seulement à la France, mais à l'humanité entière, par la première, la plus grande et la plus pure de nos assemblées politiques. Presque tous les biens dont nous jouissons aujourd'hui, dans l'ordre politique, civil, judiciaire, financier, administratif; tous ces biens, sans compter la destruction des mille abus du passé, c'est à l'Assemblée constituante que nous les devons. Quand elle se sépara, l'ancienne France n'existait plus, et la France nouvelle était créée. Mais, en nous donnant la *propriété* de tous ces biens, le grand tort de la Constituante fut de ne pas s'inquiéter assez des *moyens* propres à nous en assurer la *jouissance*. Préoccupée qu'elle était des excès du gouvernement antérieur, dans sa sollicitude généreuse, ardente et romanesque pour les droits de l'homme et du citoyen, elle ne comprit pas que l'organisation logique et forte du pouvoir social était la principale garantie de ces droits. Cette erreur des constituants, nous l'avons payée assez cher pour ne pas l'oublier.

[2] C'est la réponse que Lafayette (voir ses Mémoires, tome III, p. 374) fit à Brissot. Du reste, toutes les phrases que je réunis ici sont extraites à peu près littéralement de différents passages des Mémoires du général.

conservation de la monarchie était une question secondaire, bien plus, déclarant à qui voulait l'entendre que cette présidence héréditaire *n'était guère selon ses goûts*, fut de maintenir la royauté telle que la constitution de 1791 l'avait faite ou la faisait, de la maintenir envers et contre tous, au milieu de dangers et de difficultés sans nombre, de la maintenir contre elle-même, contre le parti aristocrate qui voulait lui rendre son pouvoir absolu, contre le parti monarchien qui voulait l'anglicaniser, contre le parti orléaniste qui voulait la supplanter, contre ceux d'entre les constitutionnels qui, la sentant chancelante et moribonde, voulaient la fortifier, et enfin contre les jacobins et la populace qui voulaient la renverser.

On comprend sans peine tout ce qu'il devait y avoir de stérile, de chimérique et de funeste dans une telle mission, tentée même loyalement par un homme imbu de telles idées.

Ainsi la question était entre la royauté mourante et la république imminente; il s'agissait ou de fortifier la royauté, ou de fonder la république, et Lafayette, à cheval sur son éternel dada, la *Déclaration des droits*, tenait la question pour secondaire, et usait son immense influence à empêcher la royauté de vivre et la république de tuer la royauté. Et cette espèce de neutralité, si stérile, si funeste qu'elle fût, était-elle possible avec les idées de Lafayette? nullement; car Lafayette disait et devait dire à la royauté : Si tu essayes de vivre, je te tue; et il disait et devait dire à la république : Il n'est pas encore temps.

Tel fut en effet le rôle de Lafayette depuis le lendemain du 14 juillet 1789, où, suivant son expression, Louis XVI *se rendit prisonnier à lui*, jusqu'au jour où, voyant clairement quel affreux régime on préparait à la France sous le nom de république, il cessa de considérer la question comme secondaire, et adressa du camp de Maubeuge, le 16 juin 1792, sa fameuse et énergique lettre à l'Assemblée législative, contre le *régime des clubs*. Malheureusement il était trop tard ; ce n'était pas quand ce régime enlaçait la France entière d'un vaste réseau de terreur et de mensonge, ce n'était pas alors qu'on pouvait l'*anéantir;* ce n'était pas quand le pouvoir royal, depuis trois ans condamné à l'inertie, dégradé chaque jour et traîné dans la boue, n'offrait plus aux factieux qu'une proie assurée; ce n'était pas alors qu'on pouvait faire qu'il fût *intact, indépendant*, et que le roi fût *révéré comme investi de la majesté nationale* [1]. Il était noble à Lafayette de se sacrifier ainsi courageusement pour une cause perdue; mais on peut dire aussi que cela était juste, car il avait puissamment contribué à la perdre.

Non pas que je prétende imposer à Lafayette exclusivement la responsabilité de cette seconde révolution, qui, en démoralisant l'esprit public en France, a pour longtemps corrompu les fruits de la première, la seule qui fût juste et nécessaire; non pas que je nie les fautes de tous les partis, l'entraînement des circonstances et les erreurs du roi lui-même, si vertueux et si bon, mais toujours faible, indécis, ne sachant ni résister, ni céder à propos. Il est certain que dans plusieurs questions constitutionnelles, Lafayette se prononça pour l'avis le plus monarchique. Ainsi il désira vainement la division du pouvoir législatif; ainsi il vota pour le *veto* suspensif; ainsi, dans la discussion sur le droit de paix ou de guerre, il soutint Mirabeau contre Barnave; mais sur combien d'autres points ne fut-il pas déçu par ses chimères! Comment comprit-il en France l'existence, je ne dis pas d'une monarchie, mais d'une constitution libre, avec un pouvoir exécutif privé non-seulement de toute initiative dans la proposition des lois, mais de tout droit de dissolution et d'appel au pays, de toute sanction des décrets sur l'établissement et la perception des impôts, de toute nomination de juges, rendus électifs, temporaires et sujets à des réélections périodiques, privé enfin du droit de nomination à la plus grande partie des emplois publics même dans l'armée, et ne pouvant ni révoquer, ni même suspendre un fonctionnaire rebelle, prévaricateur ou traître sans l'approbation du corps législatif? Si bien qu'en additionnant approximativement le *quantum* des administrateurs de départements, des administrateurs de districts, des juges de paix, assesseurs, officiers municipaux, etc., etc., on est arrivé à ce singulier résultat, qu'il y avait en France, en 1790, 1791 et 1792, environ treize cent mille individus, tous agents préposés à l'exécution des lois, tous mandataires directs du peuple, et tous indépendants du pouvoir exécutif. Qu'on juge si cette organisation anarchique ne devait pas fatalement conduire à un excès inverse de concentration, c'est-à-dire à la tyrannie du comité de salut public et au despotisme impérial!

[1] Expressions de la lettre de Lafayette.

Il est vrai que Lafayette reconnut de bonne heure et déclara plusieurs fois que le pouvoir exécutif était trop abaissé, que la constitution ne marcherait pas. Quelques jours après l'émeute d'octobre, il écrivit à Mounier, en l'exhortant à revenir à son poste : « Je suis plus pénétré que vous « ne croyez de la nécessité de remonter le pouvoir « exécutif. » Mais les actes répondaient peu aux paroles. La crainte de l'anarchie fut toujours secondaire chez Lafayette ; jamais homme ne fut plus mal organisé que lui pour clore une révolution ; il se préoccupa toujours beaucoup plus du passé que de l'avenir, de l'ennemi vaincu que de l'ennemi à vaincre ; et tandis qu'il s'escrimait contre un cadavre, l'aristocratie, et contre un fantôme, l'orléanisme[1], il laissait le *jacobinisme* saper la monarchie, la constitution, et ébranler l'État jusque dans ses fondements. Les hommes les plus éminents du parti constitutionnel étaient, comme Lafayette, pénétrés de la nécessité de relever le pouvoir exécutif. Mirabeau surtout, dont le génie politique était aussi grand et aussi vrai que son génie oratoire, mettait à fonder la monarchie constitutionnelle et à réprimer l'anarchie la même énergie, le même talent qu'il avait mis à détruire l'ancien régime[2]. Mais l'énorme puissance que possédait alors Lafayette rendait sa participation presque indispensable pour le succès des combinaisons même les plus légales ; et ce dernier se refusa à toute combinaison propre à réparer les funestes erreurs de l'Assemblée nationale, erreurs qu'il reconnaissait pourtant lui-même. Ainsi, la révision de la constitution, où devait se faire le travail de séparation des articles réglementaires d'avec les articles proprement constitutionnels, était la base de tous les plans[3] de Mirabeau. Lafayette lui promit d'user de son ascendant pour le faire participer à ce travail épurateur ; or le scrutin exclut Mirabeau du comité de révision, et ce dernier attribua son exclusion à l'influence de Lafayette ; et pourtant Lafayette à son tour entrera bientôt en correspondance particulière avec Louis XVI ; il lui adressera un exposé de principes que le roi adopte en le déclarant vague dans l'application, et il l'est considérablement en effet. Mais cet accord passager des vues théoriques sera stérile et sans résultats ; la monarchie n'en croulera pas moins, et deux ans plus tard, quand il sera trop tard, Lafayette, déjà déchu lui-même d'une partie de sa popularité, en sera réduit à proposer à Louis XVI de l'enlever

[1] Le parti orléaniste occupe une grande place dans les Mémoires de Lafayette. Après les journées d'octobre, il força le duc d'Orléans à partir pour Londres ; il le fit même menacer d'un duel s'il revenait, ce qui n'empêcha pas le prince de revenir. — La loyauté des intentions du duc d'Orléans pouvait être à bon droit suspecte, mais l'histoire n'a pas conservé une seule trace certaine de l'existence d'un parti organisé par lui ou pour lui.

[2] On a débité sur Mirabeau une masse d'absurdités que je ne puis relever ici. Les auteurs de l'article de la *Biographie universelle* sur Lafayette disent avec un aplomb merveilleux : « *On sait* que Mirabeau avait joué le premier rôle dans les complots des 5 et 6 octobre ; » et ils attribuent à ce prétendu complot le mépris de Lafayette pour Mirabeau. Or cette assertion est contraire non-seulement au résultat de la volumineuse *procédure du Châtelet,* mais encore à l'opinion même de Lafayette, qui déclare que la fausseté de cette assertion, à laquelle il avait cru d'abord, lui fut démontrée par l'investigation judiciaire. Lafayette n'en est pas moins persuadé que Mirabeau a été *pendant quelque temps du parti d'Orléans.* Le parti d'Orléans, je l'ai déjà dit, est une chose historiquement insaisissable. Quant aux relations de Mirabeau avec ce prince, on peut consulter l'excellent ouvrage de M. Lucas-Montigny sur Mirabeau ; on y verra l'opinion de Lafayette longuement et, à mon sens, victorieusement réfutée. Ce qui est certain, c'est que Lafayette et Mirabeau, qu'on essaya plusieurs fois de réunir, ne purent pas s'entendre. Le premier estimait peu la *moralité* du second, et le second avait une très-mince opinion de la *capacité* du premier. Ils avaient tous deux raison jusqu'à un certain point, et c'est justement pour cela que leur union eût été désirable dans l'intérêt de la monarchie constitutionnelle. C'est au sortir d'une de ces conférences que Mirabeau, frappé de ce mélange d'honnêteté ingénue et d'entraînement révolutionnaire qui caractérisait Lafayette, lui donna le sobriquet de *Cromwell-Grandison.*

[3] Ces divers plans, étrangement défigurés par tous les historiens, qui ne les connaissaient que par ouï-dire, se trouvent dans les Mémoires de M. Montigny. Il n'y est nullement question du projet prêté à Mirabeau par Lafayette lui-même, de faire évader secrètement le roi et de le conduire à la frontière au milieu des régiments de Bouillé, plan qui aurait donné l'idée du voyage à Varennes, exécuté après la mort de Mirabeau. Ce dernier, au contraire, réprouve formellement toute idée de ce genre. Il a d'abord proposé, à la vérité, de transférer patemment et en plein jour le roi et le gouvernement à Rouen ; mais il y a renoncé bientôt, et s'en tient uniquement à la formation d'une nouvelle assemblée, sur la composition de laquelle il devait, par ses correspondances étendues avec les départements, influer considérablement, et dont l'œuvre capitale aurait été la révision des articles constitutionnels.

de Paris, et de le conduire à Compiègne, au milieu de ses troupes.

Dans ses Mémoires, Lafayette, tout en rendant hommage aux vertus de Louis XVI, se plaint beaucoup de n'avoir jamais obtenu la confiance entière de ce malheureux prince; il attribue cela aux répugnances irréfléchies, au mauvais vouloir de la reine, et à l'influence des calomnies du parti aristocrate. Mais abstraction faite de ces motifs qui peuvent avoir leur côté réel, cette union intime, dans la position et avec les idées respectives des deux hommes, était-elle possible?

Quand Louis XVI, arraché du palais de Versailles, laissant derrière lui les derniers souvenirs de la monarchie de Louis XIV, fut établi aux Tuileries, sous la garde de la milice parisienne et de son chef, la position de Lafayette devint assez difficile. Il s'agissait pour lui de protéger et de surveiller, de maintenir et de retenir le monarque, le tout sans attenter à la dignité royale et sans déplaire au peuple souverain; et le roi, à son tour, ne pouvait s'abandonner à la direction de Lafayette qu'autant qu'il croirait à la fois à sa loyauté, à son dévouement et à sa puissance. Lafayette, il est vrai, se montra toujours franc et loyal; il se montra même dévoué jusqu'à un certain point. Plusieurs de ses lettres au roi témoignent d'un réel attachement pour sa personne. Mais jusqu'où allait cet attachement? Lafayette nous le dit lui-même. Ce qu'il aimait dans Louis XVI, c'était l'homme. Quant au roi, il ne se gênait guère, si l'on en croit ses Mémoires, pour le persuader qu'il n'avait pas ce qu'il appelle le *préjugé monarchique*. « Vous savez, disait-il en substance au roi et à la reine, que je suis et que j'ai toujours été républicain. Si je croyais que l'*abolition complète* de la monarchie fût utile au pays, je n'hésiterais pas; mais je crois que, dans les *circonstances actuelles*, il nous faut un président héréditaire du pouvoir exécutif; vous êtes ce président, et tant que vous serez fidèle à vos devoirs civiques et que vous marcherez dans le sens de la révolution, je vous soutiendrai; sinon, je vous renverserai. »

On conviendra que c'était là une singulière manière de faire comprendre et aimer la monarchie constitutionnelle à un roi et à une reine la veille encore investis d'un pouvoir sans bornes.

Ailleurs Lafayette, pour prouver que tout en procurant au roi *tous les agréments compatibles avec l'esprit de la constitution, il fut toujours l'irrésistible obstacle à ce qu'il s'élevât au-dessus du niveau constitutionnel*, nous apprend qu'après cette grande cérémonie de la fédération du 14 juillet 1790, où le pauvre Louis XVI se laissa si bénévolement, si complétement éclipser, annuler par Lafayette et son cheval blanc, lui, Lafayette, se montra fort irrité de ce que, dans un dîner donné par lui aux fédérés des départements, ces braves fédérés, ignorant que le pouvoir exécutif n'était que le très-humble serviteur du pouvoir législatif, se permirent de porter la santé du roi avant celle de l'Assemblée; et la première santé excita, dit Lafayette, plus d'applaudissements que la seconde. Dans la même cérémonie de la fédération, « où, dit Lafayette, l'Assemblée et le roi ayant prêté le serment civique, *à deux signaux que je fis de l'autel*, je prononçai ensuite la formule consacrée, au nom de mes concitoyens et aux applaudissements de trois cent mille spectateurs; » dans cette même cérémonie, le général se félicite beaucoup d'avoir déjoué le projet des fédérés, qui voulaient que le roi quittât l'estrade, où il était perdu au milieu de l'assemblée et invisible au peuple, pour venir prêter son serment sur l'autel, projet qui tenait évidemment, toujours suivant Lafayette, à quelque *combinaison aristocratique*. Plus loin ces mêmes fédérés, ayant été complimenter le roi sous la conduite de Lafayette, prièrent le général de les mener chez la reine; le général, pensant que la femme du président du pouvoir exécutif n'avait pas droit à une harangue, se contenta d'introduire les fédérés et sortit; puis, s'apercevant de la porte sans doute que quelques fédérés ayant eu l'idée de baiser la main du petit prince royal, la reine le portait à la ronde et lui laissait tendre sa petite main au reste des assistants, Lafayette se montra; à sa vue, la reine s'empressa d'interrompre ce baise-main, « pour se borner, dit-il, à des politesses; » et le général paraît s'applaudir beaucoup d'avoir mis fin à cette cérémonie, attentatoire à la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*.

Si pénible qu'il dût être à Louis XVI de voir la royauté dépouillée peu à peu, par la main de Lafayette, de tous ses attributs antérieurs, même les plus insignifiants, ce prince avait assez d'abnégation et d'intelligence pour se résigner franchement au rôle qu'on lui faisait, s'il eût vu dans le général lui-même assez d'énergie et assez de puissance pour lutter contre ceux qui, ne comprenant pas la nécessité d'un roi réduit à l'état d'effigie, étaient naturellement entraînés à vouloir le faire dispa-

raître tout à fait; mais, tandis que Lafayette veillait avec sollicitude à ce qu'on ne baisât pas la main du petit prince royal [1], le pouvoir exécutif s'affaiblissait de plus en plus; le ministère, ne pouvant se faire obéir, s'adressait à l'Assemblée; le corps législatif administrait, jugeait, récompensait, punissait; mais tout cela sans autre résultat que de contribuer encore davantage au *gâchis* universel. Les départements étaient en feu : les soldats se révoltaient contre leurs officiers [2]; les diverses autorités des départements étaient en conflit perpétuel; à Paris c'était pis encore. L'imprudent décret, blâmé par Lafayette, qui exigeait des prêtres le serment civique, venait d'ajouter à la discorde un brandon de plus. Les districts et la commune se *mangeaient le cœur*, suivant l'expression du général; les excitations féroces des clubs, des journaux, des libelles soulevaient sans cesse une populace déshabituée du travail, accoutumée au désordre et aigrie par le besoin.

Lafayette avait proposé au roi et à la reine de faire rentrer aux Tuileries les gardes du corps, licenciés depuis la scène de Versailles; le roi et la reine s'y refusèrent, ne voulant pas, disaient-ils, les exposer à être massacrés. Lafayette voit dans cette réponse un effet du machiavélisme de la reine, cherchant à faire croire à l'Europe qu'elle n'était pas libre. Le fait est qu'il eût été difficile de prouver le contraire.

Les émeutes se succédaient rapidement; après le massacre du boulanger François, massacre justement puni par les soins de Lafayette, vint le pillage de l'hôtel de Castries (12 novembre 1790), impunément accompli par une poignée de brigands. Le départ de Mesdames, tantes du roi, fut le prétexte d'un nouveau soulèvement; puis vint l'émeute pour la démolition du château de Vincennes. Une partie de la garde nationale, gagnée par le fameux brasseur Santerre, se déclara pour la populace; Lafayette arriva au moment où l'on commençait la démolition, il l'arrêta avec beaucoup de peine, et au retour il lui fallut faire enfoncer à coups de canon les portes du faubourg Saint-Antoine, qu'on avait fermées contre lui. Pendant qu'il était à Vincennes, un certain nombre de gentilshommes, craignant pour la sûreté du roi, se rendirent aux Tuileries secrètement armés, et se mêlèrent aux gardes nationaux de service. Une rixe s'ensuivit; Lafayette arriva sur ces entrefaites, gourmanda rudement les gentilshommes, qui furent maltraités, chassés; et le lendemain, un ordre du jour du commandant général, faisant allusion aux officiers de la maison du roi qui avaient laissé introduire les gentilshommes, les qualifia de *chefs de la domesticité*, expression inconvenante qui blessa Louis XVI, et fut l'objet de vives réclamations de la part de MM. de Villequier et de Duras.

Tandis que Lafayette se prononçait avec une incontestable sévérité contre une émeute de gentilshommes, l'émeute populaire trouvait en lui un censeur à l'eau de rose, toujours plein d'attendrissement et de respect. S'il blâmait une insurrection, c'était en se croyant obligé de proclamer comme correctif que, *dans certains cas, l'insurrection est le plus saint des devoirs*. Ce système, qui était du reste celui du temps, portait chaque jour ses fruits. La garde nationale elle-même, malgré les bonnes intentions du général, commençait à se laisser atteindre par la contagion démagogique; Lafayette en eut bientôt une preuve significative.

Le 18 avril 1791, le roi, ne voulant pas, par scrupule de conscience, faire ses Pâques dans une église assermentée, et désireux en même temps d'éviter toute occasion de désordre, montait en voiture pour se rendre dans ce but à Saint-Cloud, où il allait assez habituellement, quand le peuple se porta au-devant de la voiture pour l'arrêter; les gardes nationaux de service aux Tuileries s'unirent au peuple, en proférant contre le monarque de grossières injures. Lafayette, qui depuis longtemps s'épuisait en efforts pour maintenir dans Paris la liberté des cultes, et qui, instruit de la résolution du roi, l'avait approuvée [3], tenta vainement de faire ouvrir passage à la voiture royale; il fut insulté et repoussé par ses propres soldats. Le roi,

[1] Ce qui n'empêchait pas Marat de dénoncer chaque jour au peuple *le perfide Motier, plat valet de cour*.

[2] La principale de ces insurrections militaires, celle de Nancy, fut vigoureusement réprimée par M. de Bouillé, aidé de la garde nationale des villes voisines. Lafayette, par l'énergie avec laquelle il se prononça, dans l'Assemblée et partout, contre cette révolte, ne contribua pas peu au succès de son cousin Bouillé, avec lequel il entretenait alors une correspondance fort suivie, en l'invitant à agir de concert avec lui, dans l'intérêt de la constitution et du roi. M. Thiers dit avec raison, je crois, que si l'on eût pu à cette époque faire concourir au même but trois hommes, Mirabeau, Lafayette et Bouillé, la révolution eût été close.

[3] Dans la propre famille du général on employait publiquement le ministère d'un prêtre insermenté.

forcé de rentrer au château, alla lui-même le lendemain se plaindre à l'Assemblée nationale, qui lui fit une réponse insignifiante. Lafayette, irrité, voulait que Louis XVI persistât dans sa résolution, et il lui offrait de le soutenir de tout son pouvoir; mais le roi, craignant un nouvel échec et par conséquent un nouvel affront à sa dignité, refusa de s'y exposer une seconde fois. Lafayette voit encore dans cette résolution un effet des machinations du parti aristocrate : Lafayette voit cela partout. Toujours est-il que, blessé à bon droit de l'insubordination d'une partie de ses troupes, le général eut recours à un moyen déjà employé : il déposa sa démission entre les mains de la commune, et ne consentit à la retirer qu'après deux jours de démarches, de supplications et de promesses d'obéissance de la part des soixante bataillons de la garde nationale.

Cependant le roi, qui avait d'abord franchement et consciencieusement accepté sa nouvelle position, commençait à perdre tout espoir de voir l'ordre se consolider. La scène du 18 avril le décida enfin à choisir entre les divers plans d'évasion qu'on lui proposait de tous côtés : on sait l'histoire de sa fuite nocturne et de son arrestation à Varennes. Le lendemain du départ, Lafayette courut quelques dangers dont il se tira par sa présence d'esprit. Le général avait répondu de la personne du roi sur sa tête, et Danton demandait aux Jacobins la tête du général, entouré sur la place de l'Hôtel-de-Ville par un peuple furieux. « Eh bien, leur dit-il, de quoi vous plaignez-vous? Chaque citoyen gagne vingt sous de rente par la suppression de la liste civile. » Une voix lui ayant crié de prendre la place du fugitif, il répondit par un geste et un sarcasme dédaigneux qui achevèrent de lui rendre toute sa popularité.

Quand Louis XVI fut ramené à Paris, Lafayette, le considérant comme suspendu de ses fonctions, ordonna qu'il ne lui serait rendu aucun des honneurs royaux. Les fugitifs rentrèrent prisonniers aux Tuileries, sous la protection des commissaires de l'Assemblée, et depuis le 25 juin jusqu'au 13 septembre 1791, jour de l'acceptation de la constitution par le roi et de la réintégration de ce dernier, la mission de Lafayette fut celle d'un geôlier; un décret de l'Assemblée lui avait formellement imposé cette mission; il en adoucit les rigueurs avec cette politesse de formes qui le distingua toujours; mais ses subordonnés remplirent leur tâche de manière à donner aux captifs un avant-goût des ignominies de la tour du Temple.

Pendant le trajet de Varennes à Paris, au moment où la question de la déchéance s'agitait dans les journaux et dans les clubs, un des principaux membres de la majorité constitutionnelle, M. de Larochefoucauld, l'ami le plus intime de Lafayette, réunit chez lui un assez grand nombre de députés, à l'effet d'examiner par avance ce qu'il convenait de faire du monarque. Larochefoucauld s'exprima, dit Lafayette, de manière à ce que son vœu personnel pour la république ne fût pas douteux; son avis fut appuyé par Dupont (de Nemours); mais tous les autres membres de la réunion se prononcèrent énergiquement contre la république. On reconnut de même les inconvénients d'une régence ou d'un changement de roi; « et il fut décidé, « ajoute Lafayette, que l'on reprendrait Louis XVI, « le meilleur prince de sa famille, malgré ses torts « récents, et, à tout prendre, le meilleur de l'Eu« rope. »

Lafayette s'applaudit beaucoup d'avoir pris ce parti, et de n'avoir pas, suivant son expression, *complété la république;* « car, dit-il, le vœu de la France était monarchique, et les événements subséquents ont bien prouvé que la nation n'était pas en état de faire *ce pas de plus.* » Cette phrase suffit pour la condamnation du système de Lafayette; car si la république devait être pour la France un abîme, pourquoi l'entraîner au bord de cet abîme? Si le vœu de la France était monarchique, pourquoi lui donner, sous le nom de monarchie, un mensonge républicain?

On sait à quelle discussion brûlante donna lieu la motion présentée à l'Assemblée par ses comités réunis, tendant à faire déclarer Louis XVI personnellement irresponsable de sa fuite, vu son inviolabilité; la presque unanimité de l'Assemblée se prononça pour cette motion; mais le parti républicain, jusque-là réfugié dans les clubs et dans les feuilles anarchistes, se dessina pour la première fois à la tribune dans la personne de Pétion, Robespierre, Buzot, et trois ou quatre autres; le dogme de l'inviolabilité royale fut audacieusement combattu; un de ces énergumènes, Vadier, je crois, alla jusqu'à se servir, par allusion à Louis XVI, de l'expression de *brigand couronné*. Le germe du régicide fut déposé dans cette discussion, vainement close par un des plus éloquents discours de Barnave [1].

[1] Le jeune Barnave, déjà séparé des jacobins, avait

Vaincu à la tribune, le parti républicain résolut d'en appeler à l'émeute; tous les journaux du parti déclarèrent à leur tour que la résistance aux décrets de l'Assemblée *était le plus saint des devoirs*. On décida aux Jacobins qu'une pétition serait signée sur l'autel de la patrie pour demander la déchéance de Louis XVI, et, le 17 juillet 1791, trois jours après l'anniversaire de la fédération, un rassemblement nombreux se porta au Champ-de-Mars, où il débuta par couper la tête à deux invalides trouvés sous l'autel. On connaît l'événement qui suivit. Pour la première fois, après deux ans de désordre, l'autorité municipale fit respecter la loi. Après de vaines sommations, l'insurrection fut réprimée par la force; mais ce premier acte d'énergie fut aussi le dernier.

L'immense majorité du peuple de Paris voulait enfin du repos, et s'était vigoureusement prononcée contre les révoltés; au retour du Champ-de-Mars, les gardes nationaux demandaient à démolir à coups de canon le club des Jacobins; tous les provocateurs quotidiens d'assassinats, Marat, Danton et consorts, se cachaient dans les caves, et la tourbe jacobine était complétement démoralisée. C'était le moment de fermer les clubs et de museler l'anarchie; malheureusement les constituants s'endormirent sur leurs lauriers; la municipalité se contenta de décerner contre les principaux démagogues des mandats d'arrêt qui restèrent sans effet, et ceux-ci purent combiner à loisir et préparer ouvertement les moyens de prendre leur revanche.

Cependant la constitution si péniblement élaborée fut enfin achevée, revisée dans quelques-uns de ses articles, acceptée, sanctionnée par le roi (le 17 septembre 1791), et suivie d'une amnistie générale demandée par Lafayette. La Constituante déclara sa mission terminée; on procéda, sous le feu des journaux républicains, à l'élection de l'Assemblée législative; et, au moment où cette nouvelle assemblée ouvrait ses séances, Lafayette, considérant sa mission comme finie avec celle de la Constituante, abdiqua ses fonctions [1]. La municipalité lui vota une médaille et la statue en marbre de Washington; la garde nationale réunie décida qu'il serait offert à son chef, *en témoignage de son bon et loyal commandement*, une épée forgée avec les verrous de la Bastille [2], et ornée de cette inscription : *A Lafayette l'armée parisienne reconnaissante !* Après deux ans et demi de fatigues, l'ex-commandant général, désireux de repos, partit pour l'Auvergne, fit un voyage de cent vingt lieues, traversant les villes et les bourgs à pied, pour recevoir des harangues et des couronnes civiques *de quoi remplir sa voiture*, et arriva enfin à Chavaniac, d'où il écrivait le 20 octobre 1791 : « Je ne puis vous dire avec quelle délectation je me courbe devant un maire de village. »

Mon sujet ne m'obligeant pas à esquisser l'histoire de l'Assemblée législative, qui succomba si rapidement sous le fardeau légué par la Constituante, je m'en tiendrai aux faits particuliers à Lafayette. Il jouissait à peine des douceurs du repos quand Bailly, accablé lui-même, donna sa démission; un grand nombre d'électeurs voulurent rappeler le général, pour l'opposer à Pétion, que les Jacobins portaient aux fonctions de maire. Il paraît que la cour, persuadée qu'elle aurait meilleur marché du dernier, employa tout ce qu'il lui restait d'influence contre le candidat constitutionnel; Pétion fut nommé le 17 novembre 1791, et l'anarchie prit place avec lui au sein même de la municipalité.

Cependant l'émigration devenait générale; les fugitifs se rassemblaient aux frontières; le premier noyau de la coalition avait été formé, le 17 août 1791, par le traité secret de Pilnitz; les démonstrations hostiles de la Prusse et de l'Autriche semblaient annoncer une guerre imminente. Il fut décidé qu'on réunirait trois armées de cinquante mille hommes chacune, sur la frontière du nord et de l'est; et le jeune ministre de la guerre, Narbonne, annonça, au milieu des applaudissements de l'Assemblée, que « la patrie désignait pour chefs de ces trois armées les gé-

été l'un des commissaires chargés d'accompagner le roi au retour de Varennes. La bonté du monarque, la noble fierté de la reine, la grâce angélique de Mme Élisabeth, avaient produit sur cette âme exaltée, mais honnête et généreuse, une impression très-vive, et à partir de cette époque Barnave et ses amis furent les plus fermes soutiens de la monarchie.

[1] Lafayette avait demandé lui-même à l'Assemblée qu'il fût interdit à un citoyen de commander la garde nationale dans plus d'un département. On décida encore qu'il n'y aurait plus, après lui, de commandant général à Paris; chaque chef de division devait commander à tour de rôle.

[2] La principale clef de cette forteresse avait été envoyée par Lafayette à Washington, qui la fit mettre sous verre dans sa maison de Mount-Vernon.

néraux Rochambeau, Luckner et Lafayette. »

Chargé de commander l'armée du centre, Lafayette se rendit à Metz, et s'occupa d'abord d'organiser ses forces et de rétablir la discipline parmi les troupes. Rappelé à Paris pour délibérer sur le plan de campagne à suivre, il n'eut pas de peine à voir que la constitution allait être débordée par le mouvement révolutionnaire. Le parti qui avait formé la majorité de la Constituante, devenu, dans la Législative, le *parti feuillant*, avait perdu la direction de cette assemblée, et les Girondins, entraînés eux-mêmes par les Jacobins, poussaient presque ouvertement au renversement de la monarchie. Le ministère constitutionnel dut céder la place à un ministère girondin, et, le 20 avril 1792, la France, prenant l'initiative de cette lutte acharnée qui ne devait finir qu'à Waterloo après avoir changé la face de l'Europe, prononça, par la voix émue de Louis XVI, la première déclaration de guerre à l'Autriche.

Dumouriez, qui dirigeait alors le ministère girondin, ordonna aux trois généraux d'envahir rapidement et de concert la Belgique sur trois points. Cette opération fut mal exécutée. Les deux lieutenants de Rochambeau, Théobald Dillon et Biron, virent leurs troupes s'enfuir avant d'avoir combattu; le premier fut massacré par ses propres soldats. Lafayette parti de Metz arriva à Bouvines, où il fut arrêté par la déroute des deux corps de Rochambeau, et obligé de revenir dans ses positions. L'invasion fut manquée. Rochambeau, mécontent du plan de Dumouriez, donna sa démission; les trois armées, fondues en deux sous le commandement de Luckner et de Lafayette, reprirent la défensive, et ce dernier établit son quartier général à Maubeuge.

Cependant, à Paris, l'anarchie marchait à pas de géant; l'insuccès des premières opérations militaires avait augmenté la division entre les Feuillants et les Girondins. Les premiers en attribuaient la cause au plan du ministère, et le ministère en rejetait la faute sur les généraux constitutionnels, que les jacobins accusaient de trahison. Les fureurs de la presse démagogique ne connaissaient plus de bornes; les clubs usurpaient tous les pouvoirs, insultaient toutes les autorités, dominaient le ministère et l'Assemblée, menaçaient chaque jour le roi d'un coup d'Etat populaire, et cette puissance de la rue était devenue si formidable que personne n'osait plus lui résister.

C'est alors que Lafayette écrivit de son camp à l'Assemblée, contre la *faction jacobine*, la lettre dont j'ai déjà parlé, qui est admirable de fermeté, de logique et d'éloquence. Mais, je l'ai déjà dit, la logique et l'éloquence ne pouvaient plus rien contre le désordre, et il était trop tard pour essayer de la fermeté. La lettre excita un grand tumulte dans l'Assemblée: le côté droit l'applaudit; le côté gauche, qui s'occupait d'organiser une émeute pour forcer le roi à reprendre le ministère girondin qu'il venait de renvoyer, se débarrassa de cette difficulté inattendue par une espèce de déclinatoire; il contesta l'authenticité de la lettre, et demanda le renvoi à un comité *chargé de venger le général du lâche qui avait usurpé son nom*. Et tandis que soixante-et-quinze départements envoyaient spontanément leurs adhésions aux principes contenus dans cette lettre, la populace, forçant les Tuileries, posait un bonnet rouge sur la tête de Louis XVI, et marquait ainsi d'avance la proie du bourreau.

A la nouvelle de cette scène, Lafayette met son armée en sûreté sous le canon de Maubeuge, part seul avec un aide de camp, et se présente le 28 à la barre de l'Assemblée, pour avouer hautement la lettre du 16, protester contre le nouvel attentat du 20, et demander de nouveau la répression des factieux. Guadet propose d'examiner la conduite du général coupable d'avoir quitté sans permission son armée; le député Ramond prend sa défense, et la motion de Guadet est repoussée à une majorité de cent voix. Mais ce fut là l'unique résultat de la démarche de Lafayette.

Ne trouvant aucun appui dans l'Assemblée, le général se tourna vers la garde nationale, sur laquelle il avait conservé une partie de son influence, bien que les jacobins l'eussent déjà désorganisée par la formation de compagnies à piques, composées de tous les vagabonds de Paris. Une revue devait avoir lieu le lendemain; Lafayette proposa au roi de l'y accompagner, d'essayer de soulever la garde contre les jacobins, et de fermer les clubs. Mais Louis XVI, se défiant des intentions et des ressources de Lafayette, refusa son intervention; et Pétion, instruit, dit-on, par la reine elle-même, du projet du général, contremanda la revue. Repoussé ainsi par ceux-là mêmes qu'il voulait servir, Lafayette retourna tristement à son armée le 30 juin, après avoir écrit à l'Assemblée une nouvelle lettre, pour l'exhorter encore une fois, au nom de tous les bons citoyens, à réprimer les factieux. Dès qu'il fut parti, les accusations commencèrent

à pleuvoir sur lui dans les clubs et même dans l'Assemblée; on demanda son arrestation. Les jacobins fermèrent le club constitutionnel, cassèrent les compagnies d'élite de la garde nationale, et se préparèrent à une nouvelle et plus décisive insurrection.

Le 7 juillet 1792, le député Lamourette avait dit : « Que ceux qui abjurent également et exècrent la république et les deux Chambres se lèvent. » L'Assemblée s'était levée tout entière, on s'était embrassé en jurant de maintenir la constitution; le côté gauche, effrayé du mouvement révolutionnaire qu'il avait tant excité, et qui devait l'emporter bientôt lui-même, s'était ardemment associé à cette scène de réconciliation, oubliée et ridiculisée dès le lendemain. Un mois plus tard, au bruit du canon de Westermann et de la bande marseillaise, les jacobins venaient signifier à leurs alliés les girondins qu'il n'y avait plus ni constitution, ni monarchie, et l'Assemblée, frappée de terreur, voyait entrer dans son sein le roi prisonnier et découronné.

Toute la France courba la tête, à l'exception d'un seul homme; seul, le républicain Lafayette protesta contre la république. Quelques jours avant le 10 août il avait fait proposer au roi de l'enlever de Paris; mais les propositions se croisaient autour du malheureux monarque; il les accueillait toutes, et son indécision l'empêchait d'en adopter aucune. A la première nouvelle des événements, Lafayette déclara à son armée qu'il considérait l'Assemblée comme asservie par des factieux; il fit emprisonner les trois commissaires qu'elle lui envoyait, se mit en rapport avec les autorités municipales de Sedan, et se prépara ouvertement à organiser la résistance au nom de la constitution. Mais le règne de la loi était passé; les constitutionnels avaient laissé la révolution franchir le point où elle pouvait être dirigée, et la France entrait dans l'ère des *faits accomplis* [1].

Des soixante-et-quinze départements qui avaient si énergiquement adhéré à la profession de foi constitutionnelle du 16 juin, pas un ne remua, excepté celui des Ardennes, qui s'associa à l'entreprise du général; ses soldats eux-mêmes, travaillés par les émissaires de l'insurrection parisienne, ne tardèrent pas à lui témoigner leur froideur. Les généraux des autres corps d'armée, considérant la résistance comme intempestive, se soumirent également, et bientôt Lafayette, trop compromis pour pouvoir revenir sur ses pas, n'eut plus qu'à choisir entre la fuite ou la mort. Après avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour que son absence ne nuisît point à la sûreté de l'armée, et pourvu autant que possible au salut des autorités de Sedan, en assumant par écrit toute la responsabilité de la résistance, il partit dans la nuit du 19 au 20 août, accompagné de MM. Bureaux de Puzy, Latour-Maubourg et quelques officiers d'état-major. Rejoints en route par l'ex-constituant Alexandre de Lameth, poursuivi aussi par un décret d'arrestation, les fugitifs passèrent la frontière, arrivèrent jusqu'au petit bourg de Rochefort, au delà de Bouillon, et se préparèrent à gagner secrètement la Hollande pour passer ensuite aux États-Unis; mais, reconnus aux avant-postes autrichiens, ils furent arrêtés, malgré leurs protestations; les dix-huit officiers qui avaient accompagné les quatre

[1] Il est nécessaire d'ajouter que la présence de l'ennemi sur nos frontières et le manifeste insolent du duc de Brunswick ne contribuèrent pas peu au succès de l'insurrection du 10 août et à ses horribles conséquences. La question politique disparut devant la question nationale, et la France entière tourna le dos aux massacreurs de septembre pour faire face à ce Gascon prussien qui se posait en Attila. Mais de ce que, dans une ville assiégée, les habitants, se portant tous aux murailles, laissent durant l'assaut des bandits se répandre dans les rues en égorgeant vieillards, femmes et enfants, il ne s'ensuit pas que ce sont les bandits qui ont sauvé la ville; et quand on admettrait, à la rigueur, qu'ils ont pu donner aux assiégés placés entre deux égorgements le courage du désespoir [1], il ne s'ensuivrait pas encore que c'est à eux que doit revenir la gloire du triomphe. L'invasion a bien pu contribuer à produire et à maintenir le régime de la terreur, bien que l'invasion prétende à son tour qu'elle ne fût pas née sans le danger de ce régime. Mais, dans tous les cas, ce n'est pas la terreur qui a délivré la France de l'invasion; c'est la France qui s'est délivrée d'abord de l'invasion, et ensuite de la terreur. Il n'y a aucune solidarité entre nos soldats et nos bourreaux; et la preuve, c'est qu'aussitôt l'ennemi extérieur repoussé, le fer des soldats s'est tourné contre l'ennemi intérieur, l'ordre est rentré de nos camps, dans nos cités, et à la lutte anarchique des factions a succédé *nécessairement* le despotisme militaire le plus dur. C'est là le résultat le plus clair de la déviation de la révolution au 10 août.

[1] Cette hypothèse même est indigne de l'honneur français. — La France n'a pas eu besoin de la terreur pour se sauver sous Charles VII à Orléans, sous Louis XIV à Denain, sous le Directoire à Zurich, par l'épée de Masséna : pourquoi ne se fût-elle pas sauvée de même sans la terreur à Valmy, à Jemmapes et à Fleurus?

généraux constituants furent relâchés; mais ces derniers, par la plus scandaleuse violation du droit des gens, furent retenus prisonniers et martyrisés pendant cinq ans, pour n'avoir voulu ni céder à l'insurrection des jacobins, ni trahir, ni combattre leur pays [1].

Pendant cinq ans arraché à la scène du monde, sur laquelle il venait de jouer un rôle si brillant, mais si éphémère, Lafayette fut enseveli au fond d'un cachot et soumis à toutes les vexations ignobles qui composent le règlement des prisons d'État dans certains pays civilisés. Promené d'abord de Luxembourg à Wesel, de Wesel à Magdebourg, de Magdebourg à Neisse, il fut enfin remis par la Prusse à la garde de l'Autriche, qui l'enferma dans une casemate de la forteresse d'Olmütz. Là, condamné à la séquestration la plus rigoureuse, privé de toute communication avec ses compagnons d'infortune et de toute nouvelle du dehors, en butte à la grossièreté des geôliers, aux mille tortures, aux mille privations du cachot, dépouillé de tout, même de son nom, malade de corps et d'esprit, Lafayette prouva qu'une âme inférieure au succès peut se montrer supérieure aux revers. Les quelques lettres qu'il parvint à écrire secrètement à ses amis, avec un cure-dent trempé dans de la suie délayée, en y comprenant celles qu'écrivit plus tard Mme de Lafayette, forment une des parties les plus intéressantes des Mémoires du général. A la différence de la plupart des courtisans du peuple, qui n'adorent en lui que la force, et sont toujours prêts à suivre cette force quand elle se déplace, le même homme, dans la prospérité et la puissance si accessible à la flatterie, si facilement entraîné par les séductions de la rue, si amoureux de ce qu'il nomme quelque part *la délicieuse sensation du sourire de la multitude,* se montre, dans la position la plus propre à démoraliser la tête la plus vigoureuse, admirable de sang-froid et d'énergie. Rebelle à toute rétractation, à toute concession, même la plus minime, il oppose à une oppression interminable un mépris permanent, aiguisé de cette pointe d'ironie aristocratique et de fine gaieté qui ne lui fait jamais défaut.

A Wesel, le commandant de la forteresse lui communique un écrit du roi de Prusse, l'invitant, s'il veut faire adoucir son sort, à donner des conseils contre la France. « Le roi de Prusse est bien impertinent ! » répond Lafayette. On lui apprend que la coalition a décidé que son existence était incompatible avec la sûreté des gouvernements de l'Europe : cette flatterie lui va au cœur et le charme. On lui confisque quelques livres, seule distraction de sa prison, entre autres *l'Esprit*, d'Helvétius, et un ouvrage de Payne, *le Sens commun;* le prisonnier se contente de demander si ces deux objets sont, en Prusse, *des objets de contrebande.* On lui déclare que, sa situation portant naturellement au suicide, on se croit obligé de lui enlever couteaux, fourchettes, etc.; il répond « *qu'il n'est pas assez prévenant pour se tuer lui-même,* » et il mange tranquillement avec ses doigts, en disant qu'il a vu les Iroquois en faire autant. Plus loin, malade, triste, et toujours plaisant dans sa tristesse, il écrit : « Je défendrai *ma constitution* aussi constamment, mais vraisemblablement avec aussi peu de succès que *la constitution nationale.* » Ailleurs, comme ses geôliers ne savent pas un mot de français, il déclare qu'il a fallu cette impérieuse circonstance pour le forcer à s'occuper ici des seuls *principes* qu'il y puisse adopter, ceux de la grammaire allemande.

Tandis que les rois de l'Europe s'unissaient pour torturer Lafayette, les républicains de France confisquaient ses biens, décimaient sa famille, et vouaient sa mémoire à l'exécration. On en était venu à guillotiner un honnête homme, non-seulement pour crime de *feuillantisme*, de *modéran-*

[1] Il est à remarquer que la coalition donna ainsi la première l'exemple de ces infractions au droit des gens qu'elle a souvent reprochées à la république et à l'empire, et dont son histoire est passablement fournie.

Il paraît que Lafayette eut un instant l'idée de se faire réclamer par les États-Unis comme citoyen américain ayant renoncé à sa qualité de Français. Cette pensée irréfléchie, qui n'eût eu d'ailleurs et ne pouvait avoir aucun résultat, n'a pas été avouée par le général dans ses Mémoires; mais elle résulte d'une lettre adressée alors par lui au ministre des États-Unis à la Haye, et qui se trouve dans les *Mémoires de M. Gouverneur Morris,* ministre des États-Unis en France, de 1792 à 1794. Ces Mémoires de Moris, qui viennent d'être traduits en Français par M. A. Gandais, renferment sur la révolution en général, et sur Lafayette en particulier, des détails d'autant plus précieux qu'ils sont racontés par un témoin oculaire, désintéressé dans la question par sa qualité d'étranger. Il est assez curieux de voir Lafayette considéré par la plupart de ses amis d'Amérique, sans en excepter Washington, comme un utopiste *trop républicain pour son pays.*

tisme, de ***négociantisme***, ou bien pour le triple forfait d'***aristo-robino-théocratie***, mais encore pour crime de ***fayettisme***.

Ce nom, symbole de gloire quelques mois auparavant, était devenu un arrêt de mort. La courageuse femme du proscrit, après avoir vu périr sur l'échafaud sa grand'mère, sa mère et sa sœur, ne voulut jamais consentir, à l'exemple des autres prisonniers, à quitter le nom dangereux qu'elle portait. Arrêtée dès le mois de septembre 1792, relâchée sur une lettre énergique écrite par elle à Brissot, elle fut incarcérée de nouveau en 1793, et dut la vie à l'intercession chaleureuse du ministre des États-Unis, de ce même Morris dont j'ai déjà parlé.

Cependant le bruit du couperet, traversant les remparts et les palissades d'Olmütz, retentissait jusque dans l'humide souterrain du prisonnier; et à la nouvelle de toutes ces horreurs il écrivait : « La cause du peuple ne m'est pas moins sacrée, ***mais le charme est détruit!*** » Une vaine tentative d'évasion, exécutée par l'appui généreux du docteur Bollmann et du jeune Américain Huger, n'avait eu d'autre résultat que de conduire dans les fers les deux libérateurs, et de faire resserrer davantage les liens de Lafayette. Miné par une fièvre lente, écrasé sous le poids d'une solitude de trois ans, dévoré d'inquiétude sur le sort des êtres qui lui étaient chers, Lafayette commençait à sentir s'épuiser son courage, lorsque, par une matinée d'octobre 1795, il vit tout à coup s'ouvrir la porte de son cachot, et sur le seuil apparaître, comme trois anges consolateurs, sa femme et ses deux filles, dont il ignorait l'existence depuis dix-huit mois.

Retenue en prison même après le 9 thermidor, Mme de Lafayette n'avait pu recouvrer sa liberté qu'en 1795; son premier soin avait été d'envoyer son jeune fils George en Amérique, chez le général Washington, son parrain, qui le reçut à Mount-Vernon avec toute l'affection qu'il avait vouée au père. Tranquille sur la destinée de son fils, Mme de Lafayette n'eut plus d'autre pensée que de partager le sort de son mari. Après bien des difficultés, elle parvint jusqu'à Vienne, sous le nom de Mme Motier, Américaine. Là elle obtint, à l'insu des ministres, une audience de l'empereur, qui, touché de sa démarche, lui accorda la faveur ardemment sollicitée d'être enfermée dans le même cachot que son mari. La santé de cette noble femme, déjà altérée par son long séjour dans les prisons de Paris, fut, après quelques mois du régime meurtrier d'Olmütz, assez compromise pour nécessiter un voyage à Vienne, à l'effet de consulter les médecins. Elle demanda une permission de huit jours; mais l'empereur ayant mis pour condition à sa sortie de prison qu'elle n'y rentrerait plus, elle s'empressa de déclarer qu'elle préférait la mort à une nouvelle séparation.

Cependant le terme de cette longue persécution approchait. Les amis de Lafayette ne restaient pas oisifs. Les hommes les plus éminents de l'Amérique sollicitaient sans relâche en faveur du prisonnier; l'illustre président des États-Unis écrivit directement à l'empereur lui-même; au sein du parlement d'Angleterre, la voix éloquente de Fox et la parole indignée de Fitz-Patrik avaient protesté contre cet odieux abus de pouvoir, et forcé Pitt de se déclarer étranger à l'attentat de la cour de Vienne. Les Jacobins de France avaient disparu de l'horizon, et l'opinion publique commençait à s'émouvoir sur le sort du général; mais un défenseur plus puissant encore était réservé à Lafayette. Pendant sa captivité, un obscur sous-lieutenant s'était tout à coup élevé au faîte de la gloire. Le nombre de ses victoires égalait presque déjà le nombre de ses années. A chaque triomphe nouveau, les prisonniers, dit Mme de Lafayette, s'apercevaient d'un changement visible dans la politesse de leurs gardiens. Enfin, Bonaparte dictant à Leoben la paix à l'Autriche, le Directoire lui recommanda les prisonniers d'Olmütz, et le général stipula leur délivrance dans une note à part, en ajoutant toutefois, de sa main et de sa propre autorité, suivant Lafayette, la clause restrictive qu'ils ne pourraient actuellement se rendre en France.

Ne pouvant rentrer dans sa patrie, Lafayette, après sa sortie de prison, passa en Hollande, et se fixa à Utrecht, en attendant que les événements lui présentassent une chance favorable de retour. Ses idées, ses actes antérieurs, et le mouvement de la révolution pendant sa captivité, avaient rendu sa position singulière. Républicain, il lui répugnait d'adhérer à une république sortie du 10 août, qu'il avait combattu; et, d'un autre côté, il ne se sentait pas assez monarchiste pour s'associer aux efforts de ceux qui voulaient faire rétrograder la révolution en deçà du 10 août. Ainsi, il ne voulait ni de la république, parce qu'elle avait renversé la monarchie, ni de la monarchie, parce qu'elle tendait à renverser la république; et le même homme qui

avait proclamé, cinq ans auparavant, que ces deux questions étaient parfaitement secondaires, ne trouvait plus, dans sa doctrine de la Déclaration des Droits, un moyen décent de coudre le passé au présent, et, peu soucieux de se contredire de la manière la plus grossière, il s'écriait (t. IV, p. 361):

« Quel scandale aux yeux de tous si j'avouais que, dans l'organisation sociale, je ne tiens indispensablement qu'à la garantie de certains droits publics et personnels, et que les variations du pouvoir exécutif, compatibles avec ces droits, ne sont pour moi qu'une combinaison secondaire ! »

Ce scandale, si scandale il y a, Lafayette l'a donné toute sa vie, car il n'a cessé de proclamer le principe d'indifférence quant à la forme gouvernementale comme la pierre angulaire de sa doctrine; et pourtant Lafayette avait une furieuse envie de passer de l'état de *tableau de Musée*, comme il s'appelait, à l'état pratique. L'exil lui pesait; en observant de loin le mouvement tumultueux des partis qui précéda le 18 brumaire, il se demandait quelle était sa place dans le *margouillis national;* il ne voulait ni des royalistes, ni des jacobins, qui ne voulaient pas de lui; et ceux qu'il appelait les patriotes, c'est-à-dire les conventionnels modérés, qui n'en voulaient pas davantage, avaient à ses yeux le grand tort de célébrer l'anniversaire du 10 août. Sa correspondance de Hollande est curieuse comme témoignage à la fois du désordre général d'idées en France vers la fin du Directoire, et du désordre particulier des idées de Lafayette. Il jouerait volontiers un rôle dans ce qui se prépare; mais que se prépare-t-il? Tout le monde attend, et nul ne le sait! Et, en attendant, chacun intrigue de son côté. Lafayette se fatigue et se perd à observer de si loin cet imbroglio où les gens influents changent, dit-il, d'avis deux ou trois fois par semaine; et lui-même ne s'aperçoit pas qu'il en fait autant. Tantôt il défendrait volontiers la constitution de l'an III, qui est à ses yeux meilleure que celle de 91; tantôt il déclare que le Directoire est usé, et *qu'il n'y aurait pas grand scrupule à se faire pour la dissolution des Conseils;* il offre même à ses amis d'arriver subitement à Paris et de tenter un petit coup d'Etat. Mais que fera-t-on après la victoire? Ici revient la fameuse doctrine : il sera volontiers et indifféremment pour la république ou pour la monarchie, *pourvu que cela soit honnête*. En cas de monarchie, il faudrait mettre de côté Louis XVIII et son frère, *condamnés pour rébellion par la haute cour constitutionnelle*, et offrir la *place* aux jeunes princes d'abord (les deux ducs d'Angoulême et de Berry), puis au duc de *Chartres* (*sic*). Plus loin, Lafayette est frappé des inconvénients du rétablissement de la royauté; mais la république n'est pas moins embarrassante, et il conclut (17 octobre 1799) :

« En vérité, républicanisme à part, tout cela porterait à souhaiter qu'on pût organiser une bonne république et raccommoder la nation avec le nom et la chose; mais ce ne peut être un magistrat de cinq morceaux, toujours deux contre trois, ni un sénat comme celui-ci. Et puis, que de disputes pour le choix de ce président! Quand on y pense, on voudrait la royauté; quand on pense à la royauté, on voudrait la république. Pourvu que nous trouvions dans tout ceci la liberté publique, la nôtre et une ferme, je ferai bon marché des accessoires, attendu que je suis fatigué à l'excès, et que les malheurs généraux et individuels de mes compatriotes me tourmentent nuit et jour. »

Voilà bien tout Lafayette; tel il était la veille du 18 brumaire, tel il se montrera le lendemain de la révolution de 1830.

Tandis que l'exilé de Hollande attendait ainsi l'avis du ciel pour savoir ce qu'il y avait à faire, un homme arrivait d'Egypte, qui tranchait le nœud gordien. « Bonaparte a tout pour lui, écrit Lafayette à la première nouvelle du débarquement; que va-t-il faire?... Peut-être a-t-il envie d'être président à vie. J'aimerais fort cet arrangement; ce serait un essai curieux à faire. » Pourtant Lafayette a voté plus tard contre le consulat à vie.

Il faut lire cette correspondance de Lafayette avec ses amis de Paris, vers la fin du Directoire. Rien ne donne mieux l'idée de l'état des esprits à cette époque, de ce dégoût du passé, de cette lassitude du présent, de cette incertitude de l'avenir, qui firent en un jour de Bonaparte l'homme de tout le monde et l'héritier nécessaire de la révolution. Il était à peine débarqué que Lafayette lui-même s'empresse de lui écrire que *son arrivée le remplit de joie et d'espoir*. Mais Bonaparte fait la sourde oreille; il renverse le Directoire, et laisse Lafayette se morfondre en Hollande. L'exilé n'y tient plus; il part brusquement, arrive à Paris, et écrit au premier consul qu'il a pensé que la continuation de sa proscription ne convenait ni au gouvernement, ni à lui-même. Ce retour imprévu contraria vivement Bonaparte; il craignit un instant que Lafayette ne fût un obstacle à ses projets. Il s'aperçut bien vite qu'il se trompait. L'ex-com-

mandant général de la garde nationale, le héros de la fédération de 90, l'auteur de la Déclaration des Droits, était presque aussi profondément oublié du peuple en 99 que s'il n'eût jamais existé. Son histoire était déjà de l'histoire ancienne.

Rien de plus amusant que le récit tracé par Lafayette de *ses rapports avec le premier consul.* C'est un échange de flatteries réciproques, entremêlées de boutades spirituelles et inoffensives que Bonaparte écoute en souriant. L'ex-général de la garde civique semble tout fier d'avoir son franc parler avec ce héros dictateur devant lequel toutes les têtes se courbent déjà; et Bonaparte, devinant sans peine que le meilleur moyen d'empêcher Lafayette de faire de l'opposition en plein vent est de permettre, de provoquer même l'opposition du tête-à-tête, se résigne, de *l'air le plus aimable,* à discuter avec l'homme de la liberté. « Ces rendez-vous que je lui demandais par écrit, dit Lafayette, avaient pour objet des radiations de parents et d'amis, ou quelque autre service à rendre; nous y restions deux ou trois heures tête à tête, et nous causions de tout avec une liberté mutuelle et un intérêt de ma part qui paraissait réciproque.»

« Un gouvernement libre, et vous à la tête, disait Lafayette, voilà ce qu'il me faut. — Vous avez dû trouver, disait Bonaparte, les Français bien refroidis sur la liberté; les boutiquiers n'en veulent plus. — C'est à vous à la leur donner, » observait Lafayette. Bonaparte se rejetait sur l'état de la France. « Si je ne serrais pas le vent, vous et moi ne serions plus ici dans trois mois. » Puis, flattant la passion antiaristocratique de Lafayette : « Comme ils vous en veulent ces aristocrates! Je n'aurais jamais cru que la haine humaine pût aller si loin. Tenez, mon cher, une belle conduite, c'est la vôtre; *mener* les affaires de son pays, et, en cas de naufrage, n'avoir rien de commun avec ses ennemis, voilà ce qu'il faut. » Et Lafayette avoue avec candeur « qu'il prenait à ces conversations de Bonaparte plus de goût qu'on ne devrait en avoir pour un despote. » — « Vous regretterez peut-être, écrivit-il alors à un ami, que la révolution de brumaire n'ait pas été faite par un *pur amant* de la liberté (par lui sans doute); mais on peut douter qu'il y eût été aussi propre que notre premier consul. »

Ces relations, ces entrevues, ces conversations amicales entre Bonaparte et Lafayette durèrent trois ans, jusqu'à l'établissement du consulat à vie. Le *pur amant* de la liberté était à demi conquis; censeur bienveillant des actes du gouvernement, mais partisan presque enthousiaste de la personne du premier consul, pourvu qu'il lui fût permis de professer dans le tête-à-tête la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, Lafayette n'en demandait pas davantage. S'il ne prenait pas rang parmi les serviteurs, il était incapable de s'associer aux ennemis. Mais les demi-conquêtes ne suffisaient pas à Bonaparte. Ne sachant que faire de ce rognard constitutionnel, et désireux pourtant de l'*absorber,* il pensa d'abord à lui donner, pour honorable sépulture, un siége au sénat. Le général eut le bon esprit de refuser le tombeau qu'on lui offrait : pour toute faveur il se contenta de demander sa pension de retraite comme général; et le consul, enchanté de *l'annuler,* au moins de ce côté-là, s'empressa de lui accorder le maximum de cette pension de retraite.

Cependant le mouvement rétrograde de la révolution suivait son cours; le reflux devait être proportionnel au flux, et le flot débordé jusqu'à l'anarchie devait, avant de reprendre son niveau, reculer jusqu'au despotisme. Il allait dépasser 89, quand Lafayette crut devoir faire sa première protestation publique en écrivant sur le registre des votes pour le consulat à vie : « Je ne donnerai ma voix à Napoléon Bonaparte qu'après que la liberté sera suffisamment garantie. » Il crut devoir en même temps justifier ce vote conditionnel dans une lettre très-affectueuse, à laquelle Bonaparte, mécontent, ne fit aucune réponse. A partir de ce moment les entrevues cessèrent : Lafayette ne demanda plus d'audiences et ne fit plus de visites. « Personne n'aime à passer pour un tyran, disait Bonaparte aux amis communs, et l'attitude de M. de Lafayette semble me désigner comme tel. » — « Le silence de ma retraite, répondait Lafayette, est le maximum de ma déférence; je suis comme cet enfant qui s'obstinait à ne pas dire A, de peur qu'on ne l'obligeât ensuite à dire B. » Avec Bonaparte, il fallait aller jusqu'au bout de l'alphabet.

L'établissement de l'empire attacha encore davantage Lafayette à son système de désapprobation tacite et inoffensive. Tranquillement retiré dans la terre de la Grange, il ne s'occupait plus que de résoudre *le problème du propriétaire faisant valoir.* « Et cette fois, dit-il, mes voisins cultivateurs reconnaissaient que le problème avait été avantageusement résolu. » Son bonheur domestique fut cruellement troublé par la mort de M[me] de Lafayette, qui eut lieu le 24 décembre 1807.

Je ne puis résister à la tentation de citer, à ce sujet, quelque chose d'une lettre admirable où Lafayette, qui, en temps ordinaire, ne brille pas précisément par le style, trouve, dans sa douleur, le secret des plus grands écrivains du dix-huitième siècle.

« Pendant les trente-quatre années d'une union où la tendresse, la bonté, l'élévation, la délicatesse, la générosité de son âme charmaient, embellissaient, honoraient ma vie, je me sentais si habitué à tout ce qu'elle était pour moi que je ne le distinguais pas de ma propre existence. Elle avait quatorze ans, et moi seize, lorsque mon cœur s'amalgama à tout ce qui pouvait m'intéresser. Je croyais bien l'aimer, avoir besoin d'elle; mais ce n'est qu'en la perdant que j'ai pu démêler ce qui reste de moi pour la suite d'une vie qui avait paru livrée à tant de distractions, et pour laquelle néanmoins il n'y a plus ni bonheur, ni bien-être possible. »

Et, après un ravissant tableau de toutes les qualités de cette femme angélique, après l'avoir représentée, à son lit de mort, souhaitant *la paix du Seigneur* à ceux qui l'entouraient, et récitant dans l'agonie un cantique de Tobie, le même qu'elle avait récité à ses filles en apercevant les clochers d'Olmütz, Lafayette termine ainsi :

« Vous parlerai-je du plaisir sans cesse renaissant que me donnait une confiance entière en elle, jamais exigée, reçue au bout de trois mois comme le premier jour, justifiée par une discrétion à toute épreuve, par une intelligence admirable de tous les sentiments, les besoins, les vœux de mon cœur; et tout cela mêlé à un sentiment si tendre, à une opinion si exaltée, à un culte, si j'ose dire, si doux et si flatteur, surtout de la personne la plus parfaitement naturelle et sincère qui ait jamais existé! »

La tempête de 1814 trouva Lafayette dans sa ferme. Appelé à Paris par la maladie d'un de ses parents, au moment où les alliés s'avançaient vers la capitale, il s'associa, lui, son fils [1] et ses gendres, à quelques tentatives de résistance, rendues vaines par la lassitude des masses, l'espoir d'un meilleur avenir et la trahison des chefs. « Les ennemis entrèrent, dit Lafayette; je m'enfermai chez moi et je fondis en larmes. » Il dut en effet verser des larmes bien amères, l'homme de la fédération de juillet 1790, en comparant le résultat définitif à l'enthousiasme, aux illusions et aux erreurs du point de départ.

Mais, en fait de politique, Lafayette ne fut jamais l'homme des longues douleurs; il porta toujours en lui un fonds inépuisable d'espérances. La vue du comte d'Artois dans la rue, en lui rappelant, dit-il, des souvenirs, des relations de jeunesse [2], changea le cours de ses émotions; et il se mit à *souhaiter de tout son cœur que la liberté pût s'amalgamer au règne des frères et de la fille de Louis XVI*. La même lettre de félicitation et d'espoir, au nom de la liberté, qu'il avait adressée au héros de brumaire, il l'adressa au comte d'Artois; et quelques jours après, au grand étonnement des voltigeurs de Louis XV, le *jacobin* Lafayette, décoré de la cocarde blanche, se présenta à la première audience royale, apportant sans doute dans la poche sa recette de gouvernement, *la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen*, et prêt à recommencer sur mêmes frais l'expérience avortée en 1792. Lafayette fut reçu très-poliment par Louis XVIII, qui l'aimait fort peu, mais le craignait beaucoup, et pour cause [3]. Le visiteur s'aperçut sans peine qu'il n'y avait rien à faire pour lui *avec les gens de Mittau*. Le duc d'Orléans avait connu son fils en Amérique; et, en causant avec le fils, à Paris, il s'était informé du père avec bienveillance. Cela toucha d'autant plus le général que ses rapports avec le père du prince avaient été plus hostiles; il alla visiter le duc d'Orléans, dont il fut enchanté, et qui lui parut, écrivait-il à cette époque, *le seul Bourbon compatible avec une constitution libre*. Non content de visiter les Bourbons, Lafayette crut devoir présenter les hommages d'un homme libre au roi de

[1] M. George Washington de Lafayette, promu d'abord par le premier consul à une sous-lieutenance, mais entravé ensuite dans son avancement par l'effet des sentiments de l'empereur pour son père, avait quitté le service depuis la paix de Tilsitt.

[2] Avant 1789, Lafayette avait fait partie d'un club de jeunes gentilshommes, dont M. de Ségur parle dans ses Mémoires, et dont faisait également partie le comte d'Artois.

[3] Comme il aurait fallu un volume pour tracer une biographie complète de Lafayette, je n'ai pu parler du complot *Favras*, qui eut lieu en 1790, et où *Monsieur*, depuis Louis XVIII, se trouvait gravement compromis. Le prince se tira d'affaire en venant à l'hôtel de ville renier son délégué, qui mourut courageusement avec son secret. Lafayette avait eu entre les mains les preuves de la complicité; quelques jours avant la condamnation de Favras, il les avait lui-même remises à *Monsieur*, et ne fut pas peu scandalisé de voir ce dernier profiter de cette circonstance pour venir sans nécessité mentir à l'hôtel de ville.

Prusse et à l'empereur de Russie. A sa grande stupéfaction, il trouva dans ce dernier un démocrate presque aussi avancé que lui.

« Vos journaux, lui dit Alexandre dans une embrasure de croisée, sont d'une servilité indigne; nous ferions mieux en Russie. » Et comme Lafayette lui exprimait ses espérances au sujet des Bourbons, que le malheur devait avoir en partie *corrigés* : « *Corrigés !* s'écria l'autocrate ; ils sont *incorrigés* et *incorrigibles*. Il n'y en a qu'un, le duc d'Orléans, qui ait des idées libérales; mais pour les autres, n'en espérez jamais rien.—Si c'est votre opinion, Sire, pourquoi les avez-vous ramenés ?—Ce n'est pas ma faute; on m'en a fait arriver de tous les côtés. Je voulais du moins les arrêter, pour que la nation eût le temps de leur imposer une constitution : ils ont gagné sur moi comme une inondation. »

Sincère ou non, cette boutade d'Alexandre n'en est pas moins curieuse. Lafayette en fut ravi. Au second voyage, après les cent-jours, le *Grec du Bas-Empire* avait complétement changé de gamme, et quand son ancien confident voulut reprendre la causerie libérale, il se trouva qu'il était consigné à la porte. Jusqu'au retour de Napoléon, Lafayette garda vis-à-vis des Bourbons cette attitude froide mais inoffensive qu'il avait eue à la fin du consulat, désirant, dit-il, de tout son cœur, que la restauration devînt constitutionnelle, et voyant avec regret qu'elle n'en prenait guère le chemin. A la première nouvelle du débarquement de l'empereur, comme les amis du roi lui demandaient son concours, il le promit et proposa de *résister à Napoléon avec de la liberté*. On ne résista avec rien du tout. Le roi partit pour Gand, l'échappé de l'île d'Elbe s'installa aux Tuileries, et Lafayette reprit tristement le chemin de la Grange.

Cependant Napoléon, à son tour, promettait de la liberté, il en donnait même. Il avait commencé par convoquer les Chambres. Lafayette, qui avait sur le cœur sa trop grande confiance de l'an VIII, se fit d'abord tirer l'oreille pour revenir à l'espérance. Mais Joseph ayant manifesté un vif désir de le voir, il vint le visiter à Paris, et lui déclara qu'en présence d'une nouvelle invasion, le gouvernement impérial lui paraissant le moindre des deux maux, il était prêt « à s'unir cordialement aux efforts de son frère pour repousser les puissances étrangères, et les Bourbons qui les ont appelées. » Cette dernière résolution était parfaitement louable et patriotique. Malheureusement Lafayette ne la tint pas longtemps. On connaît les événements des cent-jours, et la manière absurde et fatale dont, après vingt-trois ans de silence, Lafayette inaugura son retour à la vie politique. Napoléon, vaincu à Waterloo, était accouru à Paris pour demander aux Chambres les moyens de tenter un dernier effort. La position de l'ennemi, imprudemment aventuré, donnait tout lieu d'espérer que cet effort suprême serait victorieux. La majorité des représentants, prévoyant les malheurs d'une seconde invasion, se montrait disposée à s'associer à une résistance désespérée; mais il y avait beaucoup de peureux et plusieurs traîtres. A la tête de ces derniers se trouvait Fouché.

Homme de cœur et de loyauté, Lafayette n'appartenait ni aux uns ni aux autres; mais, faible d'esprit et crédule à l'excès, il se laissa berner par Fouché. Napoléon descendait à peine de cheval, et déjà l'odieux duc d'Otrante, qui n'avait pas cessé de correspondre avec Louis XVIII, répandait partout le bruit que l'empereur, vaincu, dont tout l'espoir était dans l'appui des Chambres, revenait pour les dissoudre par la force et saisir la dictature. Les poltrons, ne demandant qu'un honnête prétexte pour voiler leurs frayeurs, s'emparèrent bien vite de celui-là, et les libéraux patriotes se mirent en garde contre l'empereur. En même temps Fouché, jouant le rôle de la chatte de la Fontaine [1], courait chez les familiers de l'Elysée-Bourbon, leur parlait de la fermentation, du mauvais esprit des Chambres, et de la nécessité pour Napoléon de montrer les dents. Des deux côtés on donna dans le piége; les libéraux parlèrent de résistance, les impériaux de dissolution, et la discorde fut bientôt allumée.

A demeurer chez soi l'une et l'autre s'obstine
Pour secourir les siens dedans l'occasion,
L'oiseau royal en cas de mine,
La laie en cas d'irruption.

Cependant la réconciliation n'était pas impossible; des deux parts on s'observait, mais nulle attaque n'avait encore eu lieu ; un mot d'explication pouvait tout sauver, quand Lafayette, qui s'était laissé persuader par Fouché qu'il fallait ou que la Chambre fût dissoute, ou que Napoléon fût détrôné, et fier de braver un danger qu'on lui peignait comme formidable, vint, avec son sang-froid habituel, mettre le feu aux poudres dans la fameuse séance du 21 juin. Traîtres, poltrons et libéraux abusés applaudirent à sa déclaration de guerre ; ses propositions, dont la conséquence forcée était

[1] L'Aigle, la Laie et la Chatte.

l'abdication, furent adoptées, et la cause de Napoléon, qui était alors celle de la France, fut irrévocablement perdue.

Pourtant Lafayette n'entendait aucunement stipuler pour les Bourbons. Après l'abdication de l'empereur et la nomination illusoire de Napoléon II, il demanda la formation d'une commission exécutive, destinée, suivant lui, à faire la besogne du soldat désarmé, c'est-à-dire à soulever la nation en masse et à la jeter sur l'ennemi. Mais Fouché, qui s'était fait nommer président de ce gouvernement provisoire, et qui en avait fait exclure Lafayette, mit bon ordre aux velléités belliqueuses du *vétéran de la liberté;* après l'avoir écarté du commandement de la garde nationale, qu'il espérait obtenir, désireux de se débarrasser tout à fait de ce patriote incommode, il jugea plaisant de confier à l'ennemi lui-même le soin de compléter la mystification ourdie à Paris; et tandis qu'il écrivait à Louis XVIII d'arriver au plus vite, il chargeait Lafayette d'aller, en compagnie de cinq autres patriotes également incommodes, se promener jusqu'à Haguenau au-devant des souverains alliés pour leur demander l'*exclusion formelle des Bourbons* [1], les prier de vouloir bien arrêter leurs armées, et attendre qu'avant de se donner un chef quelconque, la France se fût donné une constitution libre. Les plénipotentiaires ne furent pas admis auprès des souverains, mais ils furent très-poliment reçus et bernés par leurs ministres. Pendant qu'on retardait leur retour le plus possible sous différents prétextes, l'armée anglo-prussienne s'avançait rapidement et se déployait autour de Paris. Enfin on les lâcha; ils revinrent fort mécontents le 5 juillet, ils trouvèrent la capitulation de Paris déjà signée, tandis que cent mille soldats français, indignés de n'avoir pu combattre, opéraient leur retraite sur la Loire. Lafayette nous apprend naïvement qu'il vit alors avec un profond regret qu'on n'était plus en état de lutter avec l'ennemi. Il était dans la destinée de Lafayette de passer souvent d'une erreur à un regret, et ce qui dut rendre ce regret plus cuisant, c'est que, comme le général le dit avec la même naïveté dans ses Mémoires, la France de 1815, après une première expérience des Bourbons, n'avait plus les illusions de l'année précédente, se défiait à bon droit des intentions de l'étranger, et ne demandait qu'à résister. « Il ne lui manqua que quelques chefs militaires! » ajoute l'homme qui vient de lui enlever le plus puissant de tous. En vérité, Lafayette méritait bien le compliment d'*excessive ingénuité* que lui fit, à cette époque, son ami lord Holland.

Le 8 juillet vit enfin la dernière scène de cette fatale mystification. Le pavillon blanc flotta sur les Tuileries, entourées des bivacs et des canons anglo-prussiens, et le héros *des deux mondes*, se rendant à la salle du corps législatif pour y délibérer sur les destinées de la patrie, fut reçu à la porte par une compagnie de uhlans, peu familiers avec la *Déclaration des Droits de l'homme*, qui lui intimèrent poliment de passer son chemin.

Il ne lui resta plus qu'à retourner à la Grange pour observer de sa retraite la *marche toujours croissante du jacobinisme royaliste, en se renfermant dans son ancien et tendre souvenir de* 1789. Cette retraite absolue dura jusqu'aux élections de 1817. Porté comme candidat à la députation de Paris, il fut écarté par le ministère; mais, plus heureux l'année suivante, il fut nommé par le collége électoral de la Sarthe, et rentra pour la troisième fois dans les fonctions législatives. Placé alors dans le rôle qui convenait le mieux à sa nature, Lafayette commença contre la restauration ce long duel où il se montra le plus infatigable, le plus audacieux de tous les députés de l'extrême gauche, et où il reconquit toute son ancienne popularité. Bientôt, non content de combattre le gouvernement à la tribune, Lafayette, qui jusque-là s'était toujours déclaré l'ennemi des moyens extra-legaux, et n'avait jamais voulu les employer même sous l'Empire, se décida à courir la chance des conspirations.

Il s'enrôla dans la *charbonnerie*, accepta la présidence de la *vente* suprême, et prit une part active à divers complots, particulièrement à celui de Béfort.

On sait les sanglants résultats des vaines tentatives des *carbonari*. Dans l'affaire de Béfort Lafayette frisa l'échafaud. Il s'en allait résolûment, en compagnie de son fils, se faire prendre en flagrant délit, quand, heureusement pour lui, il fut,

[1] Lafayette a dit, en 1829, que l'exclusion *absolue* des Bourbons n'avait pas été le but de la mission de Haguenau. C'est sans doute un oubli de la part du général, car ce fait résulte du texte même des instructions données aux plénipotentiaires. C'est dans cette mission que, lord Stewart ayant déclaré à Lafayette qu'il fallait d'abord livrer Napoléon, il répondit : « Je suis étonné que, pour proposer au peuple français une telle lâcheté, vous vous adressiez à un prisonnier d'Olmütz. »

à peu de distance de la ville, averti par un message qu'il y avait eu trahison, que la conspiration venait d'échouer, et il s'en retourna tranquillement chez lui. Le procureur général Mangin, convaincu de sa complicité, voulait l'englober dans la procédure; le ministère n'osa pas y consentir, ce qui n'empêcha pas le tenace magistrat de le désigner clairement dans l'acte d'accusation. Cela fit du scandale à la Chambre; les amis du général s'indignèrent de cette *calomnie*. Quant à lui, sa réponse fut d'une incroyable audace. Il se contenta de dire que le mot *prouvé*, dont se servait le procureur général, lui semblait un *peu leste*, en ajoutant que, du reste, il ne demandait pas mieux que de comparaître devant un tribunal en face de la nation. « C'est là, dit-il, que nous pourrons, mes accusateurs et moi, *dans quelque rang qu'ils soient placés*, nous dire *sans compliment* ce que depuis trente-trois années nous avons eu mutuellement à nous reprocher. » Cette provocation s'adressait à Louis XVIII; il la comprit, elle l'effraya, et des têtes plus obscures *payèrent les pots cassés*.

Cependant le carbonarisme, affaibli de plus en plus, s'éteignit vers 1823, et Lafayette, éliminé de la Chambre, par l'influence croissante du ministère, aux élections qui suivirent la guerre d'Espagne, profita de ses loisirs pour aller faire aux Etats-Unis une visite sollicitée par eux depuis longtemps. Parti du Havre le 13 juillet 1824, il débarqua, le 16 août, dans la baie de New-York. Là, l'attendait un des plus éclatants triomphes qui aient jamais été accordés à un homme. Constamment entouré par une population immense accourue sur son passage; complimenté, fêté aux portes de chaque ville; escorté, traîné dans sa voiture par la milice, ou voguant sur les grands fleuves au bruit des hourras, au son des cloches, au fracas de l'artillerie, l'*hôte de la nation*, le dernier des généraux de l'armée de l'indépendance, parcourut pendant quatorze mois les vingt-quatre Etats de l'Union. Le Congrès, désireux de joindre aux honneurs prodigués à Lafayette un témoignage de munificence nationale, décréta qu'une somme de 200,000 dollars (un million) lui serait payée à titre d'indemnité pour ses services et sacrifices pendant la guerre de la révolution, en ajoutant à ce don celui d'une pièce de terre, désignée par le président sur les terres non concessionnées aux Etats-Unis.

Après ce voyage triomphal, Lafayette revint en France en octobre 1825, fut renvoyé à la Chambre, par les électeurs de Meaux, le 24 juin 1827, et reprit avec ardeur la lutte parlementaire jusqu'au moment où une révolution nouvelle, en le portant de nouveau au sommet des affaires, vint constater encore une fois que l'homme, chez lui, devait toujours être inférieur à sa destinée.

Je n'entrerai point ici dans le détail des journées de juillet, parce que ce récit a déjà été fait plusieurs fois par moi ailleurs, et parce que Lafayette, étranger au combat, ainsi que tous ses collègues les députés réunis à Paris, ne fit autre chose que s'associer aux mesures prises par ces derniers. C'est seulement dans la soirée du 29, après la prise du Louvre et l'expulsion des troupes royales, qu'ayant annoncé dans la réunion Laffitte qu'il acceptait le commandement de la garde nationale à lui offert par un grand nombre de citoyens, Lafayette se rendit à l'hôtel de ville accompagné de la commission municipale, et adressa au peuple victorieux sa première proclamation qui se termine par ces mots : « Je ne ferai point de profession de foi : mes sentiments sont connus... La liberté triomphera, ou nous périrons ensemble. »

Le lendemain, Lafayette était, comme le lendemain du 14 juillet 1789, l'homme le plus puissant dans Paris. — La liberté avait triomphé; restait la question de gouvernement. Il y avait deux partis à prendre : demander à la nation par qui et comment il lui plaisait d'être gouvernée; ou bien, de même qu'on avait détruit l'ancien gouvernement en attendant l'adhésion de la nation, de même, en vertu du même droit, et par la même raison, donner à la nation un nouveau gouvernement en attendant également son adhésion. Lafayette pensa d'abord au premier parti; mais il y renonça bien vite par plusieurs motifs, dont un, entre autres : l'impossibilité de la chose. « Je sentis, dit-il, la « nécessité impérieuse des circonstances, et l'on « est fort à l'aise aujourd'hui pour nous reprocher « notre précipitation. »

Restait à choisir entre Henri V, Napoléon II, le duc d'Orléans et la république. Lafayette ne voulait ni de Henri V, ni de Napoléon II; il pencha d'abord, comme toujours, avec une certaine complaisance, vers la république, mais il y renonça bientôt également par plusieurs motifs, dont un, entre autres : l'impossibilité de la chose. « C'eût « été, dit-il, méconnaître le vœu de la majorité, « créer des troubles civils et appeler la guerre « étrangère. »

Tout se réduisait donc en définitive à rétablir la monarchie avec le duc d'Orléans et sur de meilleures bases. Ici se présentèrent deux systèmes : le système de la Charte *amendée*, celui de la majorité des députés séant au palais Bourbon, et le système de l'hôtel de ville, celui de Lafayette. Le premier système, tout le monde le connaît, c'est la Charte de 1830; quant au second, tout le monde en parle, ou plutôt en a parlé, car il n'en est plus question aujourd'hui que pour mémoire, et nul ne sait au juste ce qu'il contient et ce qu'il ne contient pas. Voici l'histoire et l'explication de ce fameux *programme de l'hôtel de ville*, donnée par son propre auteur, le général Lafayette:

« Vous me demanderez, mes chers commettants, quel fut ce *programme de l'hôtel de ville*, souvent cité par moi, contesté par d'autres, et dont il m'appartient de réclamer le complément.

« Après la visite du nouveau lieutenant général, accompagné des députés, à l'hôtel de ville, je crus trouver, dans l'autorité et la confiance populaires dont j'étais investi, le droit et le devoir d'aller m'expliquer franchement, au nom de ce même peuple, avec le roi projeté. « Vous savez [1], lui dis-je, que je suis républicain, et que je regarde la constitution des États-Unis comme la plus parfaite qui ait existé. — Je pense comme vous, répondit le duc d'Orléans ; il est impossible d'avoir passé deux ans en Amérique et de n'être pas de cet avis. Mais croyez-vous, dans la situation de la France et d'après l'opinion générale, qu'il nous convienne de l'adopter ? — Non, lui répondis-je ; ce qu'il faut aujourd'hui au peuple français, c'est un trône populaire entouré d'institutions républicaines, tout à fait républicaines. — C'est bien ainsi que je l'entends, » reprit le prince.

« Cet engagement mutuel, qu'on appréciera comme on voudra, mais que je m'empressai de publier [2], acheva de rallier autour de nous, et ceux qui ne voulaient pas de monarque, et ceux qui en voulaient un autre qu'un Bourbon [3]. »

Nous avons besoin de nous souvenir que Lafayette a vécu pendant quarante ans sur un lieu commun philosophique, *la Déclaration des Droits*, pour nous expliquer comment un homme de bonne foi a pu voir *un engagement, un programme, un système politique*, dans le singulier document que nous venons de reproduire. Ainsi, le lendemain de la visite à l'hôtel de ville, le général se rend au Palais-Royal pour causer avec le roi projeté; on cause de la pluie, du beau temps, des États-Unis; après quoi Lafayette dit qu'il faut à la France un trône populaire entouré d'institutions républicaines; le prince répond : « C'est ainsi que je l'entends. » Et voilà le programme. Cette définition vague d'un objet vague, cette simple phrase prononcée au Palais-Royal, c'est donc là le *programme de l'hôtel de ville ;* c'est sur cette phrase que les journaux républicains ont basé si longtemps l'accusation de *manque de foi aux engagements les plus formels*, de *monstrueuse violation des garanties stipulées dans le programme de l'hôtel de ville*. Cela n'est pas possible : c'est qu'en effet cela n'est pas. Il y a dans cette affaire du programme un malentendu, une mystification, un dessous de cartes, dont Lafayette ne dit mot dans ses Mémoires, et cela se conçoit.

Il paraît qu'après la visite du lieutenant général, les républicains, furieux d'avoir vu Lafayette abandonner si facilement au prince le pouvoir embarrassant dont les circonstances l'avaient investi, exigèrent qu'il revînt sur son adhésion à la déclaration de la Chambre, ou tout au moins qu'il stipulât des garanties plus nombreuses que celles contenues dans cette déclaration. Le général, ne voulant se brouiller ni avec la Chambre, ni avec ses *jeunes amis*, commença par acquiescer à cette proposition. On rédigea un programme, mais un *vrai programme*, contenant toutes les conditions auxquelles seulement l'hôtel de ville consentait à l'établissement de la monarchie; on mit le papier dans la poche de Lafayette, et on le chargea d'aller le présenter à la signature du prince. En chemin, le général fit sans doute ses réflexions. Il était certain que le duc d'Orléans refuserait de signer ce document, émané d'une autorité qui pouvait bien être plus ou moins puissante en fait, mais qui en droit n'existait pas; il ne devait, il ne pouvait évidemment ni recevoir ni signer une telle pièce. La veille encore il avait refusé à une députation républicaine d'engager sa parole, même sur la question de l'*hérédité de la pairie*, en répondant tout naturellement : « C'est aux Chambres à examiner la question. » Il n'y avait pas d'autre réponse à faire au programme de Lafayette; mais alors comment annoncer à l'hôtel de ville un refus! Les jeunes républicains allaient crier aux armes! Le général se trouverait donc obligé de rompre

[1] Il va sans dire que cette conversation eut lieu au Palais-Royal et en tête-à-tête.

[2] Par ce mot *publier*, le général veut dire qu'il rendit compte de cette conversation à l'hôtel de ville.

[3] Adresse de Lafayette aux électeurs de l'arrondissement de Meaux, 13 juin 1831. *Mémoires*, t. VI, p. 581.

avec la Chambre, et de s'embarquer, entraîné, malgré lui, dans une entreprise chanceuse et peu attrayante, puisqu'à ses yeux *c'eût été méconnaître le vœu de la majorité, créer des troubles civils*, etc., etc. La position était embarrassante; le général s'en tira de la manière la plus simple : il laissa le papier où il était, c'est-à-dire dans sa poche, non-seulement ne le présenta pas à la signature du prince, mais n'en dit pas un seul mot, s'en tint à sa fameuse phrase, laquelle, n'engageant à rien, reçut la réponse que vous savez, et il repartit joyeux pour l'hôtel de ville. Que dit-il à ses commettants? nous ne le savons pas au juste; il ne put pas dire que le papier avait été signé, puisqu'il n'avait pas même été présenté; mais si, en objectant que la formalité de la signature lui avait paru injurieuse, il ne laissa pas croire que le programme avait été *oralement* accepté, comment s'expliquer que les journaux républicains aient si longtemps parlé de la violation des *garanties stipulées* dans le programme et *acceptées* par le roi; et comment se fait-il que Lafayette ait attendu près d'une année, jusqu'au 15 juin 1831, pour apprendre enfin positivement à la France que ce fameux *programme de l'hôtel de ville*, nié d'un côté, et allégué de l'autre, se réduisait tout simplement à une phrase prononcée au Palais-Royal, et dont le sens est susceptible de mille interprétations différentes? Un écrivain républicain, l'auteur de l'*Histoire de dix ans*, en rapportant le fait raconté plus haut, représente Lafayette comme *étourdi* par les paroles affectueuses du prince au point d'oublier le papier qui fait l'unique objet de sa visite. Cela nous paraît un peu fort. Dans des circonstances beaucoup plus *étourdissantes*, le général fit toujours preuve d'une grande présence d'esprit. Il nous semble, au contraire, que, dans la situation où se trouvait le général, ne voulant ni se lancer dans l'entreprise républicaine où on le poussait, ni se brouiller avec ceux qui l'y poussaient, ce qu'il avait de mieux à faire, c'était ce qu'il a fait : garder le programme dans sa poche, prononcer sa phrase comme garantie, et puis laisser provisoirement à chacun la liberté de croire tout ce qu'il voudrait. Resterait à savoir, dans ce cas, qui aurait été mystifié, du parti républicain ou de Lafayette.

Quoi qu'il en soit, tant que le gouvernement et Lafayette marchèrent d'accord, il ne fut naturellement pas question, de la part du général, des *engagements* violés du programme. C'était, entre le *roi citoyen* et le *citoyen roi*, un échange continuel de billets doux; et partout et toujours Lafayette, en maintenant de son mieux l'ordre dans les rues, se félicitait publiquement de la part qu'il avait prise à l'établissement de la monarchie de juillet. Cependant cet accord ne pouvait guère durer; outre que Lafayette avait à résister aux obsessions du parti républicain, on peut dire aussi de lui qu'en fait d'idées de gouvernement il *n'avait rien oublié et rien appris;* après quarante ans d'expériences, il en était encore à sa présidence héréditaire du pouvoir exécutif de 1790, à la royauté-effigie de Louis XVI, annulée par une assemblée souveraine, dominée elle-même par le peuple souverain, intervenant directement dans les affaires par le moyen des associations, pétitions, motions et processions souveraines. Comme en 1790 il aurait voulu seulement qu'on *modérât* les clubs au lieu de les supprimer, quitte à se trouver ensuite forcé, comme en 1792, de tenter, mais vainement, de les *anéantir*. Or il avait affaire à une majorité parlementaire et à un chef de gouvernement qui formaient, autant par leurs qualités que par leurs défauts, le plus complet contraste avec l'Assemblée constituante et Louis XVI, et dont le besoin le plus impérieux, dont l'idée fixe était de sortir au plus vite de l'état révolutionnaire pour entrer dans l'état normal.

On sait à quel sujet commença le désaccord entre le général et le gouvernement. Fidèle à ses principes de 1789, Lafayette avait plusieurs fois déclaré que le commandement général de toutes les gardes nationales du royaume, étant incompatible avec un ordre de choses constitutionnel, ne pouvait être que provisoire; il avait annoncé son intention de résigner ce commandement aussitôt que les circonstances ne le rendraient plus nécessaire. Or, après le procès des ministres, la Chambre, discutant le projet de loi sur la garde nationale, crut devoir, sur la proposition du président du conseil, M. Laffitte, et de plusieurs députés, dont quelques-uns amis personnels du général, établir en principe qu'il n'y aurait jamais de commandant général, en ajoutant une exception provisoire en faveur de M. de Lafayette, et motivée sur les éminents services rendus par lui à l'ordre public. Je ne puis entrer ici dans le détail des divers faits qui suivirent, ni dans l'examen des motifs qui portèrent Lafayette à considérer ce paragraphe de la loi comme injurieux pour lui; toujours est-il que, malgré les sollicitations des ministres et du

roi lui-même, il donna sa démission, et se trouva dès lors plus à l'aise pour *satisfaire*, suivant son expression, *sa conscience de liberté*.

La question étrangère ne tarda pas à lui en fournir l'occasion. Après juillet, il y avait deux systèmes : le système offensif et le système défensif, celui de la guerre et celui de la paix ; l'un et l'autre pouvaient se soutenir avec des arguments plus ou moins plausibles. Mais il était réservé à Lafayette de trouver un troisième système. La France avait déclaré, sur la question belge, qu'elle ne souffrirait pas l'intervention des puissances étrangères pour la restauration de Guillaume ; Lafayette s'empara de ce fait pour en tirer le système général de non-intervention. Il ne serait pas difficile de prouver, non-seulement par les résultats, mais en principe, qu'entendu à la manière de Lafayette, le système de *non-intervention* était encore une troisième chimère de même nature que la *Déclaration des Droits* et le *programme de l'hôtel de ville*. Ne pouvant discuter convenablement cette question, je me contenterai de m'appuyer de l'autorité d'un homme cher à Lafayette, de l'autorité de Washington, et je prends ma citation dans une lettre adressée à Lafayette lui-même en 1798 :

« Je souhaite, dit Washington, du bien à tous les peuples, à tous les hommes, et ma politique est très-simple. Je crois que chaque nation a le droit d'établir la forme de gouvernement dont elle attend le plus de bonheur, pourvu qu'elle n'enfreigne aucun droit *et ne soit pas dangereuse aux autres pays*. Je pense qu'aucun pays n'a le droit d'intervenir dans les affaires d'un peuple étranger, *si ce n'est pour sa propre sécurité*. »

Il n'est, en effet, pas possible d'établir d'autres règles. Une nation ne doit ni aliéner pour elle d'une manière absolue, ni prétendre enchaîner pour les autres nations ce droit de propre conservation, duquel peut résulter, dans certains cas et sur certains points, la nécessité de l'intervention.

Le ministère Laffitte eut le tort, après avoir justement interdit à l'Europe l'intervention pour un cas particulier, la Belgique, de se laisser entraîner trop avant dans le système général de Lafayette. Aussi, qu'arriva-t-il ? C'est que le principe de non-intervention fut presque aussitôt violé que proclamé ; en même temps que, contrairement à ce principe, la France intervenait en Belgique pour empêcher une restauration orangiste, en même temps, et en vertu du même droit, l'Autriche occupait les légations pour garantir ses possessions milanaises et vénitiennes. Je suis loin de vouloir défendre, dans leur ensemble, tous les actes subséquents de la politique extérieure du gouvernement de juillet ; je crois, au contraire, que c'est là le côté faible de ce même gouvernement ; mais il n'en est pas moins vrai que le principe absolu de non-intervention était mauvais comme point de départ, et ne pouvait faire la base d'une politique sérieuse et sensée.

L'avénement au ministère de Casimir Périer, ami personnel et parent de Lafayette, mais adversaire déterminé des idées du général, ne fit que l'éloigner chaque jour davantage de la monarchie de juillet. Propagandiste infatigable, débarrassé, par son retour à la vie privée, des nécessités de réserve dans la parole qui avaient longtemps pesé au fonctionnaire public, Lafayette ne cessa de dénoncer à la France toutes les violences exercées à l'étranger par les vainqueurs sur les vaincus : Italiens, Allemands, Polonais, Espagnols, tous les insurgés de l'Europe trouvèrent en lui un mandataire zélé et chaleureux. La triste destinée de la Pologne, foulée sous les pieds du czar, lui fournit surtout des mouvements d'éloquente et assurément juste indignation. Mais, en vérité, la question n'était pas là. Voulait-on, oui ou non, déclarer la guerre à la Russie ? L'opposition et Lafayette ne le voulaient pas plus que le gouvernement. Dès lors les apostrophes directes, les épithètes de *tyran*, jetées du haut de la tribune, ne pouvaient que médiocrement servir la cause des vaincus.

Cependant, malgré ses sorties parlementaires contre la politique intérieure et extérieure du gouvernement, Lafayette ne trouvait point, dans les sympathies du parti républicain, un dédommagement à l'éloignement qu'il inspirait aux constitutionnels alarmés de ses imprudences. La *Tribune* et les journaux du gouvernement lui faisaient également la guerre. Outre que le parti républicain ne lui pardonnait pas sa faute de juillet, il le voyait avec courroux professer une médiocre estime pour le bonnet rouge, pour les grands hommes de la Montagne, pour le sanglant verbiage des jacobins de 1793 et de leurs successeurs de 1832. Le général considérait avec raison toutes ces féroces niaiseries comme un odieux instrument de despotisme et comme le plus puissant obstacle au triomphe de la liberté.

« Que ferait là, écrivait-il en refusant d'entrer dans une association montagnarde, que ferait là l'homme du 14 juillet 1789, le compagnon, l'ami de tant de patrio-

tes constituants égorgés sur la seule accusation de *fayettisme*, celui qui a toujours protesté, au nom de la république, contre les profanations de ce nom et contre leur confusion avec la glorieuse défense du pays; celui enfin qui, associé des Washington, Franklin et Jefferson, n'est pas tenté, au bout de près de soixante ans, de changer de paroisse pour le patronage de Robespierre, Saint-Just et Marat? »

« Il me semble être, disait-il ailleurs, entre les deux feux de 1790. » Le général se trompait; il y avait, entre sa position à la fin de sa vie et sa position au commencement, cette différence notable, qu'en 1790, s'il avait contre lui les aristocrates et les jacobins, il avait pour lui toute cette majorité d'honnêtes gens qui, sans partager toutes ses illusions, marchaient pourtant, à sa suite, en aveugles vers un avenir inconnu. Après juillet, s'il y avait encore des jacobins et quelques aristocrates, la majorité monarchique de la Constituante s'était transformée en une majorité de résistance instruite à la rude école de l'expérience, sachant nettement ce qu'elle voulait et ce qu'elle ne voulait pas. Or, placé, comme toujours, sur le pied de neutralité entre la monarchie constitutionnelle et la république, l'homme de la *Déclaration des Droits* et du *programme de l'hôtel de ville* ne pouvait plus que revenir insensiblement vers l'état de *tableau de musée*, antérieur au 18 brumaire.

C'est en effet dans cet état que Lafayette est mort, le 20 mai 1834, après avoir vu son influence mourir avant lui. Il est mort tranquille et plein de jours comme un patriarche, jeune de cœur et d'esprit comme un adolescent, entouré d'une nombreuse famille, d'enfants, de petits-enfants et d'arrière-petits-enfants, dont il était adoré; il est mort regretté de tous ceux qui avaient pu apprécier en lui les plus nobles qualités d'époux, de père et d'ami, la bonté la plus inaltérable, le désintéressement le plus pur, la probité la plus sévère, le dévouement le plus généreux, la sensibilité la plus expansive. Et pourtant l'histoire sera peut-être obligée de le ranger parmi ces hommes dont l'intervention dans les affaires humaines est, en somme, plus nuisible qu'utile, parce que les bonnes intentions d'un esprit faible armé d'un grand pouvoir ne suffisent ni pour empêcher le mal, ni pour produire le bien.

Lord Brougham[1].

> To whom dispute and strife are bliss and bread.
>
> CRABBE.
>
> Ceux pour qui dispute et noise sont jouissance et pitance.
>
> Pro rege, lege, grege.
>
> DEVISE DE LORD BROUGHAM.

Nous avons déjà vu en Angleterre le fils d'un manufacturier porté par son talent à la tête du parti tory; voici encore un exemple de la sagacité avec laquelle l'aristocratie anglaise, tory ou whig, n'importe, sait à propos ouvrir ses rangs aux noms éminents des classes inférieures. Les deux orateurs principaux des deux partis dans la Chambre des lords, les deux personnages qui, depuis 1827, ont occupé tour à tour la première dignité judiciaire du royaume, sont deux parvenus, fils de leurs œuvres. Le grand chancelier actuel, M. John Copley, puis sir John Copley, puis enfin lord Lyndhurst, fils, non pas d'un artisan obscur de la Cité, comme le dit à tort M. Duvergier de Hauranne dans un de ses articles de la *Revue des deux Mondes*, mais d'un peintre assez distingué, n'en est pas moins aujourd'hui un des hommes les plus considérables du parti tory.

Quant au lord baron Henri Brougham et Vaux de Brougham, jadis M. Brougham tout court, il appartient, à la vérité, à une famille très-ancienne du Westmoreland, puisque, suivant le *Peerage* de Lodge[2], elle ne remonte à rien moins qu'au temps d'Édouard le Confesseur; mais son titre de noblesse est beaucoup plus récent, car il date de la révolution de juillet 1830, dont le choc, en renversant le ministère tory, porta subitement à la pairie et sur le sac de laine, un simple avocat membre des Communes, qui déclara franchement ne vouloir accepter aucune fonction, sinon la plus haute.

Au mérite d'être le premier patricien de sa famille, lord Brougham joint encore celui d'être né sans fortune, ce qui est un obstacle partout, et en Angleterre plus que partout. Il naquit à Édimbourg, le 19 septembre 1779, d'un père anglais et d'une mère écossaise. Cette dernière était la nièce du célèbre auteur de l'histoire de Charles-Quint, de Robertson. C'est sous la direction de son grand-oncle que le jeune Henri Brougham fit ses premières études; il les continua ensuite à l'université d'Édimbourg, dont Robertson était, je crois, recteur. — Il manifesta d'abord un goût très-vif pour les sciences physiques et mathématiques; il n'avait pas encore dix-huit ans quand il publia dans un recueil scientifique très-estimé, et connu sous le titre de *Philosophical Transactions*, un *Essai sur la flexion et la réflexion de la lumière*, qui attira l'attention des hommes compétents. — En même temps qu'il cultivait avec ardeur cette branche des connaissances humaines, entretenant déjà une correspondance en latin avec plusieurs savants de l'Europe, il apportait une ardeur égale à ses

[1] Ce nom se prononce *Broum*.

[2] On appelle *Peerage* un livre contenant la généalogie des familles de pairs. On est frappé, en parcourant un de ces livres, de la masse de noms nouveaux introduits depuis un demi-siècle parmi les vieux noms de l'aristocratie anglaise.

études classiques, lisait Démosthènes, Cicéron, Milton et Dante, se plongeait dans le dédale de la jurisprudence anglaise, et se préparait à la vie publique en s'exerçant à la parole dans le *Speculative club*, célèbre association où la jeunesse universitaire d'Édimbourg préludait aux luttes du barreau et de la tribune.

A la fin de ses études, un de ses condisciples, le jeune lord Stuart de Rothsay, avec lequel il s'était lié d'amitié, lui proposa de l'emmener avec lui dans un voyage sur le continent. Ils parcoururent ensemble la seule partie de l'Europe alors accessible aux touristes anglais, c'est-à-dire la Suède et la Norwége. Un peu plus tard, sous le Consulat, durant la courte trêve qui suivit la paix d'Amiens, Brougham fit un voyage à Paris, où il fut présenté à Carnot comme un jeune mathématicien de la plus belle espérance. Il venait, en effet, de publier un nouveau travail sur les propriétés de l'*hyperbole conique et les relations de la ligne harmonique aux courbes de différents ordres*, qui lui ouvrit bientôt les portes de la *Société royale de Londres*.

Cependant la paisible carrière des sciences ne pouvait suffire pour absorber l'ardente énergie du jeune Anglais; il se sentait attiré vers la vie active par une irrésistible impulsion, et, au moment même où il débutait avec succès dans les hautes mathématiques, il préparait deux volumes d'économie politique, qui parurent en 1803 (il avait alors 24 ans), sous le titre de *An Inquiry into the colonial policy of the European powers* (Recherches sur la politique coloniale des puissances européennes). On a dit à tort, dans un article de la *Revue des deux Mondes*, que les principes professés dans ce livre sur l'esclavage étaient en contradiction flagrante avec les doctrines postérieures de lord Brougham, *abolitionniste* zélé et compagnon d'armes de Wilberforce dans sa croisade pour l'affranchissement des nègres. L'auteur des *Recherches sur la politique coloniale* ne défend nullement l'esclavage en principe; il s'élève même avec une grande énergie contre l'*infâme traite*, dont il demande l'abolition; et si, par des considérations pratiques, il ne réclame pas l'émancipation immédiate des esclaves, il préjuge déjà la solution de cette question dans l'avenir; il va même plus loin, car il exprime l'espoir « qu'un jour les fils de ces Africains transportés en Amérique obtiendront la légitime possession du sol fécondé par les sueurs et les souffrances de leurs pères. » Il est donc inexact de présenter ce premier ouvrage de lord Brougham comme une apologie de l'esclavage.

Un an avant la publication de ce livre, en 1802, un jeune condisciple de Brougham, Francis Jeffrey, qui devait bientôt devenir un des critiques les plus distingués de la Grande-Bretagne, fonda la *Revue d'Édimbourg* (*Edinburgh Review*). Cette Revue eut un succès prodigieux : c'était le premier recueil de ce genre; la critique périodique sérieuse n'existait alors ni en Angleterre, ni en Europe; on avait des livres ou des articles de journaux, mais on ne connaissait pas les Revues. Bientôt les imitations naquirent par centaines. D'abord, en opposition de l'*Edinburgh Review*, qui défendait les principes whigs, fut fondé le *Quarterly Review*, sous l'inspiration des torys; puis vinrent successivement le *Westminster Review*, l'*Atlas*, le *Spectateur*, l'*Examiner*, l'*Atheneum*, etc., etc., sans compter les innombrables *Magazines*. Ces publications d'un nouveau genre, qui exercèrent sur le mouvement littéraire et politique de l'Angleterre une si grande influence, restèrent, sous l'Empire, presque inconnues à la France; nous avons commencé à les imiter sous la Restauration; l'Europe les a imitées à son tour, et aujourd'hui il n'est guère de pays civilisé qui n'ait ses Revues.

Un jeune et brillant état-major littéraire s'établit autour du directeur de la *Revue d'Édimbourg*; sir James Mackintosh, le célèbre avocat défenseur de Peltier contre Napoléon, Sydney Smith, William Hazlitt, le bizarre Thomas Carlisle, l'élégant Macaulay, dont les whigs ont fait plus tard, si je ne me trompe, un ministre de la guerre, tous ces intrépides *reviewers*, luttant sans relâche contre les champions du parti tory, introduisirent dans le monde des intelligences une animation jusqu'alors inconnue. Parmi tous les rédacteurs de la *Revue d'Édimbourg*, Brougham se plaça bientôt en première ligne; collaborateur assidu de ce recueil jusqu'en 1828, il l'a enrichi, sur toutes sortes de sujets, d'une masse d'articles qui, réunis, ne formeraient pas moins de douze à quinze volumes. Depuis qu'il participe plus directement aux affaires de son pays, sa collaboration à la *Revue* est devenue plus rare, mais ce recueil passe encore pour être l'expression de sa pensée politique. Voici en quels termes un écrivain anglais[1] apprécie le talent de lord Brougham comme critique :

« Ses connaissances sont étendues, et son génie est

[1] M. Allan Cuningham.

d'un ordre élevé. Il n'est peut-être pas d'homme vivant qui sache autant que lui, et son activité est égale à ses talents. Ce que les autres acquièrent par l'étude, il le saisit d'inspiration, et ceux qui se présentent à lui pour lui dévoiler quelque secret dans les sciences ou dans la littérature s'aperçoivent bientôt qu'il le connaît déjà, que dis-je? qu'il l'a étudié en détail, et qu'il est tout prêt à l'expliquer aux autres. Lord Brougham a pénétré à travers la surface de chaque chose; il paraît familier avec l'esprit et l'essence comme avec la forme extérieure de l'objet sur lequel il discourt. Son esprit est prompt et infatigable; son ironie est perçante comme l'acide nitrique, et elle poursuit la victime jusqu'au tombeau. La promptitude de sa conception et l'immensité de ses connaissances le rendent impatient et colère. Il n'a point de compassion pour les esprits obtus; la conviction qu'il a de son génie et son mépris pour celui des autres font de lui un assez mauvais critique. Il aimait autrefois à prophétiser en politique, et à prévoir le sort des nations; les événements n'ont pas toujours répondu à ses prévisions. Il entra sur la scène littéraire plutôt comme un partisan que comme un juge; il disséquait les ouvrages, non pour les corriger, mais pour s'en moquer; au lieu d'une opinion raisonnée, il lançait un sarcasme, et maniait l'ironie lorsqu'il aurait dû parler avec douceur, indulgence et bon sens. »

Après avoir débuté avec succès, comme avocat, devant les tribunaux d'Édimbourg, M. Brougham, appelé en 1804 à plaider une affaire devant la Chambre haute, forma le projet de se fixer à Londres. Le barreau anglais était alors représenté par trois hommes éminents, Erskine, Mackintosh et Samuel Romilly. Le nouveau venu ne tarda pas à se faire remarquer par son activité, sa véhémente éloquence, l'originalité de son accent écossais, et le sans-gêne de ses allures; après la retraite de ses devanciers il partagea bientôt avec M. Scarlett le trône de la chicane. Il brillait surtout dans les causes criminelles, et se montrait sans rival dans l'art de remuer un jury anglais. « Cet avocat de mauvais ton, écrivait, en parlant de lui, en 1825, un voyageur français (M. Pichot), a peut-être autant et plus de science que sir Samuel Romilly et sir James Mackintosh, mais il lui manque leur goût et la pureté de leur style. Sa manière, dans les plus solennelles occasions, rappelle la taverne. Il a de la véhémence et de l'énergie; son ironie est amère, et ses invectives terribles; mais même quand il défend une mauvaise cause, et il passe pour aimer à s'en charger, son audace devant les juges ressemble à la menace; c'est l'orgueil de la supériorité, il est vrai, mais, dans le sanctuaire des lois, cet orgueil a un air d'insolence. Quand il interroge un témoin dont la déposition l'embarrasse, il dédaigne souvent les adroites précautions du métier; son regard le fixe avec mépris; il y a du fiel dans le son de sa voix. S'il parvient à l'embarrasser, la perfide joie de son sourire fait mal... »

Remarquons cependant que M. Brougham savait quelquefois élever la trivialité de son débit à la hauteur de son auditoire. Dans le fameux procès de la reine, dont nous allons parler plus loin, sa rude et nerveuse éloquence fut pleine de dignité. On a souvent comparé, non-seulement comme homme politique, mais aussi comme avocat, M. Brougham et M. Dupin; il y a pourtant entre les deux hommes la même différence qu'entre les deux peuples auxquels ils appartiennent : M. Dupin, avocat, ne brillait, à la vérité, ni par l'élégance de la période, ni par la noblesse de la tenue; mais si sa vivacité fougueuse et souvent triviale n'atteignait pas toujours à l'énergie, elle ne descendait jamais jusqu'à la brutalité insolente de son confrère anglais.

En 1808, M. Brougham, déjà distingué au barreau, saisit l'occasion d'une affaire relative *aux ordonnance du Conseil* pour se frayer un chemin vers la tribune, en attaquant vivement, éloquemment ces *ordonnances* au barreau et dans la *Revue d'Édimbourg*. On sait qu'en réponse au fameux décret, daté de Berlin, par lequel Napoléon, maître du continent, déclarait l'Angleterre en état de blocus, et défendait, sous peine de capture, à tout bâtiment neutre de porter des denrées à l'ennemi, le gouvernement anglais avait rendu une ordonnance semblable, déclarant également les côtes de France en état de blocus, et interdisant à toutes puissances neutres l'entrée des ports français. De ces deux décrets, également oppressifs, résulta une perturbation universelle dans le commerce des États neutres, placés entre le marteau et l'enclume, et soumis à des restrictions mortelles pour leur prospérité. Brougham se fit l'organe des réclamations des bâtiments capturés, et sa réputation d'avocat et d'écrivain politique devint bientôt assez éclatante pour que le parti whig crût devoir lui ouvrir l'entrée du parlement. Ce fut, je crois, le duc de Bedford qui, en 1810, le fit élire député par le bourg-pourri de Camelford. Dans les deux premières années de son séjour à la Chambre, il ne se distingua guère que par deux discours contre ces mêmes ordonnances du Conseil, et en faveur du commerce des neutres, déjà défendu par lui comme avocat et comme écrivain. La guerre qui

éclata bientôt entre l'Amérique et l'Angleterre justifia les prévisions de l'orateur.

Après la dissolution du parlement, en 1813, le député whig se présenta comme candidat devant les électeurs de Liverpool, en concurrence avec Canning, alors tory prononcé; il échoua dans cette candidature, et ne put rentrer à Westminster que deux ans plus tard, élu par le bourg-pourri de Winchelsea. C'est dans la période qui suivit la chute de Napoléon, au moment où la vieille lutte entre les torys et les whigs, amortie par la guerre extérieure, avait repris toute sa vigueur, que Brougham conquit dans le parti whig, même dans le parti radical, sa grande réputation d'orateur et d'homme d'État. Adversaire direct, fougueux et souvent injurieux de Canning; combattant l'éloquence classique et fleurie du poëte-ministre avec l'éloquence abrupte et impétueuse d'un Scythe pourvu d'un vaste savoir et de poumons plus vastes encore; opposant à la tenue élégante de son rival la tenue d'un boxeur anglais, M. Brougham devint en peu de temps un des athlètes les plus puissants de l'opposition et l'ennemi le plus acharné du cabinet de lord Liverpool. Les idées de lord Liverpool sur l'Irlande, la répugnance de Canning pour toute réforme parlementaire, l'appui prêté par lord Castlereagh aux projets de la Sainte-Alliance, l'opposition du chancelier lord Eldon à toute amélioration dans l'administration de la justice, les erreurs financières de M. Van Sittart, enfin toutes les mesures et chacun des membres du cabinet durent passer tour à tour sous le feu de l'éloquence amère et sarcastique de M. Brougham. Vingt ans plus tard, devenu lui-même grand dignitaire, le boxeur oratoire de 1815 à 1823 se montre, dans son dernier ouvrage [1], un appréciateur beaucoup plus indulgent des difficultés générales de la situation à cette époque, et un juge très-radouci des hommes et des choses tant maltraités jadis; il n'est pas jusqu'à la Sainte-Alliance qui ne reçoive des politesses dans la personne de M. de Talleyrand, pour lequel le lord chancelier Brougham professe une grande sympathie et une vive admiration.

Bientôt le fameux procès de la reine vint fournir à Brougham l'occasion de développer au plus haut degré son talent et sa popularité.

La mésintelligence entre George IV et sa femme datait de loin; dès les premiers temps de son mariage, Caroline de Brunswick, dont le caractère était du reste peu attrayant, avait eu à subir la froideur, les infidélités, et par suite l'aversion de son mari. Pour se justifier de ses torts, il avait cherché contre elle des sujets d'accusation. En 1806, à la requête de la princesse elle-même, une première enquête avait eu lieu en présence de mandataires des deux parties, et les inculpations avaient été déclarées mal fondées; le régent ne l'en chassa pas moins de la cour comme coupable, et lui enleva bientôt après sa fille unique, la princese Charlotte. Enfin, en 1814, elle se décida, par le conseil de M. Canning, et pour se dérober à des persécutions toujours croissantes, à partir pour le continent, avec une pension de 35,000 livres sterling. Bientôt on ne s'occupa plus d'elle en Angleterre; seulement, de temps en temps, il courait sur sa conduite des bruits désavantageux. M. Brougham, qui l'avait rencontrée en Italie en 1816, et qui avait été chargé par elle du soin de ses intérêts, proposa en 1819 à lord Liverpool de lui assurer pour toute sa vie la pension annuelle qui lui avait été primitivement allouée, à la condition qu'elle s'obligerait à ne jamais rentrer en Angleterre; le ministre éluda la proposition en alléguant qu'il fallait en référer au régent. Mais aussitôt que la mort de George III eut élevé le régent au trône, lord Liverpool voulut reprendre la négociation avec M. Brougham, et proposa même d'élever la rente à 50,000 liv.; M. Brougham, qui avait fait, à ce qu'il paraît, la première proposition de son chef, déclara à son tour qu'il devait en référer à la princesse devenue reine. Sur ces entrefaites, Caroline, qui se trouvait en Italie, apprit en même temps et la mort de son beau-père et l'injure que venait de lui infliger le nouveau roi son époux, en faisant rayer son nom de la liturgie anglaise. Cette nouvelle irrita son caractère ardent; elle publia sur-le-champ une espèce de manifeste enjoignant au ministère de faire rétablir son nom dans la li-

[1] *Historical Sketches of the Statesmen who flourished in the time of George III.* — Esquisses historiques des hommes d'État du temps de George III. — Cette galerie de portraits, publiée d'abord dans la *Revue d'Édimbourg*, et dont la seconde partie a paru en 1839, est fort intéressante. Tous les personnages qui ont joué un rôle important en Europe, à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, sont passés en revue dans cet ouvrage et peints souvent avec une finesse, une délicatesse de touche qu'on n'eût pas attendue de la rudesse oratoire de lord Brougham.

turgie et reconnaître partout sa qualité de reine; elle annonça en même temps son intention de se rendre à Londres pour occuper sa place à la cérémonie du couronnement, et écrivit à son conseil, M. Brougham, qui lui donna rendez-vous à Calais, pour s'entendre avec elle et négocier un arrangement.

Elle se dirigeait sur ce point quand elle fut rencontrée, entre Dijon et Paris, par l'alderman Wood, qui venait au devant d'elle. Cet alderman était un radical prononcé, jouissant d'une très-grande influence sur les classes ouvrières, et qui, prévoyant la fermentation que produirait l'arrivée de la reine, lui annonça que le peuple souhaitait vivement son retour, et l'engagea à se rendre à Londres sans délai.

M. Brougham, qui joignit la reine peu de temps après à Saint-Omer, s'efforça vainement de lui faire ajourner son projet; elle partit de Saint-Omer sans l'en prévenir, s'embarqua à Calais, arriva à Douvres le 6 juin 1820, fit son entrée dans Londres aux acclamations de plus de deux cent mille personnes, et alla loger dans la maison de l'alderman Wood.

George IV était furieux; ses ministres, désireux d'éviter un éclat scandaleux, essayèrent d'obtenir de la reine qu'elle consentît à retourner sur le continent, aux conditions offertes à M. Brougham. Des conférences eurent lieu entre le duc de Wellington et lord Castlereagh au nom du roi, et MM. Brougham et Denman au nom de la reine. Cette dernière offrait de partir, mais à la condition *sine quâ non* qu'on reconnaîtrait son titre et ses droits de reine. Le roi refusa d'une manière absolue, et lord Liverpool, cédant enfin à la passion du monarque, présenta, le 6 juillet, au parlement, un message officiel tendant à faire déclarer la reine coupable de commerce adultère, déchue de son rang, et à faire prononcer la dissolution de son mariage avec le roi. Après une première lecture du bill proposé, la seconde fut renvoyée au 27 août. Les débats s'ouvrirent devant la Chambre des lords. MM. Gifford, Copley, Robinson, Adams, étaient chargés de soutenir l'accusation pour le roi; MM. Brougham, Denman, Lushington et quelques autres plaidaient pour la reine. Dès le premier jour de la seconde lecture, M. Brougham prononça, contre le principe du bill, un de ses plus beaux plaidoyers. L'audition des témoins dura jusqu'au 6 septembre, avec tout l'accompagnement de détails scandaleux qu'entraînait une affaire de ce genre[1]. Les débats sur le fond s'ouvrirent ensuite; les avocats des deux parties luttèrent d'éloquence. Le second plaidoyer de M. Brougham, destiné à détruire la masse de témoignages invoqués contre sa cliente, produisit une vive impression; sa péroraison fut surtout d'un grand effet. On dit que M. Brougham, qui improvise d'ordinaire, se croit, dans les occasions solennelles, obligé d'écrire ses péroraisons, et alors c'est pour lui un labeur infini. Il paraîtrait qu'il écrivit jusqu'à quatorze fois celle qui commence par ces mots :

« Voilà, Mylords, l'affaire que vous avez à juger; tels sont les faits qui appuient l'accusation : pas de preuves réelles, rien d'assez concluant pour priver d'un droit civil le dernier des sujets du royaume; pas un tort prouvé; partout impuissance, ridicule, scandale, monstruosité. Et c'est ainsi que l'on soutient l'accusation la plus grave, c'est ainsi qu'on veut ruiner l'honneur d'une reine !.... »

La troisième lecture du bill, ce qui équivaut à la déclaration de culpabilité, ne fut obtenue qu'à une faible majorité. La demande en divorce ne fut point admise, et le ministère, ne voulant pas s'exposer à être vaincu en portant l'affaire devant la Chambre des communes, se décida à retirer son propre bill, en faisant renvoyer la question à six mois; prétexte honnête d'un ajournement indéfini.

L'opposition, surtout le parti radical, et le peuple s'associèrent à la victoire de la reine. Elle fut célébrée par des processions, des illuminations et des adresses parties de tous les comtés de l'Angleterre. Mais ce triomphe fut de courte durée; la popularité de Caroline auprès de la classe la plus infime de la nation lui nuisait dans l'esprit des whigs, et lorsqu'un an plus tard, au jour fixé pour la cérémonie du couronnement, elle se présenta aux portes de Westminster dans un carrosse attelé de six chevaux blancs, l'opposition vit sans regret le gouvernement lui refuser l'entrée de l'abbaye, et la forcer de reprendre, avec son escorte, le chemin par lequel elle était venue. A quelque temps de là, Caroline, épuisée par tant de secousses, mourut, et sur son tombeau l'on grava par son ordre cette épitaphe : *Here lies the injured queen of England;* Ci-gît la reine outragée d'Angleterre.

Ce fameux procès eut cela de commun avec tant d'autres, qu'il nuisit aux deux parties et ne profita qu'aux avocats. Un moment détourné par lui de la

[1] On sait que la reine était spécialement accusée d'adultère avec un courrier italien, nommé Bergami, dont elle avait fait l'intendant de sa maison.

lutte parlementaire, M. Brougham y revint avec son ardeur accoutumée.

Après la mort de Castlereagh, Canning, qui était sorti des affaires en 1817, par suite de son dissentiment avec lord Liverpool sur la question de l'émancipation catholique, et de ses sympathies avouées pour la reine, fut appelé à remplacer le ministre défunt, et avec Canning, dont les opinions antérieures s'étaient déjà un peu modifiées, s'introduisit dans le cabinet une nuance de libéralisme. J'ai déjà analysé cette période du long ministère Liverpool[1]. Ce fut pourtant l'époque où M. Brougham se montra le plus violent dans ses attaques contre lui. Il avait été convenu entre les membres du cabinet que, puisqu'ils étaient divisés sur la question irlandaise, elle serait ajournée. Cet arrangement fut d'abord le texte fécond des récriminations de M. Brougham; il le signala comme une monstrueuse apostasie de la part de Canning; il alla même jusqu'à accuser personnellement le ministre de *bassesse;* Canning, poussé à bout, lui répliqua par un démenti clair et net. Le président intervint, suivant l'usage, et menaça des sergents d'armes les deux interlocuteurs; Canning refusa de rétracter son apostrophe; enfin la chose s'arrangea tant bien que mal par l'entremise de sir Robert Wilson, et des deux côtés on déclara que les paroles prononcées n'avaient qu'un *sens politique*.

Bientôt la guerre entreprise par le ministère Villèle contre l'Espagne, malgré les efforts de Canning pour l'empêcher, vint fournir un aliment de plus à la rugueuse éloquence de Brougham. Lui qui a trouvé si ridicule, il y a deux ans, la prétention de la France de vouloir s'ingérer dans les actes de lord Palmerston, ne pardonnait pas à Canning de permettre au gouvernement français une mesure qu'il désapprouvait; et, non content de combattre la neutralité de Canning comme une lâcheté, il s'était constitué, à la grande jubilation des *cockneys* de Londres, et au grand scandale des hommes bien élevés du parlement, l'*insulteur* obligé de tous et de chacun des membres du gouvernement français. M. de Châteaubriand fut surtout l'objet favori de ses injures; et ce qui rendait l'orateur anglais plus furieux, c'est que l'illustre Français daignait à peine faire allusion à ces philippiques de carrefour par quelques mots empreints de la plus exquise urbanité. Plus tard, dans l'ouvrage sur le congrès de Vérone, M. de Châteaubriand a cru devoir consigner quelques-uns des principaux *atticismes* de son élégant adversaire.

« Dans un de ses discours, dit l'illustre écrivain, M. Brougham se surpasse lui-même. Là je suis appelé un *cloggy writer* (lourd, empêtré écrivain); il se moque d'Atala; il accable de ses lazzis *la fille du désert*. Il brocarde toute ma vie; je suis un misérable flagorneur de Bonaparte; je suis allé bigotement à Jérusalem chercher de l'eau du Jourdain pour... *le roi de Rome*. (Mon voyage à Jérusalem est de 1806, et Bonaparte n'a épousé Marie-Louise qu'en 1810. Quelle prévision de ma part!)... »

Suit un portrait explicatif et justificatif de l'éloquence de M. Brougham.

« Nous l'avions entendu aux Communes; sa mine nous parut assez plébéienne, quoiqu'il appartînt à une famille noble[2]. A son geste et à sa parole, nous l'aurions pu prendre pour un orateur français; il avait de plus cette expression des rues inhérente à l'*humour* de John Bull... M. Brougham, devenu lord Brougham, oubliant ce qu'il avait dit de nous, nous a fait l'honneur de venir deux fois nous voir à Paris... « Mylord, lui ai-je « dit, je suis bien aise que vous ne m'en vouliez pas de « vos anciens discours. »

« Sa Seigneurie s'est assise; l'éclat de son rang avait déjà rejailli sur ses façons, et ses trivialités démocratiques avaient une certaine grâce de franchise à travers le ton moins familier de l'aristocratie. »

On ne peut pas mieux pardonner à lord Brougham les injures de M. Brougham.

Heureusement pour sa réputation, l'orateur anglais ne se bornait pas à cultiver cette spécialité de son talent; il savait donner à ce talent un emploi plus élevé, en même temps qu'il défendait de toutes ses forces et dans toutes les occasions les deux points principaux du programme politique des whigs : l'émancipation catholique et la réforme parlementaire. En même temps qu'il plaidait avec une grande éloquence pour l'abolition de l'esclavage et la répression de la traite, il se vouait encore, avec toute la sagacité de son esprit et l'infatigable énergie de son caractère, à l'examen et à la solution de deux autres questions alors plus négligées, et pourtant non moins importantes que les trois premières; je veux parler de l'éducation populaire, pour laquelle lord Brougham a beaucoup fait, et des réformes par lui demandées ou

[1] Voir la notice sur Peel.

[2] Le père de lord Brougham portait, à la vérité, le titre d'*esquire*, écuyer; mais ce titre n'implique pas la qualité de *noble*; il est donné en Angleterre à une foule de roturiers, et attaché à plusieurs fonctions, telles que celles d'avocat, juge de paix, etc.; on le donne même souvent par politesse à ceux qui n'en ont pas d'autre.

obtenues dans diverses branches de la législation anglaise.

On sait qu'il n'existe pas en Angleterre de système général d'éducation populaire au moyen d'établissements publics, fondés et régis par le gouvernement; tout est sur ce point abandonné au bon vouloir et au libre arbitre des particuliers, des communes ou des corporations, et nulle direction, nul appui de l'autorité supérieure ne préside à l'enseignement. C'est justement le contre-pied du système adopté aujourd'hui dans la plupart des États du continent.

On comprend parfaitement que, s'il résulte quelques avantages de ce système absolu du *laisses-faire* en matière d'éducation, il en résulte aussi beaucoup d'inconvénients, entre autres celui d'une grande ignorance parmi les classes pauvres, dans un pays où l'instruction du peuple est généralement considérée par les hautes classes, surtout par le clergé, comme une chose inutile et même dangereuse. Lord Brougham, convaincu que l'instruction au moins élémentaire des masses est en définitive pour une nation la plus sûre garantie de moralité et de bonheur, a consacré, avec une ardeur souvent ridiculisée et traitée de charlatanisme par ses adversaires, son temps, son talent et ses soins à l'extension d'un système général d'éducation populaire. Membre, dès 1816, d'un comité d'enquête à ce sujet, institué sur sa motion par la Chambre des communes, il n'a cessé d'appeler sur cette matière l'attention du pouvoir; s'il n'a pas réussi à faire adopter toutes ses idées, il a du moins contribué puissamment, comme particulier, au développement de l'éducation. Une première école d'enfants, fondée à Londres en 1819, et bientôt suivie d'un grand nombre d'établissements du même genre; de nombreuses écoles d'adultes destinées aux ouvriers, et connues sous le nom de *Mechanic's institutions ;* l'université libre de Londres, la première qui ait été fondée en Angleterre avec l'égale admissibilité de toutes les communions; l'établissement d'une société pour la propagation des connaissances utiles à l'aide d'une série de publications à bon marché à l'usage des classes pauvres, tels sont les fruits principaux de la sollicitude généreuse et patriotique de lord Brougham. Il a lui-même publié en 1825, sous le titre de *Practical observations upon the education of the people* (Observations pratiques sur l'éducation du peuple), un petit livre très-remarquable, qui, répandu à plus de cinquante mille exemplaires, n'a pas peu contribué à servir la cause dont il s'était fait le champion. C'est à ce sujet que, dans une vive sortie contre le ministère Wellington, M. Brougham, constamment pénétré de l'importance de l'éducation populaire, et la considérant comme le boulevard le plus sûr dans l'avenir contre toute tyrannie cléricale, aristocratique ou militaire, prononça son fameux mot, si souvent répété depuis : « *Le maître d'école y met bon ordre.* »

Ses tentatives pour la réforme des vices de la législation anglaise n'ont pas été moins persévérantes. Son plus important travail sur cette matière est un immense discours, prononcé par lui à la Chambre des communes, le 7 février 1828, qui ne dura pas moins de sept heures, et où il passe en revue toutes les parties du système judiciaire anglais. Promenant sur ce chaos ténébreux le flambeau d'une intelligence supérieure, indiquant les abus accumulés pendant des siècles et les améliorations à effectuer, il remarque qu'il y a à Londres trois tribunaux suprêmes dont les attributions sont presque identiques, mais qui diffèrent considérablement quant aux formes qu'ils observent et aux frais des instances. Ainsi, tandis que la cour *du Banc du roi* est surchargée d'affaires, celles des *Plaids communs* et de l'*Echiquier* sont presque oisives, et cela parce qu'un petit nombre d'avocats, qui ont seuls le droit de plaider devant ces cours, exercent un monopole nuisible sur les procédures. C'est à tort que toutes les affaires qui concernent les colonies sont renvoyées devant le conseil privé du roi; les frais de ce renvoi sont énormes, et les conseillers n'ont aucune connaissance des nombreuses législations diverses qui régissent les colonies. L'institution tant vantée des juges de paix, dont la nomination dépend exclusivement des lords-lieutenants des comtés, et dont la puissance excessive n'est soumise à aucun contrôle; les lois sur les propriétés foncières et les successions différant essentiellement et sans motif suffisant de province à province; l'excessive rigueur de la loi à l'égard de la personne des marchands faillis, combinée avec une telle faveur accordée à la propriété immobilière qu'elle échappe presque toujours au créancier, bien qu'il soit nanti d'un jugement; l'absence d'un régime hypothécaire régulier et uniforme; ces divers points, et bien d'autres encore, sont analysés et discutés par lord Brougham avec autant de netteté que de science.

Non content d'apprécier dogmatiquement la législation de son pays, lord Brougham s'efforça, surtout durant son passage à la chancellerie, de mettre à exécution plusieurs des réformes indiquées. Après avoir introduit de grands changements dans la législation sur les faillites et la contrainte par corps, il projetait une amélioration de la plus haute importance; je veux parler de l'établissement d'un système régulier de tribunaux locaux, dont l'Angleterre est complétement privée. Ainsi, tandis que l'administration politique a pour base la décentralisation la plus complète, l'administration de la justice, en Angleterre, est l'objet de la centralisation la plus énorme qui ait jamais existé dans aucun pays. Les juges supérieurs, qui résident dans la capitale, parcourent l'Angleterre deux fois par an, et en quelques jours ils décident d'une innombrable quantité d'affaires, ce qui n'empêche pas une foule de petites juridictions, d'origine féodale ou municipale, de juger arbitrairement les petites affaires, sans s'accorder entre elles sur les principes qui servent de base à leurs jugements. De tout cela il résulte qu'en aucun pays l'administration de la justice n'est plus vicieuse, plus lente, et les frais de procédure ne sont aussi ruineux qu'en Angleterre. Le plan de lord Brougham pour corriger ces abus, en attaquant les intérêts d'une corporation avide, nombreuse et puissante, celle des hommes de lois, juges, avocats, procureurs, etc., ne pouvait manquer de rencontrer une opposition formidable; la Chambre des lords, gardienne farouche des vieilles traditions et des vieux abus, a pris en main la cause des intéressés, et le projet de l'ex-chancelier a été rejeté par elle.

Revenons maintenant à la vie politique de M. Brougham. On sait comment le ministère Wellington, après s'être vu arracher l'émancipation catholique, dut abandonner les affaires au parti whig. Le ministère de lord Grey fut formé, et M. Brougham, qui avait puissamment contribué au triomphe du parti, créé baron et pair d'Angleterre, fut élevé à la dignité de chancelier. Cette dignité n'est pas en Angleterre, comme en France, un titre honorifique attaché à la qualité de président de la Chambre des pairs. Le chancelier est à la fois membre du cabinet, président de la Chambre des lords, et en même temps premier juge d'appel. Lord Brougham avait le projet de faire partager les attributions de la chancellerie entre deux fonctionnaires distincts, l'un politique, l'autre judiciaire. Cette réforme était sensée, mais elle froissait la vanité de corps des légistes, et par conséquent elle n'a pu être obtenue.

J'ai déjà suffisamment parlé, dans la notice sur John Russell, de l'opiniâtre résistance opposée par la Chambre des lords au bill de réforme. C'est en octobre 1831 que lord Brougham prononça à ce sujet un de ses plus fameux discours; ce discours, plus travaillé que les improvisations ordinaires de M. Brougham, est empreint au plus haut degré de ce caractère d'énergique et impétueuse originalité qui distingue l'orateur; c'est toujours ce même composé de périodes complexes et de parenthèses qui s'engrènent sans efforts les unes dans les autres, se déroulent d'abord assez lentement au début, et finissent ensuite par déborder en un torrent d'images bizarres, grandioses, et d'apostrophes menaçantes. Après avoir peint l'état effrayant de l'Angleterre, les émeutes, les démolitions, les incendies, les fureurs du peuple, *ces bourdonnements d'hommes par myriades*, l'orateur adjure les lords de ne pas pousser à bout la nation par une plus longue résistance, de céder aujourd'hui la réforme, s'ils ne veulent pas que demain cette concession ne suffise plus; et alors il leur jette à la tête sa fameuse parabole de la sybille, qui se présente deux fois à leur porte en leur offrant les feuilles de justice et de paix, et qui, après chaque refus, revient avec des mains moins pleines.

Ce succès capital une fois obtenu, l'ardeur antérieure de lord Brougham pour les réformes politiques commença à se calmer un peu; il lui arriva ce qui arrive et arrivera à tant d'autres esprits fougueux, plus ou moins tempérés par l'exercice du pouvoir, et dont le point de vue se limite à mesure que leur position s'élève. Sous le ministère de lord Grey et sous le premier ministère de lord Melbourne, il compta parmi les membres les plus conservateurs de ces deux cabinets whigs et les plus disposés à mettre un terme aux concessions. Cette voix qui, en 1811 et plus tard, s'était montrée parfois si rude et si tonnante contre Wellington, s'éleva souvent jusqu'au dithyrambe pour célébrer les *merveilleux exploits* du *premier des héros modernes*, et cette même voix infligeait en pleine Chambre des lords à O'Connell la qualification aristocratique de *grand mendiant*.

Lorsque, en novembre 1834, le ministère Melbourne dut céder pour un moment les affaires au parti tory, les journaux whigs prétendirent qu-

le lord chancelier était disposé à conserver les sceaux dans un cabinet tory sous la présidence du duc de Wellington. Lord Brougham repoussa cette assertion comme une injure, et s'empressa de la détruire en donnant sa démission. Mais quand ses anciens collègues revinrent au pouvoir, en 1835, il n'y rentra pas avec eux, et depuis cette époque jusqu'à la dernière dissolution du cabinet Melbourne, lord Brougham, sans passer à l'ennemi, n'a pas ménagé les coups de boutoir à ceux qu'il persistait à appeler *ses amis*, c'est-à-dire aux membres du cabinet whig, souvent accusés par lui d'indécision, de faiblesse, et de complaisance coupable pour O'Connell et les radicaux. Cette attitude isolée de lord Brougham, tirant souvent l'épée contre ses propres troupes, a fourni un point de rapprochement de plus à ceux qui aiment à comparer, pour la figure, la tournure, l'éloquence et la tenue politique, le noble lord à son honorable ami M. Dupin. Quoi qu'il en soit de cette comparaison, sa seigneurie est plus déplacée encore dans la Chambre des lords que ne le serait M. Dupin dans la Chambre des pairs. Outre que la longue perruque de chancelier, dont il est aujourd'hui débarrassé, embellissait fort peu sa figure déjà si richement laide, lord Brougham a perdu, en entrant dans la Chambre haute, une notable partie des avantages de son organisation, formée pour l'orage et le combat. Sa puissance d'ironie et d'invective, l'âpre violence de sa parole, qu'un écrivain anglais comparait à un tomahawk de sauvage, ne trouvent que trop rarement à s'exercer au milieu d'aristocrates dédaigneux et froids, blasés sur toutes les sensations, et plus amoureux de savoir-vivre que d'éloquence *démosthénique*. Quand il est blessé par eux, l'orgueil de l'ex-chancelier leur fait payer cher leur dédain; mais sa voix est plus redoutée qu'elle n'est réellement puissante, et, malgré la crainte qu'elles inspirent, les apostrophes véhémentes de lord Brougham sont venues souvent se briser contre la dialectique serrée et l'ironie glaciale de son rival, le chancelier tory lord Lyndhurst.

Lord Brougham, marié en 1819, n'a qu'une fille; il a un frère qui est ou était membre de la Chambre des communes. Il est lié d'amitié avec plusieurs personnages distingués de l'Europe. Après avoir lutté jadis avec M. Arago, dans *la Revue d'Édimbourg*, sur quelques points de la science, il est devenu l'intime ami de cet illustre savant, et c'est à lui qu'il a dédié son ouvrage sur la *Théologie naturelle*, dont la valeur métaphysique est fort controversée. Il est membre associé de l'Institut de France; depuis 1830 il a fait deux voyages à Paris, où il a été accueilli de la manière la plus honorable.

En résumé, lord Brougham, mathématicien, physicien, métaphysicien, légiste, avocat, publiciste, économiste, littérateur, homme d'État, orateur; lord Brougham, véritable encyclopédie vivante, écrivant et parlant sur toutes choses avec une égale facilité, et incessamment occupé d'agrandir par le travail la sphère immense de ses idées, doit être évidemment rangé parmi les personnages éminents de l'Angleterre, bien que les hommes spéciaux puissent le trouver faible sur telle ou telle partie de la science. Mais la vie politique de lord Brougham n'étant, depuis plus de trente ans, qu'un perpétuel combat, au sein duquel, tout en changeant parfois de terrain, il s'est toujours posé en athlète impétueux et impitoyable, il en résulte que le noble lord a beaucoup d'ennemis, et qu'il faut, par conséquent, laisser à la postérité le soin de le classer définitivement.

Le baron Larrey.

Quel homme, quel brave et digne homme que Larrey ! Que de soins donnés par lui à l'armée en Égypte, dans la traversée du désert, soit après Saint-Jean-d'Acre, soit en Europe ! J'ai conçu pour lui une estime qui ne s'est jamais démentie. Si l'armée élève une colonne à la reconnaissance, elle doit l'ériger à Larrey.

NAPOLÉON. — RELATION DE M. MARCHAND.

Je lègue cent mille francs à Larey ; c'est l'homme le plus vertueux que j'aie connu.

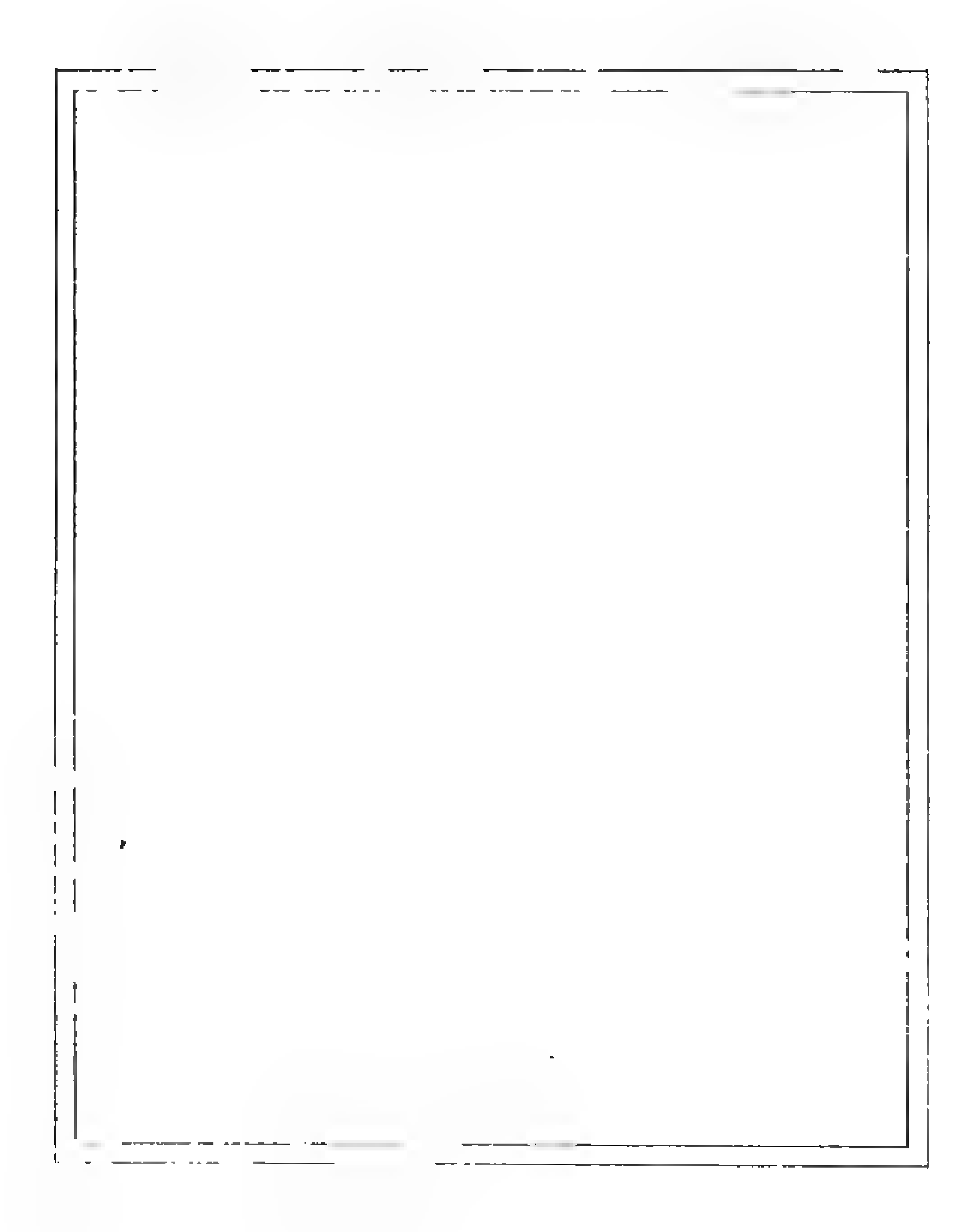
TESTAMENT DE NAPOLÉON.

« Si l'on vous disait, dit La Bruyère, que tous « les chats d'un grand pays se sont assemblés par « milliers dans une plaine, et qu'après avoir miaulé « tout leur saoul ils se sont jetés avec fureur les « uns sur les autres, et ont joué ensemble de la « dent et de la griffe ; que de cette mêlée il est de- « meuré, de part et d'autre, neuf à dix mille chats « sur la place, qui ont infecté l'air à dix lieues de « là par leur puanteur, ne diriez-vous pas : Voilà « le plus abominable sabbat dont on ait jamais « ouï parler ? Et si les loups en faisaient autant, « quels hurlements, quelle boucherie ! Et si les « uns ou les autres vous disaient qu'ils aiment la « gloire, concluriez-vous de ce discours qu'ils la « mettent à se trouver à ce beau rendez-vous, à « détruire ainsi et à anéantir leur propre espèce ? « ou, après l'avoir conclu, ne ririez-vous pas de « tout votre cœur de l'ingénuité de ces pauvres « bêtes [1] ? »

Et si l'on vous disait, pour continuer la métaphore de La Bruyère en l'adaptant à mon sujet ; si l'on vous disait que, parmi tous ces animaux miaulants ou hurlants, qui s'entre-déchiraient avec fureur, on en a vu quelques-uns aller tranquilles au milieu de la mêlée, exposés à recevoir des deux côtés, sans les rendre, coups de griffes et coups de dents, et uniquement occupés à calmer les dernières convulsions des mourants, à étancher le sang des blessés, à panser leurs plaies, à raccommoder les pattes cassées, les yeux arrachés, enfin à remédier de leur mieux à la boucherie, ne diriez-vous pas : « Mais, parmi toutes ces vilaines bêtes, en voilà de bien estimables ; à coup sûr, s'il doit résulter quelque gloire de ce beau rendez-vous d'animaux furieux, c'est à ceux-ci qu'elle appartient. »

Or les hommes, animaux raisonnables, pour se distinguer de ceux qui ne se servent que de leurs dents et de leurs ongles, ont imaginé d'abord les piques, les dards, les sabres, puis les fusils, les canons, les bombes, les obus, tous moyens de s'exterminer plus sûrement, plus promptement, et avec plus de fracas. Il ne s'agit pas pour eux, quand ils se battent, de s'arracher les yeux ou de s'égratigner au visage, mais bien de se perforer réciproquement d'outre en outre, de se couper par morceaux, de se briser les membres, de se broyer la poitrine ou la tête ; et tandis qu'ils se massacrent ainsi par milliers dans une plaine, au son des trompettes, au roulement des tambours, au rugis-

[1] La Bruyère. — *Caractères*. Chap. XII. Des Jugements.



sement du canon, sous une pluie de fer et de feu, il y en a parmi eux qui courent dans les rangs, au plus fort du carnage, sans autre arme que des bistouris, des médicaments et de la charpie, ramassant ceux qui tombent, les soulageant, les pansant, les opérant sur le lieu même, au milieu des balles et des boulets; puis les conduisant, couchés dans des voitures bien suspendues, derrière la ligne de bataille, pour les transférer ensuite dans l'hôpital le plus voisin, où ils leur continuent leurs soins jusqu'à la guérison.

Il semble, au premier abord, qu'après la victoire, quand il s'agit de distribuer la gloire, puisque gloire il y a, ceux-là devraient être les mieux partagés qui ont sauvé le plus de gens; c'est le contraire qui arrive : les plus glorieux sont justement ceux qui en ont fait tuer davantage; d'abord le général en chef, qui a conduit toute la masse à la boucherie; puis les généaux qui ont perdu la moitié de leur division, les colonels dont les régiments ont été le plus maltraités, les capitaines qui ont mené leur compagnie à l'assaut d'une redoute et sont revenus avec une douzaine d'hommes; puis les officiers, sergents ou caporaux, suivant qu'ils ont plus ou moins perdu de leur peloton ou de leur escouade. Puis enfin on pense, si l'on y pense, à cette masse obscure d'officiers de santé, chirurgien en chef, chirurgiens-majors, aides-majors, sous-aides-majors, soldats infirmiers à pied et à cheval, qui tous ont exposé leur vie dans la bataille, en pansant, opérant ou ramassant les blessés sous le boulet, mais qui, malheureusement pour eux, n'ont eu l'avantage de tuer ni de faire tuer personne.

Dans cette inégale et injuste répartition de gloire, il y a pourtant quelques exceptions. Il est des hommes qui, chargés de cette ingrate fonction de *sauveur du soldat,* ont fait preuve d'un tel talent, d'un tel dévouement, d'une telle intrépidité; ont pendant si longtemps, au milieu d'événements si terribles, rendu de si éclatants services à l'humanité, qu'ils ont su forcer l'histoire de s'occuper d'eux, et d'inscrire dans ses plus belles pages leur nom bienfaisant, à côté des noms des plus illustres *tueurs* des temps anciens et des temps modernes.

Le baron Larrey est un de ces hommes et le premier de tous. Tant qu'il restera souvenir ici-bas des grandes choses de la République et de l'Empire, le nom de Larrey ne périra pas. Et, en effet, quelle noble, quelle admirable existence que celle de cet homme, attaché par la Providence aux pas de Napoléon pour disputer à la mort le copieux festin que l'infatigable conquérant apprête et renouvelle sans cesse! Du Midi au Nord, de l'Occident à l'Orient, du Danube à l'Ebre, des sables de l'Égypte aux neiges de la Russie, Napoléon, poussé comme Attila par une force inconnue, va semant sa longue route de débris sanglants; derrière lui marche Larrey, autre instrument de Dieu : après l'instrument de colère, l'instrument de miséricorde; Larrey à la suite de Napoléon; Larrey, palpant les cadavres, pour chercher en eux et ranimer, s'il la trouve, une dernière étincelle de vie, s'agenouille auprès des blessés au milieu du carnage, par des torrents de pluie, dans la boue, sur la neige; et tandis que deux aides tiennent un manteau étendu sur ce groupe, les balles sifflent, un obus éclate à vingt pas de là, et Larrey impassible promène sur d'affreuses plaies un fer habile et sauveur. Quelquefois, seul auprès d'un blessé, Larrey, interrompu par une charge de cavaliers ennemis, emporte son blessé sur ses épaules, et se sauve à cinquante pas dans un fossé ou dans un bois, où il achève tranquillement l'opération. Dans les déserts de l'Égypte, les hommes tombent épuisés d'inanition et de fatigue; Larrey arrive, les relève, leur distribue les cordiaux qu'il porte toujours sur lui, et les rend au courage et à la vie. Lorsqu'une terrible contagion décime l'armée, Larrey se prodigue et se multiplie pour la combattre; si c'est la famine qui sévit au milieu du dénûment absolu de toutes choses, Larrey invente des procédés de salut, et sert à ses chers blessés un bouillon réparateur, fait avec de la viande de cheval assaisonnée de poudre à canon, cuite dans le pectoral d'une cuirasse, au feu d'un tas d'herbes sèches ou d'ossements. Mitraille, famine, contagion, fatigue, Larrey brave tout; cette âme d'élite ne fut jamais accessible qu'à une seule crainte : celle de laisser périr un homme faute de secours.

Entrons maintenant dans les détails d'une vie qui n'est qu'un long dévouement.

C'est dans le département des hautes Pyrénées, dans un petit village nommé Beaudéan, à un quart de lieue de Bagnères-de-Bigorre, que naquit, en 1766, Jean-Dominique Larrey. Plusieurs biographes, et même M. Breschet, dans le discours prononcé aux funérailles de son illustre confrère de l'Institut, se sont trompés en disant que le jeune Larrey perdit de bonne heure son père et sa mère; il perdit son père seulement, et fut élevé avec une grande ten-

dresse par sa mère, qui lui fut conservée jusqu'à la Restauration. Un digne prêtre, l'abbé de Grasset, curé de Beaudéan, charmé de la gentillesse et de la vivacité de l'enfant, se chargea de sa première instruction; et l'homme qui devait passer ses jours au milieu des scènes les plus terribles, habituer son oreille, ses yeux et son âme au spectacle affreux et incessamment renouvelé d'une population de mourants, débuta dans la vie par les plus paisibles fonctions. Élevé, comme le petit Joas, à l'ombre du sanctuaire, il présentait au curé de Beaudéan *l'encens* ou *le sel,* parait de fleurs le modeste autel du village, et mêlait sa voix pure aux chants religieux des paysans béarnais : il était enfant de chœur. Après bien des années, en 1834, le bon curé de Beaudéan, vieillard plus que nonagénaire, a eu la joie de presser dans ses bras, avant de mourir, l'illustre chirurgien en chef de la Grande Armée; il a retrouvé son disciple en cheveux blancs, couvert de gloire, chamarré de décorations, mais conservant, sous une enveloppe bronzée par le fer et le feu, cette âme bonne, cet esprit jeune, cette sensibilité délicate, et cette fraîcheur inaltérée d'impressions qui distinguaient l'enfant de chœur à cet âge heureux où il puisait dans les leçons du pasteur les premières notions du bien et du beau.

A treize ans, le jeune Larrey se sépara de sa mère et de son curé pour aller à Toulouse étudier l'art de guérir, sous les auspices et la direction de son oncle, M. Alexis Larrey, chirurgien-major et professeur à l'hôpital général de cette ville. Après huit ans de travaux, partagés entre les études classiques au collége d'Esquile et les études professionnelles aux écoles de chirurgie et de médecine de Toulouse, il forma le projet de se rendre, pour compléter son éducation, à Paris, où il arriva en août 1787. On venait à ce moment même d'ouvrir un concours pour un nombre déterminé de places de chirurgiens auxiliaires de la marine; le jeune Larrey aimait les voyages, il se laissa tenter par l'idée de courir le monde, se mit sur les rangs, obtint une des places proposées, et partit aussitôt pour le port de Brest, à pied, en touriste amateur, visitant les ruines, s'extasiant devant les paysages, et s'arrêtant deux jours à la Trappe pour pleurer sur les romanesques infortunes du comte de Comminges et d'Adélaïde. Il arriva enfin à sa destination, subit un deuxième examen, d'après lequel il devait être classé définitivement, fut nommé à vingt et un ans chirurgien-major des vaisseaux du roi, et bientôt embarqué en cette qualité, au mois d'avril 1788, sur la frégate la *Vigilante,* qui faisait voile pour l'Amérique septentrionale, avec mission de séjourner plus particulièrement à l'île de Terre-Neuve, pour y protéger la pêche de la morue.

Après six mois d'une navigation souvent pénible, entremêlée de dangers et d'aventures; après avoir subi tempêtes et coups de vent, supporté la faim, la soif, guéri son équipage atteint du scorbut, recueilli des naufragés sur des bancs de glace, étudié les procédés curatifs des Esquimaux, dont il fera plus tard une application heureuse sur un illustre maréchal, le jeune chirurgien-major rentra dans le port de Brest, le 31 octobre 1788, heureux de n'avoir pas perdu un seul homme par maladie.

Aussitôt débarqué, Larrey sollicita son licenciement, pour aller continuer ses études à Paris : il l'obtint avec peine, tant le conseil de santé de Brest, instruit des preuves nombreuses de talent et de zèle qu'il avait données, tenait à le garder dans la marine. Il partit enfin, revint à Paris au commencement de 1789; suivit à l'Hôtel-Dieu les cours de chirurgie clinique de Desault, les cours de Sabatier à l'hôtel des Invalides, comme chirurgien interne, et se prépara à la longue et glorieuse carrière qu'il allait parcourir, en soignant les premières victimes de nos discordes civiles, les blessés de la Bastille et du Champ-de-Mars.

Quand la guerre eut été déclarée par la France à l'Autriche, après la formation de trois armées sur nos frontières du Nord, Larrey, attaché en qualité d'aide-major (chirurgien-major des hôpitaux) à l'armée du Rhin, commandée par le vieux maréchal Luckner, arriva au quartier général, à Strasbourg, le 1er avril 1792.

Chargé de la direction chirurgicale d'une division commandée par Custines, Larrey, dès les premiers engagements, fut frappé de l'organisation vicieuse des ambulances. D'après les règlements militaires, les ambulances devaient se tenir constamment à une lieue de l'armée. On laissait les blessés sur le champ de bataille pendant toute la durée de l'action, puis on les portait à bras, ou sur des fusils, dans un local favorable, où l'ambulance se rendait aussi promptement que possible; mais la quantité d'équipages et d'hommes interposés entre elle et l'armée la retardait au point qu'elle n'arrivait jamais avant vingt-quatre heures, quelquefois même trente-six heures, de sorte que la plupart des blessés périssaient faute de secours administrés à temps.

Larrey conçut dès lors le plan d'une ambulance capable de suivre tous les mouvements de l'avant-garde, à l'instar de l'artillerie volante; il avait d'abord imaginé de faire porter les blessés sur des chevaux garnis de bâts et de paniers convenables; mais l'expérience lui fit bientôt connaître l'insuffisance de ce moyen, et, favorisé par l'adhésion de Custines et la coopération zélée du commissaire général Villemanzy, il ne tarda pas à organiser un système de voitures suspendues, réunissant à la commodité la légèreté et la solidité, propres à suivre sur le terrain même toutes les évolutions de l'armée, pouvant contenir, commodément couchés, dans toute leur longueur, sur un matelas, les unes deux blessés, les autres quatre. Chacune de ces voitures, accompagnée d'un officier de santé et d'infirmiers à cheval, se portant sur tous les points du champ de bataille, permettait le pansement immédiat et l'enlèvement rapide des blessés, aussitôt transportés dans les hôpitaux de première ligne.

Ce système d'ambulances, connu sous le nom d'*ambulances volantes*, établi d'abord à l'armée du Nord, fut successivement étendu aux autres armées françaises : adopté aujourd'hui par la plupart des puissances de l'Europe, il est devenu un des plus beaux titres de gloire de son illustre fondateur.

C'est dans un combat obscur livré aux Autrichiens par l'avant-garde de Custines, dans un défilé des montagnes d'Oberfichel, que Larrey fit l'essai de son système, et que l'on vit pour la première fois un chirurgien panser des blessés au milieu du feu.

« Ce combat, dit Larrey, avait fait d'abord sur moi une vive impression; mais la jouissance intérieure que me causa l'idée du service éminent que venait de rendre aux blessés ma nouvelle institution parvint bientôt à éloigner les sentiments qui m'affectaient, et depuis ce moment j'ai toujours vu avec calme les combats et batailles auxquels j'ai assisté[1]. »

Quelle différence pourtant entre ce courage facile du combattant, échauffé par l'ardeur du combat, et cette froide intrépidité du chirurgien militaire, obligé de braver la mort sans la donner!

La bataille meurtrière livrée le 22 juillet 1793 devant Mayence valut à Larrey une première mention honorable au *Moniteur*.

« Parmi les braves, disait le général Beauharnais dans son bulletin à la Convention; parmi les braves dont l'intelligence et l'activité ont servi brillamment la république dans cette journée, je ne dois pas laisser ignorer le chirurgien-major Larrey, avec ses camarades de l'*ambulance volante*, dont les infatigables soins dans le pansement des blessés ont diminué ce qu'un pareil jour a d'affligeant pour l'humanité, et ont servi l'humanité elle-même en contribuant à conserver les braves défenseurs de la patrie. »

Beauharnais suivit bientôt Custines à l'échafaud. L'armée du Rhin fut réunie à celle de la Moselle, sous le commandement en chef de Hoche, et Larrey, attaché avec son ambulance à l'avant-garde, commandée par Desaix, se lia avec ce noble soldat d'une amitié que la mort devait cruellement briser à Marengo. Dans le cours de ces deux campagnes, le jeune chirurgien, en opérant sans cesse sur le champ de bataille, eut occasion de se convaincre de la nécessité de l'amputation immédiate, lorsqu'elle est indiquée. Cette opinion était contraire aux préceptes établis par les chirurgiens les plus renommés, notamment Faure et Bilguer. Larrey prépara les éléments d'un Mémoire, publié plus tard, dans lequel il a victorieusement démontré l'erreur de Faure et ses dangereuses conséquences : sa doctrine, étayée d'un millier d'observations, a aujourd'hui complétement prévalu.

A cette même époque, en cherchant à se rendre compte des effets mortels produits quelquefois par le boulet sans aucune marque de lésion extérieure, effets attribués jusque-là au violent déplacement de l'air, Larrey fut conduit à reconnaître que l'intégrité extérieure et apparente du cadavre était toujours accompagnée d'énormes lésions intérieures, produites par l'action immédiate du projectile.

A la fin de cette campagne du Rhin, Larrey,

[1] *Mémoires de chirurgie militaire et campagnes de D.-J. Larrey*, t. I, p. 67. En ouvrant pour la première fois cet ouvrage de l'illustre chirurgien, qui se compose de cinq volumes, je m'attendais à une lecture peu attrayante pour un homme étranger à la chirurgie. Je n'ai pas été médiocrement étonné de me sentir entraîné à dévorer ces cinq volumes avec une véritable avidité. Outre que la partie technique est écrite avec une clarté, une simplicité qui la rend accessible même aux gens du monde, la partie historique abonde en détails curieux qu'on ne trouve pas ailleurs. Le style négligé, mais facile et naturel de l'auteur, ajoute à l'importance de ses observations et à l'intérêt de ses récits ce parfum de bonne foi qui transmet, pour ainsi dire, au lecteur l'impression fidèle du moment et du lieu. Les campagnes d'Égypte et de Russie sont sous ce rapport d'une vérité saisissante. Je considère la lecture de cet ouvrage du baron Larrey comme indispensable à quiconque voudra connaître à fond l'histoire militaire de la République et de l'Empire.

légèrement blessé dans les lignes de Wissembourg, fut envoyé à Paris par les généraux et les représentants du peuple pour y organiser complétement son nouveau système d'*ambulances volantes*, et en faire établir de semblables dans les autres armées. Mais la Convention ayant résolu une expédition contre la Corse, Larrey, nommé chirurgien en chef de cette expédition, reçut presque aussitôt l'ordre de partir pour Toulon. Il profita néanmoins de son court séjour à Paris pour accomplir des vœux formés depuis longtemps en épousant, dans cette même année 1794, Mlle Laville-Leroux, l'une des filles de l'ex-ministre des finances sous Louis XVI. L'expédition contre la Corse n'ayant pu avoir lieu à cause des fortes croisières anglaises, Larrey, après avoir passé quelque temps à l'armée des Alpes maritimes, fut envoyé à celle des Pyrénées orientales, où il arriva pour assister au trépas glorieux de Dugommier, mort dans ses bras, la poitrine déchirée par un obus, à l'assaut meurtrier de Figuères. Les sept cents blessés que produisit cet assaut d'abord infructueux furent presque tous opérés et pansés dans les premières douze heures. Enfin la forteresse fut prise, et tandis que les soldats français, depuis longtemps affamés et dénués de tout, couraient aux provisions de guerre et de bouche; tandis que les généraux s'occupaient du trésor, le modèle des chirurgiens militaires s'extasiait devant un autre genre de conquête.

« Je n'ai jamais vu, dit-il, de si beaux magasins d'ambulance; la toile à pansement était comme de la batiste, et la charpie aussi fine que le *byssus*.... Cette charpie avait été préparée et disposée en petits paquets, liés avec des faveurs de différentes couleurs, par la reine d'Espagne et les dames de la cour. »

Quelle joie pour Larrey de mettre la main sur une aussi belle part de prise! Aux autres les sacs de piastres, à lui les paquets de charpie fine, liés avec des faveurs roses. Et voilà comment Larrey vécut et mourut pauvre, tandis qu'autour de lui se préparaient des fortunes de Crésus.

Après la conclusion de la paix avec l'Espagne, le jeune chirurgien en chef fit un nouveau voyage à Paris, pour rétablir sa santé délabrée, fut bientôt renvoyé à Toulon, en attendant le départ de l'expédition pour la Corse, départ indéfiniment ajourné, puis enfin rappelé à Paris, pour occuper une place de professeur à l'Ecole militaire de santé, que l'on venait d'établir au Val-de-Grâce. Tandis qu'il y professait avec un grand succès l'anatomie, Bonaparte demanda au ministre de la guerre de lui envoyer au plus vite le créateur des *ambulances volantes*, dont il désirait utiliser le talent au profit de son armée.

Larrey partit le 1er mai 1797; il trouva la campagne d'Italie déjà terminée : Bonaparte venait de signer les préliminaires de paix à Léoben. Après avoir visité les provinces conquises, inspecté les hôpitaux, institué dans diverses villes des écoles de chirurgie, porté remède à une épizootie qui dévastait les campagnes du Frioul, Larrey organisa son *ambulance volante*, formant une légion de trois cent quarante individus, tant officiers de santé que sous-officiers et soldats. La légion se décomposait en trois divisions, et à chaque division étaient attachées douze voitures. Bonaparte fut très-satisfait des manœuvres et évolutions de cette nouvelle légion chirurgicale, et comme il prévoyait sans doute déjà que Larrey serait l'homme du monde auquel il donnerait le plus d'occupation, il résolut dès lors de l'attacher à sa fortune. Et quelques mois après, au moment où Larrey revenu à Paris venait de reprendre son cours, il fut chargé conjointement avec son collègue Desgenettes d'organiser le service médical de l'armée dite d'Angleterre; il se rendit à Toulon : tout le monde ignorait la destination précise de cette armée; mais la présence de Bonaparte, les immenses préparatifs qui se faisaient pour l'embarquement de trente mille soldats d'élite, donnèrent à Larrey une idée de l'importance de l'expédition; il fut autorisé par le général en chef à faire un appel à tous les jeunes chirurgiens de France, et bientôt, le 19 mai 1798, à la tête de cent huit d'entre eux, choisis parmi les plus instruits et les plus courageux, il s'embarqua pour cette terre d'Égypte, où l'attendaient tant de fatigues, tant de dangers, et où il devait déployer tant de courage et tant de dévouement.

Je renvoie à l'ouvrage déjà cité ceux qui voudraient se faire une idée complète de la tâche immense imposée à l'illustre chirurgien en chef durant cette mémorable campagne de quatre ans. Toujours présent à sa place de bataille, au milieu des soldats que sa vue suffisait à encourager, en leur offrant l'espoir certain d'un prompt secours en cas de blessure [1], à Alexandrie, à Chebreisse,

[1] Les soldats du duc de Guise assiégé dans Metz, à la vue du célèbre chirurgien Paré s'écriaient : Paré est ici, nous ne mourrons plus de nos blessures. Pendant vingt-cinq ans la présence de Larrey parcourant

aux Pyramides, à Jaffa, à Saint-Jean-d'Acre, aux deux batailles d'Aboukir, à Héliopolis, partout enfin où la mort l'appelait au combat, on vit l'intrépide Larrey accourir à son appel, pour lui arracher sous le feu, généraux, officiers et soldats.

Mais la mort ne se contentait pas de moissonner sur le champ de bataille; elle apparaissait partout, sous toutes les formes. Pendant ces marches de soixante lieues au milieu du désert, c'étaient la faim, la soif, le terrible *khamsyn*, et l'épuisement. A Saint-Jean-d'Acre, c'était la peste rivalisant avec le boulet; au Caire, des ophthalmies opiniâtres. Partout, des maladies épidémiques, nées des privations, de la fatigue et du dénûment de l'armée.

Blessés, pestiférés et malades, il fallait suffire à tous; improviser ambulances, remèdes, moyens de pansement; suppléer par les inventions les plus ingénieuses à tout ce qui manquait; fouiller, au péril de sa vie, dans les entrailles des pestiférés pour y chercher le secret de la contagion; suspendre les blessés aux flancs des chameaux et des chevaux pour leur faire traverser le désert; veiller à la santé de l'armée, en garnison comme en campagne; purifier les hôpitaux, maintenir la propreté, assainir par tous les moyens possibles des aliments de mauvaise qualité; enfin, tenir tête à tous les fléaux réunis, telle fut la mission noblement remplie durant quatre ans par Larrey. Dans la seule expédition de Syrie, en deux mois de temps, à Jaffa et à Saint-Jean-d'Acre, dix-sept chirurgiens ou officiers de santé et onze pharmaciens payèrent de leur vie leur noble ardeur à suivre l'exemple de leur chef. Pendant la première bataille d'Aboukir, Larrey opérait sous les yeux de Bonaparte le général Fugières, atteint d'une blessure jugée mortelle, et qui se croyant à sa dernière heure, offrit à son chef, en souvenir de lui, un damas précieux garni en or. « Je l'accepte, répondit Bonaparte, mais c'est pour le donner à l'homme qui va vous sauver la vie. » Et sur la lame il fit graver en or ces deux noms : *Aboukir, Larrey*. Le général Fugières fut en effet sauvé; mais Larrey n'a pu transmettre à ses enfants le sabre, gage glorieux de l'estime de Bonaparte. Ce don précieux fut, quinze ans plus tard, arraché, par des soldats prussiens, à l'illustre chirurgien blessé et prisonnier.

avec ses ambulances la ligne de bataille, a produit sur nos armées un effet analogue.

Quand Bonaparte quitta son armée pour venir renverser le Directoire, Larrey resta à son poste et continua jusqu'au bout son œuvre de dévouement : au milieu de toutes les fatigues de sa vie, il trouva encore du temps à donner à d'ingénieuses observations sur le climat, les productions du sol et les mœurs de l'Égypte, à des travaux pleins d'intérêt sur les maladies endémiques du pays; une partie de ces travaux a trouvé sa place dans le grand ouvrage de l'Institut sur l'Égypte, l'autre figure dans les Mémoires de Larrey, entremêlés de dissertations curieuses sur les effets produits par les mille moyens de destruction inventés par l'homme : Bayonnette, sabre, lance, balle, boulet, bombe, obus, mitraille, etc., plaies de tête, plaies de la face et de la gorge, plaies de poitrine, plaies du bas-ventre, plaies des membres, l'illustre chirurgien fait passer sous nos yeux une masse de blessures singulières, hideuses, atroces; c'est à dégoûter profondément de la guerre. Mais après le tableau du mal vient l'exposé du remède. On parcourt avec curiosité le récit de toutes ces cures extraordinaires, de toutes ces opérations merveilleuses, et l'on se console un peu en pensant que la Providence a voulu, par une équitable compensation, que le progrès dans l'art de guérir marchât du même pas que le progrès dans l'art de tuer.

Jusqu'à Larrey il existait plusieurs blessures généralement considérées comme désespérées : les plaies d'armes à feu aux articulations étaient surtout dans ce cas. L'amputation du bras à l'épaule était jugée inutile presque toujours; mais on considérait surtout comme une véritable chimère la possibilité de l'amputation coxo-fémorale, c'est-à-dire de l'extirpation de la cuisse à la jonction avec le tronc. Larrey, partant de ce principe que le devoir du chirurgien est de lutter avec la mort jusqu'au dernier moment, et convaincu avec Hippocrate qu'il faut *ad extremos morbus, extrema remedia*, après avoir obtenu de nombreux succès dans l'amputation du bras à l'articulation avec l'épaule, dans l'amputation des deux cuisses au même blessé, des deux jambes, des deux bras; Larrey entreprit d'introduire dans la pratique de l'art cette terrible opération de l'extirpation de la cuisse. Les trois premières tentatives, faites en Égypte, ne réussirent pas; mais, outre qu'elles eurent l'avantage d'adoucir l'agonie des blessés, qu'on laissait mourir jusque-là dans des souffrances horribles, tandis que l'opération leur rendit au moins le calme, sinon la vie, l'insuccès

fut dû à des causes accidentelles. Il faut lire, pour se faire une idée de l'âme de Larrey; il faut lire le touchant récit de ces trois premières opérations; je n'en citerai qu'une, la seconde : On apporte à Larrey, de la tranchée de Saint-Jean-d'Acre, un officier nommé Bonhomme, dont le haut de la cuisse est complétement brisé par un éclat de bombe, et qui se meurt dans des convulsions atroces. Malgré l'insuccès d'une opération antérieure, Larrey n'hésite pas à tenter l'extirpation; en un tour de main cette opération, la plus difficile de toutes, est exécutée, et le mourant renaît à la vie. Un jour, deux jours, trois jours se passent, et l'énorme plaie va de mieux en mieux; le blessé a retrouvé l'appétit et le sommeil; au sixième jour, encore du mieux; la guérison paraît certaine. Larrey triomphe et se livre à la joie. C'est sa plus belle conquête sur la mort!

Mais voilà que tout à coup, dans la soirée de ce même jour, une cruelle fatalité vient détruire toutes ses espérances. Il y avait au camp un soldat qui couvait la peste depuis plusieurs jours; Larrey l'envoie à l'hôpital, dans la partie réservée aux pestiférés; en s'y rendant, il est atteint d'un boulet à la jambe, on le ramasse, on le porte à l'hôpital; les chirurgiens de service, ignorant son état de maladie antérieure, le font transférer dans la salle des blessés; et l'on va justement coucher ce malencontreux pestiféré sur le même carré de paille où gisait l'officier Bonhomme, le sujet précieux destiné à prouver victorieusement au monde entier le succès de l'amputation coxo-fémorale, jusque-là réputé impossible. On devine sans peine le résultat. Le pestiféré communiqua, durant la nuit, la peste à l'amputé, et le lendemain matin, Larrey trouva la plaie, qu'il avait vue si belle la veille, envahie par les symptômes de la contagion et frappée de gangrène; la mort suivit rapidement, et il fallut ajourner encore une fois l'espoir d'établir la possibilité de l'extirpation de la cuisse.

Dans les campagnes postérieures Larrey fut plus heureux; Napoléon ne le laissa pas manquer de sujets, et l'amputation coxo-fémorale a été décidément introduite par lui dans la pratique de l'art.

Enfin l'évacuation de l'Égypte par nos armées permit à l'illustre chirurgien en chef de revenir dans sa patrie chercher un peu de repos après tant de fatigues; à son arrivée à Marseille il reçut les touchants adieux de ses compagnons de danger dont il avait été le sauveur, et se rendit à Paris pour y exercer les fonctions de chirurgien en chef de la garde des consuls. Il s'occupa d'abord de publier sa *Relation chirurgicale de l'armée d'Orient*. Supplié ensuite par une foule d'élèves d'établir un cours public de chirurgie militaire expérimentale, il dut, pour se rendre à ce vœu, se conformer aux dispositions de la nouvelle loi du 10 mars 1803, en soutenant une thèse publique en présence des professeurs de la faculté, sous la présidence de Sabatier, son illustre maître. Le sujet de cette thèse attira un immense concours d'auditeurs; le candidat avait choisi pour sujet le développement de sa théorie sur les amputations, qu'il développa avec une lucidité admirable, en la fortifiant de sa pratique.

Cependant Larrey ne devait pas chômer longtemps; Bonaparte, devenu empereur, le rappela bientôt sur le champ de bataille. Les campagnes d'Ulm et d'Austerlitz, les campagnes de Saxe et de Prusse, la campagne de Pologne, la première et la deuxième campagne d'Espagne, enfin la brillante et rapide campagne de Wagram, virent Larrey et ses ambulances volantes acquérir sans cesse de nouveaux titres à la reconnaissance de l'armée. Il ne se donna pas une grande bataille sans Larrey; il n'y eut pas dans la garde impériale une seule blessure grave qui ne passât par ses mains, et presque tous nos généraux lui durent ou la conservation de leur vie, ou l'adoucissement de leur agonie.

Durant la terrible bataille d'Eylau, Larrey avait été obligé d'établir son quartier général à une centaine de toises de la mêlée, dans des granges au toit défoncé, ouvertes à tous les vents, et où la neige tombait à gros flocons. Les blessés arrivaient par centaines; on les couchait sur des débris de paille parsemés de neige. Les instruments échappaient aux mains des chirurgiens, engourdies par le froid; mais leur chef, puisant dans sa philanthropie une ardeur surnaturelle, restait seul debout, actif, infatigable, au milieu des cris de souffrance, courant d'un blessé à l'autre, prompt comme l'éclair, sans autre distinction que la gravité de la blessure, passant d'une amputation à une suture, d'une suture à un trépan, d'un trépan à une extraction de balle, d'une extraction de balle à un pansement difficile, enfin arrêtant partout d'une main ferme la douleur et la mort.

Mais voilà que tout à coup l'aile droite de l'ennemi fait un mouvement pour déborder notre gauche; une colonne russe menace de se jeter sur l'ambulance. Un désordre affreux se met parmi les

blessés; ceux qui peuvent marcher cherchent à s'enfuir, les autres se traînent vers toutes les issues en essayant de les suivre. Larrey, qui achevait de couper une jambe, voit ce désordre, cette terreur; il s'élance au-devant des blessés, les rassure, leur déclare que, quoi qu'il arrive, leur situation sera respectée, que lui et ses élèves sont prêts à mourir plutôt que de quitter leur poste; et aidé d'un peloton de soldats infirmiers, il contient les plus vigoureux, rétablit l'ordre, et les sauve malgré eux, tandis qu'au dehors une charge impétueuse de notre cavalerie refoule la colonne russe et repousse le danger.

Tel était Larrey à Eylau; tel il avait été à Austerlitz, à Iéna; tel il fut en Espagne, où soignant avec un égal dévouement les blessés français et anglais, il gagna parmi ces derniers une fièvre pernicieuse qui mit ses jours en péril; tel il se montra après la sanglante bataille d'Esling, au milieu d'une armée refoulée en masse, en désordre et sans vivres, dans la petite île de Lobau, entouré d'une quantité innombrable de blessés, couchés par terre sur les bords du Danube, et réclamant à grands cris son secours. C'est là que Larrey, après avoir opéré avec succès une douzaine de généraux, eut la douleur de voir son zèle et son talent échouer contre la blessure mortelle du duc de Montebello, déja sauvé par lui en Espagne une première fois [1].

Après avoir été fait commandeur de la Légion d'honneur sur le champ de bataille d'Eylau, Larrey, créé baron de l'empire à Wagram, rentra en France pour reprendre son service de chirurgien en chef de l'hôpital de la garde. Jouissant enfin d'un repos bien mérité après tant de fatigues, il venait de publier, au commencement de 1812, les trois premiers volumes de ses Mémoires, quand il fut appelé à mettre le sceau à sa gloire au milieu de la plus grande catastrophe militaire que le monde ait jamais connue. Le 12 février 1812, nommé par un décret de l'empereur chirurgien en chef de la Grande Armée, le baron Larrey partit pour Mayence, où était fixé le rendez-vous du quartier général. Six mois après, une superbe armée de quatre cent mille hommes passait le Niémen; Larrey suivait, à la tête d'un régiment de chirurgiens et de nombreux fourgons d'ambulance. Encore six mois, et de ces quatre cent mille hommes il n'en restera pas trente mille; et Larrey, isolé au milieu de cette masse confuse, exténué lui-même de faim, de fatigue et de froid, traînant par la bride le dernier cheval qui lui reste, la barbe et les cils ornés de glaçons en forme de stalactites, et n'ayant conservé de tous ses équipages qu'un thermomètre pendu à sa boutonnière, qui marque 28 degrés au-dessous de zéro, reparaîtra sur la frontière prussienne, où il aura, comme il dit, *le bonheur* de faire, pour la première fois depuis Moscou, un repas complet, et de coucher dans un lit.

Sur les bords de la Moskowa, Larrey, privé de la plupart de ses chirurgiens et de ses caissons d'ambulance, qui sont restés à Smolensk, reçoit l'ordre de se préparer aux résultats d'une grande bataille. Ce fut en effet la plus sanglante de toutes celles de l'Empire. Depuis six heures du matin jusqu'au soir, six cent mille hommes, pourvus de deux mille pièces d'artillerie, se massacrèrent sur un espace d'une lieue carrée de terrain. Les Russes perdirent près de trente mille hommes; les Français, près de vingt mille : quarante généraux français furent tués ou blessés dans cette fameuse journée. Larrey, après avoir pris un chirurgien dans chaque régiment, établit son ambulance générale au centre même de la ligne de bataille. Il y eut dix mille blessés, dont les deux tiers passèrent par l'ambulance générale. Obligé de se charger seul de toutes les opérations difficiles, Larrey pratiqua, dans les premières vingt-quatre heures, plus de deux cents amputations d'un ou de deux membres; mais, paille, couvertures, charpie, linge à pansement, subsistances, tout manquait. Il fallut encore avoir recours à la viande de cheval pour faire du bouillon aux blessés, et la plupart de ces malheureux, sauvés avec tant de peine, périrent plus tard dans la retraite.

Je ne décrirai point ici cette longue marche de Moscou à la frontière prussienne, où chaque régiment français laisse un cadavre à chaque pas. Larrey trouva dans son énergie morale et dans sa

[1] Le maréchal, en descendant rapidement une montagne couverte de glace, avait fait une chute affreuse; son cheval était tombé sur lui; tout son corps était couvert d'ecchymoses; l'inflammation des organes intérieurs était imminente. Larrey se rappela que, durant sa première campagne maritime de Terre-Neuve, il avait vu des Esquimaux sauver des matelots jetés à la côte et meurtris en les enveloppant dans des peaux d'animaux fraîchement écorchés. Il se détermina à envelopper le corps du maréchal dans la peau d'un énorme mouton écorché vif, et au bout de cinq jours le maréchal fut en état de remonter à cheval.

robuste constitution, non-seulement la force de résister lui-même, mais encore celle d'encourager et de soutenir sans cesse, par tous les moyens en son pouvoir, ce vaste troupeau d'hommes engourdis et démoralisés. On connaît les scènes affreuses du passage de la Bérésina. Avant la rupture des ponts, Larrey avait déjà passé sur l'autre rive, quand, s'apercevant qu'il a oublié dans le désordre des caisses d'instruments de chirurgie nécessaires aux blessés, il repasse sur la rive droite. C'est à ce moment qu'un des ponts est rompu, et que la foule, poussée par les boulets russes, se précipite vers l'autre pont. Entraîné dans le mouvement et étouffé, Larrey va périr; il se nomme, il est reconnu, et à l'instant ces soldats que le désespoir rend furieux, ces soldats capables de marcher sur le cadavre de leurs généraux, et dont le plus fort foule aux pieds le plus faible, tressaillent au nom chéri de Larrey, s'écartent pour faire place à l'homme qui fut si longtemps leur Providence; et transporté de main en main, Larrey se trouve, à sa grande surprise, sur le pont; il le passe, et quelques instants après, ce pont se brise sous les pieds de la multitude.

Les dernières années de l'Empire trouvèrent Larrey aussi dévoué aux jours des revers qu'aux jours des triomphes; après Lutzen et Bautzen, il ne craignit pas de tenir tête à l'empereur lui-même, pour défendre l'honneur d'une foule de blessés qu'on accusait de s'être volontairement mutilés [1]. A Dresde, à Leipzig, à Hanau, en 1814, dans les mille combats de la mémorable campagne de France, Larrey se montra le même; au moment du départ de l'empereur pour l'île d'Elbe, il voulait l'accompagner. « Vous appartenez à l'armée, M. Larrey, lui répondit Napoléon; vous devez la suivre : ce n'est pas sans regret que je me sépare de vous. » — « Cependant, dit Larrey, après le départ de mon illustre protecteur, miné par une mélancolie noire, j'avais formé le projet d'aller le rejoindre dans son île, quand j'appris son retour inattendu. » Il fallut de nouveau courir à l'ennemi. Après la défaite de Waterloo, Larrey, forcé de suivre le mouvement de retraite, marchait à la tête de sa petite légion chirurgicale, quand il fut coupé par un corps de lanciers prussiens. Croyant ce corps peu nombreux, il veut forcer le passage, et se précipite sur l'ennemi, le sabre en main, avec sa troupe; mais son cheval s'abat, atteint d'une balle, et lui-même, frappé de deux coups de sabre, à la tête et à l'épaule, tombe sans connaissance. Pendant que les ennemis poursuivent ses compagnons, il revient à lui et se traîne jusqu'aux bords de la Sambre; là, enveloppé par un nouveau corps de cavalerie prussienne, il est obligé de se rendre prisonnier. On le dépouille de ses vêtements, de ses armes et de sa bourse; sa taille, son teint, et une redingote grise qu'il portait, lui donnant quelque ressemblance avec Napoléon, on le conduit comme tel à un général prussien, qui le fait conduire en cette qualité auprès d'un autre officier général. Ce dernier, certain et furieux de la méprise, ordonne que ce malencontreux prisonnier soit fusillé sur-le-champ. Les soldats préparaient leurs armes; un chirurgien-major prussien s'approche pour bander les yeux au patient... Tout à coup il reconnaît le célèbre chirurgien français dont il suivait les leçons de clinique à Berlin; il s'empresse de solliciter la suspension de l'ordre barbare, et l'on conduit Larrey auprès du général Bulow, qui l'envoie à son tour chez le généralissime Blücher, dont il avait sauvé le fils dans la campagne d'Autriche. Blücher le fait habiller, lui donne de l'argent, et le dirige sur Louvain, où il put enfin se faire soigner de ses deux blessures. Larrey, à son retour à Paris, le trouva pour la seconde fois souillé par l'invasion.

Les premières années de la Restauration furent pour lui très-pénibles; considéré comme un des plus dévoués partisans de Napoléon, il fut privé de son titre et de ses émoluments d'inspecteur général du service de santé militaire, perdit à la fois sa dotation, ses pensions et son revenu de la Légion d'honneur; il ne conserva sa place de chirurgien en chef de l'hôpital de la garde que parce qu'on sentit la difficulté de le remplacer, et parce qu'on craignait de mécontenter la garde royale, qui lui était très-attachée.

Ayant toujours dédaigné la fortune, le baron Larrey ne s'effraya pas de la pauvreté; il refusa de brillantes propositions que lui faisaient les souverains étrangers, ne voulant pas se séparer de son pays et de ses chers soldats. Une loi lui rendit, en 1818, la pension de 3,000 fr. accordée par l'empereur Napoléon après Bautzen, et qui lui avait été enlevée. Ce témoignage d'honorable justice lui donna plus de courage encore pour continuer ses travaux; il rédigea le quatrième volume de ses

[1] On trouve les détails de ce fait si honorable pour Larrey dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*. Napoléon, digne appréciateur de cette noble franchise, en récompensa Larrey par un don de 6,000 francs et une pension de *trois mille francs* sur l'État.

campagnes, écrivit son grand ouvrage de *Clinique chirurgicale,* et fut appelé, en 1829, à succéder au professeur Pelletan à l'Académie des sciences.

La révolution de juillet vit Larrey toujours fidèle à sa mission d'honneur et de philanthropie; non content de prodiguer ses soins, durant les trois jours, à tous les blessés, sans distinction de drapeaux, il sut, par la fermeté de sa parole, repousser une troupe furieuse qui assiégeait l'hôpital du *Gros-Caillou,* en proférant contre les blessés de la garde des menaces de mort. Après un voyage en Belgique pour organiser les ambulances de l'armée belge, il revint à Paris occuper les fonctions de chirurgien en chef de l'hôtel des Invalides. Nommé en même temps membre de la commission centrale de salubrité publique de Paris, il eut bientôt à lutter contre le choléra; il combattit avec succès le fléau à Paris, et fut chargé d'aller le combattre dans les provinces où il exerçait ses ravages; partout il se montra le même, intrépide, infatigable, et dévoué jusqu'à l'abnégation la plus complète.

Après tant de travaux, l'illustre chirurgien aurait sans doute aimé à terminer ses jours au milieu de ces quatre mille braves dont il était adoré, et dont les trois quarts au moins avaient reçu ses soins sur le champ de bataille; mais la destinée en décida autrement. Dans sa sollicitude pour ses vieux camarades, Larrey ne se bornait pas à les soigner dans l'état de maladie, il prétendait encore les maintenir en état de santé; il les suivait dans tous les détails de leur régime de vie, et rien de ce qui les touchait ne lui était étranger. De là plusieurs conflits avec l'administration de l'hôtel; mais les abus furent plus forts que Larrey, et une ordonnance ministérielle vint bientôt le forcer de prendre sa retraite.

Il venait de pleurer sur les restes glorieux de son empereur, quand il se sentit pris d'un vif désir de revoir des tentes arabes, et ce soleil d'Afrique qui devait lui rappeler les beaux jours de sa jeunesse. Le maréchal Soult lui ayant proposé une mission en Algérie, il l'accepta et partit avec joie, malgré ses soixante-seize ans. Au retour, dans le trajet d'Alger à Toulon, une affection de poitrine déjà ancienne s'aggrava subitement; il arriva pourtant jusqu'à Lyon, où la mort l'atteignit dans les bras de son fils, le 25 juillet 1842; et le même jour Mme Larrey, la noble compagne de sa longue vie, expirait à Bièvre, dans les bras de sa fille [1].

« De taille peu élevée, mais d'une vigoureuse et saine complexion, Larrey, dit un de ses confrères (M. Sédillot) avait les traits doux et réguliers, le visage ovale, les yeux un peu saillants, le crâne remarquablement développé, et d'environ 590 millimètres de circonférence, comme celui de Napoléon. »

En terminant ici cette esquisse incomplète d'une vie si remplie de belles actions et de travaux nombreux, qui placeront dans les annales de la science chirurgicale le nom de Larrey à côté de ceux d'Ambroise Paré et de Petit, il ne me reste plus qu'à répéter ce vœu déjà exprimé par la presse entière : que la pensée de Napoléon soit réalisée par le gouvernement, ou sinon par la France; que cette colonne à la reconnaissance dont parlait l'empereur ne manque pas à Larrey; que nos vétérans voient s'élever au milieu d'eux l'image de celui qui fut leur père et leur sauveur sur tant de champs de bataille; qu'enfin la mémoire de l'homme le plus *activement* VERTUEUX de ce siècle soit éternisée par un monument digne de lui.

[1] L'illustre chirurgien laisse un digne héritier de son talent et de son nom dans la personne de son fils, M. Hippolyte Larrey, très-jeune encore, et déjà professeur au Val-de-Grâce et agrégé à la Faculté de médecine de Paris.